AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

Luc DELMAS

UNE CITE MINIERE ET CHEMINOTE DE LORRAINE

JARNY 1886-1936

EVEIL, MUTATIONS ET BRASSAGES D'HOMMES.

Thèse de Doctorat

Sous la direction de M. Alfred WAHL

Université de Metz

1997

Volume 2

(De la Grande Guerre à la Crise)

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE METZ

022 420136 6

Luc DELMAS

UNE CITE MINIERE ET CHEMINOTE DE LORRAINE

JARNY 1886-1936

EVEIL, MUTATIONS ET BRASSAGES D'HOMMES.

Thèse de Doctorat

Sous la direction de M. Alfred WAHL

Université de Metz

1997

Volume 2

(De la Grande Guerre à la Crise)

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE
LETTRES - METZ -
N° Inv. 19970991
Cote LIMz 97/17
Loc. Magasin

TROISIEME PARTIE

1919-1936:

" NOUVEL AGE D'OR ?"

Au lendemain de la guerre s'ouvre une période qui dans l'esprit de presque tous les témoins, correspond aujourd'hui à un véritable âge d'or. Il nous faut, à l'occasion de l'enquête orale, méditer sur cette conscience collective qui gomme les crises et les difficultés et mythifie le passé assez proche. La mémoire est-elle l'histoire? Parmi tous ceux que nous avons entendus, la tentation a été grande de juger les années d'entre deux guerres en regard du présent et de porter sur l'époque révolue les yeux nostalgiques propres aux régions abandonnées. Ajouté à un sentiment bien humain de grandir le temps de sa propre jeunesse, d'une jeunesse mise au contact des réalités de bonne heure, cet état d'esprit ne facilite pas toujours l'approche de la réalité des faits, même locaux. En effet, l'enquêteur réveille dans les têtes des épisodes qui ne rythment pas toujours la mémoire des gens ordinaires. Au contraire, puisque l'histoire qui a tendance à valoriser , à décortiquer les ruptures, les disfonctionnements ne met souvent le doigt que sur les épreuves et plus rarement sur le quotidien, fait aussi de joies simples, de fraternités, qu'aucune archive ne retient. C'est ce qui distingue les réponses des notables, des militants, des acteurs de la vie collective, de celles des simples employés et ouvriers pour qui le passé est avant tout très personnel. Du moins c'est sur des souvenirs personnels, comme les fêtes ou les rencontres sportives, qu'ils sont les plus volubiles, et sur les questions générales qu'ils ont perdu le plus de repères. A l'exception des moments où se rencontrent les deux phénomènes, lorsque l'histoire, c'est-à-dire les crises surtout, croise leur propre destin. Là tout se conjugue pour donner à leur témoignage le plus d'emphase. C'est ainsi que les lendemains de guerre, la crise des années trente, le Front Populaire, sont restés bien vivants dans tous les esprits. Mais ces souvenirs demeurent plus terre à terre chez les humbles que chez ceux qui ont le sentiment d'avoir joué un rôle.

Dans ces deux cas, les souvenirs n'obéissent pas aux mêmes règles. Les premiers parlent des petites choses, s'excusant de n'avoir rien à dire, tant il jugent sévèrement la banalité de leur passé. Et ce n'est que lorsque l'enquêteur aborde les ruptures que la mémoire renoue avec les évènements. A l'inverse, les autres répondent de façon automatique, conscients de leur rôle de témoins, de la mission de sauvegarde de l'histoire, des dangers de l'oubli. Et ils en oublient souvent de rapporter les petits riens qui ont aussi fait leur vie.

Sans négliger aucun de ces divers propos, sans oublier ce qu'ils représentent dans la mise en place de la mémoire locale, nous ne devons pas perdre de vue que tous témoignent de la catégorie de population la plus stable au long de cette période. La plus stable parce qu'elle a traversé toute la période sur place et qu'elle est encore Jarnysienne à l'heure actuelle, à quelques exceptions près. A l'inverse, les victimes des temps de crise, ceux dont nous pouvons repérer occasionnellement les noms dans les divers registres, ceux-là qui sont partis quand l'activité se réduisait et qui n'ont jamais refait le chemin d'avant guerre ou d'avant crise, ceux-là nous ne les entendrons pas.

1- LA VIE REPREND,

A - LA RECONSTRUCTION

- Le coeur bat à nouveau, l'aide aux régions libérées.

C'est fini, les derniers Allemands viennent de quitter le secteur, le 15 et le 16 novembre. Les villages autour de Jarny, sont libres ! Certains se souviennent de ce premier moment: «*Les mobilisés sont revenus progressivement, mais assez vite. Certains militaires allaient d'abord retrouver leur famille évacuée dans le Midi... Le premier Français à entrer en 1918 c'était M.Quantin, le directeur de la mine, mais les soldats sont arrivés après les Américains.* »[1]

La vie va peu à peu reprendre son cours mais à la fin de l'année 1919, ce retour à la normale était encore loin d'être réalisé. Les premiers jours de liberté ne sont pas encore près de tout effacer. Pendant plusieurs mois, la transition ne sera pas facile à maîtriser, entre la liquidation des séquelles de la guerre et l'arrivée des nouvelles populations ouvrières. Reconnaissons aux édiles le mérite d'avoir su, pendant une année au moins, assurer l'ordre et le ravitaillement de la cité . Car il faut avoir en tête les difficultés de l'heure: les retours, les absences, la désorganisation administrative et économique et surtout le manque de tout.

Le ravitaillement

Le ravitaillement pose immédiatement la question la plus difficile pour les autorités locales! Et il le restera encore plusieurs mois durant! L'acheminement des produits de première nécessité est encore totalement dépendant d'une situation économique locale peu brillante, mais aussi de la situation nationale. Surtout, cet approvisionnement demeure longtemps tributaire du réseau de transport partiellement endommagé.«*...Le ravitaillement a duré jusqu'en 1919, en janvier la vie redevenait presque normale mais on manquait d'épicerie...* »[2] Ce n'est pas une surprise de remarquer qu'au moment où les habitants, mobilisés ou évacués, retrouvent leurs foyers, l'approvisionnement des populations constitue la préoccupation primordiale des élus! Dès les premières semaines de paix retrouvée, le ton est donné par cette délibération "*...Considérant qu'il ne reste plus aucune vache laitière sur le territoire de la commune, que, depuis longtemps déjà, la population est privée de lait, le conseil municipal prie l'administration supérieure de vouloir lui faire délivrer une vingtaine de vaches laitières aux cultivateurs de la commune de façon que les malades, les enfants et les vieillards*

1- Melle L.Jarny.
2- id

puissent être ravitaillés en lait... »[3] Et pendant plus d'une année, les délibérations seront consacrées à ce sujet.

C'est que le retour à la liberté ne règle pas tout. Et on peut facilement imaginer à quel point la vie a pu être pénible en ces premiers jours d'après guerre. C'est que les premiers mois se situent en plein hiver...et que l'on manque non seulement de nourriture mais aussi de chauffage, de vitres pour les fenêtres brisées, de vêtements, de couvertures et même d'eau potable...Ce sont donc à nouveau des questions " d'intendance" qui vont accaparer les responsables de la vie communale pendant plusieurs semaines. D'autant plus qu'à Jarny que les retours vont être massifs, si l'on en croit les services de la statistique. En janvier 1919, la population est estimée à environ 700 habitants pour Jarny, à 360 pour Conflans, 324 pour Labry et 54 habitants pour Giraumont. Ces chiffres, donnés par les services du ravitaillement, difficiles à recouper par d'autres sources, permettent de mesurer l'importance de l'exode des populations dans chacune des communes respectives. Voici ci-contre la population des communes du canton, établie par les services cités.[4] Nous remarquons que Jarny est une des communes qui s'est le plus vidée, avec Puxe, mais chacune pour des raisons différentes; Jarny nous l'avons dit a perdu sa population cheminote et étrangère... Puxe, elle, est en 1914 et 1915 sous le feu des combats en Woëvre. Les pourcentages variables d'une commune à l'autre, sont difficiles à interpréter à une telle échelle, faute d'indications précises.

COMMUNES	Population éstimée en 1914	Population en janvier 1919	% de Population restée
PUXE	144	22	15,3
JARNY	4500	700	15,6
FRIAUVILLE	227	52	22,9
JEANDELIZE	392	90	23,0
BONCOURT	202	51	25,2
OLLEY	310	80	25,8
THUMEREVILLE	200	56	28,0
HANNONVILLE	322	92	28,6
BECHAMPS	181	56	30,9
ABBEVILLE	301	96	31,9
DONCOURT	391	125	32,0
BRAINVILLE	236	80	33,9
AFFLEVILLE	299	105	35,1
ALLAMONT	179	64	35,8
BRUVILLE	221	90	40,7
CONFLANS	888	370	41,7
GIRAUMONT	123	54	43,9
OZERAILLES	203	95	46,8
LABRY	701	329	46,9
GONDRECOURT	354	191	54,0
MOUAVILLE	140	77	55,0
FLEVILLE	319	192	60,2
ST MARCEL	87	53	60,9
NORROY/SEC	550	420	76,4
VILLE/YRON	161	140	87,0
Total	11631	3680	31,6

Le retour des réfugiés et des soldats s'effectue progressivement. Pour ces derniers, la démobilisation ne s'est pas faite en bloc et massivement. Les soldats, sont renvoyés classes par classes et en habits civils.[5] Pour eux, on l'imagine aisément, le premier souci est le retour à la vie normale, la reprise de leur travail, lorsque cela est possible. Il faut, surtout pour les ouvriers, attendre la reprise économique...Pour les réfugiés sans emplois se pose aussi la question des ressources ; aussi l'Etat va-t-il mettre en place une commission interministérielle des régions libérées dès le 28 décembre 1918. El-

---

3- Conseil municipal de Jarny du 24 décembre 1918.

4- Population classée par ordre croissant de la part des effectifs dénombrés en janvier 1919 - A M&M 8R 205.

5- *«Ordre du G.Q.G du 15 décembre 1918, numéro 15463. Tenue des troupes. Effets à emporter: sans échange à leur corps: un casque, une ceinture de flanelle, deux paires de chaussettes, une cravate, une trousse,un cache-nez ou passe-montagne, une paire de gants, une paire de brodequins de repos, deux étuis-musettes, un quart, un bidon de 1 ou 2 litres, deux chemises, deux caleçons, une paire de bretelles, une paire de brodequins de marche, un chandail." Pour être échangés au Dépôt avec des effets civils: capote, vareuse, bonnet de police, pantalon culotte. Ils recevront en échange les effets civils ci-dessous: Un pardessus marron ou bleu foncé, une veste marron, bleu foncé ou noire, une casquette marron, bleu foncé ou noire, un pantalon culotte marron ou bleu foncé, une paire de bandes-molletières ou une paire de jambières...* »

le est chargée d'aider le retour des évacués dans leur commune d'origine et de permettre à chacun de retrouver rapidement un rythme de vie plus normal. Nous allons la rencontrer plusieurs fois au cours des premiers mois d'après guerre.

Pour nourrir la population , il ne restait à Jarny que 3 boulangers au début de 1919. Ils ont pu assez tôt compter sur les farines des moulins d'Hatrize, si l'on en croit le maire de cette commune qui déclarait en décembre 1918 au sous-préfet: « *Monsieur le sous préfet...En réponse à votre demande je tiens à vous informer que le moulin de M. Beaucard est en état de marche et qu'il peut produire 150 quintaux de farine par jour.* »[6]

Il faut, attendre l'année 1920 pour que le conseil municipal estime la situation suffisamment saine pour cesser d'en appeler aux services extérieurs du ravitaillement, entre temps il lui a fallu assurer la fourniture du pain. C'est lui qui en fixe le prix à 60 centimes le Kg en janvier 1919 et et qui en organise la distribution : «*A partir du 1 février 1919, le pain sera distribué aux habitants par M. Weyrich toutes les après midis , le dimanche excepté. Chaque famille sera munie d'un livret sur lequel le fournisseur indiquera la quantité de pain fournie et la date...* »[7] Dans sa délibération de mars 1919, le conseil décide la délivrance gratuite du pain aux réfugiés de retour ainsi qu'aux habitants les plus démunis (en application de la circulaire du préfet concernant l'insuffisance des secours temporaires accordés aux habitants dénués de ressources ou aux réfugiés réintégrés : «... *Ces personnes pourront recevoir gratuitement le pain en supplément des allocations...* »). Mais, faute de ressources suffisantes, le conseil municipal déclare à plusieurs reprises qu'il a bien du mal à assurer «*la subsistance de ses administrés qui reviennent en grand nombre* ». En mai 1919, le conseil municipal décide même que les boulangers de Jarny ne fourniront plus le pain aux communes voisines...devant «*la difficulté qu'il éprouve lui même à subvenir aux propres besoins des Jarnysiens* .»

Pour soulager les communes, partout en "France libérée» c'est à dire pour les anciens départements sous tutelle allemande pendant plus de quatre ans), le gouvernement met en place un réseau de comités appelés à «*superviser la délivrance des marchandises de première nécessité* .» Pour cela il faut, dans un premier temps établir des centres locaux, répondant à certains critères. L'administration va rechercher ainsi des villes susceptibles de constituer des " centres" dans les régions dévastées; ceux-ci devront posséder «*une gare ou des noeuds de communication susceptibles de faciliter un large rayonnement* .» Jarny , choisie pour sa position et ses infrastructures ferroviaires, pourra donc approvisionner les commerçants de la ville grâce aux comités de ravitaillement mis en place sous l'autorité du ministre des régions libérées, M. Albert Lebrun . En effet deux comités locaux des régions libérées se sont installés dans le secteur de Jarny, l'un à Mars-la-Tour et l'autre à Conflans regroupant les communes suivantes: Abbeville, Allamont, BatIlly, Bechamp, Boinville, Boncourt, Brainville, Butgneville, Buzy, Conflans, Doncourt, Friauville, Genaville, Giraumont, Gussainville, Herville, Hatrize, Jarny, Jeandelize, Jouaville, Labry, Lanhères, Moineville, Mouaville, Moulotte, Olley, Ozerailles, Parfondrupt, Puxe, St AiL, St Jean-lès-Buzy, Rouvres, Thumereville, Valleroy,

6- Le maire d'Hatrize M. Louis OBELLIAUX le 26/12/18. A M&M 6M 672..
7- Conseil municipal de Jarny janvier 1919.

Villers -sous-Pareid. Le délégué était M. Collier.[8]

Dans ce cadre, le préfet peut alors répartir les marchandises collectées et ventilées par les délégations contrôlées par le ministère chargé des régions libérées: «*Monsieur le Ministre offre de mettre à ma disposition les denrées suivantes aux prix ci-après, à la condition que les prix de vente au détail ne dépasseront ceux ci-dessous indiqués :* [9]

Produits	**Prix de cession d'un quintal**	**Prix de vente par les détaillants d'un kilo**	
Riz	85,00F	1,10F	
Haricots exotiques	102,00F	1,30F	
Lentilles	90,00F	1,20F	
Fevettes	60,00F	0,85F	
Huile	427,00F	5,60F	
Figues	200,00F	2,50F	
Raisins secs	265,00F	3,80F	
Pâtes alimentaires	130,00F	1,70F	
Saindoux	360,00F	4,90F	
Lard	335,00F	4,65F	
Epaule salée	380,00F	5,00F	
Jambon salé	410,00F	5,60F	
Poitrine salée	410,00F	5,70F	Etc.....()

Bien évidemment cette répartition ne pouvait être que dirigiste et l'instauration de cartes d'alimentation individuelles permit de mieux surveiller l'équitable redistribution des denrées allouées à la commune. Le système de distribution s'appuie sur le dispositif mis en place quelques semaines avant la libération par circulaire ministérielle. Celui-ci précise [10] qu' «... *à dater du 1er novembre 1918 les rations journalières de pain des différentes catégories de consommateurs pourvus de la carte individuelle d'alimentation sont fixées aux taux suivants :*

1) enfants âgés de moins de 3 ans : 100 g par jour
2) enfants âgés de 3 à 13 ans : 300 g par jour
3) consommateurs de 13 à 70 ans ne se livrant pas à des travaux de force : 300 g par jour, se livrant à des travaux : 500 g par jour
4) cultivateur à partir de 11 ans se livrant professionnellement d'une façon continue à la culture des terres : 600 g par jour
5)...âgés de plus de 70 ans : 300 g par jour
Art. II - Le sous secrétaire d'état au ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.»

C'est à la nouvelle municipalité, soutenue par les fonctionnaires du département et par l'armée que revient tout le mérite d'avoir pu remettre en marche la vie de la communauté, malgré les difficultés du moment.

Pour cela elle peut aussi compter, en plus des aides nationales, sur l'action d'organismes privés que nous avons évoqués précédemment. En effet à côté de l'aide officielle, des organisations à caractère charitable, quelques individus fortunés, quelques entrepreneurs vont prendre part à l'approvisionnement de la commune. C'est le cas du Comptoir commercial du Nord, installé 123, rue du Faubourg Poissonnière à Paris, qui rayonne à partir d' un centre installé à Arras, et d'un autre à St Mi-

---

8- Comité des régions libérées. A M&M8R 237. Comité de Mars la Tour: Avillers, Bruville, Chambley, Doncourt aux Templiers., Dampvitoux, Hannonville sous les Cotes, Hannonville- Suzemont, Hagéville, Jonville, Labeuville, Latour en Woëvre, Thillot, Mars La tour, Puxieux, St MarceL, St Julien, Sponville, Ville/Yron, Woël, Ville en Woëvre, Tronville, Xonville. .délégué M. Collier. (Comité des régions libérées. A M&M8R 237.)
9- AM&M 1M 604.
10- Circulaire ministérielle sur les régions libérées. Paris le 10 octobre 1918, signé Victor HORET- A M&M 8R 237.

hiel dans la Meuse. St Mihiel est loin des zones lorraines libérées et le comité propose Jarny comme centre local: « *Nancy le 18 septembre 1919 - Monsieur le Ministre des régions libérées, en réponse à votre dépêche du 13 septembre 1919 relative à la création de nouveaux centres de ravitaillement dans les régions libérées, en vue d'y faciliter la reprise de la vie économique et nous demandant de vous désigner une localité où le comptoir commercial du Nord pourrait organiser un centre, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendrait de choisir comme centre la ville de Conflans en Jarnisy* .» [11] Certains habitants se souviennent bien de cette aide venue du Nord: «...*Le comité d'alimentation, venait de Lille je crois, enfin du Nord...J'y travaillais encore après la guerre, car il a duré jusqu' en 1919; lorsque les jeunes gens qui n'avaient pas fait de service ont été mobilisés après guerre, il a fallu les remplacer dans ces comités..* .» [12]

Le conseil municipal intervient également pour faciliter l'arrivée des aides, et remédier à la paralysie des transports. Il demande dans plusieurs délibérations la remise en état rapide des voies de chemin de fer. L'acheminement des vivres et matériaux, en dépend ! En particulier la circulation des trains sur le tronçon Verdun-Etain-Conflans lui semble quelque peu délaissée par la Compagnie de l'Est. Il a fallu, par exemple, attendre sa remise en état pour que la Croix Rouge américaine, d'abord installée à Verdun, demande à venir s'établir à Jarny en mai 1919. Le conseil municipal précise en juin qu'il «...*autorise la construction d'une baraque en planches sur le terrain communal bordant les écoles. Cette baraque devant servir à loger les différents objets offerts à la contrée par la Croix Rouge américaine de Verdun dont le siège est transféré à Jarny* .» [13] Avant cela, il n'était pas facile de recevoir les dons de la Croix Rouge américaine qui entendait poursuivre auprès des civils le travail mené pendant la guerre auprès des soldats. Toutefois, avant de construire son dépôt de Jarny, il a fallu que la Croix Rouge américaine, parfois confondue dans l'esprit de nos témoins avec le Comité d'alimentation du Nord de la France, remette au conseil municipal une déclaration rappelant les objectifs généraux de cette association. [14] Nous ajouterons que la Croix Rouge, selon un ancien principe, était plutôt favorable au paiement symbolique des objets et nourritures distribués...refusant ainsi d'être simplement considérée comme un organisme charitable. Elle va jouer auprès des habitants un rôle difficile à mesurer quantitativement, mais qui est resté assez fortement ancré dans les mémoires. Beaucoup ne faisaient que rarement la différence entre les divers organismes et attribuaient de fait à la Croix Rouge et aux Américains plus qu'il ne convenait, comme pendant la guerre.

D'autres initiatives privées viendront, sous formes de dons; on relève ainsi l'exemple de Mme Stephensen d'Indianapolis, qui envoie aux enfants de la commune 10 colis avec du chocolat, en

---

11- A M&M 1M 604.
12- Melle L.Jarny.
13- Conseil municipal de Jarny du 5 juin 1919.
14- «*Renseignements sur l'organisation de la Croix Rouge américaine.: Directeurs : J.Perkins Major US Haut commissaire pour l'Europe, W.Patton Major de la Croix Rouge : armée US, Homer Foulkes, Croix Rouge : affaires civiles, Siège à Paris : 4 Place de la Concorde. Services des affaires civiles chargé de la répartition des secours aux populations des pays alliés....Cette société a un caractère purement philanthropique et a pour but de secourir les populations civiles ou les soldats blessés ou malades. C'est une société privée fonctionnant d'après une charte qui lui a été octroyée par un acte du Congrès des Etats Unis et qui entre autres choses désigne la Croix Rouge comme devant fournir à l'armée en temps de guerre certains produits nécessaires aux hôpitaux et rendre divers services ; elle lui donne le droit exclusif de répartir le produit des donations parmi les soldats américains servant en dehors des Etats Unis...-Le département des affaires civiles est civil.-Le département des affaires militaires est militaire* .» **Texte daté du 13 mars 1918-A M&M 8R 198.)**

souvenir de son fils aviateur tué à Jarny (?) pendant la guerre.

Mais les aides viendront aussi de la part des industriels eux-mêmes qui doivent s'assurer le concours de nouveaux employés pour redémarrer la production après remise en état des installations minières. On apprend ainsi que la coopérative des mines de Jarny s'est s'adressée directement à la coopérative des stocks américains d'Is-sur-Tille, en Côte d'Or, pour obtenir de la nourriture et des vêtements. Pour sa part, la Compagnie Schneider va s'adresser, elle, au comité de ravitaillement déjà cité, pour s'approvisionner et fournir à son personnel une nourriture quotidienne ! Voici, à ce sujet, le texte d'une demande pressante formulée auprès des autorités militaires, encore chargées à la mi-août 1919 de toute l'intendance pour le secteur:«*Le19 août 1919 , Droitaumont- Schneider et Cie... à Monsieur le sou-intendant militaire à Verdun Meuse, Monsieur, Les circonstances nous ont obligés à assurer depuis l'armistice et nous obligent encore maintenant à assurer la majeure partie du ravitaillement du personnel occupé à la remise en état de nos mines et des familles rentrées à Droitaumont soit au total 245 personnes dont 133 ouvriers, employés et monteurs. En particulier nous sommes obligés d'assurer directement et nous-mêmes le nourriture de 60 ouvriers, monteurs et employés parce qu'ils n'ont pas encore pu se réinstaller ou parce qu'ils ne sont mis à notre disposition que temporairement. Nous avons de graves difficultés, surtout depuis quelque temps à nous ravitailler en vin, café, viande fraîche et viande frigorifiée. En conséquence, nous vous prions de bien vouloir nous autoriser à percevoir à l'annexe de Conflans, au même titre que les entreprises travaillant à la reconstruction, 100 rations journalières de vin et café et 100 rations de viande frigorifiée ou fraîche suivant les disponibilités..*» [15] Outre le côté alimentaire soulevé par ce texte, nous apprenons aussi, indirectement, dans quelle situation se trouvait alors la reprise industrielle localement.

A côté de l'indispensable nourriture, les édiles se sont aussi inquiétés du " superflu "....si nécessaire au moral des travailleurs:«*...Le conseil considérant que depuis l'armistice la ville n'a pas été ravitaillée en tabac, que le maire a reçu à ce sujet de nombreuses plaintes des ouvriers et soldats démobilisés, prie l'administration supérieure de vouloir bien ravitailler la commune en tabac...* » [16]

Progressivement, le bateau est remis à flot. Ce n'est pas encore la vive allure, mais le vent agite les voiles! Et chacun se sent déjà un peu mieux assuré pour les mois à venir! Certaines voix se sont cependant élevées contre ce dirigisme, imposés par les circonstances.

L'intervention de l'Etat a-t-elle constitué un frein à la reprise ? Il semble qu'au conseil municipal on se soit ému de la question. Déjà en juillet 1919, la question avait été posée à Jarny comme semble-t-il,elle se posait partout:«*Le Ministre des régions libérées au préfet de Meurthe et Moselle...le comité général de ravitaillement ayant envisagé lui-même la possibilité de supprimer à partir du 31 juillet 1919 les comités régionaux et locaux - sauf dans les localités où la nécessité s'en*

15- A M&M 6M 672.

16- Conseil municipal de Jarny de 1919.
Et pour conclure sur cette question de l'aide et des initiatives privées, il est à noter que la Croix Rouge américaine avait le 18 avril 1919 repoussé l'offre faite par un commerçant de Jarny de prendre en charge à son compte et moyennant un bénéfice de 10 % sur les ventes, le ravitaillement de la ville.

ferait sentir - pour permettre au commerce local de reprendre sa place d'avant guerre.. .» [17] Après discussion , le conseil municipal décidait de se passer progressivement des services des aides extérieures afin de favoriser la relance du commerce local.

- Améliorer rapidement le cadre de vie

En plus des questions d'aide alimentaire, il revient aussi à la commune de rétablir rapidement la distribution de l'eau dans tous les quartiers. C'est, semble-t-il, rapidement chose faite, encore que, jusqu'en juin 1919, le quartier de la gare connaisse de grosses difficultés pour s'approvisionner en eau,si l'on en croit le rapport de M. Chevalot, docteur en médecine.

Dans un domaine tout aussi vital, la mairie participe à la mise en place, pour le premier hiver, d'un acheminement de charbon venu d'Allemagne, d'Angleterre et de Belgique. N'oublions pas que l'armistice se place à l'entrée de l'hiver ce qui n'arrangeait rien, et que les populations ne cessent de revenir, gonflant régulièrement la demande en combustibles divers, bois, charbon, etc...

La reconstruction préoccupe surtout les habitants qui, au retour de quatre ans d'absence , doivent remettre en état leur logement. Elle inquiète aussi les autorités qui ont à réparer les bâtiments communaux abîmés ou détruits. Cette réparation matérielle pouvait aller d'une simple remise en état du mobilier jusqu'à la réfection partielle ou totale des bâtiments. [18] De même que la fourniture de matériaux de reconstruction, la remise en état se fit gratuitement à titre de secours aux sinistrés, sous l'autorité du chef des travaux de première urgence installé à Conflans. Les autorités remirent des bons spéciaux de matériaux ou délivrèrent des avances en espèces que l'Etat imputera sur les indemnités de dommage de guerre. Lorsque les maisons sont complètement détruites, la reconstruction demande un délai, toujours jugé trop long! La commission cantonale d'évaluation des dommages doit faire ses estimations et l'attente a parfois été mal ressentie par les victimes, qui vont se regrouper au sein d'une **Union des Coopératives de Reconstruction**, dirigée en Meurthe et Moselle par l'abbé Thouvenin, qui vont fonctionner pendant plusieurs années. Dans leurs déclarations, les habitants ne comprennent pas toujours les lenteurs administratives. «*La reconstruction de notre maison s'est achevée en 1924; en attendant M Louis nous avait laissé un logement vacant d'une puis de deux pièces ; on couchait aussi chez des voisins. C'est qu'il fallait attendre les "dommages" pour reconstruire...* » [19] C'est que, pour remettre les lieux en ordre , réinstaller les personnes dans leurs foyers et les producteurs dans leurs biens, l'Etat doit trouver le financement des " **réparations** ". De ces réparations, il faut d'abord estimer le montant. C'est le but des diverses commissions chargées d'évaluer les pertes. On ne peut payer avant de savoir combien payer.

La question des dommages de guerre a été réglé par la loi du 17 avril 1919. Quelles personnes auront droit aux indemnités ? La loi n'est faite que pour les Français ce qui pose localement la

---

17- Lettre du ministère des régions libérées du 7 juillet 1919. A M&M 1M 604.

18- C'est en particulier le cas du quartier de l'église, très abîmé: «*Le feu a été mis chez M. Bérard, jusqu'aux magasins réunis, tout fut brûlé, sauf la boucherie Billote et la maison Bèche. De l'église à la place, tout a été brûlé, la boulangerie Genot, le cordonnier, le café du commerce, tout est brûlé...* »**Un témoin in " La vie en lorraine " édition de l'Est Républicain NANCY.)**

19- Melle L.Jamy

question, évoquée rapidement auparavant, du sort des futurs Italiens naturalisés . De plus, ne sont " réparés " que les dommages matériels constatés, causés directement par la guerre; à savoir: réquisitions de l'ennemi, impôts, contributions et amendes qui ont pu frapper les individus ou la collectivité, les enlèvements, les destructions, les pertes d'objets mobiliers...les dégâts dûs au logement et au cantonnement des troupes.

Pour Jarny, MM. Léonard, L'Hermitte, Hubert et Ménard architecte, ont été nommés membres de la commission d'estimation des dégâts causés aux propriétés communales. Dans leur enquête, un des gros chantiers municipaux, combien symbolique, a été celui de la reconstruction du clocher de l'église détruit au début de la guerre. La réfection est prise en charge par le conseil municipal dès 1921. Celui-ci décide, suivant un avant projet rédigé par M. Radreault architecte, de restaurer entièrement l'édifice.[20] Le 5 août 1922, un contrat est passé avec M.G.Farnier de Robécourt dans les Vosges, pour la fonte en bronze de "78x22", de quatre cloches: gamme suivante, pour un poids total de 3850 kg à raison de 10 F,70 le Kg: **Do**: 1550 kg, **Ré**: 1100 Kg, **Fa**: 750 Kg, **Sol**: 450kg

Ces cloches sont réceptionnées en 1923 et "baptisées " *grâce à la générosité des habitants, d'Auguste Vouaux et de Charles Genot, maire et curé...* ". Voici les inscriptions de baptême de ces cloches et la proclamation inscrite sur chacune d'elle: - (**La petite**).."*Je m'appelle Henriette, Léone, j'ai pour parrain et marraine, les pupilles jarnysiens de la Nation* " - (**La grosse** détruite le 26 août14)..."*Je m'appelle Clémence, Marie, j'ai pour parrain M.Draux Charles et pour marraine, Melle Leichnam Marie* " - (**2ème fondue**)..."*Je m'appelle Louise Marguerite, j'ai pour parrain M.Grimard Louis et pour marraine Mme Beugnet Marie* " - (**3ème fondue**)..."*Je m'appelle Yvonne Anne Catherine, j'ai pour parrain M.Quantin René et pour marraine Génot Catherine* " - "*Souvenez-vous de ceux qui se sont sacrifiés pour vous* .» [20]

On notera toute la charge symbolique de cette opération où se mêlent le souvenir des martyrs et la générosité des notables (M. Draux, directeur de la Brasserie, M.Leicknam, directeur de la mine de Droitaumont, M.Quantin, directeur de la mine de Jarny) Des équipes analogues, chargées d'établir le bilan des destructions dans les communes, sont désignées partout.

Elles doivent dresser le bilan des destructions. Nous en avons tiré le tableau ci-dessous.[22]

COMMUNES	NB de MAISONS en 1914	MAISONS DETRUITES	MAISONS ABIMEES	% des maisons détruites	% des maisons abîmées
ABBEVILLE	101	1	6	1	6
AFFLEVILLE	85	29	10	34	12
ALLAMONT	48	2	3	4	6
BECHAMPS	60	22	1	37	2
BONCOURT	65	5	8	8	12
BRAINVILLE	82	2	4	2	5
BRUVILLE	76	-	-	-	-
CONFLANS	145	-	10	-	7
DONCOURT	94	4	25	4	27
FLEVILLE	111	6	9	5	8

20- Conseil municipal de Jarny du 27 septembre 1921
21- Conseil municipal de Jarny de 1923
22- Bilan de l'enquête sur les destructions. A M&M. 8R 205.

FRIAUVILLE	80	-	12	-	15
GIRAUMONT	47	3	-	6	-
GONDRECOURT	113	68	-	60	-
HANNONVILLE	95	-	7	-	7
JARNY	490	58	60	12	12
JEANDELIZE	95	2	3	2	3
LABRY	138	5	3	4	2
MOUAVILLE	35	1	4	3	11
NORROY/SEC	130	-	1	-	1
OLLEY	200	4	3	2	2
OZERAILLES	81	4	2	5	2
PUXE	29	-	-	-	-
ST MARCEL	40	1	-	3	-
THUMEREVILLE	57	5	5	9	9
VILLE/YRON	99	1	1	1	1
Total	2596	223	177	9	7

La reconstruction fait partie d'un plan national esquissé dès 1914, qui prévoit que la communauté toute entière viendrait en aide aux zones sinistrées. Comment l'opération se passe-t-elle sur le terrain? Une commission communale doit d'abord évaluer l'ampleur des dégâts puis le coût de la remise en état. Il lui faut aussi trouver les entreprises capables de remettre les lieux en état. Dans ce domaine, les entrepreneurs, (certains, déjà présents avant guerre, avaient participé à la construction de la nouvelle brasserie et des deux mines), vont travailler à la reconstruction dans le quartier de l'église et de la gare, touchés par les destructions de guerre. Ce sont les entreprises Richard, Chéry, Schmitt, Thélliez, Martin.... Leurs entreprises bénéficient du statut accordé aux entreprises agréées par le Ministère des régions libérées, qui alloue des sommes importantes et fixe les priorités pour la fourniture des matériaux de gros oeuvre. C'est grâce à ce dispositif que la communauté jarnysienne va pouvoir aider à reloger sa population.

En 1911 Jarny comptait 423 maisons,et 490 en 1914. Elle en comptera 559 en 1921, le taux d'occupation descendant de 8 à 7,4 personnes par maison.

Notons qu'au titre des réparations et pour préparer ce travail de reconstruction, le préfet a informé le maire qu'il lui serait envoyé une équipe de prisonniers allemands pour la remise en état du sol de la commune. Dans le vaste travail de dégagement des quartiers atteints par les destructions, on apprend aussi que les déblais seront déversés chez Mme Veuve Genot à la petite Corvée puis au Chemin des Anes, à l'extérieur de la ville. [23]

Pour une reprise rapide de la vie normale, le maire doit aussi faire en sorte que les écoles fonctionnent le plus vite possible. Pour cela il a la tâche de remettre en état tous les locaux , les salles de classe et les logements des maîtres qui ont souvent été dégradés. Ces derniers doivent être nettoyés et restaurés. Le matériel scolaire demande à être renouvelé ou remplacé:«... *considérant qu'au cours de la guerre, les Allemands ont détruit tout le matériel scolaire: cartes, gravures, bibliothèque, prie le ministre de l'Instruction de vouloir bien faire délivrer quelques cartes, gravures et livres...* »[24] Devant l'ampleur des travaux de réfection du groupe scolaire, on apprend que les élus se sont adressés au préfet pour obtenir des aides: «...*considérant que ce groupe a été occupé par les*

23- Conseil municipal de Jarny du 1 février 1919.
24- Conseil municipal de Jarny du 5/1/1919.

troupes allemandes et qu'elles s'en sont servi pour loger leurs animaux, puis plus tard, l'ont transformé en hôpital..considérant que toutes les réparations ... sont absolument nécessaires pour l'hygiène...considérant que tous ces travaux doivent être terminés pour le 1er octobre prochain afin que tous les enfants de la ville au nombre de plus de 600 puissent fréquenter l'école...prie M.le Préfet de vouloir... » [25]

Longtemps après la reprise des classes, le sous préfet de Briey informait le maire de Jarny que:«*...La commission sanitaire de l'arrondissement a émis deux avis...2ème:La commission estime qu'il y a lieu de profiter des vacances pour faire procéder à la désinfection complète, à la remise en état des locaux scolaires et des logements occupés par les instituteurs et les institutrices. Une grande partie de ces logements occupés par l'ennemi est restée dans l'état où l'ont laissé les troupes ennemies et alliées.* »[26] D'autres questions sont soulevées, comme l'hygiène ou la qualité des eaux:«*...Le puits du groupe scolaire a été comblé par les Allemands* » [27] Les réparations seront effectuées, mais les classes continueront pendant quelque temps encore à suivre un cours assez chaotique. Il faut dire qu'à la fin de l'année 1918, ni les directeurs(trices) d'école ,M. Humbert et Melle Moineau, ne sont encore rentrés. Les instituteurs et les institutrices ne seront nommés ou renommés que progressivement: en 1921, ils sont treize enseignants à encadrer leurs classes, ce qui est loin d'être suffisant. La désorganisation se poursuit encore quelque temps. La scolarité de beaucoup d'enfants, ballottés par les déplacements au cours des années d'occupation a été perturbée. Pendant plusieurs années après la guerre, les garçons et les filles qui n'ont pas toujours pu fréquenter l'école au cours des quatre années de guerre, vont devoir retourner en classe et rattraper leur retard. Beaucoup se souviennent de ces "grands" et "grandes" qui pendant au moins deux ans sont venus s'asseoir sur les bancs avec les plus petits. Puis ils ont été dirigés vers les cours d'adultes mis en place spécialement par l'inspection académique. C'est ce que nous apprend le procès verbal de la commission cantonale renouvelée après la guerre. Le 10 février 1921 celle-ci est désignée pour trois ans,par le Conseil départemental de l'enseignement primaire.[28]

Sa mission consiste à dresser un bilan de l'état des locaux scolaires, du mobilier, mais aussi de la reprise de la fréquentation scolaire et de sa régularité...Elle doit rendre compte de l'ordre et de la propreté des classes, de la tenue des élèves, de la discipline et de la conduite extérieure des élèves...Elle se préoccupe des cours d'adultes, mais veille aussi à la "situation morale des instituteurs"...Enfin, dans sa séance du 24 février, elle fait connaître qu'aux termes du décret du 15 novembre 1917,« *MM les délégués cantonaux (* sont *) appelés à élire 3 représentants à l'office départemental des Pupilles de la Nation* .» Cet office est crée à la suite des lois du 27 juillet 1917 définissant la politique de l'Etat pour venir en aide aux orphelins de guerre et à leur représentant légal, par des subventions pour les frais de maladie, des bourses d'études, d'apprentissage, de colonies de va-

---

25- Conseil municipal de Jarny du 3 septembre 1919.
26- Rapport du sous-préfet du 20 juillet 1920.
27- Conseil municipal de Jarny du 20 janvier 1920
28- En voici la composition: :M BERTRAND, conseiller général...président - M BEUGNET, conseiller d'arrondissement...vice président - M WEYRICH, maire de Conflans ...secrétaire - M GENOT, maire de Jarny - M JACQUES, maire - M HERMAS, maire - M GADOL, ex-maire - M DEVAUX, ex-maire - M LEROUGE, ex-maire - M BASTIEN médecin.

cances...Qui étaient ces pupilles ? Comme pour les anciens combattants, nous nous heurtons vite, à Jarny, au problème des nouvelles familles qui viennent s'installer, modifiant sans cesse les fragiles statistiques de la mairie et de l'office départemental. Nous indiquerons plus loin, en étudiant les ménages de jeunes veuves que le nombre de ces pupilles de tous âges s'élèvent à environ 60.

Enfin, pour ne pas quitter le domaine scolaire, rappelons cette mention particulière de la municipalité à la mémoire de deux de ses instituteurs...« *Le conseil municipal, considérant que deux anciens maîtres de l'école sont morts " au champ d'honneur ", décide de donner leur nom aux deux premières classes de l'école des garçons: la première classe sera désignée sous le nom: salle Eugène Martinet et la deuxième classe sous le nom: salle René Martinet..* » [29] Nous n'épiloguerons pas sur ces instituteurs jarnysiens, morts pour la France, deux parmi les 22% d'instituteurs français mobilisés qui ont payé leur civisme de leur vie.

Nous avons évoqué la question de l'hygiène et de la remise en état des locaux. Mais c'est l'encadrement sanitaire de toute la commune qui inquiète aussi. On imagine aisément que les soins avaient été assez sommaires pendant la guerre, si l'on excepte la possibilité évoquée par quelques uns d'être soignés par les médecins allemands. Après la libération, le retour des populations affaiblies par les privations ou les années vécues au front, pose assez vite la question de l'accueil médical. Or début décembre 1918 M. Bastien médecin, n'est pas encore revenu, pas plus que M. Masson, pharmacien. C'est ce que constatent les autorités municipales lorsqu'elles décident d'accorder la gratuité des soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques aux victimes de guerre, puis aux indigents. Rappelons qu'alors, il n'y a pas d'assurances sociales. Aussi la commune, souvent débordée devant l'ampleur du problème, en appelle à nouveau au département. Elle n'hésite pas à s'adresser en certaines occasions aux entrepreneurs pour leur demander leur concours: «...*Le conseil municipal considérant que l'entreprise RICHARD installée à Jarny occupe une grande quantité d'ouvriers dont la plupart sont étrangers...que cette entreprise effectue des travaux de reconstruction sur un grand rayon dans la région...prie M. le Préfet d'inviter cette entreprise à instituer une infirmerie pour soigner ses malades indigents et de constituer une caisse de secours afin que ses ouvriers de nationalité étrangère en général ne soient plus à la charge de la ville de Jarny...* » [30]

L'ensemble de ces dispositions de remise en bon ordre de la ville s'effectue au rythme de la reprise des activités économiques. Cette période transitoire est marquée par la volonté d'effacer rapidement les traces matérielles de la guerre et dans le même temps de permettre le nouvel élan industriel déjà si prometteur.

29- Conseil municipal de Jarny du 9 juillet 1919.
30- Conseil municipal du 9 janvier 1920

- Le redémarrage de l'économie: à nouveau et progressivement, le fer et la vapeur.

Avant d'évoquer la reprise des diverses activités économiques, il faut rapidement rappeler l'ambiance générale dans laquelle cette reprise va s'opérer. Comme beaucoup de communes du Pays Haut, la municipalité de Jarny se prononce pour le rattachement de tout l'arrondissement de Briey à la Moselle. Il soutient en ce sens la motion de Briey, et déclare, au début de l'année 1919, s'associer pleinement à ses vœux et souhaiter le retour de Jarny au département de Moselle: [31]

"...interprète fidèle des voeux de la population, le conseil ne saurait souscrire aux motifs invoqués par la municipalité de Nancy pour tenter de faire maintenir l'arrondissement de Briey dans le département de la Meurthe et ce pour les raisons suivantes:

Les anciens départements arrachés à la France ou démembrés en 1870 doivent reprendre leurs anciennes limites de façon que soit complètement effacée la suprême des injustices.

La population de l'arrondissement de Briey avant toute autre doit être consultée sur la détermination de son sort.

La constitution du département de la Moselle dans ses anciennes limites est indispensable puisque l'arrondissement de Briey récupère la partie de cet arrondissement que les Allemands avaient incorporée à la Lorraine annexée.

Cette reconstitution de l'ancien arrondissement de Briey a, pour les populations de cet arrondissement, un intérêt capital, elles entendent que les localités importantes par la richesse de leur industrie reprennent leur place dans le cadre administratif de l'arrondissement.

La situation géographique indique suffisamment tout l'intérêt de l'arrondissement de Briey d'être rattaché au département de la Moselle Briey est situé à 27 km de Metz et à 84 km de Nancy; la distance de Longwy à Nancy est de 130 km, alors qu'il y a 70 km de Longwy à Metz

L'arrondissement de Briey conservera un souvenir ineffaçable de la collaboration féconde qui l'a uni aux autres parties du département de Meurthe-et-Moselle pendant près d'un demi siècle; sa population a été heureuse et fière de pouvoir participer dans une très forte proportion au développement du département auquel il avait été momentanément incorporé et de lui fournir, notamment dans son budget, un appoint considérable dû aux richesses de son sol et à l'activité laborieuse de sa population.

Pendant 48 ans, les habitants de l'ancien département de Moselle ont vécu avec la pensée toujours présente, qu'un jour viendrait où ils pourraient être réunis à leurs frères qui avaient été brutalement séparés d'eux. Cette heure a sonné et il faut que soient à jamais effacées toutes les traces du démembrement de la Lorraine.

Ce serait aller à l'encontre de ces considérations, si pour favoriser quelques intérêts particuliers ou de collectivité restreinte, on pouvait dans l'avenir reconnaître la marque de l'odieux traité de Francfort dans les délimitations des deux parties de la Lorraine.

La population de Briey et des communes de l'arrondissement, qui a subi pendant 52 mois le joug de l'envahisseur, qui a vu détruire ou piller ses maisons, anéantir ses usines, qui a enduré des vexations de toutes sortes et les pires souffrances matérielles et morales, a le droit incontestable devant les pouvoirs publics, de faire entendre sa voix et de revendiquer sa place historique et géographique dans le département de la Moselle. »

Nous savons que ce souhait s'est heurté à la volonté de Nancy, qui, on le comprend, ne désirait pas, à l'époque, se séparer d'une région si prometteuse d'avenir. Sa voix l'emporte sur celle de Briey et c'est ainsi que Jarny restera liée à la Meurthe-et-Moselle jusqu'à aujourd'hui ! Les arguments économiques ont été plus forts que l'élan symbolique ou la simple mathématique kilométrique!

31- Conseil municipal de Jarny du 4/1/1919.

Les conditions de la reprise économique sont longtemps difficiles.

C'est donc dans l'ancien cadre administratif que la vie va reprendre. Il ne faudrait cependant pas croire que le redémarrage se soit effectué dans un climat idyllique et serein. Comme dans toutes les zones sinistrées, les cicatrices sont longues à refermer et la vision un peu mécaniste qui consisterait à voir la guerre suivie d'une période euphorique de reconstruction se heurte à la réalité concrète. La région est meurtrie et pour s'en sortir elle-même avant de contribuer à aider le pays à s'en sortir aussi, elle doit se ressourcer. Souvent elle le fait grâce au concours de l'Etat mais à un rythme que beaucoup critiquent. Mettre l'industrie en situation de reprise nécessite des investissements humains et financiers lourds . L'Etat ne peut pas tout et la commune non plus, et cela d'autant plus que les finances locales ont été grevées par la guerre. C'est ce que nous allons indiquer en examinant les conditions de ce redémarrage et les difficultés financières des communes.

Dans les premiers temps qui suivent l'armistice, la situation est loin d'être reluisante et il faut bien constater que, plusieurs semaines après la libération, il est encore difficile de parler de retour à la normale. Voici sur ce point, ce que le commissaire spécial pouvait télégraphier, le 17 janvier 1919, à Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle [32] :

"J'ai l'honneur d'exposer ci-après l'état d'esprit constaté parmi les populations de l'arrondissement de Briey. Un réel mécontentement commence à se manifester dans cette région.

1°/... La lenteur apportée au rétablissement de la circulation par voies ferrées ainsi que des communications télégraphiques et téléphoniques et à la réfection des routes et chemins.

2°/... Le refus par la plupart des bureaux de postes de la région d'émettre et de payer des mandats, ce qui est un obstacle considérable à la reprise de la vie économique et industrielle.

3°/...La comparaison avec l'Alsace-Lorraine où tous les services ont fonctionné presque normalement dès l'arrivée des troupes françaises.

4°/... Le retard que paraît mettre la Commission des Dommages de Guerre à visiter les différentes mines et usines de la région. Les directeurs de ces établissements, qui auraient reçu la consigne de tout laisser en l'état avant le passage de cette Commission, n'embauchent pas de personnel, ce qui a pour résultat de laisser des ouvriers régionaux sans travail.

5°/... L'impossibilité précitée des transports cause un grave préjudice aux agriculteurs, lesquels, ne possédant plus ni chevaux ni bestiaux ne peuvent avoir ni les semences ni les produits nécessaires à l'exploitation de leurs fermes, ce qui fait naître de sérieuses craintes pour les travaux de cultures du printemps.

Toutes ces constatations engendrent des récriminations, et, si cet état de choses se prolongeait, des troubles pourraient même être à craindre. "

De ce texte nous retirerons l'impression d'une grande paralysie de l'activité économique. Toute la vie du canton semble ainsi suspendue à la reprise des échanges, donc à la remise en état des réseaux. Il faut agir vite et dans tous les domaines, car de la reprise dépend l'embauche. Les avertissements du dernier paragraphe, cité ci-dessus, sur le danger de troubles, semblent inquiétants. Cette paralysie est signalée par des élus inquiets : «*la poste n'est pas en état de fonctionner, le téléphone est coupé !* »[33] Ou encore:«.. *en vue de la mise en activité très prochaine des mines de Jarny, des mines de Droitaumont, de la poudrière, de la brasserie, usines installées sur le territoire de la commune, et la réinstallation de nombreux commerçants, le conseil municipal prie l'administration des postes et télégraphes de rétablir d'urgence le télégraphe et le téléphone dans le bureau de poste de Jarny* »[34] Mais ce manque de moyens de communications n'explique pas à lui seul les difficultés de

32- Commissaire spécial . A M&M. 17 janvier 1919.
33 et 34 - Conseil municipal de Jarny du 24 décembre 1918 puis du 4 janvier 1919.

la reprise.

Disons rapidement que l'année 1919 et même l'année 1920 ne seront pas excellentes du point de vue économique. En effet, la production de fer se ralentit, les expéditions vers la Belgique cessent et l'amorce d'une reprise ne vient qu'en octobre 1921. Au point que des grèves éclatent, en 1919 dans les mines, et en 1920 au chemin de fer. A Jarny ce sont même les ouvriers des chantiers de reconstruction qui débrayent à leur tour en 1921. Le chômage est tel que l'administration, le 31 janvier 1921 questionne encore les maires sur la possibilité de lancer des grands travaux. A Jarny il est alors envisagé de construire des abattoirs et d' améliorer les adductions d'eau...On comprend mieux les craintes des uns et des autres. Celles que l'on devine dans la correspondance et les délibérations citées ci-dessus, ont nourri les débats lors des premières échéances électorales d'après guerre. Certes, ces difficultés seront rapidement oubliées quelques années après, lorsque la production et toute l'économie locale tourneront à plein, mais pour le moment on n'en est pas là. Elles expliquent les discours d'après guerre, les craintes des uns et les espoirs de changement qui animaient les autres. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces années passionnées et fertiles en évènements politiques et sociaux.

Première urgence les transports. Ils constituent dans le plan de reconstruction de la région l'élément essentiel qu'il s'agit de revivifier rapidement. [35] Le conseil municipal de Jarny n'est pas en reste puisqu'il a très tôt demandé l'aide des autorités pour remettre le réseau en activité. Mais un an après, il renouvelle encore ses demandes, ce qui prouverait la lenteur ou les difficultés de la remise en état des communications: « *Le conseil municipal considérant qu'un des facteurs essentiels de la reprise de la vie sociale et économique dans les régions dévastées, c'est le rétablissement des moyens de communications, notamment par voie ferrée, non seulement pour le transport des voyageurs mais aussi pour celui des matériaux de reconstruction, des matières premières et des produits multiples indispensables, tels que mobilier familial, literie, vêtements, alimentation....* »[36]

A plusieurs reprises nous avons rappelé que les Allemands ont largement utilisé les installations ferroviaires locales. Mais il semble qu'ils aient pratiqué, en se repliant, d'importantes destructions qui se sont ajoutées aux dégâts causés par les bombardements français de septembre 1918. Ce sont les Américains qui ont dû se charger de la remise en état des lignes, en particulier la ligne Verdun-Conflans-bassin de Briey ainsi que la ligne Saint Dizier- Arlon passant par Conflans. Ils ont installé à cette occasion un dépôt militaire à la gare de Conflans. Celle-ci continuait ainsi à servir de plaque tournante logistique, mais pour le compte des alliés cette fois. [37] Ajoutons encore que la gare va prendre un aspect original avec un parc de machines assez hétéroclite. En effet, la Compagnie de l'Est reçoit, au titre des réparations, un certain nombre de locomotives allemandes, qui sont affectées

---

35- C'est du reste ce que demande le ministère dès décembre 1918, en écho aux délibérations des conseillers municipaux des villes sinistrées: «*Il y a le plus grand intérêt à assurer dans les plus brefs délais les conditions de vie normale des régions libérées...toutefois les mesures intéressant les transports doivent être prises avec prudence en tenant compte de l'état du rétablissement des installations de voies ferrées détruites par l'ennemi...* »Le ministre des Travaux Publics et des Transports au Préfet -Circulaire ministérielle. Paris le 23 décembre 1918. AD M&M. 8R 237)

36- Conseil municipal de Jarny du 3 septembre 1919

37- Cf National Archives-Washington: documents et clichés sur la gare en mauvais état - décembre 1918

au dépôt de Conflans. Ce sont des locomotives assez lourdes, à cinq essieux moteurs accouplés, cédées au titre de l'armistice, d'où leur nom d' " armistice " ; ce sont les 050A provenant des chemins de fer du Würtemberg. (Elles sont de bonne qualité mais peu rapides), les 050B, les 150 A construites à Cassel (qui ont servi à la traction des trains de minerai dans le bassin de Briey), les 150 B de Saxe, Prusse et Würtemberg ainsi que les 150 D et surtout les 150 E.[38]

Encore faut-il que les installations soient remises en état pour que ces trains circulent. La distribution des biens, mais surtout l'expédition du minerai en dépendent. C'est le souci du ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, lorsqu'il s'adresse aux les administrateurs de la Compagnie de l'Est: «*...Vous avez présenté le 27 juin dernier (1919) un projet pour la reconstruction, dans leur état primitif...d'installations qui ont été détruites par fait de guerre, sur la ligne de Reims à Metz entre Verdun exclu et Batilly...Sont prévus les travaux suivants:...reconstruction ou réparation des bâtiments des stations de...Buzy, Jeandelize, Conflans-Jarny, Batilly.....remplacement ou réparation des voies et appareils, rétablissement de l'alimentation hydraulique aux stations...de Conflans-Jarny, de signaux et enclenchements sur la ligne et les stations, de communications électriques, de barrières et clôtures et de l'éclairage électrique à Conflans-Jarny...remplacement ou réparation de guérites, trottoirs, abris, objets mobiliers et outillages...* » [39] C'est un des rares textes que nous ayons retrouvé faisant état des destructions sur la gare. Pourtant elle avait passablement souffert des bombes et obus français, comme l'évoque M.Riboud, ingénieur de la Compagnie dans un rapport daté du 24 octobre 1919: «*Monsieur le préfet, Une décision ministérielle du 1er septembre a approuvé le projet de mise en état de la ligne de Reims à Metz...Les travaux de reconstruction du pont de 60m de débouché, en 3 arches de 12M, sur l'Orne, au point 316Km502, près de la gare de Conflans-Jarny...nécessitent l'acquisition d'une parcelle...Pour Le directeur de la Cie, l'ingénieur Riboud* » [40] On constate ainsi qu'un an après l'armistice, les travaux de remise en état des voies ne sont pas totalement achevés.

C'est dans ce contexte chaotique que la Compagnie de l'Est et les cheminots reprennent leurs activités. Au recensement de 1912, les cheminots sont déjà 551, dont 54 mécaniciens et 256 employés. Mais soulignons que sur les 344 cheminots recensés en 1911, et les 386 employés à la veille de la guerre, seuls 136 seront présents en 1921, soit environ 18% ! Un sixième seulement est revenu à Jarny à cette date. Ce faible retour dépasse bien sûr le cas des seuls cheminots comme nous l'indiquerons. Par la suite, le recrutement du personnel ira croissant. L'appel à de nouveaux employés du chemin de fer sera du reste amplifié par la loi des huit heures, obligerait la Compagnie à construire des logements supplémentaires et provisoires en bois, la " ville en bois ", que nous aurons plusieurs fois l'occasion d'évoquer.

Dans un tout autre domaine, voilà que les cheminots donnent un signe de vitalité: la premiè-

---

38- Cf " Les locomotives à vapeur de la SNCF, Région EST " de J.GILLOT
39- Le ministre, M.Claveille (Ministère: lettre de M. Claveille sur les réparations du réseau de l'Est. Nancy. 5S 197[4])
40- Rapport de l'ingénieur de la Compagnie de l'Est sur les réparations du réseau de l'Est. AD M&M . 5S 197[4]
Nous donnons en annexes, la carte du réseau remis en état dans la zone autrefois occupée: au 15 novembre 1920 (d'après M Pellarin ouvrage cité)

re réunion en novembre 1919, salle de la victoire, des musiciens de la future harmonie municipale et des cheminots. Sous la conduite de MM. Schickly, Jacquel, Laheurte, Laurent et Clément, cette formation "récupère" les instruments d'une société de la ville de St Dié, dissoute récemment et se lance avec M. Auer, chef de gare, comme président.

Les réseaux reconstitués en partie et les routes remises en état, les affaires vont reprendre progressivement. Cette reconstruction est doublement au coeur de la reprise. Il faut produire le minerai pour produire l'acier, pour reconstruire les ponts, etc...Bien évidement, pour Jarny, il s'agit de faire redémarrer les deux mines et avec elles la cartoucherie Dawey-Bickford, que dirigera M. Henri Malan, originaire de Cavenac.

Pendant les dernières semaines de guerre, il a fallu éviter l'ennoiement des mines. Jarny n'a pas eu à souffrir des destructions systématiques que les régions du Nord ont subies. L'appareil productif semble avoir été entretenu jusqu'au bout: «...*C'est mon frère aîné, Pierre qui travaillait à Droitaumont qui a maintenu le fonctionnement des pompes entre le moment où les Allemands sont partis et l'arrivée des Français. Et les Schneider lui en ont été toujours reconnaissants.* » [41]

Au départ les effectifs sont faibles, comme en témoigne un état statistique dressé au 1er janvier 1919, indiquant le nombre d'employés pour les deux mines:[42]

1 janvier 1919	au fond	au jour	Total
Jarny	10	50	60
Droitaumont	4	63	67

Rapidement, les effectifs croissent : en mars 1921, au recensement, on note déjà la présence de 367 employés dans les deux mines dont 112 mineurs déclarés et 107 manoeuvres. Parmi eux 187 Français, 159 Italiens, 7 Polonais et 14 autres étrangers. Cette fois, exception faite des étrangers, sur les 202 Français travaillant dans les mines en 1911, seuls 52 sont encore là en 1921, soit environ le quart. Voilà un chiffre qui donne un aperçu de la grande mobilité du milieu des mines encore après la guerre, mais qu'il faut rapprocher de la proportion de 18% de cheminots revenus, tous Français aussi. Signalons rapidement qu'il s'agit essentiellement d'agents d'encadrement ou de direction ! La guerre marque bien une rupture de ce point de vue. Une rupture que nous analyserons par la suite.

La mine de Schneider, à Droitaumont, dirigée par M. Leicknam, peut rapidement reprendre son recrutement et sa production. Le texte de la direction, réclamant les moyens de se procurer de la nourriture pour son personnel indique que: 135 employés travaillaient déjà en août 1919.

A Jarny, la production de la mine, dirigée par M. René Quantin, va repartir plus doucement. En effet, le statut de cette mine en partie sous capitaux allemands avant guerre , la fait tomber sous le coup de la loi sur les biens séquestrés. De quoi s'agit-il ? D'après l'article 297 du traité de Versailles, lorsqu'une société «*est domiciliée sur le territoire des nations alliées, les mesures de séquestre et de*

41- Melle L.Jarny.
42- Statistique des mineurs de fer. AD M&M . 8S 163

liquidation frappent les droits afférents aux actions appartenant à des Allemands, même dans le cas où la société n'est pas contrôlée par les Allemands. » C'est le cas de nombreuses mines. Ainsi en est-il de la mine de Jarny. Au lendemain de la guerre, la société des mines de Jarny appartenait toujours à la société Senelle Maubeuge, mais pour partie seulement, le reste étant placé sous séquestre. Or celle-ci a empêché la vente immédiate des parts allemandes, en faisant valoir que dans les statuts, «*les associés s'étaient réservés mutuellement un droit de préférence au cas où l'un d'eux se dessaisirait de ses actions.* » Par la suite, la société Senelle Maubeuge rachètera bien la société dans sa totalité et deviendra donc seule propriétaire, mais pour le moment, elle est dans une situation juridiquement bloquée. Ce qui semble avoir été un cas unique : toutes les autres sociétés allemandes qui avaient des intérêts dans le bassin de Briey, sous forme de participations au capital, sont généralement passées entre les mains de sociétés qui ont racheté les propriétés séquestrées.

Ces années de séquestre dans l'immédiat après guerre ont-elles constitué un handicap pour les mines à participations allemandes, comme le suggèrent certains ? Il est vrai que pendant l'entre deux guerre la mine de Jarny n'a jamais atteint les tonnages produits par celle de Droitaumont; les effectifs de son personnel ont toujours été inférieurs, eux-aussi.Comment l'expliquer? Faut-il ne retenir que cet épisode de la mise sous tutelle, donc son statut de mine allemande, pour expliquer cette infériorité. Faut-il suivre l'argumentation de la direction ?[43] « *Après 1918, la société ne put reprendre son activité normale car la mine fut mise sous séquestre et marcha avec une allure très réduite jusqu'en 1930, date à laquelle Senelle Maubeuge racheta la part des sociétés allemandes. Dans ces conditions, Jarny ne put participer à la période d'expansion qui dura jusqu'à 1929 et permit le développement des autres sièges.* » Ce fait semble en tous les cas constituer une raison majeure, à côté d'autres facteurs comme la faiblesse du groupe, et les grèves qui agiteront les sites de Senelle en 1920.

On peut encore souligner dans ce chapitre, qu'à l'occasion des liquidations des biens allemands séquestrés, les industriels français acheteurs de ces entreprises immobilisées, ont réalisé d'excellentes affaires. Le prix de rachat fut, en effet, souvent sous évalué. Certains n'hésitèrent pas à parler du " *plus grand hold up du siècle* "...La commission parlementaire, dans le rapport Cluzel de 1928 concluait même: «*A l'ombre des angoisses d'un pays meurtri, s'est opéré là le plus fructueux pillage des deniers publics qu'on ait jamais connu.. .* » La maison Schneider a ainsi racheté ou échangé plusieurs de ces biens lorrains, comme le montre la carte de ses acquisitions. Dans l'Est de la France reconquis, Eugène II Schneider acheta Knutange pour cent dix millions de francs en 1919. Il participa assez fructueusement, semble-t-il, au bénéfice des réparations en nature effectué par les Allemands, et ses bénéfices de guerre lui permirent d'étendre sa puissance financière et industrielle. Dans la dernière biographie des Schneider rédigée par J.L. Beaucarnot en 1986 , l'épisode est rapidement évoqué en ces termes page 196 « *L'Allemagne vaincue doit abandonner plusieurs filiales de ses industries situées en Lorraine. Schneider, en s'associant parfois avec Wendel saute sur ces aciéries, ces*

43- G. BOURQUIN directeur - extrait de "Maîtrise Lorraine Escaut n° 12 - avril 1962

fonderies, ces mines, pour les incorporer à son empire ».[44]

Sur ce point nous aurions pu multiplier les textes polémiques des années d'après guerre. Rappelons seulement qu'aujourd'hui encore, ce sujet brûlant est rapidement évacué, sans plus de procès, lorsque certains auteurs retracent l'historique des sociétés industrielles! Mais, il faut dire que ces opérations étaient menées en parfaite légalité, coiffées par un office de reconstitution industrielle des régions victimes de l'invasion (**O.R.I.**)! Celui-ci fut créé en exécution de la loi du 6 août 1917 dans le but de faciliter le redémarrage de la production industrielle dans les régions libérées de l'envahisseur, notamment en coordonnant le réapprovisionnement des industriels en matières premières et matériels par l'entremise d'organismes privés...

La vie économique repart aussi dans les champs après le périlleux et patient travail, déjà évoqué, de nettoyage des terrains parsemés d'engins divers. Mais les cultivateurs attendent aussi des autorités qu'elles leur fournissent matériel, bétail et semences et surtout qu'elles surveillent les prix. C'est ce qu'indique la correspondance, datée de mars 1919, du Lieutenant Jarry relative aux «... *réclamations que les habitants de la commune de Jarny ont à formuler contre les ventes de bétail, matériel, etc... qui se font actuellement en Lorraine* .»[45] Ce rapport, rédigé par un militaire chargé de transmettre le pouls des régions libérées, décrit les griefs d'une corporation qui manque encore de tout et attend le concours de l'Etat, sans avoir à subir l'envolée des prix des denrées et animaux. C'est du reste dans ce but que, pour fournir aux agriculteurs les produits et animaux dont ils ont besoin, est créée une Société de Reconstitution agricole. Elle est domiciliée à Nancy et présidée par M. Goetzmann. Les demandeurs de chevaux, vaches ou moutons, par exemple, se font inscrire sur une liste par l'intermédiaire des mairies qui signalaient les demandes au 24, rue de Strasbourg à Nancy. Le ministère coordonne ensuite les envois vers les différents centres des régions libérées et cela pendant plusieurs années, jusqu'à ce que la société perde progressivement son rôle en 1923. Certains témoins nous ont raconté, qu'en remplacement des chevaux, on leur avait proposé des ânes et des mulets...et que beaucoup les avaient refusés!

Comme on le voit, la tâche de réorganisation de l'approvisionnement a été longue et difficile à mettre en place, dans tous les domaines, même les plus petits en apparence. Pendant plusieurs mois, la municipalité, avec l'aide du comité de ravitaillement réorganise les marchés hebdomadaires. Il en est créé un le mercredi , un autre le dimanche et enfin un le vendredi à Jarny gare. Ils sont ouverts dès 7h du matin sans qu'aucun droit de place soit perçu avant le 1er janvier 1920, afin de soutenir la reprise. La commune joue, dans ces divers domaines, un rôle d'intermédiaire entre l'Etat et ses administrés, rôle qui n'est pas toujours facile à assumer, en particulier dans l'examen des nécessités particulières. Elle doit ainsi se montrer vigilante sur les aides que l'Etat accorde. L'aide publique doit rester juste dans sa redistribution. C'est ainsi qu'en mai 1920, le conseil municipal de Jarny: «*...Considérant que de nombreuses personnes ont été évacuées au cours de l'occupation en France occupée et en Belgique, que la plupart de ces évacués ont travaillé pour le compte de l'autorité alle-*

44- J.L. Beaucarnot, " Les Schneider, une dynastie", Hachette, 1986 - Nous donnons en annexes les cartes biens Schneider avant et après la guerre. D'après Jean Pierre FREY " Société et urbanistique patronale p 222

45- Lettre du lieutenant JARRY sur la situation de l'arrondissement. AD M&M . 8R 173.

mande, qu'ils ont reçu un gain suffisamment rémunérateur, que le gouvernement français vient encore de leur allouer un rappel d'allocation à capital réservé et dont le montant est parfois très élevé, considérant que pendant que le poilu défendait sa patrie, n'avait pour toute rémunération qu'un prêt de 0.25, ces évacués étaient à l'abri de tout danger et recevaient un gain assez élevé...émet le voeu qu'une enquête sérieuse soit faite sur la situation de ces évacués et qu'à tous ceux qui ont gagné largement leur vie au cours de la guerre, leur titre représentant leur rappel d'allocation leur soit retiré .»[46] Il est certain qu'un certain nombre de petits profiteurs d'après guerre ont dû exister; mais on est toutefois un peu surpris de cette mise en garde. Personne en fait n'a demandé à partir et tous ont souffert du déracinement forcé...Le scandale était peut-être d'abord dans la rémunération ridicule du " poilu ".

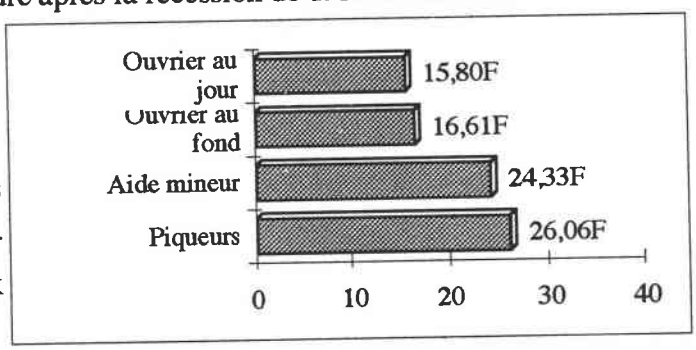
Peut-on voir dans l'opposition qu'on nous présente ici,entre les poilus "martyrs" et les évacués "planqués", une des explications du silence qui va entourer, dans les années d'après guerre, le tragique épisode de l'exode ? A cette occasion, il est possible de rappeler que parmi ceux qui sont restés sur place, certains ouvriers pouvaient trouver eux aussi matière à scandale. Il est rare que les industriels soient des philanthropes. On peut ainsi citer en exemple cette plainte formulée par quelques habitants des cités ouvrières, furieux qu'on exige d'eux le paiement des loyers pour les années de guerre. Voici leur lettre datée du 20 décembre 1918, adressée par eux à Monsieur le préfet: «*Nous soussignés, ouvriers à l'entretien des mines de Jarny (pays occupé pendant 50 mois) ont l'honneur de venir vous solliciter votre bonne et haute bienveillance à la demande ci-dessous : c'est à dire réclamation, voici de quoi. Suit à la date du 2 août 1914 jusqu'à fin septembre 1918 l'on nous a fait payer notre loyer soit 21 francs par mois pendant 19 mois et le restant de la guerre jusqu'à fin septembre 1918 à raison de 13 F 35 cent. par mois, sans réparation dans les logements nos fenêtres sans carreaux cassés par les projectiles des combats, nos champs et nos jardins saccagés par l'ennemi, une diminution de salaire de 0 F 50 cent. par jour....Nous venons donc prier, Monsieur le préfet, de bien vouloir agir ou nous renseigner ce qu'il y a à faire à ce sujet si nous devons être remboursés car c'est bien pénible depuis 4 années d'envahissement, d'accepter ces choses dont nous croyons injustes. Veuillez agréer, Monsieur le préfet, l'assurance de nos considérations et recevez nos plus profonds respects. Nous sommes vos respectueux serviteurs. Ouvriers ayant payé : Alphonse Chapelle, ajusteur, Eugène Crinquant, tourneur, François Torocci , chauffeur, Leclerc, aide pompier,Alfred Boissier aide pompier, Mine de Jarny - Avenue des Ormes - Cités de la mine n°72»* [47] Le préfet répondra qu'il n'est pas compétent et qu'il faut s'adresser au juge de paix du canton ! L'affaire sera classée sans remboursement.

Nous n'en finirions pas de relever des conflits de ce genre et nous aurons en étudiant les années d'après guerre à revenir sur le bouillonnement revendicatif qui suit le conflit, dans les chemins de fer comme dans les mines. Mais cette question des loyers et celle des impôts en retard furent réglées nationalement, la première par une prorogation et la seconde par un moratoire. On ne pouvait demander de nouveaux sacrifices à ceux qui venaient de subir quatre années de guerre et qui ren-

46- Conseil municipal de Jarny de mai 1920
47-Lettre des mineurs de Jarny, le 20 décembre 1918. AD M&M 8R 178.

traient souvent démunis de tout. D'autant plus que l'on craignait l'agitation ouvrière! En particulier les rassemblements pour la journée de huit heures inquiètent les industriels. Indiquons pour l'instant que les directeurs des mines vont redéfinir à la hausse leur politique salariale, du moins pour les plus bas salaires. Ils sont certainement conscients que les revendications et l'inflation d'après guerre commandent, même à regret, un certain assouplissement: « *Vu les instructions en date du 21 septembre 1918, les ministres du Travail et de l'Armement... La Commission Régionale mixte de l'Industrie du sous-sol de Meurthe & Moselle réunie le 23 mars 1919...a arrêté ainsi qu'il suit le taux des salaires des manoeuvres non qualifiés travaillant à la surface dans les mines de la région: hommes: 18F50 dont 3F50 d'indemnité de vie chère, femmes: 9F dont 2F d'indemnité de vie chère, enfants 6F dont 1F50 d'indemnité de vie chère, (16-18), Les patrons se sont engagés à respecter la journée des 8 heures à tous les ouvriers du fond après un essai... et si cet essai fait pas apparaître une diminution du travail il est bien entendu que les salaires ne seront pas diminués. Nancy le 29 mars 1919* »[48] Mais nous lirons plus loin que cette paix sociale a aussi ses exigences. Soulignons pour l'instant l'allusion à la prime de vie chère qui témoigne des difficultés du moment. Celle-ci de toute façon ne permettait de suivre qu'avec peine la hausse des prix, tant l'inflation déréglait la marche du commerce en rongeant le pouvoir d'achat des salariés et des rentiers...

Au début de 1921, les salaires s'établissaient ainsi que le montre le petit tableau ci-après.[49] A cette date, le travail commençait à reprendre après la récession de 1920. Mais cela "faisait-il le compte" ? Le 8 avril 1921, on apprend que les ouvriers de Droitaumont protestent dans une délégation à la mairie contre les commerçants qui, livrant à domicile, n'affichent pas leurs prix et les augmentent indûment. Dans la mesure ou la pénurie s'installe et dure, les prix risquent de croître démesurément.



Pour prévenir les mouvements de protestation contre la vie chère qui risquent d'aller en s'amplifiant, il devient urgent de rétablir les liaisons diverses commerciales. Même à la petite échelle de Jarny, il faut mesurer l'importance, pour les autorités locales d'obtenir à un calme social, qui permette le retour à l'activité productive normale. Pour le moment, notre but n'est pas de développer dans le détail la tension sociale des années d'après guerre, mais il ne faut pas oublier que ces années ont été très agitées.[50]

48- Salaires des mineurs au 29 mars 1919. AD M&M 8S 164.

49- "L'industrie minière en Alsace et en Lorraine". AD M 1922-1923.

50- Le patronat en a conscience! Voici comment le propriétaire des mines de Droitaumont, M. Schneider voyait lui-même la situation: « *Il faut.. essayer de deviner quels vont être les mobiles de nos diverses classes de citoyens, dans la période qui s'ouvre actuellement...il faudra pendant longtemps dépenser des trésors d'ingéniosité et de patience pour accoutumer la grande foule des travailleurs à juger d'une manière exacte et sans préventions , les rapports des chefs et des subordonnés, les relations du capital et du travail. Il s'agit, en effet, bien plus d'une véritable transformation des esprits et des habitudes, que de la recherche de formules de salaires...Il faut, à tout prix, prouver de toute évidence que le rêve communiste conduit à une dégradation systématique de l'énergie humaine,...à la dictature du dégoût et de l'ennui, c'est à dire, somme toute, à l'extinction progressive de la flamme de la vie...* »**discours de M. Eugène Schneider, le 8 mai 1919, comité des Forges, bulletin N° 3464**)Nous aurons par la suite l'occasion de revenir sur ce document et sur le climat social, en évoquant notamment les grèves et les élections d'après guerre.

Pour clore cet examen des conditions de la reprise des activités, signalons que la tutelle administrative supérieure sur la commune prend fin dans la deuxième moitié de l'année 1919 lorsque le conseil municipal juge qu'il est désormais préférable (comme le suggérait le ministre lui-même) de relancer les activités et le commerce locaux. Le ravitaillement continuera cependant de venir de l'extérieur mais il prend de plus en plus un caractère privé sous l'égide du centre de ravitaillement lié au Comptoir Commercial du Nord que nous avons déjà évoqué.

La dette ou comment payer les frais d'occupation ?

Malgré toute leur bonne volonté, les communes n'ont pas toujours la possibilité d'assumer les charges de la reprise à elle seules, cela d'autant plus que le remboursement des sommes colossales engagées pendant les années de guerre ne peut reposer sur leurs seules forces! N'est-ce pas à la collectivité nationale toute entière qu'il revient d'aider les communes sinistrées? Les autorités nationales et départementales et décident de prendre l'affaire à leur compte. Mais la question est complexe et la procédure de remboursement se compliquait encore par la variété des dettes, dettes communales et dettes particulières.

Les emprunts souscrits par les communes de 1914 à 1918 ont servi à assurer pour partie le ravitaillement des populations et surtout à alimenter l'énorme contribution de guerre et les diverses taxes et amendes exigées par l'occupant. Une première opération consiste à dresser l'état de ces sommes et chaque mairie va devoir fournir le décompte exact des dépenses de guerre selon les voeux formulés par une circulaire ministérielle datée du 26 octobre 1918: [51]

«Le ministre des finances à Monsieur le préfet du département... Au moment où l'avance des armées alliées libère de larges étendues du territoire national, j'aurais le plus grand intérêt à posséder des données aussi complètes et précises que possible sur les impôts et contributions de guerre qui ont été imposés et sur les enlèvements de titres, coupons de valeurs qui ont été effectués par les troupes ou les autorités ennemies pendant la durée de l'occupation....Je vous serais obligé de vouloir bien réunir et me transmettre d'urgence tous les renseignements que vous aurez pu recueillir sur le montant et la forme des exactions de ce genre commises par l'ennemi dans votre département....Vous voudrez bien indiquer séparément dans votre réponse :

I - Le montant des impôts, amendes ou contributions de guerre en espèces. En distinguant suivant qu'ils ont été payés :

1) par des collectivités

2) par des particuliers

II - Le montant des enlèvements de titres, coupons ou valeurs en distinguant ceux qui ont été effectués :

1) dans des établissements ou bureaux de l'état

2) dans des banques ou établissements similaires

3) chez les particuliers.

J'attacherais également du prix à recevoir des indications sommaires sur l'importance approximative des réquisitions, enlèvements ou prélèvements en nature qui ont pu être opérés par l'ennemi, soit sans qu'aucun titre ait été délivré aux intéressés, soit contre remise de bons de réquisitions ou d'autres titres analogues, soit contre paiement en billets locaux ou autres monnaies mais il ne saurait à ce sujet être question d'entreprendre une quête auprès des particuliers, il conviendra de se borner aux renseignements qui pourront être obtenus par exemple des municipalités.

J'appelle de façon spéciale votre attention sur le soin avec lequel devront être établis les chiffres que vous me transmettrez sur la nécessité notamment d'indiquer leur degré d'authenticité de signaler ceux qui ne résulteraient pas d'une estimation approximative. J'insiste en terminant sur l'urgence de la question qui fait l'objet de la présente communication .»

51- Lettre du ministre des finances au préfet de M&M. AD M&M 6M 604.

Nous n'avons pu retrouver la totalité du document concernant Jarny. Il faut dire que les pages concernants les délibérations du conseil municipal consignées sur le cahier habituel ont toutes été coupées pour la période mars 1914 et novembre 1918... Le seul état que nous ayons retrouvé dresse un bilan d'ensemble de la contribution (impôts)de guerre ; pour ces quatre années celle-ci s'élève à 113 770F, pour la collectivité, à 7563, 37F pour les particuliers et les réquisitions s'élèvent à 26577F pour la collectivité et 3741386,22F pour les particuliers, sommes énormes pour l'époque . Le Conseil municipal estime le montant des dommages de guerre communaux à plus d'un million...: «*Mairie de Jarny ... Monsieur l'adjoint au maire a l'honneur d'envoyer ci-joint à M. le Préfet les indications demandées, au sujet des enlèvements commis par les troupes allemandes.* [52]

Commune de Jarny	
I / a- payé par collectivité (commune)	110 838,15F
reste à payer par commune aux ouvriers contraints	
retablissements ponts gare	7 200,00F
b- par les particuliers	7 563,37F
II / a- aucun enlèvement porté à notre connaissance	
b-	
c- chez les particuliers	26 577,00F
III/ a- avec bons	248 399,52F
b- sans bons	1 492 986,70F
Brasserie Union	2 000 000,00F

Ceci ne peut contenir qu'un état approche et approximatif des enlèvements effectués dans la commune puisque la majeure partie des habitants est encore absente et que cet état ne contient pas les préjudices causés aux usines diverses établies sur notre territoire (exception faite de la Brasserie Union), pas plus que les détériorations causées aux bâtiments et propriétés communales et particulières.» [53]

Ce qui complique en fait les comptes, c'est que la commune, comme beaucoup d'autres, a dû emprunter pour pallier un manque de trésorerie facilement explicable en l'absence de lien avec la préfecture et le gouvernement pendant plus de quatre ans. La guerre terminée, les créanciers se présentent. Comment rembourser ? Par exemple, le directeur de la brasserie, M.Goussot Joseph, natif de Novéant, demande en avril 1919 le remboursement d'un prêt de 10 000 F. Comment faire ?

A cela il faut ajouter le paiement des titres de réquisition (ils s'élèvent à 32 420 F) et les sommes dues aux particuliers comme les boulangers qui ont fourni le pain aux indigents (MM. Paul Genot et Weyrich...) ou comme Melle Krocsenscky qui a assuré les fonctions de sage femme, sans aucun honoraire, en 1914 et en 1915...

Pour régler une situation aussi catastrophique, la commune doit s'en remettre à l'Etat ! C'est la réponse que le conseil municipal apporte encore à ses créanciers en 1919 : attendre la promulgation des lois sur les dommages de guerre et leur entrée en application. Jarny a obtenu, en vertu d'une loi du 11 février 1919, le remboursement de sa dette de guerre, mais ce n'est pas tout ! Il faut encore

---

52- Réquisitions . AD M&M 8R 201.
53- Jarny le 15 décembre 1918 L'adjoint faisant fonction de maire M Joseph LOUIS.

attendre celle du 4 octobre de la même année pour fixer les conditions de l'attribution des indemnités de dommage de guerre.

Dans une lettre du 1er février 1919 concernant la comptabilité communale de la guerre le sous préfet demandait de dégager les dépenses faites exclusivement dans le seul intérêt de l'administration et de la vie municipale de celles qui doivent équitablement retomber à la charge de la nation ou à celle de l'Allemagne. Nous donnons la copie de la circulaire Loucheur du 22 juillet 1921 presque 3 ans après l'armistice, qui propose aux maires des solutions pour le remboursement des particuliers. Ces questions vont fréquemment revenir dans les délibérations d'après-guerre ; c'est là que nous avons retrouvé une copie de la circulaire avec le solde des dernières dettes.[54]

Nous n'avons pas non plus, pu relever l'ensemble des prélèvements particuliers, car les archives sont souvent muettes sur ce point. Mais, sur ce point, les communes ont du fournir un état nominatif des personnes ayant versé des contributions ou ayant subi des prélèvements divers. Voici un extrait rapide du document fourni par la commune de Jarny :[55]

	Objets	**Montants**	**Personnes**	
artillerie	deux bicyclettes	300,00F	CUNY Mathieu	
génie	planches et outils	500,00F	GUGLIELMETTI	
génie	huile, essence	576,00F	ROUY, WATRIN	
transports	un tombereau	150,00F	MUNIER Jules	
la remonte	une jument	1125,00F	MUNIER Jules	
artillerie	quatre bicyclettes	500,00F	CUNY Mathieu	
artillerie	essence	1685,00F	VILGRAIN	
la remonte	deux chevaux	1944,00F	LABRIET jules	
artillerie	essence	1120,00F	Docks rémois	etc.....

Outre les renseignements d'ordre financier,un tel document présente l'avantage de dresser un état des familles présentes dans l'immédiat après la guerre, mais hélas il n'est pas toujours complet!

Enfin, on peut noter qu'à partir de 1924, les allusions aux divers remboursements s'estompent dans les délibérations du conseil municipal.[56] Serait-ce le signe d'un règlement définitif de la question? Pour la commune de Jarny, peut-être, pour certains particuliers sans doute également, mais pour quelques témoins, les préjudices subis dans leurs biens sont restés suffisamment vivaces

---

54- Cette note, donnée en annexes, résume assez bien quelles ont été les difficultés des communes après la guerre ; on aurait du mal à imaginer ce qu'il a fallu de démarches pour faire valoir des droits !

55- Réquisitions individuelles. AD M&M WO 1866

56- Pour illustrer le préjudice supporté par les communes nous avons donné la réponse plus détaillée de la mairie de Labry en annexes. Nous avons, pour d'autres communes voisines, indiqué dans un chapitre précédent, quelques états de la dette communale. Pour la commune de Labry, le préjudice est énorme.
Le conseil de Labry semble d'autant plus ferme dans ses déclarations qu'il ne cache pas son amertume, au lendemain de la guerre: la caserne Geslin n'apporte pas à la commune tout ce qu'elle escomptait: "*...il s'ensuit que l'Etat ne pourrait équitablement exiger le versement de la subvention de la commune (30000F non payés pour la construction de la caserne), attendu que la commune n' a jusqu'à présent recueilli aucun des avantages que devait lui procurer une garnison, l'occupation du casernement avant et depuis la guerre n'ayant été que passagère, et pendant la guerre, lui ayant occasionné de lourdes charges et l'ayant exposée aux bombardements* »Conseil municipal de Labry du 5 mai 1922. Ce dépit est encore rappelé lors du conseil municipal du 14 août 1926, lorsqu'il apprend, fin juillet, le projet de désaffectation de la caserne : « *...l'effectif du casernement qui, en 1914, était de 1500 hommes, se trouvait après l'armistice, presque totalement supprimé, et actuellement il est réduit à un chiffre très faible. De ce fait la commune de Labry n 'a retiré jusqu'à présent que peu de profit de ce casernement pour lequel elle et les propriétaires ont consenti des sacrifices importants...* » Conseil municipal de Labry du 14 août 1926.
Avec cet état complet et détaillé, chacun peut prendre la mesure du pillage et du préjudice subi par les communes et les particuliers. A titre indicatif voici les sommes dues pour le département que la commission de réparations (Commission des réparations. Nancy 8R 201.) a établi au lendemain de la guerre: Propriété non bâties 3 873 822 000 F.; Propriétés bâties 1 141 530 000 F.; Dommages aux meubles 641 229 000 .; Dommages au commerce 260 000 000 F; Dommages à l'industrie 588 188 000 F.; Réquisitions 130 000 000F.

pour ne pas les oublier 75 ans après! Qui pourrait s'empêcher de comparer l'état lamentable des trésoreries communales et départementales, la lenteur des réparations aux particuliers et les énormes profits réalisés par les sociétés métallurgiques de la région, aussi bien au cours de la guerre qu'après, quand il a fallu reconstruire ce qui avait été détruit. La presse ouvrière et syndicale saura faire régulièrement resurgir le ressentiment né de ces comparaisons simplifiées entre la situation des populations insuffisamment dédommagées, victimes des soubresauts de la monnaie et de la hausse des prix et celle des "profiteurs de guerre". C'est dans l'opposition autour de quelques slogans simples que s'est forgée la vision qui a crée les identités collectives d'après guerre Ajouté au chagrin et au choc psychologique des familles, ce ressentiment a joué dans le climat de morosité et d'agitation sociale d'après guerre.... Ce n'est pas le but de ce chapitre d'en faire l'analyse détaillée. Retenons cependant que l'agitation d'après guerre, les grèves et la naissance du syndicalisme jarnysien sont en grande partie nés de la situation créée par la guerre. Mais ce n'est plus seulement un problème local et il conviendrait de reprendre la situation dans son ensemble, ce que nous tenterons de faire en évoquant les campagnes électorales d'après guerre.

Enfin, nous ne saurions tout à fait quitter le bilan de la guerre sans annoncer les ruptures qu'elle a entraînées dans la société. Lorsque, dans la presse, dans les discours, chacun évoque la vie jarnysienne, maires, conseillers, employeurs, parlent-ils tous de la même chose ? Qu'est-ce que ces deux mondes d'avant et d'après guerre ont de commun? Apparemment ce sont les mêmes acteurs, puisque ce sont les mêmes activités qui agitent la population ouvrière de Jarny, dans les mêmes lieux. Or il n'en est pas tout à fait ainsi. Jarny en 1919 n'est plus le Jarny de 1914, car les hommes sont différents pour plus des trois quarts . Et seuls les cadres politiques et économiques, mis en place à la veille de la guerre, vont donner à la société cette illusion de permanence.

- Les retours...et les premiers flux de main d'oeuvre masquent rapidement les cicatrices de la guerre.

Les deux mines de Jarny vont participer à la demande en minerai nécessaire à la reconstruction du pays. Bien que la mine de Jarny ne soit pas tout de suite très productive, l'activité économique locale repart néanmoins assez vite. La gare de triage et de réparation des locomotives retrouve son rythme d'avant guerre. La course à la construction des logements, des écoles, des édifices publics reprend et un second tourbillon d'activités débordantes va de nouveau s'emparer des lieux. De nouvelles populations viennent grossir l'effectif jarnysien. Un peu à la façon d'un arbre qui aurait été élagué pour une longue saison de gel et qui rebourgeonne, la ville se couvre de nouvelles branches.

Toutefois avant d'entrer dans le détail il n'est pas sans intérêt de mesurer l'impact de la guerre sur les ruptures constatées dans la société jarnysienne. En effet, si rupture il y a, alors notre interrogation de départ sur la constitution des populations ouvrières doit trouver là une précision. Qui retourne à Jarny après guerre ? Quelles catégories de travailleurs reviennent? Qui, parmi les anciens immigrants, reprend le chemin des bords de l'Orne? La réponse à ces questions nous doit nous éclairer sur la solidité des premières implantations de population. Elle nous confortera dans l'idée que le temps, la durée, plus que tout autre chose, sont bien le principal ciment de l'intégration ou de l'assimilation. Et " a contrario", elle nous fera mesurer combien les crises fragilisent ces mêmes processus. La guerre n'a pas été une petite crise banale; sa brutalité nous révèle ce que la société jarnysienne avait d'artificiel et de transitoire. Cette fragilité, la statistique nous la masque souvent. Une nouvelle société se glisse dans la peau et les habitudes de l'ancienne, mais elle n'est pas constituée des mêmes hommes, si certains greffons ont tenu et prospèrent à présent sur le rameau originel, la floraison d'après guerre est neuve pour les trois quart au moins.

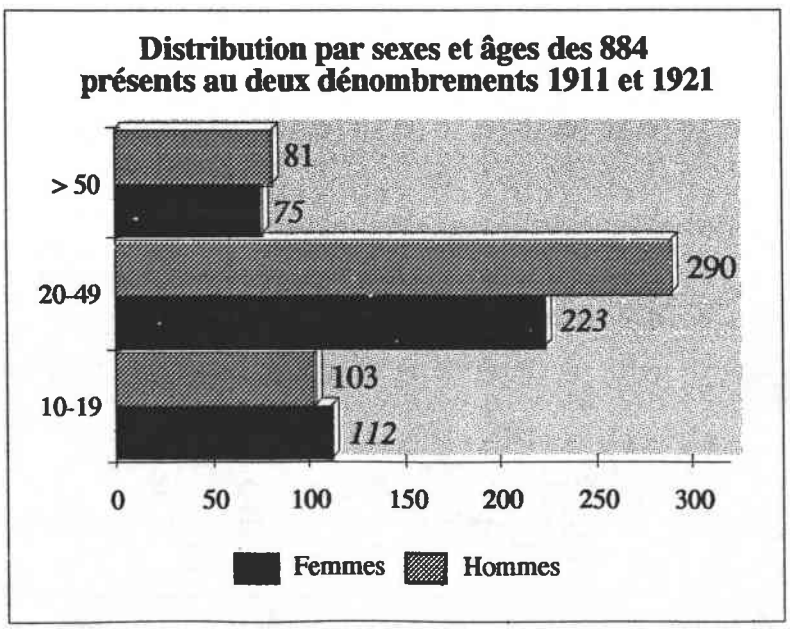
L'étude du retour des populations au lendemain de la guerre est une question plus complexe qu'il n'y paraît. Il n'est pas facile de suivre les flux d'entrées ou de sorties des populations, puisqu'aucun dénombrement nominatif n'a été établi entre 1911 et 1921. Néanmoins si l'on superpose les deux recensements de 1911 et 1921, un certain nombre de constats peuvent être avancés, selon la nation d'origine, les professions, la taille des ménages, les sexes, de ceux qui sont revenus. Pour cela nous avons comparé les deux documents par ordre alphabétique. Nous en avons soustrait les enfants nés entre les deux dates d'observation ainsi que les personnes décédées. Nous avons repéré les nouvelles épouses recensées en 1911 sous le nom de leur père. A ces noms, nous avons ajouté ceux que nous avons rencontré au moins une fois dans les registres d'état civil au cours de cette dizaine d'années à l'occasion d' une naissance ou d'un mariage.

Cependant, ce travail de comparaison ne peut prendre en compte que la population la plus stable ce qui biaise les conclusions. Vont en effet échapper à notre regard, ceux qui ont bougé entre mars 1911 et août 1914 comme ceux qui se sont déplacés entre novembre 1918 et mai 1921. Déplacements qui ne sont pas forcément liés à la guerre, et qui relèvent de la mobilité observée précédemment. Une comparaison menée ainsi sur les populations nous apprend plus sur l'enracinement des éléments stables que sur la mobilité des éléments momentanément observés sur place.

Un tri comparatif patronyme par patronyme, nous a permis de retenir un groupe de 884 individus présents à Jarny à la fois en 1911-1914 et en 1919-1921. Ils représentent respectivement environ le quart des présents à la veille de guerre et le cinquième des présents en 1921. Remarquons encore que parler de retour n'est juste que dans la mesure où l'on peut être sûr qu'il y a eu départ. Or nous ne le savons avec certitude que pour quelques cas seulement. Certains individus n'ont pas quitté la ville, mais nous ne pouvons pas dire lesquels. Quant à la mobilité des autres pendant la guerre, elle est difficile à suivre. Nous avons déjà évoqué le travail mené par les services du département auprès des préfets pendant l'exode de 1915, mais les listes établies à cette occasion sont ponctuelles et nous savons que les individus ont bougé dans une grande proportion au cours des années d'exil. Pour quelques familles, l'itinéraire suivi entre ces deux dates peut être grossièrement observé si l'on accorde crédit au lieu de naissance des enfants recensés en 1921 et nés dans cette courte période de dix ans. Bien sûr cela réduit l'échantillon, puisque cela ne concerne plus que les mariés avant guerre ou entre temps et qui ont eu un ou plusieurs enfants. Pourtant c'est le seul moyen pour nous d'approcher quelque peu la mobilité des populations qui ont fait de Jarny le centre de leur vie professionnelle. Pour être tout à fait complet, il aurait fallu suivre aussi celles et ceux qui ne sont pas éloignés ,qui travaillent à Jarny mais résident désormais dans un village proche.

884	Total		Italiens		Etrangers		Français		
	F	M	F	M	F	M	F	M	T
10-14	67	62	9	9	0	0	58	53	129
15-19	45	41	4	3	1	2	40	36	86
20-24	29	36	1	1	1	1	27	34	65
25-29	13	24	0	3	0	2	13	19	37
30-34	33	28	1	5	0	0	32	23	61
35-39	54	65	4	0	0	0	50	65	119
40-44	52	70	2	9	0	1	50	60	122
45-49	42	67	2	5	0	2	40	60	109
50-54	28	28	2	0	0	0	26	28	56
55-59	9	17	0	0	0	0	9	17	26
60-64	15	14	0	0	0	0	15	14	29
65-69	11	9	0	0	0	0	11	9	20
70-74	8	7	1	1	0	0	7	6	15
75-79	4	5	0	0	0	0	4	5	9
>80	0	1	0	0	0	0	0	1	1
	410	474	26	36	2	8	382	430	884
				62		10		812	
			41,9	58,1	20,0	80,0	47,0	53,0	

Distribution par sexes, âges et lieux de naissance des 884 présents au deux dénombrements 1911 et 1921

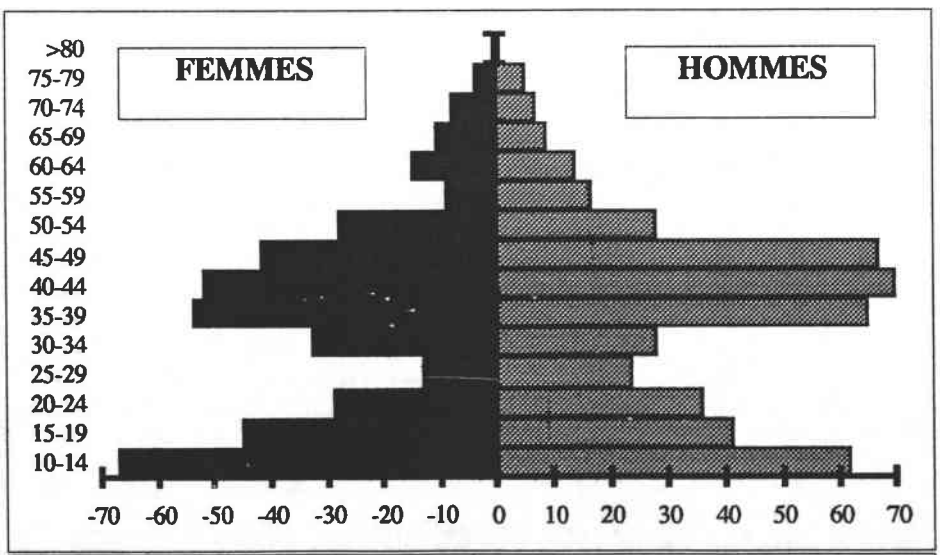


Quelques observations rapides sur ces populations revenues à Jarny:

La pyramide des âges nous incline à penser, par sa forme en creux autour de 20-35 ans , que le retour concerne surtout des familles constituées. Cela correspond à la présence des couples anciennement formés et qui reviennent sur place avec leurs enfants.

L'étude de la distribution selon les sexes nous apprend que 410 femmes et 474 hommes sont revenus. Après guerre pour les adultes, le rapport de masculinité de ce groupe est de 130 hommes pour 100 femmes, soit moins que ce que nous avions constaté en 1911 et moins que ce que le recensement de 1921 nous indique lui aussi. Ces indications confirmeraient le retours de groupes familiaux constitués. C'est du reste aussi ce que semble indiquer la structure matrimoniale des individus observés. En effet 67% des hommes de plus de 20 ans sont mariés (aucun n'a moins de 22 ans); les femmes sont mariées à 77 % (aucune n'a moins de 23 ans). Le creux des 25-35 ans, hommes et femmes concerne sans doute les individus relativement libres d'attaches familiales ou professionnelles, célibataires travaillant avant guerre dans le commerce ou le travail de maison. La pyramide se réduit particulièrement autour de 25 ans à l'âge atteint par les adolescents et jeunes gens dispersés avec leur famille par la guerre et qui sont entrés à leur tour dans la vie active. Ils ne vont pas forcément revenir sur place avec leurs parents. Le phénomène est net chez les femmes comme chez les hommes et n'englobe donc pas que les jeunes hommes perturbés par la guerre. Mais le nombre élevé des célibataires de tout âge, quatre fois plus nombreux chez les hommes que chez les femmes, nous rappelle que le retour des familles s'est accompagné aussi d'un retour d'ouvriers sans attaches. Cela confirme aussi le poids plus important des hommes à presque tous les âges, mais surtout entre 35 et 49 ans.

	Hommes	%	Femmes	%
célibataires < 20 ans	112		103	
célibataires > 19 ans	104	28,7	25	8,1
marié(e)s	245	67,7	238	77,5
veu(ve)fs	13	3,6	44	14,3
	474	100	410	100



Distribution par sexes, âges des 884 présents au deux dénombrements 1911 et 1921

La distribution par âge nous montre enfin le faible effectif des individus de plus de 60 ans. Cela s'explique d'abord par le faible nombre des anciens venus s'installer avant la guerre: les quelques familles entières avec les grands-parents sont venues au lendemain du conflit. Enfin l'âge moyen (44 ans) de ces chefs de famille est un peu plus élevé par rapport à l'âge moyen observé en 1911. On ne s'en étonnera pas car ce retour concerne les éléments les plus stables. D'ailleurs, pour

préciser encore le visage de ces familles qui reviennent après guerre, notons que le poids des jarnysiens d'origine y est important, puisqu'il représente le quart des individus repérés. Cela est d'autant plus logique que les patronymes observés nous indiquent qu'il s'agit principalement des vieilles familles en place depuis la fin du siècle dernier au moins. Et il ne faut pas s'étonner de voir revenir les familles de cultivateurs, puisque ce sont eux les plus attachés à la terre du lieu. Faut-il du reste privilégier cet angle de vue et examiner ces retours selon les professions exercées par les chefs de famille?

Peut-on dégager une distinction selon les métiers et en tirer des conclusions sur l'attachement ou la fragilité des situations d'avant guerre? Le retour des cheminots, sera-t-il du même ordre que celui des mineurs par exemple? Et le retour ou non des étrangers n'est-il pas lié à l'activité antérieure?D'après le tableau établi selon, les métiers déclarés, ce sont les populations cheminotes qui reviennent le plus à Jarny. Rien d'étonnant à cela puisque la stratégie de la Cie de l'Est, visant à fixer le personnel était déjà bien en place. Ce sont du reste les personnels que nous avions considérés comme les plus stables, les employés ,qui sont le plus massivement revenus. Les chauffeurs et mécaniciens, quant à eux, reviennent certes, mais dans des proportions plus faibles. Il faut dire que les évènements sociaux, les grandes grèves les ont davantage perturbés que les employés qui se sont moins engagés. Parmi le personnel des mines, ce sont les familles logées dans les cités qui sont le plus revenues, mais dans une proportion bien plus faible que les cheminots. Cela permet-il de relativiser la politique paternaliste d'avant-guerre, ou bien faut-il constater que celle-ci, encore trop fraîche n'a pas été assez poussée pour conduire les ouvriers à revenir massivement? Avec seulement une trentaine d'ouvriers mineurs et manœuvres contre 36 agents d'encadrement et de direction, il est permis de penser que les ouvriers des premiers flux étaient finalement bien peu attachés à leur entreprise.

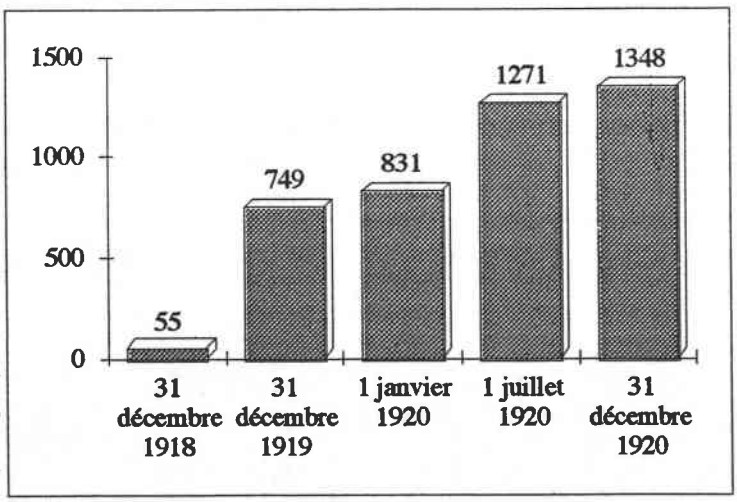
Total 884	Total	Italiens	%
nés Jarny	212	0	24
Sans profession	456		52
Cie Est	136	0	32
employés	*63*		*15*
ajusteurs	*16*		*4*
chauffeurs	*9*		*2*
mécaniciens	*42*		*10*
tourneurs	*4*		*1*
Mine Schneider	31		7
Mine de Jarny	33		8
mineurs	*17*	*9*	*4*
manoeuvres	*13*	*5*	*3*
aubergistes	8	3	2
comptables	8		2
cordonniers	5		1
cultivateurs	22		5
électriciens	12		3
entrepreneurs	5		1
journaliers	11		3
maçons	9		2
ménagères	9		2

A ce sujet, on peut s'étonner que les populations françaises soient revenues en si petit nombre dans les cités minières. La plupart des familles de mineurs français revenues n'y logeaient ni en 1911 ni en 1921! C'étaient avant guerre déjà des familles résidant ailleurs, en ville. Préféraient-elles ne pas s'installer dans les cités ou bien ces dernières ne les avaient-elles pas acceptées ?Et dans ce cas pour quelles raisons? Comme les cités après la guerre vont se remplir rapidement de nouvelles familles et en particulier de Polonais, il est difficile de trancher sur ces critères d'accueil. Mais ces familles françaises, revenues après la guerre, ne viendront pas non plus s'installer dans les cités par la suite. Cela prouverait leur désir d'intégration à la ville dans un espace jugé plus noble que les cités. Cela renforcerait l'idée d'un attachement à la ville comme certaines familles le manifesteront en devenant propriétaires.

- Les étrangers évacués en 1914 reviendront-ils ?

Est-il possible d'observer quelques différences entre les familles et les individus revenus après guerre à Jarny en fonction de leurs origines nationales? Les réponses sur les retours en fonction des activités antérieures nous ont déjà permis d'insister sur la part importante des agriculteurs, des cadres et des cheminots, catégories essentiellement françaises! De plus l'examen des matrices cadastrales nous montre que le retour est surtout le fait des propriétaires . Or les étrangers avaient peu investi dans la propriété localement avant guerre et ne se sentaient certainement guère enracinés. Seuls les petits propriétaires d'établissement commerciaux, échoppes ou cabarets sont revenus en nombre. La question est donc délicate mais révélatrice de la qualité de cette première immigration d'avant guerre. Elle n'était déjà pas aussi homogène qu'on le pense habituellement, notamment entre ouvriers et petits commerçants ou artisans.

Certes, le retour des étrangers a, lui aussi, été largement masqué par l'afflux des nouveaux immigrés. Mais il serait trompeur de croire avec cette nouvelle arrivée massive, que la guerre n'a été qu'une parenthèse pour ceux qui étaient arrivés entre 1907 et 1914. Ces flux nouveaux sur lesquels nous donnerons par la suite des éléments complémentaires, sont chiffrés par les services de la statistique du ministère de l'intérieur. Voici, présentée dans un tableau l'entrée des étrangers dans la commune. [57] Que signifient ces nombres? Sans conteste, ils donnent la mesure de la reprise rapide des activités industrielles. Importants, ils ne doivent pourtant pas être confondus avec la population stable. Ils représentent les entrées uniquement . Encore une fois, ils cachent la grande mobilité des étrangers et n'ont rien de commun avec ceux du recensement du printemps 1921. Celui-ci établira la présence de 689 étrangers, dont 497 Italiens, 27 Belges, 43 Polonais et 169 individus qualifiés d'étrangers sans autre précision. Mais ces nombres de 1921,si on n'y prenait garde, pourraient à leur tour donner une impression fausse et faire croire que les étrangers ont repris massivement le chemin de Jarny après la guerre. Or il n'en est rien. Si les motivations et les caractères des populations étrangères décomptées en 1921, sont toujours les mêmes en grande partie, les individus eux ne le sont que pour une faible part. Comment l'expliquer?

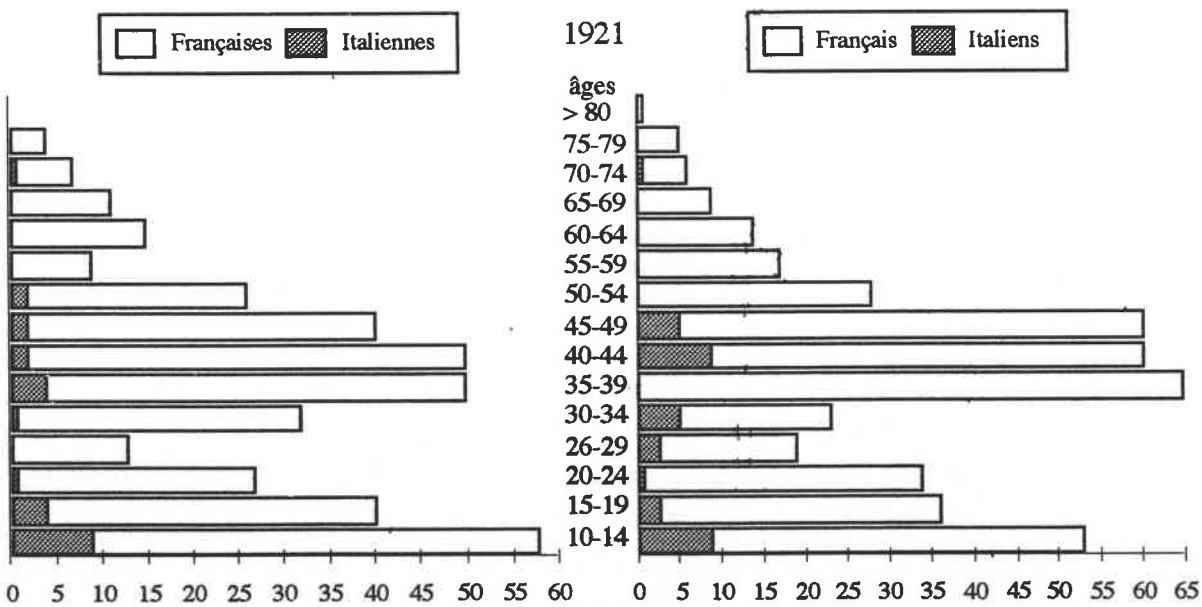


Prenons le cas des plus nombreux, les Italiens. Les transalpins présents en 1911 et qui sont

57- Statistique des étrangers. Nancy. 4M 147.

encore là en 1921 sont au nombre de 62. C'est donc à peine un dixième de l'effectif qui revient soit proportionnellement beaucoup moins que le reste de la population sur le retour. Parmi eux, on compte 26 femmes et 36 hommes, soit à l'âge de 20-49 ans 10 femmes pour 23 hommes. On dénombre 8 familles alors que 18 hommes se déclarent mariés. Ceux-ci travaillent surtout dans les mines avec les célibataires, tandis que les familles italiennes présentes sont presque toutes des petits commerçants . C'est d'ailleurs chez eux que l'on constate une intéressante transformation des prénoms. Chez certains adultes et surtout chez les enfants, il est remarquable en effet que les mêmes qui déclaraient en 1911 un prénom italien ne le font plus en 1921. Celui-ci a été francisé dans presque tous les cas. Volonté délibérée ou fantaisie du recenseur? La question mérite d'être posée puisque cette attitude pourrait confirmer avec le retour sur place, la très nette volonté de gommer leurs origines. Ce qui n'était pas encore le cas avant guerre, le devient par la suite. Le phénomène inverse ne s'observe qu'une seule fois! Certes cela ne porte que sur des effectifs faibles, mais il est utile de le noter, car contrairement à la vision d'une immigration en bloc, uniforme, il nous faut la percevoir comme complexe dans sa structure révélée par les chiffres, mais aussi dans sa motivation. Et cela plus particulièrement après 1920, époque où la composante économique ne sera plus la seule à pousser les étrangers vers la France.

La distribution des populations italiennes revenues à Jarny selon les sexes et les âges est relativement semblable à celle des populations françaises revenues elles aussi.



Comme pour ces dernières, le déséquilibre par sexe est moins important que dans la population émigrée globalement. C'est là le signe d'un retour surtout familial. En particulier pour les populations adultes, pour lesquelles on note une répartition aussi équilibrée du nombre des femmes dans les groupes de françaises et d'italiennes. Le poids des enfants et adolescents des deux sexes est toutefois un peu plus fort chez les Italiens revenus à Jarny après la guerre.

Si ces retours nous paraissent faibles numériquement, n'oublions pas que les populations observées avant guerre étaient instables. La guerre, en Italie aussi a grandement perturbé les populations et bousculé les modes de vie. Dans quelle mesure les motivations au départ ont changé, nous ne la savons pas vraiment.

Mais on peut aussi se demander si l'absence de retour massif des étrangers ne peut s'expliquer aussi par le fait qu'après un séjour de 6 ou 7 années en France avant guerre, voire davantage pour certains, le pécule épargné n'a pas suffi pour se refaire une autre vie au village; une vie plus noble et moins marginale, vis à vis des aînés ou des plus riches par exemple? La clé est en Italie, comme elle le sera ensuite en Pologne. C'est sur place qu'il faudrait mesurer les situations au départ et aussi les conditions du retour. Qui partait? A quel âge? De quelles types de familles étaient issus ces partants? Quel rang avaient-ils dans leur famille? Et lorsqu'ils sont rentrés, comment ont-ils vécu? Ont-ils acheté des biens? Qui ont-ils pu épouser? Toutes les réponses à ces questions ne se trouveraient qu'au terme d'une enquête sur place, ce que, hélas, nous n'avons pu mener.

B - LE REPEUPLEMENT ET LA NOUVELLE DEMANDE EN BRAS

- Du sang neuf: quelle nouvelle main-d'oeuvre pour quels nouveaux besoins ?

Jarny au début du XXe siècle, était passée brutalement d'une situation de petit bourg rural situé sur deux axes routiers et deux axes ferroviaires de moyenne importance, à celle de cité industrielle naissante. Nous avons souligné que la ville devait sa mutation plus qu'à sa situation de carrefour, au gisement de fer situé dans le bassin ferrifère de Briey, gisement partagé localement en deux concessions : la mine de Droitaumont (groupe Schneider) et la mine de Jarny (groupe Senelle-Maubeuge). La mise en exploitation récente (1908-1910) des deux mines avait donné un élan formidable à l'activité locale avait été le cas notamment de la gare et du dépôt de la Compagnie de l'Est. Mais cet élan s'était brisé en 1914 avec le début des hostilités. La présence allemande, pendant quatre ans, avait conduit à l'arrêt de presque toutes les productions, et des transports.

Un regard rapide sur la courbe de la population à la veille de la guerre permet de mesurer l'importance de ces activités dans l'extraordinaire accroissement de population qui avait accompagné la mise en chantier des exploitations. La spéculation sur les terrains, les constructions nouvelles et l'activité de la gare de triage comme celle du dépôt prouvaient à l'évidence qu'il s'agissait d'un phénomène de grande ampleur. Nous avons précédemment souligné la vitalité de cet élan prometteur et tenté d'apercevoir toutes les implications qu'il avait entraînées dans la structure de la population, le brassage des hommes et l'éclatement de l'espace en trois mondes : celui des mines (marginalisé en partie et rejeté à la périphérie de la cité), celui du centre, de l'ancien village (encore mal dégagé de son aspect rural traditionnel) et enfin le quartier de la gare où la construction allait bon train.

Pourtant ce bel élan, dans lequel tant d'espoirs avaient été placés s'était brisé à l'été de 1914. Jamais la situation ne sera plus comme on l'avait rêvée. Ainsi, l'implantation d'une puissante sidérurgie, qui avait été envisagée au temps où l'Allemagne possédait la Moselle sidérurgique, ne verra jamais le jour; et la maison Schneider qui se proposait d'établir à Jarny-Droitaumont un vaste complexe de l'acier ne réalisera jamais ce projet. Il faut dire que, pour des raisons stratégiques évidentes, la société s'était développée pendant la guerre, sur d'autres sites implantés en arrière du front, au Creusot , en Normandie, dans le Var, etc...

Au cours de cette première explosion industrielle, la population d'avant guerre avait connu, pendant six années au moins, un brassage comparable à celui de toutes les régions fraîchement in-

dustrialisées. Ce brassage avait été soudain, il avait surpris et même inquiété ! Les autorités préfectorales, municipales, tout en se félicitant du démarrage des foyers industriels du Pays Haut, s'étaient inquiété des risques de débordement. Comment réagir face à ces populations venues d'horizons si variés et dont les modes de vie étaient parfois si différents? A cette époque l'"étranger est à la fois prisé, recherché, mais on le craint tout autant, car" *l'étranger c'est le désordre* ". Voilà bien les deux discours qui n'avaient cessé de se mêler au cours de ces années d'avant 1914. C'était pour prévenir d'éventuels "dérapages" que les autorités avaient apporté leur concours aux communes en menant une politique d'aide à la surveillance, à la construction, à l'enseignement et à la santé.

Du côté des arrivants, les difficultés avaient aussi été grandes. Des missions avaient été envoyées sous le contrôle des consulats, comme le rappelait G.Mauco.[1] A certaines occasions, les conditions d'accueil, d'hébergement surtout, avaient été vivement dénoncées au point de déconseiller telle ou telle zone d'activité trop inhospitalière. Tout cela au grand regret du Comité des Forges qui ne s'en trouvait cependant guère affecté, car cette première phase se déroulait dans une période économiquement euphorique et sans à coups. Comment les nouveaux brassages allaient-ils s'opérer après guerre, alors que le contexte économique était devenu moins harmonieux?

Au lendemain du conflit, l'économie française passe en effet par des phases diverses et assez chaotiques. Le passage d'une économie de guerre à une économie de paix n'est pas aisé, comme l'enseignent tous les économistes. [2] A première vue ceci pouvait peut sembler d'autant plus surprenant que l'effort de reconstruction à mener était considérable dans ces régions touchées par la guerre et que ces régions étaient celles des industries lourdes traditionnelles. D'autre part, le développement des implantations sidérurgiques en Normandie et dans le Centre créait une concurrence. En tout cas, la période qui s'ouvre au lendemain de la guerre est d'abord marquée par un marasme, que signalent par le préfet de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de Briey.

A l'échelle d'une ville comme Jarny, les incidences de cette crise sont difficiles à cerner. Pour la production minière comme pour les transports, il a fallu d'abord dû rétablir les infrastructures et on y a employé à cela un personnel de plus en plus nombreux dès les premiers mois. L'impact de la crise d'après guerre ne s'est donc pas traduit comme ailleurs, par un arrêt brutal des productions en cours. Ici, l'on devait repartir de zéro et l'emploi est d'abord passé par cette phase de renaissance de l'outil industriel et ferroviaire. La moindre activité, dans ce temps de reconstruction de l'appareil productif (réfection des routes, usines, et chemins de fer), participait de la relance de la machine industrielle et la phase dépressive générale qui apparaît dans ce même temps, sera en partie atténuée par la remise en état de la cité industrielle. Mais pour cela il a fallu à nouveau des bras.

Nous étudierons cette relance économique par ailleurs, mais il est évident que les flux de population d'après guerre lui sont liés. Ce sont ces flux que nous voudrions présenter à présent. Sans

---

1- *«En 1913, le commissariat de l'émigration à Rome posa comme conditions :1) Le droit de visiter les chantiers par les consulats italiens.2) La soumission aux autorités italiennes de tous les règlements miniers.3) L'acceptation de la juridiction italienne dans les conflits du travail en France où les Italiens seraient intéressés.4) L'organisation de service sanitaire, la création de logements.. .»*(G. MAUCO **"Les Etrangers en France", 1932**)

2- Cf Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, tome I. 1965

refaire une étude exhaustive des populations nouvelles(étude recoupant par bien des aspects celle d'avant guerre avec sa jeunesse, son célibat), il s'agit cette fois d'en nuancer la présentation. Cela passe par une série de comparaisons permettant de suivre les trajectoires des individus et des groupes, les processus d'implantation ou de rejet, sur une période plus longue, d'une vingtaine d'années environ.

Mais comparer des évolutions exige d'abord de préciser la référence de départ. La norme est-elle celle de 1914? Auquel cas, les changements apparaîtront sans doute moins brutaux, moins perceptibles? Ou bien faut-il encore faire référence à la société rurale d'avant 1908 et reprendre les traits significatifs des ruptures constatées dans la nouvelle société? Il nous a semblé évident qu'il fallait abandonner définitivement le regard sur la vie jarnysienne d'avant l'industrialisation pour tenter de percevoir les traits d'évolution d'une société désormais pleinement industrielle.

En d'autres termes, Jarny, ville minière et cheminote en pleine mutation à la veille de la guerre, continue-t-elle dans les années 20 et 30 à se transformer ?

La guerre marque un arrêt. Ainsi que le notait L. Précheur pour la population du bassin de Briey: «*La guerre fit sentir ses effets et amena un exode presque total. Pourtant de 1919 à 1929 on passe de 3 000 à 12 000 mineurs. Ce fut la deuxième vague d'invasion et ce devait être la dernière vraiment importante. Il n'est pas d'autres régions françaises pour avoir connu un double "rush" aussi grandiose en 30 ans.* »[3] Contrairement à ce que l'idée générale pourrait laisser penser, la guerre n'est donc pas une simple parenthèse dans ce processus. C'est bien une rupture. Les choses ne repartent pas comme si les quatre années de conflit n'étaient pas venues perturber la progression industrielle et le bouleversement social. Certes on s'efforce après la guerre de relancer la machine, mais si l'on repart sur une voie tracée, les rythmes ne seront plus tout à fait les mêmes. La production elle-même évolue, secouée par les crises... comme un simple tableau suffirait à le montrer. C'est cette instabilité des choses qui explique qu'au cours de ces années, les discours changent aussi. Ils s'adaptent à la nouvelle situation, tout comme les dispositions patronales et les attitudes ouvrières changent également...

Nous tenterons de répondre par des chiffres des tableaux et des graphiques à ces questions déjà soulevées à la veille de 1914. Cette fois, grâce au recul offert par l'étude de la première vague d'industrialisation et de peuplement, nous poserons des questions différentes. Peut-on, ainsi, encore parler de brassage, de discipline des corps et des cœurs, de paternalisme, de déracinement... comme nous y incitaient les textes et les rapports des maires ou des autorités préfectorales, avant guerre? Certes, les circulaires et arrêtés codifiant la vie des populations, surtout étrangères, sont encore très fréquents après la guerre. Ils veillent au calme, réglementent les embauches, les déplacements, particulièrement en année de crise...et fournissent à l'historien le matériau susceptible de l'éclairer sur les mœurs du moment. Mais on sent bien que l'élan n'est plus tout à fait le même et que les acteurs, localement, ne sont plus dans le même état d'esprit. Comment mesurer toutefois ces transformations? Est-il

3- Louis Prêcheur, La Lorraine sidérurgique, op.cité.

suffisant de partir d'une étude des catégories de population vivant sur place pour décrire les permanences et les évolutions? Certes les sources font souvent défaut. Pour l'étude de la mobilité, manquent en particulier les livres d'embauche, fournissant le dernier emploi et le dernier domicile connu. Pour une approche des phénomènes qui accompagnent ces évolutions , l'analyse démographique permet de mesurer en partie certains phénomènes de société tels que la mobilité, l'intégration, cohérence de la famille, etc. Pour étudier les brassages de populations, les mixités, les comportements différents tel l'instabilité, l'approche démographique peut se révéler un assez bon instrument. Il ne peut en aucun cas dispenser l'observateur de prolonger son enquête dans d'autres directions, mais il présente l'avantage de recouper par des chiffres et des séries, les autres documents disponibles comme les enquêtes ou les rapports administratifs.

Pour mener notre étude de la société d'après guerre, dans toute cette troisième partie, nous avons travaillé sur les listes nominatives, celles de 1921, 1926, 1931 et 1936. Nous avons surtout étudié celles de 1921 et 1936 en les dépouillant systématiquement. Les registres d'état civil nous ont apporté un complément précieux pour analyser les attitudes des individus et des groupes. Outre ces sources brutes, nous avons consulté les rapports sur les migrations, ceux des préfets, sous-préfets, et commissaires spéciaux chargés de compter, de prendre le pouls d'une population nombreuse et peu homogène dans le secteur minier. Nous avons utilisé aussi les états donnés par les employeurs (effectifs employés, lieux de résidence et statistiques de l'embauche, du chômage, de la production), les enquêtes sanitaires, scolaires etc...Tous ces indicateurs permettent de suivre l'évolution de la société dans son ensemble et les entrée et de sortie, par l'étude des comportements des acteurs du moment. Les délibérations du conseil municipal fournissent, à leur façon, un autre élément de la mesure de l'évolution interne de la population: les chiffres croissant des administrés justifient les équipements prévus (écoles, abattoir, logements, stades, voiries). Parfois , c'est aussi la conjoncture qui commande la politique municipale de grands travaux, notamment en période de chômage.

Avec les délibérations, rapports et enquêtes à caractère politique qui s'appuient sur la statistique des populations, en particulier pendant les années de crise (c'est le cas en 1920 et 1921, mais surtout, après une première alerte en 1927, lors de la chute de la production de fer des années 1931), il faut avancer avec plus de prudence. Non pas que ces textes soient sans intérêt, au contraire, mais du point de vue statistique ils sont souvent moins fiables; c'est le cas en particulier de ce que rapportent les articles de presse. Une presse qui est désormais régulièrement éditée et qui fournit pour le pays de Briey quelques chroniques locales et régulièrement les faits divers marquants des communes, les avis d'enquêtes publiques, les inaugurations, fêtes et autres activités politiques, culturelles ou sportives.

Enfin les lois fixant les droits de chacun et particulièrement les lois réglementant les procédures de naturalisation, constituent les éléments de repère dans lesquels s'inscrit l'étude de l'intégration et de l'assimilation des étrangers.

Ces sources doivent cependant toutes êtres lues avec un certain recul. Les listes nominati-

ves restent parfois muettes sur les origines, certains noms sont quelquefois mal orthographiés,(il ne porte pas toujours la même orthographe pour des lieux de naissance polonais ou italiens difficiles à transcrire). Les dénombreurs ont omis dans quelques cas de préciser l'état matrimonial ou la profession, ou se limite à indiquer "étranger" sans autre précision. La liste de 1921 indique l'âge déclaré, ce qui est bien moins sûr que l'année de naissance comme aux recensements de 1911 ou de 1936. Les états nominatifs nous ont paru néanmoins,et après recoupement assez fiables mais, les autres sources ne le sont pas. En effet, les décomptes d'étrangers par commune peuvent servir d'indicateur des flux d'entrées mais se révèlent peu aptes à mesurer l'état réel des résidents car les départs ne sont toujours pas systématiquement signalés en mairie. D'où un gonflement artificiel de la statistique locale... qui remonte et donne arguments auprès des autorités supérieures. Dans les années d'immédiate après guerre nous avons ainsi relevé jusqu'à un triplement des étrangers à Jarny. Mais ce phénomène était déjà signalé avant guerre.

Pour conclure sur ce court point de méthode, nous dirons que les chiffres fournis par les divers organismes administratifs constituent néanmoins un tableau assez riche pour qui veut photographier la population fluctuante de la cité et derrière les chiffres de population, la société jarnysienne en constante évolution.

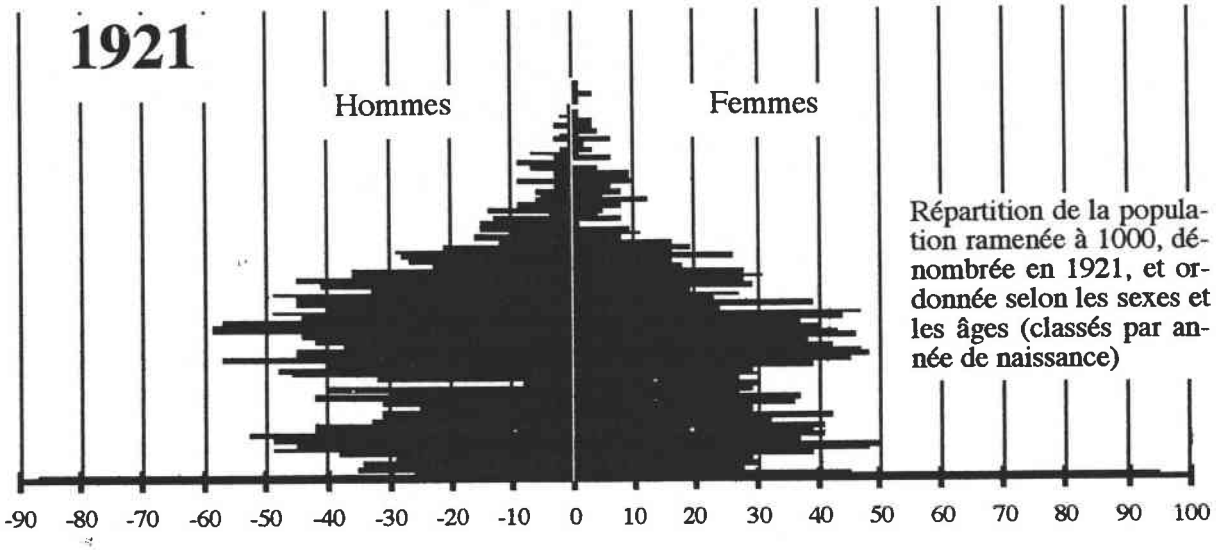
Jeunesse, célibat et mobilité sont à nouveau les marques de la population en 1921.

Avant la guerre 1914-1918 on avait assisté à une arrivée massive et brutale,de nouveaux venus, jeunes, célibataires et instables ! Après la grande guerre, une deuxième vague arrive qui, pour un temps, présente les mêmes caractères de jeunesse et de faible implantation familiale.

Mais il faut nuancer. Les rythmes d'arrivées demeurent forts dans une première phase, jusque vers 1926, où, les premiers signes de crise apparaissant, les flux se ralentissent. Sur une dizaine d'années, pour des motifs divers que nous allons tenter de dégager, voici que cette population change, et française ou étrangère, devient beaucoup plus stable et homogène : moins de célibataires, des ménages plus larges, des vieillards plus nombreux ... la phase transitoire de l'implantation jarnysienne prendrait-elle fin ? Sans la crise de 1931, plus sensible dans ses effets sur les étrangers, la réponse aurait pu venir assez naturellement. Mais l'histoire, qui ne se déroule pas toujours de façon linéaire et harmonieuse, vient à nouveau perturber ces constats prometteurs!

Une pyramide des âges plus équilibrée qu'avant guerre

Dans toute société, même celle d'une petite ville, la distribution des âges de la population révèle la vitalité et reflète indirectement son activité. La répartition des sexes permet, elle, de mesurer l'implantation familiale, puisque le degré d'équilibre entre les deux sexes nous indique à la fois les motivations présentes du groupe (Qui vient? Pourquoi?) et dans une certaine mesure son avenir (Caractères du marché matrimonial local, enracinement familial). Cela à condition que la prospective démographique ait un sens dans une population aussi ouverte et aussi mobile .

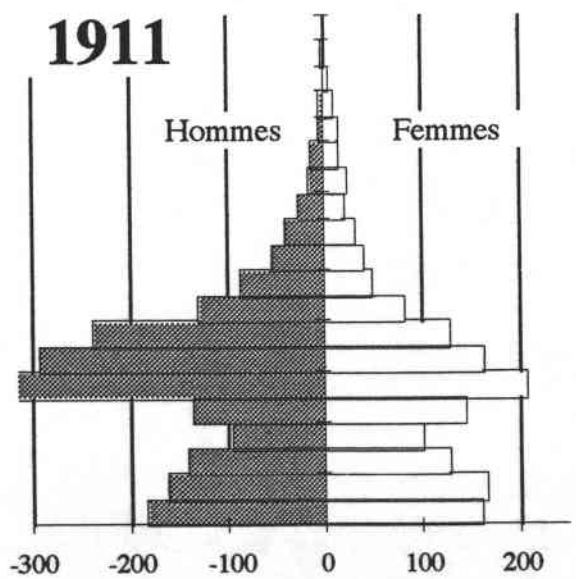


Répartition de la population ramenée à 1000, dénombrée en 1921, et ordonnée selon les sexes et les âges (classés par année de naissance)

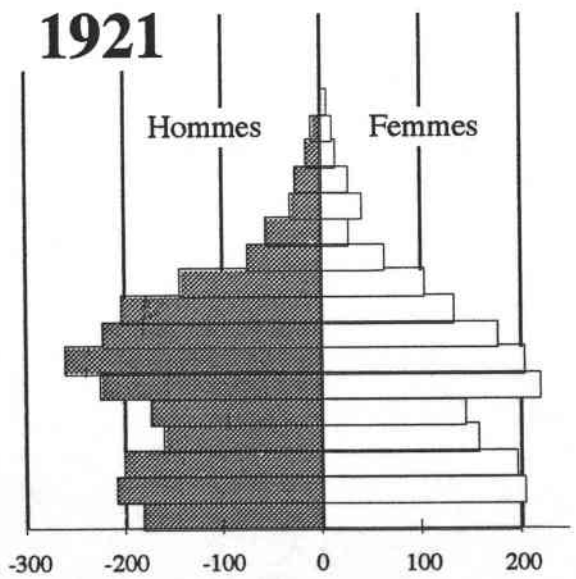
Une pyramide plus équilibrée entre les deux sexes

La pyramide des âges (tracée pour une population ramenée à 1 000), présente, dans le cas d'une population réduite comme celle de Jarny, une allure très irrégulière. Malgré l'irrégularité en dents de scie de son tracé (due à la présentation de la distribution des âges année par année), celle-ci permet de mieux saisir quelques uns des phénomènes les plus marquants, comme l'impact de la guerre, du service militaire, de la reprise récente de la natalité, etc... Globalement, la pyramide de 1921 est plus équilibrée que celle de 1911, comme on le voici-dessous.

Rappel : la population totale dénombrée en 1911, et ordonnée selon les sexes et les âges (classes d'âges de 5 en 5 ans)



Répartition de la population totale dénombrée en 1921, et ordonnée selon les sexes et les âges (classes d'âges de 5 en 5 ans)



Le rapport de masculinité est manifestement moins fort, dépassant toutefois ceux de la France ou de la région à la même date. Cette répartition plus égale entre les deux sexes, (2189

	H	F	Total
1911	1948	1463	3411
1921	2189	1924	4113
coef.multi.	1,1	1,3	1,2

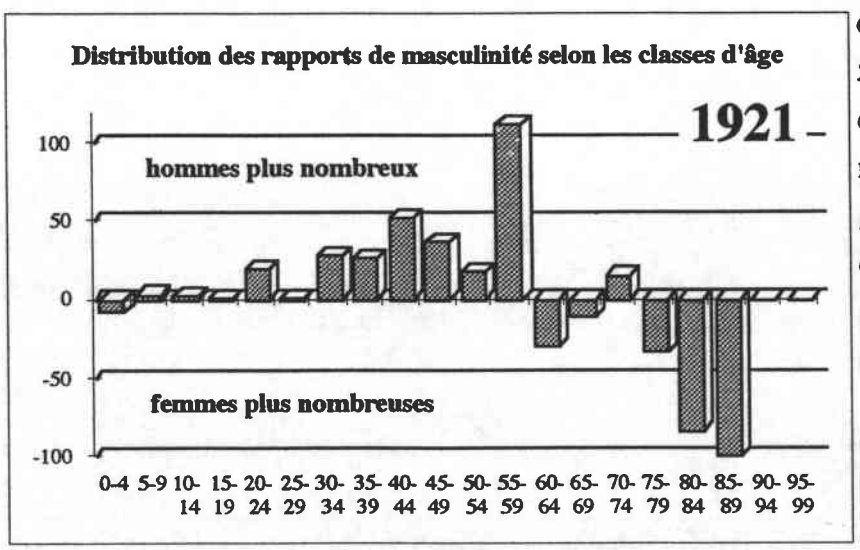
hommes pour 1924 femmes) vient à la fois du poids fort des jeunes (366 pour 1000 de 0-19 ans contre 313 en France), mais surtout du nombre cette fois plus important des femmes adultes. Toutefois, si cette répartition entre les sexes est dans l'ensemble mieux équilibrée, dans le détail des nuances demeurent. (114 hommes pour 100 femmes), la prépondérance masculine s'explique encore par celle des adultes: l'on compte 1357 hommes de 20-59 ans pour 1070 femmes soit 127 hommes pour 100 femmes. Par rapport à 1911, c'est toutefois un changement significatif, puisque l'on comptait alors 133 hommes pour 100 femmes dans l'ensemble de la population mais 150 hommes pour 100 femmes dans ces tranches d'âges.)

1921	H	F	total	% H	% F	% T
nombre	2189	1924	4113	*53*	*47*	*100*
âge moyen	27,6	26,1	26,9			
taux de masculinité	*114*	*100*				

Âges	H	F	total	% H	% F	% T
0-19	**753**	**754**	**1507**	*50*	*50*	*37*
20-59	**1357**	**1070**	**2427**	*56*	*44*	*59*
60 et +	**79**	**100**	**179**	*44*	*56*	*4*
0-14	**594**	**593**	**1187**	*50*	*50*	*29*
15-64	**1546**	**1271**	**2817**	*55*	*45*	*68*
65 et +	**49**	**60**	**109**	*45*	*55*	*3*

La répartition en grands groupes d'âge est nettement moins tranchée qu'avant guerre. Pour une population théorique de 1000 personnes des deux sexes, on remarque qu'après 60 ans les femmes sont plus nombreuses (avec 24 femmes pour 19 hommes le rapport de masculinité tombe à 79 pour 100 femmes). Avant 20 ans, l'équilibre est parfait: 183 femmes pour 183 hommes exactement (et avant 15 ans : 144 femmes pour 143 hommes).C'est donc surtout de 20 à 59 avec 329 hommes pour 260 femmes (et, de 15 à 64, avec 374 hommes pour 308 femmes) que se marque la différence entre les deux sexes. C'est une situation inverse de celle du pays tout entier et le déficit en hommes dans l'après guerre semble pas concerner les régions industrielles de Lorraine. En fait, comme avant guerre, mais dans une mesure moindre, c'est la présence de populations ouvrières, en partie étrangères, qui explique ce phénomène. Cependant, et à la différence de 1911, la part des femmes dans ce groupe des 20-59 ans est plus importante, bien qu'encore déséquilibrée (elle représente 57 % des femmes). On peut y déceler la marque d'un changement à venir: le début d'une migration familiale, avec cependant des nuances les différents groupes nationaux et catégories de travailleurs.

1921	H	%	F	%	Femmes pour 100 hommes	
					Jarny	France
0-15	594	*27*	593	*31*	100	
16-64	1546	*71*	1271	*66*	82	
= ou > 65	49	*2*	60	*3*	122	
Total	**2189**	*100*	**1924**	*100*	88	110
0-19	753	*34*	754	*39*	100	99
20-59	1357	*62*	1070	*56*	79	113
> 60	79	*4*	100	*5*	127	122
Total	**2189**		**1924**		**114**	110

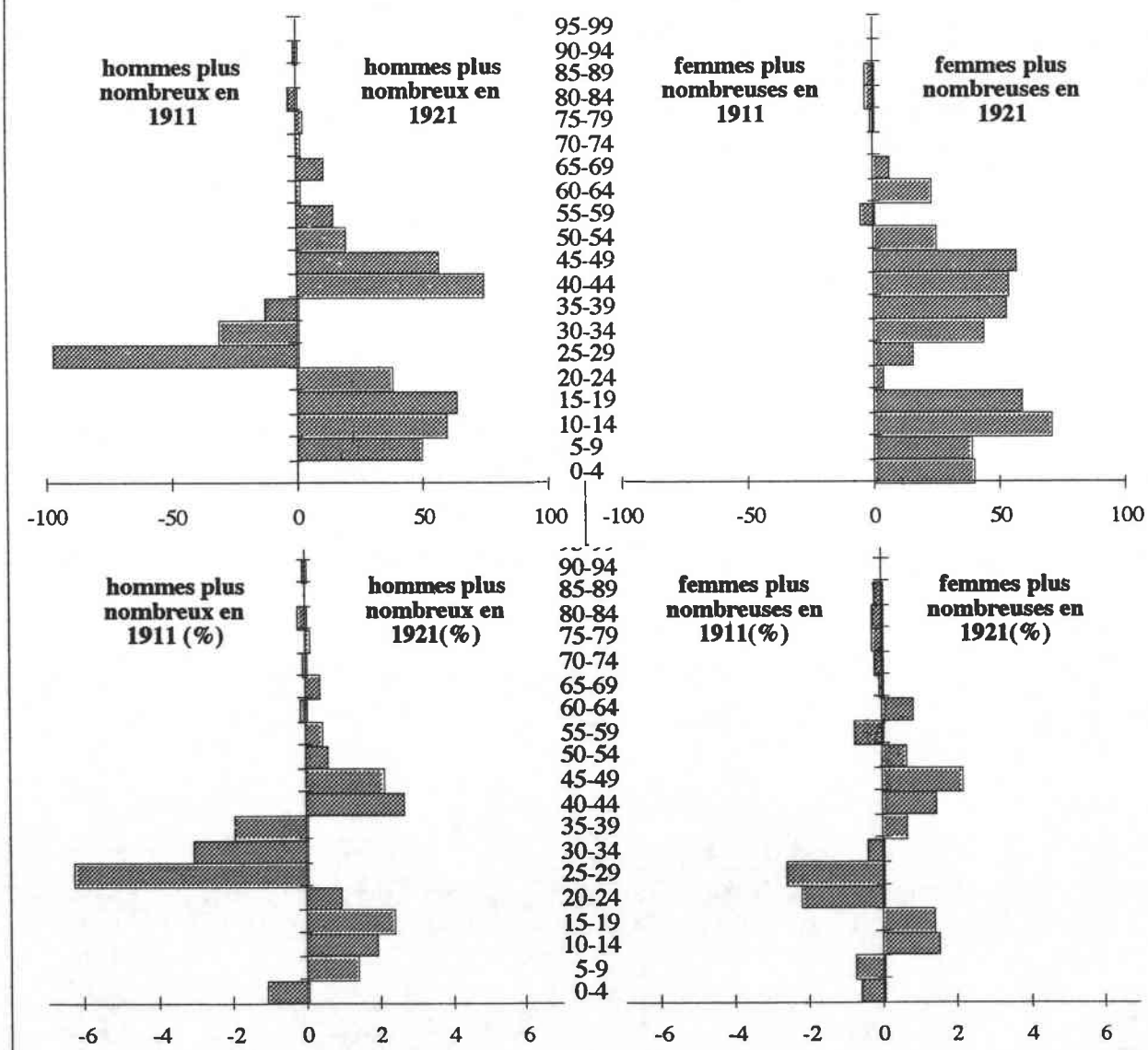


Par rapport à 1911, la distribution selon les âges des popula-

tions masculines et féminines n'est plus tout à fait la même. Le nombre des femmes, quelque soit le groupe d'âge, est plus important au lendemain de la guerre.(Il faut dire que leur nombre a été multiplié par 1,3 quand celui des hommes n'a progressé que de un dixième). En fait un examen de leur distribution proportionnelle fait ressortir que ce sont les adolescentes et les adultes de plus de 35 ans qui sont plus nombreuses. Par contre, la part des femmes de 20 à 30 ans est moins forte après guerre. Doit-on y voir à nouveau le signe d'une transformation qualitative des flux féminins? Sans aucun doute. Comme nous le soulignerons, la part des femmes mariées augmentant elle aussi, c'est sans doute la confirmation de mouvements de populations moins fragiles, moins instables.

La distribution par âge de la population masculine confirme ces observations. La comparaison montre une part plus réduite des adultes de 25 à 39 ans, après la guerre. Cela se lit tant en valeur absolue qu'en répartition proportionnelle.

Différences de distribution (nombres absolus) entre les populations masculines et féminines de 1911 et 1921, selon les classes d'âges. (de 5 en 5 ans)



Différences de distribution (écart proportionnel) entre les populations masculines et féminines de 1911 et 1921, selon les classes d'âges. (de 5 en 5 ans)

Malgré un poids important des adultes, la pyramide s'équilibre entre les âges.

L'âge moyen est de 27,1 ans pour toute la population ce qui confirme la jeunesse des Jarnysiens au lendemain de la guerre. En 1911 cet âge moyen s'établissait à un niveau proche : 26,9 ans. Avec des âges moyens respectifs de 27,8 ans contre 27,6 en 1911 pour les hommes et de 26,4 ans contre 26,1 pour les femmes, nous voyons que ce sont les distributions plus que les moyennes qui permettent de faire , sur cette question, une distinction entre population d'avant et d'après guerre. De plus, la répartition par groupes d'âges permet en "gommant" les variations annuelles de donner de la pyramide une vision d'ensemble où l'on voit clairement, le poids important des jeunes adultes, le creux du groupe d'âges 15-25 ans et la faible part des personnes âgées.

Les adultes sont toujours nombreux:

La première remarque concernant la structure par âge concerne à souligner la part importante des adultes (20-59) aussi bien chez les hommes que chez les femmes. La part des adultes est prépondérante puisque les 20-59 ans représentent 59 % de l'effectif total. On remarquera qu'à la même époque, en France, le pourcentage est de 54,5 %. En fait c'est la présence de nombreux jeunes adultes (Les 20-39 ans représentent 39,5 %, contre 29,3 % en France) qui explique essentiellement ce trait. Juste au lendemain de la guerre, ces données apparaissent bien caractéristiques d'une société industrielle à nouveau active. Cette part très importante tient aussi à la soudaineté du mouvement d'afflux, qui pour quelques années encore fera cette population une population mal enracinée, avec très peu de personnes âgées, un taux de célibat élevé et un nombre de tout jeunes sans rapport avec le nombre d'adultes.

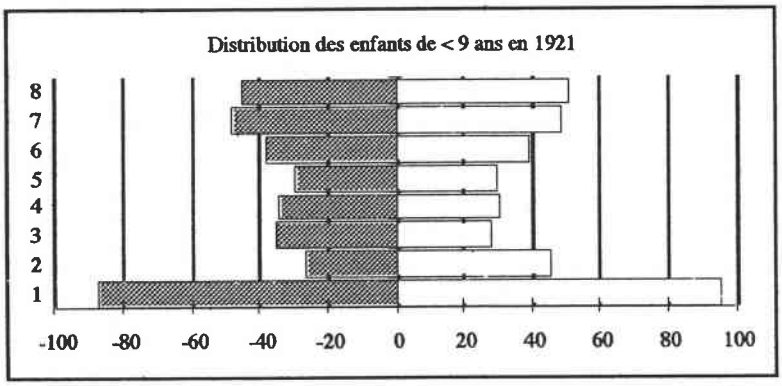
				JARNY			FRANCE		
1921	H	F	total	% H	% F	% T	% H	% F	% T
0-19	756	754	1510	*184*	*183*	*367*	*159*	*158*	*317*
20-39	882	742	1624	*214*	*180*	*395*	*133*	*160*	*293*
40-59	477	325	802	*116*	*79*	*195*	*122*	*130*	*252*
20-59	1359	1067	2426	*330*	*259*	*590*	*255*	*290*	*545*
60 et +	79	100	179	*19*	*24*	*43*	*62*	*76*	*138*
	2194	1921	4115	533	467	1000	476	524	1000

Le faible effectif des personnes âgées, autre caractère des régions industrielles:

La deuxième remarque tient à la faible part des personnes âgées : seulement 3 % des hommes et 5 % des femmes dépassent 60 ans, ce qui est fort peu. Sur 1000 personnes, 19 hommes et 24 femmes seulement à Jarny, soit moins du tiers des proportions observées dans le reste de la France (respectivement 62 et 76 à la même date de 1921) Cette faible proportion s'explique en partie par un effet de génération. En effet, la population recensée en 1921 est d'implantation récente : couples adultes parfois revenus au lendemain de la première guerre, célibataires sans attaches à Jarny, les seules personnes âgées sont soit les vieux jarnysiens (15 % de l'effectif des plus de 60 ans) soit les parents ou beaux-parents de couples déjà constitués avant leur départ pour Jarny et venus avec eux. Notons dès à présent que ce phénomène d'accompagnement tend à se manifester de plus en plus au cours des années. Il est pour nous un des indicateurs de la stabilisation des jeunes couples repérés au fil des dénombrements et des actes de l'état civil.

Les enfants et les adolescents sont nombreux:

Un premier examen de la population, juste au lendemain de la guerre, montre que cette dernière a laissé sa marque à Jarny comme ailleurs. On note ainsi peu de naissances entre 1914 et 1918. Pas de surprise, nous avons déjà indiqué que la population jarnysienne était tombée à 700 individus environ au cours de l'occupation par les Allemands (exode des femmes et des enfants, mobilisation des adultes, certains adolescents étant par ailleurs "déportés" pour effectuer des travaux en Allemagne). Mais la population n'était pas entièrement jarnysienne d'origine. Beaucoup, arrivés juste avant la guerre sont repartis, de gré ou de force, comme la majorité des Italiens (plus de 30 000 dans le bassin de Briey). Certains ne reviendront jamais et les jeunes couples d'avant-guerre pour assure la relève manquent. Nous relevons pour ce phénomène de classes creuses visible sur la pyramide ci-dessous. La représentation de la tranche d'âge 0-4 ans en bloc, ne laisse pas apparaître l'inégale distribution des effectifs dans les classes nées entre 1915 et 1918, pas plus que la reprise des naissances, surtout sensible en 1920 et 1921.Celle-ci, nette qui apparaît clairement dans les familles recensées (enfants de 1 an ou moins) est à lier à la reprise des mariages.



Pour les plus jeunes il y a bien alors effet de génération en ce sens que la part des enfants nés pendant la guerre est assez faible (35 à 40 garçons ou filles) tandis que la reprise des unions explique le nombre élevé des naissances en 1920 et 1921. C'est un phénomène général qui n'est pas lié à la mobilité mais à la conjoncture puisque nous pouvons l'observer dans toutes les familles : anciens couples jarnysiens, étrangers, couples français arrivés récemment. La part des jeunes de moins de 20 ans s'élève à 36,6%, pourcentage assez fort comparé aux 31,3 % pour la France à la même date. Mais ce chiffre relatif tient à la structure même d'une population, en phase transitoire.

En conclusion de ces remarques sur les groupes d'âge, et comme nous le verrons plus loin, la spécificité jarnysienne s'explique en observant conjointement les taux d'activité et les taux de célibat selon les âges. Nous avons bien là l'un des traits particulier d'une population jeune et attirée par l'emploi ! Le rapport de dépendance (nombre des moins de 15 ans augmenté des plus de 65 ans rapporté aux 15-64), s'établit à 0,46 .

C'est un taux de "dépendance" assez faible, où le "poids" des jeunes est très largement rééquilibré par un faible nombre de vieux. On en conclura qu'au lendemain de la guerre, nous avons une population productive, dynamique, qui s'installe, encouragée par tous ceux qui ont de près ou de loin intérêt à attirer de la main d'oeuvre et qui vont inciter cette population à se stabiliser pour éviter la situation des années d'avant guerre, marqué par l'instabilité et un certain désordre.

Situation matrimoniale des Jarnysiens : moins de célibataires qu'avant guerre!

L'étude de la nuptialité et du taux de célibat est généralement un bon révélateur du degré d'implantation d'une population. Elle pose à la fois la question des attaches familiales et surtout celles du rapport entre les deux sexes dans le groupe étudié (cohabitation, unions, mixité). Nous avions précédemment souligné le taux de masculinité élevé dans la population de Jarny après la première guerre (à l'exception des moins de 5 ans et des plus de 70 ans). Il serait tentant de conclure que, globalement, la situation du marché matrimonial aurait été plutôt défavorable aux hommes. Cela permettrait d'expliquer la dissymétrie des taux de célibat : 34 % des adultes masculins et seulement 12 % des femmes adultes ne sont pas mariés. Mais cette façon de présenter le phénomène du célibat, sans doute vraie à l'échelle nationale, n'est pas totalement satisfaisante pour Jarny. Ici, la situation est celle d'une population fraîchement arrivée, dans laquelle le mécanisme du "contact" et de "l'offre-demande" pour les unions n'a pas encore pu jouer pleinement. En 1921, les mariés, sont dans la très grande majorité des cas arrivés mariés à Jarny, et le célibat ne correspond ni à un célibat masculin d'âge tardif au mariage comme dans les sociétés rurales , ni à un célibat définitif, mais à un célibat industriel, caractéristique des populations mobiles et sans attaches.

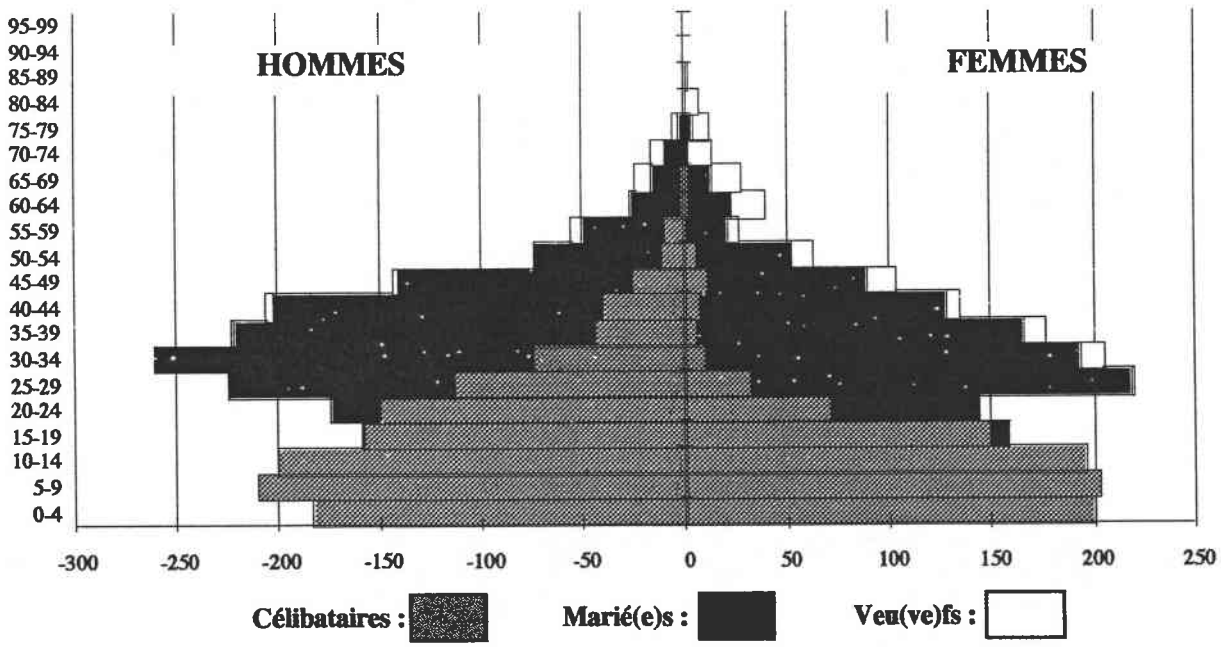
Total	Cél.	Mar.	Veu.	Cél.	Mar.	Veu.	Cél.	Mar.	Veu.
1921				Hommes			Femmes		
0-4	384			185			199		
5-9	413			211			202		
10-14	396			201			195		
15-19	307	10		158	1		149	9	
20-24	220	97		150	24		70	73	
25-29	146	297	2	113	111		32	185	2
30-34	84	369	12	75	186		9	183	12
35-39	49	337	13	44	177	2	5	160	11
40-44	48	282	10	41	161	3	6	121	7
45-49	36	194	17	26	115	2	10	78	15
50-54	17	109	10	12	62		5	47	10
55-59	11	59	11	11	39	5	0	20	6
60-64	3	45	17	2	24	1	1	21	16
65-69	3	25	23	2	14	8	1	11	15
70-74		11	18		10	6		1	12
75-79		6	11		3	3		3	8
80-84			7			1			6
85-89			1						1
total	2117	1841	152	1231	927	31	884	912	121
%	51,5	44,8	3,7	56,2	42,3	1,4	46,1	47,6	6,3
0-19	1500	10	0	755	1	0	745	9	0
20-59	611	1744	75	472	875	12	137	867	63
>60	6	87	77	4	51	19	2	36	58
Répartition en % par groupe d'âges selon l'état matrimonial									
0-19	99,3	0,7	0,0	99,9	0,1	0,0	98,8	1,2	0,0
20-59	25,1	71,8	3,1	34,7	64,4	0,9	12,8	81,3	5,9
>60	3,5	51,2	45,3	5,4	68,9	25,7	2,1	37,5	60,4
Répartition en % par état matrimonial selon les groupes d'âges									
0-19	70,9	0,5	0,0	61,3	0,1	0,0	84,3	1,0	0,0
20-59	28,9	94,7	49,3	38,3	94,4	38,7	15,5	95,1	52,1
>60	0,3	4,7	50,7	0,3	5,5	61,3	0,2	3,9	47,9

D'ailleurs, pour mieux le saisir, il faut considérer les chiffres dans leur ensemble, et les analyser ensuite par groupes d'âge et par sexe. Pour aller plus loin il conviendra même de mesurer si nos premières remarques sur le taux de célibat s'appliquent indistinctement à tous les groupes de nationalités différentes. Globalement, le tableau ci-contre indique assez clairement les différences constatées entre les situations d'avant et d'après guerre. En effet en 1911, 79,2 % des femmes de 20 à 59 ans étaient mariées, et en 1921 81,3%, soit une augmentation assez peu importante relativement; par contre, la proportion passe de 52,6 à 64,4% pour les hommes de la même catégorie d'âge. Il y a là un premier signe important révélateur d'une arrivée de population différente quant à sa structure.

- Les célibataires sont proportionnellement en diminution :

Jusqu'à 15 ans, on ne trouve pas de mariés, en vertu de l'article 144 du Code Civil du 26 ventôse an XI (17 mars 1803). C'est une situation générale qui ne souffre aucune exception. La plus jeune femme mariée est âgée de 18 ans. Pour les adultes, les données confirment ce que nous avancions plus haut. Dans la population totale, la part des célibataires s'élève à 51 % environ, ce qui est beaucoup plus que dans la France à l'époque. Chez les adultes jeunes, le phénomène est très net : dans la tranche des 20 à 29 ans, deux hommes sur trois et une femme sur trois se déclarent célibataires.

Le nombre des hommes célibataires demeure assez fort aux âges élevés avec 13 % encore des 55-59 ans ! Célibat définitif ou qualité défectueuse des déclarations de chef de famille dont les enfants et la femme seraient restés dans la région d'origine ? En examinant cette fois la répartition différentielle du célibat entre les deux sexes sur une pyramide, on constate le déséquilibre .

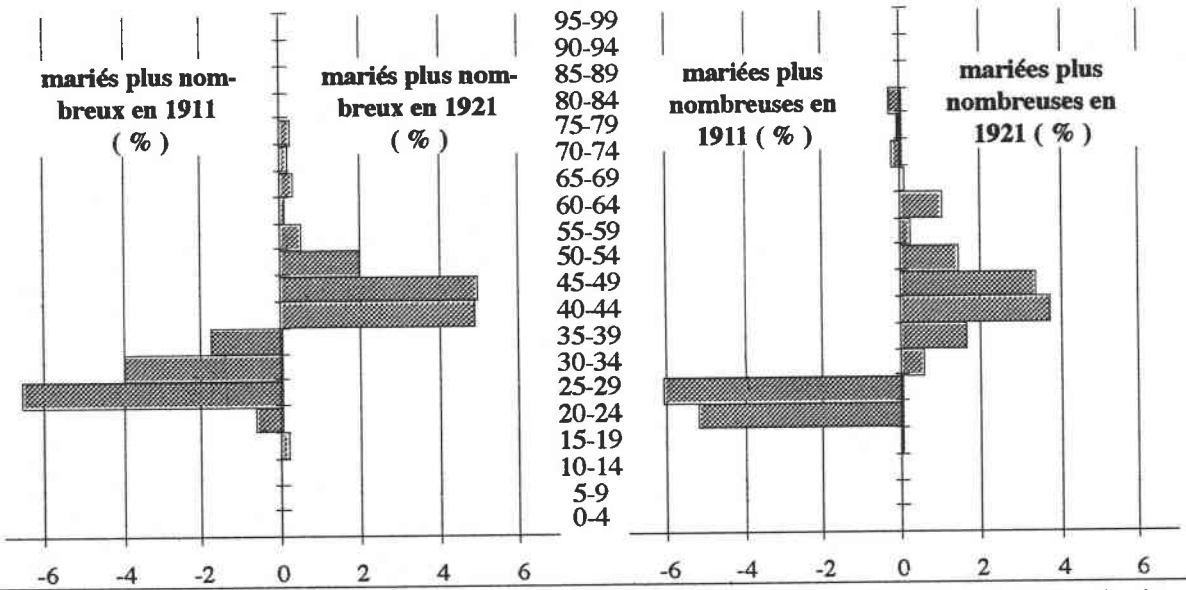


Ces remarques générales, un peu austères, confirment le caractère neuf de la population. Pour conclure, nous dirons que la société comprend alors plus d'hommes d'une part surtout, plus d'hommes adultes et parmi ceux-ci une part de célibataires demeurant très forte. Pour nuancer ce constat, rappelons que le célibat est nettement en recul par rapport à 1911. Avec une réserve cependant, qu'il faut nuancer ces conclusions selon les nationalités. Nous verrons que les modifications structurelles de la population, sensibles chez les Français et les Italiens, sont moindre pour les Polonais par exemple.

- Les mariés sont plus nombreux et dans l'ensemble plus âgés qu'avant guerre:

La répartition des mariés et celle des célibataires étant inversement liées. Nous constatons qu'à Jarny en 1921, 44 personnes sur 100 sont mariées ou remariées (les dénombrements n'indiquent pas le cas des divorcés. Il était possible d'extrapoler en relevant le nom patronymique des enfants ou

l'intitulé de "beau fils ou belle fille" mais avec le risque d'englober les enfants de femmes célibataires puis mariées...(on note 13 concubines). C'est globalement plus qu'avant guerre : on trouve plus de 77% de femmes de plus de 20 ans mariées (chiffre légèrement supérieur au pourcentage des mariées de 1911, qui était 75,6%). Les hommes sont relativement moins nombreux (64,2%) mais leur part a progressé plus fortement, (presque 12%).



Différences de distribution (écart proportionnel) entre les mariés et les mariées de 1911 et de 1921, selon les classes d'âges. (de 5 en 5 ans)

De plus, on peut noter que la distribution des mariés selon les âges est très différente entre les deux dénombrements étudiés. Les graphiques ci-dessous nous indiquent que proportionnellement, les hommes comme les femmes mariés, ont progressé dans des classes d'âges plus élevés. Ceci n'est pas seulement dû à un effet d'âge, mais à la structure différente d'une population relativement plus nombreuse aux âges adultes élevés comptant encore beaucoup de célibataires hommes chez les adultes jeunes.

- Les veufs et veuves sont encore très peu nombreux:

La deuxième grande différence dans la situation matrimoniale des hommes et des femmes apparaît dans la part nettement plus élevée des veuves. La pyramide (p.821) montre un double phénomène. D'une part les veuves sont nombreuses (quatre fois plus nombreuses que les hommes) et la faible surmortalité masculine n'explique pas à elle seule cette différence; non plus que la différence bien connue de l'espérance de vie entre hommes et femmes. En effet, les veuves sont souvent des veuves jeunes. Plus de la moitié d'entre elles ont moins de 60 ans. C'est que la guerre de 1914-1918 a laissé des cicatrices dans la population. Et compte tenu de la faible part des Jarnysiens d'origine dans les classes d'âges concernées, le phénomène n'est pas local mais général. [4]

Les veufs, moins nombreux, sont relativement plus âgés.

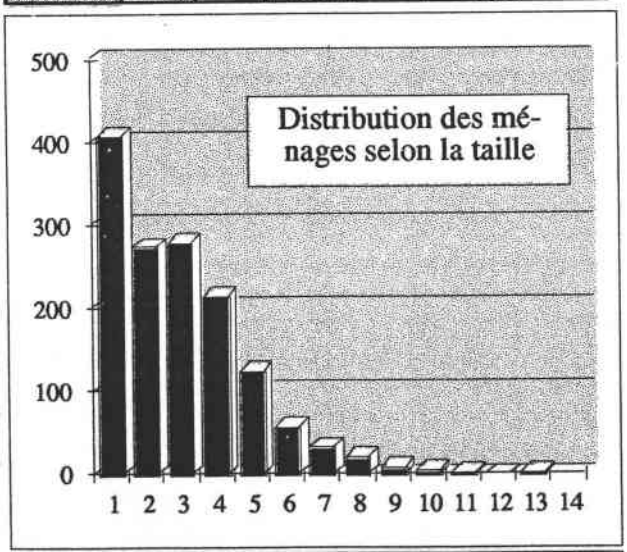
4- Il faudrait comparer les évolutions de ces pourcentages lors des dénombrements ultérieurs pour tenter de déceler un quelconque facteur local d'un tel déséquilibre! Cela paraît toutefois difficile compte tenu de la faiblesse de l'effectif stable à suivre sur cette vingtaine d'années. De plus, il serait intéressant d'estimer l'incidence de ce veuvage précoce sur le "marché matrimonial"

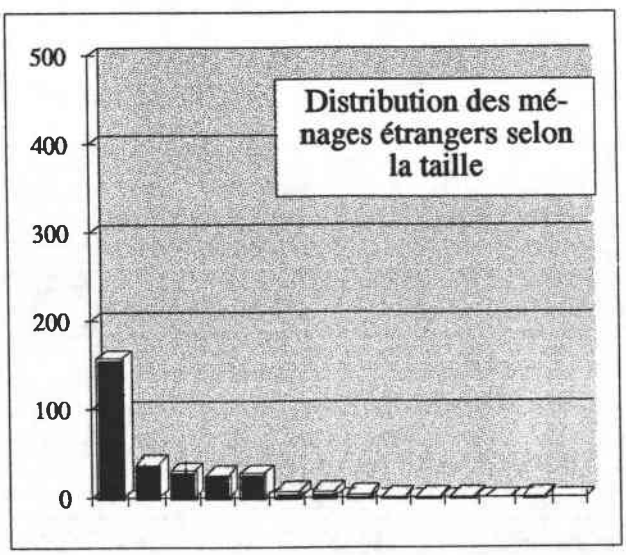
Des ménages de taille réduite:

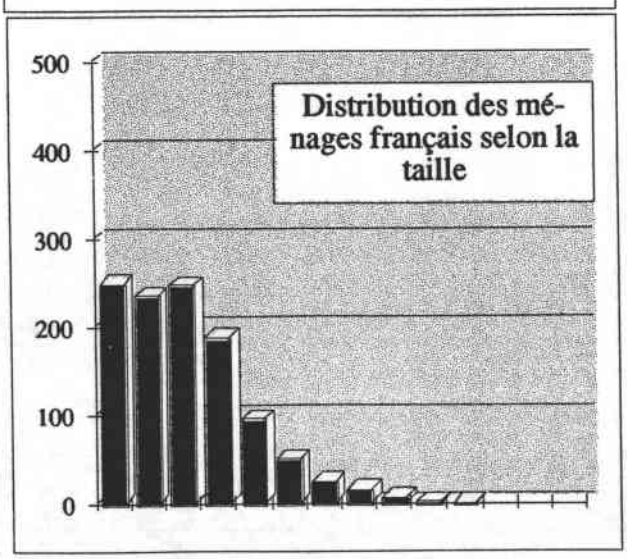
Avec 1420 ménages regroupant 4127 personnes, la moyenne s'établit à 2,9 individus par ménage. C'est, par rapport aux 4,1 de 1911 une diminution très nette. On notera que si la population nouvelle est 1,2 fois plus importante, le nombre des ménages est 1,7 plus grand. Dans le même temps le nombre moyen de personnes par logement passe de 8 à 7,4; la construction et la reconstruction des logements ont en effet permis de multiplier par 1,3 le nombre d'habitations disponibles, donc à un rythme légèrement supérieur à la croissance de la population.

TAILLE	TOTAL		FRANCAIS		ETRANGERS	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
1	407	28,7	248	22,3	159	51,6
2	274	19,3	235	21,1	39	12,7
3	279	19,6	247	22,2	32	10,4
4	214	15,1	187	16,8	27	8,8
5	123	8,7	95	8,5	28	9,1
6	57	4,0	50	4,5	7	2,3
7	32	2,3	25	2,2	7	2,3
8	20	1,4	16	1,4	4	1,3
9	7	0,5	6	0,5	1	0,3
10	4	0,3	2	0,2	2	0,6
11	2	0,1	1	0,1	1	0,3
12	0	0,0		0,0	0	0,0
13	1	0,1		0,0	1	0,3
	1420		1112		308	

Mais la taille moyenne des ménages est une donnée fragile, puisqu'elle gomme les disparités extrêmes. Aussi la présentation de la distribution des ménages par la taille réelle, va davantage nous renseigner sur les familles jarnysiennes. Tout ceci permet de mieux cerner la physionomie d'une population à bien des égards nouvelle et, en outre, de signaler, en liaison avec les conditions économiques locales, les caractères de l'implantation familiale à Jarny, au lendemain de la guerre. A cette date, la population est encore marquée par la présence importante (28%) de ménages isolés. La part des solitaires (comme celle des familles à une seule personne), est en effet prépondérante. Elle s'explique par le nombre encore élevé des hommes célibataires. A la différence de 1911, ce ne sont donc plus les ménages à 2 ou 3 individus, mais les isolés qui l'emportent. Les tableaux et graphiques ci-





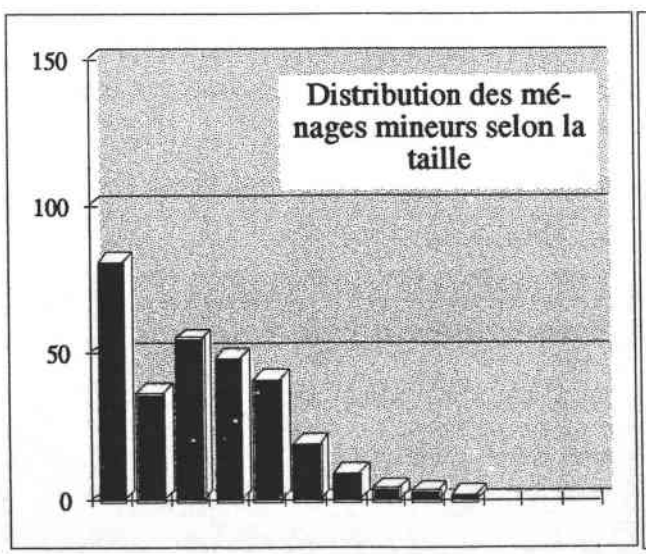


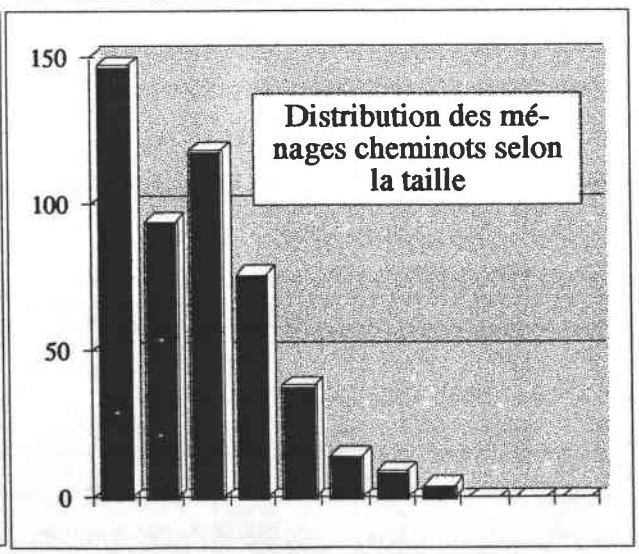
contre montrent que la très grande majorité (82%) des ménages compte moins de 4 personnes . Le constat est d'ailleurs le même pour les familles .

C'est en fait l'écart dans la distribution des ménages français et étrangers qui explique cette structure nouvelle. En effet le poids des ménages isolés atteint chez les étrangers plus de 51% comme le montrent les tableaux et graphiques ci-joints.

Pour préciser cette analyse, observons comment se répartit la taille des ménages selon les lieux d'embauche. La population travaillant dans les mines et dans le chemin de fer se caractérise par une part importante de célibataires (26 % et 29 % respectivement). Les jeunes couples sans enfant sont dans ces deux cas moins nombreux que les couples à un enfant. De même, la taille des ménages à trois ou quatre personnes. Les couples à un ou deux enfants l'emportent. Comment l'expliquer ? La moyenne d'âge des mineurs et des cheminots laisse apparaître une part importante des hommes de 27-33 ans. Cette jeunesse peut expliquer la prédominance des familles de taille réduite . Mais c'est surtout le caractère exclusivement national du recrutement des salariés de la Cie de l'Est qui explique que la distribution des ménages selon leur taille soit différente (non pas dans l'allure mais dans l'amplitude des écarts) .Dans les autres corps de métiers, artisans, commerçants... la structure d'ensemble se calque sur la structure nationale avec une part moins importante des célibataires et des couples sans enfant.

TAILLE	CHEMINOTS		MINEURS		Autres métiers	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
1	147	29,4	81	27,2	179	28,8
2	94	18,8	36	12,1	144	23,2
3	118	23,6	55	18,5	106	17,0
4	76	15,2	48	16,1	90	14,5
5	38	7,6	41	13,8	44	7,1
6	14	2,8	19	6,4	24	3,9
7	9	1,8	9	3,0	14	2,3
8	4	0,8	4	1,3	12	1,9
9	0	0,0	3	1,0	4	0,6
10	0	0,0	2	0,7	2	0,3
11					2	0,3
12					0	0,0
13					1	0,2
	500		298		622	

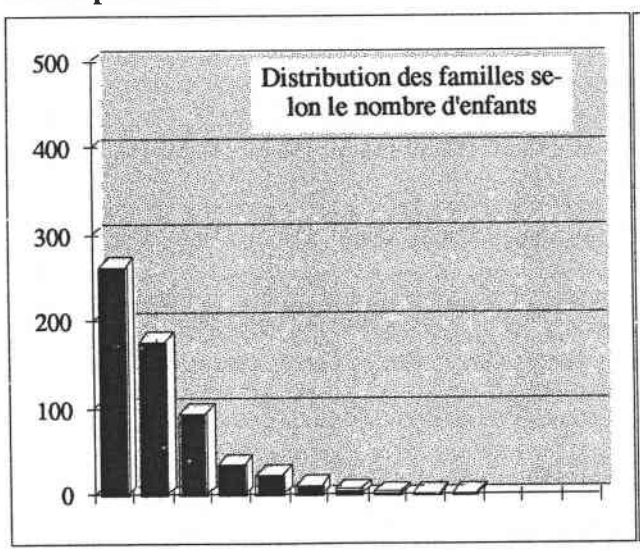


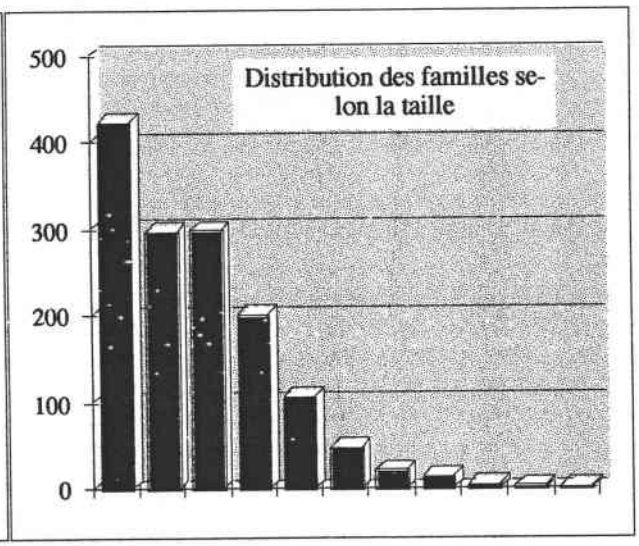


Les chiffres confirment que la population est en grande partie encore mal assise. Mais, l'implantation familiale change. Elle est toujours peu importante chez les étrangers, principalement les nouvelles catégories, comme les Polonais. Cela tient au caractère jeune de la population, à la reprise récente des unions et de la natalité au lendemain de la guerre. Mais il faut lier ce phénomène à la composition mê-

me de la population. Nous l'avons déjà souligné : c'est une population fraîchement (re)venue sur des lieux d'embauche après la guerre. Population mobile, mobile parce que souvent sans attaches familiales du fait même de cette mobilité. Ajoutons que maintenant, chez elle aucun ménage ne dépasse 13 personnes. Or c'étaient surtout les baraquements, les "cantines "qui faisaient les chiffres records (jusqu'à 20 personnes sous un même toit!) Ce type d'habitat est en voie de disparition. Emigration plus familiale et politique sociale des entreprises se sont-elles conjuguées pour faire disparaître les logements précaires?

TAILLE	Distribution des familles selon le nombre des individus	%	Distribution des familles selon le nombre d'enfants	%
1	423	29,8	262	43,0
2	297	20,9	177	29,0
3	299	21,1	93	15,2
4	201	14,2	35	5,7
5	106	7,5	23	3,8
6	48	3,4	11	1,8
7	22	1,5	5	0,8
8	15	1,1	2	0,3
9	5	0,4	1	0,2
10	3	0,2	1	0,2
11	1	0,1		0,0
	1420		610	





En conclusion de cette partie sur la situation des ménages et des familles, nous dirons que la population conserve en 1921, des caractères typiques des régions industrielles nouvelles: jeunesse, célibat et faible implantation familiale. Cependant, sur ce dernier point, la situation a évolué car on rencontre des couples jeunes, avec un ou deux enfants, surtout dans les milieux ouvriers. Une différence demeure toujours entre ménages français et étrangers: ces derniers sont venus seuls dans la majorité des cas, mais quand ils sont venus en famille, ils vivent peu nombreux sous un même toit, ce qui est nouveau.

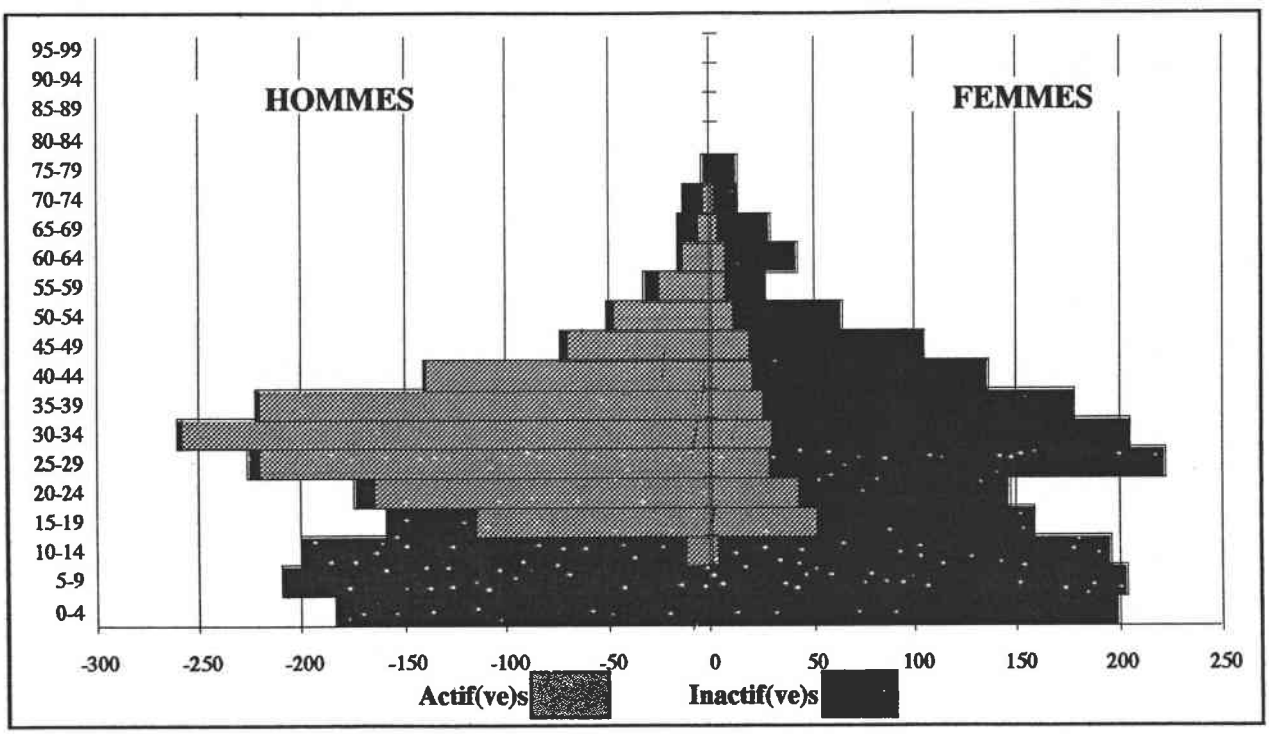
La composition de la population active :

Repérer le nombre des actifs, décrire leur distribution selon les âges et les sexes est un autre élément important. En 1921 nous constatons que la reprise des activités économiques redonne en partie à la population de Jarny son visage d'avant guerre. Dans un décompte d'ensemble, il y a plus d'inactifs que d'actifs, mais c'est la part des enfants qui fausse le calcul.

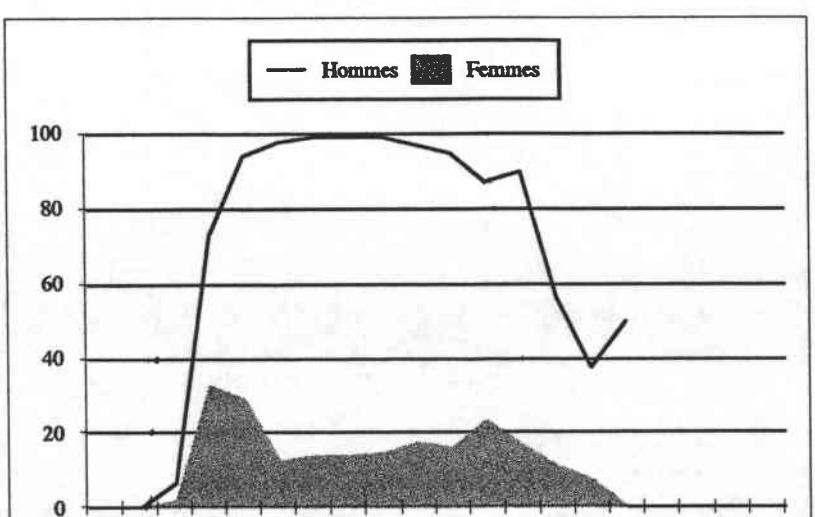
1921	Actifs	%	Inactifs	%	Taux acti..
0-19	184	10,6	1326	55,8	12,2
20-59	1497	85,9	932	39,2	61,6
> 60	61	3,5	118	5,0	34,1
Total	1742		2376		42,3

Aux âges adultes, l'activité est forte (61%). Cela tient au taux très élevé d'activité des hommes (entre 20 et 59 les taux d'activité atteignent jusqu'à 97 %).

Sur la pyramide des âges présentant la répartition des actifs et inactifs, on voit combien la part des actifs est en rapport avec la structure même de la population. De plus on constate à la fois le caractère précoce de certaines entrées dans la vie active, ainsi que le faible nombre des actifs âgés (en application des lois sur les retraites qui semblent mieux appliquées qu'avant guerre et aussi du fait du caractère récent de l'implantation ouvrière).



Si le nombre des inactifs se répartit également entre les deux sexes (626 hommes pour 700 femmes)chez les moins de 20 ans, leur part importante dans les classes d'âges adultes provient de la faible activité féminine.Les célibataires inactifs sont surtout des femmes. Parmi elles, plus de la moitié ont moins de 30 ans. Les femmes ont un taux d'activité faible (14 %), entrent plus tardivement dans le monde du travail, et le quittent plus tôt, passant par une activité maximum entre 15 et 25 ans (37 %). L'activité masculine quant à elle demeure forte. Longtemps voisine du maximum (94 % à 99% entre 20 et 50 ans), elle ne fléchit qu'assez peu au fil des âges. Il y a d'ailleurs relation étroite entre ce taux d'activité masculine maximum et le célibat des jeunes adul-



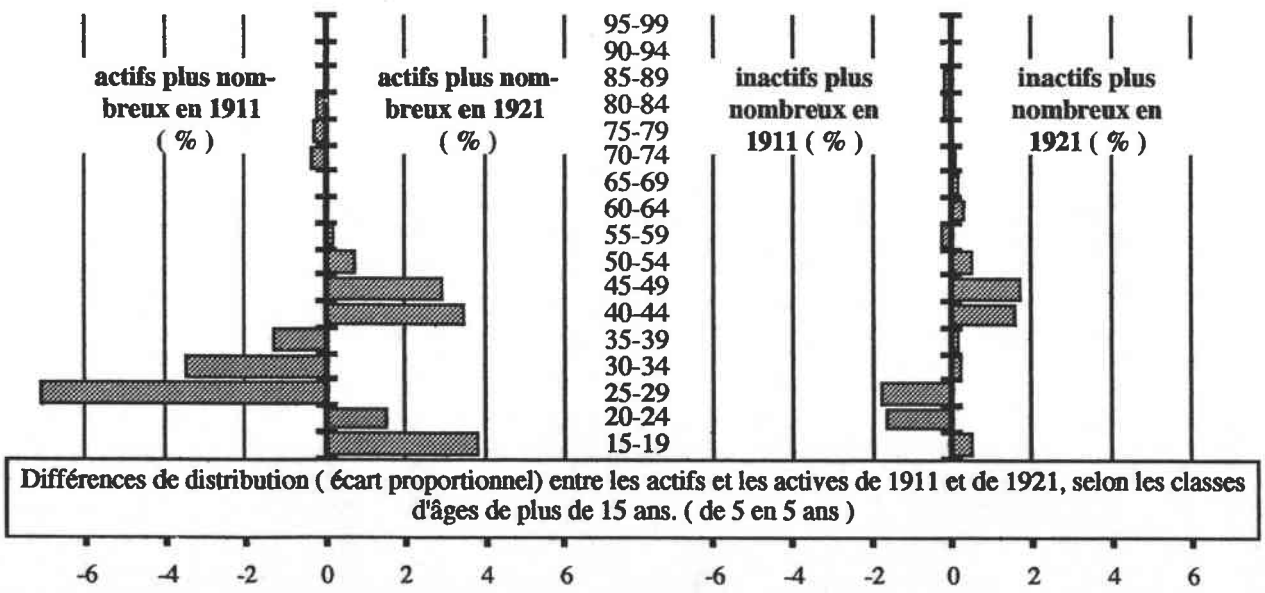
Courbes des taux d'activité masculin et féminin

tes. C'est le rapport général qui lie dans les sociétés humaines, situation matrimoniale et activité. Ainsi, avant le mariage, les femmes sont actives, ensuite moins. Tout comme la part importante des actifs s'explique par le poids particulier des jeunes adultes dans la population. Ici encore, l'effet d'âge joue beaucoup.

Par comparaison à la situation d'avant-guerre, on travaille proportionnellement plus tôt mais moins longtemps, aussi bien chez les hommes que chez les femmes! Par exemple on ne trouve qu'une seule femme active de plus de 70 ans en 1921, contre 9 en 1911

C'est ce que montrent les graphiques ci-dessous.

total	ACTIFS		INACTIFS		Taux d'activité	
1921	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	masculin	Féminin
0-4	0	0	184	198	0	0
5-9	0	0	210	203	0	0
10-14	13	3	188	192	6	2
15-19	115	51	44	107	72	32
20-24	164	42	10	103	94	29
25-29	221	28	5	193	98	13
30-34	258	29	3	176	99	14
35-39	221	25	2	152	99	14
40-44	203	20	2	115	99	15
45-49	139	18	4	86	97	17
50-54	70	10	4	53	95	16
55-59	48	6	7	20	87	23
60-64	26	7	3	34	90	17
65-69	14	3	11	25	56	11
70-74	6	1	10	12	38	8
75-79	4	0	4	12	50	0
	Actifs	Actives	Inactifs	Inactives		
Total	1502	243	691	1681	68	13
0-19	128	54	626	700	17	7
20-59	1324	178	37	898	97	17
>60	50	11	28	83	64	12
%	36,5	5,9	16,8	40,8		
Rappel 1911					%	%
Total	1397	240	550	1223	72	16
0-19	91	48	490	502	16	9
20-59	1259	174	40	659	97	21
>60	47	18	20	62	70	23
%	41,0	7,0	16,1	35,9		



Différences de distribution (écart proportionnel) entre les actifs et les actives de 1911 et de 1921, selon les classes d'âges de plus de 15 ans. (de 5 en 5 ans)

Ne faut-il pas voir dans le caractère familial des arrivées, nouveau dans sa forme et son nombre, la cause essentielle des modifications du taux d'activité global de la population (par le poids des femmes et des enfants) et de la distribution des actifs et inactifs selon les classes d' âges ?Ces divers facteurs se conjuguent aussi pour expliquer la distribution particulière des actifs dans les populations étrangères. Les célibataires immigrés, proportionnellement plus nombreux et ayant peu d'attaches constituent l'élément de communautés proportionnellement plus actives. Inversement les po-

pulations françaises, plus souvent mariées ont un taux d'activité globalement plus faible (cf chapitre suivant).

Le travail des femmes -du moins le travail reconnu- reste peu développé : au mieux, une femme sur trois entre 15 et 24 ans est considérée comme active. Mais cela est en train de changer.En 1921, le taux d'activité féminin semble relativement en baisse par rapport à 1911, (de 16 à 13% d'actives) mais c'est un phénomène que l'on constate aussi chez les hommes (cf tableau page précédente). Mais apparaissent de nouveaux métiers féminins. Si les emplois les plus fréquemment rencontrés demeurent ceux de maison, comme lingères, ménagères, servantes, etc..., si l'emploi d'ouvrières employées à la cartoucherie, s'inscrit dans une certaine tradition, par contre on observe un développement des activités sages-femmes, dactylographes, postières, comptables,...autant d'emplois qui sentent déjà le XX° siècle! Ajoutons qu'une société qui compte désormais autant d'institutrices que d'agricultrices semble avoir rompu avec son passé exclusivement rural! (Même si les agricultrices ne sont pas déclarées comme telles)

Métiers féminins en 1921		%
Emplois de maison	93	38,3
Services	29	11,9
Café-restaurant	28	11,5
Couture	24	9,9
Divers	20	8,2
Ouvrières	19	7,8
Petit commerce	16	6,6
Agriculture	14	5,8
TOTAL	243	100,0

En conclusion la population recensée en 1921 est dans l'ensemble moins active, peut-être parce que plus structurée familialement qu'avant guerre, surtout les hommes. Inversement les femmes, moins souvent célibataires et ne cherchant pas toujours à exercer un métier, se contentent souvent de tenir le ménage d'un mari venu chercher du travail à Jarny. Les célibataires sont surtout de toutes jeunes femmes qui le plus souvent travaillent : plus de la moitié des actives sont âgées de 15 à 25 ans.

Peu de changements dans les secteurs d'activité !

Nous présenterons plus spécifiquement dans de prochains chapitres les secteurs industriels et commerçants de la ville. Ici, nous voudrions simplement montrer que le poids des ouvriers est toujours fort et qu'il explique le repeuplement de la cité. Beaucoup de traits nous ramènent une dizaine d'années en arrière. Il faudrait cependant nuancer quelque peu, puisque tout de suite après guerre, ce sont les cheminots qui sont les plus nombreux. Si la production minière reprend, l'activité extractive semble marquer le pas pour un temps. Ce n'est pas là un phénomène local, mais national. Aussi, après les difficultés de la guerre liées à l'occupation puis aux problèmes de reconstruction, les activités liées au ravitaillement et à la reconstruction des régions libérées semble l'emporter sur toutes les autres. C'est ainsi que le trafic de la gare (activité de triage, de distribution, et activité d'entretien du matériel roulant), fait de la cité la plaque tournante locale du trafic des matériaux nécessaires à la remise en état des infrastructures pendant les mois qui suivent la libération. C'est aussi dans le nombre relativement important des actifs et des entreprises du bâtiment témoigne de l'importance du travail accompli !

Outre la liste nominative du recensement, nous avons retrouvé de 1921 d'autres sources statistiques (listes nominatives et résidences des employés dans les mines...) ce qui nous a permis de décrire de façon assez précise les divers lieux d'embauche et les métiers exercés par les Jarnysiens. Bien sûr, présentant ici la population de Jarny, nous n'étudierons que les Jarnysiens employés dans les entreprises jarnysiennes et ne prétendant pas analyser les effectifs complets de ces entreprises qui accueillent des habitants des communes voisines. Sur le tableau ci-contre on constate qu'entre les deux recensements, le nombre des actifs a augmenté en valeur absolue (1747 contre 1637). Cela signifie-t-il que l'on travaille davantage?Après guerre, l'application de la loi des 8 h, votée le 29 avril 1919, va entraîner un gonflement des effectifs des employés de la Compagnie de l'Est et des mines qu'il n'est pas toujours possible de préciser à partir des listes nominatives compte tenu de la précarité des logements qui leur sont offerts. Ainsi pendant plusieurs années il faudra leur trouver dans de nouveaux quartiers comme "la ville en bois"(baraquements provisoires) des logements précaires. Il ne faut donc pas toujours voir, dans les fluctuations des effectifs, un reflet fidèle de l'activité.

EMPLOYEURS	Nb	%
CARTOUCHERIE	31	1,8
BRASSERIE	38	2,2
BATIMENT PUBLIC	75	4,3
PATRONS	115	6,6
DIVERS	269	15,4
DIVERS	301	17,2
MINES	367	21,0
COMPAGNIE EST	551	31,5
Total	1747	
INACTIFS	2380	
Nombre d'employeurs	167	

Nous constatons, avant que l'activité n'atteigne ses meilleurs rendements autour des années 1928-1929 ou à la veille de la deuxième guerre, la part prépondérante des salariés du chemin de fer et des deux mines, entreprises qui laissent loin derrière elles toutes les autres. Ces autres sont du reste directement liées à l'industrie du fer comme la cartoucherie, ou indirectement comme le bâtiment, la production d'énergie et les métiers du commerce (brasserie, commerce, épicerie...).

En quelques années les tendances déjà constatées avant guerre s'accélèrent : avec seulement 29 individus qui se déclarent agriculteurs-exploitants, le déclin des petits agriculteurs est consommé, mais non celui de l'agriculture comme nous l'indiquerons!. Leur nombre est déjà plus en rapport avec le nombre de fermes qui ne cesse de décroître et que le remembrement, précoce en Lorraine, va ensuite accélérer. Notons que les travaux autrefois exercés par les manouvriers ou les journaliers sont, d'après certains témoignages, de plus en plus confiés à des étrangers (souvent des Polonais), qui s'emploient dans les fermes en dehors de leur activité à la mine. Les femmes elles-mêmes, qui ne se déclarent jamais comme ouvrières agricoles, fournissent un appoint au moment des travaux saisonniers.

Le tableau ci-contre présente le regroupement des Jarnysiens actifs en quelques catégories socio-professionnelles. Nous avons déjà indiqué en quoi ce type de classification est difficile à établir compte tenu du flou de certaines déclarations et de la dispersion des métiers déclarés (268

CATEGORIES	Nb	%
PROFESSION LIBERALES ET CADRES	23	1,3
AGRICULTEURS EXPLOITANTS	29	1,7
SALARIES AGRICOLES	32	1,8
PATRONS INDUSTRIE ET COMMERCE	89	5,1
CADRES MOYENS	100	5,7
SERVICES	178	10,2
AUTRES METIERS	179	10,2
EMPLOYES	405	23,2
OUVRIERS	712	40,8
TOTAL	1747	
INACTIFS	2380	
NOMBRE DE METIERS	268	

qualifications différentes). Le nombre relativement important des patrons, par exemple, déjà noté dans le tableau précédent tient essentiellement à la définition assez vague de ce terme, qui englobe aussi bien le coiffeur propriétaire de son salon que le garagiste ou le directeur de la Brasserie...

Plus de 80 % des travailleurs sont des salariés, ouvriers ou employés. Le tableau nous confirme ce poids important du monde ouvrier des mines et du chemin de fer... Le terme d'employés concerne tous les salariés travaillant au jour dans les mines, et les agents de service du dépôt, du triage et du service voyageur de la gare. Parmi ces salariés, notons qu'en 1921, sur 368 employés dans les deux mines,187 sont Français; 181 sont étrangers (parmi eux, 159 Italiens). Au contraire, la Compagnie de l'Est n'emploie que 22 étrangers parmi ses 555 salariés. Le chemin de fer, qui, par sa valeur stratégique, a toujours été strictement réservé aux nationaux, s'entrouvre à peine aux étrangers au lendemain de la guerre! Que font ces étrangers? Pour les trois quarts, ce sont des manœuvres (quelque soit leur origine nationale). Faut-il voir dans cette timide ouverture un changement par rapport à la situation du début du siècle ? Dans les documents d'après guerre, l'accent n'est plus aussi souvent mis sur les différences de comportements entre nationaux et étrangers. Cela ne signifie pas que le problème ait disparu puisqu'il est évoqué pour justifier telle ou telle politique de recrutement, notamment dans le bâtiment et les travaux publics. Les premiers rapports des commissaires spéciaux n'évoquent que rarement les difficultés soulevées par cette rivalité.Mais elles n'ont pas disparu et elles iront en s'accentuant au moment des années de crise, si bien que, nous sommes amenés à considérer les questions d'accueil et d'intégration sous l'angle de la conjoncture plus que sous celui de la culture, (même si des différences notables existent entre les diverses communautés). Nous préciserons cette approche en présentant les origines nationales des Jarnysiens après guerre.

CIE EST 1921	Etrangers	Polonais	Italiens	Belges	Total
Manœuvre	9	3	3	1	16
Tailleur pierres	1				1
Télégraphiste	1				1
Journalier	1				1
Auxiliaire				1	1
Serrurier				1	1
Chaudronnier	1				1
Total	13	3	3	3	22

- La nouvelle population recensée : les Français, vieux jarnysiens et nouveaux arrivés.

Jarny, ville industrielle minière et cheminote, qui a accueilli de nombreux Français du nord-est ou de la région parisienne et beaucoup d'étrangers dès le début de son démarrage économique, poursuit-elle après guerre son recrutement de salariés français et étrangers dans ces mêmes horizons proches et lointains ? Et si oui, quels types de travailleurs sont arrivés? Dans quelles proportions ?Et dans le cadre de quelles structures familiales, etc?

Ces nouveaux venus, qu'est-ce qui les motive?Seulement le travail? Pour les Français qui sont encore le plus grand nombre, la recherche d'un emploi est la cause essentielle de l'arrivée à Jarny. Avant guerre, les étrangers venaient aussi pour chercher du travail. Mais ensuite, d'autres causes poussent les étrangers, les Italiens surtout, à quitter leur pays. Les motifs politiques jouent, mais dans quelle mesure? Difficile de le dire! Et il est certain que les motivations économiques vont dominer encore. Il faut entendre là la situation de l'emploi aussi bien dans le pays d'origine que dans la région d'accueil. Cette étude de la conjoncture, tant politique qu'économique, dans ses fluctuations nationales, est nécessaire pour mesurer les rythmes d'entrée et de sortie des habitants. L'étude des éléments les plus stables, de ceux qui nous ont laissé leurs traces, les plus visibles en quelque sorte ne doivent pas nous masquer les autres...

D'où viennent les populations françaises dénombrées en 1921 ?

Avant de décrire dans le détail l'arrivée de nouvelles familles françaises, il faut, pour préciser succinctement les mobiles, distinguer parmi les arrivants ceux qui, comme les cheminots, se déplacent dans le cadre d'une vaste structure professionnelle (la Cie de l'Est). Pour eux, le déplacement est moins un arrachement qu'un parcours accepté, dans une trajectoire de promotion personnelle, en fonction des nécessités de service, au gré des mutations. Leur point de vue sur les déménagements n'est évidemment pas le même que pour un ouvrier, un salarié indépendant!

Les Jarnysiens d'origine sont toujours la minorité.

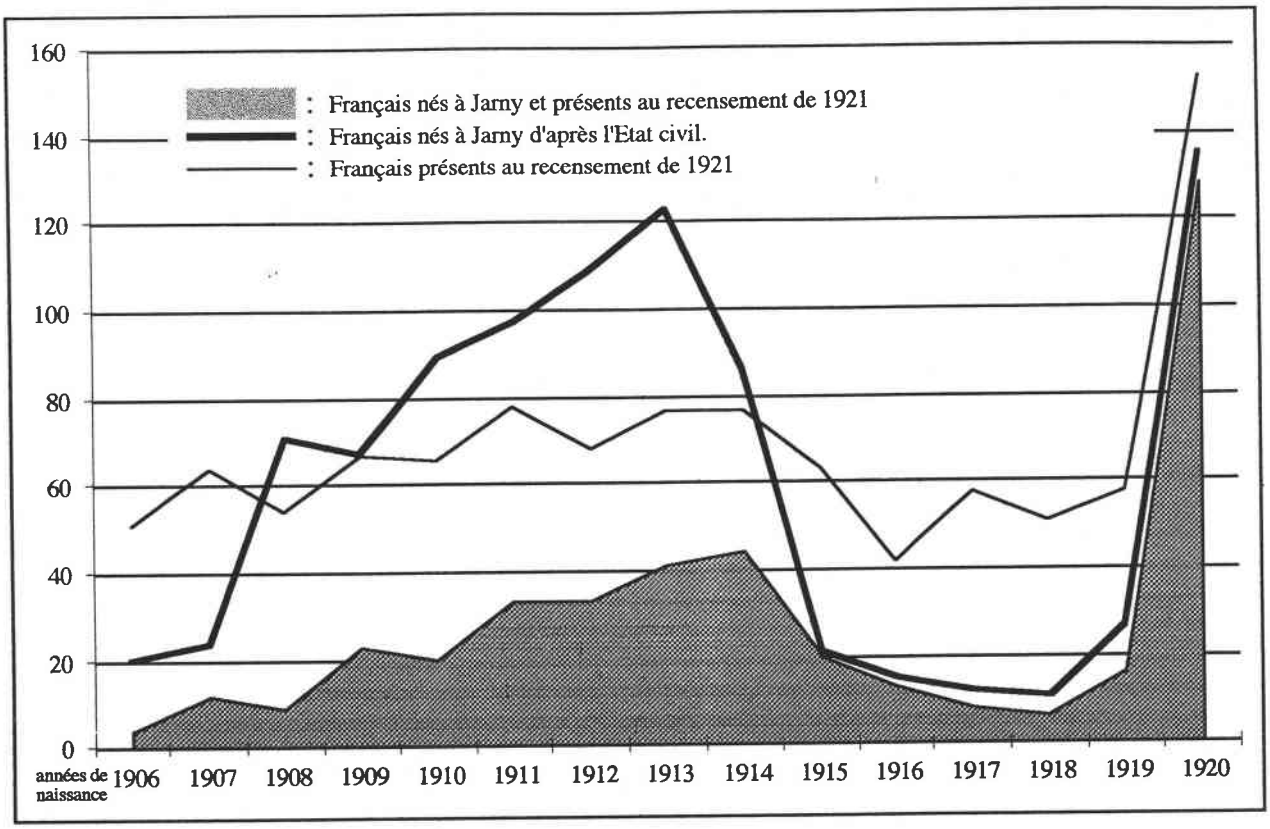
Cela ne semble pas étonnant de prime abord. La faiblesse des retours après la guerre (du moins celle des Jarnysiens d'origine), nous invite à distinguer le cas des vieilles familles, (leur retour ou au contraire leur absence, par disparition ou extinction), et celui des familles arrivées à la veille de la guerre. L'amalgame de ces diverses strates de Jarnysiens, et leur intégration progressive finissent par constituer une souche qui, graduellement, définira l'identité de la cité. Or il semble que cet amalgame ne se soit pas réalisé immédiatement. En 1921, nous n'avons retrouvé que 106 patronymes déjà

présents dans les listes de recensement de la période 1886-1891. Cela ne signifie d'ailleurs qu'il s'agisse des mêmes familles. En effet, les patronymes retrouvés quelque 40 ans après ne concernent pas toujours des familles natives de Jarny. Sur les 454 individus regroupés dans ces familles (soit presque 60% de l'effectif total de 1886-1891) , seulement 5,3% sont encore présents en 1921. C'est bien plus que ce que la mortalité peut expliquer, même si nous ne trouvons pas tous les décès dans l'état civil local, loin s'en faut!

Cela signifierait-il que les populations natives de Jarny n'échappent pas non plus à la mobilité générale de l'heure?

		Présents 1921				Nés à Jarny			Total en 1921							
âges		étrangers nés J	Italiens nés J	Français nés J	Total	Français nés état civil	Etrangers nés état civil	Total	Français présents	Italiens présents	Etrangers présents	Total	F morts et partis	F arrivés	Etrangers morts et partis	Etrangers arrivés
15	1906			4	4	20	3	23	51	5	4	60	16	47	3	9
14	1907			12	12	24	2	26	64	7	2	73	12	52	2	9
13	1908			9	9	71	13	84	54	9	2	65	62	45	13	11
12	1909		2	23	25	67	14	81	67	13	3	83	44	44	12	14
11	1910		3	20	23	89	31	120	66	14	1	81	69	46	28	12
10	1911		7	33	40	97	31	128	78	14	2	94	64	45	24	9
9	1912		11	33	44	109	33	142	68	16	2	86	76	35	22	7
8	1913	2	7	41	50	123	40	163	77	13	5	95	82	36	31	9
7	1914	1	11	44	56	86	33	119	77	16	4	97	42	33	21	8
6	1915		4	20	24	21	4	25	63	12	2	77	1	43	0	10
5	1916		2	13	15	15	2	17	42	15	1	58	2	29	0	14
4	1917		2	8	10	12	2	14	58	3	3	64	4	50	0	4
3	1918	1	3	6	10	11	4	15	51	10	2	63	5	45	0	8
2	1919		3	16	19	27	4	31	58	7	6	71	11	42	1	10
1	1920	4	22	128	154	135	27	162	153	27	2	182	7	25	1	3
	Total	8	77	410	495	907	243	1150	1027	181	41	1249	497	617	158	137

Jarny serait-il devenu un lieu de transit, avec un faible enracinement ? Pour répondre à cette question, nous avons suivi la trace des populations les plus jeunes, nées à Jarny (au moins quinze ans). Leur présence ou leur absence, nous permet d'analyser les flux de population. En tout, 1249 enfants sont recensés en 1921; parmi eux 1027 sont Français. Et dans cet effectif, 410 sont nés à Jarny. Or 907 enfants français étaient nés à Jarny entre 1906 et 1921. Il faudrait en conclure que 497 sont morts (ce qui est loin de correspondre au nombre de décès enregistrés à Jarny même) ou ont quitté la ville. La part des nouveaux petits français d'au moins quinze ans présents en 1921 s'élève à 60%. C'est ce que montre le graphique ci-dessous, dans lequel on peut voir la part importante des enfants nés à Jarny pendant la période et la faiblesse de cet effectif dénombré en 1921. L'écart entre le nombre des Français de 15 ans au moins et celui des natifs de Jarny apparaît lui aussi clairement. Le graphique nous indique aussi que les classes creuses jarnysiennes de la guerre, à condition que les départs n'aient pas été très importants, sont en partie masquées par l'arrivée de familles avec enfants nés ailleurs.



Notons que le phénomène est en gros identique pour les jeunes étrangers, puisque, sur les 243 qui sont nés à Jarny pendant la période 1906-1921, seuls 85 sont encore là en 1921! Les nouveaux étrangers représentent 61% de l'effectif aux mêmes âges.

Les anciens Jarnysiens

Quelques vieilles familles de Jarny résistent bien et demeurent fidèles à la cité. Ce sont surtout les agriculteurs et quelques artisans reconvertis dans les petites entreprises du bâtiment. D'autres fondent progressivement, sans que l'on puisse véritablement dire si cela tient à une extinction naturelle (l'état civil ne nous renseigne qu'imparfaitement) ou à une disparition par départ!

Les Jarnysiens arrivés avant guerre ne sont pas tous revenus

Quelques familles arrivées fin de siècle s'enracinent...beaucoup partent

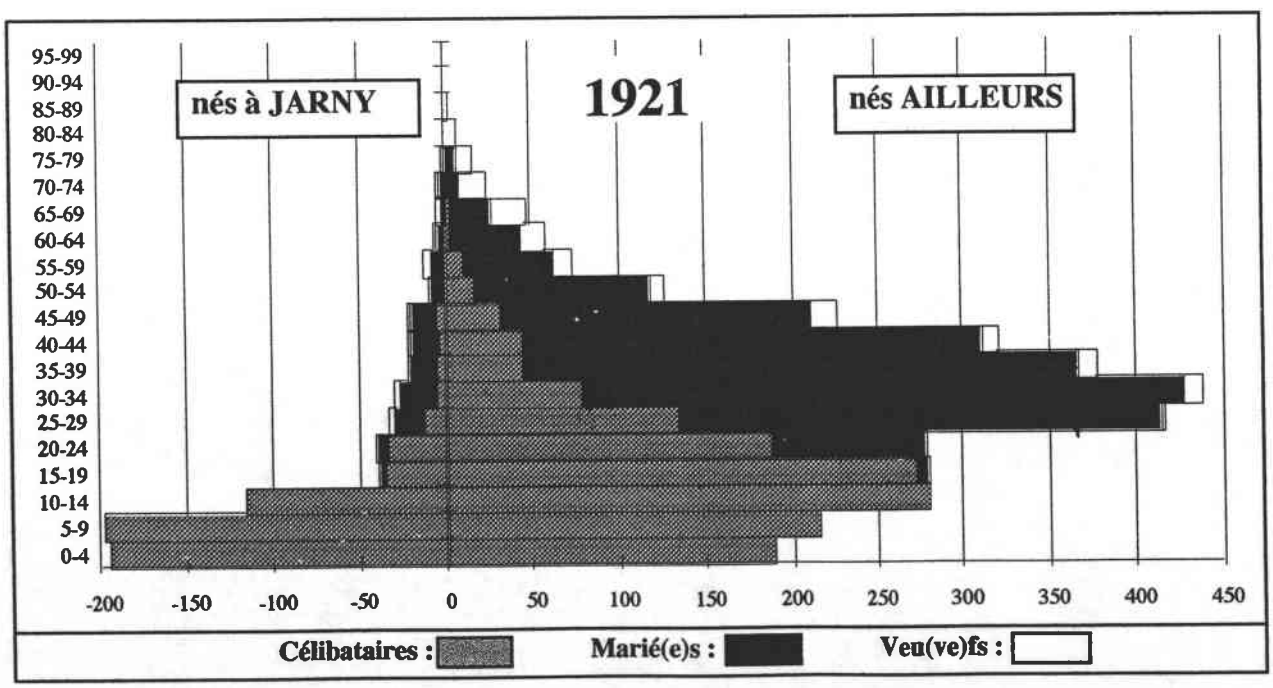
Dans la population française dénombrée en 1921, la part des natifs de Jarny demeure faible. Par rapport à 1911, elle passe de 11% à 18%. Mais c'est aux âges adultes que le phénomène est le plus marqué. Le tableau ci-contre le montre : le nombre des natifs de Jarny âgés de plus de 15 ans est faible (244 individus) soit 5,9 % du total de la population, ce qui est plus faible à la fois en valeur absolue et en valeur relative qu'en 1911. La proportion des natifs se relève un peu aux âges élevés, ce qui est bien compréhensible.

Pour aller plus loin, nous avons observé la distribution des états matrimoniaux par classes d'âges. La proportion élevée des enfants, perturbe fortement le calcul des moyennes. Ainsi on pourrait aboutir à la conclusion paradoxale que 81 % des natifs de Jarny sont célibataires, mais 44 % seu-

lement des étrangers vivant à Jarny. Ceci ne signifie pas grand chose car la disproportion provient de la part respective des jeunes et des adultes dans les deux groupes étudiés. L'arrivée récente de couples nouveaux, le retour de quelques couples jeunes de la première vague d'avant 1914, l'arrivée de nouveaux couples avec de jeunes enfants, la reprise des unions après guerre, expliquent la part importante de ces jeunes nés à Jarny (67,6 % des natifs de Jarny ont moins de 15 ans).

Parmi 100 natifs de Jarny âgés de 15 à 64 ans en 1921, 44 % sont célibataires et 48 % sont mariés. Les recensés nés ailleurs, aux mêmes âges, sont mariés à 65 % et célibataires à 31,6%. Cela confirme l'idée que les mariés arrivaient plus nombreux à Jarny et que le fort célibat des adultes était certes massif, mais proportionnellement il touchait moins les nouveaux venus.

total	Cél.	Mar	Veu.		Cél.	Mar	Veu.		% J
1921	nés à JARNY				nés AILLEURS				
0-4	195	0		**195**	189	0		**189**	*50,8*
5-9	198	0		**198**	215	0		**215**	*47,9*
10-14	116	0		**116**	280	0		**280**	*29,3*
15-19	35	3		**38**	272	7		**279**	*12,0*
20-24	33	7		**40**	187	90		**277**	*12,6*
25-29	13	17	2	**32**	133	280	2	**415**	*7,2*
30-34	6	21	2	**29**	78	348	10	**436**	*6,2*
35-39	5	16	1	**22**	44	321	11	**376**	*5,5*
40-44	4	16	2	**22**	44	266	9	**319**	*6,5*
45-49	5	15	2	**22**	31	179	15	**225**	*8,9*
50-54	1	8	1	**10**	16	101	8	**125**	*7,4*
55-59	1	7	4	**12**	10	52	10	**72**	*14,3*
60-64	1	3	3	**7**	2	42	13	**57**	*10,9*
65-69	0	2	3	**5**	3	23	20	**46**	*9,8*
70-74	0	3	1	**4**		8	15	**23**	*14,8*
75-79	0	0	1	**1**		6	10	**16**	*5,9*
80-84			0	**0**			6	**6**	*0,0*
85-89							1	**1**	*0,0*
Total	613	118	22	**753**	1504	1723	130	**3357**	*18,3*
0-14	509	0	0	**509**	684	0	0	**684**	*42,7*
15-64	104	113	17	**234**	817	1686	78	**2581**	*8,3*
>65	0	5	5	**10**	3	37	52	**92**	*9,8*
	C	M	V		C	M	V		
0-14	67,6	0,0	0,0	**67,6**	20,4	0,0	0,0	**20,4**	
15-64	13,8	15,0	2,3	**31,1**	24,3	50,2	2,3	**76,9**	
>65	0,0	0,7	0,7	**1,3**	0,1	1,1	1,5	**2,7**	
	81,4	15,7	2,9	**100**	44,8	51,3	3,9	**100**	
%	C	M	V		C	M	V		
15-64	44,4	48,3	7,3	100	32	65	3	100	



Les nouveaux Français : le réseau de l'Est structure encore les espaces de recrutement

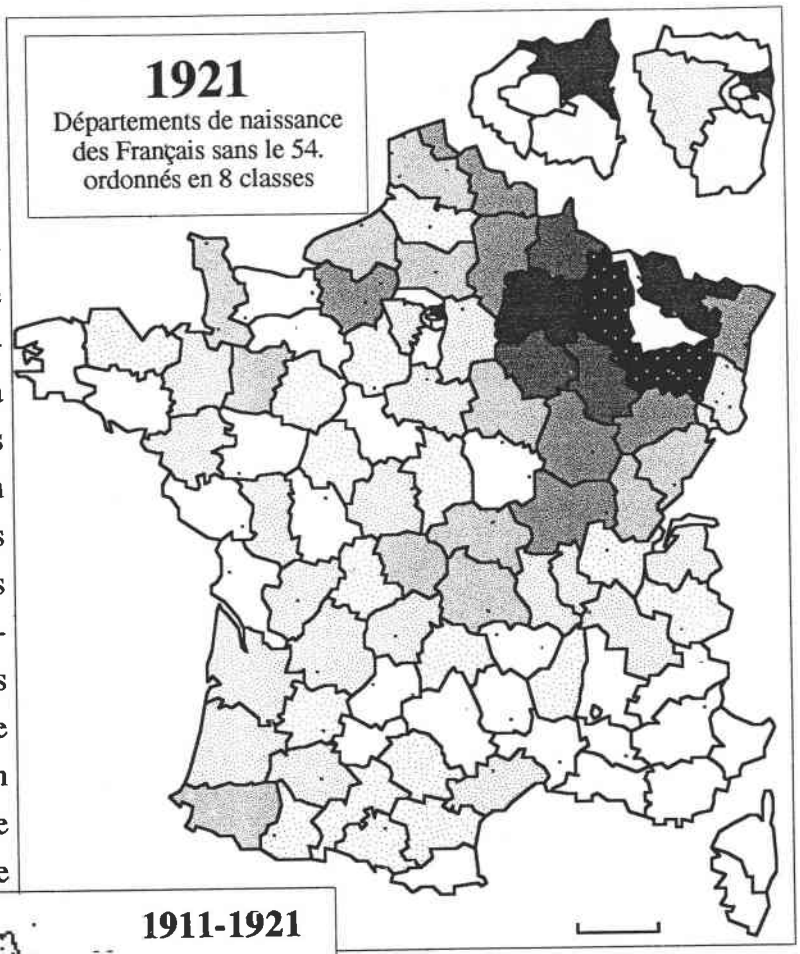
Nous avons constaté que l'horizon s'était progressivement élargi dès la fin du siècle dernier. Les régions de naissance des habitants de Jarny , comme le montrait la carte pour le recensement de

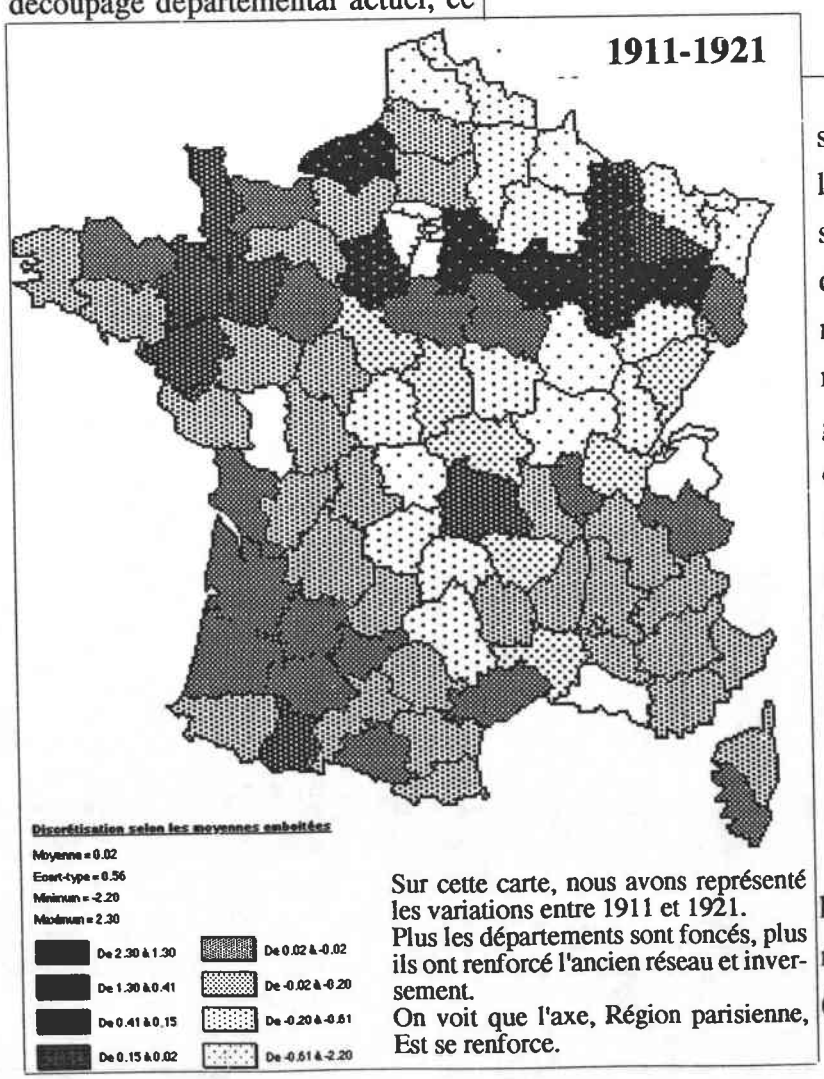
l'année 1896, recouvraient en grande partie le réseau de la Compagnie de l'Est. Par l'étude de l'état civil, nous avons suivi le développement de ce mouvement après 1906. Nous ne reviendrons pas sur ces premières conclusions. A la veille de 1914 le mouvement s'était d'ailleurs fortement accéléré et étendu. La question qui peut alors se poser, c'est de savoir dans quelle proportion les populations françaises arrivées à la veille de la guerre sont revenues sur place après l'exode. En d'autres termes, l'attachement à Jarny était-il pour elles une réalité? Comment suivre et e mesurer ce retour? A-t-il vraiment constitué un choix ? Et ce choix était-il rationnel ? Oui si l'on considère que globalement la période de reconstruction était propice à l'embauche sur les divers chantiers locaux. Non si l'on pense aux difficultés de l'après guerre dans les mines. Pour les cheminots, comme nous l'avons dit, le choix est inscrit souvent dans le déroulement de leur carrière, et leur mobilité a des raisons bien spécifiques sur lesquelles nous reviendront plusieurs fois.

Voici, présentés sur des tableaux et cartes dressés par départements, les lieux d'origine ,des Français dénombrés à Jarny au printemps 1921. Le tableau ci-dessous est ordonné en fonction des variations entre 1911 et 1921.

Départements de naissance	Nb 1911	Nb 1921	1911 %	1921 %	Evolution Nb	Evolution %
VOSGES	101	207	4,3	6,6	106	2,3
SEINE	55	124	2,4	4,0	69	1,6
AUBE	20	70	0,9	2,2	50	1,4
MARNE (Hte)	23	67	1,0	2,2	44	1,2
MEUSE	251	352	10,8	11,3	101	0,5
EURE	8	26	0,3	0,8	18	0,5
MEURTHE ET M.	1102	1488	47,4	47,8	386	0,4
PYRENEES A.	1	12	0,0	0,4	11	0,3
MANCHE	1	11	0,0	0,4	10	0,3
PUY DE DOME	1	11	0,0	0,4	10	0,3
HERAULT	0	8	0,0	0,3	8	0,3
MAYENNE	2	9	0,1	0,3	7	0,2
ILLE ET VILAINE	2	8	0,1	0,3	6	0,2
LOIRE M.	0	5	0,0	0,2	5	0,2
SEINE ET OISE	1	5	0,0	0,2	4	0,1
GIRONDE	3	8	0,1	0,3	5	0,1
LANDES	3	8	0,1	0,3	5	0,1
ALLIER	5	11	0,2	0,4	6	0,1
YONNE	9	16	0,4	0,5	7	0,1
ARIEGE	0	3	0,0	0,1	3	0,1
GARONNE (Hte)	0	3	0,0	0,1	3	0,1
LOT ET GARONNE	0	3	0,0	0,1	3	0,1
TARN ET GARONNE	0	3	0,0	0,1	3	0,1
GERS	1	4	0,0	0,1	3	0,1
SARTHE	1	4	0,0	0,1	3	0,1
CHARENTE	2	5	0,1	0,2	3	0,1
CORREZE	2	5	0,1	0,2	3	0,1
LOIRET	2	5	0,1	0,2	3	0,1
RHONE	3	7	0,1	0,2	4	0,1
BAS RHIN	21	30	0,9	1,0	9	0,1
ALPES M.	0	1	0,0	0,0	1	0,0
LOZERE	0	1	0,0	0,0	1	0,0
MAINE ET LOIRE	0	1	0,0	0,0	1	0,0
PYRENEES O.	0	1	0,0	0,0	1	0,0
VAR	0	1	0,0	0,0	1	0,0
VAUCLUSE	0	1	0,0	0,0	1	0,0
COTES NORD	1	3	0,0	0,1	2	0,1
SAVOIE	1	3	0,0	0,1	2	0,1
AUDE	2	4	0,1	0,1	2	0,0
TARN	2	4	0,1	0,1	2	0,0
HTE SAVOIE	3	5	0,1	0,2	2	0,0
ISERE	3	5	0,1	0,2	2	0,0
SOMME	3	5	0,1	0,2	2	0,0
CALVADOS	0	0	0,0	0,0	0	0,0
CORSE	0	0	0,0	0,0	0	0,0
GARD	0	0	0,0	0,0	0	0,0
LOT	0	0	0,0	0,0	0	0,0
ALPES H.P.	1	1	0,0	0,0	0	-0,0
DROME	1	1	0,0	0,0	0	-0,0
MORBIHAN	1	1	0,0	0,0	0	-0,0
ORNE	1	1	0,0	0,0	0	-0,0
VIENNE	1	1	0,0	0,0	0	-0,0
VIENNE (Hte)	1	1	0,0	0,0	0	-0,0
EURE ET LOIR	2	3	0,1	0,1	1	0,0
INDRE ET LOIRE	2	3	0,1	0,1	1	0,0
LOIRE	5	7	0,2	0,2	2	0,0
SEINE MARITIME	8	11	0,3	0,4	3	0,0
DOUBS	9	12	0,4	0,4	3	-0,0
AISNE	22	22	0,9	0,7	0	-0,2
ALPES (Htes)	1	0	0,0	0,0	-1	-0,0
VENDEE	1	0	0,0	0,0	-1	-0,0
DEUX SEVRES	1	0	0,0	0,0	-1	-0,0
PYRENEES (Htes)	1	0	0,0	0,0	-1	-0,0
CHARENTE M.	2	1	0,1	0,0	-1	-0,1
ARDECHE	3	3	0,1	0,1	0	-0,0
OISE	9	11	0,4	0,4	2	-0,0
LOIR ET CHER	2	0	0,1	0,0	-2	-0,1
LOIRE (Hte)	2	0	0,1	0,0	-2	-0,1
AIN	4	3	0,2	0,1	-1	-0,1
FINISTERE	3	0	0,1	0,0	-3	-0,1
DORDOGNE	7	5	0,3	0,2	-2	-0,1
AVEYRON	4	0	0,2	0,0	-4	-0,2
B.DU RHONE	4	0	0,2	0,0	-4	-0,2
NIEVRE	4	0	0,2	0,0	-4	-0,2
CHER	6	3	0,3	0,1	-3	-0,2
INDRE	8	5	0,3	0,2	-3	-0,2
SEINE ET MARNE	9	7	0,4	0,2	-2	-0,2
JURA	12	11	0,5	0,4	-1	-0,2
MARNE	74	94	3,2	3,0	20	-0,2
BELFORT	11	7	0,5	0,2	-4	-0,2
CANTAL	10	4	0,4	0,1	-6	-0,3
SAONE (Hte)	39	40	1,7	1,3	1	-0,4
NORD	35	32	1,5	1,0	-3	-0,5
MOSELLE	129	154	5,5	4,9	25	-0,6
PAS DE CALAIS	26	13	1,1	0,4	-13	-0,7
COTE D'OR	33	22	1,4	0,7	-11	-0,7
RHIN (Ht)	21	5	0,9	0,2	-16	-0,7
CREUSE	32	9	1,4	0,3	-23	-1,1
ARDENNES	78	47	3,4	1,5	-31	-1,8
SAONE ET LOIRE	67	22	2,9	0,7	-45	-2,2
	2327	3115	100	100	788	
INDETERMINES	203	267				
TOTAL	2530	3382				
SANS LE 54 :	2226	2908				

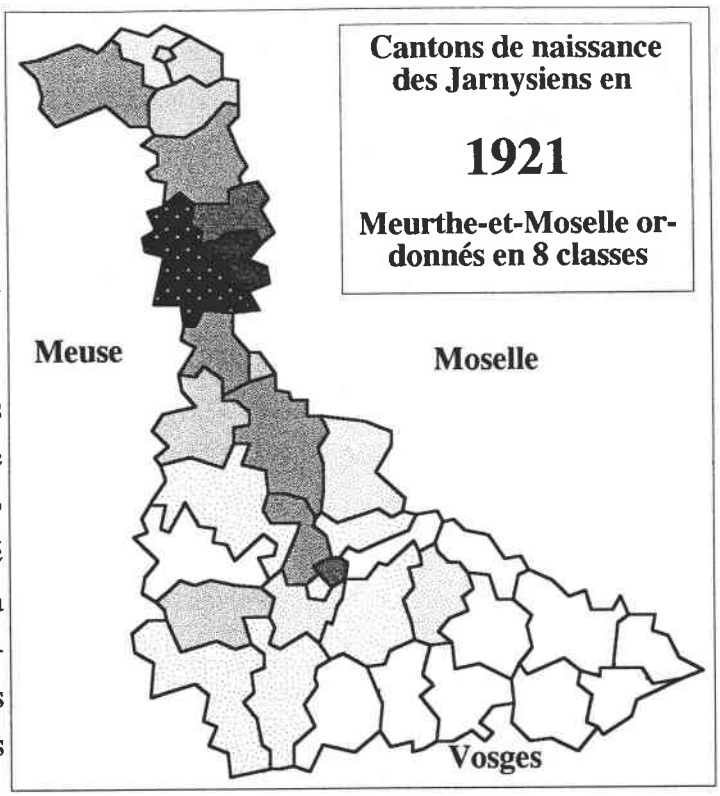
Nous constatons que la grande majorité des Jarnysiens de 1921 sont nés dans les départements limitrophes (Meuse, Vosges, Moselle, Haute-Saône, Marne, Ardennes). Toutefois, on remarque quelques nuances: le rang d'importance des départements d'origine a peu changé, mais les réseaux anciens se sont au contraire renforcés. On vient massivement de Meuse, des Vosges comme avant guerre, mais plus massivement encore. La Moselle plus industrielle envoie moins de monde. On note également une part croissante des natifs de la région parisienne. (si on les classe selon le découpage départemental actuel, ce sont surtout des natifs de la banlieue Nord-Est qui sont venus s'installer après guerre). Les localités de naissance des enfants de cheminots continuent de dessiner des itinéraires jalonnés par les dépôts et gares de triage du réseau Est. Les cheminots présents à Jarny en 1921 sont presque tous d'anciens employés de la Cie de l'Est même s'ils ne résidaient pas à Jarny avant guerre! Pour les salariés des mines, il est frappant de constater que la Saône-et-Loire (Le Creusot, siège de la maison Schneider) n'envoie plus qu'un tiers de natifs; comme si le démarrage de la mine de Droitaumont une fois assuré, l'encadrement (ce sont les cadres moyens qui ne





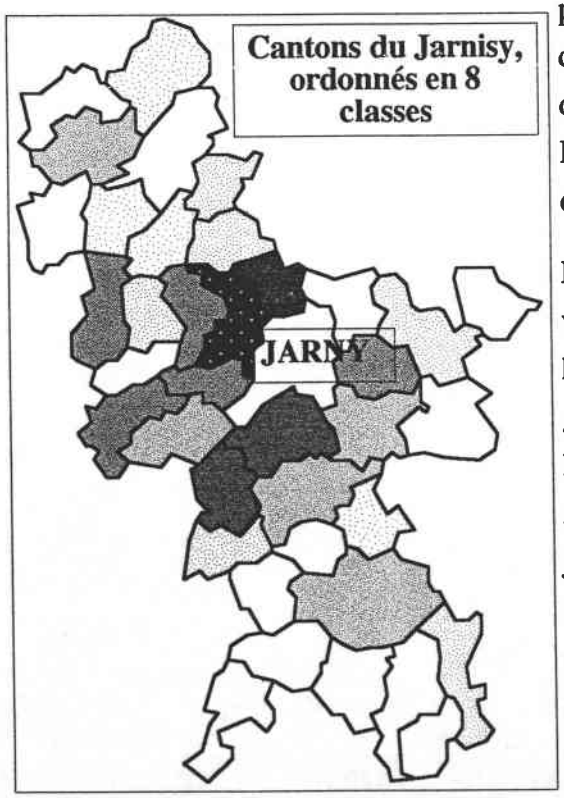
Sur cette carte, nous avons représenté les variations entre 1911 et 1921.
Plus les départements sont foncés, plus ils ont renforcé l'ancien réseau et inversement.
On voit que l'axe, Région parisienne, Est se renforce.

sont pas revenus) était désormais confié à un personnel différent. Dans le même ordre d'idée, les Ardennes envoient moins de salariés, surtout moins de cheminots, sans que nous ayons pu en avancer les raisons; peut-être parce que ce département est aussi en pleine reconstruction.



Le trait notable, c'est que les natifs du département constituent encore presque la moitié de l'effectif(47,8% contre 47,4% en 1911) . Sur la carte on retrouve en foncé les axes de circulation joignant Nancy à Longwy: les populations du sud du département ne semblent toujours pas attirées par les horizons jarnysiens à l'inverse des natifs du Pays Haut.

On reliera ce constat à la mobilité ouvrière des régions minières, confirmée par la cartographie des lieux de naissances des enfants des salariés des deux mines sur lesquels nous reviendrons. Ajoutons que les cantons meusiens et Mosellans situés sur l'axe Metz-Paris fournissent le gros des effectifs jarnysiens de ces départements limitrophes.



Enfin sur une carte communale, ce sont toujours les villages ou petites cités proches de Jarny qui alimentent les flux de populations venues s'y réinstaller après guerre. Il est normal que ce réseau d'influence joue dans les deux sens: si les natifs des zones environnantes viennent s'établir à Jarny, les employés des établissements jarnysiens résident fréquemment dans ces mêmes lieux. La ville déborde sur ses marges et tend à la fois à agglomérer les populations natives des communes proches et à faire vivre dans le milieu rural environnant des types ouvriers-paysans.

- La nouvelle émigration d'après guerre.

Le recours à la main d'œuvre étrangère se poursuit.

L'étude de l'arrivée ou du retour des populations étrangères à Jarny n'est pas aussi aisée qu'on pourrait le laisser penser. Avant guerre, les données étaient fragiles et assez fluctuantes, mais les sources diverses, en particulier les livres d'embauche, permettaient des recoupements utiles. Après guerre, non seulement les flux demeurent multiples et changeants, mais les sources sont réduites aux statistiques officielles, listes nominatives et état civil. En outre, ces sources sont parfois déroutantes.

L'immigration elle même n'est plus tout à fait perçue de la même façon par les administrations locales et nationales. Autrefois, les conditions d'accueil et la grande mobilité des salariés, plaçaient la population étrangère dans une situation fragile et transitoire, avec l'espoir de retour au pays. Le débat sur l'immigration concernait l'insécurité, les conditions de logements, l'intégration, mais rarement la question de l'assimilation. La question de l'intégration va se poser de manière officielle: toutes les administrations concernées, les ministères du travail, de l'intérieur et des affaires étrangères vont demander aux administrations locales et départementales des rapports fréquents sur le sujet. Tant mieux pour nous.

Il faut dire aussi, en introduisant ce chapitre, que les observations sur les difficultés ou les succès de cette intégration posent un problème. Parler d'intégration au sujet des populations observées, revient en réalité à décrire les trajectoires des éléments les plus stables. On analyse la situation d'après ceux qui sont restés sur place, mais on ne sait rien de ceux qui sont repartis au pays ou qui se sont lancés dans une nouvelle quête professionnelle, en France ou ailleurs! Dans l'examen des trajectoires sociales des étrangers, groupes ou individus, il faut avancer avec prudence et ne pas se hâter de conclure à partir d'étiquettes hâtivement collées. Ainsi, les intitulés des métiers doivent être critiqués et ne pas donner lieu à des interprétations trop rapides. C'est l'avantage de la micro-étude. Constater qu'un étranger change de statut à l'intérieur de la mine, peut révéler une ascension bien plus intéressante pour lui, du moins matériellement, qu'une sortie de la mine pour devenir petit boutiquier par exemple! Mais ce désir de sortie de la mine, peut se comprendre à la fois comme une stratégie d'évitement des contraintes de travail et comme une démarche identitaire, un signe de reconnaissance. Dans ce dernier cas la trajectoire sociale ne doit plus être seulement jugée à l'aune de l'ascension matérielle, mais à celle des représentations et des imaginaires collectifs... Enfin, il faut se demander pourquoi la Lorraine industrielle fait encore appel aux étrangers? Et surtout si «*L'immigration est-elle le baromètre de l'activité économique de la France* » comme le déclarait G. Mauco?

L'après guerre ...puis redémarrage

Immédiatement après la guerre le redémarrage de l'économie est assez lent. Si la période semble assez favorable pour le bâtiment et le chemin de fer, il n'en va pas de même pour les mines. Les entreprises qui vont accueillir des étrangers en grand nombre par la suite, ne sont pas immédiatement productives et ne fonctionnent pas à plein en 1921, année de recensement: «... *Les arrangements qu'il fallut conclure avec le gouvernement italien au sujet de l'emploi de ses ressortissants, ne permirent pas d'en recevoir de nouveaux avant 1920 ; mais à ce moment la crise métallurgique qui commençait à sévir avec une certaine vigueur, s'opposa à ce qu'on en pût accueillir de grandes quantités* .»[5] Voilà qui nuance quelque peu l'optimisme de Georges Mauco pour la Lorraine des lendemains de guerre: «*La guerre dispersa une grande partie de cette main d'oeuvre importée à grands frais. L'après guerre, avec ses besoins accrus, rendit plus urgent le recours aux travailleurs étrangers pour le rude labeur de l'extraction du minerai.* » [6] Ce n'est qu'après 1921 qu'une reprise des affaires conduit au recrutement massif des ouvriers des mines et donc des étrangers. Sur le plan local, nous avons déjà brièvement évoqué le déséquilibre dans la reprise entre les deux mines de Jarny. Cela est net au niveau du registre de recensement et de l'état civil. Notons tout de suite que la loi des 8 heures de 1919, en gonflant les effectifs, crée une fausse impression d'accroissement de l'activité en l'absence de statistique locale de production.

1 janvier 1919 arrondissement de BRIEY	Hommes	Femmes	Enfants	Total	Ayant quitté	Hommes	Femmes	Enfants	Total	Ayant quitté
Belges	802	742	1187	2731		29	27	43	100	
Italiens	554	415	958	1927		29	22	50	100	
Luxembourgeois	309	272	402	983		31	28	41	100	
Alsaciens	120	197	285	602		20	33	47	100	
Russes	89			89						
Allemands	73	109	124	306		24	36	41	100	
Suisses	36			36						
Autrichiens	32			32						
Espagnols	13			13						
Serbes	6			6	5					83
Hollandais	5			5						
Américains	4			4						
Bulgares	3			3						
Total	2046	1735	2956	6737	5	30	26	44	100	0
1 juillet 1919										
Belges	1735	1141	1606	4482	128	39	25	36	100	3
Italiens	1437	902	1609	3948	84	36	23	41	100	2
Luxembourgeois	677	447	775	1899	59	36	24	41	100	3
Alsaciens	281	296	309	886	37	32	33	35	100	4
Russes	89			89						
Espagnols	69			69	25					36
Suisses	48			48						
Autrichiens	39			39	2					5
Allemands	33	51	47	131	11	25	39	36	100	8
Hollandais	9			9	1					11
Serbes	8			8	5					63
Portugais	4			4						0
Américains	3			3						0
Danois	1			1						0
Grecs	1			1						0
Turcs				0						
Total	4434	2837	4346	11617	352	38	24	37	100	3

Encore une fois, la fiabilité des sources!

Nous avons, souvent évoqué les difficultés de mesurer avec précision le nombre des étrangers résidant à Jarny au lendemain de la guerre. Voyons les documents officiels des services du dé-

5- G. BISENKEMGER "La Lorraine au travail 1925".
6- G. MAUCO "Les Etrangers en France"

partement au lendemain de la guerre. Que constatons-nous?A Jarny plusieurs chiffres semblent étonnants: les services de la préfecture comptent 1350 étrangers en décembre 1920 alors qu'en mars 1921, le recenseur n'en dénombre plus que 736 soit la moitié! Le préfet déplore le caractère flou et incomplet de la statistique des étrangers dans une lettre datée du 8 août 1921, au ministre du travail: «*Mon département est saisi actuellement de demandes tendant à l'introduction de travailleurs étrangers en vue de participer aux travaux de reconstruction dans les régions libérées..... Les enquêtes périodiques de l'office de reconstitution industrielle fournissent à ce sujet des indications précieuses, mais elles ne s'appliquent qu'aux établissements industriels sinistrés. Le recensement de la population qui vient d'avoir lieu donnera bien, quand il sera dépouillé, au point de vue professionnel, le nombre des travailleurs étrangers occupés dans l'ensemble des exploitations agricoles, industrielles et commerciales à l'époque où il a été effectué. Malheureusement, ce dépouillement détaillé ne pourra être terminé que dans un délai assez long.. il semble qu'on puisse assez facilement, d'après l'état nominatif n°8, obtenir le nombre des étrangers résidant dans chaque commune et leur répartition par nationalités ...* »[7]

1 janvier 1920 Jarny	Hommes	Femmes	Enfants	Total	Hommes	Femmes	Enfants	Total
Belges	156	62	17	235	66	26	7	100
Italiens	154	95	42	291	53	33	14	100
Espagnols	146			146				
Luxembourgeois	19	8		27				
Polonais	16	40	30	86				
Alsaciens	12	1	0	13				
Allemands	11	3	0	14				
Suisses	11	2		13	85	15	0	100
Hollandais	3	0	0	3				
Portugais	1			1	100	0	0	100
Russes	1	0	0	1				
Tchèques	1	0	0	1				
Total	**531**	**211**	**89**	**831**	64	25	11	100
1 juillet 1920					%	%	%	%
Italiens	330	160	120	610	54	26	20	100
Belges	204	62	20	286	71	22	7	100
Espagnols	191			191				
Polonais	68	20	16	104				
Luxembourgeois	21	8		29				
Portugais	20			20	100	0	0	100
Suisses	20	4		24	83	17	0	100
Marocains	7			7				
Total	**861**	**254**	**156**	**1271**	68	20	12	100
31 décembre 1920					%	%	%	%
Italiens	366	180	150	696	53	26	22	100
Espagnols	153			153				
Belges	148	62	20	230	64	27	9	100
Polonais	125	40	30	195	64	21	15	100
Luxembourgeois	27	8		35	77	23	0	100
Portugais	20			20				
Suisses	8	4		12	67	33	0	100
Allemands	3	0	0	3				
Russes	3	0	0	3				
Tchèques	1	0	0	1				
Total	**854**	**294**	**200**	**1348**	63	22	15	100

Notons que le préfet signale d'autres sources pour comptabiliser les étrangers. Mais ces "*enquêtes périodiques de l'office de reconstitution industrielle* " ne donnent que des renseignements globaux, ce qui est fâcheux. On a le sentiment que les études sur l'immigration fondées sur ces données ont gonflé les chiffres de façon extraordinaire. A Jarny, nous observons que le nombre d'Espagnols déclarés pour 1920 est tout à fait surprenant. En 1921, au recensement, on n'en dénombre que 5 contre 150 quatre mois avant! Plus étonnant encore: à Jarny les Espagnols seraient deux fois plus nombreux que dans tout l'arrondissement! Si les arrivées donnent lieu à un enregistrement avec délivrance de papiers officiels, la mobilité des étrangers, compromet la qualité des états dressés par la suite. D'ailleurs beaucoup d'étrangers échappent au contrôle d'entrée."*Il est certain que la statistique semestrielle du 1er juillet 1922 n'indique que 4960 Polonais résidant dans mon département, un très grand nombre*

7- signé Daniel Vincent" AD M&M 4M

d'autres se trouvant sans passeport et par là n'ont pu se faire délivrer la carte d'identité d'étranger qui aurait permis de les recenser ... » [8] Notons aussi que selon leur origine, les Polonais sont qualifiés de russes, allemands, autrichiens ou polonais: « *on se trouvait à cette époque* [avant guerre] *en présence de Russes* [nés en Pologne] *travaillant avant la déclaration de guerre en Allemagne et partis en France à l'armistice, ou de prisonniers civils et militaires, travaillant en Alsace-Lorraine, derrière les lignes de front, libérés à la fin des hostilités.....* » [9] Faut-il négliger pour autant les sources des services de l'émigration? Certes non! Si de grands écarts existent entre les entrées et les présences constatées, c'est un signe de la difficulté à saisir un phénomène par essence fluctuant. D'autre part, la vision que donne le relevé quinquennal des migrants italiens ou polonais n'est en réalité que très partielle. En effet les recensements constituent des photographies à un moment précis mais traduisent mal les différents flux de population entre ces "instantanés". La statistique régulière des entrées d'étrangers est beaucoup plus significative de cette mobilité, puisqu'elle indique périodiquement, à l'échelle des mairies, les entrées d'immigrés à qui sont délivrées les cartes. Cette statistique officielle des étrangers est bien difficile à interpréter: en 1921 elle donne des résultats bien au dessus de ceux du recensement; en 1926 bien en dessous:1463 étrangers selon les statistiques des services départementaux, 1847 selon le recensement de mars! L'étude des origines géographiques précises n'est alors plus possible car elles ne sont jamais mentionnées par le service municipal. Il nous faut donc nous contenter ici des états nominatifs établis de 5 en 5 ans. La comparaison des listes nominatives d'un recensement à l'autre permet de connaître les entrées et les sorties. Là encore ce sont des données partielles car on ne sait rien des mouvements d'entrée-sortie entre ces dates (à part les déclarations à l'état civil). On peut cependant mesurer la part des différentes nationalités et mesurer aussi nominativement si un groupe fait souche, selon quel pourcentage et selon quelles catégories professionnelles.

1 juillet 1926 Jarny	Total	%
Italiens	1154	78,9
Polonais	239	16,3
Belges	32	2,2
Luxembourgeois	9	0,6
Suisses	8	0,5
Allemands	6	0,4
Espagnols	5	0,3
Serbes	3	0,2
Tchèques	3	0,2
Portugais	2	0,1
Russes	2	0,1
Total	1463	100
Hommes	Femmes	Enfants
774	324	365
52,9	22,1	24,9

Quels émigrés ? D'où viennent les étrangers ?

Dans les tableaux statistiques de la fin de la guerre (Première partie), les Italiens et les Belges étaient les plus nombreux.Les étrangers, selon cette source, représenteraient alors le tiers de la population! Or selon les étrangers représentent seulement 19 % de la population . Le tableau ci-contre présente les origines déclarées des étrangers de Jarny. Ce tableau,(ordonné par sexes,

1921	Français	%	Italiens	%	Belges	%	Polonais	%	Etrangers	%	Total	%
POPULATION TOTALE												
0-19	1242	37	209	42	6	22	15	35	38	22	1510	37
20-59	1977	58	279	56	18	67	28	65	127	75	2429	59
> 60	163	5	9	2	3	11	0	0	4	2	179	4
Total	3382	82	497	12	27	1	43	1	169	4	4118	

8- Le préfet - AD M&M 4M 137.
9- Le commissaire spécial-E.Maret AD M&M 4M 137.

groupes d'âges et activité professionnelle), va nous servir de base pour la suite. Notons dès à présent que les Italiens sont les plus nombreux (mais en nombre réduit par rapport à la statistique de l'immigration) et que les Belges sont nettement moins nombreux. Ils sont venus pour travailler dans les mines mais aussi sur les chantiers de la reconstruction en particulier dans les entreprises liées à l'administration des régions libérées dont Conflans-Jarny est un centre actif. La part des actifs est plus grande chez tous les étrangers, et ces étrangers ne sont pas venus ou revenus par hasard.[10]

1921	Français	%	Italiens	%	Belges	%	Polonais	%	Etrangers	%	Total	%
HOMMES												
0-19	620	36	103	34	1	7	8	30	21	20	753	34
20-59	1054	60	191	64	13	87	19	70	80	77	1357	62
> 60	69	4	6	2	1	7	0	0	3	3	79	4
Total	1743	80	300	14	15	1	27	1	104	5	2189	
FEMMES												
0-19	619	38	106	54	5	42	7	44	17	26	754	39
20-59	921	56	88	45	5	42	9	56	47	72	1070	56
> 60	94	6	3	2	2	17	0	0	1	2	100	5
Total	1634	85	197	10	12	1	16	1	65	3	1924	
ACTIFS												
0-19	159	12	18	8	0	0	2	9	5	5	184	11
20-59	1165	85	206	90	15	100	21	91	90	93	1497	86
> 60	53	4	6	3	0	0	0	0	2	2	61	4
Total	1377	79	230	13	15	1	23	1	97	6	1742	
INACTIFS												
0-19	1083	54	191	72	6	50	13	65	33	46	1326	56
20-59	812	40	73	27	3	25	7	35	37	51	932	39
> 60	110	5	3	1	3	25	0	0	2	3	118	5
Total	2005	84	267	11	12	1	20	1	72	3	2376	

Les politiques nationales, patronales et gouvernementales de recrutement

Les négociations intergouvernementales montrent que désormais, la venue des étrangers n'est plus seulement confiée à des officines privées, sans autre contrôle qu'a posteriori. Jusqu'à la guerre, le recrutement était assez anarchique, et s'il avait fini par s'organiser, c'était du moins en dehors d'un cadre législatif précis "*...en ce qui concerne la base juridique du système, il est à remarquer que l'immigration ne repose en France sur aucun code ni aucune loi organique. Les textes législatifs visent surtout l'admission et la circulation des étrangers ainsi que les diverses formalités qu'ils sont tenus d'accomplir. En somme la réglementation de l'immigration est basée à la fois sur des mesures de police, sur une série de conventions internationales, et sur des contrats-types d'embauchage* » [11] Après la guerre, pour des raisons qui ne tiennent pas seulement à des questions de droit, mais aussi à la volonté des pays de départ de voir leurs enfants mieux protégés, une série d'accords sont signés avec la jeune république polonaise et l'Italie.

Au ministère du travail un service de la main d'œuvre étrangère, est mis en place avec une agence centrale établie à Paris, des bureaux frontaliers (dont le centre de Toul) et des contrôles régionaux (dont Metz). Dans quel esprit ces organismes vont-ils travailler? Le ton est donné par une série de dispositions comme cette circulaire du ministère du travail relative à l'autorisation d'introduction d'ouvriers étrangers: « *Ainsi que le bulletin du marché du travail vous l'a appris, nos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger ont été invités à ne délivrer de passeports pour l'entrée en France, aux personnes qui demandent à venir y travailler, que s'il s'agit d'ouvriers agricoles ou mi-*

10- Rappelons que la Pologne n'est assise dans ses frontières de 1939 qu'à partir de 1925! Remarquons aussi,que même après la signature du traité de Versailles, les Alsaciens-Lorrains sont encore enregistrés à part!
11- Madeleine De Bryas, Les peuples en Marche, édition A.Pédone 1926

neurs professionnels, ou de certaines catégories de travailleurs que les entrepreneurs ne peuvent recruter en France. »[12] Ce sont bien, désormais, les représentations du gouvernement français à l'étranger qui vous suppléer les bureaux et officines patronales d'avant guerre. Comme on le remarque aussi dans cette note, l'appel à la main d'œuvre étrangère est d'emblée sélectif: les étrangers sont recrutés pour des travaux agricoles et miniers. Bien que poussés par les difficultés économiques de leur pays, les étrangers ne sont pas venus aussi spontanément qu'une certaine presse voudrait le faire croire, car généralement ce sont les accords gouvernementaux qui ont fixé le nombre et les conditions d'arrivée des Polonais et des Italiens après la guerre. Ainsi, avec la Pologne est signée à Varsovie le 7 septembre 1919 la convention franco-polonaise d'émigration et d'immigration. Un traité franco-italien d'immigration et d'émigration, de travail, d'assistance et de prévoyance sociales, est signé à Rome le 30 septembre 1919,...puis vient la convention franco-polonaise d'assurance, d'assistance et de prévoyance sociales est conclue à Varsovie le 14 octobre 1920.[13] Le principe des ces diverses conventions est celui de l'égalité de salaire, la protection en cas d'accident du travail, la santé, les retraites. Les accords passés avec les gouvernements étrangers, italiens et polonais notamment, cherchent à harmoniser au maximum les conditions d'accueil. Ils donnent au recrutement des étrangers un caractère légal tout à fait nouveau, ce qui explique le regard différent porté par l'administration sur ces étrangers.

Le ministère de l'agriculture et celui des régions libérées, (cela intéresse Jarny) vont œuvrer, en étroite collaboration avec le ministère du travail, pour fournir les bras nécessaires à ces divers secteurs déficitaires. Mais ce ne sont pas les seuls. Le ministère de l'intérieur et le ministère de l'Hygiène sont aussi concernés. Le premier va agir dans l'esprit de la loi d'avril 1917, instituant la carte d'identité spéciale pour les étrangers. Après guerre, un décret du 18 novembre 1920 définit les obligations auxquelles ces derniers devront se soumettre, et le décret du 6 juin 1922 précise les conditions d'admission des travailleurs étrangers se présentant aux frontières. Il s'agit de mieux suivre les populations étrangères en définissant à l'avance les règles à observer. La situation juridique d'avant guerre, surtout répressive, ne pouvait continuer à servir de cadre pour la nouvelle émigration négociée entre Etats.[14] Désormais, les étrangers viendront avec des papiers d'identification et un contrat d'embauche. L'idée n'est pas nouvelle,puisque le contrat était autrefois le "laissez-passer" garantissant l'accueil de l'étranger, mais en fait, beaucoup n'en n'avaient pas. A présent, ce document devient obligatoire . La circulaire d'application précise bien : «*Pour ces derniers, (les étrangers) l'autorisation n'est désormais accordée que sur présentation d'un contrat d'embauchage visé par le ministère du travail après enquête auprès des offices publics de placement afin de s'assurer qu'ils ne sont dirigés que sur des établissements ou dans des régions où la main d'œuvre française fait défaut.* »[15] Cela n'empêchera pas les arrivées clandestines, ces flux difficiles à mesurer, qui expliquent peut-être aussi le flou de la statistique officielle.

12- Ministère du travail, note du

13- " *La question de l'émigration en France est déjà réglée par deux conventions concernant l'émigration, entre les gouvernements polonais et français.* " écrit le Consul de Pologne **(AD M&M 4 M 137)**

14- «*Avant la guerre, quelques lois et décrets donnaient au gouvernement le droit d'expulser et de surveiller les étrangers.(loi du 3 décembre 1849, loi du 8 août 1893, loi du 16 juillet 1912)* » Madeleine De Bryas, op. cité, p. 160

15- AD M&M 10 M 36.

Sur quels critères l'embauche d'étrangers se faisait-elle dans le pays de départ? Le contrôle s'exerce en fait à plusieurs niveaux. Il existe le plus souvent, en Italie comme en Pologne, des centres de sélection au départ des travailleurs étrangers. Ensuite ces derniers sont contrôlés aux frontières; enfin, pendant leur séjour, des inspecteurs sont chargés de veiller régulièrement sur les populations immigrées. En fait, ce dernier contrôle est le moins efficace, car, une fois sur place, les étrangers, bénéficient du patronage patronal des grandes entreprises, qui ferment bien souvent les yeux sur les conditions d'arrivée de certains ouvriers (c'est le cas notamment des Italiens qui continueront d'arriver malgré la politique de restriction mussolinienne). On peut se poser la question de savoir si les organismes patronaux se sont complètement effacés après guerre devant les institutions gouvernementales. Ce serait croire que l'Etat est en mesure de tout contrôler ou qu'il agit en dehors de tout contexte économico-politique! Forts de l'expérience acquise avant guerre avec les Italiens, (la question ne se posait pas de la même façon pour les Belges, les Allemands ou les Luxembourgeois), les organisations patronales ont tenté de recruter l'immigré idéal. Le recrutement sur place n'était théoriquement plus possible en Italie d'après guerre, mais les stratégies indirectes existaient bel et bien, et le tri s'opérait toujours aux frontières. [16] Sur quels critères ces tris s'effectuaient-ils? Seulement sanitaires? Qui juge sur place? Qui sont ces employés, ces fonctionnaires? Pour les Polonais, la Société mise en place nous éclaire sur l'esprit, sur la politique des organisations patronales travaillant directement avec les bureaux de contrôle. Les recruteurs sont essentiellement d'anciens militaires et toutes les associations travaillent en accord complet avec les autorités polonaises. C'est ce que nous dira, un peu plus loin le consul de Strasbourg, en tournée d'inspection dans la région. Les employeurs rêvent d'ouvriers "*fiables* " et "*disciplinés* ", "*politiquement neutres* ". Ce tri a joué pour les Polonais et a même été prolongé des années durant sur place par un encadrement spécifique. En Pologne les contrôles sanitaires par des ex- militaires français embauchés par la Société Générale d'Immigration étaient suivis d'un nouvel examen médical en France. [17] Pour les Italiens non "visités "en Italie, un nouveau contrôle s'effectuait à Menton ou à Modane pour ceux qui se rendaient en Lorraine notamment.[18] Mais peut-on parler de contrôle, de filtre politique efficace? Et notamment dans le cas des Italiens?Si l'émigration n'a plus seulement un caractère économique, autour de 1922-1926, comment expliquer l'ouverture à des éléments qui échappent à la norme de neutralité établie pour les Polonais? Comment expliquer que d'un côté le patronat se soit montré aussi sélectif avec les uns et moins regardant avec les autres? Comment comprendre par exemple que celui-ci ait encouragé les pratiques religieuses ou l'encadrement scolaire dans un cas et pas dans l'autre? C'est ce que nous tenterons de dégager dans les prochains chapitres, nous limitant pour l'instant à présenter les flux et les distributions de population de façon assez brute.

Enfin ajoutons que cette arrivée d'étrangers n'est pas sans incidence sur le comportement des travailleurs français. Ceux-ci,devenus rares dans certains secteurs, pouvaient se placer en situation privilégiée par rapport aux autres et formaient ainsi une sorte d'aristocratie ouvrière "sur le dos"

16- "*Les services de recrutement du Comité des Forges et Mines de l'Est reprirent l'embauchage en Italie qui fournit d'excellents ouvriers aptes aux travaux de terrassements de la mine. Les immigrants réunis à Turin et à Modane, où ils subissent un examen médical et professionnel, sont ensuite dirigés sur Conflans où s'effectue la répartition* ".(**MAUCO "Les Etrangers en France"**)
17- (à Dunkerque en grande partie, mais pour notre région à Toul où les immigrants étaient vaccinés).(**AD M&M 10 M 37 Toul**)
18- AD M&M 10 M

des immigrés. C'était le cas en particulier dans les mines ou sur les chantiers, où, comme nous l'avions vu avant guerre, les travaux les plus pénibles leur étaient réservés. Ces phénomènes perdureront jusqu'à la crise.

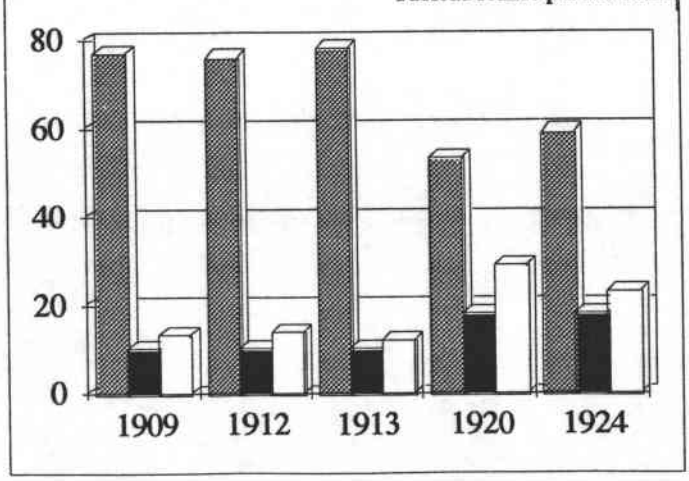
Les Italiens de Jarny au lendemain de la guerre: permanences et nouveaux traits.

On peut cependant brièvement se demander pourquoi ce sont à nouveau des Italiens qui reviennent et comment ce recrutement a évolué. Il y a conjonction entre une situation locale française et une situation italienne toutes deux propices à l'accueil des Italiens, situation de pénurie d'un côté et d'excédent de l'autre que les gouvernements vont tenter d'harmoniser. La venue au pouvoir de Mussolini ne va pas changer immédiatement la donne, puisque dans un premier temps, celui-ci ne cesse d'encourager le départ des Italiens (cf le discours au Conseil des ministres du 30 novembre 1922). Outre le décongestionnement du marché du travail, l'appoint financier constituait un attrait pour le gouvernement italien. C'est ainsi que M.Coletti, conseiller d'émigration attaché à l'ambassade d'Italie à Paris évaluait à 130000 le nombre d'Italiens dans les régions dévastées et à 400 millions par an le montant des sommes transférées vers l'Italie, (chiffre sans doute inférieur à la réalité). Mussolini n'a pas cherché à tarir cet apport d'argent, bien au contraire! Ce n'est que plus tardivement, à partir de 1927 surtout, et pour des raisons nationalistes, qu'il choisira de limiter ces flux, de fermer les frontières et d'encourager la natalité.

L'arrivée des populations italiennes à Jarny s'inscrit dans ce contexte général. Le nombre des Italiens, à peine 12% des recensés de 1921, ne va cesser d'augmenter. Nous avons déjà dit que malgré leur position précaire, certaines familles italiennes étaient restées sur place, avaient continué de vivre et pour 3 d'entres elles, d'avoir des enfants. C'est l'exception, mais le fil n'a pas été totalement rompu. Aussi après la guerre et dans un tout autre contexte, à la fois politique et économique, les retours (limités, mais réels), et surtout l'arrivée de nouveaux Transalpins vont aller s'amplifiant. Il en est de même dans tout l'arrondissement, comme le souligne le sous-préfet:« *Depuis que la main d'œuvre italienne a fait son apparition dans le bassin métallurgique de Briey, elle n'a jamais cessé de croître d'année en année. Il y avait en 1909 26 349 Italiens dont 20171 hommes, 2681 femmes et 3497 enfants; en 1912 : 40713 Italiens dont 30932 hommes, 4258 femmes et 5523 enfants; en 1913: 52677 Italiens dont 40933 hommes, 5076 femmes et 6668 enfants. En 1914, l'émigration s'inter-*

	Hommes	Femmes	Enfants	Total	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1909	20171	2681	3497	26349	*77*	*10*	*13*	*100*
1912	30932	4258	5523	40713	*76*	*10*	*14*	*100*
1913	40933	5076	6668	52677	*78*	*10*	*13*	*100*
1920	6282	2177	3314	11773	*53*	*18*	*28*	*100*
1924	25161	7459	9765	42385	*59*	*18*	*23*	*100*

Tableau réalisé par nos soins



*rompait tout naturellement, les Italiens fixés, même dans l'arrondissement de Briey furent rapatriés. Aussi au lendemain de la guerre, lorsque le bassin reprit son activité, la main d'œuvre italienne manqua totalement. Ce n'est que petit à petit qu'elle reprit son importance, comptant en 1920: 12773 âmes dont 6282 hommes, 2177 femmes et 3314 enfants et au 1er janvier 1924:42385 âmes dont 25161 hommes, 7459 femmes et 9765 enfants. En rapprochant ces derniers chiffres de ceux de l'année 1912, **il semble que les familles italiennes viennent beaucoup plus nombreuses** en Meurthe et Moselle. C'est là très vraisemblablement, je crois, une émigration bien plus politique que sociale.* »[19] Ce texte de 1925 est riche d'enseignements. Le préfet insiste sur le caractère nettement plus familial de cette seconde vague d'arrivants. C'est ce que montrent le tableau et le graphique ci-contre. C'est aussi ce que donnent les analyses de la population italienne de Jarny, recensée en 1921. Le préfet souligne d'autre part le caractère surtout économique de ces arrivées et rappelle que le travail dans les mines et sur les chantiers, demeure le débouché majeur des flux d'Italiens:«*Je dois ajouter à ces statistiques que la presque totalité, à 2 ou 3000 individus près, de ces émigrés italiens se fixe dans l'arrondissement de Briey et tout naturellement dans les centres métallurgiques et miniers. Surtout dans les centres miniers.Car ce n'est que le petit nombre qui est occupé dans les usines métallurgiques. La grosse majorité des émigrés italiens travaille de préférence dans les mines et depuis la guerre, à la reconstruction des régions dévastées, dans l'entreprise des travaux publics et particuliers. Leurs salaires sont ceux des ouvriers français de capacité et de profession analogue* .» [20] Comme avant 1914, ce sont donc la combinaison des facteurs internes à l'Italie (difficultés propres aux régions italiennes) et la forte demande de bras en Lorraine qui expliquent le nouvel exode massif vers les mines.

Enfin il faut relever la remarque rapide du préfet concernant le caractère plus politique de cette émigration, caractère sur lequel nous reviendrons, mais qui en 1921 n'avait certainement pas encore dû beaucoup jouer! Conformément aux dispositions que nous évoquions en introduisant ce paragraphe, le sous-préfet ajoute que «*...tous ces émigrés sont du ressort du consul général de Nancy. Il existe d'autre part à Briey, une agence consulaire, créée en 1912 et dépendant du consulat général qui s'occupe, à côté du premier consulaire (sic) des intérêts des accidentés du travail de l'hospitalisation des malades, de leur rapatriement, des contrats de travail. Elle facilite le placement des ouvriers, leur accorde des subsides en cas de dommages. Elle donne aux émigrants tous renseignements utiles sur la législation de notre pays. Grâce aux démarches tant du Consul général que de l'agence consulaire, les ouvriers italiens travaillant au moins depuis un an dans les mines et vivant avec leur famille, reçoivent l'allocation familiale.* » [21] C'est donc, comme on le constate rapidement, dans un tout autre contexte social qu'arrivent les nouveaux Italiens. La protection sociale et les conditions d'embauche, sont bien différents. Surtout l'accueil s'organise dans un cadre beaucoup moins empirique. La politique vis à vis des arrivants est plus souple et les contrôles que la police ou l'administration mènent désormais, s'attachent à débusquer l'Italien organisé, politiquement dange-

19 et 20- AD M&M 4M 138
21- AD M&M 4M 138.

reux, plutôt que le rebelle, le marginal, l'instable. N'oublions pas que si la France sort d'une crise sociale importante (grèves et manifestations), l'Italie a été plus fortement encore secouée par la vague révolutionnaire d'après guerre. Aussi, les rapports de police, à partir de 1920, s'attachent à débusquer les réseaux politiques:«*J'ai l'honneur de transmettre les renseignements recueillis sur la société italienne "Umanitaria",* [22] *signalée à l'administration supérieure comme une association socialiste-révolutionnaire, et sur son représentant, le sieur Salza, indiqué comme un propagandiste des théories bolchevistes....* » Cette organisation politique des immigrés va jouer un rôle surtout à partir des années d'émigration antifasciste, prenant le relais de l'œuvre "Bonomelli", organisation catholique évoquée dans la première partie de notre étude. Celle-ci, sans disparaître totalement, s'efface progressivement semble-t-il à partir de 1924, du moins localement.

C'est dans ce contexte neuf et avec un angle d'approche différent, qu'il nous faut présenter ces nouveaux Italiens de Jarny. Certes, l'analyse n'est pas simple. Outre les remarques générales déjà avancées sur le décompte des individus, notons aussi que beaucoup d'Italiens nés en France de parents Italiens sont comptés comme Italiens, même au delà de 21 ans. Nous en avons dénombré 17 cas. Pour certaines familles italiennes, on peut suivre leur itinéraire pendant la guerre grâce aux lieux de naissance de leurs enfants. Par exemple, telle famille a eu 1 ou 2 enfants à Jarny avant la guerre, pas d'enfant pendant 4 ans ou 1 ou 2 enfants en Italie, et un après 1918 en France ou à Jarny. On peut ainsi reconstituer quelques itinéraires pour les familles installées, parties, puis revenues. Pour quelques familles, dans l'énumération des lieux de naissance des enfants, viennent s'intercaler une ou deux villes italiennes. Hélas leur nombre est faible, trop faible pour en faire une typologie. L'exemple extraordinaire de la famille errante qui a bourlingué d'Italie en Argentine ou aux Etats Unis avant de revenir vivre pour un temps à Jarny est certes colorée, mais atypique. Si on ne peut suivre ces mouvements d'aller et retour entre Jarny et l'Italie que pour les familles revenues,ce sont eux qui expliquent la part importante des jeunes Italiens nés en France (67% des moins de 15 ans). Enfin un tiers des nouveaux Italiens de Jarny sont accompagnés d'enfants nés en France (dont 20 % en Lorraine). Avec tous les jeunes nés en France,comptés comme Italiens, nous avons ainsi, selon le recenseur, 496 Italiens présents à Jarny en

PROVINCES	Nb	%
Novare	78	25,2
Turin	35	11,3
Vercelli	22	7,1
Milan	21	6,8
Sassari	18	5,8
Massa	16	5,2
Bergame	14	4,5
Pesaro	14	4,5
Florence	10	3,2
Modene	9	2,9
Brindisi	5	1,6
Cuneo	6	1,9
Varese	5	1,6
Bologne	4	1,3
Parme	4	1,3
Perouggia	4	1,3
Piace	4	1,3
Teramo	4	1,3
Verone	4	1,3

Vicence	4	1,3
Aoste	3	1,0
Asti	3	1,0
Brescia	3	1,0
Catanzaro	3	1,0
Trevise	4	1,3
Arrezzo	2	0,6
Come	1	0,3
Cremone	1	0,3
Genova	1	0,3
Naples	1	0,3
Potenza	1	0,3
Ravenne	1	0,3
Terni	1	0,3
Trente	1	0,3
Udine	1	0,3
Val d'Aoste	1	0,3
Viterbe	1	0,3
Indéterminé	53	10,7
FRANCE	133	26,8
Total	496	310

22- La description continue: «*La société "Umanitaria", dont le siège social est à Milan, Via S.Banaba 38, a été fondée grâce à un patrimoine de 10 millions, légué par le testateur, M.Loria Prosper Moïse, décédé en 1902. Cette société actuellement au capital social de 13 millions est dirigée par le marquis della Torre, sénateur à Rome et a, comme revenu annuel, 600000 francs environ. Sur cette somme, défalcation faite des charges patrimoniales et des frais d'administration, 465000 francs sont exclusivement affectés aux institutions et organes crées par cette société, dont la gestion est soumise au contrôle du gouvernement italien, par l'intermédiaire de la commission d'assistance et de bienfaisance de la province de Milan. L'"Umanitaria" est donc une société reconnue par les autorités italiennes, non comme une association socialiste-révolutionnaire, mais d'après ses statuts comme une œuvre d'assistance technique et légale des ouvriers italiens des deux sexes, à l'exclusion de toute question politique ou confessionnelle.* " **(Sûreté générale, police des chemins de fer. AD M&M 4M 138)**



mars 1921. Les Italiens adultes, hommes et femmes, sont tous nés en Italie.

Contrairement à une idée parfois répandue les anciens et nouveaux immigrés italiens ne se recrutent pas encore dans les populations les plus démunies du Sud de la péninsule (cf tableau page précédente et carte)). Pour les Italiens nés en Italie (310 individus), l'étude des communes et leur regroupement par province montrent en effet, que c'est encore en grande partie du Piémont que viennent les premiers groupes au lendemain de la guerre; plus particulièrement de la province de Novare, comme avant guerre, mais toutefois dans une proportion légèrement moindre! Comment l'expliquer ? Sans revenir sur les explications que nous avancions pour les années d'avant guerre[23], ajoutons que les filières anciennes, la parentèle en place et les regroupements familiaux expliquent cette grande similitude entre régions de départ avant et après la guerre. En fait plus que la région, ce sont les mêmes villages du Piémont et de Lombardie qui sont les pourvoyeurs de main d'œuvre et qui nous permettent d'avancer l'idée de réseau et parentèle actifs. La seule différence notable vient d'un glissement vers la Vénétie et la Toscane. Peut-être faut-il aussi voir dans l'arrêt du contrôle direct par le Comité des Forges la cause d'une plus grande ouverture des lieux de départ. En effet le centre établi par ce comité à Chiasso n'est plus la seule plaque tournante du recrutement. Par la suite, à partir de 1924, les flux italiens seront moins tournés vers le Nord et l'Est de la France, mais de plus en plus vers le Sud et surtout le Sud Ouest.

Il faut aussi noter que ce déclin du recrutement en Italie du nord s'explique par l'arrivée dans les mines de nouveaux salariés étrangers venus de Pologne principalement. En 1921, les autres populations étrangères (non italiennes) ne représentent que 7 % de la population, mais, si elle n'est pas encore très massive, cette proportion ne cessera de croître.

La population polonaise de Jarny

Comment expliquer cette orientation nouvelle et sans grande tradition locale [24], du recrutement de la main d'œuvre? Méfiance vis à vis de la population ouvrière italienne parfois jugée trop

23- Cette province était prospère, le long de l'axe Turin-Milan, mais ses activités rurales (riz) et textiles étaient en crise. Elle avait une tradition de mobilité avec de nombreux travailleurs saisonniers. Enfin, elle était située sur la ligne de chemin de fer du Simplon ou de St Gothard vers la Suisse, Bâle et la France. Le centre de recrutement lui-même était situé sur cette dernière ligne, à proximité de Côme.

24- En fait les Polonais ne sont pas tout à fait neufs dans la région, mais avant guerre, on les comptabilisait comme Allemands, Russes et parfois Autrichiens.25- AD M&M 4 M 137

turbulente? Volonté de parfaire les accords diplomatiques entre la France et la jeune Pologne, par l'accueil des populations excédentaires? Il semble que divers éléments se soient conjugués pour expliquer ce nouveau visage de l'émigration en Lorraine et à Jarny en particulier. Parmi les explications, voici le point de vue exprimé par le consul de Pologne résidant à Strasbourg. Pour lui, c'est bien la conjugaison de ces facteurs qui explique que les Polonais «*...travaillent depuis quelques années dans le département tout en ayant leur famille en Pologne. La Pologne a pour le moment une surproduction (sic) de population vu que l'industrie n'est pas encore arrivée à son plein développement. Il faut ajouter que notre population est très prolifique. Aussi c'est une nécessité économique de placer, pour un certain temps, le surcroît de la population à l'étranger. Les portes de l'Amérique sont fermées, la Pologne n'aime pas que l'émigration aille en Allemagne, comme la France a besoin de main d'œuvre et comme elle est l'alliée et l'amie politique de la Pologne, il est tout naturel que le gouvernement tende à diriger les Polonais en France où on compte que sous le rapport national ils auront toutes les facilités et toutes les libertés qui leur permettront de rester attachés à la Pologne* »[25] Cet excédent de population qui ne retrouve plus, après guerre, les chemins traditionnels de l'émigration semble bien la cause principale, du moins pour les Polonais: C'est ce que Ralph Schor rappelle lui aussi: "*Mais après la Grande Bretagne, le Nouveau Monde se ferma progressivement et sélectionna plus sévèrement les individus qui sollicitaient le droit d'entrée. Les Etats Unis qui avaient admis sur leur territoire 90101 polonais en 1921 n'accueillirent que 4290 représentants de cette nationalité en 1924* » [26]

Nous voyons aussi dans les déclarations des autorités polonaises, qu'il y a là plus qu'une politique de simple exutoire du trop plein de population après fermeture des pays d'accueil traditionnels. Le gouvernement polonais entend bien, - il y attache beaucoup d'importance- faire de cette émigration un élément de sa diplomatie. Le consul indique : « *même si une partie des Polonais devaient être perdus en fait pour la Pologne comme citoyens,ils formeraient toujours un élément propagateur de sympathie pour la Pologne en France* .»[27] La question est celle du contrôle de cette émigration dans les cadres définis par le consul; en particulier cette surveillance de la part des autorités polonaises est essentielle pour comprendre les différences d'attitude des populations prises entre le désir d'intégration (voire l'assimilation), et le refus conscient de perdre son identité. Resterait à pouvoir mesurer les freins apportés à ces processus de francisation des Polonais tout au long des années d'entre deux guerres.

Ajoutons enfin le point de vue des Français: ils ne veulent pas que leur pays soit seulement un réceptacle neutre, ils veulent être satisfaits de cette nouvelle main d'œuvre. Après une première expérience de travail saisonnier des Polonais dans l'agriculture, qui a permis de mesurer la qualité de cette main d'œuvre, l'expérience sera étendue à d'autres secteurs: «*...et poussant plus loin mes recherches, j'ai vu que si l'agriculture de ce pays (l'Allemagne) est si florissante, c'est qu'elle occupe*

25- AD M&M 4 M 137.
26- in Ralph Schor "L'opinion française et les Etrangers" p.32
27- AD M&M 4 M 137

plus de 200000 ouvriers polonais. C'est alors que nous avons songé en Meurthe et Moselle à faire la même expérience que les Allemands; nous avons fait venir de ces ouvriers qui arrivent en avril et regagnent leur pays en novembre et nous ne pouvons que nous en féliciter. Y a-t-il lieu de croire que ces travailleurs polonais font concurrence aux ouvriers français? Non! on ne fait concurrence qu'à une chose qui existe et l'ouvrier agricole français n'existe plus. Je crois que les pouvoirs publics ont intérêt à encourager ce mouvement que nous cherchons du reste à propager....Le nombre des ouvriers agricoles occupés actuellement en Meurthe et Moselle est d'environ 500... » [28] Les autorités françaises vont donc étendre cette expérience au secteur minier comme nous l'avons rappelé en introduction.

En effet, localement, dans quelles branches professionnelles retrouvons-nous surtout les Polonais?Dans les mines! Et c'est ce que constate aussi, pour tout le département, le consul de Pologne: «*Les ouvriers viennent en Meurthe et Moselle parce qu'ils y sont attirés par la grosse industrie et par les mines...* »[29]

Cet échange de main d'œuvre entre la Pologne et la France est assez vite fructueux. La société polonaise d'émigration de Cracovie (Polskie Towarzystwo Emigracyjne), agence officielle de placement, a établi une agence à Nancy, au n° 35 de la rue Stanislas (auparavant 87 rue des Quatre-Eglises). Elle rappelle qu'elle a obtenu l'autorisation gouvernementale de «*procurer aux ouvriers polonais du travail en France.* ...(mais qu')...*elle a malheureusement trouvé des imitateurs qui sont de simples spéculateurs ne présentant aucune garantie, et qui dans un but personnel de lucre, se sont mis à placer des ouvriers polonais; ils se couvrent abusivement en France du nom de Société Polonaise d'Emigration* ...» [30] Non loin de là, un centre d'immigration (dont les bâtiments ont disparu),avait été établi dans une caserne de Toul dès 1919 pour recevoir, inspecter et orienter les immigrés. Là, les Polonais, mais aussi les immigrés d'Europe centrale, étaient convoyés, encadrés à la fois par les autorités françaises et polonaises qui cherchaient à garder le maximum de contact avec leurs nationaux.[31] Les Polonais quittaient ensuite ce centre par chemin de fer, à destination de la gare de Conflans où ils étaient orientés vers les lieux d'embauche.

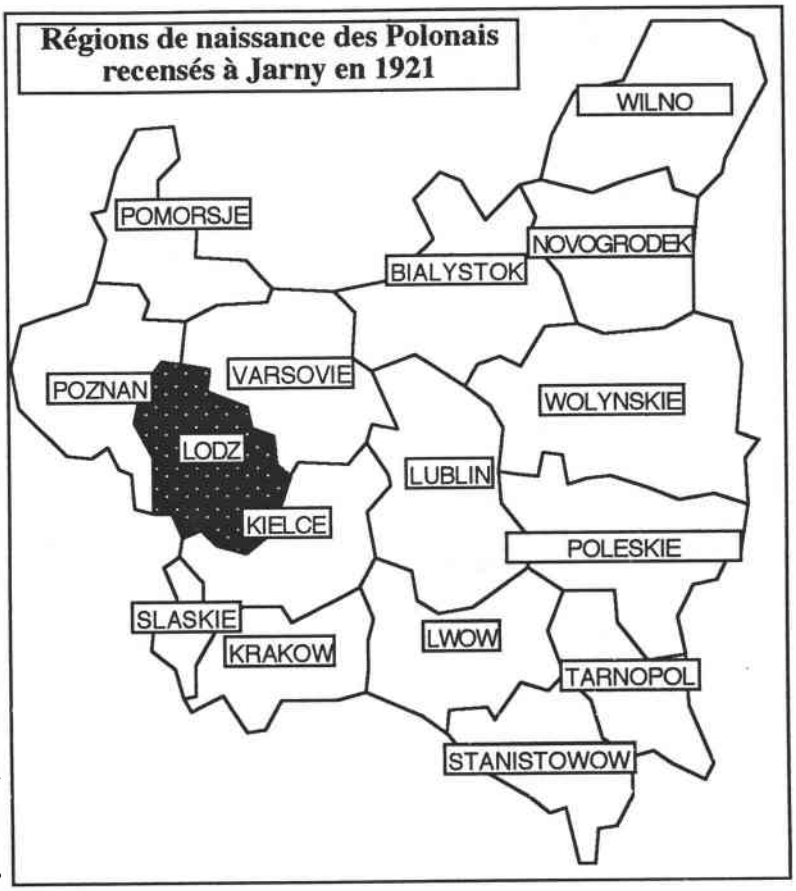
Leur effectif à Jarny est difficile à établir avec précision, mais semble d'abord faible. Le recensement de 1921 est assez vague en ce qui concerne les nationalités d'Europe du centre et de l'Est. Celle des Polonais est souvent omise dans les listes nominatives: à l'examen des communes de naissance, les villes polonaises sont plus nombreuses qu'indiquées dans le décompte final du dénombrement. Ainsi, il convient de corriger le chiffre mentionné par le recenseur: 64 individus natifs de Po-

---

28- signé M.Michel - AD M&M 10 M 36 .
29- AD M&M 4 M 137.
30- AD M&M 10 M 36.
31- « *Leur séjour* (des Polonais) *dans les dépôts français ne connaît pas des conditions plus favorables* (que le transport). *Les émigrants y sont souvent enfermés pêle-mêle pendant de longues heures. Pour ce qui est du dépôt (de Toul), il est trop éloigné des moyens de communication: après que les ouvriers sont exténués par un interminable voyage, ils doivent encore faire 3 km à pied pour gagner leurs baraquements, alors que souvent ils arrivent au milieu de la nuit. Ce dépôt fut longtemps fermé à tout contrôle, aussi bien français que polonais et resta jusqu'à maintenant dépourvu des conditions d'hygiène* » **Czeslaw Kaczmarek, L'émigration polonaise 1928, p135)** Cette dernière remarque laisserait supposer que le contrôle et l'accueil à Toul conservaient un caractère essentiellement privé.

logne contre 43 seulement selon les résultats du recensement. La municipalité en dénombrait de son côté 195 en décembre 1920! Combien sont réellement présents, c'est difficile à dire. [32]

Pour ceux dont nous avons la provenance, une étude des lieux d'origine fait apparaître qu'ils viennent principalement de la région de Kalisz, sur la rivière Prosna.



C'était une petite ville de 50 000 habitants à l'époque, spécialisée dans la petite manufacture de cuir et de tissage. Sans entrer dans le détail de la structure de cette première petite colonie polonaise de Jarny, notons que ce sont surtout des jeunes hommes, célibataires, mineurs pour la plupart qui sont alors recensés. Disons aussi qu'ils ont alors davantage le profil des Italiens d'avant guerre, quant à leur distribution par âge et état matrimonial. Plus qu'une présentation détaillée par nation d'origine, compte tenu du caractère extrêmement douteux des chiffres, nous avons choisi de donner quelques éléments rapides de comparaison entre les diverses populations recensées au lendemain de la guerre à Jarny.

Différences et points communs entre populations françaises et étrangères:

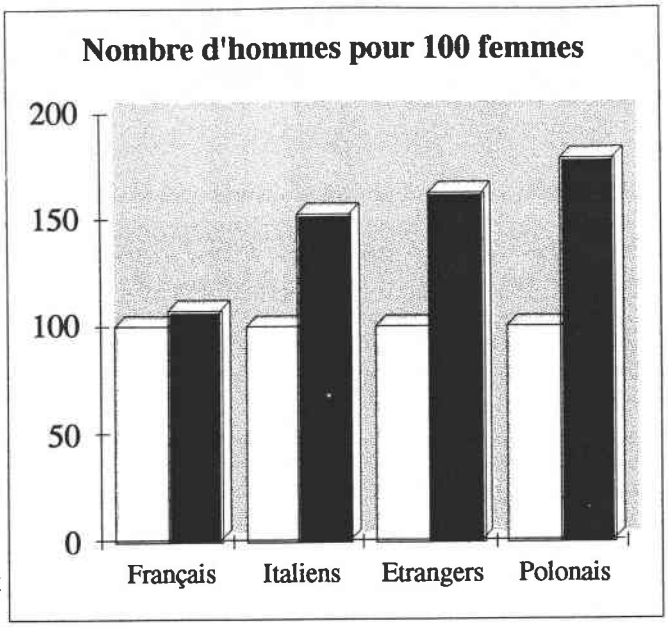
Avant de présenter succinctement les différences entre les divers éléments ethniques Jarny, rappelons que s'établissent dans la cité des populations principalement ouvrières et que cela donne déjà la tonalité générale dans laquelle s'inscrivent ces différences. Cette tonalité générale, (caractérisant la première arrivée des travailleurs des mines et du chemin de fer) est marquée par la jeunesse, la fréquence du célibat et la forte masculinité des populations. En présentant ces nouveaux étrangers, il ne peut s'agir que de situations fragiles et changeantes. Quelle peut être du reste la référence ? Le groupe français ? Ou l'ancienne population d'avant guerre? Ou la population régionale, nationale?

Une masculinité différente et révélatrice du degré d'implantation:

Un simple calcul des taux de masculinité donne, même superficiellement, un aperçu du caractère différent de cette émigration multiforme. Ainsi on trouve 152 Italiens pour 100 Italiennes, 162 étrangers pour 100 étrangères, 178 Polonais pour 100 Polonaises. On est loin des 107 Français

32- Songeons par exemple, qu'à l'échelle du département, les Polonais étaient 12723 selon les sources françaises de 1926 mais 16093 selon les sources polonaises !

pour 100 Françaises dénombrés en 1921. Pour expliquer ce constat, on songe à une remarque de G.Mauco: «*Plus les immigrés d'une nationalité se livraient à des travaux pénibles, plus le nombre des femmes était réduits... .*»[33] Pour les populations adultes, les effectifs montrent que le déséquilibre est encore plus grand entre les deux sexes:dans cette tranche d'âge, la part de la population masculine étrangère s'élève au deux tiers . (En fait c'est souvent la part des fillette et jeunes filles qui infléchit les taux globaux de masculinité). Il va falloir attendre, soit les regroupements familiaux, soit que grandissent sur place les jeunes filles pour que les taux de masculinité s'équilibrent: «*Les migrations de masse... ne produisent aucun changement durable sur la carte du peuplement et sur la répartition des races, si la part de l'élément féminin est inexistante ou insuffisante. Les femmes sont l'élément conservateur et stabilisateur qui fixe au sol nouveau les races déplacées .*» [34]



1921	Français	‰	Italiens	%	Belges	%	Polonais	%	Etrangers	%	Total	%
POPULATION TOTALE												
0-19	1242	367	209	421	6	222	15	349	38	225	1510	367
20-59	1977	585	279	561	18	667	28	651	127	751	2429	590
> 60	163	48	9	18	3	111	0	0	4	24	179	43
Total	3382	1000	497	1000	27	1000	43	1000	169	1000	4118	1000
HOMMES												
0-19	620	500	103	493	1	167	8	533	21	553	753	500
20-59	1054	534	191	685	13	722	19	679	80	630	1357	559
> 60	69	423	6	667	1	333	0	0	3	750	79	441
Total	1743	516	300	604	15	556	27	628	104	615	2189	532
FEMMES												
0-19	619	500	106	507	5	833	7	467	17	447	754	500
20-59	921	466	88	315	5	278	9	321	47	370	1070	441
> 60	94	577	3	333	2	667	0	0	1	250	100	559
Total	1634	484	197	396	12	444	16	372	65	385	1924	468

La structure par âge

Comme nous l'avions précédemment souligné pour la présentation des populations d'avant guerre selon l'âge, les sexes, l'activité et l'origine, les comparaisons sont difficiles entre groupes nationaux. Le poids de chaque élément varie par trop en fonction des autres critères. Ainsi comment interpréter la part des moins de 20 ans chez les Français et chez les Italiens? On est surpris de trouver respectivement 36,7 % et 42 % . Cela pourrait être interprété comme un signe d'une plus grande implantation familiale, comme on la constate dans les autres groupes étrangers. Or il n'en est rien. Surtout, nous constatons la grande différence du nombre et du poids des personnes âgées dans la population étrangère totale. Analysé par nation d'origine, ce faible nombre des étrangers et étrangères de plus de 60 ans témoigne et confirme une nouvelle fois le caractère jeune et "déraciné" des popula-

33 et 34- G.MAUCO, op.cité

tions venues travailler à Jarny. Pourtant, un changement semble se dessiner pour les Italiens avec quelques premiers signes d'une émigration plus familiale: des enfants plus nombreux et des plus de 60 ans qui ont plus que doublé.(en 1921, 2 % des hommes et 1,5 % des femmes ont plus de 60 ans) A l'inverse, le plus vieux polonais a 53 ans et la Polonaise la plus âgée a 42 ans! On quitte la Pologne, seul souvent, parfois déjà marié comme nous l'avons souligné, rarement jeune homme ou jeune fille, avec des parents âgés.

Un célibat encore nettement marqué

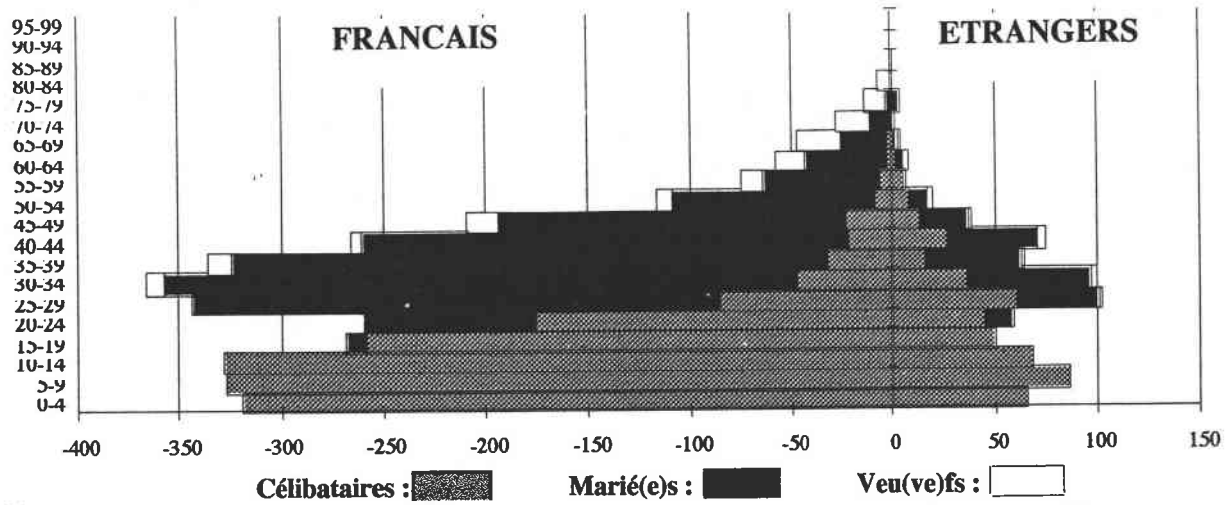
Pour étudier l'état matrimonial selon les pays d'origine on ne peut s'arrêter aux chiffres bruts et globaux qui laissent apparaître une grande différence selon les origines. Ainsi, globalement, 48 % seulement des Français sont célibataires quand respectivement 66 % des Italiens, 67 % des Polonais et 59 % des étrangers restants le sont. Ici aussi l'effet d'âge joue puisque les parts respectives des moins de 20 ans ne sont pas toutes du même ordre comme le montre le tableau ci-contre. Sur 100 individus, on compte 42 Italiens de moins de 20 ans et 56 adultes contre 36 Français de moins de 20 ans et 58 âgés de 20 à 59 ans. Pour l'étude du célibat, observons les adultes. Sur 100 adultes de 20 à 59 ans, la part des célibataires est respectivement de 20 pour les Français, 42 pour les Italiens et 50 pour les Polonais et tous les autres étrangers. On peut donc avancer que les étrangers adultes sont deux fois plus souvent célibataires que les Français dans la tranche d'âge des 20-59 ans. Comment l'expliquer sinon en répétant ce qui est bien connu pour les Polonais:«...*Les émigrants venant de Pologne, à cause de la cherté des transports, laissaient ordinairement au pays leurs familles ou une partie de leurs familles; souvent même, les célibataires ou les petites familles pouvaient seuls supporter les frais de voyage...* » [35]

Total	Cél.	Mar.	Veu.	Cél.	Mar.	Veu.	Cél.	Mar.	Veu.
1921		Ensemble			Français			Etrangers	
0-19	1500	10	0	1232	10	0	268	0	0
20-24	220	97		176	83	0	44	14	0
25-29	146	297	2	86	257	1	60	40	1
30-34	84	369	12	48	309	9	36	60	3
35-39	49	337	13	33	291	12	16	46	1
40-44	48	282	10	22	238	6	26	44	4
45-49	36	194	17	23	171	15	13	23	2
50-54	17	109	10	9	100	8	8	9	2
55-59	11	59	11	6	58	11	5	1	0
>60	6	87	77	5	78	71	1	9	6
total	2117	1841	152	1640	1595	133	477	246	19
0-19	1500	10	0	1232	10	0	268	0	0
20-59	611	1744	75	403	1507	62	208	237	13
>60	6	87	77	5	78	71	1	9	6
Répartitionen % par groupe d'âges selon l'état matrimonial									
0-19	99,3	0,7	0	99,2	0,8	0	100	0	0
20-59	25,1	71,8	3,1	20,4	76,4	3,1	45,4	51,7	2,8
>60	3,5	51,2	45,3	3,2	50,6	46,1	6,3	56,3	37,5
Répartition en % par état matrimonial selon les groupes d'âges									
0-19	70,9	0,5	0	75,1	0,6	0	56,2	0	0
20-59	28,9	94,7	49,3	24,6	94,5	46,6	43,6	96,3	68,4
>60	0,3	4,7	50,7	0,3	4,9	53,4	0,2	3,7	31,6

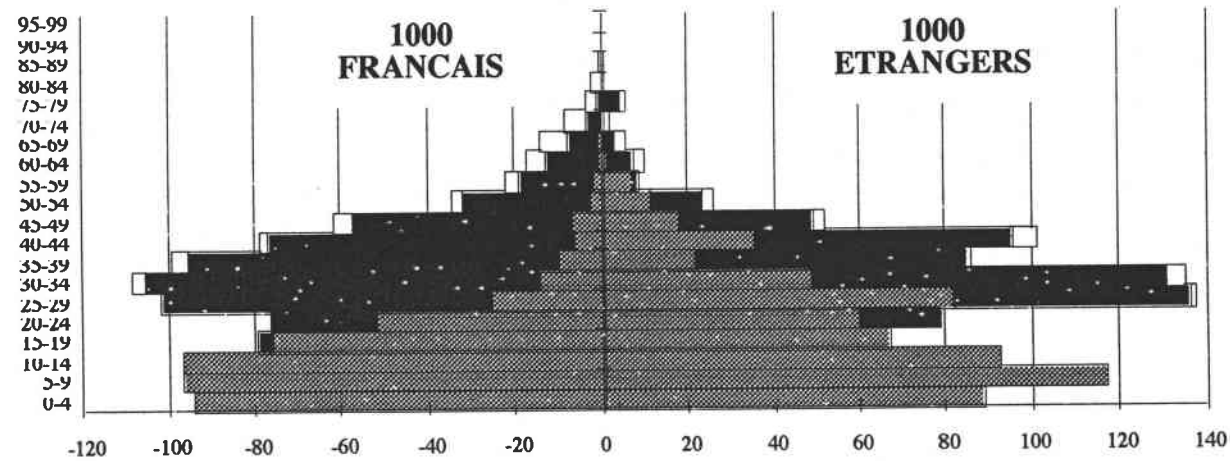
Voici deux graphiques: le premier présente la distribution des populations réellement observées et le second, la distribution des populations ramenées chacune à 1000, Français d'un côté, étrangers de l'autre Sur celui-ci, on constate que la part des adultes est proportionnellement plus forte chez les étrangers, que les vieux sont peu nombreux, et surtout que le poids des célibataires est élevé. Le phénomène ce prolonge d'ailleurs tard dans la vie des étrangers quelle que soit leur origine.

35- Czeslaw Kaczmarek, L'émigration polonaise 1928, p135

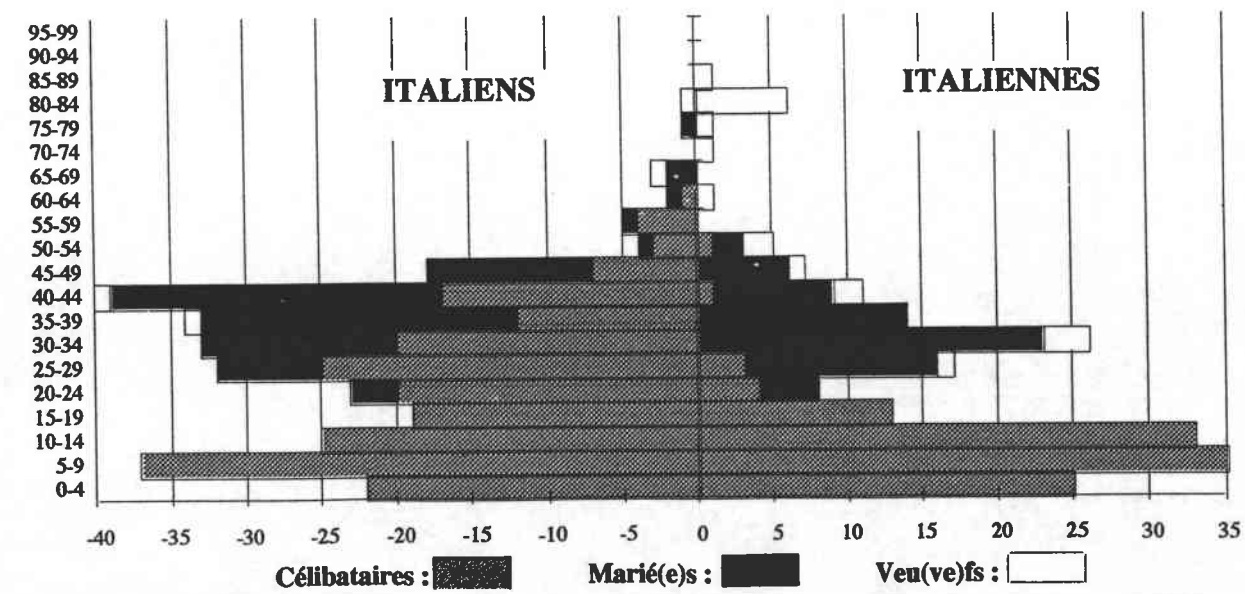
Distribution des Population française et étrangère selon l'Etat matrimonial et les groupes d'âges.
(données brutes)



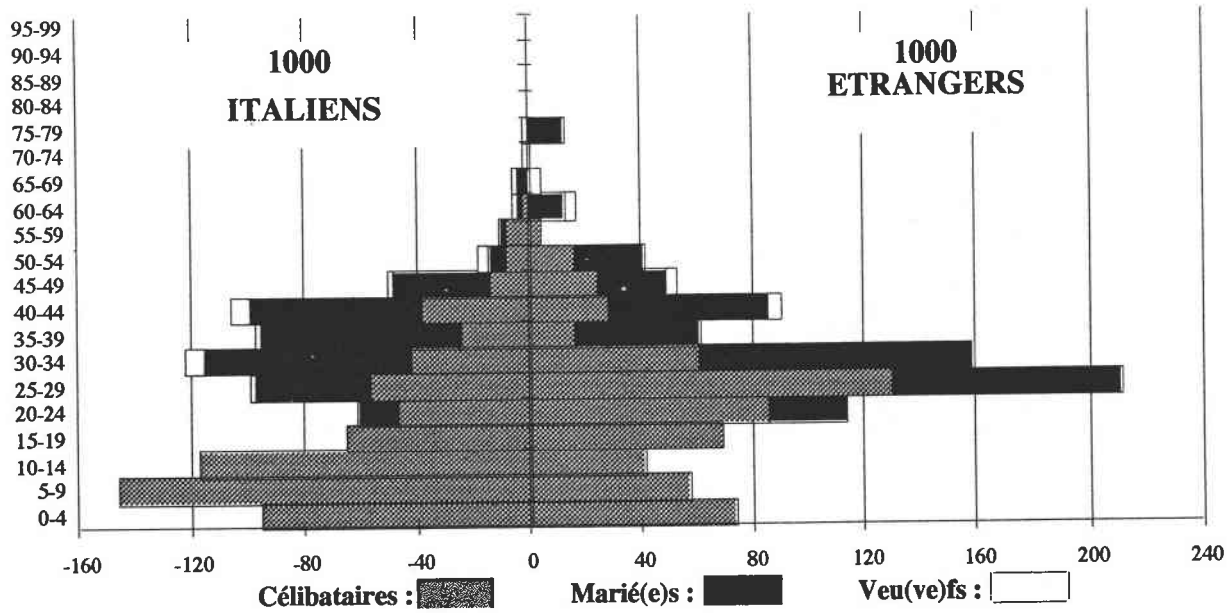
Distribution des Population française et étrangère selon l'Etat matrimonial et les groupes d'âges.
(pour 1000 individus dans chaque cas)



Voici ensuite la pyramide des âges des Italiens. Dans la distribution des Italiens et des Italiennes, subsistent plusieurs traits déjà décrits dans la première partie de notre étude. Le nombre d'hommes, célibataires reste très élevé; les mariés sont plus nombreux et une émigration plus fami-



liale est apparue, mais cela ne suffit pas à bouleverser la situation. Nous constatons aussi que les veuves sont nombreuses et et que beaucoup sont jeunes jeunes.



Pourtant, si l'on compare (pyramide ci-dessus, avec des données réduites) la structure des autres populations étrangères dénombrées à Jarny et celle des Italiens, on peut constater que ces phénomènes de jeunesse, de célibat, d'isolement, etc sont encore plus nettement accentués parmi les nouveau-venus. Pour les Polonais on se reportera au tableau ci-contre.

Polonais	Cél.	Mar.	Cél.	Mar.	Cél.	Mar.
1921	total		Hommes		Femmes	
total	39	25	27	13	12	12
0-19	20	0	10	0	10	0
20-59	19	25	17	13	2	12
Répartition en % par groupe d'âges selon l'état matrimonial						
0-19	100	0	100	0	100	0
20-59	43,2	56,8	56,7	43,3	14,3	85,7
Répartition en % par état matrimonial selon les groupes d'âges						
0-19	51,3	0	37,0	0	83,3	0,0
20-59	48,7	100	63,0	100	16,7	100

Qu'il s'agisse de Français ou d'Italiens, les veufs et veuves représentent 5 % environ de la population. Chiffre important à mettre en rapport avec la part assez faible des plus âgés! Ajoutons que pour l'ensemble de ces populations dénombrées, les remarques faites sur les effets de la guerre sur le veuvage ne s'appliquent pas seulement aux Français. Chez ces derniers, 46% des veufs ont moins de 60 ans; pour les Italiens c'est trois veufs sur quatre qui sont âgés de moins de 60 ans.Pour les autres nationalités présentes, la part des veuf(ve)s est insignifiante (autre marque de implantation faible). Les veufs et veuves sont souvent venu(e)s (quelque soit leur nationalité) en accompagnant un fils ou un gendre et résident sous le toit de celui-ci: (C'est la forme ancienne de l'assistance aux personnes âgées !). Quant aux jeunes veuves, certaines sont seules, toutes sont actives, principalement comme ouvrières ou employées de service.

Une activité différente:

La part respective des actifs et inactifs varie notablement selon l'origine. On le sait: les

villes industrielles accueillent des populations ouvrières, venues d'horizons divers, pour s'embaucher dans les mines. La part des actifs dans la population, varie d'ailleurs selon la durée d'implantation. Rares sont les jeunes isolés venus de très loin.C'est parmi la population de souche française que nous trouvons proportionnellement le plus d'actifs de moins de 20 ans : l'émigration familiale étrangère est encore trop faible et les couples venus trop jeunes pour que les adolescents se retrouvent nombreux dans la population active. L'activité commence généralement plus tôt chez les populations les plus stables, et c'est aussi chez elles qu'elle se poursuit le plus longtemps. A l'inverse, les populations mobiles sont souvent des populations d'âge adulte. C'est ainsi qu' on remarque une disproportion entre actifs français et actifs étrangers selon les âges dans le tableau ci-dessous: les étrangers de moins de 20 ans et de plus de 60 sont rarement actifs ; cela tient à la structure même de ces populations, à leur mobilité et à leur jeunesse.

1921	Français	‰	Italiens	%	Belges	%	Polonais	%	Etrangers	%	Total	%
ACTIFS												
0-19	159	12	18	8	0	0	2	9	5	5	184	11
20-59	1165	85	206	90	15	100	21	91	90	93	1497	86
> 60	53	4	6	3	0	0	0	0	2	2	61	4
Total	1377	79	230	13	15	1	23	1	97	6	1742	
INACTIFS												
0-19	1083	54	191	72	6	50	13	65	33	46	1326	56
20-59	812	40	73	27	3	25	7	35	37	51	932	39
> 60	110	5	3	1	3	25	0	0	2	3	118	5
Total	2005	84	267	11	12	1	20	1	72	3	2376	

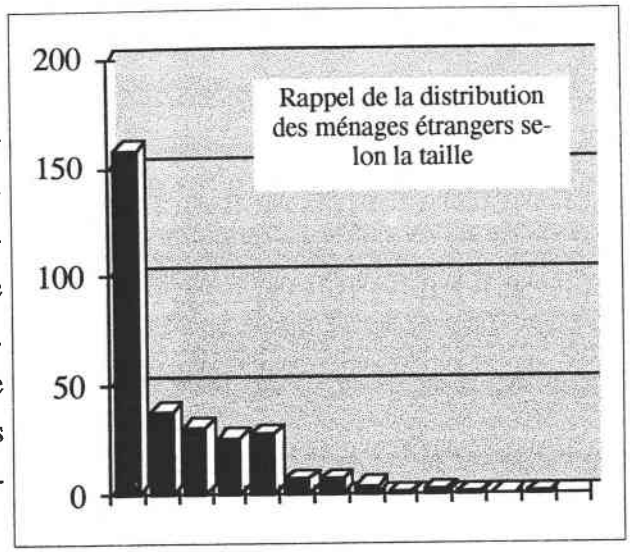
Chez les actifs, la part respective des Français (79 %) est moins forte que dans la population totale (81 %), en dépit de l'embauche massive de nationaux dans les chemins de fer après la loi des 8 h en 1919. Réciproquement, 84 % des inactifs sont d'origine française (effet d'âge pour des jeunes français nombreux). Globalement on relève que 21 % des actifs sont étrangers, et que 16 % seulement des inactifs sont étrangers. L'analyse par groupes d'âge montre qu'entre 20 et 50 ans la tendance à la suractivité des étrangers est encore plus manifeste : 76 % des actifs français ont entre 20 et 50 ans tandis que 81 % des étrangers actifs se retrouvent dans cette tranche d'âges. Comme les "ménages" étrangers sont encore faiblement implantés , il est logique de ne rencontrer que des populations étrangères jeunes, souvent célibataires et, dans le cas présent, travaillant jusqu'à 90 % de l'effectif des individus d'âge adulte. En effet, la motivation principale de l'immigration demeure au lendemain de la guerre, la recherche d'un emploi. (On note ainsi 5 actives sur 24 Polonaises et 32 actifs sur 40 Polonais présents)

Pour conclure, nous ajouterons que la femme française, femme de cheminot ou femme de mineur, reste au foyer assez fréquemment ; dispensée de travail par la venue des étrangers , elle consacre son temps à son ménage.

Les ménages étrangers sont réduits

L'étude de la taille des ménages résulte des différents phénomènes que nous venons de retracer. Nous avons déjà présenté les ménages d'origine française. Dans l'ensemble, ils sont de petite taille . Nous avons signalé que les célibataires étaient aussi nombreux que les couples avec un enfant

ou sans enfant. Les couples avec deux enfants sont aussi bien représentés (environ 16 %). Dans les ménages étrangers, la part des isolés, même si leur nombre reste encore restreint en 1921, est caractéristique d'une population mal implantée familialement. La part prépondérante des ménages à une seule personne se retrouve dans tous les groupes. On peut supposer qu'une partie des couples d'âge adulte a laissé quelques enfants, adolescents, dans la région d'origine où ils s'employaient en attendant de rejoindre leur famille.



L'implantation viendra progressivement (politique d'émigration familiale) et, comme nous aurons l'occasion de le souligner, à un rythme très différent selon la nationalité et avec une part très variable de mariages mixtes. Ce sera alors l'occasion de vérifier en quoi l'implantation familiale est le meilleur repère de la stabilisation et de cohésion dans le corps d'accueil: «*Celui qui fonde un foyer se fixe en un lieu, y forme une association en voie d'accroissement. Il se stabilise, s'attache au milieu ambiant et travaille davantage pour faire vivre sa famille. Ici, les intérêts économiques se trouvent conformes aux intérêts moraux et sociaux* ». [36] Adoptant son rythme de vie, mais déteignant aussi sur lui dans un creuset enrichi des apports réciproques, l'étranger qui s'installe, se fond dans le corps social et le modèle. Ce passage est parfois ressenti comme un arrachement: «*Si les rapports de travail et si le contexte changent, les générations qui ont à vivre les ruptures avec l'ordre ancien, traversent des crises d'habitus, lourdes de conséquences.* » [37] De la volonté ou de la capacité à le vivre dépendent l' enracinement ou le retour. Mais cette mue collective qui donne à la cité ses caractères propres, se nourrit essentiellement de ces apports les plus stables et oublie les rejets, les greffes qui n'ont pas su ou voulu prendre.

36- G.MAUCO "Les Etrangers en France"
37- Alban Beura, Génèses N°9 p161

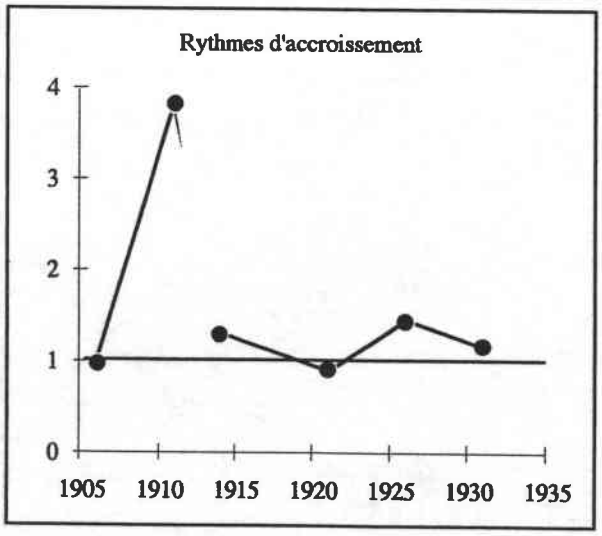
- Les fluctuations démographiques des années vingt, reflets de la conjoncture.

La population connaît un nouvel essor dans les années vingt.

Pour mesurer l'évolution de la population dans les années vingt, nous avons utilisé les listes nominatives des dénombrements quinquennaux et les registres d'état civil qui nous ont permis de comptabiliser les naissances, mariages et décès. Nous n'avons pas utilisé systématiquement toutes les informations contenues dans ces sources. Nous nous sommes limités à décompter les divers actes pour mesurer les rythmes mensuels, hebdomadaires et annuels des naissances, décès, mariages, puis les lieux de naissances et de résidence des époux et de leurs parents, ainsi que leurs métiers. Nous n'avons donc pas mené une étude complète des structures de la parenté, nous limitant à approcher l'étude de la mobilité géographique et sociale. Nous avons, en particulier, cherché à mener des comparaisons entre les situations d'avant guerre et celle de la période 1919-1931.

A partir des trois recensements de 1921, 1926 et 1931, nous constatons que l'accroissement de population a repris durant cette période. Le nombre de Jarnysiens passe en effet de 4411 en 1921 à 7 210 en 1931 soit une croissance de 74%. Pourtant, entre ces deux dates, le développement est un peu moins linéaire et surtout moins dynamique qu'avant guerre. C'est ce que montre le graphique ci-contre. Cela peut surprendre si l'on a en tête l'idée d'un âge d'or d'avant guerre, marqué par une croissance générale sans accroc. Or l'évolution a été parfois plus chaotique que l'image quelque peu mythifiée qu'en gardent les acteurs. Il semblerait pourtant logique de ne retenir dans un premier temps que l'augmentation importante de population entre 1919 et 1931. Et delà reconnaître comme le fruit d'une relance de l'activité économique, d'une prospérité retrouvée pour cette période. La construction immobilière est en plein essor (423 maisons en 1911, 790 en 1926 et 828 en 1931) et Jarny est désormais une ville au plein sens du terme.[38] La ville nourrit désormais son propre développement par des activités indirectes, commerciales ou artisanales, moins sen-

	Population	Accroissement	Coeff
1906	890		1,0
1911	3411	2521	3,8
1914	4500 ?	1089 ?	1,3 ?
1921	4147	-353 ?	0,9 ?
1926	6065	1918	1,5
1931	7214	1149	1,2

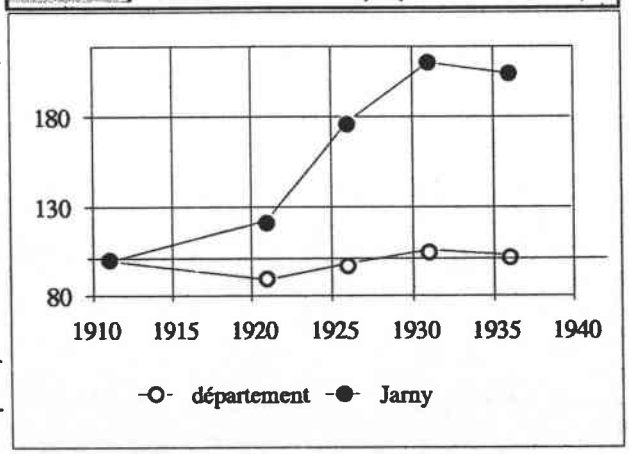


38- Avec une densité de population communale qui passe d'environ 50 à 467 hab / km2, la communauté prend de plus en plus définitivement l'aspect d'une petite ville qui allonge ses tentacules sans véritable plan d'urbanisme encore, le long des axes principaux.

sibles aux fluctuations parfois brutales de la conjoncture industrielle, de l'activité des mines en particulier. C'est que la période n'est pas aussi harmonieuse dans son développement que l'examen brut des chiffres de départ et d'arrivée le laisserait paraître. Pour quelles raisons ? A toute forte augmentation de la demande industrielle correspond l'appel à de nouveaux bras. A tout ralentissement, voire à toute stagnation de la production, correspondent à l'inverse des fléchissements dans la demande de main d'oeuvre, que limitent toutefois les activités annexes propres à la ville. Et, à côté des facteurs extérieurs, facteurs dépendants de la conjoncture globale et qui nous semblent déterminants, d'autres, moins apparents, plus délicats à déceler, ne doivent pas être négligés. Ce sont ceux qui dépendent de la structure, de la composition interne de la population qui se rassemble autour des puits de mine, de la gare ou du dépôt de la Cie de l'Est : ils jouent aussi leur rôle dans les rythmes de la croissance démographique de la ville.

Si les explications les plus simples suffisent pour les grandes crises, il semble plus difficile d'interpréter les vicissitudes de l'économie locale de l'après guerre.Le climat a changé. La guerre avait donné, dans sa préparation, un formidable élan à la sidérurgie. L'appel à une population toujours plus nombreuse et variée s'était brutalement interrompu en 1914. Avec l'occupation, le sang versé, les destructions, la guerre avait ensuite vidé les lieux des hommes naguère rassemblés, comme nous le rappelle Claude Prêcheur: «*Les hostilités (14-18) avaient amené la dispersion des ouvriers et l'effondrement de la production. Les Allemands parvinrent à redresser la situation en 1917 et c'est en fait après la guerre que les conséquences furent les plus sensibles.* »[39] Dans l'immédiat après guerre de 1914-1918, cette situation a commencé de préoccuper l'opinion quand elle a mesuré l'importance des pertes directes ou non, dûes à la guerre:"*Il n'y a pas 15 000 mineurs fin 1918 et, les années 1921 et 1923 sont encore traversées de crises dues à l'insuffisance des livraisons germaniques de coke d'où dépression minière, donc dans l'emploi d'une main d'œuvre d'ailleurs difficile à trouver* .»[40] Après guerre, dans le département (mais pas spécialement dans l'arrondissement de Briey, ni à Jarny comme le tableau le montre) la population a baissé de 12 %. Ce déclin s'explique par les ruines, la paralysie des industries, l'absence de solution immédiate à l'héritage juridique et administratif des Allemands pour la Moselle et la Meurthe-et-Moselle occupées; ce déclin est aussi lié à la désertion des campagnes qui se pour-

	Meurthe-et-Moselle			Jarny		
	base			base		
1875-76	404609	72	Coeff			Coeff
1906			x	890	26	x
1911	564704	100		3411	100	3,83
1921	503810	89	0,89	4147	122	1,22
1926	552087	98	1,10	6055	178	1,46
1931	592632	105	1,07	7214	211	1,19
1936	576041	102	0,97	7010	206	0,97



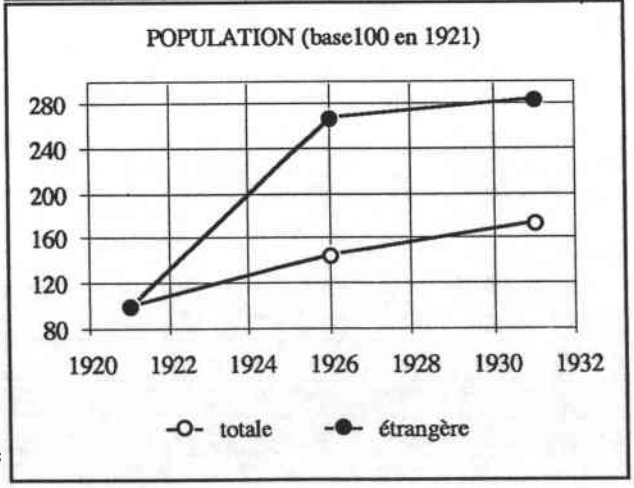
39- C.Prêcheur, op. cité
40- C.Prêcheur, op. cité

suit et gagne les villages du bassin du fer. [41] Ces remarques, vérifiées pour les campagnes entourant Jarny (cf chapitre précédent), ne s'appliquent évidemment pas à la cité minière et cheminote. Ici, pour la reconstruction, il faut des centaines de nouveaux cheminots et ouvriers mineurs. Voilà pourquoi, anormalement, l'arrondissement de Briey paraît démographiquement moins touché que le département, et même en progression après la guerre: les mines et les cités ouvrières nées autour des puits, reprennent rapidement vie comme le tableau ci-contre le montre. Ces causes économiques qui déterminent les variations des effectifs recensés, se répercutent sur la courbe de population. Celle-ci constitue ainsi un bon indicateur général de la conjoncture. Pourtant, l'examen des phénomènes démographiques locaux est difficile, car il faudrait tenir compte des éléments structurels (âges, célibat, etc) qui nous échappent souvent dans le détail pour les périodes intercensitaires.

JARNY	1921	%	1926	%	1931	%
Population	**4147**		**6055**		**7214**	
dont Etrangers	*689*	*17*	*1847*	*31*	*1963*	*27*
Agglomérée	**2656**		**3743**		**4696**	
dont Etrangers	*249*	*9,4*	*372*	*9,9*	*487*	*10*
Ecart	**1476**		**2368**		**2518**	
dont Etrangers	*440*	*30*	*1475*	*62*	*1476*	*59*
Maisons	559		790		836	
Ménages	1386		1800		2003	
Taille moyenne	3,0		3,4		3,6	
Taux occupation	7,4		7,7		8,6	

Les hausses de population d'avant guerre s'expliquaient par l'irruption de l'industrie et des transports dans un ancien cadre rural. La reconstruction va entraîner des hausses de même nature. Pourtant sur l'ensemble de la période, l'évolution n'est pas tout à fait homogène. On note jusqu'en 1926 une accélération des flux d'arrivée, (ils ne dépassent cependant jamais le rythme d'avant 1914). Ensuite la croissance est plus lente. Dans le détail, on remarque que ces rythmes sont très différents selon les origines nationales et les lieux d'embauche. Ainsi l'évolutions comparée par nationalité(base 100 en 1921) montre un accroissement plus rapide pour les étrangers. On note aussi que la population agglomérée autour de la gare et de l'ancien village, population surtout française, croît moins rapidement que celle des cités minières de la périphérie, plutôt composée d'étrangers (cf. tableaux ci-contre).

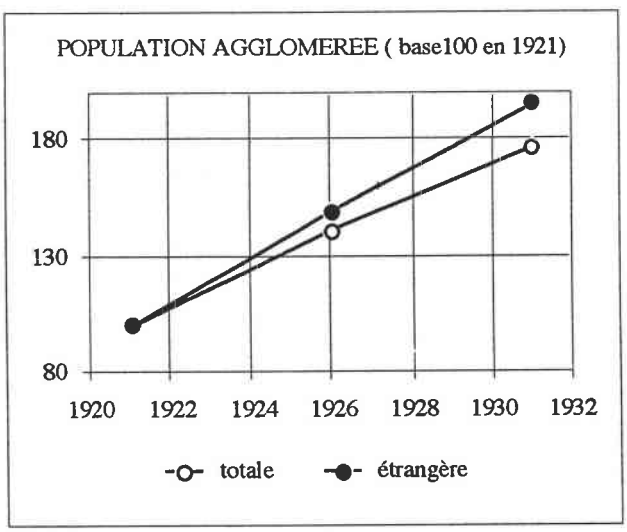
Evolution, bases 100 en 1921	1921	1926	1931
Population	100	146	174
dont Etrangers	*100*	*268*	*285*
Agglomérée	100	141	177
dont Etrangers	*100*	*149*	*196*
Dispersée	100	160	171
dont Etrangers	*100*	*335*	*335*
Maisons	100	141	150
Ménages	100	130	145
Taille moyenne des ménages	100	112	120
Taux d'occupation des maison	100	103	116

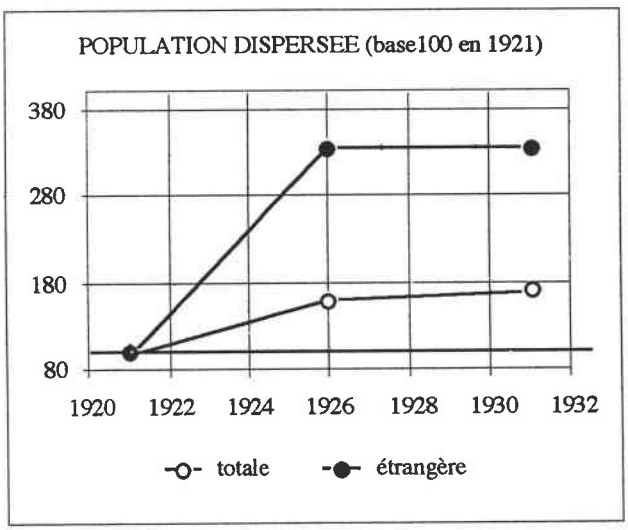


La conjoncture industrielle avant la crise

41- Certes,"...*la Meurthe-et-Moselle représente (...) la situation moyenne française : désertion des campagnes et croissance urbaine. Le nombre des villages de moins de 100 augmentent et ce sont des villageois âgés. Décadence des vignobles, passage de la culture à l'élevage laitier, par suite de la rareté des ouvriers agricoles, justifient cette réduction du nombre des actifs : les machines suppléent l'homme, mais les gros exploitants finissent par manquer de main d'œuvre. La vie à la ville et dans l'industrie est tentante* ". **(Géographie Lorraine 1938)**

de 1931, est d'abord marquée par la difficulté d'approvisionnement en coke, (selon C.Prêcheur), puis par la mévente du fer due à la surévaluation du franc comme l'indique le préfet, le 12 décembre 1927, dans un bref compte-rendu au secrétaire général du ministère de l'intérieur: «... *la raréfaction des commandes dont on souffre depuis plusieurs mois, la diminution des exportations qui ne va pas manquer de découler de la hausse rapide du franc...* »[42] C'est cette conjoncture défavorable régionalement qui explique le fléchissement des flux d'entrée de population. A la fin des années vingt, on note un ralentissement des entrées d'étrangers, ralentissement sensible dans les quartiers de la périphérie, comme le montrent le tableau et les graphiques. L'étude de la composition par nationalités présente l' intérêt de dévoiler des disparités cachées. Il faudrait mieux connaître les départs que nous ne mesurons qu'imparfaitement en dehors des mesures d'expulsion . Décidés dans un climat assez tendu, amplifiés par la presse de l'époque, ces départs forcés s'ajoutent au traditionnel mouvement de retour des étrangers, qui passe souvent inaperçu, faute d'enregistrement.





Derrière l'aridité des chiffres se manifeste ainsi un peu de la vie de la cité, avec ses élans et ses retenues, qui rythment les années d'activité et d'ouverture, comme les années de crise; chaque fluctuation amplifie les phénomènes complexes que chacun entrevoit : non, la population jarnysienne n'est pas encore une et homogène. Les zigzags de son histoire prouvent que les secteurs les moins soudés dans le creuset de la langue, de la culture, de la vie en cité ouvrière, sont aussi les plus fragiles encas de crise. Les comportements démographiques, nationaux et étrangers ne peuvent s'expliquer en dehors de ce cadre changeant.

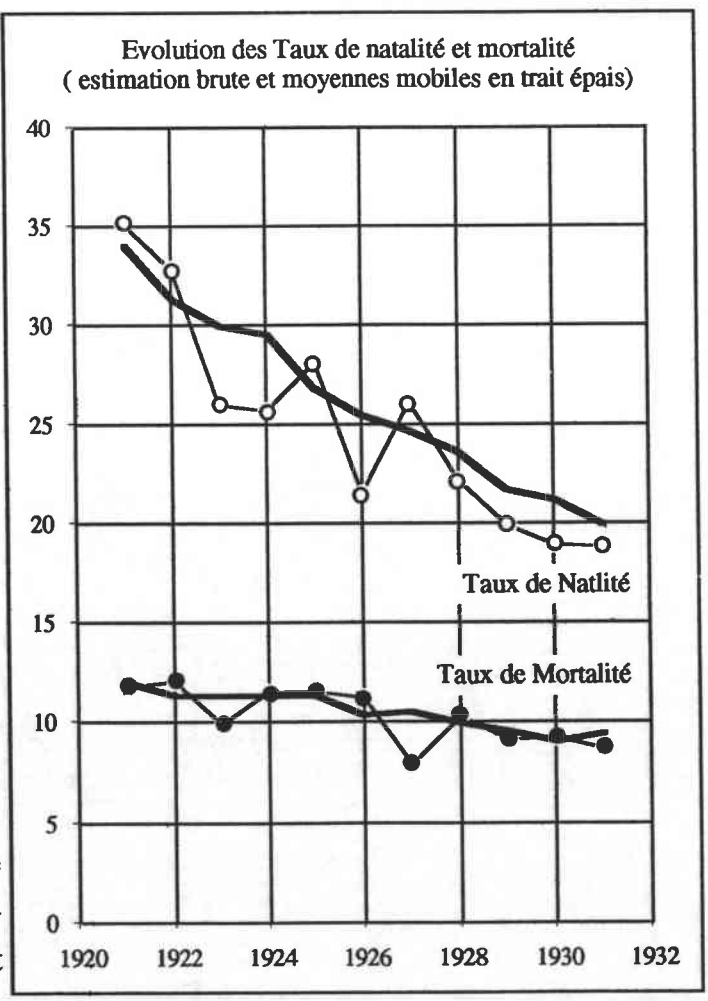
Solde naturel, population constante, arrivées et départs:

Tout accroissement de la population est en principe égal à l'accroissement naturel augmenté du solde migratoire. Or, en l'absence de relevés réguliers et précis des entrées et sorties année après année, nous ne pouvons qu'évaluer le solde migratoire en le comparant à chaque recensement avec l'accroissement naturel. Ce dernier, nous le connaissons: c'est la différence entre les naissances et les

42- AD M&M 10 M 39

	Nés	Morts	Solde Naturel	Population Recensée	Solde Migratoire	Population théorique	Solde Naturel	Solde Migratoire	Taux Natalité	Taux Mortalité	Taux Accroissement	Moy mobile	Moy mobile
			SN	PR	SM/5	PR+SN+SM/5	SN	SM	TN	TM	TA		
									théorique				
1918	0	0	0										
1919	32	56	-24									TN	TM
1920	178	70	108										
1921	146	49	97	**4147**		**4147**			**35,2**	**11,8**	**23,4**	34,0	12,0
1922	149	55	94		301	4542			32,8	12,1	20,7	31,3	11,3
1923	128	49	79		301	4922			26,0	10,0	16,1	29,9	11,3
1924	136	61	75		301	5297			25,7	11,5	14,2	29,6	11,4
1925	160	66	94		301	5692			28,1	11,6	16,5	26,8	11,3
1926	130	68	62	**6055**	301	**6055**	**404**	**1504**	**21,5**	**11,2**	**10,2**	25,5	10,4
1927	165	50	115		151	6321		**78,8**	26,1	7,9	18,2	24,7	10,5
1928	145	68	77		151	6548			22,1	10,4	11,8	23,6	10,1
1929	135	62	73		151	6772			19,9	9,2	10,8	21,7	9,6
1930	133	65	68		151	6990			19,0	9,3	9,7	21,2	9,1
1931	136	63	73	**7214**	150,6	**7214**	**406**	**753**	**18,9**	**8,7**	**10,1**	20,0	9,4
	1773	**782**	**991**					**65,0**					

décès cumulés entre deux recensements. Le tableau ci-dessus est assez hypothétique; les entrées et sorties sont grossièrement évalués. Les ordres de grandeur, indiquent que les taux de natalité et de mortalité, baissent régulièrement. Cependant, ils s'écartent sensiblement des taux habituellement rencontrés. Faut-il admettre que la structure de la population, (marquée notamment par un part importante d'adultes et une faible part d'anciens), ôte beaucoup de significations aux taux bruts? Néanmoins, nous allons tenter de commenter ces données locales.



A part l'année 1919, le solde naturel est largement positif tout au long de la période d'après guerre. L'accroissement naturel, cumulé de 5 en 5 ans est toutefois loin de correspondre à l'accroissement des populations recensées . C'est donc le flux migratoire largement positif qui explique l'accroissement continu de la population ; ce flux est plus intense de 1921 à 1926 (78,8% de l'accroissement total), que de 1926 à 1931 (seulement 65 %). Nous avions déjà noté le ralentissement de la croissance de la population après 1926. On peut préciser qu'il tient

surtout à la baisse de moitié du solde migratoire d'une période intercensitaire à l'autre (de +753 contre + 1504). L'accroissement naturel se maintient en volume (+406 contre +404), mais diminue en proportion passant de 17,9 % à 11,9 %. C'est l'arrivée massive de populations jeunes entre 1921 et 1926 qui a entraîné la forte augmentation des naissances et des mariages alors que dans le même temps, le pourcentage des décès a peu changé. Cette tendance ne dure toutefois guère; mariages et naissances n'augmentent plus et, c'est peut-être un effet du ralentissement des flux migratoires après la guerre. Ajoutons que la combinaison de différents caractères comme la jeunesse, la masculinité, etc, risque de conditionner la vitalité interne de la société, en particulier si de nouveaux apports n'interviennent plus. Chacun sait que la composition d'une population (sexe et âge) influe d'autant plus sur son avenir que cette dernière est fermée. A Jarny où les entrées et sorties demeurent importantes, la structure de la population joue néanmoins un grand rôle dans les comportements démographiques des groupes composant ce milieu instable.

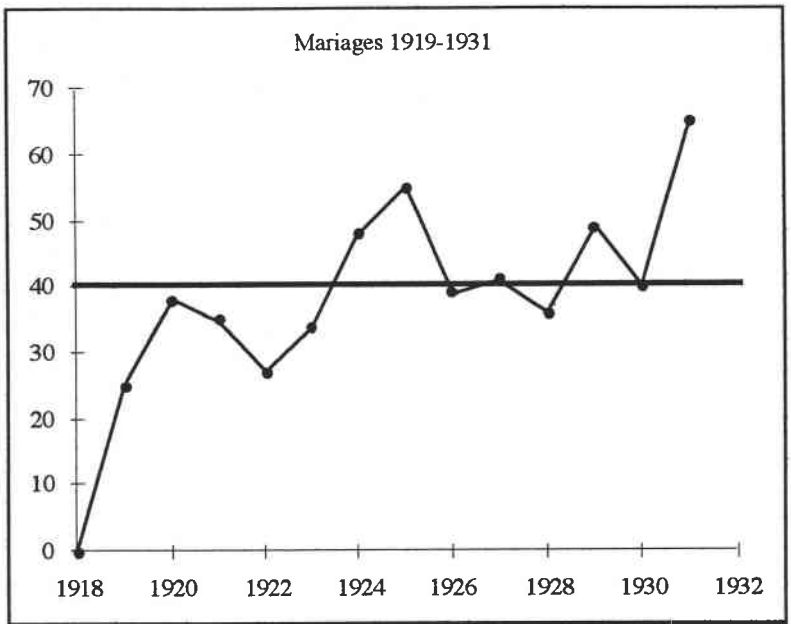
Indépendamment des causes extérieures, (guerres, aléas économiques), la population dans son évolution demeure dépendante de sa propre structure. Tous les facteurs sont en fait étroitement liés: les flux d'arrivants, rythmés par la demande en bras, conservent longtemps des caractères bien spécifiques. En période d'offre de travail, ce sont des populations jeunes (âge moyen des adultes... 34,7 ans), célibataires (pour 51,4 %), masculines (113 Hommes pour 100 Femmes en 1921) qui viennent s'établir. Elle se caractérisent par une faible implantation familiale (20 % des chefs de famille sont des isolés en 1921) quelques soient les origines géographiques. Ces déséquilibres internes en introduisent d'autres comme celui du marché matrimonial. D'autre part, la prépondérance des jeunes se répercute sur la mortalité d'ensemble. A l'inverse, quand le marché du travail se ferme lentement ou au contraire plus brutalement, contraignant la population à des départs forcés, la structure de la population s'en trouve bouleversée. Les déséquilibres anciens s'atténuent et de nouveaux blocages apparaissent avec les départs des célibataires. Le nombre des mariages baisse, celui des ménages stagne et les naissances baissent à leur tour, affaiblissant ainsi la part des jeunes dans la population. Le vieillissement constaté de la population n'est plus tant alors un signe de consolidation de la cité qu'un reflet du caractère fragile de sa population.

C'est à l'étude de ces éléments dans leurs évolutions que nous allons procéder. Tout d'abord nous montrerons brièvement à l'aide des actes d'état civil comment ont évolué les mariages puis les naissances et enfin les décès. Nous tenterons de lier ces phénomènes entre eux et avec ce que nous savons de la conjoncture pour tenter d'en saisir la signification.

Les rythmes annuels des mariages sont difficiles à interpréter:

Pour les 12 années 1919-1931 nous avons relevé 532 mariages à Jarny; soit une moyenne de 40 annuellement environ. Cette moyenne ne peut donner qu'un ordre d'idée le graphique ci-contre montre que le nombre annuel des mariages s'en est presque toujours sensiblement écarté. En observant les données brutes, nous remarquons plusieurs périodes de forte nuptialité : les années 1920-1921 au lendemain de la guerre (paix retrouvée et retour des hommes...), les années 1924-1925 an-

nées de forte arrivée de population liée à la reprise de l'activité économique, et l'année 1931, année charnière de notre présentation et surtout année du début de la crise économique. A l'inverse, l'année 1922 et l'année 1928, signalées comme des années de marasme, voient les mariages diminuer. Ce déterminisme un peu simpliste : la liaison entre nuptialité et activité économique est parfaitement vérifié pour les années de crises majeures comme la guerre. [43] Il l'est plus difficilement dans les années qui suivent. Les facteurs quantitatifs, structurels, psychologiques et les stratégies personnelles se combinent alors, et les difficultés économiques n'expliquent pas toujours les choses! Ainsi l'année 1931, qui est l'année des plus grandes difficultés économiques de l'après guerre [44], est l'année record des mariages de la période. Comment l'expliquer? Les textes nous apprennent que célibataires et étrangers étaient les premières victimes des mesures de licenciements partiels puis définitifs.[45] Face à ces mesures, le réflexe a dû alors jouer de se marier pour remédier à la précarité de la situation des célibataires, puisque, comme nous l'administration le proposera, les hommes mariés étrangers étaient licenciés en derniers . On note ainsi cette année là, que 22 mariages sur les 65 enregistrés sont des mariages entre étrangers ou mixtes, ce qui est le plus fort taux de la décennie.



Mariages	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		Nb
1918													**1918**	**0**
1919		1	1			1	2	2	6	2	3	7	**1919**	**25**
1920	3		2	1	6	4	2	2	4	3	9	2	**1920**	**38**
1921	4	1	3	4	3	2	3	2	4	1	6	2	**1921**	**35**
1922	2	4	1	1	3	1	4	4	3	1	1	2	**1922**	**27**
1923	4	2	3	6	3	1		3	2	3	4	3	**1923**	**34**
1924		3	2	5	3	9	1	6	3	8	2	6	**1924**	**48**
1925	9	6		5	6	5	6	5	2	3	5	3	**1925**	**55**
1926	4	6	1	2	5	5	2	2		9	1	2	**1926**	**39**
1927	5	4	2	3	3		8	2	1	5	2	6	**1927**	**41**
1928		5	1	3	2	1	1	7	4	1	5	6	**1928**	**36**
1929	5	4		2	9	2	5	4	4	1	4	9	**1929**	**49**
1930	1	2	3	4	4	2	3	6	3	6	1	5	**1930**	**40**
1931	4	6	2	12	1	4	7	5	8	10	4	2	**1931**	**65**
Total	**41**	**44**	**21**	**48**	**48**	**37**	**44**	**50**	**44**	**53**	**47**	**55**		**532**
Mariages	**J**	**F**	**M**	**A**	**M**	**J**	**J**	**A**	**S**	**O**	**N**	**D**		
indices	1,3	1,6	0,7	1,6	1,5	1,2	1,4	1,6	1,5	1,7	1,6	1,8		

Cela tend à conforter l'hypothèse avancée plus haut d'une stratégie matrimoniale bousculant le schéma classique du déterminisme économique qui voudrait qu'à chaque crise corresponde une baisse des mariages. Ici la crise a eu l'effet inverse.

43- Entre 1915 et 1918 il n'y a eu aucun mariage.

44- Surtout au troisième trimestre avec un fort ralentissement de l'activité à la mine de Droitaumont

45- Le commissaire spécial de Briey rappelle quels sont les «... *moyens pour éviter le chômage, ...La plupart des firmes engagent des travaux pour éviter les licenciements...Pour les émigrés... les dispositions envisagées... : les célibataires sont éliminés les premiers ; certains ouvriers partent spontanément. Quelques uns sont rapatriés par notre gouvernement et celui d'Italie...Les Français âgés : quelques mises à la retraite...Un certain nombre d'ouvriers sont engagés pour travailler sur les fortifications de Longwy et de la Meuse...Peu d'ouvriers des usines et mines consentent à retourner à la terre* .»(**AD M&M 1Z 79**)

Le choix encore très classique des conjoints

Nous avions déjà montré en examinant la formation des couples recensés dans les années d'avant guerre que la grande majorité des familles françaises étaient constituées avant leur arrivée à Jarny. Elles étaient généralement originaires d'autres lieux. Cette particularité propre aux régions neuves se retrouve après guerre, dans lesquelles le renouvellement de population demeure fort. Ainsi en 1921, on ne compte que six couples réunissant deux Jarnysiens; il n'y a que 37 couples dont l'homme est né à Jarny et 33 dont la femme y est née. Ce qui est fort peu pour un total de 921 couples recensés.

1919-1932 en %		EPOUX Résidant à Jarny				EPOUX Résidant ailleurs				
		né à Jarny	né dans le Canton	né ailleurs	*Total*	né à Jarny	né dans le Canton	né ailleurs	*Total*	*Total*
EPOUSE Résidant à Jarny	née à Jarny	0,7	1,4	4,1	*6,2*	0	0	2,7	*2,7*	**8,9**
	née dans le Canton	1,4	0	4,7	*6,1*	0	0	2,7	*2,7*	**8,8**
	née ailleurs	4,7	3,4	52	*60,1*	0	2	9,5	*11,5*	**71,6**
	Total	*6,8*	*4,8*	*60,8*	*72,4*	*0*	*2*	*14,9*	*16,9*	**89,3**
Résidant ailleurs	née à Jarny	0	0	0	*0*	0	0	0	*0*	**0**
	née dans le Canton	0	0	0	*0*	0	0	0	*0*	**0**
	née ailleurs	0,7	0	10,1	*10,8*	0	0	0	*0*	**10,8**
	Total	*0,7*	*0*	*10,1*	*10,8*	*0*	*0*	*0*	*0*	**10,8**
Total		**7,5**	**4,8**	**70,9**	**83,2**	**0**	**2**	**14,9**	**16,9**	**100**

Pour les unions contractées ensuite sur place (qui ne concernent que très partiellement les couples recensés en 1926 et 1931), que constatons-nous ? D'un point de vue géographique sommaire, il n'y a pas encore de rupture par rapport aux années d'avant guerre. Seulement 7 couples sur 1000 sont homochtones ; et 846 conjoints sur 1000 sont même originaires de communes situées hors du canton. Faut-il s'en étonner? Non, puisque l'immigration a repris . Ajoutons que les retours familiaux après guerre sont surtout le fait des ménages anciens ou déjà en voie d'installation en 1914: leurs enfants devenus jeunes époux, sont nés ailleurs qu'à Jarny. Ce n'est qu'à la troisième génération que leur implantation pourra se confirmer. Par contre on note que la plupart des conjoints (plus de 72%), résident sur place au moment de leur mariage.(83% des époux et 89% des épouses). Cela prouve au moins que les époux se sont fréquemment rencontrés sur place.

ORIGINES DES EPOUX	%
2 époux nés ailleurs	71,6
épouses nées à Jarny	8,8
épouses nées dans le canton	8,8
épouses nées ailleurs	82,4
époux nés à Jarny	7,4
époux nés dans le canton	6,8
époux nés ailleurs	85,8

Des mariages mixtes ou étrangers encore faibles.

Le nombre de mariages mixtes impliquant un Jarnysien ou une Jarnysienne demeure très

faible au lendemain de la guerre : 11 couples mixtes seulement, dont 7 unissent un Italien à une Française (dont 2 seulement nées à Jarny). Sauf pour 4 autres couples mixtes, toutes les unions conclues en 1921 ont eu lieu entre conjoints natifs du même pays. On ne relève aucune exception, selon le recensement de 1921. S'il y a brassage de population, au sens où diverses communautés vivent au même lieu, on ne peut encore parler de melting-pot, ou de "creuset français". Ensuite, il commence à devenir réalité : entre les recensements de 1921 et de 1926 nous constatons une première évolution : en 1921: 12,2 % des couples unis cette année là sont des couples d'étrangers issus du même pays. Parmi eux 68 % sont des Italiens.[46] Les mariages mixtes ne constituent alors, (1,8 % des couples unissant essentiellement des étrangers à des Françaises. Cette proportion n'augmentera que lentement. Le poids variable de ces unions mixtes selon les pays d'origine tient à la part respective de chaque groupe dans l'ensemble (12 % d'Italiens, 8 % de Polonais). Pour les mariages mixtes, les listes nominatives restent toutefois une source fragile. Les actes de mariage donnent la nationalité avec plus de précision mais il faut parfois corriger les lieux de naissance des conjoints. On peut donc considérer comme un minimum les 29 couples mixtes recensés en 1921, parmi lesquels on relevait 19 Italiens et 4 Polonais ayant épousé des Françaises. En effet, si l'on étudie les actes de mariage, on note un doublement des mariages entre étrangers et des mariages mixtes (de 19 à 39 % des unions) pendant la période étudiée. Les mariages entre Italiens étaient les plus nombreux au départ (54 %). Ils diminuent ensuite. Après guerre les mariages entre un Italien et une Française sont deux fois plus nombreux que les unions entre un Français et une Italienne et au début des années trente la tendance s'inverse : 33 % des 144 mariages étrangers ou mixtes sont des mariages entre Français et Italiennes. Faut-il y voir là un effet des générations "classes creuses" de la Grande Guerre qui réduisait déjà le choix des Français ou le simple jeu de "l'amour et du hasard "?

Les Polonais peu nombreux juste après la guerre, n'arrivent en nombre qu'après 1925 et se marient alors surtout entre eux, confirmant l'idée d'une communauté plus repliée sur elle-même que les autres, repli constaté par tous les observateurs de l'époque et que confirme aussi l'examen des actes de mariage à Jarny.

Sur les 517 mariages relevés entre 1919 et 1931, 70,2 % des maris sont français, 22,4% sont italiens, 6,2% polonais ; 73,1% des épouses sont françaises, 19,9% sont italiennes, et 6 % polonaises... On constate qu'avec un cinquième des époux et des épouses, les Italiens occupent une place supérieure à leur poids dans la population. Cela ne conduit pas à conclure automatiquement qu'ils se marient plus mais tient sans doute à la structure particulière de leur pyramide des âges avec une part importante des 20-50 ans.

Comment se constituent les unions dans ces années 1920-1931? 336 mariages unissent deux Français, 78 deux Italiens et 28 deux Polonais, soit au total 442 mariages endogènes sur 517 (85,4%). [47] On remarque dans les tableaux suivants la très forte endogamie nationale, corrigeant

---

46- Les Polonais sont, avec 6% seulement, sous enregistrés lors de ce premier dénombrement.

47- La comparaison des unions observées à celle qu'on aurait trouvée dans l'hypothèse de panmixie, permet de calculer des coefficients d'homogamie. Exemple pour la période: Français x Française: 336 / 236 = 1,42; Italien x Italienne: 78 / 23 = 3,04; Polonais x Polonaise = 28 / 2 =14,00... Homogamie totale = 443 / 261 = 1,70.

quelque peu l'idée souvent exprimée d'une grande insertion étrangère par le mariage. Ce phénomène en progression, demeure limité dans les années vingt à Jarny comme nous le constatons. Peut-on toutefois nuancer cette endogamie nationale? Dans l'ordre d'importance décroissante, 90,3% des Polonaises épousent des Polonais, soit un peu plus que les 89,9% de Françaises épousant des Français. Avec 75,7% des Italiennes unies à des Italiens, la communauté transalpine est bien la plus ouverte... Les mariages entre Français et étrangers demeurent toutefois les plus fréquents des mariages mixtes. Quant aux mariages entre étrangers ils augmentent surtout sous l'effet d'immigrations nouvelles, qui favorisent, semble-t-il, les unions entre membres d'une même nationalité.

Quels sont les partenaires des femmes dans les unions mixtes ? 9% des Françaises épousent des Italiens 0,8% seulement des Polonais, 1,1% des Belges; les Italiennes épousent dans la proportion de 23,3% des Français, et pour 1% des Polonais, tandis que les Polonaises épousent pour 6,5% des Français et 3,2% des Italiens. On note à nouveau que la communauté italienne si elle est bien plus ouverte que les autres, ne l'est pas seulement pour des mariages mixtes d'Italiens-Françaises.

Répartition croisée de toutes les unions

1919-1932 **EPOUX**

EPOUSE / NATION	F	I	B	P	S	L	total
Française	336	34	4	3	1	0	378
Italienne	24	78	0	1	0	0	103
Belge	1	1	1	0	0	0	3
Polonaise	2	1	0	28	0	0	31
Suisse	0	0	0	0	0	0	0
Luxemb.	0	2	0	0	0	0	2
total	363	116	5	32	1	0	517

Répartition croisée de 100 unions

1919-1932 **EPOUX**

EPOUSE / NATION	F	I	B	P	S	L	total
Française	65,0	6,6	0,8	0,6	0,2		73,1
Italienne	4,6	15,1		0,2			19,9
Belge	0,2	0,2	0,2				0,58
Polonaise	0,4	0,2		5,4			6
Suisse							0
Luxemb.		0,4					0,39
total	70,2	22,4	0,97	6,19	0,19	0	100

1919-1932 **100 Epoux s'unissent avec**

EPOUSE / NATION	F	I	B	P	S	L	total
Française	92,6	29,3	80	9,4	100		
Italienne	6,6	67,2		3,1			
Belge	0	0,9	20				
Polonaise	0,6			87,5			
Suisse							
Luxemb.		1,7					
total	100	100	100	100	100		

1919-1932 **EPOUX**

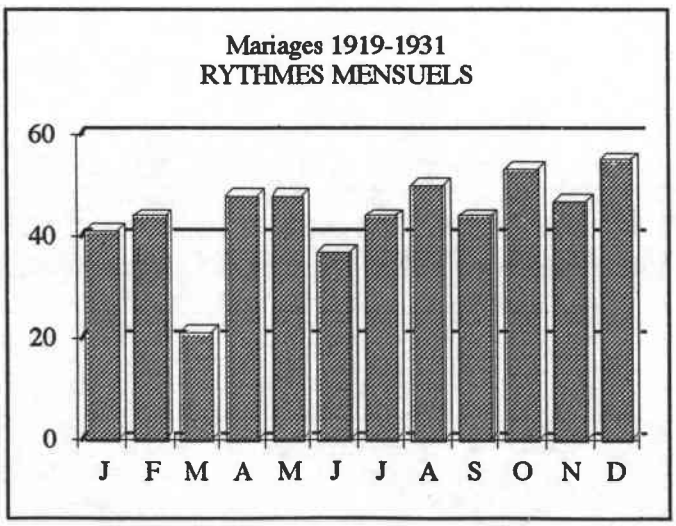
100 Epouses s'unissent avec / NATION	F	I	B	P	S	L	total
Française	88,9	9,0	1,1	0,8	0,3		100
Italienne	23,3	75,7		1,0			100
Belge	33,3	33,3	33,3				100
Polonaise	6,5	3,2		90,3			100
Suisse							
Luxemb.		100					100
total							

En ce qui concerne les hommes, l'ordre de grandeur des mariages endogènes est légèrement différent puisque 92,6 % des Français épousent des Françaises, 87,5% des Polonais épousent des Polonaises et 67,2% des Italiens épousent des Italiennes. Qui épousent-ils en dehors de leur compatrio-

tes?7,3% des Français épousent des Italiennes et seulement 0,3% des Polonaises; les Italiens épousent pour 27,1% d'entre eux des Françaises, et pour 0,9% des Polonaises, tandis que les Polonais épousent pour 9,4% des Françaises et 3,1% des Italiennes. Manifestement, l'ancienneté du courant d'immigration joue un rôle: à durée de séjour égale, un étranger épousera d'autant plus facilement un conjoint français qu'il appartient à une communauté d'implantation plus ancienne. Par exemple, les Polonais se marient presqu'exclusivement entre eux jusqu'aux années trente, et ce n'est qu'après qu'une ouverture vers les autres communautés se manifeste, mais faiblement.

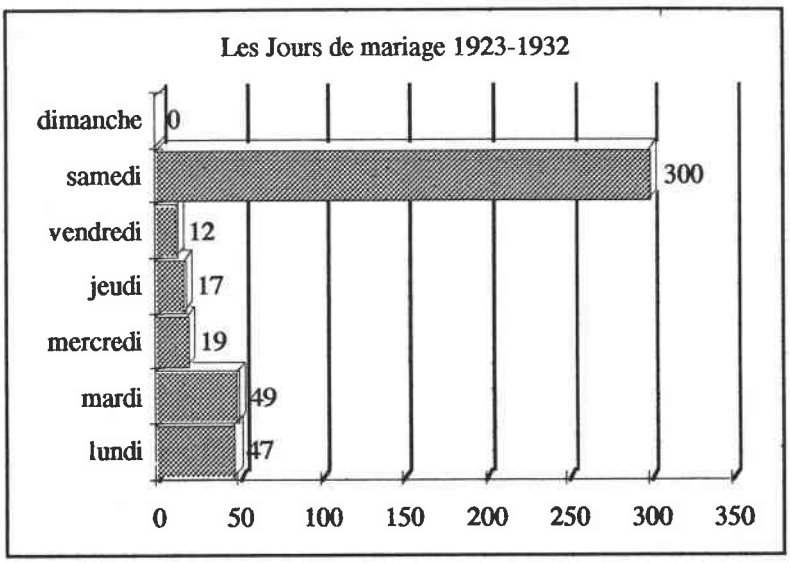
Les taux annuels de nuptialité sont très variables; leur calcul est lui assez fragile. Prendre pour année de référence les années de recensement présente l'avantage d'obtenir un résultat mathématiquement juste mais qui dépend trop des variations annuelles. Finalement, il indique médiocrement la tendance du moment. Toutefois ces taux restent dans l'ordre de grandeur des taux calculés pour la France entière à la même époque (8,2 pour mille en 1926). Pour estomper ces variations aléatoires nous avons calculé des taux par périodes intercensitaires d'avril à mars (mois des dénombrements) sur une population moyenne:d'avril 1921 à mars 1926 on relève 202 mariages , soit un taux de 7,9 pour mille, puis d'avril 1926 à mars 1931 on enregistre 206 mariages soit cette fois un taux de natalité de 6,21 % pour mille. Ces taux signifient-ils que proportionnellement, la nuptialité a été plus forte pendant les périodes d'arrivée massive, en gros entre 1924 et 1926, et de moins en moins quand le flux ralentissait ou s'inversait? (l'année 1931 demeure un cas à part). En calculant une moyenne mobile on séparerait la fin des années 1920 en croissance forte et le début des années trente où l'on se marie moins proportionnellement. C'est une tendance générale en France qui influera du reste sur les autres données, principalement les naissances d'avant la deuxième guerre. A ces causes extérieures, il faut ajouter les facteurs internes à la population. La nuptialité globale est en effet calculée sur une population totale. Mais les "poussées" de mariages entraînent une augmentation des naissances donc du poids des jeunes dans la population totale. Le poids des "mariables" s'en ressent proportionnellement. Tout comme la baisse des taux de célibat qui réduit entre deux dénombrements "l'offre matrimoniale". Il serait plus juste de mesurer la nuptialité par rapport aux mariables c'est à dire aux célibataires et veufs de moins de 50 ans. La part des mariés augmente dans la population, mais plus du fait d'une arrivée de couples déjà constitués que d'un nouvel élan de nuptialité local. On parlera alors d'une immigration familiale.

Il est difficile de retrouver une explication simple d'un tableau des rythmes mensuels des mariages, du moins une explication aussi simple que dans les sociétés encore fortement marquées par les "temps clos" de la morale chrétienne. Ici ne demeure que mars pour rappeler la période du carême chrétien. Pour le reste, c'est presque un renversement des rythmes que l'on observe: janvier-février

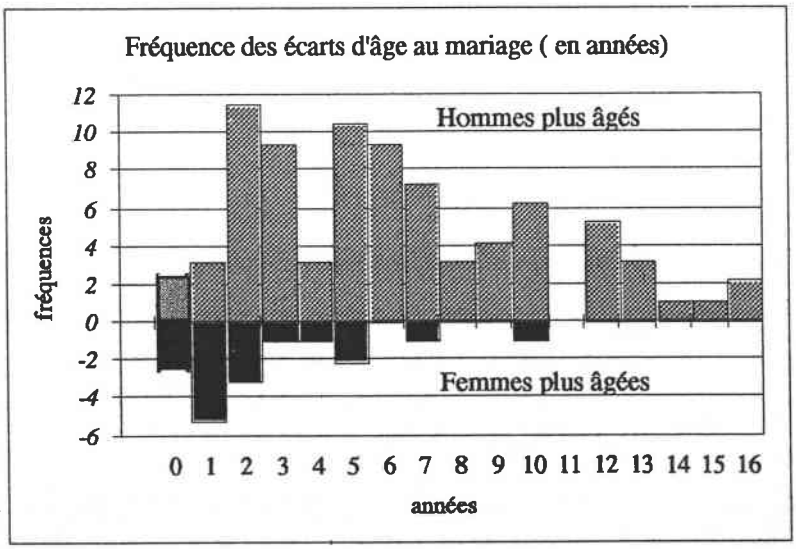


mois traditionnellement de forte nuptialité perdent de leur poids. Les rythmes des travaux saisonniers d'été s'estompent. Avril et mai premiers mois du printemps, comme août et septembre, à la fin de l'été, sembleraient indiquer la tendance aux épousailles à caractère plus moderne, plus "sentimental". L'hiver, bizarrement est une période de haute nuptialité. [48]

A la veille de la guerre se dessinait la tendance confirmée, largement depuis, à abandonner le rythme des mariages de milieu de semaine. Le samedi, s'impose vers 1910-1913 et ne cesse de gagner les choix. C'est la fin progressive du mariage dans la tradition villageoise, de la fête sur plusieurs jours, des jours clos, c'est surtout l'avènement du salariat qui ne laisse comme temps "libre" que la fin de semaine.



Nous avons systématiquement mesuré les âges des époux d'après les actes de mariage. Tous mariages confondus, les hommes se marient en moyenne à 30,4 ans ce qui nous a paru un âge élevé et les femmes à 25,1 ans. Les moyennes pour les premiers mariages sont respectivement de 28,5 ans et 23,7 ans. Enfin, nous avons mesuré les écarts d'âge (en années) dans les couples recensés. On voit sur le graphique ci-contre que les hommes sont plus souvent plus âgés que leurs épouses lors des mariages et surtout des remariages. L'écart le plus fréquent est de trois années pleines. Lorsque les femmes sont plus âgées, l'écart d'un an est le plus fréquent.



Les naissances d'une guerre à l'autre:

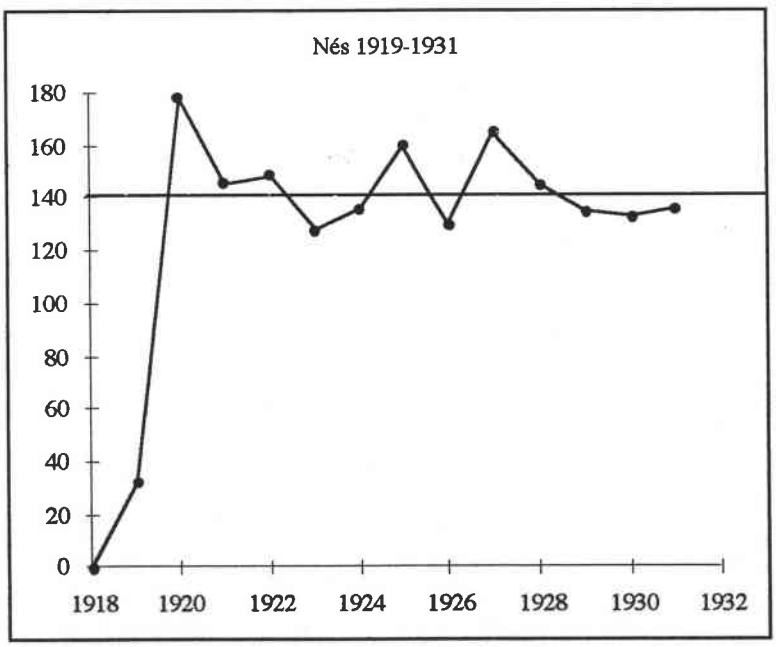
Après la période des classes creuses de la guerre, la natalité reprend très rapidement et le nombre des naissances oscille ensuite autour d'une moyenne voisine de 132 naissances par an. Les variations relevées d'une année sur l'autre, sont brutales avec une amplitude de 45%.(L' augmenta-

48- dans les sociétés traditionnelle justement, on se mariait plutôt en hiver; et l'étalement des mariages sur toute l'année, la réduction des amplitudes mensuelles est un signe de modernisation.

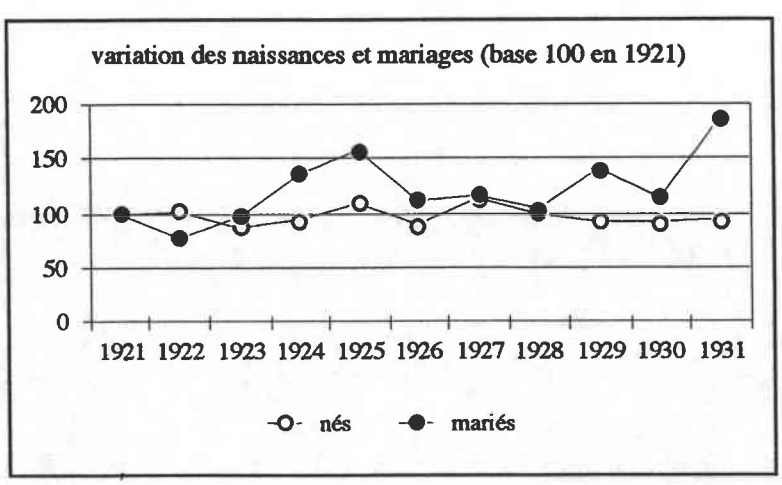
nés	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			base	Variation
1918													**1918**	**0**	0	
1919	3	0	0	2	2	4	0	2	4	1	8	6	**1919**	**32**	21,9	
1920	11	14	16	14	18	15	18	18	12	15	17	10	**1920**	**178**	122	456,3%
1921	9	14	14	14	12	13	13	15	9	12	7	14	**1921**	**146**	**100**	-18,0%
1922	15	12	11	9	19	13	11	12	15	10	11	11	**1922**	**149**	102	2,1%
1923	11	14	6	10	13	12	12	13	5	11	10	11	**1923**	**128**	87,7	-14,1%
1924	12	14	19	4	22	9	17	12	7	7	6	7	**1924**	**136**	93,2	6,3%
1925	19	14	8	12	12	14	14	9	15	15	20	8	**1925**	**160**	110	17,6%
1926	11	9	15	10	12	9	9	9	15	13	7	11	**1926**	**130**	89	-18,8%
1927	4	10	19	14	19	20	14	19	5	17	13	11	**1927**	**165**	113	26,9%
1928	10	14	15	12	9	11	15	15	9	12	9	14	**1928**	**145**	99,3	-12,1%
1929	13	10	6	15	12	11	14	16	12	13	7	6	**1929**	**135**	92,5	-6,9%
1930	8	10	19	11	12	15	13	9	14	10	6	6	**1930**	**133**	91,1	-1,5%
1931	10	12	12	11	13	10	8	10	10	11	12	17	**1931**	**136**	93,2	2,3%
	136	**147**	**160**	**138**	**175**	**156**	**158**	**159**	**132**	**147**	**133**	**132**		**1773**		
Nés	**J**	**F**	**M**	**A**	**M**	**J**	**J**	**A**	**S**	**O**	**N**	**D**				
indices	4,39	5,25	5,16	4,6	5,65	5,2	5,1	5,13	4,4	4,74	4,43	4,26				
Conceptions																
	J	**F**	**M**	**A**	**M**	**J**	**J**	**A**	**S**	**O**	**N**	**D**				
	132	147	133	132	136	147	160	138	175	156	158	159				

moyenne	
1922	
1931	142

tion la plus brutale étant celle qui fait passer de 32 à plus de 170 les naissances de 1919 à 1920 et qu'il faut mettre en rapport avec les mariages de l'après guerre). Il est assez difficile d'interpréter les "petits clochers" de natalité de 1925, 1927, 1931 : phénomène d'intervalles cycliques après la reprise massive de la natalité dès 1920 ? Variation en rapport avec les flux migratoires ou les vicissitudes économiques ? Il est difficile de même d'interpréter les "baisses" de 1923, 1926! Lendemains des années difficiles déjà évoquées pour les rythmes des mariages, simples évolutions structurelles ou variations aléatoires?



Existe-t-il un rapport entre mariages et naissances ? Après chaque montée de la nuptialité on retrouve une légère "pointe" de natalité. C'est le cas en 1920-1922 ou en 1925-1927. Cette relation n'est pourtant pas significative. En l'absence d'une étude systématique des comportements démographiques des familles stables,



s'attachant à suivre des intervalles intergénésiques il est difficile de conclure. Il n'y a d'ailleurs pas de corrélation significative entre les deux séries (coefficient de 0,359), peut-être une covariation pour quelques périodes. Certaines petites pointes de nuptialité n'entraînent pas à un accroissement des naissances peu de temps après.

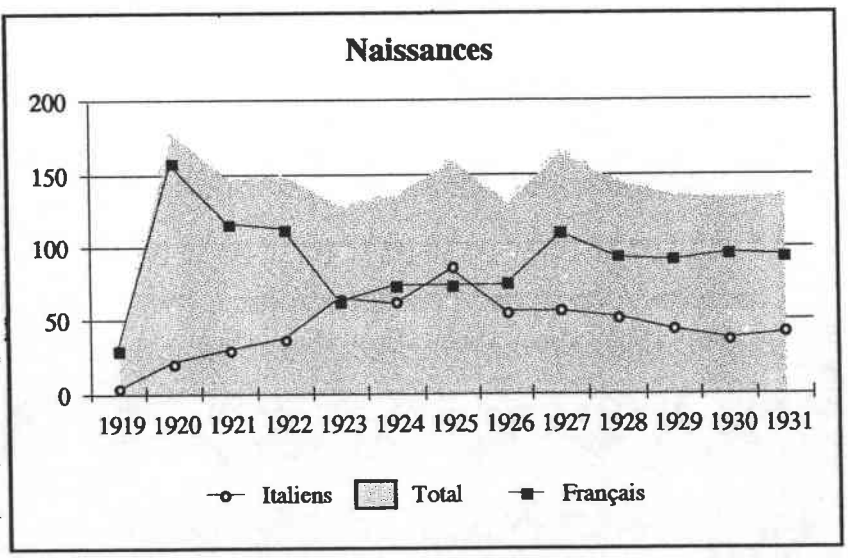
Les taux de natalité calculés pour les années des dénombrements montrent une tendance à la baisse parallèle à celle des mariages. Au cours des périodes intermédiaires (pour une population théorique moyenne - cf tableau p 670), les moyennes gomment les variations supposées mais laissent penser que la tendance à la baisse est bien réelle. Les taux calculés sur une population assez peu homogène au cours de la période souffrent du manque de fiabilité du dénominateur.

1931	taux de natalité	
Jarny	21,3	‰
Moutiers	30,1	‰
Algrange	37,5	‰
Meurthe-et-Moselle	21,4	‰
France	17,3	‰
Italie	23,8	‰

D'avril 1921 à mars 1926 on relève 719 naissances, ce qui correspond à soit un taux de natalité de 28,2 ‰; d'avril 1926 à mars 1931 on a 707 naissances et un taux de 21,3 ‰ (Tableau comparatif ci-contre). Cette baisse importante tient sans doute aux causes extérieures déjà décrites, qui ont fait fléchir aussi la nuptialité. Des familles continuent de se fonder et les ménages augmentent en nombre et en taille pendant la période comme le tableau le montre; ce qui correspond à la stabilisation progressive de la population (surtout française). Le rythme des unions et des naissances ne peut se maintenir durablement dans une population qui se replie sur elle même à la fin des années vingt. Il faudrait un renouvellement régulier de jeunes gens. Or le nombre des mariages augmente moins vite que la population. Celle-ci augmente essentiellement par immigration.

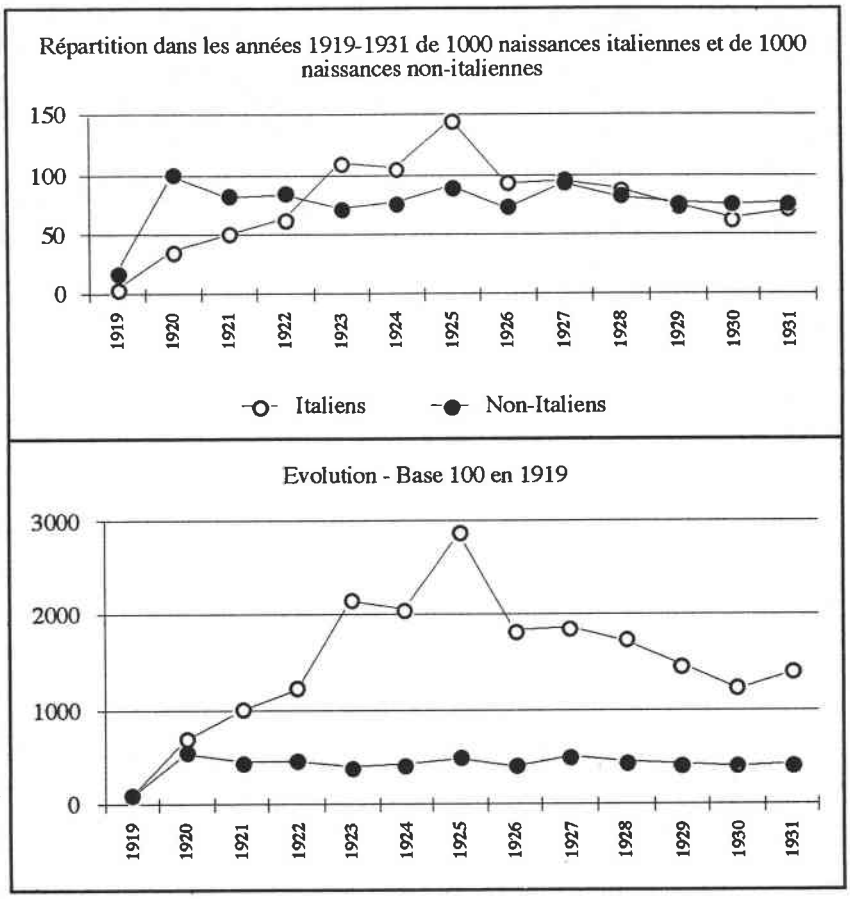
JARNY	1921	1926	x	1931	x
Population	4 147	6 055	1,5	7 214	1,2
Ménages	1 386	1 800	1,3	2 003	1,1
Taille moyenne	3,0	3,4		3,6	

Les naissances d'enfants italiens et français ne suivent pas tout à fait les mêmes rythmes au cours de la période. [49] On observe une forte poussée des naissances de petits Français après la guerre et deux petits clochers autour de 1925-1927, puis un retour à une natalité moins soutenue. Pour les petits Italiens on remarque une progression forte et régulière des naissances jusqu'en 1925, puis une baisse tout aussi sensible. Au recensement de 1926, leur nombre a doublé ce qui indiquerait soit une arrivée massive d'Italiens vers 1924-1925 soit un

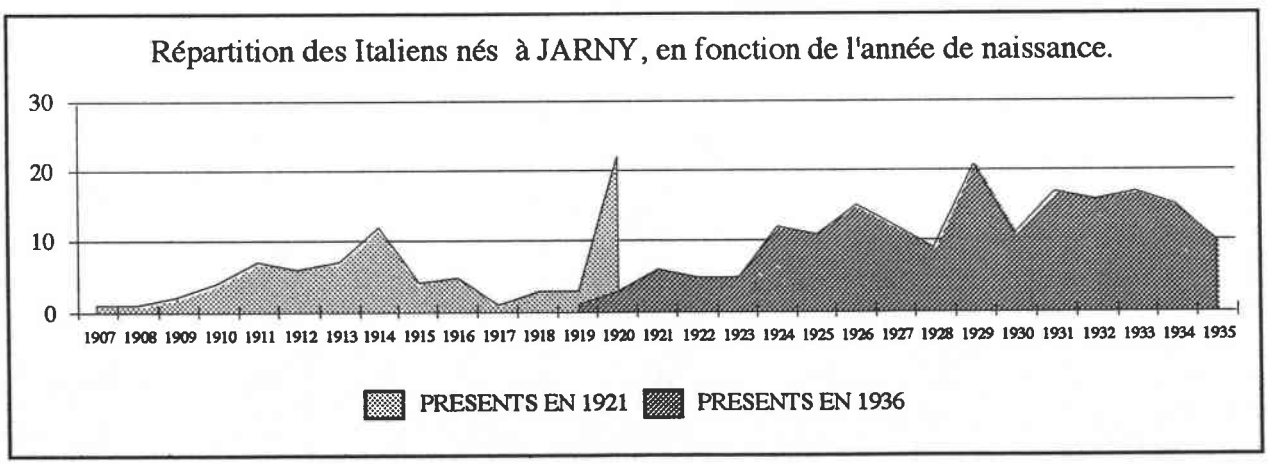


49- Peut-on les comparer d'ailleurs puisqu'on ne sait jamais avec exactitude le comment évoluent les effectifs respectifs durant cette décennie. On ne connaît pas précisément la structure des populations étudiées en dehors des recensements. Faire une comparaison est peut-être alors hasardeux.

regroupement familial. Un examen non plus des données brutes mais en proportion ou mieux en indices, montre qu'à une évolution relativement régulière (hormis 1919-1920) pour les naissances françaises, s'oppose nettement un clocher pour les petits Italiens au milieu de la période. En l'absence d'autres éléments, ces naissances sont peut-être l'indice des flux difficiles à établir entre les dénombrements.

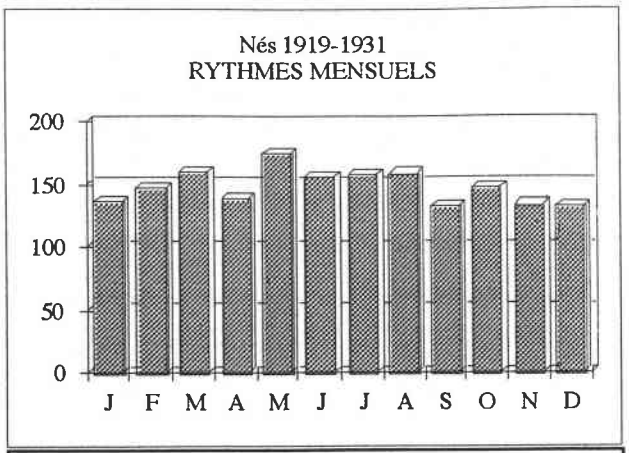


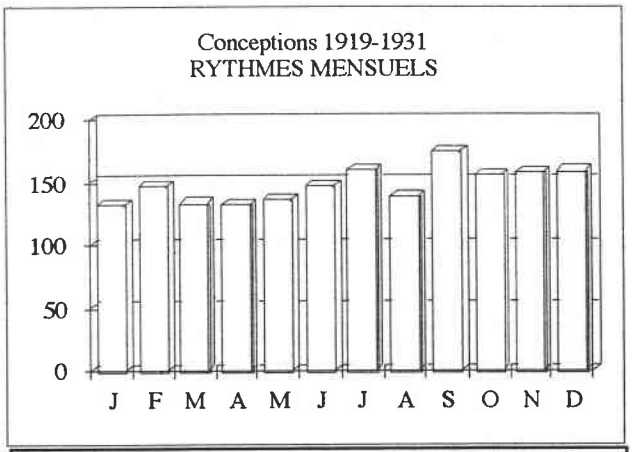
L'étude de la distribution des Italiens de moins de 15 ans aux recensements de 1921 et 1936 (graphique ci-dessous) nous prouve que globalement, sur deux périodes comparables en durée, mais secouées par des crises de nature et d'ampleur différentes, les enfants italiens sont de plus en plus nombreux à vivre à Jarny, malgré les aléas de la conjoncture et malgré les mouvements de retours. [50]

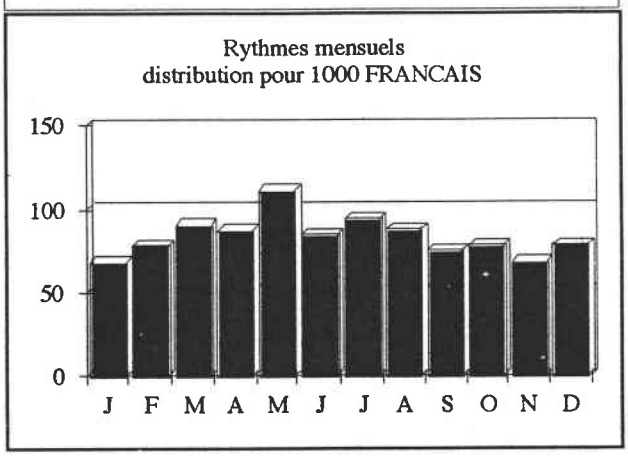


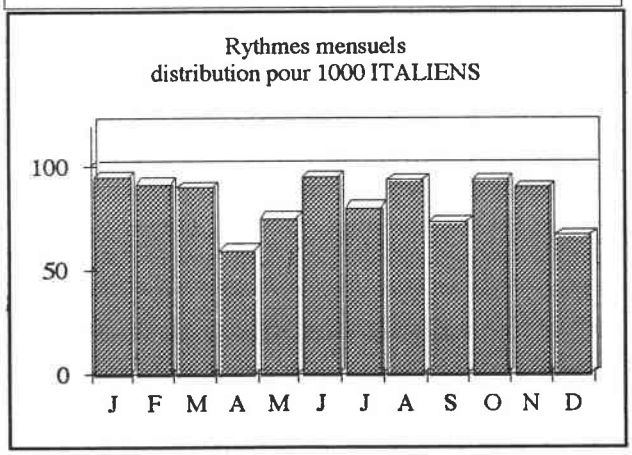
Les rythmes mensuels des naissances, calculés pour la période de 1919 à 1931, sont assez irréguliers, mais sans écarts très nets autour d'une moyenne mensuelle de 147 naissances.. Deux mois l'emportent cependant : mars et mai. Ce sont des conceptions de juillet et septembre. Février et mars sont les mois où les conceptions sont les plus faibles et novembre décembre sont donc des mois

50- G.Mauco a souligné les effets bénéfiques de cette présence sur l'intégration de la communauté : *"Les enfants sont un des meilleurs éléments de l'immigration familiale. Si la première génération est difficilement assimilable, si l'homme mûr sans grande instruction ne peut guère refaire sa vie, s'il n'apprend que difficilement la langue, par contre, l'enfant est plus malléable et bien plus assimilable... Par lui l'école, ce grand facteur de francisation, agit sur la population étrangère. Par lui, l'influence française pénètre dans la famille immigrée* ".(**MAUCO "Les Etrangers en France"**)





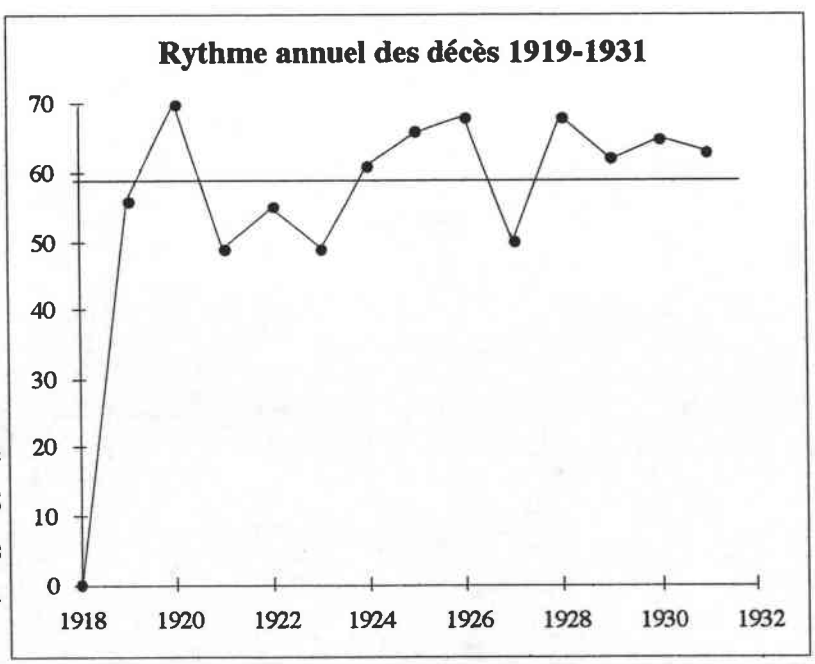




de faibles natalité ! L'écart est trop faible pour que l'on puisse véritablement parler de cycle saisonnier. Avancer l'idée que les rythmes mensuels des mariages (clocher en avril, mai et à la fin de l'été) sont directement responsables des rythmes mensuels des conceptions semble assez difficile aussi, malgré quelques covariations mensuelles.

Les décès d'une guerre à l'autre

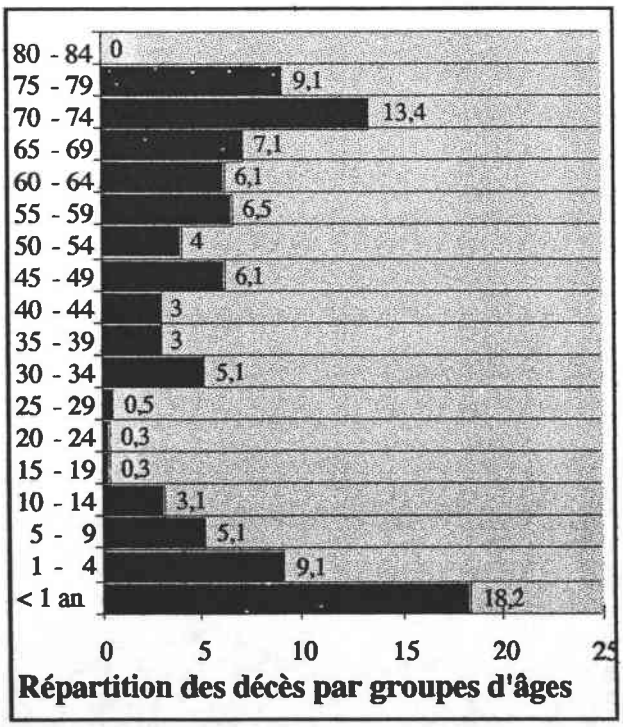
Les rythmes annuels des décès à Jarny (en éliminant les transcriptions de décès des années 1919 à 1921) sont irréguliers comme le montre le graphique ci-contre. Il nous a semblé inutile de chercher des explications simples. En l'absence de commentaire directe ou d'indications fournies par les sources, on ne connaît pas les causes de ces décès et encore moins les raisons qui les font varier de manière aussi sensible: trois années de forte mortalité, 1920, 1926 et 1928 et trois années de mortalité plus faible, 1921,1923 et 1927. Com-



décès	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
1918													1918	0
1919	1	3	4	2	3	1	1	4	16	7	7	7	1919	56
1920	1	7	8	6	9	8	1	10	4	4	5	7	1920	70
1921	4	3	5	5	5	3	4	3	3	3	6	5	1921	49
1922	4	2	6	3	6	3	6	6	3	3	6	7	1922	55
1923	5	8	1	2	3	6	5	5	3	2	3	6	1923	49
1924	6	7	14	3	2	4	6	6	5	1		7	1924	61
1925	9	7	6	3	4	4	6	6	4	5	7	5	1925	66
1926	3	3	9	5	3	5	8	7	5	4	5	11	1926	68
1927	11	3	4	4	3	4		5	4	3	3	6	1927	50
1928	5	6	8	6	4	3	9	7	5	7	4	4	1928	68
1929	14	8	7	3	4	3	3	4	6	5	1	4	1929	62
1930	2	7	8	3	7	6	4	8	4	4	7	5	1930	65
1931	6	4	6	8	7	5	3	4	7	4	8	1	1931	63
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Total	71	68	86	53	60	55	56	75	69	52	62	75	Total	782

ment expliquer de tels écarts? Parler de difficultés économiques ne semble guère pertinent pour des variations aussi rapides. Et rien n'indique que certaines catégories sociales soient, proportionnellement, plus victimes que d'autres. Pour obtenir une meilleure appréciation de la mortalité d'ensemble nous avons estimé à nouveau des taux, aux dates de recensements. [51] Ces taux nous ont un peu surpris car ils sont non seulement faibles (autour de 10‰, cf tableau) et même de plus en plus faibles. En fait, c'est parce que la population de Jarny demeure jeune, que le taux de mortalité demeure faible. [52] Pourtant les choses vont changer. Sur le graphique ci-dessous présentant la distribution des décès selon les âges, on remarque combien, parmi les 782 décès relevés, cette distribution tranche déjà par rapport à celle d'avant guerre. On meurt beaucoup en bas âge malgré les progrès constatés:«*La lutte contre la mortalité infantile, qui avant la guerre sévissait terriblement sur les deux côtés de l'ancienne frontière, atteignit des chiffres fantastiques, a par contre déjà donné des résultats magnifiques.* »[53] La structure changeante et souvent renouvelée de la population,de plus en plus marquée par une immigration familiale et un poids élevé des tout jeunes, explique peut-être les taux élevés de mortalité infantile dans la cité. Pourtant «... *on a organisé dans presque tous les centres miniers et industriels des consultations de nourrissons, généralement par les soins des pouvoirs publics, mais avec l'appui des sociétés qui ont souvent mis des locaux à la disposition de ces consul-*

1931	taux de mortalité
Jarny	9,4 ‰
Moutiers	10,5 ‰
Algrange	13,3 ‰
Italie	14,7 ‰
Meurthe-et-Moselle	14,9 ‰
France	15,8 ‰



Répartition des décès par groupes d'âges

51- Ces résultats très ponctuels, (néanmoins indicatifs), peuvent être légèrement corrigés par un calcul sur des données moyennes. On note ainsi que d'avril 1921 à mars 1926 on enregistre 283 décès soit pour une population moyenne un taux de 11,1 pour mille et que d'avril 1926 à mars 1931 il y a eu 314 décès soit pour une population moyenne un taux de 9,4 pour mille.

52- La faible part des personnes âgées, de 3 à 4 % de la population pendant la période, explique le nombre relativement peu élevé des décès !On peut aussi retenir que :"*L'état sanitaire n'est pas aussi mauvais qu'on pourrait le croire dans les centres miniers et industriels de Lorraine. Les mines se trouvent en général en pleine campagne, aucune fumée ne contamine l'air et les cités ouvrières du plateau de Briey ne pourraient être mieux situées.* (A.Sömme)

53- Axel Sömme, op. cité

tations qui se tiennent gratuites, et les sociétés fournissent en plus du lait pasteurisé de leurs propres fermes dont le prix est réduit de moitié. » [54] Par ailleurs, on relève de plus en plus de décès de plus de 60 ans dans les années vingt; c'est un autre indice d'une implantation progressive en particulier chez les Français. Par contre, on meurt toujours peu aux âges adultes. Cette donnée peut être mise en relation avec la structure de la population avec son caractère jeune, mais aussi avec sa vitalité. Une vitalité longtemps considérée comme un test essentiel lors de l'embauche. Plus dans les mines que chez les cheminots, comme le rappellent les courses-test à l'entrée des écoles d'apprentis ou le tri sanitaire des étrangers, déjà évoqué. Les plus robustes étaient accueillis en priorité. Ajoutons que partir à la recherche d'un travail loin de sa région ou de son pays n'est pas une petite aventure. En bien des cas cela exigeait des hommes et des femmes, sinon en bonne santé, du moins au caractère bien trempé ! Enfin, outre la modification de la structure de la population au cours de la période, la baisse relative de la mortalité (dont les taux tranchent par rapport à ceux des années d'avant guerre) est surtout liée à l'amélioration des conditions d'accueil.[55]

De quoi meurt-on encore dans ces années vingt? Cela est toujours difficile à dire:«*...La statistique des maladies n'a qu'une valeur relative. La tuberculose n'est pas toujours déclarée, par ménagements pour les familles ; les syphilitiques ignorent en grande partie eux-mêmes leur maladie ; mais à titre de comparaison ces statistiques gardent cependant toute leur valeur.* »[56] Nous savons que les autorités lorraines ont réagi après la guerre, en fonction des pressions de l'opinion, des campagnes menées par les groupements étrangers notamment par les antennes consulaires. Cette lutte sanitaire s'inscrit dans le large effort national pour les assurances maladies et sociales dans les années vingt. Nous ne reviendrons pas sur l'opposition entre le patronat lorrain désireux de poursuivre son œuvre sociale en dehors de tout cadre légal et les législateurs qui cherchent à établir des règles obligatoires .[57] Abondance de protection ne peut cependant nuire, bien au contraire. Au dispositif patronal en place à la veille de la guerre s'ajoute l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, avec ses médecins, ses infirmières et son bureau de Conflans. [58] On se souvient que «*La mortalité par tuberculose était avant la guerre un peu plus élevée dans l'arrondissement de Briey que dans le département de la Moselle (19 pour 10 000). L'état sanitaire était surtout déplorable dans les trois nouveaux centres industriels de la vallée de l'Orne où la mortalité infantile variait entre 18 et 20 pour 100 naissances ; la mortalité par tuberculose y est encore de 21 pour 10000 habitants....* »

54- **(Axel Sömme, op. cité)** Lorsque cette aide n'était pas assurée directement par l'employeur, les communes prenaient sur elles d'organiser la protection de la petite enfance: "... *Pour ceux qui ne font pas partie du personnel, les municipalités prennent ces dons à leur charge.* **(Axel Sömme, op. cité)**

55- C'est ce que souligne Axel Sömme, observateur Suédois:"... *L'hygiène sociale était autant délaissée avant la guerre du côté allemand de l'ancienne frontière que sur le plateau de Briey, contrairement à ce qu'on pourrait croire ; les efforts réalisés depuis la guerre dans les deux départements de la part des pouvoirs publics et des sociétés sont imposants, mais il reste encore beaucoup à faire.* **(Axel Sömme, La Lorraine métallurgique, p162 163)**

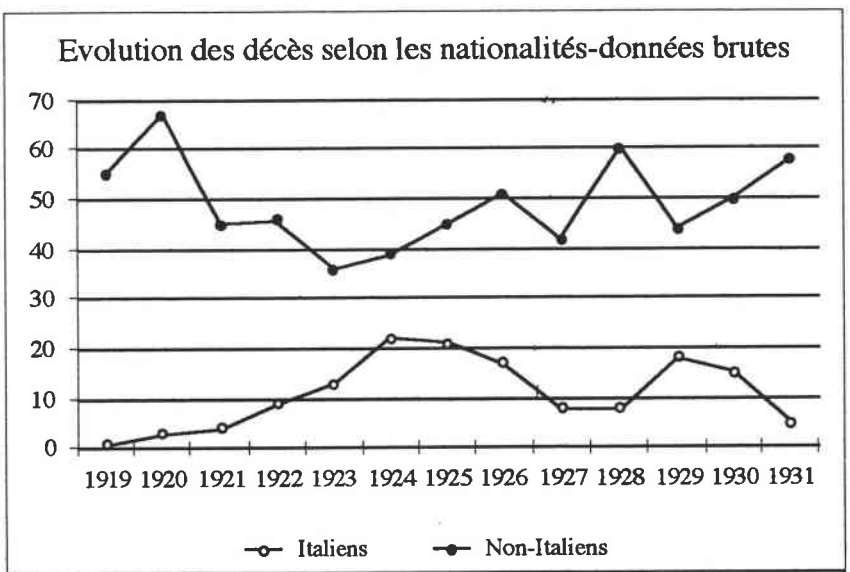
56- Axel Sömme, op. cité.

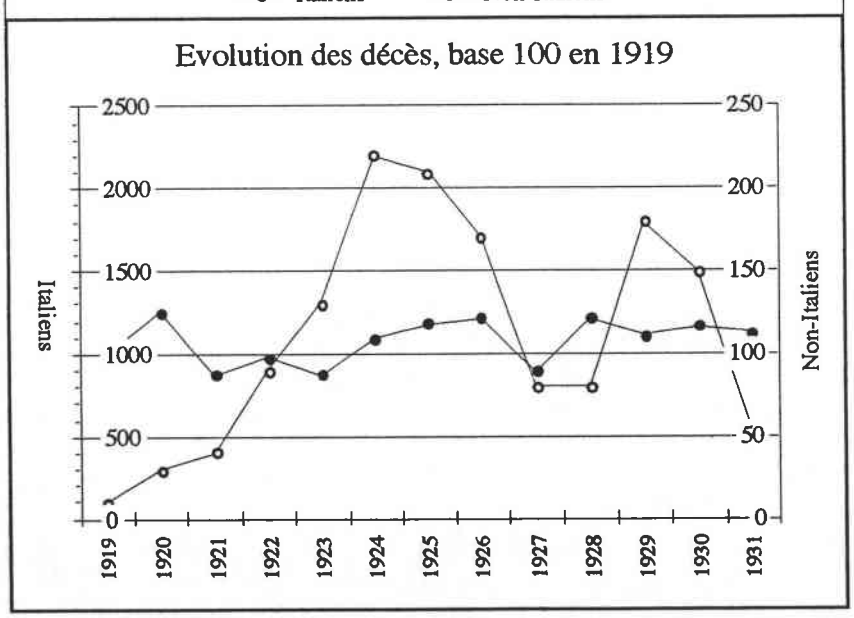
57- cf Henri Hatzfeld, Du paupérisme à la sécurité sociale, 1850-1940, p 160 et sq.

58- « *Le comité départemental d'assistance aux militaires réformés pour tuberculose, créé au cours de la guerre, vit sa mission se terminer en 1920; il se transforma dès lors en une œuvre plus large de prophylaxie antituberculeuse:* l'office d'hygiène sociale et de défense contre la tuberculose de Meurthe-et-Moselle , *présidé par le doyen honoraire Gross. Dès 1923, cet organisme privé obtenait la reconnaissance d'utilité publique et décidait, sur proposition du professeur Jacques Parisot, secrétaire général, d'étendre son action à tous les fléaux sociaux...* **» in Le Pays Lorrain n°6 juin 1938.**

Toutefois, le plateau et la région de Jarny n'étaient pas les plus touchées.[59] Après la guerre, tous les rapports s'accordent pour dire que ces maladies ont reculé. Et même très nettement.[60] La vérification des affirmations selon lesquelles il y aurait surmortalité chez les immigrés est difficile à mener. Les rythmes annuels des décès sont en effet très différents comme le montre le graphique ci-contre: les deux courbes n'ont rien de commun.

L'examen de l'évolution des décès au cours de la période en proportion ou mieux à partir d'une base 100 , montre assez clairement deux clochers et deux creux dans les rythmes annuels des décès d'Italiens et une assez grande régularité chez les Français. Cette régularité peut-elle être interprétée comme un indice de l'implantation de la communauté nationale? En particulier des familles de cheminots qui commencent à constituer sur place des réseaux familiaux plus soudés et plus stables. Pour la courbe irrégulière des décès d'Italiens, les creux sont peut-être à mettre en rapport avec les périodes d'arrivée massive de jeunes gens comme après 1925 ou lors des changements familiaux en période de crise comme 1930-1931. Faute de connaître précisément les structures de la population, l'interprétation des données et graphiques est donc assez superficielle.

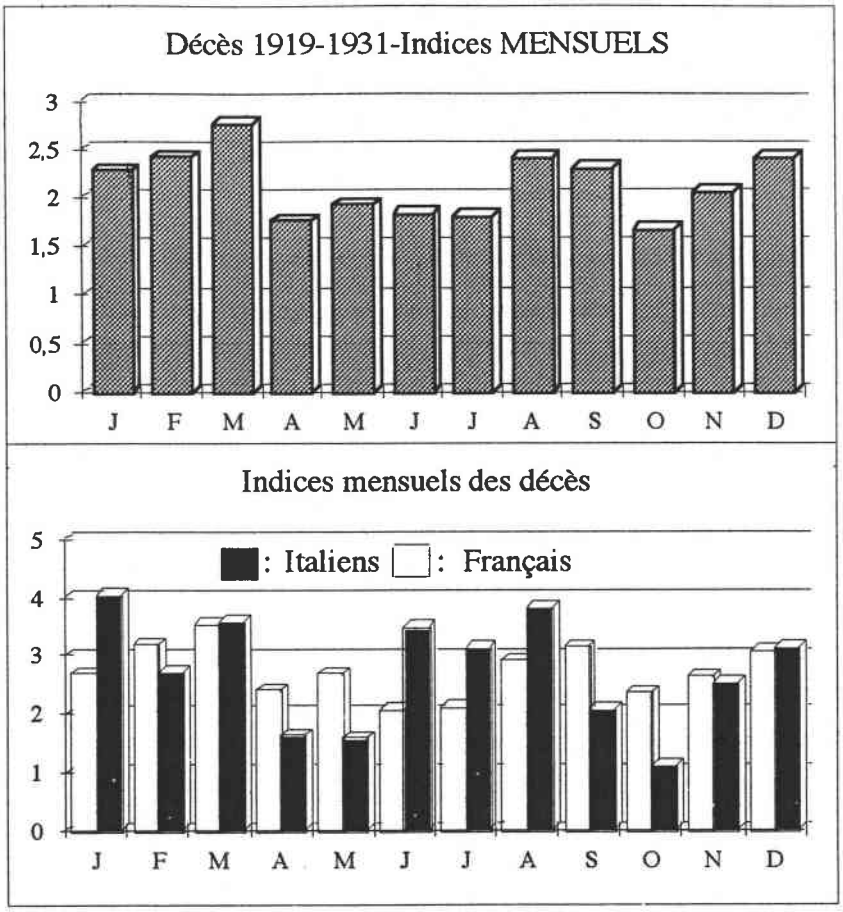




Les rythmes mensuels des décès sont davantage contrastés que les rythmes des mariages ou des naissances. Ils ressemblent d'ailleurs aux rythmes du XIXe siècle dans les villages du Jarnisy,avec deux périodes plus difficiles : les mois d'hiver et en particulier la fin de l'hiver lorrain souvent

59- «*Dans les centres industriels de la vallée de la Chiers et dans les communes minières du plateau de Briey, la situation était meilleure.* » (Axel Sömme, op. cité.) «*Le retard français continue à se marquer dans les statistiques de la morbidité tuberculeuse : encore étales jusqu'à la Grande Guerre, elles ne sont pas moins désormais fortement…orientées à la baisse, et son taux brut de mortalité s'effondre de moitié ! A son tour, comme jadis ceux du choléra puis de la variole, le bacille de Koch commence à se cantonner dans les quartiers les plus déshérités et n'atteint plus, massivement, que certaines catégories de la population, les paysans fraîchement transplantés (à moins que ceux-ci ne fassent que déplacer sous le regard des observateurs un mal du plat pays reste jusque-là en dehors de leur champ), et les immigrés…* "**(Jean Delumeau et Yves Lequin, Les Malheurs du Temps)**

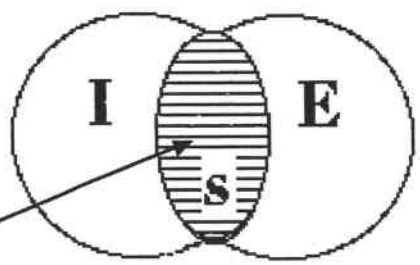
froid et humide mais aussi les mois d'été. Cette oscillation, parfois forte autour de la valeur moyenne, demeure difficile à interpréter en l'absence d'indications plus précises sur les causes des décès. [60] Entre Italiens et Français, les rythmes mensuels des décès adultes, ne peuvent eux aussi prêter à interprétation rigoureuse. Nous constaterons seulement que les saisons les plus marquées par la surmortalité des transalpins sont l'hiver et l'été, mais sans savoir donner un autre sens à cette différence, que les possibles flux saisonniers de main d'œuvre



60- Certes, certains ouvriers du fond ou des chantiers de la voie, ouvriers souvent moins qualifiés, étaient plus exposés aux accidents. Mais leur fréquence n'était pas, contrairement à une idée répandue, si souvent mortels. Ajoutons surtout que le mal des mineurs et des roulants, étaient davantage des maladies respiratoires à long terme (silicose ou sidérose), et que l'examen des années vingt laisse encore mal entrevoir dans sa réalité tragique. Les sanatoriums, bien implantés dans les régions charbonnières du Centre, du Nord et de la Moselle, n'étaient pas destinés aux mineurs de fer . Nous y reviendrons dans un chapitre prochain.

- Les premières trajectoires sociales: premiers constats d'enracinement et d'ouverture.

La micro-observation, qui consiste à suivre presque individuellement les habitants d'une petite cité ouvrière permet de voir comment a fonctionné le creuset jarnysien pour les diverses populations qui s' y sont réunies. Un creuset bien spécifique qui, -autre avantage de la micro-étude-, ne ressemble pas nécessairement à celui des cités industrielles voisines. En effet, à Jarny, à la différence de nombreuses cités de l'Est de la France, ce moule intégrateur n'a pas uniquement joué pour les populations étrangères; il a aussi fonctionné pour les diverses populations françaises venues travailler. Cet examen des processus d'intégration des arrivants, doit être l'occasion de vérifier à chaque étape de la fusion des strates qui la constituent. Le terme de strate n'est toutefois pas pleinement satisfaisant: il laisserait supposer une arrivée successive et une superposition des flux d'arrivée ; or ces couches se défont en même temps qu'elles se régénèrent. Nous avons déjà souligné combien l'étude des trajectoires des premières générations est délicate, puisque tout est remis en cause par l'instabilité. En effet, seule une faible part des Jarnysiens d'avant 1914 est revenue [61], les autres nous échappent. Et finalement, ces mouvements de population, nous ne les saisissons que par des instantanés qui donnent une vision certes dynamique, mais partielle de la cité. Quant à ceux qui s'enracinent et pour lesquels des comparaisons dans le temps sont possibles, l'inconvénient d'une micro-étude de leurs trajectoires serait de privilégier l'étude des éléments permanents.[62] Mais, dans un cadre local et sur le temps long, on ne peut guère étudier que les éléments stables de la population.(S)



En étudiant ce groupe qui grossit, nous voudrions mesurer, moins les phénomènes d'instabilité que les enracinements et les trajectoires sociales. Qu'entendons-nous par trajectoire sociale dans une cité qui offre des champs promotion limités? A Jarny, les capacités de chacun pouvaient-elles se réaliser ou pas? De plus les tremplins promotionnels que nous connaissons tous, comme les écoles professionnelles ou d'apprentis offraient-elles l'occasion de déceler et de bonifier ces capacités, quitte à valoriser ces parcours potentiels, ailleurs, en quittant la ville. C'est le cas de la section d'apprentis de la Compagnie de l'Est, une trentaine chaque année, qui quittent bien souvent Jarny pour les usines ou les mines de la vallée de l'Orne plus rémunératrices. Dans les mines, il n'y en a pas avant la deuxième guerre et l'embauche se fait sur le tas. Dans ces deux cas, les parcours professionnels peuvent être en partie suivis dans les livres du personnel. Mais cela ne traduit qu'en partie la tra-

---

61- Ce n'est pas partout le cas et dans d'autres cités ouvrières proches, les retours ont été semble-t-il plus nombreux comme à Auboué, étudiée par M. Louis Köll et qui chiffre à 60% les retours. Dans ce cas, cela tient peut-être à la présence d'une usine qui s'attachait davantage à conserver un personnel qualifié.

62- Il faut garder à l'esprit que les remarques tirées de l'observation sur un temps plus long n'engagent que l'élément stable et visible du creuset. Sans l'étude des flux, de la mobilité, on ne donne pas la véritable image de la cité; la réalité serait celle d'un creuset... percé, avec des trous par lesquels s'échappe une grande partie des anciens arrivants; le creuset se remplit néanmoins, conservant un noyau de plus en plus important d'individus. Et, au fil du temps, cette population qui s'agrège localement, constitue graduellement la société jarnysienne.

jectoire sociale, et nous manquons d'éléments pour une étude plus serrées des patrimoines fonciers, comme l'examen des matrices cadastrales... Or, pour certaines familles, en particulier quelques Italiens, l'implantation jarnysienne s'accompagne aussi d'un enracinement immobilier, foncier, modeste au départ, mais souvent géré scrupuleusement à l'intérieur de parentèles larges. C'est toutefois une mesure délicate, en raison la faiblesse de l'échantillon observable. Au regard des flux de population, les situations observables à un moment donné sont nécessairement faibles et une partie des trajectoires sociales nous échappent. Les témoignages ne sont pas aussi simples à retrouver, même auprès des populations qui laissent une trace sur place. [63] De fait notre échantillon est assez réduit. Nous avons déjà insisté sur la faiblesse des retours après guerre. Les anciennes familles qui sont toujours présentes, sont essentiellement les cultivateurs, les commerçants et l'encadrement des entreprises minières. Pour la Compagnie de l'Est la situation est assez différente, parce que la mobilité est souvent liée à la promotion interne et parce que les grèves de 1920 vont, quoique faiblement localement, entraîner des déplacements non voulus. On ne peut suivre les cheminots dans leur changement de situation professionnelle. Demeurent sur place ceux qui bénéficient le moins des promotions internes: les ouvriers d'entretien de la voie et des ateliers; les autres s'en vont souvent ailleurs et ce n'est que progressivement que se constitue un groupe de cheminots jarnysiens stables.

Pendant les années d'entre deux guerres, environ 760 individus soit 18 % à 20% seulement sont présents aux dénombrement de 1921, 1926, 1931 dont environ 200 à 210, (4,9% à 5,6%) sont natifs de Jarny même. Cet échantillon ne représente pas la population et dénombrée professionnellement du moins; en particulier le poids des ouvriers sans qualification (parmi lesquels nous avons rangé les manœuvres, les petits métiers du chemin de fer et de la mine), sont sous représentés dans ce socle permanent. C'est le signe que la mobilité (l'instabilité ?) est surtout le fait des prolétaires, catégories les plus fragiles en temps de crise.

Il est difficile de suivre ces changements au delà d'une génération, seule échelle mesurable dans la durée de notre étude. Sur une période brève, le regard ne doit pas être trop braqué sur les états changeants d'une population instable et les observations ne peuvent donner que quelques indications succinctes. Nous comparerons essentiellement les professions déclarées. En effet, la profession des parents et enfants nous a semblé constituer un assez bon indicateur du niveau de revenu et du niveau d'instruction et par conséquent de l'évolution d'un certain mode de vie entre les générations. La profession du chef de famille indiquait ainsi la position sociale du ménage au départ. Dans l'idéal, il faudrait comparer les métiers des pères et des fils à des moments comparables de leur vie. Mais, à quel moment du parcours d'une vie aurait-il fallu effectuer la comparaison? Père et fils aux mêmes âges comme le suggère Claude Thélot [64]? Cela n'est pas toujours possible et nous obligerait à réduire encore notre échantillon.

Finalement, nous nous sommes contentés de répondre à deux questions simples: tel indivi-

63- Dans le cas d' un élu municipal, on ne parvient à rien savoir de lui. Il n'apparaît nulle part en dehors des procès verbaux du conseil municipal, ni aux recensements ni sur l'état civil. Qu'en sera-t-il à plus forte raison pour des individus plus anonymes encore et qui ne choisissent pas de s'investir, même momentanément sur place, dans la vie de la cité?
64- Dans Claude Thélot "Tel père, tel fils"

du, qui occupe tel métier, quel métier occupait son père, et tel individu, occupant tel métier, quels métiers ont occupés ses fils? Bien sûr, cela n'est pas entièrement satisfaisant puisque nous savons qu'au cours d'une vie, on peut changer plusieurs fois d'emploi. [65]

Pour la première génération d'ouvriers arrivés, seuls les actes d'état civil nous indiquent (mais pas toujours) les professions des parents ce qui réduit grandement le champ d'étude. En prenant systématiquement toutes les indications professionnelles concernant les individus mentionnés comme "habitants" de Jarny au cours de la décennie 1921 -1931 (état civil, recensements, etc), nous avons retenu dans cette étude descriptive de l'ascension ou de la descente professionnelle du fils au père, un peu plus de 330 individus pour lesquels nous avons les métiers et les employeurs. Cela peut paraître faible au regard de la population dénombrée ou ayant laissé quelque trace à Jarny! [66]

De quel instrument nous sommes-nous servi pour apprécier ces trajectoires ces changements d'état professionnel et de position dans le groupe social. Nous avons essayé de mettre en place une grille intégrant les éléments susceptibles d'apprécier la mobilité professionnelle des individus. Parmi les indicateurs qui permettent de mesurer ces phénomènes de mobilité, nous avons retenu principalement les changements de corps de métiers en tentant de les classer par rapport à une l'échelle locale (en particulier les rapports entre les mines et la Compagnie de l'Est pour les catégories ouvrières) . Cette grille n'est pas forcément celle que l'on peut attendre partout .[67] Dans une telle grille, les glissements vers le petit commerce sont vécus comme évitement des métiers contraignants, et intériorisés comme une ascension; cependant, tout est relatif au regard porté localement, soit par le groupe dont on est issu, soit par la collectivité tout entière. Tout est fonction de l'idée générale de l'échelle sociale locale. Cela dépend aussi des ambitions, du moins de l'idée que chacun en arrivant dans ce nouveau lieu, peut se faire de la réussite ou de l'échec. Il est sans doute clair que la référence ne peut être la même pour un paysan breton de la Compagnie de l'Est, pour un maçon de la Corrèze, un maçon piémontais, un ingénieur parisien, etc... De plus cette perception peut évoluer avec le temps, les générations qui suivent les premières arrivées, intériorisent à leur tour l'échelle locale des valeurs sociales et leur hiérarchie.

Catégories	Code
Agriculteurs exploitants	1
Salariés agricoles	2
Artisans, commerçants, industriels	3
Cadres supérieurs	4
Employés Cadres moyens	5
Personnels de service	6
Ouvriers qualifiés	7
Ouvriers sans qualification	8

65- Il faudrait mesurer par ailleurs si ces changements d'emploi au cours d'une vie sont assez fréquents pour traduire une transformation réelle de la position sociale. Ce sera l'objet d'une enquête ultérieure, et qui demande d'avantage de durée d'observation pour élargir le nombre des individus installés, suivis dans leur itinéraire professionnel.

66- C'est un autre aspect de la mobilité si souvent présentée, surtout dans les années vingt. Les premiers mariages ne nous ont guère laissé l'occasion de suivre ces phénomènes de trajectoires sociales, tant les couples se dispersaient ensuite. Les changements d'employeurs ne sont du reste pas seulement une forme de résistance en période de plein emploi. Ils peuvent aussi traduire une stratégie personnelle de promotion et ainsi , la mobilité spatiale n'est pas toujours liée à l'instabilité. Ajoutons que cette mobilité peut aussi constituer une certaine forma de flexibilité du travail, même en période de plein emploi, un peu du même ordre que celle des anciens journaliers des campagnes.

67-Utiliser les grilles INSEE ou les CSP actuelles gommerait les particularités locales. Cela gêne par contre pour des comparaisons avec les changements constatés ailleurs, dans d'autres villes ou à un échelon régional ou national. Toutefois, les références régionales à ce sujet sont pratiquement nulles.

Tel père tel fils?

Comment lire ces tableaux et graphiques? Ici nous examinons de quelle façon se distribuent les personnes issues d'un milieu professionnel donné. Sur le premier tableau, on note comment se répartissent 100 individus d'une origine professionnelle (celle du père) donnée. Par exemple, 100 % des agriculteurs exploitants sont fils d'agriculteurs exploitants. Sur le deuxième tableau la question posée est, cette fois, de suivre ce que deviennent les fils d'exploitants agricoles? Ainsi 63,6% des fils d'agriculteurs exploitants le sont. La terre n'est plus la seule destination possible pour une descendance d'agriculteurs. On peut énumérer ainsi que 42,9 % des salariés agricoles sont fils de salariés agricoles, mais seulement 9,7% des fils de salariés agricoles le sont. 63,6% des artisans, commerçants, industriels sont fils d' artisans, commerçants, industriels, mais 35% des fils d'artisans, commerçants, industriels le sont. 71,4% des cadres supérieurs sont fils de cadres supérieurs mais seulement 62,5% des fils de cadres supérieurs le sont. 44,7% d'employés et cadres moyens sont fils d'employés et cadres moyens mais 58,5% des fils des employés et cadres moyens le sont. 30,6 % des personnes en service sont fils de personnes service, mais 22,5% seulement des fils des personnes service le sont. 28,3% des ouvriers qualifiés sont fils d'ouvriers qualifiés mais 62,8% des fils d'ouvriers qualifiés le sont. 45,5% des ouvriers non-qualifiés sont fils d'ouvriers non-qualifiés mais 32,7% des fils d'ouvriers non-qualifiés le sont.

		PERE									
1921 à 1931		1	2	3	4	5	6	7	8	Total	%
FILS	1	7								7	2,1
	2	1	3				3			7	2,1
	3		5	28		2		7	2	44	13,3
	4			2	5					7	2,1
	5	3	9	13	2	38	11	7	2	85	25,6
	6		5	3		8	9		11	36	10,8
	7		3	31	1	13	17	32	16	113	34,0
	8		6	3		4		5	15	33	9,9
	Total	11	31	80	8	65	40	51	46	332	
	%	3,3	9,3	24,1	2,4	19,6	12,0	15,4	13,9		

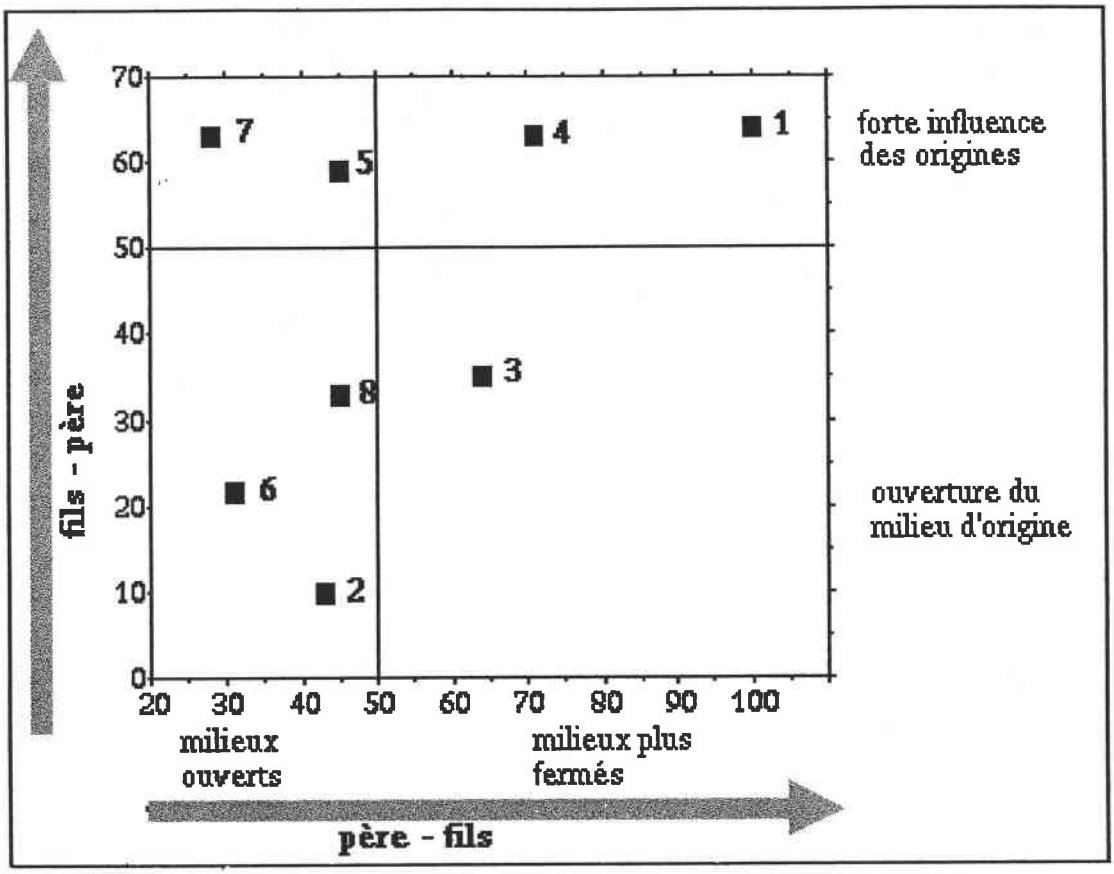
Tableau des 332 observations brutes, croisées.

		PERE								
	%	1	2	3	4	5	6	7	8	Total
FILS	1	100								100
	2	14,2	42,9				42,9			100
	3		11,5	63,6		4,5		15,9	4,5	100
	4			28,6	71,4					100
	5	3,5	10,6	15,3	2,4	44,7	12,9	8,2	2,4	100
	6		13,9	8,3		22,2	25		30,6	100
	7		2,7	27,4	0,9	11,5	15	28,3	14,2	100
	8		18,2	9,1		12,1		15,2	45,4	100

		PERE							
	%	1	2	3	4	5	6	7	8
FILS	1	63,6							
	2	9,1	9,7				7,5		
	3		16,1	35,0		3,0		13,7	4,3
	4			2,5	62,5				
	5	27,3	29,0	16,1	25,0	58,5	27,5	13,7	4,3
	6		16,1	3,8		12,3	22,5		23,9
	7		9,7	38,8	12,5	20,0	42,5	62,8	34,8
	8		19,4	3,8		6,2		9,8	32,7
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Sur le tableau croisant ces deux distributions, on constate que l'ouverture professionnelle (sociale?) est très faible dans les milieux liés à la transmission de l'outil de travail (agriculture et commerce) et dans la catégorie des cadres supérieurs. Ce sont les salariés agricoles et les personnels de service qui semblent les plus mobiles dans les trajectoires professionnelles entre deux générations.

En fait ces remarques doivent être largement tempérées par la mobilité des hommes.



Nous ne raisonnons ici aussi, que sur les populations observées sur place, et la trajectoire des milieux les plus mobiles, souvent les plus modestes aussi, nous échappe. En fait les deux phénomènes de mobilité spatiale et sociale vont souvent de pair: les changements de structure de la population provoquent mécaniquement de la mobilité sociale.

Localement, la question des trajectoires entre générations nous invitait surtout à observer ce que deviennent les fils de mineurs et les fils de cheminots.

En d'autres termes le mineur est-il fils de mineur et le cheminot fils de cheminot?

La continuité professionnelle du père au fils est plus forte pour les cheminots que pour les mineurs comme chacun le dit ici? Dès les années 1921, une école d'apprentis cheminot, destinée aux ouvriers des ateliers avait été mise en place. Dans cette école étaient admis en priorité les enfants des familles cheminotes. On comprend aisément pourquoi la Compagnie de l'Est a mis en place cette stratégie. Malgré tout, les ouvriers qualifiés sortis du centre de la Cie de l'Est succombaient fréquemment à la tentation des salaires nettement plus élevés des usines de la vallée de l'Orne, du moins dans les années vingt. Par contre, il n'y aura de centre d'apprentis pour les mines que pendant la guerre et surtout qu'après la seconde guerre. Ce n'est qu'à ce moment seulement que la succession dans le métier sera nettement visible dans les mines du Jarnisy. Au début des années vingt, le phénomène était assez peu marqué ou du moins difficile à observer parce que les trajectoires des enfants sont difficiles à suivre à l'échelle d'une localité. Le nombre des retraités sur place était encore faible, (beaucoup

n'ont pas été recensés sur place), et il est difficile de lier les professions des fils à celles des pères. En outre, les enfants de cheminots peuvent très bien travailler pour la Compagnie de l'Est dans d'autres dépôts que celui de Conflans-Jarny, sans que nous puissions nous en assurer. [68] On remarque qu'entre 1921 et 1931, 76% des apprentis de la Compagnie de l'Est sont fils de cheminots.

Pour les mineurs, le phénomène est encore plus difficile à suivre. Pratiquement tout le personnel a été renouvelé après guerre à part l'encadrement et les ouvriers étaient dans l'ensemble, trop jeunes (et assez rarement pères de famille) pour qu'on puisse suivre une quelconque filiation des professions.

Les filles et leurs mères:

Nous avons croisé dans un tableau les 151 femmes, filles et mères présentes pendant toute la période de 1919 - 1931, en reportant l'activité de chacune au delà de l'âge de 14 ans.[69] Que nous indique un tableau tel que celui-ci? On remarque d'abord que 7% des mères et filles sont actives ensemble. Mais si la "filiation" du travail est faible, en fait la combinaison des deux états, "actives", "inactives" est plus compliquée. Sur 100 filles actives, 28 avaient une mère exerçant un métier et sur 100 jeunes filles inactives, 19 seulement avaient une mère active. Tandis que sur 100 mères actives 34 filles exerçaient une profession, et sur 100 mères sans profession, 76 filles étaient sans profession aussi. Cela signifierait-il que plus la mère a tendance à être active et plus les filles le seront et inversement.

1921-1931		MERES		
		INACTIVES	ACTIVES	
FILLES	INACTIVES	91	21	112
	ACTIVES	28	11	39
		119	32	151
	INACTIVES	*60,3*	*13,9*	*74,2*
	ACTIVES	*18,5*	*7,3*	*25,8*
		78,8	*21,2*	*100*
base 100		MERES		
		INACTIVES	ACTIVES	
FILLES	INACTIVES	*81*	*19*	100
	ACTIVES	*72*	*28*	100
	INACTIVES	*76*	*66*	100
	ACTIVES	*24*	*34*	100
		100	100	

Ce fait se vérifie essentiellement dans les milieux modestes pour des raisons évidentes. En fait nous ne raisonnons encore une fois que sur les femmes stables et peu représentatives de l'activité féminine sur place. L'échantillon observé ne représente qu'imparfaitement les rapports entre mères et filles de ce point de vue, puisque bien souvent, nous ne savons pas ce que faisaient les mères des jeunes femmes assemblées ponctuellement à Jarny. Nous ne savons pas plus ce que sont devenues, du point de vue professionnel, les filles de toutes les mères actives rencontrées à un moment ou à un autre à Jarny. Notons que la femme exerçait en général un métier dans une catégorie semblable à celle de son mari quand elle était paysanne, commerçante, femme d'artisan et parfois ouvrière...mais rarement. Et finalement au début des années vingt, on ne relève que 75 couples dont le mari et la femme déclarent travailler. Très souvent, (paradoxe?) la femme de l'ouvrier n'avait pas d'emploi et réciproquement, seules 16,7% des ouvrières étaient mariées. Sur 228 actives, les deux tiers sont des célibataires tra-

---

68- Cependant, les dossiers individuels de mutation que nous suivrons pour les années trente, avec plus de recul dans la durée, confirment cette circulation professionnelle à l'intérieur de la Compagnie; généralement comme itinéraire d'ascension, et parfois, mais rarement, comme mutation pour faute grave avec rétrogradation.

69- C'est peu. Pourquoi? Dans les actes de mariage, l'activité de la jeune fille est généralement indiquée; celle de la mère ne l'est pas systématiquement: le problème est le mauvais enregistrement (ou la non reconnaissance) de l'activité des femmes mariées.

vaillant comme domestiques ou bonnes, employées et ouvrières -(cf tableaux en annexes) mais le problème est que l'activité n'est correctement notée que pour les célibataires.

Il est sans doute déjà significatif de constater dans ces années vingt que contrairement à une idée misérabiliste parfois répandue actuellement, le sort des familles de cheminots et de mineurs, n'était pas catastrophique au point de contraindre les épouses au travail. En effet, à peine 5% de leurs épouses ont une activité déclarée, comme le montre le tableau ci-contre. Ce qui est bien moins que chez les employés ou les personnels peu qualifiés des autres catégories professionnelles. En fait ce sont davantage les filles d'ouvriers mineurs et cheminots que les épouses que nous retrouvons parmi les actives. D'autres phénomènes, difficiles à mesurer, contribuent à expliquer cette situation. Ils ne relèvent plus seulement des conditions matérielles strictes, mais, comme on le constatait déjà au XIX° siècle, les filles ont une activité jusqu'à leur mariage.

1921-1931		MARI			
		MINEUR	CIE EST	AUTRES	TOTAL
	INACTIVES	148	128	530	806
	ACTIVES	8	7	75	90
EPOUSES		156	135	605	896
	INACTIVES	94,9	94,8	87,6	90,0
	ACTIVES	5,1	5,2	12,4	10,0
		100,0	100,0	100,0	100,0

Le mariage comme enjeu social.

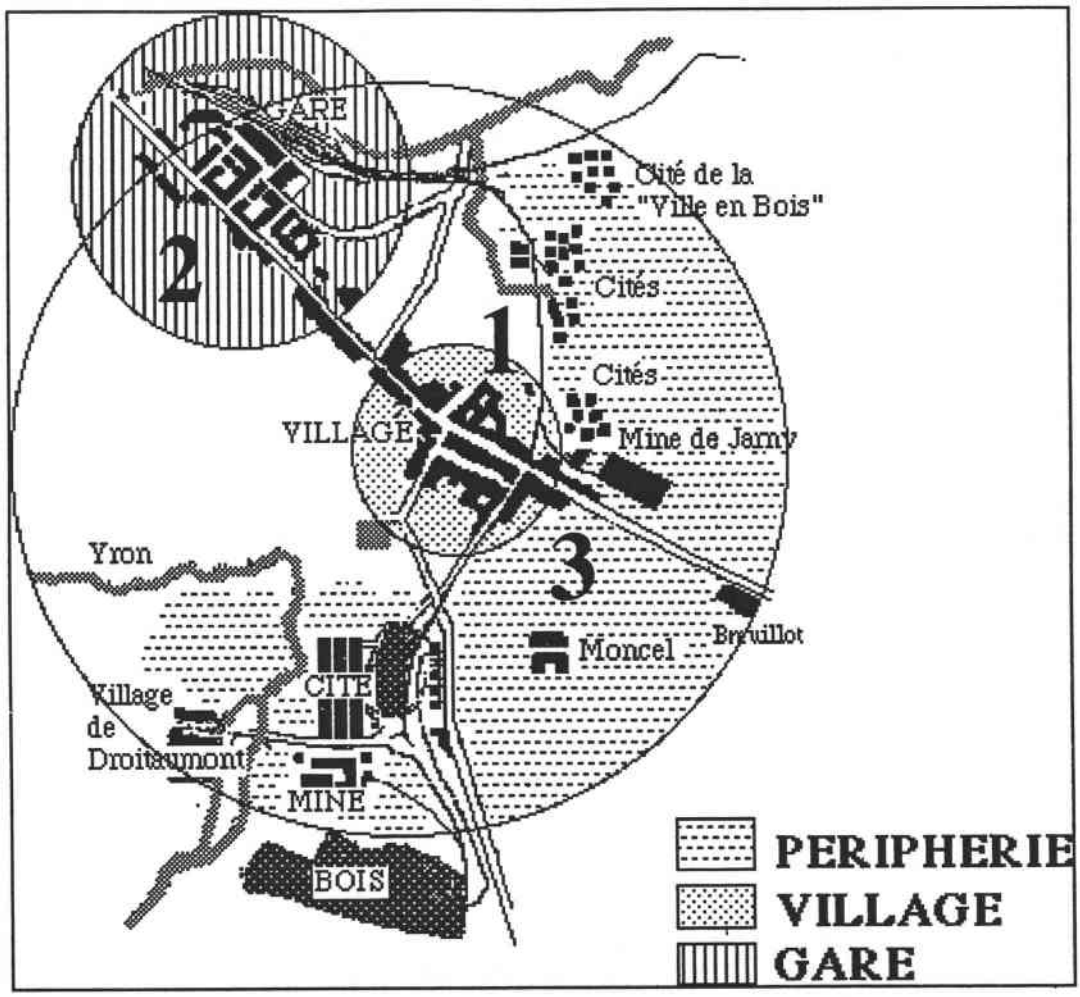
Enfin le choix du conjoint peut aider à comprendre les processus d'ouverture et de promotion sociale dans la cité. En particulier les mariages mixtes entre familles de mineurs et cheminots constituent un bon révélateur des structures sociales. L'endogamie sociale mesurée par le croisement des métiers des gendres et beaux-pères permettrait d'étudier dans quelles proportions se croisent les deux grands réseaux professionnels jarnysiens. [70] En particulier, l'étude de l'ouverture ou non de certains corps professionnels, comme le monde des mineurs, des cheminots ou celui du petit commerce, permet de mieux situer l'image correspondant à tel ou tel emploi? Nous ne pourrons le faire qu'avec des séries plus longues que celles dont nous disposons pour les 450 mariages relevés entre la guerre et 1931. En effet, nous l'avons souligné, peu de mariés à Jarny sont originaires de la cité. Leurs parents sont presque tous étrangers à la vie locale et le phénomène net d'endogamie professionnelle bien connue aujourd'hui n'est pas encore mesurable pour cette période. Le manque de séries significatives étant encore trop directement lié à la jeunesse et à l'instabilité de ces deux milieux.

Les changements de résidence reflet de la mobilité sociale?

Nous aurions aimé suivre les changements de lieux de résidence, (en numérotant par des valeurs de 1 à 3 sur la carte de la page suivante, les zones allant du centre à la périphérie). Cela n'a pas été possible sur une aussi courte période. De plus, certains transferts de résidence ne doivent pas être lus de façon univoque; on peut quitter un quartier, par exemple le secteur 2 plus récent, plus dynamique, pour la périphérie de la cité, ou bouger à l'intérieur d'une zone comme la périphérie, dans un souci de promotion à l'intérieur d'un espace hiérarchisé. C'est le cas des cités Schneider de Droitaumont, dans

70- Il vaudrait mieux croiser les professions des pères et celles des beaux-pères que celles des gendres, car ceux-ci n'en sont qu'au premier stade d'entrée dans la vie; mais ici la mobilité est faible.

lesquelles la mobilité interne est en elle-même significative des promotions sociales, tout en conservant globalement un caractère de marginalité par rapport au reste de la ville. Cela prouve combien l'examen des mobilités spatiales internes à la ville est complexe, surtout dans une cité en construction et sur une période d'observation courte.



C - LA SOCIETE D'APRES GUERRE: L'ELAN SE RALENTIT

Lendemains... de guerre

A l'image de tout le département et d'une partie de la Lorraine, le canton de Conflans va sensiblement changer ses comportements politiques au cours des années vingt. Avant guerre, l'orientation majoritaire, malgré une présence ouvrière massive, demeurait modérée;la droite libérale à la manière de Wendel, s'y était taillée une place à côté des républicains de gauche tendance Albert Lebrun. Après la guerre, les querelles de personnes qui avaient caractérisé les campagnes de 1910 et de 1914 semblent bien éloignées et c'est tout juste si l'on discerne un peu d'agitation au cours des diverses campagnes politiques du bloc national qui vont animer le secteur de la vallée rurale de l'Orne. Dans tout le district électoral de Briey tenu par François de Wendel, les querelles cèdent la place à un large consensus sur la guerre et la victoire, et les cérémonies grandiloquentes sur l'autel de la patrie accompagnées de chants patriotiques à la gloire des "poilus" héroïques donnent le ton à l'union nationale. Le canton n'échappe en rien à cette atmosphère. C'est qu'ici, plus qu'ailleurs peut-être, hommes et femmes ont pu mesurer le tribut payé. Le sang et les larmes versés ne seront jamais véritablement oubliés, comme les témoignages récents nous l'ont appris. Les sentiments des anciens combattants, ceux des familles touchées (veuves et pupilles de la nation) vont majoritairement se tourner vers la réflexion et le souvenir. Si le 11 novembre n'est jamais présenté nationalement comme une fête de la victoire et toujours comme la communion des vivants avec les disparus [1], le 26 août, date anniversaire de la tragédie des civils jarnysiens, donne l'occasion d'un recueillement régulier de ceux qui ne veulent pas oublier les malheurs de la guerre. On comprend d'autant mieux le soutien apporté à la fermeté de R.Poincaré sur l'application intégrale et rapide du traité de Versailles. Les anciens combattants et les famille des victimes de Jarny vont se charger de veiller à entretenir cet état d'esprit. Comment ces quatre années seraient-elles passées sans laisser de traces dans les esprits? Il faut se replonger dans ces années pour mesurer combien la guerre a été au centre de tous les discours: tous en parlent et le trouble demeure. Le sacrifice continue d'être magnifié par certains, déploré par les autres S'il n'est pas toujours facile de retrouver dans les témoignages, les sentiments profonds qu'a inspirés la guerre, les polémiques soulevées à l'occasion des échéances électorales d'après guerre sont là pour nous rappeler qu'elle fut alors au centre des débats politiques. A Jarny, comme ailleurs, l'élan commémoratif va dominer longtemps dans la presse régionale se mêlant l'émotion, la fidélité aux morts l'enthousiasme chauvin, voire nationaliste. La guerre et son cortège de sacrifices, sous-tend tous les débats liés à la reprise économique.

Les faits sont là en effet, et la crise secoue la région; les difficultés de la reprise sont alors

---

1- cf les travaux d'Antoine Prost

tantôt imputées aux profiteurs de guerre, tantôt à l'Allemagne qui ne paie pas; à chaque fois sont évoqués les sacrifices des disparus et des localités meurtries. Personne n' échappe à ce discours, pas même les candidats de l'opposition socialiste:«*Tous les candidats socialistes insistaient sur le fait qu'ils étaient anciens combattants et qu'ils avaient accompli vaillamment leur devoir pendant la guerre.* " Les années de guerre prennent dans ce climat une dimension quelque peu mythique, qu'on glorifie la victoire au son triomphant des trompettes, ou qu'on explique par elles tous les malheurs du temps. Pourtant, ici, contrairement à d'autres régions, la guerre n'a pas constitué une rupture radicale, ni dans les orientations politiques ni même dans le choix du personnel local. Plus qu'à une rupture, c'est à un glissement amorcé par la campagne nationale des législatives on assiste.

L'union se réalise aussi sur la question allemande. En 1919 pour la Meurthe-et-Moselle, département proche de la frontière, les problèmes des rapports avec l'Allemagne demeuraient en effet très sensibles. A double titre: celui du désarmement et celui des réparations . Ils prenaient par le spectacle des destructions encore visibles, un caractère plus concret qu'ailleurs. On n'oubliait pas non plus qu'autrefois, les troupes allemandes avaient occupé le canton jusqu'en 1873, au règlement de la dette française! M. Marin. député progressiste sortant, pouvait ainsi rappeler, sûr d'être entendu" *que le traité de paix ne désarmait pas l'Allemagne, qu'il ne donnait pas assez de certitudes pour les réparations, qu'il ne soulageait pas assez le contribuable alors que la France avait été le pivot et avait supporté tout le choc de la guerre* »[2] et il votait contre la ratification, tandis que MM. Lebrun et de Wendel élus du Pays Haut votaient pour. Quant au lorrain R.Poincaré, il allait se faire le champion de l'application intégrale du traité de Versailles;incarnant ainsi l'état d'esprit républicain des modérés lorrains, et cimentant l'union électorale d'après guerre. Pourtant, cet alignement conjoncturel ne faisait pas disparaître toutes les nuances entre libéraux progressistes et républicains de gauche.

La menace allemande et la question des réparations n'étaient pas les seuls éléments polémiques au coeur de la campagne électorale de 1919. La question de la responsabilité des uns et des autres dans le conflit qui vient de s'achever, est aussi posée. On voit ainsi s'affronter localement patriotes républicains et socialistes pacifistes. En ce sens, le paysage politique local n'a rien de particulier ni d'original; il reflète assez la tendance générale de ce lendemain de guerre: peu de candidats, peu d'élus dont le programme soit "la paix..." ou" plus jamais ça"! Mais cela n'est pas propre à une région qui se grise au cours des cérémonies de retour à la nation des régions perdues et qui craint la menace révolutionnaire qui s'est levée à l'Est de l'Europe. Dans ce contexte, faut-il chercher une signification locale particulière aux premiers tests électoraux de 1919? Oui et non.

Les législatives: du triomphe de la droite à un rééquilibrage plus modéré.

Dans la campagne des législatives de 1919, les débats vont tourner autour de la reconstruction et de la lenteur du redémarrage de la production et du trafic; le tout dans un contexte international marqué par la révolution russe. Et, en 1919, les socialistes lorrains parlaient avec sympathie de la Russie bolcheviste. Dans leur programme ils déclaraient: *« nous voulons que cesse l'action engagée*

2- Eclair de l'Est, 20 septembre 1919

contre le peuple russe, coupable seulement d'avoir secoué le joug du tsarisme et d'avoir organisé une république socialiste. » [3] Avant le congrès de Tours et la scission, ils s'opposaient à l'intervention et, protestaient contre toute idée d'entente électorale avec un parti bourgeois. Par ailleurs la campagne de 1919 se déroule sur fond de grèves dans les mines, contre la "vie chère", et pour l'amélioration des conditions de travail; en particulier pour l'application de la journée de 8 heures.[4] L'ordre de grève générale lancé par la C. G. T. pour le 31 juillet 1919 ne fut guère suivi. [5] Cependant, plusieurs unions se constituent chez les mineurs et les cheminots du Jarnisy. Face à cette fièvre revendicative, il n'est pas étonnant de retrouver dans "l'Eclair de l'Est", journal conservateur, les anciens arguments contre les socialistes "vendus" à l'ennemi. Son rédacteur en chef, Paul Sordoillet n'hésitait pas à opposer les grévistes français, aux ouvriers allemands qui accomplissaient des journées de dix à douze heures. [6]

Les premières consultations se déroulent donc dans un climat social nettement tendu l'inquiétude va pousser les électeurs vers les défenseurs de l'ordre. Ajoutons enfin, que, malgré l'enthousiasme général et volontiers aveugle, qui accompagne le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, la mise en cause des industriels lorrains au cours de la campagne prend ici un aspect aigu. Le débat national autour de la responsabilité de chacun dans la guerre, débat, mettant souvent en cause les "profiteurs de guerre", vient troubler une atmosphère générale marquée par l'enthousiasme né de la victoire. « *Dans leur campagne électorale, ils* [les socialistes]*attaquaient le Comité des Forges, voulant ainsi viser la personne de M. de Wendel qui en était le président, et ils lançaient contre lui l'accusation d'avoir agi pendant la guerre pour empêcher le bombardement de ses usines.* » [7] Malgré ces accusations auxquelles il a répondu dans une brochure spécialement destinée à son personnel, François de Wendel, député local sortant, sollicite à nouveau les suffrages de la circonscription. [8] En dépit des critiques, François de Wendel retrouvait son siège en novembre 1919. [9]

Dans l'arrondissement, quatre listes étaient en présence après la guerre. [10] Peut être en rai-

3- "Impartial de l'Est" le 8 novembre 1919.
4- Des mouvements de grève s'étaient produits dans le département. Les plus longs et les plus graves furent ceux de la métallurgie, d'abord en janvier 1919, aux usines de Neuves-Maisons et de Frouard, puis en juin 1919 dans le bassin de Briey, mais ils furent assez peu suivi dans les mines jarnysiennes.
5- En Lorraine, écrit P. Barral : « *le climat particulier des lendemains de l'armistice donne un certain élan à l'extrême-gauche révolutionnaire, mais la flamme retombe vite. Les noyaux convaincus qui subsistent n'ont qu'une maîtrise limitée sur l'opinion, même dans des milieux industriels qui sembleraient favorables* .» (Pierre Barral , in Collectif, "La Lorraine de 1900 à nos jours ".)
6- "L'Eclair de l'Est" du 8 octobre 1919.
7- Thérèse Vautrin, "Les élections législatives en Meurthe-et-Moselle de 1919 à 1928, in Annales de l'Est, n° 2 , année 1958.
8- On se plaît généralement à rapporter son paternalisme support de son engagement politique:"*L'arrondissement de Briey était essentiellement industriel, usines métallurgiques de Jœuf, propriété de la famille de Wendel...L'influence des de Wendel, tant au point de vue industriel que politique s'étendait bien au-delà des limites de l'arrondissement et du département, particulièrement en Moselle. M. de Wendel passait pour être le bailleur de fonds du groupe de droite de Meurthe-et-Moselle et de la plupart des journaux de droite. Il exerçait sur les familles de ses ouvriers et même sur un grand nombre d'habitants de la région un paternalisme bienveillant.* " (id)
9- Il l'emportait, malgré la campagne de la gauche locale, et surtout parce que le retour à un scrutin de liste lui évitait les pénibles dissensions d'avant guerre:«*A l'influence de M. de Wendel s'opposait celle de M. Dreux, président du conseil d'Administration des aciéries de Mont-Saint-Martin. M. Dreux, ami de M. Lebrun, opposait généralement un candidat républicain de gauche au candidat de droite appuyé par M. de Wendel. Mais il n'était guère de différence entre le candidat de droite et le républicain de gauche.* .»id) Nous reviendrons sur cette dernière remarque qui nous paraît pour le moins un peu rapide.
10- Pour nos commentaires, nous ne retiendrons que les résultats obtenus par la liste d'Union Républicaine conduite par MM. Lebrun, De Wendel, Marin... et par la liste socialiste avec MM. Doley, avocat et conseiller municipal de Briey, Arthur Roger, secrétaire du syndicat des ouvriers coiffeurs, le Dr Strack, docteur en médecine à Malzéville, Petitjean, pharmacien à Foug, Paul Streng, ajusteur mécanicien à la Compagnie générale électrique, secrétaire général du syndicat des ouvriers en métaux de Nancy, Charles Dilly, fondateur et secrétaire du groupe socialiste à Lunéville. Théodore Gaertner, secrétaire du groupe socialiste de Nancy.

son de la faiblesse de leurs chances et saisissant la tribune qui leur était proposée pour l'occasion, les socialistes locaux ont adopté au cours de la campagne, un ton particulièrement vif contre les candidats du courant majoritaire, dénoncés comme fauteur de guerre, agents du patronat et du gouvernement d'union nationale.[11] Une réunion publique de l'URD, se tient à Conflans le 10 novembre 1919. Il n'est pas sans intérêt de constater que les candidats sont présentés et parrainés par des élus municipaux jarnysiens. [12] Ancien maire ou nouveaux élus , donnent ainsi corps à l'union nationale.

Que proposent les candidats de l'Union Républicaine au cours de cette réunion? «*...M. de Wendel député sortant a pris le premier la parole; en dehors des explications qu'il avait données à Chambley, il présente les trois nouveaux candidats et parle de l'Allemagne....M. Lebrun, député sortant prend ensuite la parole. Il parle du concours des Allemands, explique les différentes questions qu'il a exposées au canton de Chambley et s'attache plus particulièrement à la reconstitution du pays, parle des difficultés rencontrées et du devoir que l'union nationale a à assumer quant à l'exécution intégrale du traité de paix par l'Allemagne vaincue....M.Marin député sortant prend la parole. Il parle des intérêts de la France en Orient, des moyens de défendre ses intérêts par l'union nationale.. .*»[13] Comme on le constate, les candidats donnent à leur discours une dimension politique nationale à laquelle il rattachent ensuite les préoccupations régionales et locales. On y retrouve ce qui sensibilise les populations: la justification du sacrifice pour la grandeur de la France et la part que le vaincu prendra nécessairement dans le redressement des régions meurtries. On y retrouve aussi une idée chère aux partisans de l'union nationale, celle de la cohésion face aux dangers allemand et révolutionnaire.

Les socialistes présents dans la salle portent la contradiction aux orateurs de l'Union Républicaine. « *Le citoyen Roger* [14]*, candidat socialiste prend la parole. Il commence à accuser les orateurs de bourreurs de crânes. Il reproche à M.Marin de n'avoir pas voulu voter la loi sur les syndicats et attaque tour à tour M.Lebrun et Fringaud, le premier pour avoir englouti des millions au ministère des régions libérées, le deuxième est traité de renégat. Il reproche aux députés sortants de n'avoir pas voulu désarmer l'Allemagne pour justifier la nôtre...(sic)* »[15] Ensuite, c'est un cheminot jarnysien qui se lance dans le débat:« *Le citoyen Wolff* [16] *, secrétaire des syndicats des cheminots de Conflans-Jarny a pris la parole. Il a reproché en termes violents à M. de Wendel d'avoir acheté ses ouvriers avec des pièces de 20F ou des litres de vin.. Il explique d'une façon confuse que la liste de l'union nationale ne répond pas au désir des ouvriers car celle-ci est formée de capitalistes et profi-*

11- « *Les centres ferroviaires de Longuyon et de Conflans donnaient à l'arrondissement une assez forte proportion de cheminots. Ceux-ci soumis à la propagande socialiste et communiste, d'autre part indépendants par leur situation des maîtres de forges, étaient des adversaires de la politique de M. de Wendel, comme de M. Dreux.* " (id)

12- "*Le bureau de l'union républicaine a été formé par M.Beugnet* (1er adjoint au conseil municipal) *conseiller d'arrondissement, président de séance, et MM. Gadol* (ancien maire) *et Boyer assesseurs...* (AD M&M 3M91).

13- ADM &M 3M91.

14- M.Arthur Roger était un ancien mutilé de guerre, socialiste, responsable de l'Association Républicaine des Anciens Combattants, futur militant communiste;M.Roger, à une réunion à Lunéville, le 8 novembre 1919, faisait un historique de la révolution russe (Impartial de l'Est, le 8 novembre 1919); mais, foncièrement unitaire, il sera exclu en 1923.

15- ADM &M 3M91.

16- M.Wolff Gaston, 33 ans en 1919, natif de Bar-le-Duc, habitant rue de Verdun à Jarny, est alors mécanicien à la Cie de l'Est.

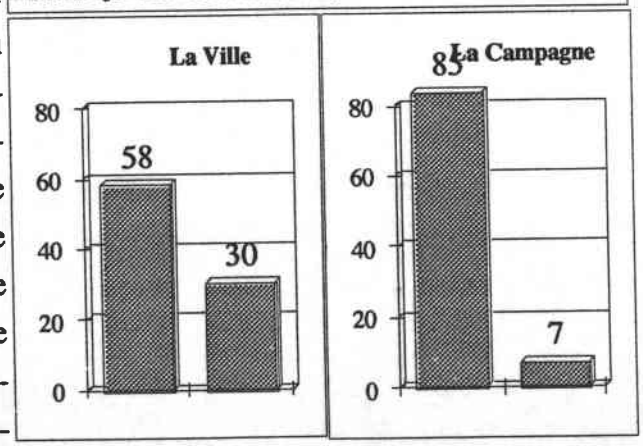
teurs de guerre. »[17] Malgré la faible participation des Jarnysiens au vote, les réunions ont, semble-t-il été animées!:«*Environ 200 électeurs parmi lesquels 70 à 80 cheminots assistaient à cette réunion. Pas d'incidents à signaler* ».[18] Mais le ton polémique n'avait rien à envier à celui d'avant guerre.

Pour le canton le dépouillement des votes fait apparaître sur les 3447 électeurs inscrits, 2014 votants (soit 57% des inscrits) et 1980 suffrages exprimés (soit 56% des inscrits). Notons qu'à Jarny, sur les 1314 électeurs inscrits, il y a eu seulement 514 votants et 504 suffrages exprimés. [19] Ces résultats relativisent quelque peu les commentaires sur les pourcentages obtenus par les différents candidats, puisque l'on s'aperçoit qu'un tiers à peine des inscrits à Jarny, se sont sentis concernés par cette élection. Cela confirme peut-être la part instable des populations de la cité, population d'ouvriers des chantiers de la reconstruction (cf l'entreprise Richard à Jarny), inscrits temporairement, et beaucoup moins attachés que les ruraux (le reste du canton) à des préoccupations électorales locales. Ou bien, à une époque où la notion de parti politique demeure encore assez neuve pour le monde ouvrier, il y a peut-être là une marque du désintérêt des voies électorales, auprès de ceux qui rêvent de changements plus radicaux! La. C. G. T., fortement marquée par ses influences anarchistes typiquement françaises d'ailleurs, se défendait de soutenir aucun parti. [20] Or, comme, très vite l'élan syndicaliste retombe dans les mines et le chemin de fer, on ne saurait conclure sur ce désintérêt ouvrier pour les urnes: par cette attitude, il y aura désormais dans les consultations à venir, absence totale de reconnaissance du poids réel des mineurs et cheminots dans le Pays Haut.

1919	inscrits	votants	exprimés
Canton	3447	2014	1980
Jarny	1314	514	504
Canton	100	58,4	57,4
Jarny	100	39,1	38,4

(ADM &M 3M91)

En %	U.R.D.	Soc.
Canton	74	16
Jarny	58	30
Conflans	53	35
Labry	64	22
La campagne	85	7
Jarny-Conflans-Labry	58	30



Dans le décompte des voix, la différence entre les votes des" ruraux " et des " citadins " du canton était assez prévisible. Les communes rassemblant les populations ouvrières votent davantage socialiste; c'est toutefois encore très loin de représenter une majorité. Cela confirme la faible implantation des organisations ouvrières à cette date, et cela, malgré le mouvement revendicatif de cette année là, surtout chez les mineurs. Cette apparente contradiction entre une population ou-

17 et 18- ADM &M 3M91.

19- Pour l'ensemble du département, écrit T. Vautrin, " *On peut d'abord constater la proportion assez élevée des abstentions, un quart en moyenne. Il y en eut beaucoup dans toute la France, causées soit par l'indifférence, soit par l'absence de certains électeurs (c'était le cas de certains réfugiés), soit par une mauvaise rédaction des listes électorales qui après le bouleversement de la grande guerre avaient conservé comme électeurs des hommes morts ou émigrés. On ne sait quelle part accorder à chacun de ces facteurs.* .»**Thérèse Vautrin, op. cité)**

20- « *La C. G. T. décide de passer à l'action directe, ce qui veut dire que les travailleurs organisés pour leurs revendications se passeront des inutiles et encombrants intermédiaires du parlement* " **(Réveil Ouvrier du 12 octobre 1919)**

vrière agglomérée dans ses cités et le vote conservateur majoritaire doit faire l'objet de notre attention pour l' étude des sensibilités politiques que nous suivront au long de ces années d'entre deux guerres.[21] Déduire des votes aux législatives, votes à caractère très politique, la physionomie politique d'une société locale, serait trop simple. Conclure sur la "couleur" de la municipalité à partir de ces résultats paraît donc délicat. Mais c'est un bon reflet de la "sensibilité" de la ville de Jarny à cette date; en particulier ils permettent de mieux relativiser l'élan révolutionnaire dont une certaine tradition voudrait parer le monde des mineurs et des cheminots.

Les candidats de la liste d'entente républicaine et d'union nationale, ayant obtenu la majorité absolue des voix furent tous élus. Ils remportaient en moyenne 70 à 75 % des suffrages. 20 % des voix étaient allées aux socialistes, et 4 à 5 % aux radicaux qui subissaient une écrasante défaite. C'est à Briey et à Toul que la liste d'entente obtenait le plus de voix : 75 %. Le canton de Conflans s'inscrivait dans la tendance générale du département. Aux élections de 1914 avaient été élus trois députés républicains , dont Albert Lebrun (Briey) et quatre libéraux dont F.de Wendel (Briey). Voilà pourquoi, "l'Est Républicain" et "l'Etoile de l'Est" semblaient vouloir ramener à des proportions plus justes, la victoire de la liste d'entente.« *Aucun parti n'a le droit de s'enorgueillir, car aucun ne triomphe réellement. Les partis se sont unis, seule cette union les a sauvés les uns et les autres. Mais il ne faut pas croire que si la troupe républicaine s'est augmentée de citoyens qui n'acceptaient pas les lois démocratiques, ces citoyens pourraient essayer de supprimer les lois. Le pays ne l'accepterait pas* » .[22]

Les élections de 1924 et 1928 nuancent la tendance d'après guerre.

Les élections de 1924, sont marquées par l'alliance des formations radicales et radicales-so-

---

21- Il en est dans du Jarnisy, comme du reste de la France où un vaste élan porte au parlement le bloc national, groupement dont " le Temps " (journal de François de Wendel) analysait le succès en notant: «*aux élections ...l' électeur a entendu surtout barrer la route au bolchevisme destructeur, révolutionnaire et spoliateur. La France, pays d'épargne et de prospérité n'a pas voulu que des pouvoirs anonymes s'emparassent...de son épargne, de ses champs, de ses titres, de son capital acquis parfois péniblement tout le long d'une existence de peines et de labeurs...*» (**"Le Temps", le 7 décembre 1919**)

22- L'Est Républicain, 19 novembre 1919.

23- Et "l'Etoile de l'Est", comme "le Temps", expliquaient la défaite des radicaux par la peur du bolchevisme. " *Le bolchevisme a dominé toute la consultation et bien qu'ayant été excommuniés par le parti socialiste, les radicaux et les radicaux socialistes dans bien des cas ont été considérés comme dangereux. La France ne veut pas du désordre, elle affirme sa volonté en faisant un coup de barre à droite.* " (**23 novembre 1919**) Enfin, ce journal reprenait la même idée que "l'Est Républicain" :" *Les résultats de dimanche en ce qui concerne notre département ne veulent pas dire que les voix républicaines aient diminué. La liste d'entente comportait des noms qui, étant en tête d'une liste de républicains de gauche, auraient entraîné les suffrages en nombre pour la faire passer.*» (Etoile de L'Est, 23 novembre 1919) Notons le bel optimisme du sous préfet de Briey déclarant au préfet de Meurthe-et-Moselle: « *Pour faire suite à votre demande de rapport du 12 mars écoulé, j'ai l'honneur de vous informer ...que dans mon arrondissement l'opinion publique et les sentiments de la population correspondent entièrement à l'action gouvernementale et l'approuvent dans le développement de son programme de politique extérieure. Les souvenirs de l'occupation, le cortège de misères, de privations et de deuils, les craintes de subir le sort des provinces autrefois annexées, aujourd'hui libérées, sont d'hier, et la voix populaire s'élève unanime pour encourager et soutenir le gouvernement dans ce qu'elle estime être des revendications légitimes, seules susceptibles de relever les ruines et de garantir l'avenir... Aussi cet arrondissement, autrefois le théâtre de luttes politiques ardentes a-t-il fait taire ses passions, et, pour le moment, uniquement préoccupé de reconstitution, il ne s'est pas encore avisé de reprendre ses formations de parti* .»(Esprit public... rapport du sous-préfet mars 1920 AM &M 1M657) Ainsi quelques mois après la fin du conflit, ni les mouvements sociaux et politiques des années 1919-1920, ni les difficultés dans les rapports tendus qui s'installent entre vainqueurs et vaincus notamment sur les questions industrielles régionalement (le charbon), ne semblent donner au sous-préfet à la moindre inquiétude. Pourtant derrière ce bel enthousiasme et cette unanimité de façade, nous savons que les difficultés sommeillent. La guerre n'est pas passée sans laisser de traces dans les populations. Jarnysiens d'hier ou nouveaux venus, tous ont pu méditer le leçon de ces années noires. Certes, pour l'heure, il faut continuer de reconstruire et d'équiper les régions meurtries. Le sous-préfet peut en tirer l'idée que la vie repart comme avant, mais en dehors du cadre électoral rassurant, et déformant les tensions réelles, de nouvelles crises sont en germe et vont surgir à la fin des années vingt.

cialistes dans le cartel des gauches. [24] Trois listes étaient en présence, avec une liste d'union nationale, regroupant les libéraux de droite et quelques républicains de gauche, une liste radicale et socialiste (avec un responsable syndical du dépôt de Conflans-Jarny, dont nous ne savons presque rien) et enfin une liste communiste. L'alliance entre radicaux et socialistes semblait assez fragile.[25] Finalement la liste de droite l'emportait très largement à Briey comme dans tout le département, constituant même une exception nationale. Ce qui ajoutait un paradoxe supplémentaire dans ce secteur où allait se confirmer la faiblesse des forces de gauche.

BRIEY	1924		%	Canton
Inscrits		24422		
Votants		20463	83,8	
Exprimés		20145	82,5	
	Parti	Voix		Voix
Marin	Union nationale	12940	64,2	
Ferry	Union nationale	12867	63,9	
Fringant	Union nationale	12688	63,0	
Mazerand	Union nationale	12766	63,4	
De Warren	Union nationale	12554	62,3	
De Wendel	Union nationale	12387	61,5	
Petitier	Union nationale	12403	61,6	
Chaize	Radical et Soc	6018	29,9	
Doley	Radical et Soc	5989	29,7	
Marie	Radical et Soc	6392	31,7	
Leonard	Radical et Soc	5795	28,8	
Blanc	Radical et Soc	5742	28,5	
Julliot	Radical et Soc	5647	28,0	
Pilant	**Radical et Soc**	**5684**	**28,2**	787
Ancé	Communiste	1351	6,7	
Aubert	Communiste	1241	6,2	
Dubroca	Communiste	1333	6,6	
Herbst	Communiste	1336	6,6	
Laugamp	Communiste	1339	6,6	
Maurey	Communiste	1336	6,6	
Théveneau	Communiste	1344	6,7	

BRIEY 2	1928		%	Canton
Inscrits		10105		
Votants		8978	88,8	
Exprimés		8843	87,5	
		Voix		Voix
De Wendel	URD	5543	62,7	
Claiche	**Rad.Soc**	**2410**	**27,3**	
Péroux	SFIO	580	6,6	80
Thouvenin	Communiste	251	2,8	76
Larue	Rép. de Gauche	57	0,6	

En 1928, le scrutin de liste est abandonné au profit d'une élection nominale. Dans l'arrondissement de Briey 2, François De Wendel est opposé à 4 candidats, dont M.Claiche, radical socialiste, adjoint au maire de Conflans et conseiller d'arrondissement. On remarquera le succès confortable de l'industriel de Jœuf, dans une circonscription rurale et industrielle, le faible score des partis ouvriers (SFIO 2,3% et PC 2,2% dans le canton de Conflans). Enfin l'écrasement des républicains de gauche, montre que les voix se sont dispersées entre URD et Radicalisme.[26]

Ces remarques au sujet des élections législatives montrent ponctuellement le glissement global de l'arrondissement vers la droite (à l'image du département et de la Lorraine) et surtout la grande faiblesse des formations de gauche dans le Pays Haut (malgré quelques poussées timides au lendemain de la guerre). Mais ces remarques doivent-elles être étendues à un échelon plus local, celui du canton ou de la municipalité par exemple? Oui et non. Oui, parce que l'on constate que les conseillers généraux du canton sont généralement des hommes de droite, fortement implantés dans

24- MM. Victor Chaize, entrepreneur à Nancy et amputé de guerre, Paul Marie, maire de Longuyon, conseiller général de Meurthe-et-Moselle, Raymond Léonard, avocat à la Cour d'Appel de Nancy, Emile Blanc, typographe, qui a été mis à la tête de l'imprimerie des mutilés, Henri Juliot, agent industriel à Nancy et deux socialistes, Charles André Doley, avocat à la Cour d'appel de Nancy et Emile Pilant, employé de chemin de fer, secrétaire du syndicat des cheminots de Conflans-Jarny.

25- " *Les radicaux intelligents* , écrivait "l'Impartial de l'Est" du 1er mai 1924, "*dénoncent eux mêmes l'immoralité de l'alliance et n'hésitent pas à écrire que le cartel des gauches est une combinaison attrape-pièges . ..*» Paul Sordoillet dans "l'Eclair de l'Est", déclarait le 28 avril 1924 :« *Pas d'idéal unique entre les radicaux et les socialistes : les premiers bourgeois capitalistes, les seconds adversaires déclarés du capitalisme et de la propriété individuelle* ". "*..L'Impartial de l'Est démontrait que le bloc des gauches mènerait au communisme* :"

26- Pendant quelques années, on assiste en effet à une redéfinition de l'étiquette républicaine. En particulier on pourrait s'étonner de voir les républicains de gauche s'allier avec la droite conservatrice par crainte du désordre. On ne devrait cependant pas trop vite en conclure sur leur disparition, car ces républicains, un peu orphelins depuis le départ d'Albert Lebrun au sénat, n'en continuent pas moins d'avoir une activité locale et un réseau influent dans les campagnes, comme nous allons l'indiquer. Ajoutons qu'ils conservent, comme à leur origine, un profond souci laïc et une volonté affichée de défendre les institutions.

les campagnes comme le soulignent les rapports du sous-préfet: «...*le tableau que j'ai eu l'honneur de vous adresser ... pour Conflans si j'en crois les renseignements qui me parviennent, M.Weyrich maire de Conflans, radical socialiste aurait l'intention de se présenter contre M.Bertrand conseiller sortant Si cette éventualité se réalise, j'estime que le siège restera à M.Bertrand .*» [27] M.Bertrand, comme le rappelle sa nécrologie était:«...*notaire à Conflans, conseiller général , âgé de 46 ans, né à Longuyon, fils de directeur d'école, candidat libéral contre M Cordier négociant à Toul en 1919... M.Bertrand avait été élu la première fois en 1919 comme candidat libéral et il avait été réélu en 1922.* » [28] M.Bertrand, descendant de la famille Bertrand, largement représentée au XIX° siècle dans les assemblées locales et municipales du Jarnisy, était le type même du notable traditionnel, conservateur et bien en place, puisqu'il maintient ses scores entre 1919 et 1922, avec plus de 58% des voix .

Non, car au scrutin pour le renouvellement du siège de conseiller d'arrondissement en 1919, M.Beugnet, républicain de gauche, est quasiment plébiscité avec 317 voix sur 380 dans la ville de Jarny où il est premier adjoint et avec 1473 voix dans tout le canton; en 1924 M.Beugnet obtient 1722 voix sur les 1735 exprimées lors des cantonales.

Elections cantonales du 14 décembre 1919							
	Inscrits	Votants	Exprimés	Bertrand	%	Cordier	%
Canton	3474	1596	1590	929	58,4	647	40,7
dont villes	1937	675	658	236	35,9	371	56,4
dont villages	1537	921	932	693	74,4	276	29,6
4 exemples							
JARNY	1304	380	370	128	34,6	205	55,4
CONFLANS	304	164	160	48	30,0	106	66,3
LABRY	248	100	99	40	40,4	51	51,5
GIRAUMONT	81	31	29	20	69,0	9	31,0
Bertrand, notaire, candidat ERD d'Entente Republicaine Démocratique							
Cordier, commerçant et agriculteur à Toul, Républicain socialiste.							
Elections cantonales du 14 mai 1922							
	Inscrits	Votants	Exprimés	Bertrand	%	Weyrich	%
Canton	2856	2150	2072	1203	58,1	860	41,5
dont villes	1423	912	879	398	45,3	475	54,0
dont villages	1433	1238	1193	805	67,5	385	32,3
4 exemples							
JARNY	836	472	453	243	53,6	204	45,0
CONFLANS	302	242	234	44	18,8	190	81,2
LABRY	221	143	138	71	51,4	67	48,6
GIRAUMONT	64	55	54	40	74,1	14	25,9
(ADM&M 1Z 9)							
Bertrand, notaire, candidat ERD d'Entente Républicaine Démocratique							
Weyrich, entrepreneur à Conflans, Radical socialiste.							

Non, si l'on observe les votes dans les villes du canton, où l'on remarque les scores élevés des radicaux socialistes en particulier dans le chef lieu cantonal, Conflans, ville où le candidat est également maire. L'esprit de clocher jouant ici aussi à plein dans des élections à caractère local avant tout.

Non surtout, si l'on scrute dans le détail les élections municipales du canton de Conflans; du moins si l'on accorde quelque importance aux étiquettes des conseillers municipaux élus. En effet que remarquons-nous dans le tableau ci-après, présentant l'étiquette politique de tous les conseillers municipaux élus dans les 25 communes entre 1919 et 1929? Si les maires demeurent des ruraux de droite surtout (16 maires sont des cultivateurs URD en 1925), il faut nuancer ce jugement car en 1929, ils ne sont plus que 10 à se déclarer URD et 5 se déclarent désormais républicains de gauche. Ajoutons que les conseils municipaux du canton et surtout des grosses communes comme Jarny, ont

27- AD M&M 1Z9.
28- AD M&M 1Z9

depuis longtemps une majorité d'élus républicains de gauche. Le terme comme on le voit est assez ambigu. Certes il y a dans ces diverses élections à la fois une dimension nationale, par le poids écrasant des évènements relayés par une presse écrite largement diffusée et par celui des particularismes locaux. La proximité de la ville n'explique pas tout. Ainsi, la majorité de droite des législatives, très nettes sur les cartes dressées par les historiens comme F.Goguel, pas plus que la poussée (légère) socialiste ne se retrouve au niveau des municipales dans tout le canton et à peine au niveau des élections au conseil général et au conseil d'arrondissement où le candidat de gauche, a bénéficié de la mort sub-

Répartition des conseillers municipaux du canton en 1919

	nb d'élus	Communistes	%	Socialistes	%	Radicaux & Rad.Socialistes	%	Républicains de Gauche	%	Progressistes (libéraux)	%
CONFLANS	12					5	41,7	7	58,3		
GIRAUMONT	12							4	33,3	8	66,7
JARNY	21							10	47,6	11	52,4
LABRY	12							3	25,0	9	75,0
VILLES	57	0		0		5	8,8	24	42,1	28	49,1
VILLAGES	212	0		0		3	1,4	106	50,0	103	48,6

Le tableau complet et les cartes sont en annexes

Répartition des conseillers municipaux du canton en 1925

	nb d'élus	Communistes	%	Socialistes	%	Radicaux & Rad.Socialistes	%	Républicains Radicaux	%	Républicains de Gauche	%	U R D (libéraux)	%
CONFLANS	12					11	91,7	1	8,3				
GIRAUMONT	12									6	50,0	6	50,0
JARNY	23					14	60,9	2	8,7	4	17,4	3	13,0
LABRY	12									8	66,7	4	33,3
VILLES	59	0		0		25	42,4	3	5,1	18	30,5	13	22,0
VILLAGES	212	0		0		7	3,3	2	0,9	124	58,5	79	37,3

Le tableau complet et les cartes sont en annexes

Répartition des conseillers municipaux du canton en 1929 (AD M&M 3M 206 à 207)

	nb d'élus	Communistes	%	Socialistes	%	Radicaux & Rad.Socialistes	%	Républicains Radicaux	%	Républicains de Gauche	%	U R D (libéraux)	%	Douteux	%
JARNY	23					8	34,8			12	52,2	3	13,0		
CONFLANS	12					11	91,7			1	8,3				
LABRY	12									10	83,3	1	8,3	1	8,3
GIRAUMONT	12									8	66,7	4	33,3		
VILLES	59					19	32,2			31	52,5	8	13,6	1	1,7
VILLAGES	212	0		0		16	7,5	1	0,5	129	60,8	62	29,2	6	2,8

Le tableau complet et les cartes sont en annexes

ite de l'élu conservateur, pour s'installer.[29] Ajoutons que l'on peut s'interroger sur la valeur des étiquettes politiques déclarées. Si l'on prend l'exemple des 36 conseillers jarnysiens, seuls 40% ont conservé au cours des diverses élections la même étiquette politique (tableau plus loin)! Faut-il cependant suivre François Roth quand il dit que désormais les Républicains de gauche doivent être statistiquement classés à droite?[30]

Les élections et la vie municipales des années vingt .

La grande stabilité du conseil municipal jusqu'en 1934

Au niveau municipal, on note une très grande stabilité des hommes et donc de la composition sociale de l'équipe réunissant les divers conseillers qui se succèdent à l'Hôtel de ville entre 1919 et 1934. Elles laisse une assez large place aux hommes d'avant guerre, aux milieux les moins mobiles, assis, mariés et pères de famille.

En 1912, rappelons-nous, Henri Charles Genot avait été élu maire par 15 voix sur 21, devançant Victor Gadol qui n'en obtenait que 6. Le conseil était alors dominé par, les vieilles familles jarnysiennes auxquelles s'étaient ajoutés quelques nouveaux venus, principalement des employés de la Compagnie de l'Est. Après la disparition du précédent maire fusillé), on aurait pu s'attendre à

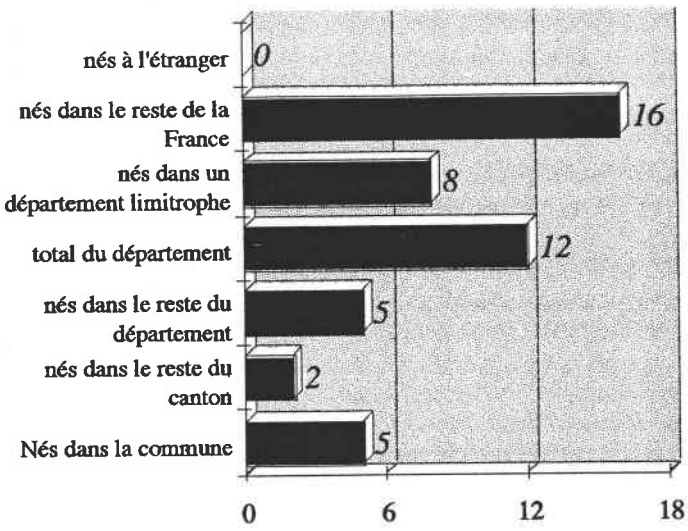
29- «*...suite à l'élection au conseil général le 9 novembre 1924 de M.Beugnet vétérinaire à Jarny, républicain de gauche, le siège de conseiller d'arrondissement est vacant. Par suite d'une rivalité ancienne entre l'importante ville de Jarny et le chef lieu, Conflans, il semble bien que l'unanimité ne puisse se faire sur le choix du candidat représentant les forces de gauche. M.Weyrich, maire de Conflans, radical et radical socialiste, paraissait devoir sortir dimanche prochain 5 juillet de la réunion que le comité radical et radical socialiste a organisée en vue de cette élection. Mais M.Genot maire de Jarny qui est inscrit lui aussi à ce comité vint de faire acte de candidat dès hier 30 juin, et j'ai reçu ce matin 1 er juillet confirmation écrite de cette candidature. La seule question qui se pose à l'heure actuelle est de savoir si le comité désavouera M.Genot et s'il décidera de présenter quand même la candidature de M.Weyrich ou si M.Weyrich en présence de la candidature du maire de Jarny se déterminera à poser la sienne* .» **AD M&M 1Z9)**. Finalement, M.Genot n'insistera pas.

30- « *Les changements sont davantage dans les comportements et les étiquettes que dans les hommes. Les gros bataillons de droite se rencontrent désormais dans l'"Union Républicaine et Démocratique" (U.R.D), nouvelle dénomination qui remplace celle de " républicain libéral." ou de "républicain progressiste". Les "Républicains de Gauche", que nous avons maintenus à gauche jusqu'en 1914, doivent être désormais classés à droite ; leur dérive est telle que l'étiquette doit cesser de faire illusion. Cette classification est d'autant plus justifiée qu'aucun d'entre eux ne s'associe au Cartel des Gauches.* »**(F.Roth La vie politique en Lorraine au XX°siècle p47)** Ce reclassement est ici aussi une conséquence de la vie politique nationale. La peur des extrêmes pousse la plupart des radicaux vers le centre et certains autres vers la gauche. Mais de là à dire que les républicains de gauche sont à classer à droite, c'est d'abord ne pas suivre le sous-préfet de Briey qui dans son rapport de 1929, (tableau ci-contre **ADM&M 1Z 12**) groupe les élus entre gauche et droite en classant les républicains de gauche avec la gauche). C'est oublier que le sous préfet n'hésite pas à classer M.Beugnet comme homme de gauche quand il écrit ses rapports réguliers "... *M.Beugnet est 1 adjoint de l'importante commune de Jarny et il est également conseiller d'arrondissement du canton de Conflans C'est un excellent républicain nettement nuancé à gauche...* .» **AD M&M 1 Z 12)**Surtout c'est oublier que les tentatives menées par des notables jarnysiens de droite (petits patrons d'industrie, directeur de la brasserie, chef de gare, imprimeur) pour dresser une liste d'union avec les républicains de gauche contre les listes "ouvrières" se verront régulièrement opposer une fin de non recevoir. "*...pour les élections municipales du mois de mai prochain, plusieurs listes seront probablement présentées à Jarny. jusqu'à ce jour, trois listes seront en présence: celle de monsieur le maire actuel, celle des commerçants dont le sieur Goussot (directeur de la brasserie), Drapier (agent général d'assurances) et Auer, chef de gare feront partie et celle des ouvriers, pris pour la plus grande partie parmi les cheminots qui habitent les environs de la gare....Des propositions de fusion ont été faites à M. le maire de Jarny par le chef de gare et le directeur de la brasserie; M.le maire a refusé. Si les trois listes restent en présence, il y a 7 chances sur 10 que la liste de M.le maire soit élue, la liste des ouvriers en faisant le jeu....Les opinions de la liste Goussot-Auer seraient celles du bloc national et celles de la liste des ouvriers seraient celles du Cartel des Gauches jusqu'à ce jour* .» **17 mars 1925 AD M&M 1 Z 12)** Le républicanisme radical originel qui a marqué cette partie de l'arrondissement, avec le docteur Fourier puis le docteur Grandjean notamment ("*...Grandjean né 24 octobre 1884 est radical socialiste* " **(AD M&M 3M 206)**), n'est peut-être qu'en sommeil après la poussée aux élections municipales de 1925, époque du gouvernement du cartel. On le retrouvera au début des années 1930, se manifestant particulièrement dans le soutien à Philippe Serre futur remplaçant de François de Wendel au cours d'élections complémentaires en 1933.

Maires 1929 Cantons ADM&M 1Z12	Rad.Soc	Rep.Rad.	Rep.Gau.	URD	Conserv.	Douteux	Nb
AUDUN			18	6	1		25
BRIEY		1	8	9			18
CHAMBLEY	1		9	1		1	12
CONFLANS	**3**	**1**	**13**	**8**			**25**
LONGUYON	1		12	7	1		21
LONGWY	1		14	10	1	1	27
TOTAL	6	2	74	41	3	2	128
TOTAL	82			46			

son remplacement par celui qui l'avait remplacé pendant toute la guerre, M. Joseph Louis, mais il s'efface :«*M Joseph Louis a assuré la direction de la mairie pendant toute la guerre, il n' a pas été réélu car après guerre il était malade...mon père était au conseil municipal et il est resté toute la guerre...* »[31] On note (tableau ci-contre) que les nouveaux élus sont moins enracinés que les précédents. C'est le propre des cités neuves que de s'ouvrir ainsi.

Origines des conseillers 1919-1929



En 1919, Charles Jules Genot, frère d'Henri, est élu maire par 18 voix sur 20. Il devance Victor Gadol, ancien maire et Georges Flacon, imprimeur qui obtiennent chacun une voix.[32] Les adjoints sont élus à leur tour:«*1er adjoint, M.Beugnet Auguste 13 voix élu, M. Flacon Georges 6 voix, M.L'Hermitte Jules 1 voix; 2ème adjoint, M.L'Hermitte Jules 15 voix élu, M. Flacon Georges 3 voix, M.Colas Emile 1 voix et Gadol Victor 1 voix.* »[33] En 1925 les électeur réélisent Charles Jules Genot malgré une contestation qui s'exprime à droite comme à gauche:"*A toutes fins utiles, j'ai l'honneur de vous transmettre...la situation de mon secteur en vue des élections municipales du 3 mai 1925:...Jarny, deux listes; celle du maire sortant, celle de l'union catholique, peut-être, en dernière heure, une troisième liste des cheminots .*»[34] Enfin, en 1929, le 5 mai 1929, "*Charles Jules Genot âgé de 58 ans rentier, républicain de gauche, Auguste Beugnet, 59 ans vétérinaire républicain de gauche, ancien adjoint sont élus; les nouveaux adjoints, Louis Charles 41 ans employé à la Compagnie de l'Est, radical socialiste et Marcel Rouy, adjoint supplémentaire, 34 ans garagiste, républicain de gauche .*»[35] Donc une continuité sans difficultés apparentes, et qui durera jusqu'en 1935. C'est avec la crise et ses conséquences,

Elections municipales du 3 mai 1925

Ville de Jarny

Liste d'entente républicaine
GENOT Charles *
BEUGNET Auguste *
GOUJET Anatole
LAVAL Georges *
RONFLET Arthur
MASSON Charles *
THONON Charles
LOIGEROT Abel
PIERNE Henri, Père
PILLOT Jules
LOUIS Charles *
JACQUEL Auguste
**** les élus.***

Ville de Jarny

Scrutin de Ballotage du 10 mai 1925

Liste du quartier de la gare
DRAPIER Gaston
FLACON Georges
GRIVEAUX Jean
SCHANG Victor

31- Melle L. Jarny.
32- Conseil municipal du 10 décembre 1919.
33- Conseil municipal du 10 décembre 1919
34- 29 avril 1925 AD M&M 1Z 12
35- AD M&M 3M 206.

que le conseil enregistrera son glissement vers la droite; une droite qui a encore du mal à placer ses candidats aux municipales de 1929 puisqu'ils arrivent bien loin dans les consultations, comme le note le"Progrès lorrain" annonçant les voix obtenues par les élus et les résultats des trois candidats de droite nettement battus:«... *viennent ensuite MM Drapier, Schang, Winckel. M.Goussot obtient 281 voix et M.Flacon 249.* (la majorité était de 625).»[36] Charles Jules Genot demeure longtemps le personnage marquant de cette époque. Il se déclarera successivement, Républicain de gauche, Républicain radical, puis à nouveau Républicain de gauche. Un itinéraire comparable à celui d'Auguste Beugnet, élu conseil d'arrondissement en 1924. Toujours élus confortablement avec au moins, 60% des voix dans la commune, ils lui ont donné une tonalité de centre gauche, parfois teintée de radicalisme au moment du Cartel des Gauches.

Portrait rapide des conseillers

La présentation détaillée des conseillers municipaux, par origine, profession, âge et étiquette politique est donnée en annexe.[37] Les nouveaux conseillers élus en 1919, 1925 et 1929 sont au

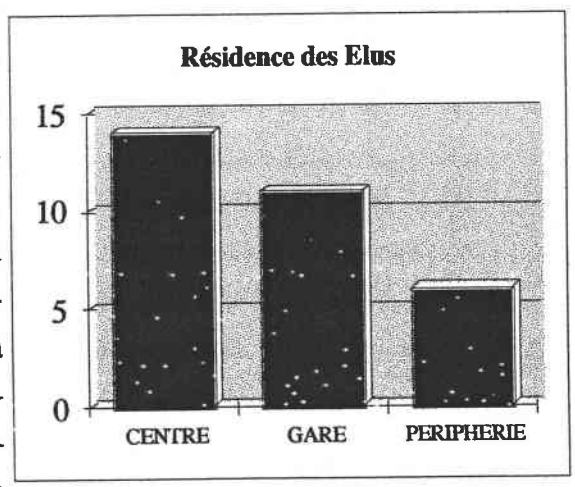
			1912	1919	1925	1929
1	**Aria**	Ernest	X	X	X	X
2	**Barloy**	Paul	X	X	X	X
3	**Beugnet**	auguste	X	X	X	X
4	**Bouat**	Paul	X	X	X	X
5	**Gadol**	Victor	X	X	X	X
6	**L'hermitte**	Jules	X	X	X	X
7	**Laurent**	Paul	X	X	X	X
8	**Mangin**	cyrille	X	X	X	X
9	**Pillot**	dominique	X	X	X	X
10	**Goujet**	Anatole	X	X		
11	**Hubert**	Francois	X	X		
12	**Daumail**	victor		X	X	X
13	**Genot**	Charles		X	X	X
14	**Laval**	georges		X	X	X
15	**Colson**	emile		X	X	
16	**Merchier**	raymond		X	X	
17	**Collier**	Jules		X		
18	**Flacon**	Georges		X		
19	**Picart**	Georges		X		
20	**Ronflet**	Arthur		X		
21	**Colas**	Celestin		X		
22	**Claude**	Henri			X	X
23	**Piolle**	Honoré			X	X
24	**Richard**	Auguste			X	X
25	**Louis**	Charles			X	X
26	**Coulaud**	Jean			X	X
27	**Chabert**	René			X	
28	**Duché**	Emilien			X	
29	**Aubrun**	Irénée			X	
30	**Masson**	Charles			X	
31	**Cambier**	Emile				X
32	**Chardin**	Paul				X
33	**Rouillon**	Isidore				X
34	**Rouy**	Marcel				X
35	**Sacre**	Joseph				X
36	**Solnon**	Jean				X

Les mandats municipaux

36- 12 mai 1929 AD M&M 1Z 12
37- AD M&M 3M289.

nombre de 36. Que constatons nous, à l'examen du "curriculum vitae" de ces élus? Nous notons d'abord la présence à chaque fois de 11 anciens conseillers, soit une permanence de plus de la moitié. Ce qui ici s'inscrit en faux contre l'idée d'une rénovation totale des équipes municipales au lendemain de la guerre. On n'y voit guère apparaître de changements socio-professionnels profonds. Il en sera ainsi du reste. Cette stabilité, on la lit dans le tableau de la page précédente qui nous présente les mandats renouvelés des conseillers municipaux. On y remarque une grande continuité du personnel politique local, sans renouvellements spectaculaires. Bien au contraire, le taux de reconduction des anciens conseillers atteint 52% en 1919, 60% en 1925 et 70% en 1929. Un quart des conseillers accomplit 4 mandats complets, un tiers au moins deux mandats et seulement un tiers un seul mandat, souvent par suite de départ ou de décès.

Malgré des élus moins concentrés dans le vieux Jarny et une représentation croissante du quartier neuf de la gare, le conseil s'ouvre peu aux quartiers périphériques de la ville, et surtout au secteur minier. Cela semble facilement compréhensible, puisque la population étrangère vivant et travaillant à la périphérie est en majorité étrangère : elle n'est ni électrice, ni éligible, à la différence des ouvriers et employés du chemin de fer. A propos de la composition professionnelle des divers conseils, Serge Bonnet, parlait, pour la Lorraine industrielle, de "rémanence agraire", des paysans sont régulièrement élus dans les conseils municipaux lorrains.[38] Il faut dire qu'à Jarny, ce phénomène en 1912. Après la guerre, un seul cultivateur, M.Pillot Dominique, continue de représenter régulièrement les anciennes familles agricoles de Jarny . M.Goujet Anatole élu en 1919 et candidat en 1925



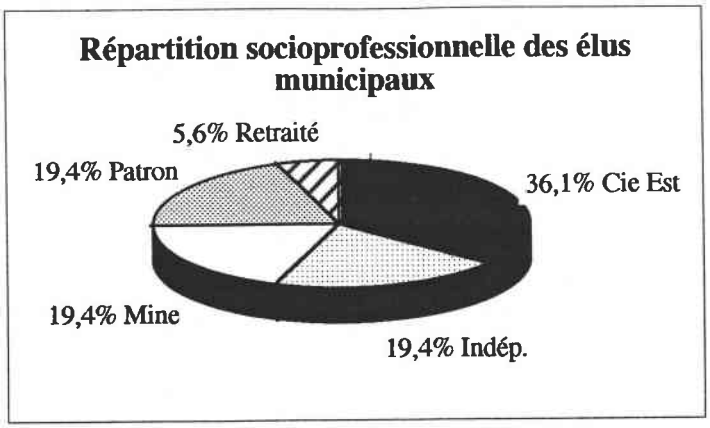
METIERS des élus 1919-1929

Aria	Ernest	Employé	Cie Est
Barloy	Paul	Employé	Cie Est
Cambier	Emile	Employé	Cie Est
Claude	Henri	Employé	Cie Est
Colas	Celestin	Employé	Cie Est
Duché	Emilien	Employé	Cie Est
Laurent	Paul	Employé	Cie Est
Louis	Charles	Employé	Cie Est
Picart	Georges	Employé	Cie Est
Piolle	Honoré	Employé	Cie Est
Richard	Auguste	Mécanicien	Cie Est
Ronflet	Arthur	Employé	Cie Est
Rouillon	Isidore	Employé	Cie Est
Beugnet	Auguste	Vétérinaire	Indép.
Chabert	René	Commerçant	Indép.
Chardin	Paul	Commerçant	Indép.
Collier	Jules	Commerçant	Indép.
Colson	Emile	Marchand de vins,	Indép.

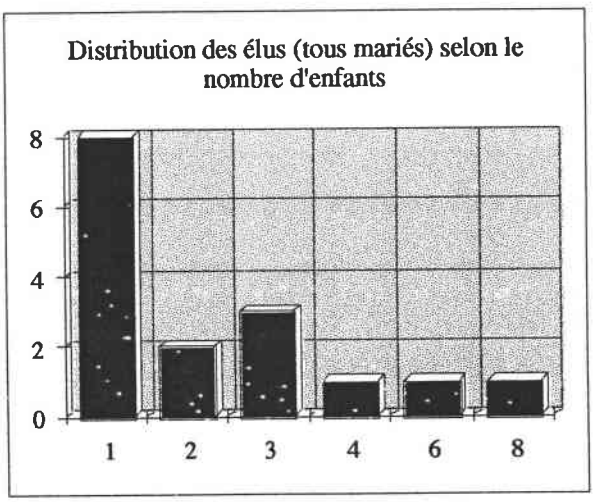
Goujet	Anatole	Cultivateur	Indép.
Pillot	Dominique	Cultivateur	Indép.
Aubrun	Irénée	Ingénieur	Mine D
Laval	Georges	Chef d'Exploitation	Mine D
Merchier	Raymond	Mineur,	Mine D
Sacre	Joseph	Ingénieur	Mine D
Bouat	Paul	Chef Comptable	Mine J
Hubert	Francois	Chef d'exploitation	Mine J
Mangin	Cyrille	Surveillant	Mine J
Coulaud	Jean	Débitant	Patron
Daumail	Victor	Peintre,	Patron
Flacon	Georges	Imprimeur	Patron
L'Hermitte	Jules	Menuisier	Patron
Masson	Charles	Pharmacien	Patron
Rouy	Marcel	Garagiste	Patron
Solnon	Jean	Entrepreneur	Patron
Gadol	Victor	Rentier	Retraité
Genot	Charles	Proprietaire	Retraité

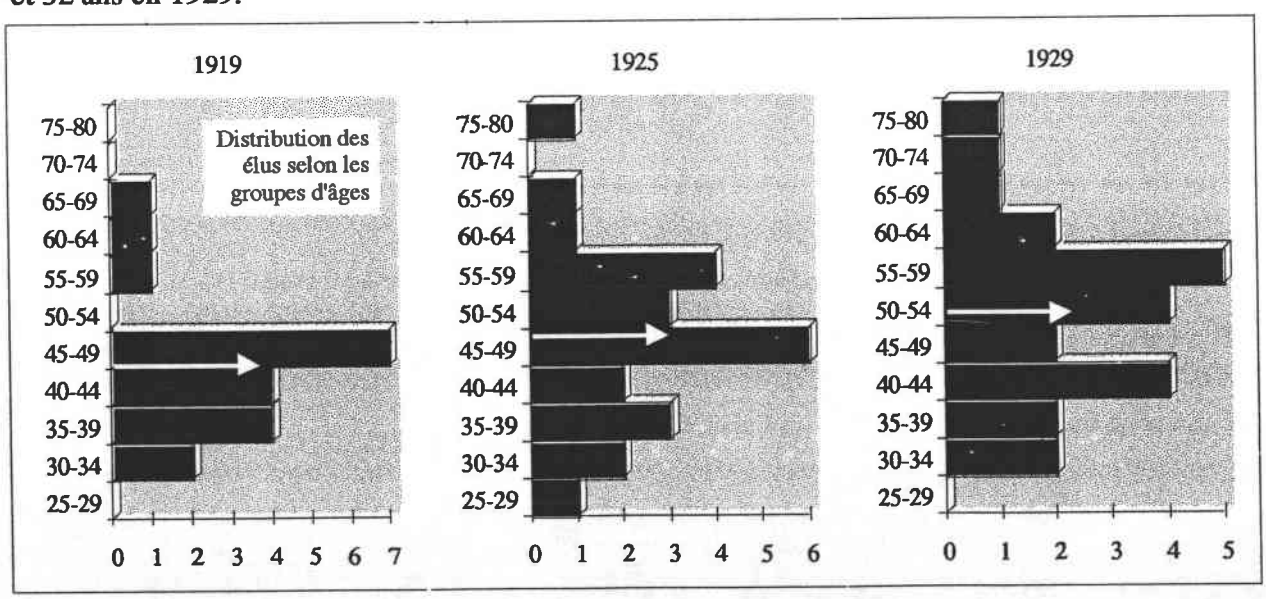
38- in "Rémanence agraire dans un secteur industriel", Etudes rurales n°7 oct-déc 1962 pp 5 à 35.

n'est pas réélu (il le sera toutefois à nouveau en 1935). La rémanence ici, serait d'avantage dans les métiers de l'artisanat ou du petit commerce avec quelques familles anciennement présentes au conseil, comme L'Hermitte, Daumail, Gadol, etc. Notons aussi la représentation plus forte des cheminots (un bon tiers : 13 sur 36), la sous représentation des mineurs (1 seul) et l'arrivée dans le conseil, de quelques cadres du secteur minier, (ingénieur, chef porion, chef d'exploitation, géomètre).



Observons aussi qu'il s'agit toujours de chefs de famille, (mais la taille de leur famille est généralement plus réduite). La composition socioprofessionnelle, moins traditionnelle et plus ouverte aux couches moyennes, explique peut-être le comportement familial différent. L'âge moyen n'a guère changé (46 ans), malgré l'arrivée de quelques "néojarnysiens" tout de suite après la guerre; car la stabilité du conseil a ensuite entraîné son vieillissement. L'âge moyen a ainsi évolué: 45 ans en 1919, 49 ans en 1925 et 52 ans en 1929.



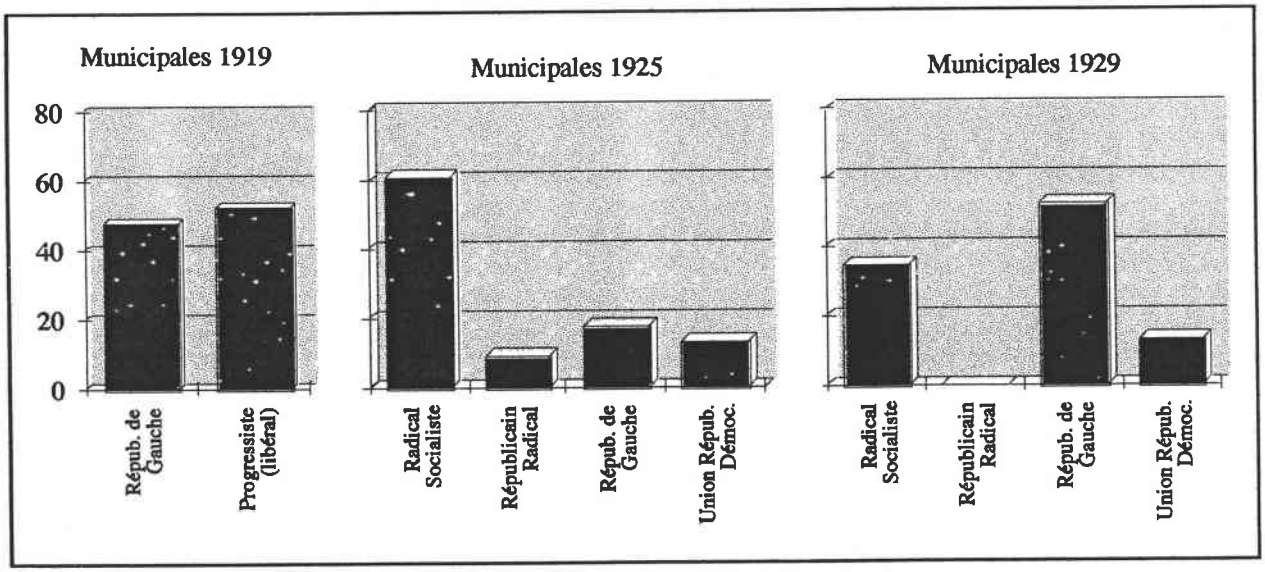


La couleur du conseil municipal jarnysien: entre radicalisme et centre droit.

Ces élections locales (nous avons même vu une affiche présentant une liste dite du "quartier de la gare"), présentent des caractères apparemment paradoxaux. Ils s'écartent en effet des schémas habituels qui veulent faire correspondre vote populaire, de "gauche", et populations majoritairement

ouvrières.[39] Cela tient aussi au fait que les autorités, patronales ou administratives tentaient de contrôler étroitement les comportements électoraux des milieux ouvriers. A part quelques militants quasi professionnels, souvent extérieurs à la cité, la grande majorité était souvent dissuadées de s'engager. Aussi la note du préfet, cherchant à connaître les votes communistes de la région paraît un peu surprenante, puisque les résultats obtenus par les communistes demeurent longtemps dérisoires et même nuls à Jarny, comme nous l'avons souligné, dans les tableaux précédents.[40] Avec des résultats électoraux faibles, incapables de présenter une liste ou des candidats, les communistes sont donc bien loin de la puissance qu'une certaine tradition locale leur attribue dans la circonscription. Et nous constaterons plus loin que, sur le plan syndical, malgré quelques moments favorables, ils n'avaient pas non plus l'audience qu'on leur prête à présent.

Les "opinions" des conseillers Jarnysiens		
1919		
Répub. de Gauche	10	47.6
Progressiste (libéral)	11	52.4
	21	100
1925		
Radical Socialiste	14	60.9
Républicain Radical	2	8.7
Répub. de Gauche	4	17.4
Union Répub. Démoc.	3	13.0
	23	100
1929		
Radical Socialiste	8	34.8
Républicain Radical	0	0.0
Répub. de Gauche	12	52.2
Union Répub. Démoc.	3	13.0
	23	100



D'autres schémas tout aussi simplistes voudraient, que le paternalisme étende son aile omniprésente sur la gestion de toutes les cités. Or, comme nous l'avons déjà dit, à Jarny, nous ne trouvons guère d'élus chefs d'entreprise ou "pilotés" par leurs employeurs . Pendant plusieurs dizaines d'années encore, la municipalité reste entre les mains des modérés, sans autre projet déclaré ni d'autre action politique, qu'une saine gestion municipale! Les listes sont rarement présentées sous la bannière d'un seul parti. Elles s'intitulent listes d'union comme celle de 1925, sur laquelle figurent des candidats venus d'horizons variés. Pourtant, ces républicains se situent vraiment à gauche. A côté des radicaux, dont ils se réclament parfois (cf 1925) ils se présentent comme des défenseurs des œuvres sociales et

---

39- *«On ne rencontre presque pas de municipalité à majorité ouvrière, comme on pourrait le prévoir dans une région de 425 000 habitants où 150 000 sont privés des droits publics en leur qualité d'étrangers. ...Une localité minière compte généralement un quart d'ouvriers indigènes et trois quarts d'étrangers ; les votes ouvriers sont donc toujours inférieurs à ceux des ingénieurs et employés unis aux cultivateurs et commerçants qui gardent toujours une certaine méfiance envers les nouveaux venus "* **(A.Sömme, op. cité)**

40- Même si cette enquête est nationale, elle paraît étonnante: *«Note confidentielle et très urgente...le préfet à M. le sous-préfet... par dépêche du 18 courant, M. le ministre de l'intérieur me demande divers renseignements sur les conseils municipaux où la majorité est acquise au parti communiste... .»*20 juillet 1925 AD M&M 1Z 12.

du monde du travail, des anciens combattants et des institutions républicaines. [41] C'est ce programme que nous rappellent les extraits de l'affichette de M.Beugnet élu municipal et cantonal, pour les élections au Conseil Général du 9 novembre 1924. (ci-contre [42]) Les campagnes électorales sont actives comme le rapporte le sous-préfet, mais sans excès. [43] Enfin ces républicains unis aux radicaux demeurent ouverts aux employés qui se découvriront socialistes SFIO dans les années trente. Ainsi Charles Louis, élu conseiller municipal en 1925 candidat sur la liste menée par Charles Genot est lui-même socialiste. On ne l'apprend qu' incidemment lorsqu'il se présente aux élections législatives de 1932 dans la 2°circonscription de Briey. Mais il se déclarait encore radical socialiste aux municipales de 1929 lorsqu'il est devenu deuxième adjoint! En 1935 il sera ouvertement candidat socialiste, sous la bannière SFIO aux municipales avec quelques cheminots comme lui.

Extraits de l'affiche de M.Beugnet pour les élections 9 novembre 1924

"Depuis 16 ans que je suis votre représentant au conseil d'arrondissement...au lendemain de la guerre dont notre région a souffert, je me suis plus particulièrement occupé des questions se rattachant à la reconstitution...j'ai accepté la présidence du comice agricole...l'industrie et le commerce qui sont les meilleurs éléments de la prospérité de notre canton retiendront mon attention...Guidé par l'amour des classes laborieuses j'étudierai avec le plus grand soin les propositions qui auront pour but l'amélioration et la création des œuvres sociales lesquelles apporteront plus de bien-être aux travailleurs industriels et agricoles, ainsi qu'aux cheminots et aux petits fonctionnaires...Les anciens combattants, les mutilés, les orphelins, les veuves et ascendants et toutes les victimes de guerre peuvent compter sur mon concours...La vie chère est une calamité publique. Je la combattrai par tous les moyens en favorisant la production et en appuyant le gouvernement dans les mesures qu'il compte prendre contre les manœuvres spéculatives. Vous connaissez mes sentiments républicains et vous savez que mes votes seront toujours inspirés par les sentiments démocratiques les plus élevés... "

En dehors des déclarations faites à la veille des diverses élections, ce n'est que très occasionnellement que l'on retrouve ouvertement dans les délibérations des conseils municipaux les préoccupations politiques des années vingt. Un peu comme si l'écho des grandes controverses qui ont agité le pays venait mourir aux portes de la salle commune de l'Hôtel de ville. C'est une des raisons qui rendent difficile le classement des équipes municipales dans les catégories quelque peu figées des tendances politiques. La gestion au quotidien (la fréquence des réunions est très élevée et ferait pâlir le conseil d'aujourd'hui) d'une ville en proie à de gros aménagements structuraux de voirie, d'adduction et d'évacuation des eaux, de scolarisation...ne permet guère de déceler dans chaque délibérations une orientation politique franchement marquée. Classer à partir des prises de positions individuelles ou des trajectoires personnelles ultérieures (pendant la crise par exemple ou pendant la deuxième guerre) serait hâtif. (Tel conseiller d'abord "Républicain", puis "radical indépendant" et qui termine sa carrière dans les rangs du PPF de J.Doriot ne peut être jugé qu'au fur et à mesure de son itinéraire et non *a posteriori*). Vouloir juger à partir des programmes d'action des campagnes élec-

41- « *Le Conseil municipal de la ville de Jarny réuni hors séance, salle de la mairie, à l'occasion de la fête du cinquantenaire de la République, adresse à M.Lebrun ses remerciements les plus chaleureux pour les démarches qu'il a faites afin de faire obtenir à la commune la Croix de Guerre* .»11 novembre 1920.

42- AD M&M 1Z9.

43-«*Cabinet sous préfet au préfet...Au sujet de l'effort à tenter en ce qui concerne les élections municipales dans les communes de l'arrondissement de Briey où le résultat est douteux, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la fédération radicale-socialiste de M&M (président Dr Schmitt, 1er adj au maire de Nancy) a déjà fait de la propagande en organisant des conférences publiques dans les communes de Conflans et de Jarny, centres importants de cheminots. D'autre part M.Doley, secrétaire Général de la fédération socialiste, a organisé une réunion...* .» 31 mars 1925 AD M&M 1Z 12.

ETIQUETTES POLITIQUES			1919	1925	1929	1925	1929	
Piolle	1891	Roquemaure	428		606	**Radical Socialiste**	**Radical Socialiste**	
Claude	1884	Beney		325	631	**Radical Socialiste**	**Radical Socialiste**	
Louis	1888	Mouaville		472	643	**Radical Socialiste**	**Radical Socialiste**	
Coulaud	1866	Mougnat		328	648	**Radical Socialiste**	**Radical Socialiste**	
Richard	1868	Cirey Blaise	365		659	**Radical Socialiste**	**Radical Socialiste**	5
Laurent	1876	Mervillers	253	436	579	Radical Socialiste	Répub. de Gauche	
Gadol	1850	Bouzonville	380	532	667	Radical Socialiste	Répub. de Gauche	
Aria	1880	Offmont	319	481	596	Radical Socialiste	Répub. de Gauche	
Pillot	1858	Jarny	202	473	607	Radical Socialiste	Répub. de Gauche	
Mangin	1877	Ville/Yron	281	554	667	Radical Socialiste	Répub. de Gauche	
Daumail	1871	Jarny	187	555	692	Radical Socialiste	Répub. de Gauche	6
Aubrun	1899	Les Mars	479			Radical Socialiste		
Chabert	1893	Commercy	466			Radical Socialiste		
Duché	1879	Villers / Pareid	481			Radical Socialiste		
Laval	1885	Nevers	241	530	638	**Répub. de Gauche**	**Répub. de Gauche**	1
Colson	1879	Toul	232	572		Répub. de Gauche		
Masson	1880	Bertimonier		417		Répub. de Gauche		
Merchier	1880	Renesmes	179	466		Répub. de Gauche		
Beugnet	1870	Arraye et Han	380	607	750	Républicain Radical	Répub. de Gauche	
Genot	1871	Jarny	372	619	745	Républicain Radical	Répub. de Gauche	
Barloy	1873	Chalindrey	304	480	690	**Union Répub. Démoc.**	**Union.Rép.Dém.**	
Bouat	1870	St-Dizier	250	597	626	**Union Répub. Démoc.**	**Union.Rép.Dém.**	
L'Hermitte	1863	Jarny	309	475	693	**Union Répub. Démoc.**	**Union.Rép.Dém.**	3
Collier	1873	Jarny	152					
Flacon	1886	Briey	157					
Goujet	1870	Vernéville	194					
Ronflet	1884	Woimbey	194					
Colas	1875		207					
Hubert	1874	Herin 59	245					
Picart	1882	Nogent/Marne	292					
Rouillon	1893	Dompaire			578		Radical Socialiste	
Cambier	1886	Frolois			572		Radical Socialiste	
Chardin	1887				579		Radical Socialiste	
Piolle	1891	Roquemaure			606		Radical Socialiste	
Rouy	1895	Betheniville			648		Répub. de Gauche	
Sacre	1895	Jarny			669		Répub. de Gauche	
Solnon	1876	Noiretable			590		Répub. de Gauche	

torales serait également réducteur. Certes chacun sait qu'il existe toujours une manière politique d'aborder la moindre question matérielle, mais, précisément, nous n'en trouvons aucun indice dans les délibérations que nous avons lues avec attention. Comme dans beaucoup de conseils municipaux, nous trouvons dans les compte-rendus (et l'on sait combien ceux-ci constituent déjà des filtres au débat réel des assemblées municipales!) de multiples exemples d'attitudes xénophobes s'attachant à préserver les emplois des Français, de discours "sécuritaires" contre les étrangers, de propos conservateurs et nationalistes. Ces propos nous les rappellerons pour illustrer les difficultés des années de crise. Il serait absurde d'en conclure que Jarny est dirigée par une municipalité de droite : le conseil prend en effet de nombreuses décisions "sociales", comme l'assistance médicale gratuite, le contrôle local des prix des denrées de première nécessité, le programme social des HBM, la défense des intérêts communaux face aux demandes des sociétés industrielles locales, etc; autant d'éléments qui fourniraient au contraire les preuves d'un attachement à une politique sociale dont se targueront ensuite les élus de gauche. Même le ton pourrait surprendre plus d'un observateur:«*...le Conseil municipal considérant que la population scolaire de Jarny s'accroit de jour en jour dans une forte pro-*

portion; considérant qu'il est urgent de donner aux enfants de la classe ouvrière très nombreuse dans la ville, le moyen d'acquérir un complément d'instruction dans les classes d'un cours complémentaire; considérant que Jarny est très éloignée de centres qui ont une école supérieure (Nancy, ville la plus proche est éloignée de 90km), prie l'administration de vouloir bien créer pour la rentrée prochaine un cours complémentaire à l'école de garçons de Jarny. Le Conseil municipal s'engage par la présente à prendre à sa charge pour la durée qui sera nécessaire tous les frais fixés par les lois et règlements .» [44] S'entendre avec les directeurs de mine pour la fourniture de l'eau potable à la ville, négocier avec les directeurs de la station électrique pour alimenter la ville en courant, organiser en liaison avec les chefs d'entreprise et en l'absence remarquée des syndicats ouvriers, l'application des lois d'Astier sur la formation technique dans l'école, ne permet certes pas de traiter les élus de l'époque de "*collaborateurs de classe* " comme certains témoins nous le confient: «*...une poignée de catholiques, réactionnaires et de droite...se souciant peu de l'ouvrier mineur ou cheminot .*»[45] ; à l'inverse, les mesures sociales, l'aide aux indigents, les logements populaires, l'effort scolaire public colossal et coûteux, les constructions d'équipements sportifs ont pu être taxées de " *socialisme* " par d'autres témoins...Alors? Que conclure sur la tendance politique dominante du conseil municipal ? Un républicanisme de centre gauche, patriotique et laïque, bien dans la ligne des Républicains de Progrès et de la tendance Albert Lebrun, mentor local et au départ éloigné de François de Wendel, avec quelques éléments radicaux et même socialisants.[46] Cette équipe semble avoir été relativement homogène, si l'on en juge par la stabilité politique de la plupart des élus et la grande continuité des orientations communales. Peu d'accrocs connus, pas de divisions intempestives, pas d'"*affaires*" , pas de passe droits ni de marché public suspect à notre connaissance. Au contraire, une ligne de conduite où l'intérêt du contribuable est toujours proclamé dans les adjudications. Même l'embauche préférentielle des nationaux en temps de crise (clause figurant dans la plupart des marchés publics), doit être appréciée dans le contexte général de l'époque : Philippe Serre, figure emblématique locale de l'opposition de gauche non communiste, qui allait remplacer François de Wendel comme député de la circonscription, et devenir conseiller du Front Populaire pour les questions d'émigration, ne disait rien d'autre.

L'action municipale

Nous ne pouvons développer ici tous les points évoqués brièvement ci-dessus, réservant leur développement aux chapitres que nous consacrerons à la vie économique, culturelle, scolaire de la cité. Quelles sont les préoccupations des élus municipaux? A la lecture systématique des délibéra-

---

44- Conseil municipal 17 mai 1921.

45- Témoin , M. C. de Droitaumont.

46- Voici comment le sous-préfet, jugeait en 1928 l'état de l'opinion du secteur: «*En vue de sa succession le nom de M.Beugnet vétérinaire à Jarny a été prononcé et accueilli avec faveur dans les milieux républicains. M.Beugnet est 1 adjoint de l'importante commune de Jarny et il est également conseiller d'arrondissement du canton de Conflans . C'est un excellent républicain nettement nuancé à gauche...Il accepte d'être candidat je ne sais pas jusqu'à présent qui pourrait lui être opposé avec des chances de succès. J'avais suggéré à M.Beugnet de faire un congrès des maires pour y faire acclamer sa candidature mais il m'a dit préférer voir les maires individuellement et je sais qu'il a déjà fait des démarches dans ce sens...Au point de vue de l'idée républicaine, cette élection se présente donc dans les conditions les plus favorables J'en ai recueilli l'écho au cours de ma récente tournée dans plusieurs communes du canton .*»AD M&M 1Z9)

tions du conseil municipal entre le 30 novembre 1918 date de la première réunion du conseil municipal de transition et celle du 1929 dernière réunion avant l'élection du conseil municipal qui aura à gérer la période de crise, nous retiendrons principalement :

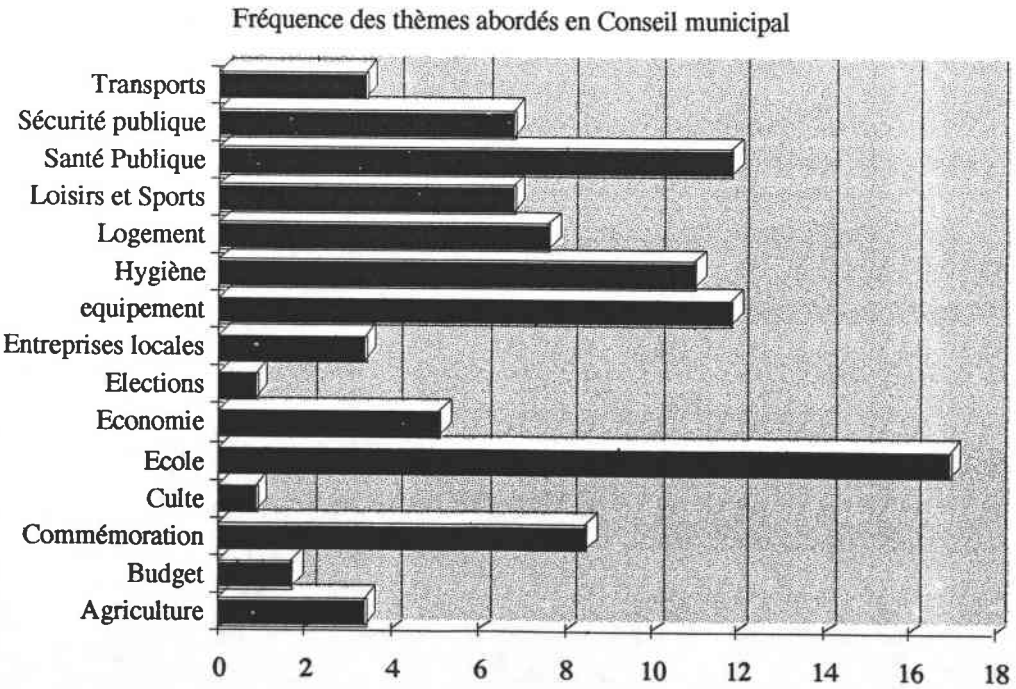
- le **budget** : comment faire face aux charges d'une croissance soutenue compte tenu des dommages de guerre, et du concours de l'Etat.

- les affaires **scolaires** : le problème est d'accueillir un nombre toujours croissant d'élèves, avec le souci de ne pas défavoriser les enfants modestes.

- la **salubrité publique** : captage et adduction dans tous les quartiers de la ville de l'eau potable, construction des égouts, souci de l'hygiène publique.

- les **équipements** communaux : voirie, éléctrification, stade.

A ces tâches s'ajoutent des questions secondaires comme le contrôle des mœurs et la sécurité publique, l'organisation des services postaux, des dessertes et horaires ferroviaires et d'autobus, le soutien aux vieillards et indigents, aux familles nombreuses, l'encouragement de la natalité, l'assistance médicale et la lutte contre la tuberculose et la syphilis...en attendant la sécurité sociale.



Un rythme de réunion élevé, comme nous l'avons souligné, avec plus de deux réunions par mois en moyenne au cours de cette période des années vingt.

- Retour des discours sécuritaires et stratégies de contrôle des forces allogènes.

Dans la présentation des conditions d'accueil des nouvelles populations de Jarny après la guerre, nous ne reprendrons pas les anciens débats sur le contrôle et la surveillance des populations mobiles, instables, qui s'installent alors plus ou moins provisoirement dans les cités industrielles lorraines. Non que ce discours disparaisse totalement dans les notes et rapports administratifs ou la presse, mais parce que nous constatons un net glissement du discours "sécuritaire" au cours des années vingt. D'un propos relativement homogène et parfois franchement hostile à l'égard des ouvriers étrangers (au choix "voleurs", "violeurs", "bandits", ...), on glisse doucement vers un discours nettement plus politique : l'ouvrier organisé, surtout l'étranger est assimilé à l'anarchiste, au révolutionnaire. Les stratégies d'encadrement et de contrôle ne changent pas sur le fond, mais les arguments, avec leur part d'exagération et d'outrance calculée (quand le discours s'adresse à l'administration supérieure pour la convaincre par exemple d'établir une gendarmerie), évoluent sensiblement. Les propos doivent en conséquence être maniés avec prudence et pas toujours au pied de la lettre. En faisant abstraction de la rivalité qui oppose le chef-lieu du canton, la sous-préfecture et Jarny, dans ces jeux bien connus de lutte d'influence et de prestige local, on pourrait conclure sur la base des résolutions du conseil municipal à un retour des craintes et des réticences à l'égard des étrangers, considérés comme dangereux, sales, porteurs de maladies, constituant une charge pour la municipalité,... En voici un exemple : «*Le conseil considérant que l'entreprise Richard occupe une grande quantité d'ouvriers dont la plupart sont étrangers; que cette entreprise effectue des travaux sur un très grand rayon dans la région, prie Monsieur le préfet d'inviter cette entreprise à instituer une infirmerie pour soigner ses malades indigents et de constituer une caisse de secours, afin que ces ouvriers de nationalité étrangère en général ne soient plus comme par le passé à la charge de la ville de Jarny* »[47] Ou encore: «*Le conseil considérant que la population de Jarny prend une extension considérable; qu'à elle seule l'entreprise Richard emploie plus de 1800 ouvriers étrangers; que chaque jour des coups de revolvers sont tirés pendant la nuit, des attaques nocturnes se produisent très souvent, des vols ont lieu continuellement, demande à nouveau la création d'une brigade de gendarmerie à Jarny .*» [48] On voit l'outrance du propos! Mais le discours se perpétue, et le racisme continue à colorer les rapports entre autochtones et arrivants successifs. D'autant que parmi les nouveaux ouvriers, les Polonais qui ne cherchent guère à "*s'assimiler* " et s'investissent dans des activités variées comme le petit commerce, apparaissent encore plus "*étrangers* " que les Italiens.Même pour ces derniers, une extrême mobilité montre que leur "*assimilation* " n'est pas aussi évidente et massive que certains

47- Conseil municipal 9 janvier 1920.
48-Le chiffre de 1800 étrangers que l'on retrouve fréquemment dans les premières délibérations correspond aux équipes employées pour déblayer les ruines des quartiers endommagés, mais, au recensement de 1921, l'entreprise Richard ne compte plus que 53 employés dont 37 français et 7 italiens!

auteurs ne s'attachant à décrire que les itinéraires des Italiens demeurés sur place, ont pu l'écrire.

Sur la question du contrôle des populations ouvrières évoquée lors de la demande d'un renfort de gendarmes, Le ministre refuse de s'engager dans des querelles de clocher. Il répond au Conseil municipal qu'il «... *n'a pas cru devoir émettre un avis favorable à la création de cette brigade sous prétexte que Jarny est situé à 2 km de Conflans* .» Les élus Jarnysiens ne renoncent pas pour autant, rappelant «*que la mine de Jarny est à 3,5 km de Conflans et celle de Droitaumont à 5 km* .» On remarque au passage qu'il ne s'agit plus seulement de surveiller l'entreprise Richard et ces 1800 étrangers mais aussi les ouvriers des mines. [49]Les conseillers rappellent que «*la population de Jarny dépasse 4000 habitants dont 1800 étrangers, que seule la ville de Jarny donne plus de travail aux gendarmes que toute la circonscription entière, que malgré tout le dévouement des gendarmes et de leur chef, le service de la police ne peut être fait avec toute la célérité désirable, considérant que la population de la ville va en s'augmentant, d'une façon continue, qu'il est inadmissible pour faire la police dans un pays, où pullule une quantité d'étrangers,* (souligné par nous) *on augmente la gendarmerie d'une commune voisine...* » [50]

Faut-il y voir dans ces lignes l'expression des fantasmes d'une municipalité particulièrement craintive et xénophobe? Faut-il au contraire y lire la recherche d'arguments que l'on espère percutants, afin de convaincre une administration rétive? Dans le reste du texte, on retrouve la vieille rivalité entre Jarny et Conflans, née de la concentration des services dans la cité voisine, promue au rang de chef lieu d'avant l'époque industrielle. [51] L'administration municipale retrouve ainsi, à l'occasion de cette affaire, le discours de 1910. Ajoutons qu'une fois ce dossier refermé, le conseil municipal n'y revient plus avant les années de crise, preuve sans doute de l'outrance conjoncturelle de ses craintes.

Les étrangers, qui continuent à former un élément instable malgré les progrès de la sédentarisation chez un bon nombre de familles, italiennes, sont ainsi à nouveau placés sur la sellette. Il faut toutefois faire la part, dans le discours du conseil municipal, de l'exagération polémique. En réalité, beaucoup de survivants se rappellent avoir été plutôt bien accueillis en arrivant à Jarny dans les années vingt. Ces nombreux témoins que nous avons interrogés sont-ils représentatifs ? Nous croyons que ces Italiens, ces Polonais ou leurs enfants, qui témoignent plus d'un demi siècle plus tard de l'atmosphère jarnysienne des années vingt, forment un groupe sélectionnés : incarnant par leur seule présence la preuve d'une bonne insertion des étrangers dans la cité, ils ne reflètent que partiellement la réalité du moment. Ces témoins rapportent les sentiments d'un groupe installé dans la ville depuis trois générations et ils ne peuvent dire autre chose que la réussite de leur insertion. A l'inverse, les dis-

49 et 50- Conseil municipal 1920.

51- Les élus ajoutent ainsi: «*Il serait plus rationnel d'accorder à Jarny quelques gendarmes, la ville ayant pris l'engagement de les loger à ses frais, qu'à plusieurs reprises déjà, l'autorité militaire avait fait demander si la ville disposait d'un local; considérant que le poste de Jarny pourrait aussi surveiller la mine de Giraumont distante de Jarny de 2,5 km seulement, tandis que Conflans en est à 5 km. Considérant que si l'on retirait à la brigade de Conflans l'agglomération Jarny-Giraumont, cette brigade se trouverait dans la même situation qu'il y a trente ans quand un brigadier et quatre hommes suffisaient pour assurer le service. Le conseil municipal prie l'autorité supérieure de revenir sur sa décision et permet de faire remarquer que les villes d'Homécourt, Joeuf, Auboué, qui ne font aujourd'hui qu'une seule agglomération par la continuité de leurs habitations, possèdent chacune leur brigade de gendarmerie ...*» Conseil municipal 1920.

sonances viennent des historiens qui portent un jugement militant et critique sur la période. Ils rappellent les insultes, les "macaroni", les "polaks". Ils évoquent les outrances de la presse. En voici quelques exemples. Le journal "Le Républicain" ne signale que les délits, parfois très banals, mettant en cause des étrangers .[52] Les exemples auraient pu être multipliés, mais faute de pouvoir mesurer véritablement l'importance de l'impact ce phénomène, en particulier dans quelle proportion il a pu freiner l'insertion, nous ne ferons que le constater, en soulignant que les étrangers sont l'objet d'une surveillance spéciale de la part des autorités.[53] Ainsi, le sous-préfet rapportait au préfet le 16 octobre 1924 ..." *J'ai visité cette semaine un certain nombre de communes de l'arrondissement, notamment les centres industriels de Landres, Piennes, Joudreville et* ***Jarny****.. j'ai vu les maires, les directeurs des mines et aussi parfois les chefs des brigades de gendarmerie. Il résulte des renseignements que j'ai recueillis que l'état d'esprit des populations reste bon, mais qu'il convient de continuer de surveiller l'élément étranger.* »[54] Pourquoi une telle remarque? A leur arrivée, puis dans leurs activités, les étrangers sont surtout surveillés sur le plan syndical et politique. Ce ne sont donc plus tant les mœurs que l'on va chercher à contrôler. La révolution russe et les troubles d'après guerre ont fait glisser la surveillance sur le plan politique. D'ailleurs, les autorités, les Comités patronaux ainsi que les gouvernements étrangers prennent rapidement des dispositions pour surveiller les militants. Sous couvert de protection, de tradition à préserver, les consulats encadrent et surveillent étroitement leurs communautés respectives, en liaison avec les diverses administrations françaises départementales et municipales.

Le contrôle des individus par l'administration française

Après la guerre l'organisation centralisée du recrutement se renforce encore, tant du côté patronal que du côté administratif. Les milieux patronaux fusionnent les anciens organismes recruteurs. Ils créent, le 17 mai 1924, la Société générale d'immigration (SGI), pour négocier directement avec les Etats étrangers l'introduction des migrants pour le compte du patronat. L'Etat, par l'intermédiaire du Service de la main-d'œuvre étrangère du ministère du Travail, s'attribue, pour l'essentiel, une fonction de contrôle et d'arbitrage. L'intervention étatique est facilitée par une innovation judiciaire et disciplinaire : un décret du 2 avril 1917, invoquant les nécessités d'un contexte de guerre, a créé la " carte de séjour", sorte de passeport intérieur que doit posséder tout immigré. A la différence de l'ancien livret ouvrier, cette "carte de séjour" est une pure mesure de police, indépendante de l'em-

52- Nous en donnons des reproductions en annexes. On joue sur les peurs: la peur du délinquant " *De Col Angelo 23 ans, sujet italien faisant l'objet d'un mandat d'arrêt du parquet de Montmédy a été arrêté par la gendarmerie en gare de Jarny* ", la peur de la voleuse étrangère " *Mme Krotoszak Maria, 19 ans, faisant l'objet d'une condamnation à 6 mois de prison et 50 fr d'amende pour vol a été arrêtée mais a fait opposition au jugement.* ", la peur des ivrognes: « *Giraumont : Dudzik Wadyslawo 23 ans, Zajac Julinsz 24 ans tous deux manœuvres demeurant à Giraumont et Kaluza Richard 27 ans Manœuvre demeurant à Jarny, tous trois sujets Polonais, causaient du scandale dans un débit de Jarny, se sont vus dresser procès verbal pour ivresse et déposés au violon municipal* " , la peur des vagabonds : « *Vagabondage: Le nommé Panulin Michel, 31 ans sujet Tchécoslovaque ainsi qu'un nommé Marko Alexandre, 32 ans ont tous deux été arrêtés en gare de Conflans-Jarny pour vagabondage* ", la peur des irréguliers: " *Mme Fioravenzo Anna, 34 ans logeuse à Giraumont a fait l'objet d'une contravention pour ne pas avoir signalé l'arrivée dans son établissement d'un individu logeant en garni* " Plus loin et mis sur le même plan, les délits de circulation qui donnent à penser que les étrangers n'en font qu'à leur tête: « *Attention à l'échappement libre: Bucchi Quinto 22 ans chauffeur chez Tognellu à Ste Marie aux Chênes s'est vu dresser contravention pour défaut de silencieux* ", "*Castelletta Charles, 28 ans, chauffeur de camion ayant été aperçu circulant avec son véhicule non muni d'un dispositif silencieux s'est vu dresser procès verbal* " **(Extraits de l'hebdomadaire " Le Républicain " Novembre à décembre 1925 -AD M 7 T 94)**

53- Cf annexes III.

54- AD M&M 1M 657

ploi de l'immigrant.

D'autre part,des contrats types institutionnalisent le marché du travail. Un juriste de l'époque, G.Mauco, décrit ainsi cette division des rôles entre l'Etat et les milieux patronaux : « *A l'Administration resta l'élaboration et le contrôle des contrats types, les relations diplomatiques et administratives avec l'étranger, le contrôle sanitaire et professionnel aux frontières. Aux industriels et agriculteurs groupés en associations revinrent toutes les opérations matérielles de recrutement, de sélection professionnelle et médicale, de transfert et de répartition .*»[55]

Avec la forte poussée de l'immigration des années 1920, se développe ainsi son contrôle institutionnel, sa prise en charge centralisée par des institutions privées et publiques.[56] Les conséquences de cette institutionnalisation se traduisent par le contrôle plus serré à l'entrée en France des étrangers, moment le plus délicat pour eux. Pour l'Est de la France, le centre de Toul joue le rôle de "filtre" :«*Bureau, centre, camp, dépôt : quatre termes à peu près interchangeables pour désigner une même réalité. A l'époque, on les utilise tous les quatre, avec une prédilection pour le dernier. Le 23 octobre 1919, un arrêté interministériel prévoit l'ouverture de sept nouveaux bureaux d'immigration chargés d'accomplir les formalités relatives à l'introduction de la main-d'œuvre étrangère et possédant chacun une structure identique, soit : " un service de sûreté générale, un service d'hygiène et de vaccination, un service de main-d'œuvre industrielle, un service de main-d'œuvre agricole" (article 2) Parmi eux, Toul en Lorraine .* »[57]Trois semaines plus tard, le ministre de l'Intérieur demande au préfet de Meurthe-et-Moselle d'inaugurer le centre de Toul avant le 1er décembre 1919 : « *L'urgence résulte de la décision prise par les diverses administrations de diriger sur Toul les importants contingents de travailleurs polonais dont l'arrivée est imminente.* »[58] Pourquoi avoir choisi Toul qui n'est plus une ville frontalière depuis 1918?« *C'est un nœud important de voies de communications: la route et la ligne de chemin de fer qui joignent Strasbourg et Nancy à Paris traversent la commune .*»[59] Le camp de Toul demeurera dans les esprits des Polonais que nous avons rencontrés, dans les récits de leurs enfants, comme l' épisode douloureux d'un contrôle humiliant à l'entrée d'un pays dont ils avaient sans doute tendance à mythifier l'accueil.«*J'allais chercher les ouvriers à la gare de Jarny pour toutes les mines. Ils venaient de Nancy. Les italiens. Ils étaient alors répartis entre les 3 mines. Il y avait un responsable dans le train qui les appelait et ils descendaient. Ils avaient un contrat de travail pour trois mois délivré par la mine. Les mines devaient être en relation avec les recruteurs...certains fuyaient les fascistes. Ils logeaient à la cantine que ma mère tenait depuis 1925. Après 1927, M.Depeux ou M.Chantrin allaient trier les Polonais à Toul(!!!)...eux aussi venaient à la cantine, mais l'ambiance est tombée...* » [60]

55- Georges Mauco op.cité.
56- *«Avec le cycle d'immigration, ce sont donc les techniques de mobilisation extérieure qui se transforment désormais sous le double égide de l'Etat et des organisations patronales. C'est bien aussi le signe que ces formes de recrutement sont désormais induites par une demande (industrielle ou agricole .»* **(Jean Paul de Gaudemar, La mobilisation générale)**
57- Janine Ponty, Polonais Méconnus.
58- AD M&M 4M 137.
59- Janine Ponty, Polonais Méconnus.
60- M. B. , de la mine de J arny .

Ce contrôle des flux dès l'arrivée ne pose d'ailleurs pas qu'un problème sanitaire. Il s'agit rapidement de maîtriser aussi le nombre des arrivants comme le préfet de Meurthe-et-Moselle le rappelle dans un note adressée au Ministre du travail, datée du 8 août 1921. On y lit: «*Mon département est saisi actuellement de demandes tendant à l'introduction de travailleurs étrangers en vue de participer aux travaux de reconstruction dans les régions libérées. Afin d'examiner dans quelle mesure il y a lieu de donner suite à ces demandes et les dispositions à prendre pour que l'introduction de ces travailleurs soulève le moins de conflits possibles, il serait intéressant de connaître quels sont les travailleurs étrangers déjà occupés dans ces régions et leur répartition par nationalité. ...* »[61] Ce souci d'harmoniser les effectifs selon des critères d'origine sans égard à leur aptitude à travailler dans les mines ou dans les champs, répond en quelque sorte, déjà, à un vague système de quotas! Avec en toile de fond, l'argument de la préférence nationale qui demeure présent tout au long de la période, se réveillant particulièrement à chaque crise. En voici une illustration à Jarny avec une lettre adressée au préfet le 9 mars 1924... sous couvert de M.Genot maire : «*Je soussigné Laurent Henri, profession maçon à l'entreprise Maison Ballot Pellerin Duval, avoir été l'objet d'un renvoi, pour cause soi-disant de mon chef de chantier, de cessation des travaux à Jarny. Cette cessation soi-disant n'ayant pas eut(sic) lieu vu que l'on conservent (sic) des étrangers et renvoie des pères de famille anciens combattants de nationalité française....Par suite de ce renvoi, Monsieur le préfet, je me suis occuper(sic) à chercher de suite du travail...je me suis vu refuser sur tous les chantiers de maçonnerie de Jarny, lieu d'habitation, et constatant que sur la totalité des ouvriers maçons, était la plupart de nationalité étrangères (sic)...* »[62] Ce thème reviendra en force lors de la crise de 1931, mettant les syndicalistes dans une position parfois délicate et contradictoire avec les textes des résolutions internationalistes des années 1920. Signalons encore dans cet ordre d'idée, qu'en ces années de peur des "Rouges", une mention particulière est réservée aux flux des ressortissants russes tous un peu suspectés de bolchevisme, comme en témoigne la circulaire suivante : «*Urgent et très confidentiel- A messieurs les préfets : Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître avant le premier*

Le centre acquiert rapidement une mauvaise réputation, tant auprès de l'opinion que des étrangers eux-mêmes. "*Tous ces nomades (sic!) plus ou moins propres séjournent dans la gare...il a là un danger pour la santé publique... Tous sont pourvus de bagages qui exhalent une odeur répugnante... Les colis qui traînent dans la gare (sont) un danger public.* " **(id)** " *La saleté, les poux, les punaises, les tourbillons de poussière sortent des paillasses, noires comme un nègre dans la nuit ; dans ces paillasses, une poignée de copeaux de bois réduits en poussière ; l'éclairage manque... J'ai renoncé à tous ces plaisirs et, profitant d'une place devant les baraquements, je m'y suis installé pour la nuit.* " **(Mémoires des émigrants polonais... récit n° 10, p. 172., récit n° 20, p. 301. in Janine Ponty, id)** A Toul, la situation se dégrade, par manque de crédits... et du fait que le personnel laisse apparemment à désirer. Le matériel prêté par l'armée s'avère défectueux et les locaux sont trop petits. " *Sur vingt-quatre douches installées, il n'y en a que quatre qui fonctionnent... Les appareils continuellement hors service ne permettent pas, malgré de fréquentes réparations, d'assurer l'eau à une température assez élevée.* " **(id)** Les multiples précautions d'hygiène (douchage, épouillage, désinfection des vêtements et de la literie), s'expliquent par la hantise d'une maladie introduite en France par les Polonais : " *Il est à redouter qu'une épidémie éclate et se propage rapidement dans le camp, les environs immédiats et peut-être même jusqu'aux lieux de destination définitive des travailleurs polonais en France .*» (id) Il n'y a jamais eu d'épidémie à Toul, mais quelques cas de variole et de typhus qui affolent tout le monde. **(Janine Ponty, id)** "*Le camp de Toul manque d'équipements et se trouve fort démuni devant les multiples problèmes médicaux qui se posent. Si une authentique épidémie s'était déclarée, ç'eût été une catastrophe. La Mission française de la Main-d'œuvre mérite des reproches. Les revaccinations effectuées donnent 75 à 90 % de succès, ce qui prouve la réceptivité du sujet. Incapable pour la sélection professionnelle, elle l'abandonna au C.C.H.F. Celui-ci songe maintenant prendre en charge les examens de santé sur les lieux d'embauche. Les employeurs portent aussi leur part de responsabilité. On devrait attendre dix à jours après la vaccination antivariolique avant de laisser partir un convoi. Or pressés de recevoir leurs ouvriers, ils réclament sans cesse l'accélération de procédure et un raccourcissement des délais entre le dépôt de la demande et l'arrivée des travailleurs. Personne n'est innocent dans ces bavures .*" **(Janine Ponty, id)**

61- signé Daniel Vincent AD M&M 4M 147.

62- AD M&M 1Z 82.

mars, le nombre de ressortissants russes résidant dans votre département... » [63] Un Russe est recensé à Giraumont et deux à Jarny; ils sont d'ailleurs qualifiés de réfugiés.

Pour les étrangers passés par ces divers contrôles, et pouvant faire la preuve qu'ils sont en règle avec les dispositifs prévus à leur égard par la loi, la France apparaît cependant comme une terre d'accueil largement ouverte. Cette ouverture, malgré les aléas de la situation économique régionale, est constamment rappelée par les autorités en particulier par le Ministère de l'Intérieur : «*A M M les préfets: depuis le 10 décembre 1919, la circulation des étrangers est libre sur l'ensemble du territoire français, c'est-à-dire qu'ils peuvent, sans aucune des contraintes issues de l'état de guerre, se rendre d'un point à un autre, se fixer selon leurs convenances, exercer à leur guise leur activité personnelle. L'hospitalité que leur offre notre pays est donc pleine et entière et ne tient aucun compte des différentes nationalités; nul ne peut la souhaiter plus large, car elle n'a pour limites que celles imposées à nos compatriotes eux-mêmes.* » [64]

La délinquance, premier souci des autorités.

Le contrôle des irréguliers, des délinquants préoccupe très vite les services de police. Cette attention trouve sa justification dans le souci des autorités de bien faire entendre que le régime libéral accordé aux étrangers n'est pas sans limites. Les mises en garde et les rapports s'accompagnent de considérations stéréotypées qui vont rester vivaces dans les mentalités locales: " *Les Polonais...S'ils sont travailleurs et disciplinés, ils ont le grand défaut de s'adonner à l'alcool et de devenir dans l'ivresse de véritables brutes dont les délits alimentent en partie le rôle du tribunal correctionnel de Briey.* »[65] Ces propos du sous-préfet sur les Polonais méritent d'être nuancés, comme le montre le rapport du procureur de la République qui signale que: " *Pendant l'année 1924, il y a eu 77 Polonais condamnés pour une proportion de 1277 Français. Actuellement il y a à la maison d'arrêt 11 Polonais, dont une femme; ces individus sont écroués: 6 pour vol ou recel, 1 pour infraction à expulsion, 1 pour mendicité, 2 pour coups et blessures et 1 pour outrages publics à la pudeur, ce qui correspond à une proportion de 5 % de la population totale des détenus, à peu près égale au pourcentage des Italiens et supérieur à celui des autres nationalités. Je dois d'ailleurs faire remarquer que ce pourcentage ne signifie rien en lui-même car il est fonction de la densité de la population étrangère dans l'arrondissement.-* »[66] Le taux de criminalité apparent des étrangers se trouve accru par divers facteurs: leur jeune âge à l'arrivée en France, la forte proportion de célibataires et d'hommes seuls parmi eux (encore que les Polonais vivent souvent en famille), les entrées clandestines, ou mal contrôlées, qui permettent à des malfaiteurs d'entrer en France. Surtout l'amalgame, sous le terme gé-

63- Sûreté générale-Ministère de l'intérieur-le 16 février 1924, AD M&M 4M 137.
64- Circulaire du président du conseil, ministre de l'intérieur le 3 décembre 1930 - AD M&M 1Z 56)
65- AD M&M 1Z56.
66- Lettre du procureur de la République à M. le préfet le 10 août 1925 en réponse à une demande du consul de Pologne. AD M&M 4M 137 - C'est aussi ce que note Axel Sömme, observateur scandinave socialisant de la fin des années vingt. Il lui semblait en effet que, dans le secteur des mines, la délinquance avait beaucoup baissé depuis les années d'avant guerre: «*Le vol est à peu près inexistant ; on ne rencontre pas de mendiants dans les rues ; d'ailleurs qui pourrait-on voler et à qui demanderait-on l'aumône ? Celui qui veut travailler peut toujours trouver de l'emploi. Mais le tribunal de Briey était avant la guerre, malgré l'extrême tolérance de la police, celui de France qui jugeait le plus de crimes et de délits.* » (Axel Sömme, La Lorraine métallurgique, p181)

néral de crimes, d'actes qui relèvent du simple délit, fausse le problème. «*Il est vrai que le nombre d'arrestations et de condamnations d'étrangers dépasse celui des Français, eu égard à leur importance relative dans la population. Il est vrai également que le taux augmente de 1919 à 1926, lié au grand flux migratoire* .»[67]Les statistiques détaillées, précisant la nature des infractions, permettent de nuancer ces observations : Le vagabondage figure en tête des motifs d'expulsion. "*En Meurthe-et-Moselle sur 118 Polonais incarcérés de janvier à juillet 1925 on relève: 34,7 % de vagabondage ; 12,1 % d'infractions à un arrêté d'expulsion ; 31,4 % de vols et recel ; 14,4 % de coups et blessures ; 3,4 % de meurtres ; 3,4 % d'affaires diverses* »[68] Finalement comme le souligne J. Ponty, «*les affaires graves portant atteinte à la sécurité des personnes, celles sur lesquelles l'opinion publique construit le mythe des " bandits polonais " sont finalement assez rares* .»[69]

Mais le préjugé de l'opinion contre les étrangers prend des proportions telles que, dans la presse régionale, le préfet se sent obligé de prendre sa plume pour rectifier : « ...*parce que certains Polonais ont commis des délits ou des crimes, parce que chaque fois qu'un crime reste mystérieux on arrête un homme ignorant de la langue et de la loi françaises et que parmi ceux-ci on rencontre des Polonais, les Polonais ont une fort mauvaise presse... Il ne faut pas jeter sur l'ensemble des Polonais une suspicion atroce. La masse des travailleurs polonais est parfaitement honnête.* "[70] Il semble ainsi répondre à l'inquiétude de l'ambassadeur Chfapowski, qui redoute lui aussi les généralisations abusives : «*Cette campagne porte tort non seulement aux ouvriers polonais en France mais au renom de la Pologne en général et peut nuire à notre action politique* . »[71] Cette mauvaise presse, les Polonais la conserveront longtemps, peut-être plus longtemps que les Italiens, plus anciens dans la région. Du moins en ce qui concerne les mœurs, car pour l'activité politique ou syndicale, on opposera bientôt les mineurs polonais, plutôt réservés, aux mineurs italiens turbulents.

C'est donc dans une atmosphère assez lourde que le contrôle des étrangers entrés illégalement s'est resserré, tant du fait de l'administration française que de celui des autorités étrangères. Désormais, l'immigration clandestine devient plus délicate, puisque le passeport est exigible à l'arrivée: "*... Depuis 1920, date de la création des consulats polonais, les passeports ont été exigés des autorités françaises pour la délivrance des "cartes d'identité". Aussi, est-il à présumer qu'un assez grand nombre de Polonais résidant actuellement en Meurthe-et-Moselle, sont dans une situation irrégulière comme n'ayant pas de passeport leur permettant de se faire délivrer une carte d'identité.* »[72]Toutefois, les clandestins continuent d'arriver. A côté de beaucoup d' irréguliers, bien souvent clandestins involontaires, qui sont-ils, parmi les Polonais ?«...*Ce sont en majorité des Israëlites qui ont fui leur pays au moment de l'invasion bolcheviste pour se soustraire aux obligations militaires*

67- Janine Ponty, op.cité.
68- A.D. M.-et-M., 4 M 137 : chiffres communiqués par les quatre procureurs de la République auprès des tribunaux de première instance de Nancy, Briey, Toul et Lunéville.
69- Janine Ponty, op.cité.
70- AD M&M4 M 137.
71- Janine Ponty, op.cité.
72- Lettre du commissaire spécial-E.Maret AD M&M 4M 137.

ou bien des jeunes gens qui, n'ayant pas encore 21 ans, sont venus en France pour ne pas être recensés. Ce sont surtout ces derniers qui se voient refuser un passeport par le consulat de Pologne... »[73] Leur situation n'est pas toujours simple et, sous le prétexte de prévention de la délinquance, ce sont tous les étrangers qui sont progressivement l'objet d'une surveillance tatillonne, qui ne se limite plus à un examen médical humiliant et pénible. Aux frontières: «*...tout étranger âgé de plus de 15 ans devant faire en France un séjour de plus de deux mois est tenu de solliciter la délivrance de la carte d'identité dans les huit jours de son passage à la frontière...Les enfants nés en France - ou venus en France avant l'âge de 15 ans avec leurs parents- doivent se conformer à cette prescription, dans les huit jours qui suivent l'achèvement de leur quinzième année* .»[74] Il paraît difficile d'échapper à ce filtre à l'entrée et à ce contrôle permanent ensuite.«*Pourtant, un certain nombre d'ouvriers ,en raison du coût particulièrement élevé de la vie en Pologne, préfèrent s'expatrier plutôt que de mener une existence misérable dans leur pays et pénètrent en France par des moyens de fortune, en évitant les contrôles à la frontière.* »[75]

Une fois entrés en France, les étrangers devaient signaler leurs déplacements dans les commissariats ou les mairies: «*L'étranger astreint à solliciter la délivrance de la carte d'identité doit se rendre en personne au commissariat de police de sa localité -ou à défaut à la mairie- afin d'y faire la preuve de son entrée régulière sur le territoire et de fournir avec quatre photographies les indications nécessaires à la constitution du dossier destiné à la préfecture du département....* »[76] En fait nous savons qu'ils ne le faisaient pas systématiquement. "*Grimeler Alphonse, 52 ans luxembourgeois n'a pas fait viser sa carte d'identité à son arrivée à Giraumont, a fait l'objet d'une contravention* .»[77] Ce document qui devait permettre de surveiller régulièrement le mouvement des étrangers sur le territoire national, aurait pu fournir, au moins localement, la trace des étrangers à chaque renouvellement. En effet, «*...la carte d'identité est valable deux ans...par suite, l'étranger porteur d'une carte valable deux ans, doit en demander le renouvellement dans les trois mois qui suivent la date d'expiration de sa validité; passé ce délai la pénalité de retard (20Fr) est applicable à compter de cette même date* »[78] En fait les autorités doivent régulièrement rappeler ce dispositif réglementaire, preuve que les étrangers trouvaient ces démarches pesantes et ne les faisaient pas toujours. Pas plus qu'ils ne prévenaient les mairies de leurs départs, comme ils auraient dû le faire: «*En cas de transfert de domicile d'une commune dans une autre, les étrangers sont tenus de faire viser leur carte d'identité - ou leur récépissé de demande- tant avant leur départ de leur ancienne résidence, que dans les 48 heures de leur arrivée dans la localité où ils vont se fixer.* »[79]

Enfin les étrangers doivent être en mesure d'apporter à tout instant, la preuve de leur embauche effective et de leur bonne santé: « *Avant d'être admis à solliciter la délivrance de la carte d'identité, l'étranger salarié -c'est-à-dire celui qui occupe un emploi, ou exerce une profession sous le*

73- Lettre du commissaire spécial-E.Maret AD M&M 4M 137.
74 à 76- AD M&M 1Z 56.
77- " Le Républicain " Novembre 1925 -AD M 7 T 94
78 à 79 - AD M&M 1Z 56

contrôle et la dépendance d'un employeur qui, en échange de son activité, lui sert un traitement ou une rémunération- est tenu, quelle que soit sa place dans la hiérarchie des fonctions, de produire un contrat de travail visé favorablement par les services de la Main d'œuvre étrangère. Il doit en outre, être titulaire d'un certificat sanitaire établi d'après un type spécial. Si l'un ou l'autre de ces documents fait défaut, l'intéressé ne sera pas admis à faire sa demande de carte d'identité et il sera invité à se le procurer dans le plus bref délai, s'il veut éviter de faire l'objet d'un ordre de refoulement » [80]

Mais que peut l'administration contre les étrangers en situation irrégulière? Quelques dispositions étaient prévues , mais elles étaient d'application difficile : «*Aucune loi ni règlement n'édicte de peine à l'encontre de ces étrangers en situation irrégulière; seul le "refoulement" est prévu comme sanction, mais cette formalité est illusoire parce qu'elle ne peut être "effective", les autorités allemandes et belges n'acceptant pas, même en transit, les individus ainsi refoulés.* »[81] L'effet pervers d'un pesant dispositif de contrôle, encourageait la petite délinquance: «*... C'est ce qui explique les nombreux vols de papiers d'identité entre Polonais. Il apparaît comme solution, que, sans s'immiscer dans les questions des droits de chancellerie, trop élevés selon l'avis des intéressés pour la délivrance des passeports polonais, il serait cependant désirable que le coût fut plus en rapport avec les modestes ressources d'étrangers non insoumis ou déserteurs.* » [82] Quant au repérage et à la dénonciation des irréguliers, l'action des autorités étrangères représentées par les consulats allait bientôt conforter celle de l'administration française.

Le contrôle des étrangers par les agents consulaires.

Théoriquement le rôle des consuls était de faciliter l'accueil et l'installation de leurs nationaux, de régler les difficultés rencontrées lors du voyage et de l'embauche et d'intervenir près des administrations françaises si des difficultés surgissaient. [83] Le consul recevait le courrier, le traduisait et le transmettait : travail qui s'apparentait quelque peu à celui d'un bureau de poste et d'un écrivain public. Ils pouvaient aussi faciliter l'accès de leurs ressortissants à d'autres activités que l'embauche dans l'agriculture ou les mines. «*L'agence consulaire s'est également préoccupée de la question commerciale. Une chambre consulaire a été fondée à Metz pour l'arrondissement de Briey et le département de la Moselle.* »[84] Leurs attributions correspondaient ainsi à une mission d'insertion, de conseil et de représentation diplomatique locale.

En réalité, ces consuls outrepassent parfois leurs attributions et jouaient, au côté de l'administration française un rôle d'encadrement et de surveillance tant des mœurs que des activités politiques de leurs nationaux.

---

80 et 81 - AD M&M 1Z 56
82- AD M&M 4M 137..
83- «*Les ouvriers vont en Pologne individuellement, à leurs frais. Ils paient même toutes les taxes, visa, etc...C'est même la grande doléance des ouvriers qu'on leur rende le voyage si difficile et si coûteux, et ils ont parfaitement raison à ce sujet. Quant aux brochures et ouvrages sur cette matière, je ne puis pas vous en fournir; il n'en existe pas sauf les statuts des sociétés qui sont tous à peu près pareils...* »signé le Consul de Pologne -AD M&M 4 M 137.
84- AD M&M 4M 138.

- Les Polonais

Le contrôle des Polonais nous a semblé de ce point de vue, beaucoup plus strict que celui des Italiens du fait des initiatives pour le moins énergiques de leur consul de Strasbourg. " *Pour les émigrants polonais ...il n'existe pas de représentant du gouvernement polonais dans l'arrondissement* [Briey] *qui relève du consul général de Strasbourg.* »[85] Les obligations des consuls sont fort mal définies. En particulier, ont-ils qualité pour intervenir dans les questions liées à l'immigration? La France conçoit la fonction consulaire de façon très restrictive, et voudrait réserver la protection des travailleurs étrangers aux seules autorités françaises. [86] Certains représentants étrangers sur place, ont de leur fonction, de leur mission, une conception très différente et plus "indépendante"! C'est le cas de Jan Derzinski, consul de Strasbourg, déploie l'activité la plus visible, en particulier en Lorraine sidérurgique. Il se fait passer pour le principal organisateur du tissu associatif dans la région. [87] Cette sollicitude particulière, destinée probablement aussi à détourner les Polonais du mouvement ouvrier organisé, nous la retrouvons aussi dans l'action du consulat italien et de son agent consulaire à Briey.

Si les consuls débordaient du cadre strictement administratif, c'est que ils agissaient d'eux-mêmes, avec une certaine latitude vis à vis des directives globales venues d'en haut. Il faut dire que leur activité était au départ assez limitée et les consuls ne joueront un rôle de plus en plus important qu'au fil des années, au fur et à mesure que s'enflera le flot migratoire. En Lorraine le consulat polonais de Strasbourg poussait d'ailleurs le zèle assez loin." Consulat de la république de Pologne 6 Octobre 1923 "...*Monsieur le préfet, J'ai l'honneur de vous signaler que j'ai constaté le mois dernier, lors de mes deux voyages dans votre département auprès des colonies polonaises, qu'il y a...une quantité de jeunes gens, pour la plupart israëlites, qui séjournent dans votre département sans papiers réguliers. ils ont omis de régulariser leur situation, vu qu'ils ne sont pas en règle avec leurs obligations militaires envers l'Etat polonais...je vous serais très reconnaissant...d'user de rigueurs envers les déserteurs* »[88] Cette immixtion dans la vie privée des immigrés polonais correspondait

---

85- AD M&M 1Z 56

86- L'article 5 de la convention du 3 septembre 1919 ne laisse aucun doute sur ce point: " *L'administration qualifiée de chacun des deux pays veillera à la protection des travailleurs... de l'autre pays employés sur son territoire. C'est à cette administration que seront adressées ou transmises soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités consulaires compétentes, toutes les réclamations formulées par les travailleurs étrangers, lesquelles pourront être rédigées dans leur langue maternelle...* " (**AD M&M 1Z 56**)

87- En 1924, naissent à Pont-à-Mousson, à Foug et à Lunéville des sociétés Oswiata (Instruction) qui se donnent pour objectif de "*cultiver l'esprit polonais et de protéger les intérêts nationaux des Polonais catholiques* " Le consul en revendique la paternité." *Le 12 novembre 1922, M.Jean Derzinski consul de Pologne à Strasbourg est venu à Mont-St-Martin rendre visite à M.Alexandre Dreux. Il lui a exposé que le but de son voyage était de grouper les ouvriers polonais qui deviennent de plus en plus nombreux dans la région et d'encourager ensuite la cohésion de ces groupements par les moyens suivants: dotation de livres, abonnement à des journaux, création d'écoles, visites d'un prêtre polonais, réunions et conférences. Tout cela dans l'intention de maintenir le sentiment national parmi les Polonais,....* » (Commissaire spécial - **AD M&M 4 M 137**) Rapport que reprend le préfet presque mot pour mot dans un document plus général: «...*le consul de Pologne...dans l'intention ...d'encourager la cohésion de ces différents groupements par les moyens suivants qu'il estime de puissants moyens d'action: dotation de livres, abonnement à des journaux, création d'écoles, création de sociétés musicales de sociétés de boys -scouts, visites d'un prêtre polonais- qu'il a depuis peu fait rattacher à l'évêché de Nancy, réunions et conférences faites par un attaché au consulat et des professeurs.* » (**préfet AD M&M 4 M 137**) M. Derzinski unit toutes les formations existantes en une Fédération des associations polonaises de l'Est de la France qui couvre les huit départements de sa circonscription et dont le siège se trouve successivement à Freyming puis à Metz. Son travail d'encadrement des émigrés en Lorraine "...*finit par irriter les immigrés qui lui reprochent de s'immiscer dans leurs affaires et de manifester trop d'autoritarisme. Une campagne acharnée contre lui aboutit à son rappel à Varsovie en 1926* » (**Janine Ponty, id**).

88- AD M&M 4M 137.

aux intérêts de l'Etat polonais. Une de ses lois, en date du 11 novembre 1924, précisait d'ailleurs, que, outre de la défense des intérêts économiques de l'Etat Polonais en France, les consuls devaient veiller à l'exécution des conventions internationales et protéger les citoyens polonais. Elle ajoutait «...*les consuls sont chargés de prêter une attention particulière à l'immigration polonaise, permanente et saisonnière, sur le territoire de leurs régions respectives, ainsi qu'a la réémigration en Pologne, et d'informer les autorités polonaises de tout ce qui concerne l'immigration et l'émigration.* »[89] Ce zèle finit par prendre des proportions que l'administration française ne pouvait tolérer tant il remettait en question à la fois la souveraineté de la République, les intérêts de l'Etat et les principes de la politique d'assimilation. C'est ce qui apparaît dans un rapport de la surêté Générale au ministère de l'industrie: «*J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'au mois de mars dernier M. Dabrowski, attaché à l'ambassade polonaise à Paris s'est rendu dans le bassin de Briey afin d'enquêter sur la situation des ouvriers polonais employés dans les usines et les mines de la région.... Sans préavis de sa part, cet agent diplomatique s'est présenté dans diverses industries minières où, accompagné d'un représentant ,de l'entreprise il a visité les cantines, les écoles, les logements et où il s'est entretenu avec les compatriotes qu'il connaissait. Je me permets, Monsieur le Ministre, d'appeler votre attention sur les inconvénients que peuvent présenter de telles visites; en dehors des renseignements relatifs à la situation des étrangers en effet, ces visiteurs pourraient se procurer facilement d'autres renseignements d'une plus grande importance...* signé le Préfet mars 1927 »[90]

- Les Italiens.

Le contrôle des Italiens a été dans un premier temps plus lâche que celui des Polonais. Du moins leur entrée sur le territoire national se déroulait-elle dans un climat moins pénible qu'au centre de Toul. Les accords passés avec le gouvernement italien, la tradition d'immigration et les réseaux constitués avant guerre donnaient aux flux d'Italiens un caractère à la fois plus souple et plus libre. Le rôle du consulat italien semble d'abord se limiter à une représentation assez discrète à un rôle de conseil ou d'encadrement bienveillant. Voici ce qu'écrit alors au préfet le sous-préfet de Briey : «*Il existe une agence consulaire, créée en 1912 et dépendant du consulat général italien de Nancy. A côté des services consulaires, l'agence s'occupe des accidentés du travail, de l'hospitalisation des malades, de leur rapatriement, des contrats de travail. Elle facilite le placement des ouvriers, leur accorde des subsides en cas de chômage. Elle donne aux émigrants tous renseignements utiles sur la législation de notre pays. Grâce aux démarches, tant du Consul général que de l'agence consulaire, les ouvriers italiens travaillant depuis au moins un an dans les mines et vivant avec leur famille reçoivent l'allocation familiale....* »[90] Dans un second temps, avec l'arrivée au pouvoir du fascisme, le consul va agir directement près de ces compatriotes et déployer un zèle particulier. Quels relais le fascisme a-t-il trouvé dans le milieu italien lui même ? C'est difficile à savoir. Malgré les affirmations

89- J.O. de la République de Pologne 1924.
Il n'empêche, la conception étroite du suivi des étrangers en France pouvait conduire le consulat à dénoncer aux autorités françaises «... [les] *gens qui...ont quitté le Pays d'une façon illégale, c'est-dire sans passeport régulier et par conséquent sans l'autorisation des autorités militaires- ceux-là se comportent d'une façon encore plus provocante...* » (AD M&M 4M 137)
90- Sûreté générale-Ministère de l'intérieur- AD M&M 4M 138

de certains historiens, on ignore absolument quelles étaient leurs relations avec les employeurs. Pourtant, cette tentative de main mise des associations encadrées par le patronat local est parfois évoquée par certains témoins. Un joueur de football nous a déclaré : "*...la mine de Jarny avait essayé de faire une équipe de foot uniquement d'Italiens...on jouait derrière le mine vers les peupliers...une société un peu subventionnée par les fascistes...la politique conduisait tout...des bons joueurs communistes ne pouvaient pas jouer dans cette équipe* » [91] On retrouve ici un des buts avoués par certains fondateurs d'associations d'émigrés. Comment comprendre le succès de son entreprise? Ne peut-on voir dans l'adhésion au thème fasciste de la grandeur nationale une volonté de revanche des humiliés, humiliés de la guerre et humiliés de l'émigration? C'est la thèse développée récemment par Didier Francfort : «*...Recours d'une minorité humiliée, cadre d'une revalorisation de l'image de l'Italien aux yeux de l'étranger, le fascisme a séduit une part importante de l'émigration trans-océanique. Or, en Lorraine, on ne retient, le plus souvent, que l'image de groupes activistes, isolés, violents, bénéficiant de complicités françaises et considérés, en définitive, comme peu nocifs car peu efficaces. Pourtant, il y aurait eu des exemples de ralliements d'Italo-Lorrains issus de milieux antifascistes aux idées mussoliniennes. En 1928, le Secrétaire Général des Faisceaux à l'étranger n'hésite pas à confier son optimisme après une visite en Lorraine : « Monsieur Parini a visité la région minière de Lorraine où, malgré l'ancienne emprise des idées socialistes et communistes, le fascisme a fait beaucoup de prosélytes parmi les 700000 Italiens, en majorité mineurs, qui y travaillent.* »[92] Cette action près des immigrés italiens trouvera rapidement des relais auprès des diplomates en poste et des associations : «*Dans le nord de l'arrondissement de Briey, dans la région de Longwy étudiée par Gérard Noiriel, le fascisme italien s'est implanté avant que le fascio ne soit officiellement constitué par les autorités consulaires en août 1926 : l'agent consulaire, "l'infatigable Tabacchi" a su s'appuyer sur tout un réseau d'œuvres religieuses, d'associations sportives et de groupes d'anciens combattants.* » [93] Nous reparlerons de l'importance de ces associations en évoquant notamment la mise en place d'un fascio à Jarny. Le soutien accordé à ces groupes par les autorités consulaires, les manifestations démonstratives qu'ils organisaient dans la ville, ont provoqué par réaction la radicalisation des antifascistes.

Des associations fortement impliquées dans le contrôle des émigrés.

Tout en sachant combien les associations d'étrangers contribuent à la cohésion des groupes émigrés et par voie indirecte à leur intégration dans la cité, l'administration se méfie d'elles. Aussi enquête-t-elle régulièrement auprès des maires pour suivre leurs activités. C'est dans cette correspondance que nous pouvons retrouver les éléments de ce dossier.

On trouve dans les dossiers de la préfecture de nombreux rapports sur les associations ita-

---

90- AD M&M 1Z 56.
91- M.J. de Jarny.
92- (Le petit Dauphinois, 13 juin 1928) in Didier Francfort, Etre mussolinien en Lorraine 1922-1939, in Revue d'Histoire moderne et contemporaine 1991
93- Didier Francfort, op.cité.

liennes. Certaines affirme leur caractère privé: «*En dehors de l'assistance officielle, les émigrants italiens sont secourus moralement et parfois pécuniairement par une œuvre de bienfaisance privée "l'opera Bonomelli" dont le siège social est à Milan, reconnue et subventionnée par le gouvernement italien. Cette œuvre délègue à l'étranger des représentants appelés "secrétaires" qui en même temps servent d'intermédiaires entre les ressortissants et les représentants diplomatiques. Ces secrétaires sont deux prêtres dont l'un demeure à Longwy, et s'occupe du bassin de Longwy, l'autre à Jœuf et s'occupe du bassin de Briey.* »[94] Cependant, cette association va de nouveau être mise en cause pour ses liens avec les autorités italiennes mais dans un contexte autrement plus controversé puisqu'il s'agit du régime mussolinien cette fois. [95] Trop marquée elle sera officiellement dissoute et remplacée par des missions " *pro emigrati italiani* ", avec les mêmes hommes à leur tête d'ailleurs!

Ce n'est pas la seule association qui poursuit ses efforts en direction des nationaux émigrés en Lorraine. «*...A côté de "l'opera Bonomelli", il existe encore une autre œuvre d'assistance analogue, "L'Umanitaria de Milan", patronnée par M. le sénateur della Torre.* » écrit le sous-préfet de Briey. [96] Nous avions signalé que cette association avait prêté à polémique, en particulier à propos de ses rapports avec le mouvement ouvrier socialisant. Il est d'autant plus étonnant de lire dans la "Lorraine ouvrière et paysanne", journal communiste, qu' «*...à Briey, seul un ancien correspondant de l'Umanitaria milanaise, société philanthropique de sensibilité socialiste, est accusé d'être fasciste par le journal communiste local.* » En fait ces liens, n'ont jamais été prouvés.

Comme les autorités consulaires polonaises, les diplomates italiens ne restent pas inactifs et suscitent, encouragent la mise en place d'associations, associations d'entraide, de musique, d'anciens combattants, etc: «*D'autre part, à l'instigation de l'agent consulaire de Briey, il a été créé des sociétés de secours mutuels à Jœuf, **Jarny**, Piennes, Villerupt. D'autres sont en projet à Tucquenieux et Auboué.* " Ou associations à caractère purement de loisir: «*Des sociétés de musiques ont été créées également à Jœuf, **Jarny**, Piennes, et une société sportive à Jœuf....* »[97] Ces associations italiennes ont tenu quelque temps. A Jarny leur existence n'a pas entraîné d'obstacle à l'insertion des Italiens. Elles constituaient plutôt un point de rencontre facilitant l'accueil et les solidarités et en ce sens,

---

94- AD M&M 1Z 82.
Nous avions déjà ouvert le débat sur le rôle extrêmement controversé de la hiérarchie catholique italienne en Lorraine avant guerre. Son rôle d'encadrement des Italiens n'a pas changé, mais cette implication n'est plus aussi simple à accepter d'un bloc. D'une part parce que le rôle qu'elle pouvait jouer comme relais et régulateur au moment du recrutement et de l'accueil, n'est plus aussi fort. D'autre part parce que les notions de concurrence à l'intérieur de la famille catholique ne peuvent être passées totalement sous silence. Il y a bel et bien rivalité entre les églises française, italienne comme avec l'église polonaise. Ce sujet qui entre aussi dans la discussion sur le rôle intégrateur ou non des églises sera repris dans le chapitre suivant.

95- Voici ce qu'en écrit Didier Francfort: « *C'est presque naturellement que que l'Opera Bonomelli et ses missions catholiques se seraient insérées au dispositif fasciste d'encadrement de la population immigrée. Cela n'est pas, selon nous, de l'ordre de l'évidence. Certes, en Italie, Mussolini a su abandonner l'anticléricalisme de ses débuts pour gagner le soutien d'une droite conservatrice de sensibilité chrétienne. Pourtant des conflits demeurent. Le Duce s'en prend aux organisations catholiques de jeunesse, aux Populaires, avant de signer en février 1929 les accords du Latran. N'y aurait-il eu en Lorraine aucun signe de ces conflits ? Les missions catholiques ont-elles pu sans réserve, de 1926 à 1929, servir d'intermédiaires au fascisme ?...Après la mort de l'évêque de Crémone les thèmes nationalistes s'accentuent dans le discours des " Bonomelliens ". En Italie, les autorités consulaires françaises s'inquiètent, au lendemain de la guerre mondiale, de l'évolution de l'institution qui semble abandonner "son ancien but de bienfaisance " pour faire profiter " l'intérêt politique italien " de la présence d'émigrés l'étranger. L'Opera Bonomelli est accusée de lutter contre les naturalisations, d'entretenir le particularisme ilalien. Bref, en 1926, elle se rapprocherait du fascisme* ".(**Didier Francfort, op.cité**).

96 et 97 - AD M&M 4M 138

contrairement à ce que l'on pourrait conclure, elles contribuaient à une meilleure adaptation de ces diverses communautés dans la région. Pour les Polonais aussi, cette activité d'accueil, se met rapidement en place: «*Il y a dans la Meurthe-et-Moselle plusieurs sociétés polonaises que j'ai surtout fondées moi-même: Nancy, Dombasle, Lunéville, Pont-à-Mousson, Herserange, Foug, **Conflans**, Tucquenieux, Mancieulles.* »[98] Quel était l'objectif des initiateurs de telles organisations ? «*Le but de ces sociétés est surtout patriotique et tend également au perfectionnement de l'instruction (petite bibliothèque, célébration des fêtes, entre-aide morale). Il n'y a pas de coopératives. Il n'y a pas encore de sociétés d'entre-aide, mais elles vont être créées parce qu'il y a un tel genre de société crée à Paris qui fait partout des filiales.* »[99] On sera surpris de constater combien elles entendaient conserver jalousement leur indépendance vis à vis des autorités: «*Les sociétés existantes n'ont pas besoin d'être reconnues par votre gouvernement, ce ne sont pas des sociétés d'utilité publique.* »[100] Cette indépendance, cette latitude à œuvrer auprès des populations émigrées trouvait-elle sa justification dans le contrôle auxiliaire qu'elles jouaient de fait à côté de la police, en particulier pour s'opposer aux organisations syndicales et aux partis ouvriers?

Le contrôle politique du monde ouvrier, une attention tenace sans objet?

A la "Une" de l'Est du 30 avril 1926, on pouvait lire cette déclaration: «*Avis aux étrangers qui viendraient à causer de l'agitation: des sanctions administratives seront prises immédiatement...* »[100] Plus que les mœurs ou les activités économiques, ce sont à présent les activités politiques qui font l'objet d'une surveillance particulière. Cela veut-il dire que les étrangers constituent une menace pour l'ordre social? Rien ne permet de le penser, car, en Lorraine du fer, au cours des années vingt la participation des étrangers, à la vie du mouvement ouvrier local est difficile à suivre et donc à établir. Comme le rappelle le préfet, les étrangers sont tenus à la discrétion politique durant leur séjour en France: «*les groupements de travailleurs étrangers doivent observer la légalité et un strict respect de l'ordre au cours de certaines manifestations, réunions publiques et cortèges dans les rues, ...* »[101]

Pour les étrangers entrés régulièrement, la liberté de circuler, la liberté de travailler, sont sans cesse réaffirmées tempérées par « *...l'obligation pour les étrangers d'observer la loi de la République et de s'abstenir de toute agitation politique...* »[102] Le préfet de Meurthe-et-Moselle, crai-

98- Le consul de Pologne - AD M&M 4M 138.
99 et 100- AD M&M 4M 138.
100-" L'Est" du 30 avril 1926: transcription des dispositions de la circulaire aux préfets du ministre de l'intérieur M.Jean Durand.
101- (circulaire Chautemps 20 septembre 1924) Elle poursuit: «*surveillance particulière des orateurs étrangers...les engager à observer une grande modération dans leurs discours et les avertir des sanctions sévères qu'ils encourreraient s'ils ne tenaient pas compte de ces recommandations* »
102- Faute de quoi, les autorités pourront "*sanctionner, (tribunaux et expulsion immédiate) ceux qui participent à des manifestations tumultueuses ou des tentatives de désordre, s'associent à des projets d'action ou à la préparation d'actes de violence contre la liberté ou la vie des citoyens ou contre la souveraineté de la nation,...* »instruction ci-dessus à porter à la connaissance des intéressés notamment par traduction en langues étrangères (placard en Français, italien et polonais envoyés dans toutes les communes . (circulaire Chautemps 26 décembre 1924) L'accueil ouvert évoqué par les autorités a aussi son prix."*En échange de cette liberté, pour ainsi dire absolue, qui comporte la jouissance des droits publics et sociaux reconnus et garantis par les lois de la république, les étrangers doivent s'attacher à respecter l'ordre public, à s'abstenir de toute manifestation susceptible de troubler la tranquillité de la population, à observer fidèlement la législation en vigueur. Ainsi que vous l'a dit un de mes prédécesseurs dans une circulaire en date du 27 avril 1928 qui ne doit pas être perdue de vue* :(**AD M&M 1Z 56**)

gnant d'ailleurs que les Italiens ne développent une certaine agitation, prie par télégramme du 3 décembre 1928, le sous-préfet de Briey, de donner à tous les services police placés sous ses ordres les instructions pour redoubler de vigilance afin d'éviter les attentats ou incidents...[103]

La situation internationale vient bousculer les conditions dans lesquelles se déroule l'installation des nouveaux étrangers, Italiens surtout. Ceux-ci ne votent pas, pas même dans les comités ou conseils professionnels et leur pratique politique ne trouve d'expression que dans les organisations ouvrières françaises dans des mouvements autonomes. Les autorités veillent à ce que la région ne devienne pas un champ d'affrontement entre mussoliniens et antifascistes. [104]

Le contrôle direct par la police, la participation plus ou moins ouverte des agents diplomatiques et des associations polonaises et italiennes en lutte contre le communisme jouent à plein pour dissuader ou repérer les militants ouvriers. Le consul de Pologne rappelle que pour lui la vie associative est un moyen d'enrayer la propagation des idées communistes. Il encourage et anime les associations polonaises : «*...dans l'intention de maintenir le sentiment national parmi les Polonais, et surtout d'éviter la propagation des idées communistes que cherchent à diffuser des agents de la CGTU...* »[105] Lors de sa visite du 12 novembre 1922 dans le Pays Haut, le consul de Pologne ne cache pas que son but est : « *...d'éviter la propagation des idées communistes que cherchent à diffuser des agents de la CGT-U....* »[106] A cette volonté de surveillance s'ajoute aussi l'intimidation contre les syndicalistes. [107] Cela a pu jouer pour décourager le militantisme, au début du moins. Mais cette tension, où se combinent les peurs des uns et des autres, ne pouvait que conforter les réflexes de repli. d'autant que ces craintes sont nourries par les crises et la situation internationale agitée et trouvent tout un relais dans les journaux, principaux "média" de l'époque.

La presse régionale joue en effet un rôle de caisse de résonance des craintes. Ainsi "l'Est" du

---

103- Il lui rappelle les consignes antérieures: «*Vous voudrez bien vous reporter à ma circulaire du 5 octobre 1926 et dans son esprit veiller à ce que les étrangers respectueux de l'hospitalité que leur donne généreusement la France s'abstiennent de toute manifestation*" **(AD M&M 1Z 56)**

104- «*le gouvernement n'admet pas que certains groupements d'étrangers cherchent à se livrer, sur notre territoire, à des tentatives d'agitation qui pourraient donner lieu à de regrettables incidents et troubler la paix publique...les étrangers ne sauraient donc, abuser de l'hospitalité française, transporter sur notre territoire les luttes et conflits politiques de leurs pays respectifs...Ces considérations sont d'une actualité toujours aussi vivante et l'autorité publique a le devoir impérieux de veiller à ce qu'aucun groupement ne cherche à abuser de l'hospitalité si généreuse et si libérale que la France accorde à ceux qui viennent se fixer sur son sol...* **(AD M&M 1Z 56)** On retrouve ici l'idée souvent reprise par la suite, mais selon des réalités très variables en fonction des tendances politiques que: «*Si les étrangers ont des droits, ils ont aussi, en contre-partie des devoirs qu'ils ne doivent pas éluder. Ces devoirs, issus des divers décrets qui règlent leur situation, et dont le dernier est celui du 10 juillet 1929* » **(AD M&M 1Z 56)**. Mais on doit constater que les mises en garde contre les groupements d'étrangers ne sont pas toujours marquées par le souci d'équilibre. Nous retrouverons cela dans les années tendus de la crise où le ton montera entre fascistes et antifascistes. Nous constatons pour les années vingt que ce sont surtout les organes des opposants au régime mussolinien qui font l'objet de mise garde: «*Le journal "La Riscossa" publié sur notre territoire en langue italienne, lance un appel à tous les travailleurs italiens immigrés pour l'organisation d'une agitation et la préparation de grandes manifestations contre le fascisme italien et les menées de la réaction en France. Les tentatives d'agitation politique sont absolument contraires aux prescriptions de ma circulaire du 5 octobre sur les devoirs des étrangers résidant en France. Elles ne peuvent donc pas être tolérées et il vous appartient, en conséquence, d'avertir les dirigeants responsables des groupements de travailleurs italiens, que les prescriptions de ma circulaire doivent être rigoureusement observées par tous les étrangers et qu'aucun prétexte ne peut en justifier la violation. Toute infraction aux injonctions des autorités françaises sera sévèrement réprimée...* " **(Le préfet à M.le sous-préfet de Briey le 11 octobre 1926 - AD M&M 1Z 56)**

105- Le préfet AD M&M 4 M 137.

106- Commissaire spécial -AD M&M 4 M 137.

107- «*Enfin, on ne peut négliger la répression, privée et publique,...Partout les ouvriers se plaignent que les militants des syndicats et même les simples membres sont congédiés par leurs patrons ; un sort identique est parfois réservé aux conseillers municipaux et le nombre de ceux figurant sur les listes électorales et qui s'en retirent avant les élections de peur de perdre leur emploi, est considérable, que cette crainte soit justifiées ou non.* " **(A.Sömme, op.cité)**

30 avril 1926 met en garde directement les militants étrangers et titre :«*Avis aux étrangers qui viendraient à causer de l'agitation: des sanctions administratives seront prises immédiatement.* »[108] Suit alors la transcription des dispositions de la circulaire aux préfets du ministre de l'intérieur M.Jean Durand. Dans son édition du 10 octobre 1926 le même journal s'identifie par la plume de son éditorialiste à toutes les souffrances de la région pour justifier à nouveau les mises en garde contre les agitateurs . Après une rappel du nécessaire recours à la main d'œuvre étrangère, le journal ajoute de façon assez paternaliste que la tradition française d'accueil ne saurait se démentir sauf pour les agitateurs: «*Qu'ils soient Italiens, Polonais ou Espagnols, ils sont les bienvenus et nous le leur démontrons par une protection efficace. Mais avec les travailleurs sont aussi arrivés des hommes qui s'occupent à peu près exclusivement de troubler la vie nationale par des excès de langage, des appels à l'émeute et des brutalités. Nous n'avons pas à connaître les opinions politiques de ces étrangers tant que ces opinions se manifestent sans contrevenir à nos lois... Nous avons en Lorraine plus de discernement...nous employons avec succès beaucoup d'étrangers dans notre industrie, à notre commerce, à notre agriculture et nous vivons avec eux dans une estime mutuelle...* » [109] Notons le passage sur les représentants des gouvernements étrangers dont on connaît à cette date l'engagement soit ouvertement anti communiste soit mussolinien: «*Les consuls étrangers sont affectueusement accueillis par l'administration française qui aplanit toutes les difficultés...* » [110] La mise en garde contre les antifascistes italiens surtout apparaît ainsi dans ce journal modéré comme un élément amplificateur de la méfiance vis à vis d'étrangers . Et ces derniers passent désormais dans l'opinion publique du rôle de délinquants à celui de dangereux révoltés: «*Quant aux révolutionnaires de toute sorte qui se réfugient chez nous, ils devraient se contenter de trouver en France un abri contre la justice politique de leur pays. Ils n'ont pas le droit sous cet abri de comploter contre qui que ce soit et de faire que la France apparaisse aux yeux du monde comme un foyer de troubles internationaux* » [111] Hélas pour l'équilibre des opinions, la presse ne mentionne que rarement les exactions des groupes "profascistes" en particulier du "fascio" de Jarny, présenté comme une association somme toute banale le plus souvent. A moins de feuilleter la "Lorraine Ouvrière et Paysanne", journal communiste, du 30 avril 1930 qui titre sur "Les Deliquenza fascista de Jarny". [112] Nous y reviendrons en présentant l'atmosphère tendue des années trente à Jarny.

108- "L'Est" du 30 avril 1926.
109- L'Est du 10 octobre 1926, Titre Pour les étrangers... « ... *La France, dépeuplée par la guerre, trouve aussi son compte à ces passages d'étrangers et à cette main d'œuvre supplémentaire...Depuis la fin de la terrible bataille où succombèrent tant des nôtres, beaucoup plus d'étrangers sont encore venus prendre les places occupées autrefois par nos travailleurs...* »
110 et 111- L'Est du 10 octobre 1926.
112- AD M&M Jour 196-1.

-**Les contre-pouvoirs locaux**: l'éveil des organisations syndicales et des partis politiques ouvriers dans les années vingt.

A côté des pouvoirs municipaux qu'ils n'investissent guère, les militants du Jarnisy vont tenter de construire au lendemain de la guerre des unions syndicales et des partis politiques. Cet éveil du mouvement ouvrier, principalement sensible chez les mineurs et les cheminots est un fait nouveau à Jarny. Dans un discours et une activité où se mêleront les revendications locales et les actions plus larges, ces groupements vont dénoncer les mesures visant à encadrer, surveiller et contenir une population ouvrière toujours mal assise et qui revendique de meilleures conditions de vie. Avant d'en dégager les caractères et les fluctuations, il faut toutefois rappeler que l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier à une petite échelle, est une tâche malaisée.

La délicate reconstitution de l'histoire du mouvement ouvrier local.

Retracer l'histoire du mouvement ouvrier dans une petite cité est une entreprise difficile si l'on tente de quitter les lieux communs ou les histoires officielles plaquées sur une réalité locale qui n'en peut mais. Pour cette recherche, le manque de sources directes constitue un handicap difficile à surmonter. En effet, les organisations syndicales et les partis ouvriers n'ont pas éprouvé le besoin de tenir à jour leurs archives. Même lorsque, à l'occasion d'un renouvellement des bureaux syndicaux, un archiviste est nommé, celui-ci n'a pas toujours transmis ses tracts, ses notes et ses fichiers à la postérité. Du moins, nous n'en avons pas retrouvé trace pour le moment. Les unions locales n'ont pratiquement pas d'archives et au niveau départemental nous ne pouvons rien apprendre sur la mise en place et de la vie des organisations ouvrières dans une entreprise locale; les unions syndicales, comme les partis ouvriers, n'ont presque rien conservé! Pourquoi cette absence de sources? Vaste question qui n'entre pas ici dans l'objet de notre développement. Le manque de souci historique?L'absence de conscience de l'importance de la mémoire? Le désir de taire une réalité qui risque de ternir l'image du passé? La crainte des indicateurs de police? En particulier les menaces qui pesaient sur ces organisations durant la deuxième guerre et qui ont contraint les militants à détruire une grande partie de leurs notes, adresses, tracts et traces diverses de leur activité syndicale ou politique. [113]

Pour retrouver la trace des militants, des délégués syndicaux, délégués professionnels, leurs prises de position, il faut alors recourir à des sources indirectes, avec toute la part d'erreur que

113- Comme le dit M.Dreyfus: «*la Seconde guerre mondiale est une période noire pour les archives. On peut aisément le comprendre: la vie politique, syndicale, associative, militante est bouleversée et, pour des raisons de sécurité élémentaires, nombreux sont les détenteurs d'archives qui se débarrassent de ces documents devenus compromettants. On les détruit, on les brûle, on les conserve rarement dans l'espoir de jours meilleurs. Se représente-t-on la dose de courage ou d'inconscience dont il faut faire preuve pour garder des papiers dont la saisie ferait l'aubaine des polices vichyssoise et nazie et pourrait conduire à l'arrestation et à la mort de nombreux camarades de combat ? Les immigrés, particulièrement exposés, en situation instable, sont tout naturellement contraints à prendre des mesures de sécurité -ce qui n'empêche pas certaines rafles policières-* ...» Michel DREYFUS, Les sources dans les archives publiques françaises, in "L'immigration italienne en France dans les années 20", Edition du CEDEI)

cette démarche peut générer. Quelques maigres réponses nous sont données par les journaux ouvriers, les tracts accompagnant les compte-rendus de la police, les rapports de la sous-préfecture et des municipalités. Mais cette peur du mouvement ouvrier, représentée par cette multitude de rapports de police, exagérait nettement la situation. D'ailleurs eux aussi ne donnent que rarement des effectifs de militants. On en vient à se poser la question de savoir si ce vide relève d'une stratégie, la clandestinité, ou si plus banalement, il n'y a pas de chiffres parce qu'il n'y a pas de militants.

Tout cela est un peu frustrant, car on sent bien à la lecture des rares documents, qu'il y manque beaucoup. Il y manque en particulier tous les débats internes qui ont dû secouer les organisations ouvrières, non pas tant au moment des grandes mobilisations relatées par la presse, qu'au cours des zigzags des orientations politiques, des périodes d'avancée et de repli. De même, il est toujours un peu étonnant de constater que les quelques ouvrages consacrés à cet épisode du mouvement ouvrier ne citent jamais de chiffres! Contrairement à ce que dit A.Kriegel, la presse locale militante répugne à donner à la veille de ses congrès le nombre de ses sections de ses cellules et le nombre de ses adhérents. On comprend parfois pourquoi. Pour la région, l'examen attentif de tous les numéros de la "Lorraine ouvrière et paysanne"[114], ainsi que les numéros du "Réveil ouvrier", [115] ne permet pas de se faire une idée précise des forces en présence. A part les résultats des consultations professionnelles qui indiquent l'audience syndicale, et par contre coup l'implantation des forces politiques qui les sous-tendent localement, on a du mal à mesurer précisément l'implantation de la CGT, de la CGTU, de la SFIO et du PC. Les journaux nous renseignent seulement sur les orientations prises régionalement ainsi que sur les lieux où leurs adhérents sont actifs: leurs chroniques nourrissent régulièrement les colonnes de la presse militante. Hélas, elles ne sont pas toujours signées et demeurent souvent très vagues sur les effectifs, se contentant de parler de "la section...", ou de "la nouvelle section..." sans autre indication. Surtout, en l'absence d'un compte-rendu détaillé de l'action locale, c'est très souvent un fait divers, parfois banal qui nous éclaire sur le contexte général. Voilà comment, dans un des rares articles consacrés au secteur de Jarny par la "Lorraine Ouvrière et Paysanne", daté du 8 septembre 1928, on apprend sous le gros titre "*Conflans-Jarny* " que:«*Le secrétaire du syndicat Unitaire des cheminots de Conflans-Jarny nous a écrit au sujet d'un article paru le 4 août et envoyé par un de nos correspondant du textile...Le secrétaire tient à préciser que le cheminot qui pendant son congé avait travaillé chez Boussac est chargé de famille, qu'il a subi la maladie pendant trois semaines...Le secrétaire du Syndicat indique que la vraie responsabilité incombe à la Compagnie de l'Est, car ce cheminot aurait dû être en traitement et recevoir une indemnité de maladie.* »[116]On n'apprend rien de l'activité du syndicat, on ne sait pas qui est le secrétaire, ni rien d'autre d'ailleurs. A l'évocation de la section syndicale citée, le lecteur éloigné peut imaginer l'activité de cette dernière et se sentir ainsi conforté par l'étendue du réseau militant.

Enfin, les renseignements obtenus auprès des rares témoins ne sont pas toujours utilisables.

114- Organe du parti communiste"*dont le gérant-rédacteur en chef, Pierre Laurent dit Darnar, avait été Professeur d'histoire .*» **François Roth, "La vie politique en Lorraine au XX° siècle)**
115- Journal des syndicats CGT.
116- ADM 7T 77.

Nous avons déjà eu l'occasion d'insister sur les lacunes de la mémoire orale, mais c'est dans le domaine de l'action politique et syndicale que nous avons été les moins bien renseignés. En dehors des quelques grands moments bien connus des luttes ouvrières (celles qui prêtent le plus à controverse), la confrontation des dates, des textes avec les acteurs est le plus souvent décevante.

Malgré cet handicap et pour éviter que ne disparaissent complètement de l'histoire ces hommes et de ces quelques femmes qui ont lutté en leur temps pour de meilleurs salaires, pour des retraites, une protection sociale plus large, des conditions de travail plus supportables, mais aussi pour des idéaux de justice et de dignité humaine, il nous a paru nécessaire de tenter de reconstituer leur activité. Au terme de notre enquête, par recoupement de diverses sources, nous avons repéré une trentaine de militants actifs à Jarny, mineurs et cheminots surtout, dont nous tenterons de retracer la biographie en fin de chapitre. Cela peut sembler peu, au regard d'une certaine mythologie ouvriériste fort répandue dans la région aujourd'hui. Tous n'étaient certainement pas très actifs et certains nous ont peut-être échappé, en particulier les militants qui œuvraient dans plusieurs secteurs et qui se déplaçaient beaucoup. Ajoutons enfin que l'histoire de ces militants s'inscrit dans une histoire plus générale du mouvement ouvrier français de l'après guerre. Elle en est le reflet et la petite composante (parfois involontaire) de son parcours chaotique. C'est peut-être aussi pourquoi certains militants mal en cour (la cour officielle des partis) ont disparu de certaines biographies! En particulier de celles qui se prolongent au delà de la seconde guerre.

Pour cette présentation, nous séparerons, ce qui concerne la constitution des organisations politiques et syndicales, puis les temps forts repérables de leurs actions locales. Enfin nous présenterons rapidement ces quelques militants que nous avons pu repérer par leur action à Jarny.

Le mouvement ouvrier s'organise dès le lendemain de la guerre

Avant la Grande Guerre, nous n'avions guère relevé de trace de mouvement militant organisé à Jarny: ni union syndicale, ni responsables locaux écrivant dans les journaux syndicaux régionaux. Rappelons que les mines de Jarny n'ont fonctionné pleinement qu'après 1908, bien après les grandes grèves de 1905 qui avaient secoué le Nord du département. Toutefois, nous avons trouvé dans la presse une allusion à un arrêt de travail sur les chantiers de construction en 1908, avec défilé de grévistes "derrière un chiffon" rouge, mais sans plus; et une autre allusion à une grève des cheminots, en 1910, lorsque le docteur Grandjean de Conflans a été licencié de la Compagnie de l'Est pour avoir apporté son aide "aux cheminots grévistes"...Mais on ne sait même pas s'il s'agit de cheminots jarnysiens! Finalement, avant guerre, Jarny -comme Merrheim le constatait plus largement pour la Lorraine-, avait beaucoup d'ouvriers, mais peu de syndiqués. [117]

Après la guerre, nous disposons de repères plus nombreux pour suivre les quelques temps forts de l'histoire ouvrière locale. Evidemment, ceux-ci ne sont pas toujours spécifiques au Jarnisy, puisque les grèves et les rassemblements décrits s'intègrent souvent dans des campagnes régiona-

117- Article de Christian Gras, "La Fédération des métaux en 1913-1914 et l'évolution du syndicalisme révolutionnaire français", in Mouvement Social, n°77 -1971

les, des actions nationales et parfois des appels à la solidarité internationale. Ces actions n'en témoignent pas moins d'un processus nouveau de prise de conscience et d'action militante. Cependant, nous l'avons dit, la mesure de cette participation ne peut se réduire ou même se confondre avec la chronologie banale des actions: encore faut-il, après avoir repéré les temps de mobilisation, tenter d'en mesurer l'impact local. Et c'est surtout à ce stade de la reconstitution que les éléments manquent cruellement. De temps en temps, nous avons des chiffres sur le nombre des grévistes, le nombre des syndiqués. La presse se fait parfois l'écho d'une assemblée et la police indique l'état de la mobilisation... mais nous n'avons que rarement des données numériques précises venant des organisateurs eux-mêmes. Ces éléments sont donc assez ténus et ne permettent pas de retracer une histoire vivante du mouvement ouvrier, avec ses hauts et ses bas, pour toute la période. Signalons que ce champ d'étude, n'a suscité que peu d'investigations. A part quelques travaux limités, souvent hagiographiques, on ne relève que quelques mémoires généraux, souvent trop succincts dans leur approche régionale, qui se contentent de plaquer sur une réalité locale, des faits et des interprétations par trop généraux. Dresser un inventaire des tracts, affiches ou appels à une réunion ne renseigne pas sur la mobilisation. Les archives qui ont conservé ces documents, la police qui les a collectés, nous éclairent sur la ligne politique et peu sur la participation réelle.

Faiblesse de l'enracinement militant

Après la guerre, la situation a donc changé. Le Pays Haut et le Jarnisy vont vivre, par moments, au diapason du climat social tendu des années 1919-1920. Un monde ancien, marqué par l'éclosion d'une cité ouvrière neuve et par des rapports encore peu conflictuels dans les mines ou le chemin de fer, avait disparu dans la tourmente. On pouvait prévoir que les travailleurs démobilisés, revenus à Jarny en 1919 ou 1920, ne retrouveraient pas les conditions de travail et de vie qu'ils avaient connues en 1914. On pouvait aussi penser que leurs idées auraient évolué, tant le brassage des hommes s'était accéléré durant le conflit. La vie ouvrière avait certes connu, avant guerre, un bouillonnement important. Ce bouillonnement, la mobilisation générale l'avait encore l'amplifié, donnant à beaucoup d'ouvriers l'occasion de confronter idées et mode de vie. Si bien que les restes d'isolement et de repli local allaient sauter à cette occasion.

Le conflit avait également produit un nouveau climat industriel, perturbé les marchés, ruiné la stabilité des monnaies, provoqué une hausse désordonnée des prix, compromis l'équilibre des budgets familiaux, particulièrement celui des plus modestes; et surtout par le sacrifice de jeunes vies humaines, créé une rupture dans la société, une coupure entre les mobilisés et les civils, entre l'atroce réalité et les discours d'avant guerre! Dans ce contexte, la Révolution bolchevique allait concentrer toutes les attentions. Pour les ouvriers, arrive le temps des rassemblements marqués et des grèves que certains aimeraient voir déboucher sur une révolution politique dans le sillage de la révolution russe. Pierre Barral évoque ainsi : «*l'écho profond de la Révolution russe. Si les orientations de celles-ci ne sont perçues que confusément, la solidarité ouvrière se dresse pour demander l'arrêt de l'intervention militaire des Occidentaux contre le pouvoir soviétique.* » [118] Son vibrant

118- Pierre Barral, in "Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours".

écho touche le département de la Moselle, et en particulier la vallée de l'Orne toute proche où se constituent quelques soviets locaux éphémères.[119] C'est l'époque des grandes actions militantes se développant sur fond de grève à caractère révolutionnaire, laissant à beaucoup l'illusion d'une construction syndicale facile. Pourtant, malgré ce contexte qui va donner un premier coup de fouet aux mobilisations jarnysiennes (on signale en 1921 une grève des maçons de la reconstruction [120]) et fournir aux premiers syndicats un nombre élevé d'adhérents, nous ne constatons pas d'enracinement massif des organisations. Dès le coup de feu passé, la grande question du syndicalisme dans la région est ensuite celle de sa faiblesse tout au long des années vingt. Car, en Lorraine et dans les mines de fer en particulier, étudier les organisations ouvrières au lendemain des grandes mobilisations de 1919-1920, c'est chercher surtout à expliquer l'effondrement et la quasi-inexistence du mouvement organisé dans les dix ans qui ont suivi. Certains observateurs, se sont étonnés dès cette époque, de cette atonie du mouvement revendicatif: «*Dans des centres ouvriers aussi importants on s'attendrait, le 1er mai, à voir des cortèges imposants défiler, drapeaux rouges claquant au vent, et d'interminables rangées d'ouvriers s'avancer d'un pas menaçant et avec un regard de défi, en ce jour qui leur appartient. On s'attendrait à voir ces hommes de tous les pays du monde unis dans un sentiment de fraternité; mais il n'en est rien. Aucun cortège ne se forme même ce jour-là...les grèves sont chose inconnue en Lorraine, les salaires auraient été plus élevés si la région avait possédé des syndicats puissants.* » [121] Comment expliquer cette faiblesse qu'en 1919-1920 les effectifs s'étaient gonflés massivement? Cet effondrement, certains l'attribuent à la composition hétérogène de la population ouvrière ou à la pression patronale constante, d'autres l'attribuent à la politique fratricide menée par les appareils syndicaux.

Il faut évoquer surtout, au delà du contexte général (victoire du Bloc National) les caractères particuliers de la région. C'est d'ailleurs ce qu'écrit encore soixante ans après un ancien responsable communiste en rappelant les raisons de ce reflux:«*Nationalisme des populations, puissance du patronat, caractère récent de l'industrialisation, prépondérance d'une main d'œuvre étrangère vulnérable et démunie de droits politiques...* » [122] A.Sömme explique d'une autre façon les difficultés à organiser la lutte: «*Cette tâche est rendue difficile tant par la scission des organisations ouvrières que par le caractère composite de la main-d'œuvre.* » [123] Deux explications que nous allons retrouver très fréquemment et qui vont à l'encontre du mythe d'un mouvement ouvrier lorrain puissant et uni confraternellement au delà des origines et des métiers. Mais alors, pourquoi n'en a-t-il pas été de même dans des régions tout aussi hétérogènes, comme le Nord ou le Luxembourg voisin, il est vrai, plus anciennement industrialisés? La meilleure réponse est sans doute celle de Louis Köll dans son étude sur Auboué: « *En l'absence d'études précises et globales sur l'activité des syndicats ouvriers, sur celle des militants locaux, sur l'attitude des différents directeurs de mines, sur les in-*

119- «*L'immédiat après-guerre est, dans l'ensemble du pays, favorable au socialisme; la Lorraine n'y fait pas exception mais c'est en Moselle, où la "révolution allemande" a déposé des ferments, que la poussée est la plus forte* » **François Roth, op.cité**).
120- AD M&M 1 Z 81
121- A.Sömme, op.cité.
122- Jacques Jeandin, "Trieux, 79 jours au fond pour la Lorraine" Editions sociales".
123- A.Sömme, op.cité.

cidences sociales de la situation économique, en l'absence d'un dépouillement systématique de la presse syndicale et patronale, on ne peut, pour l'instant, qu'avancer quelques hypothèses plausibles sur les motifs de ce calme: 1) la précarité de l'emploi du fait des récessions économiques fréquentes ...; 2) la fermeté -d'aucuns diront: la dureté -de la Direction générale de Pont-à-Mousson et de ses directeurs locaux ...; 3) le manque d'organisation syndicale structurée, malgré les efforts obstinés des militants ouvriers locaux. ...De plus, à certains moments, comme en 1919-1920, les divisions à l'intérieur de la C.G.T. trouvent leur retentissement local; 4) le manque de combativité chez beaucoup de mineurs qualifiés sans lesquels, on l'a vu, une grève ne peut être ni lancée ni poursuivie, car ceux-ci trouvent généralement satisfaisante leur situation .»[124] L'industrialisation récente de la région et les liens que beaucoup d'ouvriers ont conservé avec le milieu rural dont ils sont issus expliquent cette faible combativité. Mais on peut aussi l'attribuer à l'influence prépondérante de l'encadrement patronal. Les militants devaient tenir compte de l'influence du patronat et de la police qui, nous l'indiquerons, contrôle la moindre réunion, ausculte le moindre tract «*Grande est la difficulté de recruter de nouveaux syndicalistes, tant est forte la pesée patronale, incessante la surveillance policière;...tout arrêt de travail non justifié par la maladie ou l'accident est considéré comme une rupture de contrat. Le droit syndical comme le droit de grève n'est pas reconnu en fait. Les syndicalistes militants sont surveillés, "avertis", et, s'ils persévèrent, congédiés.* »[125] Et A.Sömme d'ajouter : "*En dernier lieu, si le militant syndicaliste arrive à se débrouiller sur place, il ne peut peut-être plus se loger, car la Société, qui possède, outre les cités, souvent presque la totalité des maisons dans le vieux village, peut se payer le luxe d'en acquérir une de plus.* »[126] La surveillance et la fermeté ne sont pas les seuls volets de la pratique patronale d'encadrement des employés. On peut s'en convaincre en lisant le compte rendu ému de la Sainte Barbe du vendredi 4 décembre 1925, publié dans "***Le Républicain*** " du 12 décembre 1925. «*A la fin du repas, un ouvrier mineur offrit à M.Leicknam un bouquet de fleurs naturelles, au nom de tous ses camarades de la mine...Le dévoué directeur, après avoir remercié son personnel de la délicate attention dont il était l'objet, prononça une allocution qui fut écoutée au milieu d'un silence impressionnant. Après avoir rappelé que depuis sa nomination à la mine comme jeune ingénieur, il avait constamment vécu au milieu de ses ouvriers mineurs et que sa plus belle récompense était le salut cordial de ses ouvriers... On ne peut que se féliciter le directeur des mines de Droitaumont, ainsi que tous ceux qui apportèrent leur concours pour la réussite du programme, si chargé de cette fête de la sainte Barbe. Cette dernière prouve que l'harmonie peut exister entre patron et ouvriers, lorsque l'un et l'autre comprennent que leurs intérêts sont solidaires et que le bonheur consiste dans le travail et dans le paix.* »[127] Cette description quelque peu idyllique, montre que les rapports sociaux dans les mines étaient certainement plus complexes qu'une vision réductrice et manichéenne voudrait la présenter. Elle permet surtout de comprendre pourquoi le syndicalisme, qu'il soit "réformiste" ou "ré-

124- Louis Köll op.cité.
125- Louis Köll op.cité.
126- A.Sömme, op.cité.
127- AD M 7 T 94.

volutionnaire", ne pouvait espérer se développer dans les entreprises minières comme en territoire "conquis". Les employeurs fort intelligemment ne comptaient pas seulement sur la répression pour combattre le syndicalisme et, à la fin de la période, le préfet pouvait écrire: « *Les ouvriers ne se laissent pas entraîner même en période de chômage par le socialisme ou le communisme; on sent que les ouvriers apprécient les efforts faits par les patrons pour leur assurer du travail au prix de lourds sacrifices pécuniaires; ils se disent que, la crise passée, ils auront encore plus à attendre de la direction de leur usine que d'une formule nouvelle.* » [128] En tentant de satisfaire les aspirations ouvrières au bien-être et à la tranquillité, les employeurs pouvaient compter sur la fidélité de leur personnel et par contre-coup pouvaient espérer affaiblir un syndicalisme qui usait déjà en partie ses forces à se déchirer.

En effet paternalisme et répression ne constituent pas la seule série d'explications possible. Le combat fratricide que se livraient les organisations socialistes et communistes, absorbait une bonne partie de l'énergie militante et dissuadait beaucoup d'ouvriers d'engager. Le résultat en fut l'affaiblissement des deux organisations, quoiqu'en pense après coup Jacques Jeandin qui rejette la responsabilité sur les socialistes mous.[129] Tous ces facteurs contribuent à rendre compte de l'extrême faiblesse des effectifs des syndicats et des partis ouvriers, faiblesse qui doit beaucoup à la jeunesse des organisations, à l'absence d'enracinement et de tradition de luttes. On y ajoutera que la mobilité encore forte des milieux d'ouvriers mineurs ne facilitait pas la mise en place de structures organisationnelles stables. A la différence des cheminots, plus stables, qui rejoignent plutôt la CGT et votent SFIO, les mineurs, souvent étrangers et peu attachés à leur mine, rejoignent par à coup les syndicats et comités constitués par les communistes.

Finalement, la mise en place des organisations ouvrières semble s'être ici opérée de façon différente selon les secteurs et en deux temps: un premier temps bref, tout d'enthousiasme, lié à un mouvement spontané, né de la base et un deuxième temps où la construction du syndicalisme, déjà en reflux devient l'affaire des états majors...

Le temps des scissions et des déchirements

Le parti socialiste est, immédiatement après la guerre, secoué par le débat sur l'adhésion à la Troisième Internationale, débat qui s'étend du Congrès de Strasbourg en février à celui de Tours en

---

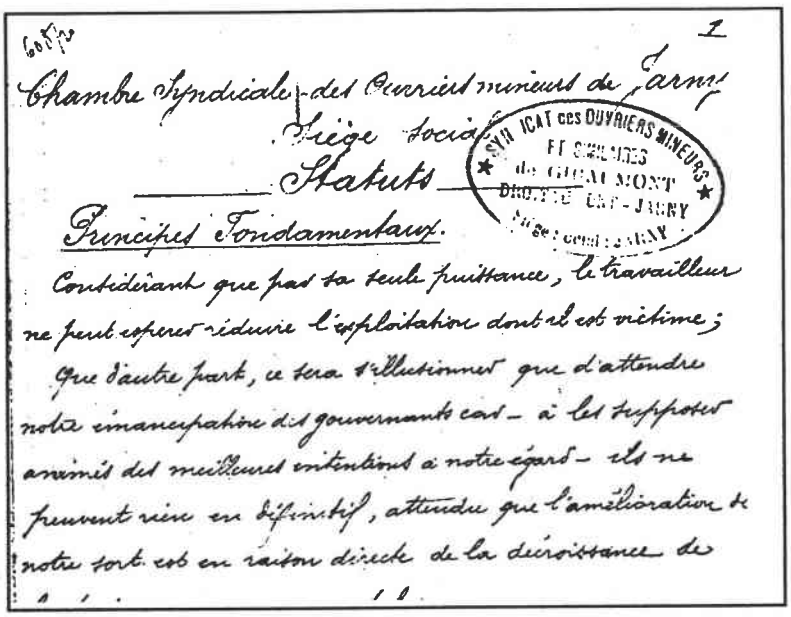
128- 4 décembre 1931 - AD M&M 3 M94.

129- «... *les particularités du Parti socialiste rendent compte de ses échecs; de nature réformiste, ayant à sa tête, aux différentes directions, des petits-bourgeois, il est particulièrement perméable à l'idéologie de la classe dominante; il méconnaît la situation réelle et l'état d'esprit des grandes masses de travailleurs concentrés dans les puissantes entreprises du Pays-Haut et spécialement des immigrés.*"

Le ton est donné, mais ces affirmations demanderaient à être mieux établies. Surtout, on peut se demander pourquoi, d'après cette logique élémentaire, le PC ne s'est pas mieux implanté ici dans les années vingt. Stigmatiser la SFIO en expliquant les raisons de ses échecs, pourrait se justifier si l'on était soi-même un parti puissant, démontrant à chaque moment la justesse de ses analyses dans les faits.

Le PC aurait dû logiquement se développer sur les erreurs de ses concurrents. Or il n'en a rien été, puisqu'il est absent de presque toutes les campagnes électorales locales et qu'il est encore loin de l'emporter massivement dans les consultations professionnelles. En fait il semble bien que la situation ait été difficile pour les deux frères ennemis du mouvement ouvrier. Il ne suffit pas de se présenter comme le seul parti persécuté par la police et le patronat, même si cela était vrai, ou de se proclamer le seul parti défenseur des ouvriers pour se développer. La désunion n'arrangeait personne, sinon un patronat qui lui avait su faire son unité.

décembre 1920 où se tient le XVIII° Congrès socialiste.[130] Il faut se souvenir de l'immense enthousiasme qui accueillit dans les milieux ouvriers la révolution d'octobre 1917 :«*Entre 1918 et 1920. la fédération socialiste SFIO de Meurthe-et-Moselle organise sur ces sujets un large débat et, dès février 1920, prend position pour l'adhésion pure et simple à la III° Internationale Communiste, au congrès de Strasbourg. Cela implique pour elle la défense de la Révolution Russe, le rejet de toute collaboration de classe et la constitution d'un parti ouvrier de type nouveau .* » [131] Plus que les revendications quotidiennes, ce soutien à la future URSS et à la révolution prolétarienne, allait constituer non seulement la base du parti, mais aussi en grande part la trame de l'action syndicale y compris localement comme on peut en juger en parcourant les statuts du syndicats des mineurs de Jarny-Droitaumont-Giraumont de 1920.(ci-dessus)


Chambre Syndicale des Ouvriers mineurs de Jarny
Statuts
Principes Fondamentaux.
Considérant que par la seule quittance, le travailleur ne peut espérer réduire l'exploitation dont il est victime ;
Que d'autre part, ce sera s'illusionner que d'attendre notre émancipation des gouvernants car – à les supposer animés des meilleures intentions à notre égard – ils ne peuvent rien en définitif, attendu que l'amélioration de notre sort est en raison directe de la décroissance de

Le début des statuts du syndicats des mineurs de Jarny-Droitaumont-Giraumont de 1920

Cette fidélité aux orientations venues de Moscou, allait avoir de fâcheuses répercussions sur le mouvement politique et syndical, pourtant en pleine euphorie. En effet, le "Réveil Ouvrier", journal syndicaliste encore unitaire ne déclarait-il pas lui aussi le 9 novembre 1919 que dans la CGT: «*il faut montrer aux travailleurs tout le prix qu'ils doivent attacher eux aussi au socialisme tel qu'il a été réalisé en Russie et qu'il est appelé à rayonner dans le monde entier.* » [132] Au sujet des choix des socialistes de Meurthe-et-Moselle, peut-on suivre les dirigeants du parti communiste affirmant que:«*les socialistes s'étaient embourbés dans une réforme vague et inopérante* ... [et qu']*ils pataugeaient dans le militarisme soutien du capitalisme et de toutes les guerres mondiales...* »[133] C'est en tout cas l'orientation que l'on retrouve dans les divers tracts et articles communistes des années vingt, orientation sur laquelle tente de se bâtir le nouveau parti. Dans la réalité, cette position ultimatiste et intransigeante faisant du syndicat un relais du parti, allait aboutir à l'isolement des communistes, même si, pour un temps assez bref, la victoire sur les "réformistes" leur pro-

130- Voici comment un communiste lorrain présente le débat: "*Marcel Cachin défend efficacement le point de vue selon lequel les travailleurs ont besoin d'un parti authentiquement révolutionnaire, débarrassé de l'opportunisme, de l'esprit de collaboration de classe et qui soit un détachement d'avant garde de la classe ouvrière, organisé selon les principes du centralisme démocratique. Cette aspiration des travailleurs à mener un combat intransigeant contre l'exploiteur capitaliste doit se concrétiser par l'adhésion à la III°Internationale, l'Internationale communiste créée en 1919. La motion de Marcel Cachin en faveur de l'adhésion l'emporte.*» **J.Jeandin, op.cité)** En quelques lignes sont résumés les principes sur lesquels se rassemblent les "groupements communistes" signalés dans les enquêtes du commissaire spécial de Briey dès 1921 (**AD M&M 1Z56)**

131- J.C. & Y.Magrinelli, "Anti-fascisme et parti communiste en Meurthe-et-Moselle".

132- Réveil Ouvrier du 9 novembre 1919 .

133- Jacques Jeandin, op. cité.

cure beaucoup d'illusions.[134] Après ce premier moment difficile, puisqu'elle perd tout, la minorité socialiste, celle de Paul Faure et de Léon Blum, représentée régionalement par E.Jacquemin, fonde la Section française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). En Meurthe-et-Moselle il faut tout rebâtir car l'organisation a suivi la majorité communiste et pendant plusieurs années, la SFIO n'a plus guère d'influence. On peut noter qu'à Jarny certains militants et candidats socialistes, se sont présentés aux électeurs sous l'étiquette radicale-socialiste entre 1919 et 1924.

La période du reflux est marquée par des attitudes de plus en plus sectaires. Un plus grand souci d'unité aurait sans doute permis le renforcement du mouvement ouvrier. A la place, on assiste au jeu passionné de la polémique et de la dénonciation.[135] Dès 1920 le ton n'est déjà plus à l'unité et le front unique à la base prôné quelques années plus tard par les communistes dans les "comités d'usine" ou les "comités d'action" est une entreprise de division des organisations qui ne fait qu'affaiblir le mouvement ouvrier. [136] Le regard porté sur cette période par les militants communistes, après coup, laisse pantois. Cette réécriture de la position du parti se justifiait sans doute dans les années soixante, mais elle n'expliquait en rien le sectarisme suicidaire des années vingt. [137]

Les organisations politiques, communistes et socialistes locaux

Dans la préparation du Congrès socialiste national, la Fédération socialiste de Meurthe-et-Moselle avait porté la totalité de ses mandats sur l'adhésion à la III° Internationale: «*...les Fédérations lorraines se prononcent successivement en faveur de l'adhésion à la Troisième Internationale. Au début de 1921, elles se constituent en sections françaises de l'Internationale communiste (S.F.I.C.), ...le passage au communisme est massif ...* » [138]

134- «*La Meurthe-et-Moselle, se rallie précocement et massivement: elle donne à la Troisième Internationale tous ses mandats sauf un dès Strasbourg, tous ses mandats à Tours, en faisant valoir notamment que la Deuxième Internationale n'a pas su empêcher la guerre.*» **Pierre Barral, op.cité**) C'est ainsi que se constitue le Parti communiste français, avec enthousiasme puis plus difficilement et de façon très variable selon les secteurs géographiques lorrains: "*L'appareil passe donc au communisme, non sans ambiguïté: beaucoup de militants voudraient, ...éviter les exclusions exigées par le Komintern et d'autres, la division acquise, reprennent leur liberté pour ne pas choisir.* » **Pierre Barral, op. cité**).

135- «*Cette situation, qui se résume en 1930 a un affaiblissement presque mortel pour le Parti, est le résultat d'un travail inadéquat du parti dans les masses. Il souffre d'une application mécanique de mots d'ordre qui déroute bon nombre de militants: comment gagner l'ouvrier socialiste quand les dirigeants socialistes sont qualifiés de social-fascistes, quand le parti reste confus sur l'analyse de la social-démocratie et du fascisme ? La puissance des mots cache mal l'impuissance des actions du parti dans les masses: le recours au travail clandestin soumet les militants à la répression et les isole des ouvriers. Parallèlement à l'effondrement de ses effectifs et de son influence électorale, le parti souffre d'un manque de cadres: les responsables de la région sont pour la plupart extérieurs à celle-ci. Certains d'entre eux, partisans acharnés des minorités agissantes dans la clandestinité, seront exclus et deux d'entre eux passeront au fascisme.* » **J.C. & Y.Magrinelli, " Anti-fascisme et parti communiste en Meurthe-et-Moselle")**

136- Quelques titres tirés de la presse communiste régionale donnent le ton de cette période sectaire. Dans "L'Etincelle» sous titre " l'Egalité Communiste, organe des régions Est Nord-Est"), du 10 mai 1924, on lit en titre " *Les chefs socialistes ou les Gardes Champêtres du capital* » **AD M&M3M 92**). Dans la "Lorraine Ouvrière et Paysanne" du 29 septembre 1928: «*Titre: Le chef socialiste Doley chez De Wendel. ...conclusion de l'article les travailleurs révolutionnaires n'ont décidément plus rien à faire avec ces Messieurs qui refusèrent le Front Unique avec les ouvriers communistes, mais réalisèrent l'estomac unique avec De Wendel* » **ADM 7T 78**). A la veille des municipales, le 27 avril 1929, le même journal titre: "*Les travailleurs ne seront pas dupes du bobard "gauche" ou "droite". A bas la sociale trahison.*" Un peu plus tard: "*Titre: La grande colère du "Reveil Ouvrier " de son ami Dolley du parti des "Social-flics"* .

137- «*Certes, il serait aisé de retrouver dans la presse communiste de l'époque des agressions verbales contre les militants socialistes. On serait peut-être tenté de chercher " qui a commencé ".. Les responsabilités se situent à un tout autre niveau. S'il fallait peser les mérites, mieux vaudrait sans doute se demander quel parti, entre 1921 et 1931, en dépit des maladresses et même des erreurs imputables à sa jeunesse, s'est placé au service exclusif des travailleurs français et immigrés, concentrant sur lui la répression, la haine féroce du patronat et des pouvoirs publics. Quel parti, enfin, se soumettant à l'autocritique, s'est préoccupé de devenir un parti de masse et de créer les conditions de réalisation du Front unique de la classe ouvrière ?* »(**Jacques Jeandin, op. cité**)

138- François Roth, op.cité.

L'ancienne SFIO, de Meurthe-et-Moselle devient donc une section de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste). 139 Elle prendra le nom de Fédération communiste de Meurthe-et-Moselle.«*...les trois autres départements lorrains, sont associés dans une "Fédération de l'Est", laquelle tient régulièrement des conférences régionales dont la presse du parti rend compte et que la police surveille attentivement. Le bureau régional joue un rôle déterminant et coiffe les instances départementales. Celle de Meurthe-et-Moselle, ...a pour premier secrétaire fédéral une institutrice révoquée, Gilka Kourtz; elle se retire en 1925 alors que s'engage la "bolchevisation" au profit d'un ouvrier du bâtiment, Vuillemin.* » [140] De 1920 à 1932, son histoire sera celle d'une tentative de transformation radicale de l'ancienne SFIO, dans son mode de fonctionnement comme dans ses orientations. Toutefois longtemps les luttes menées par le Parti communiste pour la défense de l'URSS, contre l'occupation de la Ruhr et les guerres coloniales, ne trouvent un écho que chez une minorité de travailleurs. Sa dénonciation de «*la bourgeoisie* [qui] *s'appuie toujours sur le chauvinisme lorrain qu'elle entretient.* » [141] ne changera que dans les années trente. Précédemment, chaque semaine la "Lorraine Ouvrière et Paysanne" publie un écho des casernes, s'élève contre le militarisme et les conseils de guerre, dénonce les marchands de canons et la politique militariste de la France. Le PC régional suit longtemps les thèses des premiers congrès de l'Internationale Communiste sur "l'internationalisme prolétarien" avant d'adopter la position patriotique développée au milieu des années trente par M. Thorez. Position selon laquelle: «*Ce sont les communistes, ces internationalistes, qui deviennent actuellement les meilleurs défenseurs du patrimoine national .*»

L' implantation du Parti communiste reste d'abord limitée à quelques zones du sud du département. A partir de 1926, la presse communiste, la "***Lorraine Ouvrière et Paysanne*** ", publie de plus en plus d'informations sur le Pays Haut, en particulier sur quelques sites miniers comme Piennes, Thil et Hussigny. Mais elles manquent de précision:"*Les chiffres des adhérents, comme ceux du nombre de cellules, sont incertains. Quand une cellule est mentionnée dans la presse ou dans un rapport quelconque, il faut pouvoir s'assurer de son existence car elle a pu disparaître après quelques mois tout en figurant encore dans les organigrammes.* » [142] Après la poussée des adhésions d'après guerre, mal chiffrée d'ailleurs, le PC se retrouve en fait pour une quinzaine d'années en position de faiblesse. Dans sa période dite de "bolchevisation" après 1924, il inaugure une phase délicate de repli sur une ligne intransigeante et remplace ses premiers responsables par des militants plus sûrs: «*Il faut que le parti place à sa tête des ouvriers authentiques, qu'il abandonne le vocabulaire de l'ancienne S. F.I. 0. pour adopter celui de l'Internationale: le rayon remplace le comité d'arrondissement; la cellule, la section. Guy Jerram, secrétaire régional, assisté de René Perrouault, un syndicaliste C.G.T.U., met en place la nouvelle organisation .*» [143] Cela ne se fait pas toujours dans

139- «*Concrètement, le congrès de Tours se traduit en Meurthe-et-Moselle par la transformation de toutes les sections socialistes dont celle d'Homécourt, (la seule existant dans le Pays-Haut à cette date) en sections communistes.* » **J.C. & Y.Magrinelli, "Antifascisme et parti communiste en Meurthe-et-Moselle")**
140- François Roth, op.cité.
141- J.Jeandin, op.cité)
142 à 143 - François Roth, op.cité.

la clarté et la joie: «*il doit remplacer en 1929 Vuillemin accusé de " déviations gauchistes .*» [144] Cette reprise en main de l'organisation n'empêche pas la baisse des effectifs, au contraire semble-t-il:«*Pour les trois départements les chiffres des adhérents auraient diminué de 1500 à 800 en 1930...* » [145] Après 1927 et le célèbre" le communisme, voilà l'ennemi" d'A.Sarrault, les communistes recroquevillés sur une orientation politique qui les coupe en grande partie des ouvriers, subissent pendant plusieurs années la contrainte policière. Mais lorsque la police s'en prend directement au parti communiste, (arrestation des gérants successifs de la "Lorraine ouvrière et paysanne", emprisonnement de communistes à la prison Charles III de Nancy) celui-ci y voit un signe de vitalité et de force: l'acharnement répressif prouverait le bien fondé de son orientation. D'autres y voient plutôt un signe de faiblesse. C'est ce qu'explique F.Roth:"*C'est sans doute en raison du peu de soutien du milieu local que Maurice Thorez, après son arrestation rocambolesque, est incarcéré durant quelques mois a la prison Charles III à Nancy en 1930-1931.* »[146] Quel que soit le jugement porté sur elle, cette répression ne peut être passée sous silence. Elle explique en grande partie aussi les difficultés d'implantation des communistes.

L'implantation des communistes à Jarny est difficile à mesurer

Les communistes jarnysiens sont restés longtemps peu nombreux et peu expérimentés. L'examen détaillé des résultats des élections législatives montre que les communistes ont du mal à percer localement. On dit souvent, que la faiblesse des communistes sur le plan électoral, par le grand nombre d'ouvriers étrangers dépourvus de droit de vote, laissant ainsi penser qu'ils auraient massivement voté pour les candidats communistes. Certes, on note le faible nombre des électeurs dans la population totale (en 1924) : 11,2 % à Giraumont, 20,1% à Jarny , 29,7% à Conflans et 30,3% dans les villages. Dans les communes minières, et seulement minières, comme Giraumont, la proportion des étrangers aurait dû jouer contre les partis ouvriers. Pourtant avec 7,2% des suffrages exprimés, le "Bloc Ouvrier et Paysan" réalise un assez bon résultat à Giraumont, résultat comparable à celui de Jarny et bien meilleur que celui de Conflans, qui compte moins d'étrangers et beaucoup de cheminots. Il est vrai que c'est à Giraumont que la droite réalise ses plus forts résultats

Législatives 1924 canton scrutin de liste: 7 candidats	POPULATION 1921 / 1926	Electeurs	%	Exprimés	URD	Moyenne	%	Cartel des Gauches	Moyenne	%	Bloc Ouvrier et Paysan	Moyenne	% des exprimés	% des inscrits
ARR.BRIEY				20145	88605	12658	62,8	41267	5895	29,3	9280	1326	6,6	
CANTON	12748	3139	24,6	2644	11764	1681	63,6	5522	789	29,8	978	140	5,3	4,5
dont VILLES	7998	1698	21,2	1353	4636	662	48,9	3942	563	41,6	721	103	7,6	6,1
dont VILLAGES	4750	1441	30,3	1291	7128	1018	78,9	1580	226	17,5	257	37	2,9	2,6
4 EXEMPLES														
JARNY	5134	1030	20,1	810	2913	416	51,4	2145	306	37,8	497	71	8,8	6,9
CONFLANS	1045	310	29,7	255	651	93	36,5	1052	150	58,8	63	9	3,5	2,9
GIRAUMONT	726	81	11,2	69	360	51	73,9	88	13	18,8	35	5	7,2	6,2

144 à 146- François Roth, op.cité.

Législatives 1928 canton	POPULATION 1926 / 1931	Electeurs	%	Exprimés	CLAICHE (R.S.)	%	PEROUX (SFIO)	%	DE WENDEL (URD)	%	LARUE (Rep.de G)	%	THOUVENIN (PC)	% des exprimés	% des inscrits
ARR.BRIEY		10105		8843	2410	27,3	580	6,6	5543	62,7	57	0,6	251	2,8	2,5
CANTON	14919	3410	22,9	3057	1146	37,5	80	2,6	1693	55,4	20	0,7	76	2,5	2,2
dont VILLES	10276	1983	19,3	1746	801	45,9	57	3,3	786	45,0	7	0,4	59	3,4	3,0
dont VILLAGES	4643	1427	30,7	1311	345	26,3	23	1,8	907	69,2	13	1,0	17	1,3	1,2
4 EXEMPLES															
JARNY	6663	1276	19,2	1107	454	41,0	37	3,3	542	49,0	5	0,5	44	4,0	3,4
CONFLANS	1157	345	29,8	321	218	67,9	5	1,6	87	27,1	1	0,3	6	1,9	1,7
GIRAUMONT	1338	99	7,4	83	17	20,5	1	1,2	59	71,1	1	1,2	3	3,6	3,0

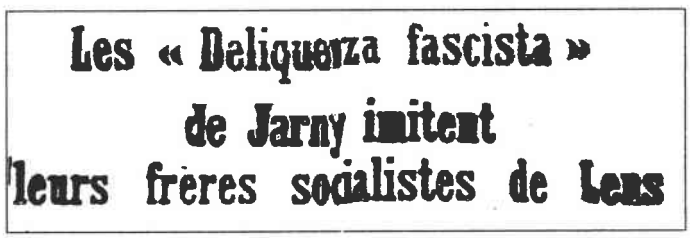
et à Conflans qu'elle est la moins bien représentée. On a l'impression que plus les étrangers sont nombreux dans une commune ouvrière et plus les courants extrêmes l'emportent. Inversement, les partis du centre, radicaux et socialistes réalisent de bons résultats là où les étrangers sont moins nombreux. Ces constats rapides sont confirmés en 1928 avec, à Giraumont, 3,6%, et à Conflans 1,9% des voix pour le candidat communiste Thouvenin. Le meilleur résultat du parti communiste dans le canton sera enregistré en 1932 à Ville-sur-Yron, commune distante de trois km de la mine Schneider , à majorité française, où il totalise 6% des suffrages exprimés! [147] C'est bien le seul! La faiblesse des partis ouvriers dans les villages environnant s'explique sans doute par l' animosité entre les ouvriers des cités industrielles et ceux qui habitent encore leur village natal et n'ont pas rompu leurs attaches avec le monde rural. Ces derniers seraient plus facilement satisfaits des salaires moins élevés, seraient moins enclins à manifester leur mécontentement lors des élections.

1926 ETRANGERS	JARNY	CONFLANS	GIRAUMONT
HOMMES	774	23	290
FEMMES	324	19	113
ENFANTS	365	44	247
TOTAL	**1463**	**86**	**650**
BELGES	32	22	5
ITALIENS	1154	53	339
LUXEMBOURGEOIS	9	4	9
ESPAGNOLS	5	7	4
POLONAIS	239	-	259
ALLEMANDS	6	-	15
TCHEQUES	3	-	9
SERBES	3	-	10
SUISSES	8	-	-
PORTUGAIS	2	-	-
TOTAL	**1461**	**86**	**650**
FRANCAIS	4650	1011	384
POPULATION	**6111**	**1097**	**1034**
% des étrangers	**23,9**	**7,8**	**62,9**

Cette faiblesse électorale ne veut pas dire que le PC n'est pas présent à Jarny. «*Des cellules d'entreprises sont recensées au Nord-Est, à Maron, à Val de Fer, à Joudreville, à Droitaumont.* »[148] Bien souvent ce sont des militants venus de ces centres voisins qui impulseront le travail communiste à Jarny. Le préfet de Meurthe-et-Moselle, écrit en 192... :« *les Italiens ont récemment accepté le principe de la transformation de leurs sections en cellules d'entreprises. Ils ont créé des organisations militaires, destinées à lutter contre le fascisme et pour le renversement par la violence des pouvoirs constitués... Il en existait une vingtaine dans les communes de mon département. Elles sont dirigées collectivement et groupées en trois secteurs:* ***Jarny****, Nancy et Pont-à-*

147- tableaux complets en annexe.
148- François Roth, op.cité

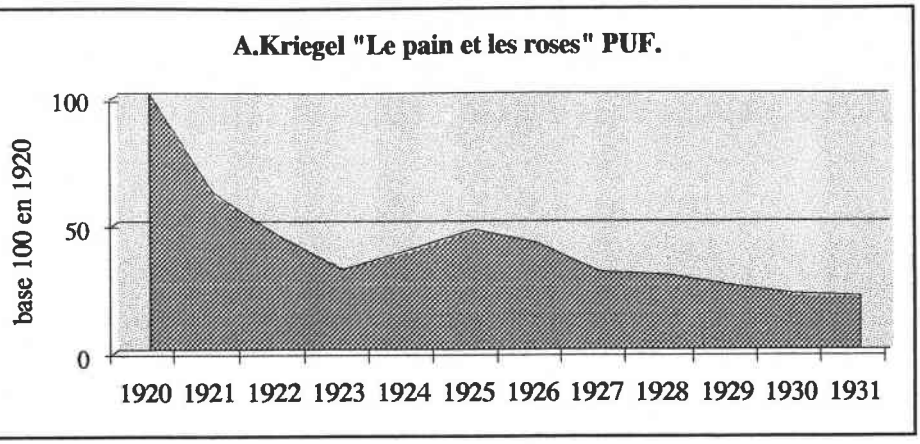
Mousson, eux-mêmes dirigés par un comité de zone dont le siège est à Lunéville, qui dépend lui-même du Comité régional fixé à Metz » [149] En mai 1929 on note à Jarny l'activité de communistes italiens du rayon d'Hussigny, qui représentent le Secours Rouge, diffusent des tracts communistes «*dénonçant la collusion entre la police et les fascistes.* »[150] On apprend qu' «*un comité local du Secours Rouge International se constitue à Villerupt le 23 mai 1929. Selon la police, sa direction comprend six personnes qui ne s'étaient pas manifestées jusqu'ici; quatre sont Italiens, un Hongrois, le dernier d'origine allemande. Deux des quatre Villeruptiens sont installés depuis peu dans la localité. Les deux derniers résident dans d'autres villes, souvent fort éloignées de Villerupt (Joudreville et Jarny). Tous les membres de ce comité sont ouvriers mineurs ou sidérurgistes.* »[151] La lecture attentive du texte, montre qu'il s'agit finalement là d'un comité exceptionnel, d'un embryon peut-être. Militer à Villerupt quand on habite Jarny ou Joudreville est plus la preuve d'une faiblesse que d'une force, indépendamment de l'objectif poursuivi. La mise en avant des militants exemplaires alimente la propagande du parti. La "***Lorraine Ouvrière et Paysanne*** " publiera également plusieurs articles concernant les violences fascistes à Jarny, sur lesquelles nous reviendrons en présentant la naissance du front républicain à Jarny. On note toutefois dès le titre reproduit ci-contre que l'auteur de l'article n'oublie pas d'associer les fascistes jarnysiens aux socialistes de Lens. C'est encore pour quelques années, la dénonciation des "sociaux-fascistes".


Les « Deliquenza fascista »
de Jarny imitent
leurs frères socialistes de Lens

Malgré ces quelques références aux activité des communistes locaux, on doit sans doute appliquer à Jarny comme aux autres centres les remarques dépitées du parti «*aucune cellule dans ces centres importants* » ou bien : «*Il se trouve que nous nous heurtons à l'insuffisance des cadres et à l'inexpérience des ouvriers français* » [152] Dans un article de la "Lorraine Ouvrière et Paysanne" du 29 septembre 1929 on souligne encore qu'il n'existe «*aucune cellule dans le centre stratégique excessivement important de Briey -Longwy* ». Alors que les mentions deviennent plus nombreuses à la fin des années vingt, cette activité montante tarde toujours à se traduire électoralement. Certes les communistes pouvaient se dire qu'ils n'étaient pas électoralistes, qu'ils «*utilisaient en communistes les élections bourgeoises* » [153], mais à partir du moment où ils présentaient des candidats, c'était bien pour mesurer leur influence! Or de 140 voix en 1924 en moyenne, le parti tombe à 76 voix aux législatives de 1928. Notons que ce déclin qui correspond à la période de repli et de "bolchevisation" est général à l'arrondissement de Briey. Il marque d'une certaine façon l'échec de la stratégie du "front à la base", qui visait à détacher les ouvriers sympathisants de la SFIO des "traîtres" de leur direction . Le déclin de ce que M.Sembat appelait le "parti passoire" est en fait général comme l'indique le tableau dressé d'après les chiffres d'adhérents nationaux relevés par A.Kriegel

149- AD M&M 1M 651.
150- AD M&M 1 M 604.
151- AD M&M 1M651 le 25 mai 1929, cité in J.C. & Y.Magrinelli, op.cité.
152 et 153 - AD M&M 1M651.

Adhérents SFIC		
1920	178372	100
1921	109391	61,3
1922	78828	44,2
1923	55598	31,2
1924	68187	38,2
1925	83326	46,7
1926	75000	42,0
1927	53917	30,2
1928	52372	29,4
1929	45000	25,2
1930	38248	21,4
1931	36000	20,2



dans son ouvrage "Le pain et les roses". Elle signale par ailleurs que dans le Nord-Est, entre 1927 et 1928, le nombre des adhérents avait chuté de 63,1%. Ce que confirme l a conférence régionale du parti en février 1930, constatant: «*que le nombre d'adhérents est passé de 1 300 en 1925 à 800 pour les trois départements (Meurthe-et-Moselle, Vosges et Moselle) de la région ; que seulement 7 cellules d'usine et 16 cellules locales ont mandaté des représentants ; que le bassin de Longwy n'a pas de représentant mais des groupes italiens et qu'enfin il n'y a pas d'organisation du parti dans les usines chimiques et de guerre...* »[154] Localement le parti communiste peut se consoler en faisant valoir qu'il dépasse les socialistes dans les villes minières et cheminotes du canton. Mais il lui faut constater sa faiblesse persistante en 1932, puisque le candidat du PC ne totalise que 79 voix dans tout le canton. C'est donc ailleurs que dans les urnes qu'il nous faut tenter de trouver des traces de l'activité militante des communistes jarnysiens.

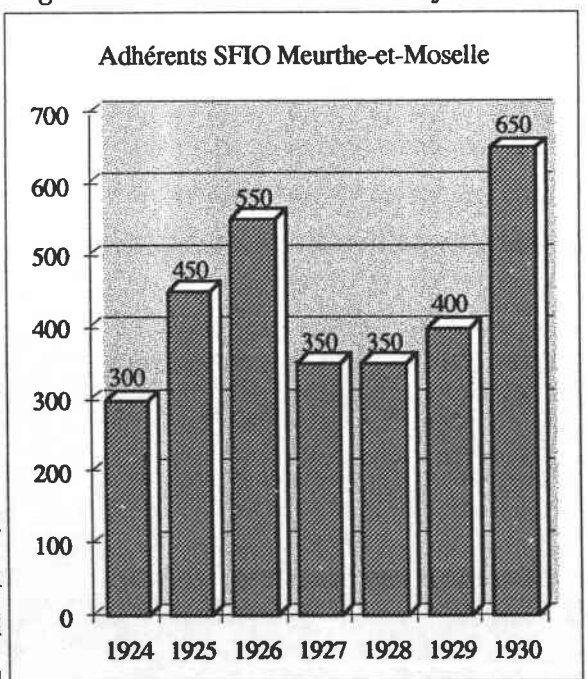
Ces traces nous viennent presque toujours de la police qui surveille attentivement la moindre réunion de militants. Lors des mobilisations syndicales préparant la grève générale du 6 octobre 1930, un rapport de police du commissaire spécial Le Bris daté du 2 révèle que «*le secteur de Jarny* [est un] *siège de communistes et unitaires, actuellement actifs (mines de Jarny-Droitaumont et Giraumont).* » [155] Le même commissaire signale en novembre 1930 que«*Des affiches exposant un programme de revendications du parti communiste et de la CGTU ont été apposées à Jarny.* »[156]

Au cours de l'été précédent, un inspecteur de police rapporte au sous-préfet de Briey, que":...*les dirigeants de la section communiste de Jarny ont envoyé dans une colonie de vacance 25 jeunes enfants de Jarny et des environs en majeure partie italien. Ces enfants qui avaient été groupés au café du cinéma, siège de la section communiste de Jarny, et tenu par le nommé Passeri Natale, ont été embarqués en gare de Conflans-Jarny à 8 h du matin.* »[157] Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur cet aspect important de l'activité des italiens dans le mouvement communiste. On peut retenir ici que, le parti communiste ne limitait pas son intervention à la politique ou à la revendication, mais se chargeait aussi de changer la vie quotidienne des enfants d'ouvriers.

154- C.Pederzoli, "Le Parti Communiste en Meurthe-et-Moselle de 1920 à 1932" .
155- AD M&M 10 M 103.
156-Elles émanent du comité central et ont été tirées à l'imprimerie française à Paris, 123, rue Montmartre. AD M&M 1 M 604.
157- 27 juillet 1930 -AD M&M 1Z37.

La SFIO se pointe timidement à Jarny!

Après la guerre de 1914, la Fédération SFIO de la Meurthe-et-Moselle ne se reconstitue que lentement, et ne sort de son statut provisoire que vers la fin de 1923.« *A part quelques points d'appui (Epinal, Nancy, Neuves-Maisons, Verdun), la "reconstruction" c'est-à-dire la reconstitution de la S.F.I.O., est un travail de longue haleine, car le climat psychologique et le milieu sociologique opposent une inertie que les trop rares militants sont incapables d'ébranler....En Meurthe-et-Moselle, le principal dirigeant est un avocat bavard, Charles Doley; il a le mérite de reconstituer une Fédération dont les noyaux les plus solides sont autour de Neuves-Maisons et de Longwy.* »[158] Le jugement nous paraît sévère. Nous avons déjà eu l'occasion de présenter Charles Doley en analysant les législatives de 1919. Il recueille 1070 voix sur le canton, un résultat que les socialistes ne reverront pas de sitôt. Les socialistes protestaient alors « *contre toute idée d'entente avec un parti bourgeois* ». C'était avant la scission. Mais pour la consultation de 1924, ils s'allient localement avec les radicaux comme nous l'avons souligné. Cette attitude est dénoncée par les communistes qui refusent le front commun électoral, proposé par les communistes. En 1924 les socialistes alliés avec les radicaux obtiennent 729 voix. Le résultat d'Emile Pilant, secrétaire du syndicat cheminot de Conflans-Jarny, républicain-socialiste puis socialiste, n'est guère significatif avec un tel scrutin de liste, puisqu'il bénéficie de la dynamique du Cartel des Gauches. Pour les consultations suivantes, la polémique continue entre les partis ouvriers. Ainsi, le 17 février 1925, A. Bernard écrit, dans une circulaire "Pour les prochaines législatives", destinée aux secrétaires du parti communiste: «*La campagne électorale de 1928 va s'ouvrir et nos camarades l'utiliseront à fond dans les entreprises et les localités pour expliquer notre programme et nos mots d'ordre en face de la bourgeoisie d'Union Nationale et en face des socialistes qui poussent leur offensive contre la classe ouvrière, contre la paysannerie et contre notre parti...* »[159] Difficile de juger l'importance de cette division à l'échelon local. En 1928 le socialiste Peroux, est cette fois handicapé par la présence de M.Claiche candidat radical-socialiste bien implanté dans le Jarnisy; il ne totalise que 80 voix dans tout le canton et à peine 37 à Jarny où il est devancé par Thouvenin, candidat communiste. C'est à peine plus que le PC, mais les socialistes redresseront quelque peu la situation en 1932 (157 voix soit le double des voix communistes), mais le résultat demeure faible. Il semble qu'à Jarny comme ailleurs la reconstitution de la SFIO ait été chaotique et assez lente suivant



Une évolution, assez cahotique, que devait sans doute aussi connaître les sections de Jarny

158- François Roth, op.cité.
159- AD M&M 1M 651.

comme l'écrit J-M. Moine : «*De 1923 à 1930, la Fédération socialiste SFIO vit une longue période de piétinement. Elle compte "environ 300 adhérents en 1924, 450 en 1925 (dont 300 dans l'arrondissement de Nancy), 550 en 1926, 350 en 1927 et 1928... 650 en 1930.* » [160]

L'organisation socialiste demeure fragile jusqu'en 1925-1926. Les seules sections sont localisées dans le sud du département et à Longwy. Ce sont aussi les régions ouvrières où le syndicalisme confédéré était le plus actif.Les militants de Longwy prennent l'initiative de lancer un hebdomadaire, "Le Populaire de Meurthe-et-Moselle", dont la rédaction est transférée ensuite à Nancy.[161] Les lecteurs et adhérents sont surtout des fonctionnaires, des employés, notamment des employés et ouvriers du chemin de fer et quelques membres des professions libérales. C'est ce qui fait dire aux militants communistes que la SFIO n'a pas d'implantation dans la classe ouvrière. Mais les cheminots ne seraient-ils pas des travailleurs? N'y aurait-t-il d'ouvrier en Lorraine que le mineur, le mineur de fond? Jean Thouvenin, candidat communiste est lui même cheminot. A Jarny les premiers candidats aux municipales qui se déclarent socialistes SFIO sont d'anciens cheminots radicaux. Charles Louis est ajusteur et Emile Pilant employé à la Compagnie de l'Est. Quoi qu'il en soit, l'activité des sections demeure faible et le préfet de Meurthe-et-Moselle, dans son rapport du 23 mars 1929, peut écrire: «*Le parti SFIO, malgré les efforts qu'il a tentés dans la partie nord du département... donne l'impression, à l'heure actuelle, d'une organisation purement de façade.* »[162] En fait il est frappant de constater qu'à quelques exceptions près, les regroupements "*réformistes* " et "*révolutionnaires* ", se sont développés dans les mêmes bassins, là où l'industrialisation est la plus ancienne, là où le militantisme existait avant guerre et où le patronat était moins organisé, moins structuré, c'est-à-dire dans le sud du département et autour de Nancy. Pourtant il y a des exceptions, notamment dans le Pays Haut, on retrouve des noyaux militants des deux organisations.

Tout ceci laisse penser que, tout au long de ces années vingt ,on assiste dans le Jarnisy à une tentative d'organisation du milieu mineur et cheminot par des militants socialistes ou communistes qui éprouvent tous une grande difficulté à déboucher et dont la presse militante, plutôt muette sur la vie des sections locales, stigmatise et théorise faute de pouvoir donner un peu de corps à son propos.

Le socialisme jarnysien semble surtout ancré chez les cheminots, mais cette implantation est délicate à mesurer elle aussi car les mentions individuelles sont rares dans les archives .[163] On apprend qu'une section vit à Jarny de façon épisodique entre 1926 et 1930. On retrouve quelques militants socialistes jarnysiens, à l'occasion des consultations électorales ou lors des rassemblements syndicaux, mais ils sont rares.

Le syndicalisme ouvrier: de l'euphorie de l'après guerre au reflux.

Au début de 1920, la CGT compte un nombre important d'adhérents, ce qui pouvait à bon droit réjouir ses dirigeants, mais n'était pas sans poser la question de l'enracinement dans la durée.

160- Jean-Marie MOINE, "Le Mouvement socialiste en Meurthe-et-Moselle sous la III° République".
161 et 162- François Roth, op.cité.
163- AD M&M 1M 650.

En effet, comme pour les partis politiques, les syndicats ont connu une phase de grande mobilisation qui a sans doute donné l'illusion de lendemains syndicalistes radieux: «*Les organisations s'étoffent, portant leurs effectifs départementaux à 20 ou 30 000 membres, contre quelques centaines en 1914. Leurs leaders appartiennent au courant syndicaliste-révolutionnaire qui contrôle la CGT depuis l'origine. Le plus en vue, le forgeron Eugène Jacquemin, tribun de haute stature à la voix de stentor, est chargé d'une mission de propagande dans l'ensemble de la région* .» écrit P. Barral .[164] Enthousiasme qui se traduit par les chiffres des adhérents jarnysiens, chez les cheminots et les mineurs surtout. Pourtant, à la fin des années vingt, A.Sömme note qu'en Lorraine: «*il n'existe pas de syndicat qui soit reconnu par les patrons* ». En dernière analyse on peut se poser la question de la faiblesse des organisations. «*Quand on compare les mouvements sociaux dans la région sidérurgique lorraine pendant les quarante premières années du XX° siècle à ceux qui affectent les mines de charbon du Nord ou du Massif central, on est surpris du "calme" général, de la rareté des journées de grève* .» [165] C'est que, dans les entreprises, il n'était pas facile de militer. Le contrôle étroit de la police tend à débusquer partout "les meneurs", comme l'indique le commissaire spécial de Briey à la veille d'un mouvement de protestation: «*Quoique les services fonctionnent normalement, il est possible que les agitateurs, surtout d'Audun le Roman et de Conflans-Jarny, fassent pression sur certains cheminots et que le rendement du travail soit sérieusement diminué; préjudice patent pour la Compagnie des chemins de fer et pour le public...tous les agitateurs sont soumis à une surveillance très étroite de mon service ...* » [166] Dans une population hétérogène, ce contrôle jouait aussi contre le militant étranger en situation précaire.[167] Avant l'expulsion hors du territoire, la menace du renvoi de l'entreprise était fréquente. Elle était parfois effective comme ce fut le cas pour un délégué polonais à Giraumont en 1928.[168] Cette affaire devait d'ailleurs conduire les pouvoirs publics à intervenir auprès de la direction de la mine. Ajoutons que l'attitude patronale de refus de discussion avec les Fédérations syndicales, est régulièrement mise en cause par les syndicalistes qui peuvent comparer le comportement fermé du Comité des Forges à celui des patrons du Nord ou du Centre, qui pratiquent la concertation.

A ces contraintes régionales qui tiennent à la fragilité du milieu ouvrier et à l'attitude du patronat minier, s'ajoutent la division politique et la cassure syndicale qui a suivi. Les tentatives d'unité d'action n'aboutissent pas car la manière dont les communistes, ont essayé de s'emparer de la direction des syndicats ne pouvait qu'aviver les rancœurs. Ce qui passait moins encore, c'était le fait d'introduire les mots d'ordre politiques dans le syndicat, et de faire de celui-ci la masse de

---

164- P. Barral, op.cité.
165- Louis Köll, op.cité.
166- AD M&M 1 Z 82.
167- «*Sur lui pèse encore la menace de l'expulsion du territoire français.* » Louis Köll op.cité.
168- «*Le syndicat régional des mineurs du bassin de Briey-Longwy-Nancy avait demandé à la CGT et à la Fédération du sous-sol qu'une tournée de propagande en langue polonaise soit organisée dans le bassin de Briey-longwy, ce qui fut accordé. Or, une réunion a été organisée à Giraumont le 3 mars 1928 où la majeure partie comprenait des ouvriers polonais. Après que le camarade Josianowski délégué par la CGT a eu fini son exposé il était arrivé à former une section. Après avoir formé le bureau, quelques jours après la direction a fait appeler le secrétaire en lui disant qu'il avait à choisir entre le syndicat ou le renvoi de la mine. Le dimanche 11 courant, nouvelle réunion au cours de laquelle ledit secrétaire a fait l'exposé de sa situation. J'assistais à cette réunion* .»AD M&M 1 Z 82.

manœuvre du jeune parti communiste. On peut en prendre pour exemple les grèves de 1926 que nous présenterons un peu plus loin. Celle de juillet 1926, mobilise les mineurs sur des revendications de salaires et de conventions; elle se solde par un succès, avec à Jarny 100% de grévistes. Par contre l'appel à la solidarité avec les mineurs anglais, quelques semaines plus tard, n'aura qu'un faible écho. Il ne sert à rien de masquer cet échec en jouant sur les dates, comme on peut le lire dans certaines études où les deux grèves sont habilement mélangées.

Au Congrès de Lille en juillet 1921, les deux tendances syndicales se querellèrent violemment et la tendance syndicaliste représentée par L.Jouhaux parvint à l'emporter de justesse sur celle des futurs communistes: 1556 voix contre 1348 et 46 abstentions. Sur le plan national, la minorité refusa d'ailleurs de s'incliner et provoqua la première scission syndicale, par la création, face à la CGT d'une nouvelle centrale, la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire). [169] L'Union départementale CGT de Meurthe-et-Moselle a refusé cette scission.[170] Pierre Barral nous rappelle que «*...Tout en restant fidèle à la CGT, elle refuse la scission et, dans son bureau, Roger*, membre du parti communiste continue de coopérer avec Jacquemin*. Les états-majors parisiens de part et d'autre, sont mécontents de cette formule ambigue.* »[171] Il y a bien là une originalité qu' Axel Sömme explique ainsi : «*Dans le bassin de Metz-Thionville tous les ouvriers sont communistes ...au Luxembourg, dans la région de Longwy et sur le plateau de Briey ils sont tous socialistes; mais en causant avec eux on aperçoit qu'il pensent exactement de même; ce sont seulement leurs chefs qui ne peuvent s'entendre.* » [172] Cette volonté de la base, reposant, comme les premiers élans d'après guerre, sur une espérance de transformation sociale, allait être brisée par la volonté des deux appareils parisiens.[173] Cela n'empêchait nullement les tentatives d'union, du moins les velléités d'ac-

---

169- Ce n'est pas ainsi que les communistes présentent encore les choses. Voici ce que Jacques Jeandin écrit: "*En 1921, une majorité réformiste est à la direction nationale de la CGT. Elle multiplie les exclusions contre les syndicats adhérents de la tendance révolutionnaire dite majoritaire ou unitaire. La commission administrative nationale du 27 décembre 1921, en ratifiant les exclusions prononcées, consacre une scission du mouvement syndical. Le 1er juillet 1922, les syndicats évincés, qui représentent 960 000 syndiqués, se réunissent en Congrès à Saint-Etienne.* » **Jacques Jeandin, op.cité**). Nous ne reviendrons pas sur les débats du congrès et les interprétations qu'il a suscitées, renvoyant à l'article de Jean Charles "A propos de la scission syndicale de 1921"in "Mélanges d'Histoire sociale offerts à Jean Maitron ". Il nous paraît plus intéressant pour notre étude de constater que régionalement, les choses se sont passées de façon très différente.

170- *La scission politique entraîne une scission syndicale au niveau national. En Moselle, l'union départementale passe en bloc, sous l'influence des communistes, à la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU) affiliée à l'Internationale syndicale rouge de Moscou. Mais la Meurthe- et-Moselle suivie par les Vosges et la Meuse, adopte une position originale....»* (Pierre Barral, in op.cité)

171- Pierre Barral, in op.cité.

172- A.Sömme, op.cité.- L'originalité de cette position unitaire, désavouée par les Etats majors syndicaux, a été étudiée par René Franon dans **"Le Mouvement ouvrier en Meurthe-et-Moselle, Lumières et contrastes 1919-1920 "**, puis par David Philippe dans **"L'UD CGT de Meurthe-et-Moselle, 1921-1935"**

173- «*La CGTU suscite des syndicats de son obédience et au Congrès de la CGT le secrétaire général Jouhaux interpelle publiquement les dirigeants de Meurthe-et- Moselle à ce sujet.*» **Pierre Barral, in op.cité** Les communistes écriront que «*... les exclusions prononcées par la Commission administrative nationale du Syndicat des mineurs de Chaligny et d'Hussigny de tendance unitaire, le comportement réformiste de la direction départementale aboutissent à la scission en Meurthe-et-Moselle.* » **Jacques Jeandin, op. cité** Alors qu'en fait la rupture a été longue à se concrétiser: «*Cette situation exceptionnelle, accompagnée de prises de positions communes contre la guerre du Maroc puis contre l'Union catholique, se maintient plusieurs années. Elle ne se rompt définitivement qu'en 1929* .» **Pierre Barral, in op.cité** Et les communistes le reconnaissent quand ils signalent qu' "*Il arrive pourtant qu'une collaboration occasionnelle s'établisse entre unitaires et confédérés. Cela est particulièrement fréquent dans le Pays-Haut où la CGTU gagne plus rapidement de l'importance que dans le sud du département.*» **Jacques Jeandin, op. cité**) On remarque ici, qu'ils s'arrogent la paternité du front unique quand il se réalise. En 1926, dans la presse communiste, cette attitude était déjà manifeste: "*Les camarades des syndicats pourront aussi faire état des lettres échangées entre les deux Fédérations (lettres parues dans la "Tribune" du 1er août 1926) en signalant que c'est la poussée des travailleurs, le désir d'unité des masses qui a obligé les confédérés à correspondre avec les Fédérations unitaires* » **ADM&M 1 Z 82**) L'exemple de cette grève d'août 1926 semble peut-être mal choisi pour

tions unies. Maintenant, l'impact réel des proclamations unitaires est toujours difficile à mesurer. Déclarer que «... *c'est précisément sur la base d'un effort permanent pour réaliser l'action commune que les militants CGTU ont accru leur influence* »[174] est invérifiable. Il est vrai, comme nous l'indiquerons, que les grèves de l'été 1926 seront un succès; mais comment saisir la part des uns et des autres dans ce mouvement. Le succès conduit toutefois à tenter de formaliser l'unité dans des structures plus ou moins durables que les communistes investiront pour se renforcer. Parlant des communistes, J.Jeandin déclare: «... *Au mois de juin 1929, intervenant au III° Congrès de l'Union régionale unitaire, Perrouault * préconise la création de "Comités d'usine" avec la même préoccupation de hâter la réalisation du Front unique à la base* »[175] En fait les comités en question regroupaient le PC, la CGTU, les Jeunesses Communistes, l'ARAC, des "syndicats et minorités d'ouvriers de la CGT, des"Sections et minorités socialistes", d' "ouvriers sans parti" à l'intérieur de "Comités d'Unité Prolétarienne d'Usines" mis en place dès 1925. Cette politique unitaire, regroupant principalement les sympathisants communistes, substitut à une véritable unité de toutes les organisations ouvrières, tente de se développer chez les mineurs, comme il vient d'être dit, mais aussi chez les cheminots et en particulier au dépôt de Conflans-Jarny: «*Nous attirons votre attention sur les comités d'entente, d'unité de dépôts, des gares déjà crées ainsi que sur les syndicats qui se sont prononcés en faveur de l'unité pour les faire travailler activement à la préparation de la journée. La journée du 24 doit être le prélude de la grande manifestation de la mobilisation des masses laborieuses organisée par la CGTU le 7 novembre. Tous les travailleurs seront appelés à protester contre les impôts nouveaux, contre le chômage, pour le réajustement des salaires et l'échelle mobile, pour la journée de 8 h, pour l'unité syndicale et le front unique...les camarades cheminots devront donc répondre en masse à l'appel lancé par la CGTU.* »[176]

Malgré l'aspiration à l'unité, le Congrès constitutif de l'Union départementale unitaire se tient à Pont-à-Mousson le 1er avril 1923.

A partir de cette date, la CGTU, faible numériquement, tente de compenser cette faiblesse par une radicalisation verbale. Pour se démarquer de la vieille CGT, elle reprend les accusations contre les "réformistes", le climat de défiance et de querelles ne cesse de s'alourdir. C'est encore le Commissaire spécial de Briey qui le signale dans un courrier au préfet où il présente les instructions transmises par la Fédération Nationale unitaire du sous-sol aux secrétaires des syndicats de son secteur: «[ces] *Instructions démontrent l'existence d'un réel conflit entre les unitaires et les confédérés* . » [177] La CGT-U tente de lancer ses adhérents dans des manifestations et des grèves, souvent

illustrer l'unité puisque dans une réunion tenue le 2 août, avec Humbert et Médard voilà ce que les CGTistes déclaraient: « *Congrès des ouvriers du 2 août 1926 à Nancy...Humbert et plus de 50 délégués de tous les syndicats ouvriers, entre autres tous les chefs de sections syndicales des ouvriers mineurs....Avant de se séparer, les délégués des mineurs se sont engagés à faire tout leur possible dans leurs centres respectifs pour faire échouer le mouvement de grève de 24 heures envisagé par les mineurs unitaires pour le 9 août prochain* » **ADM&M 1 Z 82**)Bel exemple d'union, et qui prouve que les manœuvres de division n'étaient pas à sens unique!

174- C.Pederzoli, "Le Parti Communiste en Meurthe-et-Moselle de 1920 à 1932" .
175- Jacques Jeandin, op. cité.
176- Le commissaire spécial Monbrun note à la main "cette agitation fait l'objet d'une surveillance très étroite» 10 octobre 1926 AD M&M 1Z 82)
177- AD M&M 10 M 103.

pour faire connaître et défendre les points de vue du parti communiste. Ne décourageait-elle pas ainsi nombre de ses adhérents ? Syndicalistes convaincus, beaucoup avaient donné leur appui à une centrale qu'ils savaient proche des communistes, mais dans laquelle ils avaient cru pouvoir trouver la liberté de pensée et de parole qu'ils avaient connues dans l'ancienne CGT. La CGTU conserva son emprise dans quelques secteurs, comme les mines ou certains centres ouvriers parce qu'elle y avait des militants convaincus, dynamiques, dévoués et, parce que nombre de syndiqués, croyaient encore que la Russie des Soviets était le paradis des travailleurs.

Pour sa part, l'ancienne CGT disait poursuivre la tradition syndicaliste française, prônant l'action directe et refusant de s'associer étroitement à un parti, ni surtout d'en accepter les directives.[178] On se doute que ce n'est pas ainsi que les dirigeants communistes de la CGTU présentent les "réformistes" de la CGT.«*Les positions respectives des deux Unions sont tranchées. L'UD-CGT prétend transformer la société par étapes, comme le dit son secrétaire Jacquemin, alors que l'UD-CGTU propose à la classe ouvrière de prendre elle-même le pouvoir économique et politique, de lutter contre le capital par l'action unie des travailleurs* » [179] C'est cette orientation qui est inscrite dans les statuts des syndicats de mineurs de Jarny au moment de la scission.« *Considérant que, de par les effets de l'industrie moderne et de l'appui "logique" que procure le Pouvoir aux détenteurs de la Propriété et des Instruments de production, il y a antagonisme permanent entre le Capital et le Travail? que de ce fait, deux classes bien distinctes et irréconciliables sont en présence,...pour ces raisons, les Prolétaires doivent donc se faire un devoir de mettre en application l'axiome de l' "Internationale": L'émancipation des Travailleurs ne peut être que l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes.* » [180] La CGTU poursuit son cheminement dans sa logique du rassemblement " classe contre classe" en ajoutant que «*cela suppose la mise à l'écart des éléments réformistes des postes de direction syndicaux et la réalisation de l'unité ouvrière dans un front révolutionnaire de classe, d'engager sans tarder la lutte contre l'impérialisme et le fascisme par tous les moyens... et de soutenir la république des Soviets de Russie.* »[181] Attitude qui ne variera guère au cours des dix années suivantes.

Ajoutons que cet affaiblissement se trouvait renforcé nationalement par la création de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)[182]

178- Voici comment Georges Vidalenc présente la situation de la CGT vers le début des années vingt:"*Elle avait été durement ébranlée par la scission, perdant, avec une bonne partie de ses ressources, quelques uns de ses meilleurs éléments; ... elle reconstitua ses effectifs, renforça son organisation et sut adapter ses revendications aux nécessités et possibilités du moment.* »Georges Vidalenc "Aspects du mouvement syndical français".

179- Jacques Jeandin, op. cité.

180- A. Municipales.

181- Jacques Jeandin, op. cité.

182- Créée en 1919, la CFTC réunissait des salariés unis par une conformité de pensée religieuse. Ils répudiaient la lutte des classes, croyaient à une collaboration possible entre capital et travail, entre patrons et ouvriers, et se réclamaient de l'Encyclique "Rerum Novarum " due au pape Léon XIII en 1891. D'abord regardés avec suspicion par les autorités ecclésiastiques généralement conservatrices, ils avaient fini par conquérir des appuis parmi de hauts dignitaires catholiques et une Encyclique du Pape Pie XI "quadragesimo Anno » 1931) avait légitimé l'existence, l'activité et l'autorité de ce que l'on peut appeler le syndicalisme chrétien. Sur le plan du travail, la CFTC réclamait des conditions de vie décentes pour les salariés et leurs familles, une humanisation des rapports dans l'entreprise, le respect de la dignité du salarié. Son influence s'exerçait alors, plutôt dans les milieux d'employés et de fonctionnaires que dans les professions industrielles. En particulier elle allait trouver des adeptes chez les cheminots qui avaient déjà travaillés par l'Union catholique avant et après la guerre. Localement elle n'apparaît véritablement qu'autour de 1936 dans les mines.

Il y aura désormais en France trois centrales différentes, trop souvent hostiles et engagées dans des polémiques que certains hagiographes du mouvement ouvrier, le plus souvent communistes, ont reproduites sans recul dans des études consacrées à l'histoire du mouvement ouvrier. C'est aussi ce que l'on retrouve dans les mémoires d'anciens militants, comme le récit, récemment publié de Thomas Olszanski qui viendra plusieurs fois dans le bassin minier pour tenter d'y développer l'organisation communiste, la MOE puis MOI.[183]

Des cheminots jarnysiens plutôt CGT.

Quelques mois après l'armistice, une section syndicale est créée à la gare et au dépôt. Sa vie semble emprunter un chemin plutôt difficile puisque, la courbe des effectifs successivement annoncés, est en dents de scie. Sans qu'on puisse l'affirmer avec certitude, les changements de militants à la tête des sections reflète probablement les hésitations et les échecs du mouvement syndical. Le 2 février 1920, le procureur de la République déclare ne pas voir d'inconvénients à la formation et au fonctionnement du "**Syndicat des travailleurs des chemins de fer de Conflans-Jarny**" créé le 17 avril 1919. L'examen des statuts n'a donné lieu à aucune observation de sa part. La section revendique alors 626 adhérents dont, fait notable, 6 femmes. Hélas, elles ne sont pas citées! Comme 11 femmes sont alors employées par la Compagnie de l'Est, une bonne moitié serait syndiquée. M.Wolff Gaston, candidat socialiste malchanceux aux législatives de 1919, est désigné à sa tête avec Paul Kirscher comme trésorier. Enfin, on apprend que le syndicat adhère à la "Fédération Nationale des travailleurs des chemins de fer de France, des colonies et pays de Protectorat" et à "l'Union des syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle". [184] Le syndicat déclare avoir placé 3 500 timbres pour l'année 1919 entre février et novembre, et 3559 pour la même période en 1920. Ces chiffres importants d'adhérents et de cotisants ne seront jamais plus atteints, pas même au plus fort de l'année 1936! Un peu comme si les effectifs filaient entre les doigts, comme du sable. Pourtant, quelques semaines plus tard, on relève, dans une lettre adressée au maire de Jarny le 22 mars 1920, que M.Gaston Wolff, secrétaire du syndicat des travailleurs du chemin de fer de Conflans-Jarny, démissionne.«*Je vous prie de mentionner les noms suivants pour l'avenir en qualité de représentants du groupe de Conflans-Jarny suivant la loi: M.Pierson Louis, 25 rue de la Rotonde, Jarny, secrétaire et M.Bodson Lucien trésorier, 3, rue de la Saunière Jarny, Signé le secrétaire général démissionnaire Wolff Gaston* » [185] La date et la conjoncture générale ne permettent pas, faute d'autres renseignements, de lier cet événement à la rupture SFIO-SFIC de l'année 1920. S'agit-il d'un désaccord? S'agit -il d'une mutation? On n'entendra plus parler de ce militant qui était pourtant suffisamment actif pour avoir été présenté comme candidat SFIO aux législatives de 1919.

Les années qui suivent sont marquées par le repli syndical. Le sous-préfet notait quelques

183- Un militant syndicaliste franco-polonais 1886-1959, texte traduit et commenté par Mylène Mihout PUL
Cette rupture syndicale née de la division politique des forces ouvrières, établissait une atomisation fâcheuse du mouvement ouvrier. Le patronat qui, dès 1919, avait unifié ses Fédérations dans le Conseil Général du Patronat Français a donc désormais devant lui une classe ouvrière affaiblie, parce que divisée en raison de tendances doctrinales qui paraissaient inconciliables. (cf "les Barons du fer" de Jean Marie Moine) Seules la crise et le climat politique des années trente, allaient nationalement puis régionalement remettre l'unité en avant. Démonstration dans l'urgence d'une décennie de vaines querelles.
184 et 185 - AD M&M 10M 106.

temps après : «...*Comme vous avez pu le constater par les rapports qui vous sont adressés par les agents de la sûreté générale, les conférenciers ne cessent de se produire dans mon arrondissement et plus spécialement dans le bassin de Briey appelant les masses ouvrières à l'organisation syndicale qu'elles ont désertée depuis 1920. Je n'estime pas qu'ils obtiennent pour le moment un succès qui mérite d'être marqué. Le personnel des cheminots, nombreux dans cette région est aussi vigoureusement travaillé par des conférenciers qui portent leur effort sur la question d'indemnité de cherté de vie...* » [186] La section n'en continue pas moins à se structurer.Je relève que, le 12 janvier 1921, le syndicat des travailleurs du chemin de fer, déclaré le 30 janvier, décide d'adhérer à la "Fédération Nationale des travailleurs du chemin de fer", dont le siège est situé au 211 rue Lafayette à Paris. Le syndicat rejoint aussi la CGT et l'Union départementale. Il fera partie de l'"Union des Syndicats" dont le siège est au n°2 de la rue Drouin à Nancy.

Le 18 mars 1921, la "Section de Conflans" de la "Fédération des Mécaniciens et Chauffeurs" formée le 21 février 1921, est enregistrée en mairie. Elle compte alors 134 adhérents [187], ce qui constitue la presque totalité des personnels recensés à cette date dans le Jarnisy.[188] Le 23 février 1924 le bureau du syndicat est renouvelé.[189] C'est à cette occasion qu'apparaît un militant CGT, futur candidat aux législatives et futur second adjoint à la mairie, le secrétaire Louis Charles demeurant au n°3 cités Moulinelle à Jarny. Son adjoint Emile Pilant habitait rue Jeanne d'Arc. Il tentera lui aussi de se faire élire en 1924 sur la liste du "Cartel des Gauches" et sera conseiller municipal à plusieurs reprises. Dans le bureau syndical, on note aussi la présence d'un secrétaire adjoint, Paul Lucien Lemarquis, demeurant rue de Verdun, d'un trésorier Henri Humbert demeurant rue de Metz, de son adjoint Charles Chatelain demeurant à Labry, et enfin d'un archiviste Louis Collignon demeurant lui aussi à Labry. M. Lemarquis remplace Simon Louis et M.Humbert remplace Rigoulot Charles, par *décision de l'assemblée générale du 23 février 1923* .»[190] Pour quelles raisons? Nous l'ignorons. Deux ans après, en 1925, le bureau du syndicat des travailleurs du chemin de fer est à nouveau remanié, sans que l'on sache pourquoi. Cette fois, les changements sont moins nombreux et il n'y a pas forcément matière à interrogations! Le secrétaire reste Charles Louis, le premier adjoint sera Pierre Mercier, le deuxième adjoint Pierre Bouchols, et le trésorier Henri Claude, assisté d'un adjoint, Paul Lemarquis.[191]

Malgré ces renouvellements, le syndicalisme cheminot semble frappé de léthargie. C'est en tout cas ce que note le commissaire spécial de Briey dans son rapport du 22 mai 1926: «*Les syndicats confédérés et groupes communistes de mon secteur, n'étant pas suffisamment puissants pour prendre une décision seuls, aucune agitation ouverte ne peut être entreprise* » [192] Il faut dire que l'atmosphère n'était guère à l'unité. Faut-il à nouveau évoquer avant les rivalités particulièrement vives entre les cheminots unitaires en minorité et les confédérés plutôt mieux implantés, pour

186 et 187 - AD M&M 10M 106.
188- AD M&M 6M 232.
189 à 191- AD M&M 10M 106.
192- AD M&M 1 Z 82.

expliquer la faiblesse des mobilisations?[193] L'état d'esprit des unitaires est résumé dans un article de la "Lorraine Ouvrière et Paysanne" du 12 janvier 1929. Dans un article intitulé, "Conflans-Jarny" le correspondant écrit: «*Le jeune et actif syndicat unitaire de Conflans-Jarny avait organisé pour dimanche 30 décembre une réunion publique et contradictoire. Une cinquantaine de camarades vint entendre l'exposé du camarade Grundram*, secrétaire de la Moselle, sur la question des salaires, la rationalisation, les 8 heures, la caisse des retraites, les assurances sociales, point où il opposa la tactique de la CGTU à celle de la CGT. Sur initiative du président de séance, aucun adversaire n'eut le courage de venir faire la contradiction. Un certain nombre d'adhésions ont été enregistrées et quelques camarades ont sur le champ échangé leur carte confédérée contre la carte unitaire. Cette belle réunion permet d'espérer un bon développement de ce syndicat.* .» On retrouve ici la pratique consistant à " plumer la volaille" réformiste, préconisée par les dirigeants unitaires. Dans un post scriptum, le correspondant ajoute:« *Le syndicat met les cheminots en garde contre les racontars d'un certain G... et précise que celui-ci n'est pas adhérent au syndicat unitaire qui attend plutôt l'adhésion des camarades conscients.* »[194] Ce climat de méfiance ne pouvait que jouer contre la mobilisation :«*Dans mon secteur, écrit le commissaire spécial, l'attitude de la population a été toujours calme; quant aux organisations syndicales, seule la CGT a semblé vouloir se montrer un peu plus active; elle a donné deux réunions pour l'augmentation des salaires, de la retraite ouvrière et fait appel à tous pour lutter contre le patronat* »[195]

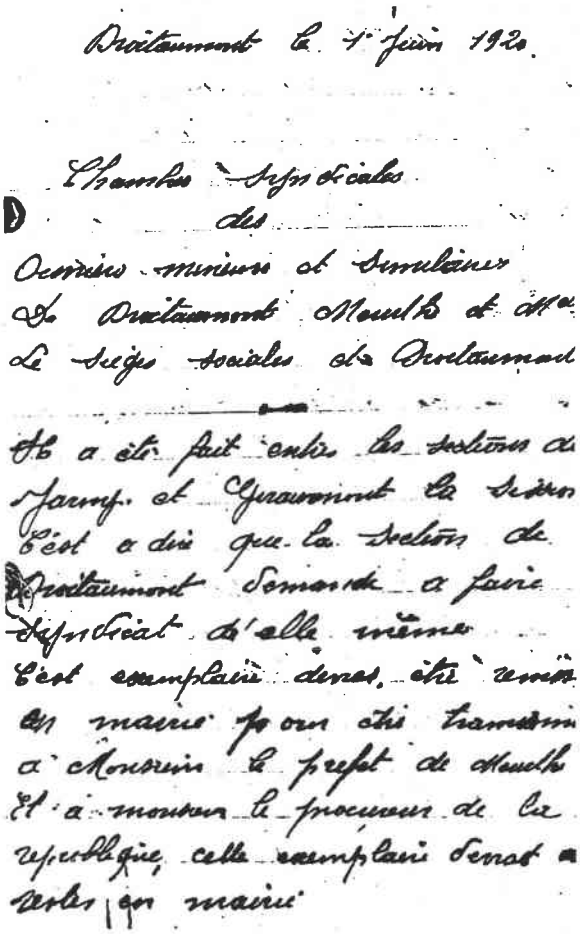
Cette même année, les statuts du syndicat, préparés le 12 novembre, sont approuvés en assemblée générale (28 décembre 1929). La "Section des Travailleurs du Chemin de Fer" de Jarny annonce à cette occasion, qu'elle compte encore 206 adhérents. [196] On est loin déjà de la forte poussée syndicaliste et des adhésions enthousiastes de 1919. On peut toutefois noter que dans cette atmosphère générale de repli syndical, les sections de cheminots conservaient malgré tout une certaine force à Conflans comme dans les autres dépôts du Pays Haut, Audun-le-Roman, Longuyon et Homécourt.

Division aussi chez les mineurs.

Les mines de la région ont connu aussi des mouvements de grève et d'assez fortes mobilisations dans l'immédiat après-guerre. C'est dans cette agitation en mars 1919 que prend véritablement naissance le syndicalisme. Au cours d'une réunion tenue le 30 mars 1919, «*les ouvriers mineurs de Giraumont, Droitaumont et Jarny ont été invités par voie d'affiches à se réunir. Après une démonstration sur l'utilité des groupements corporatifs par M.Dieudonné secrétaire du syndicat d'Auboué (remplaçant M. Allot, secrétaire régional), les nombreux ouvriers présents ont décidé la for-*

193- Voici un extrait de la presse syndicale CGT de 1927. Sous le titre: «Plateforme des cheminots confédérés", on peut lire:"...*Si vous approuvez ceux qui ont essayé de domestiquer le syndicalisme et de l'asservir à un parti, si vous acceptez que, pour des fins politiques, les travailleurs puissent être lancés dans des mouvements comme ceux du 12 octobre 1925 (grève de 24 heures), votre place n'est pas chez nous* » **AD M&M 1 Z82)**
194- ADM 7T 77.
195- Juin 1929 AD M&M 1 M 651.
196- AD M&M 10 M 106.

mation d'une association régie par la loi du 21 mars 1884.... » [197] Ce premier syndicat est officiellement déclaré le 10 mai 1919. Son siège est alors au n° 76 avenue des Ormes à Jarny. [198] Le nombre des adhérents est alors de 200, et compte tenu de la composition hétérogène du milieu, c'est un effectif élevé. Pour l'année 1919 le syndicat déclare avoir placé 1370 timbres entre février et novembre et même 1536 pour la même période en 1920. Comme pour les cheminots, ce nombre d'adhérents ne sera plus atteint avant une quinzaine d'années. Dans cette section syndicale, il n'y a pas de femme. Le syndicat adhère à la Fédération des Travailleurs du Sous-Sol, dont le siège est situé, 33 rue de la Grange aux Belles à Paris. Comme les cheminots, les mineurs du Jarnisy rejoignent la CGT et l'union des syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle, établie 2 rue Drouin à Nancy. Le bureau du syndicat est constitué le 4 mai 1920 après une nouvelle assemblée tenue le 6 février 1920. Le premier secrétaire du syndicat est M.Alfred Boissier habitant 76 avenue des Ormes et le trésorier M.Jean Hacquart habitant au N° 60 de la même rue.[199] Nous n'avons pas, pour l'instant, retrouvé les arguments avancés pour une séparation de ce jeune syndicat et pourtant, le 12 juin 1920, un nouveau syndicat de mineurs voit le jour à Droitaumont.«*Une chambre syndicale des mineurs de Droitaumont, est déclarée le 29 juin. Elle fédère 70 hommes , ne compte pas de femmes, et décide d'adhérer à la Fédération des mineurs de l'Est.* »[200] Son secrétaire est Gustave Duval , il habite au n° 8 de la rue B à Droitaumont et son trésorier Edouard Goujon, habite lui au n° 5 de la rue A. Dans un courrier adressé à la sous-préfecture le 16 juillet, le maire de Jarny confirmait la démission de M.Janicaud, ancien secrétaire secrétaire du syndicat des ouvriers mineurs de Jarny ; démission datant du 7 juillet: «*...en réponse à votre note au sujet de la démission de M.Janicaud, j'ai l'honneur de vous faire connaître que ce syndicat est dissous et que vous recevrez sous peu les statuts de la chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires de Droitaumont, siège Droitaumont, com-*



Droitaumont le 1er juin 1920
Chambres syndicales des ouvriers mineurs et similaires de Droitaumont Meurthe-et-Moselle.
Le sièges sociales(sic) a(sic) Droitaumont.
Il a été fait entre les sections de Jarny et Giraumont la scission. C'est à dire que la section de Droitaumont demande à faire syndicat d'elle même. C'est (sic) exemplaire devras (sic) être remise en mairie pour être transmis à Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle et à Monsieur le procureur de la république, cette exemplaire devrat (sic) rester en mairie.

197- AD M&M 10 M 104.
198- Le procureur de la République dans un courrier daté du 2 février 1920 fait remarquer qu'il: "*ne voit pas d'inconvénient à la formation et au fonctionnement du syndicat des travailleurs du sous-sol...* " Il ajoute: "*l'examen des statuts n'a donné lieu à aucune observation* » **Courrier daté du 2 février 1920)**
199 à 200 - AD M&M 10 M 104.

mune de Jarny; signé le maire . »[201] Les buts de ce syndicat sont réaffirmés à cette occasion: hausse des salaires, contrat de travail, application des 40 h, placement gratuit des mineurs sans travail. Aux côtés de Gustave Duval, on retrouve d'autres militants: MM. Chanteloube, Boutley, Pasini tous de Droitaumont. C'est le 18 août 1920 que le syndicat des mineurs de Droitaumont dépose ses nouveaux statuts à la préfecture.[202] D'après le texte des statuts on peut penser que les mineurs ont d'abord cherché à mettre en place un syndicat plutôt modéré (CGT) , puis, après la dissolution de cet ancien syndicat des mineurs le 29 novembre 1920, un syndicat révolutionnaire s'est créé. Dans un courrier-rapport daté du 3 décembre 1920 et d'une manière assez laconique, le commissaire spécial de Briey, résume l'historique de la création de la nouvelle chambre syndicale: «*...ce syndicat a pris naissance à la suite de la séparation en deux groupes de la chambre syndicale des ouvriers mineurs de Jarny, Droitaumont, Giraumont.* » [203] Quelques mois plus tard, le nouveau bureau est élu à la suite de l'assemblée générale du 4 mai 1921 :[204]

Secrétaire: **Duval** Gustave né le 10 mai 1881 à Ranguevaux Moselle
Secrétaire adjoint: **Bouvier** Georges, né le 13 mai 1888 à Hannonville
Trésorier **Goujon** Edouard ne le 10 avril 1883 à Labeuville Meuse
Trésorier adjoint: **Fleurant** Charles né le 7 août 1893 à Dompierre
Membres: **Jullion** Louis né le 18 décembre 1888 à Pagny sur Moselle
Thévenot Marie né le 14 octobre 1886 à Cadeux.

Cette désunion syndicale peut sembler surprenante ici aussi. Comme pour les cheminots, on assiste à la mise en place de plusieurs sections avec des bureaux qui changent assez souvent et on ne saisit pas toujours le sens de ces cassures: Lassitude? Changement d'orientation? Exclusions? Il y a là pour nous une double interrogation. Pourquoi une telle désunion, alors que la cassure syndicale n'est pas encore officielle? Pourquoi ici, alors que dans le département, la scission syndicale est longtemps repoussée? A la lecture de ses statuts, nous l'avons dit plus haut, on perçoit nettement que la chambre syndicale menée par A.Boissier s'inspire de l'orientation de la future CGT-U. On y retrouve les principes de la lutte des classes, l'aspiration à la transformation révolutionnaire du pays et la terminologie communiste. La chambre syndicale de Droitaumont quant à elle, paraît dans ses statuts, (assez grossièrement rédigés), beaucoup plus mesurée et modeste dans ses objectifs. Il ne s'agit plus ici de syndicalisme révolutionnaire mais d'un syndicalisme corporatiste et apolitique. Si les deux sections affirment, en principe, leur volonté de ne pas se mêler de questions philosophiques ou religieuses, la première s'inspire nettement de l'idéologie communiste.

Ensuite, c'est le reflux. Il tient certainement à cette désunion et à l'échec des actions engagées. Le climat économique parfois morose comme à la mine de Jarny, rendait difficile la mobilisa-

---

201 - AD M&M 10 M 104.
202- Dans un texte assez long, reprenant les idées générales du syndicat, il est fait allusion à la scission... "*Nancy le 18 août 1920, Le préfet à M. le sous-préfet de Briey... j'ai l'honneur de vous retourner le dossier concernant la chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires de Droitaumont en vous priant de vouloir bien me faire connaître si les statuts de ce groupement ont été communiqués à M. le procureur de la république de Briey et dans l'affirmative si leur examen par ce magistrat a donné lieu à quelque observation. Ce syndicat ayant pris naissance à la suite de la séparation en deux groupes de la chambre syndicale des ouvriers mineurs de Jarny -Droitaumont- Giraumont, je vous serais également obligé de me faire savoir si ce dernier groupement est dissous....* » AD M&M 10M 104.
203 et 204- AD M&M 10M 104.

tion et les sections d'entreprise deviennent de plus en plus fragiles. Jarny n'est pas la seule cité ouvrière à connaître cette désaffection progressive. Des noyaux demeurent mais ne donnent signe de vie qu'à l'occasion d'actions nationales ou pour le renouvellement des délégués professionnels: commissions de sécurité, caisses diverses... Face à cette situation, les organisations se regroupent: «*En novembre 1926, un Syndicat régional des mineurs de fer des bassins de Longwy-Briey-Nancy est créé par la Fédération unitaire des travailleurs du sous-sol.* »[205] Ainsi peut se comprendre une note du maire de Jarny datée du 13 janvier 1926:"*Le syndicat en question n'existe plus, ce n'est qu'une section du syndicat des ouvriers mineurs de fer et parties similaires de la région de Briey Longwy et Nancy dont le siège social est à Homécourt* »[206] Jusqu'aux années trente, on n'entendra plus beaucoup parler de section de mines!

Les revendications corporatistes mobilisent davantage.

Deux types d'action ont été engagées par les militants: des tentatives de mobilisation locales sur des affaires d'ampleur plus large, souvent politiques, comme la guerre du Rif, la grève des mineurs anglais, l'affaire Sacco et Vanzetti, la lutte antifasciste etc,...et d'autre part les actions revendicatives, liées aux conditions de travail et à la vie des salariés, particulièrement lors des périodes difficiles. En l'état actuel des informations que nous avons pu recouper, nous constatons que les actions catégorielles ont été, dans l'ensemble, nettement plus suivies que les mots d'ordre politiques, notamment dans les mines et le chemin de fer..

Le temps de travail et les salaires, grands thèmes des années vingt.

Dès le lendemain de la guerre la cité de Jarny est secouée comme tous les centres ouvriers par des rassemblements, par des grèves sur les grands thèmes mobilisateurs des salariés: le temps de travail et les salaires. Les conditions de vie difficiles vont pousser les ouvriers à revendiquer des avantages matériels:"*La poussée de l'extrême-gauche s'exprime tout d'abord dans la protestation des masses populaires face à "la vie chère": c'est-à-dire au retard des salaires sur les prix poussés à la hausse par l'inflation monétaire.* »[207] Ces deux thèmes reviennent tout au long de ces années dans la plupart des rapports des inspecteurs et commissaires de police ou dans la presse syndicale et politique. Dans un rapport au préfet de Meurthe-et-Moselle du 26 septembre 1920, le commissaire spécial de Briey résume les grands sujets de mobilisation des ouvriers: «*...depuis l'entrevue qui a eu lieu à Paris entre les patrons et les délégués de la Fédération Nationale du sous-sol au sujet des* ***salaires***, *ces délégués préparent les ouvriers de façon à les faire voter pour ou contre les décisions prises et suivant les instructions reçues de Bartuel, secrétaire général de la Fédération. Ils déclarent vouloir faire respecter* ***la journée de 8 heures*** *que les patrons violent et obliger ceux-ci à nommer des* ***commissions mixtes*** *pour régler toutes ces affaires. Dans le bassin minier toutes ces dispositions et prévisions n'ont apporté aucun changement parmi les ouvriers qui travaillent norma-*

205- Jacques Jeandin, op. cité.
206- AD M&M 10M 104.
207- Pierre Barral, op.cité

lement » [208] La séparation en deux grands thèmes, temps de travail et salaires est un peu artificielle car bien souvent, les plateformes revendicatives les regroupent quand elles ne les noient pas au milieu d'une longue liste de doléances, indemnités, allocations de vie chère, amélioration des retraites.

Le temps de travail: les 8 heures, les congés et les retraites.

Une réforme essentielle et longtemps attendue avait été acquise au lendemain de la guerre. En avril 1919, la loi fixa à 8 heures par jour la durée du travail. Une vieille revendication ouvrière formulée dès 1886 était ainsi satisfaite. Trente années avaient été nécessaires pour obtenir un ajustement du temps de travail, que le rythme accru de la production et l'usure nerveuse qui en résultait rendaient indispensable. [209] Beaucoup de militants ont alors estimé que la loi des huit heures s'appliquerait rapidement sans restriction et que les autres revendications suivraient sans difficultés. Cet acquis expliquait d'ailleurs en partie le succès rencontré par les organisations syndicales qui pouvaient à bon droit s'en prévaloir. Or il restait à assurer la mise en application de la loi. Ce ne fut pas chose facile et cela devint vite un nouveau combat syndical en particulier les 1ers mai 1919 et 1920.

Dans la corporation des cheminots, l'après guerre avait été fortement marqué par la très forte mobilisation nationale pour la loi des 8 h et le statut des personnels. C'est le temps de la grande grève des cheminots, dont Annie Kiegel ("La grève des Cheminots 1920") a retracé l'évolution et l'importance pour la mise en place du syndicalisme cheminot. Annie Kriegel nous apprend que le mouvement a été peu suivi sur le réseau de l'Est sauf dans les dépôts de l'Est parisien. En effet, ce mouvement de grève de début mars 1920, a été peu suivi localement; on ne retrouve dans les archives qu'une lettre de protestation envoyée à tous les parlementaires de Meurthe-et-Moselle! [210] En revanche l'appel de la CGT pour le 1er mai allait être entendu. Rapidement la grève s' essouffle devant la fermeté des Compagnies et du gouvernement. Le 21 mai, la CGT, face à cette intransigeance, donne l'ordre de reprise du travail. Le 2 juin 1920, le capitaine André, chargé de surveiller les activités syndicales et politiques du secteur, peut écrire à propos de la grève des cheminots à Conflans-Jarny: «*La grève des **cheminots** est complètement terminée. Il restait 20 chômeurs, la plus grande partie a repris le travail, les autres ont été révoqués* » [211] L'échec de ces grèves, les révocations (15000 nationalement), le refus de réembaucher, les poursuites contre les syndicalistes, allaient provoquer un profond découragement. Pourtant les syndicalistes maintenaient leurs revendications et, dans une plateforme datée du 26 septembre 1920, jointe au rapport de la gendarmerie de Briey, [212] on peut lire qu'outre la question des bas salaires régulièrement dénoncés, le syndicat continue de mettre en avant le respect de la journée de 8 h. Le 4 août 1922 la police signale qu'un

208- AD M&M 10M 104.

209- Il fallut les bouleversements lié à la guerre pour dépasser les résistances d'un patronat peu compréhensif qui craignait une baisse de production et un renchérissement des coûts face à la concurrence. Certains dirigeants continuaient de s'opposer à la réduction du temps de travail en avançant des arguments plus ou moins moralisateurs:"... *Les huit heures, déclarait le sénateur Jeanneney, sont génératrices d'une oisiveté démoralisatrice !* » **"Les cheminots dans l'histoire sociale de la France"**) D'autres, plus réalistes, pensaient que cette concession serait de nature à calmer les inquiétudes ouvrières qui se manifestaient et qui risquaient de déraper.

210- AD M&M 1 Z 82.

211- AD M&M 1 Z 81.

212- AD M&M 10 M 104.

tract a été affiché à la gare de Conflans sur lequel sont reformulées les principales revendications des cheminots: «*salaires, 8 heures, statut des cheminots et nationalisation* »[213]

Ensuite nous n' entendons plus parler des syndicats de cheminots du secteur.Pourtant, ils réapparaissent quelques années plus tard, dans les notes du Capitaine André, commandant la section de gendarmerie de Briey. Il écrit le le 9 mai 1925 au préfet de Meurthe-et-Moselle, que ses collègues de la gendarmerie de Jarny lui ont téléphoné que: «*...des affiches ont été apposées sur les murs de Jarny, de Conflans et de Labry, invitant les* ***employés de chemin de fer*** *à une réunion qui aura lieu à la gare de Jarny le 9 mai à 20 h salle de la victoire. L'orateur E.Jacquemin viendra de Nancy,* " Le capitaine ajoute qu'à l'ordre du jour les syndicats ont décidé de rappeler le "*But du syndicat des cheminots* "et d'insister sur le "*travail des 8 heures* " [214]

Chez les cheminots, les 8 heures vont progressivement s'imposer et conduire à l'embauche de nombreux agents logés à la "ville en bois" face aux ateliers de l'Est à Moulinelle mais, dans les mines, les ouvriers doivent exercer une pression «*pour faire appliquer strictement la toute récente limitation de la journée de travail à huit heures et pour faire refuser les dérogations que réclament beaucoup d'industriels.* »[215] On apprend ainsi qu'à un mot d'ordre de mobilisation régionale sur la question du temps de travail, en 1921, les mineurs du bassin ont peu réagi. Le 11 décembre 1921, une réunion se tient à Jarny avec E. Jacquemin, responsable régional de la CGT. Il tente de mobiliser les mineurs pour la journée du 12 décembre 1921. Malgré l'appel à manifester "*contre la suppression de la journée de 8 heures* " (entre autres mots d'ordre), seule une petite quarantaine de mineurs suit.[216] Ensuite, l'action retombe. Il faut attendre plusieurs années avant de voir la question du temps de travail revenir à l'ordre du jour dans les syndicats jarnysiens. En 1926 Humbert traite, dans une réunion "*de la défense de la loi des huit heures* ", la "***Lorraine Ouvrière et Paysanne*** " du 12 janvier 1929 rappelle que dans leur cahier de revendication, (en vue d'une grève générale), les mineurs réclament l' "*application intégrale des 8 heures* ". En 1930, les mineurs avancent même l'idée de travailler 7 h seulement .[217] Le 4 octobre 1930 une affiche commune CGT-CGTU appelant à la grève générale, est apposée dans Jarny. Elle présente d'autres revendications : les congés payés et les retraites. Elle est signée pour la Fédération du sous sol et le bureau fédéral par Pierre Vigne, René Bard, Firmin Panissal et pour le syndicat régional des mineurs de fer par Jean Puchard.* [218]

Les salaires et "la vie chère":

L'inflation qui a suivi la guerre a mis tous les rentiers et les salariés modestes dans la gêne. Le thème de la "vie chère" revient fréquemment dans la presse syndicale. La misère est souvent dénoncée et des budgets ouvriers sont parfois présentés dans les journaux syndicaux. Nous n'en n'avons pas retrouvé pour Jarny même ; il est probable qu'ils ressemblaient à celui de Longwy donné

213- AD M&M 10 M 106.
214- AD M&M 1 Z 82
215- Pierre Barral, in op.cité.
216- AD M&M 10 M 60.
217- in, "Lorraine Ouvrière et Paysanne", article du 12 janvier 1929.
218- AD M&M 10 M 104

en annexe.

Le Congrès des syndicats de cheminots de l'Est réuni à Nancy , formule plusieurs revendications salariales. Le journal "L'Humanité" les rappelle: «*...pour le personnel de la traction, agents de trains et faisant fonction 1000 francs ...pour les agents détachés dans le service des trains par intermittence 750 F... pour les agents de tous services n'ayant pas eu leur repos et congés, 500 F»...« Si la Compagnie de l'Est repousse ces revendications, elles seront reprises dans celles dont les cheminots poursuivent l'obtention: échelle des traitements, statut du personnel, journée de huit heures, nationalisation des chemins de fer. L'intégralité des salaires pour les agents restés à leur poste dans les régions envahies est également réclamée* ."

Les grèves de l'après guerre avaient amené un premier relèvement de salaires. Mais ces hausses ont été assez vite mangées par l'inflation et les syndicats de cheminots réclament un ajustement régulier du pouvoir d'achat. C'est même un leitmotiv tout au long de ces années vingt. On ne s'étonnera pas de constater que cette revendication, ait été appuyée par la Fédération confédérée qui, dans une lettre adressée la 14 octobre 1925 au comité de Direction des réseaux, a formulé plusieurs revendications. Elle sont rapportées par un article paru le 31 octobre 1925 dans le Journal "***Le Républicain*** ".Dans la rubrique de Jarny, on peut lire:"*Titre: Les salaires des* ***cheminots****.... 1° Qu'il soit procédé sans retard à la révision des traitements et des indemnités de déplacement. 2° Qu'une avance mensuelle de 100 F. soit accordée à partir du 1° novembre 1925.* »[219] La fédération syndicale a fait également remarquer qu'il serait préférable de fixer automatiquement les traitements suivant les indices du coût de la vie plutôt que «*de contraindre les intéressés à réclamer une augmentation qui est attribuée très longtemps après la constatation du surenchérissement de la vie* » **220** Les confédérés ne sont toutefois pas les seuls à se préoccuper de la situation matérielle des cheminots. La CGTU, avait prévu pour le 21 Mars 1926 une grande manifestation revendicative. La plateforme était large : «*Contre les impôts de famine , contre les salaires de misère , pour le respect de la loi des 8 h ,pour l'application de l'échelle mobile , pour le respect du droit syndical ,pour la réintégration des révoqués , Elévation du taux de la retraite, etc...* » Hélas nous ne savons rien de la participation des cheminots de Conflans-Jarny à cette action nationale, pour laquelle des appels et tracts avaient été diffusés. On apprend qu'ensuite les salaires avaient connu un coup de pouce et que cela avait suffi à calmer la grogne des cheminots. Ce n'est pas tout à fait ce qu'indiquait le commissaire spécial de Briey dans une lettre datée du 22 mai 1926:«*...à la suite de la récente augmentation des salaires de 12% des* ***cheminots****, j'ai constaté qu'il existe dans mon secteur un mécontentement général qui se manifeste parmi les employés de la Compagnie des chemins de fer. Ce mécontentement ne se trouve pas seulement chez les simples employés ou ouvriers, on le constate aussi parmi les chefs de service.* »Il reste malgré tout optimiste dans son commentaire : «*Jusqu'à ce jour, les syndicats confédérés et groupes communistes existants parmi les cheminots n'ont pas tenu de réu-*

---

219 et 220- AD M 7 T 94. Le "Républicain, est un journal éphémère, édité à Metz, avec une page locale jarnysienne étonnamment fournie pendant deux ans 1925- 1926.

nion et aucune agitation préjudiciable au fonctionnement régulier du service n'a été constatée »[221] Par contre, quelques mois plus tard, le même enquêteur se montrait plus inquiet. Dans une note du 10 octobre 1926, il indiquait que pour la journée de démonstration nationale des cheminots du 24 octobre 1926, deux concentrations des cheminots étaient prévues pour les cheminots de la région de Briey: « *à Mézières-Charleville pour les cheminots d'Audun et à Nancy pour les* ***cheminots*** *de Conflans-Jarny et Homécourt, les secrétaires des syndicats ont reçu les instructions suivantes: au moment où le mot d'ordre "restrictions" a été lancé, où "la grande pénitence" va se faire sentir, la Fédération des cheminots va mobiliser les travailleurs pour protester contre la politique de vie chère du gouvernement et pour exiger l'échelle mobile, le réajustement des salaires, les 21 jours de congés, contre les licenciements* » [222] On ne sait pas dans quelles proportions les cheminots de Conflans-Jarny se sont rendus à Nancy. On apprend ensuite, par un tract de la "Fédération Nationale des Cheminots Confédérés" du 30 décembre 1928, que suite à la déclaration du banquier Baron de Rotschild signalant au gouvernement que«*la demande d'augmentation des cheminots était injustifiée....* », une campagne vigoureuse a été lancée dans la presse et par des affiches destinées à «*éclairer l'opinion publique* » et à soutenir «*les interventions auprès du gouvernement* .» Les dirigeants des Compagnies ont alors abandonné leur position et les cheminots ont été augmentés... Le commissaire spécial Monbrun ajoute cependant que la diffusion de ce texte et les affiches ne doivent pas laisser penser que l'agitation progresse à Conflans-Jarny:«*malgré la propagande active à laquelle se livrent les organisations diverses, "unitaires, confédérés, communistes", aucune effervescence sérieuse n'est remarquée parmi les* ***cheminots*** *de mon secteur; néanmoins... certaines adhésions aux organisations ont été consenties aux organisations par divers cheminots...* » Sans que son rapport nous indique exactement à combien s'élevait le nombre de ces adhésions, il ajoute encore qu'«*... une surveillance très étroite est exercée sur cette catégorie de cheminots...* »[223] Malgré tout, et même si la mobilisation peut sembler difficile face à la direction de la Compagnie de l'Est, les cheminots ont obtenu, "*la journée de huit heures, des augmentations de salaires, un statut du personnel comprenant 15 jours de congés payés, la sécurité de l'emploi, les délégués du personnel et au Comité du Travail, l'échelle de traitement fixant un traitement national de début à 3.800 F par an à l'échelle I, deux indemnités, une de vie chère à 1.080 F et celle de résidence à 1.200 F pour Paris* .»[224]

Sur la question des salaires des mineurs, il semble que Jarny ait été au cours de l'été 1926, un centre actif de mobilisation. Plusieurs réunions s'y sont tenues sous l'égide de la CGT et la participation importante des mineurs aux actions proposées tient sans doute à l'assez bonne implantation des

---

221- AD M&M 1 Z82-
On remarquera au passage que le commissaire, mène une enquête minutieuse, nouant à l'occasion des liens directs avec le milieu des employés du chemin de fer:"*Les nombreuses communications que j'ai eues avec les cheminots appartenant à toutes les nuances politiques me permettent d'établir qu'actuellement les cheminots attendent l'exécution d'une promesse faite par la direction des chemins de fer, qui consiste à accorder à tous les cheminots, en dehors des 12%, une prime correspondant à la moitié de l'indemnité de résidence perçue au mois d'avril...* » AD M&M 1 Z82.
222- AD M&M 1Z 82.
223- AD M&M 1Z 37.
224- Collectif, "Les cheminots dans l'histoire sociale de la France".

confédérés. Ensuite, on parle un peu plus des unitaires, notamment à partir de 1929.

Pourtant, au départ, les grèves lancées en 1919 et poursuivies en 1920, avaient été moyennement suivies à Jarny. Il faut dire, que l'activité des mines a été beaucoup plus fluctuante et le recrutement du personnel plus irrégulier qu'au chemin de fer par exemple. Dans un courrier du 9 mars , le sous-préfet parle avec inquiétude du chômage dans le bassin .[225] Progressivement, avec la reprise économique sensible à la fin de l'année 1921, on voit aussi repartir l'activité militante. Le 9 décembre 1921,des affiches ont été apposées dans le secteur par les syndicats fédérés du département. Les affiches invitaient tous les mineurs à faire grève le 12 décembre 1921 pour protester "*contre le chômage, la baisse des salaires, la vie chère* " Le rapport poursuivait:" *Conseil est donné aux mineurs de ne pas faire les manifestations dans la rue qui ne sont pas nécessaires* »[226] L'affiche appelait les mineurs à assister r aux réunions pouvant avoir lieu ce jour là. Quelques jours plus tard, le 12 décembre 1921, le capitaine de gendarmerie André nous apprend dans un courrier déjà évoqué que "*malgré les réunions tenues hier soir par le sieur Jacquemin, délégué de la CGT dans le centre minier de Jarny et l'exhortation de la Fédération Nationale du sous-sol, les mineurs du bassin minier de Briey qui devaient cesser le travail ce jour 12 décembre 1921 au matin pour manifester contre la diminution des salaires, la suppression de la journée de 8 heures et contre la vie chère ont d'une façon générale pris le travail comme d'habitude sans s'occuper de la propagande faite par les dirigeants des syndicats. C'est ainsi que quarante mineurs chôment dans le centre minier de Jarny et 70 dans le centre de Tucquenieux; dans toutes les autres mines le travail marche* »[227] L'année suivante la grève est à nouveau lancée en mai. Régionalement, elle est peu suivie sauf à Homécourt et à Droitaumont où elle est «*effective du 10 au 14 mai.* » On ne sait pas combien d'ouvriers l'ont suivie. La faiblesse de ces mobilisations sur des plateformes revendicatives trop générales a-t-elle entraîné une désaffection? Sans aucun doute car l'agitation retombe et il faut attendre l'année 1926 pour voir repartir l'activité syndicale dans les trois mines du secteur. Dès le début de l'année, on apprend que, face à la crise du franc et à la baisse du pouvoir d'achat les confédérés réclament une hausse des salaires.[228] Les unitaires, toujours un peu maximalistes avaient d'abord exigé une forte augmentation des salaires de 6 francs par jour le 15 janvier 1926. Finalement, ils se sont alignés sur un mot d'ordre plus raisonnable et unitaire de 3 francs présentée par les cégétistes. [229] Le 8 mai 1926

Salaires 1926 (AD M&M 1 Z 56)

manœuvres des mines	18 à 27 F
spécialistes des mines	29 à 36 F
ouvriers d'autres professions: maçons	22 à 30 F
charpentiers	29 à 30 F
peintres	24 à 28 F
chauffeur auto	25 à 30 F
terrassiers	18 à 25 F
comptables (par mois)	6 à 700 F

225- AD M&M 1 0 M 39
226- AD M&M 10 M 60.
227- AD M&M 10 M 60.
228- Dans un article du "Reveil Ouvrier signé de Médard et daté du 23 janvier 1926 le syndicat CGT rappelle les revendications des **mineurs** de fer: «*Devant l'augmentation constante du coût de la vie, les mineurs de fer ont demandé un réajustement des salaires. Le préfet a été sollicité de bien vouloir intervenir auprès des exploitants pour qu'ils acceptent la réunion de la commission mixte. A l'heure actuelle, un relèvement des salaires est de toute nécéssité....il nous suffit de savoir que le franc a subi de sérieuses dégringolades dont la répercussion se fait sentir sur la classe ouvrière. Les nouveaux impôts qui viennent d'être mise en application ne font encore qu'aggraver la situation, entraînant la réduction de la capacité d'achat des travailleurs. Un fois pour toutes, le Comité des Forges et les directeurs de mines du département le comprendront-ils?* » **AD M&M 1Z 81)**
229 et 230- AD M&M 10 M 103

une nouvelle lettre du syndicat CGT mineur, signée du même Médard, (reproduite dans un article du "Réveil ouvrier",[230] est adressée aux directeurs des mines du Bassin. Médard y évoque à nouveau "la vie chère" et réaffirme la nécessité d'une augmentation de 3 francs par jour. Deux semaines plus tard, le 22 mai 1926, le commissaire spécial signale que: « *Médard* et Piedini* et Lodyga* tiendront des réunions...à Jarny le 24 mai à 2h30* .» Ces réunions avaient pour objectif de consulter toutes les sections en leur laissant la liberté de fixer la date du "chômage", mais sans dépasser le 14 juin 1926. Il est rappelé dans la note que" *d'ici cette date des réunions doivent être tenues par les chefs de section syndicales...* » [231] Pourtant l'action est plusieurs fois remise. Finalement une première grève éclate le 31 mai. Le commissaire spécial de Briey, sentant monter la mobilisation, signale que «*si après le jour de chômage du 31 mai, les directeurs de mines et le Comité des Forges continuent à refuser de répondre à la demande d'augmentation présentée par le syndicat, on peut prévoir qu'un mouvement de grève serait probablement déclenché par celui-ci, qui compterait sur l'appui des mineurs du Grand-Duché de Luxembourg et de la Moselle* »[232] Effectivement la tension monte et une réunion du comité syndical des ouvriers mineurs de fer des bassins de Briey-longwy se tient le 6 juin à 9 h à Conflans-Jarny. Cette réunion, à laquelle participaient 28 chefs de sections syndicales "réformistes", était présidée par Humbert* assisté de Médard*; les délégués ont voté la résolution suivante: «*Considérant que le réajustement des salaires opéré jusqu'alors par les directeurs de mines de Meurthe-et-Moselle, depuis les dernières revendications présentées par le comité syndical est non seulement irrégulière mais ne donne pas entière satisfaction à la classe ouvrière, l'assemblée déclare que la question de la commission mixte régionale reste entière et qu'il y a lieu de poursuivre l'action engagée pour obtenir son institution...* » [233] Localement, on signale qu'une réunion s'est tenue à Droitaumont, présidée par Duval, le délégué mineur; une centaine d'ouvriers environ étaient présents. Les orateurs, Pindini* et Lodyga* ont développé le même programme que Médard, l'un en langue italienne, l'autre en langue polonaise... [234] Les "confédérés" et les "unitaires" appellent ensemble à la grève. Celle-ci est assez bien suivie dans les différentes mines du Jarnisy. Massivement à Jarny, un peu moins à Giraumont et moyennement à Droitaumont. On notera que, sur les deux rapports d'archives [235] indiquant

Grève juillet 1926	à 8 h			à 15 h				
MINES AD M&M 1 Z 81	Grévistes	Effectif	%	Grévistes	Effectif	%	Total	%
JARNY	200	200	100	45	45	100	245	100
DROITAUMONT	60	120	50	100	115	87	160	68,1
GIRAUMONT	80	120	66,7	89	90	98,9	169	80,5
Total	340	440	77,3	234	250	93,6	574	83,2

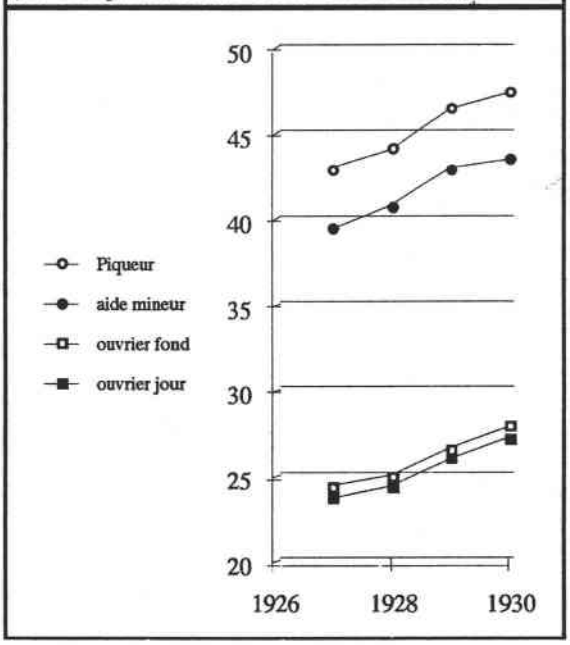
Grève juillet 1926	à 6 h				à 14 h					
MINES AD M&M 10 M 60	entrées normales	entrées du 19/7	Manquants	%	entrées normales	entrées du 19/7	Manquants	%	Total	%
JARNY	200	0	200	100	250	0	250	100	450	100
DROITAUMONT	130	80	50	38,5	110	22	88	80	138	57,5
GIRAUMONT	120	62	58	48,3	90	8	82	91,1	140	66,7
Total	450	142	308	68,4	450	30	420	93,3	728	80,9

231- AD M&M 1 Z 82 .
232- AD M&M 10 M 103
233- Commissaire spécial Le Bris à M. le sous-préfet de Briey, le 7 juin 1926 -AD M&M 1 Z 82.
234- Commissaire spécial Le Bris à M. le sous-préfet de Briey, le 5 juillet 1926 -AD M&M 1 Z 82.
235- AD M&M 10 M 60 et 1 Z 81.

la participation à la grève, le nombre et l'heure de pointage des grévistes sont différents. Au total, la "fourchette" des grévistes se situe à 100% à Jarny, autour de 80% à Giraumont et à environ 60% à Droitaumont. Cette différence d'une mine à l'autre, -nous aurons l'occasion de le redire-, tient peut-être à l'attitude de l'encadrement : «*La mine de Jarny, c'était plus "bon enfant. Il y avait un directeur et M.Bouat, et un chef d'exploitation, M.Depreux, chef porion. C'est lui qui embauchait, il faisait tout...A Droitaumont, il y avait un directeur, un ingénieur du fond, un ingénieur du jour, etc, c'était plus encadré, plus surveillé.*» [236]

SALAIRES	1927	1928	1929	1930
Piqueur	43,12	44,31	46,66	47,57
aide mineur	39,61	40,94	43,1	43,71
ouvrier fond	24,59	25,17	26,8	28,05
ouvrier jour	23,85	24,62	26,23	27,41

(Fonds Espace Archives Usinor-Sacilor 44/262)



C'est peut-être cette grève qui a accéléré la hausse des salaires constatée sur le tableau ci-contre, mais comme l'inflation et la dépréciation de la monnaie (tableau ci-contre) l'ont rapidemment grignotée, les syndicats ont mis l'accent sur leur revendication d'échelle mobile. C'est d'ailleurs ce que note le commissaire spécial Le Bris dans une lettre à l'intention du sous-préfet de Briey. On y apprend qu'au cours d'une réunion locale tenue début août 1926, Humbert * a parlé de l'augmentation croissante du coût de la vie , de la nécessité d'obtenir l'échelle mobile des salaires , de la rédaction d'un bordereau de salaires minimum.[237] Les mêmes revendications sont reprises au Congrès des ouvriers mineurs du 2 août 1926 à Nancy, où le même Humbert, devant plus de 50 délégués de tous les syndicats ouvriers, entre autres tous les chefs de sections syndicales des ouvriers mineurs, a rappelé les revendications. [238]

Pouvoir d'achat du Franc

	Coefficient de transformation des francs courants	Indice des prix
1914	1	100
1915	0,77	120
1916	0,62	133
1917	0,47	160
1918	0,36	207
1919	0,33	253
1920	0,23	353
1921	0,31	307
1922	0,32	300
1923	0,27	327
1924	0,23	373
1925	0,21	400
1926	0,16	527
1927	0,17	547
1928	0,17	547
1929	0,17	580
1930	0,18	587

"Histoire de la 3° République" T.IV E.Bonnefous

L'été 1926 continue d'agiter les milieux syndicalistes. A la fin du mois d'août, la volonté d'agir dans l'unité semble l'emporter. C'est encore le commissaire Le Bris qui nous indique que le secrétaire du syndicat unitaire des mineurs de Hussigny, M.Crimoni * «*...essaie de faire comprendre à Médard, que le moment est propice pour les mineurs confédérés et unitaires d'opposer un front unique au patronat réfractaire de Meurthe-et-Moselle et de l'obliger ainsi à accorder une augmentation des salaires dans toutes les mines de fer à l'exemple de celles qui viennent d'être consenties dans les mines de charbon du Nord et du Pas de Calais* .» [239] Médard

236- MM, deux frères J. de Jarny.
237- AD M&M 1 Z 79.
238-l'échelle mobile, rédaction d'un bordereau des salaires minima... ADM&M 1 Z 82
239- ADM&M 1 Z 82.

a fait connaître qu'il ne pouvait répondre directement et que la question des augmentations de salaires serait posée dimanche 22 août au cours de la réunion de tous les délégués mineurs et chefs de sections syndicales qui devait avoir lieu à Jarny et qu'une décision serait alors prise. Le commissaire ajoute qu'à partir «*...de renseignements sûrs, il résulte qu'au cours de cette réunion de Conflans-Jarny, le 22, les délégués feront connaître les différentes augmentations dernières accordées par les mines de leurs centres respectifs ainsi que la date de départ de ces augmentations. Après un examen détaillé et comparaison des augmentations consenties, avec le bordereau de salaires minimum établi par le comité régional confédéré, les chefs de sections syndicales désigneront, avant de prendre toute décision, une délégation , choisie parmi eux , qui sera chargée d'aller présenter les réclamations de la classe ouvrières à M. le préfet de Meurthe-et-Moselle...* »[240] Suite aux diverses rencontres intersyndicales unitaires, une plateforme générale est diffusée dans le bassin minier à la fin de l'année 1926. Cette plateforme a été discutée au cours de réunions locales comme celle tenue le 4 décembre à Conflans-Jarny où la question des salaires et le bordereau des salaires minima a été encore abordée par Médard devant une quinzaine de délégués. On note aussi la présence de Vigne* secrétaire général de la Fédération Nationale du sous-sol..."*L'orateur s'est attaché à démontrer que les salaires actuels ne répondaient plus au coût de la vie...ensuite il a dit que toutes les mines, autres que les mines de fer avaient obtenu la constitution de la commission mixte et qu'il fallait que cet avantage soit accordé aux mineurs de fer* » [241] La plateforme présentée à cette occasion réclame un accord professionnel, sur la base d'une grille régionale, la mise en place d'un minimum des salaires, des conventions d'embauche et la mise en place de concertations, employeurs/employés. (cf texte en encadré) Se profilent ici certaines revendications qui aboutiront pour partie dix ans plus tard. [242]

> **I-*Ouvriers de plus de 18 ans:***
> *1°-Les ouvriers spécialisés du fond et du jour à 50 frs par jour.*
> *2°-Les manœuvres spécialisés et les aides mineurs à 45 frs par jour*
> *3°-Les manœuvres non spécialisés du jour à 40 frs par jour*
> *Ces salaires minimum de base seront mensuellement réajustés d'après l'indice du coût de la vie en considérant que les salaires ci-dessus représentent un réajustement des salaires sur la base de l'indice 700. A ce minimum national des salaires s'ajouteront les allocations familiales qui seront touchées par chaque chef de famille quel que soit son âge et le lieu d'habitation de sa famille. ces allocations familiales seront payées indépendamment des salaires.*
> **II-*le minimum national des salaires pour les galibots s'élèvera aussi pour le 15 novembre:***
> *1°-pour les galibots de 13 ans à 17 fr 50 par jounée de travail de 8 h;*
> *2°-A cette base s'ajoutera jusqu'à 18 ans, tous les 6 mois, une augmentation journalière de 2 fr 75. A partir de 18 ans l'ouvrier ayant travaillé comme galibot ne pourra pas être payé en dessous du salaire minimum de la 2° catégorie d'adultes.*
> *Aucun galibot en dessous de 16 ans ne pourra être occupé au fond.*
> *Le classement des ouvriers des mines de France devra se faire régionnalement d'ici le &er janvier 1927 par les patrons régionaux et les organisations ouvrières régionales., mais il devra être ratifié par des pourparlers nationaux....* »

Ensuite, pendant plusieurs mois, nous n'avons plus de nouvelles des actions engagées par les mineurs. Les réunions se tiennent, mais la mobilisation s'effiloche. Pourtant la situation continue de se dégrader, semble-t-il. Sur un état des salaires établi pour la dernière année de travail d'un ouvrier

240- Commissaire spécial Le Bris à M. le sous-préfet de Briey, le 19 août 1926: -AD M&M 1 Z 79.
241- Commissaire spécial Le Bris à M. le sous-préfet de Briey, le 6 décembre 1926 -AD M&M 1 Z 82)
242- Commissaire spécial Le Bris à M. le sous-préfet de Briey, le 6 décembre 1926: -AD M&M 1 Z 79.

pensionné pour accident du travail, on constate que la revendication de décembre 1926 d'un salaire de 40 à 45 F par jour pour les ouvriers du fond était encore loin d'être satisfaite en 1928 et 1929. Nous remarquons également, sans comprendre pourquoi, que les salaires sont soumis à des fluctuations importantes.(absentéisme? pénalités?)

Salaires 1928-1929

Ouvrier accrocheur à Droitaumont	Nb jours	Salaire	Salaire/j
1 Juillet 1928	2	81,25F	40,63F
1 Août 1928	24	999,80F	41,66F
1 Septembre 1928	20	858,30F	42,92F
2 Octobre 1928	21	885,20F	42,15F
2 Novembre 1928	23	868,95F	37,78F
3 Décembre 1928	23	816,70F	35,51F
3 Janvier 1929	23	813,75F	35,38F
3 Février 1929	21	839,20F	39,96F
6 Mars 1929	25	935,20F	37,41F
6 Avril 1929	24	968,10F	40,34F
7 Mai 1929	23	924,95F	40,22F
7 Juin 1929	25	846,75F	33,87F
8 Juillet 1929	24	694,50F	28,94F

Finalement, les tensions recommencent au printemps 1930. Tout au long de l'année précédente, les unitaires ont lancé des appels à la grève générale dans les mines. A côté des revendications salariales, les unitaires réaffirment quelques uns des grands principes affichés trois ans plus tôt (article ci contre 243) En avril 1930 de nouvelles réunions du syndicat unitaire des mines se tiennent dans le bassin pour revendiquer une hausse des salaires. Le 17 avril 1930 le syndicat unitaire adresse aux directeurs des mines une lettre de revendication sur les salaires, les délégués mineurs et les retraites.[244] C'est en fait une reprise de l'ancienne plateforme, réactualisée et complétée. Le commissaire spécial transmet alors le projet de bordereau des salaires qui va être soumis au Comité central des Mines.

"Lorraine Ouvrière et Paysanne" du 12 janvier 1929:

"Titre Syndicat Régional Unitaire des mineurs de fer de Meurthe-et-Moselle
30, rue du Général Pershing - Longwy-Bas
Pour la grève générale
5 F d'augmentation par jour et établissement d'un minimum de salaire
Application intégrale des 8 heures
Contrôle ouvrier de la bascule
Refonte législation sociale, retraites, caisse de secours, délégués mineurs, accidents, vacances payées
Droits égaux pour les ouvriers étrangers»

17 avril 1930 syndicat régional unitaire
Monsieur le directeur, Nous avons l'honneur de vous déposer un exemplaire du cahier des revendications établi par le congrès des travailleurs des mines du bassin de Briey.
En considération du coût de la vie augmentant sans cesse en parallèle avec l'augmentation de la production, le congrès formule les revnedications suivantes:
***I° Institution d'un bordereau de** salaires comme suit:*
(minimum) 45 francs par jour pour les mineurs
42,50 francs par jour pour les manœuvres au bloc
36 francs par jour pour les manœuvres spécialisés du fond
34 francs par jour pour la régie du fond
4,50 francs de l'heure pour les ouvriers professionnels des ateliers
3,60 de l'heure pour les manœuvres du jour
***2° Journée de 7 heures** y compris la descente et la montée.*
***3° Congé** annuel de 24 jours payés*
***4° Droit de vote et éligibilité** pour les élections des délégués à la sécurité et à l'hygiène pour le fond et le jour pour tous les ouvriers immigrés.*
***5° Retraite minière** à 50 ans d'âge, 26 années de service au taux du salaire moyen d'un ouvrier mineur sans retenue sur les salaires ouvriers. Droit de participation pour tous les ouvriers étrangers au même titre que les ouvriers français....»*

Comme en 1926, et sur les mêmes revendications salariales se dessine progressivement un mouvement d'unité d'action, même si chaque fédération prépare l'action de son côté. C'est le cas à Jarny, où des affiches de la CGT intitulées "Au peuple", "aux travailleurs" ont été apposées comme à Jœuf et à Audun-le-Roman...[245] Que demandent les mineurs? Le commissaire spécial de Nancy

243- "Lorraine Ouvrière et Paysanne" du 12 janvier 1929: ADM 7T 77)
244- AD M&M 10 M 103.
245- AD M&M 1 M 604

transmet le 4 octobre 1930 au préfet de Meurthe-et-Moselle, une copie de cette affiche récemment placardée par le syndicat à Jarny et dans la région minière du Bassin. (texte ci-contre).

Fédération confédérée du Sous-sol et Syndicat Régional des Mineurs de Fer et similaires des Bassins de Nancy, Briey et Longwy.
Lundi 6 Octobre, Grève Générale de 24 Heures.
Appel à tous les travailleurs de la Mine du fond et du jour.
Camarades, le Conseil national, dans ses réunions des 8 et 9 septembre, a décidé unanimement la grève générale de 24 heures pour toute la corporation pour le 6 octobre.
Il a pris cette mesure à titre de premier avertissement, lequel s'adresse aux exploitants et aux pouvoirs publics, en conformité du mandat qu'il avait reçu du Congrès National de Marseille. Cette décision est motivée en raison de la mauvaise volonté manifeste des exploitants et de la négligence des pouvaoirs publics à donner une suite favorable aux revendications urgentes réclamées par la féderation du sous-sol en faveur de la corporation toute entière:
*1°-Les **vacances** payées,*
*2°-L'amélioration de nos **pensions** et retraites.*
Au cours des entrevues qui ont eu lieu avec les représentants patronaux, les propositions qui furent soumises à nos délégués avaient pour résultat de conditionner les vacances
a) A un nombre d'heures supplémentaires par un nouvel aménagement de la Loi de huit heures;
b) A en exclure les ouvriers du jour.
De telles conditions étaient inacceptable. Aussi, devant tant de mauvaise foi, le Conseil national a relevé le défi, pour bien marquer la ferme volonté de la corporation de réaliser ses revendications...»

Le 1er octobre 1930, un service d'ordre commun est mis en place pour la grève du 6 octobre. [246] Cette tension syndicale inquiète. La gendarmerie prend ses dispositions pour encadrer le mouvement. Un rapport daté du 2 Octobre 1930 nous révèle le dispositif prévu par la police: «*Comme suite à mon rapport d'hier, 1 er octobre, relatif à la grève générale des mineurs annoncée pour le 6 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'envisage la répartition des effectifs qui semblent nécessaire pour concourir au service d'ordre, comme suit... secteur de Jarny: siège de communistes et unitaires, actuellement actifs (mines de Jarny-Droitaumont et Giraumont), 16 gendarmes...Il me semble nécessaire que les effectifs de l'extérieur devront être sur place dans l'après midi du 5, pour les dispositions à prendre en vue d'effectuer des patrouilles le lendemain 6 à partir de 5 heures 15, aux abords des mines, afin d'assurer la liberté du travail.* » [247] On remarquera que les mobilisations, quand elles semblent unitaires, sont prises avec beaucoup plus de sérieux par les forces de l'ordre. Le 3 octobre, le préfet de Meurthe-et-Moselle requiert «*...Monsieur le chef d'escadron commandant la Compagnie de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle de prêter le secours des troupes de gendarmerie nécessaire pour renforcer la section de Briey en vue d'assurer le maintien de l'ordre public, le 6 octobre 1930 à l'occasion d'une manifestation projetée par la Fédération Nationale Unitaire des Travailleurs du sous-sol et similaires.* » [248] Tout ce déploiement paraît un peu excessif. Certes la tension monte jusqu'à la veille de la grève et le 5 octobre, le commissaire spécial de Briey Monbrun télégraphiait que:« *des affiches pour la grève de 24 h viennent d'être posées dans les centres industriels...une réunion organisée par le comité d'action doit avoir lieu demain soir à Jarny,...* »[249] D'autant que la grève n'a pas été suivie. Le lendemain , dans un rapport sur la grève de la veille, on apprend que le "chômage" a été partiel et que"*Malgré ces défections, la journée s'est passée dans le plus grand calme. Aucun incident à signaler. Le 7 octobre à 6 heures, le travail a repris dans les mines désignées* » [250]Dans le tableau ci-contre, nous avons reporté le décompte des grévistes. Encore une fois, il est difficile de se

246- AD M&M 10 M 103.
247 et 248- AD M&M 10 M 103.
249- AD M&M 1Z 81.
250- AD M&M 10 M 104.

faire une idée très précise et nous devrons nous limiter à une appréciation d'ensemble. Dans le premier rapport, le nombre des grévistes à chaque entrée de la demie journée est franchement faible. Dans un deuxième rapport on a présenté le total cumulé des grévistes sur la journée ; à quelques unités près ce sont les mêmes nombres. Dans les deux cas on peut suivre la conclusion du commissaire qui déclare que «*le 6 octobre 1930, la grève a été peu suivie.* » A Jarny moins d'un mineur sur six et un sur trois à Droitaumont ont suivi l'ordre de grève. Pour une fois où les grévistes ont été plus nombreux à la mine Schneider. La faible participation est en fait révélatrice de la grande difficulté à mobiliser les ouvrier, quelles que soient les organisations. C'est que la période devenait de moins en moins favorable pour les organisations syndicales. Avec les années trente et bientôt la crise, sensible à l'automne 1931 dans le bassin, cette difficulté allait encore croître. Au peu d'écho rencontré par les syndicats, s'ajouteront le chômage, les rivalités entre groupes nationaux et le repli frileux sur soi.

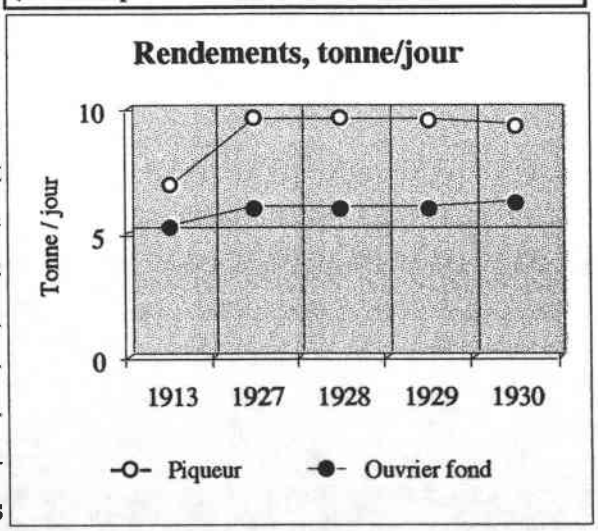
Grève 6 octobre 1930		à 6 h		à 14 h				
MINES *1er Rapport* AD M&M 10 M 104	Grévistes	Effectif	%	Grévistes	Effectif	%	Total	%
JARNY	20	152	13,2	9	52	17,3	29	14,2
DROITAUMONT	70	257	27,2	117	274	42,7	187	35,2
Total 8 mines	241	1954	12,3	243	1469	16,5	484	14,1
2 ème Rapport AD M&M 10 M 104	Grévistes	Effectif	%	Grévistes	Effectif	%	Total	%
JARNY	20	152	13,2	29	52	55,8	49	24,0
DROITAUMONT	69	257	26,8	184	274	67,2	253	47,6

Les accidents du travail, autre thème mobilisateur.

Le parti communiste affirmait qu'il menait seul une vigoureuse campagne pour dénoncer la liaison entre les accidents du travail et la "rationalisation" imposée dans les mines «*dans le but d'accroître les profits patronaux* .» Sans développer pour l'instant la question des rendements qui, ont évolué en fonction des techniques, le tableau ci-contre montre qu'après une augmentation sensible de la productivité après la guerre, celle-ci ne subit plus de changements brutaux accentuant la charge de travail des ouvriers mineurs. Cela ne signifie pas que les accidents aient diminué dans les mines. On est au contraire surpris de constater leur augmentation, en nombre comme en fréquence et cela, quelque soit la nature de ces accidents, des cas les plus légers aux cas les plus graves. Le tableau que nous avons repris pour l'ensemble des mines de fer indique que les années 1927 à 1929 sont de ce point de vue des périodes assez sombres. Pour les mines du Jarnisy, comme pour toutes les mines, il est possible de retrouver la trace de ces accidents dans des registres spéciaux. Les registres notent tout, de la moindre blessure à l'accident mortel. Ces registres nominatifs ne peuvent donner lieu à publica-

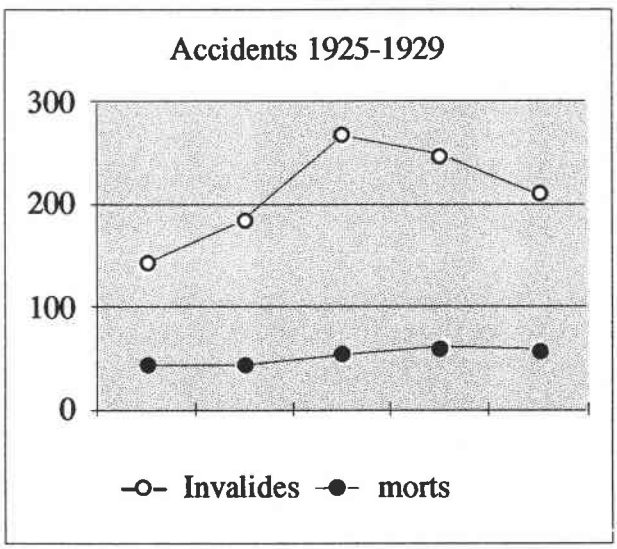
TONNE / Jour	1913	1927	1928	1929	1930
Piqueur	7,06	9,7	9,75	9,66	9,48
ouvrier fond	5,39	6,14	6,11	6,13	6,33

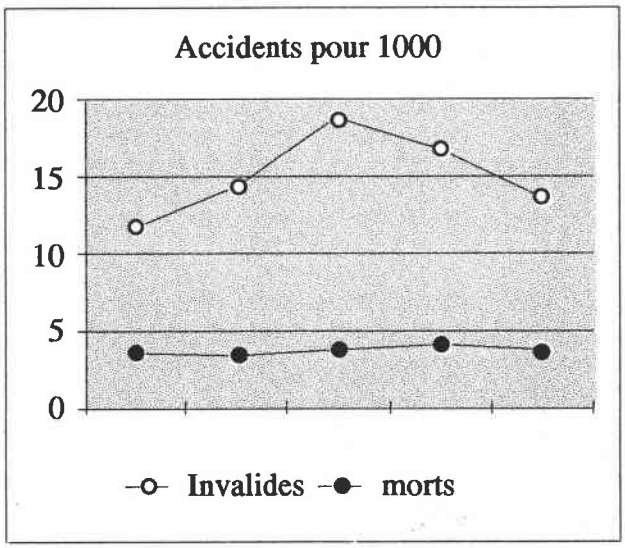
(Fonds Espace Archives Usinor-Sacilor 44/262)



Accidents du travail									
	Déclarés			Incapacité> 13 semaines			Morts		
années	Nb	/1000	/100 000 t	Nb	/1000	/100 000 t	Nb	/1000	/100 000 t
1913	2638	*148,01*	*12,48*	200	*11,22*	*0,95*	67	*3,76*	*0,32*
1925	1880	*155,16*	*12,35*	143	*11,8*	*0,94*	44	*3,63*	*0,28*
1926	1861	*145,94*	*14,21*	184	*14,43*	*1,11*	44	*3,45*	*0,26*
1927	2430	*170,44*	*12,66*	268	*18,8*	*1,39*	54	*3,79*	*0,28*
1928	2844	*192,23*	*13,96*	248	*16,79*	*1,22*	61	*4,13*	*0,3*
1929	3355	*216,73*	*15,73*	211	*13,67*	*0,99*	58	*3,76*	*0,27*

/1000 = pour une population théorique de 1000 "mineurs" (Fonds Espace Archives Usinor-Sacilor 44/262)





tion et pour des raisons de confidentialité, nous ne retiendrons de ces dossiers que les éléments statistiques, les initiales des patronymes, gommant parfois certaines dates. La consultation des dossiers les plus importants ainsi que l'examen des déclarations auprès du juge de paix, montrent que les démarches des syndicats n'étaient pas toujours infondées. Si l'ouvrier légèrement blessé est placé en arrêt pour quelques jours, voire quelques semaines avant d'être repris à son poste, celui qui cherche à obtenir une pension pour incapacité doit s'attendre à une procédure longue. C'est à cette occasion que sont établis les dossiers d'enquête et auditionnés les témoins. Voici un de ces témoignages concernant un accident survenu le matin du 30 juin 19..[251]: «*Le mineur D. était occupé à faire ses bourrages sur le tas de mine de son défonçage; ses deux manœuvres chargeaient en bas du tas*

Accidents ayant donné lieu à une pension Mine de Droitaumont 1929-1930				
Nom & prénom	Date	Profession	Nationalité	
C.Jacques	15 Mar 29	*manœuvre*	français	
S.Joseph	9 Avr 29	*chargeur*	polonais	
P.Alberto	1 Jui 29	*manœuvre*	italien	
F.Luigi	15 Jui 29	*mineur*	italien	
P.Gustave	8 Jui 29	*mineur*	italien	
C.Antonio	12 Jui 29	*manœuvre*	italien	
L.René	27 Jui 29	*forgeron*	français	
G.Luigi	2 Aoû 29	*manœuvre*	italien	
B.Alexandro	29 Aoû 29	*manœuvre*	italien	
D.Angelo	29 Sep 29	*accrocheur*	italien	
R.Ferdinando	16 Déc 29	*manœuvre*	italien	
R.Luigi	20 Mar 30	*manœuvre*	italien	
M.Emile	20 Avr 30	*contre-maître*	français	
R.Maurice	7 Mai 30	*accrocheur*	français	
B.Angelo	28 Mai 30	*mineur*	italien	
M.Antoine	21 Jui 30	*mineur*	français	
B.Albert	1 Aoû 30	*mineur*	italien	
W.Wladyslaw	**9 Aoû 30**	***manœuvre***	**polonais**	**mort**
S.Jean	24 Sep 30	*mineur*	polonais	

(Fonds Espace Archives Usinor-Sacilor 44/208)

251- Fonds Espace Archives Usinor-Sacilor 44/208.

lorsqu'un bloc de faux crassin détaché du toit est tombé droit le long du parement et faisant quartier, est retombé à plat, renversant et recouvrant D. Ce bloc de 1,60 x 1,20 et 0,30 d'épaisseur, pesant environ 350 kg, s'est couché sur un second bloc de crassin resté debout qui l'empêcha de toucher le sol et d'écraser le mineur resté sous cette espèce de niche. L'accident eut lieu à 9h 50. Le toit avait été sondé le matin à 7h 30 dès l'arrivée du mineur qui n'avait rien constaté de dangereux... Témoins R. Giuseppe et G. Mario» En examinant les accidents , survenus au cours des années 1929 et 1930 à la mine de Droitaumont et ayant donné lieu à pension, quelques remarques s'imposent. Chaque année la mine de Droitaumont enregistre environ une dizaine d'accidents graves. Ils sont presque tous liés à un effondrement de bloc ou à un mauvaise manœuvre lors des chargements. Outre le constat que ces blessés sont souvent des étrangers, le tableau nous indique aussi que ces accidents graves concernent des ouvriers peu qualifiés et que plus d'un sur deux a lieu l'été. Plus qu'un question de rendement, faut-il voir là un phénomène climatique liant la stabilité des couches à l'infiltration des eaux?

Les enquêtes s'accompagnent de certificats médicaux et d'avis des médecins de hôpital de Briey lors des sorties. Sur la base de ces constats, sont alors établis les taux de l'incapacité. En consultant ces dossiers délicats, nous avons appris du directeur de la mine, M.Maire «*que la Société Schneider &Cie n'est pas assurée contre les accidents du travail* » [252] L'indemnité et la pension sont alors directement prises en charge par l'entreprise, proportionnellement au salaire de l'année écoulée. Ainsi le manœuvre polonais né en 1903 à Polwosek-Stary province de Kanin, décédé en 1930, et qui n'était embauché que depuis le 21 janvier 1930, avait perçu 6130 F de février à juillet. La base annuelle prise en compte s'élevera à 12260F sans tenir compte des allocations de 1 F par jour de travail pour sa femme et son enfant. L'application parfois brutale des règlements entraîne pour l'ouvrier, ou sa veuve, après indemnisation et pension d'invalidité, la perte de l'emploi, du logement, des allocations. Tous les ouvriers blessés étrangers dont nous avons examiné le cas, avaient quitté la mine et la région lorraine au moment des procédures d'indemnisation. Pour plusieurs mineurs italiens blessés et déclarés en incapacité de travail, le consulat avait même jugé utile d'intervenir énergiquement contre la direction de la mine pour éviter la perte du logement familial en attendant une solution. En vain. La direction répondait à chaque fois que le règlement de la mine stipulait de manière explicite que: «*L'ouvrier quittant le service de la Société de son gré, ou à la suite de renvoi, avec ou sans préavis, s'engage formellement à quitter le logement qui a été mis à sa disposition, au plus tard huit jours après la cessation de travail...* »[253] Comme on le voit, la question créait une tension; tension largement entretenue par les communistes à l'échelon régional. En effet, dans les autres centres , comme à Piennes, à Hussigny ou à Auboué, où ils étaient mieux implantés, ceux-ci développaient, par tracts et affiches, des campagnes visant à dénoncer les accidents mortels comme des meurtres. Nous n'avons pas retrouvé pour ces années d'avant la crise, de campagne de ce type à Jarny. Pourtant l'occasion se présentait ici comme ailleurs. Serait-ce une preuve supplémentai-

252- Fonds Espace Archives Usinor-Sacilor 44/208.
253- Article 50 du Règlement Intérieur de la Mine de Droitaumont, Edition Imprimeries Réunies de Nancy, 1920.

re de la faiblesse de l'organisation communiste locale?

En fait le thème des accidents est repris par tous les syndicats. Dans une déclaration concernant les ouvriers blessés, la CGT avait diffusé auprès des mineurs, un texte donnant aux ouvriers quelques recommandations pour l'attitude à tenir vis à vis des médecins des mines. (cf encadré- [254])

En vertu de la loi sur les accidents du travail
1° Le blessé a le droit de choisir son médecin et son pharmacien.
2° le patron est tenu de payer le médecin et le pharmacien choisis par le blessé; en aucun cas le patron ne peut imposer un médecin à l'ouvrier
3° Le médecin de la Compagnie (mines ou assurances) n'a aucun droit spécial pour soigner le blessé ou établir le certificat de déclaration d'accident, qui peut être fait par le médecin du blessé.
4° L'hôpital ou les dispensaires ne peuvent en aucun cas être imposés au blessé. Celui-ci a tout avantage à se faire soigner par un médecin de son choix.
5° Le bulletin remis à la victime au moment de l'accident, sur lequel est imprimé que le blessé doit se rendre chez le médecin de la Compagnie, pour faire viser ce bulletin n'a aucune valeur.
Il peut être détruit ou égaré par le blessé sans qu'il perde aucun droit àl'indemnité.
6°Le domicile du blessé est inviolable (art 184 du code pénal) aucun médecin à l'exception de celui qui a l'autorisation du juge de paix ne peut pénétrer dans le logement du blessé sans son assentiment.»

Cette question des accidents du travail, par la nature même des chantiers mettant aux prises l'homme et les dangers de la mine, va largement contribuer à faire de cette corporation une sorte de monde de légende. Non pas que les accidents soient imaginaires, loin de là! Mais, autour du risque, on voit progressivement se construire la thématique du sacrifice pour le rendement, et ainsi grandir l'image forte de l'ouvrier mineur, de la "gueule jaune" solide comme le bloc qu'il martèle.

La solidarité avec les étrangers, la lutte contre le fascisme et la guerre.

La présence de nombreux étrangers complique le travail des militants. Les prises de positions fraternelles ne sont pas toujours simples à faire passer dans une population ouvrière soumise aux difficultés de l'embauche et des salaires. Entre les déclarations de congrès reproduites dans la presse militante et la réalité il y a parfois plus que des écarts. En effet les étrangers sont souvent rebelles à un syndicalisme qui risque de les compromettre et dont ils se méfient. Lorsque J.Ponty nous dit que «*Les Polonais qui travaillent dans les mines et usines de l'Est ne sont pas arrivés de le Ruhr comme leurs compatriotes établis dans le Nord.* »[255], il faut comprendre qu'arrivent dans la région, des ouvriers sans aucune tradition militante et que leur syndicalisation est très difficile. Le recrutement syndical est souvent entravé par le fait que la plupart des étrangers arrivent avec l'esprit de retour et la résolution de gagner le plus d'argent possible dans le plus bref délai. Sans attaches, ils répugnent souvent à payer des cotisations. D'autre les militants étrangers n'avaient pas forcément envie de se grouper dans des organisations où ils risquaient de perdre leur identité et ils préféraient s'organiser entre eux.L'ambiance n'était donc pas toujours aussi fraternelle que certains auteurs l'ont rapporté. Au quotidien, les conditions de travail et de salaire divisaient souvent les ouvriers entre eux, et A.Sömme pouvait écrire que: «*la composition internationale de ces masses ouvrières est la cause même qui les empêche de prendre une attitude internationaliste. Chacun se méfie de l'autre; les syndicats éprouvent des difficultés presque insurmontables dans le recrutement des ouvriers*

254- AD M&M 10 M 104.
255- J.Ponty op. cité.

étrangers qui souvent ne comprennent même pas la langue du pays... » Ajoutons qu'assez vite, malgré le manque de bras, les autorités locales, tiennent un discours ambigu qui ne pouvait qu'envenimer les rapports entre les communautés, par exemple il y a refus d'attribuer des lots communaux aux étrangers par le Conseil Municipal.

Malgré ce climat de départ difficile évoqué par A.Sömme, on assiste peu à peu à une prise de conscience de la solidarité ouvrière. Cette solidarité se situe à deux niveaux. L'un banalement quotidienne qui consiste pour les organisations syndicales à défendre les émigrés, l'autre plus politique qui tente de mobiliser les ouvriers dans des campagnes globales. Tandis que les confédérés, mieux implantés, manifestent surtout leur soutien aux mineurs brimés, les communistes sont les premiers à afficher un internationalisme militant qui trouvait dans les congrès de la III°Internationale puis dans l'Internationale Syndicale Rouge, des appuis et des mots d'ordre. Cette dernière constatation mérite cependant d'être nuancée. Sans vouloir contester le mérite de quiconque, rappelons que cette position ne s'est mise en place que progressivement. «*C'est à partir de mars 1925 que, pour la première fois, le parti communiste décide une action spécifique...lors de son congrès national de Clichy en avril 1925, le PCF réunit une commission des groupes de travail et de la main-d'œuvre étrangère* »[256] Plus que la mise en route tardive de cette orientation, les renseignements locaux fournis par la police quelques années plus tard, sur l'organisation des étrangers dans les syndicats et les partis du secteur, montrent crûment la réalité: «*J'ai l'honneur de vous rendre compte que jusqu'alors et en dehors du sieur Garavet Francesco, dont j e vous ai demandé l'expulsion de notre territoire, il n'existe pas d'agents de propagande Italiens à la tête de groupes italiens du travail, communistes ou Unitaires de mon secteur....* »[257] On s'éloigne du discours politique selon lequel le PC aurait eu, dès 1922 en Lorraine, en tout temps et en toute circonstance une attitude de solidarité internationaliste. En fait les positions sont plus nuancées. «*Alors que la CGT, à travers la solidarité ouvrière, témoignait de ses sentiments de fraternité humaine, le syndicat communiste insistait beaucoup plus sur l'aspect doctrinal de cette solidarité. La CGTU partait de la vieille formule, souvent répétée, suivant laquelle* "les travailleurs n'ont pas de patrie" »[258] Cependant, dans l'histoire officielle du parti communiste éditée en 1964, pas plus que dans l'ouvrage de J.Fauvet publié une dizaine d'années plus tard, aucune référence n'est faite au travail en direction des étrangers. Ce n'est qu'ensuite que cette dimension est introduite, généralement en opposition avec l'attitude des réformistes, encore une fois stigmatisés comme des "social-chauvins". Mêlant d'ailleurs un peu tout, -antifascisme et guerre coloniale-, oubliant l'émigration des socialistes italiens, et l'affaire Matteoti par exemple, le PC se donne le beau rôle:«*A refuser l'unité d'action contre le fascisme, les militants de l'U.D. CGT se couperaient de la masse des immigrés parmi lesquels, à partir de 1923, les antifascistes italiens sont nombreux. Il en va de même pour les batailles revendicatives importantes et l'action syndicale contre la guerre du Rif. Pourtant les confédérés*

256- S.Courtois, "La Sang de l'Etranger".
257- le 18 octobre 1928, signé le commissaire spécial à M. le sous-préfet de Briey -AD M&M 1Z 56 .
258- R.Schor, "L'opinion française et les étrangers"

CGT repoussent l'organisation systématique d'un front unique réclamée par l'Union départementale unitaire. » [259] Concrètement, dans le Pays Haut, les désaccords se marquaient par les positions de quelques responsables qui n'engageaient souvent qu'eux-mêmes: «*Le secrétaire de la Fédération, Doley, faisant allusion aux délits imputés aux étrangers, exprime* son "*anxiété à constater que, depuis la guerre, la France, la douce France, devient de plus en plus le dépotoir de l'Europe* » [260] Un exemple de position individuelle qui reflète en partie l'orientation socialiste, mais la CGT. n'a pas vis à vis des mineurs étrangers de position "chauvine" dans le secteur. Nous avons déjà souligné que les confédérés animaient des réunions avec des orateurs italiens et polonais et faisaient souvent traduire leurs tracts en trois langues (cf tract en annexe). Rappelons l'affaire, déjà évoquée plus haut, des mineurs polonais de Giraumont. Le 5 avril 1928 le ministre du Travail écrit à ce propos au préfet de Meurthe-et-Moselle : «*La Fédération Nationale des travailleurs du sous-sol m'a signalé qu'à Valleroy et à Giraumont, la société des mines venait de renvoyer plusieurs ouvriers polonais en raison de leur action syndicale. La direction aurait même fait appeler dans son bureau les Polonais dont il s'agit et leur aurait signifié qu'ils seraient révoqués au cas où ils continueraient à s'occuper d'organisations syndicales. Je vous serais très obligé de vouloir bien procéder à une enquête à ce sujet. Il ne vous échappera pas que si les faits relatés sont exacts, ils peuvent avoir des répercussions regrettables sur les relations existant entre la Société et son personnel et provoquer de la part des organisations syndicales ouvrières des représailles préjudiciables au maintien du bon ordre et de la paix sociale...Vous vous voudrez bien appeler l'attention de la Société minière sur ce point et faire appel à son esprit de conciliation pour qu'elle renonce à de pareils agissements et envisage la réintégration des ouvriers intéressés...* » [261] Dans un autre rapport, le commissaire spécial rappelle qu'en juin 1929 «*la CGT parle de déclencher une grève de mineurs à Trieux dont la cause serait le renvoi d'un mineur polonais.* »[262] Dans la réalité, on est donc loin de l'accusation de chauvinisme lancée continuellement par les communistes, évoquant, par exemple les propos d'un secrétaire de section SFIO du Pays Haut, le docteur Laffont, qui, aurait déclaré, en évoquant le chômage dans l'industrie métallurgique en 1930 «*ce sont les Français que l'on jettera les premiers a la rue* ». Les réformistes, à la tête de la CGT, défendaient les étrangers chaque fois qu'ils étaient menacés dans leur droit au travail ou à l'expression. Dans un courrier du 20 juillet 1929 adressé au sous-préfet, Jean Puchard, secrétaire régional CGT des mineurs de fer, et très actif dans les mines du secteur, prend ainsi la défense de l'ouvrier Sansio Morotti, tenancier du café du Pont à Jarny:«...*A plusieurs reprises l'ouvrier mineur est allé à la mine de Jarny demander du travail comme mineur. Cet ouvrier a déjà travaillé à cette mine et en était sorti libre de tout engagement. Or il doit exister un motif pour qu'on ne veuille pas prendre cet ouvrier...de plus étant naturalisé français et n'ayant jamais connu aucune condamnation, surtout que les mines sont toujours à demander de la main d'œuvre étrangère, je puis en parler savamment faisant partie de l'office de placement.* » [263] La let-

259- Jacques Jeandin, op. cité.
260- La Tribune de Lorraine, 12 juin 1925.
261- AD M&M 1 Z 82.
262- AD M&M 1 M 651.
263- AD M&M 1 Z 82..

tre poursuit:«*Cet ouvrier étant cafetier suppose qu'on lui refuse du travail à cause qu'il prête sa salle pour des réunions corporatives aux ouvriers mineurs. Si c'est réellement pour ce motif, c'est tout à fait arbitraire...* » [264] L'affaire fait quelque bruit. Le 5 août 1929, le commissaire spécial rapporte la réponse du directeur de la mine *à la requête du syndicat des mineurs confédérés de la région de Briey-Nancy et Longwy concernant Sansio Morotti* qu'il a refusé de réembaucher: «*...le sieur Sansio Moroti né le 7 août 1881 à Montese, naturalisé français, marié et père de 4 enfants ,a travaillé à la mine de Jarny à quatre reprises différentes pendant la période comprise entre 1921 et 1925 comme mineur où il a laissé le souvenir d'un travailleur médiocre, n'ayant jamais donné satisfaction quant à son travail.* » Le commissaire ajoute pour sa part qu'il « *semble que le motif invoqué dans la requête du sieur Médard secrétaire général du syndicat des mineurs confédérés, n'est pas l'expression de la vérité ; en outre M. le Directeur de la mine de Jarny nous a fait connaître qu'il ne s'était jamais opposé à ce qu'un ouvrier quel qu'il soit fasse partie d'un syndicat et il ajoute qu'il n'a jamais congédié Morotti de son entreprise, qu'il est parti lui même volontairement et que dans ces conditions sa décision de refuser de le réembaucher était irrévocable* »[265] S'il faut en croire ce rapport, la direction de la mine de Jarny n'aurait pas cherché à faire pression sur les étrangers pour les détourner des syndicats.

Ce sont les seuls éléments, bien ténus, qui nous renseignent sur la solidarité entre ouvriers venus d'horizons divers. L'intervention nettement plus politique était surtout le fait des communistes qui tentaient de sensibiliser les ouvriers locaux pour des actions internationalistes.Il est presque impossible d'établir des liens entre la solidarité décrite plus haut et l'impact réel des campagnes menées par le PC en direction des étrangers et des ouvriers organisés. Les sources manquent pour décrire les mobilisations. De fait elles semblent assez faibles. On peut penser que s'ils étaient absents des consultations électorales, malgré la menace d'expulsion bien réelle qui pesait sur eux, ils auraient pu manifester leur soutien aux actions proposées, lors de l'affaire Sacco et Vanzetti en 1926 par exemple. En fait, l'appel à la solidarité connaît un faible succès dans la région et nous n'en avons trouvé aucune trace à Jarny.[266] Il en a été de même lors de la grève d'août 1926 en solidarité avec les mineurs de charbon Anglais. [267] Une campagne avait pourtant été lancée et elle pouvait d'autant plus prétendre au succès que les grèves sur les salaires venaient de connaître une forte participation dans les mines. [268] Des affiches ont été placardées à Jarny, mais le mot d'ordre n' a pas été suivi. Ici pas plus qu'ailleurs semble-t-il: «*La grève du 9 et 10 août de solidarité avec les Anglais lancée par la CGTU, aucune concession n'a répondu à cet appel* » [269] On peut se poser la question de l'impact

264- AD M&M 1 Z 82.
265- AD M&M 1Z 8; le 15 août 1929.
266 et 267- AD M&M 1 Z 81.
268- Le rapport du commissaire spécial de Briey nous apprend qu'une circulaire venant de Paris , datée du 5 mai 1926 s'adressait aux militants en ces termes: « *Camarade secrétaire, la grève générale des mineurs anglais et du prolétariat britannique est un fait accompli. Notre devoir est de nous tenir prêts à l'action et de préparer la bataille.... L'internationale minière a décidé dans sa réunion du 17 avril à Bruxelles de boycotter les livraisons de charbon à l'Angleterre et de décréter la grève générale internationale...il faut pratiquer la grève perlée par le ralentissement et l'obstruction de la production, il faut organiser dans les mines, sur les carreaux et au dehors des manifestations de solidarité avec les mineurs anglais; les signaler immédiatement à la Fédération pour être insérées dans l'Humanité...* » **AD M&M 10 M 103**) Cette"propagande unitaire" pour la grève générale de solidarité avec les mineurs anglais est aussitôt lancée auprès des syndicats des mines de la région.
269- AD M&M 10 M 60.

réel du travail lancé par les communistes en direction des étrangers. On a un peu le sentiment qu'au delà des slogans et des campagnes dans la presse, le mouvement tourne à vide, du moins à Jarny. On peut se dire que la répression, l'intimidation jouaient pour une grande part.[270] Localement, cette surveillance des militants, peut parfois déraper. L' "***l'Operaio Italiano*** ", journal de langue italienne paraissant en France, a fait paraître dans son numéro du 21 avril 1928, un article du syndicat régional des mineurs des bassins de Briey, Longwy et Nancy, où l'on relève l'information suivante : «*A Droitaumont, on se sert d'un moyen d'intimidation plus expéditif. Un commissaire de police, accompagné de gendarmes, procède à une perquisition au domicile d'un adhérent de notre parti, lui saisissant un numéro de "l'Operaio Italiano" organe officiel de la CGT en langue italienne ; il nous qualifie d'organe anarchiste. Il lui en interdit la lecture..., faute de se soumettre, il est l'objet d'un ordre d'expulsion dans les 24 heures. Pareillement la police procède dans les autres centres miniers...* " Le 3 mai 1928 , Charles Picquenard, directeur du travail et conseiller d'Etat, écrit à ce sujet au préfet de Meurthe-et-Moselle «*Au cours de la discussion qui a eu lieu devant la Commission permanente du Conseil National de la main d'œuvre étrangère, sur l'instabilité de la main d'œuvre étrangère dans les mines de fer, un des principaux arguments de la délégation ouvrière au Conseil repose sur la* "violation du droit syndical au préjudice des travailleurs étrangers"» [271] Nous ne savons pas comment s'est conclue cette affaire, mais elle met en lumière les relations difficiles entre les pouvoirs publics et les étrangers, surtout quand ceux-ci militent sur leur lieux de travail. Cette affaire posait aussi la question des rapports entre les organisations françaises et étrangère, la diffusion de la presse en langue polonaise ou italienne, et enfin l'adhésion des travailleurs, quelle que soit leur nationalité, aux organisations syndicales ou politiques françaises.

Le travail en direction des étrangers: l'antifascisme.

La présence des étrangers allait donc rapidement poser le problème de leur organisation ou non dans les associations ouvrières, partis et syndicats. On sait que la loi française n'admettait pas qu'un ouvrier étranger fasse partie du bureau d'un syndicat. Par contre s'ils ne pouvaient les diriger, les militants étrangers pouvaient parfaitement adhérer aux organisations syndicales de leur choix, comme le rappelait la note du ministère du travail citée plus haut. C'était peut-être pour les syndicalistes la meilleure protection. «*Il n'existe aucun syndicat italien mais une grande partie d'entre eux sont adhérents à la section syndicale française de la localité.* » [272] C'est ce que confirme quatre ans plus tard la police dans une note au sous-préfet de Briey: «*Tous les groupes, syndicats, associations susceptibles d'organiser des manifestations contre le fascisme italien et les menées réactionnaires en France, sont dirigés par des Français* ...» [273] Pour certains cependant, les formations syndicales ou politiques françaises ne leur inspiraient pas toujours confiance et certains groupes étrangers préféraient s'organiser entre eux. C'était, semble-t-il, le cas des premiers antifascistes ita-

270- C'est du moins ce que certains historiens retiennent: «*Ces militants communistes italiens mais aussi polonais, tchèques, belges sont pourchassés; beaucoup sont expulsés pour leur action politique publique.*» **J.C. & Y.Magrinelli, op.cité)**
271- AD M&M 1Z 82.
272- AD M&M 4M 137.
273- le 18 octobre 1928, signé le commissaire spécial à M. le sous-préfet de Briey -AD M&M 1Z 56.

liens, qui n'avaient pas attendu d'être sollicités par les communistes locaux pour se réunir clandestinement dans la région «*L'activité syndicale était souterraine, les militants se réunissaient dans les bois* » [274] La question des rapports entre partis de même obédience, comme les communistes français et italien, n'allait en fait trouver sa solution qu'à un niveau national. Dans un rapport du 9 mars 1925, le préfet de Meurthe-et-Moselle, indique que« *les Italiens ont récemment accepté le principe de la transformation de leurs sections en cellules d'entreprises. Ils ont créé des organisations militaires, destinées à lutter contre le fascisme et pour le renversement par la violence des pouvoirs constitués... Il en existe une vingtaine dans les communes de mon département. Elles sont dirigées collectivement et groupées en trois secteurs: Jarny, Nancy et Pont-à-Mousson, eux-mêmes dirigés par un comité de zone dont le siège est à Lunéville, qui dépend lui-même du Comité régional fixé à Metz* » [275] Nous n'en saurons pas plus. [276] Mais comme nous ne connaissons guère ceux qui ont milité à Jarny dans les années vingt, il est difficile d'aller plus loin. On peut cependant prendre pour preuve de la continuité de cette orientation le maintien de la diffusion des journaux antifascistes italiens:«*Nancy le 11 octobre 1926 "Le journal "la Riscossa" publié sur notre territoire en langue italienne, lance un appel à tous les travailleurs italiens immigrés pour l'organisation d'une agitation et la préparation de grandes manifestations contre le fascisme italien et les menées de la réaction en France...* »[277] L'intégration dans le PCF ne réglait cependant pas complètement la question de la sécurité des militants. Dans sa campagne contre Mussolini et le réseau mussolinien qui se met en place dans la communauté italienne lorraine, le Parti communiste tente de créer des comités prolétariens antifascistes composés essentiellement de travailleurs immigrés, mais ouverts aux militants lorrains. Ces organisations étaient étroitement contrôlées elles multipliaient donc les précautions pour échapper à la surveillance policière:«*En exécution des instructions contenues dans votre note du 12 octobre courant faisant suite au télégramme de M. le Ministre de l'intérieur en date du 11 octobre relativement aux agitateurs et à la préparation de grandes manifestations contre le fascisme italien et les menées de la réaction en France...il existe des cellules d'usines, de mines et d'entreprises, jusqu'à ce jour non découvertes, qui feront l'objet, ainsi que les journaux écrits en langue étrangère, d'une surveillance particulière...* »[278] A l'occasion d'une rixe entre pro et anti mussoliniens de Jarny, affaire que nous avons rapidement évoquée plus haut et qui illustre le climat tendu des années trente que nous développerons plus loin, nous soulignerons qu'en matière de répression, la balance de la justice ne penchait pas toujours du côté attendu: «*Mais l'un des deux militants ayant échappé à la répression continue la lutte anti-fasciste. Ce jeune manœuvre de 22 ans, demeurant à Jarny, est condamné début 1930 à trois mois de prison à la Maison d'arrêt de Briey pour rixe avec le fasciste Regaldi .*» [279] Si l'ouvrier anti-fasciste Antonio Amoni est condamné à la prison, Regaldi

274- C.V. témoin jarnysien, ancien mineur à Droitaumont.
275- AD M&M 1M651.
276- Mais ce passage, des Italiens au PCF s'est heurté à bien des résistances. L'affaire n'avait pas été entièrement tranchée au congrès de Clichy déjà évoqué (organisation de la MOE, future MOI) et beaucoup d'antifascistes italiens continuaient de se sentir uniquement liés au PCI. Cf Giulio Ceretti, "A l'ombre des deux T" et S.Courtois, "La Sang de l'Etranger".
277- Le commissaire spécial. AD M&M 1Z 56.
278- le 18 octobre 1928, signé le commissaire spécial à M. le sous-préfet de Briey -AD M&M 1Z 56.
279- AD M&M 1M651 21 avril 1930.

est laissé en liberté.[280]

On comprend, que les communistes, davantage engagés dans la lutte antifasciste et quelque peu isolés, aient longtemps déploré les réticences des socialistes à s'unir avec eux sur ce terrain: *«En mai 1926, refus encore de créer un comité pour l'action commune contre le fascisme et la guerre du Maroc, suggéré par le P.C. au Congrès départemental de la SFIO.»* [281] A l'époque du Cartel et au moment où les socialistes ont choisi de soutenir les radicaux, y compris dans leur gestion de la politique internationale et coloniale de la France, une autre attitude semblait difficile. Il faudra attendre que la situation internationale se tende davantage avec l'arrivée au pouvoir du nazisme et que le danger vienne frapper jusqu'à la porte de la République en février 1934 pour que les attitudes changent. Des deux côtés.

Pour l'heure isolés, les communistes allaient encore l'être dans leurs nombreuses campagnes virulentes contre la guerre.

L'antimilitarisme:

Le pacifisme du PCF est en quelque sorte à l'origine de sa naissance. La rupture avec le militarisme et la guerre est l'acte fondateur d'un parti qui rompt avec les socialistes ralliés à l'Union Sacrée". L'antimilitarisme est particulièrement virulent chez les jeunesses communistes. On le retrouve dans des articles de l'Humanité et surtout avec le Journal "***La Caserne*** " dont le gérant est J.Duclos . Il est semble-t-il largement diffusé dans les garnisons de l'Est, car nous en avons retrouvé de nombreux exemplaires. Cette opposition à l'armée, ce militantisme dans les casernes, allaient valoir aux militants et responsables, de nombreuses arrestations, suivis parfois d'emprisonnement. Une stratégie de "provocation, répression, mobilisation", dans la ligne de l'ultra gauche défendue alors par le parti. Cela lui donnait une audience, en particulier lors de la campagne des "Gueules de vache", mais cela lui attirait une surveillance qui finalement dissuadait les militants de s'engager plus avant et qui gênait certainement son implantation. Le PCF est alors directement considéré comme l'ennemi de l'intérieur et, ainsi que le rappelle le commissaire spécial de Briey, M. Monbrun :*«dans les mines usines et chemin de fer, les militants communistes sont étroitement surveillés... »*[282]La surveillance, s'étend au delà de la simple activité militante. Les pouvoirs publics craignent aussi pour la production d'énergie *«En ce qui concerne la production d'énergie électrique de mon secteur,... des mesures particulières ont été prises en vue de surveiller très sérieusement les ouvriers employés aux postes des mines de Jarny et Droitaumont... »* [283]

Mais la propagande n'est pas tout. Plus difficile est sans doute le lien à trouver entre aspiration et organisation. Ici, il semble que les communistes aient mis du temps avant de le trouver, se contentant de placarder des affiches ou de distribuer leur presse antimilitariste. On peut s'étonner qu'à notre connaissance, peu de textes aient été alors distribués contre l'occupation de la Ruhr. Les premières affiches placardées, à Jarny, ont été collées les 6 et 7 octobre 1925, signées du PC, elles

280 et 281- (J.C. & Y.Magrinelli, op.cité)
282 à 283– AD M&M 1Z 81.

appelaient à se mobiliser contre la guerre au Maroc.[284] Malgré les appels à la mobilisation, les rassemblements antimilitaristes resteront sans grand écho à Jarny. Les communistes avaient pourtant tenté d'entraîner les syndicats avec eux. La Fédération Unitaire des travailleurs du sous-sol, avait appelé dans une circulaire du 8 octobre 1925 chaque responsable à l'organisation à préparer des réunions locales: «*Camarade secrétaire, conformément aux décisions du comité central d'action, tu dois impérativement te mettre en mesure d'organiser pour dimanche 11 octobre, une réunion assemblée générale à laquelle tu inviteras tous les mineurs sans distinction de ta localité ou de ta concession.* »[285] Cette réunion devait être annoncée par tous les moyens, «*par publication, à son de cloches ou de tambour ou tout autre moyen que tu jugeras utile pour toucher la population, mais il faut absolument que cette assemblée ait lieu et obtienne la plus grande ampleur.* »[286] L'ordre du jour de ces réunions était la grève de 24 heures contre la guerre du Maroc, mais, pour tenter de mobiliser davantage, le mot d'ordre était étendu à : «*l'augmentation des salaires.* »[287]. La note se terminait par une mise en garde assez sèche : «*Cette grève est irrévocablement décidée pour le lundi 12 octobre, il n'y a plus lieu de discuter à ce sujet, il n'y a plus qu'à en assurer l'exécution .*»[288] Le même commissaire nous indique qu'au moment de la campagne contre la guerre coloniale au Maroc, menée par le P. C., la Fédération SFIO avait été amenée à organiser avec la CGT quelques meetings. Or, dans le même temps, les socialistes, dont ce n'était pas franchement le combat, continuaient de soutenir l'œuvre coloniale de la France: «*Nous avons à défendre de grands intérêts dans les pays barbares, nous avons apporté des principes de civilisation qui ont amélioré le sort des indigènes, c'est à nous de le leur faire comprendre aujourd'hui et de les amener à nous en leur faisant admettre nos droits qui sont réels et indiscutables .*» [289] C'est un peu la position de tout le parti socialiste telle que l'avait exprimé L.Blum dans une déclaration à la Chambre, le 9 juillet 1925: «*Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie* » [290]

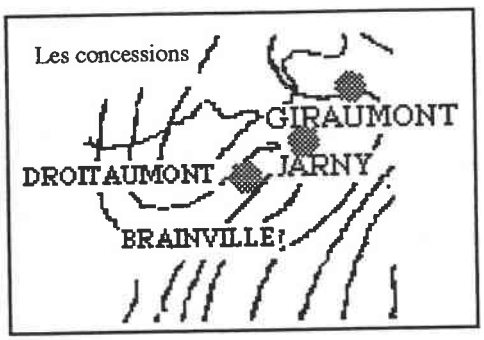
Les communistes, malgré tout, continuent à développer leur opposition à l'armée et à la politique coloniale de la France, du moins jusqu'aux années trente. A la fin de la période, le congrès des ouvriers du bassin de Briey-Longwy lance un «*appel du aux soldats des garnisons de l'Est pour la grève du 1 er août 1929:* "On y ajoute des revendications susceptibles de rencontrer un écho plus large: «*prêt de 2F, droits politiques, libération immédiate...* »[291] Encore une fois, le syndicat est associé à la campagne, comme le rapporte commissaire spécial dès juin 1929: «*Pour la CGT-U elle s'est surtout attachée dans ses conférences à entraîner les mineurs à se mettre en grève le 1 er août 1929 en principe contre la guerre.* »[292] Mais à nouveau, le succès sera modeste. A Jarny, on note ni grève de soutien, ni rassemblement. Cela semble contredire, du moins localement, la thèse développée par certains historiens : «*En 1929, le P.C. estime qu'il ne joue pas encore le rôle dirigeant qui*

284 à 288- AD M&M 1Z 81.
289- " La Tribune Lorraine" du 12 juin 1925.
290- Reproduction, in "Le Populaire" du 17 juillet.
291 et 292- AD M&M 1 M 651.

lui revient. Pourtant la combativité des travailleurs est grande. Pour la Journée d'action contre la guerre, le ler août, les mines du Bassin de Briey font grève à 80%. »[293] Ce n'est pas ce que signale la police qui a déjà opéré plusieurs expulsions d'étrangers dès le 20 juillet et qui annonce "*pour cette grève contre la guerre* " que" *au total les mineurs ont fait grève à 6% avec 24 % de grévistes à Piennes et 20 % à Tucquenieux.* » [294] Certes les estimations de la police sont toujours à prendre avec précaution mais tout de même!

Les élections des délégués mineurs, un test permanent des rapport entre patronat et ouvriers

Pour les organisations syndicales, les élections des délégués sont des tests pour mesurer leur implantation, leur audience, de même que les élections pour les caisses de retraite. Elles deviennent en conséquence l'enjeu de campagnes assez âpres entre unitaires et confédérés, mais aussi avec les listes plus ou moins soutenues par les directeurs des mines. D'ailleurs les autorités suivent les résultats avec soin comme le rappelle le courrier échangé entre le sous-préfet de Briey et le préfet de Nancy: "*Par lettre du 4 mars vous avez bien voulu me demander de vous adresser des renseignements sur la signification politique éventuelle qu'il y a lieu d'attribuer aux élections des délégués mineurs qui ont eu lieu le 3 mars dernier dans l'arrondissement de Briey; en ce qui concerne notamment la position qu'avaient pu prendre les organisations ouvrières locales, CGT et CGTU.* »[295] Les autorités suivent donc les élections avec soin. Une preuve de l'enjeu nous est donnée par les enquêtes de police sur les élus:«*A la mine de Jarny sont élus comme titulaire Genevois Jacques et comme suppléant Busching Emile .*" Le commissaire spécial ajoute qu'ils "*appartiennent à la CGT ...* [qu'] *ils sont modérés et ne sont pas des agitateurs. Tous deux sont nouveaux.* »[296]



Ajoutons que, pour les syndicats, l'élection d'un délégué dans la mine, c'est aussi l'occasion de disposer sur place d'un permanent payé par l'Etat. Ce qui n'était pas négligeable, compte tenu de l'état du syndicalisme. On en comprend mieux l'âpreté de certaines contestations.

Les délégués mineurs avaient été institués par la loi du 8 juillet 1890. Ils ont mission de visiter les travaux souterrains des mines dans le but d'examiner les conditions de sécurité, et, en cas d'accident, de constater dans quelles conditions il se serait produit. La loi du 25 mars 1901 avait modifié la procédure électorale. La loi de du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire donna ensuite mission aux délégués mineurs de signaler dans leurs rapports les infractions à cette loi. La loi du 23 juillet 1907 relative à l'hygiène et à la salubrité des mines avait chargé les délégués mineurs de l'examen des conditions d'hygiène du personnel. La loi de 12 mars 1910 avait donné aux délégués la pos-

293- J.Jeandin, op.cité
294- AD M&M 1M 651.
295 et 296- AD M&M 1 Z 16. Nous donnons en annexes, des reproductions d'affiches.

sibilité de signaler les infractions aux lois sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, et à la loi sur la durée du travail dans les mines. La loi du 27 février 1912 avait créé l'obligation de tenir un registre de délégué. Les compagnies minières étaient tenues de mettre à la disposition des délégués le registre des travaux d'avancement journalier de chaque circonscription minière.

Mines	candidats	VOIX EN 1923	
JARNY			
	CAUFMAN	24	élu
	GŒURIOT	17	élu
	GENEVOIX	8	
	BOISSIER	7	
	PAUL	7	
	GRIVEL	1	
DROITAUMONT			
	DUVAL	49	élu
	BOUVIER	49	élu
	CHANTELOUBE	7	
	BARTHELEMY	6	
	FLEURANT	6	
	PAGNARD	6	
GIRAUMONT			
	PUCHARD	30	élu
	BERNIER	28	élu
	GEMEY	7	
	KIRSCH	6	
	RAFENET	4	
	TILLY	5	

Les élections de 1923 dans les mines du Jarnisy ont donné les résultats suivants: à Giraumont, Puchard Jean arrive en tête avec 30 voix et est élu en compagnie de Bernier Georges qui totalise 28 voix. Gemey Camille obtient 7 voix, Kirsch Auguste 6 voix, Rafenet Ernest 4 voix et enfin Tilly Jules 5 voix. A la mine de Droitaumont, Duval Gustave est élu avec 49 voix , avec lui Bouvier Georges qui obtient 49 voix également. Ensuite Chanteloube Paul totalise 7 voix, Barthélémy Lucien 6 voix, Fleurant Joseph 6 voix et Pagnard Charles 6 voix (le rapporteur nous signale que les deux derniers sont les "candidats de la mine") A la mine de Jarny c'est Caufman Pierre qui est élu avec 24 voix et Gœuriot Charles qui recueille seulement 17 voix. Ensuite Genevoix Jacques obtient 8 voix, Boissier Alfred 7 voix, Paul Jean 7 voix et M.Grivel 1 voix .[297]

Parfois une contestation, apporte, s'il le fallait, une preuve des tensions et des enjeux suscités par ce scrutin. On note ainsi le procès verbal dressé le 28 février 1923 pour l'élection des délégués mineurs de la circonscription de Jarny que «*...M.Genevois proteste contre l'élection de M.Caufman qui n'aurait pas le temps de séjour au fond exigé par la loi....* »[298] L'enquête menée par le représentant de l'Etat déclare que"*vu la réponse de M.Caufman exposant qu'il ne lui manque seulement deux mois de présence effective au fond pour avoir le séjour de deux ans prévus par la loi, mais que c'est la mobilisation seule qui a causé l'interruption de son travail à Jarny et que ce fait ne saurait être retourné contre lui...* »[299] Finalement le sous-préfet «*arrête que la protestation est admise et l'élection validée* »[300]

A la mine de Jarny, Caufman Pierre et Gœuriot Charles sont à nouveau élus en 1929. A la mine de Droitaumont sont élus comme titulaire Schlimm Jean et comme suppléant Jullion Louis. Ils remplacent le 28 février 1929, DuvaL Gaston est titulaire et Bouvier Georges. On apprend selon la police que: «*tous deux, nouveaux appartiennent à la CGT, mais étant dressés contre le patronat minier, ils se rapprocheraient facilement de la CGTU* ". Sur un papier à l'en-tête de l'Arrondissement de Briey, (brouillon du rapport précédent) on apprend aussi que "*Jean Schlim est patron cafetier à Droitaumont* »[301] A la mine de Giraumont, les délégués mineurs élus par les 38 votants sont

297- 1 janvier 1923 AD M&M 1Z 16.
298 à 301- 14 mars 23 AD M&M 1Z 16.

Hansen Emile qui obtient 29 voix et le suppléant Louis Maurice avec 29 voix aussi. Le commissaire spécial ajoute qu'ils «*ne sont d'aucun parti... Hansen qui appartenait à la CGT il y a quelques mois l'a quittée... Très bon pour la direction de la mine... Ils ont battu Puchard délégué sortant, très avancé de la CGT qui n'a obtenu que 5 voix* ". » [302]

Les communistes se targuent pourtant de bons résultats aux élections professionnelles en 1929:«*En 1929, des élections dans la corporation marquent la nette victoire des unitaires.* »[303] Si victoire il y a eu, on n'en trouve pas d'écho dans la "***Lorraine ouvrière et paysanne*** " qui note pourtant soigneusement les résultats professionnels de la CGTU. Dans un article du 8 décembre 1928, seul sur le sujet avant les élections, on peut lire "*Titre: **le délégué mineur**... Chacun connaît le travail fait par le patronat contre les mineurs qui remplissent leur véritable devoir. On fait tout pour les acheter. Ceux qui résistent aux manœuvres patronales, on tente de les éliminer de la mine par tous les moyens...* » [304] Le commissaire spécial de Briey porte sur ces élections un jugement tout à fait différent de celui de Jacques Jeandin:«*Ces élections qui se sont passées le 3 mars 1929 à...Jarny, le 10 à Giraumont et le 17 à Droitaumont semblent s'être portées sur des candidats n'appartenant à aucun parti ou bien faisant partie de la CGT. La CGTU malgré ses réunions, ses tracts et sa propagande n'a pas réussi à faire élire un des siens. A Droitaumont et à Mancieulles, les élus semblent plutôt suivre quelques doctrines de cette organisation mais n'en font pas partie* »[305] Mais peut-être Jacques Jeandin parle-t-il des élections à la Caisse Autonome de Retraite des mineurs et similaires du 17 juin 1928 où les candidats unitaires, Merle et Collot ont obtenu 774 voix contre 629 aux confédérés? Ces résultats sont encore partiels au moment où ils sont publiés dans leur journal; il y manque plusieurs centres dont Jarny. Il n'y aura pas d'autre publication par la suite et les résultats définitifs ne nous sont pas connus. On peut constater que le scrutin reflète un équilibre des forces plutôt qu'un réel écrasement des réformistes. Les élections suivantes confirment l'avantage des modérés. Les élections des délégués à la mine de Jarny ont donné les résultas suivants: inscrits 46, votants 44. Genevois avec 25 voix est élu en compagnie de Bissing qui totalise 26 voix. Viennent ensuite Nicolas 11 voix et Grivel Camille 12 voix, Ancel 8 voix et Grivel Vital 7 voix .[306] A Droitaumont par exemple, en 1932, sur 69

Elections à la Caisse Autonome de Retraite des mineurs et similaires du 17 juin 1928. "Lorraine Ouvrière et Paysanne" 30 juin 1928	Voix CGTU	Voix CGT	%	%
Einville	105	1	99,1	0,9
Joudreville Nord Est	104	1	99,0	1,0
Auboué	24	4	85,7	14,3
La Mourière	93	22	80,9	19,1
Neuves Maisons	144	36	80,0	20,0
Saulnes	31	11	73,8	26,2
Mancieulles	57	31	64,8	35,2
Bouligny	34	29	54,0	46,0
Varangéville	40	35	53,3	46,7
Champigneulles	11	11	50,0	50,0
Moutiers	53	66	44,5	55,5
Bouxières	17	30	36,2	63,8
Giraumont	7	15	31,8	68,2
Trieux	6	14	30,0	70,0
Joudreville Meuse	20	63	24,1	75,9
Crusnes	14	93	13,1	86,9
Ludres	8	73	9,9	90,1
Haucourt	2	24	7,7	92,3
Pont St Vincent	1	15	6,3	93,8
Homécourt	3	46	6,1	93,9
Rehon	0	9	0,0	100,0
Total partiel	774	629	55,2	44,8

302- 3 mars 29 AD M&M 1Z 16.
303- Jacques Jeandin, op. cité.
304- "Lorraine ouvrière et paysanne" , du 8 décembre 1928- AD M 7T 77.
305- 6 mars 1929 AD M&M 1Z 16.
306- 15 mars 1932 AD M&M 1Z 16.

inscrits et 66 votants, Louis Jullion obtient 21 voix et son suppléant Guenzi Carlo 19 voix. Ensuite, Lambert Félixen obtient 17 et Gautier Auguste 17 aussi. Duval Angel ne totalise que 10 voix avec Nota André 10 voix également. Viennent ensuite Haine Georges 10 voix et Duhoux Alexandre 9 voix, Latz François 4 voix et Gueriot Henri 5 voix, Leyval Louis 4 voix tout comme et Munier Auguste 4 voix. [307] Dans ces deux mines, aucun candidat de la CGTU n'est élu.

La faible participation aux divers scrutins professionnels, s'explique peut-être par la pression patronale, comme le soutient L.Köll. La faiblesse du nombre des votants vient aussi de l'exclusion des étrangers des diverses consultations professionnelles: «*Ce qui est vrai pour le mineur ou le sidérurgiste français en possession de ses droits politiques et syndicaux l'est, et combien plus, pour un étranger, pour un Italien qui n'a même pas le droit de participer à l'election des délégués mineurs et des délégués aux caisses de secours alors que, comme le fait aussi remarquer l'ingénieur en chef des mines de Meurthe-et-Moselle dans son rapport annuel pour 1922, "ces deux institutions concernent pour tant beaucoup plus les ouvriers italiens qui forment la grande majorité du personnel du fond que les Français et les autres étrangers .*» [308] Or les militants français, déçus de leurs résultats, invoquent eux aussi le fait que la majorité des travailleurs du fond étaient étrangers et ne pouvaient ou voulaient participer au scrutin à cause des pressions. Que disait la loi en la matière? "*Les étrangers naturalisés selon loi du 26 juin 1889 peuvent être élus délégués mineurs, mais ceux qui le sont selon la loi du 10 août 1927 ne peuvent l'être avant un délai de 10 ans* »[309] Cette restriction du droit de vote n'arrangeait pas les militants dont le soutien, sinon l'adhésion, était souvent constituée d'étrangers. Les Polonais et les Italiens se contentaient, par défaut, d'avoir une sorte de droit d'arbitrage, et de pouvoir désigner «*parmi leurs camarades de la même entreprise, un mandataire pour exposer leurs demandes relatives aux conditions de travail, soit aux patrons, soit aux délégués mineurs, soit aux autorités chargées de la surveillance du travail., (article 12, 2° et 3° alinéas) Ces concessions restent limitées, et les délégués mineurs sont toujours des Français, élus par les seuls ouvriers Français.* »[310]

Les militants ouvriers locaux des années vingt: mémoire et oubli.

Jusqu'en 1914 la vie des organisations ouvrières était assez faible dans le Jarnisy. Elle se manifestait timidement à l'occasion des élections, mais les personnages que nous avons alors évoqués étaient souvent étrangers à la commune. Pendant quelque temps encore, les candidats seront "parachutés", puis progressivement, des militants locaux vont apparaître. Leurs liens avec le monde syndical sont toujours assez étroits. Mais au terme de notre enquête, il faut reconnaître que cette partie de l'histoire ouvrière demeure floue. Trop souvent, mobilisations d'un jour et engagements militants se mêlent dans les études du mouvement ouvrier. Ils ne se confondent pourtant pas. Chacun sait que la distance est parfois grande entre la participation à la lutte syndicale ou politique et

307- 21 mars 1932 AD M&M 1Z 16
308- Louis Köll op.cité.
309- 6 février 1934 AD M&M 1Z 16.
310- Janine Ponty, opus cité.

l'adhésion complète à un parti. L'insécurité de l'emploi, le maintien du niveau de vie, la crainte de la répression, sont autant de freins qui se révéleront être des entraves encore plus fortes quand la crise frappera la région. Faut-il alors reprendre cette affirmation de deux auteurs gommant dans sa brutalité les efforts et les contraintes pesant sur les militants lorrains :«*L'Est, ...de la Moselle à l'Isère, très industriel, n'est que très faiblement pénétré par le communisme. Il y a là un mystère, et une mystification.* » [311] Le mythe d'un mouvement ouvrier puissant partout, plutôt communiste, liant fraternellement toutes ses composantes , françaises et étrangères dès le début de l'industrialisation , est loin de disparaître. Au contraire il ne fait que se renforcer. Un mythe forgé au fil des souvenirs pris et repris, alors que les militants jarnysiens modestes, réformistes souvent et communistes parfois sont à présent oubliés de presque tous. Nous en donnons une liste sans doute incomplète en annexes.

311- H. Le Bras & E.Todd, in" L'invention de la France".

- **Les creusets:** les associations, la religion et la langue apprise à l'école.

«Etre étranger c'est être séparé. Cela commence pour tout le monde à la naissance puisqu'on est séparé de la mère. Ensuite c'est la terre qui tient le rôle de la mère. La quitter c'est la trahir. Et si c'est la terre natale qui nous expulse hors de ses entrailles? Si c'est elle qui ne sait pas ou ne peut pas nous retenir? Toute l'histoire des immigrations commence avec cette interrogation. On passe alors le temps à combler ce vide, cette absence, ce manque. On essaie de reconstituer le village en maintenant les mêmes habitudes, en répétant les mêmes gestes, en célébrant les mêmes rituels. Bref, on fait un duplicata du pays sur une terre étrangère. Là est l'erreur. Car les pays ne peuvent vivre les uns sur les autres comme dans une compilation. Les pays se touchent mais ne se confondent pas. Ils se regardent mais ne s' annulent pas. Comment empêcher cela? Comment dire à des hommes et des femmes qu'on ne transporte pas tout un pays dans ses valises? Et même si on pouvait le recréer magiquement, il sera défiguré. »[1] (Evoquer l'assimilation et l'intégration de l'étranger, c'est répondre à ce désarroi de l'émigré jarnysien qui ne peut s'arracher à ses racines sans renier une partie de son passé et de ses habitudes ancestrales. Bon an mal an, années après années, quand il ne reprend pas son chemin d'errance, un peu comme Tahar Ben Jelloun l'évoque, il croit parfois recréer son cadre de vie dans un nouveau lieu d'accueil. Il pense y reconstruire un peu de son pays d'origine mais, dans une atmosphère imparfaite, il échafaude un monde neuf où se déforment coutumes, langages, modes de vie. Ce nouvel univers, l'émigrant étranger n'est pas seul à le bâtir. A ses côtés s'installent aussi des Français arrachés à leur terre et qui tentent eux aussi de la recréer sur place. C'est ce monde nouveau et changeant, ou plus justement ces mondes recréés par le brassage des populations d'origines françaises et étrangères qui modèlent la ville de Jarny après la guerre, que nous voudrions présenter.

Avec le recul du temps, les processus d'assimilation des immigrés italiens et polonais à Jarny et en Lorraine peuvent sembler avoir été faciles, voire inéluctables. Au point que parfois, certains sociologues les présentent comme des modèles. Rien n'est moins sûr. Après une période d'insertion, qui voit l'étranger tenter de s'installer en conservant ses particularités culturelles et cohabitant difficilement parce qu'il demeure enfermé dans une différence apparemment irréductible, on assiste à un lent processus d'intégration. Si l'idée de préserver la continuité des valeurs fondamentales de la société d'accueil domine implicitement, personne n'exige des nouveaux venus une renonciation à leur culture d'origine. Du moins cela est peu dit, peu écrit sauf pour l'école et donc la langue. On peut avancer que l'étranger est reçu, ici, sans grandes réserves et avec relativement peu de discriminations

1- Tahar Ben Jelloun, Paris, janvier 1994, exposition Owen Logan.

en dehors des périodes de tension. Beaucoup s'en vont et celui qui reste renonce graduellement, plus ou moins consciemment à sa personnalité propre. Il adopte les valeurs et les comportements de la société d'accueil pour se fondre dans le creuset. Cette notion d'assimilation qui suit la première intégration laisse alors aux communautés étrangères une marge identitaire de plus en plus réduite, mais variable selon le moment et les lieux particuliers d'accueil. La réussite de la fusion doit en conséquence être relativisée.

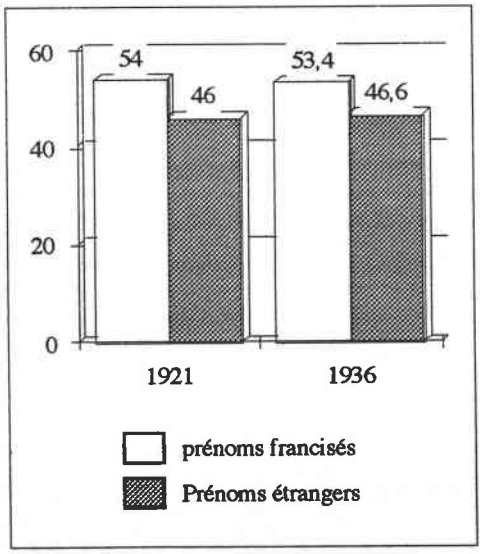
Intégration et assimilation, des processus qu'il faut nuancer.

Ces phénomènes doivent être relativisés dans le temps, car la période que nous examinons ne se présente pas de façon linéaire. On ne peut en effet comparer les situations d'accueil en période de plein emploi avec celles des années de crise. Pour une immigration liée principalement à la question de l'emploi, les fluctuations du marché du travail constituent le point le plus sensible. Pour la majeure partie des immigrants, la trame de leur destinée est liée à la conjoncture économique lorraine et jarnysienne. C'est ainsi qu'à la période de reconstruction et de redémarrage des mines correspondent des arrivées massives d'étrangers. Avec les crises et en particulier la grande crise d'après 1931, les flux s'inversent. Cependant, pour quelques groupes, le travail n'est pas la seule motivation du retour. Pour les réfugiés, les crises politiques viennent s'ajouter aux crises économiques. La mesure de l'émigration politique largement présentée dans ses implications par les historiens du mouvement ouvrier des années trente, demeure assez imprécise dans ses flux au cours des années vingt. Dans l'étude présente, on peut avancer que l'arrivée de réfugiés politiques (ils sont 23 en 1921!) n'est pas forcément accompagnée d'un désir d'intégration. Les rivalités entre mouvements politiques français et étrangers le prouvent; de même les divergences politiques entre étrangers prolongeant en France le combat pour des valeurs et des enjeux qui sont ceux de leur pays d'origine, ne constituent pas a priori un facteur d'intégration, au contraire. Du moins, le désir d'intégration n'est pas très vivace au départ et ce n'est qu'au fur et à mesure que les possibilités de retour reculent puis se ferment que les attitudes changent.

Ces phénomènes doivent également être relativisés dans leur flux. Nous avons déjà montré la difficulté d'établir un rapport stable entre les flux d'arrivants et le nombre de ceux qui se stabiliseront puis s'intégreront avant de se fondre pleinement. Le caractère flou des estimations, l'approche très superficielle de la mobilité des étrangers l'importance et des retours ne nous permettent de raisonner que sur les familles et les individus que l'on peut suivre longtemps sur place. Voilà sans doute pourquoi il est plus aisé sur ce sujet de mesurer les comportements à l'échelle régionale que locale, même si dans le cadre lorrain, les lieux ne sont jamais tout à fait transposables. Etendre à toute une région les conclusions tirées d'analyses limitées à une ville ou une cité, n'est pas pertinent. Il faudrait pouvoir établir une typologie fondée sur une étude systématique des processus d'accueil, de fusion et d'intégration par petites régions ou petits ensembles. Ni les cadres d'accueil, ni les populations immigrées n'étaient identiques. Et chaque lieu mériterait une étude particulière. La synthèse viendrait ensuite et rendrait à la présentation des trajectoires de l'intégration, ses caractères spécifiques et multi-

formes. La généralisation viendrait ensuite.

Enfin, se poser la question du creuset, lieu où se mêlent les apports variés fusionnant dans une communauté locale, ce serait aussi se demander comment les arrivants se sont sentis accueillis dans le groupe de référence. Tâche difficile car la société jarnysienne est elle-même en gestation et sa définition mouvante. Dans la population, l'élément souche est faible et les strates qui la composent se sont fraîchement mises en place, s'interpénétrant plus ou moins facilement comme le dit E.Durkheim.[2] S'il fallait choisir un terrain de référence, Jarny ne serait certainement pas un bon exemple, car nous sommes en présence d'un creuset particulier, un creuset qui perd régulièrement de ses éléments, qui en reçoit davantage et surtout, dont la teneur varie constamment avec les flux. Les étrangers ne forment pas, généralement, des groupes homogènes, ni d'un point de vue socio-professionnel, ni du point de vue des origines géographiques (régions développées ou non, zones urbaines ou rurales). La vision qu'ils ont de leur propre identité nationale n'est pas la même. La langue, les pratiques religieuses, les coutumes (réduites à des modes alimentaires ou vestimentaires), conservent alors plus ou moins de force identitaire selon les conditions d'accueil. Ajoutons toutefois que cette approche de l'identité, de "l'italianité" ou de la "polonité", thème très fort aujourd'hui, se retrouve rarement formulée dans les récits de vie ou les entretiens que nous avons recueillis. En effet la tentation de reconstituer sur place le milieu d'origine ne participe pas toujours d'une volonté délibérée ; au contraire, les témoins nous disent presque tous avoir voulu se faire discrets. Mais encore une fois nous ne pouvons interroger que les éléments stables, ceux qui par la force des choses se sont coulés, progressivement et sans heurts significatifs, dans la société jarnysienne.



On notera que, sur les 784 prénoms portés par des étrangers recensés en 1921, 424 étaient des prénoms français ou francisés soit 54%. 15 ans plus tard, sur 1491 prénoms d'étrangers déclarés, 797 étaient des prénoms français ou francisés, soit 53,4%; cela prouverait-il l'attachement persistant à une forme fragile mais symbolique des origines nationales? Peut-on y voir aussi les effets de la campagne menée par les consulats qui militent pour le maintien des particularismes pour des raisons évidentes, que nous développerons plus loin?

La perméabilité du milieu d'accueil est variable avec le temps:

La perméabilité de la société, pour reprendre l'expression de Durkheim, varie selon les moments d'arrivée et les ruptures dans la vie économique de la région. On sait que la reconstruction des Régions Libérées avait nécessité l'embauche d'un grand nombre d'ouvriers étrangers dans le bâtiment et les Travaux Publics. Mais une fois achevée cette remise en état des lieux, l'emploi dans le bâ-

---

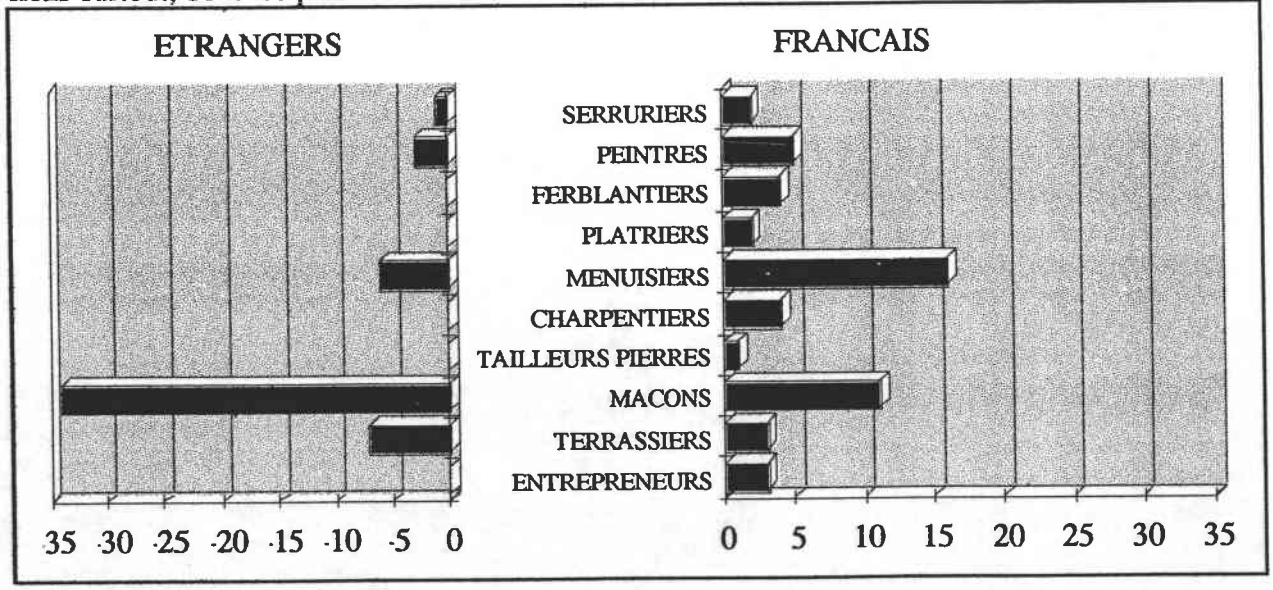
2- *«Les cloisons qui séparent les alvéoles de la vie sociale étant moins épaisses, sont plus souvent traversées; leur perméabilité augmente encore parce qu'on les traverse davantage* »**E.Durkheim, De la division du travail social"**.

EMPLOIS DANS LE BATIMENT recensement de 1921	FRANCAIS	BELGES	ETRANGERS	ITALIENS	TOTAL ETRANGERS	TOTAL
CHARPENTIERS	6			2	2	8
ENTREPRENEURS	1		1		1	2
FERBLANTIERS	1			1	1	2
MACONS	14		3	11	14	28
MENUISIERS	20	1	6	1	8	28
PEINTRES	9		3		3	12
PLATRIERS	3			2	2	5
SERRURIERS	2		1		1	3
TAILLEURS PIERRES	3				0	3
TERRASSIERS			1	2	3	3
Total	59	1	15	19	35	94

timent a commencé à décliner et la préférence pour les nationaux s'est mise à gagner du terrain.

Assez tôt après la guerre, on retrouve cette opposition entre Français et étrangers, dans quelques lettres, parfois appuyées par le maire, qui dénoncent la concurrence des étrangers. En voici un exemple: «*Jarny le 9 mars 1924 Monsieur le préfet je soussigné Laurent Michel profession maçon à l'entreprise Maison Ballot Pellerin Duval, avoir été l'objet d'un renvoi, pour cause de soi-disant de mon chef de chantier de cessation des travaux à Jarny. Cette cessation soi-disant n'ayant pas eu lieu vu que l'on conserve des étrangers et renvoie des pères de famille anciens combattants de nationalité française.....par suite de ce renvoi, je me suis occupé à chercher de suite du travail donc, je me suis vu refuser sur tous les chantiers de maçonnerie de Jarny, lieu d'habitation, et constatant que sur la totalité des ouvriers maçons, était la plupart de nationalité étrangères....* »[3] On sent dans ce courrier l'amertume d'un ouvrier qui ne comprend pas bien la situation et se tourne vers le représentant de l'Etat pour s'en sortir. Il faut remarquer que les statistiques lui donnent raison sur un point: les maçons étrangers, italiens surtout, sont les plus nombreux. Par contre les autres

EMPLOIS DANS LA BATIMENT 17 MAI 1926 (A.M. JARNY)	FRANCAIS	ETRANGERS	TOTAL
ENTREPRENEURS	3		3
TERRASSIERS	3	7	10
MACONS	11	34	45
TAILLEURS PIERRES	1		1
CHARPENTIERS	4		4
MENUISIERS	16	6	22
PLATRIERS	2		2
FERBLANTIERS	4		4
PEINTRES	5	3	8
SERRURIERS	2	1	3
Total	51	51	102



3- signé...vu pour la légalisation de la signature par le maire de Jarny, M.Génot...» AD M&M 1 Z 82.

corps du bâtiment, au cours des années d'après guerre, se partagent de façon variable entre Français et étrangers. Certes, cela ne répond pas à la préoccupation de cet ouvrier, mais cela permet de corriger l'idée selon laquelle tous les emplois du bâtiment auraient été réservés aux transalpins.

Cet exemple des chantiers de la reconstruction, n'est pas isolé. L'atmosphère de concurrence se retrouve aussi dans les mines où quelques Français s'estiment pénalisés par rapport aux étrangers. Voici la lettre de M.Puchard: « *Question d'embauchage pour les ouvriers français. A Giraumont pour ne pas être embauché on a qu'à dire qu'on est français: Mon frère Emile Puchard a été demandé du travail par deux fois et cela lui a été refusé; Navelot Raymond pas de travail pour lui (deux fois aussi); Benier Georges délégué suppléant idem; Guidon Julien, pas embauché et derrière lui trois ouvriers étrangers sont acceptés; Joyeux demeurant à Doncourt pas de travail; Le 23 mars un français venant de Ste Marie est refusé, derrière lui, des étrangers acceptés; le 31 mars un français venant de Valleroy on lui dit qu'il y avait du travail au jour mais pas au fond; Panot demeurant à Jouaville, le chef d'exploitation lui a dit qu'il y en avait assez pour lui tirer dans le dos, etc... et combien d'autres que je ne sais pas.* »[4] Cet exemple, mettant aux prises des personnels d'une mine proche, nous a paru d'autant plus intéressant que M.Puchard est délégué mineur CGT. Cette lettre, nous aurions pu la citer dans le chapitre précédent pour illustrer la difficile naissance de la solidarité et de la fraternité dans le mouvement ouvrier local. La direction de la mine répond à ces accusations le 17 avril 1928 et les réponses ne manquent pas, elles non plus, d'intérêt. La première partie, avant la protestation contre les accusations de préférence étrangère, nous rappelle incidemment comment les sociétés minières recrutaient leur personnel étranger: «*M. le préfet, nous sommes informés par lettre de l'office de placement de Meurthe-et-Moselle que les demandes d'introduction de main d'œuvre étrangère présentées en notre nom par l'Association d'Immigration et par la Société Générale d'Immigration ont reçu un avis défavorable de la commission permanente de contrôle sous le prétexte que nous refuserions d'embaucher des ouvriers français. Malgré l'ambiguïté des termes, cette affirmation signifierait de toute évidence... que nous refuserions d'embaucher des ouvriers français parce que français. Sous cette forme précisée, nous avons l'honneur de protester formellement et avec la dernière énergie contre une pareille allégation.. Bien entendu nous réservons notre droit imprescriptible dans l'état actuel de la législation de refuser l'embauchage à tel candidat français ou étranger, dont le recrutement en raison de ses caractéristiques professionnelles ou morales nous paraîtrait inopportun.* » Ensuite, en cherchant à démontrer sa politique équilibrée de recrutement, la mine fournit quelques chiffres: «*Mais nous prétendons démontrer, par des réalités précises, qu'à aucun moment nous n'avons exercé ce droit de manière abusive. Pour un effectif au 15 mars 1927 composé comme suit :*

4- AD M&M 1 Z 82.

EFFECTIF AU 1 janvier 1928 =571	*Français*			*Etrangers*			
	fond	*jour*	*total*	*fond*	*jour*	*total*	
présents au 15 mars 1927	*39*	*59*	*98*	*362*	*33*	*395*	*493*
embauchés entre 15 mars 1927 et 15 mars 1928	*41*	*23*	*64*	*341*	*16*	*357*	*421*
%	*105,1*	*39,0*	*65,3*	*94,2*	*48,5*	*90,4*	*85,4*
tableau repris et complété par nos soins							

l'examen de ces chiffres permet de conclure immédiatement que pour le jour il a été fait appel, en valeur absolue surtout à l'élément français et pour le fond il a été embauché proportionnellement à l'effectif plus d'ouvriers français que d'ouvriers étrangers. »[5] L'argumentation n'est guère convaincante, puisque la mine utilise tour à tour valeurs relatives ou valeurs absolues pour aller dans le sens de sa démonstration. En fait à partir du tableau (nous l'avons complété avec des taux), on pourrait dire exactement le contraire: en valeur absolue, il a été fait appel surtout à l'élément étranger pour le fond (341 ouvriers contre 41) et proportionnellement à l'effectif étranger, on a embauché plus d'ouvriers étrangers que de Français (48,5% contre 39%)! Cela est d'autant plus manifeste que les effectifs ne sont pas du tout comparables. De plus la direction de la mine rappelle dans la suite de sa lettre tout l'intérêt à recruter des étrangers: «*Et encore ce fait doit-il être rapproché de cet autre, bien connu, que la main d'œuvre française fournit des ressources à peu près nulles au recrutement de l'effectif des ouvriers à l'abattage, catégorie en croissance particulièrement rapide dans une exploitation récente comme la notre.* De son côté, le consul général d'Italie s'exprime ainsi : «*Les ouvriers sont généralement employés dans les usines métallurgiques, les mines, les verreries, dans les corporations du bâtiment, dans les exploitations forestières. Nous oserons dire qu'à de rares exceptions près - qui servent de confirmation à la règle - ils donnent satisfaction et que leurs patrons ne tarissent pas d'éloges sur leurs compte.* »[6] Et encore:«*L'opinion des industriels est unanime, elle se confond en éloges sur les travailleurs dociles, actifs, économes, sobres, dévoués, consciencieux que l'Italie envoie dans leurs établissements. Nos compatriotes n'ont en retour qu'à se féliciter de l'accueil qui leur rend agréable et facile le séjour en France. A quelles sources puiserai-je une satisfaction plus pure? Tous les jours s'affirme davantage cette confiance qui garantit la paix et la prospérité de nos deux pays.* »[7] Pour conclure, indiquons également, que les chiffres fournis par la mine dans le tableau de recrutement, rapprochés des effectifs déclarés au premier janvier 1928, montrent qu'à cette date la mobilité du personnel demeure encore très forte: 493 présents, 421 embauchés et 571 déclarés au début de 1928, cela donne un "turn over" de 69%! Ces chiffres permettent de relativiser quelque peu le débat précédent sur l'accueil des étrangers en période de crise; ils valent plus pour l'atmosphère particulièrement tendue par moment entre les communautés nationales que pour une étude des stratégies d'enracinement.

5- AD M&M 1 Z 82.

6 et 7- Est Républicain du 23 décembre 1927, article d'Achille Liegeois, interrogeant le Comte Vecchiotti, consul général d'Italie. Ajoutons que dans sa lettre, la direction rappelle que la mine n'a pas fermé ses portes quand l'administration lui a demandé d'accueillir des chômeurs de la région parisienne: « *Dans toutes les circonstances où il nous a été demandé, au cours de la récente crise, d'occuper des chômeurs de la région parisienne, nous avons toujours répondu aux organismes chargés de nous les proposer, par une acceptation spontanée et sans aucune réserve relative à la nationalité, acceptation qui, eu égard à la médiocrité et à l'instabilité notoires de cette main d'œuvre, démontrait suffisamment notre compréhension de l'intérêt général....* »AD M&M 1 Z 82.

Dans le secteur, la préférence nationale, on ne la retrouve qu'à l'occasion de l'attribution des lots communaux. Lors d'une demande d'inscription sur la liste des affouagistes de Droitaumont formulée par des Italiens, le conseil municipal répond que:«*considérant que si cette famille veut profiter des avantages que procurent les lois françaises, il est loisible à son chef de solliciter sa naturalisation puisque sa femme et ses enfants sont français ; que s'il conserve sa nationalité italienne, c'est qu'il n'a pas perdu tout espoir de retour dans son pays d'origine, qu'il n'a donc comme la plupart de tous les étrangers qui sont occupés à Jarny, qu'une résidence momentanée et non un domicile, que son domicile au sens du mot de l'article 102 du code civil, est en Italie, qu'il ne possède aucun bien immobilier, soit à Jarny, soir dans d'autres communes françaises qui pourraient l'obliger en quelque sorte à fixer définitivement sa résidence en France...que si sa demande était acceptée, plus de cinquante familles étrangères se trouvant dans la même situation auraient droit à l'affouage, qu'il serait regrettable que ces étrangers profitant des avantages que pourrait leur procurer un séjour momentané dans une commune française, sans supporter les charges auxquelles sont astreints les citoyens français, dont la principale est l'impôt du sang, pour tous ces motifs, le conseil rejette la demande présentée...* »[8] Les problèmes de ce type auraient pu développer un climat de concurrence et de jalousie, peu propice à la fusion, à l'acceptation de l'autre! Or nous n'en avons retrouvé trace que dans ce quartier bénéficiant des coupes affouagères. Cette série d'exemples montre que les conditions d'accueil sont loin d'être uniformes. Elles varient avec les circonstances, les lieux d'embauche, les lieux de résidence...et toute tentative de description des phénomènes d'accueil des étrangers, ne peut se dispenser d'une approche minutieuse, sous peine de privilégier un aspect des choses ou de généraliser hâtivement. Mais le dernier exemple nous indique aussi que les étrangers, même en famille, même écartelés dans des statuts nationaux différents entre parents et enfants, ne franchissaient pas facilement le pas de la naturalisation. Ces familles donnent un peu le sentiment d'être en attente, dans une indécision que les évènements brusqueront et trancheront à leur place, dans un sens ou dans un autre : l'enracinement ou le retour, la naturalisation ou la fidélité aux origines.

La perméabilité du milieu d'accueil est variable avec les lieux:

Peut-on dans une commune comme Jarny où l'arrachement à sa terre est la règle de presque tous les habitants, français ou étrangers, définir un quelconque cadre de référence ? Y vérifie-t-on l'allégation d'E.Durkheim :«*plus la trame sociale est relâchée, plus aussi il doit être facile aux éléments étrangers d'être incorporés dans la société* »[9] L'intégration ne serait-elle pas fondamentalement de même nature, du même ordre pour un campagnard breton et un ouvrier agricole du Piémont ? Voilà qui complique la situation de cette société d'accueil, elle-même peu stable et composée de populations de référence très éclatées! Apparaissent ainsi deux niveaux dans le processus d'intégration:. «*Dans un premier temps, il faut que l'immigré sorte de son isolement et fasse à nouveau partie d'un groupe, au sein de la société dans laquelle il vit désormais.* »[10] Il le fait en grande partie dans sa

---

8- 22 juin 1929 A M Jarny.
9 et 10- E.Durkheim, op.cité.

vie quotidienne de travail:«*Dans les mines et les usines, l'homme acquiert les termes professionnels s'il travaille en équipe mixte, mais son épouse qui reste chez elle ne connaît pas cinquante mots au bout d'un an.* »[11] D'autre part, «*en participant à la vie collective du pays d'accueil, il assimile, de façon quasiment "automatique", la culture d'origine car tous les individus finissent par s'identifier aux valeurs et aux normes qui dominent le monde social dans lequel ils ont une place.* »[12] C'est le cas pour les étrangers jarnysiens qui sont restés sans autre choix ni dispositif réellement susceptible de capter et d'organiser un éventuel désir d'identité originelle. Dans un deuxième temps, à la seconde génération surtout, l'éclatement des faibles repères originaux accélère l'assimilation. Finalement la société jarnysienne se révèle malgré tout assez poreuse et confirme l'idée formulée par M.A.Hily, qui insiste sur la notion d'éclatement : «*Sur la base de ce processus, c'est l'aspect "dégroupement" et ses effets sur les membres de la communauté qui doivent retenir l'attention...* »[13] Perte de repères, éclatement et aussi poids dominant, -à Jarny du moins-, de la communauté française, tout concourt, sans que cela soit explicitement formulé, à un effacement graduel des identités nationales.

A Jarny même, l'arrivée d'étrangers, n'est toutefois pas ressentie pareillement dans les cités minières de Droitaumont, dans le quartier de la gare ou à Moulinelle. Le quartier français, autour de la gare, essentiellement cheminot et commerçant comme le montre le tableau ci-contre, forme un ensemble où "les cloisons des alvéoles de la vie sociale," comme disait Durkheim, semblent plus fermées. A l'inverse, dans les cités minières, le brassage est plus fort et le creuset peut jouer davantage, favorisé par la cohésion professionnelle, le brassage scolaire, le voisinage des femmes qui échangent services et bons conseils, au delà des barrières linguistiques et gastronomiques... Quant aux abords Est du vieux village, investis dès le début du siècle par les Italiens, il continue de vivre comme une petite enclave, une "little Italy" locale, avec ses coutumes et ses couleurs. C'est le seul quartier qui conserve durablement des traits particuliers et pour qui peuvent être reprises les remarques de St. Wloceski: «*Les Italiens en France, en suivant en cela l'exemple de toute autre agglomération étrangère, se mariaient de préférence entre eux, fréquentaient de préférence des cafés et débits où on leur servait une "polenta" et autres mets nationaux et qui étaient tenus par leurs compatriotes, qui surent en l'occurrence exploiter à merveille ce besoin naturel, et constituaient entre eux toutes sortes de sociétés et d'amicales très variées .*»[14] Ainsi, si les cafés

	TOTAL	FRANCAIS	ETRANGERS	% D'ETRANGERS
1921				
VILLAGE	1061	932	129	*12,2*
GARE	1595	1475	120	*7,5*
PERIPHERIE	1473	1036	437	*29,7*
TOTAL	**4129**	**3443**	**686**	***16,6***
1926				
VILLAGE	1412	1102	310	*22,0*
GARE	2331	2184	147	*6,3*
PERIPHERIE	2368	978	1390	*58,7*
TOTAL	6111	4264	1847	*30,2*
1931				
VILLAGE	1696	1343	353	*20,8*
GARE	3000	2866	134	*4,5*
PERIPHERIE	2518	1042	1476	*58,6*
TOTAL	7214	5251	1963	*27,2*
1936				
VILLAGE	1742	1556	186	*10,7*
GARE	3122	2998	124	*4,0*
PERIPHERIE	2146	1051	1095	*51,0*
TOTAL	7010	5605	1405	*20,0*

11 à 12- E.Durkheim, op.cité.
13- M.A.Hily, "La résistance à l'assimilation" .
14- St. Wloceski, Les Italiens en France, 1934.

«*honnis des classes dominantes, sont les maisons du peuple* » comme nous le dit Michelle Perrot,[15] ils jouent, plus particulièrement en Lorraine émigrée, une double fonction, puisqu'ils sont à la fois lieux de communion où se mêlent toutes les nostalgies et lieux de médiation, véritables ponts entre les communautés qui les fréquentent. Communautés nationales, mais aussi communautés régionales où se mêlent Italiens de divers horizons. Ces lieux chaleureux de rencontre constituaient pour les nouveaux arrivants un cadre d'accueil permettant de ne pas rompre brutalement leurs anciennes attaches. Tout le monde le constate, le consul d'Italie le premier qui rapporte que: «*L'émigré italien est animé d'un esprit éminemment individualiste. Il aime sa patrie, mais il marque une préférence, un choix à l'endroit des hommes de sa province, voire de sa localité.... les Vénitiens s'assemblent dans les salles, cafés, lieux de réunions tenus par des Vénitiens... Les originaires de Bergame, de Florence, de Milan, se groupent autour de camarades originaires de ces villes....* » [16] De ces "cafés", "cantines", "débits" et "auberges" on dénombrait 40 à Jarny en 1921! 27 étaient tenus par des Français et 13 par des Italiens; 15 ans plus tard, on compte encore 41 "cafés"! 4 seulement alors sont tenus par des Italiens et un par une Polonaise; mais sur les 36 "débits" tenus par des Français, 10 tenanciers sont nés en Italie. La limonade intégratrice!

On notera à la fois l'attachement des petits commerçants à la cité, puisque 8 parmi les tenanciers d'origine italienne étaient présents en 1921, et la modification sensible du regard porté sur ces lieux autrefois désignés du doigt dans la presse: «*Il nous est par surcroît agréable de constater que les rixes, les bagarres, les drames sanglants ayant pour mobile la jalousie, ont cessé d'ensanglanter fréquemment les cabarets et les bouges où le couteau et le revolver s'avisaient jadis d'avoir le dernier mot. Faut-il voir dans cet heureux adoucissement des mœurs la conséquence de la situation que nous venons de constater? L'esprit de famille apporte avec lui l'ordre et la tranquillité. Grâces lui en soient rendues.* » [17]

Beaucoup d'Italiens et de Polonais venus en Lorraine et vivant à Jarny, se sont sans aucun doute pleinement intégrés. Mais intégrés à quoi, sinon à des sous-ensembles de la cité, que la notion plus globale de cité jarnysienne en tant qu'entité urbaine a progressivement gommés?[18] Les habitudes de vie qui se sont développées sont largement un panachage multiculturel. Leur observation, la description des divers apports sont connus, pour les générations qui ont grandi ici. La question de savoir comment se sont comportés les arrivants des débuts est plus compliquée. On sait que, dans un premier temps, les étrangers ont eu recours à diverses médiations et que le passage d'une culture à une autre ne s'effectue pas comme une mue de printemps. Il paraît difficile de se mouler brutalement et résolument dans une nouvelle structure. [19] Avant de s'intégrer pleinement certains ponts sont in-

15- dans "La ville et ses faubourgs", in "Citoyenneté et urbanité".
16- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.
17- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.
18- Un peu comme le rappelait Durkheim, pour des cas dépassant le cadre de Jarny: «*C'est en effet une loi générale que les agrégats partiels qui font partie d'un agrégat plus vaste, voient leur individualité devenir de moins en moins distincte* » **E.Durkheim, De la division du travail social".**
19- Certes, on peut suivre M.Halbwachs lorsque il dit que les étrangers «... *abordent avec humilité dans la terre étrangère, comme dépouillés de leur statut ancien,* » **Halbwachs, La morphologie sociale, Colin,**. Mais faut-il le suivre quand il les présente comme une « *matière sans forme et toute disposée à entrer dans de nouveaux cadres* » **id** Il semble que les choses soient plus compliquées.

dispensables à l'arrivant pour qu'il puisse cohabiter avec les autres communautés. Ces ponts sont en premier lieu les diverses associations, qui, comme le souligne G.Noiriel, sortent les immigrants de leur isolement. [20] Les "communautés ethniques", -groupements divers, sportifs, religieux, syndicaux, dont parle G.Noiriel-, jouent ce rôle de médiation important. Ce ne sont pas les seuls. L'école et la rue pour les enfants, le marché, les cafés déjà cités, les lieux de travail et de résidence, jouent aussi ce rôle pour les adultes. Ces cadres permettent aux immigrés d'entrer en contact avec le milieu d'accueil et de s'en approprier, progressivement, des éléments. On doit toutefois ajouter que si le poids des arrivants dans le pays d'accueil est important, la question peut se poser de savoir qui modèle qui. C'est ce qui se passe partiellement dans certains quartiers où les étrangers peuvent aller jusqu'à les remodeler et à les transformer. Le cadre d'accueil jarnysien ne constitue ainsi qu'une référence fragile, en constante transformation sous l'effet des diverses strates d'arrivants. Tout en fait dépend de la part des étrangers dans une communauté souche. Et il convient de mener une étude détaillée, par quartier, par cités. Finalement à Jarny comme dans de nombreuses cités ouvrières de l'Est, les phénomènes d'intégration, loin de se conformer à un schéma rigide, ont énormément varié d'une rue à l'autre, d'un quartier à l'autre, ce que laissait supposer l'étude de la répartition des étrangers par lieu de résidence.

Les facteurs favorisant l'assimilation:

Le rôle de l'école, de la socialisation des enfants à la maîtrise de la langue

L'école laïque, ouverte à tous, qui ne met par principe aucune barrière à l'accès à l'instruction générale qu'elle propose et qui gomme dès le départ tous les particularismes, joue pour les petits d'étrangers une double fonction: le rôle intégrateur de l'Etat et le creuset de la nation. C'est l'Etat, sans que ce soit défini dans aucun texte, qui délègue en quelque sorte à l'école le rôle assimilateur de la Nation, en mettant la culture nationale au service de tous ceux qu'elle reçoit, sans distinction d'origine.[21] Pourtant, certains voient aujourd'hui dans la scolarisation uniforme de tous les enfants, une volonté de destruction des repères identitaires chez l'enfant et à terme de toute la communauté.[22] Fallait-il en ce cas accepter et même encourager les tentatives menées par les consuls, les églises ou les groupements nationaux (voire nationalistes) de soustraire les enfants d'étrangers à l'école républicaine? Et ce au nom de la préservation des différences culturelles? Ce débat, nous n'en trouvons aucun écho localement. S'il a agité, à l'époque les milieux dirigeants, nous ne savons pas ce qu'en pensaient, sur place, les différentes communautés. On notera avec le préfet, qu'à Jarny, l'accueil des enfants d'Italiens puis de Polonais s'est opéré dans le cadre prévu par la loi. Plusieurs fois, nous retrouvons dans

---

20- *«Dans un premier temps, le déracinement fait perdre à l'immigrant tous ses repères et les liens qu' il entretenait avec les membres de son groupe. D'où la nécessité de favoriser les formes de vie communautaire fondées sur la culture d'origine, car elle seule peut, dans un premier temps, sortir l'immigré de son isolement. Contrairement aux préjugés du sens commun, la participation de l'immigré aux activités de son groupe d'origine représente une première étape dans la marche vers l'intégration. En effet, les "communautés ethniques" ne sont jamais une reconstitution "pure" de la société de départ. Il s'agit toujours d'organismes "mixtes", qui intègrent des formes culturelles propres au pays d'accueil.* » **Gérard Noiriel et David Charasse**.

21- Citons M. Pairault dont l'ouvrage paraît au début de 1927 : « *C'est de l'école française, à condition qu'elle soit fréquentée régulièrement, que nous pouvons attendre le plus pour l'assimilation progressive des jeunes étrangers...* » **M. Pairault, op.cité**

22- *«En ce sens, l'école comme norme institutionnelle fonctionne comme un accélérateur du processus de "dégroupement", c'est-à-dire de la perte d'identité, en offrant un cadre social de référence quasiment unique. L'école ne traite jamais de la différence. Sa vocation n'est pas de former l'enfant à reconnaître et à découvrir la différence culturelle. L'école française forme des petits Français et demeure le lieu privilégié de la reproduction de l'uniforme et de l'exclusion du non-conforme.* »M.A.Hily, La résistance à l'assimilation.

les courriers transmis à la préfecture cette note lapidaire: «*Les enfants d'âge scolaire fréquentent les écoles françaises.* »[23] C'est ce que confirment les rapports de police et les rapports de l'inspection académique: «*Les enfants des familles italiennes vont à l'école avec les enfants français, rien n'a été créé dans ce sens pour les enfants italiens* »[24] De même, il n'y aura pas à Jarny d'école polonaise: «*Pour le moment les enfants des familles polonaises fréquentent l'école française* » [25] Localement, les choses vont ensuite évoluer différemment, notamment à Giraumont, commune limitrophe. Les Polonais, tout le monde le note, ont le plus de mal à s'intégrer: «*Ces étrangers polonais étaient assez fermés de caractère et très peu d'entre eux parlaient suffisamment le Français,...* »[26] Prenant conscience de ce particularisme, le gouvernement français, va assouplir pour eux le cadre contraignant des lois scolaires. C'est sur cette base que s'ouvrent quelques cours polonais: «*...Le gouvernement français a compris tout l'intérêt qu'il y avait à rendre le séjour en France aussi agréable que possible aux émigrés étrangers. Au premier rang de ses obligations, il a placé celle qui a trait à l'éducation de leurs enfants. Dans les écoles publiques, des cours spéciaux qui permettent aux enfants de rester en contact avec la langue et les traditions de leur pays d'origine pourront avoir lieu en dehors des heures ordinaires de classes dans les locaux scolaires, sous le contrôle de l'autorité académique...* »[27] Mais localement, sauf à Giraumont, aucun cours en langue polonaise n'est alors ouvert. A notre connaissance, aucune demande n'a été formulée dans ce sens à Jarny. [28] De fait, aucun étranger ne refuse l'école française comme base de formation. Pour les filles cependant, quelques témoins indiquaient que leurs mères les gardaient auprès d'elles le plus longtemps possible pour les aider dans les tâches domestiques. A cette petite restriction près, à Jarny, on peut étendre sans hésiter à l'ensemble de la communauté étrangère cette remarque de J.Ponty :«*L'école française en*

23- AD M&M 1Z82.

24 et 25- Rapport du commissaire spécial de Briey à M. le sous-préfet daté du 19 juillet 1924 - AD M&M 1Z 56.

26- AD M&M 4 M 137.

27- Lettre du préfet -AD M&M 4 M 137 .

28- Seule la presse locale, s'est fait l'écho d'une opinion émue de ce particularisme. Face à la rumeur montante, il faut d'ailleurs que l'inspection académique réponde à l'inquiétude du préfet:«*En réponse à votre lettre, je m'empresse de vous faire savoir que les jeunes étrangers résidant en France sont soumis comme les jeunes Français à la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation scolaire. Cette obligation ne peut évidemment s'appliquer qu'en ce qui concerne un enseignement purement français. Les enfants étrangers doivent donc fréquenter l'école française et y apprendre le Français...* "Après ce bref rappel général, l'inspecteur explique qu'il n'y a en fait guère matière à débat dans la circonscription: «*En ce qui concerne les enfants italiens de la région de Briey, leur situation ne diffère plus de celle des écoliers français et on n'a jusqu'ici qu'à se féliciter des progrès des élèves. Pour les enfants polonais, on a organisé à Pont-à-Mousson et dans un ou deux centres de l'arrondissement de Briey des cours post-scolaires pour l'enseignement de la langue polonaise; mais il est bien entendu que ces cours auront toujours lieu en dehors des heures de classe et n'apporteront aucune modification à l'enseignement normal qui doit demeurer intangible* » Inspection académique de Meurthe et Moselle AD M&M 4 M 137-réponse à M. Cresson, chef de cabinet à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, datée du 29 juillet 1924 . La préfecture confirme d'ailleurs le faible développement de ces initiatives : « *En Meurthe-et-Moselle, fonctionnent trois cours de langue, l'un à Pont-à-Mousson, deux dans la région de Briey; un quatrième devrait s'ouvrir à l'école communale d'Herserange, puisque le préfet vient d'accorder un avis favorable au projet de la direction des usines de Mont-Saint-Martin* »**AD M&M 4 M 137**.
On parle d'en ouvrir dans la vallée de l'Orne puisqu'il est «... *question qu'une école polonaise sera construite à Homécourt et que les cours spéciaux seront faits par des professeurs polonais*» **id.** .
Si l'on en croit la correspondance entre la préfecture et l'académie, les enfants d'étrangers ne suivent pas toujours ces cours de langue, lorsqu'ils existent. En effet, dans ces écoles communales de la vallée, les leçons s'ajoutent à l'horaire normal. On peut penser que les élèves, fatigués, ne se sentent pas très motivés. Aussi, malgré la volonté des représentants étrangers dans la région, cet enseignement recule; mais rien ne prouve que ce soit par manque d'intérêt, comme le pensent les inspecteurs de l'enseignement primaire qui notent l'absentéisme avec une certaine satisfaction. Ailleurs, quand la volonté existe de cultiver l'italianité ou la polonité, ce sont les parents ou les grands parents qui s'efforcent de communiquer eux-mêmes aux enfants ce qu'ils savent de l'Italie ou de la Pologne.«*Il en va sensiblement de même pour la langue qui, par définition (parce que partagée par la communauté entière. , est un des principaux déterminants de la cohésion du groupe, donc de la potentialité à exprimer son identité. La perte de la langue maternelle sans laquelle la vie sociale du groupe perd de son sens, renforce les décalages, à l'intérieur même de la communauté. Perdre sa langue, c'est déjà perdre un peu de son histoire.* »**M.A.Hily, La résistance à l'assimilation** .

trente heures par semaine - parfois moins -, même sans être épaulée par les familles, atteint donc bien son but. »[29] Globalement, dans la région, les tentatives pour mettre en place des écoles italiennes, ou du moins un cadre d'accueil des petits italiens en dehors de l'influence française, échoue rapidement après la guerre.[30] Pour la très grande majorité des étrangers, l'école c'est l'école française. En quinze ans le nombre de ces enfants scolarisés a triplé, quand celui des Français n'a que doublé! Notons toutefois que globalement, les écoliers étrangers demeurent minoritaires, même si leur part passe de 19 à 24%! Il ne faut pas oublier que derrière ces moyennes se cachent des situations locales très diverses, dans certaines écoles de Jarny, à certains moments, les étrangers constituaient, presque la moitié des élèves (45,4%). Voilà pourquoi le moule intégrateur qu'est l'école ne présentait pas, à Jarny un visage uniforme selon les quartiers : l'école Jules Ferry de la gare, n'est pas l'école du centre ville et encore moins l'école de Droitaumont qui accueillait massivement des enfants étrangers de la périphérie.

ENFANTS SCOLARISES

	TOTAL	FRANCAIS	ETRANGERS				FRANCAIS	ETRANGERS
			ITA.	POL.	ET.	total	%	%
1921	614	496	99	7	12	118	80,8%	19,2%
1936	1397	1059	183	147	8	338	75,8%	24,2%

1936	TOTAL	FRANCAIS	ETRANGERS	%	ITA.	POL.	ET.	total
VILLAGE	311	279	32	10,3%	22	5	5	32
GARE	460	438	22	4,8%	17	3	2	22
PERIPHERIE	626	342	284	45,4%	144	139	1	284
TOTAL	1397	1059	338	24,2%	183	147	8	338

Pour tous les enfants rencontrés, c'est surtout pour la deuxième génération que le mouvement d'intégration par l'école semble se précipiter, confirmant les remarques de Durkheim:«*L'enfant, en entrant dans la vie n'y apporte que sa nature d'individu. La société se trouve donc, à chaque génération nouvelle, en présence d'une table presque rase sur laquelle il lui faut construire à nouveaux frais* »[31] Nous ajouterons pour notre part que dans les secteurs miniers, les apports successifs, mettaient en présence des enfants de diverses origines et de diverses classes d'âges. Aussi l'apprentissage linguistique et culturel devait-il suivre des parcours beaucoup plus complexes qu'une simple rencontre entre deux communautés en marche vers la fusion. Les écoles reçoivent des enfants d'âges variés, de langue, et de mode de vie différents qui s'assemblent, bougent dans la ville ou la région et finalement donnent à chaque école de quartier son caractère propre : la norme y semble bien fragile et chaque enfant y trouve de multiples possibilités de socialisation, jouant sur tous les registres lin-

29- Janine Ponty, op. cité.
Objectif rappelé par les inspecteurs qui défendent le cadre strict de lois pouvant parfois prêter à interprétation:«*Ceci nous conduit à désirer que notre loi scolaire soit précisée, faisant valoir que la République, champion de l'enseignement pour tous, entend faire bénéficier largement de l'enseignement primaire les fils d'étrangers présents sur notre sol, mais...s'oppose absolument à l'instauration en France d'écoles étrangères, sous quelques formes que ce soit...*» Inspection académique de Meurthe et Moselle AD M&M 4 M 137. Devançant la critique qui aurait pu reprocher à l'école un rôle de nivellement des cultures, la note poursuivait:« *Nous sommes certains de ne pas porter préjudice aux étrangers par de telles dispositions. Nous leur donnerons largement la culture française, et pour ce qui est de ceux dont l'intention est, non pas de rester à demeure en France, mais de retourner ensuite dans leur pays d'origine, nous avons confiance que le milieu familial leur assurera, d'une façon suffisamment complète, l'éducation nationale qui leur est indispensable* » id.
30- Ainsi, dans la vallée de l'Orne :«*l'asile que "l'opera Bonomelli" entretenait à Auboué depuis 1909 a été fermé l'année dernière* » AD M&M 1Z82.
31- E.Durkheim, "De la division du travail social"

guistiques! «*Les enfants, rien qu'en jouant dans les ruelles des corons, se forment l'oreille. Une fois scolarisés, ils emploient indifféremment l'une ou l'autre langue.* »[32] L'enfant n'entretient de rapport avec sa langue maternelle et le monde culturel de ses origines que dans le cadre du foyer, le soir et surtout à l'occasion des rencontres familiales où s'entretient la petite flamme du souvenir. Tout lien avec le pays n'est pourtant pas brutalement et radicalement rompu. En particulier la presse pénètre largement dans le milieu émigré. «*L'émigré italien, qu'il soit de Sicile ou de Lombardie, de la Toscane ou du Piémont a le même goût de la lecture, se passionne également pour les journaux de notre pays qui sont d'ailleurs très répandus en France* »[33] Dans la ville de Jarny les «*Journaux lus par les Italiens sont " Secolo", "L'Avanti", "L'Unita", "Patria", "La Riscossa "...*»[34] Quelques exemplaires de ces journaux ont été conservés dans quelques familles italiennes, nous n'avons pas retrouvé de trace d'une presse polonaise qui devait exister, comme plusieurs témoins nous l'ont dit.

Malgré tout, la fréquentation des cours de langue et de culture italienne ou polonaise mis en place dans la région, s'effondre comme on l'a dit plus haut. On le comprend, car la durée joue contre le souvenir des racines, et contre l'attachement à une identité qui s'estompe, l'idée de retour recule et un nombre croissant de familles étrangères manifeste le désir de rester définitivement en France. Qu'en est-il vraiment ?On ne sait si les familles qui disparaissent de nos listes sont parties dans d'autres régions industrielles de France ou de Lorraine, ou si elles sont retournées chez elles, par difficulté ou refus de s'intégrer. Sur les vingt années d'observation, ces départs représentent, selon nos estimations, au moins les deux tiers des arrivants. Le consul d'Italie le rappelle: «*Dans le cœur de chaque émigrant palpitent l'espoir, le désir ardent de terminer ses jours auprès de ses parents, de ses amis. La romance de "Mignon" le berce mélancoliquement, "C'est là qu'il veut vivre aimer et mourir". L'exil a beau être volontaire, il a beau être doré, c'est l'exil tout de même.* » [35]

Finalement, l'isolement linguistique provient autant des difficultés éprouvées à apprendre le français que du refus de le faire. Des Polonais, des "Westphaliens". .. des "Poznaniens", déjà partiellement bilingues, ne parviennent pas à s'initier à un autre moyen d'expression. Les structures latines leur sont totalement étrangères et à l'âge adulte, ils n'ont plus la souplesse d'esprit nécessaire pour les intégrer. La barrière du langage constitue un handicap que plusieurs années de séjour ne suffisent pas à combler, même chez les mineurs. C'est l'inverse de ce que l'on observe chez les artisans ou les petits commerçants, en particulier chez les Italiens qui s'y investissent davantage. Le chef de famille, seul toute la journée dans sa boutique, mais au contact de la clientèle qui déborde progressivement le rayon de ses compatriotes, progresse, et avec lui sa femme. Il en va encore plus rapidement pour la deuxième génération. Il est en effet d'autres passerelles que l'école pour réaliser l'assimilation.

32- Janine Ponty, op. cité
- Les sociologues insistent principalement sur le fait que, d'une manière générale, «*c'est surtout dans leur enfance que les individus intériorisent (le plus souvent inconsciemment) les normes essentielles du milieu dans lequel ils vivent.* "Les historiens constatent quant à eux que:«*l'assimilation des immigrants se réalise surtout à la deuxième génération. Même intégrés, les membres de la première génération restent profondément marqués comme le montre l'exemple de la langue par les schèmes culturels qu'ils ont acquis au cours de leur propre enfance dans le pays d'origine.* » **Gérard Noiriel et David Charasse** .
33- Est Républicain du 23 décembre 1927, article d'Achille Liegeois, interrogeant le Comte Vecchiotti, consul général d'Italie.
34- AD M&M 1Z56.
35- Est Républicain du 23 décembre 1927, article d'Achille Liegeois, interrogeant le Comte Vecchiotti, consul général d'Italie.

L'école nous l'avons vu joue ce rôle pour les enfants, surtout pour ceux de la seconde génération, mais pour les adultes, quels en ont été les chemins? Essentiellement le lieu de travail et les associations.

La loi du ler juillet 1901 et le décret du 16 août suivant qui régissent les associations permettent aux étrangers de créer leurs propres groupements et de les gérer librement. Les associations d'immigrés n'échappent pourtant pas à la surveillance discrète des services de la Sûreté générale, redoutent toujours les rebelles. Grâce à cette surveillance, ces structures regroupant l'une ou l'autre des deux grandes nationalités étrangères, nous sont mieux connues. Toutes cherchent à exprimer leur attachement au pays d'origine et aucune n'a de visée subversive ou ne tente d' entrer en conflit avec un régime politique qui ne cherche pas à les brimer. C'est dans ce domaine associatif, sans conteste, que l'administration française a fait preuve de la plus grande libéralité à l'égard des immigrés. L'administration aurait-elle perçu ce que les sociologues nous enseignent sur le rôle de passage des regroupements d'étrangers? Or, si ces associations offraient des possibilités d'intégration à la société française, elles présentaient des aspects contradictoires.

Entre italianité et intégration: les associations d'anciens combattants

Certains Italiens ont rejoint les rangs de l' Association Nationale des Combattants Italiens. Cette organisation, directement mise en place par le gouvernement de Rome, prend après 1923 une orientation de plus en plus ouvertement patriotique. Dans un premier temps, sans doute pour mieux se faire accepter, elle adopte une stratégie de rapprochement avec les associations françaises comme le note le commissaire spécial de Briey: «*Enfin, pour être tout à fait complet, il convient de dire que les représentants du gouvernement italien favorisent le rapprochement de leurs nationaux avec les nôtres en les faisant participer aux manifestations et cérémonies patriotiques, telles qu'inaugurations de monuments aux morts de la guerre, aux concours sportifs, etc...* [36] Pour Didier Francfort, cette stratégie du rapprochement a surtout permis aux faisceaux de combattants profascistes de se donner une couverture honorable en France. [37] Sans développer davantage un sujet sur lequel nous

36- AD M&M 1Z 56.

37- Cela ne s'est pas fait en une fois. On a d'abord souligné la confraternité d'armes, avec toutes les ambiguïtés que revêtent les discours sur la nostalgie guerrière: « *Le rappel de l'esprit des tranchées, de " l'unanimité " interventionniste, l'éloge de la virilité guerrière sont des thèmes familiers dans une région frontalière, partiellement "désannexée".* (**Didier Francfort, Etre mussolinien en Lorraine 1921-1939, Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine**. Au départ, l'esprit pacifiste demeure nettement affirmé:« *Cette A.N.C.I., reconnue personne morale en juin 1923 en Italie, est proche des milieux antifascistes lors de sa Fondation en France. Son premier vice-Président à Paris est un dirigeant important de la Ligue des Droits de l'Homme.* » **id**. Progressivement, l'esprit change: « *la section française de l'A.N.C.I. est dissoute en 1924, à l'instigation de l'Ambassade, et reconstituée par des éléments jugés sûrs.* » **id**. Finalement,«*les faisceaux italiens de Lorraine ont fait de leurs liens avec l'Association Nationale des Combattants Italiens la clef de voûte de leur stratégie associative.... En Lorraine, la nouvelle A.N.C.I. n'a pas connu de conflits politiques équivalents à ceux de Paris. Elle se présente comme un équivalent de l'U.N.C. française, quasi-officielle, fortement marquée par une sensibilité chrétienne voire cléricale. La première manifestation publique de l'A.N.C.I. a lieu dans le cadre prestigieux de la cathédrale de Metz :l'Associatione dei Reduci di Guerra (qui en Lorraine se confond avec l'A.N.C.I..fait bénir son drapeau. C'est lors de cette cérémonie que les autorités françaises remarquent la première* " chemise noire « *La manifestation a été préparée par des réunions constitutives d'une société d'Anciens Combattants (Reduci. qui affirme vouloir se consacrer au* "Culte de la patrie" *et à la* "défense de la force morale de la nation italienne«. *Le promoteur de cette initiative, entrepreneur à Mancieulles, en Meurthe- et-Moselle, ne cache pas ses sympathies pour le fascisme. Le président de la zone est architecte à Metz, il est lié au Consulat et ne fait pas mystère de son appartenance au fascio. Une tournée de conférences le conduit à Audun-le-Tiche, à Clouange. Chaque fois, une section de - l'A.N.C.I. est créée. L'association s'étend à Rombas, Hayange, Moyeuvre-Grande. Son Président se rend alors à Longwy où l'agent consulaire réunit les futures recrues. Des sections se créent à Villerupt, Rehon, Jarny, Homécourt. L'implantation de l'A.N.C.I. semble préparer et compléter celle du P.N.F. L'association peut, sans réserve, être considérée comme un relais, voire même comme une couverture à l'action des faisceaux.* » **id**

reviendrons, il nous suffira de noter que Jarny, apparaît comme un centre actif de mussoliniens. On apprend par exemple que le 23 mars 1930 à 14 heures, «*une réunion de fascistes Italiens se tient à l'Hôtel Cordier et réunit plus de 100 personnes.... parmi lesquelles on a remarqué les principaux militants de la circonscription; savoir M.B. entrepreneur de maçonnerie à Giraumont, M.M. épicier-cafetier à Jarny, M.N. entrepreneur de maçonnerie à Labry et M.G. fabricant de pâtes alimentaires à Jarny. Cette réunion,* [était]*présidée par M. le consul d'Italie ....*» [38] Le fascio de Jarny, comme dans d' autres cités avait trouvé dans les manifestations patriotiques, le moyen de se rendre visible. Pour nous limiter ici à cette convergence entre anciens combattants et mussoliniens, on peut signaler la démarche de certains Italiens de Jarny qui préparent une manifestation commémorative pour le début du mois de novembre 1932. Dans un rapport du sous-préfet du 29 octobre 1932, on apprend que «*M.C.H. limonadier à Jarny, principal chef du parti fasciste italien de Jarny se propose de fêter l'armistice de la guerre italienne le dimanche 6 novembre 1932. Il a projeté d'organiser un cortège, lequel a été autorisé par M. le maire de Jarny pour se rendre à l'église; de là le cortège doit se rendre au monument des fusillés italiens de 1914....* »[39] Et, le 7 novembre, un autre compte rendu indique que «*55 personnes environ étaient assemblées....ce cortège, après avoir assisté à une messe solennelle...s'est reformé pour aller déposer une gerbe aux monument des fusillés italiens, où les assistants se sont recueillis une minute en faisant le salut fasciste...* »[40] On notera immédiatement le rôle contradictoire de ce type d'association puisque par principe, la défense de l'identité italienne devrait maintenir éloignées les deux communautés. Si l'on suit D.Francfort, le résultat est ambigu:0 «*Grâce à l'A.N.C.I., les fascistes ont trouvé leur place dans le rituel où est proclamée l'identité française d'une région frontalière. Le fascisme loin d'être un instrument de maintien d'une identité italienne menacée par l'assimilation, a, d'une certaine façon, joué la carte de l'intégration d'une élite de la communauté immigrée à la bonne société .*»[41] Chacun sait que cette politique connaîtra une évolution très différente au cours des années trente, qui voient le rapprochement progressif de l'Italie mussolinienne et de l'Allemagne hitlérienne et qu'à des associations patriotiques promussoliniennes s'opposeront les groupes de militants antifascistes. Jarny, nous l'indiquerons, a été le théâtre bien malgré elle, de rivalités et de tensions qui ont vu ces adversaires politiques s'entredéchirer tout en alimentant les réseaux de la droite et de la gauche française locale. Autre dimension de l'inscription involontaire des étrangers dans la cité d'accueil.

Ajoutons à cela que régionalement, les anciens combattants d'origine italienne et naturalisés français rencontraient d'autres problèmes de reconnaissance. Ces Italiens devenus Français se

38 - AD M&M 1Z 37.

39 à 40 - AD M&M 1Z 37.

On reconnaît bien là, la démarche signalée et analysée par D.Francfort qui ajoute dans son article que: «*Le responsable du Fascio* "U. Maddalena" *de Briey peut écrire, en 1932, qu'il bénéficie de* "l'appui sincère et de l'aide efficace« *des dirigeants et des membres de l'A.N.C.I.. L'association s' emploie en effet à rendre la politique mussolinienne et ses représentants acceptables auprès des associations d'anciens combattants français pour toucher l'ensemble de l'opinion....En Lorraine, les contacts ont même précédé la fondation de l'A.N.C.I. En 1921, le futur Président de cette association (non encore constituée. fait partie d'un comité chargé de l'érection d'un monument à la mémoire des Italiens morts en Lorraine, pendant la Grande Guerre, et enterrés au cimetière de Chambières, à Metz. Lors de l'inauguration du monument, le Gouverneur de la Place de Metz, l'attaché militaire de l'ambassade d'Italie, les autorités françaises et italiennes reprennent de façon unanime, le thème de la fraternité latine contre l'ennemi germanique commun. Localement, l'association de l'A.N.C.I. et de l'U.N.C. est très étroite.* » **Didier Francfort, op.cité.**

41- Didier Francfort, op.cité.

trouvaient après guerre dans une situation fragile. A côté de l'ANCI qui légitimement pouvait ni ne voulait les accueillir, ils tentent de constituer une société de défense des intérêts des Italiens les plus anciennement implantés en Lorraine, avant 1914. Par leur option pour la nationalité française, ils se sont en effet trouvés écartelés entre leurs ancienne et nouvelle patries.

Mal compris et rejetés par les autorités italiennes - l'ambassade royale d'Italie leur avait répondu le 27 août, « *qu'il n'est dû aucune indemnité aux sinistrés de guerre qui ont perdu la nationalité italienne* »-, ils vont donc se regrouper comme nous l'apprend un rapport de police: «*Tout dernièrement s'est constituée une association entre les Italiens sinistrés de guerre en France qui a pour but de faire toutes les démarches nécessaires auprès des gouvernements intéressés en vue d'arriver au paiement des dommages de guerre des sinistrés italiens en France* »[42] Ce groupement n'aura de cesse de faire valoir les droits de ses adhérents sinistrés pour leurs biens en France. Plusieurs réunions se tiennent, dont une à Jarny, le 29 novembre 1931, à la salle "Concordia". A la tête de cette association on relève la présence de M. Flamini Louis, président et habitant à Landres. Le vice-président est Gaspard Ferrero, né en 1886 à Favria, naturalisé français, gérant de la "Croix de Lorraine", rue Victor Hugo à Jarny. Père de 5 enfants, il est à la tête d'un petit commerce qu'il gère en famille, avec ses deux fils. Marié à une Italienne, il est un représentant typique des premiers Italiens venus à Jarny. Son fils aîné y est né en 1914, son second fils est né en 1916 en Italie et ses 3 autres enfants sont nés après guerre à Jarny. Un de ses frères vit ici aussi. Le trésorier de cette association lui ressemble : Séraphin Guenzi naturalisé français est mineur à Droitaumont. Il est né à Veruno en 1877, marié à une Italienne devenue française elle aussi. Il n'habite plus les cités, mais s'est installé avenue Wilson. Un de ses frères travaille aussi à la mine comme chauffeur. Face à la double incompréhension des autorités française et italienne, ces Italiens naturalisés et victimes de guerre se sont donc réunis, fédérés et ont lancé une adresse à Pierre Laval alors président du Conseil et à M.Deligne, ministre des T.P. et des Régions Libérées. Ils seront finalement entendus, mais nous ne savons pas sur quelle base ils ont été indemnisés pour la perte de leurs biens et immeubles durant la guerre. Nous ne savons pas non plus comment les veuves et parents des fusillés italiens d'août 1914 ont été dédommagés ni par qui.

Les sociétés de secours mutuel

Si le syndicalisme ne s'est pas tout de suite développé durablement dans les entreprises jarnysiennes, comme nous l'avons vu, d'autres formes de solidarité se sont mises en place au lendemain de la guerre avec des coopératives et des sociétés mutualistes. Les étrangers en ont également constitué, en conformité avec la loi; leurs sociétés de secours reprennent souvent d'anciennes associations existant en Lorraine avant guerre. Dans un rapport de la sous-préfecture, on apprend par exemple qu'en 1924: «*Jarny est le siège d'une société de secours mutuel des ouvriers Italiens qui compte actuellement 47 membres actifs et possède 2400 F en caisse* »[43], est un regroupement d'Italiens dont le

42- AD M&M 4M 138 .

43- AD M&M 1Z56- Cette société, (en fait " Société Italienne de Secours Mutuel de Jarny et environs" AD M&M 1Z56- Cette société, (en fait " Société Italienne de Secours Mutuel de Jarny et environs". «...*En ce qui concerne les Italiens, des sociétés de secours mutuel ont été créées par l'agent consulaire de Briey à Jœuf, Jarny, Piennes, Villerupt. ...Ont été créées également des sociétés de musique à Auboué, Jœuf, Piennes, Jarny* ...» Rapport du commissaire spécial de Briey à M. le sous-préfet daté du 19 juillet 1924 - AD M&M 1Z 56.

président, Jacques Luisetti, né à Casteletto, chef de poste à la mine de Droitaumont, père de deux enfants, était d'abord venu travailler à la mine de Mancieulles avant guerre. Cette société va compter jusqu'à une centaine d'adhérents et faire en conséquence l'objet d'une surveillance particulière. Si les rapports indiquaient qu'elle «*ne semble pas avoir eu d'objectifs politiques* ", cette surveillance traduisait l'inquiétude de voir s'établir des organisations étrangères, donc plus ou moins suspectes dans la région. En fait ces associations purement corporatives, ont plutôt joué un rôle intégrateur. C'est d'ailleurs dans ce sens que le journaliste de "l'Est Républicain" voit les choses quand il questionne le consul général d'Italie et lui demande:«*si les institutions sociales d'assistance et de solidarité n'exercent pas ici leur heureuse influence?* "M.Vecchiotti lui répond:«*Il s'est fondé plusieurs associations de secours mutuel;...visitez les moindres organisations du Bassin de Briey, vous comprendrez par quels liens étroits et solides, ceux de la sympathie et de l'intérêt matériel, la colonie italienne s'attache au pays d'élection où plus de cent mille des nôtres sont venus se fixer librement. Les affinités des races, les évènements de l'histoire fortifient la réciprocité de nos sentiments.* »[44] L'intégration par le biais de ces sociétés d'entraide ou autre, constituées puis soutenues le plus souvent sous le double patronage des autorités italiennes et françaises, est bien connue. Elles aussi revêtent un caractère contradictoire, puisque formées souvent à l'initiative de consuls soucieux de préserver l'identité nationale des groupes italiens, elles ont été, bien souvent un puissant levier de l'intégration sur place: Finalement, la fusion dans la communauté jarnysienne a pris divers détours, bien souvent en dehors de cadres clairement établis, puisque le regroupement en communautés d'intérêts nationaux est resté très limité. Dans certaines localités voisines, les Italiens avaient constitué des économats où chacun pouvait trouver des denrées importées mais à Jarny il «*n'existe aucune coopérative italienne dans le centre ouvrier de Jarny* "; par contre, on indique que «*20 Italiens tiennent des cafés et 8 autres des commerces tous florissants.* »[45] D'après les témoins, ces commerces, fournissaient aux Transalpins les produits permettant de préparer les plats traditionnels et de maintenir sur place leurs habitudes culinaires. C'est une des rares marques saillantes d'une italianité, somme toute peu entretenue à Jarny.

On pourrait dire la même chose des regroupements de Polonais, encore plus discrets. Ainsi Stanislas Szcypaniak dirige un temps une société polonaise, "l'Oswiata". Né en 1886 à Tarczanow, il avait été embauché comme manœuvre à la mine de Droitaumont et habitait rue C dans les cités Schneider. Il avait épousé une Polonaise native de Gora, et sa fille avait été embauchée comme coiffeuse chez Vaillant. L'association qu'il dirigeait avec plus ou moins de dynamisme, se donnait comme objectif «*le développement moral et intellectuel des Polonais en France* .» Pourtant, après quelques années d'activités, celle-ci donnait des signes d'essoufflement et les observateurs, constataient que «*...cette organisation ne manifeste aucune activité et le président semble ne plus vouloir s'en occuper.* »[46] L'immigration polonaise en Lorraine, mal connue et peu étudiée, semble donc n'avoir guère connu la vigueur des colonies du Nord. Elle apparaît toujours plus fermée que le groupe italien,

---

44- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.
45 et 46- AD M&M 1Z 56.

et localement, la communauté polonaise de Jarny semble s'être d'autant plus repliée sur elle-même que ses propres associations sont restées faibles et peu structurées.

D'une autre nature est le lien religieux qui aurait pu unir ces communautés. Mais il n'est pas aussi simple qu'on voudrait le faire parfois entendre, notamment en présentant une communauté chrétienne étroitement soudée dans ses pratiques communes.

Le rôle de l'église a été très modéré à Jarny

On lit dans les quelques études, peu nombreuses au demeurant, consacrées à l'intégration des étrangers en Lorraine, que les cadres religieux auraient joué un rôle puissant en particulier auprès des femmes et des Polonais. Les sociologues et quelques observateurs de l'histoire politique ont tenté d'expliquer les originalités politiques lorraines en particulier la faiblesse du mouvement ouvrier dans les années vingt, par des facteurs religieux. On entend dire fréquemment aussi que les Italiens ou les Polonais se sont facilement intégrés en Lorraine parce qu'ils étaient catholiques comme 98% des Français. Or la sensibilité religieuse polonaise (et dans une certaine mesure l'italienne aussi), diffère de celle des catholiques français. On y observe une religion plus démonstrative avec abondance de signes extérieurs de piété et un respect plus inconditionnel du rituel religieux. «*Les immigrés italiens, le plus souvent issus du monde rural, sont encore très marqués par le culte des saints, des images pieuses. Ils aiment les pèlerinages, les processions; bref ils expriment leur croyance d'une façon très ostentatoire.* »[47] La place des fêtes chrétiennes est encore plus vivace dans les communautés polonaises. Il faut surtout ajouter que l'Eglise a joué dans l'histoire de la Pologne un rôle essentiel dans la résistance nationale à la germanisation et à la russification et que le réveil polonais d'après guerre est indissociable du sentiment religieux: elle a incarné les idéaux patriotiques, et défendu l'usage de la langue maternelle contre les tentatives de d'éradication. On comprend que le prêtre, honoré, respecté ait pu continuer de tenir ce rôle politico-national dans certains centres industriels. Mais la Lorraine n'est pas le Nord et, à quelques exceptions près, on ne retrouve qu'assez rarement des aumôniers ou des prêtres. Les autorités se sont cependant inquiétées des agissements des quelques prêtres polonais

JARNY	adresses	Chefs de famille polonais dans les années trente
CENTRE	AVENUE WILSON	1
	RUE DE L'ABBE VOUAUX	2
	RUE DE LORRAINE	3
	RUE DES ACCACIAS	2
	RUE DES MINES	5
	RUE GAMBETTA	3
	RUE MATHIEU DE DOMBASLE	3
	RUE PASTEUR	2
	RUE RENAISSANCE	2
	Total	**23**
GARE	AVENUE JEAN JAURES	1
	Total	**1**
PERIPHERIE	FERME STE CATHERINE	3
	HAMEAU DE DROITAUMONT	1
	ROUTE DE GIRAUMONT	4
	ROUTE DE METZ	9
	RUE A	17
	RUE B	24
	RUE C	16
	RUE DES ORMES	1
	RUE DES TILLEULS	28
	RUE DU BOIS DU FOUR	2
	RUE NEUVE	23
	Total	**128**
	Total	**152**

47- Gérard Noiriel et David Charasse, opus cité.

installés dans le Pays Haut: «...*En référence à vos instructions, en date du 30 octobre dernier, relativement aux mesures qu'il pourrait être opportun d'envisager à l'égard de certains prêtres polonais qui exercent d'une façon abusive leur ministère en France, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les renseignements recueillis à ce sujet dans le secteur de Longwy-Briey: deux prêtres polonais exercent dans l'arrondissement de Briey, ce sont M Krzyszkowski Czeslaw et Makiela Théodor...* »[48] On notera la faiblesse de l'encadrement en question pour une communauté que les autorités chiffraient pour les colonies du canton de Longwy et Longuyon à «*3400 environ* " et pour les"*autres centres* [à]*5000 environ.* »[49] Les autorités pouvaient en toute logique, conclure qu' «aucun *de ces deux ecclésiastiques n'a donné lieu à remarques défavorables au point de vue national français ou dans ses rapports avec les autorités et les milieux locaux.* »[50] A Jarny la lecture des délibérations du conseil municipal, n'apporte aucun élément sur ce sujet: ni litige, ni demande de locaux, ni friction entre clergé local et communauté polonaise. Pas de mésentente manifeste avec le curé de Jarny, mésentente qui aurait pu pousser la communauté polonaise à un certain repli sur soi. L'idée de regrouper ou d'organiser des sociétés nationales, comme le souhaitait l'Archevêque-Primat, Mgr Dalbor, ne semble pas avoir eu beaucoup d'écho sur place. Il faut y voir, peut-être, la marque d'une faible implantation et le caractère dispersé de la communauté polonaise dans les divers centres ouvriers de la vallée de l'Orne. C'est seulement dans un des centres proche de Jarny qu'une tentative d'organisation répondant aux souhaits de la mission catholique polonaise s'est réalisée«*Les Polonais groupés, possèdent à Homécourt seulement une association catholique ayant le même but que les sociétés de secours mutuel...* »[51] Ailleurs en particulier dans les mines du secteur de Jarny, on note qu' «*un prêtre de Metz visite de temps en temps les centres où se trouvent les Polonais...* »[52] En dehors de ces missions, on signale que «*des conférences sont organisées par M. le consul polonais de Strasbourg.* »[53] Il est significatif de constater que c'est dans le centre minier de Giraumont, là où proportionnellement la communauté polonaise est la plus dense, qu'une tentative d'installer une école et de faire venir des prêtres polonais a été menée. Le nombre est-il un critère? On peut en douter, car, avec 128 chefs de familles polonais dans les cités minières de Jarny, et un nombre presque équivalent de ressortissants dans les deux cités, on aurait du, logiquement observer une démarche du même type. A moins, comme le montre le tableau, que ce ne soit la présence plus dense des Polonais dans la cité (25% de la population contre à peine 4% à Jarny), qui ait donné à Giraumont une tonalité étrangère plus marquée. De même,

ETRANGERS EN 1926	JARNY	%	GIRAUMONT	%
HOMMES	774	52,9	290	44,6
FEMMES	324	22,1	113	17,4
ENFANTS	365	24,9	247	38,0
TOTAL	**1463**	100	**650**	100
BELGES	32	2,2	5	0,8
ITALIENS	1154	**78,9**	339	**52,2**
LUX.	9	0,6	9	1,4
ESPAGNOLS	5	0,3	4	0,6
POLONAIS	239	**16,3**	259	**39,8**
ALLEMANDS	6	0,4	15	2,3
TCHEQUES	3	0,2	9	1,4
SERBES	4	0,3	10	1,5
SUISSES	8	0,5	-	-
PORTUGAIS	3	0,2	-	-
TOTAL	**1463**	100	**650**	100
FRANCAIS	4648		384	
POPULATION	**6111**		**1034**	
% des étrangers	23,9		62,9	
%d'ITALIENS	18,9		32,8	
% de POLONAIS	3,9		25,0	

48 et 49- AD M&M 1Z 56.
50 à 53- AD M&M 1Z 56.

dans le cas de la communauté italienne de Jarny, on aurait pu s'attendre à une présence missionnaire plus active. Plus nombreuse cette communauté aurait dû se démarquer davantage qu'elle ne l'a fait sur le plan de la pratique et du regroupement religieux. Or il n'en a rien été semble-t-il.

On a parfois présenté le rôle joué par la religion catholique vis-à-vis des immigrés italiens arrivés en Lorraine.«*Les évêques et les catholiques français, attachés à une foi plus "abstraite" et plus "intimiste", trouvent ces débordements ridicules. A condition d'entretenir ces spécificités d'origine, les missionnaires italiens peuvent donc espérer conserver le contrôle de "leurs troupes". D'où l'énergie qu'ils dépensent pour valoriser "l'identité italienne " dans la région, gommant au passage les multiples différences dues à la diversité des régions d'origine de ces immigrés.* »[54] Pour des centres comme Jarny, ce rôle semble avoir été indirect et lointain. Certes, dès avant 1914, avec "l'Opera Bonomelli", des missions italiennes ont sillonné la région pour encadrer leurs "ouailles" émigrées. Il est par ailleurs indéniable que les maîtres de forge se sont longtemps appuyés sur les organisations catholiques dans une perspective de recrutement, d'encadrement et de collaboration. Mais, en l'absence d'une mission locale, comment juger de l'influence que le catholicisme a exercé sur le monde ouvrier des immigrés? Si vraiment «*le clergé italien a contribué aussi à sceller cette unité de vie et à l'isoler davantage de la vie française, en multipliant dans les "colonies" des services religieux "italiens" où le sermon était prononcé par un ecclésiastique italien,* »[55] alors, à Jarny, la faiblesse des missions expliquerait en partie la facilité avec laquelle les Italiens se sont intégrés. Cela irait contre l'idée d'une entreprise systématique d'encadrement que l'on trouve dans les ouvrages de l'époque et qui a été largement reprise depuis, faute d'enquête:« *Le clergé italien se méfiait, il faut le dire, des répercussions possibles sur les Italiens de l'esprit laïque français. Sous prétexte donc d'exalter l'union des émigrants italiens en France et de leur adoucir la vie à l'étranger, il a créé en France un cadre de missionnaires et aumôniers Italiens. Beaucoup des "colonies" italiennes avaient ainsi leur clergé .*»[56] Or, bien souvent, la police signale au contraire la faiblesse de l'entreprise: "*Un seul prêtre italien se trouve dans mon secteur à Jœuf Homécourt Auboué; il n'en existe pas dans les autres centres du secteur...* »[57] L'encadrement religieux semble donc n'avoir joué qu'un faible rôle dans le processus d'intégration. «*Il y a un seul prêtre à Nancy depuis peu de temps et jusque là il s'est confiné dans son rôle d'église.* »[58] Et si l'Eglise a joué un rôle, c'est de manière indirecte, en collaborant à la mise en place d'associations qui, nous l'avons dit servaient de voie d'intégration à la société française.

Sans doute, ici comme dans d'autres cités, la religion a été un enjeu politique, un facteur de division de la "communauté italienne", partagée entre une proportion de plus en plus massive d'individus détachés du catholicisme et une proportion plus réduite d'ouvriers, employés, cadres et commerçants fidèles à l'Eglise. Mais nous n'en retrouvons guère d'écho à Jarny. Cette faiblesse de la pé-

54- Gérard Noiriel et David Charasse, op. cité .
55- St. Wloceski, op. cité .
56- St. Wloceski, op. cité .
57-Rapport du commissaire spécial de Briey à M. le sous-préfet daté du 19 juillet 1924 - AD M&M 1Z 56.
58- AD M&M 1Z 56.

nétration locale du clergé italien tient peut-être au fait qu'à Jarny la communauté étrangère n'était pas dominante, à la différence d'autres cités strictement minières du Pays Haut. Il tient peut-être aussi au fait que le clergé français n'entendait pas abandonner ses prérogatives au profit de la Mission italienne installée dans le Pays Haut. L'Eglise française jalouse de son rôle, invitait les catholiques étrangers à se couler dans le moule des structures administratives nationales (paroisse, diocèse...). Malheureusement, nous n'avons pas pu consulter les archives de la paroisse, et il est impossible de mesurer la diffusion de la presse religieuse localement. L'examen de quelques journaux publiés par les Missions italiennes en Lorraine montre toutefois que "l'italianité" était particulièrement cultivée de 3 façons : en présentant les sportifs, les artistes, les hommes politiques italiens, en entretenant l'espoir du retour au pays, et en mettant les fidèles en garde contre les mariages mixtes et la naturalisation. Effectivement, ces derniers demeurent limités comme le note le consul : «*Si vous me demandez la raison, je répondrai sincèrement que la différence d'habitudes et de caractère n'est pas à proprement parler ce qui empêche ces unions. L'émigré italien recherche des femmes de son pays et j'ai observé entre mille cas de nature à justifier mon opinion que certains Italiens n'ont pas hésité devant les fatigues et les dépenses d'un long voyage pour épouser dans leur commune d'origine la compagne de leur existence; il en venu d'Amérique.* »[59]

Les naturalisations demeurent limitées.

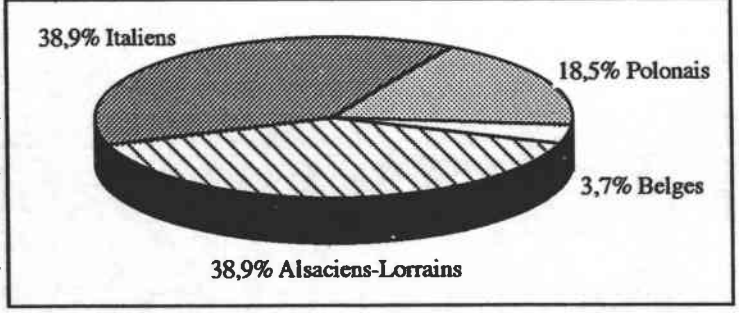
La naturalisation est l'aboutissement le plus complet de l'assimilation des immigrés dans la société d'accueil, comme le dit St. Wloceski: «*...la naturalisation qui doit, dans la pensée des législateurs français, non seulement couronner l'assimilation, mais aussi la faciliter...* » Regarder le phénomène avec nos yeux d'aujourd'hui pourrait conduire à penser que l'acquisition de la nationalité française a été importante en Lorraine. Un peu comme si fatalement, cela devait s'inscrire dans une démarche logique, intégrant la vocation française à l'asile universel.

Voici donc un nouveau mythe : celui des naturalisations massives en Lorraine dans l'entre-deux guerres: la faiblesse du mouvement de naturalisation est particulièrement évidente avant que la loi de 1927 dont l'impact fut certes immédiat mais fort éphémère. D'une façon générale, il faut rappeler que «*l'assimilation dans l'entre-deux-guerres fut lente et différenciée. Dans les années 1920, si l'on en juge par le chiffre des demandes, le processus de "nationalisation« "française (ou d'option nationale) est proportionnellement plus le fait des Belges, immigration ancienne s'il en est, que des Italiens qui ne se précipitent pas ...* »[60] Faut-il donc accorder crédit à la réponse qu'apportait le consul d'Italie à la question à Achille Liegeois, journaliste à l'Est Républicain: « *La fidélité de vos nationaux doit-elle se traduire par un nombre extrêmement faible de naturalisations?* ". Le Comte Vecchiotti répond en effet:«*C'est exact, ...L'Italien ressemble à votre grand tribun de la Révolution: il n'emporte point à ses semelles la terre qui l'a vu naître; il aime son clocher; il garde fièrement de sa patrie un souvenir que les Français sont mieux que personne capables de comprendre.*

59- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.
60- R.Galissot, op. cité.

Quelques naturalisations sont parfois réclamées parmi la jeunesse née en France, laquelle conserve son droit d'option jusqu'à l'âge de vingt-deux ans. »[61] On comprend le sens de la question posée par un journal relativement peu enclin à l'ouverture de la nationalité. On comprend aussi le lyrisme du consul qui ajoute «*Au cours des fêtes, de cérémonies, de manifestations sportives, nous avons eu l'occasion de rencontrer des entrepreneurs et des chefs d'industrie dont les sentiments à l'égard de notre pays éclatent avec une émouvante franchise: mais quand nous leur posons discrètement une question au sujet de leur naturalisation, nous touchons un point de sensibilité névralgique: Si nous avions l'air de renier ou d'oublier notre coin de terre, disaient-ils, votre confiance en notre patriotisme y gagnerait-elle quelque chose? Notre tendresse ne serait-elle point suspecte plutôt à vos yeux? Ne seriez-vous pas tenté d'attribuer à notre conversion l'intérêt ou quelque motif moins noble encore?* »[62] Plus prosaïquement, dans une note du 26 septembre 1929, le sous-préfet de Briey répond à une enquête de la préfecture relative aux immigrants polonais : «*Ces étrangers ne s'assimilent pas pour ainsi dire aux Français.... Lorsqu'ils travaillent dans les mines et les usines, ils restent groupés entre eux, ont leurs écoles, leurs organisations politiques et religieuses et toutes leurs fêtes ou réunions conservent un caractère national ... Sur une population moyenne de plus de quinze mille polonais, nous n'avons eu, en cinq ans, que 44 naturalisations, alors que, sur moins de 45000 Italiens, dans la même période, 950 naturalisations ont été enregistrées... (soit 0,3% et 2,1%) Toutefois, les Polonais employés isolément dans les exploitations agricoles ou ceux qui vivent en famille dans les locaux fournis par les usines, s'assimilent plus facilement aux Français. Mais ils représentent une minorité.* »[63] Cela rejoint une constatation plus globale. De 1919 à 1927, en effet, les naturalisations proprement dites n'ont «*qu'une seule année dépassé le chiffre de 5.000 alors que les demandes se tenaient entre 15 et 25000 par an. Que l'on songe qu'en 1919, il n'y eut que 389 naturalisations! Ce fut donc "l'acquisition " par les enfants qui a apporté la modeste progression de la francisation pour atteindre le rythme, donné par les conditions démographiques, de l'ordre de la vingtaine de mille dans les années 1923-1926.* »[64]

	Alsaciens-Lorrains	Italiens	Polonais	Belges	Total
1927	3	2	2		7
1928	9	8	4	2	23
1929	8	11	2		21
1930	1		2		3
Total	21	21	10	2	54

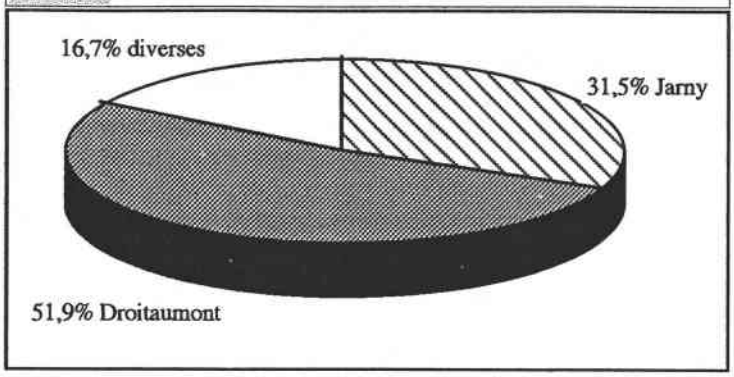


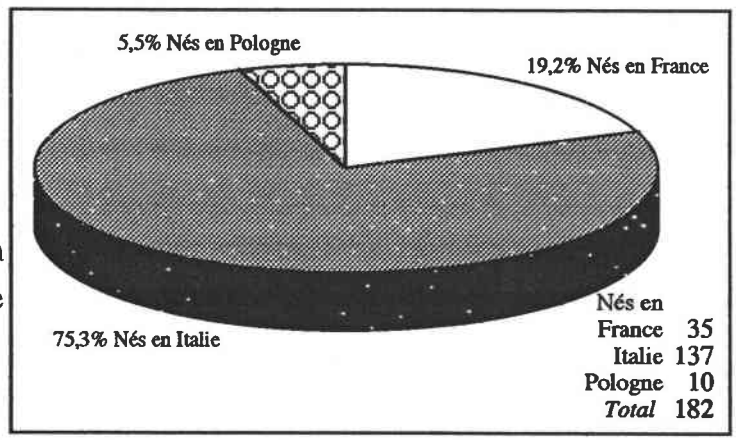
L'étude de ces dossiers individuels est toujours délicate, car leur consultation n'est pas libre. Pourtant, nous avons trouvé un répertoire alphabétique, des " demandes de nationalité française". Les demandeurs sont désignés par leur nom, prénom, nationalité et lieu de travail. Ne figurent ni le lieu d'origine, ni le lieu de résidence, ni la situation fami-

61 et 62- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.
63- AD M&M 1Z56.
64- R.Galissot, "Nationalité et citoyenneté", in Revue "Après Demain, n° 286.

liale. Nous l'avons entièrement dépouillé pour les années 1927 à 1930. Tous les candidats sont masculins, comme l'avait déjà noté Laurence Bertoia dans son étude sur les naturalisations en Lorraine du Nord. [65] Nous en avons tiré les deux petits tableaux ci-contre, sur lesquels on constate, pour s'en tenir aux demandes, que l'année 1927 marque apparemment une rupture, mais qu'elle est courte et que nous sommes loin d'un débordement de demandes. La loi de 1927 a naturellement permis d'accélérer le mouvement de naturalisation parmi les Italiens. Leur nombre annuel a plus que doublé. Il y a eu de 1921 à 1929, 144.000 naturalisés italiens, ce qui représente la moyenne annuelle des naturalisations italiennes à 2,5 % de leur effectif. «*Dans la période postérieure à la loi de 1927, on peut estimer qu'annuellement sur chaque 100 Italiens, 4 se naturalisent, occupant à ce sujet le 3° rang après les Allemands (Alsaco-Lorrains) et les Russes (sans-patries).* »[66] Dans son étude Laurence Bertoia constate que «*seulement 24,7% des demandes ont été déposées avant 1928 (dont 13 % de 1888 à 1916). Les trois quarts des demandes datent donc de la période 1928-1940.* »[67]

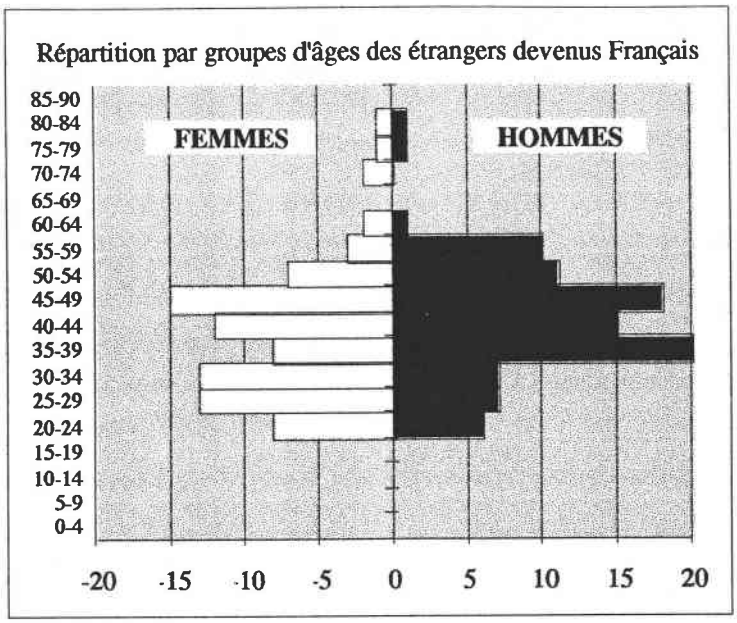
	Mine de Jarny	Mine de Droitaumont	Entreprises diverses	Total
1927	2	3	2	7
1928	8	13	2	23
1929	5	12	4	21
1930	2		1	3
Total	17	28	9	54





On notera l'importance relative des Alsaciens-Lorrains. En fait, d'après nos recoupements, au début des années trente on peut estimer à 182 individus, les Jarnysiens majeurs, nés à l'étranger, ou en France de parents étrangers et ayant acquis la nationalité française, soit par naturalisation, soit par option, soit par mariage. Peut-on retenir dans un chapitre consacré à la naturalisation "stricto sensu" ces «*fils et filles d'Italiens nés en France de pères nés en France, ou ceux nés en France de pères nés à l'étranger mais ayant opté pour la nationalité française* »comme les nomme S.Wloceski?[68] Ne pas les compter serait réduire l'échantillon et passer à côté de ceux qui ont choisi de devenir français par une autre démarche. Parmi eux, 85 femmes, 75 inactifs et 54 travaillant dans les mines. Sur environ 1963 étrangers présents au début des années trente, cela représente à peine 9% des étrangers. Ce

65- L.Bertoia, Les naturalisations dans le Pays-Haut, 1889-1939.
66- St. Wloceski, op. cité .
67- L.Bertoia, op. cité .
68- St. Wloceski, op. cité .



sont essentiellement des Italiens dont la plupart sont nés en Italie, mais pas tous, comme le montre les tableaux. Il semble qu'à Jarny le phénomène ait pris de l'importance après les dispositions de la loi de 1927, confirmant ce qui était noté plus haut. En effet au début des années vingt, on peut estimer à environ une quinzaine les individus recensés comme français, nés à l'étranger ou de parents étrangers. Tous alors étaient d'origine italienne. Parmi ses adultes, nous remarquons que les jeunes femmes sont plus nombreuses que les jeunes hommes. Ce sont souvent des épouses de Français. Par contre la part des hommes d'âge mûr l'emporte de beaucoup. Professionnellement, on trouve 12 femmes actives dont la moitié sont à la tête d'une petite affaire, café, collecte et distribution du lait. Chez les hommes, on relève cinq chômeurs et une soixantaine d'ouvriers, principalement employés par les deux mines. On notera le faible nombre des ouvriers du bâtiment, sans doute les plus mobiles, et on remarquera les dix "néofrançais" installés à leur compte. Une confirmation sur place de la remarque formulée par le consul: «*Quand on visite les bassins métallurgiques de Longwy, Rehon, Briey, Jœuf-Homécourt, on est frappé de l'importance qu'ont prise les établissements fondés ou gérés par des Italiens. Depuis la modeste cantine de planches jusqu'au commerce ayant pignon sur rue, nos voisins occupent une large place*

Répartition par métiers des étrangers devenus Français			
métiers		employeurs	
85 FEMMES			
sans	73	sans	73
SOUTIREUSE	1	BRASSERIE	1
OUVRIERE	2	CARTOUCHERIE	2
DEBITANTE	4	PATRON	
LAITIERE	2	PATRON	6
OUVRIERE	1	PETIT COLLIN	1
VENDEUSE	1	PIERRON	1
EMPLOYEE	1	PTT	1
97 HOMMES			
Sans	3	Sans	3
PENSIONNE	1	ARMEE	1
ENTREPOSITAIRE	1	BRASSERIE SEDAN	1
CHARPENTIER	1	CHOMAGE	
MACON	1	CHOMAGE	
MANOEUVRE	3	CHOMAGE	5
CHEF DE TRAIN	1	CIE EST	
CHEF DEPOT	1	CIE EST	
EMPLOYE	5	CIE EST	
MECANICIEN	2	CIE EST	9
GERANT	1	CROIX LORRAINE	1
ELECTRICIEN	2	ENERGIE ECLAIRAGE	2
MENUISIER	1	ENT FRIGERIO	1
CHARPENTIER	1	ENT PIZZETA	1
CHAUFFEUR	1	GARAGE LECLERC	1
LIVREUR	1	MAISON GNEMMI	1
MACON	2	MARINE HOMECOURT	
MANOEUVRE	1	MARINE HOMECOURT	3
CHARRETIER	1	MINE DROITAUMONT	
ELECTRICIEN	2	MINE DROITAUMONT	
FORGERON	1	MINE DROITAUMONT	
INFIRMIER	1	MINE DROITAUMONT	
MACHINISTE	1	MINE DROITAUMONT	
MACON	1	MINE DROITAUMONT	
MANOEUVRE	4	MINE DROITAUMONT	
MINEUR	15	MINE DROITAUMONT	
PORION	1	MINE DROITAUMONT	27
BOISEUR	1	MINE JARNY	
ELECTRICIEN	1	MINE JARNY	
EMPLOYE	1	MINE JARNY	
MACHINISTE	1	MINE JARNY	
MACON	1	MINE JARNY	
MANOEUVRE	8	MINE JARNY	
MINEUR	12	MINE JARNY	
MOULINEUR	1	MINE JARNY	
WATTMANN	1	MINE JARNY	27
CAFETIER	3	PATRON	
COIFFEUR	1	PATRON	
COMMERCANT	2	PATRON	
POISSONIER	1	PATRON	
EBENISTE	1	PATRON	
GARAGISTE	1	PATRON	
TAILLEUR	1	PATRON	10
CHAUFFEUR	1	PETROLE ESSENCE	1
CHAUFFEUR	1	ROUY	1
CHAUFFEUR	1	SELLE	1

dans le mouvement des affaires. On ne compte plus les entreprises ayant pour chef un Italien aux idées neuves et hardies... » [69]

Ajoutons que l'examen des lieux de naissance des enfants permet de reconstituer une partie du parcours de l'immigré. La France n'était souvent que l'aboutissement d'une série de migrations successives et le choix de la nationalité française n'était pas préconçu. Les Italiens par exemple, était fréquemment passés par la Suisse, le Luxembourg et même l' Allemagne, pays qui fut longtemps un des points d'aboutissement de l'émigration polonaise. Pourquoi l'immigré aurait-il nécessairement opté pour la France. Beaucoup ont conservé leur nationalité d'origine. Les acquisitions seront plus nombreuses à la fin des années trente, semble-t-il. [70]

Garçons et filles mineurs étrangers		
1936	NB	%
ALLEMANDS	1	0,1%
BELGES	13	1,8%
ESPAGNOLS	5	0,7%
ETRANGERS DIVERS	9	1,2%
HONGROIS	2	0,3%
ITALIENS	457	63,1%
LUXEMBOURGEOIS	3	0,4%
POLONAIS	233	32,2%
SUISSES	1	0,1%
	724	100,0%
Nés en France		
ITALIENS	19	
AUTRES	0	

On est frappé par la rareté des demandes de naturalisation de Polonais et par le faible nombre de Français nés en Pologne ou de parents polonais. Ceci confirme le repli plus manifeste des Polonais sur eux-mêmes, et leur plus grande difficulté ou volonté de s'intégrer. Cinq ans après l'arrivée des premiers convois collectifs, le préfet déplore régulièrement le comportement des Polonais qui « *ne fusionnent pas avec les Français qu'ils semblent fuir* ", « *restent à l'écart* ", « *conservent leur langue et leurs habitudes particulières* " *et ceci, beaucoup plus que les Italiens.* »[71]

L'intégration par le syndicalisme et la politique attendra les années trente

Certains historiens comme Gérard Noiriel ont beaucoup insisté sur l'importance et la particularité de l'intégration des travailleurs étrangers par le canal des partis et syndicats ouvriers. Il ne s'agit pas de contester ce qui a sans aucun doute été un puissant creuset à la fin des années trente et d'après la dernière guerre. Pourtant, au moment de l'arrivée des immigrants dans les années vingt, les difficultés du syndicalisme lorrain lui-même n'ont pas dû favoriser l'intégration massive d'ouvriers mobiles et dans une position précaire. Rappelons qu'il n'était pas facile pour eux de se mettre en avant en adhérant à des organisations marginales et tenues en bloc pour subversives. La surveillance particulière d'étrangers plus ou moins suspectés d'internationalisme apparaît dans de nombreux rapports rédigés par la sous-préfecture:«...*Je vous serais obligé de veiller à ce que chaque étranger se*

69- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.

70- «*L'année où les demandes ont été les plus nombreuses est l'année 1935 (soit 13,9 % du total). L'année où les décisions ont été les plus nombreuses est l'année 1939 (soit 13,7 % de l'ensemble). Quatre années qui correspondent au laps de temps moyen nécessaire à l'obtention d'une réponse. (Le délai pouvait varier de 8 mois 8 ans d'attente). On constate également que le laps de temps entre la demande et la décision était beaucoup plus court de 1988 à 1915 (de l'ordre d'une année). Dans le même temps, les acceptations étaient beaucoup plus nombreuses (de l'ordre de 93 %) alors que de 1928 à 1935 les délais sont beaucoup plus longs et les acceptations plus limitées (de l'ordre de 65 %). La réflexion des pouvoirs publiques est plus longue et les tracasseries administratives plus lourdes....* » Elle ajoutait dans son étude que la «*forte proportion d'Italiens est spécifique au département étudié composé majoritairement d'Italiens. A la même époque, la moyenne nationale ne dépasse pas 50 % d'Italiens demandeurs de la nationalité Française.* » - L.Bertoia, Les naturalisations dans le Pays-Haut, 1889-1939.

71-Janine Ponty, op.cité.

conforme à nos lois et à ce que leurs groupements ne cherchent pas à abuser de la liberté dont ils jouissent pour transformer notre pays en "champ clos" où ils puissent à loisir vider leurs querelles et leurs passions politiques personnelles. Vous voudrez bien, tout en observant à leur égard une attitude d'équitable impartialité, les rappeler, le cas échéant, au sentiment de leur devoir et au respect de leurs obligations... »[72] L'administration rappelait fréquemment qu'en cas de trouble, l'expulsion guettait le militant. «*Il vous appartient d'ailleurs de me proposer toute sanction administrative qui vous paraîtra justifiée envers ceux qui, méconnaissant les lois de l'hospitalité, seraient susceptibles de devenir par leur attitude ou par leurs tentatives d'agitation une source de troubles pour l'ordre public et la tranquillité générale* »[73]Ces recommandations s'inscrivaient dans le cadre habituel des mesures de police. Elles faisaient écho aussi aux campagnes de presse sporadiques, particulièrement vives en temps de crise, où l'étranger servait bien souvent de bouc émissaire. «*Les étrangers doivent, le strict respect de nos lois, le respect de l'ordre public, ne pas troubler la tranquillité des populations, s'abstenir de toute agitation ou manifestation, s'abstenir de transporter sur notre territoire les luttes et conflits politiques de leur pays respectifs, respect absolu des institutions républicaines...interdiction le cas échéant des manifestations publiques qui pourraient apparaître comme une provocation ou une tentative de créer du désordre...sanctions administratives contre ceux qui ne respecteraient ces obligations* »[74] Ces recommandations sont étroitement liées à la conjoncture politico-économique et tous les documents de police disponibles, permettent de suivre les temps forts et le regard jeté sur l'activité militante des étrangers. Généralement les procès-verbaux soulignent la plus grande atonie des Polonais; les auteurs des rapports passent sous silence la communauté polonaise soit parce qu'il n'y a rien à dire sur elle, soit pour l'opposer à l'Italienne. «*Les Polonais ne se groupent pas en sociétés communistes, au contraire de la colonie italienne.* »[75] , écrit le commissaire spécial en 1929. Pourquoi une telle différence entre les deux nationalités ? La politisation des Italiens était-elle plus forte du fait des luttes intestines entre partisans et adversaires du Duce? En Lorraine du Nord, des Italiens antifascistes sont actifs dans quelques sections et cellules d'entreprises, où ils tentent de contrer les menées de leur gouvernement auprès des populations émigrées. Mais en mettant l'accent sur les querelles politiques propres à leur pays, ne rejoignent-ils pas, dans le particularisme national, leurs adversaires?Ne risquent-ils pas une réaction de rejet des autochtones qui ne comprennent pas toujours ces attitudes extérieures? Avant que l'antifascisme ne devienne à son tour un mot d'ordre commun à la gauche peut-on dire que de tels engagements aient favorisé l'assimilation? Ce ne sera que progressivement, et au fur et à mesure que la situation politique française se tendra, que les émigrés prendront toute leur place dans un débat qui avait commencé par les diviser. Certains, (dans les deux camps) franchissent alors le pas de l'option française: «*Il faut attendre les effets conjoints des luttes politiques du fascisme et de l'antifascisme, et des années de crise pour que le mouvement* [de "nationalisation" française] *s'amorce tandis qu'en 1936, 3% seulement des Polo-*

72- AD M&M 1Z 56.
73- AD M&M 1Z 56 .
74- circulaire ministérielle signée J.Durand 27 avril 1926 .
75- AD M&M 1Z 56.

nais sont devenus Français .»[76] A cette longue période de repli et d' appréhension, s'ajoutait la difficulté plus concrète de s'intégrer à des structures dirigées par des militants qui ne parlaient pas tous la même langue: «...*La langue constitue un obstacle dans la diffusion des consignes syndicales auprès des Italiens. Rares sont les militants français parlant couramment les deux langues ; rares aussi les tracts bilingues. L'ouvrier italien est donc en situation d'infériorité et de faiblesse malgré son écrasante supériorité numérique* .»[77] L'hésitation venait sans doute aussi du fait que les cadres d'accueil paraissaient encore trop fragiles pour être perçus comme suffisamment sûrs.

Cette faiblesse, déjà signalée, n'est pas nouvelle. Le problème maintenant est de voir son incidence sur l'assimilation. Soucieux de conserver entre eux un certain contact, Polonais et surtout Italiens avaient d'abord créé sur le lieu d'embauche des associations au but assez général. Nous l'avons vu avec les quelques sociétés de secours mutuel. C'est souvent dans ces structures assez vagues au départ que se formeront les militants syndicalistes. Elles prennent en charge la vie de l'immigrant en dehors de la mine, préparent des soirées dansantes, des assemblées, des fêtes, des concours sportifs et proposent parfois des séjours de vacance aux enfants de mineurs. Voici comment les voit l'inspecteur Jouve dans un compte rendu de police : «[Les enfants] *étaient accompagnés par la femme Poletti (femme du trésorier de la section communiste) laquelle était en possession d'un billet collectif de chemin de fer à destination de Dieppe. Cette dernière était accompagnée de Passeri Natale, communiste militant et membre de la section précitée, lequel avait un billet de chemin de fer aller-retour Conflans-Jarny -Paris. Pour couvrir leurs frais, ces militants communistes avaient organisé un grand bal qui a eu lieu le dimanche 27 juillet 1930 au café du cinéma avec entrée payante (2F 50) au profit des colonies de vacances des enfants des travailleurs...* »[78] Nous aurons l'occasion de revenir sur cette organisation des loisirs ouvriers, plus fréquents au moment du Front Populaire et que chaque camp politique essaie de contrôler, comme nous l'ont confié plusieurs témoins.« *La mine de Jarny avait essayé de monter une équipe d'Italiens en 1932. On jouait derrière la mine vers les peupliers. C'était une société, comment dire, un peu subventionnée par les fascistes. La politique conduisait tout. Des bons footballeurs communistes ne pouvaient pas jouer. Moi, j'ai commencé à jouer avec le Marcel Rouy.* »[79] Tout était-il aussi politique que cela? Certes on peut comprendre qu'en certaines occasions, des stratégies d'encadrement des étrangers se soient développées. Mais à gauche comme à droite, on cherchait à capter des émigrés dans ses rangs. C'est pourquoi, localement, il nous semble difficile de suivre R.Galissot lorsqu'il écrit que" *La voie la plus efficace de la francisation est non seulement la socialisation dans la classe ouvrière, mais l'entrée dans le mouvement ouvrier qui est vécue comme promotion, comme la première étape de sortie de la misère et de l'indignité de la condition immigrée* . »[80] Chacun s'accorde sur le premier terme de cette hypothèse, car il concerne indistinctement tous les ouvriers qui travaillaient en équipes le plus souvent mixtes. Mais

---

76- R.Galissot, op. cité.
77- Louis Köll op.cité.
78- AD M&M 1Z37.
79- M.B.J. de Jarny.
80- R.Galissot, op. cité.

dire que l'émigré échapperait à un statut indigne par l'adhésion aux partis et syndicats ouvriers, n'est-ce pas diluer ici l'idée de promotion/francisation dans une vision quelque peu idéalisée du militant émigré qui ne pourrait s'émanciper que dans la lutte? Et s'il s'émancipe n'est-ce pas de sa condition universelle d'ouvrier, plus que de son état d'étranger? Les syndicalistes que nous avons rencontrés n'ont jamais rougi de leurs origines, au contraire! Ils ne plaçaient pas tant leur dignité acquise dans leur assimilation à la société française que dans leur vie militante. Pour affirmer que le militantisme (lequel d'ailleurs?) aurait été la voie d'une francisation efficace (aux yeux de qui?) encore faudrait-il vérifier le caractère massif du phénomène. Or ici il n'en a rien été, et cette promotion par le militantisme, si promotion il y a eu, n' a pu jouer des années durant, mais seulement de façon marginale avant les années trente. Lorsqu'une enquête du commissaire spécial révèle que «*Les ouvriers italiens n'ont présenté personnellement aucune revendication, mais la plus grande part d'entre eux est affiliée à la section syndicale locale, dirigée par des Français* »[81] , que pouvons-nous conclure? Certainement il y a désir des ouvriers italiens de se regrouper avec les autres dans une corporation plus efficace parce que fédérant tout le monde au delà des considérations de langue et de frontière. Mais rien de plus. Ajoutons que lorsque le mouvement ouvrier se développera localement de façon massive, ce seront souvent les Italiens qui en constitueront l'ossature. Aussi l'idée de francisation militante peut sembler ici paradoxale. Même s'il est vrai que«*cette promotion conduit à l'intégration dans une classe ouvrière nationale, c'est-à-dire française...* ", affirmer que«*l'on ne dira jamais assez que la classe et le mouvement ouvrier sont les lieux et les modes de la francisation de masse des étrangers* »[82] ne peut être admis à Jarny, du moins pour ces premières années d'entre deux guerres.

Tout comme les Italiens, les Polonais restent des étrangers dans le syndicalisme. Les organisations françaises peuvent seules les accueillir. Avant la conclusion des accords de Varsovie relatifs à l'émigration, quelques grands principes régissaient la participation des étrangers aux organisations syndicales. «*L'article 12 de la convention franco-polonaise du 14 octobre 1920 rappelle la liberté d'adhérer ou de ne pas adhérer à des syndicats professionnels... sous réserve des dispositions légales touchant l'administration de ces groupements, soit le maintien du principe de la loi de 1884 excluant les étrangers de toute fonction de direction.* »[83] De fait, lorsque les mineurs étrangers se syndiquent, ils adhèrent à la Fédération du Sous-sol C.G.T.là où celle-ci l'emporte; ils rejoignent les Unitaires là où la C.G.T.U. est la plus forte. Ils n'ont guère le choix, quoiqu'il en paraisse, car rares sont les professions où cohabitent les deux organisations. A Jarny la CGT n'est plus forte que chez les cheminots. Comme les étrangers travaillent essentiellement dans les mines , ils rejoignent en conséquence la CGTU mieux implantée. Dans quelles proportions nous ne le savons pas exactement. Travailleurs mobiles, en cas de changement de domicile et d'arrivée dans une commune où existe seulement l'orientation qui n'est pas la sienne, le mineur déjà syndiqué ne peut que rester isolé ou s'inscrire à la section présente sur les lieux. A posteriori, les immigrés justifieront leur prise de position en faveur des Confédérés ou des Unitaires par des choix théoriques; mais les convictions personnelles

81- AD M&M 1Z56.
82- R.Galissot, op. cité.
83- Janine Ponty, op. cité .

s'effacent souvent devant les impératifs pratiques. Ajoutons enfin que les étrangers sont d'autant plus actifs que les ouvriers français le sont eux-mêmes et c'est pourquoi on ne les retrouve guère dans les syndicats à Jarny où, après la flambée de 1920-1921, on enregistrera peu de mobilisations importantes avant 1926. Les syndicalistes étrangers sont donc à la fois tributaires de l'idéologie dominante dans le mouvement ouvrier local et du degré de dynamisme de la classe ouvrière jarnysienne; leur intégration par le chemin militant est donc beaucoup plus aléatoire et certainement moins facile à déceler que la "socialisation dans la classe ouvrière" par la voie professionnelle quotidienne et banale.

Restent bien sûr les textes , les tracts et positions de congrès qui, par historiens interposés, soulèvent encore une polémique sur l'internationalisme des uns et des autres et sur leur ouverture aux étrangers. Elle peut sembler localement un peu vaine, tant les effectifs étaient réduits. Les premiers militants syndicaux ouvriers avaient eu à faire face à deux problèmes : il fallait amener les travailleurs à accepter sans hostilité la présence de travailleurs étrangers, en qui ils voyaient des concurrents qui leur retiraient le travail et faisaient baisser les salaires, et ainsi permettre l'emploi de la main d'oeuvre étrangère à la fois par esprit de solidarité envers tous ceux que la surpopulation, la misère ou les persécutions avaient forcé à quitter leur pays et qui cherchaient à gagner leur vie. Mais après la guerre, les réformistes pensaient aussi que l'activité économique ne pouvait pas être ralentie ou même enrayée par le manque de travailleurs autochtones. La solution, c'était d'obtenir (par la loi, la convention et l'action syndicale) que les travailleurs étrangers soient payés, protégés socialement comme les travailleurs français de même qualification, ceci afin d'empêcher la concurrence sur le marché du travail d'ouvriers immigrés qui accepteraient de travailler à n'importe quel prix, forçant les ouvriers français à accepter eux aussi des salaires inférieurs. Les positions de principe de la C.G.T. à l'égard des travailleurs immigrés ont été redéfinies au congrès de Lyon des 15-21 septembre 1919. Elles ne varieront plus guère par la suite: «*La C.G.T. proclame que tout travailleur quelle que soit sa nationalité a le droit de travailler là où il peut occuper son activité. ...Aucun travailleur étranger ne doit recevoir de salaire ni subir de conditions inférieures au salaire normal et courant et aux conditions de travail en usage dans la ville ou dans la région.* »[84] En clair, la C.G.T. s'engageait à protéger tout ouvrier étranger, à veiller à ce qu'il travaille et vive exactement comme un Français, mais à la condition que sa présence ne soit pas préjudiciable à l'embauche des autochtones. Il y aurait pour elle une limite à ne pas franchir; N'est- ce pas ce qu'il faut conclure de la phrase suivante? «*Le recrutement de travailleurs des pays étrangers... doit correspondre aux besoins réels d'une industrie ou d'une région.* »[85] Cette position, plus qu'ambiguë, on la lit aussi dans les colonnes du journal "Le Peuple" qui met ses lecteurs en garde contre "l'invasion " de la France par la main-d'œuvre étrangère.[86] Or comme Janine Ponty le fait remarquer: «*Le mot " invasion"...à connotation fortement péjorative, est celui-là même qu'emploieront pendant tout l'entre-deux-guerres les milieux les plus xénophobes, généralement mais non pas exclusivement de droite .*» [87]

Quant à la CGTU, ses positions de principes suivent celles de la SFIC. Les communistes se

---

84 à 86- Jean Charles, in "Histoire du Réformisme en France depuis 1920".
87- Janine Ponty, op. cité.

sont d'abord trouvés dans l'obligation de reprendre la conception traditionnelle solidement ancrée dans le mouvement syndical classique, essentiellement réformiste, pour tenter d'en faire une organisation de masse du Parti. Pour s'implanter dans les milieux émigrés, le parti communiste constitua un appareil chargé du recrutement et de l'agitation parmi les travailleurs étrangers. C'est cet appareil que, par simplification, les communistes appelèrent la M.O.I.. En 1926 au cours de son 5° Congrès national, à Lille, le P.C.F. décida que "*tous ses organismes constitueraient des sections et sous-sections de langues pour le travail parmi les immigrés* »[88] Le système manquant d'efficacité, il fut décidé en avril 1929, au Congrès de Saint-Denis, «*de constituer des sections régionales de la M.O.I., dotées d'une certaine autonomie sous le contrôle direct du Comité Central* »[89] Comme on le voit, si les positions de principe sont anciennes, l'organisation sur le terrain a été plus longue à mettre en place; on peut imaginer que, localement, les réseaux étaient fragiles et tenaient à la personnalité d'un ou deux militants étrangers qui ne demeuraient pas toujours très longtemps sur place comme nous l'avons déjà dit..

L'engagement politique des travailleurs émigrés jarnysien demeure alors très marginal au cours de cette première période d'après guerre. Il suit une trajectoire parallèle au syndicalisme qui tente difficilement de s'implanter dans les mines jarnysiennes. A la question posée par un journaliste de "l'Est Républicain" en 1927 sur l'engagement politique des Italiens en Lorraine, le consul d'Italie déclare: «*Cela nous amène sur un terrain où les questions deviennent délicates et s'abordent avec circonspection. Si les jeux, les divertissement, les sports mettent d'accord tout le monde; si les cartes piémontaises ou italiennes conviennent à certaines contrées sans que la contrée voisine en soit troublée; si les parties de boules sont le délassement favori des Méridionaux de la Péninsule, est-ce que la politique ne compromet pas cette harmonie?* »; il peut encore se permettre de répondre que «*les terribles années de l'après guerre en Italie...ont provoqué un changement dû au gouvernement fasciste. Personne ne conteste l'œuvre de S.E. Mussolini, sauf dans les milieux où s'agite une minorité violente. Ceux que les circonstances ont éloignés de leur patrie et qui ont l'occasion d'y retourner constatent bien vite les erreurs et les excès d'une propagande dont quelques égarés sont encore la proie.* »[90] Mais comme nous l'indiquerons, les évènements bousculeront la donne au début des années trente; les positions, en se radicalisant donneront l'occasion aux uns et aux autres de rejoindre des positions militantes plus nettement engagées. Pour ce qui est des années vingt, et ce n'est pas là vouloir revenir sur ce que seront les trajectoires exemplaires futures, (notamment dans la résistance locale), nous dirons que les militants italiens, à l'image de leurs camarades français, ont été pour le moins discrets.

Les Polonais n'éprouvent pas les mêmes déchirements politiques que les transalpins. C'est une explication que nous avons déjà avancée pour expliquer leur faible militantisme Jusqu'en 1926, bien que de plus en plus orienté à droite, le régime de Varsovie demeure une démocratie parlementaire. Certes, le parti communiste y est théoriquement interdit et ses militants font l'objet de sur-

88 et 89- Jean Charles, op. cité.
90- Est Républicain du 23 décembre 1927, article cité.

veillance, y compris en France. Mais à ces considérations générales qui n'empêchaient pas les Polonais d'autres régions de s'engager, comme J.Ponty nous l'a appris pour le Nord, on peut penser que pour les Polonais de Jarny, les réticences à l'engagement tenaient à la composition et aux origines plus rurales d'étrangers venus directement de Pologne ayant donc une moindre tradition militante que ceux passés par l'Allemagne. Chez eux, l'intégration par le canal des syndicats et partis politiques a joué un très faible rôle.

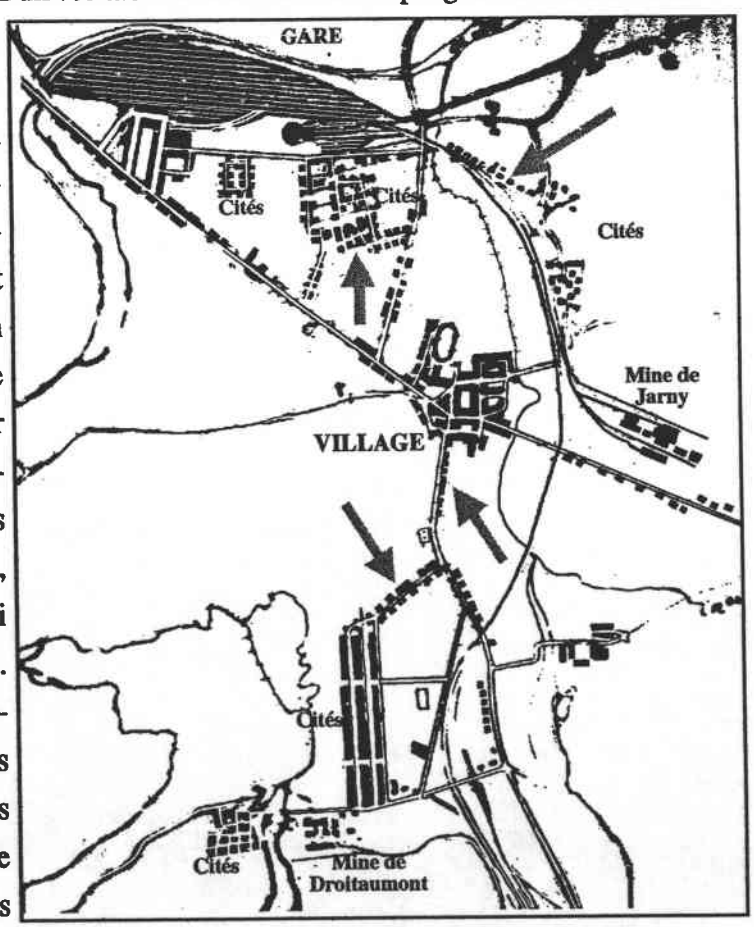
En conclusion, les sentiments d'accueil et de rejet sont variables selon les lieux et il serait certainement hâtif d'étendre dans le temps et l'espace lorrain des conclusions valables pour des périodes des plus proches de nous et des régions dont la composition nationale était très changeante . On notera que globalement, à la fin de cette période, l'atmosphère était encore loin d'être totalement détendue entre communautés française et étrangères. On relève encore fréquemment dans la presse locale des propos dont la portée est aujourd'hui difficile à mesurer, mais: « ***Jarny*** *:après avoir consommé à la cantine Warkasiewcz, trois mineurs, les polonais Czieskowsky, Kowalski et Dzinbanowski donnèrent en paiement un billet de 100 francs. pour rendre la monnaie, le cantinier se rendit à sa cuisine et lorsqu'il revint, il s'aperçut que le billet qu'il avait laissé sur le comptoir avait disparu. Il prévint la gendarmerie qui interrogea les trois mineurs. ceux-ci nient avoir repris le billet, prétendant que le cantinier l'avait emporté. L'enquête permettra sans doute d'éclaircir cette affaire* » [91] A l'inverse, on trouve assez peu d'articles levant les ambiguïtés de cette atmosphère empreinte de suspicion et de repli sur soi. En particulier, au cours des années vingt, on ne retrouve que peu d'échos d'une quelconque prise de conscience internationalistes par l'affirmation publique, dans la presse ou par affichage, d'une solidarité ouvrière locale. Mais comme nous avons tenté de le montrer, il n'y a pas d'attitude globale et univoque de rejet ou d'intégration dans la cité. Les attitudes varient avec les lieux et les hommes. L'examen de la ville dans sa distribution spatiale, socio-professionnelle et dans ses composantes nationales, permet de mesurer combien les chemins de l'assimilation et de l'intégration peuvent varier, non pas tant en fonction de blocages de principes, de stratégies politiques ou religieuses, mais bien plus en fonction de la dispersion plus ou moins forte des composantes du creuset.

91- AD M&M 1Z 169 le"Progrès lorrain" du 28 janvier 1928 .

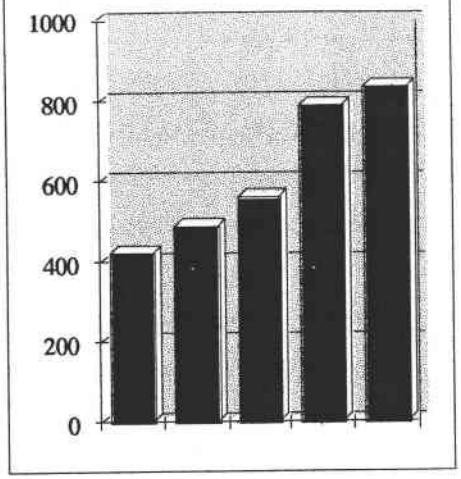
D - L'URBANISME: L'ESPACE EVOLUE PEU

- **La pression démographique**: la politique de logement s'inscrit toujours dans le fil du discours hygiéniste et social.

A Jarny l'ensemble urbain remodelé à la veille de la guerre de 1914 pour loger une population ouvrière nombreuse ne bougera plus fondamentalement. L'espace mité que nous avions présenté sera en effet peu modifié; la "non-ville", sans centre ni âme, construite à la hâte et sans plan d'urbanisme, étirée dans ses composantes neuves et quelque peu anarchiques ne se transforme guère. Après guerre aucun quartier neuf ne s'ouvre, aucune polarisation nouvelle ne vient bouleverser l'espace urbain. La municipalité n'affiche que rarement une volonté déterminée de remplir les blancs de cet espace discontinu. Les lotissements privés qui occuperont les bords de route joignant les périphéries s'ajoutent au maillage lâche ancien et distendu qui multiplie les problèmes de gestion de la ville; mais ce remplissage tourne le dos à la création d'un véritable centre urbain. Les programmes d'urbanisme concertés ne sont pas encore à l'ordre du jour, et seul l'élargissement des cités ouvrières viendra renforcer le poids de la périphérie et du quartier de la gare. En définitive on ne perçoit pas de politique hardie de la ville; du moins elle ne se traduit pas dans l'espace bâti. Il faut dire qu'en l'absence d'un patrimoine propre la ville doit composer avec les particuliers, car Jarny n'a pas de réserve foncière et la municipalité intervient la plupart du temps dans un paysage qui ne lui appartient pas, tantôt pour le bouleverser, tantôt pour lui imposer une route, un équipement.... D'ailleurs les moyens financiers du pouvoir local sont extrêmement limités. Les opérations d'urbanisme dépassent les possibilités financières d'une cité qui se débat déjà trop difficilement dans ses comptes pour assurer un équipement urbain minimum. Certaines servitudes imposées ont été respectées et ont permis d'éviter le pire, mais il n'y a eu en définitive plus un urbanisme d'accompagnement qu'un urbanisme décidé. Le plus souvent, l'intervention communale se résume au contrôle sa-



	1911	1914	1921	1926	1931
Maisons	423	490	559	790	836
Base 100 1921	76	88	100	141	150



nitaire, au respect de la salubrité et des alignements des projets qui se réalisent par initiative privée ou sous l'égide d'institutions semi-publiques. Ce qui ne veut pas dire que les élus ou les acteurs n'aient rien fait, le tableau ci-contre nous montre que Jarny est un immense chantier pendant cette décennie. La ville dans son aspect éclaté fonctionne, l'eau arrive, l'électricité et le gaz aussi, les épidémies sont conjurées et l'hygiène est la règle. Nous voulons dire que sans que cela ait été formellement écrit, décrit, ou voulu, Jarny offre aux yeux l'image d'une organisation spatiale comportant une sorte d'interpénétration, de symbiose entre ville et campagne... vœu cher au cœur des urbanistes du moment. Pourtant, ici, l'absence de plan ou de volonté urbanistique est à l'origine d'une situation qui donne à la ville un caractère d'inachèvement perpétuel et à ses habitants le sentiment d'être les locataires d'une cité inaboutie. Sans doute, pendant cette période, il y eut des opérations d'urbanisme réussies, des lotissements, des groupes d'habitations, et des ensembles harmonieusement répartis au sol, d'une facture agréable et bien équipés. Mais cela ne fait pas une ville au sens où on l'entend pour une cité ancienne. Jarny ne présente pas de pôle d'attraction constitué d'équipements collectifs. [1] A Jarny dans l'après guerre il n'y a pas eu, comme dans bien d'autres cités lorraines, de véritable politique d'urbanisme avec des prévisions, des choix d'implantation structurant la cité, pensant à son développement en termes de pôle central et de liaisons avec les quartiers neufs. De ce fait, la commune a pu se développer en tous sens en l'absence de plan approuvé et de structure urbaine définie à long terme, en l'absence aussi des moyens nécessaires à son équipement. Et elle l'a fait sous l'impulsion d'un régime de liberté mal contrôlée qui accordait plus son attention à la notion de choix particulier qu'à celle d'utilité publique. La ville a continué de s'étaler comme une tache d'huile, sans centre véritable, en s'étirant le long de son grand axe sans plan ordonnateur a perdu sa dimension de petite commune et souffre d'une absence de structure, donc d'unité et de personnalité.[2] La ville ne s'est pas seulement agglomérée sans pôle attractif et sans équipement. Comme beaucoup de les communes industrielles lorraines, elle s'organise le long des voies de communication en un assemblage monotone de quartiers où chaque corporation - cheminots, mineurs- vit dans son monde propre et relativement clos.[3]

L'espace urbain change peu

La distinction entre un noyau originel, le vieux village, le quartier de la gare et la périphérie

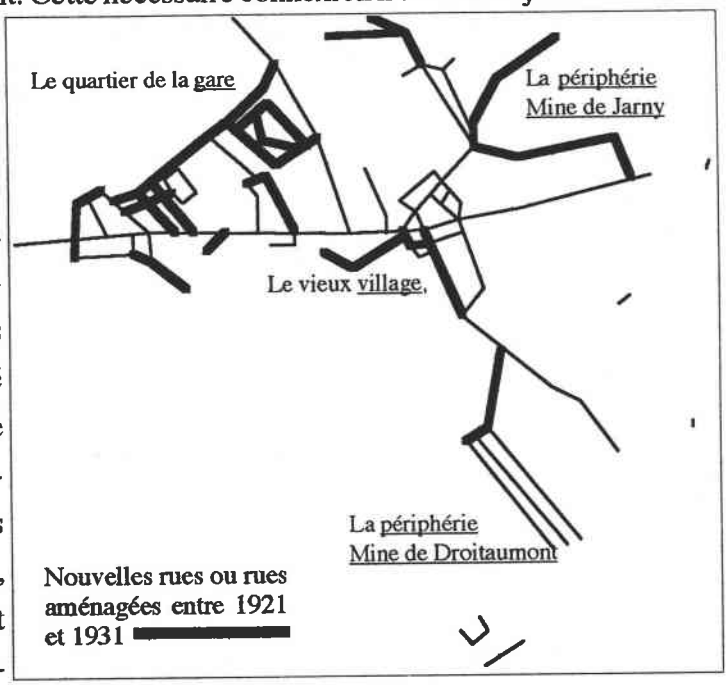
---

1- En effet, le jarnysien trouve difficilement dans sa ville ce courant de relations utiles qui réponde à ses besoins et apporte une nouvelle dimension à sa propre vie familiale et professionnelle, comme c'était le cas des villes anciennes rassemblées autour d'une église, d'un lieu de pèlerinage, d'un château ou d'un champ de foire. C'était aussi le cas des villes de la Renaissance ou des villes modernes qui comportaient outre les zones d'habitation, des promenades, des jardins publics, des places, des fontaines et des ensembles architecturaux qui reliaient les quartiers entre eux et leur donnaient une vie.

2- *«Que de fois cherche-t-on en vain le pôle d'attraction, le centre vivant d'une commune industrielle. Il n'existe plus. Il est réduit à une rue plus passante et plus commerçante que les autres. Les organes se sont développés sans que le corps lui-même se développe - de telle sorte que parfois il n'y a plus ni corps ni organes »* **(Le Corbusier, in Revue mensuelle de l'Habitation N° 85 mars 1928)**

3- *«Et l'homme qui a besoin de se situer, de sentir vibrer en lui un certain chauvinisme pour le lieu où il réside, n'est plus touché et ne se situe plus, parce qu'étant chez lui partout, il sent bien qu'il n'y est nulle part. ».***(id)**

va rester une constante tout au long de notre période d'étude puisque la liaison bâtie entre ces espaces éclatés ne se réalise que très imparfaitement. Cette nécessaire connexion n'est même jamais formulée dans les délibérations. Tout se passe donc comme si l'habitat se mettait en place, à gros traits, hors de tout système, l'espace se comblant de la sorte de manière empirique. Toutes ces remarques, nous les avons précédemment énoncées, mais pour la période qui suit la première guerre, nous avons voulu chercher si la nouvelle société jarnysienne avait rompu ou au contraire amplifié les traits déjà décrits. Pour beaucoup, la politique d'accueil des travailleurs semblait bien en place, et le seul problème, souvent réglé dans l'urgence, demeurait celui de la capacité à recevoir une population de plus en plus dense dans les conditions les meilleures en regard des critères hygiéniques du moment. Si certains pôles vont se densifier (cf le quartier de la gare comme le montre la carte des nouvelles rues et des rues réaménagées entre 1921 et 1931), plutôt qu'à un "remplissage" réfléchi de la ville, les nouvelles constructions répondent à l'intérêt particulier des entreprises qui se soucient en premier de la distance de l'habitat au lieu de travail et de la maîtrise de leur espace privé d'encadrement . Malgré la concertation menée avec les élus pour les questions de voirie et de réseaux divers, les industriels négligent ou méprisent (mais est-ce leur rôle?) la dimension globale de la cité, et participent ainsi du renforcement des pôles distendus et centrifuges. Comme nous le verrons, un nouveau groupe de cités cheminotes se bâtit et la municipalité doit interpeller l'industriel pour lui dire de revoir son intégration dans la ville. C'est le seul cas à notre connaissance d'ingérence municipale dans le domaine privé. Il témoigne des limites de ce pouvoir municipal qui n'en peut mais: «*Considérant que la Cie de l'Est va construire un groupe de cités très important entre la route départementale n°1, la route départementale annexe n°1 et la route départementale 52 bis, ...qu'il semble que la Cie de l'Est n'a prévu pour cette agglomération qu'une voie d'accès donnant sur l'annexe de la route départementale n°1, ...qu'il serait très important dans l'intérêt général de la commune comme dans l'intérêt des habitants des cités de la Cie que la nouvelle agglomération soit également reliée à la la route départementale n°1 et à la route départementale 52 bis, ...demande à la Cie de l'Est d'établir son plan de façon à rendre possible par la suite, la création d'une ou plusieurs voies d'accès reliant les nouvelles cités aux dites routes; ces voies faciliteraient les relations du quartier créé avec le centre de la ville...* »[4] L'industriel n'avait prévu d'ouverture que vers le nord de la ville, en direction des ateliers, tournant ainsi le dos au centre ville. La construction de ces cités cheminotes, chargées elles



4- A M du 12 avril 1923

aussi de recevoir une population de plus en plus nombreuse, surtout après la loi des 8 heures, relève en gros de la stratégie évoquée plus haut: il s'agit de concentrer à proximité de leur lieu de travail, une main d'oeuvre que l'on espère ainsi plus homogène. Comme les célibataires seront moins nombreux et les familles plus larges, du moins pour les années qui suivent immédiatement la guerre, la politique de la Compagnie doit s'adapter à cette nouvelle donne, tout en continuant d'accueillir des familles bougeant au gré des promotions dans le champ relativement clos du réseau de l'Est et de ses cités, se déplaçant de dépôt en dépôt est d'atelier en atelier comme nous l'avions décrit. les constructions des années vingt répondaient à cette demande familiale croissante puisqu'on ne peut plus s'en remettre à la sous location de chambres, aux cantines insalubres ou aux meublés qui abritaient les jeunes employés célibataires d'avant guerre. Pendant quelques années, les structures d'accueil restent insuffisantes, trop peu nombreuses et de qualité discutable. Finalement deux autres groupes de cités sont mis en chantier après l'épisode provisoire des cités en planches face aux ateliers de Moulinelle.

Par ailleurs, les deux sociétés minières poursuivent la construction de cités ouvrières, édifiés à quelques distances des puits d'extraction. Nous avions souligné combien les cités de la société Senelle gérant la mine de Jarny, étaient trop proches du vieux village pour qu'une politique d'éloignement, d'isolement puisse être complètement menée. Néanmoins, plutôt que de densifier les premières cités les plus proches du centre, la Société fait porter son effort immobilier sur un axe périphérique qui tourne le dos à ce centre, rejetant encore plus qu'auparavant son personnel dans un univers marginal. Une marginalité que renforce encore la barrière des voies de chemin de fer, véritable coupure, frontière tangible de cet isolement et du repli sur soi de la communauté des mineurs. De plus, à la différence de la Société Schneider, qui entendait bâtir sa mine et ses cités et toutes ses dépendances dans un espace clos et privé, la mine de Jarny manquait sans doute de moyens et d'expérience, face à la vieille maison du Creusot. Cette divergence, malgré les nouvelles constructions ou extensions, ne se réduira guère, au contraire. Les nouvelles constructions Schneider densifient les cités de Droitaumont, bouclant le programme interrompu par la guerre, mais sans véritablement modifier son caractère et son objectif de fond. L'entreprise bâtit, gère, améliore, mais campe sur son territoire et plaque sa stratégie isolationniste comme un calque qui se superpose à l'espace ancien, tout en gardant ses distances vis à vis du reste de la ville, loin de toute politique de densification du centre...

La pression démographique et la crise du logement

Les transferts massifs d'ouvriers dans les régions en expansion caractérisent la Lorraine d'après guerre. Cette période est marquée par un retour et une arrivée massive de population. Si la population a brutalement augmenté, les trois secteurs (gare, village et périphérie) ne reviennent pas à la vie en même temps. En effet, la guerre ne les a pas marqués pareillement, et la reprise ne se manifeste pas au même rythme: elle touche plus rapidement les secteurs liés aux transports, et ensuite seulement la production de minerai. Sur un tableau comparant le nombre des constructions dans les trois secteurs de la ville, nous noterons ces différents dynamismes (l'office chargé de la reconstruction parle de 490 maisons à Jarny à la veille de la guerre).

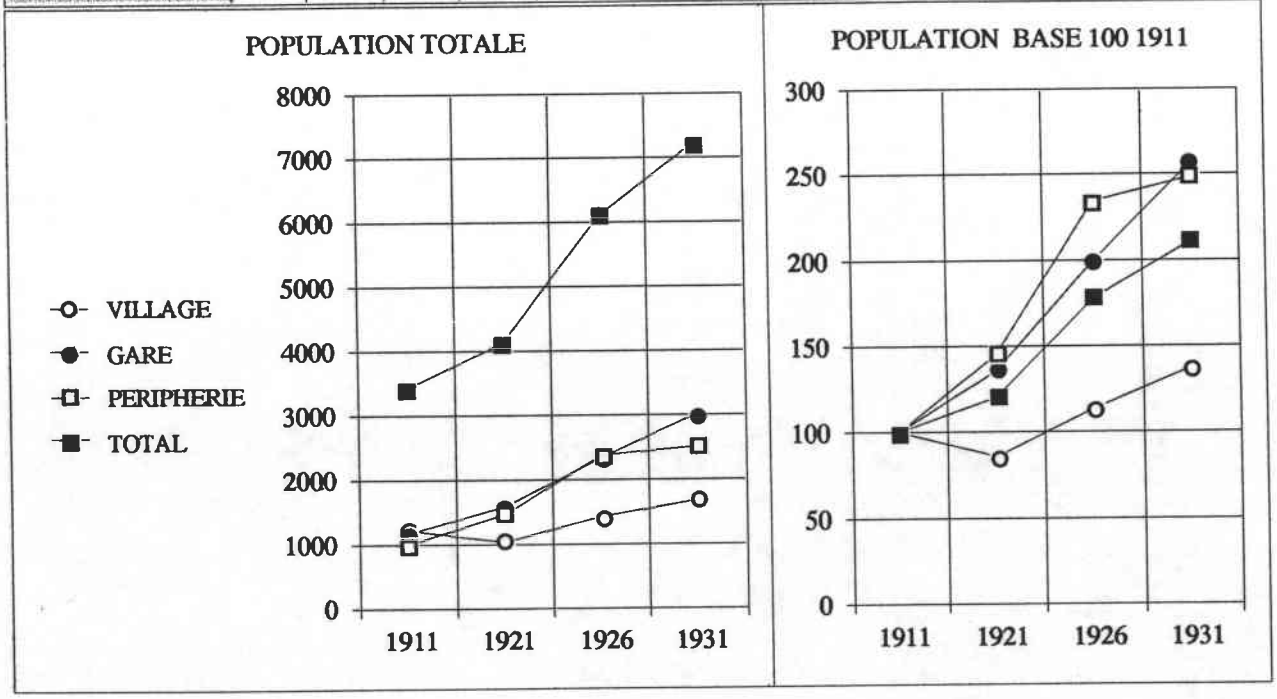
- Un exemple des difficultés de logement, le vieux noyau villageois

Sur les tableaux et graphiques suivant, on relève d'abord la baisse importante et momentanée des effectifs logés au centre, le manque de maisons et de logements. A la veille de la guerre, ce secteur représentait presque la moitié du parc immobilier avec 44% des maisons. Le village ancien ne retrouvera jamais cette importance, à la fois parce que les autres secteurs progressent plus vite et parce que l'on ne touche pas facilement à un bâti ancien mal adapté dans sa forme traditionnelle à la construction de logements pour des familles ouvrières. C'est le village qui présente le plus d'entassement de population et qui connaît le plus de difficultés sanitaires. Finalement cette zone ne concentrait plus en 1931 qu'un quart des logements et n'accueillait plus qu'un quart de la population jarnysienne. Ce manque de dynamisme est patent sur toutes les courbes présentant l'évolution

	0,9	%	ménages	%	individus	%	maisons multipliées par	ménages multipliés par	individus multipliés par
Village 1911	**188**	44	**314**	38	**1236**	36			
Gare 1911	**104**	25	**288**	35	**1166**	34			
Périphérie 1911	**131**	31	**219**	27	**1009**	30			
TOTAL	**423**	100	**821**	100	**3411**	100			
Village 1921	**158**	28	**406**	29	**1061**	26	0,8	1,3	0,9
Gare 1921	**169**	30	**561**	40	**1595**	39	1,6	1,9	1,4
Périphérie 1921	**232**	42	**419**	30	**1473**	36	1,8	1,9	1,5
TOTAL	**559**	100	**1386**	100	**4129**	100	**1,3**	**1,7**	**1,2**
Village 1926	**187**	24	**436**	24	**1412**	23	1,2	1,1	1,3
Gare 1926	**317**	40	**765**	43	**2331**	38	1,9	1,4	1,5
Périphérie 1926	**286**	36	**599**	33	**2368**	39	1,2	1,4	1,6
TOTAL	**790**	100	**1800**	100	**6111**	100	**1,4**	**1,3**	**1,5**
Village 1931	**217**	26	**496**	25	**1698**	24	1,2	1,1	1,2
Gare 1931	**344**	41	**906**	45	**3000**	42	1,1	1,2	1,3
Périphérie 1931	**275**	33	**601**	30	**2518**	35	1,0	1,0	1,1
TOTAL	**836**	100	**2003**	100	**7216**	100	**1,1**	**1,1**	**1,2**

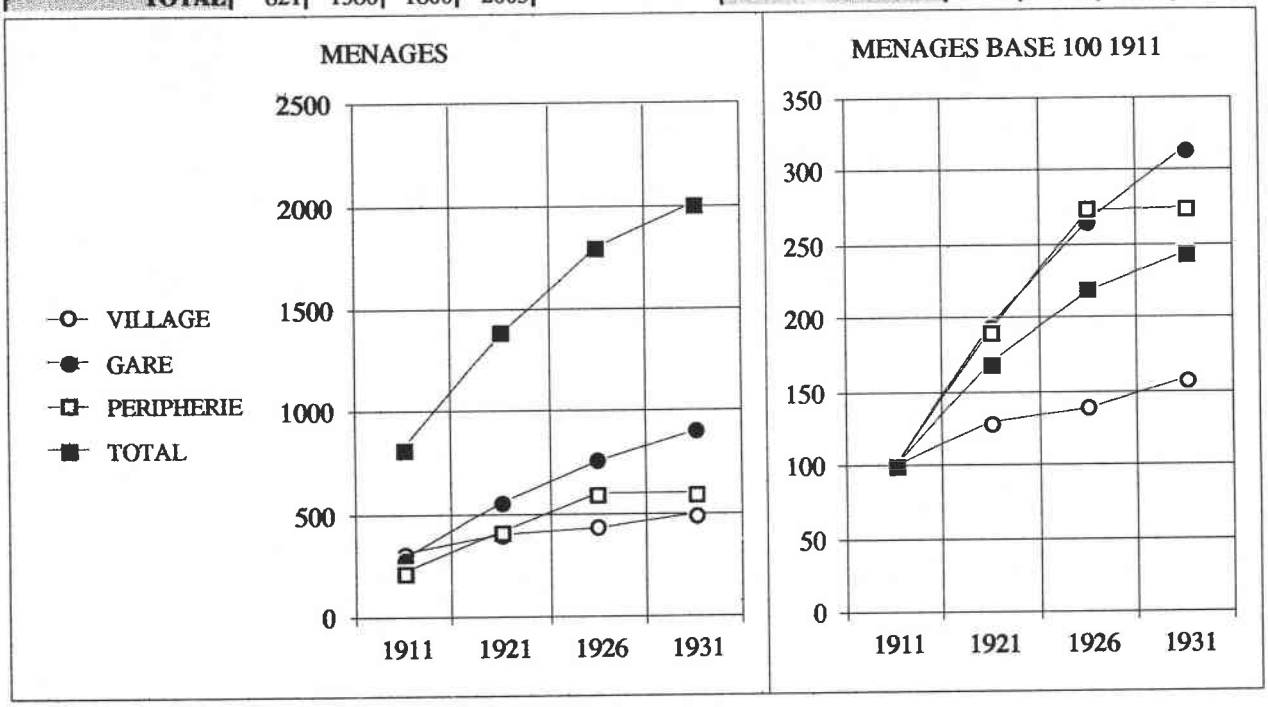
population TOTALE	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	1236	1061	1412	1696
GARE	1166	1595	2331	3000
PERIPHERIE	1009	1473	2368	2518
TOTAL	3411	4129	6111	7214

INDICES	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	100	86	114	137
GARE	100	137	200	257
PERIPHERIE	100	146	235	250
TOTAL	100	121	179	211



MENAGES	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	314	406	436	496
GARE	288	561	765	906
PERIPHERIE	219	419	599	601
TOTAL	821	1386	1800	2003

INDICES	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	100	129	139	158
GARE	100	195	266	315
PERIPHERIE	100	191	274	274
TOTAL	100	169	219	244



de la population, du nombre de ménages et des maisons. (base 100 en 1911). Cette baisse est liée à la destruction de plusieurs immeubles et à la lenteur avec laquelle la reconstruction s'opère. Le village a subi de lourdes destructions au début et à la fin de la guerre. Voilà pourquoi le nombre des maisons habitables a baissé en 1921. Avec 58 maisons détruites et 60 endommagées et inutilisables, soit le quart du bâti, on comprend qu'il lui ait fallu attendre le recensement de 1926 pour retrouver le même parc immobilier. [5] Qui souffre de cette pénurie?Dans le centre c'est surtout la part des étrangers qui diminue fortement (une baisse de 60% !) Pour plusieurs années, les destructions de la guerre gênent ainsi l'accueil des ouvriers qui reviennent massivement. Les observateurs ont constaté cette difficulté, qui obligeait élus et industriels à activer la reconstruction et à poursuivre les programmes d'édification de cités.[6] C'est ce que montrent les tableaux suivants et c'est aussi ce que rapportent les témoignages recueillis sur ces années difficiles où il a fallu, bien souvent, en attendant la remise en état des logements, se loger tant bien que mal. Les familles étaient relogées de façon dispersée, parfois chez des voisins...On imagine l'inconfort d'une situation qui va se poursuivre le temps de la reconstruction, soit deux à trois ans.[7] En conséquence, le nombre de demandes pour édifier des baraques en planches ne cesse d'augmenter. Ces constructions provisoires donnent à la ville son caractère transi-

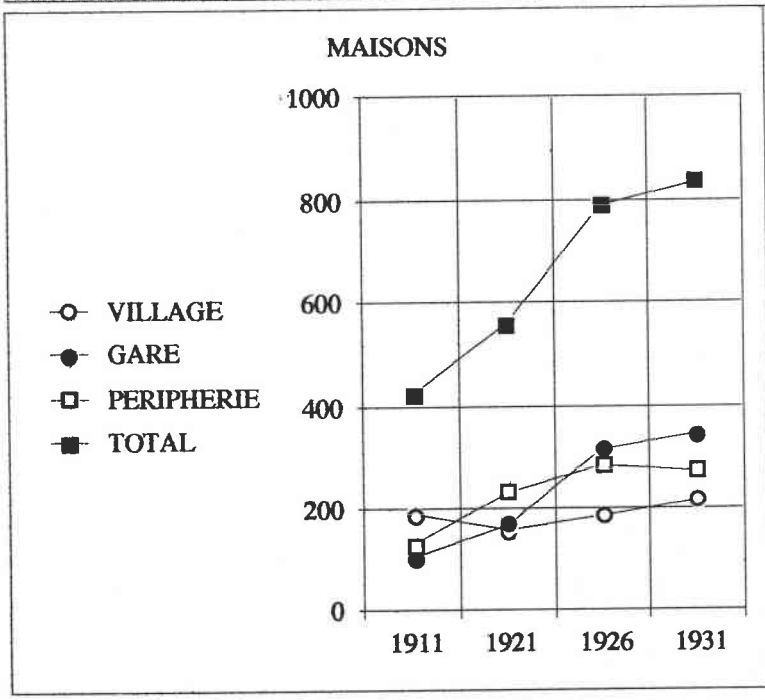
5- *«Ce qui me frappait le plus c'étaient ces maisons brûlées de la grande rue, le clocher; je savais tous les noms de ceux à qui ces ruines appartenaient et les histoires plus ou moins fantaisistes qui avaient été racontées; par exemple, je me souviens que l'on avait dit que dans la maison Alaime-Charlier, où l'on voyait encore la carcasse en fonte du pied de la machine à coudre, qu'un Christ qui était accroché à un mur de la maison n'avait pas brûlé, alors que la croix sur laquelle il était cloué était en bois!* »**M.M. de Jarny.**

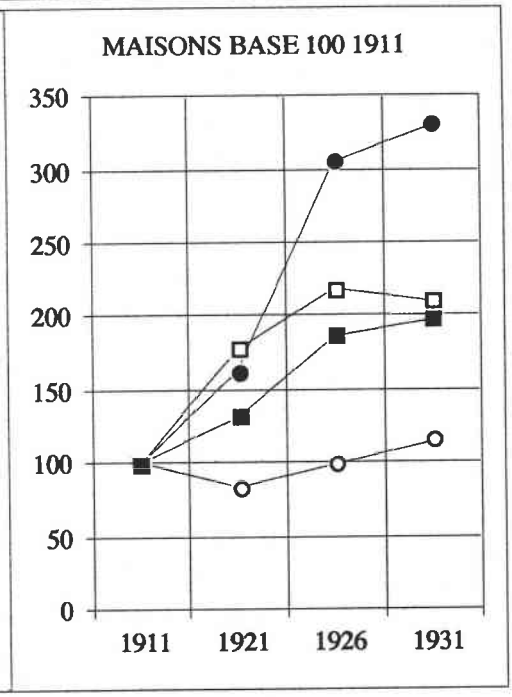
6- *«En outre, les difficultés qu'il y ont à surmonter pour la restauration des nombreux logements destinés à recevoir les ouvriers de toutes nationalités qui travaillaient aux mines...* »G. BISENKEMGER "La Lorraine au travail 1925"

7- *«Maman trouva à louer deux pièces cuisine dans la maison de monsieur Boisteau, maison voisine de celle de mon grand-père; elle fut détruite par les affaissements miniers, de même que le café qui se trouvait à côté et qui était occupé par les soldats américains qui nous donnaient des biscuits et du chocolat...»* M.M. de Jarny

MAISONS	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	188	158	187	217
GARE	104	169	317	344
PERIPHERIE	131	232	286	275
TOTAL	423	559	790	836

INDICES	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	100	84	99	115
GARE	100	163	305	331
PERIPHERIE	100	177	218	210
TOTAL	100	132	187	198





toire et désordonné; cela d'autant plus que ces cabanes s'édifient en général le long des axes routiers et en particulier le long de la route de Jarny à Metz face à la mine de Jarny.[8] Dans les délibérations du conseil municipal nous avons relevé plusieurs de ces demandes d'autorisation entre 1919 et 1925. Nous en avons tiré quelques exemples:« *le Conseil municipal autorise M.Benassi à reconstruire une baraque en planches route de Conflans pour se loger* » ...« *le Conseil municipal autorise Mme Troglia à reconstruire une baraque en planches sur un terrain communal route de Doncourt et cela dans le but de restaurer son commerce qu'elle exerçait avant guerre* »[10] ou encore « ...*le Conseil municipal autorise M Pica à construire une baraque en planches sur le terrain Pillot route de Giraumont.* »[11] Comme on le constate, ce sont surtout des familles italiennes qui formulent ces demandes, soit pour y loger leur famille, soit pour y tenir une cantine ou un petit commerce à la périphérie de la ville. Dans une délibération du 16 novembre 1923, le conseil municipal autorise le maire à prendre un arrêté «*interdisant la construction de baraques en bois sur le territoire de la commune à partir du 1er janvier 1927* "et de faire procéder "*à la démolition de toutes celles qui existeront à cette date* .»[12]

C'est qu'entre temps, la crise du logement jarnysien aura été surmontée, comme peut le laisser penser la baisse du nombre moyen d'individus par maison.

8- «*Les maisons ouvrières construites par les sociétés sont en général très satisfaisantes, mais, par contre, la manière dont les ouvriers non logés par les patrons sont forcés de s'abriter, défie toute description.* »id.
10- Archives municipales 10 juillet 1920.
11- Archives municipales 26 avril 1921.
12- Archives municipales 16 novembre 1923.

- Le quartier de la gare se densifie rapidement

Sur les tableaux, on remarque que le quartier de la gare devient le secteur nettement le plus dynamique au cours de la période. A la veille de la guerre, il contenait un logement sur quatre ne cesse de progresser après 1920. Il passe de 30 à 40% des maisons finalement 45 % des ménages Jarnysiens logent dans ce quartier en 1931. Il faut dire que les transports, toujours étroitement liés pour l'essentiel aux expéditions de minerai, ne subissent pas de manière aussi rapide et mécanique les effets d'une conjoncture variant fortement.

Variations entre deux dénombrements	entre	maisons	ménages	individus
Village	1911-1921	-30	92	-175
	1921-1926	29	30	351
	1926-1931	30	60	286
Gare	1911-1921	65	273	429
	1921-1926	148	204	736
	1926-1931	27	141	669
Périphérie	1911-1921	101	200	464
	1921-1926	54	180	895
	1926-1931	-11	2	150

L'activité de la Compagnie de l'Est ne se limitait pas strictement au transport du fer; et la politique de recrutement de la compagnie qui cherchait à stabiliser son personnel qualifié, faisait que ses effectifs fluctuer de façon moins chaotique que dans les sociétés minières par exemple.

- La périphérie termine son plan d'aménagement.

Les tableaux ci-contre nous montrent que la part de la périphérie, où logeaient surtout les ouvriers mineurs, demeure relativement stable. La construction de nouvelles maisons dans les cités minières achève le programme d'avant-guerre. Pourtant, elle ne modifie pas en fin de compte, leur poids dans la ville. C'est que les effectifs des cités sont plus sensibles à la conjoncture que les autres; la population ouvrière logée dans les habitations précaires et provisoires de la périphérie demeure la plus instable de l'ensemble. Dans ce secteur l'abandon (après 1927) des constructions en planches modifie la part des maisons et celle des ménages dans la population totale. (baisse de 3% et de 5 % pour la part des individus).

Distribution en % selon les secteurs urbains	maisons	ménages	individus
Village 1911	*44*	*38*	*36*
Gare 1911	*25*	*35*	*34*
Périphérie 1911	*31*	*27*	*30*
TOTAL	**100**	**100**	**100**
Village 1921	*28*	*29*	*26*
Gare 1921	*30*	*40*	*39*
Périphérie 1921	*42*	*31*	*36*
TOTAL	**100**	**100**	**100**
Village 1926	*24*	*24*	*23*
Gare 1926	*40*	*43*	*38*
Périphérie 1926	*36*	*33*	*39*
TOTAL	**100**	**100**	**100**
Village 1931	*26*	*25*	*24*
Gare 1931	*41*	*45*	*42*
Périphérie 1931	*33*	*30*	*34*
TOTAL	**100**	**100**	**100**
Différences			
Village 1911-1921	-16	-9	-10
Village 1921-1926	-4	-5	-3
Village 1926-1931	2	1	1
Gare 1911-1921	5	5	5
Gare 1921-1926	10	3	-1
Gare 1926-1931	1	2	4
Périphérie 1911-1921	11	4	6
Périphérie 1921-1926	-6	2	3
Périphérie 1926-1931	-3	-3	-5

Comment répondre à la difficulté de se loger?

A ces difficultés comment l'ensemble de la communauté jarnysienne et les acteurs qui la composent, industriels, élus, particuliers ont-ils réagi? L'optique d'avant guerre a-t-elle fondamentalement changé?

Revenons brièvement sur la politique du logement reconnue et éprouvée comme facteur d'harmonisation et d'homogénéisation sociale, la stabilisation et la moralisation des ouvriers par le logement demeurait-elle toujours à l'ordre du jour? Les discours tenus par les adeptes du Musée Social dans la li-

gnée des pères fondateurs, Le Play, Lemire, Sellier... déjà évoqués au moment de l'éclosion de la cité, étaient-ils toujours d'actualité ? La réponse est claire : les propos demeurent et les intentions ne font pas de doute comme nous allons le signaler. [13] Ajoutons que pour accélérer la reconstruction et offrir à des ouvriers nombreux des logements décents, on assiste à Jarny, comme dans toutes les villes ouvrières, à un glissement de l'initiative privée vers l'action publique avec la participation des collectivités territoriales.

Philosophie des cités et jardins ouvriers, HBM et lotissements privés.

Les projets d'habitations ouvrières et de cités répondent à des préoccupations complexes plus ou moins explicites: loger en nombre, offrir un cadre de stabilisation et tenir une population déracinée dans un ensemble de vie le moins insalubre et le moins dangereux possible. Nous avions déjà évoqué dans un précédent chapitre ce souci de combattre la mobilité par l'immobilier. Le discours sur les habitations ouvrières des années vingt n'a guère varié sur le fond. La qualité du logement continue d'être considérée comme le facteur essentiel de moralisation de la classe ouvrière. Ce thème est fréquent dans la presse régionale qui se plaît à reproduire les débats de congrès des associations de locataires ou de petits propriétaires, en particulier les réunions des sociétés HBM régionales. Ainsi, on peut lire dans un de ces compte-rendus qu'un: «*ouvrier propriétaire fréquente rarement les cafés et les cabarets. Il a hâte, sitôt son travail terminé, de rentrer chez lui et il consacre tous ses instants de liberté à l'entretien et à l'amélioration de son jardin, de sa maison; il donne tous ses loisirs aux soins de sa famille.* »[14] Certains observateurs ont particulièrement insisté sur le rôle intégrateur de l'habitat ouvrier pour les étrangers: «*Le logement... est un des avantages qui contribue le plus efficacement à la stabilisation de la population étrangère, et à cet égard, le patronat français a fait beaucoup depuis la guerre pour avoir une politique du logement en harmonie avec sa politique familiale d'immigration* .»[15] Cet argument, peu entendu ici avant guerre, doit être examiné dans le nouveau contexte de l'après guerre : il apparaît de plus en plus lié à celui du logement ouvrier. C'est dans cet ordre d'idée qu'il faut situer les arguments vantant le rôle du jardin ouvrier.

La cité et les jardins ouvriers, poursuite du rêve de l'ouvrier-paysan sédentaire...

Le jardin ouvrier contribue à prolonger l'idée formulée par les hygiénistes d'avant-guerre: «*La maison salubre, c'est bien, la maison salubre avec un coin de jardinet c'est mieux...* »[16] L'accession possible à un jardinet a un but immédiat: apporter un complément matériel aux ouvriers. Censé en outre s'opposer à la mobilité et chargé de fournir un salaire complémentaire, le jardinet présenterait toutes les vertus liées à l'ancienne racine paysanne des ouvriers. Il serait le lieu idéal et "naturel" qui se prête à toutes les démonstrations sur les vertus paysannes oubliées, à la fois moyen prophylactique et rempart contre les débordements ouvriers. Dans quel but? «*C'est au moment où la grande industrie commençait à se développer, qu'apparut la nécessité de donner à la famille la*

13- On ne s'arrêter aux discours légitimant l'action accomplie; il ne faut pas oublier que les acteurs agissaient dans l'urgence et qu'au delà des intentions implicites que certains ont retenu et que nous rappellerons, c'est le résultat tangible qui importe.
14- AD M&M Jour 30 - l'Echo de Briey 1907.
15- MAUCO "Les Etrangers en France".
16- AD M&M Jour 30 - l'Echo de Briey 1907.

jouissance d'un "coin de terre .»[17] Le désir d'ordre qui anime les initiateurs du logement ouvrier avec jardin rejoint ainsi l'idéal "d'un âge d'or" paysan menacé par le progrès citadin. Selon Le Corbusier, "*on peut résumer la question par ceci: on parle trop de poésie, on se reporte trop à ses lectures d'enfance. On a institué la mystique de la chaumière* »[18] Sur cette mystique se fondent les diverses associations et groupements qui militent pour le jardin ouvrier notamment à Jarny. Dans l'attrait exercé par le pavillon, le jardin a sans nul doute joué un rôle majeur. "*Le jardin, c'est d'abord la campagne en miniature, le plein air, le bon air, par opposition à l'air vicié des villes: les thèmes hygiénistes ont fortement imprégné le discours ouvrier de l'époque. Le jardin, c'est aussi l'annexe du logement. Même si ce dernier reste exigu (c'est souvent le cas), on est plus au large quand certaines activités domestiques peuvent se faire à l'extérieur, réparer le vélo, étendre le linge, faire jouer les enfants ou déjeuner dehors quand il fait beau. Le gain d'espace est d'autant plus grand que l'on est loin du centre-ville...* »[19] Cette volonté de ne pas rompre avec les origines paysannes parées de vertus modératrices se retrouve formulée dans chacun des projets qui fleurissent après guerre. Elle s'appuie sur une réelle attente populaire: le désir de bénéficier d'un coin de terre se perpétue dans l'ancienne coutume de la répartition des lots communaux.[20] D'ailleurs le jardin ouvrier permettant de satisfaire tout le monde, alors que tous ne peuvent bénéficier des lots communaux, en particulier les étrangers. La campagne menée en faveur des jardins ouvriers par l'abbé Lemire, fondateur en 1896 de la "Ligue du Coin de Terre et du Foyer", a fait son chemin. Elle a suscité après guerre la création en Lorraine de nombreux "groupes de jardins". Les adhésions se succédèrent rapidement en 1925 et les années suivantes, et si nous insistons sur cette question , c'est qu'on apprend que vont y adhérer la Compagnie des Chemin de Fer de l'Est et les Mines de Droitaumont. Quels sont concrètement les objectifs de ces groupements et pourquoi les plus grosses sociétés industrielles jarnysiens ont-elles éprouvé le besoin de les rejoindre, sinon par volonté politique ? Elles espèrent que cette ligue animera la vie des cités cheminotes et minières par des rencontres, des conseils: «*L'activité du groupement se traduit par des conférences faites par le professeur départemental d'horticulture, des concours organisés par roulement des distributions de graines potagères et de plants de légumes...* »[21] A ce désir d'ancrage à la terre, s'ajoutera le petit profit que procure un potager bien entretenu. Pourtant, si chacun s'accorde à reconnaître au potager les vertus de tempérance et de sérieux, son rôle économique est parfois contesté par les urbanistes eux-mêmes, les journalistes s'en font l'écho, mais pour certains observateurs le gain est bien réel: «*Un petit jardin de 2 ares, rarement davantage, est adjacent à chaque logement ; en général la Société loue aussi à ses ouvriers un champ qui leur permet de cultiver eux-mêmes leurs pommes de terre et légumes et de quoi nourrir leurs bêtes.* »[22] D'autres comme on l'a

---

17 à 19- Le Corbusier, in Revue mensuelle de l'Habitation N° 85 mars 1928.

20- «*Un ouvrier habitant depuis un certain temps la commune a droit à une part des terrains communaux, qu'on trouve presque partout encore en Lorraine, et il peut ainsi disposer d'un ensemble de terres un peu plus considérable.* » Axel Sömme, op. cité.

21- Enquête sur les Oeuvres sociales, in Le Pays Lorrain juin 1938.

22- Axel Sömme, op. cité. C'est aussi l'avis de M.Laisné parlant au nom de la Ligue du Coin de Terre et du Foyer: "*D'une estimation sérieuse faite sur une parcelle, il a été constaté que les produits tirés d'une culture bien comprise, représentaient une somme de 700 à 800 francs par an, avantages matériels qui sont loin d'être négligeables pour le budget d'un ménage* .»Enquête sur les Oeuvres sociales, in Le Pays Lorrain juin 1938. Axel Sömme ajoute:.«*les fils de cultivateurs qui sont habitués aux travaux des champs en tirent toujours du profit...Un ouvrier aidé par sa femme et ses enfants peut même vendre des légumes et des fruits pour 2 000 ou 3 000 francs par an.* »

parfois lu, ajoutent au potager lui-même la possibilité d'élever quelques animaux pour la consommation familiale.[23] On constate ainsi que, dans de nombreux cas, les dossiers de lotissement qui transitent par la commission sanitaire, demandent presque toujours l'autorisation d'adjoindre à chaque logement un poulailler ou une petite étable pour les porcs avec un petit étage comme grenier, soit isolé au fond du jardin, soit en appentis. Mais tous ne partagent pas cette conception globale du bénéfice ouvrier. [24] Sans pouvoir trancher, signalons que nos témoins, aujourd'hui retraités et poursuivant tous cette activité de jardinage, insistaient sur l'aspect positif de cette allocation d'un petit potager personnel. [25] Pour comprendre le succès de la formule à Jarny, rappelons que Jarny n'est jamais véritablement devenue une ville mais a conservé les caractères d'un espace où constructions et anciens champs s'interpénètrent. Les habitants sont des citadins de fraîche date, véritables ouvriers-paysans pour 12% d'entre eux (comme le montre le tableau ci-contre pour l'année 1928). Beaucoup s'adonnent, en plus des travaux de mine, à l'exploitation d'un lopin ou bien se louent pendant leur temps libre, comme auxiliaires des paysans du secteur, comme nous le redirons. «*Parfois, l'ouvrier apporte son aide au cultivateur durant la moisson et obtient en échange un champ d'une dizaine d'ares ;le cultivateur le laboure et l'ouvrier n'a qu'à semer et récolter ; il arrive aussi que l'ouvrier le loue tout simplement, dans ce cas le propriétaire reçoit comme loyer la moitié de la récolte des pommes de terre et les deux tiers des betteraves fourragères, ou bien, en argent 6 à 8 francs l'are.* »[26] Ajoutons que, si on examine un plan, on constate que l'alignement des cités avec jardins à l'arrière, n'est pas à franchement parler une transformation pour les populations jarnysiennes. Les dernières cités de Droitaumont avec les constructions en bandes continues, ressemblent étrangement au plan des anciens parcellaires du village lorrain traditionnel avec ces alignements en

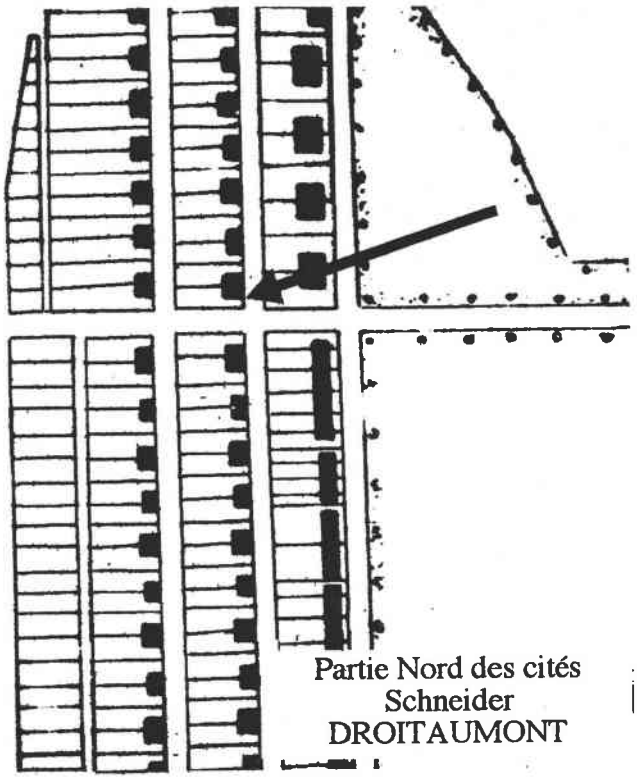
Résidence des mineurs de Jarny et Droitaumont en 1928 (AD M&M 8S 162)	DROITAUMONT	JARNY
Abbeville		1
Allamont		
Auboué		
Boncourt		
Bouzonville		
Brainville	2	
Bruville	1	7
Conflans	1	3
Doncourt	6	14
Friauville	8	5
Giraumont		3
Hannonville	3	
Hatrize		
Jarny	569	252
dont Droitaumont	*480*	
dont Moncel	*7*	
Jeandelize	1	
Jouaville		6
Labry	2	5
Mars-la-Tour	2	7
Olley	2	
Puxe		
Sponville	2	
St Marcel		
Ville/Yron	25	7
Total	**624**	**310**
Ruraux	55	58
Total ruraux	113	
% ruraux	12,1	

23- « *Le jardin c'est encore la possibilité de cultiver un potager, ce qui n'est pas négligeable pour ceux qui arrivent d'une petite bourgade de province ou de la campagne, où la plupart des ouvriers disposent d'un jardin, ont l'habitude de cultiver leurs légumes et d'élever des poules ou des lapins. Ils apportent avec eux tout une tradition d'économie domestique fondée sur l'autoproduction et l'autoconsommation, qui peut revivre dans ces nouveaux espaces de la banlieue parisienne. Le rôle alimentaire du jardin s'est bien entendu renforcé avec la pénurie, la crise des années 30, puis la guerre* .»Françoise Dubost in Le rêve du pavillon in Banlieue rouge 1920-1960.

24- «*l'efficacité véritable des jardins potagers attenant à la petite maison doit être examinée de près. Le petit potager domestique devient une source d'esclavage pour l'habitant et son rendement est douteux. Le groupement des surfaces cultivables et une organisation rationnelle de la culture maraîchère débarrassant l'habitant des lourds travaux préparatoires, peuvent fournir un rendement véritable et augmenter ainsi d'une manière inattendue la production agricole.* »Revue mensuelle de l'Habitation N° 85 mars 1928.

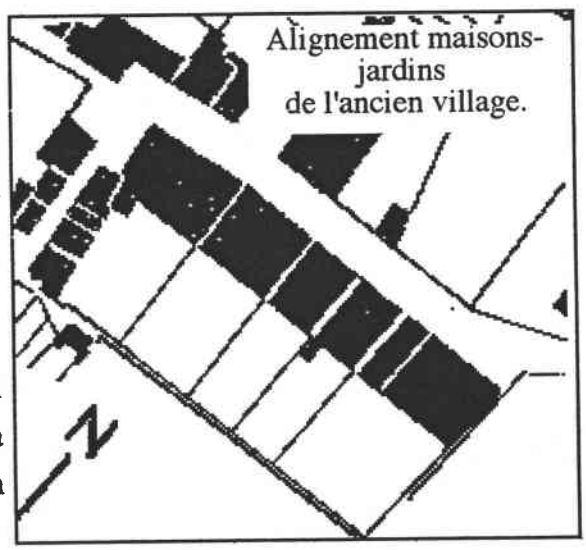
25- «*Le profit que peut tirer l'ouvrier de son champ et de ses bêtes est très variable. La terre s'épuise rapidement sans engrais, mais il faut savoir comment s'en servir, et les sociétés distribuent des petits manuels techniques à leurs ouvriers. Parfois les champs et les jardins ne sont pas suffisamment irrigués. On comprend que dans ses conditions le profit pécuniaire soit souvent réduit, mais c'est en tout cas une distraction saine et les ouvriers y tiennent beaucoup.* »Axel Sömme, op. cité.

26- Axel Sömme, op. cité.



Partie Nord des cités Schneider DROITAUMONT

"boîte d'allumettes", chers à Vidal de la Blache, prolongeant jardins et chenevières dans la continuité de l'espace domestique. Jarny et ses cités ouvrières s'inscrivent ainsi dans un espace de vie traditionnel, puisque c'est celui du plan des maisons-jardins de l'ancien village. L'espace urbain est un espace mité qui se caractérise par un grand nombre de terrains non bâtis, cultivés ou en friche, d'où le sentiment d'inachevé de cette ville qui n'en est pas vraiment une. La différence entre l'organisation de l'espace habité à Jarny et dans les villages anciens voisins, tient seulement à la politique d'équipements qui est mise en oeuvre et que la campagne ne reçoit qu'avec retard.



L'examen de cette situation concrète oblige à aller au-delà des textes d'intention, à interroger les réalités et les usages et ainsi à tenter d'apprécier si le jardin ouvrier a réellement rempli ses fonctions moralisatrices initialement affichées: «*faire renaître le désir ataviique de la propriété et du travail de la terre... et détourner du même coup "l'ouvrier du cabaret"...* »[27] Il semble que cette préoccupation n'ait beaucoup joué à Jarny tant les ruptures qu'elle suppose avec l'ancien mode de vie des habitants nous paraissent faibles.

La petite propriété populaire.

Plus qu'à une simple reprise ou à une amplification des proclamations d'avant guerre sur les mérites du logement ouvrier avec jardins particuliers, on assiste dans les années vingt à un glissement des discours. Plus que le locataire, c'est désormais le propriétaire, le petit propriétaire qui se trouve encouragé et paré de nouvelles vertus. Ecoutons le maire de Jarny: «*Il est du devoir d'une municipalité d'encourager et de faciliter la construction d'HBM en procurant certains avantages à toutes les personnes peu fortunées quelle que soit leur profession et notamment celles qui vivent de leur travail et dont le salaire est modeste...* »[28] Faut-il lire là le nouveau moyen d'encadrer et de domestiquer les populations ? Dans ce cas, le maire ne dit rien de fondamentalement différent des ini-

27- F. Portelt, "L'ouvrier, la terre, jardin ouvrier et logement social -1850-1945.
28- A Municipales. 4 juin 1931.

tiateurs de la politique du logement national pour qui «*Le moellon n'est pas seulement le matériau des immeubles, il est aussi l'un des supports de l'ordre social dans un pays libre* »[29] C'est d'ailleurs ce que disait Emile Chesson , auteur du compte rendu de la première assemblée générale de la société HBM sur les effets bénéfiques de la possession d'un pavillon: « *La possession de sa maison opère sur lui* [c'est-à-dire l'ouvrier] *une transformation complète. Avec une maisonnette et un jardin, on fait de l'ouvrier un chef de famille vraiment digne de ce nom, c'est-à-dire moral et prévoyant, se sentant des racines et ayant autorité sur les siens. C'est bientôt sa maison qui le possède, elle le moralise, l'assied et le transforme* . »[30] Ajoutons que l'on retrouve dans les encouragements à l'embellissement des maisonnettes, le souci jamais tout à fait abandonné de policer les mœurs ouvrières en stimulant leur sens de l'ordre et de la propreté ménagère:«*Le comité de patronage des HBM a décidé de procéder, comme il l'a fait l'année dernière à une distribution de prix d'ordre et de propreté en faveur des habitants de petits logements les mieux tenus. ...*»[31] Nous avions évoqué les concours de propreté dans les cités de Droitaumont. On ne peut s'empêcher de rapporter à ce sujet les conseils que prodiguait alors la presse encourageant la ménagère dans son œuvre de stabilisation et la moralisation du chef de famille. [32] Cette vision quelque peu simpliste n'a jamais été abandonnée et ces concours se sont perpétués dans l'entre deux guerres. Mais à Jarny tout est devenu plus ou moins intériorisé au fil des années, chacun y trouvant les avantages qu'il voulait bien trouver dans ce compromis, cet équilibre entre discipline des mœurs et mieux être. Finalement ne peut-on s'accorder avec ceux qui, comme Françoise Dubost , prennent aujourd'hui quelques distances avec les intentions machiavéliques prêtées aux industriels: « *Le procès en réhabilitation du pavillon est cependant depuis longtemps entamé. Sociologues et historiens ont montré qu'il n'était pas le pur produit de l'idéologie paternaliste du XIX° siècle et qu'il correspondait aux aspirations propres du milieu populaire: accéder à la propriété, vivre plus au large, disposer d'un jardin. Et les architectes eux-mê-*

29- «*Durant plus d'un siècle, la propriété privée fut une base de la société française [...]. Dans un pays, la persistance des situations moyennes provoque la formation d'une classe moyenne, pondérée dans ses ambitions, nationale pour tout ce qui la préoccupe, une classe dont les intérêts sont intimement liés aux intérêts généraux du pays, également prête à réprouver les excès politiques quelle qu'en soit la tendance [...]. Or, rien n'est plus propre a lui donner la force que la propriété foncière [...].* » (Le Président de la Chambre de Commerce de Paris)

30- Emile Chesson, in opus cité-

C'est aussi ce que souligne le rapport du comité de patronage des HBM daté du premier janvier 1928:"*Le comité a décidé de reprendre la distribution des prix d'ordre et de propreté...les efforts faits jusqu'à présent avaient facilité, semble-t-il, par la réforme des habitudes morales, autant que des défectuosités matérielles, la transformation des plus humbles foyers; l'assainissement des logements est aujourd'hui considéré comme l'une des parties les plus importantes et les plus pratiques de la réforme des habitations...* »ADM&M 1Z 168.

Sans être clairement formulée, la réponse se trouve également dans le bilan global que tirent les sociétés d'HBM et les sociétés de Crédit Immobilier de Meurthe-et-Moselle en 1938: «*l'attention du législateur avait été attirée sur l'état souvent défectueux du logement ouvrier, ainsi que sur l'importance sociale de la petite propriété,* »Enquête sur les Oeuvres sociales, in Le Pays Lorrain juin 1938.

31- La note poursuit:«*En conséquence, il invite toutes les familles modestes, quelle que soit leur nationalité, qui voudraient bénéficier de cet encouragement, à adresser, avant le 20 mai prochain, à la préfecture par l'intermédiaire du maire une demande...ils devront seulement remplir la condition suivante: occuper depuis au moins un an au 1er avril 1928 un logement dans une maison réalisant les conditions fixées par la loi HBM* »ADM&M 1Z 168 daté du 1 janvier 1928.

32- Vieille idée, rappelons-nous:«*... mais dans cette maison la femme c'est tout. la femme, vous m'entendez bien, la ménagère idéale, propre et claire comme sa maison, riante comme un rayon de soleil, saine comme son linge blanc, appétissante et fraîche comme les fleurs et les fruits de son jardin; avenante, prévenante, présente et retenante, toujours alerte, de bon conseil et de bonne humeur. C'est elle qui charmant son mari et tous les siens, retiendra dans son intérieur aimable, son homme et ses grands fils loin des mauvais plaisirs et de l'infâme caboulot où l'alcool abêtit l'enfant dès avant sa naissance, dans la dégradation morale et la déchéance physique du père qui devra le procréer* »AD M&M Jour 30 - l'Echo de Briey 1907.

32- Françoise Dubost in Le rêve du pavillon in Banlieue rouge 1920-1960.

mes, après de longues décennies passées à combattre le pavillon au nom des dogmes du Mouvement Moderne, ont fini par reconnaître le " fait accompli " de ce " désir pavillonnaire trop chassé et bafoué .»[32] En effet à côté des cités ouvrières bâties par les industriels , une partie des logements occupés par les ouvriers de Jarny échapperont à l'espace privé de l'entreprise. Ajoutons que le désir déposséder une maisonnette avec un jardin, n'a jamais empêché les propriétaires de penser et d'agir librement. Parmi nos témoins syndicalistes les plus virulents, aucun n'habitait plus en cité, mais tous étaient des petits propriétaires qui avaient bénéficié à l'époque d'aides pour accéder à la propriété.

Les Habitations à Bon Marché

D'autre part, un aspect important qu'il faut bien rappeler est la conséquence de la conjoncture créée par la guerre. Pour remédier aux conséquences de la crise du logement, permanente dans les années vingt, la loi Loucheur visait à pallier un certain nombre de carences des investissements de l'Etat dans les années passées par un programme de construction en cinq ans, avec priorité donnée aux maisons individuelles.[33] Il faut rappeler brièvement la législation sur les lotissements pour comprendre comment la ville s'est inscrite dans ce dispositif et dans quelle situation vont être placés les nouveaux lotis dans les municipalités. La législation ne se limite pas, en effet, à la loi Sarraut et à la loi Loucheur. [34] On note après guerre une première tentative d'encadrement de la construction avec la loi du 14 mars 1919 sur les plans d'extension et d'aménagement de communes qui obligeait les lotisseurs à présenter un plan de raccordement de leur voirie pour obtenir l'autorisation. Comme le montrent les archives communales, les lotisseurs ont généralement procuré les documents demandés. Ils ont fourni une feuille de papier avec des plans, mais comme rien ensuite ne les obligeait à respecter leurs engagements, tout dépendait de la volonté municipale. Après cette première loi, une deuxième loi, celle de juillet 1924 sur les conditions d'hygiène et de sécurité, obligeait, elle, le lotisseur à déposer un projet d'aménagement à la mairie, projet qui devait être approuvé par une commission départementale. Le projet pouvait être interdit par le maire (nous en donnerons des exemples) ou le préfet.[35] Cette loi a créé quelque gêne aux lotisseurs, mais comme elle n'était pas rétroactive, elle n'a pas touché la plupart des bâtiments construits ou reconstruits avant 1924, sur lesquels nous manquons de renseignements. Les lois des 14 mars 1919 et 19 juillet 1924, répondent à une situation exceptionnelle de pénurie mais elles sont aussi, inspirées par le désir de mettre un terme aux agissements de certains lotisseurs qui, «*sans risque appréciable, réalisent des bénéfices excessifs au détriment de l'hygiène générale et particulière ou de l'esthétique* »[36] La loi du 19 juillet 1924, cherchait à remédier à

33- Le discours d'Albert Lebrun sur les HBM publié dans la presse au printemps 1929, donne tout son sens rétrospectivement à l'œuvre entreprise après guerre pour aider et soulager la politique d'accueil: «*La crise de l'habitation n'est pas douteuse. Quelles en sont les causes profondes? Elles sont multiples: arrêt de la construction normale pendant la guerre par absence de matériaux et de main d'œuvre, et, depuis la guerre, à cause de la reconstitution des régions dévastées, impossibilité de rémunérer les capitaux investis dans la bâtisse à un taux suffisant...besoin chez tous, au lendemain des épreuves de la guerre, d'un foyer plus confortable et plus sain....Le parlement s'est efforcé d'y pourvoir par la loi du 13 juillet 1928, loi sociale qui vise d'abord...à accroître pour le monde ouvrier les facilités de logement et aussi, à marquer sa sollicitude aux classes moyennes qui ne sont pas les moins éprouvées par la crise de l'habitation* .»Est Républicain du 29 avril 1929.

34- Il y a eu d'autres lois avant celles-ci et elles ne sont pas tombées dans un vide législatif total. " *Après la loi imparfaite et insuffisante de 1894, parurent la loi de 1906 sur les HBM, les lois de 1908 et 1909 sur la petite propriété et la constitution d'un bien de famille insaisissable. Dans la région s'est exercée la bienheureuse activité des Sociétés de Crédit de la Compagnie de l'Est.* »Enquête sur les Oeuvres sociales, in Le Pays Lorrain juin 1938.

35- C'est dans ces archives que nous retrouverons les dossiers des divers projets HBM locaux.

36- Revue mensuelle de l'Habitation N° 85 mars 1928.

l'organisation anarchique des lotissements et à assurer aux immeubles lotis des conditions indispensables d'hygiène et de salubrité. Enfin, la loi Sarraut, de mars 1928, votée dans le contexte de l'approche des élections de 1928; prévoit que l'Etat participera aux travaux nécessaires à l'aménagement des lotissements jusqu'à 50 % du montant des travaux, l'autre moitié étant supportée par des associations syndicales constituées dans les lotissements, associations syndicales obligatoires qui percevront les taxes sur les lotis. Avec ce nouveau dispositif, les contacts se multiplient et des réunions d'information se tiennent à Jarny et dans les communes voisines. [37] C'est en définitive une loi efficace qui va permettre l'aménagement de plusieurs lotissements à Jarny. La municipalité a en effet décidé de jouer pleinement son rôle dans ce domaine. [38]

Or la loi Loucheur pouvait parfois se révéler d'application délicate pour les municipalités et pour les lotis qu'elle va souvent placer dans une situation de conflit. Le résultat essentiel c'est que la loi réussit à faire payer aux lotis eux-mêmes l'aménagement de leur secteur d'implantation. En contre partie, les lotis sont exonérés de contribution foncière pendant une durée assez longue, ce qui explique l'attrait de la disposition Loucheur. [39] Concrètement, les classes moyennes, les plus nombreuses à solliciter l'aide publique, ne disposaient pas toujours d'un capital suffisant et devaient trouver les fonds nécessaires par le biais des organismes publics prévus par la loi. Les H.B.M. créées avant guerre et financées par des fonds associatifs et publics, seront couvertes par la Caisse des dépôts. En fait, le montant des sommes dues par les associations syndicales est emprunté à l'Etat et remboursé en dix ans à un taux variant de 2 à 4% d'intérêt et la commune doit garantir les emprunts. Sur le projet d'aménagement de la rue de la Renaissance, par exemple, la commune de Jarny offre le 13 mars 1931 une

---

37- Dans une lettre datée du 24 janvier 1929, le maire de Conflans, M. Weyrich, indique que: « *dans le but de faire connaître les avantages de la loi Loucheur concernant la construction des HBM...une conférence est organisée à ce sujet, le dimanche 3 février 1929 à 14h30, salle de la justice de paix à Conflans. Elle aura lieu sous la présidence de M le sous-préfet, assisté de MM Beugnet conseiller général et Claiche conseiller d'arrondissement. Comme cette question intéresse vos administrés (ouvriers, artisans employés et cultivateurs) vous serez bien aimable de faire toute publicité nécessaire et les encourager d'assister nombreux à cette réunion où sera développée une des plus belles lois sociales de notre époque.* »**ADM&M 1Z 169.**

38-« *Le conseil considérant qu'il est du devoir d'une municipalité d'encourager les pères de famille qui désirent ériger une habitation à bon marché pour bénéficier des avantages que procurent les dispositions de la loi du 13 juillet 1928 sur les HBM dite Loi Loucheur: après avoir délibéré, décide d'accorder des subventions :*

120 francs par an aux familles de 2 enfants au moins
240 francs par an aux familles de 3 et 4 enfants au moins
360 francs par an aux familles de 5 enfants et plus

...ces subventions seront payées par annuités aux organismes d'HBM sur présentation d'une demande contenant attestation de l'organisme que l'intéressé a droit à la subvention...Peuvent bénéficier de ces subventions toutes les personnes de nationalité française rentrant dans les catégories prévues..., qui résideront dans la commune depuis plus d'un an et qui auront construit une HBM conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 1928. L'ordre de priorité pour les demandes qui seront présentées sera le suivant:

1°familles de plus de 7 enfants, ou pupilles de la nation de moins de 18 ans ou pensionnés de guerre à plus de 100%
2 ° familles de 7 enfants, ou pupilles de la nation de moins de 18 ans ou pensionnés de guerre à plus de 100%
3 ° familles de 6 enfants, ou pupilles de la nation de moins de 18 ans ou pensionnés de guerre à plus de 90%
4 ° familles de 5 enfants, ou pupilles de la nation de moins de 18 ans ou pensionnés de guerre à plus de 80%
5 ° familles de 4 enfants, ou pupilles de la nation de moins de 18 ans ou pensionnés de guerre à plus de 70%
6 ° familles de 3 enfants, ou pupilles de la nation de moins de 18 ans ou pensionnés de guerre à plus de 60%

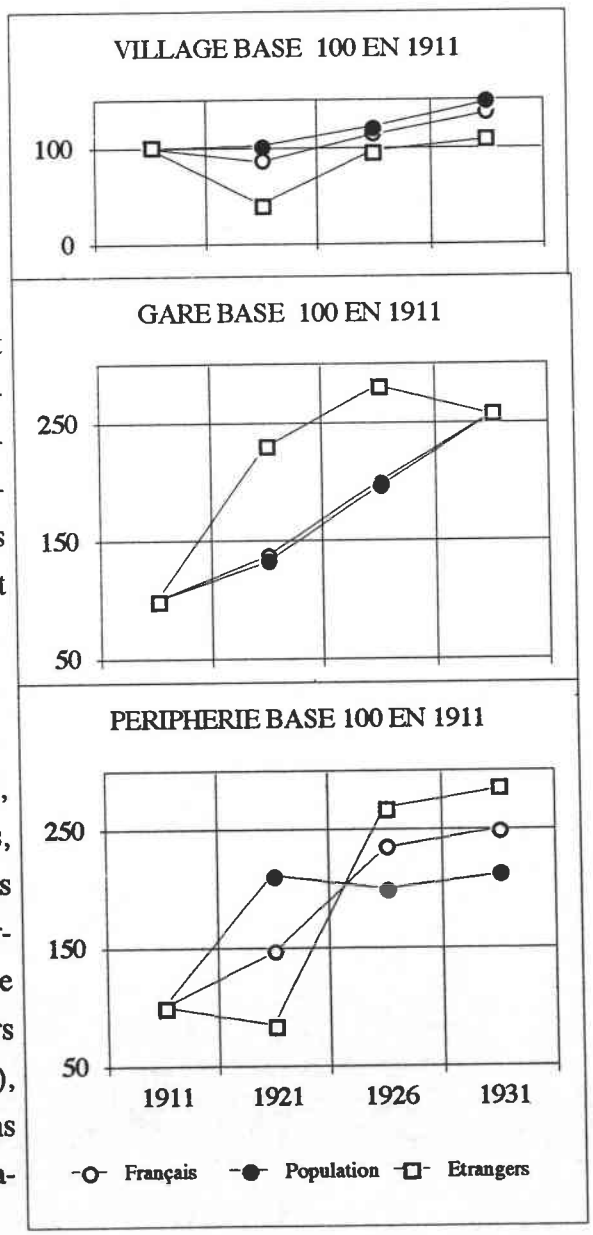
Les habitations construites à l'aide d'une subvention communale ne pourront, pendant vingt-cinq ans, être cédées qu'à des personnes remplissant les mêmes conditions que le constructeur pour l'attribution de la subvention et qu'après acception du concessionnaire par le Comité de Patronage des HBM et de la Prévoyance Sociale de Meurthe-et-Moselle. »AM 22 mars 1930.

39- «*Les habitations à bon Marché sont conformément à l'article 61 de la loi du 5 décembre 1926 exemptées d'impôt foncier pour une durée de douze années. Cette exemption s'applique aux centimes additionnels perçus au profit des départements et des communes aussi bien qu'au principal de l'impôt. Par ailleurs, les constructions de l'espèce sont, dans les mêmes conditions, temporairement affranchies de la taxe sur le revenu net des propriétés additionnelles à l'impôt d'Etat qui peut être établie par les départements et les communes* . » AM 22 mars 1930.

«garantie d'emprunt pour une somme de 831 000F en vue de la construction de 10 maisons-doubles HBM. »[40] Et c'est dans ce cadre qu'ont pu également s'opérer les autres projets de construction de petits logements populaires à Jarny. L'exemple donné par la ville de Jarny pourrait fournir une bonne contribution à l'étude de l'implantation des Habitations à Bon Marché et notamment du rôle attribué par la loi au Comité de patronage des Habitations à Bon Marché. On peut y constater que «*l'initiative des collectivités privées, sociétés anonymes ou coopératives, a fait ses preuves; pour agir et se développer, pour se répandre dans la région partout où il en était besoin, elle ne demande qu'à être provoquée, encouragée* »[41] Nous constaterons dans les prochains chapitres que tous les acteurs de la construction de logements, privés ou publics se sont inscrits dans cette législation à partir de la fin des années vingt.

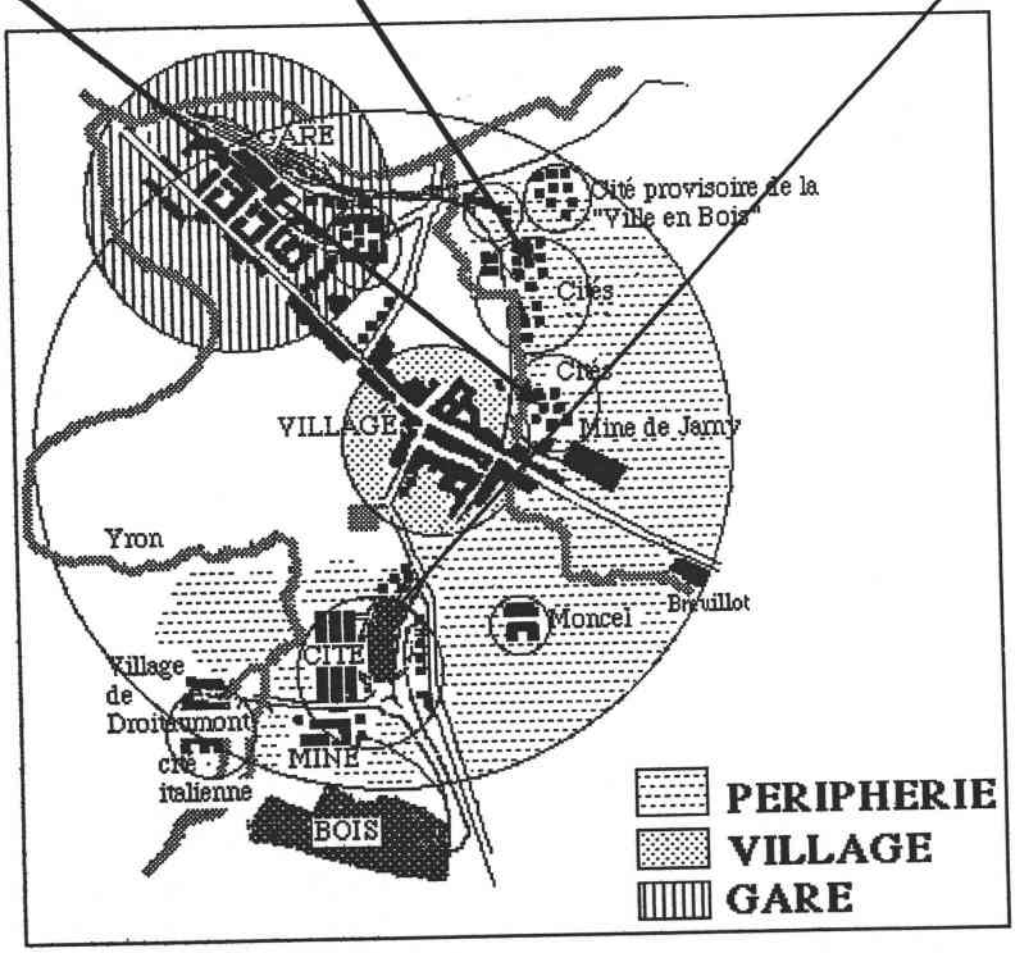
La maîtrise de l'espace demeure cependant inachevée

Certains ont vu dans ce phénomène du lotissement, principalement constitué de maisonnettes simples ou doubles, la première manifestation du repli familial dans le foyer. Certains y voient même le premier symptôme de la montée de l'individualisme «... *le foyer, constate Alain Faure, commence à remplacer le quartier comme unité de vie.* »[42] A Jarny l'éloignement en divers petits centres socio-professionnels bien identifiés aboutit à la formation de véritables petits "villages" dans la ville. Plus qu'à un éclatement des individus, on doit parler d'éclatement de groupes d'individus s'identifiant à leur cité ou à leur quartier, avec un état d'esprit de"village sans clocher", «*qui unit ses habitants par de multiples liens où s'entrecroisent le voisinage, la parenté, l'amitié et les solidarités professionnelles.* »[43] Cette appartenance à la rue, à la petite cité, se retrouve dans les relations plus ou moins ouvertes, visibles au niveau des mariages, des rivalités sportives entretenues dès l'école primaire! Déroger à son quartier était une faute! Si l'on observe la cité jarnysienne dans son ensemble, on constate que les trois secteurs définis précédemment (Village, Gare et Périphérie), accueillent au cours de cette période des populations diverses dont la part respective est extrêmement varia-



40 et 41 - ADM&M 1Z 168
42- Françoise Dubost in "Le rêve du pavillon in Banlieue rouge 1920-1960".
43- Yves Grafmeyer, Sociologie Urbaine.

ble d'un quartier à l'autre. En examinant les évolutions inscrites dans les tableaux ci-contre, on ne peut conclure à des ruptures et à des mobilités intenses d'un secteur à l'autre. Et si l'on observe la ville à une échelle plus petite, on constate que l'éclatement de l'espace a donné naissance à des petits espaces de vie fortement soudés, avec des dominantes: le village attire toujours plus les Français, la gare après avoir attiré les étrangers, voit leur part décroître, tandis que la périphérie change peu. Dans ce que nous avons appelé la périphérie, les familles se sentent d'abord des" cités de Droitaumont", de "Moulinelle", de la "cité de la rue des Tilleuls" avant de se sentir pleinement jarnysien.



De fait, dans le "village" lui-même la situation est très diverse, du vieux Jarny populaire où se sont sédimentées de longue date des familles d'ouvriers français, d'artisans et de petits commerçants, jusqu'à la communauté d'immigrants italiens fixée dans le secteur de Moulinelle par exemple. Plus que les Polonais, les Italiens accumulent dans ce secteur de l'agglomération les signes de leur identité ethnique ou religieuse, les instruments de leur cohésion, avec leurs réseaux familiaux, leurs solidarités. *"Quand elle est invoquée, la métaphore villageoise vise d'ordinaire à qualifier une manière d'être en ville qui se caractérise par quelques traits associés: homogénéité du peuplement et des modes de vie ; forte identification à un petit territoire regroupant l'essentiel des sociabilités ; existence centrée sur l'environnement humain du quartier plus que sur la maison; densité des interconnaissances dans un espace local où se déploient d'efficaces réseaux d'entraide qui sont aussi des instruments de contrôle social du voisinage. »*[44]

44- Michael Young et Peter Willmott, Le Village dans la ville, 1957 .

- Le tissu urbain central s'accroit sans créer de centre véritable.

Le centre de la cité, l'ancien "village", n'est pas la partie de la ville la plus simple à analyser puisqu'elle est sans doute le secteur le plus hétérogène de la ville. A tout point de vue. Sociologiquement qui retrouve-t-on dans cet espace ancien et neuf à la fois? Une population d'anciens Jarnysiens de souche: plus de 175 adultes sur les 396 adultes natifs de Jarny soit plus de 44 %, habitent là. Les métiers sont très divers, les familles sont plus âgées, et il y a peu de célibataires...sauf dans les groupes étrangers. A ce sujet on notera également que l'hétérogénéité se lit aussi dans cet espace ancien, puisque les rues accueillent des populations étrangères en proportion plus ou moins importante. Le tableau ci-contre montre ce collage disparate de population, juxtaposition plus manifeste ici que dans le quartier de la gare ou à la périphérie. Ainsi sur ce tableau, il est possible de distinguer nettement deux types de répartition des étrangers: les rues du village qui en accueillent peu ou pas et celles où se trouve dépassée, parfois fortement, la moyenne de 20% d'étrangers du quartier. Ces rues sont celles qui conduisent à la mine de Jarny et, dans une moindre mesure, les axes qui mènent à la mine de Droitaumont. A l'inverse, les rues les plus éloignées et surtout, comme nous allons le voir, les rues neuves ou en expansion accueillent moins d'étrangers. Il aurait été intéressant de suivre d'éventuels déplacement de population au cours de cette période, de voir si les Français quittant certains quartiers pour construire ou aller ailleurs, libéraient des logements occupés par des étrangers. Ce travail n'a pas été possible, car les dénombrements ne donnent ni les étages, ni les numéro des immeubles. Autre constat : les Jarnysiens de souche, si l'on peut

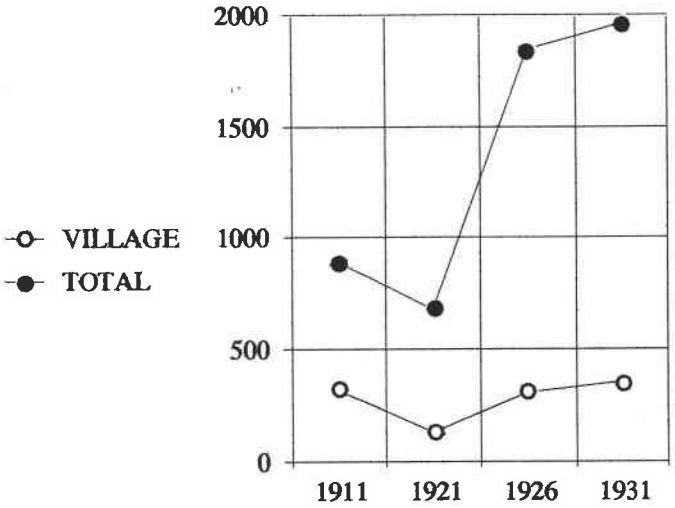
1931	Population totale	Français	Nés à Jarny	%	Etrangers	%
Place A.Mézières	30	30	1	3,3	0	
Rue M.Barrès	14	14	1	7,1	0	
Rue du Gué	11	11	2	18,2	0	
Rue du Fort Mahon	21	21	4	19,0	0	
Rue du Levant	9	9	3	33,3	0	
Rue Michelet	6	6	2	33,3	0	
Rue Gambetta	151	147	15	9,9	4	2,6
Rue Jurue	25	24	2	8,0	1	4,0
Rue du Crain	16	15	3	18,8	1	6,3
Avenue de la République	481	444	22	4,6	37	7,7
Rue Albert 1er	23	21	2	8,7	2	8,7
Rue S.Macherez	96	87	12	12,5	9	9,4
Rue Pasteur	206	184	31	15,0	22	10,7
Avenue La Fayette	145	126	9	6,2	19	13,1
	1234	*1139*	*109*	*8,8*	*95*	*7,7*
Rue M. Dombasle	52	41	5	9,6	11	21,2
Rue de la Sole	14	11	7	50,0	3	21,4
Rue de la Tuilerie	28	19	5	17,9	9	32,1
Rue du Point du Jour	48	31	5	10,4	17	35,4
Rue de l'Abbé Vouaux	99	58	11	11,1	41	41,4
Rue de Lorraine	153	83	12	7,8	70	45,8
Avenue Wilson	99	53	12	12,1	46	46,5
Rue des Mines	114	33	9	7,9	81	71,1
	607	*329*	*66*	*10,9*	*278*	*45,8*
VILLAGE	1841	1468	175	9,5	373	20,3



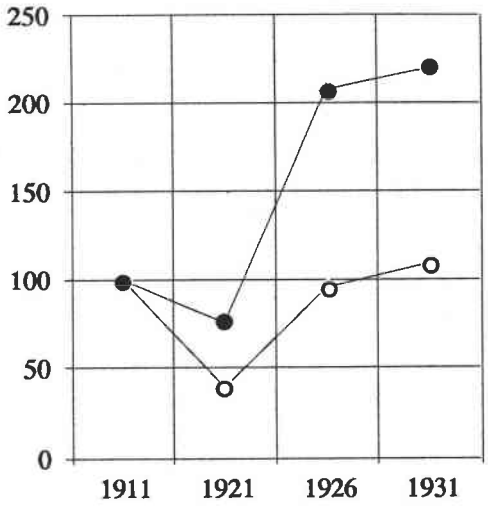
ETRANGERS	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	324	129	310	353
TOTAL	894	686	1847	1963

INDICES	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	100	40	96	109
TOTAL	100	77	207	220

ETRANGERS-TOTAL



ETRANGERS BASE 100 1911



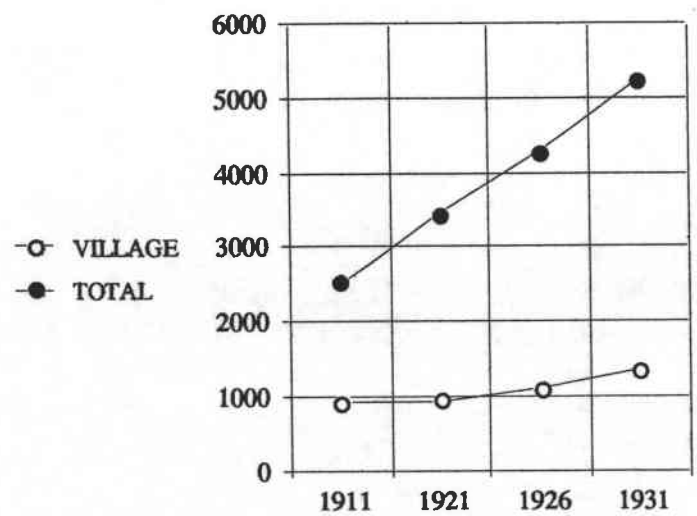
considérer comme tels ceux qui étaient nés à Jarny avant la guerre, sont davantage présents dans les rues anciennes, ce qui est bien normal, compte tenu des patrimoines immobiliers anciens. Nous avons souligné plus haut que leur part dans le centre de la ville était plus important qu'ailleurs, avec 9,5% de Jarnysiens de souche contre 5,5% dans la population totale.

On remarquera aussi que le vieux Jarny, faute de place peut-être, est beaucoup moins soumis aux ruptures brutales d'évolution de population, comme la cité dans son ensemble. En effet, la population étrangère par exemple demeure globalement plutôt stable sur la période puisqu'en 1931 on retrouve un état analogue à celui de 1911. Les aléas de la guerre et les destructions ont surtout causé du tort aux étrangers qui avaient trouvé dans certaines rues de la vieille ville un dortoir. Le

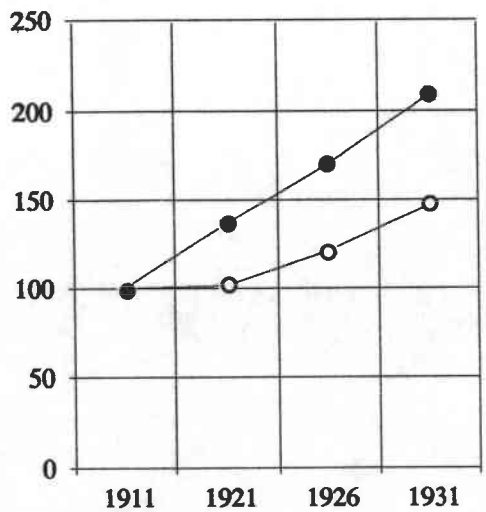
FRANCAIS	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	912	932	1102	1343
TOTAL	2517	3443	4264	5251

INDICES	1911	1921	1926	1931
VILLAGE	100	102	121	147
TOTAL	100	137	169	209

FRANCAIS- TOTAL



FRANCAIS BASE 100 1911



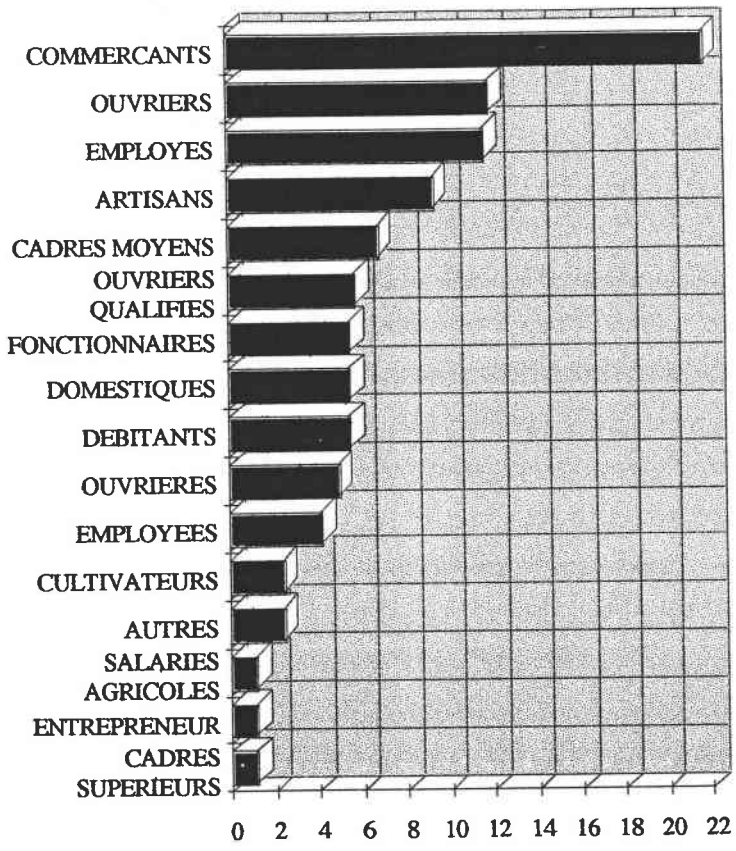
vieux quartier ne pouvait accueillir les étrangers nouveaux venus au lendemain du conflit. C'est pour pallier cette crise que certains chefs de famille ont recours à la construction en planches aux portes de la cité, le long de la route de Metz en particulier (mais ce phénomène reste marginal et ne prit jamais l'ampleur des "bidonvilles", se limitant à des constructions le long de quelques voies).

Le relogement des familles françaises dans le centre en attendant la reconstruction, bloquait alors les possibilités d'accueil, mais finalement, les étrangers trouvent à se loger dans les rues anciennement occupées par les premiers arrivants. La population française, n'a pas diminué comme on le constate sur les tableaux et graphiques, bien que son implantation soit ici plus faible qu'ailleurs dans la cité. Une étude plus précise de la composition du centre, fait apparaître nettement la dimension à la fois hétérogène de la population et en même temps la permanence des activités intermédiaires, de service et de petit artisanat, une population de couches moyennes. Le rôle de ces couches moyennes apparaît particulièrement important dans la transformation et dans la représentation qu'en ont les habitants du centre ville. La ville de Jarny n'est pas qu'ouvrière : le développement des mines et du dépôt de chemin de fer ont donné vie à des catégories d' employés et de commerçants, des petits entrepreneurs qu'il faut aussi loger.

C'est ce que montrent le tableau et le graphique ci-après (plusieurs tableaux détaillés par métier sont présentés en annexes). Les ouvriers présents sont pour moitié employés sur place principalement à la mine de Jarny et pour le reste travaillent à l'extérieur de la ville dans les usines de la vallée de l'Orne surtout. Nous avons toutefois distingué les ouvriers qualifiés, ajusteurs, tourneurs des manœuvres des mines pour la plupart étrangers. Ce sont souvent ces ouvriers qualifiés qui accéderont aux logements neufs, bien plus souvent que les petits commerçants. La part des artisans est encore forte avec plusieurs petits patrons du bâtiment, peintres ou plâtriers. Mais ce sont les com-

1931	%	Place A.Mézières	Rue de l'Abbé Vouaux	Rue du Levant	Rue Michelet	Rue du Gué	Rue Jurue	Rue Albert 1er	Rue de la Sole	Rue du Fort Mahon	Rue du Point du Jour	Rue de la Tuilerie	Rue M. Dombasle	Rue des Mines	Rue S.Macherez	Avenue Wilson	Rue Gambetta	Rue Pasteur	Rue de Lorraine	Avenue de la République	Avenue La Fayette	VILLAGE
CADRES SUPERIEURS	1,0																2			1	1	4
ENTREPRENEUR	1,0		1														1			2		4
SALARIES AGRICOLES	1,0														1	1		1		1		4
AUTRES	2,3		1	1							2		1		2	1		1				9
CULTIVATEURS	2,3		2				1						1		1		2	2				9
EMPLOYEES	4,1															3		5		6	2	16
OUVRIERES	4,9		3									1	1	1		3	1	1	3	4	1	19
DEBITANTS	5,4															3	3	2	1	9	3	21
DOMESTIQUES	5,4		2						1							1	4	6		6	1	21
FONCTIONNAIRES	5,4	14			1						1				3	1				1		21
OUVRIERS QUALIFIES	5,7		1	1					2	1			1	1			3	1	2	7	2	22
CADRES MOYENS	6,7		1		1						2	1	1	1			1	4	2	9	3	26
ARTISANS	9,3		2		1						2	1	1	2	2	4	2	4	1	13	1	36
EMPLOYES	11,6		2		1	2	1		2	1			1		1	1	4	3	3	15	8	45
OUVRIERS	11,9						1	1			1	1		7		6	1	2	6	17	3	46
COMMERCANTS	21,7		1							2		3	1	4	1	2	16	21	1	30	2	84
Total	100,0	14	16	2	4	2	3	1	5	4	8	7	8	16	11	26	40	53	19	121	27	387

DISTRIBUTION DES CATEGORIES PROFESSIONNELLES
DANS LE CENTRE DE JARNY



merces qui l'emportent largement. Les données, cependant, sont à à prendre avec précaution : le nombre des bouchers, boulangers, etc... est peut-être sous estimé car les épouses de ces commerçants ne sont pas toujours mentionnées comme actives. Toutefois, les femmes du centre ville, exercent plus souvent une activité que celles de la périphérie ou des cités du chemin de fer. C'est ici que l'on retrouve les bonnes, les serveuses, les employées et domestiques de maison. D'une manière générale, la part des actives dans la population féminine adulte est assez élevée dans ce secteur de la ville puisqu'il loge 42,7% des habitantes actives de Jarny. C'est ce que montrent le tableau suivant. Sur le tableau ci-dessous, on peut remarquer que ce sont proportionnellement les rues les plus neuves qui accueillent le plus d'actives, françaises pour la plupart. Quels métiers exercent les femmes de ce quartier? Sur un tableau donné en annexe présentant la distribution des habitantes actives selon les rues de l'ancien village on peut noter que les ouvrières (quelques unes de la cartoucherie, d'autres de la petite filature Dieu) viennent au premier rang, devant les domestiques et les institutrices. Les employées et les commerçantes ne viennent qu'après. D'une manière générale toutefois, les professions féminines indépendantes l'emportent largement sur les salariées et les fonctionnaires.

1931	FEMMES de plus de 18 ans	ACTIVES	%
Rue Albert 1er	5	0	
Rue du Crain	6	0	
Rue du Fort Mahon	5	0	
Rue du Gué	2	0	
Rue du Levant	2	0	
Rue du Point du Jour	8	0	
Rue M.Barrès	6	0	
Rue Michelet	4	0	
Rue S.Macherez	17	1	5,9
Rue de Lorraine	30	4	13,3
Avenue de la République	179	24	13,4
Rue des Mines	21	3	14,3
Rue de la Tuilerie	12	2	16,7
Rue M. Dombasle	18	3	16,7
Rue de l'Abbé Vouaux	23	4	17,4
Avenue La Fayette	64	12	18,8
Rue de la Sole	5	1	20,0
Rue Jurue	5	1	20,0
Avenue Wilson	45	10	22,2
Rue Gambetta	51	13	25,5
Rue Pasteur	79	21	26,6
Place A.Mézières	10	6	60,0
VILLAGE	**597**	**105**	17,6

C'est dans les témoignages des habitants de ce quartier que l'identité jarnysienne nous a paru la plus forte. Le thème du "vieux Jarny" demeure cher au cœur de beaucoup d'anciens. La physionomie du bâti traditionnel s'y prête et une certaine

mentalité des habitants aussi, dans le cadre d'une vie locale originale où se mêlent cadre de travail et cadre de vie, souvent dans une certaine continuité, le fils reprenant le métier du père dans le petit commerce ou l'artisanat. [45] Cette familiarité se retrouve particulièrement dans les œuvres catholiques, autour de la cure et des associations de patronage et aussi avec les fêtes commerciales, corsos fleuris, défilés...que nous reverrons. [46]

Un espace qui change lentement

Nous avons cherché à suivre rue par rue l'évolution de la construction ou de la reconstruction immobilière du quartier. Si certaines rues comptent moins de maisons à telle ou telle date cela peut signifier que certaines maisons détruites n'ont pas été reconstruites, ou que les constructions précaires et temporaires ont été démolies conformément à l'arrêté municipal de 1927. En dix ans, le quartier passe de 16 à 18 puis à 20 rues. Une rue a été ouverte vers les Sud-Ouest, elle donnera par la suite une possibilité d'expansion à la cité vers la cartoucherie. Les autres rues sont des créations ou extensions d'anciennes places ou ruelles. De 154 maisons le quartier passe à 191 puis 240 en 1931. On note que la construction est active sur les marges, le long des axes menant aux autres secteurs de la ville mais qu'il n'y a pas densification du tissu existant. Cela conduit la ville à créer des infrastructures, sans créer pour autant un centre dynamique et attractif. De fait le centre de la ville fait tache d'huile par construction de maisonnettes individuelles et de petits immeubles comme ceux construits avant guerre dans le vieux centre. Les modèles retenus sont généralement modestes. Malgré la

	1921	maisons	1926	maisons	diff	1931	maisons	diff
1	Rue de Labry	7	Rue de Briey	19	12	Avenue La Fayette	26	19
2	Grand Rue	34	Grand Rue	48	14	Avenue de la République	52	18
3	Rue de Metz	10	Rue de Metz	12	2	Rue Pasteur	22	12
4	Rue du Commerce	10	Rue du Commerce	18	8	Rue Gambetta	21	11
5	Rue de Nancy	5	Rue de Nancy	6	1	Avenue Wilson	15	10
6						Rue de la Tuilerie	5	5
7	Rue des Mines	20	Rue des Mines	23	3	Rue des Mines + Macherez	25	5
8						Albert 1er	5	5
9			Rue du Gué	3	3	Rue du Gué	3	3
10			Place de l'Eglise	3	3	Rue M.Barrès	3	3
11	Rue de Lorraine	22	Rue de Lorraine	21	-1	Rue de Lorraine	23	1
12	Rue des Ecoles	5	Rue des Ecoles	7	2	Rue Michelet+ Crain	6	1
13	Rue du Point du Jour	5	Rue du Point du Jour	2	-3	Rue du Point du Jour	5	0
14	Rue de l'abbé Vouaux	10	Rue de l'Abbé Vouaux	10	0	Rue de l'Abbé Vouaux	10	0
15	Rue de l'Eglise	5	Rue du Fort Mahon	5	0	Rue du Fort Mahon	5	0
16	Rue du Levant	1	Rue du Levant	1	0	Rue du Levant	1	0
17	Rue Fleurotte	2	Rue Fleurotte	1	-1	Place A.Mézières	1	-1
18	Rue Jurue	4	Rue Jurue	4	0	Rue Jurue	3	-1
19	Rue du Rougewald	14	Rue du Rougewald	8	-6	Rue M. Dombasle	9	-5
20	Rue de la Saule	14	Rue de la Sole	9	-5	Rue de la Sole	9	-5
	VILLAGE	154	VILLAGE	191	37	VILLAGE	240	49

Evolution du nombre des maisons dans les rues du centre de Jarny

45- *«Cette évocation d'une convivialité plus ou moins imaginaire est souvent une façon de proclamer les vertus de la diversité sans conflits, de l'harmonie sociale dont on pare un quartier familier qui, pour autant, n'impose à celui qui l'habite aucun excès de familiarité avec ses voisins. "* **(Yves Grafmeyer, Sociologie Urbaine).**

46- cf "Est Illustré"...

forte croissance de population, les concepteurs et les propriétaires ont donc privilégié la petite maison, comme c'était le cas en l'absence de contrainte foncière. C'était aussi un signe des temps qui annonce de plus en plus ses orientations pavillonnaires. Mais ce choix amplifie le caractère "distendu" de la ville, car ces habitations sont construites par tout petits groupes et la standardisation ne l'emporte jamais au contraire. Ainsi, dans ce quartier, comme dans le reste de la ville la construction de maisonnettes privées identiques est restée rare avec quatre ensembles seulement dont l'un donne souvent à croire qu'il s'agit d'un prolongement des cités ouvrières alors qu'il n'en est rien. Plusieurs projets vont donc voir le jour le long des axes joignant le centre. De fait on ne touche pas à l'ancien bâti, à l'ancienne armature urbaine. Pas même à l'occasion de la reconstruction des bâtiments détruits, incendiés et qui sont réhabilités à l'identique. L'espace se comble partiellement le long des voies et c'est bien la question (encore actuelle) de la ville qui s'étire sans combler totalement les vides au contraire en créant de nouveaux espaces intersticiels.

Des pouvoirs publics plus présents

Le fait original de l'après guerre, c'est l'apparition d'un nouveau type de gestionnaire du logement: la "collectivité publique ", à travers les municipalités. On ne verra plus seulement la cité ouvrière type, comme celle de M. Schneider à Droitaumont, ni tel ou tel le lotissement comme celui que nous avions rencontré aux abords de la gare sur la dépouille de l'ancienne sucrerie. Désormais triomphent le lotissement privé et les H.B.M. de la municipalité ou du département. Sur le plan national, les élus républicains radicaux et socialistes en seront partie prenante dès le départ. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'engagement réformiste des élus locaux, représentants de la classe moyenne jarnysienne. Les tirades sur le logement social qu'on peut entendre dans les congrès républicains trouvent leur écho dans les recommandations de la municipalité jarnysienne. Nous avons déjà indiqué que la commune avait décidé de s'engager fermement dans cette politique, avec l'appui des autorités départementales: *«J'ai pensé que votre commune ne refuserait pas de renouveler ses efforts et de renouveler et de favoriser la réussite de cette œuvre par l'allocation d'une libéralité... »*[47] Nous indiquerons comment cette municipalité réformiste a répondu à cette invite. Par contre nous n'avons pas retrouvé dans les prises de position ni les tracts du parti SFIO ou du parti communiste local de prise de position sur cette question. Est-ce seulement parce que les revendications municipales, en règle générale, sont formulées en " haut lieu " sans être discutées dans des réunions ouvrières? Ou parce que, loin des responsabilités de gestion municipale, les militants campent sur des positions de principe souvent éloignées de ces réalités bien quotidiennes? Si nous n'avons pas retrouvé de revendications sur les logements cela ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas eu de formulées sur place. Mais les seules positions affichées sont celles que reproduit la presse militante, dénonçant *«le consensus des autorités sociales ...autour de la maisonnette comme instrument privilégié de moralisation des ouvriers garant de paix sociale. »*[48]

Pour la reconstruction, l'Etat a développé une politique des dommages de guerre. Elle per-

47- ADM&M 1Z 168.
48- in L.Portis, "Les classes sociales en France".

met aux particuliers et aux municipalités de recouvrer leurs biens ou la valeur de ceux-ci... C'est le cas le plus fréquent, mais on peut aussi vendre ou acheter ces dommages de guerre. [49] La municipalité va s'appuyer sur cette disposition de la loi pour engager plusieurs actions immobilières, soit directement soit indirectement. [50] Comme on le constate dans ces exemples donnés en note, nous nous sommes limités ici à l'année 1923, époque où la politique des dommages de guerre est encore profondément liée aux efforts des communes en matière de relogements et d'équipements. Nous verrons que les sociétés industrielles pouvaient elles aussi bénéficier de ces dispositions.

En fait, ce qui est nouveau c'est de voir la commune intervenir comme soutien, comme garant d'emprunt. Par exemple lors de la création de dix pavillons doubles: «*Vu sa délibération en date du 15 octobre 1930, demandant à l'office public d'HBM de Meurthe-et-Moselle de construire sur les terrains visés dans sa délibération du 1er juillet 1930 dix maisons doubles, vu la loi du 5 décembre 1922 et le décret du 21 mars 1921, la ville de Jarny accorde sa garantie à l'Office public d'HBM de Meurthe-et-Moselle dans les conditions prévues par la législation sur les HBM pour un emprunt de 831000 francs que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations agissant pour le compte de l'Etat au taux de 2% pour une durée de 25 ans...* »[51] Plus fréquemment elle se porte comme soutien moral et financier ;«*Le conseil décide d'accorder un appui moral et financier aux personnes qui ont procédé à l'achat d'un terrain lieu dit "la Fontaine", dans le but de construire une habitation à bon marché, mais sous condition qu'elles se conformeront strictement aux obligations qui leur seront imposées par la municipalité* » [52] Elle intervient ensuite comme aménageur. En janvier 1928, on apprend ainsi qu'une pétition a été lancée pour que la ville l'aménage des lotissements le long du chemin des ânes .[53] Surtout la municipalité devient maître d'œuvre pour son propre compte directement, comme en janvier 1931, où elle demande la déclaration d'utilité publique concernant plusieurs H.B.M. [54] Elle joue alors pleinement son rôle d'opérateur de projets de constructions. Le 12 avril 1931, les vingt H.B.M. (photos en annexes) sont

---

49- Ces valeurs constituent alors la base du remploi, de la cession ou du rachat «*par des municipalités ou des syndicats et associations type HBM conformément à l'article 49 de la loi du 17 avril 1919.* »**(Henri Teitgen, Commentaire pratique de la Loi des Dommages de Guerre)**.

50- Nous nous sommes limités à quelques exemples. Lors de la séance du conseil municipal du 12 avril 1923, le maire expose au conseil que « *la ville va être appelée dans un très bref délai à construire une amenée d'eau dans toute l'étendue de la commune(1275900F), à construire un abattoir (526950F), à construire une école à deux classes au quartier de la gare (380000F), qu'il y a lieu de rechercher l'achat de dommages de guerre pour effectuer ces travaux, qu'à cet effet, il a reçu une proposition de M.Grimard Louis, qui serait vendeur d'un dommage situé à Jarny, valeur actuelle 47245,18F pour une somme de 16535,80F. Le conseil municipal considérant que cet achat est très avantageux pour la commune dont le budget est très obéré, que le remploi servira à solder une partie des dépenses relatées ci-dessus, autorise le maire à acquérir, au nom de la commune le dommage ci-dessus désigné. Le montant sera prélevé sur l'emprunt de 226000F que la commune a été autorisée à contracter auprès du Crédit Foncier de France .*" On trouve aussi des ayant droits qui cèdent leur part pour une valeur inférieure à la commune; ainsi, les «*héritiers François à Affléville, un dommage à Affléville, valeur actuelle 60662F pour une somme de 20000F* » **(A M 12 avril 1923)**.

Ce sont assez souvent des veuves qui ne pourront continuer de vivre dans les mêmes conditions qu'avant guerre et qui cèdent leur droit:«*Mme veuve Marchal et Mme veuve Dhautecourt, sinistrés à Affléville pour 2 titres PS 8232F+70F, FS 36421F + 140F moins Vetusté 1917 soit 46624F+210F= 46 834F achat 14000F* »**(A M 4 16 juin 1923)**.

En fait on le voit dans ces exemples, la valeur de cession était bien inférieure à la valeur de rachat établie par les commissions. D'autant qu'à la Perte Subie (PS) il faut enlever la Vétusté (V) et les Frais Supplémentaires (FS). C'est ce que montre ce nouvel exemple: «*pour construire salle de gymnastique, 80000F dommages de guerre de M et Mme Nicloux Charles d'Aix-Gondrecourt valeur PS 9615F, FS 41669F, Vetusté 3332F, total 54616F pour une valeur de 16500F* »**(A M 4 16 juin 1923)**

Les particuliers n'ont pas été les seuls à céder leurs droits: « *dommages de la Société "Entreprises Générales et Matériaux de Construction" pour ses dommages sis sur la commune, PS 35123, FS 134239 - V 1800 total 171162 achat 71888F04*» **(A M 4 juillet 1923)**.

51- A M 25 février 1931

52- AM 25 janvier 1930

53- AD M&M WO 1866.

54- AD M&M WO 1855a.

déclarées d'utilité publique. [55] Le conseil municipal votait pour cela une première imposition de neuf centimes additionnels et à partir de 1933 une imposition de 38,5 centimes additionnels pour une durée de 25 ans. Parfois, la commune pouvait refuser de donner son accord sous certaines réserves d'équipement minimum. Un premier exemple nous est donné avec le projet immobilier de M. Aigle, qui tente de bâtir dans un secteur où la construction a été plutôt anarchique et où les équipements manquent. [56] Et la commune hésite à accorder l'autorisation à un projet faute de viabilité du secteur. «*Ces petits terrains sont recherchés car ils peuvent servir d'emplacement pour une maison d'habitation et pour jardin. La route construite en 1913 est bonne, mais elle ne renferme aucune canalisation ni pour l'eau, ni pour les égouts. M.Aigle sollicite l'autorisation de construire sur le terrain qui est désigné...Dans quelles conditions peut-on donner l'autorisation de construire?* » [57] Voici un second exemple plus simple et pour lequel la municipalité se montre plus ferme d'ailleurs, quand elle «*regrette de ne pouvoir donner l'autorisation de construire une maison d'habitation à bon marché... à M. M Patusset et Gingembre. Pour que cette autorisation puisse être donnée, il est absolument nécessaire qu'une amenée d'eau et une conduite d'égouts soient construites dans cette rue...* »[58] L'affaire se poursuit avec une demande d'aide des deux propriétaires pour que ces branchements soient réalisés. [59] Enfin, une autre restriction demandait à être levée pour que toute la population jarnysienne puisse bénéficier des dispositions sur les HBM, c'était celle du bénéfice de la loi Loucheur pour les étrangers. Dans un courrier daté du 14 avril 1930, le préfet répond au maire de Jarny...«*j'ai l'honneur de vous faire connaître que les ressortissants italiens peuvent prétendre aux avantages de la législation française sur les Habitations à Bon Marché, dans les conditions prévues par la convention franco-italienne du 20 septembre 1919 et dont l'art 9 est ainsi conçu...* » [60] Parmi les Italiens qui entreprendront de bâtir, notons surtout les commerçants. Pour quelques autres, la construction est une longue entreprise d'ajout de pièces et d'étages au fil des années, autour d'une maisonnette de base.

L'application des règlements d'hygiène publique liée à la loi de 1902, relevait aussi de la compétence des élus.[61] Nous reprendrons dans un prochain chapitre la politique d'équipement me-

55-«*Déclaration d'Utilité Publique des travaux à entreprendre par la commune de Jarny en vue de la construction de 20 maisons individuelles à bon marché. M. le maire de Jarny agissant au nom de la commune est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit s'il y a lieu par voie d'expropriation en vertu de la loi du 3 mai 1841, les terrains dont l'acquisition est nécessaire pour la réalisation de ce projet. .*»**(AD M&M WO 1861)**

56-«*En 1873, une société avait acheté une certaine quantité de parcelles de terre. Cette société fit ériger sur ce terrain 3 petites maisons. En 1912, tout ce terrain fut acheté par M.Draux qui fit construire une route de 12m dans le but de faire procéder à un lotissement. La guerre empêcha la réalisation de ce projet. Après la guerre, le terrain passa à la société Richard & Cie qui fit ériger des constructions sommaires, bureau et hangar. La plupart de ces constructions disparurent. MM Bernard &Cie rachetèrent les terrains qui appartenaient à la Société Richard, en vendirent une partie en petits lots où quelques constructions sont érigées. Le reste fut vendu à MM Domine &Bruant qui le divisèrent. Une partie a déjà été vendue.* »

57- Archives Municipales. 18 mars 1929.

58- Archives Municipales. 4 juin 1931.

59- Le 29 septembre le conseil déclarait «*qu'ils sont d'honnêtes travailleurs vivant du produit de leur travail...décide de prêter aux pétitionnaires une somme de six mille francs qui servira à, solder une partie des travaux d'amenée d'eau et d'égouts...* »**(AM 29 septembre 1931)**

60- ADM&M 1Z 168.

61- Cette préoccupation continue, comme on le constate dans quelques exemples:« *le 21 septembre 1926, une Société Lorraine d'Habitations Industrielles à Bon Marché sollicite un certificat définitif de salubrité pour un groupe de maisons construites à Jarny, rue Paurose, trois maisons...* »**(AD M&M 1 Z 132)** Ou bien la proposition de curage formulée parce qu'on a constaté des «*émanations d'odeurs,* » et «*plainte de M.de Bronzac, sur un terrain au lieu-dit Bawé Pré...* »**(AD M&M 1 Z 132)**. Ou encore:« *égouts décembre 1926, et trottoirs place de la gare le 28 janvier 1928* » Ou encore «*De nombreux architectes nous écrivent qu'ils seraient désireux d'établir dans les immeubles qu'ils construisent des installations septiques, mais ils craignent les entraves apportées par les Services d'Hygiène à ces installations. Beaucoup d'entre nos correspondants s'imaginent encore que les installations septiques sont interdites...* »**(id)**

née par la ville qui, sans abandonner cette préoccupation, agit désormais sur un plan beaucoup plus large. Ce domaine est même un des arguments que la ville pouvait mettre en avant pour limiter la construction anarchique.

L'initiative privée: l'investissement dans la pierre, rêve des classes moyennes

La municipalité et les industriels ne pouvaient loger à eux seuls toute la population. Avant de voir comment les industriels répondront concrètement à la demande croissante de logements, examinons aussi quelques projets particuliers. Certes, on ne retrouvera plus la spéculation un peu folle des années d'avant guerre, puisque l'espoir né avant guerre de voir éclore sur place un grand centre industriel. Le retour de la Moselle au Pays a rendu ces projets caducs. Pourtant, si la spéculation n'est pas aussi dynamique qu'avant guerre, certains n'ont pas perdu espoir de prospérer à Jarny par la spéculation foncière. Certes elle paraît bien modeste, comme dans le cas de l'entente entre un mécanicien de la Compagnie de l'Est et un géomètre, pour un lotissement mal situé, cher et discutable. [62] Néanmoins, ce projet particulier aboutira, comme d'autres , et l'éclatement de l'habitat en zones dispersées s'accentuera, sans que les élus ne puissent planifier véritablement l'occupation du sol. Les projets privés se multiplient, avec par exemple, le 1er avril 1925, un projet de lotissement d'un terrain au lieu dit "Grand Breuil" d'une contenance de 1 ha 65 a, situé à 600 m environ de la gare de Conflans-Jarny. Puis, à l'automne 1925, voici encore le projet de «*construction d'immeubles sur les parcelles 507 à 510 au lieu-dit "Peneuchamp" Neuf demandeurs...*» Dans ce dernier exemple, on remarquera que les promoteurs sont tous extérieurs à la commune. [63] C'est visiblement une opération de placement puisqu'aucun d'entre eux ne figure ensuite dans les dénombrements nominatifs d'après 1925.

62- «*... comme suite à votre communication, annexée à la pétition de M.Liger Henri mécanicien domicilié à Jarny, j'ai l'honneur de vous informer que les terrains achetés par ce pétitionnaire font partie d'un lotissement déguisé qui n'a pas été établi conformément aux dispositions des lois du 14 mars 1919 et 19 juillet 1924... Au cours de l'année 1926 et au début de l'année 1927, un géomètre pour faciliter les transactions a procédé à la division en plusieurs lots de quelques terrains appartenant à différents propriétaires, des lots de différentes surfaces en bordure d'un chemin rural de 3 m de largeur, sans fossé et sans ouvrage pour l'écoulement des eaux; ce chemin aboutit au chemin rural de Jarny à Friauville. Ce géomètre acheta et paya tous les terrains qui lui étaient nécessaires pour effectuer, non seulement son lotissement, mais les parcelles entières des propriétaires. Au fur et à mesure que ce géomètre trouva un acquéreur, il fit établir l'acte de vente au nom de l'ancien propriétaire; c'est ce qui explique pourquoi, M.liger pétitionnaire, a du acheter à trois propriétaires différents le terrain qu'il possède aujourd'hui....* " Cela posait d'autant plus de difficultés que les lots sont chers et surtout mal situés"*... conditions très onéreuses soit de 200 à 225 F l'are et cependant ce lotissement se trouve à plus d'un km de Jarny centre ou Jarny gare. Le premier lot est contigu à un dépôt d'essence et liquides inflammables, dépôt autorisé légalement et qui constitue un danger pour les habitations qui pourraient être érigées aux abords...Jarny prenant une très grande extension, il est absolument nécessaire que les lotissements soient entrepris selon les lois et règlements...* "**(A M 20 juin 1928)**

63- Nous donnons le tableau et la description en annexe.

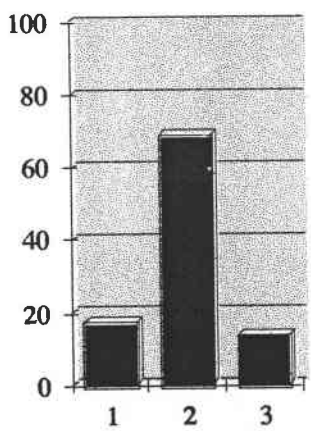
- Le monde ouvrier toujours rejeté à la périphérie

Petit bourg largement tourné vers le monde agricole et qui avait vu sa fonction industrielle progresser de façon rapide, Jarny avait rejeté ses cités ouvrières parfois fort loin de son centre comme dans le cas des mines. Cet éclatement se poursuit après 1918 (tableau et graphique ci-contre.Au cours de cette période, le lieu de résidence demeure nettement différencié selon les métiers . On assiste même à un renforcement de l'homogéniation des trois ensembles : le village (1), la gare (2) et la périphérie (3): plus le temps passe et plus les cheminots se concentrent autour de la gare et les mineurs dans les quartiers périphériques. Les tableaux suivants montrent aussi des différences d'une mine à l'autre: Schneider loge à 95% les familles de ses mineurs, la mine de Jarny 76% seulement. Le gros des mineurs habitant le village est d'ailleurs constitué d'employés de la mine de Jarny (22% de l'effectif total.Regardons de plus près ces chiffres. Dans les tableaux suivants, nous avons noté les lieux de résidence du personnel de la Compagnie de l'Est et des deux mines.

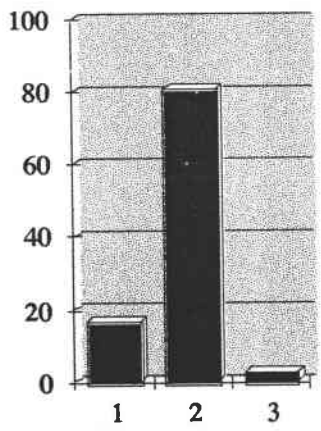
RESIDENCE DES EMPLOYES

	1921			1931				
	SECTEURS	CIE EST	MINES	SECTEURS	CIE EST	MINES	MINES JARNY	mine SCHNEIDER
VILLAGE	1	17,3	17,2	1	16,5	12,3	22	4,6
GARE	2	68,8	2,1	2	80,7	0,8	1,4	0,4
PERIPHERIE	3	13,9	80,7	3	2,8	86,9	76	95
Total		100	100		100	100	100	100

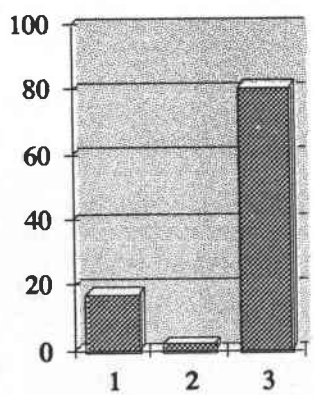
1921 CIE EST



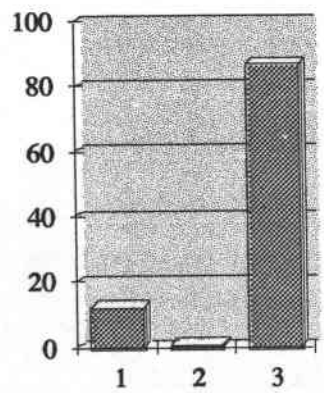
1931 CIE EST



1921 MINES



1931 MINES

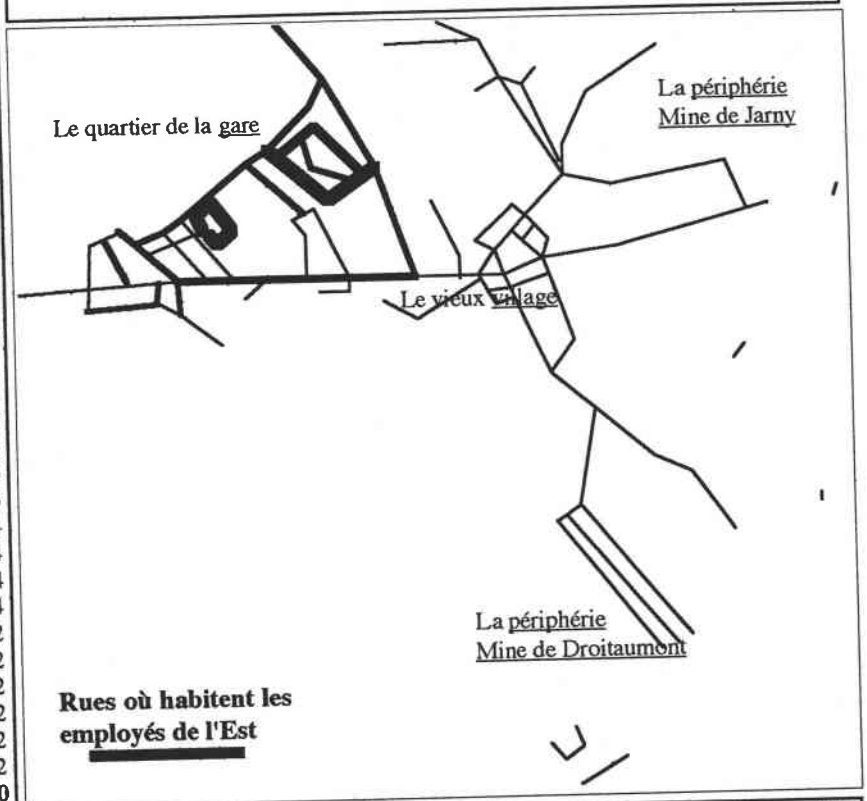


Pour les **cheminots**, nous constatons deux phénomènes. Le premier c'est que la Compagnie est loin de loger tous ses employés: de 56% en 1921 (y compris les cités en bois de Moulinelle) on passe à 61 % en 1936. Le second c'est que les autres ne s'éloignent jamais bien loin de leur lieu de travail: c'est ce que montre la carte ci-dessous et ce que confirme un cadre de la Compagnie qui trouve encore difficilement à se loger dans le secteur. [64]

64- «*...il y a encore pénurie de logements dans le quartier de la gare et même au-delà* "(Le sous-chef de section Sevin, le 27/1/1937)

CHEMINOTS 1921	NB	%
Cités EST	212	39,8
Cités EST MOULINELLE	44	8,3
rue de LA ROTONDE	43	8,1
Cités	**299**	**56,1**
rue de VERDUN	34	6,4
rue de L'ORNE	27	5,1
rue de LORRAINE	23	4,3
rue JEANNE D'ARC	22	4,1
GRANDE rue	21	3,9
Cités Mine de Jarny	18	3,4
rue de L'YRON	17	3,2
PLACE de LA GARE	13	2,4
rue DU COMMERCE	12	2,3
rue de LABRY	10	1,9
rue DU ROUGEWALD	6	1,1
rue de L'ABBE VOUAUX	4	0,8
rue de LA SOLE	4	0,8
QUARTIER de LA GARE	3	0,6
rue de DONCOURT	3	0,6
rue HAUTE	3	0,6
Avenue.de LA GARE	2	0,4
Cités Mine de Droitaumont	2	0,4
rue de NANCY	2	0,4
Rue du Point du Jour	2	0,4
BREUILLOT	1	0,2
FERME STE CATHERINE	1	0,2
rue des ECOLES	1	0,2
rue des MINES	1	0,2
rue DU LEVANT	1	0,2
Rue Jurue	1	0,2
CIE EST	**533**	**100**

LES LIEUX DE RESIDENCE DES CHEMINOTS JARNYSIENS 1921-1936

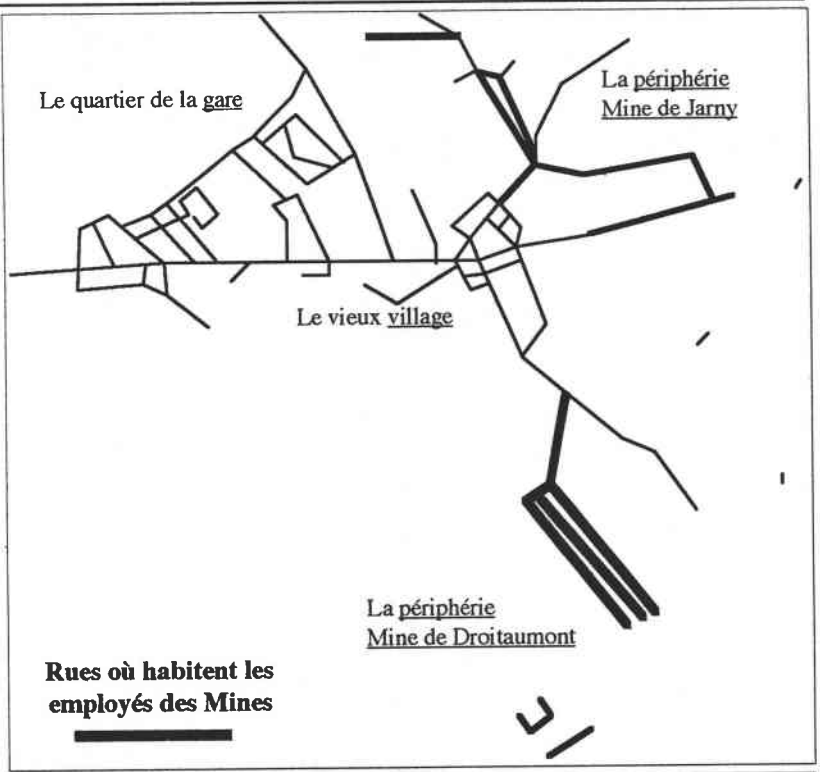


CHEMINOTS 1936	NB	%
RUE DE TRIBIEUX	111	14,9
CITES DE LA CIE EST	110	14,8
Av. de la République	67	9,0
RUE DU BREUIL	20	2,7
RUE DE L'EPINE	56	7,5
RUE DE LA ROTONDE	52	7,0
RUE DES HAUTS DES SUREAUX	37	5,0
Cités	**453**	**61,0**
RUE VICTOR HUGO	26	3,5
AV. JEAN JAURES	23	3,1
RUE DE VERDUN	23	3,1
RUE JEANNE D'ARC	23	3,1
AV. LAFAYETTE	21	2,8
RUE DE L'YRON	19	2,6
RUE DE LA RENAISSANCE	17	2,3
RUE PASTEUR	12	1,6
AV. WILSON	11	1,5
RUE CARNOT	11	1,5
RUE THIERS	10	1,3
RUE EMILE ZOLA	9	1,2
MOULINELLE	8	1,1
RUE CURIE	7	0,9
RUE PAUL DEROULEDE	7	0,9
RUE ANATOLE FRANCE	6	0,8
RUE JULES FERRY	6	0,8
IMPASSE SAULXURES	4	0,5
RUE DE METZ	4	0,5
RUE GAMBETTA	4	0,5
RUE NEUVE	4	0,5
RUE SIMON MACHEREZ	4	0,5
RUE JURUE	3	0,4
RUE MATHIEU DE DOMBASLES	3	0,4
FERME STE CATHERINE	2	0,3
HAMEAU DE DROITAUMONT	2	0,3
RUE JEANNE D'ARC	2	0,3
RUE ALBERT 1ER	2	0,3
RUE DE CRAIN	2	0,3
RUE DE L'ABBE VOUAUX	2	0,3
RUE DE LA TUILERIE	2	0,3
RUE DE LORRAINE	2	0,3
AV. STE BARBE	1	0,1
GROUPE ALFRED MEZIERE	1	0,1
OUVERTURE WILSON	1	0,1
rte DE M.L.TOUR	1	0,1
RUE DES ORMES	1	0,1
RUE DU GUE	1	0,1
RUE DU LEVANT	1	0,1
RUE DU POINT DU JOUR	1	0,1
RUE MAURICE BARRES	1	0,1
CIE EST DEPOT	**743**	**100**

Pour les **mineurs**, il nous faut distinguer la mine de Jarny et celle de Droitaumont. La politique d'entreprise de Schneider trouve dans le logement une illustration assez nette: de 92 à 93 % des actifs de la société sont logés dans le périmètre défini dès l'origine. On ne trouve que quelques isolés en dehors de l'espace Schneider. Il en va différemment pour les employés de la mine de Jarny qui ne sont hébergés qu'à 54-58% par la société et qui doivent se loger ailleurs, c'est à dire surtout dans le vieux Jarny (carte ci-après).

LES LIEUX DE RESIDENCE DES MINEURS JARNYSIENS 1921-1936

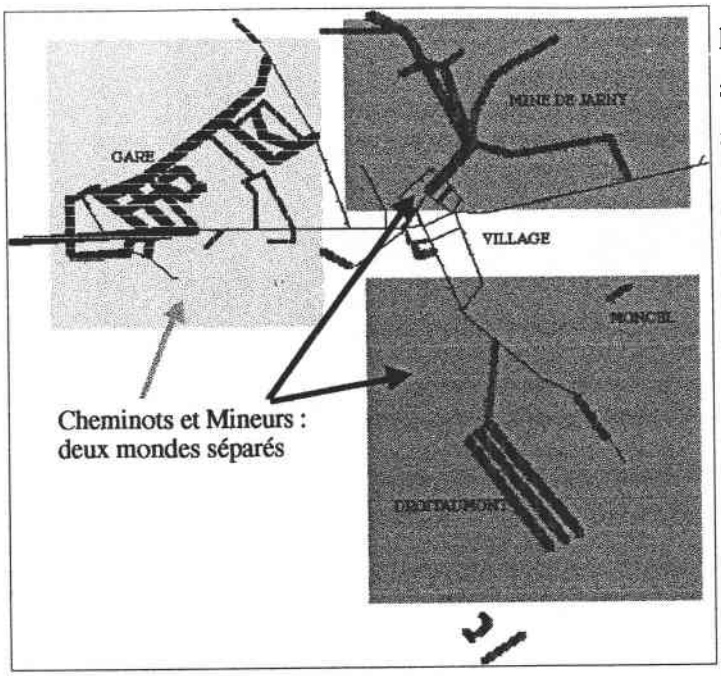
MINEURS 1921	NB	%
Cités Mine de Droitaumont	116	68,6
rue de NANCY	15	8,9
MONCEL	10	5,9
rue DU GRAND CHEMIN	10	5,9
PETITES Cités	5	3,0
Cités	**156**	**92,3**
QUARTIER DE LA GARE	4	2,4
rue BASSE	4	2,4
rue de LA SOLE	2	1,2
Cités Mine de Jarny	1	0,6
Rue du Point du Jour	1	0,6
rue de DONCOURT	1	0,6
Mine de Droitaumont	**169**	**100**
Cités Mine de Jarny	85	53,8
rue des ORMES	1	0,6
Cités	**86**	**54,4**
rue de DONCOURT	32	20,3
rue des MINES	21	13,3
rue de LORRAINE	7	4,4
rue DU ROUGEWALD	4	2,5
rue de NANCY	3	1,9
rue de L'ABBE VOUAUX	2	1,3
Cités Mine de Droitaumont	1	0,6
rue DU GRAND CHEMIN	1	0,6
rue de LA SOLE	1	0,6
Mine de Jarny	**158**	**100**



MINEURS 1936	NB	%
RUE NEUVE	63	21,7
RUE B	58	20,0
RUE C	49	16,9
RUE A	48	16,6
HAMEAU DE DROITAUMONT	21	7,2
RUE DU BOIS DU FOUR	13	4,5
MONCEL	11	3,8
rte DE M.L.TOUR	8	2,8
MINES DROITAUMONT	1	0,3
Cités	**272**	**93,8**
AV. WILSON	6	2,1
Av. de la République	3	1,0
RUE DE LORRAINE	3	1,0
AV. LAFAYETTE	1	0,3
RUE DE L'ABBE VOUAUX	1	0,3
RUE DES TILLEULS	1	0,3
RUE DU CHAMP TORTU	1	0,3
RUE MATHIEU DE DOMBASLES	1	0,3
RUE SIMON MACHEREZ	1	0,3
MINES DROITAUMONT	**290**	**100**
RUE DES TILLEULS	54	25,5
RUE DES ORMES	26	12,3
RUE DU RESERVOIR	17	8,0
RUE DU CHAMP TORTU	16	7,5
RUE DES ACCACIAS	8	3,8
RUE DES FRESNES	3	1,4
Cités	**124**	**58,5**
rte DE METZ	27	12,7
Rte de Giraumont	15	7,1
RUE DE LORRAINE	8	3,8
RUE DES MINES	7	3,3
Av. de la République	4	1,9
AV. WILSON	4	1,9
RUE DE METZ	3	1,4
RUE MATHIEU DE DOMBALES	3	1,4
RUE RENAISSANCE	3	1,4
AV. STE BARBE	2	0,9
RUE DE L'ABBE VOUAUX	2	0,9
RUE DU FORT MAHON	2	0,9
HAMEAU DE DROITAUMONT	1	0,5
MOULINELLE	1	0,5
RUE ALBERT 1ER	1	0,5
RUE DU POINT DU JOUR	1	0,5
RUE GAMBETTA	1	0,5
RUE JURUE	1	0,5
RUE NEUVE	1	0,5
RUE PASTEUR	1	0,5
Mine de Jarny	**212**	**100**

Par contre à la fin de la période, on note qu'il n'y a plus de cheminots dans la zone des cités minières de Moulinelle.

Sur la carte d'ensemble (page suivante) que nous avons dressée, rue par rue selon les deux grands corps de métiers, cheminots et mineurs en 1931, il ressort finalement que la commune de Jarny est toujours loin de présenter une figure homogène. Nous avons deux mondes qui ne s'interpénètrent pratiquement pas. Les réseaux qu'ils sous-tendent, réseaux scolaires, groupes syndicaux, groupes ethniques, etc. Les deux cartes montrent bien que les mineurs ont cessé de se disperser dans



la cité comme avant guerre. Au départ, il s'agissait de retenir une main d'œuvre instable , ensuite il fallait attirer de nouveaux ouvriers capables de demeurer pour que la productivité se maintienne et après la guerre, surtout chez Schneider à Droitaumont ou dans les cités de la Compagnie de l'Est, se développe le sentiment d'appartenir à un groupe dans la ville, de participer même modestement à une "culture" d'entreprise, un sentiment de bien être mêlant hygiène et stabilité. Se figent alors les espaces identitaires et se développe le sentiment d'appartenir à une "famille" dont l'un des caractères se retrouve dans les avantages indirects que procure la vie en cité (achats aux coopératives, vie en associations sportives, musicales, etc) [65]

La coupure entre professions est également une coupure entre nationalités. Dans le **quartier de la gare**, l'effectif des étrangers n'augmente que faiblement; il s'agit de quelques familles de commerçants et d'artisans. Les locataires étrangers d'avant-guerre ne sont pas revenus et la part des étrangers décline. Ici sur les tableaux, l'année 1921, (qui n'est sans doute pas la meilleure année de référence), est marquée par le repli de l'effectif étranger. Par contre l'effectif des étrangers à la **périphérie** remonte vite. On notera aussi que leur part demeure environ dix fois plus élevée à la périphérie que dans le quartier de la gare, comme avant la guerre. Leur poids augmente par contre davantage par rapport au village (de 1,5 fois à 2, 5 fois plus en 1926 et même à 4 fois plus en 1931). Quant à la progression respective de l'effectif des étrangers dans chaque partie de la ville, nous constatons que le village retrouve en 1931 sa part d'étrangers d'avant guerre, le quartier de la gare en accueille 2,6 fois plus et les cités de la périphérie, 2,8 fois plus.

Distribution en % selon les secteurs urbains	individus	Français	Etrangers
Village 1911	*36*	*36*	*36*
Gare 1911	*34*	*44*	*6*
Périphérie 1911	*30*	*20*	*58*
TOTAL	**100**	**100**	**100**
Village 1921	*26*	*27*	*20*
Gare 1921	*39*	*43*	*12*
Périphérie 1921	*36*	*30*	*68*
TOTAL	**100**	**100**	**100**

Distribution en % selon les secteurs urbains	individus	Français	Etrangers
Village 1926	*23*	*26*	*17*
Gare 1926	*38*	*51*	*8*
Périphérie 1926	*39*	*23*	*75*
TOTAL	**100**	**100**	**100**
Village 1931	*24*	*26*	*18*
Gare 1931	*42*	*55*	*7*
Périphérie 1931	*34*	*19*	*75*
TOTAL	**100**	**100**	**100**

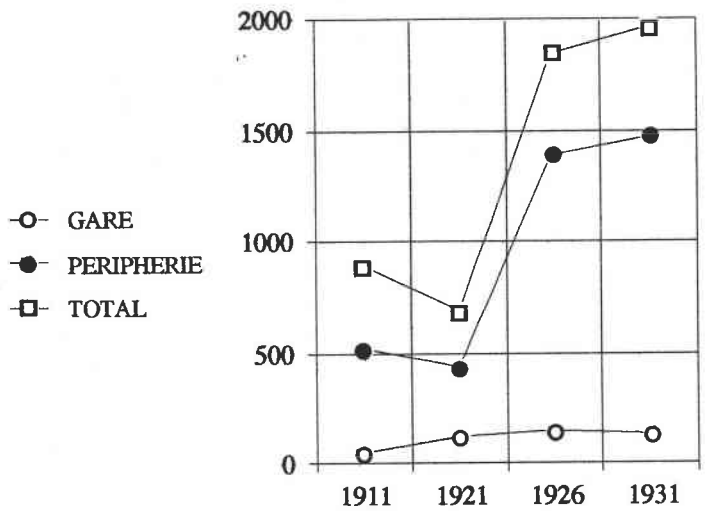
Variations entre deux dénombrements	périodes	individus	Français	Etrangers
Village	1921-1911	-175	20	-195
Village	1926-1921	351	170	181
Village	1931-1926	286	241	43
Gare	1921-1911	429	361	24
Gare	1926-1921	736	709	71
Gare	1931-1926	669	682	-13
Périphérie	1921-1911	464	545	-78
Périphérie	1926-1921	895	-58	950
Périphérie	1931-1926	150	64	86

65- Peut-on reprendre ici les trois phases de construction que G.Ribeill a définies dans son étude sur "le système social Michelin" et dire qu'après "*le "bricolage" initial jusqu'en 1902,* " est venue "*la génèse d'un ordre sanitaire jusqu'en 1911,* "et enfin," *le système de reproduction social de l'après guerre* "?

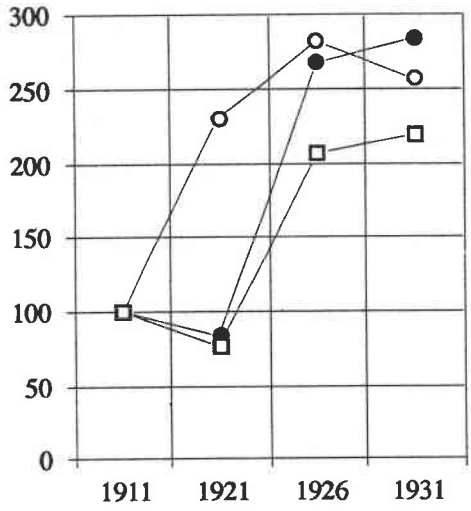
ETRANGERS	1911	1921	1926	1931
GARE	52	120	147	134
PERIPHERIE	518	437	1390	1476
TOTAL	894	686	1847	1963

INDICES	1911	1921	1926	1931
GARE	100	231	283	258
PERIPHERIE	100	84	268	285
TOTAL	100	77	207	220

ETRANGERS-TOTAL



ETRANGERS BASE 100 1911

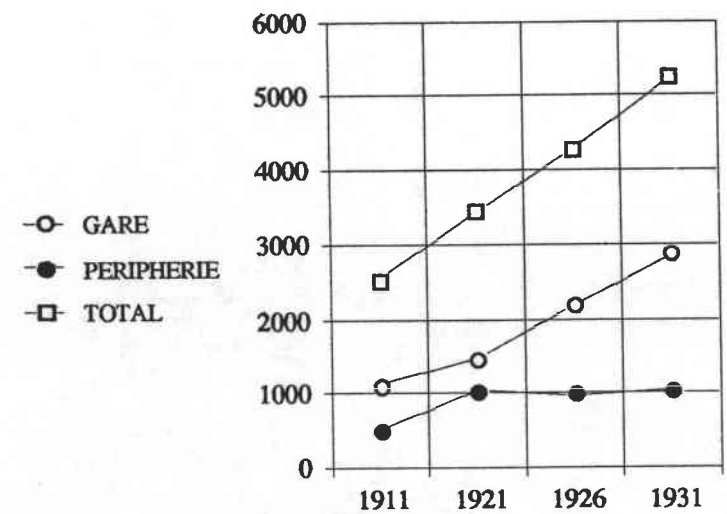


Pour l'effectif des Français, la croissance globale est plus forte; elle double même entre 1911 et 1931. Elle varie sensiblement toutefois selon les quartiers de la ville, avec une multiplication de 2,5 fois à la gare, de 2,1 à la périphérie et de 1,5 au centre. Cependant l'allure des courbes n'est pas identique. La croissance est régulière sauf à la périphérie où le nombre des Français recensés en 1921 marque une pointe, sans doute à cause des cheminots de la "Ville en Bois" qui rejoindront par la suite les nouvelles cités de l'Est. On constate que du fait de la guerre, le village, met longtemps à récupérer sa population, surtout étrangère, mais qu'il reprend ensuite de l'importance. La gare accueille dès lors massivement des populations essentiellement françaises. Enfin, la périphérie de-

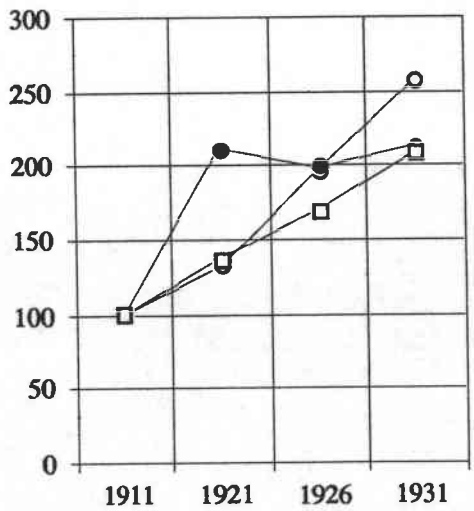
FRANCAIS	1911	1921	1926	1931
GARE	1114	1475	2184	2866
PERIPHERIE	491	1036	978	1042
TOTAL	2517	3443	4264	5251

INDICES	1911	1921	1926	1931
GARE	100	132	196	257
PERIPHERIE	100	211	199	212
TOTAL	100	137	169	209

FRANCAIS-TOTAL

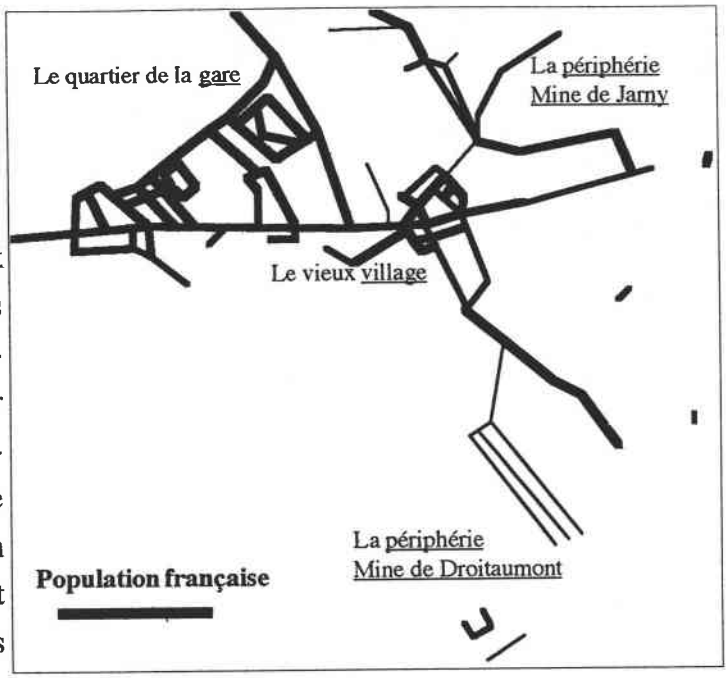


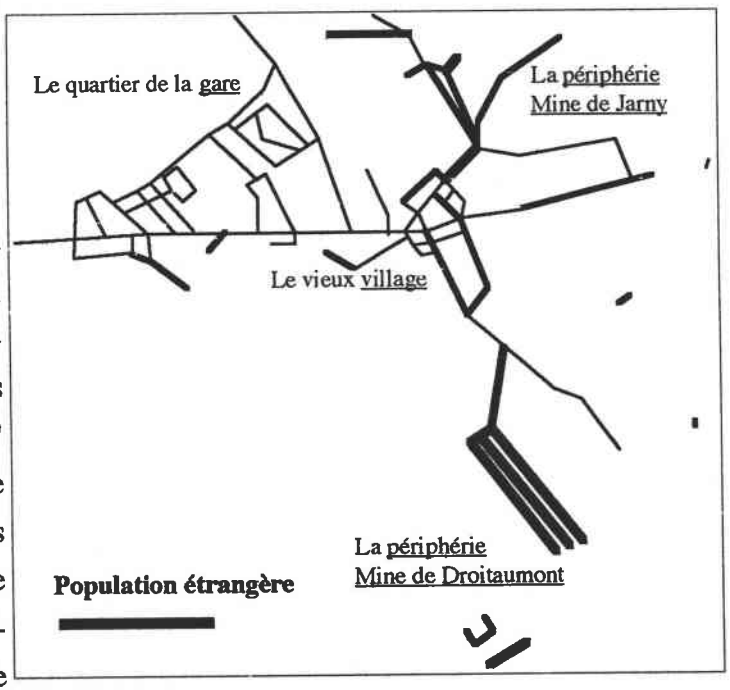
FRANCAIS BASE 100 1911



meure, la zone d'accueil (ou les zones d'accueil si l'on distingue les deux mines) des étrangers pour les trois quarts de sa population.

Sur les cartes ci-contre montrant la distribution des populations selon les origines nationales en 1931, il ressort également que la ville est loin de présenter une structure homogène. Les cités minières Schneider et les nouvelles cités de Moulinelle comptent peu de Français. En dehors des cités minières, c'est surtout dans les rues nouvelles que les étrangers ont trouvé à se loger après la première guerre.





Le poids des ouvriers sur les marges de la ville

Le terme de périphérie ouvrière doit ici s'entendre au sens plein, puisqu'il correspond véritablement à une localisation au pourtour de la ville. En terme plus sociologiques, la " banlieue de Jarny " pourrait être décrite comme un système social articulant fortement trois logiques de l'habitat: une logique professionnelle dominante, construite autour de la proximité du lieu de travail, une logique de conscience de groupe et, enfin une logique de participation sociale constituée autour des associations qui naîtront dans ces divers secteurs bien individualisés. Ces logiques se combinent pour inscrire, au sein de «*territoires associant lieux de travail et habitat, des comportements fondés sur le partage d'une même condition ouvrière, sur la reférence à une communauté de valeurs et de normes, parfois sur l'expérience de l'action militante, et sur le contrôle collectif de la socialisation des jeunes.* »[66] Les formes de solidarité, d'entraide et de gestion locale de la vie quotidienne n'y sont pas sans analogie avec celles observées dans les villages d'autrefois . Elles s'en distinguent cependant dans la mesure où elles sont ici articulées à une solidarité professionnelle qui s'exprime non seulement dans le travail à la mine, à l'atelier mais aussi dans les relations de voisinage : cette régulation

66- Yves Grafmeyer, Sociologie Urbaine.

par l'environnement des cités est une réussite de la politique des acteurs du logement ouvrier dont le mouvement du Musée social a été le catalyseur, en même temps que d'une politique d'urbanisme. [67] Une nouvelle idéologie du logement ouvrier est née, empruntant à la pensée hygiéniste rénovée: ce n'est plus seulement l'épidémie, la lutte contre la tuberculose mais la promotion du "cadre de vie" avec toujours le même souci double, celui du confort et du contrôle des travailleurs dans leur logement. Pour cela, les équipements collectifs tournent autour de l'école, de la salle des fêtes, des magasins coopératifs et d'autres locaux qui abritent l'institut de prévoyance, les associations de récréation telle la societé musicale ou sportive. L'ensemble de ces services permet un contrôle de tous les aspects de la vie ouvrière.Ne faut-il pas cependant nuancer? Nous avons déjà montré que les ensembles pavillonnaires facilitent les liens de voisinage et que malgré la forte relation à la mine ou à la Compagnie, malgré le poids de la Société sur les cités, une autonomie ouvrière existait. Les brassages qui s'opéraient, en dépit de l'absence de lieux de réunion (mais il y avait les cafés), le sentiment d'appartenir au même monde ouvrier était renforcé par la proximité. Ainsi se créaient des liens de solidarité et d'entraide, nés au travail, à l'école, à l'ouvroir, au lavoir, et au cours des Ste Barbe. Au chemin de fer on trouverait sans doute les mêmes associations, les mêmes regroupements quoique les cités fussent plus éclatées en trois lieux et seulement liées par l' avenue Victor Hugo et ses nombreux cafés séparant le lieu de travail de la zone de résidence. Autrefois l'un des objectifs était de mettre en œuvre une discipline indirecte des mœurs, visant à détourner l'ouvrier du cabaret foyer d'alccolisme. Ensuite, il on a tenté de détourner l'ouvrier du cabaret, lieu de réunion syndicale.[68] Dans ce cas le jardin et toute la cité sont présentés comme faisant partie d'une politique globale de l'entreprise, dans ce que l'on appelcrait "l'esprit maison", élaboré autour de toute une série de repères d'identification collective. Encore une fois, il faut toutefois nuancer les effets de ces dispositions et se garder de conclure de manière manichéenne et voir dans l'ensemble de ce dispositif une explication machiavélique univoque de d'embrigadement. [69]

Quels types de logements continueront d'être édifiés? A Jarny il y a peu d'ensembles blocs et ce sont plutôt des programmes de maisons individuelles qui se poursuivent après guerre. [70] Pour un ouvrier, cheminot ou mineur, loger en cité, c'était disposer d'un confort que les logements an-

---

67- Pour certains, la concentration industrielle a favorisé l'organisation de la production qui réclame un plus grand contrôle du travail et les employeurs ont alors été amenés à préconiser une grande stabilité de la main-d'oeuvre qui s'accorde avec l'idéologie de la petite propriété pronée par les lotisseurs. Les sociétés ont eu besoin de réorganiser leur espace et joué de tous les intermédiaires possibles pour éviter les désordres de la vie privée qu'une aglomération de population hétérogène au départ aurait pu générer. (cf les travaux de Lion Murard & Patrick Zylberman.

68- *«Enfermé dans son pavillon, l'ouvrier s'éloignait des luttes collectives et du syndicalisme.* » ou encore: *«Nous croyons que l'idée de posséder un jour la propriété qu'elle occupe moraliserait la population et lui donnerait un vernis d'honnêteté, d'esprit de famille, de prévoyance, qui tendrait à faire disparaître bien des utopies qui hantent certain cerveaux d'abstracteurs du socialisme révolutionnaire* » J.Duporcq, Les Œuvres sociales dans la métallurgie française.

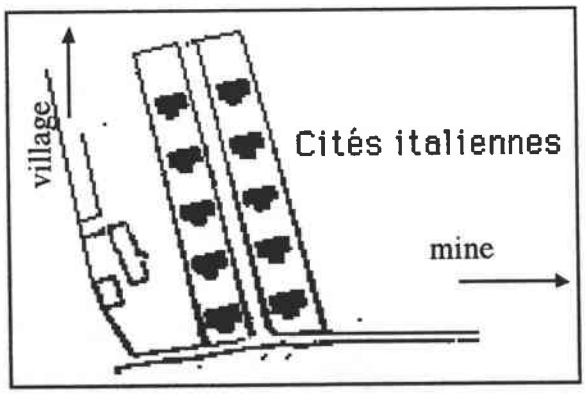
69- *«Ce n'est pas parce que les jardins ou les cités ouvrières sont d'initiative patronale qu'il faut les assimiler, à partir de discours d'intention ou de textes règlementaires, à "l'espace disciplinaire du dressage de l'homme nouveau". On ne peut raisonnablement confondre les voeux des fondateurs et le contenu des pratiques ouvrières, le poireau et l'anti-cabaret non plus, d'ailleurs, que la tonnelle avec un lieu de débauche et d'alcoolisme. Comme dans d'autres domaines, il convient de considérer conjointement, mais sans les confondre, le jardin des programmes, et le jardin "réel"....* .»Jean-Paul Burdy, "Le soleil Noir, un quartier de St Etienne 1840-1940)

70- « *Il s'agit ici de créer des foyers. Ces foyers abritent le corps et le coeur des hommes....Une mystique s'est créée autour de la petite maison : cette maison n'est plus l'abri logique d'une famille, elle est un musée du souvenir ou de la prétention...* » Le Corbusier, in Revue mensuelle de l'Habitation N° 85 mars 1928.

ciens du village ou les immeubles du quartier de la gare n'offraient pas: de l'espace, un jardin, des sanitaires...(Nous en donnons des photographies en annexes) A la cité de Droitaumont, s'ajoutent la salle des fêtes, l'école gage de la discipline. Encadrée par les frères maristes jusqu'à la cession à la ville au début des années trente, l'école devait amener les enfants, (tous les enfants quelles que soient leurs origines nationales), à un niveau qui leur permettrait d'obtenir un emploi à la mine ou ailleurs, donc une sécurité pour l'avenir. Les avantages de la vie en cité étaient donc bien réels. La contrepartie exigée se limitait à la ponctualité et à la conformité aux règlements.

Finalement la cité est plus proche de l'habitat rural que des appartements des quartiers du centre et des nouvelles rues de la gare de Jarny. On relèvera un rapport espace construit-espace libre largement calculé pour le bien-être des familles: le pourcentage de l'espace construit est compensé par des espaces verts, des bois, des terrains de jeux, des places, une salle des fêtes moderne, spacieuse, avec scène et sièges neufs...et des espaces verts privés occupés par les jardins et potagers «*Les jardins et terres cultivables dont la société concède la jouissance à son personnel constituent un avantage accessoire et précaire du contrat de travail. Cette jouissace est personnelle et ne peut être concédée à un tiers. La reprise de cette jouissance, en cas de rupture du contrat de travail, aura lieu des cessations du travail, sans indemnité...* »[71] Bref le souci du cadre de vie, avec plantation d'arbres, entretien des logements, rejoint le souci urbanistique global: éclairage des cités, construction d'égouts, de trottoirs, etc comme le montre le tableau de la régie des domaines Schneider un peu plus loin.

Certes, la société se préoccupe du maintien de l'espace hiérarchisé, nous l'avons dit: l'habitat reflète et reproduit dans la vie résidentielle, la hiérarchie de l'entreprise avec marginalisation des isolés: "*On isole soigneusement les logements loués, le cas échéant, surtout s'ils sont réservés à des célibataires.* "(cf plan ci-contre des maisons "italiennes" pour célibataires, isolées et à environ 1 km des autres cités familiales) La société avait des gardes spéciaux pour les cités. L'un d'eux était connu sous le pseudonyme de "Bismarck": «*C'était je crois un sous-officier russe ou polonais qui paraissait un peu fou. Il sifflait sans arrêt. Il vivait dans le "baracon" et élevait 36 oiseaux. Il leur parlait* »[73] Il veillait à éviter tous les conflits de voisinage et à l'application du règlement [74] pour les articles concernant les lo-



71- Règlement intérieur de la mine de Droitaumont, art. 52.

72- Sans oublier l'espace réservé au petit élevage...: «*le poulailler n'est interdit nulle part. La cité de la mine de Landres n'est qu'un immense poulailler ; en elle-même la cité est parmi les plus laides, bien que les logements y soient grands, mais elle est singulièrement pittoresque par la quantité de porcs, de poules, d'oies et de canards qui se promènent dans les rues. Il n'y a pas de famille ouvrière, à Landres et dans toute la Lorraine, qui ne possède ses lapins.* »Axel Sömme, op. cité.

73- J.Bar thélémy Ville-sur-Yron..

74- **l'article 49** - *L'ouvrier qui sollicite et obtient un logement dans un bâtiment appartenant à la Société, est formellement tenu de se conformer aux règlements, clauses du bail, mesures d'ordre, d'hygiène, et généralement aux prescriptions de toute nature qui lui seront communiquées par la Société, son gérant ou son locataire principal. S'il refuse de s'y conformer, le logement pourra lui être retiré, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité quelconque de ce fait.* »**Règlement Intérieur Mine de Droitaumont 1920.**

gements. C'était en particulier le cas, lorsque pour une raison ou une autre l'employé quittait ses fonctions: retraite, accident-pensionnéou décès.[75]

L'effort des employeurs se poursuit:

Les industriels des mines poursuivent leurs programmes

"*J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui concerne l'arrondissement de Briey, les besoins en logements résultent uniquement du développement de l'industrie métallurgique et de l'extraction minière* » Déclarait le sous-préfet en 1925. Nous avons (grâce au travail important de collecte des archives industrielles menées par l'Espace Archives Usinor à Sérémange) retrouvé les documents concernant le patrimoine immobilier des deux mines de Jarny. [76] Pour illustrer notre propos, nous avons pris le cas de Droitaumont, pour lequel nous avons pu collecter et regrouper les informations de l'après guerre et établir les tableaux présentés plus loin: celui du patrimoine immobilier, presque complet, et celui du calendrier des travaux entrepris dans les années d'après guerre avec les investissements correspondants.[77] Les documents consultés vont tous dans le sens d'un effort que chacun reconnaît, malgré les insuffisances soulignées plus haut. Une enquête sur le logement dans le Pays Haut, hélas trop rapide et peu documentée, a été menée en janvier 1930:«*Vous avez bien voulu par lettre du 9 juin dernier me demander de procéder dans l'arrondissement de Briey à une enquête sur les besoins en logement et sur l'œuvre accomplie par les chefs d'entreprise pour loger leur personnel* »[78] Les efforts ont-ils été suffisants? C'est la question qui se pose lorsqu'on constate qu'à part la mine Schneider ,les sociétés ne logeaient que partiellement leur personnel. A Jarny, l'observateur suédois déjà cité écrivait à la fin des années trente: "*L'impossibilité de se loger d'un manière décente a peut-être contribué plus que toute autre chose à entraver le recrutement de la main-d'œuvre. Malgré le bel effort de construction de la part des usines et des mines, la crise du logement sévit encore en maint endroit. La production du minerai est plus limité par le manque de logement que par la difficulté de son écoulement, et l'ingénieur en chef des Mines déclarait, dans son rapport de 1923, quand la production des mines de Briey se montait à 9,3 millions de tonnes, qu'il fallait construire 5 000 nouveaux logements pour atteindre une production de 20 millions de tonnes.* »[79] Ce n'est pas l'explication qu'avançait le commissaire spécial de la crise du logement dans l'après guerre et il nous semble difficile de suivre A.Sömme sur ce point du moins à Jarny..

Les cités des mines

L'effort financier pouvait se montrer considérable même si on a coutme de rappeler qu'en

---

75-**l'article 50** - *L'ouvrier quittant le service de la Société de son gré, ou à la suite de renvoi, avec ou sans préavis, s'engage formellement à quitter le logement qui a été mis à sa disposition, au plus tard huit jours après la cessation de travail. la Société réserve tous ses droits et ceux de son gérant ou locataire principal dans le cas de non exécution du présent engagement.* »**id.**

76- Nous les donnons en annexes.

77- Archives privées, académie Bourdon, Le Creusot, Saône-et-Loire.

78- AD M&M, 1 Z 169.

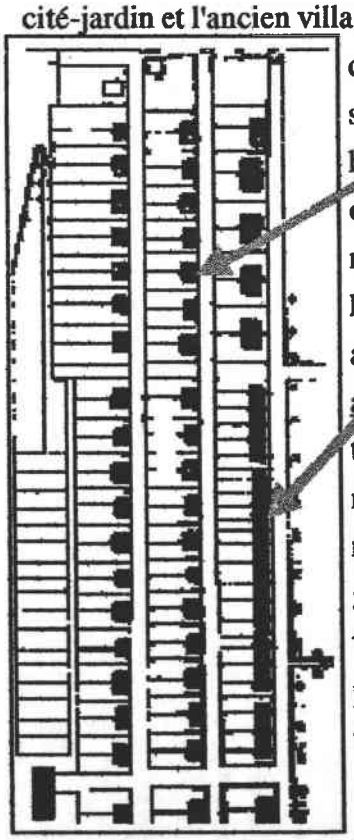
79- Axel Sömme, op.cité.

Lorraine, les sociétés sont leurs propres entrepreneurs et réduisent ainsi leurs frais. Pourtant ce capital propre pouvait se montrer insuffisant et dans les régions sinistrées, l'Etat a permis aux sociétés d'utiliser les dommages de guerre pour élever des cités ouvrières ...[80] Des dommages de guerre qui ne pouvaient être remployés par certains sinistrés étaient ainsi repris par des sociétés HBM fondées par les sociétés minières comme Schneider...ainsi qu'on l'apprend au détour d'un rapport du sous-préfet de Briey daté de Janvier 1928.[81]

L'effort de construction se poursuit dans les cités, mais de façon différente.

A Droitaumont où les affaires repartent rapidement, les cités inachevées avant guerre sont prolongées et les trois bandes des rue A, rue B et rue C sont assez vite terminées. Les nouvelles maisons s'inspirent des premières cités Schneider dont nous avons rappelé la typologie: la société a continué de bâtir des logements de 4 pièces avec cuisine, mais les appartements de 3 pièces et cuisine sont plus nombreux dans la rue C (ceux de 4 pièces et cuisine étaient réservés aux familles nombreuses) Les dernières cités seront donc, plus basses et plus longues, comme l'indique le plan ci-contre.

C'est surtout dans l'impression générale d'uniformité que se marque la différence entre la cité-jardin et l'ancien village lorrain. D'abord, une absence de diversité, puisque les maisons sont



construites par groupes et les groupes sont semblables aux autres. Ce sont des maisons jumelées avec un jardinet devant et derrière. La surface habitable est de 46m2 au rez de chaussée et de 32m2 à l'étage pour les 18 constructions de 4 pièces de la rue A et les 16 de la rue B. Ces deux premières rues bâties comptent en outre, respectivement 9 et 12 maisons à 2 logements de 3 pièces. Pour achever le programme de la rue C , on a adopté après la guerre un type de maison plus longue de 4 ou 6 logements, avec 2 et 3 pièces sans étage et présentant moins d'indépendance. Au total, Droitaumont forme une petite cité de 116 maisons avec 235 logements (931 pièces) que la société entretient régulièrement comme le montrent les rapports de la régie des domaines. C'est un ensemble homogène et aéré qui offre tout confort à une communauté entièrement tournée vers le travail de la mine; au logement s'ajoutent quelques services et un petit commerce, que finance et possède la famille Schneider. On ne peut toutefois soutenir que la société aurait investi dans la pierre pour des raisons de rentabilité financière, car tous les observateurs constatent qu'*«un loyer si faible ne couvre même pas l'impôt sur la propriété et ne laisse rien pour l'entretien »*[82] Et, si, en général, l'Etat octroie aux industriels une aide financière

80-AD M&M 1Z 168.

81- *«H.B.M.: les réponses ci-jointes que m'ont faites les directeurs d'usines et de mines de l'arrondissement vous donneront des renseignements détaillés sur cette question: j'attends celles des firmes suivantes... mine de Droitaumont à Jarny »*AD M&M 1Z 168.

82- Axel Sömme, op. cité.

Type		Adresse	Logements		Pièces	
			Nb	Total	Nb	Total
1	maison	COLLIER	1	1	5	5
			1	0	3	0
			1	0	2	0
1	maison	RUSSO	1	1	6	6
			1	0	4	0
			1	0	3	0
1	grange	GADOL		0		0
1	ruine	DILIGENT		0		0
1	maison	GRISET	1	1	4	4
			1	0	3	0
1	maison	DUREN	2	2	3	6
			1	0	4	0
1	maison	SARINI	1	1	9	9
1	maison	LECOMPTE	4	4	3	12
1	maison	RAOULT	1	1	4	4
2	maisons	Rue Neuve	2	4	4	16
18	maisons	Rue A	2	36	4	144
9	maisons	Rue A	2	18	3	54
1	maison	Rue A	4	4	2	8
16	maisons	Rue B	2	32	4	128
12	maisons	Rue B	2	24	3	72
4	maisons	Rue C	2	8	4	32
2	maisons	Rue C	2	4	3	12
6	maisons	Rue C	4	24	5	120
1	maison	Rue C	4	4	2	8
1	maison	Rue C	6	6	3	18
1	maison	Rue C	1	1	4	4
3	maisons	Rue C	2	6	3	18
1	maison	Rue C	2	2	4	8
10	maisons	Cités Italiennes	2	20	4	80
2	maisons	Rue MLT	2	4	5	20
1	maison	Rue MLT	2	2	4	8
2	maisons	Rue MLT	2	4	5	20
1	maison*	Rue MLT	2	2	6	12
2	maisons	Rte Bruville	2	4	3	12
1	Château	Moncel	1	1	30	30
1	maison	Moncel	1	1	3	3
1	maison	Moncel	1	1	4	4
1	maison	Moncel	1	1	4	4
1	maison	Moncel	2	2	5	10
1	maison	Moncel	1	1	3	3
1	ruine			0		0
1	maison	Bois du Four	2	2	5	10
1	Salle Fêtes	Bois du Four	1	1	3	3
1	école	Rue C	2	2	6	12
1	maternelle	Rue C	2	2	4	8
			1	0	5	0
1	maison	Rue C	1	1	4	4
				Logements		**Pièces**
116	maisons			**235**		**931**

pour permettre aux ouvriers de devenir propriétaires, (généralement au bout de quinze ans), ici, à Jarny, toutes les maisons restent la propriété de la société. De nouvelles contraintes apparaissent : les futurs locataires doivent cultiver leur jardin de leurs propres mains, envoyer leurs enfants à l'école confessionnelle (certains témoins rappellent qu'il était possible, mais mal vu d'inscrire ses enfants à Jarny-ville). Pourtant, les ouvriers et employés n'ont pas comme ailleurs interdiction de-contracter des dettes ni surtout obligation de faire chaque semaine un dépôt à la Caisse d'épargne.

La régie des domaines est chargée de construire, d'entretenir, d'embellir et d'équiper les cités. On peut suivre dans les registres de ces bureaux la chronologie des travaux entrepris et constater que la société ne négligeait aucun aspect du cadre de vie de ses employés les diverses sociétés se sont tracées un programme de construction d'habitations qui a ordinairement suivi un développement harmonieux:

Régie des domaines Schneider - Principaux investissements

15 Juin 1922 : Constructions de maisons ouvrières dans la cité pour 500000F
1 Août 1922 : Achat et aménagement du pavillon allemand de Moncel et trottoirs de la cité
3 Décembre 1922 : Distribution d'électricité dans les maisons
3 Juillet 1923 : Construction de deux maisons à deux logements route de Mars-la-Tour.
29 Novembre 1923: Plantation d'arbres à Droitaumont
25 Juin 1925 : Refection des peintures des anciennes cités
11 Janvier 1926 : Constructions de maisons ouvrières dans la cité
11 Janvier 1926 : Construction d'une cantine
19 Avril 1926 : Fossé évacuation des eaux usées des Cités
3 Mars 1927 : Eclairage électrique de 20 logements de la rue C
24 Septembre 1927: Refection rue C et trottoirs
24 Septembre 1927: Eclairage de la rue neuve
24 Septembre 1927: Remise en état de la salle des fêtes
26 Décembre 1927: Eclairage des cités italiennes
1 Juin 1928 : Achat de sièges pour la salle des fêtes
1 Juin 1928 : Construction d'une maison ouvrière
3 Décembre 1928 : Refection de l'ancienne garderie en deux logements ouvriers
1 Mars 1929 : Distribution d'eau dans la cité
12 Mars 1929 : Construction d'une maison à deux logements

Tous les employés (ou presque) de la mine Schneider habitaient sur place Quels étaient ceux, -les 6 à 7 % d'isolés- qui résidaient ailleurs ? Il s'agit de 21employés dont on ne peut guère dégager de profil particulier, sinon qu'un petit tiers est manœuvre à la mine. Pourquoi s'étaient-ils isolés ?Incapacité de la société à loger tout le monde ? Ou bien désir d'habiter au dehors, et d'échapper ainsi à la tutelle patronale? Ici se posent encore la question des logements disponibles en ville et celle des loyers:«*Le loyer se monte en général à 10 francs par mois pour un logement de 4 pièces, cuisine comprise, tandis qu'un logement particulier, de la même dimension, mais de qualité inférieure le plus souvent, revient de 50 à 100 francs par mois, loyer exorbitant pour un ouvrier ne gagnant plus que 650 francs..* »[83] ... «*Certaines société diminuent les loyers pour les ouvriers d'une certaine ancienneté et il arrive même que le loyer devienne entièrement gratuit ; ceci concerne principalement les employés.* »[84] Finalement si Schneider n'a pas réalisé son projet de loger toutes les familles de ses employés, ce n'est sans doute pas faute de l'avoir tenté. Au début des années trente le sous-préfet de Briey notait, en parlant des entreprises du Pays Haut : «*Quelques unes qui n'occupent pas un personnel nombreux sont en mesure de loger celui-ci. D'autres pourront après l'achèvement de la construction actuellement en cours d'un nombre plus ou moins important de maisons, procurer un logement à la majeure partie de leur personnel.* »[85] Le sous-préfet ne parle pas de Droitaumont, pourtant il aurait pu retenir cet exemple de logements achevés (tableau ci-dessous) et capables d'accueillir plus de 1000 personnes.

Métiers	Nb	Adresses en dehors des c	Nb	%
ACCROCHEUR	1	rue DE LORRAINE	1	0,3
Ajusteur	1	Av. de la République	1	0,3
CHAUDRONNIER	1	rue DE LORRAINE	1	0,3
CHAUFFEUR	1	rue SIMON MACHEREZ	1	0,3
CHEF PERSONNEL	1	AV. WILSON	1	0,3
Employé	2	AV. LAFAYETTE	1	0,3
		AV. WILSON	1	0,3
JARDINIER	1	Av. de la République	1	0,3
Maçon	1	AV. WILSON	2	0,7
Manœuvre	6	rue DU CHAMP TORTU	1	0,3
		Rue du Fort-Mahon	1	0,3
		rue DE LORRAINE	1	0,3
		rue DES TILLEUL	1	0,3
		Av. de la République	2	0,7
		AV. WILSON	1	0,3
Menuisier	2	Rue M.de Dombasles	1	0,3
		Rue de l'Abbé Vouaux	1	0,3
Mineur	1	AV. WILSON	2	0,7
			21	7,1
		total	**294**	**100**

Quelques aspects de la vie quotidienne dans une cité.

Pour compléter cette présentation de la vie dans les cités minières, voici quelques témoignages se rapportant aux années d'avant deuxième guerre dans les quartiers de Droitaumont.

Au sujet du confort, (eau, électricité, chauffage) écoutons un premier témoigange: «*Les soirs à 10 h, les rues n'étaient pas encore éclairées, il n'y avait pas de volets encore, et quand les ouvriers revenaient, leur lampe allumée cela faisait une clarté tout autour de la pièce. On allait chercher l'eau à la borne, il n'y avait pas l'eau courante. On avait des seaux ou des cruches, c'était moins lourd. Pour le charbon les 4 pièces avaient droit à 250 kg au prix minimum, à 11 F je crois. Les 3 pièces 150 kg. Après c'était au prix fort une vraie corvée en rentrant de la classe. Nous allions*

---

83 et 84- **Axel Sömme, op. cité.** Pourtant il ajoute «*il n'y a pas ici lieu de parler de bienfaisance : la construction est une vertu de nécessité, et les dépenses ont été largement recouvrées par une stabilité bien plus grande de la main-d'oeuvre.* »**id.**
85- ADM&M1Z 168.

faire la queue à la loge (un bon) ensuite au grand bureau (on payait) ensuite au magasin on diposait notre bon. »[86]

Les service de santé des familles, donc en dehors de la mine elle même, étaient confiés au médecin de la ville: «*Je me souviens que le docteur Bastien passait une fois par semaine à l'école. Tout le monde allait gratuitement à l'infirmerie à l'entrée avec M.Bastien et M.Fogola qui faisait fonction d'infirmier. Ensuite il y a eu son fils puis M.Zerlia qui avait été blessé à la mine. M.Bastien consultait aussi chez lui dans sa belle maison en face de la mairie sur la place. Je me souviens y être allé avec maman une fois; c'était comme un château.* »[87]

Les petits commerces sur place étaient assurés par quelques familles: « *MM. Tognazzi, puis Degli, puis Maritano tenaient une petite épicerie. M.Leyval avait aussi un petit étalage avec des légumes. L'économat est venu après. Mme Mangin et M.Berthon servaient.* ».[88] D'autres témoins insistent sur les marchands ambulants que les femmes guettaient, d'abord avec des carioles tirées par des chevaux, puis des camionnettes.

Les œuvres et le rôle complexe des femmes de cadres dans la vie de la cité avaient pris un certain sens, en particulier au cours de la crise: «*Pendant la crise en 1933, les dames d'employés, (les employés étaient payés mensuellement donc pas touchés par les réductions de salaire)... ces dames se réunissaient au château et confectionnaient de la layette pour les bébés des ouvriers et se cotisaient pour offrir des vêtements en bon état. Cela m'a marqué parce que ma sœur est née alors et nous avons eu de belles choses. Alors je travaillais à l'école maternelle. On travaillait jeune alors. Mais elle a fermé.* »[89] Cela semblait perpétuer la tradition à Moncel : "*Ma mère me racontait que,jeune fille déjà, le jeudi elle allait au château chez les De Redon et avec d'autres, elles commençaient leur trousseau; les tissus étaient fournis par les "chatelains" ainsi que le goûter, servi dans des grandes cruches pour la boisson.* »[90]

Les occupations des femmes de mineurs et employés étaient plus quotidiennes et plus banales : «*Il y avait un gué où ma grand-mère allait laver, mon grand-père lui avait fait une avancée genre de pont. Elle lavait à genoux dans un baquet on battait le linge. Il y eut un lavoir de construit au pont de fer sur l'Yron et qui se remontait avec des chaînes. Ensuite on allait au lavoir derrière les cités. ce n'était pas l'eau de l'Yron; elle venait de la mine. L'hiver elle fumait. On y allait toutes les semaines. Maman se servait de sa lessiveuse. Les lessiveuses bouillantes étaient transportées sur des brouettes. On avait des sabots aux pieds, pour passer dans la terre et avoir plus chaud aussi. Il y avait quatre bassins, deux grands et deux petits qu'une femme venait vider et laver toutes les semaines. Autour du lavoir on voyait de belles libellules. Avant les peupliers, c'était plein de roseaux.*

86- M. T.Jarny.
87- Mme M.Labry.
88- Mme L. Jarny
89- Mme M. Labry
90- Mme G. de. Droitaumont.

L'eau de la rivière venait près des jardins, des deuxièmes jardins, en bas; on peut les voir sur certaines photos. »[91]

Pour les hommes, les jeux et la fréquentation des cafés se déroulaient à la périphérie de la cité: «*Près de la gare il y avait une grande baraque en bois ou logeaient les célibataires, et où les pensionnaires prenaient leurs repas : c'était le "baracon". Oui, après la guerre il a été tenu par MM. Lacoste, Burgazzi et Duval. A côté il y avait un coiffeur et un marchand de tabac. Au village les cafés étaient tenus par MM. Zanga, Merchier, Flelli puis Bodino, Coulaud, Calvetti, Pendoli et Manuelli. Tous les cafés avaient leur jeux de quilles.* »[92]

Et pour tous, les grands moments de l'année étaient fêtes populaires, sur lesquelles nous reviendrons dans un chapitre spécifique.«*Le 14 juillet grande fête sur une plateforme dans le bois du four que la mine avait construit ,toutes les écoles se mobilisaient. Les filles avec des cerceaux aux couleurs de la nation ou des martinets et faisaient de la gymnastique suédoise. Les garçons comme ceux qui sont dans la cour en photo, répétaient au sifflet, sous la conduite de M.Rose. L'école maternelle préparait des chants et des mimes.* »[93] Ou bien «*Le 23 juillet c'était la retraite aux flambeaux toujours annoncée par les gros pétards avec les musiques en tête. Les pompiers casqués, avec des torches les encadraient et tous les gosses suivaient. La musique faisait le tour des cités. Les gardes aussi encadraient avec leur uniforme de velours et leurs boutons avec dessus les canons du Creusot. C'étaient des anciens gendarmes.* »[94] Et bien sûr la Ste Barbe, patrone des mineurs, souvent évoquée: « *La veille des ouvriers faisaient éclater de gros pétards. Le matin de bonne heure les ouvriers allaient boire de vin chaud sucré, avec du citron aux écoles (le lendemain les tables étaient collantes)et de là partait le cortège avec la St-Barbe portée par 4 ouvriers. Nous allions à Jarny, il n'y avait pas encore de chapelle. C'était un cortège inimaginable. Les enfants quêtaient. Les ouvriers se retrouvaient à la salle des fêtes pour un repas avec les employés. Jarny ne le faisait pas. Je crois que c'était le seul jour où M. Leicknam se mêlait aux ouvriers. Après le repas les jeunes pompiers de la mine débarrassaient pour une séance de cinéma gratuite avec M. Lefort, et le soir il y avait Bal aux sons des cuivres. Il y avait une société de musique avec M. Pasini et ensuite M.Lefort; à la Ste-Cécile il y avait bal gratuit toujours par les musiciens de la mine.* »[95]

Les cités de la mine de Jarny

Dans les cités de la mine de Jarny, l'atmosphère des cités était différente.[96] Dans le quartier de Moulinelle et derrière la mine Senelle-Maubeuge, ce sont les questions juridiques de l'après guerre et semble-t-il les moyens financiers qui expliquent la faible extension et l'éclatement des

---

91- Mme M. Jarny.
92- M.Henri K.Droitaumont.
93 et 94- M.L Jarny.
95- M.P de.Jarny.
96- Certes, nous avons déjà indiqué qu' à si peu de distance, la société minière de Jarny suit une autre politique du logement que la mine de Droitaumont, sinon dans sa qualité du moins dans sa capacité d'accueil, comme il ressort des tableaux présentant les lieux de résidence des mineurs de Jarny .

constructions des années vingt. En effet" *Ces contructions ont entraîné des dépenses très considérables. On peut présumer, en règle générale, que le prix de revient de chaque maison est un peu inférieur à 10 000 francs chacune* ») Or comme nous l'avons dit, la mine n'avait pas repris immédiatement sa production. Nous avons déjà évoqué la modeste politique immobilière du groupe Senelle-Maubeuge dont les commanditaires allemands étaient soucieux surtout de rendement rapide et non de politique à long terme comme Schneider. Et ce n'est pas ici l'imortance du personnel à loger qui semble en cause, pas plus que la politique de la maison dans ce domaine. [97] Faut-il en conclure que les participations étrangères bloquaient l'initiative dont la société témoignait par ailleurs, ou bien admettre que la structure même du capital d'une l'entreprise mise sous séquestre empêchait de dégager les moyens d'une politique hardie de logements ouvriers?

En fin de compte, la mine de Jarny n'a pu loger qu'environ 40 % de son personnel. Il faut ajouter à cette cela l'importante dispersion dans la ville des employés logés hors des cités. Toutefois une part importante d'entre eux s'établit dans le secteur est de la ville (rue et route de Metz, route de Giraumont). Ce n'est pas le manque de confort qui éloignait les salariés, car les maisonnettes construites avant guerre étaient en tout point comparables, quant au confort à celles de Droitaumont. Leur disposition aérée et discontinue donnaient même davantage de liberté à cet espace résidentiel. Après la guerre, les constructions neuves, surtout celles de la rue des Tilleuls, sont tout à fait différentes: bien moins spacieuses, en bandes, donnant l'image de petits corons. Alors que l'on avait évité dans une première phase l'alignement sur rue, on revient à un schéma plus rigide et plus austère. Les maisons disposées en bande ne sont plus au centre de la parcelle ou en retrait, mais en bordure de rue ce qui contribue à donner une impression plus massive et moins gaie. Dans ces cités, règne une autre atmosphère, un relâchement lié à un certain désordre spatial. L'éclatement des maisons en multiples noyaux dispersés, parfois éloignés de la mine de Jarny, a permis d'éviter une tutelle patronale directe

Métiers à la mine de Jarny	Adresses en dehors des cités	Nb	%
Maçon	Av. de la République	1	0,5
Manœuvre	Av. de la République	1	0,5
Mineur	Av. de la République	1	0,5
Ouvrier	Av. de la République	1	0,5
Mineur	Av. Wilson	2	0,9
Mineur	Hameau Droitaumont	1	0,5
Mineur	Ouverture Wilson	1	0,5
Apprenti	Rte de Giraumont	1	0,5
Apprenti Eléctricien	Rte de Giraumont	1	0,5
Comptable	Rte de Giraumont	1	0,5
Eléctricien	Rte de Giraumont	2	0,9
Employé	Rte de Giraumont	3	1,4
Garde Particulier	Rte de Giraumont	1	0,5
Gérant coopérative	Rte de Giraumont	1	0,5
Magasinier	Rte de Giraumont	1	0,5
Manœuvre	Rte de Giraumont	2	0,9
Mineur	Rte de Giraumont	4	1,9
Ajusteur	Rte de Metz	1	0,5
Chef d'Atelier	Rte de Metz	1	0,5
Chef mineur	Rte de Metz	1	0,5
Comptable	Rte de Metz	2	0,9
Directeur	Rte de Metz	1	0,5
Eléctricien	Rte de Metz	1	0,5
Employé	Rte de Metz	2	0,9
Géomètre	Rte de Metz	1	0,5
Ingénieur	Rte de Metz	1	0,5
Machiniste	Rte de Metz	2	0,9
Manœuvre	Rte de Metz	2	0,9
Manœuvre	Rte de Metz	2	0,9
Mécanicien	Rte de Metz	1	0,5
Mineur	Rte de Metz	8	3,7
Poseur	Rte de Metz	1	0,5
Sténo dactylo	Rte de Metz	1	0,5
Mineur	Rue Albert 1er	1	0,5
Manœuvre	Rue de l'Abbé Vouaux	1	0,5
Mineur	Rue de l'Abbé Vouaux	1	0,5
Comptable	Rue de Lorraine	1	0,5
Maçon	Rue de Lorraine	1	0,5
Manœuvre	Rue de Lorraine	5	2,3
Mineur	Rue de Lorraine	1	0,5
Eléctricien	Rue de Metz	1	0,5
Outilleur	Rue de Metz	1	0,5
Eléctricien	Rue des Mines	1	0,5
Manœuvre	Rue des Mines	5	2,3
Mineur	Rue des Mines	1	0,5
Mineur	Rue du Fort-Mahon	1	0,5
Tourneur	Rue du Fort-Mahon	1	0,5
Mineur	Rue du Point du Jour	1	0,5
Eléctricien	Rue Gambetta	1	0,5
Manœuvre	Rue Jurue	1	0,5
Manœuvre	Rue M.de Dombasles	2	0,9
Mineur	Rue M.de Dombasles	1	0,5
Mineur	Rue Neuve	1	0,5
Eléctricien	Rue Pasteur	1	0,5
Mécanicien	Rue Renaissance	1	0,5
Moulineur	Rue Renaissance	1	0,5
Riveur	Rue Renaissance	1	0,5
Wattman	Rue Wilson	1	0,5
		87	40,3
	Total	216	100

La dispersion dans la ville des employés logés hors des cités

97- En effet, dans leur secteur d'origine, à Senelle, les frères d'Huart, Hippolyte et Fernand, avaient participé dès novembre 1894 à la fondation de la Société HBM de Longwy, une des premières de France. M. André Menidialis, dans son article " Relations intimes et conflictuelles entre industrie et habitat à Longwy", souligne qu'au " *lendemain de l'armistice...la société Senelle s'est aperçu de l'absence de prévision à moyen et long termes., outre la mauvaise gestion de son parc foncier* " .

avec garde et surveillance continuelle des cités. Ceci a peut-être davantage favorisé une solidarité ouvrière que beaucoup de témoins soulignent en comparant les deux mines. (En particulier les témoins d'origine italienne). Pourtant c'est à Jarny que la question des étrangers se pose de façon plus aigüe. En effet, la cité comporte des logements de type familial et des logements meublés pour célibataires . Il s'oppose fondamentalement à l'entassement, certes limité mais réel, dans quelques immeubles à étages du vieux Jarny ou dans les petites maisons du vieux village et datant du XIX° s, qui accueillaient surtout les Italiens. Mais ce type de logement freine l'intégration et l'assimilation. La cité, présentée parfois comme un cadre de contrainte patronale et d'embrigademnt paternaliste, était probablement un creuset plus efficace. Désormais beaucoup d'étrangers se contentent des logements moins salubres, moins individualisés, plus austères ; d'où des phénomènes de repli et de fermeture communautaire. Le contrôle indirect par l'organisation des logements, la règlementation de la vie de travail et les loisirs échappe ainsi à l'employeur, mais est-ce un progrès ? Certes, dans des conditions de mobilité encore forte, les ouvriers étaient parfois enclins à vivre dans des meublés ou en sous location [98] ou dans des baraques de fortune afin de faire un maximum d'économies .[99] Au lieu de payer des loyers, même symboliques, et loin de se disposer à bâtir ou à acheter ils préfèrent continuer de transférer leurs gains vers leur pays d'origine ou les confiers à des banques nationales polonaise ou italiennes, au risque de tout perdre. Il faut donc nuancer le tableau optimiste brossé par les bureaux de la sous-préfecture: «*La presque totalité des familles italiennes de Jarny sont logées dans les cités des mines, ce sont des habitations spacieuses et agréables.* » et retenir surtout que «*le reste habite dans le village, seules quelques familles logent encore dans des baraques en bois qui sont néanmoins confortables. Cette colonie vit surtout de son travail dans les mines, quelques unes vivant de leur commerce...* »[100] C'est chez les mineurs que le manque de logements se faisait le plus sentir et ce sont eux surtout qui déposent des demandes d'autorisation de baraques précaires. Cette pénurie se fait d'autant plus sentir que les possibilités d'accueil de quelques mineurs dans le secteur de la gare avant 1914, avaient désormais pratiquement disparu (cf tableau page précédente). Quelles conséquences morales et sociales ce déficit de logements a-t-il présenté ? C'est difficile à préciser.

Les cités du chemin de fer

La Compagnie Est pare d'abord au plus pressé: La ville en bois

Tout un quartier, la "ville en bois", s'est édifié au lendemain de la loi des 8 heures, sur le modèle des camps de bois, près de la voie de chemin de fer Jarny -Hagondange, face à la COLOCO

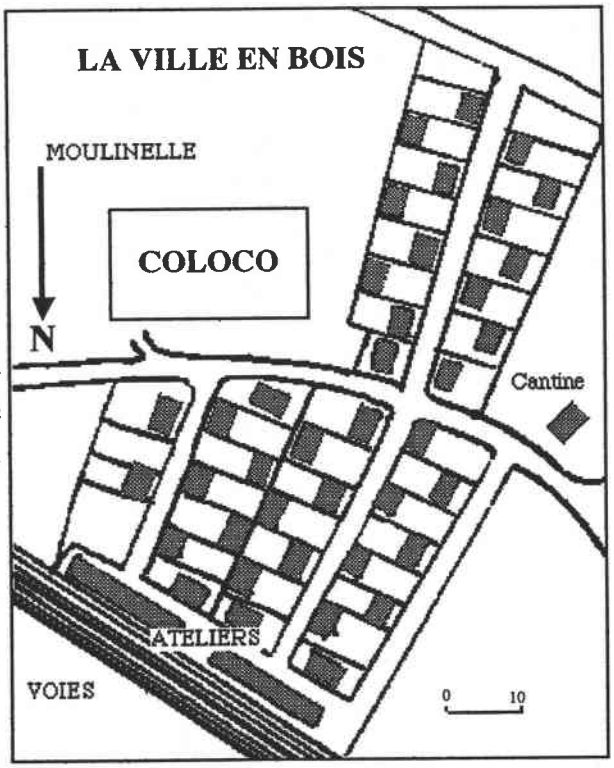
98- «... *chacun ,(et les Italiens les premiers), cherche à conserver sa place et par là, son logement, surtout si le mineur a obtenu la permission de sous-louer à des pensionnaires* » Louis Köll op.cité.

99- «*les cantines abritent encore un nombre très élevé d'ouvriers* »Louis Köll op.cité.

100- AD M&M 1Z 56.

101- «*Pendant la guerre, une grande partie de ces logements, situés pour la plupart dans les départements sinistrés de Meurthe-et-Moselle et des Ardennes, furent détruits. Après la guerre, le problème du logement s'est posé d'une façon plus impérieuse; d'une part, par suite de la crise propre aux pays dévastés, et, d'autre part, de la crise générale du logement qui, pour diverses raisons économiques et sociales, a sévi en France d'une manière intense de 1920 à 1930* »J.Depret, les oeuvres sociales de la Compagnie de l'Est)

nouvelle entreprise de métallurgie. Pour la Compagnie de l'Est il s'agit de loger rapidemment son personnel. [101] En outre, la Compagnie devait faire face à l'application de la loi des huit heures qui l'obligeait à renforcer ses effectifs. Tout ceci contraignit la Compagnie à un effort massif et immédiat. Un premier programme de logements en bois fut donc approuvé le 1er mars 1919 et exécuté en moins de deux années dans les grands centres des régions dévastées . Evidemment la question que chacun pouvait se poser, était celle de la qualité de ces constructions. Le maire de Jarny parle de baraques :«*La Compagnie de l'Est a construit ses cités provisoires, situées à proximité de l'usine de chaudronnerie, lieu-dit Moulinelle en 1922, alors que la chaudronnerie a été crée en 1919. Les cités de la Compagnie de l'Est sont des baraques en bois et ne sont que provisoires et ne peuvent durer qu'un temps relativement court.* »[102] Pour l'eau, il fallait aller à un puits. Mais il y avait effectivement l'électricité. Au total, 39 maisons de bois ont été édifiées en attendant les nouvelles cités de Tribieux face au triage. Cependant quelques observateurs font remarquer qu'elle ne manquaient pas de confort: «*Ces maisons en bois, très bien aménagées, furent néanmoins, à partir de 1927, liquidées progressivement (démolition)* »[103]

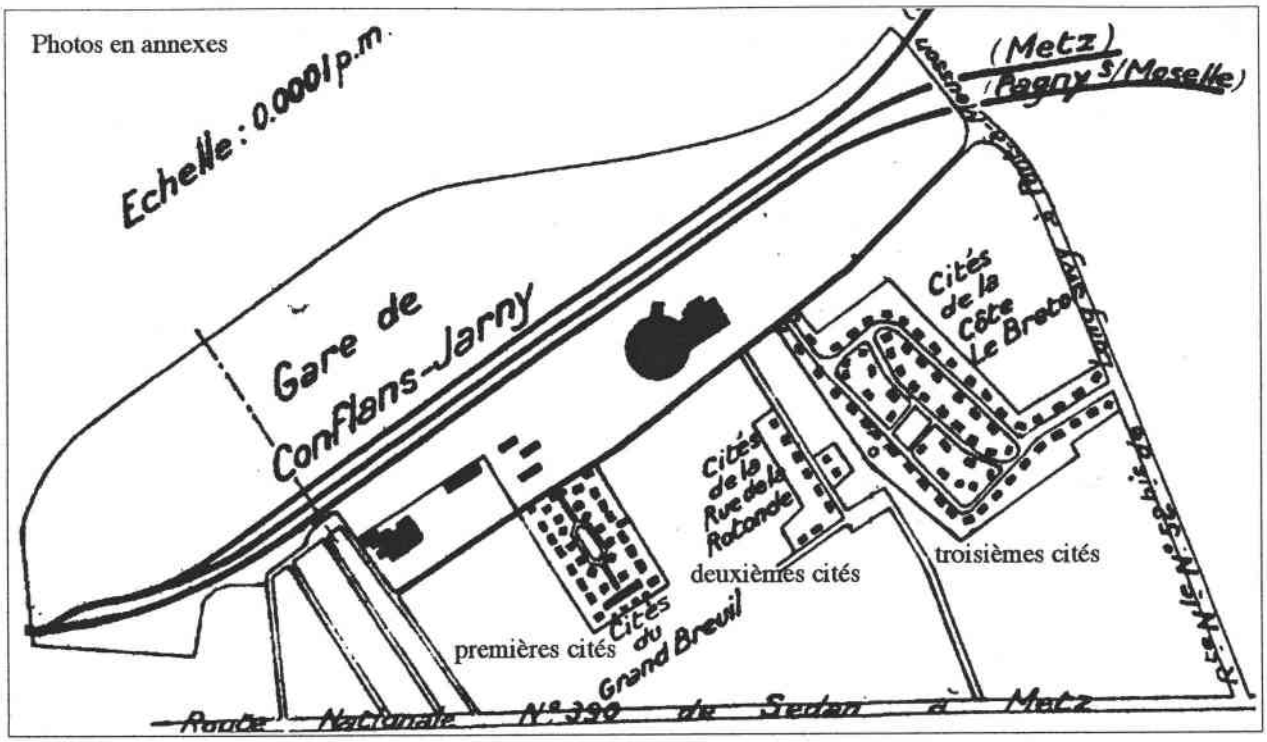


Les nouvelles cités: cités du Breuil, de la Rotonde et de la côte breton

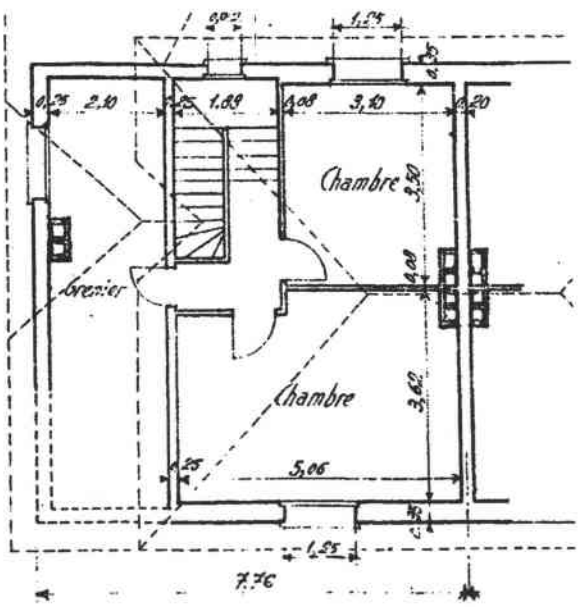
Trois programmes de construction vont suivre le programme des logements en bois décidé le 1er mars1922 ;d'abord celui du 7 février 1924, [104] puis deux autres en 1928 et 1930. Entre temps, en 1929, une société de crédit immobilier est fondée dans le cadre de la loi Loucheur du 13 juillet 1928. Sa mission est d'assurer le financement et l'achèvement de ces projets.

Le choix de l'implantation visait à rapprocher les employés des anciennes cités déjà construites à proximité de la gare. On distingue nettement sur le plan présenté page suivante, les trois parties composant les cités de la Compagnie. Elles sont construites sur des emplacements légèrement en hauteur, très favorables tant au point de vue de l'aération et de la vue qu'au point de vue, très important, de l'alimentation en eau. Comme pour les anciennes cités du Grand Breuil, le choix de la maison à plusieurs logements a été retenu. Deux types de, maisons ont été adoptés, tous deux en ma-

102- 19 janvier 1925 AD M&M 1 Z 132.
103- J.Depret, op.cité.
Le souvenir de ces constructions est resté vivace et à la question, "*Vous vous souvenez de la Ville en Bois?* " les témoins répondent "*Oui, c'était des maisons en planches, construites pour les cheminots. Ça a duré jusqu'en 36 peut-être? Il y avait une quinzaine de maisons, un vrai village. Il n'y avait pas l'eau, je crois* .»M.L.Jarny.
104- AD M&M WO 1861

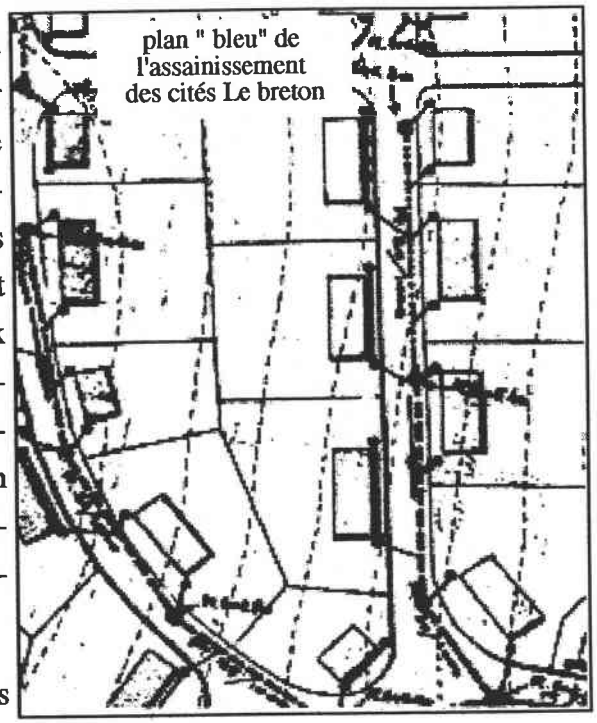


çonnerie de moellons, un type de quatre logements de trois pièces et un type à deux logemlents de quatre pièces, chaque logement ayant son entrée indépendante. C'est ce dernier modèle, avec presque 72 m2 habitables sur deux niveaux, que nous présentons ci-contre. Le croquis correspond à l'étage des maisons photographiées plus haut et édifiées face au dépot. Le dessin de ces maisons pour "agent moyen" présente, comme on le constate un effort esthétique évident. [105] Chaque maison est soignée dans son emplacement et dans sa conception. Cette volonté hygiénique et urbanistique, à la pointe du progrès pour l'époque (mais dont on peut encore aujourd'hui vérifier la qualité et la variété s'inscrivait dans une réflexion architecturale. La Compagnie de l'Est avait activement participé au Congrès international des chemins de fer à Rome du 18





105- *«L'aspect extérieur de la construction n'a pas été négligé; de plus, pour encourager les agents à donner un aspect agréable aux jardins de leurs logements, la Compagnie attribue, chaque année, des primes à ceux qui présentent les meilleurs résultats.* » J.Depret, op.cité.



au 28 avril 1922, où à la question 16 portait sur les habitations ouvrières. Comme on peut le suivre sur un agrandissement du plan ci-contre de la cité "côte Le Breton", levé à l'occasion du projet d'assainissement, chaque ménage disposait d'un jardin de trois cents mètres carrés environ. Le réseau d'égoûts était raccordé en deux points extérieurs à la cité, à deux stations d'épuration. Le lotissement de la cité est établi suivant les dernières lois du confort et de l'hygiène, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau (château d'eau à proximité), l'éclairage électrique, les installations sanitaires individuelles et collectives.

Qui pouvait bénéficier?Les logements des cités sont réservés aux agents commissionnés et mariés, ils sont attribués dans l'ordre prioritaire suivant: agents sans logement, agents mal logés, autres agents ; les agents avec enfants ont naturellement la priorité dans chacune de ces trois catégories. C'est une politique que chaque société pratiquait. En outre, on s'accorde à retenir que ces logements sont loués à des taux avantageux comme nous le présentons sur ce tableau suivant. [106]

CIE EST	Taux du loyer mensuel à partir du 1er juillet 1930							
Localités où l'indemnité de résidence est de:	Maisons en maçonnerie			Maisons en bois			Chambres de célibataires	
	2 pièces	3 pièces	4 pièces	2 pièces	3 pièces	4 pièces	Nues	Meublées
600 à 720	45,00F	66,00F	87,00F	24,00F	32,00F	41,00F	10,00F	18,50F
840 à 960	49,00F	70,00F	91,00F	25,00F	34,00F	42,00F	10,50F	19,00F
1080 à 1200	53,00F	74,00F	95,00F	27,00F	35,00F	43,00F	11,00F	19,50F

Il faut en effet rappeler que la politique des loyers tout en étant moins avantageuse pour les cheminots que pour les mineurs, représentait un privilège certain. Au total, à Jarny en 1931, l'ensemble des cités de la Compagnie offraient 73 chambres de célibataires et 384 logements familiaux. A ceux-ci il faudrait ajouter les logements des chefs et sous-chefs de gare qui résidaient tous sur le périmètre du dépôt. Mais il nous faudrait aussi observer comment se sont bâtis des petits logements et maisonnettes, dans une autre périphérie naissante en direction de l'Yron où les cheminots surtout les cadres moyens décident de s'installer. Car, comme pour la mine de Jarny, malgré ces efforts, la cie ne logeait pas tout son personnel. C'est ce que montrait le tableau de la p 1112 mais, dans ce cas aussi, nous ne saurions dire s'il s'agit d'une volonté de la part de la cie, d'un manque de moyens ou de la volonté d'indépendance du personnel. L'éparpillement qui en résultait, tout comme celui des personnels des mines, n'était pas seulement préjudiciable pour les sociétés et cies. La municipalité,

106- J.Depret, op.cité

dont le rôle était de lier ces corps disparates, ces petits noyaux urbains éclatés, se trouvait devant des choix difficiles.

La société coopérative créée en 1914, continuait de fonctionner après guerre... « *On avait un économat de la Compagnie de L'Est qui vendait de tout. C'était à côté de chez Cordier sous le marchand de vins rue Jeanne d'Arc dans l'enceinte du chemin de fer.* »[107]

Finalement la politique municipale en matière d'urbanisme s'est elle-même involontairement calquée sur la logique particulière des sociétés minières et cheminotes. La relative anarchie de la distribution des fonctions de la ville et le sous-équipement des périphéries trop étendues découlent de ce double jeu, parfois mal emboité. Pour les industriels, on le comprend, il s'agissait avant tout d'éviter une implantation des lieux de résidence loin des lieux de travail. Quant à la municipalité, tout en menant un programme d'équipement que nous analyserons plus loin, il lui fallait combler les espaces, gérer cette circulation des individus, des eaux, de l'électricité, en partant d'un état de fait qui n'était pas entièrement, loin s'en faut, de sa volonté.

Quant à l'image que les acteurs gardent de cette vie jarnysienne éclatée et repliée sur chaque ilôt socio-professionnel, elle paraît à présent singulièrement reconstruite. Sans parler des chiffres avancés. Certains témoins, sans doute déçus de l'effondrement des mines, et de la disparition des communautés professionnelles, nous parlent de populations gigantesques, mais imaginaires. Peut-on avancer l'idée que les survivants de cette époque ont tendance à recomposer une histoire embellie par l'idéalisation du passé et des souvenirs de jeunesse des témoins. «*Les anciens ont gommé de leur mémoire tout ce qui fut difficile: l'isolement des celibataires et des hommes seuls, les logements en baraquements qui firent tant souffrir dans les drames des ruptures de contrat, la peur de l'accident qui taraudait les esprits .*»[108] Néanmoins, en favorisant l'insertion économique mais aussi sportive, syndicale et politique des nouveaux venus, la vie en cité a préparé les homogénéisation sociales et nationales, contrairement à ce qui est souvent présenté comme une des causes du rejet xénophobe. Comme le souligne un sociologue, la vie en cité «*a représenté naguère, et représente encore dans une moindre mesure, un puissant vecteur d'intégration des immigrants du monde ouvrier.* »[109]

107- A.Naegelé Jarny. Notre témoin poursuivait... «*Pour la vie, avec 3 F on faisait la fête, avec 20 sous on allait au bal pour trois jours, 5 centimes un demi et 2 centimes le verre de vin. Un cochon valait 200F et pour deux Francs on avait un beau gigot....*»

108- Janine Ponty , "Les Polonais du Nord ou la mémoire des corons".

109-Yves Grafmeyer, Sociologie Urbaine.

C'est aussi ce que rappelle Janine Ponty quand elle affirme en parlant des Polonais, nombreux dans le Nord, mais nombreux aussi dans le Jarnisy: "*Les Polonais, même pendant l'entre-deux-guerres, n'ont jamais occupé la totalité du terrain, ni monopolisé le métier de mineur. En France, d'une façon générale, la théorie du ghetto industriel et des isolats ethniques ne résiste pas à la confrontation avec le réel. Si les rues des corons abritaient majoritairement des Polonais, jamais aucune d'entre elles ne leur fut exclusivement réservée. Ils avaient toujours des voisins français, soit de l'autre côté du mur mitoyen, soit dans le jardin d'en face, soit plus loin sur le même trottoir. Nulle frontière ne séparait Français et étrangers, sinon dans les têtes.* »Janine Ponty, op.cité.

- Les nouveaux besoins de la ville pendant les années vingt: le ventre de la ville, la voirie, l'eau, l'éléctricité et les abattoirs, les écoles et les aires de jeux.

La politique d'aménagement territorial de la ville dépend largement de la situation économique régionale et locale; et l'éclatement de l'espace urbain échappe de ce fait en grande partie aux élus. Nous venons de le rappeler, en ce qui concerne la construction des cités cheminotes ou minières. Pour l'essentiel, l'évolution de la ville de Jarny, dans ses diverses composantes spatiales, démographiques, environnementales et sanitaires, a été fonction des dynamiques croisées de l'extraction et du transport du fer, des projets industriels locaux et, en dernier ressort seulement, des choix des élus. Pourtant, ceux-ci n'entendaient pas demeurer confinés dans un rôle secondaire et les délibérations sur lesquelles nous allons nous appuyer, nous confortent dans le sentiment d'avoir affaire à des hommes rigoureux et consciencieux, bataillant ferme pour l'intérêt de leurs mandants, n'hésitant pas à mettre en demeure leurs partenaires pour parvenir à gérer, et organiser au mieux leur ville; ceci dans une situation où ils n'avaient pas toujours eu pleinement la maîtrise de l'espace communal: ni les constructions nouvelles, ni l'afflux de population ne dépendaient de leurs décisions. Ils ne pouvaient qu'accompagner et corriger les distorsions entre la tendance un peu anarchique des implantations et l'idée qu'ils pouvaient avoir d'une ville la moins écartelée possible. Il est dommage que les historiens de la Lorraine se soient finalement assez peu penchés sur ce rôle vivant et actif des municipalités du Pays Haut dans la période de l'industrialisation. Nous avions déjà souligné combien la vie politique elle-même avait été négligée, soit par une approche globalisante gommant les cas particuliers, soit par une extension abusive de cas singuliers.[1] Il faudrait y ajouter l'oubli général dans lequel le travail de ces élus républicains est tombé alors que, finalement, ce sont eux qui ont mis en place les infrastructures essentielles de la vie collective: les réseaux d'eau, d'égouts, d'électricité, la construction d'abattoirs modernes, la construction d'écoles, de stades, de salles de gymnastique, de routes, de ponts,...bref, tout ce qui assure le «*déroulement harmonieux de la quotidienneté civile* ».[2]

La dimension sans doute moins noble de ces tâches, jugées trop banales, les a laissés dans l'ombre. Les élus jarnysiens portaient toutefois sur l'œuvre accomplie par leur maire, un regard chaleureux et somme toute lucide lorsqu'ils décidaient de voter, sur proposition de M.Beugnet, «*des félicitations à M.Génot maire pour sa bonne administration et pour le dévouement dont il a fait preuve au cours de son mandat...*» [3]

Cette absence d'étude systématique s'explique peut-être aussi par le caractère souvent fastidieux et répétitif du dépouillement des registres de délibération des conseils municipaux. Pourtant,

1- Ces approches réductrices nourrissaient la mythologie d'un patronat de droit divin chapeautant toutes les mairies, et à l'inverse exaltaient la mythologie d'une conquête ouvrière précoce des municipalités du bassin industriel.
2- in Histoire, de la France Urbaine Tome 4 , la ville de l'âge industriel
3- A M 25 mars 1925.

leur lecture corrige sans conteste la présentation manichéenne de la vie locale entre les deux guerres: à Jarny, on ne rencontre ni patronat décidant de tout dans la commune, ni partis ouvriers imposant une politique sociale de la ville. Jarny n'est d'ailleurs pas un cas de figure particulier. Les quelques villes de 5 à 10000 habitants du Pays Haut avaient souvent été administrées par des élus républicains en accord avec l'esprit public du temps. Leur souci principal, nous le répétons était d'apporter bien-être, hygiène, et aussi confort à tous sans distinction d'origine, insistant au contraire sur le caractère populaire d'une population qui avait grand besoin d'hygiène, d'équipement scolaire et de distractions.

Pour éviter, de présenter les délibérations et, par conséquent, l'action de la municipalité comme une sorte de catalogue de considérations et résolutions fastidieuses et répétitives, nous avons opéré des choix autour de quelques grands thèmes: les **mesures sanitaires** (regroupant divers domaines, comme la qualité de la nourriture sur les marchés, les bains publics, la qualité et la distribution de l'eau, son évacuation, etc), **les équipements publics** (les écoles, la poste, les monuments, la distribution de l'électricité, le stade, etc), **la circulation des personnes et des divers véhicules** (la voirie, les ponts, les routes, les trottoirs, les aménagements des abords de la gare, etc). Il n'était pas possible de reprendre dans le détail l'ensemble des délibérations; nous l'avons fait de manière sélective pour les années 1919 à 1931, montrant le détail des interventions pour un trottoir ou une borne fontaine, un alignement de rue, un terrain à acheter ou à échanger, etc... lorsque cela éclairait la volonté municipale d'œuvrer dans le souci du bien commun et illustrait la politique de la plupart des villes française de l'époque. Nous avons choisi d'insister particulièrement sur les trois grands projets que le conseil municipal entendait mener à bien dès le début des années vingt: [4]

> *«-construire une amenée d'eau dans l'étendue de la commune pour un prix de 1250000 F.*
> *- construire un abattoir dont le coût sera de 526941,24 F .*
> *- et mener la construction d'une école à la gare dont le devis s'élève à 377780,75 F .»*

Ces trois projets avaient fait l'objet de discussions nombreuses et répétées, par leur ampleur et leur nouveauté, ils allaient mobiliser pour plusieurs mandats le gros des investissements communaux. Rappelons que Jarny, commune sinistrée, a bénéficié à ce titre d'aides importantes, mais qu'elle a su aussi mener une politique budgétaire stricte et classique combinant emprunts, subventions, ventes et impositions raisonnables. Soucieuse des deniers publics, elle sait rejeter les propositions exorbitantes, faire des choix raisonnables, patienter, opérer par tranche de travaux. Au bout du compte elle est parvenue à mener à bien des projets dont certains attendront une dizaine d'années avant que les élus en coupent le ruban inaugural.

La santé publique, première inquiétude des élus.

Les élus affichaient régulièrement leur volonté d'offrir des conditions de vie salubres et agréables aux Jarnysiens. Ils adoptent donc le nouveau règlement sanitaire municipal prescrit par l'article I de la loi du 15 janvier 1902 sur la santé publique.(**A M 14 mai 1920**) règlement qui répondait, entre autres, à deux des préoccupations majeures de la ville: celle du captage, de la distribution et de l'

4- A M 12 septembre 1922.

évacuation de **l'eau** , et celle du contrôle de **l'alimentation** en particulier de l'abattage des viandes. La distribution du pain, des légumes, des fruits et des laitages, relevait en principe du domaine privé, mais la municipalité allait néanmoins intervenir pour surveiller les prix et les encadrer. A partir du 15 septembre 1920, les prix maxima du pain furent ainsi fixés :

pain en miches rondes de tous poids et détaillés dans un de ces pains, pain percé en couronne et demi couronne et pain boulot d'un poids supérieur à 1 kg ou détaillés dans un de ces pains	le kg	1,25F
pain percé en couronne et demi couronne du poids d'un kg et au dessous et pain long de tous poids	le kg	1,30F

Il était précisé : «*la vente du pain de consommation courante...se fait au poids... La fabrication et la vente de pain fantaisie demeurent autorisées. La vente de ces pains a lieu à la pièce, trois cent grammes pour cinq cents et sept cents grammes pour un Kg au prix de soixante cinq centimes et un franc trente...* »[5] Deux ans plus tard, le maire persistait et justifiait son opposition à toute hausse des prix en rappelant que le prix du pain n'était pas en rapport avec le prix de vente du blé et qu' il n'y a pas lieu d'augmenter le prix du pain . [6] On pourrait penser que le pénurie de l'après guerre justifiait à elle seule les mesures d'encadrement des prix. Mais on constate que ces dispositions et ces interventions ont été maintenues tout au long de la décennie avec ajustement sur la hausse des prix.[7] La municipalité tentait ainsi de lutter contre la vie chère, mais on aurait tort de voir dans ces mesures une quelconque tentative locale de dirigisme municipal; il s'agit plus d'une intervention classique (quoique différente des interventions habituelles) sur la réglementation du commerce local. On relève aussi une intervention des élus auprès des boulangers , parce que «*les boulangeries ont été fermées le dimanche et qu'il est difficile aux hôteliers de se procurer le pain nécessaire à leur clientèle de voyageurs de passage ou que les familles nombreuses qui reçoivent une visite inattendue ne peuvent se procurer le pain nécessaire.* » [8] C'est dans ce même esprit d'harmonisation de l'approvisionnement en denrées alimentaires qu'il avait été décidé d'établir deux marchés aux provisions: un au centre le samedi et un à la gare le mercredi de chaque semaine à partir du 1er août 1920.[9] Comme le samedi ne convenait pas aux commerçants, on propose de le tenir chaque vendredi de 7 h à 10 h du 1er avril au 1er octobre et de 8 h à 11 h du 1er octobre au 1er avril. Mais cinq ans plus tard le conseil demanda le rétablissement

---

5- A M 10 septembre 1920.

6- A M 17 novembre 1922.

7-*«vu la loi du 5 avril 1884, nous maire de la commune, considérant que le cours de la farine est fixé par M. le préfet de Meurthe-et-Moselle à 217 F les 100kg, prise sur wagon ou départ du moulin, arrêtons: à partir du 16 mars 1928, le prix du pain sera vendu dans toute l'étendue de la ville, est fixé ainsi qu'il suit:*

pain en miches rondes de 2 kgs ou détaillé dans un de ces pains	*le kg*	*2,05F*
pain en boule de 1 kg ou en couronne de 2 kg	*le kg*	*2,10F*
pain croissant de 1kg 5 ou en couronne de 1 kg	*le kg*	*2,20F*

la vente de ces pains se fait au poids; en conséquence, le vendeur doit ajouter l'appoint ou n'exiger que le prix correspondant exactement au morceau livré. La fabrication et la vente de pain fantaisie demeurent autorisées. Le présent article était obligatoirement affiché dans les magasin de vente et la gendarmerie et les gardes champêtres étaient chargés de l'exécution de l' arrêté municipal. On notera que le kg de pain avait en moyenne été augmenté de 60% sur huit ans; et on comprend que la municipalité ait jugé utile d'intervenir. Tout comme elle l'a fait quand elle a estimé que le prix du lait était exagéré à Jarny, *«où il se vend 0,80 f...les producteurs des villages voisins le livrent aux revendeurs à 0,60; le prix de détail à Valleroy est de 0,60, Briey 0,70, Nancy 0,75, Paris 0,80...* »Les élus étaient intervenus en conséquence auprès du préfet en demandant que l'administration patronale fixe aux producteurs de Jarny un prix maximum. **(entrevue Préfet à Jarny le A M 14 juillet 1923).**

8- A M 26 janvier 1925

9- A M 10 juillet 1920.

du marché du samedi.[10]

Le captage et la distribution de l'eau dans la ville et ses divers quartiers:

Avant la guerre de 14-18, le captage nécessaire à l'approvisionnement en eau de la ville avait été entrepris mais était resté inachevé. Déjà l'usage des puits particuliers avait été interdit, en conformité avec les dispositions des lois d'hygiène. C'était bien dans l'esprit de l'époque comme nous le rappelle J.P. Goubert: «*De 1900 a 1940, l'intervention de l'Etat dans l'équipement hydraulique du pays - comme dans d'autres secteurs de la vie sociale et sanitaire - manifeste donc une attention soutenue à l'égard d'une demande attentive aux avantages qu'elle peut retirer d'une bonne distribution et d'une bonne évacuation des eaux. Les attraits de la sécurité, de l'hygiène et du confort vantés par l'école, la médecine et les médias engagent citoyens, collectivités et sociétés à investir dans ce grand produit de consommation qu'est devenue l'eau.* »[11] Dès le lendemain de la guerre la nouvelle équipe municipale reprend la question et prend contact avec diverses sociétés. Ainsi, elle autorise le maire à s'adresser à la Sté des Eaux de Paris «*pour étudier la question d'une amenée d'eau dans la ville* »[12] Il s'agissait de trouver une solution d'ensemble pour la ville en abandonnant la politique du coup par coup, et de l'imposer aux industriels (mines et Cie de l'Est surtout). Ce projet d'ensemble posait en fait deux questions: celle de la source d'approvisionnement et celle de la distribution dans les divers quartiers de la ville. Si l'eau venait des mines, la disposition toute en longueur de la cité n'arrangeait pas le quartier de la gare qui devait être alimenté de manière particulière par la Cie de l'Est.

En attendant des mesures d'ensemble, la ville prend des dispositions hygiéniques restrictives: «*Le conseil municipal considérant qu'il y a pénurie d'eau dans la commune, qu'il y a lieu de réserver l'eau potable pour l'alimentation des personnes et des animaux, autorise le maire à prendre un arrêté interdisant de prendre l'eau potable pour l'arrosage et les constructions aux fontaines communales* »[13] Le maire dans son argumentation en faveur d'un plan immédiat de captage et d'adduction, déplorait le fait que l'alimentation en eau des différentes parties de la ville se faisait au moyen de puits particuliers ou à partir de l'eau d'exhaure des mines, «*eau qui a été reconnue impropre à la consommation et constitue un grave danger pour la sécurité publique...* ». Il soulignait qu' «*...en été la plupart des puits sont à sec par suite des travaux effectués par les usines de la région pour l'extraction de minerai de fer.* »[14] Une grande partie de la population de la ville en était réduite à s'approvisionner aux rivières traversant le territoire de la commune. Or on avait constaté que cette eau était polluée par tous les produits résiduaires des usines installées sur les bords de ce cours d'eau...En 1923, le conseil municipal de Jarny montre l'urgence d'une solution : «*L'an dernier la Compagnie de l'Est a fait procéder à des travaux de forage de puits pour l'alimentation de ses cités*

10- A M 14 juillet 1925.
11- J.P. Goubert , La conquête de l'eau.
12- A M 16 juin 1920.
13 et 14- A M 10 juillet 1920.
Cette mention précoce du tarissement des eaux de surface par foudroyage des galeries, prendra toute son importance dans les décennies suivantes, et encore aujourd'hui, avec notamment l'assèchement des rivières, les venues d'eau dans les galeries et les affaissements miniers.

ouvrières, d'une population de plus de mille habitants; par suite des travaux exécutés par les mines, ces puits sont à sec et ces cités sont complètement dépourvues d'eau... la population de la ville qui compte aujourd'hui plus de 6000 habitants comprend une grande partie d'ouvriers mineurs, employés de chemin de fer, tous logés dans des habitations restreintes par suite de la pénurie de logements et qui ont besoin plus que tous autres d'une hygiène rationnelle et par suite d'une grande quantité d'eau...Jarny au cours de la guerre a eu un grand nombre de maisons détruites par l'incendie, 180 nouvelles constructions sont érigées ou vont l'être représentant au minimum 500 logements, leurs propriétaires se basant sur la promesse de la municipalité et de l'administration que le projet d'adduction allait être réalisé de suite, n'ont pas cru devoir faire procéder à la construction de puits particuliers pour l'alimentation de leurs immeubles en eau potable. Tous les habitants de ces nouvelles habitations et ils sont nombreux vont être privés d'eau pendant un temps relativement très long, d'où le danger de contaminations constituant un sérieux péril pour la santé publique et de récriminations de mes administrés contre les pouvoirs publics... »[15] On comprend, pourquoi le projet communal global de desserte d'eau devenait urgent.

Plusieurs projets avaient été envisagés. On avait songé dans un premier temps au captage des eaux de source de l'Yron. En 1921, le maire informait le conseil municipal que des pourparlers avaient été engagés avec M. Thiébault géologue à Nancy, à qui il avait envoyé une lettre concernant les sources de l'Yron afin d' étudier rapidement le projet de captage de ces sources, «*en vue de l'alimentation rapide en eau potable des agglomérations de Jarny, Conflans, Labry* » [16] Ce projet a été rapidement abandonné et la commune plutôt que de tirer son eau des sources en surface, s'est alors décidée, comme beaucoup de cités du bassin du fer, à tirer parti de l'eau d'exhaure des mines. C'est dans ce contexte urgent et particulier que les études furent alors menées. Des contacts furent pris avec la "Société Auxiliaire des Distributions d'Eau", dont le siège se trouvait au 5 rue du Coudray à Paris. Une étude lui fut demandée au sujet de l'avant projet de distribution d'eau de la commune.[17] En juillet 1922, d'autres études furent demandées à la faculté de géologie de Nancy sur le projet d'adduction des eaux. [18]

- L'eau du quartier de la gare

L'exemple du quartier de la gare illustre à sa manière les difficultés de distribution de l'eau publique. On envisage plusieurs solutions avant d'adopter le principe d'un réseau global d'adduction. Du fait de la guerre et de l'interruption des chantiers, il avait fallu réparer et procéder dans des délais très brefs à des travaux de réfection des conduites d'eau dans ce quartier éloigné. Dès le 22 décembre 1919, «*le conseil municipal considérant qu'au cours de la guerre, l'installation d'eau potable du quartier de la gare qui était en cours de travaux au jour de la mobilisation a été détruite en partie par les Allemands pendant l'occupation, considérant qu'il y a urgence à procéder à la réfection de cette*

15- A M 18 décembre 1923.
16- A M 29 janvier 1921.
17- A M 12 août 1920.
18- AD M&M WO 1861.

conduite car le quartier de la gare qui compte 2000 habitants est totalement dépourvu d'eau, approuve le devis de travaux de première urgence dressé par M.Vial et se montant à 3788,40F » [19] Comme les travaux d'alimentation en eau du quartier de la gare avaient été interrompus et «*compte tenu de la mauvaise situation financière de la ville* », le conseil municipal décida de ne poser que trois robinets provisoires à la gare. [20] Or ces travaux onéreux ne pouvaient être engagés au coup par coup. D'autant que les travaux d'avant guerre n'avaient pas tous été soldés comme le rappelait une lettre de M.Vial, architecte à Nancy relative au règlement des travaux entrepris par M.Lévy à Jarny pour l'établissement d'une distribution d'eau dans le quartier de la gare dans le cadre du «*traité fait le 26 janvier 1914*» [21] Travaillant de plus en plus fréquemment sur place, M.Vial, s'associe alors à M.G.Sergent pour ouvrir un cabinet rue Jeanne d'Arc.

En attendant il fallait que les populations fussent alimentées en eau potable; le maire chargea alors M.Guglielmetti de procéder aux frais de la commune (soit 40 F par jour) à la distribution d'eau dans le quartier de la gare. [22] Mais cette distribution coûtait cher et le conseil municipal décida qu'une liste de tous les ménages recevant l'eau quotidiennement serait dressée et qu'ils auraient à payer «*une redevance mensuelle de 6F*» [23] Le 3 mars 1922, un crédit de 1500 F fut voté pour payer à M.Guglielmetti les distributions d'eau faites en janvier et février.

On avait envisagé aussi une solution provisoire en captant l'eau de la source qui se trouvait en bordure de l'annexe de la route départementale n° 1. Cette eau avait été reconnue de bonne qualité. Mais malgré l'urgence «*de délivrer de l'eau au quartier de la gare qui en est totalement dépourvu*» le conseil municipal abandonna ce projet et chargea M.Vial de dresser les plans et devis nécessaires «*pour une amenée d'eau qui sera reliée à l'ancienne existante ,laquelle ne fonctionne pas par suite des faits de guerre* » [24] Pourtant quelques mois plus tard, le conseil municipal en était encore à noter que le quartier de la gare était totalement dépourvu d'eau potable, qu'il était urgent de procéder à l'installation de cette eau. Or pour utiliser la source en bordure de la route annexe départementale n° 1..., il lui fallait «*l'autorisation d'installer la chambre de captage sur un terrain appartenant au département* »[25] Finalement, cette solution fut abandonnée au profit d'un arrangement avec la Compagnie de l'Est. Le 27 septembre 1921, cette dernière consentait à fournir de l'eau à la commune pour alimenter une partie du quartier de la gare. Le 5 novembre 1921 le conseil municipal approuva un devis de 23832, 24 F pour les travaux d'alimentation en eau du quartier de la gare, eau provenant de la concession de la Compagnie de l'Est. [26] Le 26 décembre 1921, le traité de concession des eaux fut signé avec la Compagnie de l'Est: l'eau serait captée par un forage de 75 m de profondeur dans l'enceinte de la gare. [27] La Compagnie des chemins de fer de l'Est s'engageait à fournir à la ville de Jarny une quantité de 20 m3 d'eau par jour. De son côté, la municipalité réaliserait les travaux. Ils furent réalisés

19- A M 14 mai 1920
20-A M 14 mai 1920.
21- A M 12 août 1920
22- A M 25 septembre 1920
23- A M 30 mars 1921
24- A M 22 octobre 1920
25- A M 29 janvier 1921
27- AD M&M WO 1861

par M.Lévy, entrepreneur à Jarny, qui factura à la commune une somme de 2556,09F pour construction d'une amenée d'eau à la gare, à laquelle il fallait ajouter 127,80F pour honoraires .[28]

- La solution globale, les eaux de la mine de Droitaumont:

Le recours aux eaux des mines n' a été sérieusement envisagé par les élus que quelques années plus tard. En effet une grande quantité d'eau circulait à travers les roches sédimentaires du plateau. Il s'agissait de l'eau infiltrée lors de l'exploitation par foudroyage: «*La venue d'eau moyenne est de l'ordre de 8 m3 par minute, ce qui correspond actuellement à 8 m3 d'eau par tonne de minerai, avec un maximum en mai et un minimum en décembre. Les eaux de la mine proviennent surtout des cassures sous pression...* »[29] Cette eau tendait à noyer les galeries comme nous l'indiquait encore récemment l'ancien directeur de la mine: «*Au point de vue eau, quand on perce au toit de la formation des marnes micacées (c'était notre parapluie d'eau) le jour où le haut s'affaisse, l'eau arrêtée par ces marnes coulait, on avait un coup d'eau et parfois l'eau noyait tout. La couche avait une pente de 3% de l'est vers l'ouest. L'eau coulait et après ça se calmait. Il n'y a pas de doute que l'eau venait... au temps où je travaillais, c'était parfois jusqu'à 40 m3 à la minute, et de 20 à 40 millions de m3 par an. On exhaurait 20 m3 (20 tonnes) d'eau pour 1 tonne de minerai. Une chose importante , le calcaire bajocien est un calcaire karstique.... partout des "fils blancs", des dépôts de calcite, parfois de 1 m de large, qu'il fallait purger*». Il ajoutait que le phénomène de la circulation des eaux souterraines était devenue une préoccupation importante dans l'exploitation: «*Les mineurs sondaient sur 40 m de long et avec une vanne ils fermaient l'arrivée d'eau; ensuite on injectait du lait de ciment pour colmater. Aucun géologue ne dirait qu'il y a étanchéité. Du temps de M.Leicknam,* (*) *on avait de l'eau qui arrivait à plus de 20 bars de pression ce qui prouve que l'eau était abondante et arrivait depuis l'Est côté Moselle. Et je répète ces venues d'eau étaient constatées dans les sondages de couches vierges.* »[30] Mais à l'époque des premiers captages, entre la présence reconnue de réserves ou de sources et la distribution, encore fallait-il un accord entre les parties concernées.

Le 27 janvier 1922, M.Hubert, conseiller municipal, et chef d'exploitation à la mine de Droitaumont, rendait compte au conseil municipal des conditions dans lesquelles on pourrait se procurer de l'eau à la mine. D'après son rapport, l'eau était en abondance, mais la commune devrait faire exécuter à ses frais une canalisation importante pour que la mine puisse fournir l'eau à toute la ville. Le conseil municipal prit le temps de réfléchir. Le 28 mars 1922 le maire exposa à son conseil municipal deux avant-projets, mis à l'étude pour l'alimentation en eau potable de la ville. L'un, dit projet "Imbeaux " englobait presque toutes les communes de l'arrondissement de Briey. L'autre consistait à réserver l'eau des mines de Droitaumont ville de Jarny. Après discussion, le conseil municipal décida qu'une demande serait adressée à M.le directeur des Mines de Droitaumont pour connaître les conditions de l'installation... Le directeur de la mine, M.Leicknam, répondit le 6 mai 1922: «*il est clair*

28- A M 8 mars 1923
29- Rapport 1940 de M.Jacquelin ingénieur des mines.
30- Entretien avec l'ancien directeur de la mine de Droitaumont, M.Choiseul
(*) M.Leicknam, a été le directeur de la mine dans les années vingt, il est mort le 5 janvier 1931 à l'âge de 56 ans

que nous envisageons l'utilisation des ressources en eau de notre exploitation souterraine pour l'alimentation de nos cités ouvrières, les dommages causés à notre mine par les Allemands ayant tari la source d'eau potable qui assurait cette alimentation avant guerre... »[31] Il ajoutait qu'il avait transmis la demande de la mairie à MM Schneider et Compagnie en l'accompagnant d'un avis favorable et que la société venait de répondre que ceux-ci «*sont tout disposés à examiner les possibilités d'alimenter en même temps la ville de Jarny et m'ont chargé d'étudier, d'accord avec vous, dans quelles conditions pourraient être établi un programme de distribution répondant à vos désirs...* »[32] Pourtant l'autre solution ne fut pas tout de suite écartés comme on l'apprend en parcourant le courrier de la "Société Générale d'Entreprise", (dont le siège se trouvait Fbg St Honoré à Paris), au cours de l'été 1922. Le maire donna lecture de cette lettre relative aux travaux d'adduction d'eau dans le bassin de Briey...mais le conseil municipal prit finalement la décision de ne donner suite à ce projet que si le projet de Droitaumont n'aboutissait pas. [33]

L'idée d'aller chercher l'eau au fond de la mine semblait pouvoir se réaliser assez aisément. De plus ce captage permettait de rester en conformité avec les règles de l'hygiène publique. C'est du moins ce qui ressort d'un rapport officiel qui conclut favorablement au projet d'adduction d'eau potable à partir «*d' eau captée au fond d'une galerie des mines de Droitaumont* » [34].Cependant, on imagine que les travaux évoqués par M.Hubert, pour l'adduction d'eau et sa distribution dans une ville aussi étalée en longueur, allaient nécessiter des investissements importants. Pour alléger cette charge financière, la commune tenta alors de se rapprocher des communes voisines. Elle demanda au Préfet de former un syndicat intercommunal [35] entre les communes de Conflans-Jarny-Labry. Il était proposé de fixer le siège du syndicat à la mairie de Jarny. Il serait formé de deux délégués par conseil municipal . La durée de ce syndicat serait illimitée et toute autre commune de l'arrondissement de Briey ou du département pourrait y adhérer . [36] Pour des raisons que nous n'avons pas pu établir précisément, la commune de Labry refusa d'en faire partie. Le maire de Jarny écrivait alors à M.Leicknam, pour lui dire que les deux communes de Conflans et Jarny s'étaient associées pour l'étude plus précise du projet d'amenée d'eau et proposait que les installations, y compris celles du fond, soient faites aux frais des communes. L'eau serait donc prise par l'association au fond de la mine , en conclusion, le maire priait «*l'administration de la Société du Creusot de vouloir bien examiner dans quelles conditions les travaux pourraient être exécutés...* » [37] Il ajoutait que l'avant projet prévoyait l'installation d'un château d'eau et de filtres établis «*sur un terrain appartenant à votre société...* »[38] Le maire tout

---

31 et 32- A M 6 mai 1922.
33- A M 1 juillet 1922
34- A M 5 août 1922.
35-A M 22 août 1922 «*syndicat ayant pour but la construction et l'exploitation d'un service d'alimentation en eau potable...les dépenses du premier établissement seront établies... A / dépenses générales concernant l'aménagement des sources, la station de refoulement, la filtration des eaux, le réservoir de refoulement et les conduites de distribution entre les agglomérations...B/ dépenses particulières à chaque commune, comprenant l'édification du réservoir communal, la pose des conduites de distribution et des appareils de distribution publics...la part de chaque commune comprendrait une fraction globale du chapitre A au prorata des habitants, la totalité du chapitre B...les dépenses seront couvertes par une subvention du Pari Mutuel conformément à la loi du 31 mars 1903, une subvention du ministère des Régions Libérées , les indemnités non réemployées sur les dommages, un emprunt gagé sur les centimes additionnels pour rachat de dommages de guerre...* »
36- A M 22 août 1922.
37 et 38 - A M 12 septembre 1922

en remerciant le préfet de son aide: («*grâce à votre bienveillant appui, l'étude du projet d'eau de la ville est en voie de réalisation.* ») insistait toutefois pour qu'il sollicite les municipalités de Conflans et Labry, de se grouper avec Jarny, afin de réduire les frais généraux.[39]

Il semble que l'on se soit alors définitivement orienté vers la solution des eaux de mine après qu'un autre projet avait été écarté. En effet, le conseil municipal rejetait le projet «*d'amenée d'eau présenté par le syndicat des eaux de la Woëvre* » [40]

Le débat allait ensuite devenir technique et financier; il allait occuper les deux parties, élus et Maison Schneider tout au long de l'année 1922-1923. Les questions techniques ne furent pas immédiatement résolues. Si le fond de la mine était riche en eau, encore convenait-il d'en capter suffisamment et de bonne qualité. Deux projets se trouvaient en concurrence, le premier fondé sur l'eau d'exhaure, le second sur celle d'une source se trouvant dans le fond de la mine de Droitaumont. Finalement le conseil municipal décida que l'eau serait prise au fond de la mine, à la source même. L'emploi de l'eau d'exhaure avait été rejeté par suite des mauvais résultats de l'analyse de cette eau: «*Vu le mauvais résultat de l'analyse des eaux d'exhaure de la mine de Droitaumont, faite par le service officiel de la préfecture et considérant que l'épuration de ces eaux entraînerait des frais très importants sans laisser la certitude que ces eaux seraient rendues potables, considérant que les analyses minérales et bactériologiques faites sur les eaux prélevées directement aux sources naturelles existantes dans l'exploitation des mines de Droitaumont, ont donné de meilleurs résultats, considérant que d'autre part, il n'existe sur le territoire de la commune de Jarny aucune source naturelle pouvant être utilisée, confirme sa décision d'utiliser pour la distribution d'eau dans la ville, les eaux naturelles existant dans une zone d'exploitation souterraine de la mine, dite zone de captage située à la distance moyenne de 600 m au nord-ouest des puits de cette mine et ayant une surface approximative de six hectares...* » [41] La mine se rangea à cet avis et autorisa officiellement la ville à prendre l'eau du fond; la Société consentit à exécuter elle-même, mais aux frais de la commune «*les travaux nécessaires pour amener l'eau à la surface...* »[42] Un premier projet de contrat avec la Société Schneider fut élaboré, puis signé le 8 mars 1923. Dans une délibération motivée, le conseil, après avoir rappelé «*que la population de la ville se compose en grande partie d'ouvriers mineurs, du chemin de fer, d'usine, tous logés avec leur famille dans des habitations restreintes par suite de la crise des logements, et qu'ils ont besoin plus que tout autre d'une hygiène rationnelle et par suite d'une plus grande quantité d'eau ...*» se prononça pour «*les eaux naturelles d'excellente qualité, existant dans une zone de l'exploitation souterraine de la mine de Droitaumont.* » [43] Le projet de contrat précisait que la source était située à 220 m de profondeur et que la zone de captage s'étendait sur plusieurs hectares. Quant à la société minière, elle déclarait s'interdire «*d'exploiter cette zone* », ajoutant que «*cette eau*

39- Entrevue Préfet à Jarny le A M 14 juillet 1923.
40 - A M 9 novembre 1922.
41- A M 15 janvier 1923
42- A M 15 janvier 1923
43- A M 12 avril 1923

était absolument pure et que le captage existant accusait une pression de plus de 10 kg. »[44] Pourtant ce projet de contrat fut remis en cause. On apprenait un peu plus tard, que la mine dans une lettre à la municipalité, offrait de prendre l'eau nécessaire à l'amenée de la ville «*aux nouveaux serrements à la lunette Est de sa concession* », c'est à dire en bordure de la limite Sud Ouest de la mine de Jarny où le débit d'eau s'élevait à 7m^3 à la minute. Pourquoi ce changement? Il avait l'avantage d'après M.Leicknam , d'exonérer la Société du travail de serrement prévu, soit une économie de 80000 F environ. Le conseil municipal répondit, en citant sur la circulaire ministérielle du 10 juillet 1910, que le projet ne pouvait pas être modifié sans autorisation du ministre sous peine de perdre le bénéfice de la subvention. Pour obtenir cette «*l'autorisation ministérielle d'exécution,*» il fallait envisager la visite d'un géologue agréé, puis l'agrément de la commission sanitaire de Briey, l'avis favorable du conseil d'hygiène départemental et l'accord du service hydraulique...Le maire observa que «*toutes ces opérations dureront encore une année...* » , ajoutant qu'il était «*impossible de retarder le travail d' exécution (certains quartiers de la ville n'ont plus d'eau potable)...* » , et décida finalement de ne pas accepter le changement proposé par le directeur de la mine de Droitaumont . [45] En conséquence, malgré le surcoût, ce fut le premier projet de captage qui fut retenu.

- Les procédés techniques d'épuration: javelisation ou ozonisation?

Le choix de la source ne réglait pas tous les problèmes techniques. Il convenait encore de fournir aux habitants une eau, potable et , si possible, parfaitement pure. Le conseil municipal, dans sa réunion du 16 février 1924, chargea Charles Genot d'entrer en relation avec la Société " l'Ozone", située, 80 rue St Lazare à Paris. Il s'agissait de la fourniture éventuelle d'appareils nécessaires à l'épuration de l'eau par l'ozone. D'autres procédés existaient, en particulier la javelisation, mais ne semblaient pas convenir ici; ainsi on apprend que «*le traitement par hypochlorite ne saurait être appliqué dans une commune qui ne peut disposer d'un personnel technique devant doser chaque jour la matière organique, régler, surveiller comme il convient l'addition des quantités nécessaires et suffisantes d'hypochlorite et de sulfite* »[46] Pour tenir compte de ces observations du ministère, le conseil municipal accepta de substituer à l'appareil de javelisation, un appareil à ozone, et autorisa «*le maire à faire dresser par une Société tous les plans...* »[47] Finalement après plusieurs démarches, le 17 septembre 1925, le conseil municipal signa avec une autre société d'épuration de l'eau, la " Société de Purification Industrielle des Gaz", située au 46 rue St Lazare à Paris, un traité de gré à gré «*pour la fourniture d'une installation capable de stériliser par l'ozone l'eau provenant des captages effectués directement dans les parements de la mine de fer à Droitaumont, pour le prix de 77000 F*» [48]

- La surveillance et l'entretien des installations:

L'entretien des installations de pompage et captage fut négocié entre la mine et la ville. En

---

44-A M 12 mars 1924
45-A M 16 juin 1925.
46 et 47- A M 12 mars 1924.
48- A M 17 septembre 1925.

outre les modalités de partage des frais de construction et d'utilisation, il avait été décidé de confier la surveillance des installations à un ancien ouvrier de la mine. Le directeur de la mine de Droitaumont informa ainsi la municipalité que «*l'ouvrier Edouard Zaczenski, pensionné de la mine de Droitaumont, mais ne faisant pas partie du personnel de la mine, au courant du service d'ozonisation, sera considéré comme employé municipal à partir du 16 avril 1930 et en conséquence payé et assuré directement par la ville de Jarny* ...» Il ajoutait qu'il mettrait à la disposition de M.Zazcenski, et cela pendant tout le temps qu'il serait au service de la ville un logement de 3 pièces, les fournitures d'eau et de courant aux conditions consenties aux ouvriers de la mine... [49] Le conseil municipal accepta cette proposition qui lui évitait de rechercher un employé qualifié pour la surveillance de ces installations.

- La distribution de l'eau, un réseau adéquat pour des besoins urgents:

Les particuliers n'étaient pas seuls concernés par la demande d'adduction d'eau. Certains industriels, comme les directeurs des mines, de la brasserie ou de la Compagnie de l'Est avaient trouvé plus pratique et moins cher de s'approvisionner par des captages privés; quitte à vendre à la ville le surplus de leurs pompages. Mais pour les petits entrepreneurs, laitiers ou fromagers, constructeurs particuliers, l'investissement était trop lourd, et leur approvisionnement reposait sur le réseau de la ville. C'était par exemple le cas de M.Gadol à qui le conseil accorda l'autorisation de traverser une propriété communale, les "Gros Prés", par une canalisation «*pour amener à son usine l'eau de la rivière Yron sur une longueur de 70 m environ* ». En contrepartie, il devrait remettre le terrain en état et payer «*une redevance annuelle de 0,10 F par m soit 7 F* »[50] Cette épisode secondaire montre le caractère longtemps empirique de la distribution de l'eau. Avec un plan global de captage et la construction d'un réseau de distribution complet, l'acheminement de l'eau serait plus rationnel et éviterait la politique du coup par coup.

La municipalité confia l'étude et la construction du réseau à plusieurs entreprises. L'opération, lourde pour une commune de la taille de Jarny, fut suivie par la préfecture qui exigeait régulièrement de la commune qu'elle justifiât le choix des entreprises. Par exemple, pour le choix des tuyaux, seuls deux soumissionnaires s'étaient présentés en sous-préfecture pour l'adjudication: la "Société des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson", avec une soumission de 21,25% d'augmentation sur les prix de la série du détail estimatif, et la "Société Eaux et Assainissement" avec une soumission de 20% d'augmentation. Le conseil municipal ne voulut pas accepter ces augmentations, le préfet lui-même déclarant que «*les prix offerts paraissaient être des plus élevés* ». Dans un premier temps, les élus proposèrent en remplaçant les tuyaux de fonte par des tuyaux d'acier plus économiques. Cette économie ne paraissait pas vraiment justifiée, mais le conseil chercha à mettre en concurrence les deux procédés (fonte et acier), en renvoyant le projet au ministère de l'agriculture pour une mise au concours. [51] Le but était de faire baisser les devis.

Finalement la commission municipale accepta les offres de tuyaux en fonte, faites par un

49-AM 16 avril 1930.
50- A M 26 septembre 1923.
51- A M 24 septembre 1924

tiers, M.Jost de Gandrange en Moselle, «*choisi en toute liberté* ».Pour elle «*la fonte est depuis un temps immémorial de très longue durée* ...» Certes le poids des tuyaux s'élevait à 430 t contre 215 t avec l'acier, mais à long terme, la fonte serait plus résistante que l'acier. Dans le cahier des charges, le fournisseur des tuyaux, M.Jost, devait garantir la bonne exécution des travaux pendant une durée de 20 ans. Cette garantie comportait , entre autres, «*le remplacement et la remise en place de tous les tuyaux rompus ou corrodés en service normal pour défaut de matière ou de pose ou action de l'eau ou du terrain sur le métal*» [52] Les premières clauses de ce cahier des charges allaient être modifiées par la suite, en particulier pour le délai d'intervention de la ville en cas de fuite, mais la responsabilité de l'entreprise demeurait entière. [53] Avec ces garanties, le conseil municipal pouvait raisonnablement approuver le choix de sa commission des travaux. Il décidait d'acheter à nouveau des dommages de guerre pour compenser les suppléments de dépense occasionnés son choix.[54]

Outre la pose des tuyaux, la commune devait faire construire un réservoir d'eau. De nouvelles négociations s'engagèrent, cette fois avec la Société "Le ciment armé Demay Frères", lauréate du concours pour la construction d'un réservoir de 750 m3 . Cette dernière s'engagea à exécuter le réservoir et les travaux supplémentaires pour l'ozonisation des eaux, au prix forfaitaire de 231740 F. Elle fournirait aussi deux pompes dynamo pour l'accélération de la remontée d'eau.[55]

Quelques années plus tard, il apparut que la distribution d'eau à partir du captage de la mine ne se limiterait pas à la ville de Jarny, mais qu'une extension allait être réalisée en direction de Conflans. A l'occasion des travaux pour la pose des «*tuyaux en fonte de 60 pour l'amenée d'eau rue Anatole France* »,[56] il avait été décidé de prolonger l'amenée d'eau depuis " l'immeuble Thomassin" jusqu'au pont de l'Yron, ce qui indiquait clairement que le projet d'alimenter Conflans était prévu.[57] Comme il en avait été question dès les premiers pourparlers avec la mine. Seule, la commune de Labry avait alors décliné l'offre.

Pour la distribution, un règlement relatif aux concessions d'eau et aux usages publics des eaux de la mine de Droitaumont allait être mis à l'étude. En effet, la commune allait disposer d'un excédent d'eau qu'elle pourrait vendre aux habitants et industriels au moyen d'abonnements particuliers dans les rues où elle aurait installé une conduite. L'eau serait ainsi délivrée «*au compteur indiquant le volume d'eau débité...pas moins de 50 m3 par année...etc* » [58] Ces compteurs seraient fournis par la ville et cédés au prix de revient aux abonnés qui devraient les payer comptant. Au cas où ces compteurs seraient loués aux abonnés, le prix serait payé par semestre.[59] La commune décida en conséquence l'achat de «*50 compteurs Stella de 15mm, 20 compteurs de 12 mm et 5 compteurs de 20mm* »[60] Ainsi, le problème pouvait sembler réglé, mais quelques témoins de cette époque attestent

52- A M 10 janvier 1925
53- A M 26 janvier 1925
54- A M 16 juin 1925.
55- A M 21 novembre 1924.
56- AM 16 avril 1930.
57- AM 7 août1930
58- A M 6 novembre 1925
59- A M 6 novembre 1925
60- A M 28 novembre 1925.

qu'il restait beaucoup à faire: «*Ce n'est que dans les cités les plus neuves qu'on a installé l'eau courante ; dans les plus anciennes il faut aller chercher dans la rue à des bornes publiques...*» [61]

- Le financement du projet, aide-toi le PMU t'aidera :

Le projet, devait être financé d'urgence. La ville ne cachait pas son impatience, soulignant combien cette amenée d'eau était devenue indispensable. Concrètement, la combinaison financière s'avérait extrêmement complexe. Il s'agissait de couvrir une dépense estimée à 1 275 907 F, auxquels s'ajoutaient 200 000 F pour l'installation des appareils nécessaires à la stérilisation de l'eau par l'ozone, soit 1 475 907 F : en effet pour ce chapitre de la stérilisation, une nouvelle société avait dressé un devis estimatif de 150 000 F auxquels il fallait ajouter environ 50 000 F pour la construction du bâtiment où seraient placés les appareils de stérilisation: soit une dépense approximative de 200 000F.[62] La dépense du projet de captage était estimée pour sa part à 300 000F par la société des mines de Droitaumont. [63] Ce coût comprenait la prise, le captage et la construction d'une chambre des pompes, l'installation de deux pompes et tuyaux de 250 en fonte dans les mines (tuyaux en acier dans les puits, en fonte du puits au réservoir). Le coût du fonctionnement était établi sur la base du prix de l'électricité à 0,25 F pour un m3 d'eau, plus 1 centime pour rétribution du personnel occupé à la pompe.[64] Or ces dépenses n'allaient pas toutes être engagées faute de soutien des autorités supérieures. Il fallut en rabattre, et on aboutit au devis suivant :

Travaux	Entreprise	Siège à	
1 ° **travaux de fontainerie**	Jost	Gandrange	731 015,40F
travaux supplémentaires reconnus nécessaires			*76 958,30F*
2 ° **construction d'un réservoir**	Demay	Reims	231 740,00F
3 ° **Fournitures de pompes**	Société Moteurs à Gaz et d'industrie mécanique	Paris	96 351,00F
travaux supplémentaires reconnus nécessaires			*11 366,90F*
4 ° **appareils à Ozone**	Société de purification industrielle des gaz	Paris	77 000,00F
5 ° **travaux de captation (?) d'eau**			
pose de tuyauterie, salle de pompage			
installation des machines	*Mine de Droitaumont*	*Jarny*	*109 806,18F*
6 ° **Installation ligne électrique 220**			22 507,25F
			1 356 745,03F
	subventionnable		1 100 000,00F
(A M 26 novembre 1929)	non-subventionnable		256 745,03F

Pour régler ces dépenses, la commune pouvait compter sur 426 624 F de dommages de guerre.Elle envisageait d'emprunter une somme de 1 049 683,32F auprès du Crédit Foncier de France (Remboursable sur trente ans à partir du 1 janvier 1926, avec des annuités de 83 976F). Le conseil vota donc une imposition extraordinaire de 138 centimes. Mais l' achat de dommages de guerre envisagé pour l'année en cours et pour des travaux jusqu'à concurrence de 486 886 F à prélever sur ces

61- M.N. de Jarny
62- A M 12 mars 1924.
63 et 64 - A M 14 octobre 1922

dommages , n'était pas facile à réaliser.[65] Comme on le constate, le montage financier s'avérait compliqué pour une petite commune. Comment faire face en effet à toutes ces dépenses, tout en conservant la maîtrise de la distribution? Comme beaucoup de communes, Jarny a choisi d'organiser un service public de distribution d'eau potable avec vente aux usagers et de percevoir ainsi des rentrées d'argent couvrant partiellement les investissements. «*Dans le cas des petites communes, l'absence de moyens financiers et de compétences techniques ne les conduit pas à confier la gestion de leur distribution à de grandes compagnies.*» [66]

Restait le problème des subventions. Grâce à la loi de 1902, les communes pouvaient percevoir des subventions de l'Etat parfois cumulables avec celles octroyées par le Conseil Général. Les taux de subvention allouées aux communes sur les fonds du Pari Mutuel pour l'exécution des travaux d'adduction d'eau potable avaient été calculés au moyen d'un barème de 1904 modifié en 1921 et en 1930; ils variaient «*en fonction du coût des travaux d'équipement par habitant et selon le degré d'aisance particulier de la commune* ».[67] Un crédit spécial avait, en outre, été prévu dès 1923, pour subventionner les communes dont la distribution d'eau avait été endommagée ou détruite par la guerre.[68] Cependant, il fallait du temps pour obtenir ces subventions, car à partir des années 1925, le nombre des demandes de subvention avait vidé les caisses. Dans les années trente, plusieurs modifications furent donc apportées aux règles en vigueur.[69] En attendant, la municipalité de Jarny se démène comme elle peut et fait appel au concours de l'Etat...Pour couvrir les dépenses prévues par les devis de M.Petitjean ingénieur à Nancy, le conseil municipal sollicitait ainsi, «*sur les fonds spéciaux du Pari Mutuel, une subvention aussi élevée que possible par application de l'article 102 de la loi du 31 mars 1903* »[70] Or cette aide de l'Etat avait été dans un premier temps refusée.[71] Finalement, après six mois d'échanges épistolaires et d'interventions, le Ministre de l'agriculture, par une lettre datée du 14

65- En effet, les dégats causés par les Allemands sur les terrains communaux avaient été estimés par les soins des services de la préfecture. Et la municipalité les trouvait sans rapport avec le préjudice subi. Aussi, décidait-elle en juillet 1924, de porter le différend devant la juridiction du tribunal des dommages de guerre. La ville de Jarny allait obtenir gain de cause et pouvoir ainsi poursuivre les années suivantes l' achat de dommages «pour paiement de l'amenée d'eau» entre autres. (A M 25 mars 1925)

66 à 67- J.P. Goubert , op. cité.

68- «*Ainsi, grâce à un prélèvement supplémentaire prévu par la loi de finances du 31 mars 1903 (article 102) sur les fonds du Pari mutuel, puis à partir de 1920 grâce à un second prélèvement sur le produit des jeux, l'équipement des communes pauvres put se faire par une sorte de péréquation sociale qui inscrivait comme prioritaire ce type d'équipement.* »J.P. Goubert , op. cité.

69- «*Désormais, au lieu de se borner, comme dans la réglementation précédente, à faire intervenir le montant par habitant desservi, qui se limite en général au premier établissement et laisse de côté les charges ultérieures d'entretien et de fonctionnement, la nouvelle réglementation veut serrer de plus près la réalité...* »J.P. Goubert , op. cité.

70- A M 12 avril 1923.

71- Le 18 décembre 1923, le conseil municipal se réunissait en urgence. Le maire donnait lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'Agriculture en date du 11 décembre 1923, transmise par M.Michel sénateur. Cette missive indiquait que le dossier relatif à l' adduction d'eau de la ville , n'avait pu être classé en rang utile, en vue de son examen par la commission spéciale de répartition des fonds du Pari Mutuel... Charles Genot donnait ensuite lecture de la réponse de M.Michel , puis d'une lettre adressée à M. le Préfet, dont nous tirons ces extraits: «*je reçois de M.Michel sénateur une lettre...le dossier n'a pu être classé n'ayant pas été transmis pour la date réglementaire du 15 octobre...permettez moi de faire remarquer qu'il y a urgence absolue à ce que le projet soit réalisé parce qu'il répond à un besoin pressant en vue de l'amélioration de l'hygiène publique...puisque la commission du pari mutuel se réserve le droit d'apporter aux projets et devis des modifications dont la ville doit tenir compte pour obtenir la subvention , et si les travaux ne peuvent être entrepris qu'après que la commission se sera prononcée, nous sommes donc condamnés à remettre la réalisation du projet au plus tôt en 1926 car ce projet ne sera examiné qu'en 1925 et nous pouvons craindre qu'il subisse des modifications...je ne crois pas que le législateur qui a élaboré l'article 10 de la loi de finances du 31 mars 1903 ait voulu cela...Si on manque de fonds pour payer des subventions en 1924, cela ne devrait pas empêcher la commission de dire si elle approuve ou non le projet,...laissant la latitude de commencer les travaux...me basant sur ces faits j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir intervenir auprès de M.le Ministre de l'agriculture et de la commission du pari mutuel pour que notre projet soit examiné de suite...Permettez moi de signaler qu'un précédent a eu lieu. La ville de Dieulouard, se trouvant dans la même situation que la ville de Jarny a été autorisée l'an dernier à faire exécuter les travaux d'une amenée d'eau avant l'attribution de la subvention du pari mutuel...*» (A M 18 décembre 1923)

juin 1924 accorda «*à titre exceptionnel et sous certaines réserves l'autorisation d'entreprendre dès maintenant les travaux d'adduction d'eau potable...* »[72] Satisfaction à qui fut concrétisée l'année suivante par un avis favorable de la commission, présidée par le sénateur M.Michel au Ministère des Régions Libérées, proposant «*à la signature du Ministre une subvention de 182 000 F pour la ville pour son projet d'adduction d'eau*» [73]

Pour boucler son projet, la municipalité comptait aussi sur le paiement des redevances dues par les mines, notant qu'au vu des comptes administratifs des années écoulées depuis l'armistice «*il ressort qu'aucune somme n'a été versée dans la caisse municipale au titre des "redevances minières*» [74]Elle rappelait que les redevances des mines constituaient pour les communes intéressées une source de revenus, en principe réguliers, destinés à les dédommager en partie des dépenses qu'elles devaient engager du fait de leur développement inattendu. La ville ajoutait que «*la commune de Jarny... conduite à des engagements successifs, a escompté les redevances des mines pour le paiement de ses annuités ...*»[75] Elle signalait avoir encore des dépenses très importantes à engager pour assurer son développement et priait M. le Préfet de «*vouloir bien intervenir près de l'administration compétente pour obtenir au plus tôt le versement dans la caisse communale des sommes qui lui sont dues à ce titre* »[76] Satisfaction est finalement donnée à la commune qui apprenait l'année suivante par une lettre du préfet «*qu'une attribution de 3 932 ,96 F a été accordée à la ville au titre de redevance des mines* »[77]

Pourtant, malgré les difficultés financières et sans attendre toutes les réponses, les élus avaient décidé de démarrer les travaux...et pour commencer, au printemps de l'année 1924 de faire procéder à «*l'installation de fond, du réservoir avant amenée, de la conduite principale, et enfin de l'installation des appareils à ozone pour un coût total de 874 970 F* »[78]

- Les lavoirs et les bornes fontaines.

La question de l'eau potable n'était pas la seule préoccupation des élus jarnysiens. En attendant la généralisation des buanderies particulières, il fallait offrir aux ménagères la possibilité de laver leur linge ailleurs qu'à la rivière. C'était plus une question de commodité que d'hygiène, puisque les eaux des lavoirs retournaient aux cours d'eau. Les petites rivières de Jarny ne coulaient pas au cœur de la ville et il fallait transporter son linge à la brouette sur d'assez longs parcours à Droitaumont ou à Jarny. Laver à la rivière avait nécessité autrefois la construction de pontons et même de pontons mobiles qui se réglaient en fonction de la hauteur du cours d'eau, comme on le voit d'après un devis relatif à la réfection du lavoir de l'Yron, s'élevant à 1 620,20F. Pour l'achat d'un palan avec ses chaînes de levage et de traction et ses crochets d'attache destiné à la réfection du lavoir de l'Yron, le conseil

---

72- A M 2 juillet 1924.
73- A M 26 janvier 1925
74 à 76- A M 24 juillet 1924.
77- A M 17 avril 1925.
78- AM, 21 mars 1924

municipal avait voté un crédit de 1200 F. [79] La construction et l'entretien des lavoirs relevaient de la gestion habituelle des biens communaux, la question essentielle étant de choisir les emplacements adéquats en fonction de la répartition de population dans les divers quartiers de la ville.

La commission des bâtiments communaux proposa au conseil municipal du 8 mars 1923 d'étudier la construction d'un lavoir communal sur l'Yron à Droitaumont; quelques semaines plus tard, le 2 mai 1923, un plan était réalisé pour cet édifice. Il devait être érigé en aval du pont du chemin vicinal n°3, du côté du hameau de Droitaumont. Des pourparlers avec le directeur de la mine furent alors engagés pour l'acquisition des terrains nécessaires. [80] Les démarches engagées par le maire de Jarny auprès de M.Leicknam au sujet de l'emplacement du lavoir de Droitaumont prirent quelque temps mais en septembre 1923, il put lui annoncer que : «*MM Schneider et Compagnie sont disposés à louer à la commune pour trente ans au prix de 12 F par an la surface d'environ 1 are 70 qui est nécessaire à l'établissement d'un lavoir sur leurs propriétés au nord du pont de Droitaumont...il conviendrait de déterminer les limites exactes de la surface en question (qui serait à clôturer par une palissade ou des fils de fer) puis de régulariser la location par un bail* »[81]... Le conseil municipal accepta ces conditions par délibération du 16 novembre 1923. Quelques mois plus tard, les plans et devis du lavoir étaient examinés et votés; les travaux furent alors mis en adjudication publique en précisant qu'ils devaient être terminés pour le 1er novembre 1924.[82]

Ces travaux du lavoir avaient été estimés à 35 000F. Pour le paiement, la commune avait vendu un terrain pour la somme de 3 477 F, des peupliers pour 3 000 F et enfin souscrit un emprunt de 25 000F. Avec 31 447 F, elle se trouvait devant un «*déficit de 35 000 - 31 447 = 3 553 F à prendre sur les fonds disponibles* » [83] Pour boucler son budget, la commune décida à nouveau d'acheter des dommages de guerre.[84] Pour la construction de l'édifice, elle passa une convention avec M.Leicknam et la Société Schneider qui n'était «*tenue à aucune garantie quant à la qualité et au niveau des eaux ou des dégâts pouvant résulter des hautes eaux ou de la pénurie d'eau...* » et se disait «*exonérée des dégâts pouvant être causés par des travaux du sous-sol* » La convention précisait que «*la commune souffrira toutes les servitudes du curage ...* », que «*...les contributions et impôts de toute nature seront à sa charge...* », et qu'elle «*paiera tous les frais moyennant un loyer annuel de 12F.* »[85] L'affaire traîna deux ans. Finalement, la convention fut signée entre M. Georges Leicknam, au nom de la mine, et M.Charles Genot, maire, laissant à titre de bail pour trente ans, à compter du 1 janvier 1927, un terrain en nature de pré au lieu dit "sous le bois du Four" pour établir un lavoir et un chemin d'accès.

Le Rougewald, petit cours d'eau coulant au pied du village et souvent à sec l'été, ne suffisant plus aux besoins des habitants du centre, la commune décida de construire un lavoir à l'est de l'ancienne tannerie.Il s'agissait de permettre aux ménagères «*de ne plus tremper leur linge au ruis-*

79-A M 8 avril 1920.
80 et 81- A M 16 juin 1923.
82- A M 14 avril 1924
83- A M 7 mai 1924
84- A M 16 juin 1925
85- A M 20 octobre 1926

seau. »[86] En attendant l'adduction d'eau aux buanderies de l'ancien village, les points de lavage traditionnels, notamment les fontaines, allaient continuer d'être fréquentés par les femmes du quartier. Dans le même secteur de la ville, il existait une fontaine-lavoir dont l'usage était très limité.

Avec la venue de nouvelles familles cheminotes, le besoin d'un lavoir était devenu de plus en plus pressant dans les quartiers neufs. Mais à qui incombait-il de les édifier? A la commune comme dans les autres parties de la ville? Ou à la Compagnie de l'Est qui avait la maîtrise foncière d'une partie des cités? Les discussions allaient durer longtemps; finalement, la Compagnie de l'Est accepta de prendre le projet à sa charge; mais tout n'était pas réglé : où allait-on prendre l'eau? On avait le choix: soit l'eau amenée par la ville, soit l'eau de la rivière Orne qui coulait un peu plus bas. Dans le premier cas, la Compagnie désirait connaître à quelles conditions cette eau pourrait lui être fournie par la ville. Or le conseil municipal ne souhaitait pas particulièrement avantager la Compagnie : il faisait remarquer que les propriétaires privés qui avaient fait construire à Jarny des habitations renfermant des buanderies alimentées en eau de la ville, payaient leur eau à un tarif élevé : «*ces propriétaires paient l'eau de la ville 1 F le m^3 alors que la ville fournit l'eau nécessaire aux habitants des cités de la Compagnie de l'Est au prix de 0,75F le m^3.* »[87] Les élus ne voyant pas pourquoi il faudrait faire une réduction particulière à la Compagnie et fixèrent donc le prix de l'eau , au tarif habituel de 0,75 F le m^3, précisant que cette eau pourrait être employée pour le lavoir que la Compagnie doit construire lieu dit "côte le Breton".[88]

L'hygiène domestique avançait à grands pas. Mais les logements étaient encore loin d'offrir aux habitants, aux enfants en particulier toutes les commodités. Peu nombreuses étaient les salles de bains privés et les WC. Le préfet avait proposé, le 21 novembre 1922, d'installer gratuitement des bains douches dans les communes qui pourraient promettre un local pour l'installation de bains destinés aux enfants des écoles. La ville de Jarny décida, qu'un local serait affecté à cette installation et pria «*la Société des Amis des écoles de Meurthe-et-Moselle de vouloir bien délivrer à la ville le matériel nécessaire pour procéder à cette installation .* »[89] En outre, elle proposa d'utiliser les services de l' établissement de bains douches que gérait M.Heissat, qui offrait de mettre son établissement à la disposition des enfants fréquentant les écoles publiques de la ville moyennant une indemnité de 1000 F par mois...Le conseil considérant que ces bains-douches «*qui rendent de nombreux services au point de vue de l'hygiène publique et de l'hygiène scolaire* ...et que «*plus de cinq cents élèves peuvent actuellement en profiter* ...»[90] décida donc d'accepter. Il proposa que tous les enfants des écoles puissent prendre chaque mois un bain douche à l'établissement dirigé par M.Heissat et vota en conséquence une indemnité mensuelle de mille francs. [91]

La fontaine publique était longtemps demeurée le seul moyen d'alimentation en eau potable. Vers 1900-1920, cette distribution d'eau potable, limitée à un certain nombre de bornes-fontai-

---

86- A M 27 septembre 1921
87 et 88- A M 26 novembre 1929.
89- A M 8 mars 1923.
90 et 91- A M 26 novembre 1929.

nes, avait un caractère gratuit, et tous les frais en incombaient au budget municipal. Depuis le début du siècle, ce système paraissait satisfaisant, mais ce niveau d'équipement, allait se révéler insuffisant dans les années d'après guerre.Pour beaucoup, l'alimentation en eau publique répondait non seulement à un besoin d'ordre sanitaire, mais à des nécessités économiques tant agricoles qu'industrielles. Une nouvelle répartition des fontaines dans la ville fut décidée pour permettre aux ménages de s'approvisionner sans grande difficulté. [92] Une commission avait été chargée de proposer des emplacements pour les bornes fontaines à installer .[93] A ces fontaines publiques s'ajouteront des bouches d'incendie en bas de la rue Jurue et au sommet de la rue du Levant. Ces différents points d'eau devaient être régulièrement surveillés.[94]

Il fallait en outre réglementer et protéger l'usage de l'eau. Cela passait par une surveillance de sa qualité et la garantie d'un accès facile aux bornes fontaines. C'est ainsi que, le 17 juillet 1920, par exemple, l'eau des fontaines de la rue des mines, «*a été qualifiée de non potable* ». [95] M.Mangin, conseiller municipal chargé de cette question , demande encore en 1922 que l'eau de la fontaine de la rue des mines «*soit de nouveau soumise à l'analyse* » [97] Les élus chargés de surveiller la qualité des installations devaient parfois empiéter sur le domaine privé. Ainsi, le maire entreprend des démarches auprès de Melle Kock, propriétaire du pré dans lequel se trouvait la "Fontaine l'Esprit" en vue de «*procéder à un aménagement en briques, afin de faciliter les habitants qui vont chercher l'eau à cette fontaine pour leur alimentation* »[98]

La municipalité devait sans cesse rappeler que l'eau des bornes fontaines était réservée à l'alimentation des habitants et que les autres usages en étaient limités ou interdits : «*Considérant que certaines personnes puisent l'eau à l'abreuvoir de la rue des mines au moyen de pompes et tuyaux, ce qui trouble l'eau de cette fontaine et la rend impropre à l'alimentation, considérant qu'il y a lieu*

92- Bien que cela paraisse aujourd'hui un peu fastidieux, et même si ce travail pénible de portage était le plus souvent réservé aux femmes et aux enfants comme nous le confiaient certains témoins des cités notamment, la plupart d'entre eux avaient jugé l'installation des fontaines et bornes comme un progrès.

93- Elle avait proposé une répartition géographique complète, et que nous avons résumée dans le tableau suivant:

rue de l'Yron	près M.Collin	rue de Verdun	Le Trappe
rue des écoles	près des écoles	rue de Verdun	chez Corozzi
rue de Verdun	M.Bourriquet	rue de Verdun	cimetière Toussaint Thonon
Grande rue	vers Belle Jardinière	Grande rue	place H.Genot
Grande rue	Paul Genot	rue de la Sole	près Laubertaux
rue des mines	coin Julien Rollin	rue de Lorraine	face Cinés
rue des mines	près lavoir	rte de Giraumont	vers Danchaud
rte de Metz	M. Humbert	Droitaumont	face Tognazzi
Droitaumont	vers Grisez	Droitaumont	maison Flosse

(A M 17 novembre 1922)

Le conseil municipal du 15 janvier 1923 apportera plusieurs modifications à l'emplacement proposé pour certaines des bornes.

94- Soit parce que la qualité des eaux des fontaines laissait à désirer soit parce que les abords étaient mal entretenus...On relève, par exemple, une intervention de la commune pour les réparations à effectuer au lavoir dit "vieille fontaine". Comme la commission avait trouvé la dépense trop élevée, les élus n'avaient pas retenu le projet, déclarant que «*les marches usées ne seront pas arrachées, mais seulement rechargées en ciment avec fer cornière pour arrête* » **(A M 3 août 1923)**

95- AD M&M WO 1861.

97- A M 6 mai 1922

98- A M 9 juillet 1921

Plus classiquement, M.Collier, conseiller municipal, demandait à son tour que des fouilles soient faites pour rechercher et réparer les fuites de «*la conduite de la fontaine de la rue des Mines* » **(A M 6 mai 1922)**.Cette fontaine préoccupait tout particulièrement la ville qui avait constaté l'année suivante que «*les abords de la fontaine de la rue des mines et l'abreuvoir de cette fontaine sont en mauvais état* » **(A M 3 août 1923)** Outre l'accès, il convenait aussi de vérifier l'utilisation de l'eau et de limiter les abus.

de remédier à cet état de choses, autorise le maire à prendre un arrêté interdisant l'emploi des tuyaux et pompes pour la prise d'eau de cette fontaine »[99] C'était le cas en particulier pour la fontaine du quartier de la gare où les élus avaient dû menacer d'appliquer plus strictement «*l'arrêté du 22 juin 1922 réglementant l'usage de l'eau des bornes fontaines.* »[100] Tout ceci montre que le véritable progrès, le véritable confort domestique en matière d'eau courante n'ont véritablement été obtenus que lorsque tous les Jarnysiens ont pu disposer de l'eau à domicile, au robinet de leur cuisine ou de leur salle d'eau.

-La lutte contre les incendies

Le bon approvisionnement en eau devait enfin garantir l'efficacité du service de lutte contre les incendies. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des sinistres que la ville a subis, car pour cela il aurait fallu avoir recours aux minutes de la Justice de Paix du canton, et nous n'en avons pas retrouvé la série complète. La lutte contre le feu était devenue une obligation légale, mais peut-être plus qu'ailleurs elle était devenue une préoccupation constante des élus. Victime de l'incendie de plusieurs dizaines de maisons qui resteront, la population du vieux Jarny avait été fortement traumatisée par les destructions d'août 14. Pendant plusieurs mois, après le conflit, les ruines calcinées s'offraient aux regards de tous et on imagine les craintes réveillées à chaque alerte. La peur de l'incendie justifiait les mesures prises régulièrement par la commune pour son corps de pompiers. La municipalité prenait soin d'adresser ses félicitations aux pompiers à l'occasion de certains sinistres; par exemple le 27 février 1930 à l'adresse des sapeurs de la Compagnie de l'Est, des Mines de Droitaumont, aux sapeurs-pompiers de Conflans et de Jarny «*pour le dévouement dont ils ont fait preuve lors de l'incendie de la maison Albrecht le 25 février 1930* »[101]

Après la guerre, une vingtaine de sapeurs et sous-officiers composaient la brigade de Jarny.[102] Quelques années plus tard, la subdivision de Jarny a été réorganisée selon les règlements; «*l'officier et les sous-officiers, les caporaux et sapeurs sont en possession de la tenue de feu exigée par le décret* »[103] Il en coûtait à une municipalité d'entretenir une brigade du feu: il fallait non seulement assurer à chaque sapeur et à l'encadrement une rémunération fixe, mais y ajouter une gratification spéciale après chaque sinistre. celle-ci était établie sur la base d'un rapport remis au maire et contenant les noms des sapeurs et leurs états de service ou de surveillance. Au début de 1920, la solde des pompiers avait été fixée selon le barème ci-contre. En

sapeurs	1 et 2 classe	60,00F	par an
caporal et clairon		75,00F	
sergent caporal		90,00F	
officier		120,00F	
sapeurs	14	60,00F	840,00F
caporal et clairon	3	75,00F	225,00F
sergent caporal	2	90,00F	180,00F
officier	1	120,00F	120,00F
Total	20		1 365,00F

(AM 9 janvier 1920)

99- A M 2 mai 1923.
100- A M 14 avril 1924.
101- A M 27 février 1930
102- Parmi ces sapeurs, on relève les noms de Pierre Béning, sapeur 2° classe, inscrit au corps depuis 1922, Julien Rollin, lieutenant inscrit depuis 1901, Jules Sponville, sapeur 2° classe, inscrit au corps depuis 1919, Michel Rister, sapeur 2° classe, inscrit au corps depuis 1919, Pierre Benedic, sapeur 2° classe, inscrit au corps depuis 1919, Alfred Mangin, clairon entré au corps en 1910, Paul Stinkamp, sapeur 1° classe, inscrit au corps depuis 1921, Léon Badot, caporal-fourrier depuis 1919, M.Humbert, sapeur 1° classe, inscrit au corps depuis 1897...
103- A M 6 novembre 1925.

outre, la commune devait prendre en charge les retraites; cette question allait être fréquemment renvoyée de séance en séance, jusqu'à ce que l'affaire pût être définitivement réglée. A partir de 1925 la caisse de secours et de retraite des sapeurs-pompiers fonctionne normalement, du moins si l'on en croit le cahier des délibérations.

Enfin, la commune dut reconstituer l'équipement contre le feu. Un premier devis de 1 620 F, établi par M.Nicolas Léonard chef du corps depuis 1884, concernait la réfection du matériel d'incendie détruit en partie par les Allemands au cours de la guerre. [104] Parmi les achats urgents, le conseil municipal demanda à la maison Gugumus de Nancy de lui fournir 100 seaux en toile marqués "**S.P. JARNY**"[105] La subdivision n'avait pas manqué de s'équiper de tambours et de clairons indispensables à son image de marque. Les commerçants de la ville s'étaient proposés de fournir «*les uniformes nécessaires aux sapeurs pompiers de Jarny* »[106] Enfin, la municipalité prit à sa charge le renouvellement d' une grande partie des équipements. Une note du 6 novembre 1925 indique que «*le matériel d'incendie acheté récemment est en bon état, le service est bien organisé et il n'y a pas lieu de modifier l'état de chose existant* »[107] Tout n'est pas encore complet puisqu'on relève alors une demande adressée aux propriétaires de camionnettes pour le transport de la pompe à incendie en cas d'incendie... D'ailleurs après quelques années d'usage, les équipements originels étaient devenus nettement insuffisants; d'autant que la population augmentait toujours et que l'espace urbain ne cessait de s'étendre. Une section fut constituée à Droitaumont, et il fallut lui procurer «*une certaine quantité de tuyaux qui serviront en cas d'incendie* » à la fin de la décennie.[108] L'année suivante, le 23 janvier 1930, la commune passe un marché de gré à gré pour l'achat de nouvelles pompes à incendies.[109] Elle a dû ensuite procéder à l'achat de matériels supplémentaires: un dévidoir et des tuyaux d'une longueur de 150 m qui furent d'abord entreposés dans un immeuble du quartier de la gare; et d'autres dans les dépendances de la maison du garde de Droitaumont.[110] On peut estimer qu'en une dizaine d'années, la commune avait su doter le corps des pompiers jarnysiens, d'équipements neufs et suffisants pour répondre aux besoins essentiels de la cité.

La fourniture d'eau provenait pour l'essentiel des bornes alimentées par la mine de Droitaumont. Toutefois, pour le quartier neuf de la gare, la Compagnie de l'Est avait souhaité la séparation du réseau incendie de celui de la distribution municipale aux particuliers. Elle avait proposé d'installer sur la conduite d'alimentation des cités de la Compagnie de l'Est au "Grand Breuil", un compteur "*en by pass*" , de telle sorte qu'en cas d'incendie l'eau de la ville qui serait utilisée par les pompiers ne

104- AM 17 mars 1920.
105-AM 17 mars 1920 et AD M&M WO 1861.
106- A M 17 mai 1921.
107- A M 6 novembre 1925
108- A M 17 juillet 1929..
109- AD M&M WO 1861.
110- A M 22 mars 1930.
Ce matériel d'incendie acheté auprès de la "Société Lorraine de Construction Mécanique Droville" installée au 83 rue du Crosne à Nancy, se composait «*d'un dévidoir sur roues caoutchoutées avec crochet d'attelage, 210 m de tuyaux de 45 en longueur de 15 m ligaturées, 14 raccords symétriques de 45, une lance avec orifice de 12...pour le prix total de 4900F*» Le reste du matériel a été commandé auprès de la "Maison Charton et Colin" à Nancy. Il s'agissait cette fois «*d'un dévidoir n°2 à caisse, coffre et bobine, avec des roues en bois, ressort et crochet d'attelage, dix tuyaux en toile de 45 en longueur de 20 m, 3 raccords symétriques de 45, une lance en cuivre rouge, une clef à raccords ...pour le prix total de 4231F* »

passerait pas par le compteur. En fin de compte, et après discussion, ce système fut retenu, et les travaux exécutés par la Compagnie, à ses frais.

Les égouts de la ville

L'image du corps humain a souvent été employée pour comparer la ville à un organisme vivant: «*de même que, dans le corps humain, le jeu du système artériel...a, pour contrepartie, le système veineux..., de même, dans la ville, on est obligé de tenir constamment en équilibre le réseau des égouts et celui des conduites d'eau* » [111] Evoquons brièvement les problèmes de l'assainissement.

- L'assainissement individuel:

Pendant longtemps, comme le signalent de nombreux témoins, les cabinets d'aisance se trouvaient hors des logements. Cette pratique, prescrite en fait par la loi, allait durer plusieurs années encore. Pourtant dès les années vingt, plusieurs particuliers avaient fait construire des «*fosses septiques à usage domestique*» . Cela ne donnait pas toujours entièrement satisfaction, comme le montre une lettre du 13 février 1920 adressée en mairie : M.Collier se plaint que les travaux exécutés par son voisin, M.Rouy, pour l'écoulement de sa fosse septique ne donnent pas satisfaction: «*les mauvaises odeurs continuaient à se répandre dans son logement* ». Pourtant, l'assainissement individuel, conditionné par la création du réseau d'égoûts, allait progressivement devenir la règle : en 1921, obligation fut faite aux riverains et propriétaires d'habitations, d'installer «*les conduits et canalisations nécessaires pour l'évacuation d'eaux ménagères, eaux usées, eaux de boucherie, dans l'égout collecteur.* » [112] Comme ces dispositions le laissaient penser, si les particuliers étaient désormais soumis à des contraintes en matière d'assainissement, il fallait que la ville organise de son côté la desserte de tous les quartiers en égouts, caniveaux et tout ce qui pouvait permettre la circulation efficace des eaux usées vers les rivières ou mieux vers des stations d'épuration.

A chaque percement, à chaque aménagement de voirie, la règle du raccordement fut désormais appliquée. Par exemple, le 10 juin 1930, la municipalité exige que «*les propriétaires des habitations en bordure des routes départementales n° 1 et n° 1 annexe* [fassent] *entreprendre à leurs frais, et au cours de l'exécution des travaux de constructions d'égouts que la ville va faire exécuter dans ces routes, les travaux nécessaires pour relier à ces égouts, la conduite d'évacuation de leurs habitations;les propriétaires qui feront ériger en bordure de ces routes de nouvelles habitations devront faire procéder à tous travaux nécessaires pour que la conduite d'évacuation de leurs nouvelles habitations soit reliée à ces égouts; les branchements des conduites d'évacuation , dont la pente ne pourra être inférieure à 0,01m par mètre, devront être en tuyau en grès de quinze centimètres de diamètre intérieur au minimum et reliés à l'égout collecteur par l'intermédiaire de regards spéciaux établis par le commune;...* »[113]

111- p 171 cité in Histoire, de la France Urbaine Tome 4 , la ville de l'âge industriel.
112- cf la note municipale du 29 janvier 1921,et du 30 mars 1921 pour les rues Jurue et Jeanne d'Arc.
113- AM du 10 juin 1930.

- L'assainissement collectif:

La ville grandissait, la population et la circulation s' accroissaient, et les aménagements divers ne pouvaient faire oublier que l'hygiène publique commandait aussi de maîtriser les déchets d'une ville de plusieurs milliers d'habitants. La ville avait donc organisé le nettoyage de ses rues, ainsi que la collecte des déchets particuliers et municipaux. Le sous-préfet exigeait «*que les municipalités fassent appliquer les règlements sanitaires, spécialement en ce qui concerne l'enlèvement des boues et immondices, les ordures ménagères...* », ajoutant qu'il était indispensable de procéder «*régulièrement au nettoyage des rues, des égouts et à la suppression des causes d'insalubrité: dépôts de fumier, écoulement de purin, etc...* »[114] Quelques jours auparavant, le conseil municipal avait autorisé le maire à faire enlever tous les fumiers qui se trouvaient dans les agglomérations de la ville de Jarny «*conformément à l'article 50 bis du règlement sanitaire municipal* »[115] Pendant plusieurs années, la ville fit appel aux services de M.Pierné fils pour l'enlèvement des boues et immondices du village "*au prix de 400 F par mois* »[116] Le traité signé avec lui pour l'enlèvement «*des boues, immondices et ordures ménagères* », prévoyait que la collecte se ferait le vendredi de chaque semaine pour Jarny-Ville et le samedi pour Jarny-Gare. Le dernier jeudi de chaque mois, seraient collectés les ferrailles et débris de verre, placés dans des caisses aux abords des maisons. Il était précisé dans ce contrat que la commune ne serait pas tenue pour responsable des accidents qui pourraient se produire pendant ce travail. Les ordures et tous débris ainsi enlevés devaient être déposés pour Jarny-Ville dans le terrain appartenant à Mme Génot et pour Jarny-Gare dans une propriété située territoire de Jarny et loué par le concessionnaire. [117] Elles seraient ensuite conduites aux emplacements réservés, en particulier au le dépôt d'ordures de la ville situé au lieu dit "Haut des Pierres". Or ce dépôt constituait une gêne pour les habitants de ce quartier. Comme le rappelait le conseil municipal, «*au point de vue de l'hygiène publique il est un foyer d'infection...* » ; donc les élus décidèrent qu'il n'y serait plus déposé d'ordures et que son enlèvement devrait être fait le plus tôt possible.[118] C'est aussi Pierné que la ville demanda d'enlever les boites à ordures de la rue Lafayette, de l'extrémité de la rue des Mines et de l'extrémité de la rue de Verdun ,puis de procéder aussi à la collecte des détritus se trouvant aux abords de la boucherie Mettavant et de la boulangerie Féry.[119]

Finalement le contrat annuel avec M.Pierné fut renouvelé tout au long de la période malgré des propositions d'adjudication pour enlèvement des ordures ménagères. Cette solution plus moderne aurait représenté une charge trop onéreuse pour la ville. C'est du moins ce que les élus estimaient encore en 1930. Ils donnaient toujours la préférence à M.Piérné, cultivateur à Jarny, qui offrait d'exécuter les travaux de collecte des ordures moyennant une rétribution mensuelle avantageuse de 700 F. Entre temps le rythme d'enlèvement des boîtes à ordures avait doublé: il avait désormais lieu les mardi et vendredi à Jarny-Centre et le mercredi et samedi à Jarny-Gare, tandis que les ferrailles, débris de

114 -20 juillet 1920.
115- A M 10 juillet 1920.
116- A M 16 février 1924.
117- A M 25 mars 1925.
118 - A M 13 août 1925.
119- A M 17 juillet 1929.

verre et vaisselle étaient collectés le dernier jeudi de chaque mois.[120] En février 1931, le contrat avec M.Pierné était encore reconduit.

Toujours dans le même souci d'hygiène public, la ville demandait à son cantonnier communal de laver tous les jours l'urinoir de la gare... ainsi que les lavoirs de la gare et de la vieille fontaine. Le nettoyage du lavoir de Droitaumont fut lui aussi confié au cantonnier, chaque fois que nécessaire.[121] Enfin, les gardes étaient chargés de signaler régulièrement au maire l'état de propreté de ces lavoirs ...[122]

- Le balayage:

Quant au balayage des rues, il fit l'objet d'un règlement en dix huit articles daté du 30 novembre 1926 et modifié le 20 juin 1929. Ce règlement stipulait qu'il appartenait à l'autorité municipale de veiller à tout ce qui pouvait assurer la salubrité publique et prescrivait «*aux riverains des voies publiques et privées* » le balayage des rues de la commune. [123] Ce règlement imposait aux particuliers des obligations assez draconiennes. De son côté, la municipalité organisait un balayage de la voie publique une fois par semaine, puis deux fois à partir du 1er juillet 1929: à Jarny-Centre les mardi et vendredi et à Jarny-Gare les mercredi et samedi. L'enlèvement des ordures provenant de ces balayages aurait lieu le même jour.[124]

- Les caniveaux et trottoirs .

La salubrité publique exigeait, bien entendu l'enlèvement des déchets et immondices. Elle devait assurer aussi le contrôle de l'écoulement des eaux pluviales et supprimer les " boues". Certaines rues étaient particulièrement insalubres. Le docteur Chevalot, médecin de l'hygiène publique, faisait régulièrement remarquer l'état déplorable de telles ou telle rue mal nettoyée de ses boues. Constatant l'insalubrité de la rue de la Rotonde par exemple, il avait dressé un rapport sévère mais le conseil municipal avouait son impuissance à faire cesser cet état d'insalubrité. En effet cette rue n'était pas encore classée et les travaux nécessaires ne pouvaient être officiellement réalisés par la commune. Le maire se contenta d'abord d'inviter «*les propriétaires à continuer la construction des caniveaux qui ont été faits par la Compagnie de l'Est et cela au droit de leur propriété* »[125] En général, la construction des caniveaux et trottoirs le long des axes urbains, était prescrite pour tous les nouveaux projets de percement de voies publiques. Par exemple les travaux commencés en septembre 1923, le long de la route Nationale 52 bis traversant Jarny, constituent un exemple type d'aménagement. Il s'agissait d'un investissement assez lourd : pose de bordures de trottoirs «*en pierre de taille de Givet, taillées et ciselées avec maçonnerie, coupes dans les bordures pour passages de gargouilles* ». En contrepartie, ces aménagements procuraient du travail aux entreprises jarnysiennes

120- A M 27 février 1930.
121 - A M 17 juillet 1929.
122- A M 27 février 1930.
123- Les arrêtés sont présentés en annexes .
124- A M 13 juin 1929
125- A M 8 avril 1920.

en particulier l'entreprise "Ballot", adjudicataire de ces travaux.[126] Par la suite, toutes les rues devaient être à leur tour aménagées de la sorte, y compris les plus anciennes. Déjà le conseil municipal avait autorisé le maire à payer la moitié des frais de réfection des caniveaux de la rue des mines, soit la somme de 283,50 F.[127] Quelques années plus tard de nouveaux travaux furent encore engagés pour remédier au mauvais état de le rue des Mines: «*une partie de la chaussée est recouverte de terre, formant un véritable cloaque lorsqu'il pleut ...*»[128] De même pour la rue Jeanne d'Arc, car «*des dépôts de terre empêchent les eaux de s'écouler ...*» [129] Enfin, la commune et la Compagnie de l'Est, refirent les écoulements de la rue de Moulinelle, où «*l'eau provenant des ateliers de la Compagnie de l'Est est chargée de potasse, ce qui rend la circulation dangereuse pour les piétons et cyclistes* »[130]

- Les canalisations urbaines et les fosses septiques:

Le cas le plus délicat à traiter était toujours l'aménagement l'entretien du réseau existant, notamment dans la vieille ville. Ainsi, le 30 janvier 1920, la commune avait fait établir un premier devis pour la réfection de l'égout de la rue des mines et la réfection de la fosse septique face à l'ancienne Caisse d'Epargne. La mise en adjudication des ces travaux s'était révélée infructueuse et la commune avait alors dû se contenter de recouvrir la fosse. Des travaux de sondage avaient été ensuite pratiqués dans la longueur de l'égout par le cantonnier communal avec l'aide d'un manœuvre. Finalement devant l'ampleur des travaux à effectuer, la réfection de la fosse septique de la rue des mines avait été confiée l'année suivante à la Société Jerzaguet, entrepreneur à Jarny, pour une somme de1365 F.[131] On pourrait s'étonner de la lenteur des travaux ou de l'hésitation des élus devant ces aménagements si utiles. On peut les comprendre en songeant que certaines parties anciennes de la ville étaient en constant développement, en particulier sur leurs marges et que les travaux d'aménagement n'étaient jamais définitifs. Il fallait donc trouver des palliatifs et des solutions provisoires. [132]

Toujours dans la vieille ville, les travaux de construction des égouts de la rue Jurue furent décidés en été 1920.[133] Ces premiers travaux furent complétés par la pose de tuyaux et regards en ciment et la reconstruction des caniveaux pavés. [134] Dans le même ordre d'idée, quelques années plus tard ce sont les assainissements de l'axe central qui ont été mis à l'étude; en effet, devant le mauvais état de salubrité de la rue du Commerce [route départementale annexe n° 1], la commission des chemins a décidé d'étudier «*les projets de construction d'un égout ou d'un trottoir avec 1/2 caniveau pavé en bordure de cette rue .*»[135]

Cette politique à petits pas donne une fâcheuse impression de bricolage. Or, une commune de l'importance Jarny ne pouvait conduire ses aménagements au coup par coup, combinant tant bien

126- A M 26 septembre 1923.
127- A M 14 mai 1920.
128 à 130- A M 13 août 1925
131 - A M 30 mars 1921.
132 - Comme pour cet égout de la rue des mines qu'il fallait allonger, et qui allait être appelé «*à recevoir, tôt ou tard en outre des eaux de cette rue, celles de la route nationale, de la rue de l'église, d'une partie de la place* [future place Henri Genot], *et de la rue de la cartoucherie* ».A M 30 mars 1921.
133- A M 12 août 1920.
134- A M 9 novembre 1920.
135- A M 26 septembre 1923

que mal les réfections et les constructions nouvelles, toujours inachevées et insuffisantes. Devant l'ampleur de la tâche, et pour prévoir ses équipements à venir, la ville finit par demander à l'administration des Ponts et Chaussées un projet de construction d'égouts dans toute l'étendue de la ville. [136]

C'est désormais dans un cadre défini que les aménagements vont se poursuivre. Le quartier de la gare, plus récent, mais dont certains aménagement d'avant guerre se révélaient incomplets, nécessitait la construction d'un égout et la reconstruction d'un autre, avec trottoirs et demi-caniveaux pavés dans la traversée de la place de la gare. Le conseil municipal adressa pour l'occasion une demande de quote part au département «*car la route départementale* [en] *retirera un avantage sérieux* »[137] Un peu plus haut, dans le quartier, l'égout de la rue "Curie", qui se déversait dans celui de la rue Victor Hugo, devait être repris lui aussi, car il ne pouvait plus écouler «*les eaux résiduaires provenant des habitations en bordure de cette rue* » en raison de sa faible dimension. La commune cette fois demanda aux riverains de prendre en partie en charge l'établissement de ce nouvel égout, dont le point de départ serait l'immeuble de la coopérative des chemins de fer et aboutirait à l'égout collecteur de la rue Victor Hugo. La ville, de son côté, s'engageait à fournir les tuyaux nécessaires.[138]

- Où évacuer ces eaux usées?

La collecte des eaux usées constituait une première opération d'hygiène mais elle était incomplète si l'on devait se contenter de rassembler les effluents pour les déverser dans les cours d'eau. C'est pourtant ce qu'on avait fait pendant longtemps. C'est ainsi que le 13 février 1920, le devis descriptif estimatif des travaux à exécuter pour la remise en état d'une grande fosse septique, précise que l'égout de vidange mène les eaux jusqu' à la rivière. Le conseil municipal, votant à cette occasion une somme de «*17 645,09 F, montant de la dépense...* », ne remet pas en question le principe même de cette évacuation. Quelque temps après, nous voyons ,à propos de l'égout devant amener toutes les eaux de l'abattoir dans la rivière le Rougewald, [139] que le principe du rejet dans un aussi petit cours d'eau n' est pas critiqué; cela avait été le cas pour les eaux du collecteur de la rue des mines, limitant la quantité des eaux usées à déverser dans le petit ruisseau de "Bawé pré" dont le débit était très faible en été.[140] Il en fut de même lorsque la Société Schneider, propriétaire de la mine de Droitaumont demanda l'autorisation de prolonger l'égout collecteur de la nouvelle rue des cités jusqu'à l'Yron, à travers le paquis communal sur une longueur de 155 m environ. Le conseil municipal, fixant à 12 F la redevance annuelle à payer par la Société; n'émit qu'une seule réserve : «*que les pétitionnaires* [remettent] *en état les terrains traversés ...*»[141] De même encore pour un projet de la compagnie de l'Est prévoyant de «*déverser dans l'Orne les eaux pluviales et ménagères du quartier de la gare ...*» [142]

136- A M 16 juin 1925.
137- A M 17 septembre 1925
138- A M 12 septembre 1929.
139- A M 18 décembre 1923.
140- A M 7 février 1923.
141- A M 14 avril 1924.
142- Quelques remarques ont été formulées par la Compagnie de l'Est, en particulier pour le prolongement de l'égout par un fossé de 0,70 m sur le terrain du chemin de fer et la couverture du fossé aux frais de la ville... Finalement la Compagnie pourrait continuer à déverser "dans la buse modifiée" les eaux des bâtiments et de la cour de la gare, tandis que la ville s'engageait à construire «*un réservoir de chasse permettant de faire à ses frais un nettoyage périodique de l'égout...* » (**A M 28 novembre 1925**) Mais dans cet exemple aussi, le fait que ces eaux s'en allaient dans l'Orne, n'est pas discuté. Pourtant les choses allaient changer.

- Les stations d'épuration:

Cette solution trop facile de rejeter dans la rivière les eaux usées de toute la commune,[143] ne pouvait continuer de convenir pour une population toujours plus nombreuse! D'autant que ces cours d'eau connaissaient en été des étiages importants et que le dépilage des mines allaient accentuer les pertes karstiques du secteur.[145] On ne pouvait non plus continuer d'ignorer les premiers dispositifs de loi sur le rejet dans les rivières. Si la loi d'Hygiène du 5 février 1902, laissait l'initiative des dispositions d'hygiène aux préfets sur leur territoire, la circulaire du Ministre de l'Hygiène, en date du 22 juin 1925, règlementait sur tout le territoire français les dispositifs d'épuration biologique.[146] C'est dans ce cadre règlementaire nouveau que la municipalité de Jarny va tenter d'améliorer les choses à la fin de la décennie. En effet, plusieurs projets de stations d'épuration furent débattus, puis adoptés à la fin des années vingt. Au cours des discussions sur le projet d'assainissement des routes départementales n°1 et n°1 annexe, le deuxième lot mis en adjudication, concernait la construction d'une station d'épuration placée en aval de ces collecteurs.[147] Cette réalisation a été «*mise au concours entre constructeurs spécialisés* »,[148] ce qui permit ensuite au conseil municipal d'étudier avec attention les projets présentés par les sociétés "Hygea-simplex" et la " Société Générale d'Epuration et d'Assainissement", toutes deux spécialisées dans la construction des stations d'épuration.[149] Finalement le marché a été signé avec M. Bernard Bezault administrateur de la " Société Générale d'Epuration et d'Assainissement".[150] Restait à acheter le terrain nécessaire à l'installation de la station d'épuration...La ville traita avec MM.Bernard et Compagnie, propriétaires d'un terrain au lieu dit " Chemin des Ânes", d'une contenance de 27 ares, pour la somme de quinze mille francs .[151] Les propriétaires, représentés par M.Isidore Bernard, habitant Paris, avaient accepté une transaction amiable. Quelques mois plus tard, le 19 avril 1930, l'enquête parcellaire «*pour établir la station d'épuration* » concluait à la déclaration d'utilité publique. Dans ce dossier assez copieux [152], on relève que «*la station sera placée à un niveau supérieur au niveau supérieur à celui des plus fortes crues de la rivière Yron et à 3 m du niveau normal de cette rivière;*» Elle «[serait] *installée selon les prescriptions édictées par le conseil supérieur de l'hygiène de France à la date du 12 juillet 1909 et des prescrip-*

143- Pratique encore en vigueur aujourd'hui dans certains villages des alentours de Jarny.

145- «... en été la plupart des puits sont à sec par suite des travaux effectués par les usines de la région pour l'extraction de minerai de fer.».

146- Dans une note, on apprend que «*presque tous les départements français, à l'exclusion de huit, ont adopté les prescriptions de M. le Ministre de l'Hygiène et les ont faites leurs.* » **(AD M&M WO 1861)**. La Meurthe-et-Moselle en faisait partie.

147- le conseil municipal n'hésitait pas à rappeler l'engagement de placer les habitants riverains des égouts dans l'obligation de relier à ces égouts, la conduite d'évacuation de leurs maisons. Personne ne s'étonnera donc si le premier lot à adjuger concernait les canalisations, les trottoirs et les caniveaux pavés...

148 - A M 14 octobre 1929.

149- A M 15 octobre 1930

150- A M 22 décembre 1930.

151- A M 25 janvier 1930

C'est ce que confirme la délibération votée le mois suivant. Elle rappelait que la construction prochaine d'égouts dans une partie de la ville allait être mise en adjudication... et ajoutait «*qu'il y aura lieu de rechercher le terrain où serait installée la station d'épuration faisant partie du projet...* »Les élus ont alors pensé que le terrain le plus convenable serait celui situé en bordure de la départementale n°1 et la rivière Yron au «*lieu dit "chemin des Ânes" d'une contenance de 27 ares, 14...* » **(A M 27 février 1930)**

152- Les concepteurs affirmaient qu'aucune «*infiltration ne* [pourrait] *se produire,*» ou que «*les bassins et les conduites* [seraient] *d'une parfaite étanchéité et l'épuration des eaux* [serait] *aussi parfaite,*» et qu' «*aucune émanation ne* [pourrait] *se produire;...* »(AM 12 juin 1930) Une dernière modification allait toutefois être apportée à ce projet global d'assainissement de la ville. Il a consisté à remplacer les tubulures de 150 par des regards en maçonnerie et à remplacer les bordures de trottoirs en pierre de Givet par des bordures en granit.A M 7 août 1930.

tions de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique »

- Le fiancement:

Comment la commune allait-elle financer tous ces projets d'assainissement ? Dans un premier temps, les moyens disponibles, seraient pour une part la subvention de 250 000 F du département, et pour une autrepart celle du produit des jeux pour 400 000 F. Resteraient à la charge de la ville 750 000 F qu'il faudrait emprunter.[153] Par la suite, la subvention des fonds du produit des jeux fut portée à 818 000 F.[154] A cette occasion, le conseil municipal remercia chaleureusement les sénateurs Albert Lebrun, et M.Michel. [155] A cette subvention totale de 1 068 000 F , il restait à la commune à emprunter de 332 000 F puisque comme le conseil municipal le rappellait, «*la ville n'avait aucune disponibilité propre.* »[156] Néanmoins la charge serait bien moins élevée que prévu.

- L'aménagement et l'entretien des rivières:

Les rivières qui devaient au départ servir de grand collecteur communal, nécessitaient , malgré leur taille réduite, un entretien régulier. D'ailleurs à l'époque, le curage des rivières était de règle et cela représentait pour les communes des frais importants. Pour éviter l'engorgement des cours d'eau et accélérer l'écoulement, la commune devait débarrasser le lit des branches et troncs, surveiller la végétation des zones humides et des berges envahies qui ralentissaient les eaux. Dans certaines zones des étangs modifiaient complètement l'écoulement tout en jouant un rôle tampon en période de crue. C'est ce rappellait le conseil municipal lorsqu'il décidait que «*le "francardement "de la rivière Yron sur tout le territoire de Jarny est d'une nécessité absolue* ». A cette occasion les élus soulignaient que «*la plupart des prairies, par suite de la stagnation des eaux qui ne peuvent s'écouler, ne produisent plus que des joncs et autres plantes aquatiques n'ayant aucune valeur ... ces prairies qui, avant guerre étaient recherchées des cultivateurs pour les foins qu'elles produisaient en quantité et qualité, vont être délaissées et leur valeur grandement diminuée...au moment des pluies il se produit de nombreuses nappes submergeant toutes les propriétés avoisinantes pendant une longue durée...ces eaux stagnantes aux époques de chaleur constituent un grave danger pour l'hygiène publique...il est impossible aux habitants de certaines fermes de sortir de leurs habitations, les bâtiments étant entourés d'une nappe d'eau rendant les communications très difficiles, ennuyeuses et coûteuses...* »[157] Il fallait donc de trouver des crédits pour procéder au nettoyage des lits des cours d'eau, comme l'évoque par exemple la délibération du conseil municipal concernant le projet de «*curage de l'Yron et du Rougewald...* »[158] Le conseil municipal toujours un peu à court de trésorerie, sollicitait une subvention auprès des services des Régions Libérées. Le sous-secrétaire d'Etat

---

153 - A M 14 octobre 1929.
154- A M 25 janvier 1930.
155- Cette subvention avait déjà été prise en compte lors de la mise au concours de la construction de la station d'épuration. En effet, après que le conseil municipal a voté les dépenses nécessaires pour la construction du réseau d'égouts dans certaines rues de la ville , en relisant les comptes présentés, on s'aperçoit que la dépense de 1 400 000 F , devait être en partie couverte par la subvention du département 250 000 F et par celle du ministère de l'intérieur pour 818 000F.
156- A M 27 février 1930.
157- A M 26 janvier 1925.
158- A M 14 avril 1924.

aux finances, répondit que la nécessité du curage de l'Yron ne résultait pas du fait de la guerre, mais uniquement du fait que ce curage n'avait pas été effectué pendant toute la durée de la guerre. [159] En conséquence, ni crédit ni indemnité en réparation de préjudice, ne furent accordés et la ville de Jarny dut faire réaliser ces curages par une association syndicale regroupant les communes riveraines.

Les abattoirs municipaux.

L'idée d'abattoirs municipaux remontait à l'immédiat après-guerre, mais ce fut au cours d'un conseil tenu en 1924, qu'elle fut plus particulièrement explicitée. Les conseillers rappelèrent à cette occasion que «*... l'autorité municipale a la charge de veiller à la salubrité de la ville et à l'innocuité des denrées alimentaires,...* »Ils développent alors toute une argumentation d'ordre sanitaire, soulignant que «*les tueries particulières installées sur le territoire de la ville ne répondent plus aux besoins pour lesquels elles étaient destinées, qu'elles sont toutes établies au centre de l'agglomération principale, qu'elles sont un foyer d'infection très grave pour la santé publique, ... que ces dangers et l'incommodité qui résultent de la présence des tueries dans les centres populeux doivent provoquer l'intervention de l'autorité publique et rendre nécessaire le transfert de ces foyers d'infection sur un même point de la périphérie urbaine, considérant que l'abattoir est considéré comme un instrument nécessaire à la défense de la santé publique contre la transmission de certaines maladies des hommes et des animaux,*» Ensuite, ils reprennent l'argument souvent évoqué du développement extraordinaire de la cité, déclarant entre autres que «*la ville de Jarny, d'une population aujourd'hui de 6500 habitants, prend une extension continue, dûe à sa situation géographique au nœud de bifurcations de voies ferrées, aux mines de fer installée sur son territoire et à d'autres usines: cartoucherie, station électrique, etc...* »[160] Comme on le constate, malgré une petite exagération de l'importance de la population qui n'atteindra officiellement les 6500 habitants qu'au recensement de 1926, les arguments sanitaires étaient au cœur du débat. En effet, ce projet remontait l'immédiat après guerre.

Dès la reprise de la vie normale, à la fin de l'année 1919, le maire en avait déjà parlé aux autorités, et à quelques maires des communes voisines, en particulier à celui d'Homécourt. Suite à ces premières tractations, le conseil municipal avait nommé une commission pour étudier un avant projet technique et réfléchir au meilleur emplacement. Ensuite le projet traîné un peu en longueur puisque le conseil municipal ne l'aborde plus au cours des deux années suivantes; mais au début de l'année 1923 les élus, reprenant la question, estiment «*urgente la construction d'un abattoir à Jarny* », et que «*la commission désignée* [soit] *chargée de rechercher l'emplacement le plus convenable* »[161] L'implantation d'un bâtiment de cette nature devait répondre à des critères d'éloignement , de commodité , de disponibilité ainsi que du coût du terrain. Plusieurs emplacements proposés furent écar-

159- A M 13 août 1925.
Avant la construction de la station d'épuration, on imagine aisément les difficultés d'évacuation des égouts de la ville et les désagréments engendrés par la stagnation des eaux usées, surtout quand les rivières étaient mal drainées, comme en période estivale.
160-A M 19 janvier 1924.
161- A M 7 février 1923.

tés car jugés d'un prix trop élevé pour la commune.[162] Finalement, le terrain jugé le plus convenable par les élus fut *«celui se trouvant au nord de la ville lieu dit "Grand Friche" section E du plan cadastral »*. La propriétaire, Mme Louise Brion, veuve Goupil, résidait à Paris... Elle accepta de le céder amiablement à la ville pour une somme de 20 000 F ... Le conseil municipal autorisa alors le maire à acquérir un terrain situé au nord-est de Jarny-ville, *«à cinq cents mètre environ de cette importante agglomération et à proximité de la voie ferrée, où pourrait être construit à peu de frais un quai de débarquement pour les bestiaux menés à l'abattoir, ce qui éviterait une traversée très longue, toujous très dangereuse pour les piétons, aux bestiaux destinés à être abattus... »*[163] Finalement, la construction de l'abattoir communal à Jarny , abattoir de première classe, fut autorisée le 26 juillet 1924, comme nous le rappelle un important dossier comportant plusieurs photos du projet, le dossier d'enquête signé de Charles Genot, une carte au 800000°, la liste des bouchers jarnysiens ainsi que la liste des anciennes tueries fonctionnant dans le secteur en 1923.[164]

L'architecte départemental, M. Vial, avait dressé une série de plans que conseil municipal avait approuvés au cours de l'année 1923. Pourtant, les élus jugèrent le devis trop élevé et plusieurs conseillers furent alors chargés de l'étudier et de signaler les économies sur les différents chapitres du projet. L' adjudication fut divisée en deux parties, l'une pour les bâtiments, l'autre pour la partie technique, et ces deux parties furent à leur tour divisées en lots.

La dépense totale (1 029 150F,50) était trop lourde pour la commune. Pour financer son projet, la ville a donc sollicité à nouveau près du ministère une subvention *«aussi élevée que possible... »*[165] Cela ne la dispenserait pas de contracter des emprunts importants comme pour toutes ses autres investissements lourds. Toutefois, exploitant directement les abattoirs, la ville aurait la possibilité d'en tirer des recettes régulières, qui pourraient couvrir en partie les frais de d'où la délibération du conseil municipal du 26 Mars 1925: *«Il y a lieu , avant de fixer les voies et moyens de paiement des annuités pour rembourser l'emprunt qui sera contracté auprès du Crédit foncier de France, de rechercher les recettes que pourra produire annuellement cet établisement »*. Le conseil municipal fixe alors le montant des taxes pour l'abattage (tableaux pages suivantes). Ce tarif a été ensuite entériné par un arrêté du ministre de l'intérieur daté du 15 avril 1924.[166]

A partir de là, il était possible d'évaluer les rentrées d'argent attendues. C'était d'abord la re-

---

162- On retient comme exemple la proposition de l'entreprise Richard qui demandait 100 000F pour 60 ares à la "Côte Brochain" ou celle de M. Félix Grimard qui proposait un terrain situé entre les ponts de chemin de fer sur la route de Labry. La ville a refusé et elle a poursuivi ses recherches. **(A M 2 mai 1923)** L'emplacement retenu pour construire cet abattoir, ***«en vue d'assurer à la ville une bonne hygiène ...»*** a été choisi par les membres de la commission "dite de l'abattoir" en accord et sur les conseils du vétérinaire départemental.

163- La commission en avait rappelé tout l'intérêt dans un document qui sera en partie repris pour présenter le dossier auprès des services de la préfecture. Après avoir rappelé encore une fois que la construction d'un abattoir à Jarny était d'une nécessité absolue, et que la commission municipale avait visité plusieurs emplacements. **(A M 16 juin 1923)** Le conseil municipal a ajouté que le propriétaire consentait à céder le terrain à des conditions très avantageuses, et a en conséquence sollicité de l'administration préfectorale ***«l'autorisation de créer un abattoir à Jarny qui sera géré par la commune elle-même ,»*** **(A M 19 janvier 1924)**

164- AD M&M 5M 163. Nous donnons quelques photos et plans en annexes.

165- A M 19 janvier 1924.

166- A M 7 mai 1924. Le ministère approuvait ***«la délibération du conseil municipal de Jarny décidant de porter de 0,05 à 0,10 le taux de la taxe d'abattage qui sera perçue à l'abattoir»*** Cette décision était dorénavant pour une durée de 30 années à compter du 1er juillet 1925.

devance annuelle payée à la ville, et fixée à 200 F pour les bouchers et à 150 F pour les charcutiers, «*pour remboursement des dépenses occasionnées par le service d'inspection des tueries pour l'année 1924, exercée par M.Beugnet, vétérinaire de Jarny...* »[167] C'étaient surtout les redevances et taxes sur l'abattage proprement dit, établies sur la base d'une fréquentation estimée en fonction de l'abattage réalisé jusqu'alors dans les tueries du Jarnisy. En effet, les bouchers des communes voisines allaient se voir désormais " *dans l'obligation de procéder à l'abattage de leurs animaux livrés à la consommation dans cet abattoir* ». Le tableau suivant, montre le détail des rentrées attendues, sur la base des tueries de l'année 1923 :

Taxes principales		
abattage et visite sanitaire	10 cent. par kilo	0,10F
visite des viandes foraines dites à la main	5 cent. par kilo	0,05F
Taxes secondaires		
séjour des animaux et stabulation		
bœufs, vaches, chevaux	par tête	1,00F
veaux, porcs	par tête	0,50F
moutons ou chèvres	par tête	0,40F
grillage, échaudage, par porc abattu		2,00F
triperie et fourniture eau chaude		
bœufs, vaches, chevaux	par tête	1,20F
veaux	par tête	0,80F
porcs	par tête	0,80F
moutons	par tête	0,40F
location de cases pour les cuirs et les os	par an	60,00F
droits de pesage		
bœufs, vaches, chevaux	par tête	2,00F
veaux, porcs	la pièce	0,80F
moutons	la pièce	0,80F
viandes foraines	par 50 k	0,40F

(A M 19 janvier 1924)

	QUANTITE						POIDS TOTAL						
Noms des bouchers	bœufs	veaux	porcs	moutons	chevaux	vaches	bœufs	veaux	porcs	moutons	chevaux	vaches	Total
MANGIN	164	326	135	210			41000	14670	10800	4200			70 670,00F
BALLAND	180	326	225	125			45000	14670	18000	2500			80 170,00F
MOREL	132	250	136	100			33000	11250	10880	2000			57 130,00F
FRANCAIS			520						41800				41 800,00F
FOSSATI					30	10					5400	2500	7 900,00F
WALTER (Conflans)	180	350	200	150			45000	15750	16000	3000			79 750,00F
LECOURRIER (Conflans)	80	100		100			20000	4500		2000			26 500,00F
Total	736	1352	1216	685	30	10	184000	60840	97480	13700	5400	2500	363 920,00F

(A M le 23 janvier 1924)

L'ensemble du buget prévisionnel fut présenté au conseil municipal le 19 janvier 1924. Les recettes ne suffisaient pas à équilibrer les dépenses. Aussi les élus décidèrent-ils le principe d'une imposition extraordinaire de 30 centimes au principal des quatre contributions directes pour combler le déficit prévu. Compte tenu de la dépense et de l'étalement des rentrées attendues, le paiement des divers travaux, allait prendre un certain temps. A la lecture des délibérations, on relève qu'il a fallu attendre le budget de 1930 encore, pour régler certains travaux présentés par les artisans comme M.Bontemps et même les honoraires de M.Vial architecte. Soit «*12 949,24F et 647,46F respectivement.* »[167] On apprend même que M. Félix Watelet, entrepreneur à Jarny, «*intente un procès à la commune* »[168] pour

167- A M 18 décembre 1923.
168- AM 16 avril 1930.

non respect de ses engagements. Notons aussi que dans les budgets votés par les derniers conseils des années vingt, il n'était pas rare de remarquer que les sommes annoncées primitivement dans le projet, apparaissent comme largement dépassées.

Voies et moyens de paiement de l'abattoir	
devis estimatif	686 808,05F
achat du terrain	20 000,00F
frais d'acquisition	2 500,00F
	709 308,05F
recettes annuelles	
taxes d'abattage 0,1 par kg pour un poids moyen de 363720 kg	36 372,00F
taxe de séjour	800,00F
taxe d'échaudage ou de grillage	2 400,00F
taxe de triperie	3 250,00F
location de cases pour cuirs et os	300,00F
droit de pesage	1 300,00F
	44 422,00F
dépenses annuelles	
vétérinaire	2 500,00F
gardien	2 500,00F
combustibles	3 250,00F
entretien des bâtiments	1 000,00F
entretien des appareils	1 500,00F
	10 750,00F
excédent de recette	**33 672,00F**
annuité au crédit foncier de France	**53 000,00F**
déficit	**-19 328,00F**

(A M 19 janvier 1924)

Pourtant, ce nouveau service municipal d'abattage fonctionna bientôt de façon satisfaisante! Plusieurs employés furent recrutés pour les opérations d'abattage et pour l'entretien des bâtiments. Un préposé receveur et gardien ut aussi nommé. On avait d'abord songé à M.Duren Eugène employé aux mines de Droitaumont, domicilié à Jarny, né à Ennery le 12 mars 1873. Son traitement avait été fixé à 850 F par mois, et le conseil municipal avait fixé à 1 000 F le montant de cautionnement qu'il devrait verser pour garantie.[169] Mais, pour des raisons inconnues, il n' a jamais occupé ce poste. Ce fut M.Alfred Pepos, facteur auxiliaire des postes, à l'époque domicilié à Voinémont par Ceintrey (M&M), né à Germigny le 20 mars 1892, qui fut finalement nommé avec un traitement de 500 F par mois.[170] Quelques mois plus tard on apprend la démission de M.Pepos sans plus d'explication.[171]

Outre le personnel attaché au fonctionnement des locaux, la commune devait supporter les charges de combustible pour le chauffage de l'abattoir. L'adjudication stipulait que ce serait «*de la houille provenant des mines françaises ou des mines de la Sarre* »,[172] formule que nous retrouverons pour chaque fournisseur de combustible à la commune. Il fut également été décidé de procéder à l'installation de l'éclairage électrique à l'abattoir. La ville complèta l'équipement de l'abattoir par l'achat d'une bascule avec double romaine pour le pesage du bétail, force 2000kg.[173]

La distribution de l'électricité et l'éclairage public.

Au lendemain de la guerre de 14-18, un problème urgent se posait: la réfection ou la reconstruction des lignes, presque toutes dégradées par la guerre ou montées à la hâte par l'occupant. Les communes ont alors signé localement des conventions avec le comptoir central d'achats industriels, pour l'établissement des lignes aériennes électriques du secteur.[174]

A Jarny, pour ne pas arranger les choses, le dossier concernant la réfection du réseau électrique communal et qui avait été déposé le 17 mars 1920...s'était ensuite égaré! Le conseil municipal en

169- AM 3 janvier 1929.
170- AM 11 février 1929.
171 et 172- A M 13 juin 1929.
173- AM 12 juin 1930.
174- A M 10 septembre 1920.

l'absence des premiers devis, mais constatant que les travaux de réfection du réseau avaient été exécutés, autorisa le maire «*à mandater d'urgence la somme de 3950, 61F à la Société Energie Eclairage* » [175] Comment aurait-il pû faire autrement?

L'année suivante, le conseil municipal signait un avenant à l'ancienne convention passée pour la distribution d'électricité. Par cet ajout, les élus s'engageaient à accepter les prix approuvés par le service du contrôle. Toutefois l'assemblée municipale ajoutait, quelque peu dépitée, qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de discuter ces prix, «*quoique les trouvant éxagérés...* »[176] Elle demandait que l'avenant comporte une formule visant à établir et à contrôler «*le prix des charbons de la Houve* » et surtout qu'«*en cas de production de courant par moyens plus économiques que le charbon, tels que moteurs à gaz, force hydraulique, etc... les prix soient révisés pour en faire profiter immédiatement la commune.* » [177] Le 26 décembre 1921 un nouvel avenant au cahier des charges pour la concession de la distribution publique d'énergie électrique fut proposé. Le conseil municipal autorisa le maire à le signer, mais en réclamant une diminution de 20% du prix de l'éclairage communal et avec les réserves suivantes: premièrement «*le prix des compteurs devra être diminué dans une proportion notable...* »; ensuite il demandait une «*diminution sur le prix d'installation des branchements...* »; il réclamait des «*écritures de la Société plus claires au point de vue séparation des chiffres haute tension et basse tension afin de faciliter la discussion des tarifs...* »; enfin il souhaitait «*être fixé et renseigné sur les dates et valeurs calculées par le ministre pour le charbon et les salaires afin de pouvoir suivre les variations des tarifs par rapport aux prix pratiqués.* »[178] Notons que la Société Energie Eclairage avait demandé par ailleurs la reconduction de la concession signée avant guerre pour la distribution de gaz à la commune. En août 1922, elle posa la question de savoir si le traité signé le 21 avril 1911 par M. Gadol, maire de la commune à l'époque, allait être exécuté ou si la ville allait en demander la résiliation. La commune s'engagea un peu plus tard à reconduire le contrat et «*à assurer une consommation journalière de 500 m3 de gaz.* »[179]

Plusieurs rapports et délibérations se rapportent à l'usage de la force électrique ou de l'éclairage public. Entre les deux guerres, la distribution d'énergie électrique resta confiée à la Société "Energie Eclairage ", dont le siège central était à Nancy avec une antenne installée à Jarny. A la lecture des textes et documents, il apparaît que les relations entre les élus et cette société, en situation de quasi monopole, furent assez souvent difficiles.

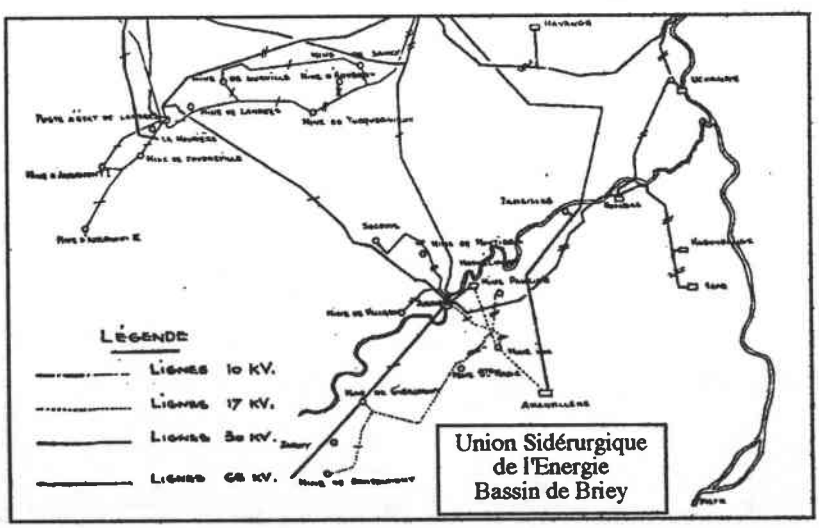
Faute de pouvoir jouer sur la concurrence, la marge de manœuvre des municipalités était étroite et elles devaient bien souvent en passer par les tarifs ou le bon vouloir de la compagnie de Nancy. Pourtant, dans un courrier adréssé à la Société "Energie Eclairage ", daté du 17 mars 1920, on découvre qu'un syndicat de communes était en cours de constitution «*pour le règlement de toutes les questions intéressant l'électricité et en particulier le relèvement des tarifs* .» Le maire d'Audun-

175- A M 10 septembre 1920.
176 et 177- A M 17 mai 1921.
178- A M 26 décembre 1921.
179- A M 9 novembre 1922.

le-Roman (commune du Pays Haut) avait été élu président du comité provisoire mis en place pour la création de ce syndicat. Quel en serait le but? Principalement de discuter les intérêts des communes en face de la Société "Energie Eclairage". La ville de Jarny, solidaire de ses voisines avait donné son assentiment lors de la formation de ce syndicat et désigné MM Bouat et Flacon pour la représenter dans le comité d'administration; elle déclarait «*associer la commune de Jarny aux autres communes desservies par la Société, pour la réalisation de ce syndicat et* [s'engageait]*à créer les ressources suffisantes qui pourront incomber à la commune de Jarny pour le fonctionnement de ce syndicat* »[180].Ce fut, à notre connaissance, la seule tentative timide d'opposer un front uni des municipalités à la situation hégémonique de la "Société Energie Eclairage" .

Peu de temps après ce ferme engagement, la commune autorisait la Société à relever «*provisoirement* » ses tarifs jusqu'à l'établissement de tarifs définitifs approuvés par le syndicat de communes. Pour l'éclairage , le kilowatt passerait à 0,90F au lieu de 0,80, et pour tout autre usage à 0,45F au lieu de 0,40F. De même à 3 F au lieu de 2,50 F «*l'abonnement mensuel forfaitaire pour une lampe de 32 bougies, en attendant la pose de compteurs chez les abonnés qui n'en ont pas encore.* »[181]

D'où la concurrence aurait-elle pu venir? Des industriels des mines, grands consommateurs et grands fournisseurs d'énergie électrique? L'idée avait bien été caressée par quelques uns d'entre eux. On apprend ainsi que la "Société Electrique de la Sidérurgie Lorraine" (S.E.S.L.); avait lancé une enquête sur l'installation éventuelle d'un nouveau réseau électrique, notant que «*les habitants ne pourront que profiter de la concurrence que créera cette nouvelle Société , dans les communes qui n'ont pas encore accordé de monopole,... de plus la Société concessionnaire actuelle se verra dans l'obligation de satisfaire sa clientèle et de donner suite aux réclamations légitimes de ses clients* »[182] Nous sommes bien au cœur de la question. Mais les industriels lorrains pouvaient-ils ajouter à leurs activités celle de "concessionnaire électricien"? Certains d'entre eux ont sérieusement songé à cette diversification.C'était même dans ce but qu'avait été fondée la Société Electrique de la Sidérurgie Lorraine (S.E.S.L.), à laquelle l'Etat avait accordé le statut de concessionnaire. Mais finalement, la S.E.S.L. a limité son activité à l'interconnexion des usines et à l'alimentation des mines. Pourquoi cet abandon? Voici ce qu'un directeur de



180- A M 8 avril 1920.
181- A M 8 avril 1920.
Cet épisode, dont l'issue semblait prévisible en l'absence de concurrence sérieuse, illustre bien les rapports particuliers que les municipalités ont entretenus avec les compagnies privées, lorsqu'elles ne pouvaient, comme pour l'eau, établir entre elles un syndicat intercommunal de production, de distribution et de gestion du service. Jusqu'à l'après deuxième guerre, il en sera ainsi.
182- A M 22 août 1922.

mines en dit après coup: «*Pendant un certain temps, les conditions techniques du fonctionnement du réseau sidérurgique ne permirent pas la distribution au public. Aussi, lorsque la S.E.S.L. eut achevé de réaliser son programme de travaux et résolu les principales difficultés techniques qui s'opposaient à la distribution du courant au public, elle dut écouler ses excédents de production hors Lorraine.* »[183]

Après la reconstruction et la réfection des réseaux anciens, se posa la question de l'acheminement du courant à la périphérie, dans les nouvelles cités notamment avec un premier cas difficile posé par l'électrification du village de Droitaumont. Dès janvier 1923, des pourparlers s'engagèrent entre le maire et la "Société Energie Eclairage" au sujet de l'installation de l'électricité dans cette section de la cité.[184] Dans un courrier du 16 mars 1923, le directeur de la Société, proposa «*une installation de 600 m à 13 000 F du km soit 8450 F plus 10 % de frais soit 9295F* ...» La commune refusa cette proposition, comme trop onéreuse, et contraire à l'avenant signé en décembre 1922.[185] La Société confirma néanmoins son devis mais accepta d'en garder 20% à sa charge. Le conseil municipal en approuva le principe lors de sa séance du 3 août, tout en faisant remarquer que la part de la commune était exagérée, et il demanda au «*service du contrôle des distributions d'énergie électrique de solutionner cette affaire.* »[186] Suite à ces remarques, le subdivisionnaire modifia la proposition de la Société et fixa la dépense restant à la charge de la ville à une somme de 5 976 F; que l'ingénieur du contrôle arrondit à 5 900 F. Le conseil municipal approuva, on l'imagine aisément, le rapport de l'ingénieur du contrôle et chargea ensuite la "Société Energie Eclairage" de faire exécuter dans les plus brefs délais, les travaux d'électrification du hameau de Droitaumont désignés dans le devis.[187] La réponse de la "Société Energie Eclairage" illustre à nouveau le contexte dans lequel les municipalités devaient négocier. Faute d'avoir négocié l'ensemble des travaux d'électrification de la commune, la ville a dû accepter un surcoût important pour ce chantier, comme nous l'expliquons en note.[188] Fina-

---

183- in Actualités industrielles Lorraines n°12 1951.
184- A M 15 janvier 1923.
185- A M 16 juin 1923.
186- A M 3 août 1923..
187- A M 26 septembre 1923.
188- La Société consentait «*seulement et exceptionnellement à un rabais de 10% pour la part de la commune* » Pour une somme de 7427 F, la facture serait ainsi ramenée à 6684,30 F ce qui faisait un excédent de dépense pour la ville de 6684,30F moins 5900 F soit 784,30F. Le conseil municipal montrait dans cette affaire un sens aigu des intérêts de ses administrés en répondant que «*la ville de Jarny, par ses nombreux industriels et ses nombreux commerçants procure à la Société un bénéfice relativement élevé par une consommation très grande* »; il ajoutait que la ville avait «*accordé sans réserve à la "Société Energie Eclairage" et dans toute l'étendue de son territoire la concession de distribution publique d'énergie-éclairage.* » Et pour finir les élus faisaient remarquer qu'il était regrettable, que «*cette Société, quand elle a fait procéder aux travaux de l'électrification de Jarny-Ville et Jarny-Gare, n'a pas cru devoir comprendre dans ces travaux ceux nécessaires à l'électrification du hameau de Droitaumont, qui fait partie de la commune de Jarny...*» Il était certain qu'à cette époque la dépense aurait été moins élevée. Le conseil municipal, regrettant que la Société «*n'ait pas cru devoir accepter les propositions du service du contrôle* », chargeait à nouveau les ingénieurs de ce service «*de vouloir bien intervenir auprès de la "Société Energie Eclairage" et solutionner cette affaire au mieux des intérêts de la commune*» **(A M 16 novembre 1923)** Quelques semaines plus tard, le rapport relatif à l'électrification de Droitaumont dressé par les ingénieurs concluait que la ville pouvait traiter avec "Société Energie Eclairage" pour la somme forfaitaire de 6535,76 F» **(A M 19 janvier 1924)** On coupait la poire... provisoirement, car la Société ajoutait, peu de temps après, une nouvelle clause pour signer le traité avec la commune. Elle faisait remarquer que le montant du devis du 14 avril 1923 avait été établi avec un prix du cuivre à 5 F le kg. En conséquence, la participation de la commune devait être majorée de la différence entre le prix de base, et le prix du cuivre le jour de la notification à la "Société Energie Eclairage" de l'acceptation de la convention par l'autorité préfectorale. (La commune supporterait la hausse qui portait sur le poids du cuivre, soit 4/5 de 450 kg=360 kg!) On imagine le conseil municipal désarçonné par une telle assurance. En février, les élus délibéraient en regrettant à nouveau «*que cette Société n'ait pas cru devoir accepter les propositions de l'administration*» , mais, «*voulant enfin solutionner cette affaire définitivement, et qui traîne en longueur depuis trop longtemps* », ils acceptaient cette dernière clause. **(A M 16 février 1924)**

lement, le traité était signé le 29 février 1924. [189]

Pratiquement tous les autres chantiers devaient susciter des conflits analogues, par exemple lors de la construction d'une «*ligne aérienne électrique de Jarny-Ville, route de Labry, Baraquements de Moulinelle et la pose de quelques lampes sur cette ligne* »[190] De même le projet d'électrification de la rue "impasse de Saulxures", et celui de la rue de Metz.

Signalons, que d'autres réseaux traversent la commune, c'est ainsi qu'en septembre 1924 la Société "Transport d'Energie Electrique de l'Est" offre à la commune, une indemnité dérisoire de 1,50F «*montant des droits de servitude, d'appui de passage et d' abattage, du fait de l'installation dans les biens communaux privés, situés sur le territoire de la commune de Jarny des lignes de transport d'énergie électrique du réseau d'Etat de Landres à Conflans ...*»[191]

L'électricité avait donc été installée partout et les raccords aux particuliers effectués,mais les plaintes concernant les prix de location de ces compteurs électriques et les tarifs ont été constantes. [192] Une première tarification avait été établie le 7 janvier 1922(voir ci-dessus). Une hausse intervint quelques années plus tard: 1,04 F le KWH pour l'éclairage, et 0,71 F le KWH pour tous autres usages»[193] On était déjà loin du tarif annoncé sur ce placard publicitaire du début des années 1920! Il est vrai que le coût de vie avait fortement augmenté entre temps.

Outre la distribution aux particuliers et aux entreprises, la commune avait fait procéder à la réinstallation et à l'amélioration de l'éclairage publique par la "Société Energie Eclairage". Elle avait donné un avis favorable au projet de concession par l'Etat de la distribution d'énergie électrique à la "Société Energie Eclairage". Elle avait en conséquence accepté les prix de vente de l'énergie aux services publics, fixés par le concessionnaire. Un premier devis pour la réfection et l'extension de ce service fut fourni par l'entreprise en 1919; il s'élèvait à 3 117, 65F. Le conseil municipal sollicita alors une subvention auprès des services de l'Etat sous la forme d'une avance sur les dommages de guerre. Il chargea aussi le maire de s'entendre avec la "Compagnie de l'Est" au sujet de l'éclairage public dans les rue des cités de la Compagnie . A la fin de la même année, il demanda encore au directeur de "Société Energie Eclairage", l'installation d'un transformateur d'énergie aux abords de la rue de l'Yron puis, le 17 mars 1920, il autorisa le maire à mandater les sommes nécessaires à la réalisation de ces divers s travaux.

Finalement, bon an mal an, ces installations furent toutes réalisées et la commune parvint à équiper tout le territoire communal, après bien des conflits avec la Société Energie Eclairage. Le conseil municipal protesta à plusieurs reprises contre le mauvais fonctionnement de l'éclairage pu-

---

189- AD M&M WO 1861.
190- A M 26 septembre 1923 - On retrouve les mêmes remarques en 1924 au sujet du devis de la Société Energie Eclairage pour l'électrification de la route de Jarny à Labry «*...devis de 1186 F 50 est trop élevé*» **(A M 19 janvier 1924)** Finalement, le maire était autorisé par son conseil «*à traiter de gré à gré avec Société Energie Eclairage au sujet de l'électrification de la route de Labry...les frais du marché seront à la charge de la commune* » **(A M 16 février 1924)**
191- A M 24 septembre 1924.
192- AD M&M WO 1861
193- A M 13 août 1925 puis A M 12 septembre 1929.

blic communal ; par exemple en 1925 et 1929. La commune dut faire procéder plusieurs fois à l' installation de nouvelles lampes dans différentes parties de la ville pour un coût de 3699,40F. En 1930 encore, le conseil municipal constate que «*depuis très longtemps l'éclairage public communal fonctionne de façon très défectueuse, certaines lampes réparées ne brûlent que quelques heures; depuis le 5 octobre dernier, date à laquelle les rues ont été éclairées, la ville a fait remplacer 28 lampes à ses frais, ce qui entraîne une dépense très élevée* .»[194] En particulier que la ligne dite de Moulinelle fonctionnait très mal; les habitants se plaignaient régulièrement que le réseau «*n'éclaire que par intermittence* ...». La commune protestait contre la mauvaise qualité du réseau , sans que la société réagit véritablement, si l'on en croit le nombre des délibérations relatives à ce sujet après 1930.

L'éclairage des cités de la Compagnie de l'Est donnait aussi quelques soucis aux élus une dernière occasion. Par délibération du 21 juin 1927, la commune s'engager à participer dans la proportion d'un tiers dans les frais d'éclairage public des cités de la Compagnie de l'Est. [195]

L'entretien des bâtiments publics

Sans entrer dans le détail de tous les travaux d'entretien des biens immobiliers de la commune, signalons rapidement quelques uns des dossiers que la commune dut traiter au lendemain de la première guerre. Pour remettre en état, par exemple, la façade de l'Hôtel de Ville, dégradée au cours de la guerre par des inscriptions et des peintures diverses , il en coûta 6362,38 F à la municipalité. Les interventions concernant les équipements , l'achat et l'entretien du mobilier municipal sont assez fréquentes. [196]

De même, la commune, qui avait obtenu avant-guerre l'implantation d'une brigade de gendarmerie en demanda l'extension dès le retour à la paix. Il fallut donc aménager une nouvelle gendarmerie dans les anciens bâtiments de la mairie-école. Le premier devis s' élevait à 19 288,94 F.Les plans furent confiés à M.Radreault, architecte à Jarny.Au début de l'année suivante, le 29 janvier 1921, M. Weyrich, entrepreneur, engagea les travaux. Ils allaient se poursuivre tout au long de l'année 1922. Par la suite, il fallut compléter cet équipement, installer l'électricité et acheter du mobilier. Tout était achevé à la fin de l'année.[197] Par la suite des travaux d'entretien ou d'aménagement durent être entrepris par exemple des travaux de menuiserie réceptionnés le 11 novembre 1928.[198] Viendra

---

194- A M 22 décembre 1930.

195- C'est ainsi qu'elle avait accepté de prendre à sa charge une partie de ces dépenses pour la période de juillet 1928 à avril 1929; une somme de 499, 20F avait ainsi été reversée à la Compagnie de l'Est.
La ville confirmait son engagement de supporter «*régulièrement le tiers des frais d'éclairage des cités de la Compagnie de l'Est* »(A M 26 novembre 1929.) et réglait ainsi sa part d'une facture de 1842,30F pour l'éclairage des cités entre mai 1929 et juillet 1930 soit un remboursement de 614, 10F.(A M 15 octobre 1930) Dans ce cas, les deux parties, en bonne intelligence avaient œuvré pour l'intérêt de l'usager.

196- On ne relèvera, parce que c'est nouveau, que l'épisode du choix d'une machine à écrire pour le secrétariat de la mairie. Un représentant de la maison Japy avait déposé en mairie à titre d'essais une machine à écrire. Le maire reconnaissait «*que cette machine serait utile pour les bureaux de la mairie* »... mais souhaitait prendre des renseignements complémentaires à la préfecture «*au sujet de la résistance et des qualités de cette marque* » **(A M 1 juillet 1922)**.
Finalement, le conseil municipal autorisa le maire à acheter une machine à écrire système Underwood et à traiter avec M.Flacon, commerçant à Jarny «*au mieux de ses intérêts 1500 F environ* » **(A M 5 août 1922)**

197 et 198- AD M&M WO 1861.

plus tard la proposition d'installer l'eau courante, ce qui fut fait en 1930.[199]

Il fallut aussi agrandir le cimetière communal. Dans un chapitre précédent, nous avons décrit comment, l'ancien cimetière proche de l'église, avait été déplacé vers le cimetière militaire de la guerre de 1870. Après la guerre de 1914, d'autres aménagements s'imposèrent ; réparation des murs de clôture puis des portes d'entrée. [200] En effet, la présence de l'occupant avait entraîné des dégradations importantes: «*L'autorité allemande avait fait ériger dans le cimetière un monument très massif contenant des inscriptions allemandes et fait procéder à la démolition d'une partie d'un mur formant clôture ...le conseil municipal estime qu'il y aurait lieu de procéder à la démolition de ce monument ...et à la reconstruction du mur de clôture* »[201] D'autres questions plus délicates se posaient :au cours de la guerre l'armée occupante avait fait inhumer dans le cimetière de Jarny 132 corps de soldats allemands, Or ces tombes occupaient une grande partie, environ la moitié, du nouveau cimetière crée par la ville en 1914. Le conseil municipal envisagea le transfert de ces corps dans un cimetière commun afin de ménager les finances de la ville car l'agrandissement serait très onéreux. Finalement il fut décidé que «*les corps des soldats allemands morts à l'hôpital qu'ils avaient crée à Jarny...seront exhumés...et seront regroupés dans un cimetière spécial allemand...* »[202] Cette mesure était vraisemblablement destinée non seulement à retarder l'extension du cimetière, mais aussi à satisfaire une opinion encore sous l'émotion des années d'épreuve. Par contre, on ramena au cimetière les corps des trois aviateurs français tombés sur le territoire de la commune en septembre 1918 dont les restes avaient été inhumés dans un cimetière annexe crée par les Allemands. Le conseil décida qu'ils seraient réinhumés dans une concession offerte gratuitement par la ville et se trouvant près de celles des enfants de Jarny "morts au champ d'honneur ".[203]

La fréquentation du cimetière était règlementée; il était traditionnellement ouvert au public les jeudi et dimanche de chaque semaine.

En novembre 1927, le conseil municipal mit à l'étude un nouveau projet de règlement. Les 56 articles du nouveau règlement relatifs aux concessions, aux tarifs, à la fréquentation et à l'entretien des tombes, furent approuvés le 14 avril 1924. En Outre, le conseil fit dresser par un géomètre le plan de tout le cimetière, et confia l'entretien des allées à M.Thomas, le fossoyeur.[204] Enfin on installa une pompe dans le cimetière afin que les familles puissent disposer d'eau au moment de refleurir les tombes.(1924)

Dans le même esprit, on décida l'ériger un monument aux morts de la Grande Guerre. Dès l'été 1920 des pourparlers furent engagés avec M.Blandin résidant à Paris, pour l'achat d'un terrain

199- A M 16 mai 1929. La proposition était accompagnée d'une demande soumise à l'approbation du Conseil Général . L'année suivante le conseil municipal reformulait sa demande «*d'installer l'eau aux frais du département dans les logements de la caserne de gendarmerie de Jarny* .» (AM 16 avril 1930).
En définitive, l'installation de l'eau potable a été confiée à M. Jean Beunier, entrepreneur à Jarny; son devis de 1 660F était semble-t-il le plus avantageux parmi ceux de tous les pétitionnaires.(A M 7 août 1930)
200- A M 10 juillet 1920.
201- A M 14 avril 1924.
202- A M 14 avril 1924.
203- A M 14 avril 1924.
204- A M 16 novembre 1923.

susceptible de l'accueillir. L'acte fut passé le 10 septembre 1920, pour le prix de 30 000 francs. [205] Le vendeur posa toutefois quelques conditions : le square et la place devraient porter le nom de "Toussaint-Bertrand"; et la rue à créer dans le "Grand Colmier" devrait comporter une sortie à voiture sur la place. Le conseil accepta toutes ces conditions, dans sa séance du 10 septembre 1920. La construction du monument fût l'œuvre conjointe de la commune et d'une association dont M.Leicknam, directeur des Mines de Droitaumont, était le président. En tant que représentant du "comité d'érection du monument aux morts pour la patrie" celui-ci fit savoir à la mairie que son association possédait un reliquat s'élevant à 836,70F et proposa «*d'en faire don à la commune pour l'entretien du monument* »[206] Par la suite, l'entretien de cet emplacement devenu, pour tous les Jarnysiens, le square "Toussaint", allait incomber à la commune.

Enfin, il fallut restaurer l'église, qui avait été incendiée au cours des premiers jours de la guerre : le clocher nécessitait une totale réfection comme le montrent les photographies de l'époque. Sa restauration avait été prévue au cours de l'été de 1921. A cet effet la municipalité s'était rapprochée de la Coopérative diocésaine de reconstruction des églises dévastées (dans laquelle l'abbé Thouvenin a joué un rôle essentiel); mais cette association ne pouvait prendre en charge des travaux aussi coûteux, et la réalisation ne fut pas aussi rapide que les élus l'avaient espéré. Dans un premier temps, le conseil municipal approuva les plans et devis de réfection du clocher, qui allait coûter environ 157 500F. [207] Sur cette base, M.Dupéroux, entrepreneur à Montauville s'engagea à exécuter les travaux de reconstruction du clocher de Jarny conformément aux plans et devis dressés par M.Vial.[208] Pourtant l'opération prit du retard. Le conseil dut autoriser «*M. Dupéroux de sous-traiter tous les travaux de couverture et de zinguerie à MM Fernbach et Mandleur...* »[209] Puis, devant la défaillance de l'entreprise, il décida que le marché passé avec M.Dupéroux serait dorénavant confié à MM. Da Rin frères domiciliés à Novéant . [210] Les travaux ne furent terminés qu'à la fin de l'année 1924. Entre temps, la réfection des fenêtres de l'église avait été effectuée par M.Daumail pour un montant de 669,16 F.[211]

Avant la guerre s'était déjà posé le problème du remplacement des cloches. Un emprunt par émission de bons de 25 F, sans intérêt, et remboursables sur les dommages de guerre, fut lancé. Ces bons, non négociables étaient remboursables dans un délai de 2 ans.[212] Comme les fonds recueillis ne suffirent pas à couvrir la dépense, la ville dut compléter par un emprunt de 430 000 F «*rembour-*

205- C'est ce que rappelle la lettre de Charles Génot à son conseil : «*comme suite à nos récents entretiens et à la correspondance échangée avec MM.Blandin, héritiers de Madame Toussaint, j'ai l'honneur de vous confirmer que MM.Blandin sont disposés à vendre à la commune de Jarny le jardin dit "Grand Colmier" donnant sur la grande rue avec le parc boisé qui se trouve au fond du jardin, une bande de 8 m de largeur sur toute sa longueur au sud de la pièce aboutissant sur ledit jardin...la première pièce étant destinée à la création d'une place pour le monuments aux morts de la guerre et pour l'organisation d'un square...* » **(AD M&M WO 1861)**
Nous évoquerons les squares un peu plus loin. Pour l'aménagement de ce square, la ville avait décidé la plantation d'arbres en octobre 1922 et s'était adressée à la maison Simon à Metz pour «*l'achat des fournitures en plantes et arbustes* » **(A M 12 septembre 1922)**
206- A M 22 août 1922.
207- A M 9 juin 1922.
208- A M 5 août 1922.
209- A M 16 novembre 1923.
210- A M 16 février 1924.
211- A M 27 janvier 1922.
212- A M 9 juin 1922.

sable sans intérêts pour le paiement de l'achat des 4 cloches qui sont installées ».Elle demanda aussi une avance sur les dommages de guerre. [213] Il semble qu'elle ait été entendue, puisque la question du financement des cloches n'est plus évoquée dans les conseils suivants. Enfin, il faut signaler, les travaux de réfection à l'école des filles servant encore de presbytère pour lesquels elle demanda à l'administration une avance de 23 440,48F pour réparer ces dégâts.[214]

Avant de clore ce chapitre, rappelons que, la commune devait payer des sommes importantes pour l'assurance des biens communaux. Le décompte annuel de ces frais d'assurance, nous donne l'occasion de dresser un état succinct du patrimoine communal au début des années vingt :[215]

1	sur bâtiments de l'église, sacristie, vitraux, tribune	200 000,00F
2	sur la maison du bureau de poste	100 000,00F
3	sur un bâtiment servant de fournil	4 500,00F
4	sur un bâtiment à usage d'habitation avec écurie	100 000,00F
5	sur un bâtiment à usage de presbytère	100 000,00F
6	sur un bâtiment servant d'atelier de menuiserie	5 000,00F
7	sur un bâtiment servant de remise de pompes	5 000,00F
8	sur un bâtiment à usage d'habitation	20 000,00F
9	sur un bâtiment servant d'écurie	2 500,00F
10	sur un bâtiment à usage de caserne de gendarmerie	70 000,00F
11	sur deux pompes à incendie	12 000,00F
12	sur le maître d'autel et autres	18 000,00F
13	sur les orgues et cage	15 000,00F
14	sur le mobilier de l'église et ornements	50 000,00F
15	sur le clocher	200 000,00F
16	sur les cloches et accessoires	45 000,00F
17	sur l'horloge	10 000,00F
18	sur le mobilier de la mairie	25 000,00F
19	recours des voisins	40 000,00F
20	recours des voisins	8 000,00F
21	recours des voisins	40 000,00F
22	recours des voisins	15 000,00F
23	recours des voisins	20 000,00F
	Total	1 105 000,00F

Ces assurances avaient été souscrites auprès de trois compagnies, "Soleil", "Union" et "Phénix", qui offraient une garantie spéciale pour le risque de foudre et une bonification de 20 % accordée aux établissements publics et religieux.[216] Au début des années trente, à l'assurance des bâtiments communaux, des écoles et des autres biens communaux, comme l'église et son mobilier, allait s'ajouter l'assurance de l'école d'apprentissage qui accueillait une trentaine d'élèves.[217]

Les écoles publiques.

Avec l'augmentation massive de la population jarnysienne, la ville devait accueillir des élèves en nombre toujours croissant. Il fallut donc, mettre en chantier des constructions nouvelles, élargir les bâtiments existants et loger un personnel enseignant, lui aussi plus nombreux. Ce fut, pour les élus, une préoccupation constante, presque obsessionnelle, tant les projets de construction ou d'en-

213 -Entrevue Préfet à Jarny le A M 14 juillet 1923.
214- A M 12 août 1920
215 et 216- A M 7 mai 1924.
217- AD M&M WO 1866.

tretien, leur financement, leur report, ont suscité, de façon quasi permanente, des débats, des courriers et des visites auprès de l'administration académique et des services de la préfecture.

En voici deux exemples aussitôt après la guerre : Le conseil municipal décida dès le 14 mai 1920, de louer une maison de 4 pièces avec rez-de-chaussée, grenier et cave, buanderie, et deux carrés de jardin ,[218] moyennant un loyer mensuel s'élevait à 50 F, pour loger les deux institutrices qui allaient diriger les deux classes enfantines en passe d'être installées à la gare. Toujours dans l'urgence, une cantine scolaire fut établie à l'école. Le conseil fixa à 1,50F le prix du repas (sans pain).[219]

De même, constatant que l'âge d'admission des élèves dans les écoles de la ville avait été fixé à 5 ans et estimant «*...que le nombre d'enfants âgés de 3 à 5 ans est très élevé à Jarny et que la plupart de ces jeunes enfants qui s'amusent dans les rues sont exposés à beaucoup de dangers* ...» le conseil décida de mettre en place une garderie d'enfants. [220] Elle fut installée dans une salle du groupe scolaire de la ville, là où étaient rangés autrefois les appareils de gymnastique servant à la préparation militaire...Mme Solnon percevrait 150 F par mois et Mme Chantrein 120 F, «*pour traitement de surveillantes de la garderie* .» [221] Melle Fournier serait nommée «*adjointe à la directrice chargée de la surveillance des enfants fréquentant la garderie.* »[222] Quelques années plus tard, la classe enfantine installée au groupe scolaire "Jules Ferry" atteignant son maximum d'effectif. La commune demanda la création d'une deuxième classe enfantine.[223]

Comme on l'a vu dans la partie précédente, le groupe scolaire construit à la veille de la guerre derrière la nouvelle mairie avait été inauguré juste avant l'occupation. Il servit ensuite de" lazaret" pour les soldats allemands et le chauffage central , abîmé pendant la guerre, nécessitait des travaux de réparation importants. Une première série de réparations a été menée au cours de l'année 1921. [224] Ces premiers travaux seront suivis, quelques années plus tard [225], de l'installation de deux chaudiè-

---

218- A M 14 mai 1920 .
219- 25 septembre 1920.
220 - La municipalité ajoutait, signe des temps, que de nombreuses mères de famille pourraient ainsi «*s'occuper à des travaux lucratifs si ces enfants étaient gardés pendant quelques heures par jour* » A M 10 septembre 1924.
221- A M 5 novembre 1924.
222- A M 6 novembre 1925.
223- A M 13 juin 1929. - Un premier devis de M. Willemain, entrepreneur demeurant 82 rue Charles III à Nancy, estimait les travaux préparatoires du chauffage central du groupe scolaire «*au prix forfaitaire de 3 000 F* » **(A M 8 avril 1920)**. L'entrepreneur ajoutait que «*aussitôt que l'avancement des travaux le permettra, un devis descriptif et estimatif des travaux complémentaires ainsi que les fonds nécessaires à la réparation intégrale du dispositif sera établi* » **(id)** Finalement le devis de réfection s'élevait à 28892 F que le conseil municipal décidait de prélever sur les 200000 F inscrits à l' article 115 du «*budget primitif*» **(A M 16 juin 1920)** Tout n'allait pas être refait. Ainsi les tuyaux d'alimentation du chauffage central des écoles ne seront pas calorifugés par la Société Villemain, «*le prix étant absolument trop élevé* » aux yeux de la mairie. **(A M 9 novembre 1920)** Par contre le renouvellement prévu des chaudières était maintenu. Le 11 février 1921, le remplacement des chaudières pour une puissance de 194000 calories à fournir était accepté. **(AD M&M WO 1854)**Le problème de la réfection de la première chaudière s'était posé assez vite puisqu'elle avait été détériorée «*par suite de l'eau trop calcaire employée pour son alimentation* » . Cette réparation d'urgence avait été estimée à 3294, 80F» **(A M 7 février 1923)**
224- **AD M&M WO 1854**
225- A M 28 novembre 1925. Pour rester dans ce domaine notons, qu'à la fin des années vingt, la commune a soumis à adjudication publique la fourniture de combustible de chauffage pour ses écoles. Dans sa délibération, la commune précisait que le groupe scolaire Jules Ferry et le groupe Alfred Mézières commanderait «*des grains de charbon maigre de 15/20 et proviendra des mines de Thévensel Nord ou de mines françaises produisant du charbon similaire* » **(A M 13 juin 1929)** On notera la clause de préférence nationale de l'adjudication, très caractéristique de cette période où la guerre commerciale trouve aussi son expression dans les marchés publiques (cf plus haut pour l'abattoir) . Ces commandes avaient été ensuite répétées chaque année. En 1930, la ville passait encore commande de 60 tonnes de charbon, précisant que l'adjudicataire devait prévenir le maire de l'arrivage avant le déchargement afin qu'un agent se rende en gare «*pour vérifier que ce charbon est arrivé dans de bonnes conditions, vérifier sa provenance et le tonnage...*» **(AM 16 avril 1930)**. Pour le groupe scolaire Jules Ferry la commande s'élevait pour sa part à 40 Tonnes du même charbon.

res pour le «*chauffage de l'école de Jarny ville* » selon la proposition arrêtée auparavant. Pourtant plusieurs travaux de réfection prévus dans le groupe scolaire de la ville allaient connaître un fâcheux contretemps avec la disparition de l'entreprise Richard. Finalement, le conseil municipal avait autorisé le maire à passer un traité de gré à gré avec M. Sinturel, entrepreneur à Jarny, pour l'achèvement des travaux.[226] Un peu plus tard viendront les travaux de remise en état de la terrasse du groupe scolaire Alfred Mézières, dont le montant avait été estimé à 21307,15 F.[227]

Entre temps le conseil municipal avait décidé que la lumière électrique serait installée dans le groupe scolaire,[228] et qu'il faudrait procéder au déplacement des WC de l'école des garçons pour les mettre à l'extrémité orientale du bâtiment. [229] Il précisait que l'accès se ferait par le couloir. Un peu plus tard, on apprend que le maire a demandé «*à M.Bertrand de procéder à la démolition du pigeonnier qu'il a fait construire sans autorisation sur la terrasse du groupe scolaire, côté garçons* .»[230] Enfin au cours de la même séance, le conseil municipal proposait d'aménager une buanderie dans le groupe scolaire à l'emplacement «*des bains douches installés par les Allemands.* »[231]

Enfin, pour l'entretien courant des bâtiments, la commune avait nommé M.Anatole Petitjean. Né à Cramant (51) le 8 novembre 1873, domicilié à Jarny, il allait occuper le poste d'aide-manœuvre au groupe scolaire Alfred Mézières pendant plusieurs années.[232]

Les capacités d'accueil de l'ancienne école du centre ville, se sont assez vite révélées insuffisantes. En 1929, on décida d'aménager deux classes dans l'extrémité des préaux du groupe scolaire Alfred Mézières. [233] Pourtant ces travaux ne furent entrepris que tardivement, puisqu'encore le 11 mars 1931, de nouvelles adjudications étaient encore été envisagées pour la construction de ces deux classes dans les préaux d'Alfred Mézières.

Outre l'aménagement de classes dans les préaux, il fallut envisager d'agrandir le groupe scolaire du centre ville et donc d'acheter des terrains. Des contacts furent pris avec Mme Goupil propriétaire d'un terrain en bordure de ce groupe scolaire.[234] Lors de l'enquête sur le projet d'agrandissement de l'école Alfred Mézières un seul avis contraire se manifeste : celui d'un propriétaire riverain. On ne s'y arrêta pas: après avoir rappelé la situation difficile du groupe scolaire, et compte tenu que «*Jarny, partie centrale où est installé le groupe scolaire, prend une extension de plus en plus grande, que les classes sont de plus en plus surchargées, certaines avaient un effectif de 80 à 85 élèves* ...» , le conseil municipal déclara qu'il y avait nécessité urgente d'agrandir l'école, [235] en préci-

226- Ces travaux se chiffraient à 8600 F et comme le conseil municipal le soulignait, «*ces travaux très urgents* [étaient] *nécessaires à la bonne marche des études.* » **(A M 26 septembre 1923)**
227- AM 1 juillet 1930.
228- A M 14 mai 1920.
229- A M 9 juin 1922.
230 et 231- A M 16 novembre 1923.
232- A M 16 septembre 1929.
233- En effet, le conseil municipal avait fait remarquer que le nombre de classes était insuffisant par suite de l'augmentation de la population scolaire et il ajoutait que «*toutes ces classes sont surchargées* » et qu' à la rentrée «*un nombre élevé de jeunes enfants vont être présentés pour fréquenter ces classes...* » Or il semblait possible de transformer une partie des préaux en salles de classes «*sans nuire au bon fonctionnement des services.* » Le conseil municipal a demandé qu'un projet soit étudie, il en a ensuite approuvé les plans avant d'autoriser le maire «*à procéder à une adjudication publique pour une dépense totale de 30450 f* » **(A M 17 juillet 1929)**
234- A M 25 janvier 1930.
235- A M 7 août 1930.

sant que cet agrandissement ne pourrait se faire que du côté nord sur des terrains de culture, car au sud et à l'ouest le groupe était bordé par des propriétés bâties et à l'Est par une voie publique.

Sur le plan pédagogique, signalons une lettre de l'inspecteur d'académie datée du 14 juin 1920, et relative à une demande de concession: «*premièrement d'outillage pour l'organisation de l'enseignement du travail manuel (bois et fer) à l'école des garçons de Jarny; deuxièmement de matériel pour l'enseignement ménager à l'école de filles...* »; de même, en 1922, une requête plutôt moderne: la municipalité fait (vainement) la demande d'un appareil cinématographique pour les écoles, appareil «*rendant de nombreux services aux maîtres et aux élèves* .»[236] Une nouvelle demande formulée cinq ans plus tard semble avoir abouti puisqu'on apprend que le ministère de l'Instruction Publique a mis à la disposition de la ville une somme de mille francs, «*participation de l'Etat dans l'achat d'un appareil cinématographique au groupe scolaire Alfred Mézières* .»[237] Toujours sur le plan de l'équipement scolaire, la ville demanda un devis à M.Bouriquet, entrepreneur à Jarny, pour des travaux d'aménagement «*d'un atelier pour le bois et de la garderie dans l'ancienne salle de gymnastique, ainsi que la réfection de la marquise du couloir qui sépare le préau des classes.* »[238]

Malgré les aménagements et les travaux d'entretien ou d'extension de l'ancienne école, il était rapidement devenu évident que sa capacité d'accueil allait vite devenir insuffisante. Dès la séance du 9 janvier 1920, le conseil municipal s'adresse donc à l'administration pour doter la ville de nouveaux locaux susceptibles d'accueillir tous les enfants d'âge scolaire. Le tableau ci-contre montre que dans ce quartier le nombre élevé des enfants scolarisables selon l'âge légal, n'allait pas cesser d'augmenter, passant de 282 (1921) à 461 (1931).

La scolarisation dans le quartier de la gare

	Français		Etrangers		Total		Total
1921	F	G	F	G	F	G	
Nombre	128	121	10	23	138	144	282
%	45,4	42,9	3,5	8,2	48,9	51,1	100
1931	F	G	F	G	F	G	
Nombre	216	223	13	9	229	232	461
%	46,9	48,4	2,8	2,0	49,7	50,3	100
Multiplié par	1,69	1,84	1,30	0,39	1,66	1,61	1,63

Et, faute de locaux capables d'accueillir aussitôt ces enfants, la ville demanda dans un premier temps[239] de faire ériger «*aux frais des Régions Libérées les baraques nécessaires pour l'in-*

236- A M 16 juin 1925.
237- AM 16 avril 1930.
238- A M 10 septembre 1924.
239- Proposition d'attente, qui n'empêchait pas les élus de travailler au projet de construction d'un nouveau groupe scolaire. Pour cela, la ville allait engager des discussions dans le but d'acheter des terrains dans le quartier de la gare. Le 13 février 1920, on apprend par un courrier que M.Bernard, propriétaire dans ce secteur de la cité, demandait à la ville de reporter au 10 mars sa réponse au sujet des terrains que la commune avait l'intention de lui acheter pour construire les écoles de la gare. Le conseil municipal avait en effet autorisé le maire à prospecter pour le compte de la commune et de rechercher les terrains nécessaires à la construction des futures écoles futures du quartier. Les terrains retenus appartenaient en partie à la Société Foncière de Conflans-Jarny (Société dont nous avons en partie retracé l'histoire dans la première partie de cette étude) . Ces lots d'une contenance de 35 a 40 ares étaient estimés au prix de 800 F l'are...Le conseil municipal pensait qu'avec cette acquisition, «*la commune deviendrait propriétaire de moitié du terrain des rues avoisinantes et n'aurait rien à rembourser pour les travaux de voirie (empierrements, caniveaux, bordures de trottoirs, égouts) qui ont été partiellement exécutés* » **(A M 8 avril 1920)** Mais les terrains que la municipalité voulait acheter à la Société Foncière n'étaient pas assez étendus. Le conseil municipal a dû autoriser le maire à acquérir deux lots de terrains supplémentaires auprès de la Société Foncière; ces derniers couvraient environ 8 ares et étaient situés à l'ouest des premiers **(A M 10 juillet 1920)** Peu de temps avant, le 11 avril 1920, l'inspection primaire s'était rendue sur place pour juger de la situation et pour donner son avis sur ce projet d'école dans le quartier de la gare;...elle en avait admis le principe, à la condition d'interdire tout établissement bruyant, malsain ou dangereux dans un voisinage de 200 m au moins; l'inspecteur ajoutait dans sa note: «*sous cette réserve j'estime qu'il y a lieu d'approuver le projet* » **(AD M&M WO 1855 b)** Les projets ne règlent toutefois pas les questions immédiates et la mairie pousse à la construction de classes provisoires dans le quartier de la gare avec le concours du service des Régions Libérées. **(A M 16 juin 1920)** Ce fût le projet évoqué plus haut, d'installation de baraquements en bois récupérés dans ce service des Régions Libérées.

stallation de 4 classes au quartier de la gare .» Il s'agissait de baraquements en planches dont plusieurs témoins se souviennent encore. La municipalité ajoutait qu'en raison de sa mauvaise situation financière, le mobilier scolaire devrait lui être fourni gratuitement. Ces constructions allaient laisser un souvenir plutôt tragicomique dans la mémoire des gens. Leur édification tarda, et elles se révélèrent bientôt insuffisantes. Il fallut prendre, en attendant, des mesures transitoires comme celle d'alléger les effectifs des classes provisoires...Ainsi, le 20 octobre 1921, il fut décidé que 15 élèves qui sont actuellement à l'école de Jarny-Gare pourront fréquenter l'école de Jarny ville à partir du vendredi 21 octobre. Par la suite on dut chercher d'autres solutions de fortune. Quelques années plus tard, selon la commission municipale, les baraques en bois étaient dans un tel état de vétusté qu'elles constituaient pour les élèves et les maîtres un sérieux danger. En attendant que le groupe scolaire de la gare fût érigé définitivement, il fallut chercher des bâtiments capables d'héberger des salles de cours dans le quartier de la gare, «*les locaux affectés aux salles de classe de la gare ne répondant plus aux besoins pour lesquels ils étaient destinés* »[240] M.Frot, de Fresnes-en-Woëvre demandait, pour la location de l'immeuble qu'il possédait rue des cités, un loyer de 10 000 F par an. La municipalité trouvant ce prix excessif et les recherches demeurant infructueuses, la décision fut prise de réparer les baraquements en bois et d' y installer deux poëles.[241]

Trois ans plus tard, la commune cherchait à acquérir l'hôtel Cordier en face de la gare [242] pour y installer des classes provisoires. On en étudia les plans avec soin. Les vendeurs hésitaient cependant et il a fallu attendre le 12 novembre 1928, pour la signature d'une promesse de vente de l'hôtel soit signée![243] C'était trop tard, le projet ne dépassera pas ce stade.

Ainsi la commune se trouvait dans une situation difficile. La nécessité d'un groupe scolaire supplémentaire se faisait de plus en plus cruellement sentir. L'idée de construire un autre groupe scolaire remontait à la veille de la guerre, ce projet reformulé et argumenté, fût repris dans une délibération de 1923. Le 26 septembre de cette année, le maire soumit au conseil municipal les plans et devis du futur groupe scolaire de la gare; qui avaient, une fois de plus, été dressés par M.Vial. Le maire rappela au conseil que dès 1913, l'assemblée municipale avait reconnu l'urgence d'une construction d'école dans le quartier de la gare. On en avait déjà dressé plans et devis, et seule la guerre en avait empêché la réalisation. Le maire rappela ensuite que: «*la municipalité avait fait installer provisoirement deux baraques en bois où sont réunis une centaine d'élèves (les plus jeunes du quartier de la gare) que ces baraques, malgré toutes les réparations qui ont été faites, tombent en vétusté, que ce quartier prend une extension très forte (le Compagnie de l'Est faisant bâtir actuellement 80 maisons d'habitations et de nombreux propriétaires font également procéder à des travaux de constructions nouvelles), que les autres quartiers de la ville se développent dans la même proportion, que toutes les classes du groupe scolaire de Jarny-ville sont surchargées , qu'actuellement il y a affluence sur tout le territoire de la commune, qu'il y a donc urgence à faire procéder à l'édification du groupe*

240- A M 13 août 1925.
241- A M 24 septembre 1925.
242-AD M&M WO 1866.
243- AD M&M WO 1855a.

scolaire projeté, que ce groupe doit comprendre 4 classes garçons et 4 classes filles ...» [244] Cependant; le conseil devait tenir compte des charges financières de la ville; celle-ci avait engagé de nombreuses dépenses urgentes (construction d'une amenée d'eau et d'un abattoir) , et le budget communal était déjà très chargé. Aussi, le conseil considérant que la population allait déjà supporter pendant de nombreuses années «*165 centimes additionnels*» a décidé, «*afin de ne pas trop grever les contribuables*» de ne réaliser qu'une partie du projet, soit 2 classes de garçons et 2 classes de filles et 2 logements pour les instituteurs . La municipalité sollicita de l'administration la subvention à laquelle la ville avait droit conformément au décret du 8 juillet 1923 et à la loi de finances du 20 juillet 1920. Elle demanda au Conseil Général de classer la demande de la ville dans un rang qui lui permette de pouvoir réaliser son projet en urgence.

L'idée d'acquérir un terrain près de la gare avait été retenue par le conseil municipal dès le 8 avril 1921.[245] Le 15 juin 1921, les élus se sont penchés sur un plan du quartier [246] et le 27 janvier 1922, l'implantation des écoles de la gare avait été confirmée.[247] Au début de l'année suivante, les élus, demandaient que l'on procède à la réalisation définitive des «*plans et devis pour la construction d'une école...avec logements à la gare* »[248] Les plans furent approuvés par le conseil municipal du 2 mai 1923, qui s'engagea pour la création à la gare d'un groupe scolaire de 8 classes avec logements pour les maîtres et annexes nécessaires et confia la réalisation de cette construction à M. Vial. Les élus ajoutaient dès lors avec prudence que «*l'état des finances ne permettant pas de faire procéder à l'exécution de tout ce projet*» et ils décidaient «*qu'une partie seulement sera réalisée immédiatement, soit 3 classes, 1 pavillon pour logement du personnel et annexes. Cette construction sera faite sur la partie est du terrain , de façon que les baraques puissent être utilisées jusqu'à l'installation finale des 3 classes.* »[249]

Restait à régler le problème de l'achat des terrains. Avant guerre, l'achat des terrains du quartier de la gare avait donné lieu à une spéculation limitée quant à l'ampleur des terrains, mais acharnée quant au découpage et au renchérissement des lots. Ce fut encore à la Société Foncière que la commune acheta après guerre des «*lots supplémentaires comprenant 10 ares environ et contigus à 800 F l'are* »[250] On sent bien que la spéculation des années 1910-1913 était retombée. Jarny n'était plus la ville d'avenir que chacun se plaisait à décrire avant guerre. Pour diverses raisons, dont le retour de la Moselle à la France n'était pas le moindre, l'élan était retombé et les vendeurs de terrains avaient réduit leurs prétentions. Les espoirs déçus, voire les difficultés de certains propriétaires mettaient la mairie en meilleure position, en particulier vis-à-vis de la Société Foncière ou plutôt de M.Bergeret liquidateur de cette Société. Les terrains acquis ne devaient pas servir exclusivement à la

244- A M 26 septembre 1923.
245- AD M&M WO 1855a.
246- AD M&M WO 1854.
247- AD M&M WO 1861.
248- A M 15 janvier 1923 - Le choix des architectes s'était, nous l'avons vu, à nouveau porté sur M.Vial. C'est en lisant les comptes rendus de l'appel d'offre que nous découvrons que M.Toussaint de Nancy , architecte du projet de 1913, était décédé pendant la guerre. **(A M 7 février 1923)**.
249- A M 2 mai 1923
250- A M 2 mai 1923.

construction de la nouvelle école. Il fallait en aménager les abords. La commune avait ajouté à ces projets en cours la construction d'une place publique, et la pose d'une conduite de gaz. Elle vota les crédits pour toutes ces dépenses; et ce fut l' agent voyer communal qui fut ensuite chargé de dresser les plans et devis de la construction d'une rue aux abords du groupe scolaire de la gare. Cela correspondait aux conditions du liquidateur de la Société Foncière: ce dernier consentait à abandonner à la ville à titre gratuit 4 lots du lotissement portant les n° 60, 61, 76 et 77, soit environ 20 ares, à condition que la commune fît exécuter à ses frais la totalité des rues, «*y compris la construction d'un égout collecteur et éventuellement des conduites d'eau, gaz et d'électricité; les frais de construction de trottoirs, demi caniveaux pavés ne seraient à la charge de la ville que pour la partie bordant ses terrains...* »[251] Dans un premier temps, seuls les travaux de fouilles et hérissages furent entrepris pour la construction d'une voie nouvelle, d'autant plus urgente que «*la seule voie à proximité ...est une voie privée en très mauvais état...* »[252] L'ensemble des travaux représentait une charge élevée pour la municipalité,qui, faute de moyens, dut couper son projet en tranches. Elle put le faire pour les bâtiments scolaires, mais c'était plus difficile de fractionner les aménagements routiers et les diverses conduites à poser. Pour les riverains, ces aménagements valorisaient les lots, et les rues nouvelles allaient assez vite desservir de nouveaux bâtiments d'habitation.

Le premier devis des travaux se chiffrait à 511107,19 F . La commune décida de faire un nouvel emprunt au "Crédit Foncier de France" sur une durée de 30 années , ce qui produirait "une annuité de 38077,48 F". Pour la couvrir, elle avait sollicité de l'administration une «*subvention du trésor par annuités*» , et s'était engagée à voter le nombre de centimes communaux additionnels nécessaires pour payer ces annuités .[253] Outre le concours habituel et légal de l'Etat, la commune a cherché à trouver des financements par l'achat désormais classique de dommages de guerre. Le montant maximum des dommages pour cette opération s'élevait à 106 586F. [254] L'année suivante, le conseil annula la deuxième partie de la délibération du 16 novembre 1923 concernant le montage financier et vota finalement un crédit de 548 290,65 F, correspondant au montant des travaux, soldés avec les dommages de guerre.[255] Une première rencontre avec les entre-

RECETTES AFFERENTES AU PAIEMENT DES TRAVAUX			
DU GROUPE SCOLAIRE Jules FERRY			
1°	Dommages de guerre	JACQUES	229 169,17F
2°	Dommages de guerre	COLLIGNON	191 170,00F
3°	Dommages de guerre	DURY	67 906,00F
4°	Dommages de guerre	FRANCOIS	60 662,00F
			548 907,17F
DEPENSES INITIALES			
1°	LOT	WEYRICH	346 405,68F
2°	LOT	ANCELME	21 488,04F
3°	LOT	JEANNOT	86 371,47F
4°	LOT	SANDOZ	39 313,55F
			493 578,74F
		Reste disponible	**55 328,43F**
DEPENSES SUPPLEMENTAIRES DEJA ACCORDEES			
		WEYRICH	18 000,00F
		JEANNOT	15 500,00F
		SANDOZ	5 000,00F
			38 500,00F
		Reste disponible	**16 828,43F**

251- A M 16 juin 1923.
252- A M 17 septembre 1925 et A M 6 novembre 1925.
253- A M 26 septembre 1923.
254- A M 16 novembre 1923. -A ce sujet, la commune faisait remarquer que dans le budget prévu ne figurait pas le prix d'achat du terrain, soit 49020 F déjà payés.
255- A M 21 novembre 1924.

prises déboucha sur la signature d'un marché de gré à gré avec plusieurs d'entre elles.

Mais la procédure allait durer un certain temps. L'adjudication des travaux n'eut lieu à la sous-préfecture de Briey qu'à l'automne de 1924. Elle fut divisé en quatre lots:

Lots	montants
1/ terrassements, maçonnerie, béton armé, charpente bois et fer, couverture zinguerie, plomberie, installation sanitaire ...	353 475,18F
2/ plâtrerie, marbrerie, ...	21 815,26F
3/menuiserie, quincaillerie, serrurerie...	99 736,10F
4/ peinture et vitrerie...	15 034,85F
Total	490 061,39F
(A M 24 septembre 1925)	

On apprendra plus tard, en janvier 1930, que ces estimations avaient été bien optimistes. Les comptes de M.Eugène Weyrich, entrepreneur de TP à Conflans, font apparaître un dépassement de la somme initialement prévue, du fait de prestations et fournitures imprévus, de la hausse des matériaux et appareils sanitaires, de la nécessité de drainer le terrain, etc.... Finalement, la facture atteignit 454 834,68F....et le conseil municipal dut autoriser le maire à payer le solde à M. Weyrich. [256] Il en fut de même pour les autres lots. [257]

	Coût initial	Coût réel	différence	% dépassement
1er lot	353 475,18F	454 834,68F	101 359,50F	28,7
2ème lot	21 488,04F	25 462,15F	3 974,11F	18,5
3ème lot	86 371,47F	94 337,60F	7 966,13F	9,2
4ème lot	12 313,55F	17 566,55F	5 253,00F	42,7
Total	**473 648,24F**	**592 200,98F**	**118 552,74F**	**25,0**

Comme on le constate, les dépassements, que la commune régla on ne sait comment, représentèrent presque un quart du devis initial. On peut se poser la question du sérieux de ces devis, qui n'avaient pas pris en compte les surcoûts occasionnés par des travaux annexes et inévitables.

On passa ensuite à la réalisation progressive des autres parties de l'ensemble avec l'édification d'un pavillon de concierge et d'une salle de dessin, constructions pour lesquelles «*M.Bontemps entrepreneur à Jarny percevra 39240,48F et M.Vial, architecte 1962F* .»[258] Dans sa délibération du 26 septembre 1923, on se souvient que la commune avait d'abord décidé la construction d'un groupe scolaire de huit classes, et qu'à cette époque des considérations budgétaires l'avait contrainte à ne réaliser qu'une partie du projet. Les nouvelles classes avaient commencé de fonctionner le 1er octobre 1927. Le développement de la ville et en particulier du quartier de la gare avaient ensuite obligé la commune à installer deux nouvelles classes dans des locaux de fortune. En 1930, le conseil munici-

256- A M 25 janvier 1930.
257- Le 2° lot fut attribué à MM. Dancelme et Sieber qui avaient traité pour une somme de 21488, 04F et la facture réelle s'est élevé à 25462, 15F ... Des dépassements avaient été également constatés avec MM Jannot de Thiaucourt qui avaient traité le 3° lot pour une somme de 86371, 47F et dont le coût réel des travaux s'est élevé à 94337,60 F. Enfin les détenteurs du 4° lot, MM Sandoz de Verdun qui avaient traité pour une somme de 12313,55F avaient facturé à la commune un coût réel de 17566,55F... Dans tous les cas, le conseil municipal a soldé les dépenses engagées.(A M 25 janvier 1930)
258- AM 25 janvier 1930.

pal, prenant conscience qu' «*actuellement les six classes sont surchargées...* » décide alors de «*procéder d'urgence à la réalisation complète du projet prévu par l'assemblée municipale en 1923, avec une classe en plus et une classe pour l'enseignement ménager...* »[259]

Il s'agissait donc de construire cinq classes supplémentaires, une salle d'enseignement ménager, un logement pour directeur ou directrice et deux logements d'adjoints, un préau couvert et communs. La réalisation se ferait sur un terrain appartenant à la ville, et l'on rechercherait «*une subvention aussi élevée que possible.* » [260] Le projet d'extension fut présenté à la commission sanitaire, dont M. Fortin, ingénieur TP, rédigea le rapport. On y précise que le projet comprendrait cinq classes dont quatre de 48 élèves et une de 40 élèves, une salle d'enseignement ménager, des vestiaires et lavabos. Les logements de directrice et adjointes seraient groupés dans un pavillon à l'angle de deux rues, au premier étage se trouverait le logement de la directrice composé de quatre pièces et une cuisine...Il était prévu deux logements d'adjointes : l'un au deuxième étage avec quatre pièces et une cuisine et un au rez-de-chaussée pour adjointe célibataire, comprenant deux pièces et une cuisine; il était prévu un préau couvert et des communs, l'éclairage et l'orientation avaient été indiqués sur les plans; l'eau potable, fournie par la ville en provenance de la mine de Droitaumont avait été reconnue bonne par l'Institut d'Hygiène et de bactériologie. [261]

En attendant, pour assurer la rentrée 1930, de nouveaux plans et devis furent dressés pour la construction provisoire de bâtiments sommaires pour deux classes. En effet, les travaux d'agrandissement de l'école Jules Ferry ne pouvaient être effectués avant que la ville n'ait obtenu de l'Etat la subvention à laquelle elle avait droit. [262] Il fut en conséquence décidé de construire un pavillon «*très simple qui pourrait servir à loger deux classes en attendant la réalisation complète du projet Jules Ferry...ce bâtiment pourrait servir plus tard de salle de réunion ou de salle de musique ou de réunion...* »[263]

La ville devait également équiper les salles de classes et acquérir du matériel pédagogique. Les achats destinés à la nouvelle école de la gare portèrent sur «*une commande de 8 tables, de 2 tableaux noirs et d'une estrade à M.Thirion et, pour cette même classe d'une commande d'un store pour la grande baie à M.Barthélémy* » [264] On y ajouta un boulier compteur, une carte de France en relief, 5 tableaux muraux de leçons de choses, etc... Mme Boiteux, directrice de l'école des filles au groupe Jules Ferry, demanda pour son école un piano d'occasion... [265] piano que la commune acheta à M.Aria «*contre la somme de 3600 F...* »[266]

Troisième pôle scolaire dans la commune, l'école de Droitaumont présente une histoire spécifique. Il s'agit du cas assez classique d'une école édifiée par un groupe industriel, (Schneider), dans

---

259 et 260- AM 12 juin 1930.
261- A M&M 1Z 132 30 juin 1930.
262- A M 7 août 1930.
263- A M 26 août 1930.
264- A M 27 février 1930.
265- AM 12 juin 1930.
266- AM 1 juillet 1930.

l'esprit du début du siècle. Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui avaient poussé la société à construire un groupe scolaire à proximité des cités ouvrières de Droitaumont.[267] Cette création avait été un élément de la politique globale d'encadrement et d'accompagnement de la vie des familles des mineurs à l'époque, sans distinction d'origine et de rang. Les enfants scolarisables logeaient principalement dans les cités, mais aussi à Droitaumont village, à Moncel et au Breuillot. Tous les enfants des employés ne fréquentaient pas les écoles de la mine, certains allant suivre les classes de Jarny.

Le groupe se partageait entre une école de garçons avec un directeur, deux institutrices adjointes et 135 élèves. Certains s'en souviennent bien :*«...J'allais à l'école à Droitaumont. Les jeunes de Moncel allaient à Droitaumont. Etant fermiers de la mine nous allions à l'école à Droitaumont qui était l'école privée, école de la mine. Ceux des cultivateurs de Droitaumont allaient à l'école à Jarny....* »[268] Il y avait aussi une école de filles avec une directrice, deux institutrices adjointes et 140 élèves environ. Les classes étaient installées dans un bâtiment couvrant environ 700 m2 avec un logement de directeur de six pièces, une classe et un préau au rez-de-chaussée, et trois classes au premier étage. *«En 1920 j'ai 4 ans, l'école maternelle est dirigée par Mademoiselle Joignot, sœur sécularisée. A 6 ans..., grande école... Mademoiselle Cailloce adjointe, Madame Robert directrice...Certificat d'étude.* »[269] Une ancienne élève se souvient: *«A l'école j'ai eu Melle Caillosse et Mme Robert. Melle Gavard est arrivée avant que je ne parte. On disait la prière en entrant le matin. On avait un christ dans les classes. Pourtant Mme Robert sortait de l'Ecole Normale. Cela faisait trois Savoyardes comme maîtresses .»*[270]

Le groupe comptait aussi une école maternelle avec une directrice, une "femme de charge" et 88 élèves de 4 à 6 ans. *«La dernière maison au bout de la cité servait de maternelle au début. Pour les fournitures d'école, chaque enfant achetait ce dont il avait besoin : livres, cahiers, etc... ces fournitures étaient retenues sur le bon de paie des papas. A la fin de l'année il y avait remise des prix par un "légume" de la mine! Pas le directeur, mais un chef.* » [271]

La maternelle se trouvait dans un autre bâtiment, plus petit, couvrant environ 300 m2, avec au rez-de-chaussée, deux classes, un préau et au premier étage un logement de 5 pièces pour la directrice. Sur le plan, on note la présence de trois cours, assez grandes, séparées entre elles et protégées par des clôtures le long des routes et chemins.

267- Pour assurer cet enseignement, au départ, les classes avaient été confiées à des frères maristes, membres d'une ancienne congrégation religieuse fondée en 1816 à Bordeaux et vouée à l'enseignement. Mais cet encadrement allait changer dans les années vingt.*«Non les instituteurs étaient libres il y avait Mme Rausch (?), Mlle Bornier, Mlle Knaff...»* **(entretien avec M.Jean Schwartz de Moncel)** Pendant la guerre, les Allemands s'en serviront comme hôpital. Juste au lendemain de la guerre, les écoles des cités avaient été transformées en un réfectoire; il fut installé des cuisines pour tous ces ouvriers venus d'ailleurs, ma mère y travaillait mais cela n'a pas duré.

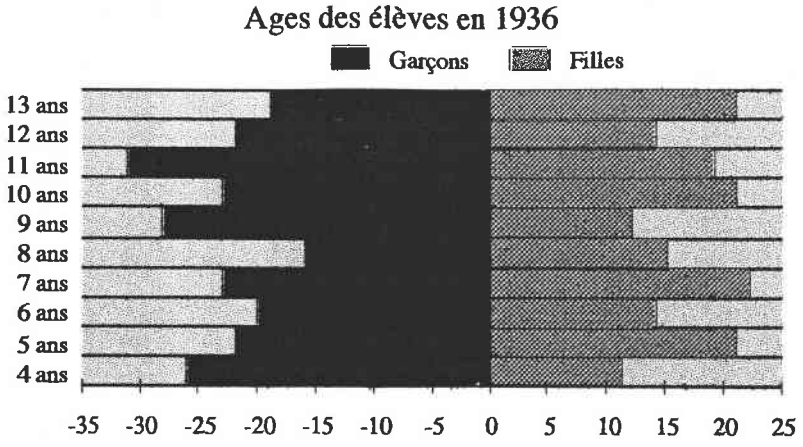
268- Entretien avec M.Jean Schwartz de Moncel.

269- Entretien avec M.K. de Jarny. Il poursuit: *«En 1927, je me souviens de l'arrivée de Mademoiselle Gavard..., une nouvelle classe s'ouvre. En 1930, Madame Friès remplace Mme Gavard. Côté garçons, Mademoiselle Bornier était adjointe, Monsieur Rose directeur... En 1928 ou 1929, Madame Knaff est arrivée... Le catéchisme avait lieu après la classe dans la salle de l'école maternelle le mardi et le vendredi.»* **(id)**

270- Entretien avec Mme D.

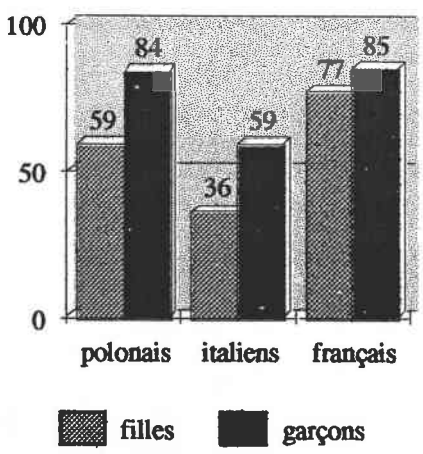
271- Entretien avec M.M. de Labry.

Enfants scolarisés 1936				
nés en	Garçons	Filles	total	Part des filles
1923	19	21	40	52,5%
1924	22	14	36	38,9%
1925	31	19	50	38,0%
1926	23	21	44	47,7%
1927	28	12	40	30,0%
1928	16	15	31	48,4%
1929	23	22	45	48,9%
1930	20	14	34	41,2%
1931	22	21	43	48,8%
1932	26	11	37	29,7%
total	230	170	400	42,5%



Ces écoles, dont l'effectif total, à l'époque, oscillait entre 350 et 400 élèves, accueillaient presque tous les enfants des cités et du village de Droitaumont. Beaucoup d'enfants venaient de familles étrangères. Notons qu'à Droitaumont, à la différence de communes voisines, comme Giraumont, il n'y aura pas d'école spécifiquement polonaise, avec des instituteurs polonais, par exemple; la politique scolaire demeurait dans la droite ligne des idées exprimées par M.Ch. Dessez, Inspecteur d'Académie, en septembre 1908 : «...*Sans doute, le plus grand nombre de ces enfants, dont nous voulons assurer l'instruction, sont des fils ou des filles d'étrangers; ce sont des petits Italiens, Belges, Luxembourgeois, etc. Mais, sans parler de nos obligations internationales, n'y a-t-il pas un intérêt national de premier ordre à pénétrer d'idées françaises tous ces immigrés dont beaucoup ne demandent qu'à se fixer définitivement au pays ?* » [272] Il semblait acquis que l'école, à côté des associations diverses, sportives ou autres, pouvait faciliter ce que nous appelons aujourd'hui l'intégration. Beaucoup pensaient qu'avec l'apprentissage de la langue dès le plus jeune âge, dans le creuset de l'école, mais aussi par les jeux, le sport il serait possible de cimenter durablement une communauté très diversifiée. Et malgré l'environnement familial encore prégnant, la vie dans la cité se chargerait de consolider les liens noués dans le plus jeune âge, dès l'école.

Enfants scolarisés 1936			
	Polonais	Italiens	Français
filles	59	36	77
garçons	84	59	85
total	143	95	162
Total	400	dont	nés ailleurs
nés à Jarny	253		142



Pour rester dans le strict domaine scolaire signalons tout de suite les difficultés de gestion du groupe scolaire Schneider lors de la crise de 1931. Nous expliquerons, en présentant cette crise, comment, face aux problèmes conjoncturels et locaux qu'elle rencontrait, la société Schneider décida alors de louer ses écoles à la ville; en laissant celle-ci assurer l'accueil scolaire des enfants des cités.

272- Serge BONNET "L'homme du fer" tome 1- p 57-PUN & Serpenoise.

Ultime problème : allait-on construire une classe enfantine à Moulinelle dans le quartier de la "Ville en Bois"? En 1924 le conseil municipal avait engagé des discussions avec la Compagnie des chemins de fer de l'Est pour obtenir un local nécessaire à l'installation dans ce quartier «*d'une école à une classe dont la création est décidée en principe.* » [273] Comme on l'a vu, la Compagnie avait fait construire, plusieurs cités en bois dans le quartier de Moulinelle, à environ 2 km du centre de Jarny. De provisoires, ces cités étaient devenues permanentes, accueillant notamment de jeunes ménages. D'autre part, les mines de Jarny possédaient aussi dans ce quartier plusieurs cités habitées par des ouvriers mineurs. La municipalité, constatant que la population enfantine de cette partie de la ville, déjà très forte ne fera que s'accroître, a sollicité de l'administration la création d'une école enfantine pour la rentrée de 1925. Les élus se demandaient si cette classe ne pourrait être dirigée par une maîtresse détachée du groupe scolaire de Jarny-centre. [274] Dans une lettre du 18 avril 1924, le Directeur de la Compagnie de l'Est répondit : «*la Compagnie est disposée à mettre à la disposition de la ville 2 maisons en bois du même genre que celles des cités , une de ces maisons pourrait servir de logement et l'autre d'école* , ...» Comme la ville possédait dans le quartier de Moulinelle un terrain pouvant servir d'emplacement pour l'implantation de cette classe et du logement de la maîtresse, le conseil municipal décida d'accepter l'offre de la Compagnie . [275] Les frais d'aménagement et d'entretien seraient supportés par la ville. A la rentrée de 1925, il n'avait reçu «*aucune réponse de l'autorité académique sur le projet de classe enfantine à Moulinelle...* » [276] Finalement le ministère n'accorda pas l'autorisation «*de créer une classe enfantine à Moulinelle ...*»[277] Les autorités académiques suggéraient seulement d'installer une garderie municipale dans les locaux que la Compagnie de l'Est acceptait de mettre à la disposition de la ville : «*les enfants d'âge scolaire* [continuant] *de se rendre à Jarny centre où ils ont leur place.* »[278] Le projet d'école à Moulinelle allait attendre plusieurs dizaines d'années avant de voir le jour.

Signalons enfin que l'idée de créer un cours complémentaire apparaît à la fin des années vingt. Une délibération de 1929, qui donne à ce projet tout son sens, souligne fort justement que «*les jeunes filles âgées de plus de 13 ans, très nombreuses et qui veulent continuer leurs études, se voient dans l'obligation de fréquenter les établissements de Pont-à-Mousson, Nancy ou Metz*» [279] Ce n'était pas pratique et cela coûtait cher aux familles. Donc les jeunes filles «*de familles peu fortunées ne peuvent continuer leurs études ce qui est très regrettable.* » Le conseil municipal proposa d'annexer ce cours complémentaire au groupe scolaire "Alfred Mézières"; mais ce projet allait aussi devoir attendre quelques années avant sa réalisation en 1937; nous y reviendrons.

Les élus ont aussi donné leur accord pour la création d'un tir à la carabine scolaire dans les préaux des groupes scolaires Alfred Mézières et Jules Ferry. Projet qui peut sembler surprenant aujourd'hui, mais qui s'inscrivait dans la tradition d'avant-guerre. Seule réserve : «*il est bien entendu*

---

273 et 274- A M 21 novembre 1924
275- A M 16 juin 1925.
276 à 278- A M 28 novembre 1925.
279- A M 13 juin 1929..

que toutes les précautions seront prises par les organisateurs pour éviter les accidents et que la ville ne sera pas responsable des accidents qui pourraient se produire. » [280]

Avec ce dernier exemple qui peut servir de transition, nous saisissons ainsi qu' au cours des années vingt, le travail des élus s'est également orienté en direction des loisirs et des activités parascolaires.

Les stades, les fêtes, les sports: un nouveau visage de la ville.

Après la guerre de 1914-1918 , un discours neuf sur les loisirs, le jeu, le plein air et le sport, commence en effet à fleurir dans les délibérations municipales. L'irruption des loisirs dans la société, n'était pas un phénomène totalement nouveau .[281] Mais pendant longtemps, il n'y a pas eu distinction franche entre le temps libre et le temps de travail passé dans la boutique, l'atelier d'artisan, ou les champs.Le temps n'y avait pas tout à fait les mêmes contraintes horaires et quotidiennes imposées par la mine ou l'usine. Si le XX° siècle n'a pas inventé le temps libre, ni le jeu, ni la fête, il a différencié de plus en plus ce partage du temps. Et ce qui peut sembler neuf c'est certainement l'idée que les collectivités publiques se sont alors faites de leur rôle en la matière; en particulier l'idée qu'elles vont se faire de leur responsabilité dans l'accès de tous au loisir et au sport. C'est l'époque où se multiplient les projets de "squares sportifs" et de " gymnases municipaux" dans les villes ouvrières du Pays Haut lorrain. On ne sera pas surpris de la politique des loisirs et de la fête que la cité va mener dans ces années; à Jarny propose aussi un développement qui n'a rien à envier à ce que la France entière connaît dans le même temps.

A côté d'initiatives venues du monde industriel, d'autres encouragements privés ont poussé à la création de patronages. On a à Jarny l'exemple d'un patronage paroissial encadré par le curé lui même. Tout en assurant l'éducation religieuse, ce fut lui qui mit sur pied la section de gymnastique (rattachée à la Fédération Gymnique et Sportive des Patronages de France), puis les premières équipes de football. Quelques rares photos nous montrent ces petits gymnastes qu'encadre le curé de Jarny... d'autres nous montrent les premiers rassemblements sportifs des années vingt.[282] Nous aurons l'occasion de revenir sur ce développement des sports jarnysiens par la suite, mais dans ce chapitre consacré à la politique municipale, nous voudrions seulement rappeler, qu' à côté de ces initiatives privées que la ville de Jarny va souvent soutenir, se développe aussi une politique d'équipements sportifs et de loisirs, gratuits, dont l'accès ne nécessitait pas l'adhésion à un club, du moins dans un premier temps. Tous les citoyens devaient pouvoir pratiquer en totale liberté les activités physiques de leur choix. Cette pratique municipale n'était pas propre à Jarny. A cette époque elle tient une place au moins aussi importante dans le développement des loisirs et des sports que la politique initiée par les entreprises. A Jarny, on ne trouve pas de stade bâti en l'honneur d'un Schneider ou d'un directeur de la Compagnie de l'Est par exemple; tout ce qui sera construit le sera sur l'initiative des élus sauf quelques équipements bien modestes dans les cités.

280-A M 17 novembre 1930
281- Nous avions déjà signalé les séances de cinématographe données dans les premiers cinéma de MM. Rouy et Flacon.
282- Voir en annexes ces photographies.

Parallèlement aux initiatives privées limitées, c'est donc le conseil municipal qui va en quelque sorte provoquer cette transformation de la vie locale en offrant les équipements nécessaires à la pratique des sports et à la tenue des fêtes. Rappelons que le sport s'oppose au jeu à partir du moment où il se pratique d'une manière organisée avec calendrier et, pour ce qui nous intéresse ici, avec des espaces réservés. Chaque commune où la pratique sportive se développe, se sent tenue d'accompagner le phénomène par la construction d'aires de jeux, voire même, comme à Jarny, de l'anticiper; l'argument justifiant de telles dépenses nouvelles, puise ses sources dans un discours où se retrouvent affichées les valeurs morales, éducatrices, hygiénistes, et patriotiques...rappelant par certains aspects les accents chers à J. Ferry! P. de Coubertin et J. Ferry n'étaient-ils pas amis? N'oublions pas que dans chaque délibération municipale, lorsque la ville veut implanter une aire de jeu nouvelle, elle associe toujours l'école à la pratique du sport soulignant que, grâce à l'activité physique, l'école accomplirait mieux sa mission globale d'éducation des enfants. Les élus rappelaient que les activités physiques et sportives avaient une vertu sur le développement du corps mais aussi de l'esprit, soulignant que la discipline, le respect de la règle du jeu favoriseraient la socialisation, et l'harmonisation des populations regroupées par l'industrie et le commerce; ces populations que rien ne disposait à la rencontre en dehors du travail, trouvaient sur le stade, à l'occasion des spectacles, des fêtes, les raisons d'une identification , d'une cohésion, autour du fanion de l'harmonie, du maillot de l'équipe ou de l'uniforme de la section gymnique. Certains ont voulu voir dans la promotion de ces valeurs une dérive des pratiques strictement éducatives affichées au départ et un glissement plus ou moins contrôlé vers un processus d'embrigadement ou du moins de contrôle de la jeunesse; à l'éducation civique, s'ajouterait selon eux la prise en main sur le terrain, dans la salle de jeux ou de musique. En cherchant à soustraire les adolescents à l'influence mal contrôlée des organisations jugées subversives...on glisserait vers de nouvelles pratiques où se mêlerait confusément le contrôle des corps et des esprits. Le soutien de la municipalité aux activités sportives et de loisirs répondait à une demande nouvelle mais s'appuierait sur un discours et une éthique anciens. [283]

Or ces regroupements, sportifs et musicaux par exemple, firent naître aussi des solidarités nouvelles, de nouveaux creusets alimentant fortement, encore aujourd'hui la mémoire populaire. Nous retrouvons ici le débat toujours controversé du rôle des œuvres sociales municipales ou d'entreprises. Comme pour les cités ouvrières, leurs écoles et leurs économats, on a le sentiment que parallèlement à une volonté affichée (et même parfois théorisée comme chez Schneider), s'est développe une réalité autre, complexe et finalement moins rigide et moins restrictive que ce que les discours annonçaient. Une réalité, en tous les cas vécue avec ferveur et qui n'est pas restée sans incidence sur la cohésion et l'intégration des populations jarnysiennes.

Cette réalité, nous ne la retrouvons pas dans les documents municipaux de l'époque. La ville a-t-elle alors une claire conscience de la transformation de la société et de ses effets?Ne fait-elle qu'accompagner un mouvement général en s'imprégnant d'une rhétorique venue d'ailleurs? Sans au-

---

283- Le maire ne déclarait-il pas en 1922: *«Il y a lieu de donner à la population des distractions saines et morales, d'où la nécessité pour la ville de créer des aires de jeu, une salle des fêtes ...»*A M 6 mai 1922.

cun doute, comme la plupart des petites villes du bassin du fer, Jarny n'a en rien joué un quelconque précurseur dans le domaine des loisirs et de la pratique sportive. Elle s'est contentée de participer à sa mesure à la transformation profonde de la société d'après guerre; à côté des solidarités de travail, se sont nouées d'autres solidarités dans le temps libre et dans la fête moderne. Ce temps libre que l'on occupe par des activités de divertissement individuel ou collectif, ouvertes à tous, va se transformer en spectacle. On a construit un stade pour tous avec une cendrée et du gazon, puis sont venus les gradins, où les populations vont s'assembler pour assister aux évolutions sportives, musicales, mais aussi pour se retrouver, pour s'agréger . Certes on pourrait dire que cette sociabilité existait autrefois dans les villages et que les ex-campagnards, citadins de fraîche date, n'ont fait que renouer avec des pratiques anciennes, avec des comportements traditionnels enfouis, le folklore en moins! Ne pourrait-on pas voir plutôt dans ces nouveaux espaces de fêtes et de jeux, l'éclosion de phénomènes résolument modernes? En faisant passer le sport et le jeu, d'une pratique ouverte à tous, à un spectacle pour tous, les années vingt n'ont-elles pas accéléré la rupture avec l'avant guerre? De l'identification du groupe dans une pratique, n'a-t-on pas glissé vers une identification autour d'un groupe qui porte les couleurs du quartier (l'équipe de football de Droitaumont) ou de l'entreprise (l'harmonie des cheminots) par exemple?.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la naissance de ces équipes, sur les fêtes et sur les réseaux rivaux qui se mettent en place à la fin des années vingt et surtout dans les années trente à Jarny. Mais on ne peut suivre la politique communale d'équipements sportifs ou de loisirs sans rappeler combien elle participait à ce moment d'un volontarisme un peu naïf et enthousiaste, tout imprégné de vertu moralisatrice et éducatrice. La municipalité de Jarny n'a pas été pas en reste d'ailleurs, pour justifier les investissements qu'elle a dû consentir dans ce domaine. Phénomène relativement neuf et qui augurait un bon demi-siècle de réalisations du même type, les premiers discours accompagnant les réalisations s'infléchissent vers un propos plus neutre et plus banal. Si la justification auprès des expropriés a pu leur paraître extraordinaire au début, - car céder des terrains pour que jouent des enfants, pire des adultes, était un phénomène nouveau dans la ville-, s'il a fallu plusieurs réunions d'explication pour convaincre les propriétaires, la présentation des projets, liant l'extension de l'école, les aires de jeux, le stade et la construction d'habitations le long d'une nouvelle voie, allait lever les dernières réticences. Et la question serait ensuite traitée comme n'importe quelle réalisation municipale.

Ce fut au du cours conseil du 27 janvier 1922, que Charles Genot, a défini la politique municipale des loisirs. Après avoir rappelé que la cité était en pleine expansion, il ajoutait que «*... la ville* [avait] *absolument besoin de créer une salle de gymnastique où seront organisés les cours de préparation militaire* » Nous sommes donc, toujours ici, dans la démarche ancienne où préparation militaire et préparation sportive se conjuguaient selon les idées du début du siècle. Cette vision quelque peu archaïque du sport s'est poursuivie pendant la décennie, comme le montre encore la location par bail emphytéotique des terrains nécessaires à l'Union Sportive pour la création d'un champ de tir , «*terrains situés sur la Côte d'Yron* »[284] Mais déjà d'autres activités avaient été plus ou moins directe-

284- A M 26 août 1930.

ment encouragées par la ville. Dès 1924, la municipalité autorise la construction d'un tennis sur un terrain communal au lieu dit "Square Toussaint" et s'engage à participer dans la dépense «*jusqu'à concurrence d'une somme de 1 000 F.* » [285] On apprend aussi que les cyclistes de la Société "Union Cycliste du Jarnisy "recevront une subvention de 100F à l'occasion des courses organisées dans la commune.[286] La démarche de la municipalité s'inscrit donc dès le départ dans une certaine continuité mais aussi dans une réalité nouvelle, marquée par l'irruption des activités de loisirs et de sports.

Pour permettre à la ville d'accueillir les sportifs, gymnastes surtout, mais pour que s'y tiennent aussi les fêtes municipales , le maire Charles Genot expose un projet de salle municipale dès 1922.Il déclare que l'Etat dispose sur le territoire de la ville de Jarny «*d'un hangar couvert en ardoises en assez bon état...* » qui pourrait justement servir de salle de gymnastique pour la préparation militaire et à l'occasion de salle des fêtes. L'idée de salle des fêtes lui était-elle venue à cause de la présence de ce local inoccupé ou, à l'inverse était-ce en cherchant un bâtiment vide pour leur projet que les élus avaient songé à ce hangar ? Toujours est-il que la commune espérerait bien en obtenir la cession sur ses dommages de guerre et qu'elle a demandé à l'Etat de lui abandonner ce hangar «*dans des conditions tout à fait avantageuses.* » En 1922, le maire réussit à convaincre son conseil d'en faire l'acquisition [287] moyennant «*la somme de 8 000F.*» **procéder** A la fin de l'année, la ville pouvait faire procéder à la reconstruction du hangar, acheté au service des Régions Libérées. Un crédit de 3 200 F qui avait été voté pour son aménagement apparut vite très insuffisant au regard des devis présentés pour le transformer en salle des fêtes. La commune ne pouvant, engager les 80825, 80 F nécessaires décida d'ajourner l'opération.«*Seul le hangar* [serait] *remonté sur des dés en ciment sur l'emplacement affecté* » Il fallait attendre presque deux ans pour que la ville puisse achever les travaux d'aménagement de la nouvelle salle des fêtes. [289] Si le 15 janvier 1923, le principe d'une salle devant servir aussi de gymnase à partir des éléments du hangar récupéré pouvait être considérée comme acquise, la question du choix de son implantation n'était pas encore totalement réglée.[290] Le maire avait visité plusieurs emplacements. Le plus convenable lui semblait être la propriété de M.Charles Draux, dont les terrains étaient situés en bordure de la mairie et des écoles (section E n° 1408); dont le prix était alors estimé à 30 000F. Ce fut en janvier 1923 que la décision fut prise, et que, pour la première fois, le conseil municipal évoqua l'idée de l'utiliser aussi comme salle de gymnastique. La recherche d'un terrain pour la construction d'un stade destiné à «*la préparation militaire des jeunes gens de la ville*

285- A M 14 avril 1924.

286- AM, 16 février 1924. Les publicités de plus en plus nombreuses dans la presse, montrent l'engouement suscité par le sport cycliste, en particulier avec le Tour de France qui rencontrait ici un écho original avec les succès des champions italiens. Nous en donnons quelques exemples en annexes, tirés de la presse locale et régionale.

287- AD M&M WO 1861.

288- A M 9 juin 1922.

289- Au départ le coût de la reconstruction du hangar-salle des fêtes, devait s'élever à 3500F environ. Mais, techniquement, son implantation a posé quelques difficultés en raison de la déclivité du terrain. La construction des dés en ciment évoqués plus haut avait été rendue nécessaire pour l'élévation et la solidité du bâtiment . Mais ces aménagements supplémentaires avaient augmenté la dépense à «*6 000F environ* » **(A M 15 janvier 1923)** Finalement le devis relatif à l'aménagement de la salle de gymnastique allait être soumis à adjudication publique, la commune exigeant à cette occasion des entrepreneurs de fournir un cautionnement de 2 000 F. Elle souhaitait également «*que tous les travaux du devis* [devront] *être terminés pour le 1 décembre prochain ...*» **(A M 3 août 1923)** Les élus ajoutaient que tous les frais seraient à la charge de l'entrepreneur «*qui sera responsable de tous les accidents de travail qui pourraient se produire au cours de l'aménagement* » **(id)**

290- AD M&M WO 1861.

et [pour] *les enfants des écoles* » fut aussi abordée au cours de cette séance.[291]

Le 1er janvier 1924, le plan de la future salle de gymnastique fut présenté aux élus qui l'approuvèrent.[292] Les aménagements furent pris en charge par la commune qui y installa l'éclairage électrique à ses frais. Par contre les agrès avaient été achetés par l'Amicale des anciens élèves de l'école des garçons.[293] La charpente de la salle des fêtes ne fut mise en place que quelques mois plus tard, en novembre 1924. [294] Quant à la pose du plancher et à la construction de la scène, elles furent décidées lors de la séance du 5 novembre 1924. Le projet a donc un peu traîné. Ce ne fut qu'à la fin de l'année suivante seulement, qu'une scène installée dans les préaux du groupe scolaire des garçons, fut déplacée «*pour la réinstaller dans la salle des fêtes* .» [295] Quelques années plus tard, il fallut songer à réparer la toiture. La réfection des 360 m2 de toiture environ, fut confiée à la Société Charvoz, exploitant d'ardoises en Savoie et la pose réalisée par des ouvriers du pays.[296]

La construction de la salle de gymnastique ne fut qu'une première étape. Un débat s'ouvrit aussi autour de la construction d'un stade; ce débat assez long, allait s'accompagner à nouveau d'une foule de considérations mêlant la croissance démographique de la ville, l'éducation, les loisirs. Lorsque la question était abordée en conseil municipal, elle était immanquablement précédée d'un rappel du besoin d'encadrement scolaire, et de la vertu éducative du sport. On découvre à cette occasion, que le sport se pratiquait de manière informelle et que le projet consiste, non pas tant à développer qu'à encadrer une pratique antérieure et désordonnée: «*...les terrains de sport où la jeunesse de Jarny prend ses ébats et sur lesquels la Société "l'Union Sportive du Jarnisy" organise ses jeux de football, de Basket-Ball, ses exercices de préparation militaire et d'éducation physique appartiennent à différents propriétaires.* » [297] Or si quelques uns de ces propriétaires mettaient gracieusement leur terrain à la disposition de "l'Union Sportive du Jarnisy", tout en refusant de les louer à cette Société ou à la ville, d'autres propriétaires acceptaient une redevance mais refusaient de consentir un bail. Dans l'optique municipale,ces terrains offraient surtout l'inconvénient majeur de ne pas être


La première photo d'un footballeur jarnysien?

291- A M 15 janvier 1923.
292- AD M&M WO 1861.
293- A M 30 juillet 1924.
294- AD M&M WO 1861.
295- A M 6 novembre 1925.
296- AM 1 juillet 1930.
297- A M 22 mars 1930.
Cela signifierait-il que les élus avaient besoin de clarifier leur position aux yeux de la population?E particulier aux yeux des propriétaires hésitants comme nous l'avons dit plus haut? Ou tentaient-ils seulement de démontrer la banale nécessité d'accompagner l'engouement de l'époque pour les sports athlétiques et les jeux collectifs?

contigus au groupe scolaire Alfred Mézières...et surtout, que la ville ne pouvait y entreprendre des aménagements ayant un caractère durable. Comme on le voit, la municipalité cherchait plus à remédier à la situation plutôt précaire pour les associations, qu'à se poser véritablement en initiateur d'une politique municipale des sports. Ses motivations , en particulier ses conceptions sur la place du sport dans la ville, paraissent relever d'une justification passe-partout, qui rejoint les idées de l'époque. M.Michel , maire de Labry et rapporteur du projet de création de terrains de jeux et de sports , déclare au cours de l'enquête publique des 4, 5 et 6 août 1930 : «*...Jarny possède un effectif scolaire très élevé,*» qu'il est «*du devoir d'une municipalité de donner à la jeunesse les espaces libres qu'elle réclame,*» et surtout que «*la création dans chaque commune de France de terrains de jeux accessibles à tous les jeunes gens et à tous les enfants des écoles est recommandée par M. le Ministre de l'Instruction Publique...* »[298]

Finalement la construction du stade a été déclarée d'utilité publique à la fin de l'année 1930.[299] Il restait alors à la commune à trouver les moyens d'acquérir les terrains proches de l'école Alfred Mézières, et à entreprendre ensuite les travaux. Les propriétaires des terrains furent tous entendus,et le conseil municipal leur offrit «*une indemnité de 400F l'are pour les terrains qui sont en culture et 150 F l'are pour les terrains incultes ou ayant servi d'emplacement de carrière de sable* »[300] Or la plupart des propriétaires pressentis, ne voulaient pas céder leurs terrains à ce prix. Quelques uns avaient déclaré qu'ils ne céderaient que contraints et forcés. Finalement, une procédure d'expropriation fut engagé à l'encontre des propriétaires récalcitrants «*conformément à la loi du 3 mai 1841* » ...Le 16 avril 1930, tous ces terrains situés au lieu dit "Au Colmié" et appartenant à Mme Veuve Goupil (habitant Paris), MM.Blandin Léopold et Lucien (habitants Paris), M.Mouza Emilien (habitant Jarny), MM. Schneider et Cie, M. Lepage Jean François époux de Mme Sacré Marie(habitant Paris), M.Paindavoine Maxime(habitant Jarny), M.Cléret Marien (habitant Jarny), M.Solnon Jean, (habitant Jarny), furent expropriés. La cession des douze parcelles fit par la suite, l'objet d'une séparation, entre les terrains de jeux communaux proprement dits et les espaces réservés aux sports.[301] Le 12 avril 1931, la commune élabora un premier règlement pour l'utilisation du futur stade. Ce règlement rédigé par la commission municipale des fêtes, fixant l'usage des aires de jeu fut adopté en juin 1933 ; nous aurons l'occasion de le présenter dans un futur chapitre traduisait les rapports étroits que la ville entendait créer entre vie sportive locale et éducation des adolescents fréquentant les écoles jarnysiennes. [302]

La qualité du service postal préoccupe aussi la municipalité.

Le service postal (distribution du courrier et réseau téléphonique), ne relevait pas à proprement parler de la gestion municipale, mais les équipements de la poste contribuaient à l'aménagement de la ville et à l'équilibre entre les différents quartiers, tous réclament un service postal à proxi-

298- A M 7 août 1930.
299- AD M&M WO 1855a.
300- AM 16 avril 1930.
301- AM 1 juillet 1930.
302- A M 16 juin 1933.

mité. La commune devait prendre en compte ces demandes : le conseil municipal se préoccupa plusieurs fois d'améliorer ce service et tenta d'établir un certain équilibre entre le centre-ville et la gare en particulier, il se fit devant l'administration , le porte parole de la communauté. Par exemple, en 1920, le conseil municipal, proteste contre la suppression du service postal du dimanche. Il montre que cette suppression lèse une population «*qui s'élève actuellement à 5000 habitants*» et prie l'administration des postes de rétablir une distribution le dimanche à Jarny et dans toute l'étendue de la commune.[303] L'année suivante il demande l'ouverture du téléphone «*entre 12 et 14 h au bureau de poste ...donc de 7 h à 21 h sans interruption.* »[304] La ville intervient aussi pour demander une ligne téléphonique directe avec Briey et Metz. [305] Elle précise que les communications téléphoniques avec ces villes doivent être acheminées par le bureau de poste de Conflans [306], et que cet état de chose faisait perdre beaucoup de temps aux abonnés de Jarny, «*qui se plaignent des lenteurs avec lesquelles leurs communications sont données avec ces deux villes et au-delà de ces villes ...*»[307]

Le conseil municipal rappelle régulièrement que la ville avait abandonné à l'administration des PTT , et pour une durée de 18 années, un local communal d'une valeur locative annuelle de 1800F, et qu'elle avait fait exécuter à ses frais tous les travaux nécessaires à son aménagement; qu'il avait été convenu que la ville serait desservie par un bureau télégraphique, alors que, dans le plan dressé pour l'aménagement de ce bureau postal, un seul emplacement avait été réservé pour l'installation d'un seul appareil télégraphique. Or, il ne répondait plus aux besoins d'une population de plus de 5000 habitants, car «*la plupart des affaires commerciales et industrielles réclament des solutions à toute heure du jour et que dans l'intérêt général il faut les faciliter et les simplifier.* »[308] Les élus demandaient en conséquence que le bureau de Jarny soit converti en une recette de plein exercice, comprenant l'installation de plusieurs appareils télégraphiques. 309 Là-dessus, ils obtinrent satisfaction.

L'année suivante, en 1924 , la municipalité demande qu'une deuxième distribution des lettres soit effectuée dans le quartier de Moulinelle, quartier «*qui renferme une population très nombreuse d'employés du chemin de fer.* »[310]Le mois suivant, le receveur des postes annonce à la municipalité «*qu'une deuxième distribution postale* [aurait] *lieu dans le quartier de "la ville en bois"* »[311]

Pendant longtemps, il revenait aux municipalités d'offrir et d'entretenir les locaux communaux mis à la disposition de l'administration postale. Dès le lendemain de la guerre, la ville de Jarny avait envisagé de déplacer le bureau de poste et de l'installer dans l'ancien presbytère. Un premier débat digne de Clochemerle, avait alors agité l'assemblée municipale. Le problème était de savoir si ce

---

303- A M 23 juillet 1920.
304- A M 9 juin 1921.
305 à 307- A M 16 novembre 1923.
Le conseil municipal demandait en conséquence à l'administration des Postes et télégraphe de relier par un fil direct le bureau de Jarny aux bureaux de Briey et de Metz.(A M 16 novembre 1923.) Outre les difficultés de communication et les lenteurs dues à la complexité des liaisons, la ville faisait remarquer que, l'équipement téléphonique de la poste était lui aussi insuffisant.
308 et 309-A M 16 novembre 1923.
310- A M 21 novembre 1924
311- A M 29 décembre 1924.

bureau devait être établi rue Jurue ou rue de Nancy. Finalement, il avait été décidé que l'entrée donnerait sur la rue Jurue, à l'angle de la rue de Nancy! [312] Auparavant, l'aménagement de deux pièces dans l'ancien bureau de poste pour compléter le logement de la receveuse des postes, avait été envisagé.[313] Mais quand la décision fut prise de déplacer ce bureau, ces travaux furent abandonnés. Le coût de l'aménagement du bureau de poste dans l'ancien presbytère ayant été évalué à 21072F, 25, [314] la ville couvrit en grande partie les frais d'installation par l'achat de dommages de guerre. Le 26 décembre 1921, la municipalité décida d'installer l 'éclairage public dans ce nouveau bâtiment postal. Après un an de travaux, le chantier fut enfin réceptionné; et les travaux réalisés par M.Charles Martin, entrepreneur à Jarny, soldés par un mandatement de 2 387,13F. [315]

Les élus en déplaçant le bureau de poste en direction des mines avait donné l'impression de léser les habitants du quartier de la gare, situé à l'autre extrémité de la ville. Ce quartier pouvait légitimement nourrir un sentiment d'abandon de la part de la municipalité et de l'administration postale; et ces habitants ne cachaient guère leur amertume. Aussi, dès le 4 mars 1921, avait-il été envisagé d'établir une recette auxiliaire à la gare. [316] Mais cette idée de recette auxiliaire n'était pas très bien perçue par les habitants ni surtout par les commerçants du quartier, qui auraient souhaiter davantage qu'un simple bureau auxiliaire.

La polémique allait durer ; comme on demandait aux habitants du quartier de se contenter, dans un premier temps, de la promesse d'une modeste agence postale, ils ne désarmèrent pas et cherchèrent des appuis extérieurs. La Fédération lorraine du commerce, expliqua aux élus de Jarny les raisons et l'urgence de créer «*un bureau principal des Postes avec central téléphonique à la gare*» ...Le conseil municipal nomma alors une commission pour dresser «*un rapport sur les avantages et les inconvénients qui résulteraient de l'adoption de ce vœu.* » [317] La commune, après examen, donna une réponse équivoque: «*La ville de Jarny s'étend sur une surface de plus de 1500 ha...dans toutes les parties de cette agglomération se sont installées des usines et des groupements commerciaux très importants, le premier devoir d'une municipalité est de rechercher à améliorer les services publics dans tous les quartiers de la ville sans qu'aucune ne puisse être favorisée au détriment de l'autre... toutes les différentes agglomérations de la ville se développent tout autant que le quartier de la gare: 170 maisons sont en construction route de Labry, 50 maisons doubles vont être érigées entre Jarny et Droitaumont... l'agglomération de Jarny-ville avec les annexes de Droitaumont et Mines de Jarny comptent plus de 4000 habitants alors que Jarny-gare n'en contient que 1800 environ... le bureau de poste de Jarny créé au centre du territoire a fait au cours de l'année*

---

312 - AD M&M WO 1861.
Elle précisait que le choix de ce nouvel emplacement «*sis à l'angle de la rue de Nancy et de la rue Jurue* » donnerait satisfaction à l'agglomération et aux mines, mais elle s'empressait toutefois d'ajouter que «*l'extension du quartier de la gare nécessite la création d'une recette auxiliaire.* » Le conseil municipal avait souhaité ce déplacement depuis longtemps car elle faisait remarquer que «... *le bureau actuellement situé dans le bâtiment de l'Hôtel de ville est une gène pour le service municipal* , **(A M 4 mars 1921)**
313- A M 14 mai 1920.
314- A M 17 mai 1921.
315- A M le 16 mars 1923.
316- AD M&M WO 1861.
317-A M 18 décembre 1923

1923 un chiffre d'affaires dépassant 16 millions, et que, dans ce chiffre ne sont pas prises les affaires traitées au bureau de Conflans par les commerçants du quartier de la gare, il n'est guère logique de supprimer un bureau qui a fait de semblables affaires, supprimer ce bureau c'est obliger les habitants de Droitaumont, Mines de Jarny à faire 4 à 5 km et ceux de l'ancienne agglomération à en faire 2 pour traiter une affaire postale de quelques minutes ...» [318] Le conseil municipal acceptait donc de soutenir les commerçants du quartier de la gare, mais à condition que le bureau actuel de Jarny soit maintenu dans son intégralité. Les élus ajoutaient que la ville ne fournirait aucun subside à l'Etat dans la dépense de création de ce bureau. S'il se construisait, les élus de Jarny demandaient que le nouveau bureau soit dénommé "bureau de Jarny Gare" [319] M.Claiche, représentant la municipalité de Conflans, s'associa entièrement à la démarche des élus jarnysiens, à condition cette fois, que le bureau de Conflans fût maintenu.

Finalement, faute de mieux, l'administration décida d'installer un simple relais de la poste dans le quartier. Le 5 février 1924, le directeur des postes écrivait au préfet que son service, «*...faute de disponibilités, se* [trouvait] *dans l'obligation de surseoir à toute création aux frais du trésor.* »[320] Le conseil municipal pour sa part continuait de demander avec insistance que l'administration s'implique davantage dans le quartier et continuait tout au long de l'année de solliciter la création immédiate d'une agence postale avec distribution du courrier et cabine téléphonique.[321] Elle poursuivait dans le même sens dans le courant de l'année 1925, en expliquant que la distribution du courrier dans le quartier de la gare était toujours tardive. Le conseil municipal ajoutait que «*la Compagnie de l'Est* [venait] *de faire ériger à Jarny dans la partie comprise entre Jarny-ville et Jarny-Gare un groupe de cités où 80 ménages sont ou vont très prochainement s'installer ...*»[322] et les élus insistaient pour la création d'un nouveau poste de facteur au bureau postal. Ensuite, toujours forts de ce que la Compagnie de l'Est était en train d' ériger une nouvelle cité «*où plus de cent ménages y sont logés ...*»[323], les conseillers demandaient cette fois la création de nouveaux emplacements de boites aux lettres.

La question n'était toujours pas tranchée et a traîné en longueur jusqu'au conseil municipal du 7 juillet 1928, qui autorisa le maire à acquérir, au moyen d'un emprunt de 200 000 F, un immeuble où «*pourrait être installé un bureau de poste en gare* !» [324] Contrairement à ce que le conseil municipal espérait, l'implication financière de la commune sur le projet était devenue importante. Devant cet engagement significatif de la cité, l'administration ne pouvait que suivre à son tour. Le projet d'aménagement du bureau de poste dans cet immeuble situé place de la gare et désormais propriété de la commune, fut dressé par M. Mienville, architecte désigné par l'administration des PTT. Son de-

---

318 et 319- A M 19 janvier 1924.
320- Réponse du directeur des Postes et télégraphe à Nancy - AD M&M WO 1861.
321- A M 25 mars 1925.
322- A M 13 août 1925.
323- A M 6 novembre 1925. A cette querelle de quartier, va s'ajouter la difficulté de trouver une employée acceptant de gérer le futur bureau auxiliaire de la gare. Dans un premier temps, toutes les démarches étaient restées infructueuses, bien que le conseil municipal ait proposé «une somme de 600 F annuel à la personne qui voudrait bien gérer ce bureau.» A M 14 mai 1920. Or, dans une note du 6 mai 1922, le maire indiquait que, malgré ces démarches, il n'avait pu trouver personne qui consente à se charger de la gérance de la recette auxiliaire des postes au quartier de la gare. Le côté controversé et flou du projet expliquait sans doute les réticences.
324- AD M&M WO 1861.

vis se chiffrait à 58225, 54F.[325] Le conseil municipal donna son approbation. L'adjudication se fit en plusieurs tranches, avec un premier lot pour la démolition, le terrassement, la maçonnerie, la charpente, la menuiserie, la plâtrerie, la serrurerie, la quincaillerie, la plomberie, les appareils sanitaires, les carrelages, les peintures et la vitrerie. L'installation électrique fit l'objet d'un marché spécial.[326]

Cette affaire laborieusement tranchée, posait en fait de manière très concrète la question de l'éclatement de la ville en plusieurs centres. L'aménagement du quartier de la gare, petit pôle commercial à lui seul, mais sans autre rôle local que le transit des voyageurs, posait de multiples problèmes à des élus qui ne pouvaient le tenir à l'écart des aménagements globaux. Pour tenter de redonner un peu de dynamisme aux rues commerçantes qui convergeaient vers la gare, ils se sont intéressé à la fois au réseau ferroviaire lui-même (en relation avec la Compagnie de l'Est soupçonnée de ne pas toujours jouer le jeu) et aux aménagements urbains qui relevaient directement des compétences de la commune.

La Compagnie de l'Est poursuivait en effet ses aménagements propres et ses extensions, modifiant de temps à autres son emprise sur le territoire communal et sur les voies publiques. Mais il ne s'agissait plus que de modifications secondaires et limitées. Plus fréquentes en revanche étaient les interventions des élus auprès de la Compagnie de l'Est pour réclamer des aménagements dans le service des transports de voyageurs. Le conseil municipal s'est ainsi élevé ainsi contre la suppression de l'express Longuyon-Nancy de 18h30 à partir du 1er juin 1922 et il en a demandé le rétablissement, sans obtenir satisfaction semble-t-il.[327] La même année, ils avaient réclamé, le raccordement direct en gare de Conflans-Jarny, des lignes de Briey et Longuyon. Quelques années pus tard, ils rappelaient à la Compagnie de l'Est qu' aucun train de voyageurs n'offrait de liaison en matinée entre Conflans -Jarny et Paris. Depuis longtemps, semble-t-il, quelques Jarnysiens poussaient leurs élus à demander que «*ceux qui ont affaire dans cette ville* [Paris]*avant 14 h, heure d'arrivée du premier train venant de la région industrielle du bassin de Briey...* [ne soient pas] *obligés de partir la veille vers 18h.* »[328] Les élus avaient même proposé à la Compagnie de l'Est de créer «*un service voyageur en 3°classe au train de messagerie 12-87,départ de Conflans-Jarny , à 2h34 arrivée à Longuyon 3 h 12 ce qui permettrait d'avoir la correspondance à Longuyon avec le train 7-48 départ 3h 43 arrivée à Paris à 9 h.* »[329] Cette fois non plus, il semble qu'ils n'aient pas été entendus. A la fin de la même année 1929, le 15 novembre, les élus demandent encore à la Compagnie de l'Est d'étudier la possibilité d'une halte pour les voyageurs au passage à niveau de la ligne Giraumont-Metz, pour que les habitants de ce secteur de la ville puissent prendre le train en direction de la vallée de l'Orne sans avoir à parcourir 2 km jusqu'à la gare.[330]

La municipalité demande aussi à la Compagnie de l'Est d'améliorer son service d'accueil des voyageurs. Celle-ci n'avait en effet prévu qu'un seul guichet pour la distribution des billets, et

---

325- A M 26 novembre 1929.
326- A M 25 janvier 1930.
327- A M 9 juin 1922.
328 et 329- A M 17 juillet 1929.
330- AD M&M WO 1861.

plusieurs voyageurs s'étaient plaints en mairie: «*que depuis quelque temps une très grande affluence de personnes se presse aux heures de départ aux alentours de ce guichet!* » que «*...pour se procurer un billet, il faut se présenter longtemps à l'avance, d'où une perte de temps...* », que «*...très souvent des voyageurs sont obligés de monter dans les trains sans billet, ce qui leur cause des ennuis très sérieux et parfois des pertes d'argent...* », enfin «*...que des bousculades dégénèrent en pugilats...* » Il apparaissait donc de plus en plus nécessaire d'ouvrir un deuxième guichet pour la distribution des billets. [331] La Compagnie de l'Est fait à nouveau la sourde oreille et quatre ans plus tard le conseil municipal renouvelait sa demande d'ouverture d'un deuxième bureau au guichet de la gare![332] Toujours sans succès semble-t-il!

Les élus tentaient aussi d'obtenir que la Compagnie de l'Est prenne toute sa part dans la gestion d'un espace public qu'elle bouleversait par son activité même. Ainsi, elle s'était adressée à la Compagnie pour remédier à l'écoulement des eaux de surface aux abords de "l'aqueduc particulier" appartenant à la Compagnie de l'Est et débouchant sur la route départementale n° 1.[333] Cette fois, les travaux seront réalisés. La ville aurait aimé également soulager sa trésorerie en impliquant davantage la Compagnie dans les travaux d'assainissement du secteur.[334]

Toutefois, l'aménagement de l'espace ne prend pas toujours une tournure coercitive, et mal perçue par les populations. L'action de la municipalité était multiforme. On apprend ainsi que le conseil municipal est intervenu pour solliciter de l'administration des contributions indirectes la création d'un débit de tabac dans le quartier de la Rotonde, le plus près possible des nouvelles cités de la Compagnie de l'Est ; [335] de même dans le quartier de "la Ville en Bois" .[336]

Une voirie coûteuse.

Toutes les questions de voirie relevaient d'une activité municipale plus classique. En grande partie il s'agissait de parfaire et souvent de prolonger les travaux engagés au début du siècle. On retrouve en bonne place, les questions déjà anciennes de l'hygiène publique et celles plus nouvelles de la circulation. La municipalité doit à la fois se préoccuper de relier les espaces nouveaux aux quartiers anciens et surveiller la qualité des revêtements routiers, leur carrossabilité, l'éclairage suffisant des rues ,etc. En même temps, à chaque percement, à chaque ouverture de voie, il fallait poser des tuyaux de collecte et d'adduction des eaux.

331- A M 25 septembre 1920.

332- A M 30 juillet 1924.

333 et334- A M 14 mai 1920. Concrètement, elle demandait à la Compagnie d'effectuer les travaux nécessaires «*afin de faire cesser ce mauvais état de choses qui nuit considérablement à l'hygiène publique.* » A M 14 mai 1920.

Mais ce n'est pas seulement à la Compagnie de l'Est que le conseil municipal s'adressait pour les aménagements urbains. Il a été plusieurs fois amené à demander directement aux propriétaires riverains, en particulier aux habitants de la rue de la Rotonde, de procéder, à leurs frais, aux travaux nécessaires à la remise en état de la route comme nous l'avions déjà indiqué.(A M 26 janvier 1925) La ville devait en effet supporter des travaux de voirie de plus en plus lourds.

335- Argumentant du fait que «*ce quartier dit "de la Rotonde" prend une très grande extension, que la Compagnie de l'Est fait procéder dans cette partie de la ville à la construction de 80 maisons pour logements d'employés, que les fumeurs de ce quartier ne peuvent s'alimenter en tabac qu'au débit de la gare ou à celui de Jarny-ville qui sont relativement éloignés, sollicite*» (A M16/2/1924)...

336- En précisant que «*les quartiers dits " de Moulinelle" et de "la Ville en Bois" prennent une très grande extension, et que les fumeurs de ce quartier ne peuvent s'alimenter en tabac qu'au débit de la gare ou de Jarny-ville qui sont relativement éloignés, sollicite de*» **(A M 14 avril 1924)**

Dans un premier temps la réparation des dégâts liés à la guerre et à l'occupation a été prise en charge par la collectivité nationale. D'où l'accord avec l'Etat en mai 1920 : «*Les voies de communes de la ville, chemins vicinaux, ruraux et voies urbaines seront reconstitués aux frais de l'Etat, la commune renonçant expressément à formuler toute réclamation ultérieure d'indemnité pour les dommages de guerre subis par les voies publiques lui appartenant* »[337]

Par la suite, les travaux de voirie durent être inscrits dans un plan global d'aménagement du territoire communal. C'est pourquoi, en décembre 1919, la municipalité demanda à M. Brillet, architecte à Jarny, d'élaborer les plans d'alignement et d'embellissement de la ville.[338] Ce plan d'alignement fut présenté aux élus le 14 avril 1921 et adopté quelques semaines plus tard. [339] Les conséquences de cette décision, allaient apparaître assez vite. Dès, le 5 novembre 1921, on note des expropriations pour cause d'utilité publique pour l'élargissement de la route 52 bis et l'ouverture d'une rue au nord de l'église ainsi et l'élargissement de la rue de l'église.[340]

Voici un exemple significatif : en 1923, la commune achète pour le supprimer, un immeuble appartenant à M.Léon Barthelemy: l'état de vétusté et la mauvaise conformation du bâtiment contrariaient ses projets. Le conseil précisait que dans la perspective d'une mise à exécution du plan d'embellissement du quartier de l'église, cet immeuble, incendié au début de la guerre, devait disparaître, car il enlève toute esthétique à la place...[341] et gêne la circulation automobile. C'était là un argument nouveau. M.Barthélemy n'étant pas disposé à céder, porta l'affaire en justice. Par jugement rendu le 3 avril 1923, la ville fut mise en possession de la propriété et put ainsi poursuivre son projet de construction d'une place publique «*conformément au plan d'alignement et d'embellissement* »[342] La procédure de démolition fut ensuite engagée. [343] Cet exemple montre le souhait de la ville d'inscrire sa démarche dans une politique globale. En 1923, elle avait reçu du ministère des Régions Libérées une somme de 68100 F, «*quote part de l'Etat dans la réalisation du plan d'alignement de la ville* » [344] A son tour, elle essaya de stimuler les habitants et les propriétaires par l'attribution d'un prix d'ordre et de propreté, notamment les «*propriétaires d'Habitation à Bon Marché* »[345] Une démarche qui traduit tout l'intérêt que portaient les élus jarnysiens à un souci plus général: on est même

---

337- A M 14 mai 1920.
338- A M 22 décembre 1919.
339- A M 17 mai 1921.
340- Tableau des expropriations prononcées:

Noms	domicile	N° cadastre	Lieux dits	nature	surface	offre	Indemnité	Total
Barthélemy Léon	Jarny	814	rue de l'église	bâtiment	248 m2	6 000,00F		
Barthélemy Léon	Jarny	819	rue de l'église	cour	266 m2	5 000,00F	25 000,00F	36 000,00F
Génot Henri	Jarny	819	rue de l'église	cour	12 m2			
Pillot Dominique	Jarny	815	Nale 52 bis	cour	36 m2			
Pillot Dominique	Jarny	817	Nale 52 bis	ruines	161 m2			
Louis	Jarny	818	Nale 52 bis	ruines	156 m2	3 900,00F	25 000,00F	28 900,00F
Pillot Dominique	Jarny	814	place de l'église	bâtiment	61 m2			

341- A M 16 mars 1923.
342 à 344- A M 3 août 1923. Des contacts avaient été pris à cette occasion avec l'assureur communal pour garantir les ouvriers qui travailleraient sur le chantier de démolition. dans sa délibération, la municipalité avait indiqué que «*les matériaux de peu de valeur puisqu'ils proviennent d'une maison brûlée, serviront à la commune pour son usage personnel* »
345- A M 24 septembre 1924.

un peu étonné de voir le conseil municipal voter à la fin de la période, une subvention de 2 000 F pour que «*M.Labacye ingénieur principal du service vicinal participe au congrès de la route à Washington* »[346] Tous ces exemples, semblent indiquer, que Jarny s'intéresse aux débats qui agitent les urbanistes de l'époque.Stimulés par les sous-préfectures et leurs associations, les maires sont tenus de s'engager dans une politique de gestion de l'espace urbain concertée, rendue nécessaire par les progrès de la circulation.

Au lendemain de la guerre, la première tâche était de remettre la voirie en état, puis de gérer son extensions. Un état sommaire fut dressé par M. Jules Viardot , cantonnier des chemins vicinaux et ruraux depuis le 22 décembre 1919. On en trouvera le résumé ci-dessous:

dates	lieux	travaux projetés
9 Janvier 1920	rue des mines	refermer fosse septique face caisse d'épargne fouille pour trouver endroits obstrués nettoyer et recharger toute la rue
9 Janvier 1920	rue de Lorraine	nettoyer et recharger toute la rue avec réfections des caniveaux
9 Janvier 1920	rue de la Cure	nettoyer et recharger toute la rue avec réfections des caniveaux
9 Janvier 1920	rue du Gué	nettoyage sérieux, enlèvement des détritus et ordures ménagères, recharger toute la rue avec réfections des caniveaux
9 Janvier 1920	impasse du Gué	nettoyage et curage des fossés, enlèvement des ordures ménagères
9 Janvier 1920	rue du Point du Jour	nettoyage et réfection de l'égout, enlèvement des ordures diverses
9 Janvier 1920	rue Jurue	nettoyage complet, allongement de l'égout allant de la route nationale à la rue du Point du Jour
9 Janvier 1920	Sentier des Marcaires	nettoyage sérieux de ce lieu infect
9 Janvier 1920	Sentier Moncel	élagage de la haie par le propriétaire et remise en état de ce sentier
9 Janvier 1920	Chemin Jarny-Friauville	réfection de l'aqueduc et curage du fossé
9 Janvier 1920	Rue du Lavoir	réfection de ce chemin que les eaux détériorent
9 Janvier 1920	Rue de l'Yron	nettoyage de la rue, construction de caniveaux, débouchage du puisard au coin de la maison Collin. Ce travail amènerait les eaux dans l'égout collecteur qui les déverserait dans l'Yron et non sur la rue du lavoir.
9 Janvier 1920	rue Jeanne d'Arc	enlèvement des détritus de toute nature et qui jonchent la route et dégagent une odeur nauséabonde, nettoyage du caniveau.

De semblables travaux d'entretien, la commune ne va pas cesser d'en engager, soit en les prenant en charge directement, soit en demandant aux riverains ou propriétaires d'en assumer la charge. [347]

L'élargissement de certaines rues, action déjà plus lourde, avait été discutée dès le 1 janvier 1921. [348] Il posait des problèmes, de coût et de relation avec l'administration des Ponts et Chaussées qui ne se montrait pas toujours conciliantes. Elle avait ainsi refusé d'affecter une partie des prestations destinées pour l'entretien des chemins ruraux à la construction d'une rue destinée à assurer une communication facile entre le groupe scolaire de la gare et les rues avoisinantes. [349] Cela ne faisait pas l'affaire de la trésorerie municipale déjà sérieusement obérée.

La question des terrains privés, de leur rachat, et des procédures nécessaire pour les expro-

346- A M 7 août 1930.
347- C'est ainsi qu'elle informait les propriétaires riverains du mauvais état de la rue privée donnant accès à la coopérative des chemins de fer ...et qu'elle les priait «*de vouloir bien faire procéder à quelques travaux d'amélioration* » A M 6 novembre 1925.
348- AD M&M WO 1855a
349- A M 28 novembre 1925.

prier préoccupait les élus. Ces procédures d'utilité publique, parfois pénibles, durent être engagées pour faire aboutir plusieurs projets. Ce fut le cas, par exemple des travaux nécessaires au prolongement de la rue particulière Anatole France «*jusqu'à la route départementale n°1 sur une longueur d'environ 50 m* »[350] Les offres d'expropriation sur la base de 400F l'are pour l'acquisition des terrains nécessaires au prolongement de la rue n'avaient pas abouti. [351] Ce fut donc par jugement du tribunal civil de Briey, rendu le 24 octobre 1929, qu'avaient été déclarés expropriés pour cause d'utilité publique «*les terrains nécessaires à la réalisation immédiate sur une longueur de 50 m environ d'un chemin vicinal devant relier la rue Anatole France à la route départementale n°1.* »[352] Cette voie fut alors incorporée sur toute sa longueur (234m, 35) au réseau des chemins vicinaux ordinaire de la commune , avec une cession gratuite du sol par 7 propriétaires! [353]

Les artères créées juste avant guerre et les nouvelles créations, furent baptisées ou rebaptisées dans les années vingt. Ces noms méritent quelque attention car le choix n'est jamais tout à fait neutre. A côté de noms banals comme ceux qui se rattachent au paysage local, les figures républicaines sont particulièrement présentes, comme le montre le petit tableau ci-contre. On le voit: la municipalité de Jarny, nous l'avons déjà dit, n'est pas une municipalité ouvrière comme il en existera après la seconde guerre mondiale dans presque tout le Pays Haut. Sa politique communale s'inscrit dans l'esprit de la III° République. Elle choisit pour le nom de ses rues les grandes figures du progrès, de la paix, de la laïcité dans le panthéon bien connu de la République et cela n'est pas franchement original. Notons au passage qu'on ne trouve nulle part des noms d'industriels; dans les cités ouvrières, cheminotes ou minières, la nature le dispute à la banalité pour nommer les rues: rue des Ormes, des Sureaux,...rue A, rue B, rue C... à Droitaumont! Ce n'est pas que la ville tourne le dos à l'univers industriel bien au contraire, leurs rapports avaient toujours été directs, mais, à Jarny, le paternalisme ne s'est pas inscrit dans la toponymie.

Les noms de Rue

Noms républicains	Autres personnalités	Noms plus banals
1 **R. E. ZOLA**	1 R. M. de DOMBASLES	1 R. de LA TUILERIE
2 **R. L. GAMBETTA**	2 R. M. BARRES	2 R. de METZ
3 **R. J. FERRY**	3 R. P. DEROULEDE	3 R. de TRIBIEUX
4 **R. V HUGO**	4 R. S. MACHEREZ	4 R. des HAUTS des SUREAUX
5 **R. A. FRANCE**	5 R. A. THIERS	5 R. des ORMES
6 **R. CARNOT**	6 R. ALBERT 1ER	6 R. du BREUIL
7 **R. CURIE**		7 R. du GUE
8 **Ouverture WILSON**		8 R. de L'EPINE
9 **Av. WILSON**		9 R. de LA RENAISSANCE
10 **Groupe A. MEZIERES**		10 R. NEUVE
11 **Av. de LA REPUBLIQUE**		11 R. de MOULINELLE
12 **Av. J. JAURES**		12 Av. STE BARBE
13 **Av. LAFAYETTE**		13 Route de Mars-La-TOUR
14 **R. PASTEUR**		

A côté des grandes artères, le territoire communal est aussi parcouru par tout un réseau de chemins ruraux dont la municipalité doit aussi assurer l'entretien. Pour en alléger sa part des charges,

---

350- A M 17 juillet 1929.
351- A M 26 novembre 1929.
352- A M 25 janvier 1930.
353- A M 27 février 1930 - Ces derniers avaient semble-t-il mieux perçu que d'autres tout l'intérêt de viabiliser leurs parcelles. Après cette décision, la commune avait fait procéder à l'adjudication des travaux de construction de la rue Anatole France ; le 8 mars 1930 , une première adjudication avait été infructueuse, et finalement , M.Motta et Cie, entrepreneur à Labry, allait emporter le marché. Il s'engageait à les exécuter moyennant une augmentation de 11,50 %...son offre était plus intéressante que celles des autres postulants: M.Binetti proposait une augmentation de 11,70%, M.Aggazzini de 15 % et M.Cléret de 35 % ! (A M 22 mars 1930)

la commune procède au classement de certains de ces chemins, en chemins vicinaux d'intérêt communal. Le 30 janvier 1920, elle demande ainsi le classement d'une partie du chemin Jarny-Friauville. Plus tard ce sera le cas du classement du chemin de Tichémont à Labry passant par le pont de l'Orne (680m environ) et du chemin de Jarny à Tichémont (750m environ).[354] Notons que la ville a pu,inversement se défaire de certains chemins. C'est ainsi qu'elle a aliéné, en novembre 1923, le chemin rural Tichémont-Conflans, qui ne rendait plus aucun service puisqu'il avait été coupé par la ligne de chemin de fer. Le conseil précisait «*que le défruitement des propriétés Schmit et Thonon peut se faire par d'autres voies dont l'accès était plus facile* » et que «*l'assiette de ce chemin était encombrée par les chantiers de M.Schmit...* »[355]

En matière de circulation locale, d'autres obligations s'imposaient, comme la réfection des passerelles et des ponts sur les chemins ruraux. C'était le cas du chemin menant de Droitaumont à Friauville, qui fut l'objet de travaux répétés . Mais le conseil municipal songeait aussi à améliorer les abords des ponts du chemin rural de Droitaumont à Doncourt, au lieu dit "sous le bois", la commune demanda donc à l'administration des Ponts et Chaussées de «*vouloir bien faire procéder à un rechargement de laitier aux abords de ces ponts* » [356]

Les interventions les plus fréquentes des élus, concernaient l'élargissement et l'amélioration de ces chemins anciens, mal adaptés à la circulation des engins modernes.Elle a ainsi demandé à l'entreprise Ballot d' employer des crasses pour améliorer le chemin des ânes.[357] Elle est ensuite intervenue pour demander l'élargissement et la réfection du «*chemin vicinal ordinaire n°3 de Jarny à Friauville* » entre l'ouverture du chemin et la rivière Yron sur une longueur de 2320 m, notant à cette occasion que «*la largeur de ce chemin, suffisante autrefois ne permet plus le croisement facile de nombreux véhicules et machines agricoles qui circulent sur ce chemin, la Société Dawey Bickford, la Société Pétrolessence et les cultivateurs réclament...* »[358]

La municipalité cherchait des aides extérieures, en particulier celle des industriels. Pour l'entretien des ponts de Droitaumont, elle avait sollicité «*une participation de la mine de Droitaumont*» De même pour les travaux de réhabilitation des chemins endommagés ou inachevés par l'occupant. Ainsi , dès le 19 mars 1922, la commune avait posé la question de la voie d'évitement construite par les Allemands du côté de Giraumont.[359] Le maire avait présenté aux conseillers un projet de rectification du chemin vicinal ordinaire n°6 de Jarny à Tichemont sur une longueur de 223 m 50. Après la guerre, le conseil municipal considérant que le changement apporté par la rectification «*ne présentait aucun inconvénient pour maintenir la circulation* ,» que le tronçon construit pendant la

354- A M 17 juillet 1929.
355- A M 16 novembre 1923.
356- A M 19 janvier 1924.
357- A M 28 novembre 1925.
358- A M 12 septembre 1929 - Ces travaux de réfection de la route de la Cartoucherie s'étiraient depuis la place Henri Genot jusqu'aux établissements de la"Pétrolessence". La dépense globale devant s'élever à 30000 F environ, la commune avait proposé qu'une partie puisse être couverte par les sociétés desservies comme "Dawey -Bickford". En particulier la ville insistait, pour le secteur concernant la réfection du chemin des ânes en bordure des établissements de la "Pétrolessence". (A M 7 août 1930)
359- AD M&M WO 1861.

guerre pouvait être considéré comme meilleur à beaucoup de points de vue; décida en conséquence que cette rectification serait maintenue définitivement.[360] Comme il fallait payer l'achat des terrains concernés, l'entretien de ce chemin et en particulier les travaux nécessaires pour assurer l'écoulement des eaux de surface, la commune prit à sa charge les frais d'acquisition des terrains «*formant l'assiette de la rectification, soit 3 000 F dont 2620 F pour l'acquisition et 380 F pour l'occupation de terrain depuis l'armistice* »,[361] mais en demandant à l'administration d'allouer à la ville une subvention d'un montant égal pour assurer l'entretien futur. [362]Le préfet accorda à la ville une indemnité pour travaux exécutés par les Allemands au cours de la guerre «*sur des parcelles de terrain communal endommagées par un raccordement à voie normale, un chemin hérissonné incomplètement terminé et une plateforme de voie de 0,60 m .*»[363] Cette indemnité avait été fixée à 548 F seulement par les services de la préfecture, mais finalement, le ministère des Travaux Publics s'engagea à verser une indemnité de 10 550 F en "compensation de dommages".[364]

On notera encore comme autre aménagement de voirie, l'acquisition d'un pont bascule par le syndicat agricole local.[365]

Même pour l'entretien des routes reliant les nationales traversant la ville, la municipalité a dû parfois apporter sa contribution. Ce fût le cas pour le goudronnage du chemin d'intérêt commun n° 13 entre Auboué et la nationale 52 bis. Il s'agissait là d'une des voies les plus fréquentées de la région assurant les communications entre les centres les plus importants de Jarny-Auboué-Homécourt et Jœuf, la commune dut y participer, pour un montant de six mille francs. [366]

Autre préoccupation nouvelle: l'insertion de places publiques dans l'espace urbain. Elles étaient peu nombreuses dans la commune : places à caractère fonctionnel comme la place de la gare déjà construite ou symbolique comme celle de la mairie, mais aussi places implantées dans des lieux où on ne les attendrait pas et qui n'avaient pas de vie particulièrement animée. Celles-ci surprennent davantage.

La décision la plus importante pour la ville a été d'aménager une place devant l'Hôtel de Ville. Les destructions de la guerre, les alignements et les démolitions, les rachats et les expropriations diverses avaient donné à la ville l'occasion de dégager un périmètre assez vaste pour établir une place dédiée à la mémoire de l'ancien maire, juste devant la mairie. Pour réaliser ce projet, la municipalité a mené une action classique, cette fois bien comprise dans son ensemble par les propriétaires. Elle acheta d'abord les terrains de M. Draux pour lesquels «*4 000F seront alloués pour les six ares soixante de terrains en nature de jardin, situés sur la bordure de la route nationale 52 bis en face de la mairie actuelle* »[367] Le 17 mai 1921, elle acquit quelques terrains voisins, et le 3 mars 1922, une

360- A M 26 septembre 1923.
361 à 363- A M 16 novembre 1923.
364 - A M 24 septembre 1924.
365- Celui-ci en a fait presqu' immédiatement don à la commune... et le conseil municipal a décidé que ce pont bascule serait placé près du clocher de l'église.Ce qui fût fait. (A M 6 mai 1922).
366- A M 13 août 1925.
367- A M 25 septembre 1920.

autre partie de la propriété de M. Draux pour élargir la place .[368] Le 24 septembre 1923, le maire annonça que la nouvelle place serait nommée "*place Henri Génot* " en souvenir de son frère l'ancien maire fusillé le 26 août 1914.[369] On fit démolir un immeuble communal situé aux abords de la mairie afin d' élargir encore la future place Henri Genot (16 février 1924); puis on décida d'étendre la place jusqu'à l'ancienne «*propriété de M.Barthélémy , exproprié par jugement le 3 avril 1922* »[370] Le 5 mars 1924, la commune acheta encore pour 32 000 F un terrain de 79 ares nécessaire à l'élargissement de la place publique. [371] L'année suivante la place put être solennellement inaugurée.

Une autre place semble avoir beaucoup occupé les élus :la place publique "Haut de Paurose". Le choix de son emplacement étonne encore aujourd'hui. Charles Genot exposait en 1923 que la ville manquait d'une place publique «*répondant aux besoins d'une commune prenant une très grande extension* ». A cela rien d'étonnant. Peut-être songeaient-ils à ce moment à créer, un peu artificiellement, un centre situé entre la gare et la mairie, une sorte de cœur neuf pour unifier toutes les parties de la ville? Il est difficile de comprendre le choix de cet emplacement. Certes le maire déclarait que la plupart des terrains communaux avoisinant Jarny-Ville et Jarny-Gare étaient situés dans un périmètre relativement éloigné des nouvelles habitations et des nouvelles rues et que Jarny ne disposait pas d'une place suffisamment vaste pour les réunions de la population les jours de fêtes et marchés. Il informait son conseil qu'il s'était mis en rapport avec les propriétaires des terrains situés lieu dit "Haut de Paurose", qui avaient déjà créé une place à leur frais. Il ajoutait qu'en l'état, elle ne remplissait pas les conditions pour lesquelles elle était destinée et que les propriétaires consentaient à céder à la ville «*à des conditions très avantageuses les terrains nécessaires pour créer cette place, soit 40 ares...* »[372] Les élus avalisèrent ce choix. Ensuite, les procédures suivirent leur cours.[373] Quel serait l'usage de cette place publique? Interrogé, le maire répondait à nouveau que la place publique des "Haut de Paurose" devait servir à «*l'organisation des marchés, des fêtes, festivals et réjouissances publiques* ,» Le conseil municipal en demanda ensuite le classement au nombre des places publiques» [374] Le 21 juin 1925, la place Paurose était achevée. [375] Mais elle n'a jamais joué le rôle attendu; elle n'a pas su susciter l'attraction immobilière et commerciale qui aurait pu en faire un centre vivant à mi-chemin des pôles existants.[376]

A ces places avaient parfois été adjoints des parcs, comme le square du monument aux

---

368- AD M&M WO 1861
369- AD M&M WO 1861.
370- A M 16 février 1924.
371- AD M&M WO 1855a.
372- A M 3 août 1923.
373- Il fallait acheter d'autres parcelles, en particulier le terrain d'une contenance de 75 ares environ, appartenant à M.Draux. Ce dernier après plusieurs rencontres avait consenti à le céder pour une somme de 32 000 F à condition que le paiement intervienne au plus tard le 1 er avril 1925. Le conseil municipal acceptait et, à la majorité, autorisait le maire à l'acquérir également. A M 26 septembre 1923.
374- A M 16 février 1924.
375- AD M&M WO 1855a.
376- A M 12 septembre 1929.
La commune décida plus tard de créer un poste d'aide-manœuvre chargé à la fois de l'entretien des places publiques et du chauffage du groupe scolaire Alfred Mézières.

Morts, déjà évoqué. Il constituait dans la ville un ilôt de verdure, mais il n'a jamais été véritablement un centre de promenade du fait d'un emplacement en "cul de sac" et de plus mal situé dans la ville.

Pour satisfaire aux nécessités d'une circulation toujours plus active, pour supprimer les obstacles et rectifier les rues, les élargir et augmenter la capacité des voies principales, la commune mit en place une commission municipale spéciale. Les conclusions qu'elle a présentées au conseil montrent comment, progressivement, la ville de Jarny s'est trouvée confrontée à des questions tout à fait neuves de circulation, de sécurité, tant des véhicules que des personnes.

Première préoccupation: la circulation sur les trottoirs. Le conseil municipal a dû intervenir auprès des hôteliers et cafetiers qui avaient installé une terrasse devant chez eux, sur le trottoir. Espace en principe destinés au passage des piétons, leur utilisation avait été règlementée par un arrêté *«autorisant les terrasses à condition qu'un passage d'un mètre soit réserré aux piétons et qu'une redevance annuelle de trois francs par mètre courant sera payé à la commune »*[377]

Autre souci: la sécurité dans la ville; elle passait notamment par la protection des chantiers. Plusieurs arrêtés stipulaient que *«les chantiers , sans aucune exception , devront être entourés de barrières jointives de deux mètres de hauteur au moins, éclairées pendant la nuit... »* La ville exigeait que l'éclairage des chantiers et des dépôts de matériaux soit fait par: *«une lanterne pour un dépôt au dessous de dix mètres d'étendue, deux lanternes pour un dépôt de vingt à trente mètres et ainsi de suite, en ajoutant une lanterne pour chaque longueur de dix mètres au plus .»*[378] Dans ce même ordre idée, on s'occupe de l'éclairage public. On apprend ainsi par exemple que l'éclairage *«se fera à partir du 1er dimanche d'octobre »*[379] ou encore que *«l'éclairage public à Droitaumont se fera à partir du 1er décembre prochain »*[380] Chaque année, les dates sont ainsi fixées. Un peu plus tard, une nouvelle commission fut chargée *«d'examiner l'installation de l'éclairage électrique communal et de dresser un rapport sur les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter »* [381]

Toujours dans ce domaine de la sécurité, la gestion des passages à niveau préoccupait particulièrement la municipalité. Elle aurait voulu supprimer les deux passages à niveau coupant respectivement la route de Nancy et la route de Metz ; elle demanda la création de passages supérieurs ou inférieurs à ces endroits, faisant remarquer que le passage de la route nationale 52 bis était extrêmement dangereux, rappelant qu'à cet endroit le passage avait causé de nombreux accidents (notamment le 1 juin 1923 où un camion transportant cinq personnes avait été tamponné par l'"express venant de Nancy vers 18h30). La solution dépendait aussi de l'importance des sommes à engager. La Compagnie faisait remarquer que les dépenses à faire seraient très élevées *«en raison du prix actuel des ouvrages et de l'importance des terrassements»* Elle les estimait à *«environ 750000 F pour ce-*

377- A M 16 juin 1920.
378- A M 23 novembre 1929.
379- A M 10 septembre 1924.
380- A M 24 septembre 1924.
381- A M 12 septembre 1929.

lui de la départementale et 550000 F pour celui de la nationale ...»[382] Mais elle offrait, en raison des économies que la suppression des passages lui procurerait, une subvention de 150 000 F pour chacun des deux passages, *«le surplus pouvant être gagé au moyen de surtaxes locales temporaires à appliquer sur le trafic voyageurs et marchandises de la gare de Conflans-Jarny...»* [383] Le conseil municipal répondit, qu'il ne serait pas logique de faire supporter à la ville des dépenses *«qui ne seraient profitables qu'à la Compagnie de l'Est...»*, faisant remarquer que la Cie *«bénéficierait de la suppression de deux employés mais aussi des indemnités à payer aux parents des victimes en cas d'accident...»*[384] La question allait rester plusieurs années en suspens. Un nouveau rapport du service vicinal *«relatif à la suppression du passage à niveau n°3 sur la route 52 bis, à la sortie de Jarny vers Pont-à-Mousson»*, puis un second rapport concernant *«la suppression du passage à niveau n°4 allant de la route nationale 52 bis à la halte de Droitaumont, passage non gardé»* seront discuté au début de la décennie suivante. Finalement, seul le premier passage allait être supprimé et remplacé par un pont au début des années trente.

Le problème de la circulation et du stationnement des automobiles ne tarda pas à se poser. Jarny, comme toute la France, s'ouvrait à la circulation moderne. les voitures automobiles étaient de plus en plus nombreuses. On le remarque à la présence des garages et distributeurs d'essence, à l'installation d'un dépôt de carburant important, la "Pétrolessence", et aux arrêtés pris dès le 4 juin 1921 par la municipalité, pour règlementer la circulation et le stationnement dans la ville. [385]

Pour assurer la sécurité automobile, il fut décidé de placer aux frais de la commune quatre plaques indicatrices limitant la vitesse des automobiles à l'entrée des principales artères de la ville.[386] Un peu plus tard, le conseil municipal autorisa le maire à prendre un arrêté fixant la vitesse dans les différents quartiers de Jarny. Il limita *«à 10 km/h la vitesse pour les camions autos e t poids lourds et à 15 km la vitesse pour les voitures de touristes.»* [387] La circulation automobile transitant par la ville ne cessant d'augmenter, le conseil municipal décida en outre de faire poser une plaque indicatrice au croisement des routes Nancy et Metz *«pour permettre aux voitures venant de la direction de Conflans, de reconnaître immédiatement la direction de Metz ou de Nancy suivant leur itinéraire»*[388]

Notons que dans ce domaine de l'automobile, une bataille de clocher continuait d'opposer Conflans, chef lieu du canton et Jarny, limitrophe et plus importante. Les élus jarnysiens pensaient que le classement des automobiles exécuté par l'autorité militaire ne devait plus se faire à Conflans, parce que Jarny comptait *«plus de cinquante automobiles à classer alors que Conflans et le reste du canton n'en comptent que quelques unes»*[389] Et ils demandaient que ce classement se fit à Jarny .

---

382 à 384- A M16 juin 1923.
385- AD M&M WO 1866. Nous donnons en annexes, plusieurs "réclames " des établissements jarnysiens, marchands de cycles, d'autos et motos.
386- A M 14 mai 1920.
387- A M 29 décembre 1924.
388- A M 1 juillet 1922.
389-A M 19 décembre 1920.

Parmi les premiers adeptes de l'automobile, on apprend que, M.Christophe Bonu, avait été autorisé à stationner avec sa voiture dans la cour de la gare.[390] De même M.Edouard Selle. Enfin un peu plus tard, M.Chrétien Geiger reçut lui aussi cette autorisation. Enfin, la municipalité règlementa le prix des courses «*en automobiles de place* », dont le tarif variait en fonction du moment de la journée et du nombre de passagers:

Nombre de passagers	1	2	3	Minimum	stationnement
de jour: 6h du matin à 10 h du soir	1,50F	1,50F	1,50F	5,00F	5,00F
tarif de nuit: 10 h du soir à 6h du matin	1,75F	1,75F	1,75F	8,00F	8,00F
	du km	**du km**	**du km**		

L'arrêté municipal interdisait de transporter dans les voitures des individus en état d'ivresse. Chaque automobile devait être pourvue d'un compteur-contrôleur horo-kilométrique, dûment poinçonné, et cet appareil devait être installé de telle façon à ce que" *les indications de sa face vitrée (tarif appliqué, prix à payer) soient visibles à l'intérieur de la voiture...* »[391] On est davantage étonné de constater que par leur arrêté du 21 juillet 1927 les élus, après avoir rappelé le prix des courses en automobiles de place, se soient préoccupés d'affaires qui en principe relevaient du domaine privé: «*chaque voiture aura son chauffeur particulier. Toute voiture en stationnement devra être dans un état de propreté parfaite...* » Le transport des animaux,sera tout simplement interdit. [392]

C'est sur ces transformations liées à la modernisation de la vie, et sur les adaptations que la ville a dû mener que nous arrêterons provisoirement la présentation de la politique municipale. Elle ne s'interrompent pas, bien évidemment avec les années 30. Elle continuera en effet d'œuvrer pour le bien commun, dans la continuité de ce qui a été sa règle dans tous les dossiers que nous avons volontairement regroupés, mais qui se menaient souvent de front: persévérance et gestion au plus près des intérêts de la commune continueront d'animer les élus jarnysiens. L'équipe municipale agira de manière bien différente après la crise de 1931 et après les changements que la situation politique imposera à partir de 1935. [393] La commune limitera ses investissements à des extensions ou des améliorations du patrimoine municipal existant (aménagement des routes, achèvement du stade et des écoles), dégageant ainsi une partie de sa trésorerie pour des actions plus en rapport avec la période: bienfaisance, encouragement aux familles, etc, comme nous aurons l'occasion de l'indiquer plus loin.

390- A M15 janvier 1930

391- A M15 janvier 1930.

392-A ce sujet, on peut noter que la commune avait pris plusieurs arrêts interdisant la circulation des chiens dans la ville. Rappelons aussi qu'à l'époque, une taxe était perçue sur les chiens, comme le précisait l'arrêté du 17 mars 1920.(AD M&M WO 1866) Quatre ans plus tard les propriétaires devaient distinguer leurs animaux: «les chiens de 1ère catégorie porteront une médaille blanche, 2ème une médaille rose et 3ème une médaille rouge» (A M 21 novembre 1924) Et la taxe municipale sur les chiens était à nouveau redéfinie à partir du 1 janvier 1926: chiens d'agréments 20F, chiens servant à la chasse 10F, chiens servant à la garde des troupeaux, habitations, magasins, ateliers et d'une manière générale chiens non compris dans les catégories précédentes, 5F» (A M 6 novembre 1925) Le 1 octobre 1931, les tarifs de cette taxe sur les chiens étaient à nouveau redéfinis. (AD M&M WO 1866) .

393- Bien sûr il y aura toujours des améliorations à apporter aux premières constructions, mais la manne des dommages de guerre n'est plus là et d'autres actions, notamment sociales accapareront en partie les crédits de la ville. Heureusement le plus gros des investissements avait été réalisé dans la période qui s'achève.

2- DE LA REPRISE A LA CRISE

L'ensemble des transformations urbaines décrites dans le chapitre précédent trouvait son origine dans le développement de la population jarnysienne. Bien que la ville se nourrisse de plus en plus de son propre développement, le nombre de ses habitants augmentait au rythme des affaires et épousait d'assez près les aléas de la production du minerai de fer. Les trois mines entraînaient toutes les autres activités dans leur essor; la gare de Conflans-Jarny tirait une grande partie de son activité de triage et de réparation des marchés passés par les mines de Jarny, Droitaumont et Giraumont. Cependant, gare de transit pour tout le secteur sud de la zone ferrifère de Briey, son activité dépendait de plus en plus des commandes du bassin, et la Cie de l'Est amortissait plus facilement les difficultés passagères de l'un ou l'autre des centres miniers locaux. A ces deux pôles principaux, s'ajoutait une intense activité de construction et de reconstruction, donnant aux métiers du bâtiment une importance sans égale jusqu'à présent, mais loin du sentiment euphorique et quelque peu utopiste de l'avant guerre. On note ainsi qu'en février 1922, les ouvriers du bâtiment étaient presque aussi nombreux (543) que les employés des deux mines jarnysiennes (582). Il faut dire que pour ces dernières, le lendemain de la guerre a été plus laborieux qu'on ne pourrait l'imaginer à première vue. Les raisons en sont multiples, et elles ne sont pas identiques dans les deux cas: tandis que Schneider menait une politique d'élargissement de sa présence régionale, Senelle-Maubeuge se débattait dans une bataille juridico-financière de statut, de séquestres et de dommages de guerre, qui allait brider son activité pendant toute la décennie.

A - LA DEMANDE EN FER S'ACCELERE

La conjoncture, difficile au lendemain de la guerre, se redresse lentement.

La situation locale dépend alors à la fois de la marche générale des affaires dans le pays et des situations propres aux différentes entreprises jarnysiennes. La situation générale n'est pas bonne; c'est ce que les économistes comme Maurice Niveau ont appelé la période de la crise de reconversion des économies de guerre en économie de paix.[1] A la morosité nationale, s'ajoute le contexte particulier de cette zone occupée, dont les industries lourdes ont souffert. Faut-il à ce sujet adhérer totalement à ce que les industriels lorrains écrivaient dans un de leurs bulletins d'après guerre? Ils y déploraient « *l'état pitoyable dans lequel les exploitants français ont retrouvé leurs mines, au mois de novembre 1918, aussitôt que le départ des troupes allemandes leur a permis d'y pénétrer de nouveau après quatre ans et demi d'absence.* »[2] Faut-il suivre M.Léon Guillet déclarant, deux ans après la fin du conflit, que « *l'effort de reconstitution fait par nos usines sidérurgiques a été extrêmement remarquable;* », et priant les observateurs de bien se rendre compte des conditions dans lesquelles cette reconstitution avait dû être entreprise. Il ajoutait:«*Après l'armistice, il ne fallait pas compter pouvoir se procurer quoi que ce soit sur place, tout ayant été systématiquement détruit ou volé: plus de machines, plus de matières premières et une main d'œuvre insuffisante; ceux qui restaient des anciens ouvriers étaient dispersés un peu partout.* »[3] Le tableau est assez noir! Faut-il au contraire se fier au rapport établi par l'ingénieur en chef des mines, M.F.Leprince-Ringuet, qui, s'étant rendu sur place, écrit au sujet de la mine de Droitaumont?«*...mine relativement peu abimée, capable de revenir dans le délai d'une année environ à sa capacité de production d'avant guerre. Toutes les voies du fond ont été enlevées. Le groupe convertisseur est parti à Anderny-Chevillon. Une turbine et deux machines à vapeur ont été expédiées ailleurs...* »[4] Comme on le voit le tableau est nettement moins sombre. Etait-il plus juste? Il semble que l'ingénieur ait sous-estimé dans un rapport établi à chaud, non pas tant les dégâts subis par l'outil industriel, que ceux que l'ensemble du domaine a éprouvés et par conséquent les handicaps qu'ils allaient générer au

1- Maurice Niveau, "Histoire des faits économique contemporains", p 202. M M.Léon Guillet ne déclarait-il pas à ce sujet :«*D'un autre côté, le manque de charbon et de moyens de transport ne permettait guère de compter sur les régions épargnées; d'ailleurs, celles-ci, obligées de passer brusquement des fabrications de guerre aux travaux de paix, avec des moyens très incomplets, ne pouvaient suffire, d'ici longtemps, aux innombrables demandes qui leur étaient faites et par une situation paradoxale, les usines qu auraient pu fournir à ces industries de l'intérieur les matières métalliques et le charbon qui leur étaient nécessaires étaient celles qu'il s'agissait précisément de reconstruire* »

(2- M.Guillain, in Revue de Métallurgie, 1921, p 660.

3- in Mémoire de M.Léon Guillet au Congrès de l'Iron &Steel Institute, Paris les 5-6 septembre 1921

4- Extrait du "Rapport sur l'Industrie minière en Meurthe-et-Moselle pendant las années de 1914 à 1918- M.F. F.Leprince-Ringuet, Berger Levrault 1919. Après avoir rappelé que la mine de Droitaumont, avait été exploitée du 22 janvier au 30 août 1917, «*avec un personnel moyen de 300 ouvriers dont 200 prisonniers russes et 100 civils, sous la direction de Blum d'abord, de Pietz dans les derniers mois...Le tonnage extrait a été expédié en majeure partie en Haute- Silésie*»

moment de la première phase de la reprise. Néanmoins, la conviction générale était que les mines n'avaient pu reprendre pleinement leurs activités en raison de travauxlourds et coûteux de remise en état. On comprend que l'on ait eu tendance, à mettre en avant l'argument de la "casse" de l'outil industriel pour expliquer le décollage laborieux des affaires; mais il existait d'autres freins à la reprise. Nous allons les présenter rapidement après avoir évoque la remise en état des lieux.

- Les handicaps de l'après guerre:

La remise en état des mines:

Il ne peut être question de nier le handicap créé par les années d'occupation. Avant toute reprise des affaires, il fut urgent de reconstruire, de remettre en état les mines, les carreaux, les logements, les bureaux.

A la **mine de Droitaumont**, plusieurs ouvriers furent envoyés des différents centres du groupe Schneider pour remettre sur pied l'ensemble des installations du fond et du carreau, ainsi que le domaine dans son ensemble.

Le directeur, M.Leicknam , constatait pour sa part qu' « *à l'armistice, le détachement de personnel allemand resté à la mine assurant l'exhaure, partit pour l'Allemagne, non sans emmener avec lui, sur wagons, toutes les machines outils de l'atelier ainsi qu'un groupe turbo-alternateur avarié. Les installations industrielles et les cités étaient laissées dans un état de dépouillement et de délabrement indescriptibles.* »[5] Quelques jours après la cessation des combats, la mission française conduite dans le bassin par M.F.Leprince-Ringuet, avait constaté avec un certain soulagement que les quelques ouvriers présents à la mine de Droitaumont avaient poursuivi l'exhaure. Selon le directeur, le pire avait été évité « *grâce, il faut bien le dire, au maintien par le chef du service allemand intéressé, de l'alimentation en énergie électrique* » [6]Le travail de restauration commença rapidement et se développa au fur et à mesure des retours des ouvriers et employés. L'extraction put reprendre à petite allure en novembre 1919, l'effectif ouvrier atteignant à cette date environ 120 employés. Le travail avait repris, notamment grâce aux équipes dépêchées sur place pour tout remettre en état. Plusieurs spécialistes avaient été envoyés en mission par la maison du Creusot. Le rapport de cette mission nous permet de mesurer très concrètement l'ampleur des dégâts; si la mine n'était pas franchement en très mauvais état, le matériel avait disparu ou était en panne! Surtout tous les locaux nécessitaient une remise en peinture, le changement des menuiseries, des vitres, des lavabos, pour pouvoir accueillir à nouveau du personnel. C'était une entreprise hautement prioritaire comme on l'imagine. M.Leicknam a pris un soin particulier à suivre cette remise en état; il était aidé par un contrôleur, M. Levert, tout spécialement détaché pour suivre la marche des travaux. [7] Le tableau suivant montre les tâches des 42 ouvriers en mission, dont 11 menuisiers, 3 serruriers, 1 zingueur, 2

5 et 6- note de M.Leicknam-Espace Archives Usinor Sacilor.
7- Un de ses rapports, établi entre le 22 et le 30 juillet 1919, nous a fourni de précieuses indications sur la vie ouvrière à l'époque. Nous les citerons dans un chapitre présentant les conditions de travail et la vie chère, en particulier.

plombiers, 9 maçons-couvreurs, 11 peintres et 5 manœuvres. Aucun ne restera à Droitaumont par la suite. On ne peut présenter le détail des travaux de réparation tant ils étaient nombreux: l'aile gauche du Château de Moncel, les logements de garde et de jardinier du Château, les couvertures, peintures des maisons d'ouvriers et d'employés, les cités italiennes, tout était pratiquement à reprendre.

Etat de la mission envoyée à la mine de Droitaumont.

Nom et prénom	Etablissement d'origine	arrivé le	parti le	durée	objet de la mission	gratification proposée
Védrines	Champagne	23/11/1918	21/12/1918	28	remiese en état des pompes d'épuisement	
Mangematin	Champagne	23/11/1918	21/12/1918	28	id	
Fichot	Le Creusot	24/11/1918	25/1/1919	62	remise en état des machines d'extraction	
Odile	Le Creusot	26/11/1918	1/6/1919	187	contremaître	
Leleu	Le Creusot	26/12/1918	21/1/1919	26	garde	
Patat	Le Creusot	10/12/1918	30/1/1919	51	garde	
Michaud	Le Creusot	10/12/1918	30/1/1919	51	garde	
Laurent	Paris	6/1/1919	8/2/1919	33	remise en état des immeubles	
Boulard	Paris	6/1/1919	22/2/1919	47	id	
Bolbaux	Le Creusot	23/1/1919	28/3/1919	64	id	
Pernette	Le Creusot	23/1/1919	28/3/1919	64	id	
Lacour	Le Creusot	2/2/1919	30/5/1919	117	id	
Alexandre	Le Creusot	2/2/1919			id	
Péraud	Le Creusot	2/2/1919			id	
Valat	Le Creusot	2/2/1919			id	
Beaudequin	Le Havre	18/4/1919	7/7/1919	80	réparation des locotracteurs	
Colin	Le Creusot	2/7/1919	10/10/1919	100	remise en état des immeubles	
Fuet	Le Creusot	2/7/1919			id	
Lenormand	Champagne	30/7/1919	27/9/1919	59	remise en état du matériel électrique	100,00F
Queré	Champagne	8/8/1919	27/9/1919	50	id	100,00F
Fichot	Le Creusot	2/9/1919	17/9/1919	15	remise en état des machines d'extraction	
Colin	Le Creusot	10/12/1919			remise en état des immeubles	
Lemaitre	Le Creusot	5/12/1918	28/5/1919	174	garde	200,00F
Vilette	Le Creusot	15/4/1919	19/8/1919	126	garde	100,00F

(Archives François Bourdon - Le Creusot)

La remise en état de la **mine de Jarny** a été tout aussi difficile. Là aussi l'année 1919 et l'année 1920 y seront consacrées . Comme partout, l'ampleur des travaux a largement dépassé les premiers constats. C'est du moins ce qu'on lit dans le procès verbal du Conseil d'Administration tenu le 30 avril 1920: « *Nous devons avouer en effet que lorsqu'il y a un an, nous vous avions signalé les manquements et avaries qui avaient été constatés à l'armistice, nous étions loin de nous rendre un compte exact des difficultés de toute nature que nous allions avoir à vaincre au cours de la reconstitution de l'affaire...Le matériel et les bâtiments sont dans un état de délabrement profond et souvent incurable, d'où résultent des avaries que le manque de main d'œuvre qualifiée, aggravé par la mise en application de la loi des 8 heures, rend encore plus fréquentes encore...* »[8] Au cours de ce même Conseil d'Administration, les administrateurs ont fait le point des travaux: au printemps

8- Espace Archives-Usinor Sacilor, boîte n°5.

1920, 8 chaudières sur dix étaient en ordre de marche ainsi que deux turbines de 750 KW.[9] Comme on peut le constater, la situation de la station centrale électrique de la mine était plutôt préoccupante.[10] A côté de cela, les ateliers étaient pratiquement réorganisés; ne manquaient que quelques machines outils. Trois des sept locomotives électriques avaient été remises en état et les autres étaient encore en cours de réparation. Enfin, les pompes devaient faire l'objet de réparations importantes.[11] Pour conclure, et dans un autre domaine, les administrateurs rappellent que les deux tiers des habitations étaient inhabitables.

Qui allait prendre en charge cette remise en état? L'entreprise, les actionnaires, le gouvernement?

La procédure d'évaluation des dommages a été relativement rapide; plusieurs commissions sont à pied d'œuvre assez tôt pour chiffrer au plus près les destructions ainsi que les versements des premières avances à effectuer dès le début de 1920.[12] Mais aux sommes relevant strictement des réparations, s'ajoutaient les autres pertes d'exploitation.[13]

Mine de Jarny Etat au 23 février 1921		Total	Part des actionnaires français
Dommages relevant de la commission cantonale			
Dommages déclarés, valeur 1920		**8 814 934,59F**	2 203 733,65F
Avances reçues			
fonds de roulement	144 000,00F		
réparations	1 152 747,05F		
au comptoir central d'achats	2 530 000,00F		
cessions pour le magasin d'Homécourt	77 306,85F		
cessions diverses	10 000,00F		
matériel récupéré ou racheté	248 050,00F		
avances sur dépenses d'exhaure	624 624,32F		Bilan global
	total des avances	4 786 728,22F	54,3%
	reste à toucher	4 028 206,37F	45,7%
Dommages relevant de la commission des réparations			
Dommages d"clarés, valeur 1920		3 352 045,00F	
Avances reçues			
dépenses d'exhaure jusqu'au 31/1/1921	1 174 700,00F		
	total des avances	1 174 700,00F	35,0%
	reste à toucher	2 177 345,00F	65,0%
Ensemble			
	dommages	**12 166 979,59F**	
	total des avances	5 961 428,22F	49,0%
	reste à toucher	6 205 551,37F	51,0%

9- Elles étaient encore incomplètement réparées. La turbine de 2500 KW a été rapatriée, mais avec ses cylindres fêlés. Les administrateurs craignaient de devoir la remplacer. La turbine de 350 KW n'avait toujours pas de condenseur.

10- La station fournissait aussi du courant à la mine de Giraumont, par l'intermédiaire d'une association dite "La Force".

11- Réparations allant jusqu'au remplacement du corps des pompes rongés par suite du manque d'entretien. La plus grande partie des pièces de l'une des locomotives a voie normale nous a fait retour, mais l'autre locomotive doit être considérée comme définitivement perdue. (Espace Archives-Usinor Sacilor, boîte n°5)

12- Aucune des deux mines n'a, à notre connaissanc,e contesté les sommes proposées pour les dommages.

13- C'est ce que signalait le directeur de la mine de Jarny en 1919: «*Au bilan, les immobilisations figurent, cettefois encore, pour le prix auquel elles étaient portées à la veille des hostilités, abstraction faite de toute dépréciation pour dommage de guerre, ceux-ci devant être réparés intégralement* » (**Espace Archives-Usinor Sacilor, V 142 - boîte n°5**) Le bel optimisme affiché dans la dernière phrase, le directeur ne se doutait pas alors qu'il allait devoir le tempérer et batailler dur jusqu'au milieu des années trente (il n'en verrait pas la fin lui-même) pour obtenir non pas le paiement intégral des réparations, mais pour simplement sauver les premiers versements acquis.

Une première évaluation approximative des dommages de la guerre pour la mine de Jarny, sur la base des cours pratiqués en 1914, avait été établie par le commissaire au compte de l'entreprise, M.Lambert, le 30 mai 1919; elle figure au bilan préparatoire de l'Assemblée Générale du 19 juin 1919, dans une colonne spéciale; le total se chiffrait à 2.406.213, 29 F.[14] La somme sera corrigée à la hausse par la suite pour atteindre un chiffre nettement plus élevé de 12.166.979,59F. Mais le règlement des indemnités, allait poser une question particulière pour cette mine aux trois quarts allemande à la veille de la guerre. Les actionnaires français allaient-ils percevoir la totalité des dommages ou seulement une part proportionnelle à leur investissement d'avant guerre? En fait, au mois de février 1921, les paiements des dommages ne couvraient pas la moitié des réparations estimées par les diverses commissions. C'est ce que montre le tableau de la page précédente.

Presque deux ans après la fin des hostilités, le handicap était encore lourd pour la mine de Jarny. Bien que les délais d'indemnisation aient été en général plus rapides que pour les particuliers, les lenteurs de la procédure, expliquent en grande partie les difficultés de la mine de Jarny dans l'immédiat après guerre. Ajoutons que la société n'avait pas l'envergure du groupe Schneider, et certainement moins de facilités de trésorerie pour attendre les paiements. Leur latitude dans ces années vingt n'étaient pas du tout comparables : la politique commerciale et industrielle des deux mines jarnysiennes dépendait non seulement de la situation des groupes qui les dirigeaient, mais aussi des tracasseries administratives, d'autant plus durement ressenties que la situation économique générale était médiocre.

Un marasme général passager mais inquiétant :

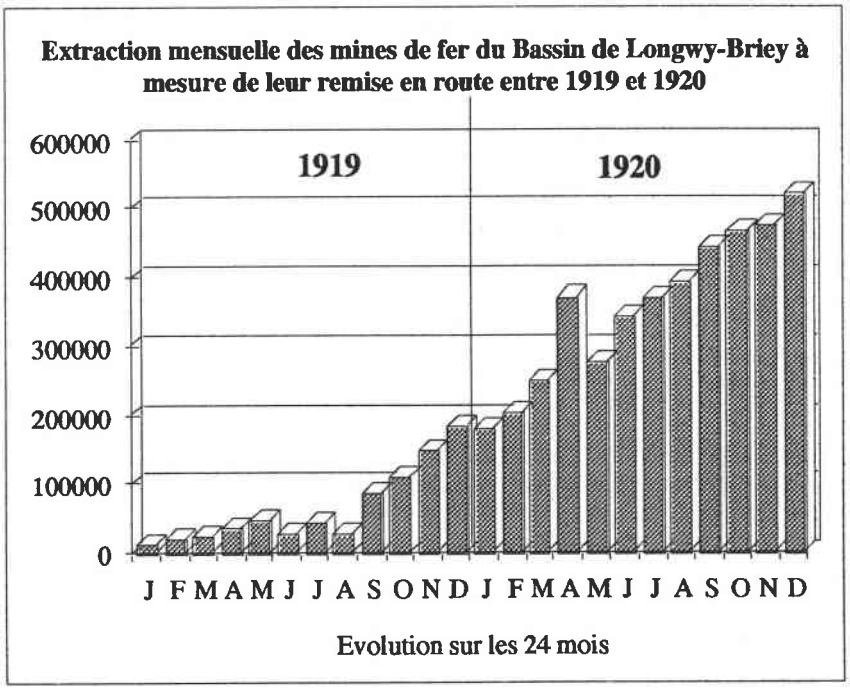
La reprise après la guerre ne s'est pas effectuée de manière aussi rapide et encourageante pour les industriels qu'ils auraient pu l'espérer. Pourquoi ces années n'ont-elles pas été euphoriques pour les mines de fer et pourquoi le marasme s'est-il installé?

Nous ne traiterons pas de la crise de 1921, un tous premiers signes de la mévente des minerais et aciers fut avec l'arrêt des expéditions vers la Belgique, dès le 16 décembre 1919, malgré les besoins importants de la reconstruction dans ce pays voisin et ancien client des mines. Cette stagnation des anciens marchés allait durer deux années. Elle fera place, vers 1925-1929, à des « *années folles où l'industrie sidérurgique française reconstruite aura retrouvé un nouvel équilibre et où les courants d'approvisionnement en minerai auront creusé de nouveaux lits.* »[15] En effet, la crise de reconversion se caractérise par une rédéfinition des productions et surtout des réseaux commerciaux. La production lorraine de minerais de fer et des demi-produits était tournée avant guerre vers le matériel ferroviaire et (de plus en plus) vers les équipements militaires, surtout pour Schneider. Elle devait désormais en partie se recycler, alors que les autres centres miniers, comme la Normandie, la Saône-et-Loire et la Haute-Loire, fortement stimulés pendant la guerre lui faisaient dure-

14- Nous en donnons le tableau résumé en annnexe.
15- Collectif, "Les Mines de fer de Lorraine" par André Montagne, Edouard Tincelin, Jacques Astier et Jean Arthur Varoquaux.

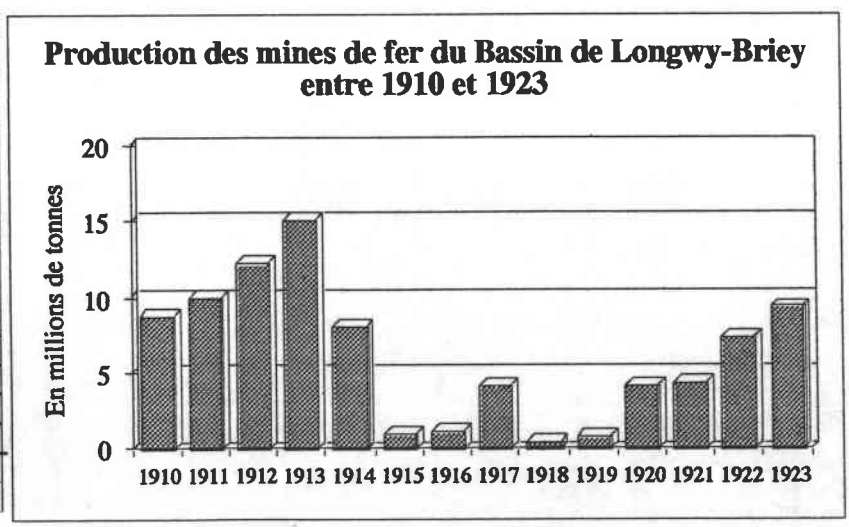
ment concurrence ; alors que la désorganisation des marchés européens freinait la reprise. Le retour de la Moselle tant désiré, obligeait à revoir les projets industriels; localement il fit abandonner au groupe Schneider le projet d'établir un complexe métallurgique à Droitaumont.(cf supra 1ère Partie) En outre, à la lecture des tableau et graphique ci-dessous présentant l'évolution de l'extraction mensuelle, on remarque que la reprise a bien été longue à se dessiner dans les mines du Pays Haut.

	Tonnages Bassin	
J	14090	
F	21242	
M	25367	
A	34310	
M	47272	
J	27322	
J	45143	
A	27322	
S	86654	
O	110270	
N	149196	Total 1919
D	183300	771488
J	177725	
F	201394	
M	248990	
A	371282	
M	274965	
J	340962	
J	369767	
A	391345	
S	442748	
O	465754	x par 6
N	475809	Total 1920
D	520668	4281409



Les premières années ont même été plutôt laborieuses et le démarrage commence seulement à la fin de l'année 1919; si l'on passe maintenant à l'analyse annuelle (ci-dessous) on voit que, plus de quatre ans après la guerre, le bassin lorrain n'avait pas retrouvé sa production de 1913, à 38% près. (La mine de Jarny, quant à elle, ne retrouvera sa production d'avant guerre qu'en 1937!)

	Tonnages Bassin (en millions de tonnes)
1910	8,70
1911	10,00
1912	12,20
1913	15,10
1914	8,00
1915	0,90
1916	1,10
1917	4,20
1918	0,50
1919	0,77
1920	4,20
1921	4,30
1922	7,31
1923	9,35



C'est que les mines lorraines, celles de la Moselle retrouvée comme celles de Meurthe-et-Moselle, ont souffert pendant plusieurs mois d'une crise des débouchés en raison non plus des dommages di-

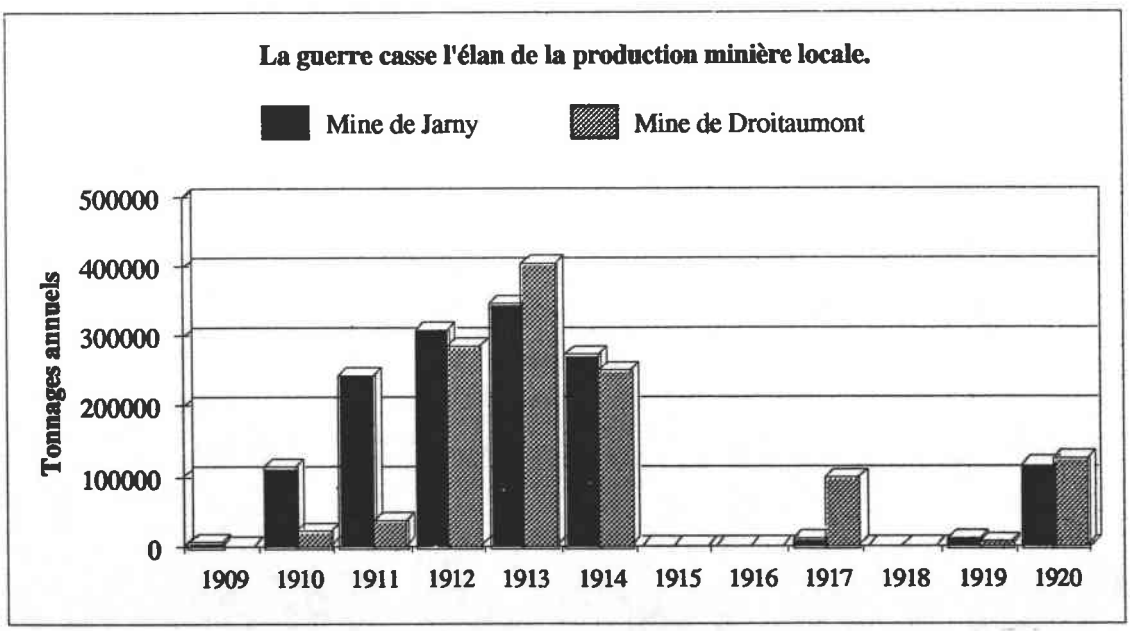
rects (les installations, relativement peu abîmées sont alors réparées), mais de ceux des nombreuses usines sidérurgiques, avec lesquelles les mines étaient organiquement liées. Pour celles-ci, la phase de remise en état a été plus longue, comme le craignait M.F.Leprince-Ringuet en évoquant ces destructions d'usines, dans son rapport sur le bassin en 1919: «*Il y a un gros obstacle à la reprise du bassin de Briey, c'est la suppression de son débouché normal dans la métallurgie régionale...* » [16]

Comme on peut d'ailleurs le constater sur les tableaux et graphiques suivants, la reprise des activités dans les deux mines n'a pas été immédiate. A Droitaumont au début de l'année 1919, on ne compte que 4 mineurs au fond pour 63 employés au jour par exemple. [17]

Mines	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Jarny	4763	112712	244700	310306	347206	273000	0	0	9000	0	10574	114769
Droitaumont	0	20550	35010	285942	404687	250009	0	0	98000	0	6243	123181
base 100 en 1920	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Jarny	4	98	213	270	303	238	0	0	8	0	9	100
Droitaumont	0	17	28	232	329	203	0	0	80	0	5	100

Tonnages (Revue de Métallurgie B M Nancy)

Nous l'avions déjà montré pour le bassin, on peut voir que pour le Jarnisy, la reprise a été longue à venir; notons d'ailleurs que la mine de Jarny redémarre un peu plus tôt que celle de Droitaumont; mais cela ne durera pas.



Il faut y ajouter la situation d'attente dans laquelle certaines usines métallurgiques, autrefois allemandes, se trouvaient du point de vue de leur nouveau statut, plus particulièrement pour la partie mosellane de la région: «... [le minerai] *devra trouver en Lorraine des débouchés lorsque les usi-*

16-M. F.F.Leprince-Ringuet- op.cité.
17- AD M&M 9M29.

nes y seront devenues françaises. »[18] Nous verrons que cette question concernait tout particulièrement les industriels de Jarny.

Certains auteurs ont mis l'accent sur la séparation brutale des usines de Moselle du marché du "Zollverein" [19], séparation qui aurait fortement ralenti l'activité sidérurgique et amené les Allemands à chercher d'autres sources d'approvisionnement : «*A l'exception des Sarrois, les Allemands sont totalement éliminés de leurs principales sources d'approvisionnement en minerai de fer. Faute de ressources suffisantes sur leur territoire (Siegerland, Salzgitter), ils sont obligés de se tourner vers d'autres bassins et deviennent ainsi les principaux clients de la Suède. Ainsi se crée la célebre "route du fer". Le Traité de Versailles est ainsi à l'origine de la prospérité des mines de fer suédoises.* »[20] Encore faudrait-il nuancer ces dernières remarques, car les mines n'ont pas été totalement coupées de leur lien avec l'Allemagne; les deux mines de Jarny, aussi bien Senelle-Maubeuge que Schneider, ont retrouvé assez vite leurs clients de la Sarre et de la Ruhr. C'est plutôt la concurrence d'une Allemagne en reconstruction et en position de faire baisser les prix sur le marché de l'acier qui a gêné véritablement les producteurs de minerai français.

Les industriels français éprouvaient en outre, une difficulté particulière à se procurer du coke à des prix avantageaux. Selon M. Monbrun, commissaire spécial de Briey : «*Tous les industriels de ce pays se plaignent et prétendent que la situation actuelle est due en majeure partie à ce que les usines allemandes reçoivent du coke qui leur coûte environ 55 francs la tonne, tandis que les industriels du bassin de Briey reçoivent du coke du gouvernement français qui coûte 110 francs la tonne, pris à Sierk. ...de ce fait les industriels de la région sont handicapés par l'industrie sidérurgique allemande. L'exportation ayant une très forte proportion dans la production, ils sont depuis quelques mois et surtout depuis quelques semaines, dans l'impossibilité de lutter contre l'industrie allemande à l'étranger partout où ils la rencontrent.* »[21] En outre, les prix n'ont cessé d'augmenter. (voir tableau ci-contre). De plus, il

Valeur des charbons

	Prix / la tonne	Indices
1919	55,33F	**100**
1920	81,90F	148,0
1921	**83,34F**	150,6
1922	75,01F	135,6
1923	76,83F	138,9
1924	88,11F	159,2
1925	82,73F	149,5
1926	105,81F	191,2
1927	112,00F	202,4
1928	100,04F	180,8
1929	110,00F	198,8

18- M. F.F.Leprince-Ringuet- op.cité.
Sur ce sujet voici ce que déclarait le commissaire spécial: «*Les commandes sont tellement rares, qu'elles atteignent le minimum et les stocks tellement considérables en fonte et minerai, que les mines et usines sont obligées de supprimer des chantiers ou d'arrêter des hauts fourneaux .*» **(Commissaire spécial Briey AD M&M 9 M25)**

19- Voici comment H.Rieben présentera plus tard le problème: «Il importe d'éviter par-dessus tout, disaient-ils, que le déplacement des frontières politiques n'entraîne l'interruption des courants d'échange traditionnels. Ce fait essentiel aurait les conséquences suivantes. D'une part, les maîtres de forges lorrains chercheraient à écouler leur production sur le marché français déjà fortement sollicité par les usines intérieures développées durant la guerre. D'autre part, les hauts fourneaux lorrains séparés des aciéries complémentaires allemandes devraient être integrés dans des complexes nouveaux, soit que les Allemands, propriétaires de hauts fourneaux en Lorraine y construisent des acieries pour transformer la fonte en acier à l'abri de la barrière douanière, soit que la reprise des hauts fourneaux par les Français ne les oblige à agir de même. De toute manière, la première menace pesant sur le marché Français ne pourrait être que renforcée. Il est clair que cette évolution aurait immédiatement incité les aciéries et usines rhéno-westphaliennes à construire sur place les hauts fourneaux lorrains perdus. Elle aurait par contre-coup conduit les Allemands à revenir en force sur le marché international de l'acier et à y accentuer dangereusement leur pression et ce, au moment même où les Français auraient été obligés d'y rechercher eux-memes un exutoire à la production de leurs aciéries recuperées. » (Henri Rieben- "Des ententes de Maîtres de Forges au Plan Schuman - 1954)

20- Collectif, "Les Mines de fer de Lorraine" , op. cité.

21- Commissaire spécial de Briey M.Monbrun - 17 juillet 1921 - AD M&M 9 M25.

fallait compter avec la concurrence anglaise, heureusement retardée par l'interminable grève des mineurs de 1921.[22] Aussi, déboucha-t-on en 1921 sur une véritable crise, que le commissaire de Briey décrit ainsi:: «... *Depuis le 1er janvier de cette année* [1921], *les grandes usines et mines de mon secteur ont perdu le quart de leurs effectifs. Dans les mines secondaires, elles ont arrêté les effectifs depuis trois mois. Dans les entreprises privées de la reconstruction, si elles n'ont pas perdu la totalité de leurs ouvriers, elles ont tout au moins perdu les quatre cinquièmes de leurs ouvriers...* »[23] Ces chiffres étaient certainement exagérés, si l'on se reporte à l'évolution des effectifs déclarés à l'époque par les deux mines de Jarny et surtout aux statistiques du BTP, chiffres que ce même commissaire va communiquer en préfecture pour les années 1920 et 1921. Il n'empêche, le commissaire spécial semble se faire là, l'écho des inquiétudes des industriels cherchant à obtenir des pouvoirs publics l'accélération des indemnisations.

Le manque d'effectifs explique-t-il la crise d'après guerre?

En pleine période de reconstruction, n'était-il pas inquiétant de déplorer la pénurie de main d'œuvre et de s'alarmer devant l'exode des étrangers, «*considérable dans la région minière* ». Fallait-il vraiment agiter l'idée d'un déficit inéluctable de main d'œuvre, comme le faisait le commissaire Monbrun?« *Une forte émigration de la classe ouvrière est à prévoir sous peu de temps dans mon secteur* »[24] La loi des 8 heures votée et appliquée dès 1919, allait ajouter une difficulté supplémentaire à ce moment délicat. C'est du moins ce qu'en pensent les industriels, selon le commissaire spécial en poste à Briey: «*Comme point de départ de cette crise ils désignent la loi des 8 heures, qu'ils considèrent comme une loi mortelle parce qu'elle a restreint le travail, dérèglé les prix de revient et provoqué la grève...Ils ajoutent que pour alléger la crise actuelle, il faudrait ajourner la loi de 8 heures pendant 4 ans au moins...* »[25]

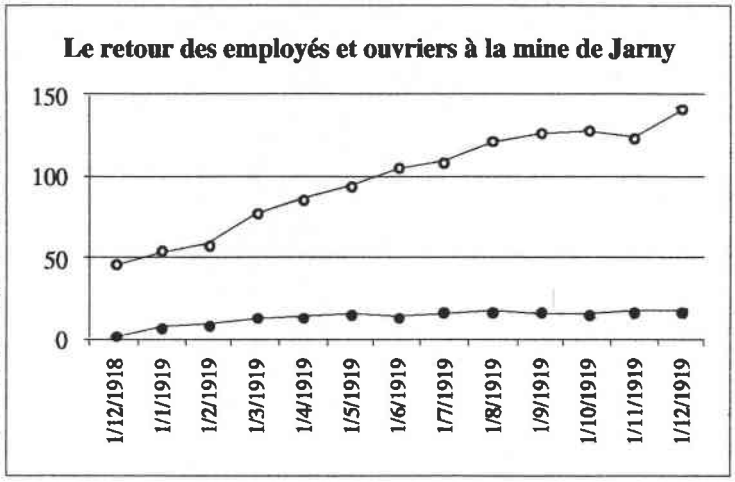
Cependant, la loi des 8 heures ne semble pas avoir été respectée par les entrepreneurs, com-

---

22- En 1921, M.Tannery, représentant de la Société des Minerais Lorrains comptoir de vente auquel adhéraient les deux mines de Jarny, ne déclarait-il pas: «... *si une partie de la métallurgie anglaise se remet en activié maintenant que la grève charbonnière est terminée, la production metallurgigue en Europe va devenir encore plus considérable et il sera necessaire que de nouvelles usines s'éteignent ailleurs, si l'on ne veut plus voir augmenter les stocks non vendus dans les usines...* » **(Espace Archives Usinor Sacilor-V142)**
Et pour insister sur l'inquiétude qu'un tel scénario pouvait suciter dans les milieux industriels, l'enquêteur ajoutait: «*il faudrait remonter trente années en arrière pour retrouver des débouchés aussi faibles que ceux qui existent actuellement...* » **(ibid)**.
23- AD M&M 9 M25 .
24- **AD M&M 9 M25)** Mais M. Monbrun n'est pas le seul à avoir insisté sur la **pénurie de main d'œuvre**; dans les premiers mois de paix, à la suite des départs des prisonniers russes et des ouvriers acheminés par les Allemands, il y avait un vide ; c'est ce qu'évoquait la commission d'après guerre en indiquant:«*la remise en état des autres mines, qui n'ont pas été inondées, pourra s'effectuer dans un temps relativement court, à condition toutefois qu'après le rétablissement de la situation du temps de paix, ces exploitations puissent se procurer les ouvriers et les employés, qui feront en partie défaut* »**(L'industrie en France occupée", ouvrage établi par le Grand Quartier Général allemand en 1916- Paris Imprimerie nationale- 1923)**.
C'est aussi ce que disait le directeur de la mine de Jarny en 1920 lorsqu'il évoquait le manque de main d'œuvre qualifiée (cf supra).
25- AD M&M 9 M25.
Certains observateurs, comme M.Axel Sömme, ont fait remarquer en 1929, que la loi des 8 heures, n'avait guère modifié les effectifs dans les mines: «*Avec l'introduction de la journée de huit heures, on aurait dû s'attendre à un accroissement de l'effectif ouvrier d'un tiers, les deux équipes étant remplacées par trois...* [Or]*Dans les mines où on ne travaillait déjà plus que huit heures avant la guerre, l'effectif est resté sensiblement le même* » **(Axel Sömme, op.cité)**

me le note un ingénieur TPE à l'occasion d'un "coup d'eau" à la mine de Doitaumont. [26] Pour la mine de Jarny, on connaît de façon précise l'évolution des effectifs:

Mine de JARNY	Effectif total	Dont cadres
1 Décembre 1918	46	1
1 Janvier 1919	54	7
1 Février 1919	58	9
1 Mars 1919	77	13
1 Avril 1919	86	14
1 Mai 1919	94	15
1 Juin 1919	105	14
1 Juillet 1919	109	16
1 Août 1919	121	17
1 Septembre 1919	126	16
1 Octobre 1919	128	15
1 Novembre 1919	124	17
1 Décembre 1919	141	17



Retenons que la question de la pénurie de la main d'œuvre a été régulièrement mise avant par les industriels, y compris en phase de forte production. Le défaut de main d'œuvre après la gerre tient-il à la situation du moment, à la conjoncture? Ou aussi aux conditions de travail et de salaires, ou encore à la composition même de la main d'œuvre, souvent étrangère et mobile? C'est à ces questions que nous nous efforcerons de répondre pour la période étudiée.

Les raisons invoquées par les industriels pour expliquer le retard de la reprise ne se limitent d'ailleurs pas à la pénurie de la main d'œuvre; elles sont multiples : aux prix de revient, aux salaires, ils ajoutaient la suppression des commandes, constatant que n'ayant pas suffisament d'argent, les commerçants et les particuliers n'investissaient plus. [27] Certains incriminaient en outre la situation financière du pays, les impôts, et surtout le prix des transports qui représentaient alors pour la sidérurgie une charge de 4 à 6 fois supérieure à ce qu'elle était avant la guerre. Ils demandaient que les compagnies de chemins de fer abaissent leurs tarifs. C'est ce point qu' avaient souligné les administrateurs de Jarny le 30 avril 1920, ajoutant à la question des tarifs, le mauvais fonctionnement et les lenteurs des trains: « *La crise sans cesse renaissante des transports et les retards inouïs dans la livraison des commandes de toute nature, paralysent d'autre part tous les efforts, tandisque la hausse de toutes choses fait ressortir la remise en état à un taux que l'on aurait pû prévoir* »[28]

Le moral des entrepreneurs locaux ne s'accorde donc guère avec l'idée généralement répandue d'une reprise immédiate et lucrative! Cette morosité se lit dans les propos pessimistes du directeur de la mine de Jarny écrivant, le 24 juin 1921 à M.Dondelinger, directeur du groupe Senelle-

---

26- «*Nous remarquons toutefois dans notre région que de nombreux entrepreneurs de la reconstitution n'appliquent nullement la loi de 8 heures, et nous ne voyons pas alors que pour Droitaumont où il s'agit d'une mesure de sécurité et d'un bénéfice pour l'état, on ne pourrait faire la même chose* » (Note du 26 janvier 1924, par M.Fortin, ingénieur T.P.E. pour appuyer la demande du directeur de la mine de Droitaumont d'allonger la journée de travail des ouvriers pour lutter contre "un coup d'eau".AD M 1403W - 88 B3) Certains industriels avaient même agité la menace de la restriction du travail, car disaient-ils, «*la crise ne paraît pas avoir atteint son point le plus aigu.* » **(AD M&M 9 M25).**

28- Espace Archives Usinor Sacilor- V 142- boite n°5.

Maubeuge. «*Pour ne pas compromettre la situation, il faudrait, en rognant sur toutes choses et à condition que les cours du minerai ne baissent pas, pouvoir porter la production à 16000 tonnes par mois...* »[29] Objectif bien modeste comme on le soulignera plus loin!

Autre explication: l'effondrement des cours du minerai

Les industriels dénonçaient aussi, à juste titre semble-t-il, le manque à gagner résultant de la faiblesse du marché. Les possibilités d'extraction dépendaient de la capacité à trouver des marchés. C'était le cas des mines "marchandes " comme celle de Giraumont. De leur côté, les mines intégrées à des groupes sidérurgiques, comme Jarny, liée à Senelle-Maubeuge ou Droitaumont à Schneider, dépendaient de la bonne santé des usines des groupes métallurgiques dont elles faisaient partie. Le maître de forges lorrain était à la fois un exploitant de mine et un commerçant de minerai. Pour les mines jarnysiennes, les fluctuations brutales du marché ont pu être en partie amorties par la consommation interne et par les éventuelles politiques d'attente. Mais en 1921, la faiblesse du marché de l'acier a fait tomber les prix à un point tel que le prix de revient du minerai était très sensiblement supérieur à celui du prix de vente:

Exemples du prix à la tonne
(**AD M&M 9M 25**)

Prix du minerai dans le bassin de Briey		
1920	25,00F à	26,00F
1921	19,00F à	20,00F
1922	15,00F	
1923	occupation de la Ruhr, transactions faibles	
1924	1 er semestre	14,00F
1924	2ème semestre	22,00F

C'est à cause de cet effondrement des prix sur le marché que la Mine de Droitaumont a différé l'exploitation de sa concession de Bruville toute proche :«...*le prix avili du minerai nous conduit à repousser l'ouverture de Bruville* »[30] Du moins, pour Jarny et Droitaumont, les usines du groupe continuaient-elles de consommer une partie des minerais extraits;[31] mais cette situation était précaire car une mine ne pouvait esperer devenir rentable en réduisant sa production ; un seuil minimum s'imposait, compte tenu des amortissements et des frais généraux incompressibles. Or si les prix du minerai baissaient, les prix de revient, eux, ne cessaient d'augmenter, car la hausse des autres marchandises se poursuivait; n'oublions pas la période inflationiste ni les désordres du franc au sortir de la guerre. Inquiètes, les entreprises alertent les autorités, leur demandent d'intervenir. Il devenait en effet urgent pour les industriels de recueillir rapidement des commandes, sinon, comme le commissaire spécial l'indiquait, il faudrait réduire le nombre de leurs employés et les salaires de

29- Espace Archives Usinor Sacilor.
30- Procès Verbal du Conseil d'Administration pour l'année 1921.
Quand les affaires repartiront, la grande dépression ne poussera pas non plus les directeurs des années trente à se lancer dans cette nouvelle aventure. On ne mènera que des traçages dans cette concession. (cf ci après).
31- On l'apprend incidemment dans une lettre de M.Dondelinger adréessée 6 mars 1922 à M.J.Aguillon, avocat de la mine et administrateur délégué de la société des mines de Giraumont: «*...la société de Senelle-Maubeuge, qui directement ou indirectement a été depuis 1920 pour ainsi dire la seule consommatrice des minerais extraits par la société de jarny, a dû s'imposer de grands sacrifices pour assurer à cette dernière une production qui permît d'équilibrer les rentrées d'argent et les frais* » Espace Archives Usinor Sacilor- V 142 .

ceux qui restent, ce qui permettrait de diminuer le prix de revient... Cette situation, ajoutait-il, pourrait avoir des effets négatifs sur les commerces et l'activité indirecte des villes de tout le bassin. Enfin, nous l'avons évoqué en présentant le mouvement syndical, les autorités craignent que cette crise industrielle ne se traduise par des licenciements et ne débouche sur une crise sociale comparable à celle des années agitées de l'après guerre.

Il n'en sera d'ailleurs rien et la plupart des mines vont s'adapter, attendre les jours meilleurs, se replier, limiter leur production, cherchant à vendre à l'intérieur de leur réseau ou à l'extérieur par l'entremise de comptoirs de vente. En fait l'alarme ne sera que passagère, mais elle avait inquiété une administration à l'écoute.

Quelles réponses ont été apportées à cette situation de crise?

Les industriels n'ont pas attendu la reprise pour tenter de réagir comme on l'imagine. Déjà regroupés en comptoirs avant guerre, ils ont réactivé ces unions dès la fin des hostilités.[32]

D'une part, ils avaient adhéré, au moment de la reconstruction, un cartel des entreprises du Nord et de l'Est chargé de défendre les intérêts des sociétés sinistrées. Ils avaient aussi formé un comptoir d'achat pour le matériel nécessaire à la remise en état des mines et des usines.

D'autre part, ces industriels, toujours concurrents mais sachant s'unir pour défendre leurs intérêts communs, avaient repris la politique des comptoirs pour négocier la commercialisation de leurs minerais. Ils préféraient négocier à court terme collectivement, par offices interposés, que de signer au coup par coup de longs contrats aléatoires qui les auraient liés quant aux tarifs. On apprend ainsi que les deux mines de Jarny adhéraient à "La Société des Minerais Lorrains" représentée par M.Tannery. C'est par son intermédiaire qu'elles placeront leurs minerais sur les places étrangères, belges, anglaises et allemandes quand les affaires reprendront.

On retrouve à cette occasion la tentation d'une "politique malthusienne" que certains n'avaient pas craint de proposer en 1912 et 1913 : limiter momentanément la production afin de mieux soutenir les cours des minerais. «*...Il a paru à certains membres de la Société des Minerais Lorrains qu'il serait bon d'étudier une solution qui, au premier abord, paraît quelque peu audacieuse, mais qu'il faut cependant envisager étant donnée la situation actuelle; ...* »[33] Elle consistait à concentrer toute l'exploitation des mines du bassin de Briey sur quelques mines seulement pour abaisser le prix de revient convenable en abandonnant les autres. On «*mettrait en commun tous les bénéfices que l'on pourrait réaliser par cette opération de façon à ce que, d'une part les usines dont dépendent certaines mines puissent trouver le minerai qui leur est nécessaire et d'autre part, de manière à ce qu'il soit constitué une cagnotte qui permette aux mines que l'on laisserait se noyer*

32- En particulier dans l'Agence de Vente des Minerais de Briey., mais aussi dans des comptoirs de vente, comme le consortium auquel Droitaumont adhérait. cf J.M.Moine, in "Les Barons du Fer". chap 8., p 203.
33- Espace Archives Usinor Sacilor.

...de trouver les fonds nécessaires à leur dénoyage lorsque le moment en serait venu »[34] Cette opération qui aurait pu avoir un sens dans l'immédiat après guerre, au moment où quelques mines étaient encore noyées, s'inscrivait dans une perspective de crise, qui heureusement n'allait pas se prolonger trop longtemps. D'ailleurs cette proposition se heurtait aux intérêts particuliers des entreprises adhérentes comme le soulignait le rapporteur en indiquant que ni Jœuf (c'est-à-dire de Wendel) ni Droitaumont (c'est-à-dire Schneider) ne rentreraient dans une telle stratégie. Cette attitude restrictive, "malthusienne" en quelque sorte, heurtait également les petits industriels, déjà inquiets de la politique de quota[35], pratiquée depuis le début du siècle. On sent bien cette réticence dans une lettre écrite par M Quantin,[36] directeur de la mine de Jarny, le 23 juillet 1921: «*...à Jarny par exemple, nous pourrions nous y perdre en versant au comptoir 10 F par tonne (ce qui correspond au montant de nos frais indépendants du tonnage extrait) qui nous serait allouée en sus du quantum régulier de 140000 tonnes ; ceci en supposant que le cours du minerai se maintienne ...et en prenant pour base les prix actuels de toutes choses. Je suis persuadé que certaines mines qui n'ont à peu près rien à faire, consentiraient à arrêter leur extraction pour beaucoup moins que cela.* »[37] L'harmonisation des ventes et la politique de limitation de la production se heurtaient directement à l'intérêt particulier de chaque mine; d'une part parce que la cotisation (0,70F par tonne) paraissait trop élevée en période de marasme, et d'autre part, parce que vendre à bas prix le minerai à l'étranger comportait des dangers! Les usines allemandes, pour ne prendre qu'elles, renforceraient ainsi aisément leurs positions en vendant moins cher leurs produits finis. Le directeur de la mine de Jarny écrivait fort judicieusement: «*Il me paraît tout à fait anormal que des usines françaises perdent de l'argent pour fournir à des concurrents étrangers des matières premières très en dessous de leur prix de revient; ce serait s'exposer à arrêter quelques usines de plus pour se donner les moyens de maintenir en marche quelques mines. Mieux vaudrait en somme, selon moi, jeter son minerai dans la rivière* »[38] Dès le 24 juin 1921, le directeur s'était plaint des charges collectives supportées par l'entreprise:« *Il me revient que l'hôpital des Mines est en déficit d'une somme de l'ordre de 800 000 F; la liquidation de la Corporative va laisser aussi une queue importante pour la dévalorisation du charbon en stock...<u>toutes ces affaires en commun sont des gouffres;</u> à la caisse syndicale par exemple, nous avons payé depuis l'armistice 84 000F, alors que la caisse syndicale n'a eu pour nous que 7 000F de charge...* »[39] D'ailleurs plusieurs comptoirs de vente allaient se dissoudre à l'occasion de la crise de 1921-1922, avant de renaître et de disparaître à nouveau [40] après la grande

---

34- Espace Archives Usinor Sacilor.
35- cf J.M.Moine, in "Les Barons du Fer". chap 8.p 201-202.
36- M. Quantin,directeur de la mine avant guerre, est décédé en septembre 1934.
37- Espace Archives Usinor Sacilor.
38- Espace Archives Usinor Sacilor.
39- Signé M.Quantin - Espace Archives Usinor Sacilor.
40- «Comment l'instrument de lutte contre les fluctuations cycliques les a-t-il supportées? Nous disposons de deux points de repère: la crise de 1921 et la grande dépression. Dans les deux cas, les Comptoirs, victimes de la conjoncture, sont entraînés dans une plus ou moins prompte dissolution. Voyons la crise de 1921. Les commandes métallurgiques se font rares dès octobre 1920. Le Comptoir de Longwy et le Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle sont dissous en février 1921 ; le Comptoir sidérurgique de France cesse la vente à l'exportation en mars 1921 et la vente des demi-produits en juin 1921 ; il est dissous en décembre 1922. Le Comptoir des fontes hématites le suit en août 1922 et le Comptoir des tôles et des larges-plats en décembre 1922. » (Henri Rieben)

dépression. En dépit de quelques espoirs de reprise [41], le directeur de la mine de Jarny écrivait encore, le 21 juin 1923: «*La situation des marchés des minerais est mauvaise et l'existence du comptoir des ventes ne paraît plus assurée* »[42]

- La reprise s'accélère à partir de 1922:

Les premiers signes:

Pourtant, dès la fin de l'année 1921, quelques signes de reprise sont relevés par plusieurs observateurs. Vers la mi-octobre, selon le directeur de la mine de Droitaumont par exemple, la reprise semble s'amorcer. C'est également ce que signale le commissaire de Briey dans son rapport du 13 octobre 1921 : « *depuis quelques jours seulement la situation minière et métallurgique du bassin de Briey paraît être sensiblement améliorée... C'est ainsi que dans les mines, l'embauchage a repris suivant l'importance des commandes faites et des stockages du minerai agglomérés...A la mine de Droitaumont par exemple (région de Jarny) plus de 50 mineurs ont été embauchés.* »[42] Il ajoute que, dans les milieux industriels, on considèrait ce changement comme étant le point de départ de la reprise normale de la production minière.

A la mine de Jarny, le ton est donné dans un passage plutôt optimiste d'une lettre de M.Dondelinger à son avocat, le 6 mars 1922: «*Toujours est-il que la mine de Jarny se trouve dans une situation beaucoup plus favorable qu'il y a deux ans et que les exercices futurs bénéficieront de cette situation...* »[43] Pour Droitaumont, une note rédigée par M.Munier, des usines du Creusot, en novembre 1921, nous apprend qu'il s'est rendu de Paris à Droitaumont, puis en Allemagne du 17 au 27 octobre 1921. Il y explique que les envois ont repris vers l'Allemagne, et que la mine Schneider de Droitaumont livre son minerai à plusieurs usines allemandes du rayon d'Essen. C'est bien le signe d'une santé retrouvée. Ajoutons que cette vente de minerais à l'Allemagne allait se poursuivre, soit directement par l'intermédiaire de la Société des Minerais Lorrains, soit indirectement par les filiales de la Maison Schneider.[44]

41- Au début de l'année 1922, l'optimisme semblait revenir dans les propos d'un des administrateurs de la mine de Jarny: «*il est à espérer que les capitaux qui existent sortiront un jour ou l'autre et comme les besoins de produits métallurgiques, quand cela ne serait que pour reconstruire nos régions dévastées et pour remettre en valeur nos colonies, sont considérables, il y a lieu de penser que l'industrie métallurgique reprendra* » (Procès verbal du Conseil d'Administration - **Espace Archives Usinor Sacilor- V 142**) Mais cet enthousiasme demeurait encore bien fragile.

42- Le directeur de la mine posait alors un peu brutalement la question de reprendre sa liberté de commerce! Ce que la mine de Jarny ne fera jamais, malgré ses nombreux soucis.

42- Commissaire spécial M.Monbrun AD M&M 9M25.

43- Espace Archives Usinor Sacilor - V 142.

44- A cette occasion, on apprend de manière assez précise comment les teneurs en fer des minerais sont testées entre vendeurs et acheteurs ; l'Allemand Toeschner, représentant les importateurs avait trouvé des teneurs en fer plus basses que celles des anciennes livraisons; de plus elles variaient entre les différentes usines. Ce marché avait été traité par le département des Mines du groupe Schneider. C'est par l'intermediaire de M.Tannery, directeur de la Societé des Minerais Lorrains que les minerais avaient été placés. On suit ensuite la mission sur place à Droitaumont pour un premier échantilonnage, et ensuite en Allemagne, à Essen à l'usine " Gutehoffnungschutte" à Oberhausen... puis à Mülheim, en présence de M.Tannery.. Enfin la mission se rend à l'usine "Friedrich Wilhem". Les conclusions de M.Munier sont plutôt rassurantes pour l'avenir du marché: « *On est obligé de conclure, si l'on examine les résultats tant à Droitaumont qu'aux usines allemandes, que les allégations de M.Tœschner contenues dans sa lettre du 25 septembre 1921 sont entièrement fondées... on ne peut élever la moindre critique sur le mode opératoire, mais il faut admettre la probité absolue des usines, 7 novembre* » (**Académie F. Bourdon Le Creusot - 01G0070 A226**

Le tableau ci-contre montre qu'en 1921 et 1922, l'activité reprend avec une augmentation sensible des effectifs et de la productivité. On note que les deux mines, après une période de remise en état et d'attente, étaient reparties presqu'au même rythme. Par la suite, la mine de Jarny allait marquer le pas ; sans doute parce que sa politique d'avant guerre, essentiellement commerciale et tournée vers l'Allemagne, était impossible à reprendre comme cela, dès la fin du conflit. En effet, l'ancienne ouverture aux capitaux allemands allait se retourner contre elle à l'occasion du règlement des litiges franco-allemands.[45] Et même si la mine de Jarny allait mettre à profit cette période conflictuelle pour parfaire sa remise en ordre,[46] elle se serait sans doute passé de ce contretemps.

SITUATION des mines de Jarny	Mineurs	Manœuvres	Spécialistes	Maçons	Menuisiers	Employés	Total	Tonnage	Productivité par tête
Au 15 janvier 1921								(A M&M 10 M 32)	
JARNY	142	29	33	0	0	22	226	165768	733,49
DROITAUMONT	169	65	30	0	0	29	293	197500	674,06
Total	311	94	63	0	0	51	519		
Au 2 février 1922								(A M&M 9 M 25)	
JARNY	157	22	45	2	1	22	249	241109	968,31
DROITAUMONT	160	100	40	4	3	26	333		
Total	317	122	85	6	4	48	582		

Les politiques des entreprises minières locales dans les années vingt:

La Société Schneider élargit sa présence régionale.

Les deux mines n'abordent pas la période de l'après guerre dans les mêmes conditions.[47] La politique de la maison Schneider va changer. Elle est désormais assez ambitieuse dans la région. La stratégie lorraine de la maison du Creusot s'inscrit dans une diversification assez large de ses investissements au lendemain de la guerre. Assez vite, la Société comprend qu'elle peut tirer avantage de la prise de participation dans des entreprises allemandes liquidées. Elle en a les moyens et l'ambition. Cette politique apparaît, quelques années plus tard, dans une note interne : «*Il a semblé confor-*

45- Toutes les concessions accordées, soit avant 1871, sous le régime de la loi minière française de 1810, soit sous celui de la loi locale d'Alsace-Lorraine de 1873, restent soumises à leur régime juridique institutif et sont donc propriété perpétuelle des nouvelles sociétés. Elles sont libérées de toute servitude ou responsabilité engendrée par la gestion et l'exploitation allemande. Or le 9 septembre 1919, le Parlement français vote une nouvelle loi minière modifiant profondément le régime de 1810. Restant sur l'image d'avant-guerre de bénéfices miniers substantiels et ne prévoyant ni crise économique, ni dévaluation de la monnaie, les auteurs de ladite loi instaurent un régime minier à demi-étatisé, n'accordant les concessions que pour une durée limitée à 99 ans avec retour de la mine à l'Etat en fin de concession, et partageant les "superbénéfices" entre l'Etat, le personnel et les concessionnaires. Ce calcul de "superbénéfices", assis sur une comparaison entre chiffre d'affaires et capital investi "ne varietur", sans notion de réévaluation, de plus-value, ni de moins-value, devient très vite inapplicable. La notion de "superbénéfices" perd d'ailleurs beaucoup d 'intérêt après 1933, date à laquelle le régime fiscal des mines est profondément modifié. A cette date, l'ancienne redevance proportionnelle est supprimée pour être remplacée par l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux de droit commun depuis 1919. Les mines restent exonérées de la patente, mais doivent verser un impôt local spécial substitué à la vieille redevance fixe : c'est la Redevance communale et départementale des mines, assise sur la production. Ce régime très particulier est encore en vigueur de nos jours.

46- C'est ce que nous apprend un passage de la lettre de M.Dondelinger à M.J.Aguillon du 6 mars 1922: «*au détriment du seul prix de revient, on supprimait à peu près les chantiers, on étendait les traçages, on poussait les galeries d'exploration de la mine et divers travaux au stérile, on améliorait l'outillage* » Espace Archives Usinor Sacilor- V 142

47- Avant guerre les deux mines étaient impliquées dans des réseaux industriels de nature différente et sans commune mesure; les deux groupes n'étaient déjà guère comparables dès le démarrage, tant sur le plan de l'intégration et des débouchés industriels que dans la politique patronale de gestion et de l'accueil du personnel, des logements, etc. Le groupe Schneider avait tout fait pour donner à son établissement lorrain de Droitaumont, les conditions d'un décollage réussi. L'objectif était de ne pas déserter cette partie fragile du Nord-Est du pays. La mine de Jarny, tout en étant intégrée dans un groupe industriel plus modeste, avait aussi gagné en dimension par l'ouverture de son capital à des participations allemandes; cette ouverture lui offrait avant guerre l'assurance de débouchés outre-Rhin.

me à l'intérêt général d'investir les capitaux dans des affaires déjà existantes, possédant en Lorraine, en Sarre et au Luxembourg des usines modernes et bien outillées et que les conséquences de la victoire permettaient de faire entrer dans l'économie française »[48] Dès lors la Société Schneider négocie, soit seule, soit avec d'autres sociétés métallurgiques françaises, dans le but d'acquérir des parts importantes dans les groupes liquidés. Cette politique conquérante de rachat s'est toujours opérée avec l'approbation du gouvernement, notamment à l'occasion de la prise d'une particpation importante dans l'ARBED, dont la Société Schneider est devenue le plus gros actionnaire. [49]

Toujours dans la région, la Société Schneider a constitué dès 1919, avec diverses sociétés métallurgiques françaises, le syndicat de l'Alzette; dans le but d'acquérir les biens en France de la Société Gelsenkirchen.[50] Parallèlement, ce syndicat, négocia directement grâce à l'intermédiaire de l'ARBED, l'acquisition des biens de cette Société [Gelsenkirchen] au Luxembourg et en Allemagne. L'ensemble forma le domaine de la Société Métallurgique des Terres Rouges. Les deux opérations étaient d'ailleurs intimement liées, puisque les mines situées en Lorraine étaient indispensables pour l'alimentation des usines au Luxembourg.

En fait cette stratégie allait rapidement faciliter l'écoulement des minerais jarnysiens, comme l'attestent les tableaux des ventes, les débouchés et les échanges commerciaux d'après-guerre. Il s'agit donc d'un changement complet des orientations du groupe Schneider en Lorraine. Faute d'avoir pu construire un complexe métallurgique autour de sa seule mine, dont le minerai était abondant et de bonne qualité (jusqu'à 39 et 40% de fer), le groupe a choisi de s'impliquer davantage dans des sociétés métallurgiques proches de lui, et capables de suppléer cette ancienne stratégie régionale. Mieux même, Schneider a profité de la situation créée par la guerre pour se développer.

Voici sur le tableausuivant, l'état de ses participations dans les mines régionales après guerre de 1914-1918 (cf cartes en annexes):

48- Espace Archives Usinor Sacilor- 44-144

49- A la faveur de cette prise de participation, il lui a été possible de se rapprocher de l'industrie et, par la suite, le groupe a pu réaliser des fusions intéressantes.
Les participations de Schneider dans l'ARBED et la mine des "Terres Rouges" s'inscrivaient dans une politique d'extension affichée «par la suite, MM.Schneider & Cie rachetèrent la part des société s françaises intéressées avec dans les deux société s des "Terres Rouges", et conclurent une communauté d'intérêts entre ces sociétés et celle de l'Arbed, réalisant ainsi un ensemble d'opérations de rationalisation particulièrement étendu; parallèlement à cette politique métallurgique, la Société Schneider cherchait à développer ses ressources minières, tant dans l'Est qu'en Normandie, en vue de renforcer leur position dans les affaires métallurgiques où ils avaient des intérêts, affaires dont les besoins de minerai sont énormes...» (Archives François Bourdon - Le Creusot)
Les mineurs de Droitaumont ont été reclassés pour une grande partie d'entre eux à la fin des années quatre-vingt dans les usines et mines de l'ARBED, à Esch-sur-Alzette (Luxembourg) ou à Audun-le-Tiche (Domaine des Terres Rouges).

50- Avant guerre, Gelsenkirchen avait des participations dans la mine de St Piermont, à Crusnes (Aubrives-Villerupt) et à Villerupt (L'industrie en France occupée", ouvrage établi par le Grand Quartier Général allemand en 1916- Paris Imprimerie nationale- 1923)
En Meurthe-et-Moselle, l'éviction des Allemands fut moins spectaculaire qu'en Moselle. Les seules concessions directement séquestrées furent Batilly-Jouaville (à 8 km de Jarny) appartenant en propre à Thyssen et Pulventeux à Röchling. Les deux premières furent dévolues à l'U.C.P.M.L et la troisième à une société minière créée pour la circonstance. Quant aux participations allemandes elles furent saisies et adjugées aux nouvelles sociétés sidérurgiques mosellanes, successeurs des anciens actionnaires. Par exemple : les actions Röchling dans Valleroy (à 10 km de Jarny) sont cédées à la Société Minière et Métallurgique de Lorraine (Thionville) ; les actions Friede-Aumetz à la Société Métallurgique de Knutange (S.M.K), etc. Cependant, les Sarrois gardent des intérêts dans les sociétés minières françaises par le biais des sociétes mixtes franco-sarroises constituées sous le régime spécial de ce territoire résultant du Traité de Versailles.

Part de MM. Schneider & Cie					
concessions	surface	tonnage à extraire	participation	tonnage	Observations
Droitaumont*	1170 ha	37 500 000	100%	37 500 000	* En raison du danger des eaux, l'exploitation par dépilage est impossible à Droitaumont et l'on ne peut compter avec certitude sur un cœfficient d'eploitation supérieur à 50%
Briey	1093 ha	40 900 000	4/9	18 200 000	
Bazailles	2188 ha	129 600 000	11,66%	15 000 000	
Bruville*	874 ha	10 300 000	100%	10 300 000	** La concession de Bruville est mal connue; mais la partie Sud en est certainement inexploitable et le chiffre de 10 300 000 tonnes exploitables paraît plutôt optimiste.

A cela s'ajoutaient les participations ou rachats de sociétés métallurgiques outre-Rhin. On assiste alors localement à un renversement des situations, toutes proportions gardées: avant guerre, c'étaient les industriels de la Ruhr qui prenaient des participations dans la mine de Jarny; cette fois, c'était Schneider qui s'engageait au delà des frontières de l'Est.

Jarny se débat dans des questions de statut : l'affaire des séquestres.

Si, pour le groupe du Creusot, la période semblait s'ouvrir sous les meilleures auspices, pour la mine de Jarny, la situation était à l'inverse totalement bloquée, tant pour elle-même directement que pour la maison mère, le groupe Senelle-Maubeuge.

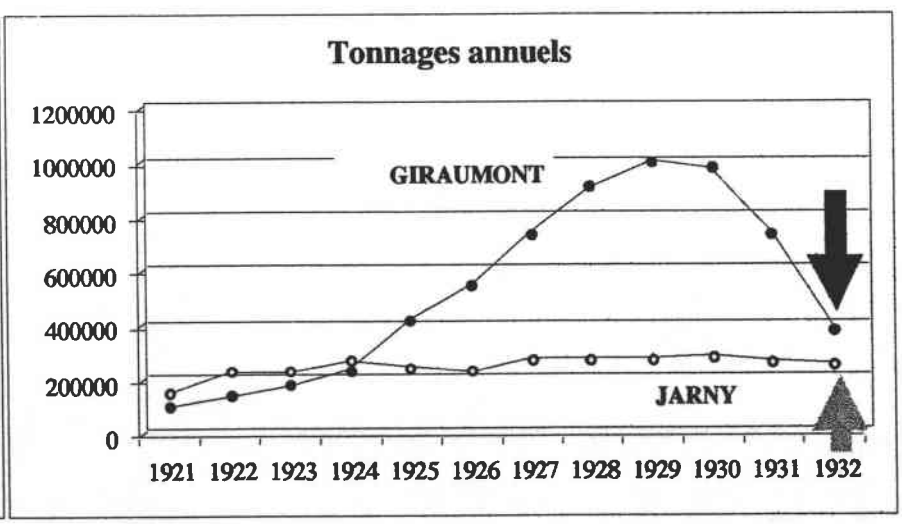
La question des séquestres est une sérieuse préoccupation de l'après-guerre en Lorraine. Certes la question se posait surtout dans l'ancienne partie annexée, mais dans le cas de Jarny (en Lorraine restée française), elle se compliquait de celle des réparations. A Droitaumont, la Société pouvait faire valoir des droits à réparation au titre des dommages (en raison des destructions, des enlèvements de minerai et des divers préjudices subis), au même titre que toutes les entreprises françaises lésées dans ce conflit. Mais pour une mine comme celle de Jarny, occupée pendant plus de cinquante mois, dont le siège social était en France, et dont les trois quarts des capitaux étaient allemands (et toujours en 1919!), le cas était plus compliqué: la Société pouvait prétendre à réparations, mais elle se trouvait dans une situation juridique transitoire, voire floue, du fait des séquestres. Elle fonctionnait, elle extrayait, elle livrait ses minerais, mais une partie de ses avoirs était bloquée au titre des séquestres des biens étrangers ennemis. Pendant dix ans, la mine de Jarny dut engager une bataille de procédure sur ces deux plans. Elle percevra dans un premier temps des dommages pour la société entière, mais on soutiendra par la suite qu'elle avait trop perçu en regard de ses investissements proprement français.

Cette affaire, on l'imagine, allait perturber la reprise jusqu'aux années trente. La mise en cause des participations allemandes allait mettre directement en cause le sort même de la Société. La loi de 1919 sur les séquestres, prévoyait la liquidation, après inventaire des concessions ex-alle-

mandes en territoire français. Plusieurs commissions se mettent alors en place, décident, évaluent; théoriquement les concessions devaient ensuite être vendues par l'Etat à un tarif et selon des conditions établis par la loi. Prenons un exemple d'école, le cas de la Société Minière et Métallurgique de Lorraine (aciérie de Longwy, La Chiers, Raty), qui, dès 1919, s'était portée acquéreur du domaine de Röchling, avec les mines de Tressange, d'Angevillers et l'usine de Thionville. Ce cas fut réglé sans difficulté. Mais plus tard, les autres concessions, non directement rattachées à des usines, n'ont pas trouvé facilement d'acquéreurs. Il faut dire que la période n'était plus aussi favorable et que l'Etat ne voulait pas vendre à n'importe quel prix; aussi quelques-unes d'entre elles, tout en restant propriété de l'Etat, durent être louées, moyennant un cahier des charges calqué sur les dispositions de la nouvelle loi minière.

Dans une petite notice historique interne écrite après la deuxième guerre mondiale, M.Bourquin, directeur de la mine de Jarny (en poste après la mort de M.Quantin, le 10 novembre 1934), soutient que les difficultés de la mine reposaient principalement sur la situation difficile créée par la liquidation des séquestres.«*Après 1918, la Société ne put reprendre son activité normale, car la mine fut mise sous séquestre et marcha à une allure très réduite jusqu'en 1930, date à laquelle Senelle-Maubeuge racheta la part des sociétés allemandes. Dans ces conditions, Jarny ne put participer à la période d'expansion qui dura jusqu'à 1929 et permit le développement des autres siège* s» [51] C'est pourquoi la mine de Jarny n'a pas connu le même développement que celle de Droitaumont ou même celle de Giraumont, comme le montrent tableaux et graphique ci-dessous.

	JARNY	GIRAUMONT
	Tonnes	Tonnes
1921	165768	
1922	241109	
1923	240891	
1924	283124	246000
1925	255531	432000
1926	241978	560000
1927	286263	748000
1928	287854	920000
1929	287033	1013000
1930	296626	988000
1931	274244	751000
1932	265555	396000



Rappelons brièvement quelle était la situation de la mine de Jarny. « *Jarny* [dépend] *d'un groupe industriel où la prépondérance de l'élement étranger apparaît presque absolue* » écrivait un auteur en 1914. [52] « *Complètement française en apparence, cette societé est, nous apprend le Handbuch der Deutschen AktienGesellschaften (II, p. 367), une participation formée entre Senelle-Maubeuge et trois firmes métallurgiques allemandes ...* »[53] A l'origine, ces quatre sociétés partici-

51- M.G.Bourquin- Extrait de "Maîtrise- Lorraine - Escaut", n°12, avril 1926.
52 et 53- Louis Bruneau, "l'Allemagne en France: enquête économique, mines, métallurgie..." 1914. Les trois firmes alleamndes étaient, Phoenix:, A.-G. für Bergbau u. Huttenbetrieb, de Hoerde, Hasper, Eisen-u. Stahlwerk, de Haspe, et Hoesch, Eisen-u. Stahlwerk, de Dortmund. Voir en annexe de la 1ère Partie, le montage financier complet de 1906-1910.

paient à part égales dans l'entreprise: le capital fourni par chacune d'elles était le même et elles avaient droit à la même quote-part de la production de minerai.

L'un des derniers Conseils d'Administration s'était tenu à Düsseldorf le 30 avril à 10h dans les salons de l'hôtel du Stahlverband; à quelques semaines du conflit. Cette prépondérance allemande ne pouvait que choquer après la Grande Guerre, pour des raisons essentiellement politiques. Mais c'est surtout sur le plan économique, que la question du règlement allait se trouver doublement compliquée.

D'une part parce que le statut de la mine n'était pas clair aux yeux de tout le monde. Beaucoup considéraient la mine comme allemande et que son cas relevait de la règle commune à tous les biens allemands en France. D'ailleurs, les sociétés allemandes débitrices de dommages de guerre, déclaraient la mine de Jarny comme succursale, espérant échapper ainsi au règlement de leurs dettes. C'est ce que soutient explicitement l'Office allemand dans une note du 22 janvier 1927: «*Dans la feuille de déclaration établie par la mine de Jarny le 3 novembre 1920, celle-ci a expressément déclaré que 75% de son capital était allemand et qu'elle était actuellement sous séquestre. Au surplus la feuille de déclaration est signée par le séquestre...Attendu que 75% du capital de la maison créancière appartenait aux trois firmes allemandes intéressées, et que cette participation existait encore sans changement au 10 janvier 1920, la maison créancière doit être considérée comme succursale des trois firmes allemandes* ». Mais le fait que les actionnaires allemands étaient majoritaires, changeait-il la nationalité de la societé? Oui, selon certains membres de la commission des Régions libérées, qui pensaient que cette participation à 75% impliquait de placer la totalité de l'entreprise sous séquestre et de la liquider le plus vite possible. Non, répondaient les actionnaires français dans une note du 9 mars 1925 : «...*Notre société comportait une part très importante d'intérêts français au point qu'elle a été reconnue non contrôlée par les Allemands, par décisions successives du Tribunal de Briey, de la Cour d'Appel de Nancy et de la Cour de Cassation, au point qu'elle n'a jamais été mise sous séquestre...* ».Dans un premier temps, les actionnaires français allaient obtenir que seules les parts allemandes du capital soient placées sous séquestre (décision de février 1919, remise en question par une ordonnance du 12 novembre 1920). S'étant fait reconnaître comme seuls lésés par la guerre, ils perçurent à ce titre, les premières avances sur dommages.[54]

54- Le différend avec les sociétés allemandes actionnaires surgit à l'occasion du règlement des créances entre les parties. Se trouve alors posée la question du statut de l'entreprise, les définitions des Offices Français et Allemands, le rôle des divers organismes chargés de ces litiges.
Le dossier estentre les mains de l'OBI dès le 3 novembre 1920. Le 14 juin 1921, la mine a réglé ses débiteurs allemands et attend. Longue procédure ensuite;...
... en septembre 1922 l'Office de compensation allemand ajourne le dossier sous prétexte que les créances forment un ensemble non divisible. ... en octobre 1924 l'office allemand n'a pas encore fait connaître sa décision... menace de porter l'affaire devant le Tribunal Arbitral Mixte.Contestation dela passation au crédit de la mine de Jarny des sommes réclamées en vertu des accords frnaco-allemands des 9 décembre 1922 et 1 février 1924..... le 22 janvier 1927, l'Office allemand confirme sa position de considérer Jarny comme une succursale allemande, ajoutant que«*la question du règlement des créances entre les sociétés mères et les succursales n'est pas encore éclaircie* »!
L'historique complet de cette affaire et des controverse compliquées entre les Régions Libérées, les mines, les actionnaires allemands, l'Office des Biens Privés, le Gouvernement Français, etc est retracé en annexes. C'est un cas original, à notre connaissance sans équivalent.

Or, c'est là le deuxième élément de complication, il s'est trouvé que les commissions des réparations avaient versé ces avances sur la base d'un calcul des dommages de la totalité de l'entreprise (soit 2 406 213,29F puis 12 166 979,59F). [55] D'où litige. N'aurait-il pas convenu de ne verser aux actionnaires français que la part des dommages proportionnelle à leur participation d'avant guerre? Et dans ce cas, qui paierait le reste des réparations nécessaires pour que l'entreprise puisse repartir?

Cette question compliquée des rapports entre la liquidation et le paiement des dommages de guerre perçus se trouve illustrée par un note envoyée le 22 février1921 par M.Quantin, directeur à la mine de Jarny à M.Dondelinger président du Conseil d'Administration. Il lui faisait part des arguments de M. F.Leprince-Ringuet représentant du gouvernement proposa de règler la question du gouvernement comme à Aubrives-Villerupt:. les avances faites à ce jour resteraient acquises à la Société de Jarny qui devrait par contre s'engager à ne plus rien revendiquer désormais. La différence entre les sommes déjà touchées et le quart des dommages (soit 12 166 979,59F - 5 961 428,22F = 6 205 551,37F)[56], représentant la part de Senelle-Maubeuge, serait retenue par l'Etat sur le montant de la liquidation des actions allemandes, mais il faudrait que Senelle abandonne à la Société ses droits aux dommages de guerre et s'engage à couvrir le montant de la mise à prix. M.Quantin directeur de Jarny, fait alors remarquer à M F.Leprince-Ringuet que « *cette solution était inique en ce sens que les actionnaires français devaient renoncer à un droit incontesté.* »[57] Finalement, l'avocat de la Société, M. Aguillon, a rencontré M. F.Leprince-Ringuet, mais l'accord n' a pu se faire sur le prix de cession des actions: M.F.Leprince-Ringuet proposait 950F, M Aguillon déclarait «*que personne ne saurait aller au delà de 500F* » [58] En fait M.F.Leprince-Ringuet dut bientôt abandonner ses bases de discussion. Selon une lettre de M Quantin à M Aguillon en date du 24 décembre 1920, «*l'insuccès subi dans l'adjudication d'Aubrives-Villerupt* » a été un avertissement salutaire, puisque M.F.Leprince-Ringuet lui a déclaré «*que l'Etat français risque de devenir déficitaire, du fait du cours auxquel se font les réparations de dommages, ...* [et craindre] *...que jamais on ne puisse faire admettre qu'en définitive la liquidation se solde par un débit pour les ressortissants allemands..* »[59] M.Quantin déclare lui avoir répondu : «*que vraiment les acheteurs français ne peuvent, pour tirer l'Etat d'une situation embarrassante payer une affaire plus qu'elle ne vaut... le temps est passé où on achetait n'importe quoi à n'importe quel prix!* »[60] Dans la même lettre, il écrit que M.F.Leprince-Ringuet reconnaissait maintenant tout cela et il conclut: «*A mon avis, on paraît emmêler deux choses bien distinctes: la réparation de l'outillage national par le débit de l'Allemagne et la liquidation des biens ennemis faite pour le compte des ressortissants allemands ...* »[61]

Le règlement des dommages traînait: dans une lettre du 24 juin 1921 le directeur déplorait déjà : «*Nous ne touchons plus rien pour la réparation des dommages ,alors que cependant il y a encore des dépenses appréciables à faire de ce chef:des charges imprévues qui tombent à tout in-*

55- cf tableaux supra en tête de chapitre et en annexes.
56- cf tableaux supra en tête de chapitre et en annexes.
57- Espace Archives Usinor Sacilor V142 boite n°5.
59 à 61- Espace Archives Usinor Sacilor V142 boite n°5.

stant. »[62] Le 26 décembre 1921, il ne voyait toujours pas d'issue à cette affaire.

En ce qui concernait très concrètement le séquestre, la première décision du gouvernement avait été de placer la totalité de la mine sous séquestre. Mais la société avait fait appel, soutenue par le député François de Wendel (lettre à Maurice de Wendel du 24 décembre 1920). Finalement 75% de la société furent placés sous séquestre par jugement du tribunal de Briey le 1921. Le gouvernement fit appel. Il souhaitait récupérer des fonds sur la vente et mieux amortir les paiements des dommages. Entre temps, pour prouver sa bonne foi la société avait payé ses dettes aux sociétés allemandes, déclarant qu'elle attendait d'elles qu'elles règlent les leurs; mais les Allemands refusèrent, déclarant que Jarny étant de fait leur succursale. On aboutit à un blocage.

Le plan Young, allait permettre d'en sortir, en décidant la restitution des biens allemands. Les sociétés allemandes acceptèrent alors de revendre leurs parts au prix d'avant guerre, comme l'atteste le procès verbal d'une réunion du Conseil d'Administration en 1930: «*Le plan Young prévoit le retour à leurs propriétaires des biens privés allemands non encore liquidés. Toutefois des dispositions spéciales excluent de l'accord ceux de ces biens qui présentent un intérêt national et règlent notamment le rachat des concessions minières...en conséquence une entente est parvenue avec le concours de l'Office des Biens et Intérêts Privés (OBIP), entre les anciens actionnaires allemands et la société de Senelle-Maubeuge. Les trois sociétés allemandes intéressées ont, à charge pour ladite société de leur verser la somme convenue, donné leur acquiescement sans réserve au jugement rendu par le tribunal de Briey le 14 mars 1929 et impliciement reconnu à la société métallurgique de Senelle-Maubeuge la propriété, depuis le 2 août 1914, des 15000 actions qu'elles possédaient avant guerre dans la société des Mines de Jarny.* »[63] La commission consultative des séquestre approuva le 21 décembre 1929 l'acccord intervenu, accord qui a ensuite reçu l'agrément de l'OBIP avec l'autorisation de son conseil de direction. La Chambre l'a approuvé à son tour. [64]

A la faveur du règlement des séquestres et de la cession à la société jarnysienne de toutes les parts étrangères (15000 actions), la direction de la mine va tenter de faire jouer l'effet rétroactif de ces acquisitions pour conserver les premiers versements des dommages et réclamer la totalité des sommes dues. Or, l e gouvernement n'entendait pas céder sur la question. Ce trop-perçu des dommages, l'Etat voulait le récupérer...Ls société adopta alors une stratégie d'attente... attendre que le ministère des Régions Libérées transmette au ministère des Travaux Publics la gestion des dommages... attendre que, la grande dépression venue, la question soit enterrée. Mais en 1932, elle ne l'était pas encore «*Il ne me semble pas que nous puissions accepter la communication du Crédit National sans protester; cette lettre ne parle pas de reversements, mais le fait que nous nous contentons, comme crédit, du quart des chiffres qui nous ont été alloués implique la reconnaissance tacite, par nous, que notre droit aux dommages de guerre se limite au quart du montant total de ceux-ci et entraînera un jour ou l'autre la demande de reversement des sommes soit-disant touchées en trop...je*

62 à 64- Espace Archives Usinor Sacilor V142 boite n°5.

crois que cette lettre ne tient pas compte de la décision du Comité Directeur de l'OBIP...l'affaire a été soumise au comité le 23 janvier... »[65]

En suivant ce dossier, on est à la fois surpris de la lenteur des procédures, et de l'orientation nouvelle du règlement de l'affaire. Au bout du compte la société de Jarny a réalisé une opération intéressante; cependant, si elle a touché des dommages dans des conditions contestables, la lenteur des procédures l'a manifestement handicapée (cf tableau et graphique précedents). Une quinzaine d'années plus tard le nouveau directeur de la société remarquait amèrement, dans une lettre du 11 octobre 1935: «*Nos ressources se sont augmentées par l'achat des trois quartde Jarny, mais à un prix élevé, pour répondre au désir de l'Administration et éliminer les compétitions allemandes* »[66]

La production des années vingt, l'embellie?

Pour suivre les évolutions de la production d'une mine, il faut retrouver des séries complètes, ce qui n'est pas ici le cas.[67] Par exemple, pour étudier l'évolution de la production, il faut disposer des registres indiquant les tonnages, jour, quinzaine, mois et année; ce travail était en principe effectué par les services de la recette au fond, puis au jour, puis repris par les comptables, les services des expéditions, et enfin les procès verbaux lors de la présentation annuelle du rapport au Conseil d'Administration et à l'assemblée des actionnaires. Cela se traduit par une masse énorme de documents où les chiffres sont présentés, parfois avec des récapitulatifs, parfois avec des notes explicatives, parfois non. Le chercheur se heurte alors à une double difficulté: les lacunes, les écarts d'un service à l'autre. Il nous a donc fallu reconstituer les séries, éliminer certains chiffres aberrants, résultant d'erreurs de copie dans les procès verbaux et comptes rendus. Lorsque nous avons trouvé deux chiffres plausibles mais différents, nous les avons cités tous les deux.

Une autre difficulté vient du fait que les tonnages varient parfois fortement d'un mois à l'autre sans que l'on sache si cela tient à la conjoncture saisonnière ou à une erreur. Les séries mensuelles sont souvent lacunaires, et d'un registre à l'autre nous trouvons des écarts importants; ainsi, pour la mine de Jarny, en mars 1929, nous trouvons 58 730 tonnes sur le registre du jour et 71 520 sur celui du fond; différence énorme! Pour l'exercice de 1932, le rapport du Conseil d'Administration de la So-

Exemple de statistique ponctuelle.	DROITAUMONT	JARNY
	Fin mars 1929	Fin mars 1929
Président du CA	SCHNEIDER	BERVILLERS
Directeur	LEICKNAM	QUANTIN
Production mensuelle	58730 Tonnes	21200 Tonnes
activités		
commandes		insuffisantes
Stock	11560 Tonnes	5845 Tonnes
Chômage en jours	0	0
Employés	38	22
Au fond	520	250
Au jour	145	75
Total	703	347

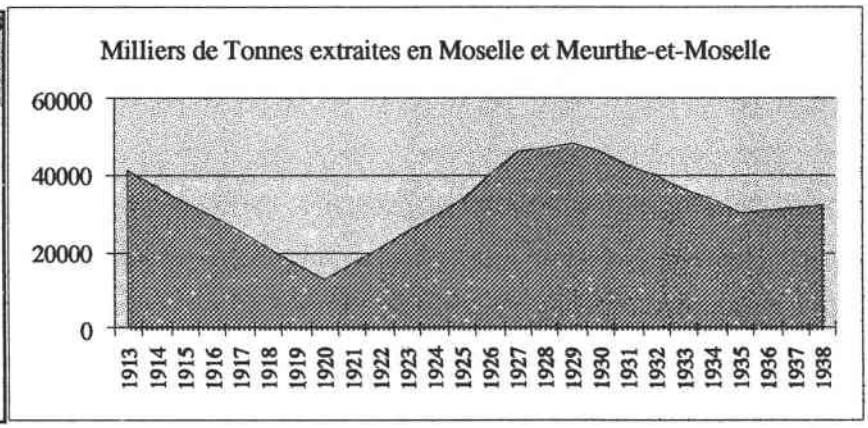
(AM&M 9M 25)

65- Lettre de M.Dondelinger à M.Quantin du 11 février 1932
66- Lettre M.Dondelinger à M.Bourquin- Espace Archives Usinor Sacilor.
67- On ne dira jamais assez le travail essentiel mené par le groupe Usinor Sacilor et les archives de la Moselle, dans le travail de sauvegarde et d'inventaire de tous les documents écrits promis à la disparition au moment de la fermeture des mines et des usines sidérurgiques.

ciété de Jarny indique une moyenne mensuelle de 37 500 tonnes alors que les chiffres portés sur les registres sont de 30 179 en mars et de 20 942 pour décembre 1932, par exemple! A Jarny toujours, pour le mois de février 1925 on trouve dans un registre 19 930 tonnes et dans un autre 23 044, en octobre 1926, 18 900 tonnes dans l'un et 26 520 tonnes dans l'autre! Très souvent, nous devons nous contenter de ces états, et de séries discontinues en particulier dans les années vingt! L'examen des délibérations des conseils d'administration, dont la conservation dans les archives est presque complète pour les années trente, apporte des renseignements complémentaires, surtout dans les rapports présentés aux Assemblées Générales annuelles. C'est là que nous retrouvons les remarques sommaires expliquant les variations des tonnages et des ventes par les divers évènements rencontrés: venues d'eau par exemple. Néanmoins, malgré ces difficultés, nous avons tenté de reconstituer les séries.

Le redémarrage de la production des mines jarnysiennes est à l'image de tout le bassin.[68]

	Tonnes extraites en Moselle et Meurthe-et-Moselle
1913	41113
1920	13084
1925	33746
1927	46252
1928	46520
1929	47992
1930	46059
1935	30320
1938	32460

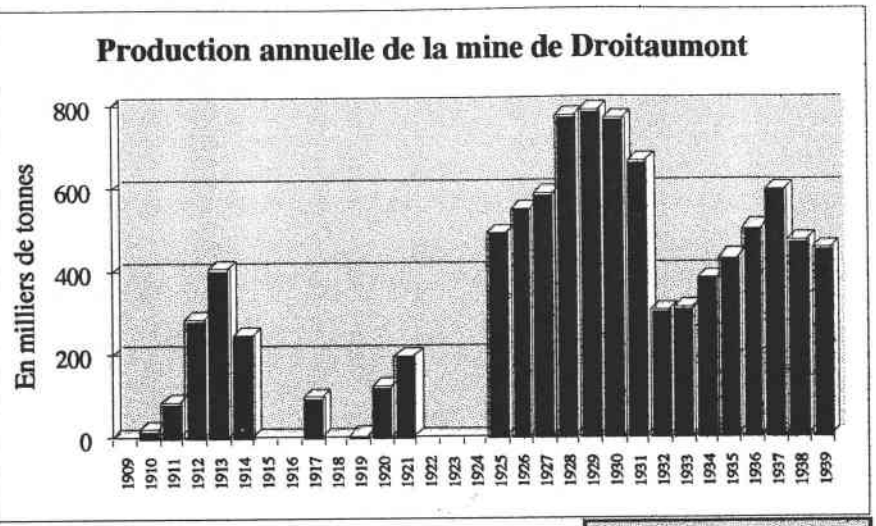


Globalement, on peut diviser la période en trois phases, une première jusqu'en 1923 qui est surtout marquée par l'attente de la reprise et la crise de 1921; une seconde marquée par une croissance importante qui rappelle les meilleures années d'avant guerre puis une pause avant l'effondrement des années 1931 et 1932.

Dans le détail, ce schéma est plus ou moins valable selon les mines. Droitaumont suit cette évolution, comme un cas d'école. L'intégration de la mine à l'ensembleSchneider, groupe industriel puissant et diversifié, déterminait sa marche, bien que, à côté des commandes internes, la mine ait eu aussi une activité "marchande" beaucoup plus sensible aux fluctuations du marché. En période d'euphorie, la production a son débouché naturel dans le groupe du Creusot dynamisé par l'embellie générale, et elle place ses excédents sur les marchés extérieurs par l'entremise de la société des Minerais Lorrains. Quand les affaires se contractent, ce sont d'abord les ventes à l'extérieur qui bais-

68- On remarque qu'en1913, l'ensemble du gisement produisait environ 40 millions de tonnes de minerai par an et qu'il faut attendre 1926 pour renouer avec de tels volumes. En 1919 la production était tombée à 9 millions de tonnes ; l'année 1922 a laissé espérer une reprise, vite freinée par les conséquences de l'occupation de la Ruhr en 1923. Les échanges ont alors été perturbés par le ralentissement des livraisons de coke allemand et le fléchissement de la demande en minerai des usines sidérurgiques lorraines. Cette crise a été passagère et la courbe s'est rapidement redressée. On atteint un total de 43 millions de tonnes en 1927, de 46 millions et demi en 1928, et de 47,9 millions en 1929! L'année 1930 marque le début de la décrue.

TONNAGES annuels	x 1000		x 1000
1910	20,6	1925	493,6
1911	83,9	1926	552,6
1912	285,9	1927	587,3
1913	407,7	1928	774,2
1914	250,0	1929	787,0
1915		1930	768,5
1916		1931	665,1
1917	98,0	1932	305,0
1918		1933	309,1
1919	6,2	1934	384,1
1920	123,2	1935	431,4
1921	197,5	1936	502,3
1922		1937	597,0
1923		1938	472,3
1924		1939	452,0



sent, puis les commandes internes au groupe. Sur les tableaux et graphiques ci-contre présentant les tonnages mensuels et annuels extraits, on voit que la mine de Droitaumont suit, de ce point de vue, les mouvements bien connus de la conjoncture nationale et internationale.[69]

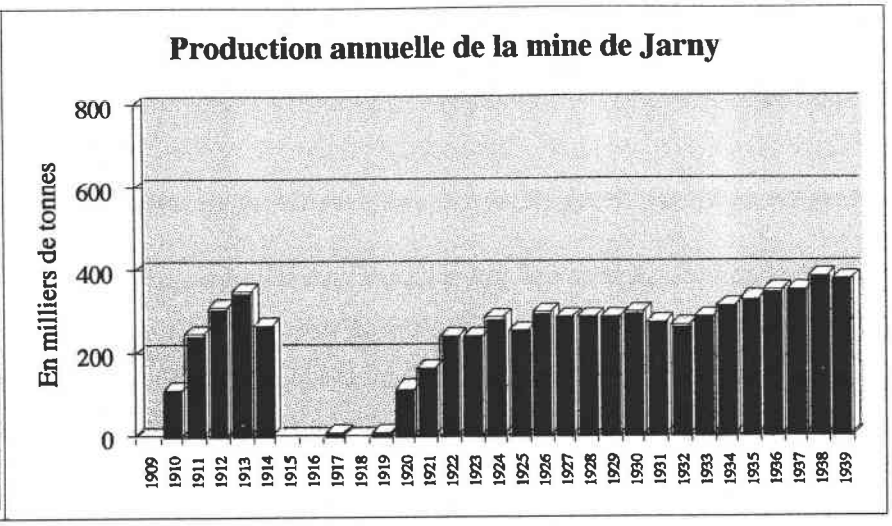
Tonnages mensuels DROITAUMONT	
1914	42000
1921	16500
1925	41000
1926	46000
1927	48500
1928	65000
1929	58730
1932	37500
1933	21000
1936	41600
1937	50200
1939	43300

Ce n'est pas le cas de Jarny: la mine ne suit pas du tout l'évolution générale de ses voisines. Nous l'avons déjà constaté pour l'immédiat après-guerre. Ce marasme s'est prolongé tout au long de la décennie: pas véritablement de décollage, une production moyenne très en deçà des capacités reconnues avant guerre, période où les quatre gros actionnaires se partageaient la production. C'est que la mine de Jarny, comme son directeur l'indiquait à la fin des années trente, a longtemps dépendu des achats de l'usine de Senelle.[70] Jarny a donc cherché à commercialiser à l'extérieur du groupe une partie de sa production, tout en cherchant à renouer avec ses anciens clients, belges et allemands. Cependant, l'essentiel de sa production est restée absorbée par les usines du groupe. Senelle-Maubeuge. On peut même se demander pourquoi le groupe Senelle-Maubeuge a poursuivi cette politique d'achat, car ses directeurs eux-mêmes estimaient la production à la limite de la rentabilité, dans les années vingt. Même après le rachat (coûteux) des parts allemandes, certains continuaient à se demander si le jeu en valait la chandelle, d'autant que la qualité des mine-

---

69- Il en est de même pour la mine de Giraumont, mine voisine, principalement marchande, qui atteint en 1929 des tonnages records pour le Jarnisy avec plus d'un million de tonnes, avant la chute des années trente.
Voici pour donner un peu de consistance à ces remarques générales, quelques données tirées des rapports mensuels internes et qui illustrent la période d'après guerre. A Droitaumont, «la production, partie de 150 tonnes par jour en novembre 1919, augmenta de façon plus ou moins continue pour atteindre à peu près 2600 tonnes par jour en 1929, l'effectif ouvrier dépassant alors 600.» (Espace Archives Usinor Sacilor- V 144) En janvier 1925, 38 743 tonnes de minerai ont été extraites: les administrateurs jugent l'activité normale et le minerai a été principalement envoyé en Lorraine; les stocks représentaient 7 276 tonnes. En février 1925, les 464 ouvriers employés, ont extrait 41 075 tonnes, le minerai a été expédié à nouveau en Lorraine; on relève 6 729 tonnes de stock. Les administrateurs ajoutaient: «à Droitaumont 41 000 tonnes sont produites mensuellement, supérieur à la normale et les commandes sont assurées, pas de stockage...pas de chômage» (AD M&M-9M 25) En 1926, à Droitaumont la production atteint 46 000 tonnes mensuellement ; en mars, la mine extrait un peu plus de 43 000 tonnes; en mai l'extraction fléchit autour de 38 369 tonnes mensuelles avec un stock de 1 645 tonnes. (AD M&M- 9 M 25) En octobre l'extraction atteint 45 200 tonnes et les stocks ont atteint 8 000 tonnes. Quelques années plus tard, à la fin du mois de mars 1929, le production avait atteint 58 730 tonnes, on avait 11 560 tonnes de minerai en stock.
70- L'usine de Senelle-Maubeuge non-reconstruite après la guerre doit absorber la production de Murville et Sancy, autres mines intégrées .

TONNAGES annuels	x 1000		x 1000
1910	112,71	1925	255,5
1911	244,7	1926	296,6
1912	310,3	1927	286,2
1913	347,2	1928	287,2
1914	267,2	1929	287,0
1915		1930	296,6
1916		1931	274,2
1917	9,0	1932	265,5
1918		1933	287,5
1919	10,6	1934	312,3
1920	114,7	1935	327,0
1921	165,8	1936	348,5
1922	241,1	1937	352,4
1923	240,9	1938	383,4
1924	283,1	1939	378,0



rais sortis n'étaient plus aussi bonne ni adaptée à la production des usines du groupe! En résumé: une production quasi stationnaire, oscillant autour de 20 à 25000 tonnes par mois (tableau ci-contre) et toujours inférieure à 300 000 tonnes annuellement, sans grands à-coups (tableau et graphique ci-dessus). On remarque que la production ne n'a pas décollé avant 1930; mais ne s'est pas effondrée après, alors que celles de Droitaumont et Giraumont ont connu un ralentissement spectaculaire. On notera qu'il a fallu attendre l'année 1937 pour que la mine retrouve une production voisine de celle de 1913![71]

Tonnages mensuels JARNY	
1914	37100
1921	13800
1922	22400
1923	23000
1924	22400
1925	23040
1926	26100
1927	23000
1928	25200
1929	28703
1930	22500
1931	21600
1932	24100
1933	25800
1934	26200
1935	27300
1936	29100
1937	34700

Rappelons l'adage bien connu : produire n'est rien, et vendre est tout. La production de minerai dépendait donc de l'évolution des carnets de commande et celle-ci des cours. Toute une série de contraintes entraient dans le prix de revient, véritable obsession des directeurs de mine. « *Il est généralement admis qu'une mine profonde du bassin de Briey, ayant à faire face à la charge d'une exhaure importante, est obligée de faire une extraction mensuelle de l'ordre de 35000 tonnes au moins* » écrivait le directeur de la mine, M Quantin.[72] Le tableau précédent montre que les tonnages mensuels sont toujours restés en dessous de ce chiffre, au cours des nnées 1919-1936.[73] La faiblesse des moyennes mensuelles, de 23665 à 26250 tonnes, continuait donc de poser des interrogations quand à la rentabilité de l'exploitation. Et cela avant

---

71- «*La mine de Jarny n'avait pû, pendant une certaine période de mise au point des questions litigieuses consécutives à la guerre, augmenter son extraction jusqu'à des chiffres de 35000 à 40000 tonnes, mais ses efforts au cours de l'année 1937, lui avaient permis d'atteindre ce niveau...* »(**M. Bourquin, 1938, Espace Archives Usinor Sacilor**)

72- Espace Archives Usinor Sacilor.

73- Aussi , a-t-on du mal à suivre l'observateur de Briey qui déclarait le 23 mai 1925, au commissaire spécial, qu'à Jarny, «*la production mensuelle est de 20680 tonnes, inférieure à la normale; les commandes sont régulières et suffisantes!; et les stocks s'élèvent à 3000 tonnes...* » **AD M&M-9M 25.**

L'année suivante, les tonnages n'ont pas été meilleurs ; en janvier 1926, la production à la mine de Jarny était toujours inférieure à la normale avec 18860 tonnes et un stockage qui atteignait 8800 tonnes; en mai 1926 la production était retombée à 16763 tonnes et l'on stockait 6185 tonnes sur le carreau; le procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration 1930, auquel participait sous la présidence deM. A.Dondelinger , MM.Jacques Berveiller et le Baron Charles d'Huart, nous apprend qu' «*il a été extrait 70995 tonnes pendant le quatrième trimestre de 1929; 287033 tonnes pendant l'année 1929 et 78751 tonnes pendant le premier trimestre de 1930...* »(**Espace Archives Usinor Sacilor**)

même que les cours ne s'effondrent comme nous allons le voir. Ces fluctuations mensuelles étaient-elles liées aux fluctuations mal maîtrisées des effectifs comme s'en plaignaient encore les directeurs au milieu des années vingt? Ou plus simplement, la mine de Jarny, manquant de débouchés extérieurs produit peu; mais produisant peu, elle produit cher, et c'est un cercle vicieux.

Toujours est-il qu'au dessous d'un certain cours, la mine risquait de produire à perte, situation déjà évoquée par le responsable de la Sté des Minerais Lorrains dans l'après-guerre. En l'absence de débouchés réguliers et rémunérateurs, plutôt que de vendre à l'extérieur a perte, la mine de Jarny va livrer ses modestes tonnages extraits à prix fort, à l'intérieur du groupe Senelle-Maubeuge.

Essai d'analyse des ventes et des circuits commerciaux.

L'étude des ventes est une des plus délicate à mener, compte tenu de la difficulté à retrouver dans les archives les circuits, les tonnages, les clients. Les pièces ont souvent disparu et nous n'avons retrouvé que quelques documents épars, surtout pour la mine de Droitaumont. Pour Jarny, les circuits de la commercialisation sont encore moins clairs, faute de documents explicites: si nous n'avons que très peu de renseignements sur la commercialisation des minerais de Jarny, pour les années vingt, période de repli sur le groupe de Senelle-Maubeuge. Ce groupe qui était sorti affaibli de la guerre avait pu reconstituer son appareil industriel, et même l'étendre. Il avait ainsi acquis en 1922 une des plus anciennes houillères du Nord, celle de Douchy. Des ventes préférentielles au groupe sont attestées assez souvent; on note aussi , une volonté de trouver des marchés extérieurs. Par exemple, le 25 février 1922 M.Quantin écrit : «*Je viens de téléphoner une fois de plus au colonel Spilman (Spilbaum?); il croit pouvoir placer en Allemagne l'éxcédent de notre production de février et ce que nous avons en stock au prix de 22F, prime de pénalité de 1 F par unité de fer au dessus ou en dessous de 35%; prises faites à la mine . je le presse de conclure et insiste pour qu'il traite également pour mars...il partira lundi pour Cologne...* »[74]

L'exemple caractéristique de Droitaumont

Nous sommes un peu mieux renseignés sur la politique commerciale de la mine de Droitaumont. Grâce à quelques séries, nous pouvons saisir quelle place cette mine occupait dans le dispositif Schneider et, sur une durée d'une quinzaine d'années, la stratégie du groupe, à travers ses investissements et ses résultats financiers. La Société Générale de Mines, est impliquée dans le groupe Schneider, comme on le voit sur le tableau des actionnaires en 1925 et 1932. La mine de Droi-

Actionnaires de la Société Générale des Mines

En gras ceux qui sont présents aux deux dates

29 Juin 1925		1 Août 1932	
Gonard	10	Bard Claude	280
Lebraud Sylvain	290	Bassal Louis	10
Leicknam	10	Boitier Henri	145
M. des Abbayes	325	Jacquelin Armand	10
Mingot	280	Lancrenon Paul	10
Morel	80	**Lebraud Sylvain**	290
Parmentier	135	**Rebour Jean Baptiste**	160
Rebour Jean Baptiste	160	Saffrey Alfred	325
Rouer	10	**Schneider & Cie**	770
Schneider & Cie	700		
Total	2000		2000

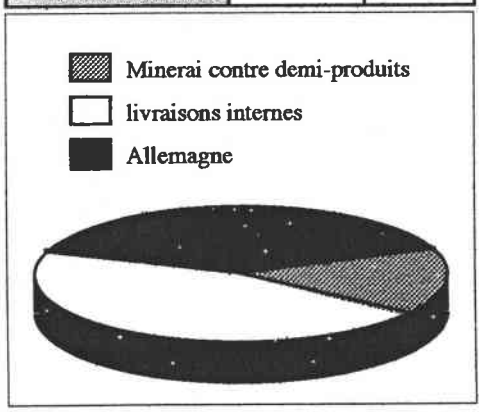
74- Espace Archives Usinor Sacilor.

taumont lui est rattachée en 1922 et plus tard la concession voisine de Bruville.[75] Dans un document de la maison du Creusot, on peut lire cette remarque assez étonnante:«... *les réserves actuelles, dans le bassin de Briey, représentent environ 80 000 000 de tonnes; ce chiffre, qui peut apparaître assez élevé en valeur absolue est, en réalité, très modeste si on le compare aux besoins des sociétés métallurgiques dans lesquelles la Société Schneider a des intérêts prépondérants...* » [76]

Le marché interieur et extérieur

Selon un observateur de l'époque, «*la moitié du minerai de fer est traitée dans la région, à proximité des sièges d'extraction, l'autre en moitié est expédiée, dans le Nord et le Centre et 40% à l'étranger.* »[77] Pour l'année 1929, par exemple, les expéditions totales ont été de 782 471 tonnes et se sont réparties ainsi: 125 720 tonnes de minerai ont été échangées contre des demi-produits, 351 586 tonnes ont été livrées aux sociétés du groupe Schneider (ARBED [78], Aubrives-Villerupt). Le reste, soit un volume de 305 165 tonnes a été presque entièrement vendu en Allemagne.[79] Ce qui correspond en gros à 40% soit un peu moins que ce que F.Mattenet notait. Or, les ventes à l'étranger n'ont pas connu à la fin de la période, la même évolution que les débouchés sur le marché intérieur. Si l'on examine les expéditions présentées sur le tableau ci-dessous, et qu'on le compare au précédent (année 1929), il est évident que l'on a du mal à trancher sur les chiffres; on suit les ventes vers l'Allemagne, autour de 30 000 tonnes, mais on ne peut se faire une idée précise de la teneur des autres échanges.

DROITAUMONT		
Année 1929	Tonnes	%
Minerai contre demi-produits	125720	16,1%
livraisons internes	351586	44,9%
Allemagne	305165	39,0%
TOTAL	782471	100,0%



Expédition du minerai de DROITAUMONT	1927	1928	1929	1930	1931	1932
SARRE	262870	316700	289420	284240	320079	139842
ALLEMAGNE	136280	233000	288850	292201	230560	58920
BELGIQUE	200			0		
TCHECOSLOVAQUIE				60		
TOTAL ETRANGER	399350	549700	578270	576501	550639	198762
FRANCE	223350	187900	205820	192180	116390	5760
TOTAL	622700	737600	784090	768681	667029	204522
% ETRANGER	64,1	74,5	73,8	75,0	82,6	97,2
% FRANCE	35,9	25,5	26,2	25,0	17,4	2,8

Par contre, on voit à l'aide du graphique (page suivante), tiré de ce deuxième tableau que les liens avec la Sarre sont les plus forts et qu'ils ont mieux résisté au temps de la crise!

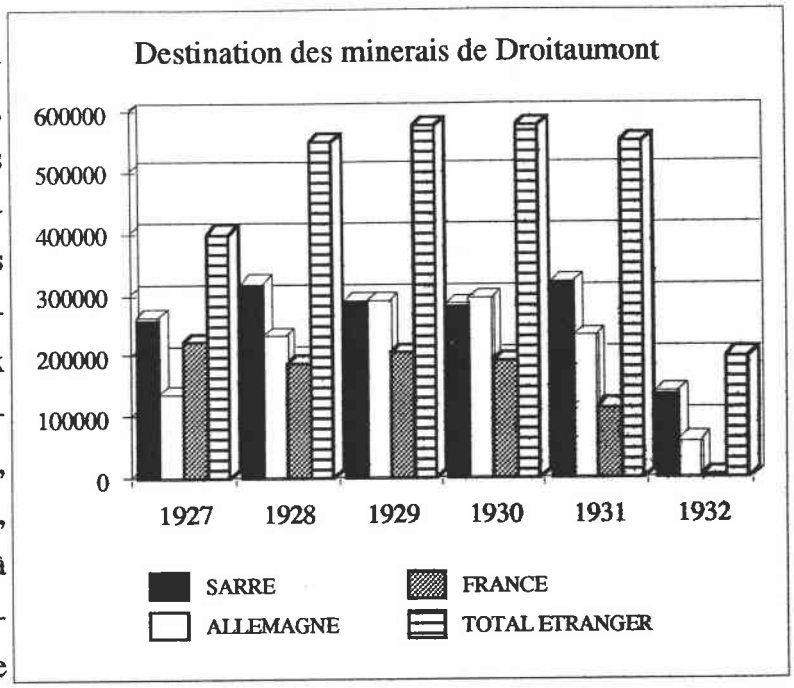
75- Notons rapidement, que M.Paul Lancrenon est administrateur à Aubrives-Villerupt, président directeur général des "Terres Rouges", qu'il est en 1932 représentant de la Société Générale Française de Mines, qui va fusionner avec la mine de Droitaumont ; que M.Alfred Saffrey est aussi administrateur des "Terres Rouges", tout comme de la société Générale de Mines.

76- Académie François Bourdon

77- F.Mattenet, article cité, in " Le Pays Lorrain" année 1931.

78- L'usine de Burbach de l'ARBED à laquelle étaient destinés les envois de minerai de Droitaumont n'a pas été en mesure de recevoir plus de 25 000 tonnnes par mois par voie ferrée, à cause de l'insuffisance de ses silos à minerai (l'appoint de minerai nécessaire était reçu par voie d'eau en provenance du bassin de Nancy). Des travaux considérables entrepris à Burbach, avaient pour objectifs de faire disparaître ce goulot d'étranglement et de permettre de recevoir par voie ferrée tous le minerai acheté.

79- F.Mattenet, article cité, in " Le Pays Lorrain" année 1931.

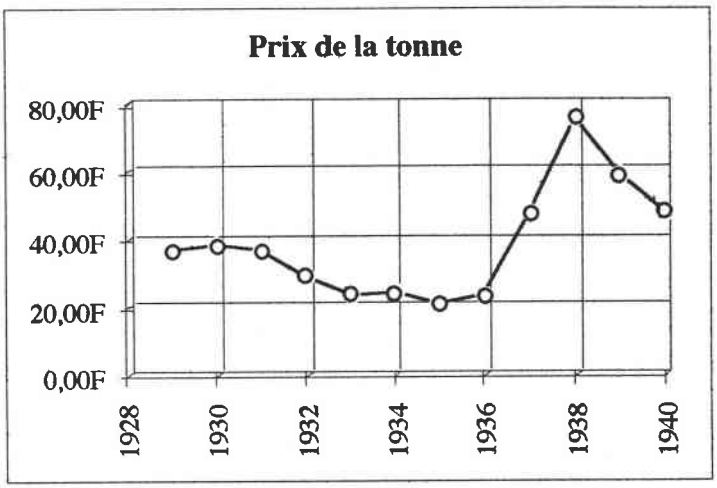


Par ailleurs, les usines de l'ARBED et des "Terres Rouges", ont acheté sans difficulté, au cours des années vingt, des tonnages importants de minerais provenances diverses. Pour Schneider, il convenait de faire un arbitrage avantageux entre ces minerais de provenance diverse et celui de Droitaumont, qui, par sa forte teneur (35 à 39% de fer), était particulièrement appprécié à l'exportation. Les fournitures de minerai de Droitaumont en Allemagne permettaient d'approvisionner en charbon et coke métallurgique de Westphalie plusieurs des usines métallurgiques du groupe de la Société Schneider. La Société avait maintenu à son usine du Creusot une faible fabrication d'aciers communs qui lui servait de volant régulateur pour leur fabrication d'acier de qualité. Celle-ci se limitait d'ailleurs à transformer en aciers marchands ou en tôles, des demi-produits en acier Thomas qu'ils se procuraient dans les usines lorraines en échange du minerai de Droitaumont. C'est pour cette raison, et en vue d'assurer la régularité de leurs approvisionnements en aciers Thomas, qu'ils ont été conduits à mener une politique d'échange de minerai de Droitaumont contre des demi-produits:, comme l'explicite un document interne : «*Il va de soi qu'à mesure que la diminution progressive des réserves de minerai dans le bassin de Briey rendra plus difficile pour l'ARBED et la société métallurgique des Terres Rouges, l'achat de tonnages de minerai d'appoint, la production de Droitaumont leur sera de plus en plus exclusivement réservée. Il est possible également que la Société Schneider qui, en 1928-1929, avait acheté dans l'Est 36235 tonnes par an de demi-produits en acier Thomas, dont 7800 tonnes seulement avaient fait l'objet de marchés d'échange de minerai contre demi-produits, soient amenés à augmenter l'importance de ce genre de marchés pour donner plus de sécurité à leurs approvisionnements en métal Thomas. Il faut donc prévoir d'ici peu de*

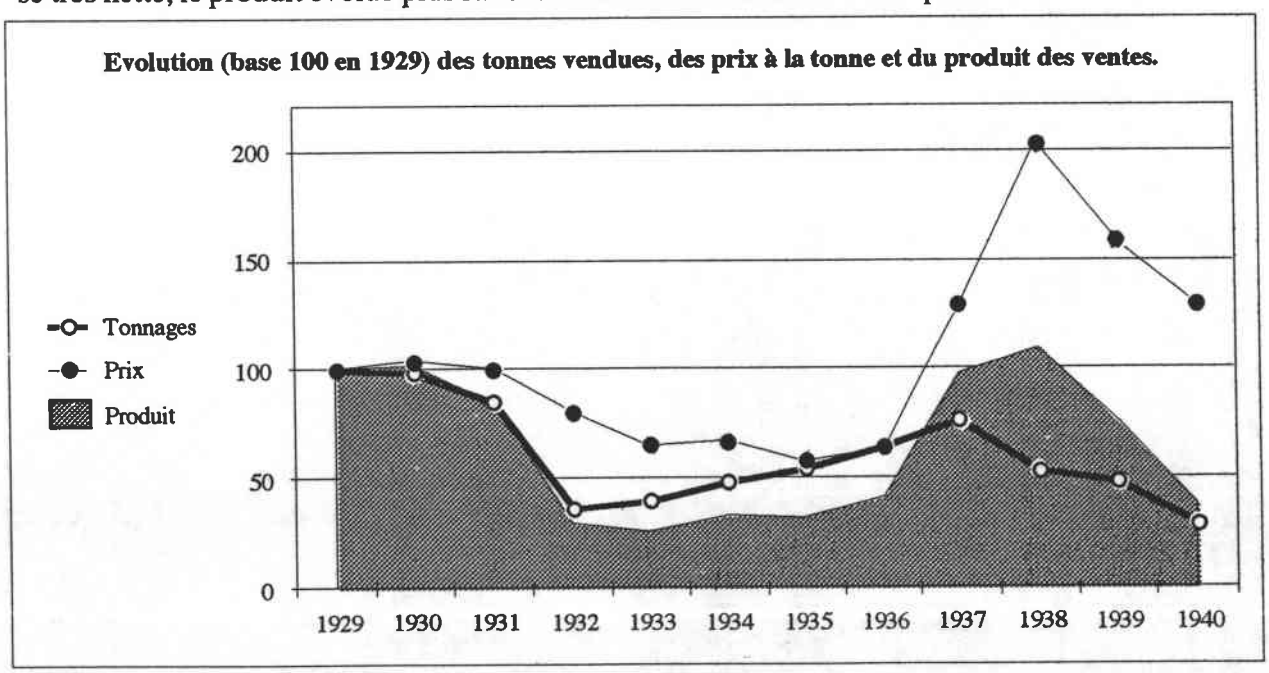
SCHNEIDER	Tonnages vendus	Prix HT	Produit en milliers de F.	Base 100 en 1929		
1929	782471	37,82F	29 593,05F	100	100	100
1930	768681	39,21F	30 139,98F	98	104	102
1931	665109	37,90F	25 207,63F	85	100	85
1932	281802	30,46F	8 583,69F	36	81	29
1933	309964	24,70F	7 656,11F	40	65	26
1934	384111	25,30F	9 718,01F	49	67	33
1935	431354	22,04F	9 507,04F	55	58	32
1936	505872	24,28F	12 282,57F	65	64	42
1937	598459	48,77F	29 186,85F	76	129	99
1938	420863	76,78F	32 313,86F	54	203	109
1939	375645	59,82F	22 471,08F	48	158	76
1940	228645	49,04F	11 212,75F	29	130	38
1941	479662	61,64F	29 566,37F			
1942	453387	87,23F	39 548,95F			
1943	654124	95,06F	62 181,03F			
1944	355391	102,25F	36 338,73F			
1945	118520	205,10F	24 308,45F			
Total	7814060		419 816,15F			

temps la totalité de la production de Droitaumont sera absorbée par les deux genres de débouchés .»[80]

Le problème des prix et des profits:



Le prix de la tonne n'avait cessé de monter jusqu'en 1930. Mais ce fut alors lacrise, et la mévente provoqua l'effondrement des prix. Un effondrement sensible et durable, malgré la reprise du milieu des années trente. On touche le fond pour la production par exemple au cours de l'année 1932; mais les prix chutent en 1933, et, malgré, une production un peu plus forte, le produit baisse encore ; de même en 1934 et 1935 et aussi en 1936, malgré une hausse des prix à la tonne! La reprise des cours redonne une marge substantielle à l'entreprise à partir de 1937; avec 200.000 tonnes de moins qu'en 1929, le revenu est quasiment le même! On peut conclure de ces remarques que la courbe de production n'est qu'un indicateur grossier de la santé de l'entreprise puisque l'évolution du produit des ventes est en définitive essentiel. Se greffent en effet sur la rentabilité de la mine, les questions de salaires [81], d'investissements, de modernisation et d'entretien de l'outil productif. A l'examen des courbes, on note d'abord une évolution parallèle des tonnages et des produits de la vente, puis un déficit entre 1932 et 1937; enfin les dernières années, avec un tonnage en baisse mais des prix en hausse très nette, le produit évolue plus favorablement.. La marche de l'entreprise ne se résumait donc

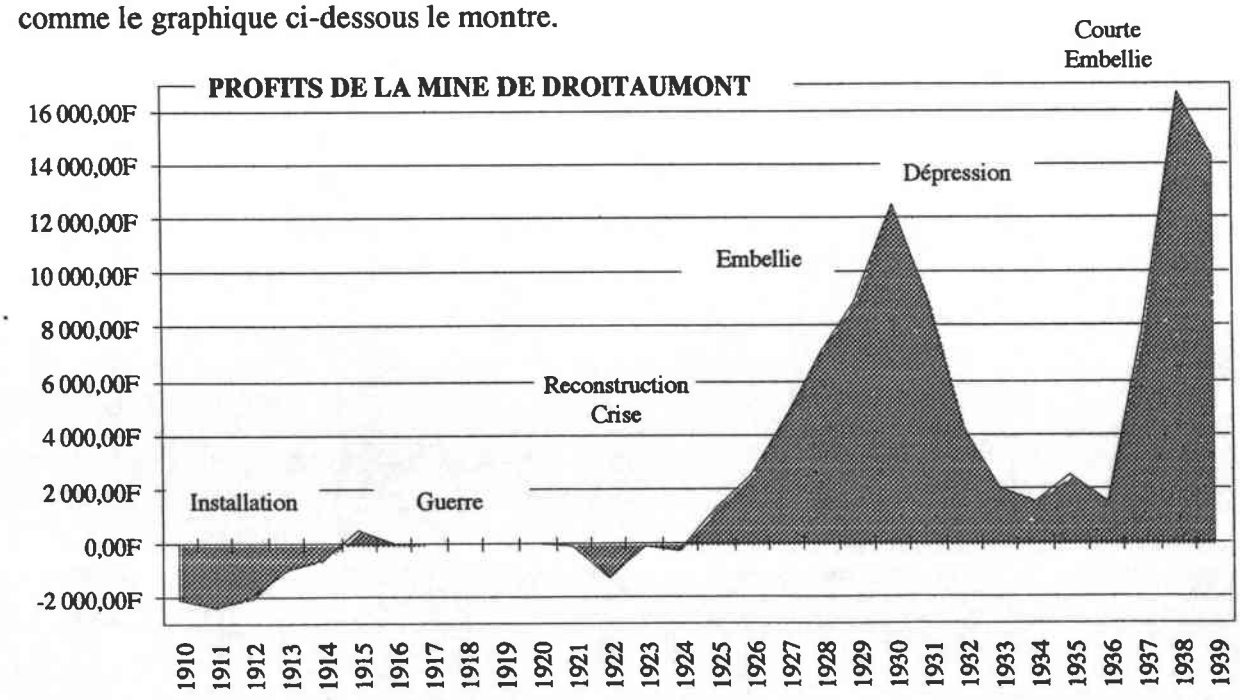


80- Espace Archives Usinor Sacilor 44- 144.
81- A partir de 1936, les prestations salariales et sociale augmentent fortement, ce qui a grevé les pris de revient!

Bilan d'exploitation de la mine de DROITAUMONT			
Périodes	Investissements nécéssités par l'exploitation. En milliers	Résultats après amortissement. En milliers	Profits
1909 - 1910	2 024,00F		-2 024,00F
1910 - 1911	2 343,00F		-2 343,00F
1911 - 1912	2 045,00F	40,50F	-2 004,50F
1912 - 1913	1 192,00F	230,00F	-962,00F
1913 - 1914	611,00F		-611,00F
1914 - 1915		476,00F	476,00F
1915 - 1916		45,00F	45,00F
1916 - 1917			0,00F
1917 - 1918			0,00F
1918 - 1919			0,00F
1919 - 1920	22,00F		-22,00F
1920 - 1921	62,00F		-62,00F
1921 - 1922	1 257,00F		-1 257,00F
1922 - 1923	509,00F	434,00F	-75,00F
1923 - 1924	285,00F	32,00F	-253,00F
1924 - 1925	494,00F	1 761,00F	1 267,00F
1925 - 1926	943,00F	3 482,00F	2 539,00F
1926 - 1927	975,00F	5 775,00F	4 800,00F
1927 - 1928	1 202,00F	8 230,00F	7 028,00F
1928 - 1929	1 810,00F	10 779,00F	8 969,00F
1929 - 1930	503,00F	12 955,00F	12 452,00F
1930 - 1931	1 166,00F	10 153,00F	8 987,00F
1931 - 1932	582,00F	4 845,00F	4 263,00F
1932 - 1933	45,00F	2 077,00F	2 032,00F
1933 - 1934	29,00F	1 544,00F	1 515,00F
1934 - 1935	60,00F	2 541,00F	2 481,00F
1935 - 1936		1 535,00F	1 535,00F
1936 - 1937		7 776,00F	7 776,00F
1937 - 1938	1 132,00F	17 797,00F	16 665,00F
1938 - 1939	1 076,00F	15 355,00F	14 279,00F
TOTAL	**2 924,00F**	**53 470,00F**	**50 546,00F**

pas simplement à l'extraction, mais aussi à des ajustements de la production, prenant en compte des paramètres extérieurs à la mine, comme les prix et les débouchés.

Pour les profits (différence entre les bénéfices bruts et les divers investisements et amortissements), on peut noter une évolution elle aussi complexe, comme les tableaux et les graphiques graphiques suivants le montrent. La mine ne dégage pas de bénéfices à la veille de la guerre, les investsments nécéssités pour l'exploitation sont très lourds. Les années d'après guerre sont ensuite assez lentes à dégager des gains substantiels; ce n'est qu'en 1924 que la mine a commencé à gagner de l'argent. Notons qu'il fallait une bonne dose d'optimisme pour insister alors que les conditions d'extraction (en particulier le coût de l'exhaure des eaux de mine) renchérissaient le prix de revient de la tonne de minerai. L'embellie des années vingt a été de courte durée comme on le constate avec la rupture due à la crise des années 1931-1933; et elle ne reprend brièvement qu'à la fin de la période comme le graphique ci-dessous le montre.



Le personnel des mines

La difficulté de recrutement dans les mines a déjà été décrite pour les premières années d'exploitation. Ce recrutement avait été assez anarchique à cause de la faiblesse du potentiel local et de la grande instabilité des ouvriers venus de divers horizons.

Le manque de bras a été tout aussi criant au lendemain de guerre. Dès 1919, la question de l'embauche d'ouvriers qualifiés, puis de manœuvres s'est immédiatement posée. Chacun se souvient de surenchères et de débauchages sur les quais de gare à Metz ou encore à Conflans, de contrats signés et dévoyés, de services d'accueil ou encore d'envoi d'émissaires sur les lieux de recrutement. Comment éviter ces conflits entre usines, entre mines, comment organiser et reprendre les courants d'immigration? Nous avons en partie répondu à ces questions en présentant la société jarnysienne dans le début des années vingt, en évoquant le rôle de la Société Générale d'Immigration et les accords signés entre gouvernements français, italien et polonais. Nous avons évoqué le centre de tri de Toul pour les ouvriers polonais, les réseaux familiaux qui se renouaient; et surtout la faiblesse des retours en France puisqu' en 1921, à part les familles implantées dans les métiers du petit commerce et de l'artisanat, on ne trouve finalement qu' assez peu de patronymes connus parmi les étrangers présents avant guerre. Nous ne reviendrons donc pas sur ces remarques, sinon pour nuancer l'appréciation de la mobilité ouvrière des années vingt, sans doute différente des premiers mouvements d'avant guerre touchant une classe ouvrière fraîchement déracinée.

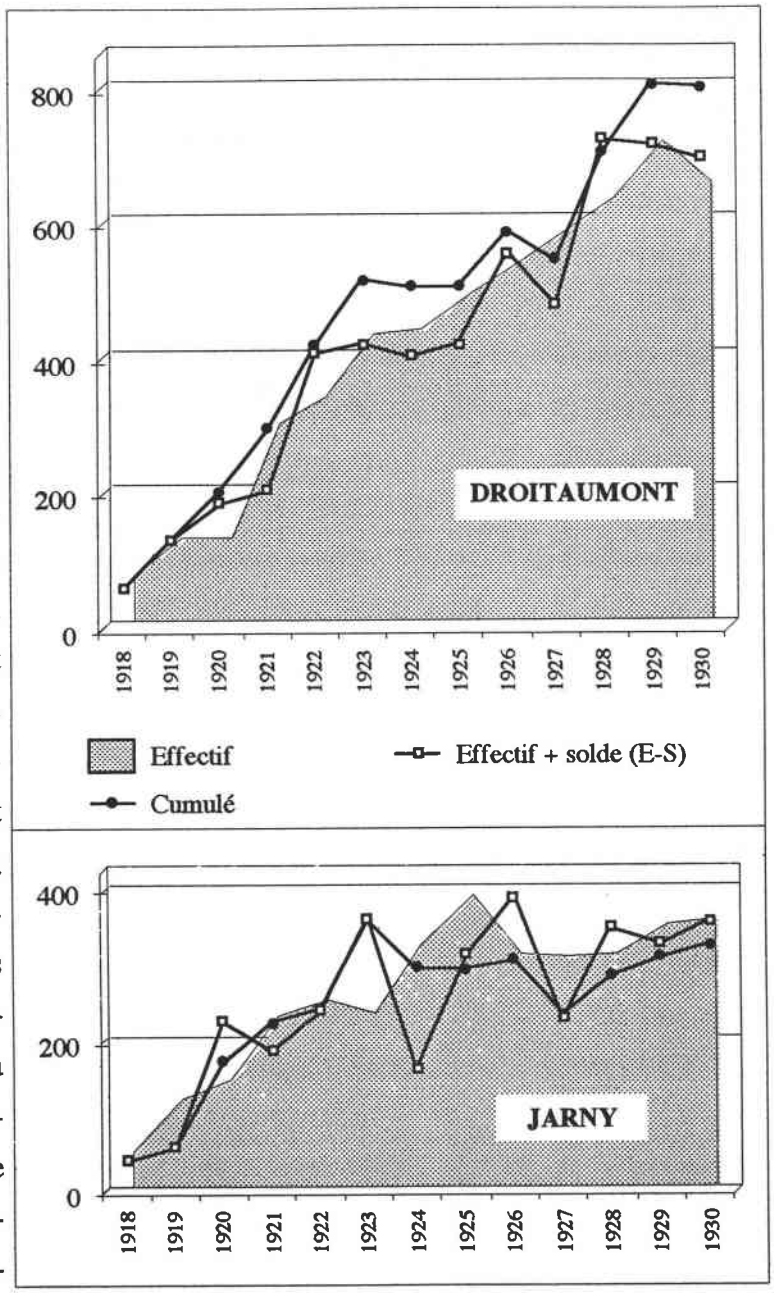
Les statistiques du personnel:

Le nombre d'employés dans les mines constitue au premier abord un bon thermomètre de l'activité; mais, comme les tableaux de la production, c'est un indicateur délicat à interpréter, car les données sont souvent variables d'une source à l'autre.

Sur ce tableau et les deux graphiques de la page suivante, nous avons repris les effectifs consignés dans les rapports des directeurs de mines en début d'année. Nous avons ensuite compté pour chaque mine et pour chaque période annuelle, le nombre des entrants et des sortants, d'après les registres officiels. En principe, l'effectif réel devrait correspondre à l'effectif de l'année précédente

	Effectifs		Entrées (E)		Sorties (S)		(E) - (S)		Effectifs théoriques Cumulé			
Mines	D.	J.	D.	J.	D.	J.	D.	J.	D.	J.	D.	J.
1918	67	46	80	19	9	0	71	19	67	46	67	46
1919	120	118	174	183	99	70	75	113	138	65	138	65
1920	123	141	254	349	162	298	92	51	195	231	213	178
1921	293	226	348	168	225	149	123	19	215	192	305	229
1922	333	249	548	347	450	228	98	119	416	245	428	248
1923	424	232	430	323	441	387	-11	-64	431	368	526	367
1924	431	323	405	286	405	288	0	-2	413	168	515	303
1925	483	385	441	240	360	228	81	12	431	321	515	301
1926	529	308	337	165	378	238	-41	-73	564	397	596	313
1927	576	304	428	141	270	89	158	52	488	235	555	240
1928	624	310	407	133	306	109	101	24	734	356	713	292
1929	709	347	411	166	414	149	-3	17	725	334	814	316
1930	648	356	381	157	396	199	-15	-42	706	364	811	333

augmenté du solde, entrants-sortants. Or, on constate un décalage assez net qui pose d'emblée la question de la fiabilité des données! L'écart serait encore plus grand si l'on cumulait les données annuelles. Ceci est particulièrement net dans le cas de la mine de Jarny où les données fluctuent fortement entre 1923 et 1927, sans que l'on puisse savoir s'il s'agit d'un défaut d'enregistrement des données ou d'un réel mouvement de flux d'un mois à l'autre. Ces séries fragiles, ne peuvent que difficilement être rapprochées de celles de la production. La relation entre effectifs et production pourrait sembler a priori évidente, elle n'a rien d'automatique. D'autres éléments entrent en effet en jeu, comme le temps de travail, l'innovation, le temps d'accès aux fronts et aux galeries, donc la productivité. Ce rapport entre effectifs et tonnages est censés donner le rapport de productivité mais les responsables de la mine préfèraient calculer la production au fond par équipe de mineurs En aucun cas, le rapport entre effectif et production ne peut donc être pris pour indice net de productivité surtout lors des crises. Alors, l'effectif diminuait beaucoup moins vite que la production; les entreprises fermaient partiellement, (un ou deux jours par semaine), mais ne licenciaient pas systématiquement leur personnel; elles l'utilisaient à des travaux d'entretien des installations et ne le renvoyaient qu'à la dernière extrémité. Pour mesurer les variations des activités de la mine, il nous a donc semblé plus pertinent de suivre les mouvements d'entrées et la durée d'embauche du personnel, donnée très sensible à la conjoncture.



De quelles données disposons-nous pour suivre ces mouvements? Les mines établissaient chaque mois un état sommaire des entrants, et des sortants; avec des tableaux récapitulatifs chaque quinzaine, chaque mois et chaque année. Il y a aussi les registres des caisses de retraite ou des salaires, etc... La plupart ont été conservés pour les deux mines; nous les avons consultés tous, états numériques, aussi bien qu'états nominatifs. **Au total, nous avons relevé, de 1918 à 1940, 8 500 indi-**

vidus qui vont et viennent, partent et repartent des deux mines de Jarny. La plupart des individus sont assez mobiles, certains sont même de véritables comètes, mais quelques uns , assez stables figurent seulement sur les états nominatifs non sur les livres d'embauche, puisqu'ils ont effectué toute leur carrière sur place.

Que faire de tous ces chiffres?

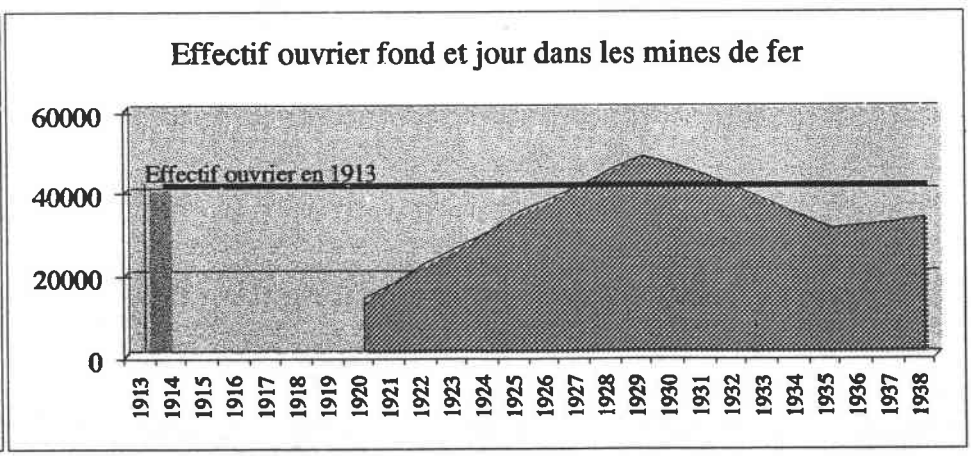
Après avoir calculé les variations annuelles des effectifs, nous analyserons aussi les variations mensuelles, les durées d'embauche, et leurs variations selon les années, les hommes et la production.

Les effectifs:

On constate qu'à l'instar de tout le bassin, les deux mines de Jarny sont longues à retrouver leurs effectifs de 1914. Dix ans après l'armistice, on trouve, pour l'ensemble de la région un peu plus de 40000 employés de mines, soit en gros l'effectif d'avant-guerre. On est donc loin d'une reprise expansive. Les effectifs sont assez fluctuants et varient d'une source à l'autre. Les ordres de grandeur que nous avons retenus sont ceux des statistiques officielles de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Ils sont assez proches de ceux de la chambre syndicale.

	Effectif ouvrier (fond et jour) dans les mines de fer
1913	41113
1920	13084
1925	33746
1929	47992
1930	46059
1935	30320
1938	32460

(AD M&M 9 M 29)



Seule une étude nominative, siège par siège permettrait de saisir plus concrètement les effectifs et les flux.[82] Comme pour les mines de Jarny, ce sont les personnels occupant des postes peu qualifiés au fond qui paraissent les plus difficiles à cerner et qui mériteraient une étude suivie. A l'inverse, on constate une assez grande stabilité du nombre des employés (stabilité de l'effectif et des individus eux-mêmes) et aussi des ouvriers du jour occupant les emplois qualifiés notamment. Par contre, manœuvres du carreau comme manœuvres du fond sont mobiles.

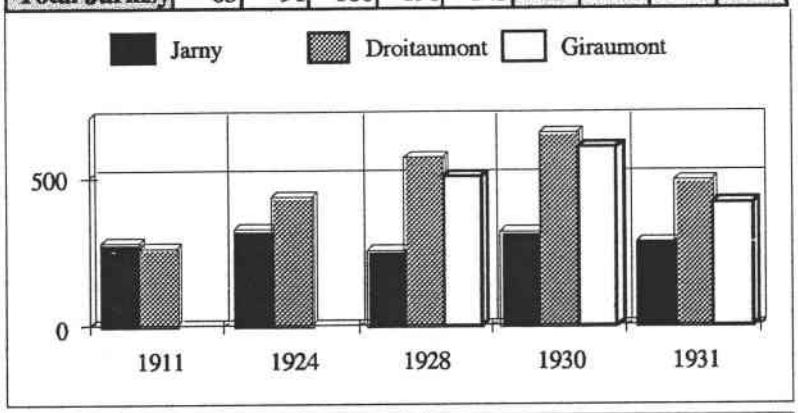
Voici sur le tableau suivant ce que nous avons trouvé pour les trois mines locales. On note que, jusqu'en 1931, la mine de Jarny a toujours un effectif nettement moins important que celle de

82- La difficulté à recruter du personnel toujours aussi préoccupante après la guerre, serait plus finement mesurée si l'on pouvait estimer le "reservoir" potentiel de main d'œuvre tournant dans le bassin.

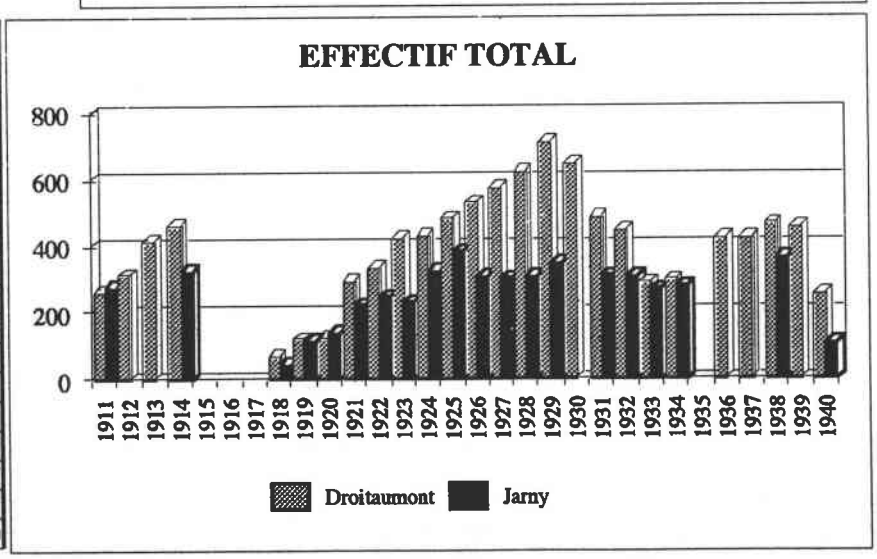
Droitaumont. On relève aussi que les niveaux de 1913-1914 n'ont été que tardivement égalés ou dépassés. Au total, la mine de Jarny paraît nettement moins dynamique pour l'embauche que celles de Droitaumont ou de Giraumont. Mais le dynamisme de celles-ci a eu son revers, puisque, dans les années de crise, les oscillations y ont été plus fortement senties. Sur ce graphique, nous avons porté les variations des effectifs de la mine de Giraumont, pour montrer la singularité de la mine de Jarny. Au contraire les mines de Giraumont et de Droitaumont ont évolué pratiquement en phase, comme pour les tonnages extraits.

Nombre de mineurs (AD M&M 10 M)

Mines	1911	1924	1928	1930	1931	1933	1934	1938	1940
Jarny	278	323	252	314	281	273	281	367	110
Droitaumont	261	431	569	648	485	288	298	466	253
Giraumont			503	604	417	325	360	497	463
Total Jarnisy	539	754	1324	1566	1183	886	939	1330	826
base 100 en 1930	1911	1924	1928	1930	1931	1933	1934	1938	1940
Jarny	253	294	229	285	255	248	255	334	100
Droitaumont	103	170	225	256	192	114	118	184	100
Giraumont	0	0	109	130	90	70	78	107	100
Total Jarnisy	65	91	160	190	143	107	114	161	100



Mines	Droitaumont	Jarny
1911	261	278
1912	314	
1913	412	
1914	460	325
1915		
1916		
1917		
1918	67	46
1919	120	118
1920	123	141
1921	293	226
1922	333	249
1923	424	232
1924	431	323
1925	483	385
1926	529	308
1927	576	304
1928	624	310
1929	709	347
1930	648	
1931	485	314
1932	447	307
1933	288	273
1934	298	281
1935		
1936	420	
1937	422	
1938	466	367
1939	456	
1940	253	110



Les rythmes d'entrée et de sortie.

Nous avons observé l'ensemble des entrants dans les deux mines entre 1918 et 1939 et examiné plus en détail quelques années particulières. Nous avons relevé pour chaque mine et pour chaque mois de la période les entrants, puis les sortants. Les registres donnent leur patronyme, un curriculum succint, la date d'entrée et de sortie de la mine, l'ancien lieu de travail, et parfois la destination ou la cause du départ.

Toutes les mines connaissaient un va et vient important de personnel. Puisque certains té-

moins ont parfois évoqué des conditions différentes d'accueil, d'ambiance de travail, pour expliquer ce "turn-over", on peut se demander si l'une des deux mines était plus "poreuse" que l'autre? Le rapport entre entrées et effectif moyen sur la période 1918-1930 donne un quotient de 11,26 pour Droitaumont et de 10,75 pour Jarny ; pour les sorties, le quotient est respectivement de 9,5 pour Droitaumont et de 9,76 pour Jarny . Ces écats ne sont pas significatifs : on reste dans le même ordre de grandeur, avec environ 11 entrées et 10 sorties pour un poste occupé. [83] On ne peut donc incriminer l'ambiance "détestable" ou la sévérité d'un encadrement "tâtillon" dans une mine, ni l'idée d'un accueil plus ouvert. La variation de l'effectif ne dépendait, à notre avis, que de la marche de l'entreprise et de l'offre d'emplois. [84]

Les rythmes annuels:

La reprise de l'embauche après la guerre a été régulière et vigoureuse à Droitaumont plus chaotique à la mine de Jarny du moins si l'on considère le rythme des entrées. Cependant, on note

Entrées à la mine de Droitaumont

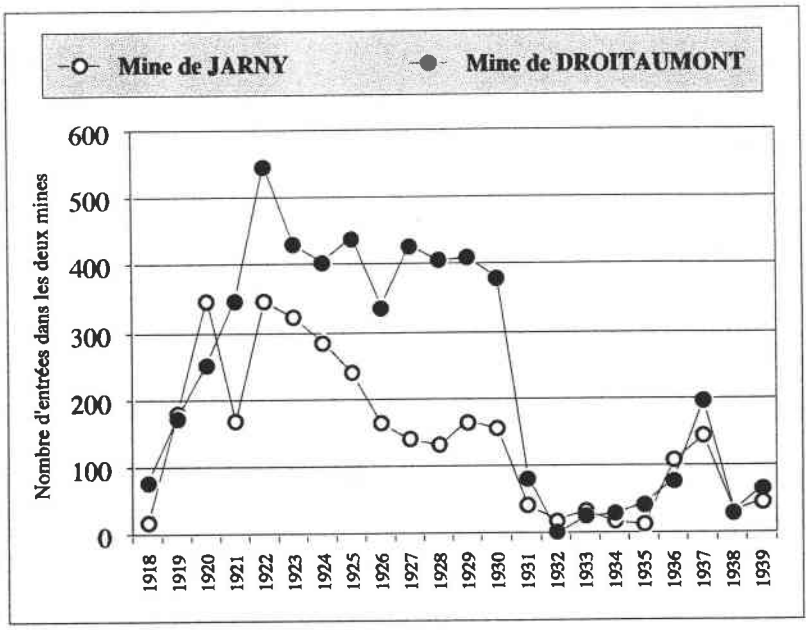
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		Total	*base*
1918											50	30	1918	80	*45,98*
1919	29	12	9	8	12	5	7	9	11	22	30	20	1919	174	*100*
1920	12	11	3	16	11	25	38	38	24	27	25	24	1920	254	*146*
1921	16	6	10	25	14	8	16	21	81	64	55	32	1921	348	*200*
1922	22	26	41	69	67	27	45	78	64	41	37	31	1922	548	*314,9*
1923	31	44	37	28	71	23	32	45	42	28	21	28	1923	430	*247,1*
1924	42	28	21	24	42	19	41	26	16	32	53	61	1924	405	*232,8*
1925	35	26	31	33	31	51	22	29	39	46	45	53	1925	441	*253,4*
1926	33	17	29	20	19	24	15	22	44	40	35	39	1926	337	*193,7*
1927	24	57	29	19	46	30	32	49	45	63	29	5	1927	428	*246*
1928	13	30	34	42	43	35	24	33	41	33	43	36	1928	407	*233,9*
1929	24	19	33	39	38	30	21	30	31	39	47	60	1929	411	*236,2*
1930	39	49	34	32	32	38	52	33	29	29	10	4	1930	381	*219*
Total	320	325	311	355	426	315	345	413	467	464	480	423	Total	4644	
Moyenne	26,7	27,1	25,9	29,6	35,5	26,3	28,8	34,4	38,9	38,7	36,9	32,5		357,2	

Entrées à la mine de Jarny

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		Total	*base*
1918									1		15	3	1918	19	*10,38*
1919	3	3	11	8	11	4	12	15	22	26	27	41	1919	183	*100*
1920	13	21	30	32	54	34	27	24	33	22	49	10	1920	349	*190,7*
1921	9	21	24	14	16	8	12	5	7	22	26	4	1921	168	*91,8*
1922	30	20	45	48	26	20	49	25	29	20	24	11	1922	347	*189,6*
1923	12	14	34	42	29	39	26	22	21	40	27	17	1923	323	*176,5*
1924	27	21	26	17	48	15	21	15	24	28	21	23	1924	286	*156,3*
1925	26	7	35	25	28	16	31	22	16	12	12	10	1925	240	*131,1*
1926	8	8	26	21	21	7	7	8	24	9	11	15	1926	165	*90,16*
1927	15	9	7	14	16	14	17	11	5	8	18	7	1927	141	*77,05*
1928	3	8	6	17	7	11	15	11	10	19	12	14	1928	133	*72,68*
1929	12	6	16	18	15	20	5	11	28	11	12	12	1929	166	*90,71*
1930	8	21	24	10	28	4	23	3	6	9	8	13	1930	157	*85,79*
Total	166	159	284	266	299	192	245	172	226	226	262	180	Total	2677	
Moyenne	13,8	13,3	23,7	22,2	24,9	16,0	20,4	14,3	17,4	18,8	20,2	13,8		205,9	

83- Il n'en sera plus de même dans les années trente avec des flux d'entrée plus fort, 1,4 et 1,5 respectivement mais surtout des sorties plus importantes à Droitaumont, avec 3,16 contre 2,29 pour la mine de Jarny.

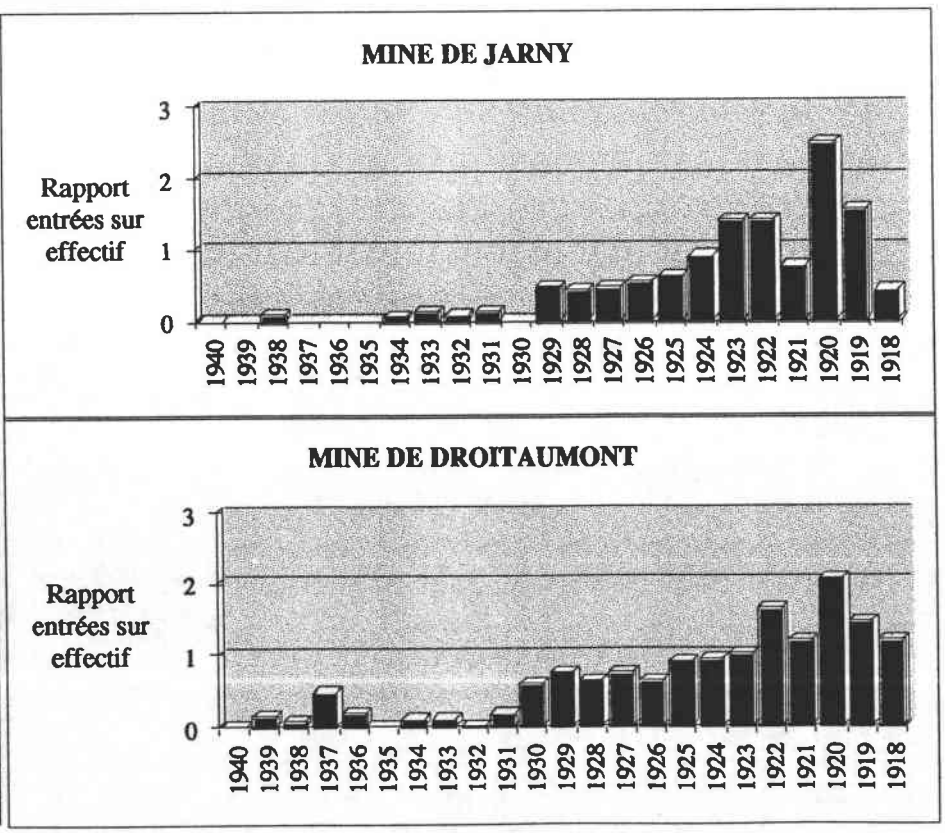
84- Cela n'empêche pas un de nos témoins de soutenir qu'à *«la mine de Jarny, c'était plus "bon enfant". Il y avait un directeur et M.Bouat, et un chef d'exploitation, M.Depreux, chef porion. C'est lui qui embauchait, il faisait tout... A Droitaumont, il y avait un directeur, un ingénieur du fond, un ingénieur du jour, ...à Droitaumont, c'était plus encadré, plus surveillé.* » (**M. J. de Jarny**)

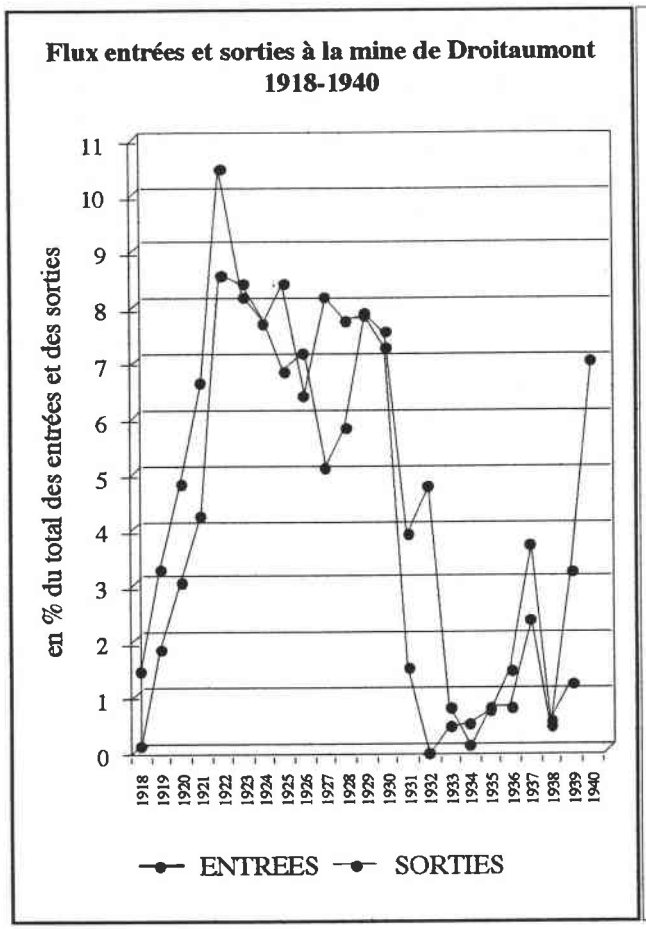


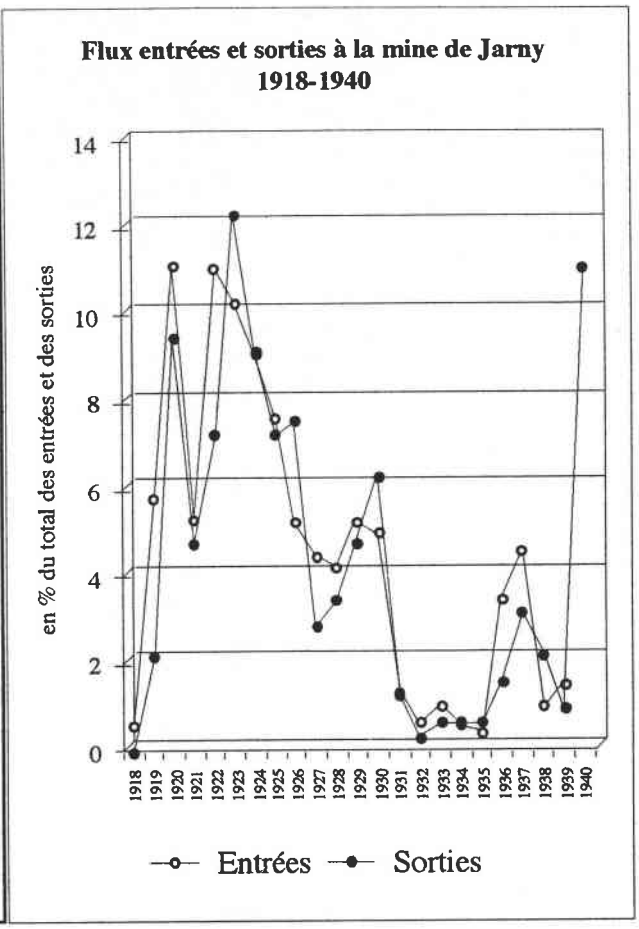
dans les deux mines que l'ampleur des mouvements n'est pas directement calquée sur celle de la production : c'est en période de démarrage , de 1921à 1926 que les flux sont les plus importants . Les entrées se stabilisent par la suite , alors que la hausse de la production s'accélère et culmine en 1929. Le rapport entrées/production se trouve même déprimé, puique les entrées demeurent assez équivalentes en volume de 1926 à 1930. On note ensuite une relative stabilisation, avec un rythme d'entrée qui va en diminuant de 1923 à 1929. L'écart entre les entrées et les sorties devrait théoriquement correspondre aux variations d'effectif. Or les entrées ne compensent pas systématiquement les sorties!

Sur les tableaux, on peut constater qu'après les premières années de démarrage, les effectifs des deux mines ont varié annuellement de manière assez parallèle, malgré la différence de production; sauf pour une ou deux années accidentelles, comme 1921 pour Jarny ou 1926 pour Droitaumont. C'est que, après une ambauche intensive jusqu'en 1922, les deux mines ont de moins en moins recruté jusqu'en 1930. En fait si l'on mesure le rapport entre entrées annuelles et effectifs, on consta-

	Mine de D.	Mine de J.	Mine de D.	Mine de J.
1918	1,19	0,41	80	19
1919	1,45	1,55	174	183
1920	2,07	2,47	254	349
1921	1,19	0,74	348	168
1922	1,65	1,39	548	347
1923	1,01	1,39	430	323
1924	0,94	0,89	405	286
1925	0,91	0,62	441	240
1926	0,64	0,54	337	165
1927	0,74	0,46	428	141
1928	0,65	0,43	407	133
1929	0,76	0,47	411	166
1930	0,59		381	157
1931	0,17	0,13	83	42
1932	0,01	0,07	2	20
1933	0,09	0,12	26	33
1934	0,10	0,06	30	18
1935			43	14
1936	0,19		80	109
1937	0,47		196	144
1938	0,07	0,09	32	32
1939	0,15		67	48
1940	0,00	0,00		





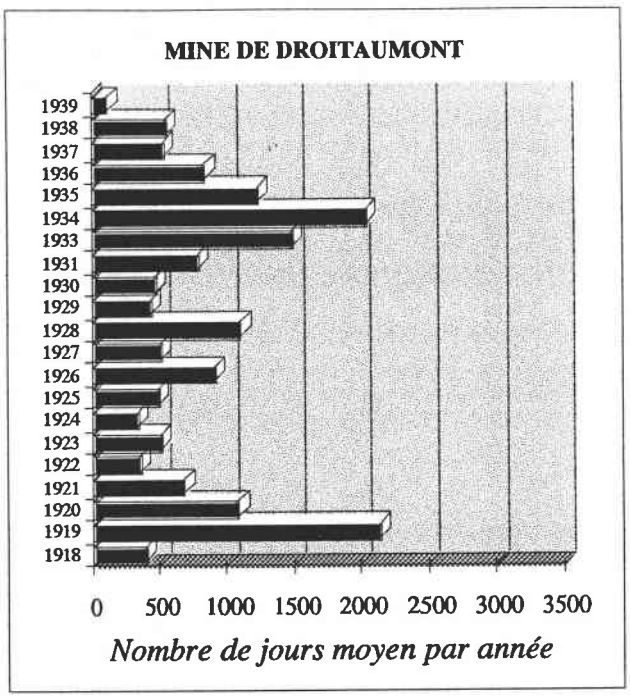


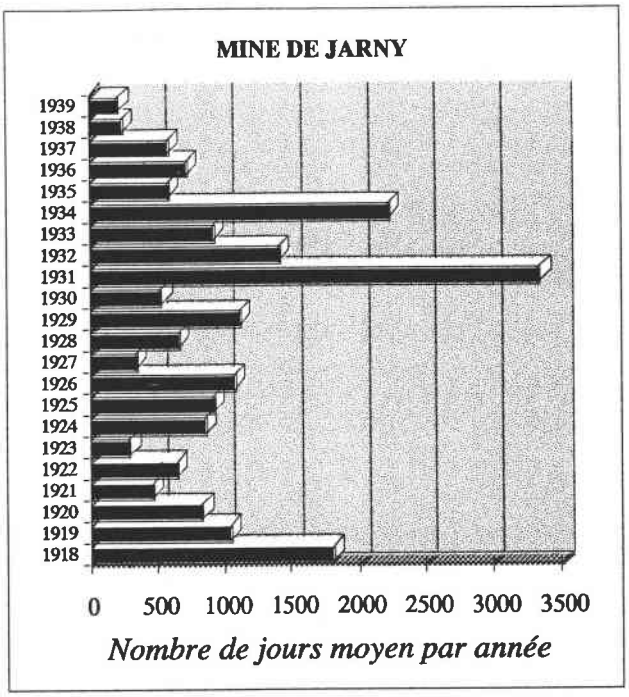
te qu'après le recrutement massif correspondant à la reprise des années 1919-1924, ce rapport s'établit dans les deux mines autour d'une valeur moyenne de 0,5 (il a donc fallu en moyenne dans la deuxième moitié des années vingt, recruter chaque année l'équivalent de la moitié de l'effectif pour maintenir l'activité).[85] Nous reviendrons par la suite sur cette question. Mais il faut aussi prendre en compte le volume des sorties en liaison avec celui des entrées. Les graphiques ci-dessus et suivants montrent que la corrélation n'est pas du tout évidente entre ces deux flux. A la mine de Droitaumont par exemple, on note jusqu'en 1922, un rapport à peu près constant entre entrées (plus fortes) et sorties. Ensuite, pour quelques années, les flux se compensent, puis redeviennent très inégaux lors de la reprise intensive de l'activité vers 1927-1928. Puis, les départs ont été nettement plus massifs; on ne recrutait plus. Pour la mine de Jarny, les flux ont été plus complexes: ils semblent traduire les difficultés de la mine en 1921, 1923 et 1924, marquées par de nombreux départs. Les autres années évoluent de manière relativement identique avec une tendance à l'embauche assez nette autour des années 1927-1929.

En fait la mesure, de la stabilité peut être donnée par le calcul de la durée d'embauche.Les graphiques ci-dessous indiquent, pour chaque année d'observation le nombre moyen de jours d'embauche d'après les déclarations d'entrée et de sorties dans l'année. C'est un calcul assez grossier qui aboutit néanmoins à une conclusion: en période de démarrage ou de crise le temps moyen de présen-

85- En calculant le rapport entre entrées et effectif, nous avons constaté que, plus le taux est élevé, plus l'instabilité est grande et la mobilité importante.

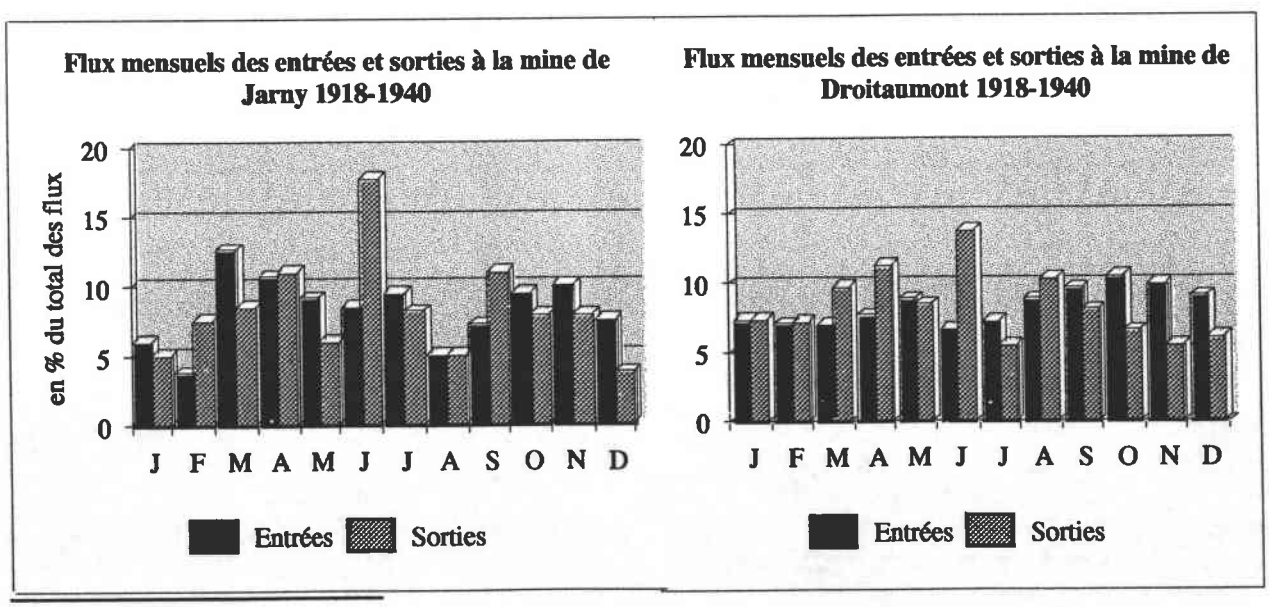
ce s'allonge, tous personnels confondus. Inversement, la durée de présence est brève entre 1922 et 1930. [87]





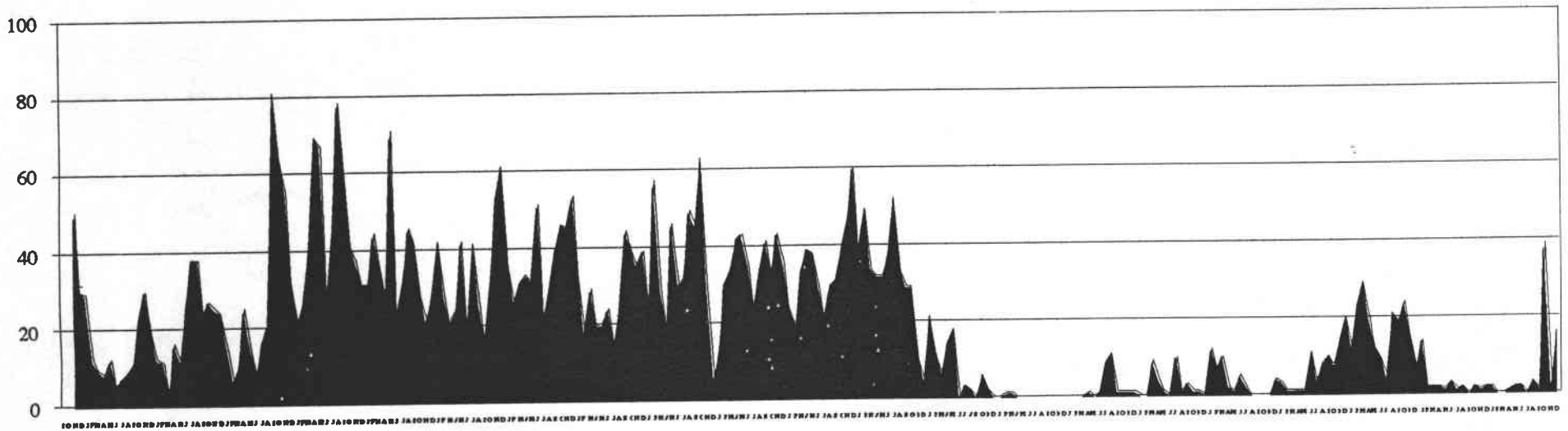
Les flux mensuels d'entrées et de sorties.

Autre rythme intéressant à suivre, les variations des entrées et sorties au cours d'une année. Pour mieux comparer les flux de personnel, nous les avons observés en valeur brute; mais comme ces flux, sont toujours moins importants à Jarny qu'à Droitaumont, nous les avons étudiés aussi dans leurs variations mensuelles, en pourcentage du total des flux sur toute la période 1918-1940.

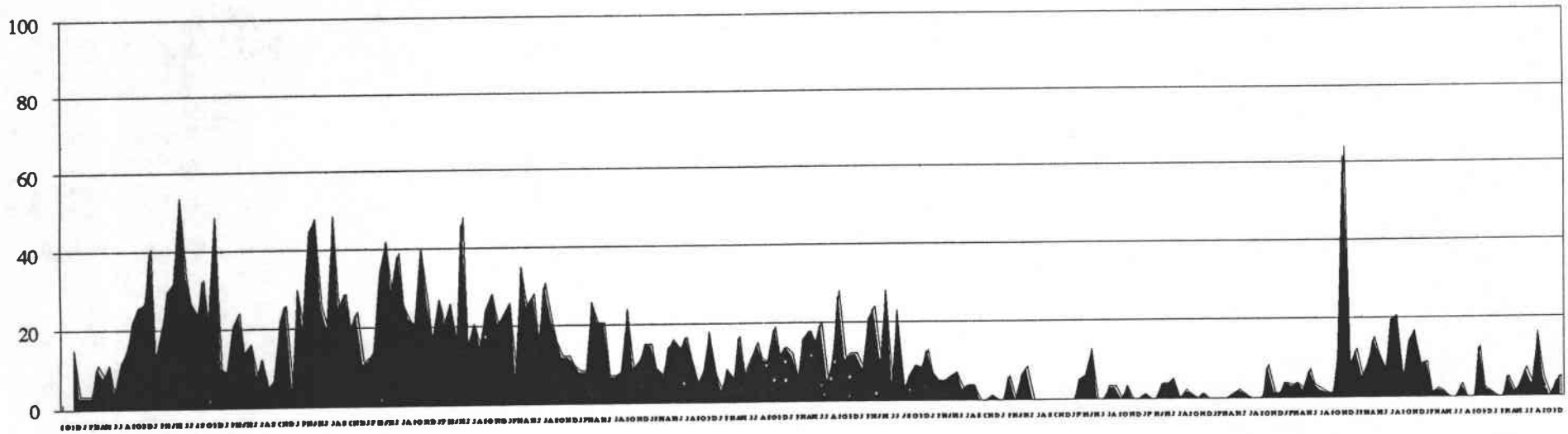


87- Sans anticiper sur les années de crise notons qu'elles sont perceptibles sur tous les graphiques: les entrées s'éffondrent pendant cinq ans entre 1931 et 1935. Il est par contre étonnant de voir que la mine de Jarny n'enregistre pas autant de départ en 1931 et 1932 que la mine de Droitaumont. Une embellie, mais de courte durée se produit à l'automne 1936, surtout à Jarny, mais les entrées chutent à nouveau en 1939. Il nous faudra voir alors si cela signifie que les embauchés sont restés plus longtemps dans les mines alors que l'on constate une diminution de l'effectif cette année là.

ENTREES A LA MINE DE DROITAUMONT 1918-1939



ENTREES A LA MINE DE JARNY 1918-1939

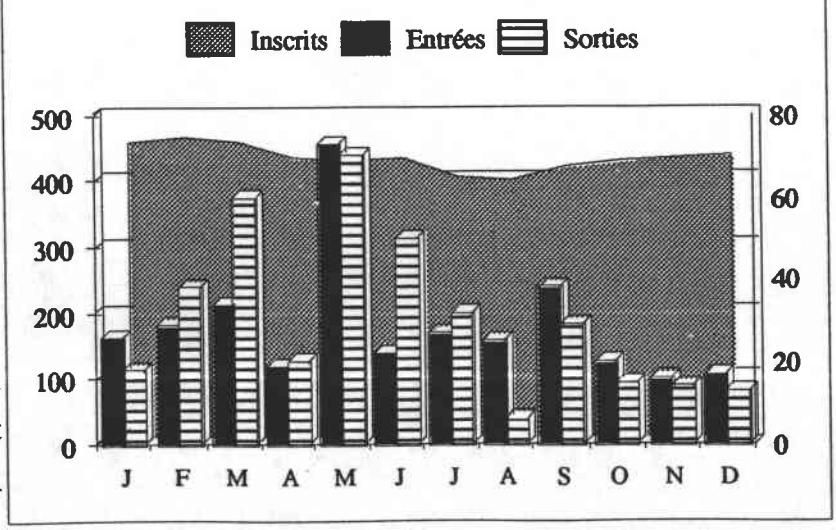


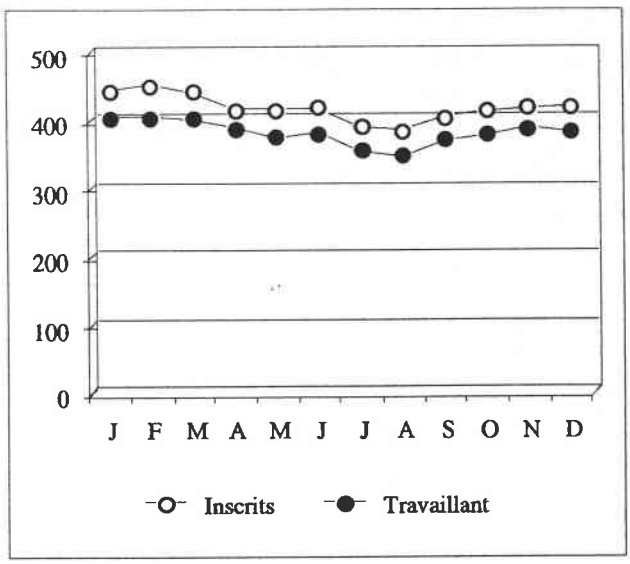
Les entrées sont plus fortes dans les deux mines au printemps et moins nombreuses en hiver et en été, et à nouveau plus importantes à l'automne. Pour les employeurs, il s'agissait de compenser les départs extrêmement forts au début de l'été comme les graphiques les montrent et comme le rappelait à l'époque Axel Sömme:« *Le recrutement est toujours le plus difficile durant la belle saison et la marche des mines se ralentit en été et en automne par le défaut de main d'œuvre. Ce sont principalement les ouvriers embauchés à cette époque de l'année qui rompent leur contrat. Le nombre de ruptures de contrat est également plus élevé parmi les Polonais que parmi les Italiens, mais ce fait s'explique probablement par la durée plus longue du contrat. Le travail des mines n'est pas très difficile; un terrassier s'en accomode assez vite et beaucoup d'Italiens s'embauchent durant le chômage d'hiver pour repartir aussitôt le printemps arrivé et chercher ailleurs un travail mieux rémunéré et qui leur plaise davantage...* »

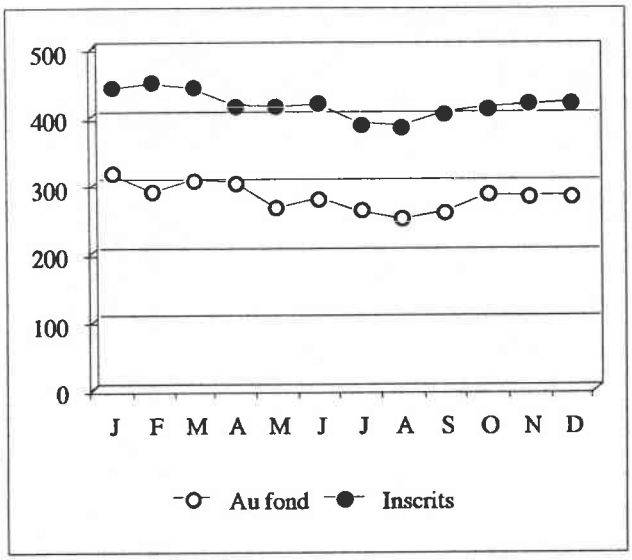
Pour illustrer ces mouvements du personnel et entrer un peu plus dans le détail, nous avons examiné quelques années particulières. Létude de l'année 1923 à Droitaumont, permet de montrer les différentes composantes des variations mensuelles de l'effectif d'une mine. Sur le cahier des marques (registre détaillant les effectifs) on portait, le nombre d'employés par quinzaine, les ouvriers inscrits, ceux qui travaillaient, les blessés et les malades, les permissionnaires et les absents sans permission. Sur une période d'une année, comme l'année1923 à Droitaumont, on se rend compte que l'effectif déclaré est un effectif moyen avec des amplitudes parfois fortes. Ajoutons que l'effectif inscrit n'état pas toujours égal à l'effectif travaillant réellement. On peut même se demander s'il faut accorder un crédit aveugle aux

	Effectif première quinzaine	Effectif deuxième quinzaine	ouvriers inscrits	ouvriers travaillant	blessés	malades	permissionnaires	sans permission	total	entrées	sorties	Effectif Théorique
1923	Au fond											
J	321	314	**448**	409	11	16	9	3	39	26	18	456
F	294	304	**456**	409	8	23	10	6	47	29	38	447
M	311	300	**447**	407	11	13	11	5	40	34	60	421
A	308	296	**421**	393	8	5	9	6	28	19	20	420
M	270	306	**420**	380	11	7	16	6	40	73	70	423
J	285	280	**423**	386	12	8	11	6	37	22	50	395
J	266	271	**395**	360	7	10	12	6	35	27	32	390
A	255	259	**390**	352	8	8	19	3	38	25	6	409
S	265	261	**409**	376	10	6	14	3	33	38	29	418
O	290	294	**418**	384	6	4	19	5	34	20	15	423
N	288	295	**423**	393	4	5	19	2	30	16	14	425
D	289	285	**425**	388	6	3	25	3	37	17	13	429
	286,8	288,8	423	386,4	8,5	9	15	4,5	37	**346**	**365**	421,3

Les entrées et sorties à la mine de Droitaumont (année 1923)







effectifs enregistrés chaque quinzaine, tant le nombre d'ouvriers au travail, augmenté des absents s'écarte parfois de l'effectif inscrit. Toutefois l'effectif moyen de 423 inscrits (pour les mois que nous présentons) est très proche de celui annoncé (421,3); on peut donc raisonnablement retenir cet ordre de grandeur. L'étude de cette année 1923, nous permet de revenir sur les sources et la fiabilité des chiffres, mais aussi sur quelques uns des constats faits plus haut, comme le fort mouvement de sortie dès que les beaux jours arrivent et des entrées plus nombreuses en novembre et septembre. On est cependant étonné de constater que les sorties et les entrées massives du printemps ne se traduisent pas immédiatement sur la courbe des inscrits, confirmant ici que la durée d'embauche est un paramètre essentiel: on peut trouver sur les livres d'embauche de véritables "météores": 34% des entrants sont repartis avant un mois d'embauche. On remarque ensuite, sur le tableau comme sur les graphiques suivants, que les évolutions mensuelles des effectifs oscillent de manière parallèle pour les employés et, ceux qui travaillent, au jour comme au fond.

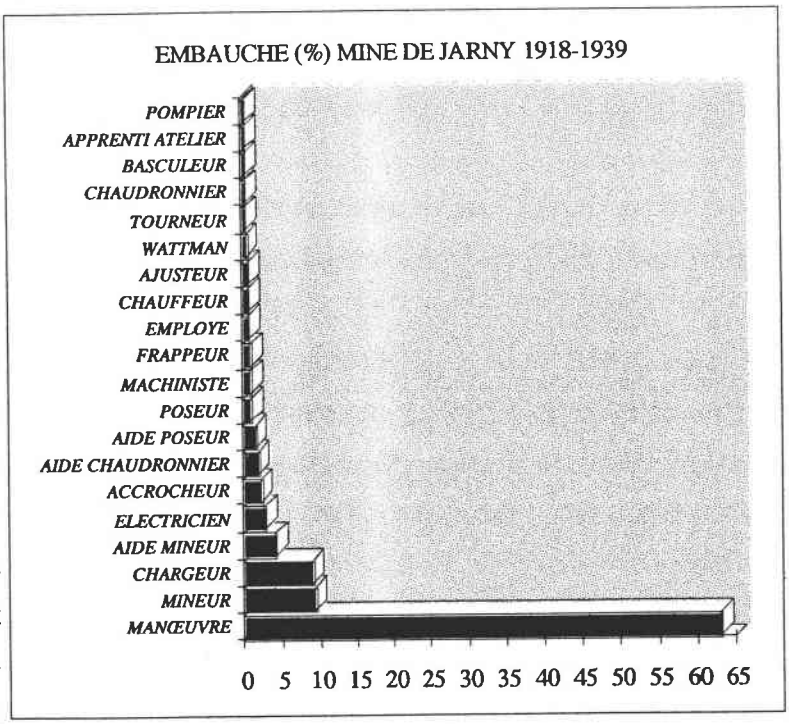
Autre exemple pour Droitaumont et Jarny, l'année 1926. Le tableau ci contre nous permet d'étudier la stabilité des effectifs selon la nature des emplois occupés.. Dans les deux mines on constate une forte stabilité du personnel des bureaux, français d'origine ou naturalisé à plus de 95 %. On remarque aussi la grande stabilité des ouvriers travaillant sur le carreau, parmi lesquels la proportion des Français est également très forte (66%). On ne sera pas surpris de cons-

	1/1/1926	1/2/1926	1/3/1926	1/4/1926	1/5/1926	1/6/1926	1/7/1926	1/8/1926
JARNY								
Employés	21	21	21	22	21	21	23	21
Au fond	285	225	200	188	179	184	193	194
Au jour	79	78	87	87	85	85	84	75
Total	**385**	**324**	**308**	**297**	**285**	**290**	**300**	**290**
DROITAUMONT								
Employés	35	33	37	39	39	39	40	39
Au fond	338	385	370	336	330	323	318	300
Au jour	110	123	122	119	119	120	116	125
Total	**483**	**541**	**529**	**494**	**488**	**482**	**474**	**464**

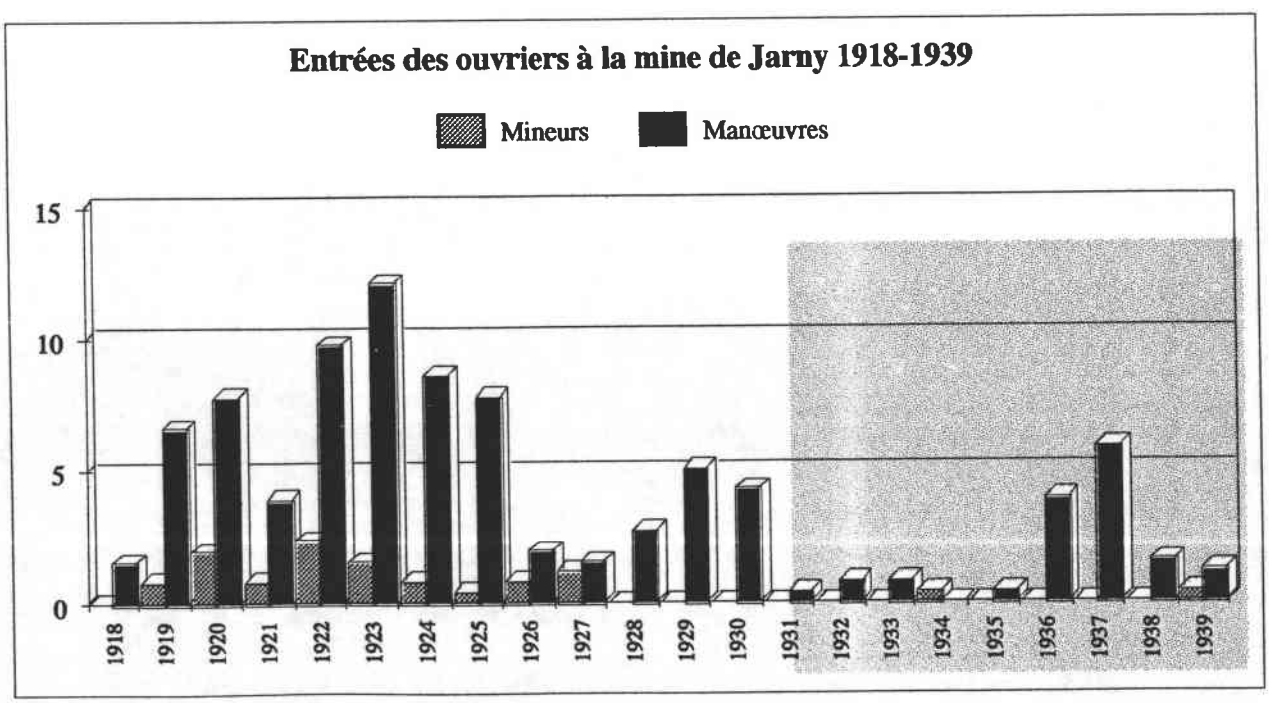
Base 100 en janvier 1926

JARNY								
Employés	100	100,0	100,0	104,8	100,0	100,0	109,5	100,0
Au fond	100	78,9	70,2	66,0	62,8	64,6	67,7	68,1
Au jour	100	98,7	110,1	110,1	107,6	107,6	106,3	94,9
Total	**100**	84,2	80,0	77,1	74,0	75,3	77,9	75,3
DROITAUMONT								
Employés	100	94,3	105,7	111,4	111,4	111,4	114,3	111,4
Au fond	100	113,9	109,5	99,4	97,6	95,6	94,1	88,8
Au jour	100	111,8	110,9	108,2	108,2	109,1	105,5	113,6
Total	**100**	112,0	109,5	102,3	101,0	99,8	98,1	96,1

tater que les variations d'effectifs sont nettement plus marquées parmi les ouvriers du fond. Les amplitudes mensuelles oscillent entre 4 et 20 % chez les employés, 13 % chez les employés du jour et 32% parmi les ouvriers du fond. On va en trouver confirmation avec le suivi des entrants dans la mine selon la nature du travail déclaré à l'embauche. On note sur le graphique ci-contre que la majorité des emplois à pourvoir sont des emplois peu qualifiés de chargeurs et surtout de manœuvres; on remarque aussi que le renouvellement des mineurs et aide-mineurs n'est pas très important . Aussi, lorsque l'on parle d'ouvriers des mines, il faut prendre soin de distinguer le mineur proprement dit des autres ouvriers du fond.



La mobilité des uns et des autres n'était pas du tout identique, comme le graphique ci-dessous , présentant les entrées annuelles à la mine de Jarny selon la qualification professionnelle. Le flux d'embauche des mineurs a été notable dans les premières années, mais s'est ensuite ralenti puis s'est arrêté au cours de la période prospère de 1928 à 1930. Par contre les emplois peu qualifiés de manœuvres ont fait l'objet d'embauches et de départs nombreux en période de démarrage, un peu moins ensuite et à nouveau forts, à la fin des années vingt.



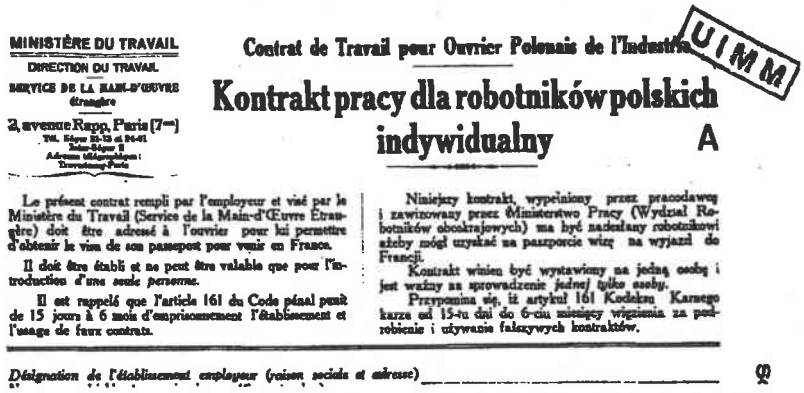
Le nouveau mineur d'après la guerre, qui est-il ?

- Qui vient travailler dans les mines:

Nous avons abordé la question des effectifs et des flux uniquement dans leurs différents rythmes d'après guerre depuis le moment où les employeurs se plaignaient des difficultés à recruter et à tenir leur personnel jusqu'au moment où la crise les a contraints à s'en séparer partiellement ou totalement. Nous venons de montrer comment les effectifs ont varié en fonction de la conjoncture et des conditions particulières à chaque mine jarnysienne. Il faut aussi décrire le visage de ces nouveaux venus après la guerre, en tracer le profil.

- Répartition par origines:

Après la guerre, les mines ont dû reprendre leur politique de recrutement à l'étranger. A nouveau, les Italiens v constituent le gros de la main d'œuvre dans les deux mines. Mais ils ne sont plus les seuls étrangers à venir s'embaucher dans les mines lorraines, comme nous l'avons déjà évoqué. Des Polonais ont été aussi recrutés dès 1919 et 1920, mais surtout au cours des années 1926 à 1927; «*Ce ne sont pas des mineurs venus de la Ruhr comme dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, mais ils arrivent pour la plupart directement de Pologne et le plus souvent n'amènent pas de famille avec eux.* »[88] Dans une note datée du 19 janvier1922, M.Lebel, chef du service de la main d'œuvre étrangère pour le groupe Schneider, pose sans détours la question du recrutement des étrangers : «*Nous ne refusons pas de recruter de la main d'œuvre française et de prendre des ouvriers parmi ceux qui nous sont proposés par l'office de placement, mais nous demandons à être autorisés à effectuer, parallèlement à ce recrutement d'ouvriers français, un recrutement d'ouvriers étrangers. Pour le moment nous demandons à être autorisés à recruter un premier contingent de 100 ouvriers polonais et, parallèlement, nous pourrions embaucher 100 ouvriers français, par l'intermédiaire de l'Office du Placement Nous signalons que, pour conserver à demeure 100 ouvriers français recrutés par l'office, il sera nécessaire que cette institution nous offre au minimum 700 ouvriers* »[89]



MINISTÈRE DU TRAVAIL
DIRECTION DU TRAVAIL
SERVICE DE LA MAIN-D'ŒUVRE étrangère
2, avenue Rapp, Paris (7e)

Contrat de Travail pour Ouvrier Polonais de l'Industrie

UIMM

Kontrakt pracy dla robotników polskich indywidualny **A**

Le présent contrat rempli par l'employeur et visé par le Ministère du Travail (Service de la Main-d'Œuvre Étrangère) doit être adressé à l'ouvrier pour lui permettre d'obtenir le visa de son passeport pour venir en France.

Il doit être établi et ne peut être valable que pour l'introduction d'une seule personne.

Il est rappelé que l'article 161 du Code pénal punit de 15 jours à 6 mois d'emprisonnement l'établissement et l'usage de faux contrats.

Niniejszy kontrakt, wypełniony przez pracodawcę i zawizowany przez Ministerstwo Pracy (Wydział Robotników obcokrajowych) ma być nadesłany robotnikowi ażeby mógł uzyskać na paszporcie wizę na wyjazd do Francji.

Kontrakt winien być wystawiony na jedną osobę i jest ważny na sprowadzenie *jednej tylko* osoby.

Przypomina się, iż artykuł 161 Kodeksu Karnego karze od 15-tu dni do 6-ciu miesięcy więzienia za podrobienie i używanie fałszywych kontraktów.

Désignation de l'établissement employeur (raison sociale et adresse)

Pour saisir l'origine de ce personnel étranger, nous avons analysé les flux d'embauche à la mine de Droitaumont au cours de l'année 1927-1928. Sur le tableau suivant, nous constatons que le

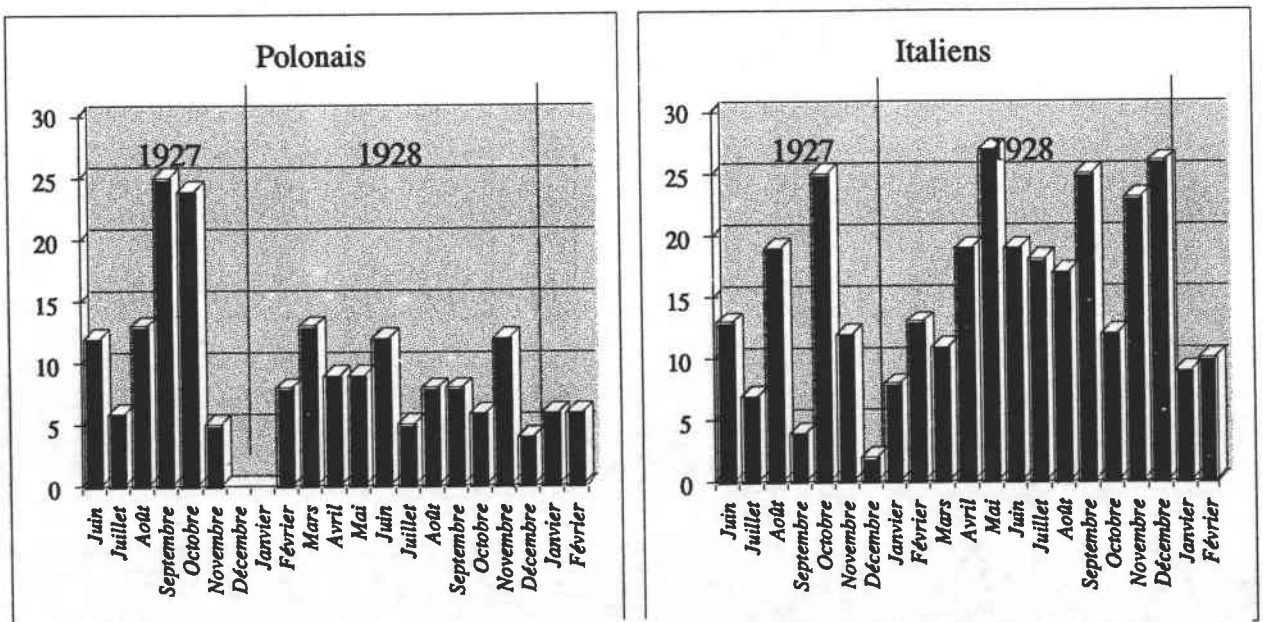
---

88- **Axel Sömme, op.cité** - Les Italiens n'étaient donc plus les seuls étrangers. «*Vers 1926 sont arrivés les Polonais. C'était différent. M.Depreux ou M.Chantrin allaient les "trier"* [sic] *à Toul et les conduisaient à la cantine. L'ambiance était différente. L'ambiance est tombée.* »(M.J. Jarny).
Voir à ce sujet ce que l'on notait au Luxembourg à fa fin de la décennie, in Serge Bonnet, l'Homme du fer-Tome 2)

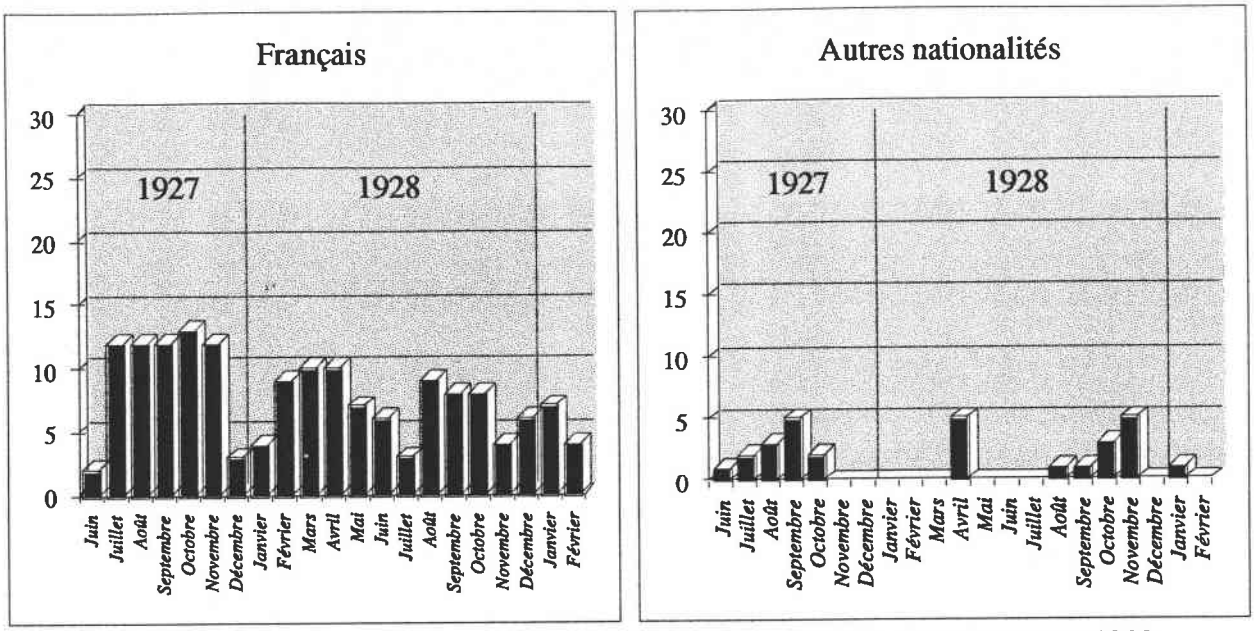
89- Académie F.Bourdon - Le Creusot -0 1G0 877.

flux d'embauche des Polonais est alors supérieur à celui des Français (27,3% contre 23%) ce qui est assez nouveau. Nous avons aussi examiné le registre d'embauche pour la période de juin 1927 à février 1929, avec l'état nominatif de tous les employés de la mine dressé au 1er janvier 1928. Que constatons-nous? Sur l'ensemble des entrants et sortants, plusieurs apparaissent au moins deux fois comme entrants; c'est même le cas de 79% d'entre eux. Nous avons aussi remarqué que 92% des présents au 1er janvier 1928 sont cités au moins une fois comme entrant ou sortant dans les sept mois précèdents et plus au cours des treize mois suivants. Il est possible d'en conclure que les états nominatifs présentent essentiellement des flux de manœuvres et chargeurs et que les employés et les mineurs n'apparaissent pas souvent dans les registres. Nous sommes loin, très loin de l'affirmation d'Axel Sömme: «*Une mine du plateau de Briey, occupant 700 ouvriers comptait au cours de 1923, 1400 embauchages, ...mais parmi ces ouvriers nouveaux, il n'en restait le 1er mai 1924 que 40* .»: à Droitaumont en 1927, nous avons 411 embauchages pour un effectif de 624 en 1928. Manifestement certaines mines devaient être plus poreuses encore que les mines de Jarny. En outre, nous noterons qu'au cours de ces deux

	Mine de Droitaumont	Polonais	Italiens	Français	Autres Nationalités	Total	Autre livret	différence
1927	Juin	12	13	2	1	28	*30*	*2*
1927	Juillet	6	7	12	2	27	*32*	*5*
1927	Août	13	19	12	3	47	*49*	*2*
1927	Septembre	25	4	12	5	46	*45*	*-1*
1927	Octobre	24	25	13	2	64	*63*	*-1*
1927	Novembre	5	12	12		29	*29*	*0*
1927	Décembre		2	3		5	*5*	*0*
1928	Janvier		8	4		12	*13*	*1*
1928	Février	8	13	9		30	*30*	*0*
1928	Mars	13	11	10		34	*34*	*0*
1928	Avril	9	19	10	5	43	*42*	*-1*
1928	Mai	9	27	7		43	*43*	*0*
1928	Juin	12	19	6		37	*35*	*-2*
1928	Juillet	5	18	3		26	*24*	*-2*
1928	Août	8	17	9	1	35	*33*	*-2*
1928	Septembre	8	25	8	1	42	*41*	*-1*
1928	Octobre	6	12	8	3	29	*33*	*4*
1928	Novembre	12	23	4	5	44	*43*	*-1*
1928	Décembre	4	26	6		36	*36*	*0*
1929	Janvier	6	9	7	1	23	*24*	*1*
1929	Février	6	10	4		20	*19*	*-1*
		191	319	161	29	700	*703*	*3*
		27,3%	45,6%	23,0%	4,1%			



Mouvements mensuels des entrées à Droitaumont de juin 1927 à février 1929



Mouvements mensuels des entrées à Droitaumont de juin 1927 à février 1929

années de fortes arrivées d'étrangers, c'est en automne que les flux sont les plus forts (notamment pour les Polonais); le recrutement est faible en hiver et reprend au printemps avec de forts contingents d'Italiens en particulier.

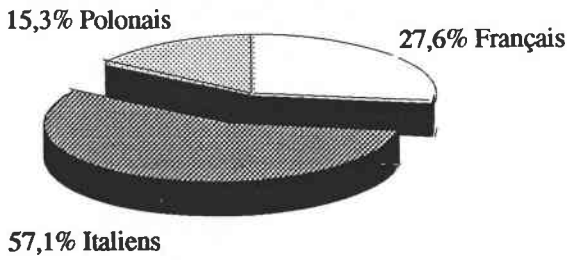
Sur le tableau ci-dessous nous avons totalisé l'ensemble des flux de personnel dans les deux mines. Peut-on en tirer quelques conclusions? A la mine de Jarny, pour 1372 Italiens, 400 Polonais, et 848 Français, entrés, on a un solde positif final de 105 Italiens, 213 Polonais, et 173 Français. A Droitaumont, pour 2508 Italiens, 870 Polonais, et 1172 Français entrés, le solde est respectivement de 130 Italiens, de 80 Polonais, et de 82 Français. On remarque que les flux d'Italiens sont les plus importants.[90]

Tout au long de la période 1918-1931, à la mine de Droitaumont comme à la mine de Jarny: plus d'un entrant sur deux est italien, (52,4% des entrées à Jarny et 55,1% à Droitaumont). Jamais les Polonais ne les dépasseront, même en 1927-1928.

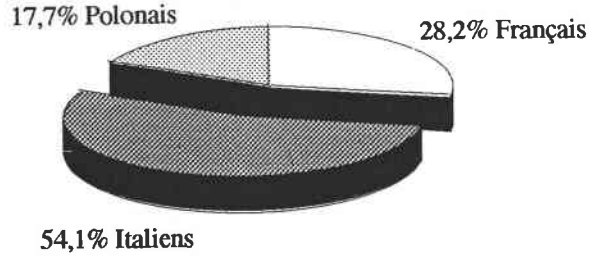
	JARNY				DROITAUMONT				DEUX MINES			
1918-1931	Entrants	%	Sortants	%	Entrants	%	Sortants	%	Entrants	%	Sortants	%
Français	848	32,4	766	32,9	1172	25,8	999	24,6	2020	28,2	1765	27,6
Italiens	1372	52,4	1242	53,4	2508	55,1	2403	59,2	3880	54,1	3645	57,1
Polonais	400	15,3	320	13,7	870	19,1	657	16,2	1270	17,7	977	15,3
Total	2620	100	2328	100	4550	100	4059	100	7170	100	6387	100

90- Beaucoup se souviennent de l'arrivée de ces Italiens dans les années vingt: «*Les étrangers venaient de Nancy. Ils étaient répartis ensuite pour les trois mines. Il y avait un responsable dans le train qui les appelait et ils descendaient. Ils avaient un contrat de travail de 3 mois délivré par la mine. Ils étaient en relation avec des recruteurs. Beaucoup fuyaient le fascisme* .» **(M.D. de Droitaumont)** Un autre témoin, fils d'Italien, à une question sur l'accueil en France, prend pour preuve de sa bonne intégration, la confiance qu'on lui accordait à la mine: «*C'est même moi qui allais chercher les ouvriers arrivant à la gare, pour les conduire à la mine de Jarny.* »**(M.L. de Jarny)**

Les flux de sortants dans les deux mines (1918-1931)

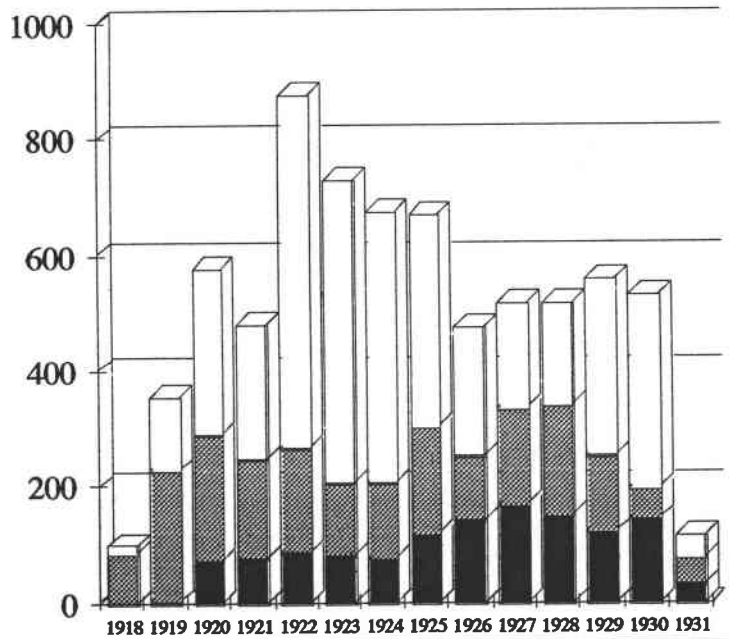


Les flux des entrants dans les deux mines (1918-1931)



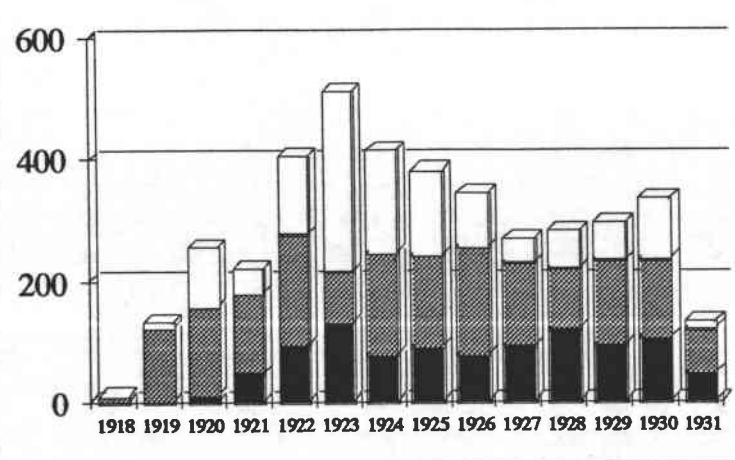
Sur les tableaux et graphiques établis pour toute la période à partir des livres d'embauche, nous remarquons que les mouvements d'entrées et sorties sont asses chaotiques. En observant les rythmes d'entrées par nationalité après la guerre, on note des décalages analogues à ceux de la période de création des mines: les Français arrivent les premiers, pour occupar les emplois qualifiés; la seconde vague est italienne: il s'agit de manœuvres, très instables. Vient la relayer cette fois un flux de Polonais. Pour l'ensemble des mouvements observés dans les mines jarnysiennes, les graphiques ci-contre montrent que l'arrivée des Transalpins est croissante jusqu'en 1922; elle se stabilise puis diminue ensuite, reprend légèrement jusqu'en 1930 avant de s'éffondrer en 1931. Les sorties d'Italiens culminent en 1923 et se ralentissent ensuite, reprennent en 1930 et s'effondrent aussi en 1931. Pour les Français, les rythmes sont moins bien marqués: plus forts au début de la période, les flux diminuent fortement au moment de la dépression. Quant à l'arrivée des Polonais, elle est progressive et culmine en 1927. Par contre on est surpris de voir les Polonais quitter les mines Jarnysiennes en 1923 et 1928, soit peu de temps après deux périodes d'entrées

Entrées dans les deux mines



Représentation "empilée"des flux d'entrées et sorties

Sorties dans les deux mines



assez fortes. [91] Sur le tableau présentant le mouvement global des personnels, on note que pour l'ensemble de ces 13 années, le "turn over" défini comme le total des entrées et des sorties par rapport au solde final, atteint 17,3: 16,9 à la mine de Jarny et 17,5 à Droitaumont. Il atteint 14,8 chez les Français; 32,0 chez les Italiens; mais seulement 7,7 chez les Polonais.

SOLDES ENTREES-SORTIES Droitaumont

	Français	Italiens	Polonais	Solde
1918	61	9	0	71
1919	32	43	0	75
1920	35	14	22	92
1921	35	43	31	123
1922	-28	121	-1	98
1923	17	-22	-28	-11
1924	-1	-3	8	0
1925	17	51	8	81
1926	-10	-78	44	-41
1927	16	34	61	158
1928	63	7	34	101
1929	-1	-3	8	-3
1930	-45	-21	44	-15
1931	-18	-90	-18	-124
Soldes	173	105	213	605

SOLDES ENTREES-SORTIES Jarny

	Français	Italiens	Polonais	Solde
1918	16	3	0	19
1919	73	57	1	113
1920	36	29	41	51
1921	4	21	-1	19
1922	23	116	-4	119
1923	23	-71	-21	-64
1924	-37	40	-8	-2
1925	16	-30	19	12
1926	-57	-32	22	-73
1927	13	18	15	52
1928	27	-7	-5	24
1929	-8	-13	20	17
1930	-35	-4	-3	-42
1931	-12	3	4	2
Soldes	82	130	80	247

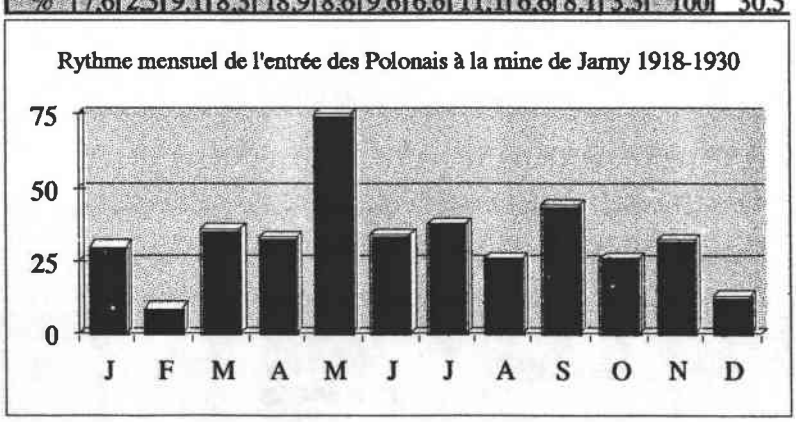
Revenons plus en détail sur l'arrivée des Polonais à la mine de Jarny.

Le rythme en est assez variable, avec une moyenne de 30 entrées annuelement. On note trois maxima:1920, 1926 et 1929. [92]

Les rythmes mensuels sont très variables avec de fortes arrivées en mai. Ils s'agissait généralement d'arrivées de groupes d'un peu plus d'une quinzaine de personnes, le plus souvent originaires de la même région. (en particulier en mai 1920, 1926, en février et septembre 1926, en mai 1930 et en juin 1929)

Entrées des Polonais à la mine de Jarny

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		Total
1918													1918	0
1919												1	1919	1
1920		1		7	16	2	8	4	2		11		1920	51
1921			1	2	5		4			3	4		1921	19
1922	8	1	5	2	1	1		1	2	2	2	1	1922	26
1923	1	1	2	2	5	4	4	2	5	1	2		1923	29
1924	6						10	1	3	2	5	5	1924	32
1925	5	2		2	5		6	8		1			1925	29
1926	1	1	14	10	17	2		1	14		1	1	1926	62
1927	4			3	7	4	4	6	3	2	1	1	1927	35
1928		2		1	1	2		1	4	12		2	1928	25
1929	3		13	1	2	18		1	11			1	1929	50
1930	2	1	1	3	16	1	2	1		3	6	1	1930	37
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		Total
Total	30	9	36	33	75	34	38	26	44	26	32	13	396	396
%	7.6	2.3	9.1	8.3	18.9	8.6	9.6	6.6	11.1	6.6	8.1	3.3	100	30.5



91- Nous donnons en annexe, les tableaux et graphiques d'entrées et sorties dans chaque mine, selon les diverses nationalités, entre 1918 et 1939.

92- Nous donnons en annexe, un graphique tiré du tableaux annuel des entrées à la mine de Jarny...l'entrée moyenne annuelle était d'environ une trentaine de Polonais, mais les maxima, voyaient prsque doubler ce chiffre.

- Instabilité des ouvriers mineurs selon leur origine:

Jusqu'au milieu des années vingt, dans leur rapports annuels, les directeurs de mine se plaignent du nombre insuffisant d'ouvriers mineurs, notamment en période d'hiver (janvier et février surtout). Pourtant ce sont des années de recrutement massif, correspondant à une reprise vigoureuse de la production. On est un peu surpris que la question soit posée, en termes purement numériques et rarement en termes de qualité professionnelle. On ne distingue pas les plus stables des autres et le débat ne porte généralement que sur la mobilité des personnels en général . En outre, on considère pparfois la mobilité en période de plein emploi, le "turn over" des mineurs, comme un reflet de la liberté un peu anarchique des ouvriers, surtout des peu qualifiés. Lorsque les directeurs se plaignent du manque d'ouvriers mineurs, ils ne font pas la distinction avec les manœuvres; or les mineurs sont en général les moins mobiles.

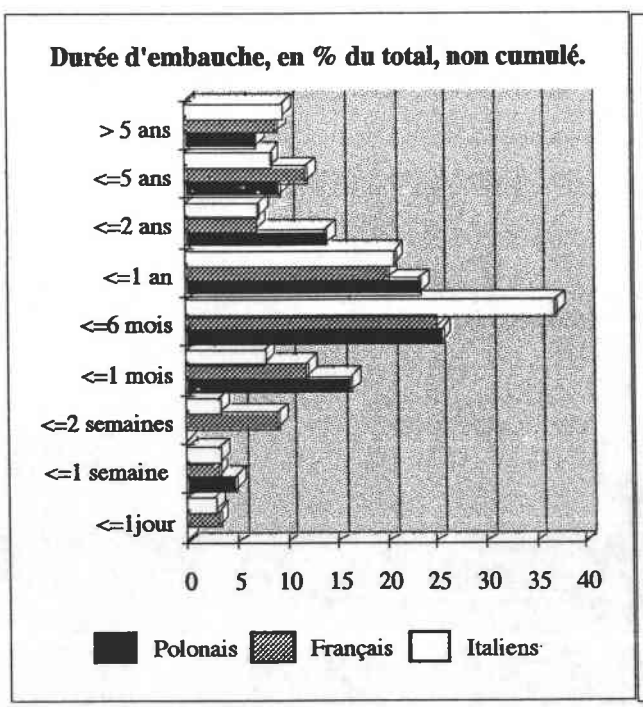
Ne pourrait-on plutôt considérer ce va-et-vient incessant d'un personnel embauché au jour le jour comme l'effet d'une précarité acceptée, liée à la faiblesse des salaires, puisque très peu de manoeuvres pouvaient bénéficier de primes d'ancienneté, compte tenu de la brièveté de leur emploi. Du côté patronal, le "turn over" encore parfois présenté par certains historiens comme une résistance informelle et individuelle à un travail pénible, a peut-être été un élément d'une stratégie: maintenir la masse salariale à un faible niveau pour les catégories les moins qualifiées, tout en assurant des salaires plus élevés au personnel compétent, formé sur le tas dans ces années d'entre deux guerres; personnel moins mobile aussi parce que fidélisé par des avantages notoires et jalousement défendus. Comme les moins qualifiés étaient majoritairement Italiens ou Polonais, il a été tentant plus tard, d'élaborer un discours idéologique sur la mobilité résistante. Or cette "flexibilité" , fortement tintée d'individualisme, allait contre la cohésion nécessaire à toute volonté d'organiser un quelconque refus des bas salaires par exemple; la faiblesse du mouvement ouvrier mineur en est le corollaire, à la différence des cheminots par exemple. Et finalement, on peut se demander si le patronat ne se s'est pas accomodé de cette mobilité, en réservant ses faveurs aux éléments stables et qualifiés qui constituaient la charpente ouvrière de la mine. En tout état de cause, cette mobilité a été perçue comme un trait majeur de l'époque. A la question, "*Etes-vous toujours resté à Jarny?* ", la réponse est presque toujours: non «*Ensuite, j'ai été à la mine de Murville, première mine mécanisée avec chargeurs. C'était la même société, Senelle-Maubeuge. Ensuite je suis revenu à Droitaumont et j'ai joué au foot à Droitaumont. M. Maire était directeur. J'ai suivi ma femme, qui était institutrice. A Landres, puis ici. Je faisais le parcours à vélo.* »[93] On relève parfois dans les registres l'annotation "*ayant fait marquer leur huitaine* "; qui ne correspond pas exactement à la mention sortie sur le registre d'embauche, où figure en principe le lieu de destination des ouvriers sortants. Ce dernier registre est plus ou moins bien tenu, mais on y relève les motifs de départ; exemple au cours de l'année 1922: "*va à Homécourt* ", "*va travailler à Jarny* " , "*salaire insuffisant* ", "*retourne en Italie* ", "*va*

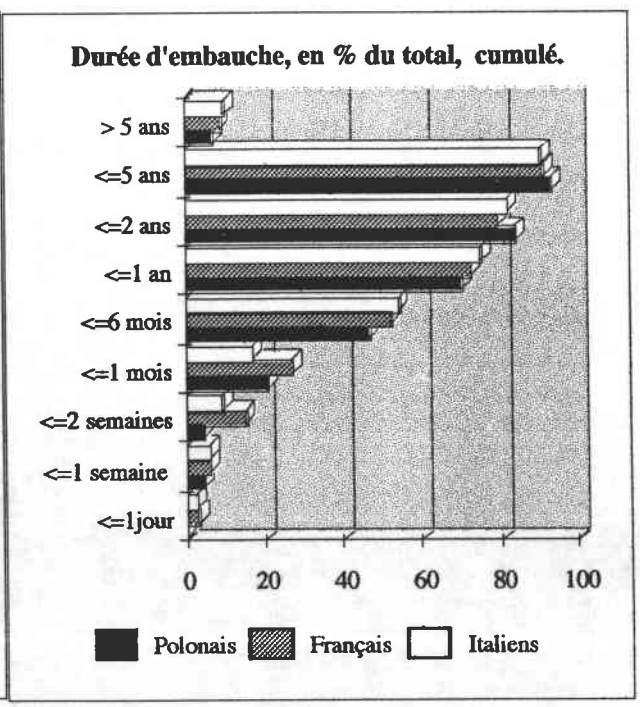
93- M.J. de Jarny.

dans le Nord ", "*va travailler comme maçon* ", "*voudrait changer de travail* ", "*ne gagne pas assez* " etc.

Sur les causes de départ, on a aussi quelques témoignages oraux:«*Nous sommes du Piemont, le pays de Platini...Exactement d'Agrate. Mon père est d'ailleurs venu avec le vieux Platini, avant 1914. Ma mère est Italienne, de Gallio, province de Vicence). Quand il s'est marié, il était domicilié à Esch, au Luxembourg. Mon père venait pour la mine de Jarny, après Homécourt. Avant il était en Suisse. Pour traverser les frontières, il suffisait d'un papier. Mon père aimait nous rappeler qu'il était payé en or. Lui qui était un petit paysan pauvre! Il nous disait aussi que, dans une mine, si ça n'allait pas, le lendemain il travaillait pour un autre.* »[94] Comme on le constate, dans ce bref témoignage, le "turn-over" révèle le faible attachement à la fois à l'entreprise et à la région. Une étude plus précise de la mobilité, permet de vérifier si, l'instabilité des Italiens et des Polonais était différente à cette époque. A.Sömme écrivait à ce sujet: «*Les ouvriers introduits d'Italie arrivent le plus souvent munis d'un contrat de quatre mois, les Polonais d'un contrat d'un an; si les patrons paient les frais de voyage, ceux-ci sont retenus sur le salaire et il est donc naturel que les Polonais soient liés pour plus longtemps, mais beaucoup d'ouvriers, sans distinction de nationalité, partent avant l'expira-*

Durée d'embauche	<=1jour	<=1 semaine	<=2 semaines	<=1 mois	<=6 mois	<=1 an	<=2 ans	<=5 ans	> 5 ans	
Cumulé	**0,0**	**4,7**	**4,7**	**20,9**	**46,5**	**69,8**	**83,7**	**93,0**	**7,0**	
Polonais	0,0	4,7	0,0	16,3	25,6	23,3	14,0	9,3	7,0	100
Cumulé	**3,0**	**6,0**	**15,0**	**27,0**	**52,0**	**72,0**	**79,0**	**91,0**	**9,0**	
Français	3,0	3,0	9,0	12,0	25,0	20,0	7,0	12,0	9,0	100
Cumulé	**2,6**	**5,8**	**9,1**	**16,9**	**53,9**	**74,7**	**81,8**	**90,3**	**9,7**	
Italiens	2,6	3,2	3,2	7,8	37,0	20,8	7,1	8,4	9,7	100
Cumulé	**5,3**	**26,3**	**26,3**	**52,6**	**68,4**	**78,9**	**84,2**	**94,7**	**5,3**	
Divers	5,3	21,1	0,0	26,3	15,8	10,5	5,3	10,5	5,3	100
Cumulé	**2,5**	**7,0**	**11,4**	**22,8**	**53,2**	**73,4**	**81,3**	**91,1**	**8,9**	
Total	2,5	4,4	4,4	11,4	30,4	20,3	7,9	9,8	8,9	100





94- M. B. de Jarny.

tion de leur contrat. » [95] On ne peut donc voir dans le "turn-over" une simple prédisposition nationale à la mobilité : plusieurs paramètres se combinent, tels que l'emploi occupé, la nature du premier contrat, la nation d'origine, l'âge, la situation familiale, la résidence et la situation générale du pays de départ, plus ou moins susceptible d'offrir les conditions favorables à un retour des émigrés. D'ailleurs sur ce tableau et les graphiques ci-dessus, on constate qu'il n'y a pas de franche disparité entre les groupes, au delà de 6 mois de présence. Avant cette durée, c'est plus complexe, mais assez peu significatif. Les Français quittent le plus vite les mines, dans le premier mois; ensuite les plus mobiles sont les Italiens: ils partent en majorité dans les 6 premiers mois et la première année. Enfin, des trois principaux groupes observés, ce sont les Polonais qui ont le plus massivement quitté les mines dans les deux premières années.

Répartition par âges:

L'âge des mineurs e à l'embauche, est-il caractéristique d'un recrutement spécifique? On remarque d'après l'étude des différents dénombrements nominatifs, que l'âge moyen a évolué à la fois selon les nationalités et selon les qualifications. Tous les groupes ont vieilli, signe sans doute d'un plus grand enracinement.[96] Ce vieillissement est particulièrement net pour les employés d'origine italienne, dont le vieillissement est deux fois plus fort que chez les Français et les Polonais; mais il est , pour les mineurs et les manœuvres, très proche de l'ordre de 3 ans environ.

	âge moyen début de la période	âge moyen fin de la période	Ecart
Français	37,1	39,6	2,5
Italiens	34,4	40,1	5,7
Polonais	35,9	38,1	2,2
Mineurs	37,5	40,5	3,0
manœuvres	33,1	36,5	3,4
Total	35,6	39,5	3,9

Entre 1921 et 1931, nous pouvons suivre à l'aide des états d'effectifs, ce relatif vieillissement des employés de mines, selon les qualifications comme selon les nationalités.[97] Pour les mineurs, nous avons remarqué que le recrutement était plus homogène qu'avant guerre selon les nationalités, et avaient tendance à se concentrer autour d'un âge moyen de 35-40 ans! Ainsi, le mineur,

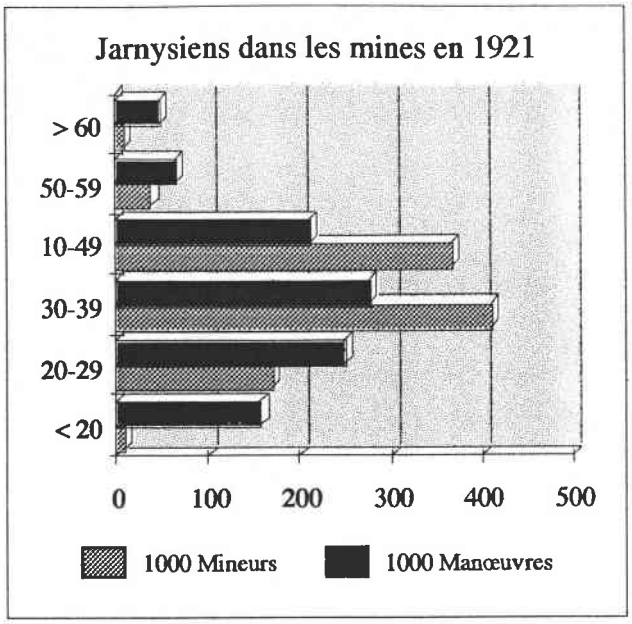
1921	mineurs	manœuvres	mineurs	manœuvres
<20	1	17	0,9%	15,6%
20-29	19	27	17,0%	24,8%
30-39	46	30	41,1%	27,5%
40-49	41	23	36,6%	21,1%
50-59	4	7	3,6%	6,4%
>60	1	5	0,9%	4,6%
Total	112	109	100,0%	100,0%

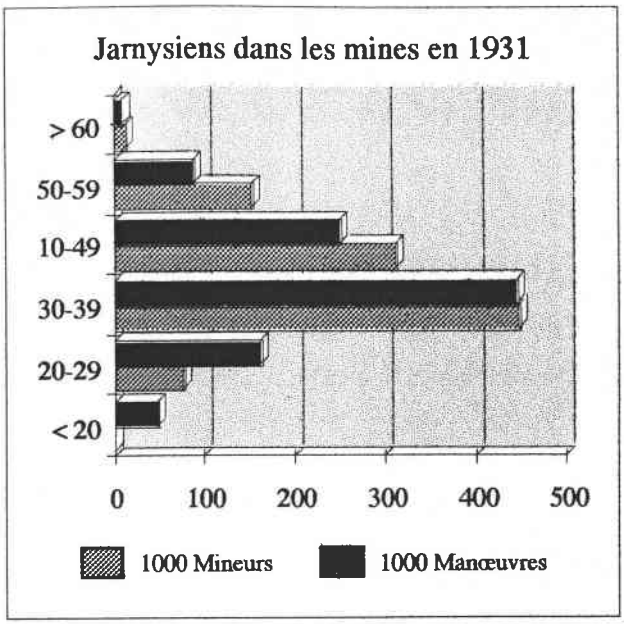
1931	mineurs	manœuvres	mineurs	manœuvres
<20	0	12	0,0%	4,8%
20-29	17	40	7,7%	16,1%
30-39	99	110	44,6%	44,4%
40-49	69	62	31,1%	25,0%
50-59	34	22	15,3%	8,9%
>60	3	2	1,4%	0,8%
Total	222	248	100,0%	100,0%

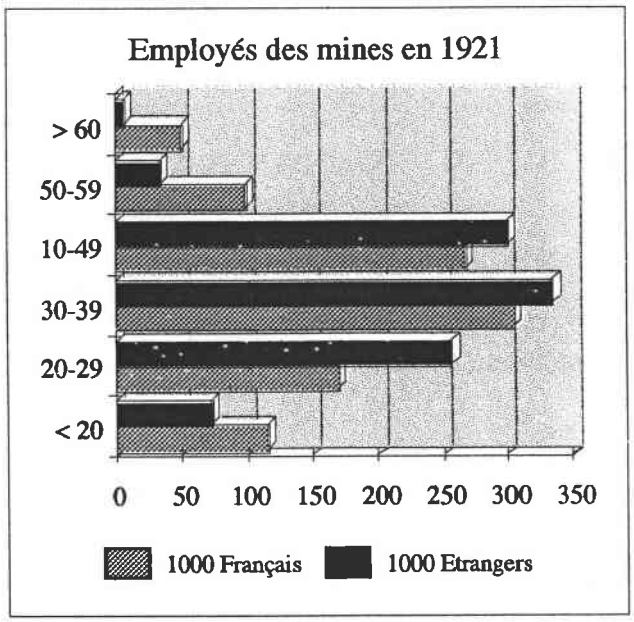
95-Axel Sömme, op.cité.

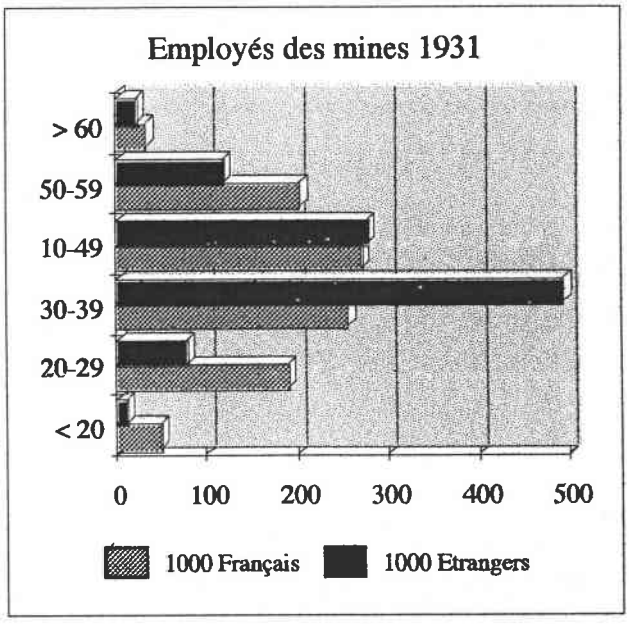
96- C'est le cas de tous les corps fermés.

97- Le recensement de 1936 donne des âges moyens plus élevés, et cela est bien logique compte tenu des évolutions du recrutement, puisque les célibataires et les manœuvres sont partis, soit par suite à des licenciements ou de non-recrutement après départ. Nous y reviendrons en examinant les conséquences de la crise de 1931, sur la mobilité et la stabilisation du personnel.









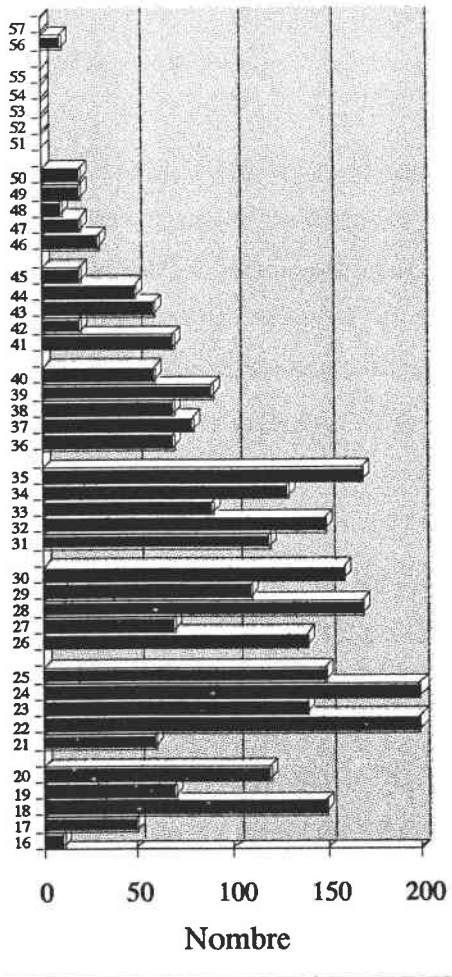
(un employé sur trois environ), le plus souvent français et perçu comme "l'aristocrate" du milieu , apparaît comme plus âgé que le manœuvre qui, lui, est plus instable et souvent étranger . Cet âge moyen, déjà élevé, ne va cesser de croître, au fur et à mesure que se stabilise le personnel, notamment après la crise de 1931.

La question de l'âge des entrants est plus complexe. Sur le graphique suivant, présentant la distribution de tous les personnels embauchés dans la mine de Jarny entre 1918 et 1939, on peut constater un grand étalement des âges. Mais ce graphique confond toutes les embauches. Il eût été préférable de se limiter aux premières embauches, mais les sources ne s'y prêtaient pas. Comme nous l'avons dit, nous n'avons pas affaire à des vagues successives d'arrivants, mais à un mouvement désordonné d'entrées et de sorties, ce qui fait que l'observation des individus est assez peu significative. Le "turn over" des manoeuvres en particulier, se traduit par une rotation dans les divers chantiers du bassin du fer. Ainsi le calcul de l' âge moyen à l'entrée n'a guère de signification. Les

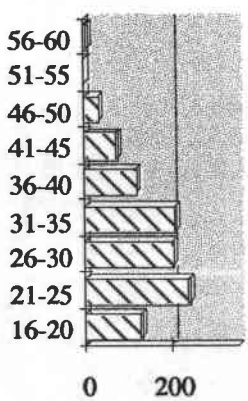
plus stables entrent jeunes et vieillissent, sur place, les plus instables entrent à tous les âges.

On retiendra que, comme avant guerre et dans l'ensemble, les mineurs sont entrés surtout à l'âge adulte; une majorité d'entre eux (41%) entrait autour de 35 ans; on notait peu de jeunes et peu de vieux parmi eux, malgré une tendance au vieillissement au fil des années (de 3,6 à 15,3% de mineurs avaient de 50 à 59 ans). Les manœuvres s'embauchaient, eux , à des âges nettement plus étalés en moyenne; et cette distribution plus hétérogène des âges à l'entrée, s'est poursuivie pendant la période, malgré une tendance nette à à la baisse des jeunes et vieux manœuvres (de 15,6 à 4,8% de moins de 20 ans et de 4,6 à 0,8% de plus de 60 ans par exemple) L'âge des entrants variait selon la nationalité d'origine. Globalement les étrangers entrent à des âges plus élevés. Comment l'expliquer? Dans les graphiques ci-dessous présentant les âges d'entrée selon les origines, on peut remarquer que les Français entraient plus jeunes, sans dout parce qu'une fois entrés, ils sortaient peu et faisaient leur carrière sur place? Ou bien s'ils quittaient les mines Jarnysiennes, ils ne revenaient plus dans les années suivantes. A l'inverse, les étrangers entraient en moyenne plus âgés; c'est probablement que, plus mobiles, ils passaient d'une mine du bassin à l'autre, donnant lieu à des enregistrements successifs. Globalement, on constate un vieillissement général, tant à l'embauche et que dans les états d'effectifs. La part des plus de 60 ans passe de 7 à 9 % pour les Français, de 2,8 à 8,1% pour les Italiens et de 0 à 2,1% pour les Polonais.

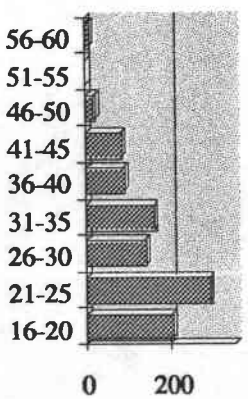
Ages d'entrée des ouvriers à la mine de Jarny 1918-1939



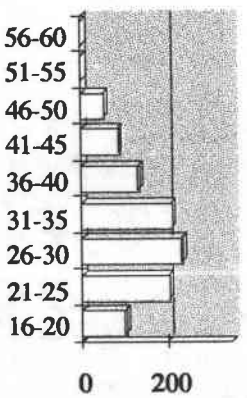
Ages de 1000 ENTRANTS à la mine de Jarny 1918-1939



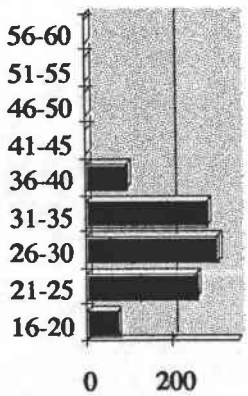
Ages de 1000 FRANCAIS à la mine de Jarny 1918-1939



Ages de 1000 ITALIENS à la mine de Jarny 1918-1939



Ages de 1000 POLONAIS à la mine de Jarny 1918-1939



Répartition par état matrimonial et instabilité selon l'état matrimonial:

On ne sera guère surpris de retrouver après la guerre, beaucoup d'hommes mariés, vivant seuls, ayant laissé leur famille en Italie ou en Pologne; et aussi beaucoup de célibataires. Le tableau ci-contre présente leur répartition (pour mille) selon l'état matrimonial, dess Français, Italiens et Polonais aux recensements de 1921 et de 1931.On note que, ches les Français la part des célibataires baisse de 19 à 13%, celle des veufs reste stable et celle des mariés augmente légèrement. Peu d'évolution sensible donc. Chez les Italiens, la proportion de célibataires baisse de 41,6 à 17,7%. Celle des veufs augmente mais nettement moins que celle des mariés. Chez les Polonais, les nombres sont trop faibles en 1921 pour permettre une comparaison, mais l'évolution semble la même que chez les Italiens.

1000 FRANCAIS

1921		Célibataires	mariés	veufs	Total
20-59	ans	190	710	29	929
> 60	ans	0	37	33	71
Total		190	747	63	1000
1931		**Célibataires**	**mariés**	**veufs**	**Total**
20-59	ans	126	756	28	910
> 60	ans	5	46	38	90
Total		131	802	67	1000

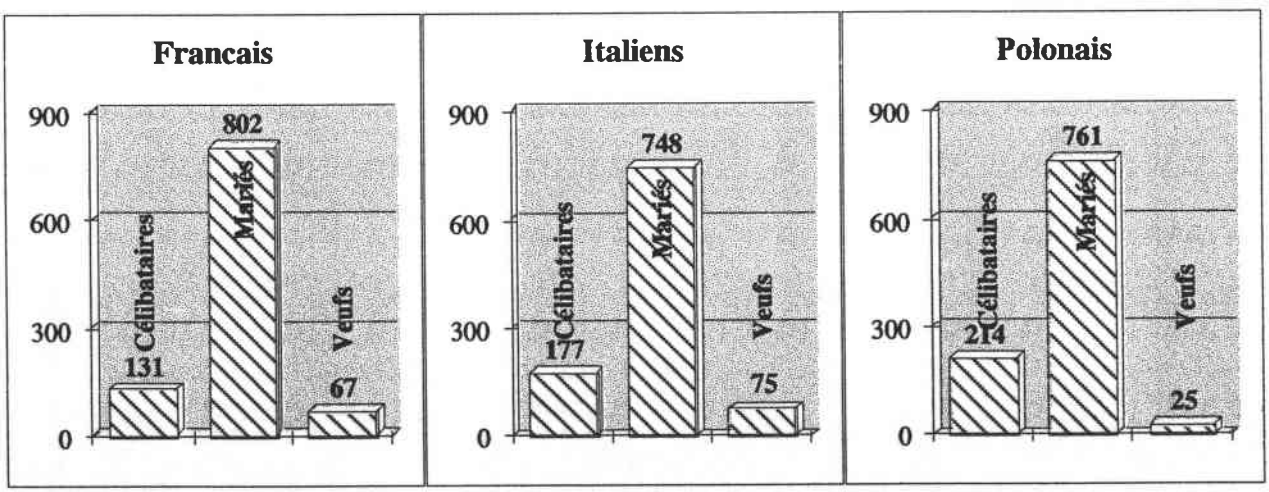
1000 ITALIENS

1921		Célibataires	mariés	veufs	Total
20-59	ans	413	521	38	972
> 60	ans	3	10	14	28
Total		416	531	52	1000
1931		**Célibataires**	**mariés**	**veufs**	**Total**
20-59	ans	168	715	35	919
> 60	ans	8	33	40	81
Total		177	748	75	1000

1000 POLONAIS

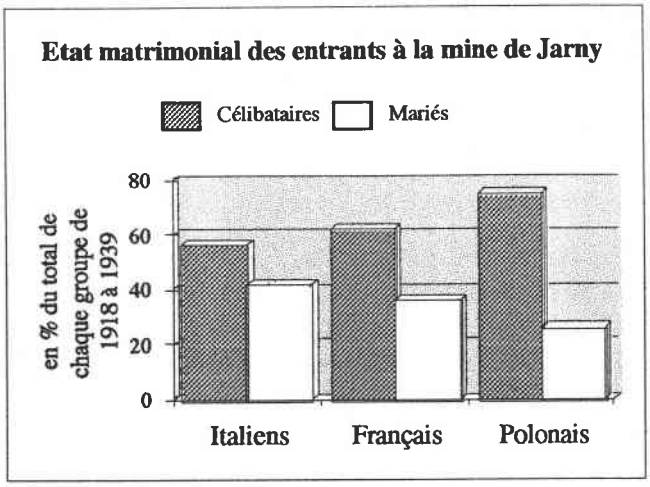
1921		Célibataires	mariés	veufs	Total
20-59	ans	500	500	0	1000
> 60	ans	0	0	0	0
Total		500	500	0	1000
1931		**Célibataires**	**mariés**	**veufs**	**Total**
20-59	ans	210	752	17	979
> 60	ans	4	8	8	21
Total		214	761	25	1000

Tout ceci traduit un enracinement familial progessif et une modification de la structure des ménages des employés des mines qui va encore se renforcer avec la crise.



Si l'on observe maintenant l'état matrimonial déclaré à l'embauche, les Polonais fraîchement arrivés, sont encore célibataires pour les trois quarts. Mais, on constate sans surprise que la part des célibataires est plus élevée chez les Français que chez les Italiens, car ils sont plus jeunes comme on l'a vu. Les Italiens vont et viennent, ils s'embauchent en moyenne à des âges plus élevés ; beaucoup se sont mariés entre temps. [98]

98- Mais peut-être faut-il voir aussi dans ce constat, une meilleure prise en compte lors de l'embauche de la situation matrimoniale réelle de l'homme seul, étranger, parfois marié en Italie par exemple et qui n'oubliait pas de signaler la présence de femme et enfants, pour les primes familiales; ce qui n'était pas toujours aussi nette dans les dénombrements ou les états versés en préfecture!



Mine de Jarny	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total
Français	**616**	**357**	**10**	**10**	**993**
%	*62,0*	*36,0*	*1,0*	*1,0*	100
Italiens	**864**	**636**	**30**	**0**	**1529**
%	*56,5*	*41,6*	*1,9*	*0,0*	100
Polonais	**32**	**11**			**43**
%	*74,4*	*25,6*	*0,0*	*0,0*	*100*
Divers	**119**	**70**	**0**	**0**	**189**
%	*63,2*	*36,8*	*0,0*	*0,0*	100
Total	**1916**	**1172**	**40**	**10**	**3138**
%	*61,1*	37,3	1,3	0,3	100

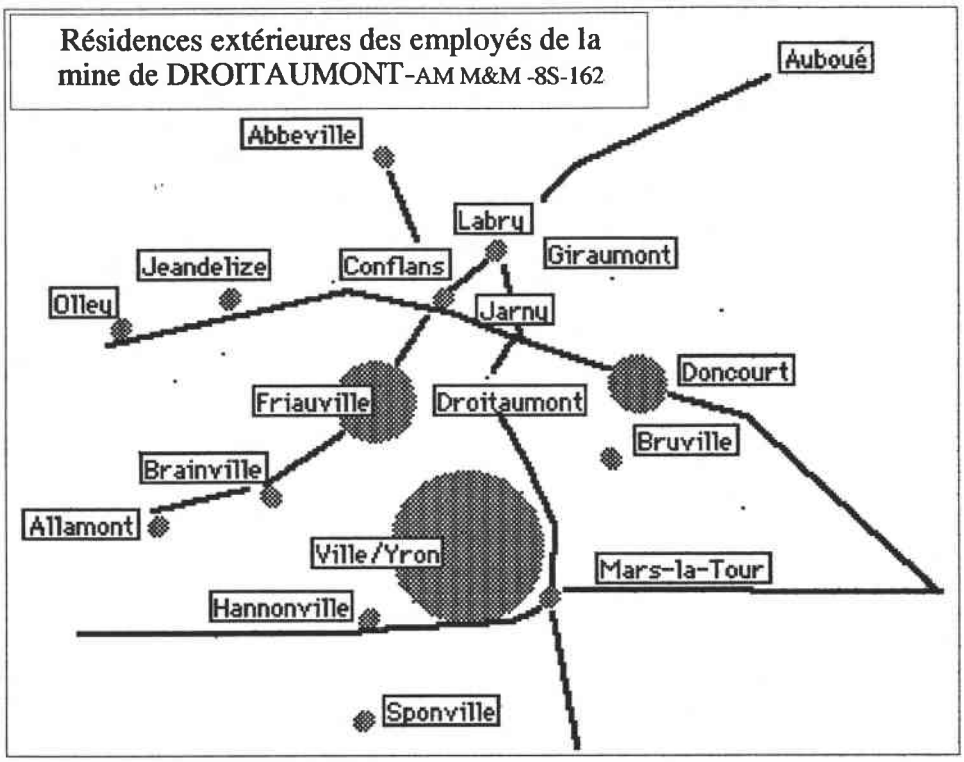
Les lieux de résidence des mineurs:

Nous avons déjà présenté le cadre de vie dans les cités minières jarnysiennes de Moulinelle et de Droitaumont. La grande majorité des mineurs habitent Jarny et Droitaumont. Ici, nous aborderons rapidement l'étude de la répartition géographique des résidences extérieures des employés des deux mines de Jarny. Une minorité du personnel, 8 % pour Droitaumont et 15% pour Jarny. Ils généralement français et souvent originaires des villages où ils résident.

DROITAUMONT	1928	1931	1932	1933	1934	1938	1940	Moyenne période	% villages
Abbeville						1	1	1,0	2,6
Allamont						1		1,0	2,6
Brainville	2					2	1	2,0	5,2
Bruville	1							1,0	2,6
Conflans	1		1	2	2			1,5	3,9
Doncourt	6	4	4	2	2	1		3,2	8,4
Friauville	8	6	6	5	4	6	3	5,8	**15,1**
Hannonville	3	2	2	2	2	7	7	3,0	7,8
Jarny	569	610	444	261	272	422	220	429,7	
dont Droitaumont	*480*		*421*						
dont Moncel	*7*								
Jeandelize	1	2	1					1,3	3,4
Labry	2	1	1	1	1			1,2	3,1
Mars-la-Tour	2					2	2	2,0	5,2
Olley	2					1	1	1,5	3,9
Sponville	2	3	3	1	1	3	3	2,2	5,7
Ville/Yron	25	20	22	14	14	20	15	19,2	**50,1**
	624	648	484	288	298	466	253	468,0	

Pour la mine de Droitaumont ce sont surtout Ville-sur-Yron (la moitié des effectifs extérieurs) et Friauville, deux villages situés près de la mine où l'on va à pieds. Les ouvriers d'usine, désignés comme tels sur les listes nominatives de Ville-sur-Yron, quittent de bonne heure le village pour se rendre, par le chemin qui longe la rivière jusqu'au carreau de la mine. En tout, 26 villageois travaillent ainsi dans les mines: 6 mineurs, des maçons, des charpentiers, des éléctriciens, des manoeuvres....parmi eux, 5 ou 6 au moins continuent d'entretenir un lopin de terre et d'élever un peu de bétail. Les liens qui les unissent à la terre ne sont pas complètement rompus et les difficultés de

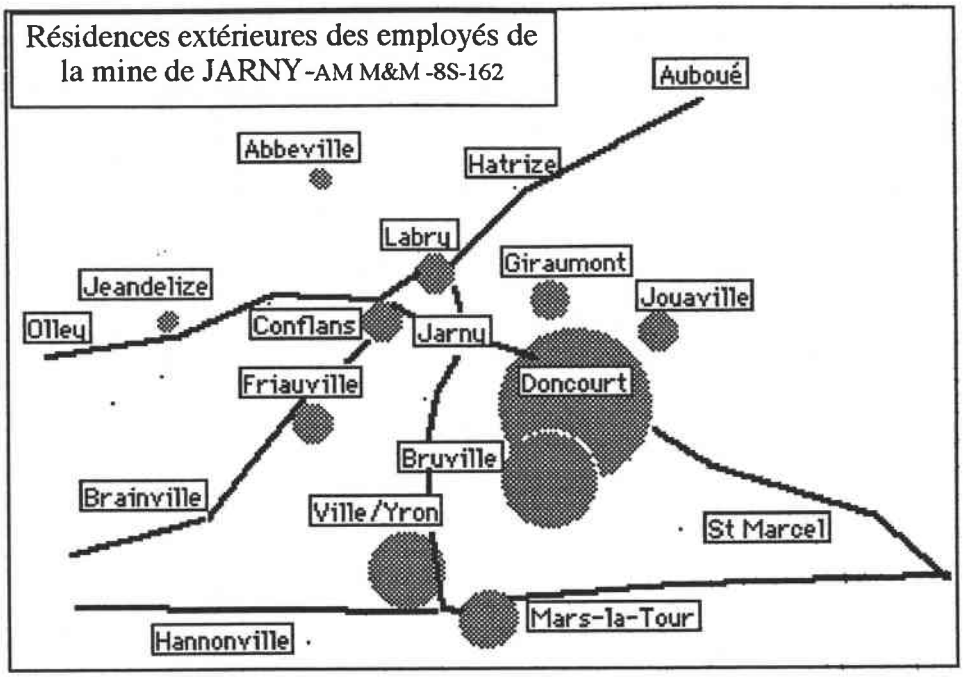
l'entre-deux guerres n'ont fait que les renforcer, du moins pour un temps. [99]



Il y a peu de villages dans ce cas : seulement ceux qui sont situés à proximité. Il en est de même pour la mine de Jarny qui recrutait, dans les villages proches de la route de Metz, surtout Bruville et Doncourt. Les intéressés sont relativement âgés, souvent mariés, et d'origine étrangère, (sauf à Doncourt qui accueillait quelques familles italiennes).

JARNY	1924	1928	1931	1932	1933	1934	1938	1940	Moyenne période	% villages
Abbeville	1	1		1	1	1	2	1	1,2	2,2
Brainville	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0	0,0
Bruville	7	7	6		12	12	8	4	8,7	**16,1**
Conflans	5	3	5	3	3	2	2	2	3,3	6,1
Doncourt	19	14	17	18	19	17	17	8	17,3	**31,9**
Friauville	4	5	4	2	2	2	3		3,1	5,7
Giraumont	3	3	3	4	4	3	1		3,0	5,5
Jarny	260	252	259	229	218	226	318	89	251,7	
Jeandelize	0	0	0	0	0	0	1	0	0,1	0,2
Jouaville	3	6	2	2	2	2	1	1	2,6	4,8
Labry	6	5	4	1	1	2			3,2	5,9
Mars-la-Tour	6	7	5	5	3	4	2	1	4,6	8,5
Ville/Yron	9	7	9	8	8	10	8	2	8,4	**15,5**
Divers	0	0	0	0	0	0	4	1	0,6	1,1
	323	310	314	273	273	281	367	110	305,9	

99- En effet, les années qui ont suivi la grande crise de 1929 et qui ont vu les mines ralentir leur production dès décembre 1931, ont entraîné le chômage partiel et le départ de quelques uns sur divers chantiers, mais pour le village, les difficultés semblent surmontées puisqu'on ne dénombre alors que deux chômeurs et que le nombre des employés des mines est plus fort qu'en 1931, alors que la population a diminué de 36 habitants! ...



On ne peut donc guère parler dans les années vingt, de dispersion du personnel dans les villages du plateau, comme c'était le cas au début du siècle. La construction des cités, le tassement des effectifs à la fin de la période observée, expliquent peut-être ce changement. On note aussi que, pas plus qu'avant guerre, les petites villes voisines de Labry et Conflans, n'accueillent beaucoup de travailleurs des deux mines.

- La vie du mineur a changé.

Aujourd'hui, toutes les mines sont fermées, mais de nombreux auteurs s'intéressent à leur histoire ; la plupart sont d'anciens ingénieurs qui décrivent plus particulièrement l'aspect technique de l'exploitation ne saurions les présenter tous. Nous nous limiterons à signaler les évolutions technologiques dans les mines de Jarny, ainsi que les changements survenus dans les conditions de travail. Ni la mine de Jarny, ni celle de Droitaumont n'ont, à notre connaissance, joué un rôle pilote en matière d'exploitation; les changements survenus dans les mines jarnysiennes résultent de l'introduction de technologies expérimentées ailleurs. Si ces innovations ne sont jamais originales, elles marquent néanmoins le passage du travail à main au travail mécanique. Selon un document concernant la mine de Droitaumont, «*les principales innovations techniques au cours de cette période heureuse furent, en 1923, l'introduction de la traction électrique au fond et l'adoption généralisée de la foration pneumatique. Un poste de transformation moderne fut construit au "jour" en 1926...* » [100]

Le passage de la mine à main à la mine mécanique.

Les deux mines jarnysiennes, qui avaient débuté leur exploitation quelques années seulement avant la guerre, ont expérimenté assez peu de transformations techniques depuis leur mise en marche. Les deux encadrés ci-dessous, présentent l'état de chacune des deux mines vers les années 1920. On peut constater bien des similitudes. Toutefois, on note un usage moins précoce de l'électricité à Droitaumont, et une capacité un peu moindre des wagonnets de la mine de Jarny...

MINE DE JARNY:
Etendue: 812 hectares , 1 siège d'extraction à 2 puits d'extraction, distants de 70 mètres.
Caractéristiques des puits:
Profondeur: 207m,50
Diamètre utile: n° 1: 4m,75 et n° 2: 5m,10; Capacité de débit horaire: 180 tonnes Type de la machine électrique: Ilgner
Câble rond, acier
Cage: nombre d'étages: 1; nombre de wagonnets par étages 2; poids utile par cordée: 3 000 Kg
Wagonnet métallique pesant 600 Kg, portant 1500 Kg de minerai; Voie souterraine de 0 m,70; rails de 12, de 22 et de 25 Kg; Traction souterraine électrique, 350volts continu; Train d'échelles dans le puits n° 2. Epuisement: 4 machines électriques souterraines de 5 mètres cubes chacune à la minute, triphasé, 50 périodes, 2 000 volts, dont 3 centrifuges et 1 à piston;
Accumulateur métallique desservi par un pont roulant culbuteur de 8 berlines, de 2 500 tonnes;
Stock de 17 000 tonnes sur plancher en ciment armé,. sur lequel on verse par le pont roulant de l'accumulateur; reprise pour 2/3 par trappes à vis; pour 1/3 à la main;
Embranchement de 1 565 mètres à 2 entrées.
Superficie: carreau 12 hectares 62 cent.; embranchement 1 ha et 60 cent.; cités 20 ha et 40 centiares.

100- Espace archives Usinor-Sacilor - Cette note interne datée des années quatre-vingt retarde un peu l'introduction de la foration pneumatique présente dès 1922; elle n'en traduit pas moins l'idée à présent idéalisée du temps de la mine prospère et en marche vers un progrès que beaucoup imaginaient sans limites.

MINE DE DROITAUMONT:
Etendue: 1170 hectares. 1 siège d'extraction à 2 puits égaux, distants de 70 mètres;
Caractéristiques des puits:
Profondeur: 211m,60; Diamètre utile: 5m,40; Capacité de débit par poste: 2.000 tonnes; type de la machine: à vapeur.
Câble rond, acier.
Cage: nombre d'étages: 1; nombre de wagonnets par étage: 2; poids utile par cordée: 5000 Kg
Wagonnet métallique pesant 1000 Kg, portant 2500 Kg de minerai;
Voie souterraine de 0 m,85; rails de 20 Kg;
Traction: locomotives à benzol et locomotives électriques;
Train d'échelles dans le puits n°1;
Epuisement: 3 pompes centrifuges électriques souterraines de 5 mètres cubes chacune à la minute; 2000 volts triphasé;
Ventilateur au fond;
Accumulateur en maçonnerie de 15.000 tonnes;
Embranchement de 1.000 mètres;
Superficie: carreau 5 hectares, embranchement 5 hectares, Cités 8 hectares.

Le seul vrai changement a été, la généralisation entre 1920 et 1930, de la technique des fronts de dépilage. Cette méthode d'exploitation , que nous avions évoquée en première partie, est apparue pour la première fois en Meurthe-et-Moselle en 1893, et elle a été conservée jusqu'à la fin de l'exploitation des mines. Dans un premier temps, la zone à exploiter est partagée en quartiers. On quadrille chaque quartier d'un réseau de galeries parallèles.[101] Dans un deuxième temps, on récupère le minerai de ces piliers longs situés entre ces galeries par l'opération de "dépilage". [102]Cette technique offrait l'avantage de procurer des quantités de minerai plus importantes. [103] Cependant elle présentait plusieurs inconvénients. D'abord, c'est le cas de la concession de Jarny en grande partie elle n'est guère utilisable sous les zones bâties; et d'autre part elle entraîne des désordres géologiques imprévus et en tout cas très mal maîtrisés! En effet, le "foudroyage" provoque des affaissements de surface et aussi des venues d'eau dans les travaux du fond. (cf notes annexe I)

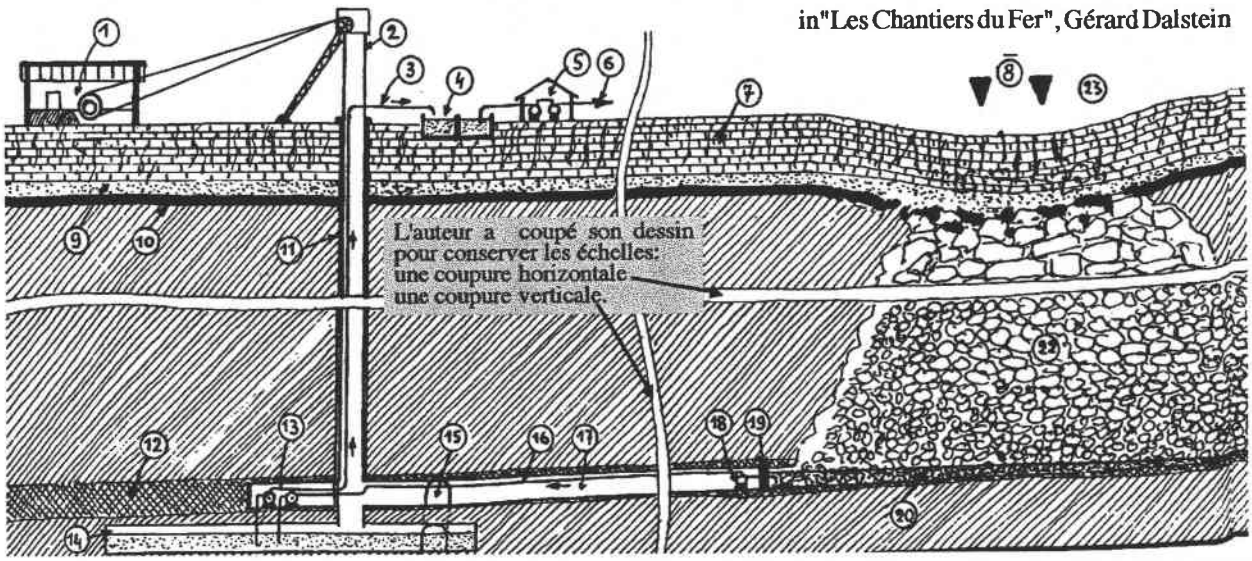
Voici, par exemple, la description des conséquences du premier foudroyage réalisé à la mine de Droitaumont, en 1923. Au delà du caractère anecdotique et local, cet épisode illustre le problème de la frontière entre limites techniques et seuils de rentabilité. Comme le rapport établi par M.Fortin, ingénieur des Travaux Public d'Etat. à Briey l'indiquait, ce premier essai a été catastrophique: ***«Le 28 avril 1923, coup d'eau au dépilage, à l'extrémité de la galerie C; le 23 mars, ce dépilage, qui est le premier effectué à notre mine, avait atteint les éboulements anciens qui se sont produits pendant la guerre et se trouvaient ainsi terminés. Les voies furent retirées puis le déboisage fut effectué en rabattant. Le 26 mars ,137 chandelles avaient été enlevées et seules restaient encore debout quelques unes près du front; à midi, l'éboulement commença de lui-même en se propageant de l'Est vers l'Ouest, c'est-à-dire dans le sens du déboisage. Le lendemain le toit était tombé sur toute la sur-***

101-*« Ce sont les anciennes galeries de circulation que l'on appelle maintenant les "traçages ",creusées dans le minerai encore en place et qui délimite des piliers longs entre les galeries »* Collectif, "Les Mines de fer de Lorraine" par André Montagne, Edouard Tincelin, Jacques Astier et Jean Arthur Varoquaux.

102- *«Cette opération comporte l'abandon de piliers résiduels. Dans un dernier temps, on torpille les piliers résiduels afin de provoquer aussitôt que possible la chute du toit immédiat, puis du haut toit, c'est le "foudroyage". »*(id)

103- *«Cette méthode permet de défruiter 85 à 90 % de la couche (le taux de défruitement est le pourcentage de minerai extrait rapporté au minerai en place), alors que les méthodes anciennes par chambres et piliers abandonnés ne permettaient d'obtenir qu'un défruitement de 50 % à 60 % environ. »* (id)

in"Les Chantiers du Fer", Gérard Dalstein

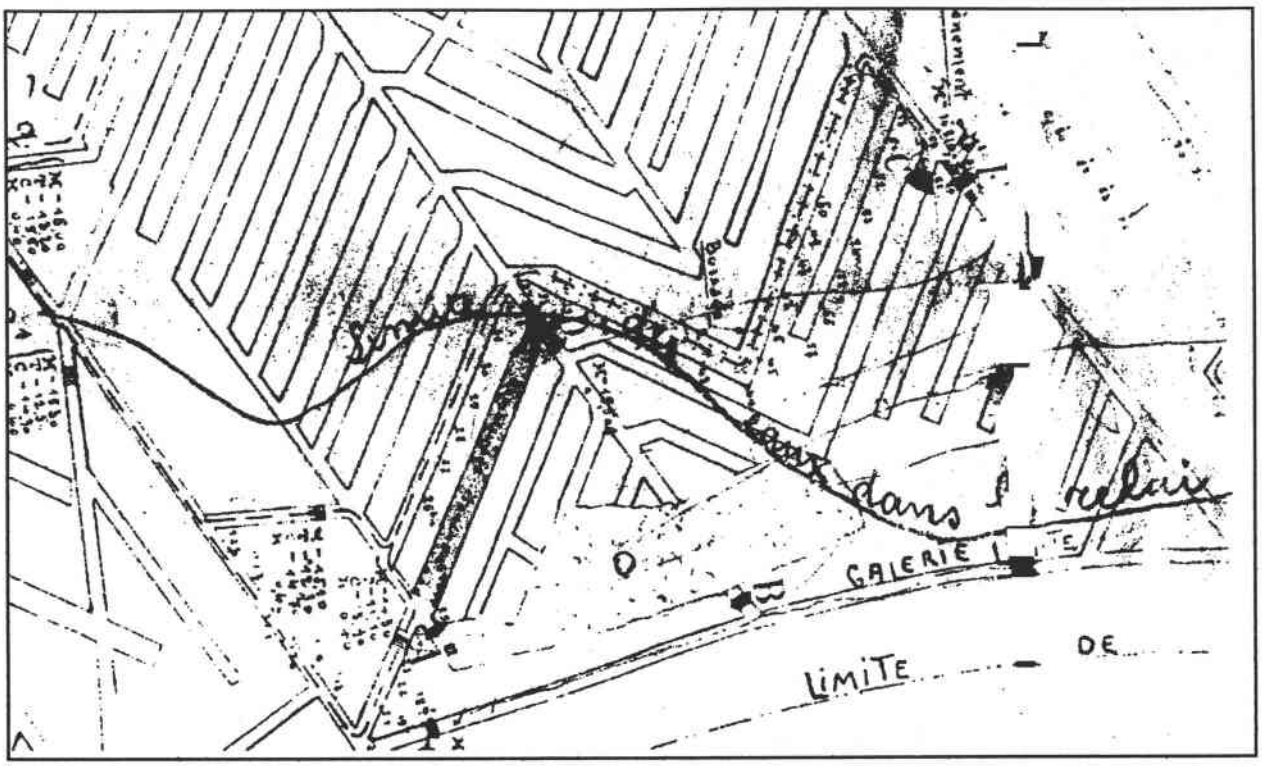


1.Machine d'extraction - 2.Chevalement -3. Conduite d'exhaure - 4. Bassin de décantation - 5. Pompes de reprise - 6. Vers le syndicat des eaux - 7. Calcaires perméables - 8. Pluies - 9. Nappe phréatique - 10. Banc imperméable -11. Cuvelage du puits - 12. Couche de minerai -13. Salle de pompage - 14. Albraque -15. Accès à l'albraque - 16. Conduite de refoulement - 17. Galerie principale - 18.Pompe d'épuisement - 19.Barrage étanche - 20. Niveau des eaux intiltrées - 21. Faille - 22. Eboulement de foudroyage - 23. Affaisement.

face déboisée et sur une hauteur de 1m à 1m,50. Les jours suivants de petits éboulements continuèrent et jusqu'au 4 avril rien d'anormal ne fut remarqué. Le 5 avril, se produisirent des suintements puis une venue qui augmenta pour atteindre suivant les estimations 6 à 7 m³; la hauteur d'eau dans les albraques (n°14 sur le schéma ci-dessus) *atteignit 2m,48 alors que la hauteur ordinaire ne dépasse pas 1 m. La continuation du dépilage au voisinage de la région éboulée et inondée étant impossible, l'exhaure au taux d'environ 13m³/minute représentant plus de la moitié du débit possible de nos installations et de nouvelles venues pouvant survenir d'autres part, nous nous trouvons dans l'obligation d'isoler le quartier éboulé par 4 serrements* »[104] Or ces premiers dispositifs se sont révélés inopérants. Les ingénieurs proposèrent alors d'autres solutions, notamment la construction de barrages ,dont l'efficacité allait se révéler limitée: «*Suite à votre rapport du 1er mai 1923, nous avons invité la mine de Droitaumont à fermer le barrage. Actuellement, il a été donné 15 tours à la vanne et l'eau est à une hauteur de 8 m environ derrière les barrages, ...*»[105] Cela n'a pas suffi, car des venues d'eau très importantes se sont aussi produites dans les cassures en arrière, notamment au chantier 26 et à la galerie limite. Dans cette dernière, une cimentation a alors été faite en de nombreux endroits, mais cette opération n'a pas donné de résultats, et l'eau est passée du parement de droite à celui de gauche.

La direction de la mine a alors décidé d'élargir le réservoir en construisant deux autres barrages, l'un à l' intersection de la galerie C, l'autre dans la galerie B, à côté du barrage existant. Or cela n'a pas du tout réglé la question:«*La venue d'eau n'a pas diminué, elle s'écoule par trop plein, dans les cassures autour du périmètre circonscrit. Les nouveaux barrages entrepris donneront un périmètre moins cassuré, aussi ces ouvertures dans la galerie B seront fortement cimentées avant la fermeture des barrages; la galerie limite a moins d'importance puisqu'il n'y a pas d'exploitation au-delà.* »[106] Il fallut alors prendre des dispositions plus importantes et la mine dut demander à ses maçons

104 à 106- AD M 1403 W 88 B3



Plan des galeries de la mine de Droitaumont en 1924 avec les venues d'eau constatées. **(AD M 1403 W 88 B3)**

d'augmenter leur présence au fond, comme l'indique un courrier daté du 7 janvier 1924 , adréssé à M.Le Besnerais, ingénieur ordinaire à Briey.[107]

Le 24 janvier 1924, le directeur de la mine s'adresse à nouveau à l'ingénieur des Travaux publics d'Etat, à Briey pour lui confirmer l'achèvement «*dans le plus court délai possible* », des travaux de barrage du coup d'eau ...M.Leicknam ajoute: « *La galerie C présente un intérêt considérable pour notre mine et pour son personnel. Etant donné que, par ailleurs, ces travaux, très minutieux, exigent, en chaque chantier, la présence continue d'un surveillant et que, pour cette raison, il ne nous est pas possible d'y faire plus de deux postes, nous avons demandé aux 37 ouvriers spécialistes (maçons, picoteurs, etc...) d'allonger leurs journées de 8h à 9 h 1/2 en se remplaçant au chantier suivant l'horaire ci-après:*

	descente	*remonte*
1er poste	*6 h*	*15 h 30*
2ème poste	*15 h*	*0 h 30*

On ne sait pas trop dans quelles circonstances tous les ouvriers ont acceptéécet allongement de leurs horaires, mais la direction devait obtenir "*pour la bonne règle* ", l'autorisation légale . L'ingénieur des Travaux Public d'Etat a d'abord donné son accord par téléphone acceptant «*pour les ouvriers en question l'horaire indiqué ci-dessus pendant le temps nécessaire, soit jusqu'au 12 février 1924.* »[108] Puis une réponse officielle est envoyée à la mine le 26 janvier.[109] L'ingénieur rappelle

---

108 à 109- AD M 1403 W 89 B3.
M.Duruy, ingénieur ordinaire y précisait : «*Par une lettre en date du 24 janvier 1924, M; le directeur de la mine de Droitaumont nous demande l'autorisation de faire travailler un heure et demie de plus par poste, 37 ouvriers occupés à l'établissement des barrages au fond. Nous en avons donné l'autorisation par téléphone, et nous en rendons compte pour approbation.* »(id)

alors que « *la mine de Droitaumont lutte depuis 8 mois contre une venue d'eau de 6 m cubes à la minute provenant d'un dépilage effondré. Une première solution avait consisté à circonscrire un îlot avec des barrages, solution donnée dans notre rapport du 20 septembre 1923, mais ,ceux-ci mis sous pression, les eaux ont passé par dessus à travers les cassures de la formation, et un autre îlot plus grand a été défini, suivant notre rapport du 7 janvier 1924. Il importe donc d'effectuer ce nouveau travail; et si l'on réussit à diminuer la venue d'eau de moitié, ce sera toutautant de retrouvé dans les redevances.* »[110] Or, la loi du 24 juin 1919, relative à la durée du travail dans les mines, avait supprimé toutes les dérogations prévues par l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913 pour le cas d'accident ou pour motif de sécurité. [111] Ayant demandé à ses supérieurs de confirmer l'autorisation donnée verbalement, il se voit répondre qu'il n'est pas possible à "*Monsieur l'Ingénieur en Chef* " de produire la confirmation écrite de l'autorisation donnée. Or, ce dernier déclare, le 2 février 1924 , qu'il ne peut que fermer les yeux sur la situation ainsi créée «*qui va à l'encontre des prescriptions règlementaires. D'ailleurs, il est disposé à faire savoir à Droitaumont par votre canal qu'il est avisé de la situation et ,en cas d'incident ,produirait tous arguments favorables à la thèse de l'exploitant, laquelle se justifie au point de vue technique* »[112] Le 8 mars commencent les travaux de cimentation. Voici le tableau des injections fourni par la mine[113]:

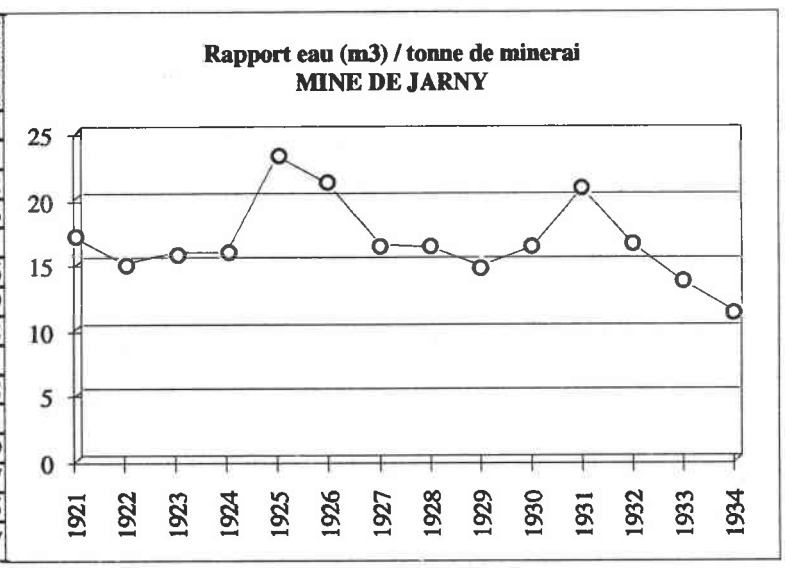
Matériaux injectés depuis la fermeture du 18 juillet jusqu'au 20 août 1924 inclus		Ciment kgs	Cendres m^3
	chantier 7 sur S2 T1	16800	25,265
cassures passant par les points: VIII,VII, VI, XXIII, XXIV, XXIX, XXX	point 94 perte VI	3950	
	chantier 5 entre S2 T1 & S2 T2	9750	3,75
Galerie Ouest			
Cassure n°5 située à 40 m de l'axe du beurtiat	Trou de sonde en direction de la galerie	14550	4,5
Galerie Est			
Cassure n°1 située à 39 m de l'axe du beurtiat	Trou de sonde en direction de la galerie	3850	0,15
Cassure n°2 située à 43 m de l'axe du beurtiat	Trou de sonde en direction de la galerie	1500	1
Injection à la presse à main	repère 48, chantier B 22	150	
DOITAUMONT 5 SEPTEMBRE 1924	**Totaux**	50550	34,665

Comme on le constate, cette question de l'exploitation par dépilage et foudroyage posait de nombreux problèmes: d'une part un coût d'exploitation de plus en plus élevé, (au point qu'en période de mévente des minerais la question de la poursuite de l'exploitation s'est parfois posée) et d'autre part la question de la maîtrise des désordres géologiques que cette méthode entraînait. On apprend ainsi, par une note du 18 novembre 1924, qu'un tarissement des puits ,"*profonds de 80m* ", a été constaté à la

110- AD M 1403 W 89 B3. Comme aucune autorisation ne peut légalement être accordée à la mine de Droitaumont, l'ingénieur ajoute sans beaucoup de précautions pour un réprésentant des services de l'Etat: « ... *Nous remarquons toutefois dans notre région que de nombreux entrepreneurs de la reconstitution n'appliquent nullement la loi de 8 heures et nous ne voyons pas, alors que pour Droitaumont où il s'agit d'une mesure de sécurité et d'un bénéfice pour l'Etat, on ne pourrait faire la même chose.* » (id)
112 id-Nancy - note àM.Fortin-AD M 1403 W 89 B3.
113- AD M 1403 W 89 B3.

caserne de Labry et à la gare de Conflans-Jarny. Dans le fonçage des puits de mine, les ingénieurs avaient détecté la présence de 3 niveaux d'aquifères, l'un vers 80 m correspondait aux puits de la région, un autre vers 130 m et le dernier vers 200 m se trouvant en gros «*au toit de la formation ferrifère* ». Le foudroyage a entraîné un désordre dans les couches géologiques au point d'aspirer les eaux circulant dans les différents niveaux, jusqu'au fond de la mine de Droitaumont. La mine de Jarny avait aussi des problèmes, avec les venues d'eau consécutives au dépilage. Elles représentaient une masse considérable, coûteuse et handicapant les travaux du fond.

	Production	Exhaure	Rapport eau / tonne de minerai
1921	165 768	2 872 000	17,33
1922	241 109	3 668 000	15,21
1923	240 891	3 860 000	16,02
1924	283 124	4 574 000	16,16
1925	255 531	5 982 000	23,41
1926	241 978	5 192 000	21,46
1927	286 263	4 749 000	16,59
1928	287 854	4 773 000	16,58
1929	287 033	4 307 000	15,01
1930	296 626	4 919 000	16,58
1931	274 244	5 763 000	21,01
1932	265 555	4 459 000	16,79
1933	298 306	4 138 000	13,87
1934	319 350	3 688 000	11,55
		Moyenne	**16,97**



De cette époque datent pour les communes voisines les problèmes de l'approvionnement en eau.. On y ajoutera les désordres de surface, les effondrements routiers, les pertes des rivières, etc.... Autant de questions anciennes, qui n'ont toujours pas trouvé de réponses à l'heure actuelle. A titre d'exemple , on peut citer les effondrements du début de l'année 1935: dans la nuit du 1er janvier, à la suite d'affaissements de surface, des glissements de terrains s'étaient produits dans le quartier des abattoirs ; des fissures étaient visibles sur une dizaine de maisons qui avaient dû être en partie évacuées. Des faibles cassures traversaient le ruisseau au voisinage du petit pont sur le Rougewald. Les terrains affaissés s'étendaient dans la vallée entre le village et la voie ferrée à peu près à la limite de la concession de Jarny. M. Bourquin, directeur de la mine de Jarny avait recueilli dans les nouvelles cités, un ménage de ses ouvriers et quatre autres familles; niait la responsabilité dessa Société, précisant que les terrains étaient situés sous la concession de Droitaumont. Le 7 janvier, la direction du groupe Senelle adoptait ce point de vue:«*Qui est responsable? Il me semble que Droitaumont est responsable, puisque c'est sa concession; mais on ne plaisante pas avec le périmètre...je ne vois pas d'inconvénients à ce que vous ayez recueilli des familles dans nos maisons vides; c'est un geste humain* »[114] Et le directeur de confirmer ses premières constatations:« ... *Je vous fais connaître que les mouvements de terrain ont bien eu lieu sur la concession de Droitaumont, au-dessus d'anciens*

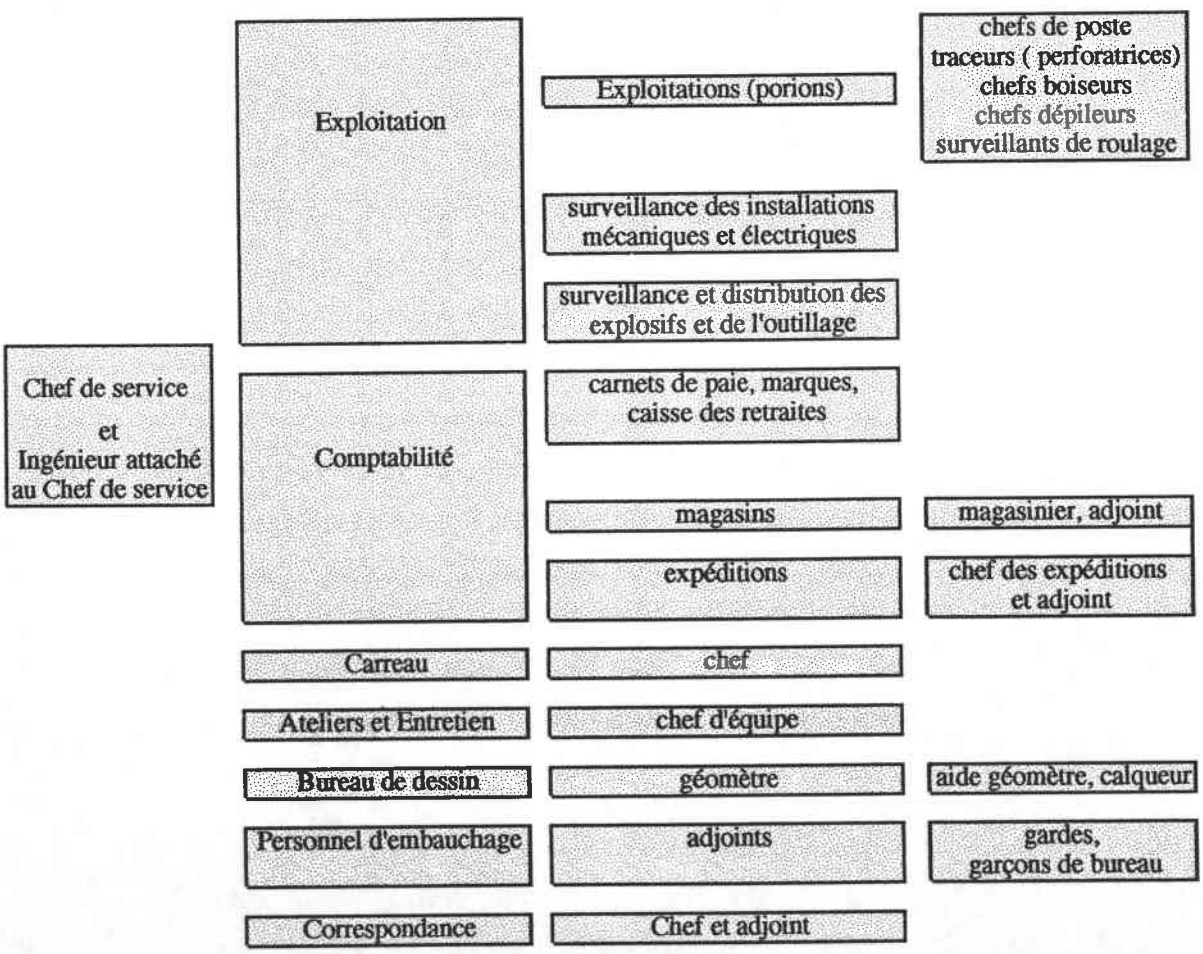
114- Archives Usinor-Sacilor boite 44.

travaux et que, suivant moi, la responsabilité de Jarny ne peut en aucune façon être mise en jeu. Nous sommes séparés de cette zone par une inversion (?) importante de la limite de concession et du chemin de fer de l'Est. Il m'a été dit par le maire de Jarny que l'ingénieur des Mines devait sous peu venir procéder à l'examen des lieux, et il est vraisemblable qu'il ne viendra pas à Jarny. C'est parce que notre responsabilité ne paraissait pas pouvoir être mise en cause que je n'ai pas hésité à accueillir 4 familles sans abri dans nos cités vides. Ce geste ne peut en aucune façon se retourner contre nous... »[115]

Les métiers de la mine.

Nous donnons ci-dessous l'organigramme de la mine de Droitaumont dans les années 1920. Les services de l'exploitation correspondent globalement aux travaux du fond, avec l'exploitation proprement dite, confiée à des **porions** qui assurent la liaison entre les ingénieurs et les divers surveillants sur le front de taille, ou les équipements souterrains, etc.

Organisation du service à la mine de Droitaumont



Aujourd'hui, les témoins que nous avons rencontrés ont une tendance à se déclarer "mineurs", avant de préciser leur spéciolité : maçon, pompier,ajusteur, etc... En fait, les ouvriers de la

115- note à M. Dondelinger Archives Usinor-Sacilor boite 44.

mine sont loin d'avoir été tous à l'abattage. La distinction essentielle est celle du "fond" et du "jour".

On constate la grande permanence de la répartition des emplois entre les divers services; la part des mineurs dans les deux mines, est d'environ un cinquième, de même celle des ouvriers au jour.

Ouvriers au fond

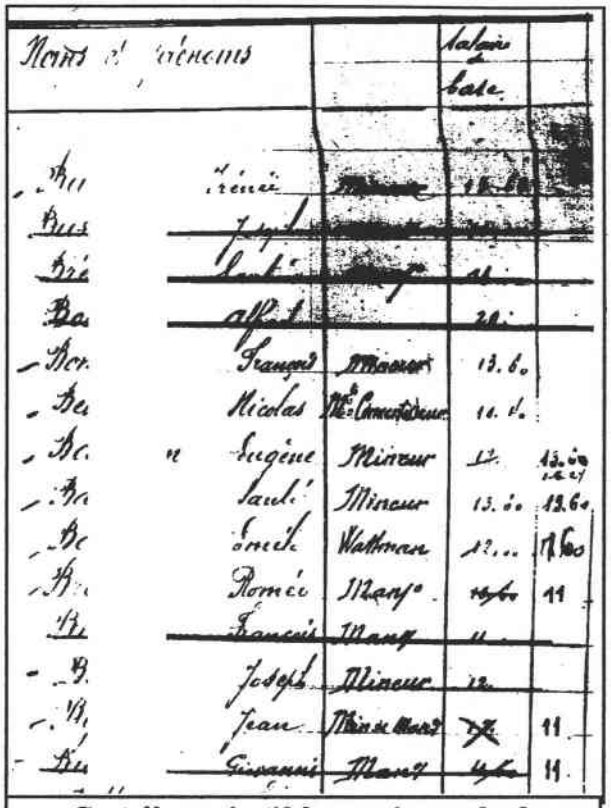
Le **mineur** n'est pas un simple ouvrier; il est de fait un chef de chantier organisant le travail de son équipe et fixant aussi les gains des chargeurs et des aides travaillant avec lui. «*Les mineurs travaillent à la tâche. Ils ont sous leurs ordres et à leur compte des aides-mineurs ou manœuvres payés à la tâche également* »[116] Au fond, les mineurs étaient responsables de leur chantier; particulièrement en cas d'accident. Nous avons évoqué ces dangers en traitant du rôle des délégués à la sécurité, nous reviendrons un peu plus loin sur la question de la fréquence des accidents, en liaison avec la productivité au fond.

Longtemps, le mineur a fourni ses outils. Un témoin précise : «*A sa charge encore son cordon Bickford, sa poudre noire en paquet. Je faisais la distribution; c'était le pompier qui faisait la distribution. On allait la chercher à la cartoucherie. On n'était pas surveillé, sauf pour la dynamite et les détonateurs. Là c'était très règlementé. On ne donnait que la poudre noire. Les bourres se faisaient à la mine: une grande feuille de papier coupée en biais distribuée aux machinistes qui faisaient les bourres roulées sur un manche à balai et bourrées avec de la poussière de minerai. Un chauffeur de Droitaumont, c'était le Goffez, se rendait à la cartoucherie; il allait partout à Jœuf, Villerupt...et distribuait les cartouches. Ça, c'était très surveillé.* »[117] Les plus doués de ces ouvriers mineurs parvenaient à devenir "premiers mineurs" après un apprentissage sur le tas de deux ans et l'obtention du permis de tir. Certains étaient parfois admis à l'Ecole des mines de Thionville, d'où ils sortaient **porions**. Le premier mineur devait savoir lire et suivre les instructions de l'ingénieur et des chefs du chantier, concernant les plans de la couche, le schéma de tir, la vitesse d'avançement, et aussi évaluer la tenue du toit et des parements. [118] Sur le chantier, il devait respecter le plan tracé par l'ingénieur et les consignes du porion. Mais il composait seul son équipe de foreurs et de chargeurs, en tout une dizaine d'ouvriers. Cette prérogative due aux nouvelles méthodes d'exploitation lui redonne un peu de l'autonomie de jadis.

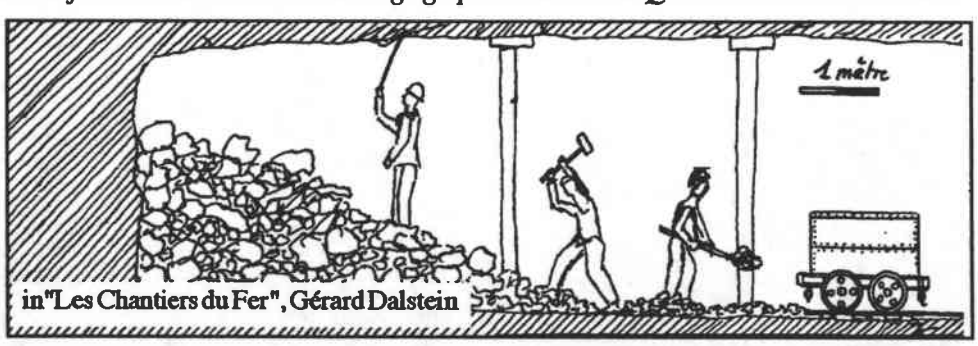
A côté du mineur on trouvait donc des aides, des foreurs, des chargeurs...Statutairement, on distinguait trois classes de **chargeurs** (qu'ils forment équipe ou non avec le mineur). C'était le mineur qui les embauchait. «*C'est pour ça que le mineur recherchait des bons manœuvres. Le mineur était responsable de son équipe et ils étaient payés au rendement, au wagon* ».[119] Ces "*bons*

116- ML. mine de Droitaumont.
117- M.J. de Jarny.
118- D'après ouvrage collectif, "Les Mines de fer de Lorraine", op.cité.
119- M. D. de Droitaumont.

manœuvres ", ce sont ces instables, ces journaliers mobiles que nous évoquions plus haut. Dans une "*Note concernant le travail des manœuvres à la mine de Droitaumont* ", rédigée par M Leicknam, directeur à Droitaumont, on y lit que le recrutement des manœuvres pour le chargement des produits de "*la perforation anglaise* ", est assez difficile: « *le travail est pénible, le manœuvre employé là n'a pas d'avenir; en restant là, il ne deviendra jamais mineur, n'ayant aucune occasion d'apprendre* .»[120] En outre, l'emploi des immigrés pose problème :« *Comme nous n'avons pas près de la mine...une population agricole assez dense pour y puiser, nous avons envisagé de puiser, par l'intermédiaire du Sevice de recrutement, dans la population campagnarde de l'Italie. Il paraît en effet logique que des hommes n'ayant jamais travaillé dans une mine, venant en équipe dans une mine à l'étranger, s'engageant d'autre part à y rester six mois, seront moins exigeants, et que, si l'ambition de devenir mineurs doit les atteindre, elle ne les influencera que très lentement. Des hommes recrutés de cette façon, pourront vraisemblablement travailler en équipe et se partager le salaire gagné en commun* .»[121] Or, ses services ont :«... *en ce moment quelques bons chargeurs, déjà anciens, qui travaillent généralement deux à deux. Nous avons essayé de les grouper comme salaires (sic);ils s'y sont refusés.* »[122] Le directeur déplorait de ne pouvoir proposer de les mettre en équipe avec les chargeurs intermittents « *constituant les trois quarts de ce personnel - et... qui gagnent la moitié.* »[123] Pour lui, l'explication de ce faible gain était simple: «...*tout manœuvre, tant soit peu actif et recommandable est engagé par un mineur. Quand un mineur ne veut pas d'un manœuvre, celui-ci ne vaut évidemment pas grand chose. Il ne peut que bricoler quelques jours dans chaque mine. Il faut donc pour organiser ce service de chargeurs, compter sur les bonnes exceptions, très rares de ce milieu, ou s'adresser à des gens de la campagne, ne connaissant rien et n'ayant encore aucune ambition autre que celle de gagner leur vie.* »[124] Comme le rappelle un ouvrage récent: «*Le métier de mineur*



Contrôle nominatif des ouvriers au fond. Salaires - 1924 (nous avons effacé les noms)



in"Les Chantiers du Fer", Gérard Dalstein

120- Académie F.Bourdon, Le Creusot.
121 à 124- Académie F.Bourdon, Le Creusot.

LES EFFECTIFS DANS LES MINES								
JARNY	**1928**	**1929**	**1930**	**1931**	**1928**	**1929**	**1930**	**1931**
Mineurs	66	73	66	68	*21,3*	*21,0*	*20,6*	*21,7*
Rouleurs	173	195	181	172	*55,8*	*56,2*	*56,4*	*54,8*
Piqueurs et rouleurs	73	81	73	75	*23,5*	*23,3*	*22,7*	*23,9*
Total des ouvriers au fond	**241**	**271**	**250**	**244**	*77,7*	*78,1*	*77,9*	*77,7*
Ouvriers au jour	**69**	**76**	**71**	**70**	*22,3*	*21,9*	*22,1*	*22,3*
Total y compris les jeunes ouvriers	**310**	**347**	**321**	**314**	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***
DROITAUMONT	**1928**	**1929**	**1930**	**1931**	**1928**	**1929**	**1930**	**1931**
Mineurs	132	150	134	105	*21,2*	*21,2*	*20,7*	*21,6*
Rouleurs	349	398	365	265	*55,9*	*56,1*	*56,3*	*54,6*
Piqueurs et rouleurs	146	164	148	115	*23,4*	*23,1*	*22,8*	*23,7*
Total des ouvriers au fond	**485**	**553**	**505**	**376**	*77,7*	*78,0*	*77,9*	*77,5*
Ouvriers au jour	**139**	**156**	**143**	**109**	*22,3*	*22,0*	*22,1*	*22,5*
Total y compris les jeunes ouvriers	**624**	**709**	**648**	**485**	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***

abatteur est noble, celui de chargeur reste très pénible tant que le chargement à main n'est pas remplacé par le chargement mécanique. » [125]

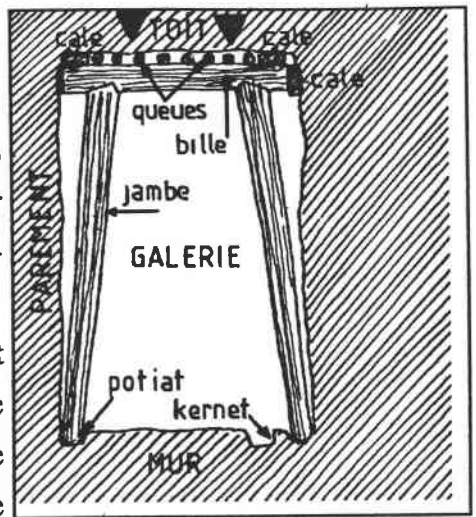
Sur ce travail manuel moins gratifiant, en particulier sur le cassage des blocs et leur chargement, nous avons un autre document adressé au service de la production du Creusot qui s'interrogeait sur l'opportunité d'introduire des marteaux pneumatiques dans la mine de fer: «*Pour répondre à votre désir, nous avons fait noter le temps passé pour le cassage des blocs trop gros. La moyenne, relevée sur une soixantaine de berlines, a été de 3 à 4 minutes; le chargement d'une berline a duré en moyenne 35 minutes. Le cassage se fait aisément à la masse car notre minerai est relativement tendre. Dans ces conditions, nous ne pensons pas qu'un marteau spécial puisse nous rendre service. Nous suivons néanmoins ce problème et rechercherons des renseignements dans les autres Mines* »[126]

Effectivement, il faudra attendre quelques années encore pour que ces techniques de perforation soient introduites. D'ailleurs à une question sur les conditions de travail dans les années vingt, un autre témoin, mineur à Jarny, précise: « *Avant 1929, tout se faisait encore à la main. Une pelle, un pic et on chargeait à la main. C'était la mine à main. Les forages se faisaient encore au tourniquet, le gars avait une planche devant lui avec un trou pour le bout du vilebrequin et tournait et poussait en même temps, parfois aidé par deux manœuvres.* »[127] Pourtant il se souvient : «*qu'en 1930-1932 sont arrivées les perfo électriques, pour les forages. Elles étaient belles en aluminium avec deux poignées. Elles fonctionnaient sur 220 volts. Le courant venait de la mine. La mine de Jarny fournissait son propre courant avec ses turbines, et aussi à la mine de Giraumont. Il y avait six chaudières qui tournaient. Trois chauffeurs contrôlaient chacun 2 chaudières. Ils étaient postés et faisaient les "3 x 8".*»[128]

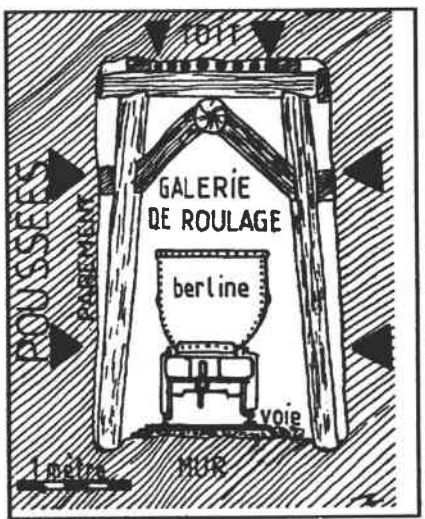
---

125 et 126 - Collectif, "Les mines de fer en Lorraine", op. cité.
127 et 128- M.J. mine de Jarny.

A côté de l'extraction du minerai, on trouvait tous les métiers liés à l'installation, à l'équipement et à l'entretien des galeries. Longtemps la technique de soutènement des galeries principales était le boisage. Les témoins, placés pour vérifier les poussées de la roche, principalement du toit, étaient en sapin: «*c'est un bois qui crie avant de craquer, pas comme le chêne qui casse d'un coup sans prévenir* » Les **boiseurs** étaient plus ou moins qualifiés. Le boiseur de première classe devait se montrer capable d'éxécuter avec un ou plusieurs manœuvres un travail de boisage parfois difficile comme un passage d'éboulement, tandis que le boiseur de deuxième classe boisait dans des conditions courantes, par exemple une entrée de chantier avec garnissage simple. [129] Le **poseur**, de première classe devait se montrer capable de poser parfaitement et rapidement les voies de grand roulage, y compris les accessoires, aiguillages, cables, etc; le poseur de deuxième classe était un ouvrier capable de poser des petits rails, y compris les aiguillages et les voies de grand roulage en ligne droite.[130] Les autres ouvriers étaient les **wattmans**, les **accrocheurs**, les **moulineurs** de la recette du fond. Ensuite venaient les simples manœuvres, les maçons et les machinistes du fond. «*Sur le travail j'ai des souvenirs de gosse, par exemple, les ouvriers s'éclairaient de lampe à carbure. Tous les jours ils faisaient leur lampe. Nous les gosses allions chercher nos 3 kg de carbure au magasin dans une boîte ronde et haute; le carbure était toujours retenu sur la paie .*»[131]



in"Les Chantiers du Fer", Gérard Dalstein



in "Les Chantiers du Fer", Gérard Dalstein

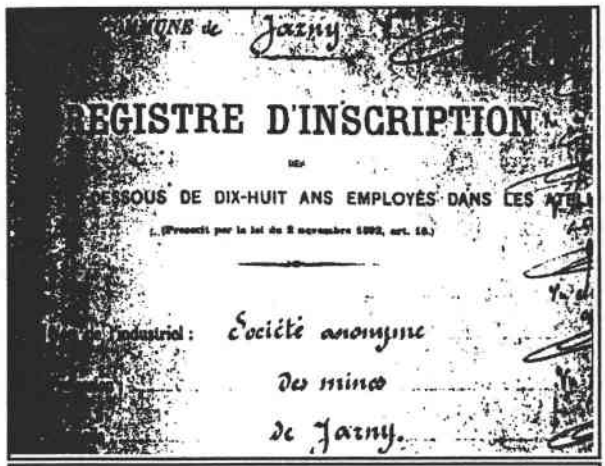
Dans les deux mines, le travail était divisé en deux postes; le poste de jour commençait à 6 heures du matin et la remonte avait lieu à 14 heures. Le poste de nuit commençait à 14 heures et la remonte avait lieu à 22 heures. En fait cela faisait 8 heures de présence, mais 6 heures 1/2 de travail effectif, tous les ouvriers étant transportés à proximité des chantiers dans des berlines et ramenés à l'accrochage en fin de poste.

Les ouvriers au jour .

Moins "nobles", les **ouvriers au jour** se répartissaient entre machinistes d'extraction, autres "machinistes" et aides-machinistes. [132] Ensuite, toujours sur le carreau on trouvait les "ouvriers

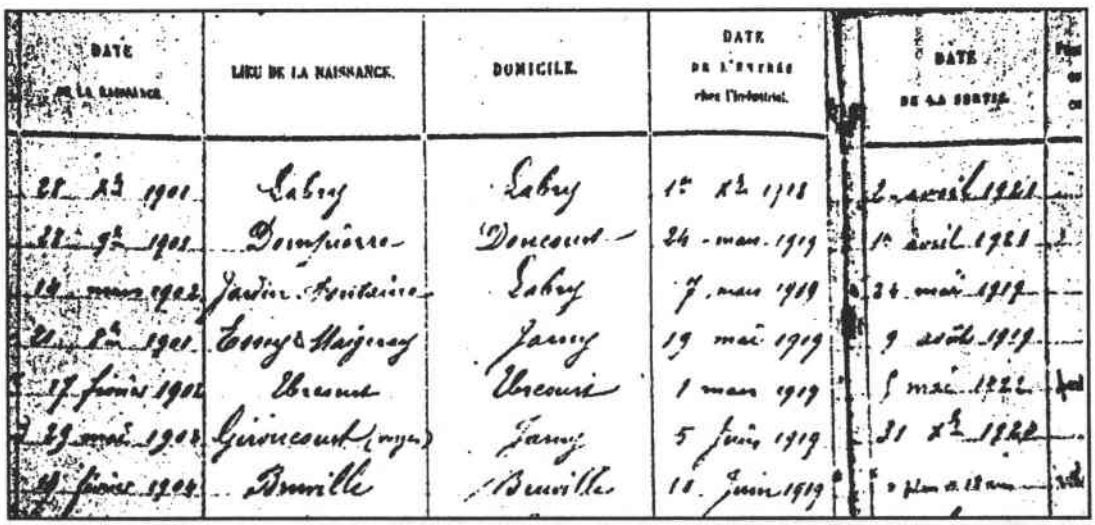
129 et 132- D'après l'ouvrage collectif, "Les Mines de fer de Lorraine" , op.cité.
131- Mme M. de Jarny.
132-«*Oui on travaillait à la vapeur ! Oui on avait des chaudières à la mine .*» M.K. mine de Jarny. «*Avec la vapeur, de loin nous reconnaissions les remontées: celles du minerai et celles des ouvriers (la remonte) et surtout celles des blessés, il y en avait souvent .*» Mme M. de Jarny.

spécialisés qualifiés", les "manœuvres spécialisés" et enfin les "manœuvres non-spécialisés" qui œuvraient à des petits travaux d'entretien.



Page de garde du registre des employés de moins de 18 ans à la mine de Jarny au lendemain de la première guerre.

Sans revenir sur la question des âges des employés, notons qu'après la guerre comme avant, et contrairement à une idée répandue, les jeunes étaient assez peu nombreux dans les mines. Pendant longtemps, les apprentis n'étaient pas formés de manière spécifique dans des centres d'apprentissage . Par exemple, à Droitaumont, le travail des enfants demeurait exceptionnel: «*...le nombre des enfants de 13 à 16 ans occupés au fond est de deux actuellement. Il sera toujours très faible, dix au grand maximum.* »[133] Les témoins se rappellent que leur formation se faisait directement en entrant dans le bain, au fond de la mine: « *Il n'y avait pas d'école d'apprentissage dans les mines avant la guerre. A 14 ans, on allait directement à l'atelier comme mousse. C'était l'apprentissage sur le tas. Dans les années trente, les mines ont commencé à envoyer des apprentis à Homécourt passer le CAP.* »[134]



Première page du registre des moins de 18 ans à la mine de Jarny au lendemain de la guerre.

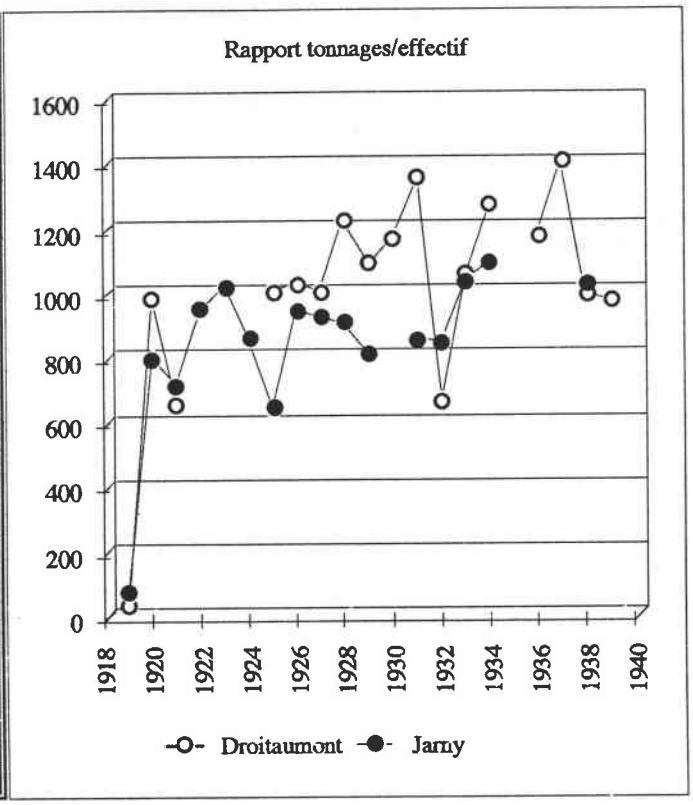
Un autre témoin nous apprend qu'il a passé avec succès son CAP d'électromécanicien en 1935; «*C'est le fils Bourquin qui m'a prévenu de mon succès. A l'époqu'on pouvait être fier. M.Bourquin était directeur de la mine. C'est lui qui a remplacé M.Quantin quand il est décédé en 1932, je crois . Son fils était ingénieur à la mine en 1935-1936* »[135]

133- .Académie F.Bourdon.
134-M.L. mine de Jarny.
135- M.J. mine de Jarny- Rappel M.Quantin, directeur de la mine de Jarny, est décédé le 10 septembre 1934.

Travail et productivité

Dans un cocument interne, la direction de la mine de Droitaumont, décrit ainsi l'évolution de l'activité dans les années vingt: «*Il y eu d'abord une période de prospérité; la production, partie de 150 tonnes par jour en novembre 1919, augmenta de façon plus ou moins continue pour atteindre*

	Effectif		Production		Rapport Tonnes/ effectif	Rapport Tonnes/ effectif
	D.	J.	D.	J.	D.	J.
1918	67	46				
1919	120	118	6,2	10,6	52,0	89,6
1920	123	141	123,2	114,7	1001,5	813,3
1921	293	226	197,5	165,8	674,1	733,5
1922	333	249		241,1		968,3
1923	424	232		240,9		1038,3
1924	431	323		283,1		876,5
1925	483	385	493,6	255,5	1021,9	663,7
1926	529	308	552,6	296,6	1044,6	963,1
1927	576	304	587,3	286,2	1019,6	941,4
1928	624	310	774,2	287,2	1240,7	926,5
1929	709	347	787,0	287,0	1110,0	827,1
1930	648		768,5	296,6	1185,9	
1931	485	314	665,1	274,2	1371,3	873,2
1932	447	307	305,0	265,5	682,3	864,8
1933	288	273	309,1	287,5	1073,3	1053,1
1934	298	281	384,1	312,3	1288,9	1111,4
1935			431,4	327,0		
1936	420		502,3	348,5	1196,0	
1937	420	333	597,0	352,4	1421,4	1058,3
1938	466	367	472,3	383,4	1013,5	1044,7
1939	456		452,0	378,0	991,2	

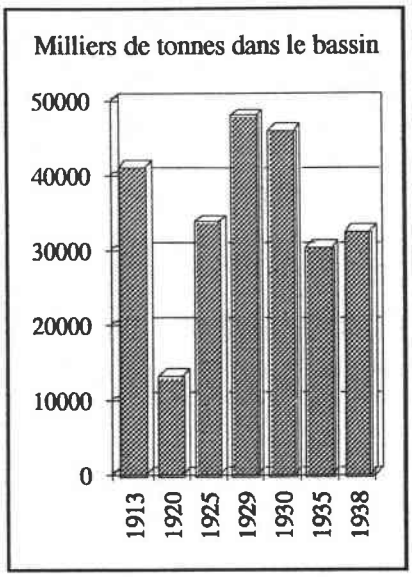


à peu près 2600 tonnes par jour en 1929, l'effectif ouvrier dépassant alors 600. »[136] C'est l'impression de tous les témoins, même pour la mine de Jarny, dont on connaît pourtant les difficultés particulières :« *Oui, le tonnage augmentait mais je ne sais pas ce que la mine fournissait. Le minerai de Jarny allait à Senelle vers Longwy et en Belgique. C'était une mine intégrée au groupe Senelle-Maubeuge.* »[137] Effectivement, la production dépendait des débouchés et ces débouchés variaient en fonction de la conjoncture. Les moyennes annuelles, ne refletaient que très grossièrement la réalité. On voit, sur le tableau et les graphiques ci-dessus, que rapport tonnages/effectifs, a beaucoup fluctué tout au long de la période, avec des crises qui n'ont rien à voir avec la technique mais tiennet à la politique de l'entreprise en matière d'emploi.

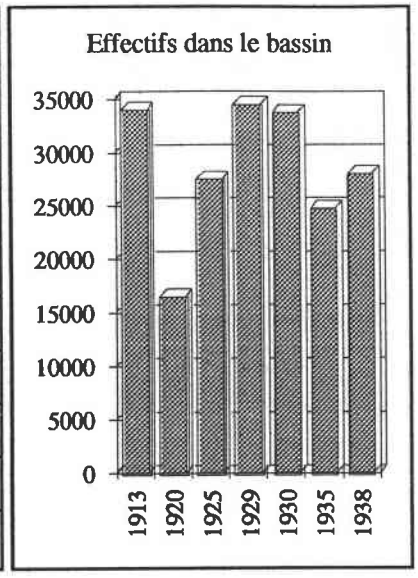
Rendement par poste d'ouvrier					
	1913	1928	1929	1930	1931
Mineurs et rouleurs	7,06	9,75	9,66	9,48	9,72
différence/1913		38,1%	36,8%	34,3%	37,7%
Total des ouvriers au fond	5,39	6,11	6,13	6,33	6,43
différence/1913		13,4%	13,7%	17,4%	19,3%
Ensemble du personnel	4,39	4,74	4,76	4,71	4,88
différence/1913		8,0%	8,4%	7,3%	11,2%

On remarque, que les rendements à la mine de Jarny, étaient presque toujours inférieurs à ceux de la mine de Droitaumont qui se situaient à peu près dans la moyenne du bassin. (tableau et gra-

136- Espace archives Usinor-Sacilor.
137- M.M., mine de Jarny.



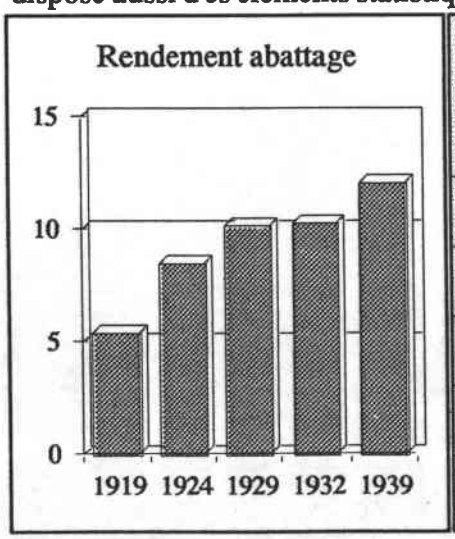
	milliers de Tonnes extraites dans le bassin	Effectif ouvrier fond et jour dans s le bassin	Rapport tonnes extraites par ouvrier moyen
1913	41 113	34 000	1 209,21
1920	13 084	16 500	792,97
1925	33 746	27 500	1 227,13
1929	47 992	34 500	1 391,07
1930	46 059	33 800	1 362,69
1935	30 320	24 800	1 222,58
1938	32 460	28 000	1 159,29



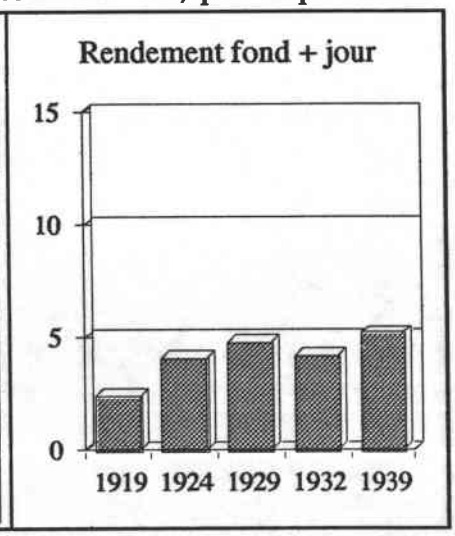
phiqs de cette page) Plus précis sont les témoignages sur les conditions réelles de la production: «*A Jarny, les wagonnets pesaient 1 tonne ou 1 tonne et demie, mais à Droitaumont les wagons étaient un peu plus gros. On en sortait 13 à 15 par jour pour une équipe de 3 bonshommes. Et seulement 7 à 8 dans un chantier délicat. Il y avait un jeton sur le wagon il était pesé à la recette jour et le jeton était récupéré là, à la bascule.* »[138] On dispose aussi d'es éléments statistiques fournis par les entreprises elle-mêmes, qui indiquent nette-

Rendements à la mine de Jarny, février 1935

	GALERIES	CHANTIERS	TOTAUX & MOYENNES
nombre de chantiers	7	34	41
contingent dans l'extraction totale	21,9	78,1	100
pourcentage de salaires payés aux ouvriers	24,7	75,3	100
journées de travail			0
mineurs	247	788,5	1035,5
aides-mineurs	486,5	1558,5	2045
rendements des ouvriers à l'abattage	7,393	8,256	8,05
rendements journaliers moyens			
ouvriers du fond	5,6		
ouvriers du fond et du jour	4,257		
nombre de jours de travail	24		
production journalière moyenne	1033,33		
main d'œuvre par tonne	à l'abattage	fond & jour	ensemble
	4,627	2,614	7,241



	Rendement abattage tonne/unité de personnel	Rendement fond + jour tonne/unité de personnel
1919	5,4	2,4
1924	8,5	4,1
1929	10,1	4,8
1932	10,3	4,2
1939	12,1	5,2



138-M.G., mine de Jarny

ment les progrès. On constate un gain de productivité d'un bon tiers par rapport à l'avant guerre; par rapport à l'ensemble du personnel, les gains sont eux, un peu moindres. C'est ce que montre le tableau ci-contre pour la mine de Jarny:

On constate alors dans une progression dans l'ensemble des bassins lorrains, comme le montre le tableau suivant. On note que le rendement à l'abattage croît un peu plus vite que le rendement par unité de personnel; ce qui signifie un gonflement des effectifs non directement affectés à la production(*)

Les salaires: une grande disparité selon les qualifications:

La question des rémunérations occupe une grande place dans les revendications ouvrières, à côté de la sécurité, des conditions de travail, de sa durée journalière et hebdomadaire. Avant guerre le salaire journalier des mineurs dépendait surtout de l'habileté et des qualités professionnelles de l'ouvrier.[139] Les garanties globales de salaire étaient assez basses, si bien que les rémunérations pouvaient varier de 9 à 12 francs. En 1922 elles allaient encore de 18 à 26 F. Le salaire journalier des aides ou manœuvres occupés au chargement du minerai dans les berlines variait entre 7 et 9 F et en 1929 il est de 15 à 22 F. On payait les manœuvres à la berline de minerai chargée et conduite au garage le plus rapproché des chantiers. Le gain journalier moyen du manœuvre représentait environ 65% de celui du mineur. Les boiseurs, poseurs et leurs aides sont également payés à la tâche et leurs gains variaient entre 14 et 22 F. «*La paie a lieu tous les 15 jours, les 1 ers et 16 de chaque mois; cette mesure permet la suppression des avances; on n'en donne presque pas, et seulement pour des raisons sérieuses. Des primes d'assiduité au travail sont payées chaque mois à tout ouvrier ayant ses postes complets.* »[140] Voilà ce que pouvait écrire un responsable de la mine de Droitaumont en 1924. Nous avons quelques témoignages d'ouvriers embauchés à la même mine pour sa remise en état au lendemain de la guerre. Dans une lettre adressée à M.Leicknam, directeur, le gardien de cette même mine, M.Villette, rapporte que des ouvriers se plaignaient dans les termes suivants:«...*Nous avons été envoyés du Creusot pour*

Salaires quotidiens en 1921	
	Minimum
mineur	26,06F
aide mineur	24,33F
ouvrier au fond	16,61F
ensemble au fond	21,41F
ouvrier au jour	15,80F
personnel ouvrier total	19,47F

Evolution des salaires moyens par poste				
	1913	1929	1930	1931
Ensemble de l'année				
Mineurs	24,31F	36,66F	37,57F	35,00F
Base 100 en 1913	*100*	*150,8*	*154,5*	*144,0*
Aides-mineurs	20,94F	33,10F	33,71F	32,21F
Base 100 en 1913	*100*	*158,1*	*161,0*	*153,8*
Autres ouvriers du fond	15,27F	26,80F	28,05F	27,86F
Base 100 en 1913	*100*	*175,5*	*183,7*	*182,4*
Ensemble des ouvriers du fond	20,17F	32,19F	33,11F	31,69F
Base 100 en 1913	*100*	*159,6*	*164,1*	*157,1*
Ensemble des ouvriers au Jour	14,62F	26,23F	27,41F	27,37F
Base 100 en 1913	*100*	*179,4*	*187,5*	*187,2*
Personnel ouvrier Total	17,40F	29,21F	30,26F	29,53F
Base 100 en 1913	*100*	*167,9*	*173,9*	*169,7*

139- « *Pour atteindre de tels salaires, il faut travailler ferme, quoique l'effort musculaire ne soit pas le principal; l'expérience compte davantage pour obtenir le rendement maximum de chaque coup de mine* ».(Axel Sömme, op. cité)

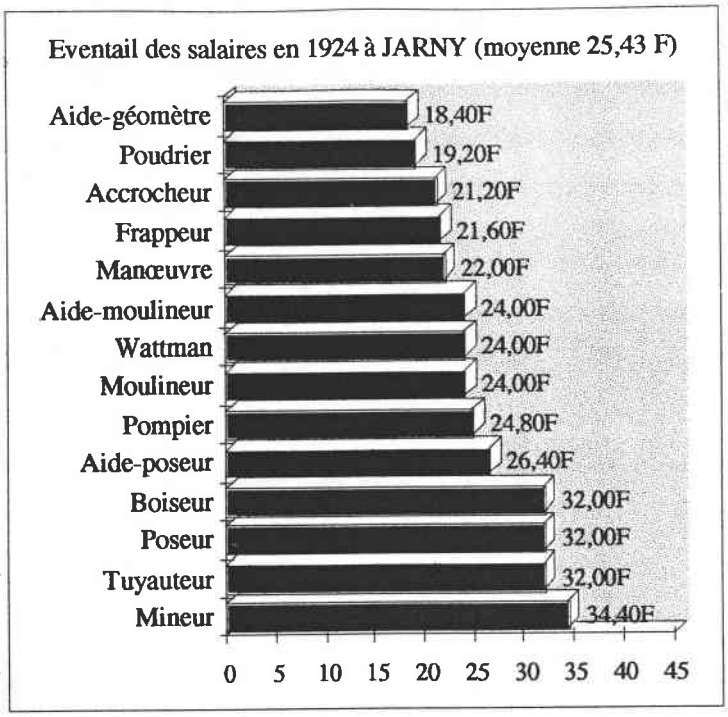
140 et 141 -Académie F.Bourdon- - SS0455 - Le Creusot.

Droitaumont dans les conditions suivantes: frais de voyage payés, nourriture assurée, nous croyons fournir la quantité de travail qu'il est possible de donner... mais de notre côté nous avons à nous plaindre de la nourriture, nous avons déjà fait quelques réclamations dont il n'a pas été tenu compte; pour ce motif aujourd'hui, nous demandons non seulement l'amélioration de la pension, mais nos frais de déplacement au titre des ouvriers en mission et au tarif des régions libérées; et notre liberté d'action pour prendre pension où et comme bon nous semblera, ... »[141] De même, le 12 août 1919, un ouvrier, M.Claude Louis Péraud écrit directement à Monsieur Schneider: «...*Etant en mission à Droitaumont depuis le 2 février, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour que je touche mon déplacement pour pouvoir me soigner comme je voudrais... car depuis mon arrivée c'est toujours lard et singe; comme j'en ai assez mangé en campagne, je trouve que pour un homme qui travaille on pourrait me nourrir avec ce que l'on touche pour moi...j'admets que le ravitaillement ne fournit pas ce que l'on veut, toutefois, on pourrait mieux nous nourrir...j'ai réclamé à Monsieur Levert lors de son dernier séjour...je lui demandé (sic) que l'on me donne suivant ce qu'il faut pour vivre dans ces régions libérées, soit une moyenne de 20 francs par jour...car être mal soigné, mal couché, mal payé suivant les autres ouvriers ça ne peut pas marcher, je ne demande pas l'impossible mais que l'on soit tous au même tarif...je ne vois pas pourquoi un ouvrier qui est pour un entrepreneur gagnera 2F,40 ou 2F,50 de l'heure tandis que nous, ouvrier de l'usine, on nous affuble 80 ou 90 centimes de l'heure...en plus j'ai demandé de l'outillage à mon chef...* »[142] Cette notion de chère vie, si sensible au début de la période, on la retrouve aussi dans le refus plus ou moins explicite de certains ouvriers du Creusot d'aller s'installer à Jarny. C'est ainsi que M. Bouchet ,dans une lettre datée du 6 août 1922, refuse le poste de garde aux mines de Droitaumont ...:« *parce que les constatations faites, lui ont prouvé que la vie y était beaucoup plus chère qu'au Creusot et non en concordance avec le traitement qui lui a été proposé* »[143]M.Bouchet a quitté Droitaumont le 22 août pour retourner au Creusot. C'est ensuite M. Vachey qui ne désire pas habiter Droitaumont. Il a quitté Droitaumont le 7 juin 1922. Voici ce qu'en pensait la direction:« *au cours de la quinzaine qu'il a passé ici, il nous a produit une bonne impression et a déclaré que personnellement, il lui plairait de rester à notre service...* »[144] Les propositions d'appointement pour Vachey était un traitement mensuel de 205 F, avec une dérogation de 50F pour une journée de 12 heures plus une indemnité de cherté de vie de 75,50F, une indemnité de charge de famille de 25 F, soit au total un salaire de 352F,5 auquel s'ajouterait «*une tenue de velours par an* »[145] En fait c'est sa femme, Mme Vachey , venue passer 3 jours à Jarny, qui l'a fait revenir sur sa décision disant qu'elle ne pourrait pas s'habituer à la région et qu'une :«*enquête faite sur les facilités de la vie et le cours des denrées lui avait démontré qu'elle serait obligée de dépenser ici <u>beaucoup plus</u> (souligné) qu'au Creusot...* »[146] Mais les salaires n'étaient pas fixes ni mêmes régis par des conventions. Ainsi à la même époque, les ouvriers au premier janvier 1921 gagnaient en moyenne 20F,50 par jour etquelques mois plus tard, 18F,50 et bientôt 17F,50 «... *salaire minimum disent-ils car les coopératives vendent au*

142 à 146 - Académie F.Bourdon- - SS0455 - Le Creusot.

prix fort, les stocks de marchandises étant considérables. ...»[147] Avec la reprise, quelques années plus tard, les salaires moyens avaient nettement augmenté...le coût de la vie aussi.

Sur le tableau ci-contre, on peut observer l'eventail des salaires en 1924. Un tableau des salaires à Jarny en date du 23 mai 1925, confirme la progression générale des salaires. A cette date, l'indemnité de vie chère était encore de 5 F par jour et il y avait une indemnité quotidienne[148] familiale de 1F par femme et par enfant de moins de 14 ans.



Sur les tableaux suivants, on remarque que le gain journalier d'un mineur du fond, allocations familiales non comprises [149], s'élève à plus d'une trentaine de francs au printemps 1925; mais les ouvriers qui travaillent au jour, (leur porportion est d'un cinquième), gagnent 20 francs de moins par jour. Sur ces mêmes tableaux, on constate que tous les ouvriers du fond n'atteignent pas cette moyenne de 34 francs par jour; les chargeurs ne gagnent pas autant que les vrais mineurs; le travail se

Jarny				
23 mai1925	Nombre	%	Salaires	
employés	21	5,5	de 500 à 1000 F par mois tout compris	
mineurs	89	23,1	de 18 à 35 F par jour	avec en plus
manœuvres	196	50,9	80% du mineur	la vie chère et
spécialistes au jour	25	6,5	de 12 à 16 F par jour	l'indemnité
manœuvre au jour	54	14,0	de 10,50 F à 13 F par jour	familiale
Total	385	100		

Droitaumont				
23 mai1925	Nombre	%	Salaires	
employés	35	7,2		
mineurs	99	20,5	de 22 à 35 F par jour	avec en plus
manœuvres	239	49,5	de 10,50 F à 28 F par jour	la vie chère et
spécialistes au jour	26	5,4	de 11 à 16,50 F par jour	l'indemnité
manœuvre au jour	84	17,4	de 9,50 F à 12 F par jour	familiale
Total	483	100		

147- Commissaire spécial Briey M.Monbrun - 17 juillet 1921 - AD M&M 9 M25

148- Par jour de travail.

Nous ne reviendrons pas sur les allocations familiales versées aux familles des mineurs, sinon pour rappeler brièvement les raisons de leur extension après la première guerre. En premier lieu le souci de permettre à chacun d'assurer l'existence d'une famille, de remédier à l'inégalité des conditions selon les charges des famille, d'améliorer l'attachement de l'employé à l'entreprise et d'encourager la natalité au lendemain de la guerre. Le renchérissement du coût de la vie posait le problème de l'existence des familles nombreuses et le vide creusé par la guerre accentuait la dépopulation; les chefs d'entreprise ont accompagné l'entreprise nationale de lutte contre la dénatalité d'après guerre. C'est un métallurgiste de Grenoble, M.Romanet, qui prit le premier l'initiative du mouvement en novembre 1916. Il distribuait une bonification par jour et par enfant de moins de 13 ans à son personnel. Cette initiative fut imitée et étendue pour aboutir à la loi du 11 mars 1932. Voici, à titre d'exemple, les taux des allocations distribuées en Lorraine du fer:

Taux pratiqués avant la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales		Taux mensuels pour les familles de					
		1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants
Mine de fer de Moselle et de Meurthe-et-Moselle	taux moyen	65	110	155	205	255	325
	taux le plus élevé	70	115	160	212,5	275	347,5

fait aux pièces et l'ouvrier peu habile n'arrive guère à dépasser 20 francs.[150] Inversement, le mineur expérimenté peut gagner jusqu'à 50, 60 et même 70 francs par jour.[151] Ajoutons que les ouvriers, travaillant au jour n'avaient souvent que leur salaire fixe et ne bénéficiaient pas des diverses primes réservées aux mineurs et à leurs aides.

Nous avons dans un chapitre précédent, montré que les salaires mensuels à la mine de Droitaumont variaient entre 813F,75 pour 23 jours de travail en janvier et 999F,80 pour 24 jours en août 1929. Le salaire dépendait du nombre de jours de présence, variable selon les saisons, mais aussi des primes. En fait les salaires journaliers oscillaient entre 35F,38 et 41F,65. Quelques années plus tard, ils n'avaient pas beaucoup changé dans le Jarnisy, si l'on se réfère aux grilles présentées au C.A.de la mine de Jarny en février 1935.(tableau ci-contre)

Salaires à la mine de Jarny	GALERIES	CHANTIERS	TOTAUX & MOYENNES
nombre de chantiers	7	34	41
part dans l'extraction totale	21,9	78,1	100
part de salaires des ouvriers	24,7	75,3	100
journées de travail			0
mineurs	247	788,50	1 035,50
aides-mineurs	486,5	1 558,50	2 045,00
salaires journaliers moyens			
mineurs	**44,01F**	**41,95**	**42,44**
aides-mineurs	**35,19F**	**33,56**	**33,95**
ensemble	**38,16F**	**36,38**	**36,8**
salaires journaliers moyens des autres ouvriers au fond	**24,41F**		
salaires journaliers moyens			
au fond	**33,04F**		
au jour	**23,83F**		
ensemble	**30,82F**		

Peut-on aborder ici le problème des transferts d'argent vers le pays d'origine?Tous les témoins que nous avons interrogés y faisaient allusion, même ceux qui avaient fini par se fixer en Lorraine. On a déjà souligné (cf article de Didier Francfort) que l'Italie fasciste n'acceptait l'émigration

---

150- On comprend dans ces conditions que le commissaire spécial , après avoir signalé «qu'aucune augmentation de salaires ou d'indemnités diverses n'avait été accordée dernièrement», s'étonne même que « les revendications actuelles étaient nulles» (A M&M9M 25) Le 13 juin 1925, le commissaire Monbrun, déclarait que la situation économique demeurait inchangée et que le prix des denrées alimentaires était resté le même . Il ajoutait que le pourcentage d'augmentation prévu pour les vêtements et les chaussures commençait à se faire sentir....il notait surtout que:« *les conditions de vie demeurent difficiles pour les ouvriers et le travail dans les mines et la métallurgie est considérable...* » (id) Le même quelques mois plus tard insistait encore sur la vie chère:«*...le prix de presque toutes les denrées nécessaires à l'alimentation, à l'habillement, chaussure a augmenté de 10 à 15% ainsi que le chauffage...le prix du lait qui est passé de 0,80 F à 1 F le litre est sur le point d'être augmenté* »(id). Les pouvoirs publics tentaient alors d'intervenir en dressant des procès verbaux «*contre les provocateurs de cette hausse et transmis au parquet de Briey....* »(id) Cette fois avec les hausses continuelles, les conditions de vie des ouvriers sont devenues de plus en plus difficiles et le commisssaire Monbrun notait alors qu'elles « *entraînent des réclamations d'augmentation de salaires dans certaines entreprises...* » (id)
Malgré cela, en janvier 1926 à Jarny les salaires de base demeuraient encore inchangés. Mais une hausse des salaires de 3 F par jour était à présent revendiquée à la mine de Jarny comme à Droitaumont. (id). En février à Jarny, l'indemnité de vie chère a alors été portée de 5F à 6,50 F par jour à compter du premier février; les mineurs de Droitaumont ont obtenu la même chose. Apparement sans mobilisation particulière, même si, comme nous l'avons décrit, l'année 1926 a été une année d'agitation dans les mines. Toujours à Droitaumont la direction a même annoncé en mai 1926 à Droitaumont, une augmentation générale de 10% sur les salaires a été annoncée:« *elle aurait lieu au cours de la deuxième quinzaine du mois de mai* »(id) Rien de semblable à Jarny. Par contre au cours de l'été 1926, une commission mixte est mise en place pour réviser les salaires dans les deux mines. Le commissaire notait, le 12 octobre 1926, que, malgré ces ajustements, la situation était «*encore pénible malgré les augmentations consenties par les patrons....* »(id) Il ajoutait que les mineurs non satisfaits cherchaient à organiser cette fois de nombreuses réunions de protestation.
151- La proportion des mineurs à l'abattage proprement dit n'est pas très élevé: on compte en général deux aides-mineurs pour un mineur et un mineur travaillant au jour pour une équipe de trois travaillant au fond. Axel Sömme note que dans le bassin de Metz-Thionville le nombre de mineurs à l'abattage se montait, en 1927, à 20,8 % de l'effectif total des mines. ...Le salaire qui entre dans une tonne de minerai de Briey a à peine triplé depuis 1913, les prix de vente ayant monté bien davantage. ....Les actionnaires n'ont pas davantage touché le surplus de bénéfices; les dividendes distribués par les sociétés françaises n'ont généralement pas été quintuplés, comme la dépréciation monétaire l'aurait indiqué. Que sont donc devenues ces nouvelles richesses que l'ingéniosité de l'homme a créées ? Sont-elles toutes gaspillées par les innovations qui succèdent avec la rapidité foudroyante d'une concurrence insensée ? Ce n'est pas à une monographie comme la nôtre de répondre à cette question angoissante.(Axel Sömme, "La Lorraine métallurgique")

ouvrière que pour permettre des envois réguliers d'argent aux familles. Cependant, il n'est pas commode d'évaluer le nombre de ces ouvriers ni le montant de leurs économies. Pour les Polonais, plusieurs témoins font allusion à des placements dans une banque polonaise, qui aurait disparu et avec elle toutes leurs économies, et tous leurs espoirs de retour au pays. Une économie de 250 à 300 fancs par mois, par exemple, représentait une somme importante pour l'ouvrier.[152] Pour réaliser des économies, l'ouvrier célibataire cherche à louer, une chambre dans une cantine, souvent tenue par un compatriote. Il y prenait ses repas. Le système des cantines qui acceptait des pensionnaires pour 10 francs par jour (et au bout de quelque temps pour 9 francs), permettait ainsi à l'ouvrier de metttre de côté 300 à 400 francs par mois. Mais c'était une discipline de vie difficile à tenir.

Les accidents

Nous avons déjà parlé des risques, comme une des revendications et un des enjeux du mouvement syndical dans les mines. Nous avons souligné combien la notion de risque a joué et joue encore dans la représentation du métier de mineur. Voici ce qu'en écrit E. Schneider en 1939: « *Le travail souterrain émeut l'imagination... Les ténèbres et l'atmosphère de la mine suffiraient à faire naître de particulières résonances dans l'imagination... Aussi, la vie du mineur est-elle, pour qui veut éveiller la sensibilité du lecteur, une ressource toujours disponible. La littérature naturaliste n'a pas manqué d'exploiter un thème aussi efficace, et Zola en a fait l'émouvant sujet de Germinal. Tous les jours, encore, la polémique et l'éloquence électorale y trouvent des image d'un effet certain... Cependant, le travail souterrain, vu d'un œil non pas insensible mais simplement objectif, doit intéresser, par ses conditions mêmes, les esprits qu'attire le jeu d'une œuvre difficile ... Celui qui les a fréquentées quelque peu tire respectueusement son chapeau devant les attachantes et glorieuses " gueules noires"... Le mineur est un spécialiste.* »[153] On ne peut nier pourtant, l'atmosphère de crainte toujours présente dans les cités.[154] Une atmosphère d'appréhension et de menace planait toujours sur les cités minières. Les journaux lorrains décrivent souvent les accidents survenus dans les mines, et même s'ils prennent une dimension exagérée par l'amplification journalistique, on ne pouvait pas ne pas y penser.

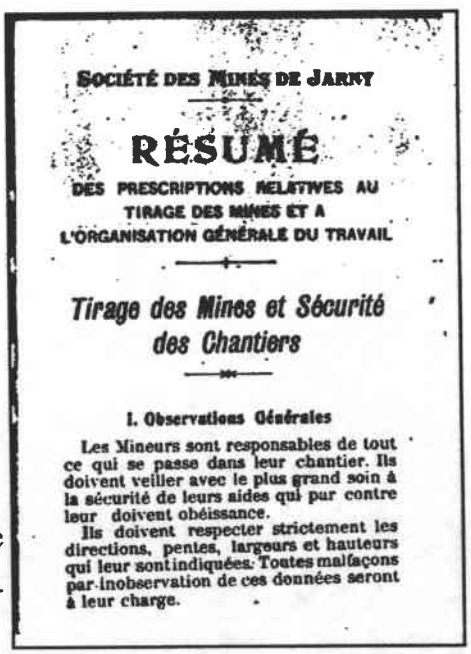
Le principal danger venait des explosions, et des éboulements. Ces dangers, nous les avons déjà présentés, dans le cadre des actions revendicatives et syndicales dans les mines jarnysiennes.

152- Voici ce qu'en dit l'observateur suédois Axel Sömme: «*Si la femme d'un ouvrier polonais dispose d'un hectare de terre en Pologne, et peut ainsi tout juste subsister avec ses enfants, son mari peut, en quatre ans, mettre de côté 11 800 francs, somme suffisante pour acheter un hectare de plus dans un pays où le terrain n'est pas cher; avec 2 hectares une famille peut vivre en Pologne assez convenablement, pourvu qu'elle soit dans le voisinage d'une exploitation agricole où le chef de famille pourra trouver du travail... A l'heure actuelle, le mineur gagnant 50 francs ou plus par jour peut facilement faire des économies; avec un salaire de 900 francs par mois, qui est la moyennne pour les mineurs (fond et jour ensemble), un célibataire peut économiser envrion 300 fancs par mois, mais avec un salaire de 650 francs que gagne par mois la grande majorité, il n'arrive que dans des cas exceptionnels que l'ouvrier puisse épargner* »..(Axel Sömme, "La Lorraine métallurgique")

153- in J.L.Beaucarnot, "Les Schneider, une dynastie" - p 123.

154- Comme le rappelle une témoin. «*Il y avait souvent des blessés grièvement et même des morts. Je me souviens de quelques-uns. Les enterrements étaient impressionnants, car tout le monde y assistait et allait à Jarny en cortège, car il n'y avait pas encore de chapelle à Droitaumont.* »**(Mme. J. Droitaumont)**

Dans ces deux mines, l'épaisseur de la couche exploitée dépassait parfois 6 mètres. Si un bloc se détachait, même d'assez faible dimension, il pouvait tuer quelqu'un sur le coup. En ce qui concerne les éboulements et la surveillance du toit, voici avec quels soins mineurs et auxiliaires cherchaient à prévenir le moindre accident. «*Le mineur devait purger avant de reprendre le forage ou le chargement, on sondait le toit, le plafond, mais aussi le front de taille et les parements; si un bloc tombait il fallait tout signaler* »[155] Un exemple: dans son rapport du 26 janvier 1922, M.Duval, délégué mineur de la mine de Droitaumont, signale des plafonds insuffisamment purgés. Le 11 février, M.Le Besnerais, ingénieur ordinaire T.P.E., visite en compagnie du délégué et du chef d'exploitation, les points signalés; dans la galerie parallèle Nord. Il constate que : «*le toit a besoin, en effet, d'être purgé continuellement. Il existe bien des équipes de purgeurs, mais la limite entre ceux-ci et le mineur de l'avancement n'a pas été indiquée, d'où un défaut de purge. Suivant nos indications, les ordres nécessaires seront donnés pour que le mineur purge jusqu'à dix mètres de son front de taille et les purgeurs reprendront à ce point .* »[156] Dans cette affaire, une faute est signalée: «*Dans les chantiers spécialisés, un ouvrier à la perforatrice électrique travaillait sous un bloc mauvais et n'a pas voulu l'abattre, sur les indications du délégué mineur, sous prétexte qu'il n'était pas mineur. Il a d'ailleurs été puni d'une amende de 5 F ...* »[157] Les enquêtes faites après chaque accident grave montrent qu'une très grande partie d'entre eux étaient causés par le manque de précautions. Certains observateurs, notent que dans la région de Nancy, il y a peu d'accidents, sans doute parce que les mineurs, français en grande majorité, travaillaient aux mines depuis des années et avaient acquis une grande expérience. Dans les nouvelles mines du plateau de Briey, où l'effectif changeait souvent, le nombre d'accidents était proportionnellement plus élevé. L'effort devait donc porter sur l'information, et l'observation des consignes, traduites dans les diverses langues. Mais dans le cas de la mine de Droitaumont, il y a eu en outre, un défaut d'organisation au fond. D'où la conclusion du rapport de M Le Besnerais :«... *nous avons fait compléter la consigne en vigueur en y ajoutant que l'ouvrier chargé de la perforatrice doit avant de commencer son travail, sonder et purger si nécessaire, et en cas de purge importante appeler les purgeurs. Ces derniers passent en effet, après l'explosion des coups de mine, les chargeurs suivent et ensuite la perforatrice. Il peut donc arriver que des blocs sonnent après le chargement, car le chantier peut être abandonné plusieurs jours avant que la perforatrice y pénètre* »[158]



SOCIÉTÉ DES MINES DE JARNY

RÉSUMÉ

DES PRESCRIPTIONS RELATIVES AU TIRAGE DES MINES ET A L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Tirage des Mines et Sécurité des Chantiers

I. Observations Générales

Les Mineurs sont responsables de tout ce qui se passe dans leur chantier. Ils doivent veiller avec le plus grand soin à la sécurité de leurs aides qui pur contre leur doivent obéissance.

Ils doivent respecter strictement les directions, pentes, largeurs et hauteurs qui leur sont indiquées. Toutes malfaçons par inobservation de ces données seront à leur charge.

Les éboulements n'étaient pas les seuls dangers. Le maniement des explosifs comportait des risques. Voici quel-

155- M.N. de Droitaumont.
156 et 157- Rapport de M.Le Besnerais, ingénieur ordinaire- AD M 1403 W 89.
158 - Rapport de M.Le Besnerais, ingénieur ordinaire- AD M 1403 W 89.



RIASSUNTO DELLE PRESCRIZIONI
RELATIVE ALLO SPARO
delle mine e all' organizzazione generale del lavoro

Sparo Delle Mine e Sicurezza Dei Cantieri

I. Osservazioni Generali.

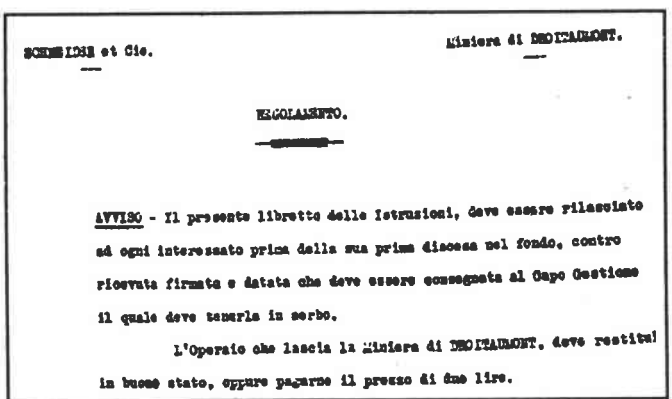
I minatori capi dei cantieri sono responsabili del loro cantieri. Dovranno vigilare attentamente alla sicurezza dei loro manovali, que devono obbedire ai minatori.

Gli operai sono tenuti a conformarsi alle prescrizioni e ordini che loro saranno dati dal personale dirigente.

2° Conservazione della polvere.

Le cartuccie devono sempre essere conservate nei tubi. La leggia proibito de empiagare esplosivi, micrie, innorce, esplositori o bastone altri que quali distribuiti del Esplotando.

ques témoignages sur les précautions prises :« *Les cartouches devaient être mises dans des tubes, il fallait éloigner les lampes des provisions de poudre* ».[159] «*On n'avait pas le droit de sortir plusieurs cartouches à la fois, ou de les poser par terre* ». [160] « *Il fallait pousser les cartouches sans forcer jusqu'au fond et bourrer*». [161]«*On ne pouvait interrompre laisser par exemple un coup de mine chargé sans le tirer* »[162] «*On prévenait les autres équipes; l'allumage était fait par le mineur et on utilisait des cordeaux Bickford; on éloignait les aides et on laissait passer environ cinq minutes avant de rentrer au chantier* ».[163] Tous les règlements, insistaient sur l'observation scrupuleuse des consignes. Voici le document spécifique à la mine de Jarny. Il était traduit dans toutes les langues : les illéttrés devaient se le faire lire par un condisciple. En fait, ce règlement n'était pas toujours respecté, à cause du système des salaires à la tâche. Pour abattre un tonnage important et ainsi atteindre un gain journalier suffisant, le mineur et ses aides et manœuvres, ne prenaient pas toujours le temps de respecter les consignes, d'attendre et de se protéger. Axel Sömme le notait dès 19..:«*Beaucoup d'ouvriers italiens sont d'ailleurs venus en Lorraine pour gagner le plus possible dans le moins de temps possible et cet état d'esprit lui fait négliger les conseils de prudence* .»[164]



SCHNEIDER et Cie. — Miniere di DROITAUMONT.

REGOLAMENTO.

AVVISO - Il presente libretto delle Istruzioni, deve essere rilasciato ad ogni interessato prima della sua prima discesa nel fondo, contro ricevuta firmata e datata che deve essere consegnata al Capo Cantiere il quale deve tenerla in serbo.

L'Operaio che lascia la Miniere di DROITAUMONT, deve restituir in buono stato, oppure pagarne il prezzo di due lire.

Règlement de la mine de Droitaumont, en Italien, datant d'août 1926.
On y retrouve la description de tous les métiers de la mine sur 46 pages dactylographiées, règlement que chaque employé italien deavait lire ou se faire lire.

Peut-on dès lors trouver une corrélation entre les progrès de la productivité et la fréquence des accidents? A Jarny, cela paraît très difficile, les accidents, fréquents, ne semble pas fonction de la productivité. D'ailleurs le nombre d'heures de présence a plutôt baissé au cours de la période. Comment expliquer alors la stabilisation du nombre des accidents ? Côté patronal, on met en avant l'évolution des techniques: «*La méthode de traçage foudroyage accroît aussi la sécurité des mineurs, car personne ne circule plus dans les vieux travaux. De plus le foudroyage décharge les chantiers voisins d'une partie de la pression des terrains et diminue le risque d'éboulements.* »[165] Les mines de

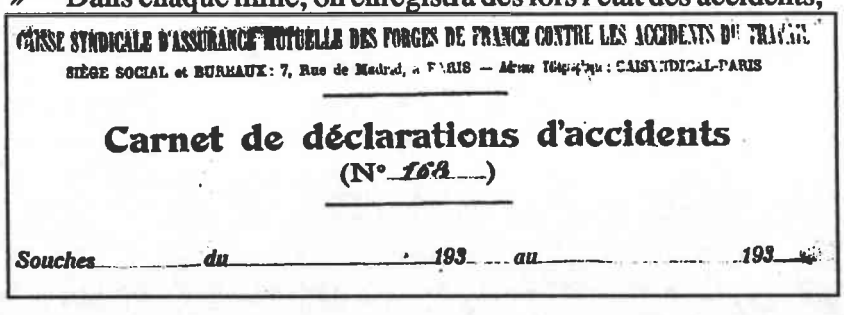
159 -M.F. de Labry .
160-M.L. de Droitaumont .
161- M.K. de Jarny .
162- M.J. de Jarny .
163- M.M. de Jarny
164- Axel Sömme, op.cité, p161.
165- D'après l'ouvrage collectif, "Les Mines de fer de Lorraine" , op.cité.

Accidents au fond	1926	1927	1928	1929	1930	Moyenne
Eboulement						
toit	38,6	25,0	29,5	17,2	23,8	26,8
front	18,2	32,7	8,2	15,5	7,1	16,3
Explosion	9,1	7,7	8,2	10,3	2,4	7,5
tir		1,9	3,3	3,4	2,4	2,8
puits						
rupture de câble	6,8					6,8
chutes		1,9				1,9
roulage au fond	6,8	17,3	16,4	17,2	16,7	14,9
chute échelle			1,6	3,4		2,5
forage, boisage, chargement	4,5	9,6	24,6	24,1	28,6	18,3
chute minerai en tas		1,9		1,7		1,8
courant électrique	2,3	1,9		1,7	4,8	2,7
brûlures						
machines au fond	4,5					4,5
divers	2,3		1,6			2,0
Accidents au jour						
roulage	2,3		1,6		9,5	4,5
travaux manuels	4,5		4,9	3,4	4,8	4,4
machines au jour						
divers				1,7		1,7
TOTAL	100	100	100	100	100	100

fer ne connaissaient pas les terribles catastrophes collectives qui arrivent dans les houillères parce qu'il n' y a pas de coups de grisou à redouter [166], mais le nombre d'accidents mortels est cependant trois fois plus considérable que dans les charbonnages, où les petits accidents au contraire sont plus fréquents. «*Sur 1 000 mineurs (fond et jour) en Meurthe-et-Moselle, 3 sont voués à la mort au cours de l'année, 18 ou 19 à devenir infirmes pour la vie (mais pour les ouvriers de fond les accidents mortels s'élèvent à 4 ou 5 sur 1 000 ouvriers par an); enfin, 1 ouvrier sur 2 est, au cours de l'année, victime d'un léger accident et devient incapable de travailler pendant plus de quatre jours....* »[167] Le risque d'accident par chute de blocs est resté très important tant qu'on n'aura pas adopté (après la seconde guerre mondiale), le soutènement suspendu; et le taux de mortalité annuel restera d'environ 2,8 pour 1 000 ouvriers dans les mines du bassin.

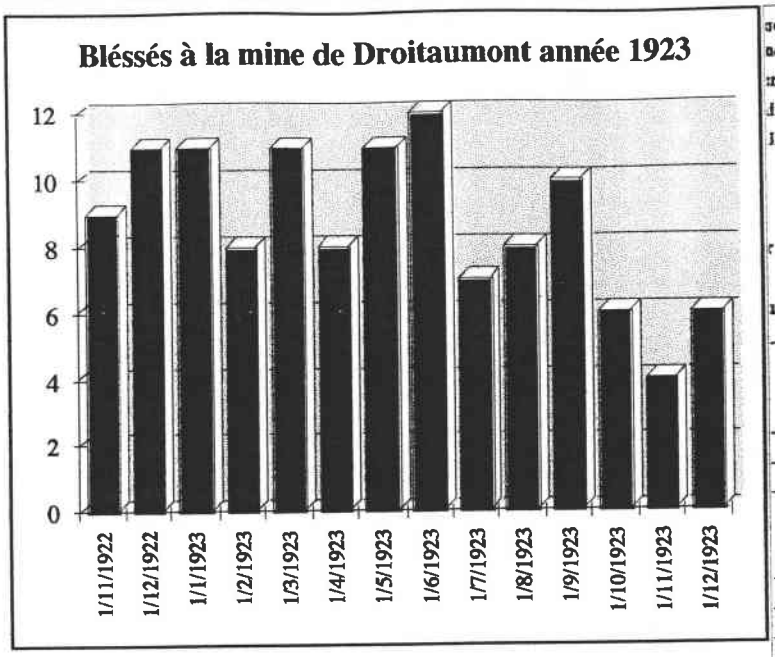
MINE DE JARNY AVRIL 1935	Jour	Fond
Nb d'accidents n'ayant pas occasionné d'arrêt de travail		
Nb d'accidents ayant entraîné une inacapacité temporaire	1	8
Nb d'accidents ayant entraîné une inacapacité permanente		
Nb d'accidents mortels		
Total du mois	1	8
Depuis le 1 er janvier	8	32

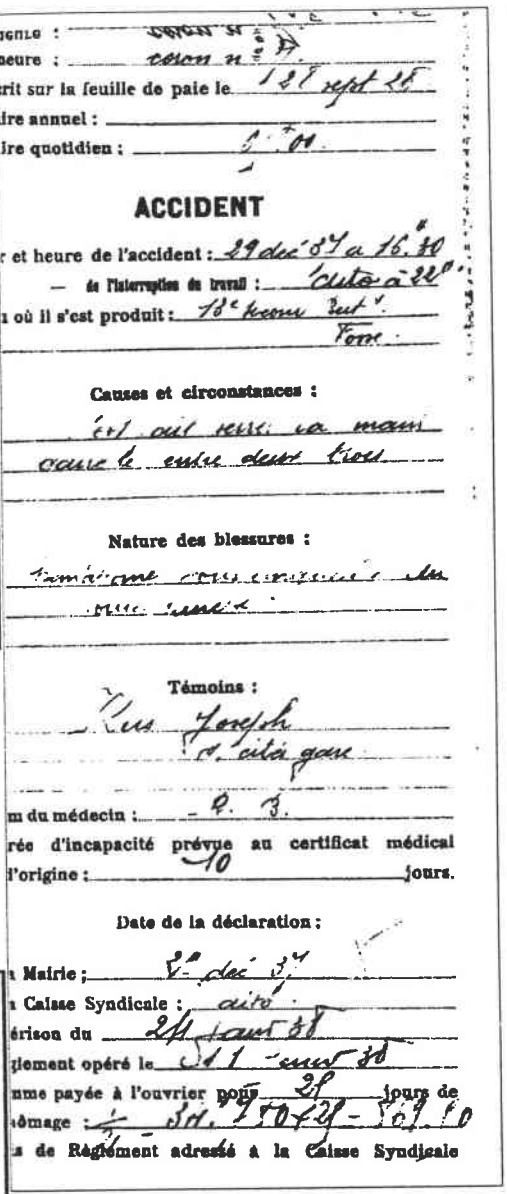
C'est le point noir des mines de fer, d'où l'ouverture à Briey en 1912, d'une Clinique des Mines, pour soigner les accidentés du travail. Nous avons précédemment présenté cette institution qui «... *devient un véritable centre hospitalier spécialement affecté aux besoins de santé de la population minière et métallurgique du bassin.* »[168] Dans chaque mine, on enregistra dès lors l'état des accidents, du plus banal à l'accident mortel. Malheureusement, tous les registres n'ont pas été conservés, certains ne sont pas communiquables et une étude exhaustive paraît difficile à mener.


CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
SIÈGE SOCIAL et BUREAUX : 7, Rue de Madrid, à PARIS — Adresse Télégraphique : CAISYNDICAL-PARIS
Carnet de déclarations d'accidents
(N° 163)
Souches du 193 au 193

Peut-on suivre Axel Sömme quand il note que les accidents étaient «*plus nombreux dans les mois pluvieux de l'automne et de l'hiver, quand le sol se fendillait, qu'au printemps et en été où la*

166- Un accident collectif s'est produit à la mine de Rochonvillers en 1919: 25 ouvriers ont été tués par un éboulement.
167 à 168- Axel Sömme, op. cité.




ACCIDENT

Causes et circonstances :

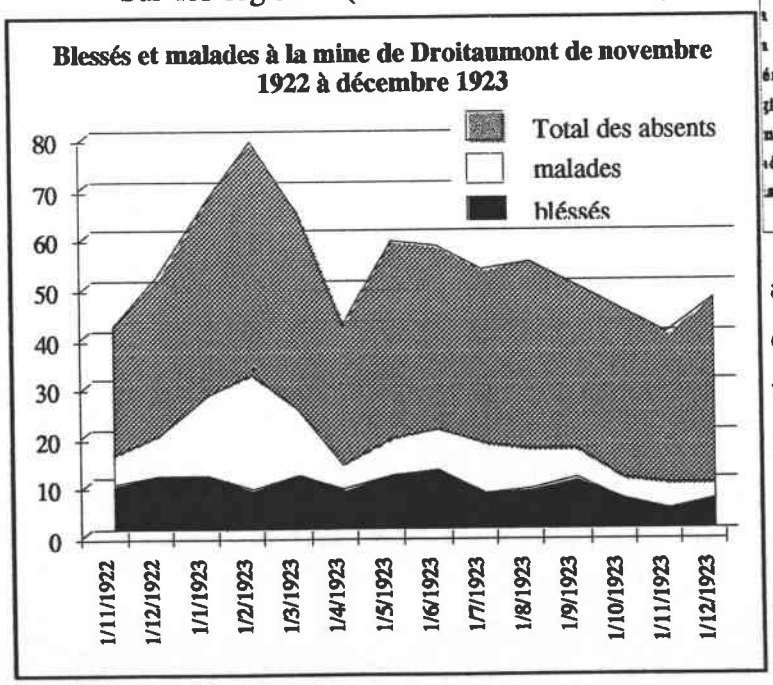
Nature des blessures :

Témoins :

Date de la déclaration :

pluie s'évaporait sans pénétrer dans les profondeurs de la terre .» [169] Dans les mines locales, on constate que la saisonnalité n'est pas évidente.(Sur le tableau ci-dessus, on ne remarque pas véritablement de rythme saisonnier marqué).

Sur les registres (cf fac similés ci-contre), nous



avons relevé une quantité importante de déclarations d'absences au travail; toutes ne sont pas de même nature. On relève même une part importante d'absences "sans permission" qui sont totalisées dans le décompte global des arrêts, mais qui ne relèvent pas de l'accident proprement dit.

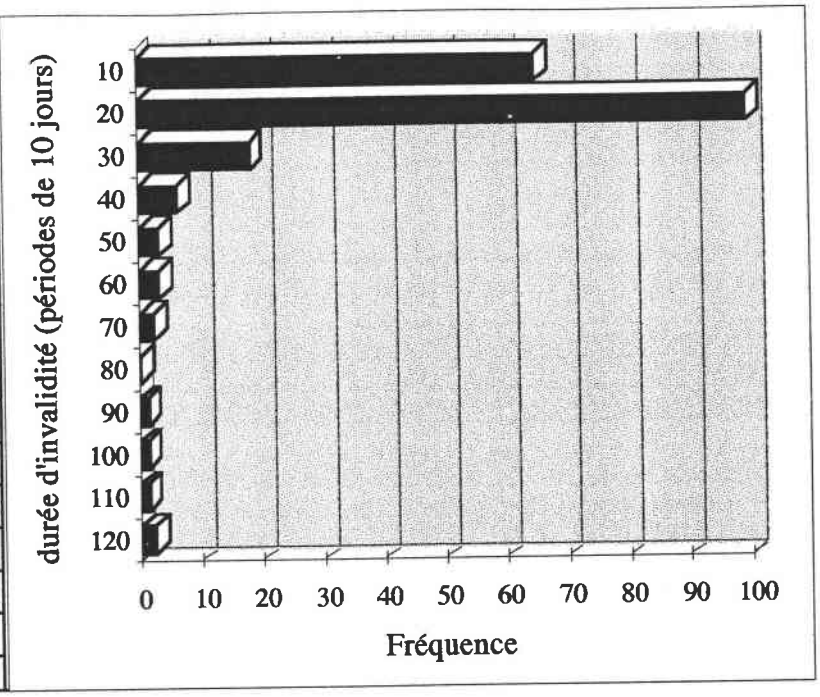
Sur le tableau ci-dessous, on note que les déclarations d'accident concernaient principalement des arrêts d'invalidité courts, avec 61 arrêts de moins de 4 jours (un tiers des cas); 4 accidents sur cinq ne donnaient lieu qu'à des arrêts de moins de vingt jours.

169- Axel Sömme, op. cité.

Accidents mine de Jarny

5/7/37 au 15/2/38

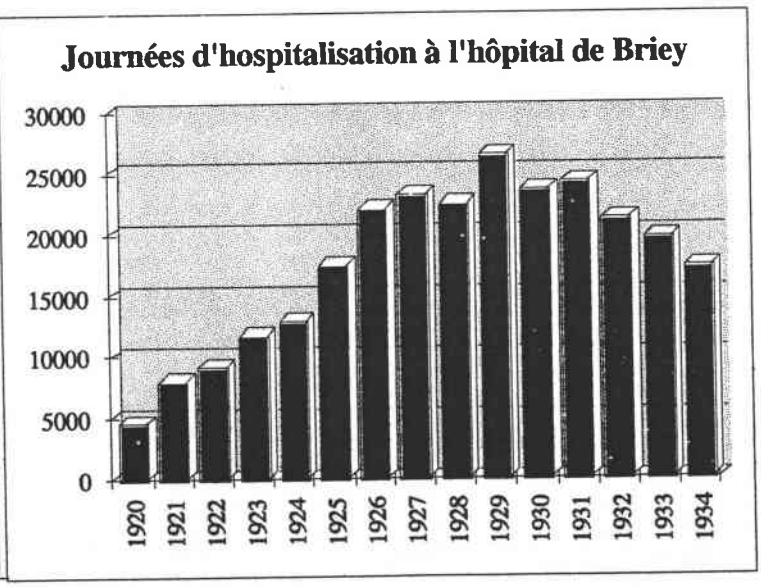
Nb de jours d'invalidité	Frq	%	Cumul
< 10 jours	**65**	32,3	32,3
10 à 19 jours	**99**	49,3	81,6
20 à 29 jours	**18**	9,0	90,5
30 à 39 jours	**6**	3,0	93,5
40 à 49 jours	**3**	1,5	95,0
50 à 59 jours	**3**	1,5	96,5
60 à 69 jours	**2**	1,0	97,5
70 à 79 jours	**0**	0,0	97,5
80 à 89 jours	**1**	0,5	98,0
90 à 99 jours	**1**	0,5	98,5
100 à ### jours	**1**	0,5	99,0
110 à ### jours	**2**	1,0	**100**
	201	**100**	



On notera que pour l'ensemble du secteur de Briey, le nombre de journées d'hospitalisation à l'hôpital des mines de Briey suit la progression générale de la production de minerai, plutôt que l'évolution des effectifs.

Journées d'hospitalisation à l'hôpital de Briey

Années	Nombre	moyenne par jour
1920	4 598	12,59
1921	7 985	21,86
1922	9 125	24,98
1923	11 705	32,05
1924	12 874	35,25
1925	17 382	47,59
1926	21 932	60,05
1927	23 181	63,47
1928	22 433	61,42
1929	26 479	72,50
1930	23 567	64,52
1931	24 300	66,53
1932	21 184	58,00
1933	19 629	53,74
1934	17 313	47,40



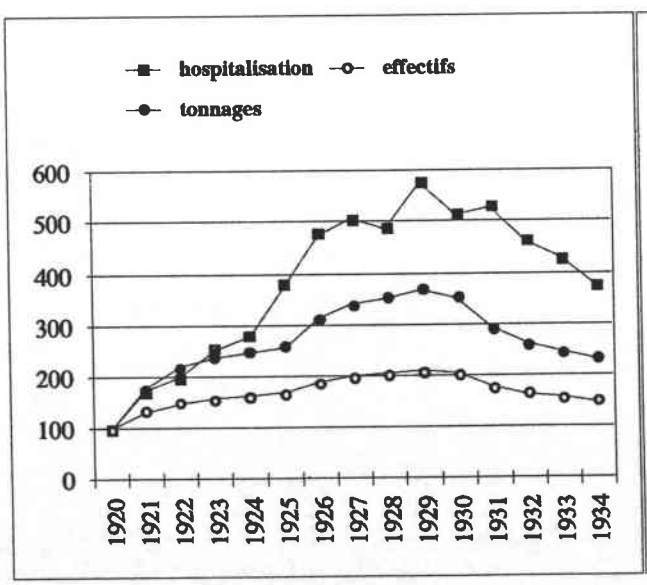
Plus que la productivité, ce serait directement l'ampleur de lactivité d'extraction qui déterminerait la fréquence des hospitalisations, puiqu'on ne constate pas d'augmentation des accidents avec la généralisation des techniques plus performantes d'exploitation au fond, ni avec les tonnages extraits par mineur. Les tableaux et graphiques suivants, montrent comment la progression des journées d'hospitalisation varie par comparaison à celle des tonnages et des effectifs.

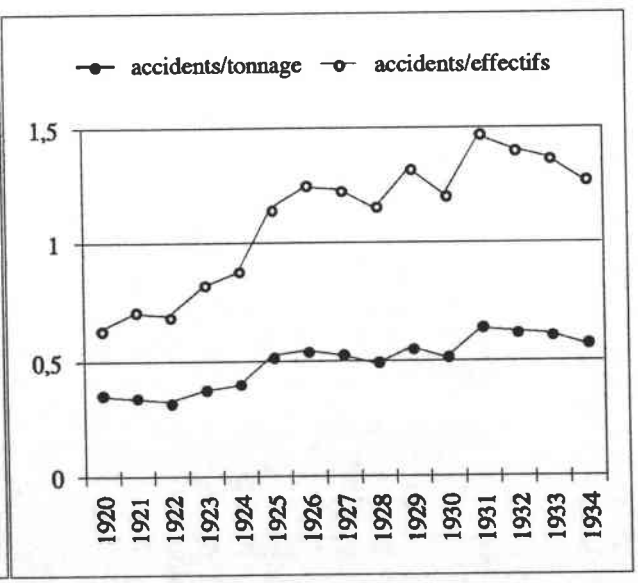
La progression des accidents suivis d'hospitalisations a été plus forte que la progression des des tonnages et surtout que celle des effectifs (base 100 en 1920); le rapport nombre d'accident/ton-

années	Accidents	Tonnes	effectifs	années	Accidents / tonnes	Accidents / Effectif	années	Accidents	Tonnes	effectifs
1920	4 598	**13 084**	**16 500**	**1920**	0,35	0,28	1920	100	100	100
1921	7 985	23 415	22 000	1921	0,34	0,36	1921	173,7	179,0	133,3
1922	9 125	28 581	24 750	1922	0,32	0,37	1922	198,5	218,4	150,0
1923	11 705	31 163	26 125	1923	0,38	0,45	1923	254,6	238,2	158,3
1924	12 874	32 455	26 813	1924	0,40	0,48	1924	280,0	248,1	162,5
1925	17 382	**33 746**	**27 500**	**1925**	0,52	0,63	1925	378,0	257,9	166,7
1926	21 932	40 869	31 000	1926	0,54	0,71	1926	477,0	312,4	187,9
1927	23 181	44 431	32 750	1927	0,52	0,71	1927	504,2	339,6	198,5
1928	22 433	46 211	33 625	1928	0,49	0,67	1928	487,9	353,2	203,8
1929	26 479	**47 992**	**34 500**	**1929**	0,55	0,77	1929	575,9	366,8	209,1
1930	23 567	**46 059**	**33 800**	**1930**	0,51	0,70	1930	512,5	352,0	204,8
1931	24 300	38 190	29 300	1931	0,64	0,83	1931	528,5	291,9	177,6
1932	21 184	34 255	27 050	1932	0,62	0,78	1932	460,7	261,8	163,9
1933	19 629	32 287	25 925	1933	0,61	0,76	1933	426,9	246,8	157,1
1934	17 313	**30 320**	**24 800**	1934	0,57	0,70	1934	376,5	231,7	150,3

Tableau pour les deux départements lorrains

nage a augmenté moins fortement que le rapport accident/effectifs: cela confirme que le nombre d'accidents n'est pas lié à la productivité croissante, mais au recrutement plus massif de personnel. Reste à traiter des accidents mortels, pour lesquels nous n'avons pu établir de statistique complète. Quelques stèles au cimetière de Jarny témoignent de ces accidents; de même les comptes rendus dans la presse, heureusement rares, d' enterrements que l'on imagine chargés d'émotion ou de colère.[170] Certains témoins, dans les milieux syndicaux surtout, incriminent les cadences, l'embauchage irrégulier de nouveaux ouvriers peu qualifiés; ou encore la maladie, la sidérose bien reconnue aujourd'hui. Hélas, nous n'avons pu nous procurer les statistiques traitant de cette question et les études (thèses de médecine en particulier) sur la mortalité en milieu ouvrier dans le bassin de Briey, font défaut pour la période de l'entre-deux-guerres .





170- Nous n'avons pas retrouvé de photos de cortèges d'enterrement pour Jarny. Il en existe pour d'autres mines.
Par contre, sur un mur extérieur du cimetière de Jarny, a été inaugurée en 1991, une stèle à la mémoire des 1 000 morts des les mines du Jarnisy. Questionnant les auteurs de cette sculpture et de cette dédicace, à la charge symbolique évidente, il nous a été répondu , que ce chiffre n'était pas exagéré et qu'il avait l'avantage d'être rond et donc compris de tous. On ne sait pas exactement ce qui a été pris en compte: les décès par accident, en ce cas, le chiffre serait incroyablement exagéré, ou si l'on a également comptabilisé les victimes des maladies de la mine, notamment la silicose-sidérose.

SCHNEIDER et Cie.

Miniera di DROITAUMONT.

REGOLAMENTO.

AVVISO - Il presente libretto delle Istruzioni, deve essere rilasciato ad ogni interessato prima della sua prima discesa nel fondo, contro ricevuta firmata e datata che deve essere consegnata al Capo Gestione il quale deve tenerla in serbo.

L'Operaio che lascia la Miniera di DROITAUMONT, deve restituirlo in buono stato, oppure pagarne il prezzo di due lire.

Chi non sa leggere, deve farsi leggere e spiegare le dette Istruzioni.

INDICE delle MATERIE.

Circolazione del Personale ..... pagina

Carreggio ..... -"-

Esplosivi ..... -"-

Precauzioni generali di sicurezza -"-

Face à l'accident et à l'usure des corps, très tôt, s'était posée la question de la protection ouvrière. Nous avons signalé le caractère ancien de la législation sur la protection ouvrière dans les mines, avec les lois de 1887 et du 5 avril 1910.

Les retraites et assurances ouvrières .

Comme tous les mineurs de France, les ouvriers de s mines de Jarny étaient, selon la loi, assurés contre la vieillesse, la maladie et l'invalidité; ces caisses locales existaient avant la première guerre, mais, selon le vœu patronal, elles avaient échappé au contrôle de l'Etat lors des débats des années vingt. Elles étaient gérées en commun par patrons et ouvriers. Le débat sur l'autonomie, sur l'indépendance de la gestion a donc concerné directement les mineurs, attachés à la notion de mutualité (c'est-à-dire de la solidarité librement acceptée), plutôt qu'à la notion de gestion publique. Les syndicats ouvriers français se sont d'ailleurs longtemps méfiés de ces diverses structures: aussi bien de l'Etat que de la mutualité.[171] Les employeurs, de leur côté, ne voulaient pas d'un quelconque contrôle étatique: l'article 44 de la loi du 30 avril 1930, a d'ailleurs permis à la caisse syndicale de la métallurgie de continuer ses opérations de gestion des risques de vieillesse et d'invalidité, sans modifier ni sa forme, ni la composition de son onseil d'administration. On retrouve cette même orientation à la Chambre syndicale de Nancy.[172] Finalement, le compromis de 1930 laissait la mutualité libre de sa gestion, avec des caisses de secours autonomes, la loi se limitant à rendre obligatoire l'affiliation de tous les salariés.

Conformément à cette loi, les ouvriers des mines de Droitaumont et de Jarny étaient, sans distinction de nationalité, obligés de s'inscrire à la Caisse de Secours. Ces caisses de secours étaient alimentées par un prélèvement qui variait de 1 à 1,50% du salaire de l'ouvrier et par un versement égal effectué par la mine. Cette caisse assurait en cas de maladie, les soins médicaux et les médicaments gratuits pour tous les ouvriers, leurs femmes et leurs enfants de moins de 13 ans. De plus une indemnité journalière était versée à tout ouvrier immobilisé. La caisse autonome des Pensions était alimentée par une retenue de 4,5% sur le salaire de l'ouvrier et d'un versement égal des mines. Elle assurait une pension à chaque ouvrier à partir de 55 ans.[173] Le montant de la retraite dépendait des années de service et on estime qu'un mineur ayant travaillé trente ans dans les mines pouvait recevoir

---

171- cf les travaux déjà cités de Henri Hatzfeld "Du paupérisme à la sécurité sociale"

172- annonce de la conférence, in bulletin mensuel de l'Union des Chambres syndicales de l'Est de janvier 1935. Le lundi 11 février 1935, M. Roger Catin, Secrétaire Général de l'Union des Syndicats Patronaux des Industries Textiles de France y donnait une conférence pour défendre le principe d'indépendance dans la gestion des assurances sociales: «*Les Assurances Sociales imposent à l'économie nationale une très lourde contribution de plusieurs milliards par an, et ne cessent de soulever critiques et protestations. Au moment où, pour soulager l'économie nationale, il serait indispensable de diminuer les charges fiscales et les charges sociales, il faudra procéder résolument à une refonte de la Loi des Assurances Sociales, et il faudrait, tout en maintenant aux salariés les principaux avantages établis par la législation de 1930, trouver une formule permettant de diminuer les impôts qui pèsent sur les producteurs : patrons, employés et ouvriers. La recherche de cette formule n'est pas une utopie. Il semble bien qu'en rendant aux Sociétés de Secours Mutuels la gestion des risques maladie et maternité, en supprimant les assurances vieillesse et invalidité telles qu'elles sont actuellement conlues et en les remplaçant par un système d'allocations, basé sur le principe de répartition, il serait possible d'améliorer la loi dans une très large mesure et de la rendre plus populaire vis-à-vis des assurés qui, jusqu'à présent, en ont mesuré les inconvénients encore plus que les avantages.* »

173- D'après "Notice sul miniere di ferro" - 1925.

environ 2 750 francs par an; soit l'équivalent de 3 à 4 mois de salaire. Ce n'est qu'après avoir travaillé quarante-quatre ans sous terre qu'il atteignait le droit à une retraite de 4 000 francs par an soit de 5 à 6 mois de salaire. Les caisses autonomes, devaient assurer les mineurs contre l'invalidité par suite de maladies; mais comme la retraite était basée d'après les années de service, on ne pouvait guère vivre sur ces pensions. Si le mineur devenait incapable de travailler après quinze ans de labeur, sa retraite était de 1125 francs, ce qui représentait une baisse très sensible du gain annuel d'environ 9000 francs; si la maladie le frappait avant sa dixième année de service il ne recevait rien. [174]

174- d'après Axel Sömme, La Lorraine métallurgique, p175.

B - LE SECOND SOUFFLE DU CHEMIN DE FER

Nous avions rappelé comment les sociétés ferroviaires et sidérurgiques étaient liées financièrement avant guerre, par le jeu des participations et de la présence dans les conseils d'administration. Ces liens nous rappellent le rôle capital des chemins de fer pour la sidérurgie lorraine. Une vision certainement trop mécanique imbriquant histoire politique et histoire économique, a associé abusivement la région et ses industriels à la question des armements et des "marchands de canons"! Certes, les minerais expédiés au delà du secteur lorrain ont grandement contribué à l'effort d'équipement en matériel militaire, armements, lignes de défense et navires [1]; mais le premier débouché de la minette en lorraine, c'est longtemps le matériel ferroviaire et le transport; et par un effet retour, le chemin de fer n'existe principalement en Lorraine que par le commerce des minerais et de l'acier. La voie ferrée est en Lorraine un des instruments essentiels de la prospérité économique. De ce point de vue, l'étude globale de la Compagnie de l'Est attend encore son historien [2]. D'autant qu'en plus des aspects purement économiques et financiers, il serait intéressant de voir comment les cheminots, au moins autant que les mineurs, ont structuré les réseaux associatifs des villes lorraines, par leur présence active dans les sociétés, partis, syndicats et municipalités.

Au lendemain du conflit, si l'on suit le bilan officiel de la Compagnie, la situation du réseau ne paraissait guère resplendissante. Aux dégâts causés par les combats et l'occupation, les administrateurs ajoutaient un triste bilan financier [3]. Ce discours mitigé, prononcé à l'occasion de l'entrée au Conseil d'Administration de M.Guy de Wendel, n'était guère stimulant. Pourtant,

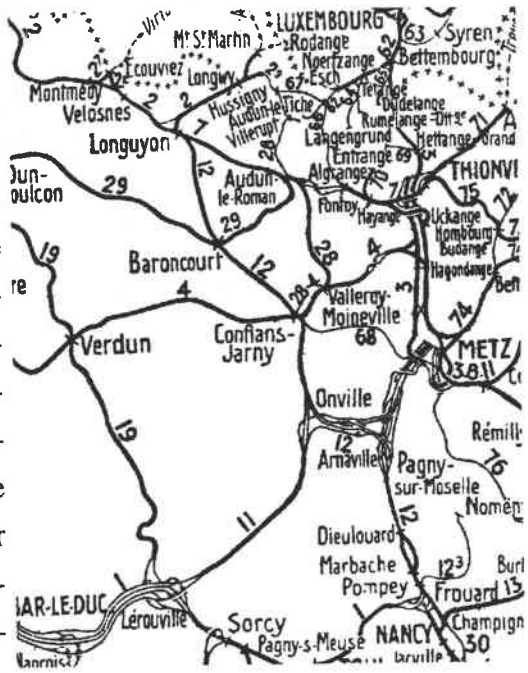
---

1- Cf article du "Réveil Ouvrier" du 15 avril 1936

2- Nous songeons à l'étude de M.François Caron sur la Compagnie du Nord.
Cette étude ne sera pas facile. Confronté à la question des Archives de la Cie, nous avons constaté qu'actuellement, une partie des archives, celles qui concernent la direction, les procès verbal de Conseil d'Administration et les mouvements du personnel et qui étaient anciennement conservées au CARAN à Paris, ont été reversées au **Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix** sous la série 13 AQ pour la Compagnie et 86 AQ pour le réseau Alsace-Lorraine (Nous noterons en abrégé **13 AQ-CAMT-Roubaix** ou **86 AQ- CAMT-Roubaix** ...mais pour cette série il n'y a là que quelques procès verbal imprimés des Conseil d'Administration pour les années d'entre-deux-guerres).
D'autres documents, nombreux, sont conservés mais non encore inventoriés et ouverts à la consultation au service régional des archives SNCF, 1 rue H.Maret à Metz. Il y a là, sous la direction d'une seule personne, des dizaines de milliers de cartes, dossiers, concernant le réseau Est, classés dans des greniers et dans des caves en attendant d'être reversés aux Archives Nationales de la SNCF en cours d'édification au Mans.
Le reste est soit perdu, soit disséminé dans ce qui reste des bureaux des gares, des dépôts ou des ateliers...

3- « *depuis le début de la guerre, la situation financière de notre Cie... au lieu d'être brillante comme en 1913 est devenue singulièrement précaire. D'une part la hausse sans cesse croissante du charbon, des métaux, des huiles, des bois et de toutes les matières que nous consommons, ainsi que les relèvements de salaires et les indemnités dites de cherté de vie que nous avons consentis en faveur de notre personnel, ont augmenté nos dépenses dans des proportions énormes. D'autre part nos recettes commerciales ont beaucoup diminué et les sommes que nous recevons de l'Etat pour les transports militaires ne nous couvrent même pas les frais que ces transports nous causent...* » Ils n'en demeuraient pas moins optimistes en déclarant:« *Nous ne saurions admettre que les pouvoirs publics ne feront rien pour obvier à la ruine des compagnies de chemin de fer...et nous devons espérer qu'un jour viendra où seront augmentés les tarifs de voyageurs et de marchandises et seront révisés les prix des transports militaires...* » **(13 AQ- CAMT-Roubaix)**

on ne peut s'empêcher de rapprocher symboliquement [4] cette entrée du maître de forges lorrain au Conseil d'Administration de la Compagnie et les activités que cette dernière mène dans la Lorraine du fer. Ici, le train, agent de livraison des mines du Pays Haut, va plus que jamais continuer de vivre au rythme du fer. Bien au delà du Pays Haut, la carte ci-contre montre combien la frontière du Nord-Est participe de ce maillage dense et actif entre Belgique-Luxembourg-Allemagne et Lorraine. La vision un peu franco-centriste du réseau national hypercentralisé fait parfois oublier combien cette frontière retrouvée - quoique jamais totalement fermée [5]-, constitue l'interface vivante de la sidérurgie française de la Lorraine jusqu'à la Mer du Nord. Ajoutons qu'au lendemain de la guerre, la sidérurgie est repartie grâce à la reconstruction, en s'appuyant notamment sur les chantiers du chemin de fer, avec les rails et les ponts, les gares et les dépôts qui doivent être remis en état. Par la suite, les transports dans les régions à reconstruire, ont soutenu l'activité ferroviaire des années vingt au rythme des reprises et des crises. En ce sens, les activités jarnysiennes de triage, les réparations et l'entretien dans les ateliers et le dépôt lui-même ont à nouveau joué leur rôle de plaque tournante régionale. En élargissant ses activités de triage à plusieurs sites miniers du plateau et de la vallée de l'Orne, la gare a pu amortir les fluctuations chaotiques des deux mines jarnysiennes. Ces activités se sont de fait de plus en plus inscrites dans une dimension régionale, dépassant le seul fait jarnysien.[6] Mais les activités ferroviaires se ressentaient des aléas de la conjoncture politique et économique. On pense aux crises et à la concurrence, auxquelles il faut ajouter la nouvelle donne du traité de Versailles. En effet, à la suite des nouvelles frontières politiques et douanières, le trafic a changé ses orientations. [7] On peut ajouter à propos des frontières que le retour de la Sarre à l'Allemagne en 1935, va à nouveau perturber le trafic, et qu'aux causes économiques de la crise mondiale des années 30 s'est alors ajouté la fermeture des transits du charbon sarrois… nous y reviendrons.



4- L'examen des commandes de la Compagnie aux industriels du fer ne mentionne pas plus les de Wendel que Schneider, ou la Marine d'Homécourt, ou Auberives-Villerupt, Pont-à-Mousson, etc...

5- A ce sujet voir: M. F.Roth, La Lorraine annexée (1870-1918), Nancy 1976.
M. R. Poidevin, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris 1969.
M.Markus Nievelstein "Der Zug nach der Minette", Deutsche Unternehmen in Lothringen 1871-1918. Bochum 1993 - Bochumer Historische Studien, Neuere Geschichte N° 13.

6- « *C'est en effet au chemin de fer que la Lorraine doit d'avoir pu devenir un des principaux centres industriels de France: l'exploitation des mines de Briey ne commença vraiment que lors de la mise en service des lignes du bassin.* »**(André Labaste, op.cité)**

7- «*les expéditions de minerai, de fer et d'acier de Lorraine annexée et du Luxembourg vers la Ruhr se sont trouvées fortement réduites. Par contre, les exportations de minerai en Belgique, les envois de charbon et de coke du Limbourg hollandais, de la Campine belge et du bassin d'Aix-la-Chapelle se sont accrus d'année en année; enfin les expéditions des produits métallurgiques par Anvers ont atteint des chiffres beaucoup plus considérables, tous les bassins lorrains étant beaucoup plus orientés vers l'exportation qu'avant la guerre .*» **(A.Sömme, op.cité)**

- Aménagements, matériels et trafic

Travaux de reconstruction et aménagements d'après guerre.[8]

Comme pour les particuliers ou les entreprises minières, la Compagnie de l'Est pouvait prétendre à une réparation au titre des dommages de guerre. Ces dédommagements ont été négociés au plus haut niveau et on sait que l'article 67 du traité de Versailles avait en partie réglé ce point par la fourniture des locomotives "armistices". Nous y reviendrons en présentant les locomotives allemandes du dépôt. Ajoutons que jusqu'à la loi du 23 octobre 1920 qui mettait fin au régime de réquisition des chemins de fer en temps de guerre, vont subsister quelques temps encore les dispositions du décret apportant dans l'intérêt des régions libérées quelques restrictions au rétablissement complet de la situation d'avant guerre; Inspiré par l'article 56 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre, ce décret a imposé aux compagnies jusqu'au 21 décembre 1920 l'observation de règles de priorité pour les transports destinés aux régions libérées...notamment les convois militaires gonflant le trafic et gênant la circulation des convois de matériel et de denrées.

-Les réparations à la gare de Conflans-Jarny.[9]

Au lendemain de la guerre, Emile Hinzelin, posait la question de l'état des réseaux après plus de quatre années de guerre. «*Que deviennent nos chemins de fer?* » Pour l'ensemble des réseaux du Nord et de l'Est, la longueur des lignes détruites ou endommagées par l'ennemi était impressionnante. C'est donc dans un contexte général défavorable où il faut d'abord songer à la remise en état du réseau, à la réparation des infrastructures et du matériel abîmé[10] que la Compagnie de l'Est doit faire face à une demande immédiate et un peu anarchique compte tenu des mouvements de l'armée déjà cités[11]. Malgré la demande de l'après guerre, la Compagnie ne

---

8- cf M.Pellarin " les destructions sur le réseau Est" ; Gaston Griolet " les dommages de guerre et les chemins de fer"; M.Parde "La restauration des chemins de fer français depuis l'armistice" paris 1928; M.Reverand, "Les chemins de fer français depuis la guerre" thèse 1931

9- Pour cette partie, nous avons utilisé des liasses disparates d'archives venant de la gare de Conflans-Jarny (de 1894 à 1965), inventoriées et sauvegardées par nos soins. Nous les avons répertoriées sous la cote **A G- Conflans-Jarny** pour Archives de la Gare de Conflans-Jarny.

10- Avec 2901 kilomètres, sans compter les voies simples abîmées sur 5 600 km: cela correspondait presqu'au tiers de la longueur totale exploitée en 1913 par les deux réseaux. A cela s'ajoutait la destruction de 1510 ponts, de 12 tunnels, de 590 bâtiments, de 150 réservoirs d'alimentation. Dans ces chiffres n'étaient pas compris, les locomotives, voitures et wagons appartenant aux compagnies minières, ou à des particuliers. Leur prise par l'ennemi n'avait pas été précisément chiffrée, mais «*le matériel appartenant au parc des grands réseaux, capturé par l'ennemi se dénombrait ainsi : 91 locomotives, 1 006 voitures, 1053 fourgons et matériel de grande vitesse, 47519 wagons et matériel de petite vitesse. On sait, d'autre part, que les conditions d'utilisation du matériel, au cours de la guerre, en ont accru l'usure ou causé la destruction..* » **(Août 1920, "La Marche de France", Emile Hinzelin)**

11- Retour des hommes, du matériel, intervention du génie...Dans les premiers mois, les militaires s'étaient portés en avant pour remettre en service le réseau, notamment avec le concours du génie américain, comme nous l'avons précédemment évoqué.

pouvait pas organiser avant plusieurs mois des transports normaux, pas même assurer la priorité complexe du transport de minerai vers les aciéries qui fourniraient à leur tour de quoi réparer les infrastructures ferroviaires.[12]

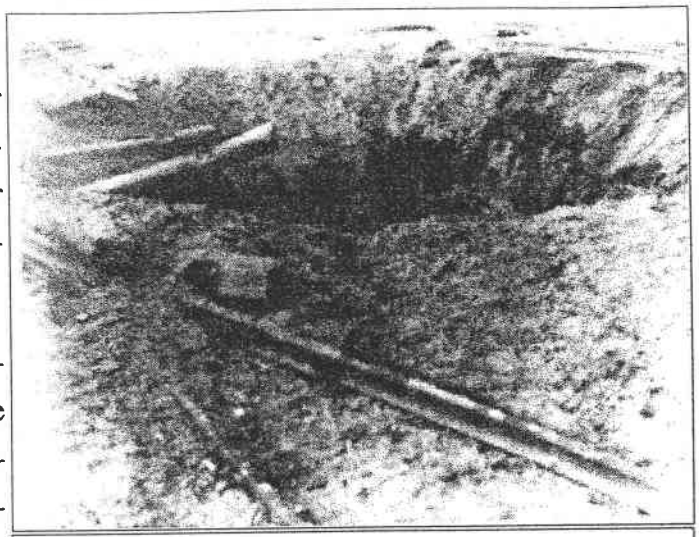


Photo prise par les Américains en novembre 1918 : «damage done to main railroad into Conflans»- National Archives - Washington

A la gare de Conflans-Jarny, quelques réparations ont été nécessaires suite aux bombardements et à l'occupation, comme nous avons eu l'occasion de les présenter (cf Photo ci contre prise par les Américains en novembre 1918) Pour refaire le pont entre Conflans et Jarny, la commune a dû céder, le 24 octobre 1919, 6 ares et 74 ca de terrains. Mais les travaux ne sont pas immédiatement engagés. Pour la réfection des ponts, il fallait à nouveau dévier la rivière Orne sur le nouveau domaine de la Compagnie de l'Est (décision de janvier 1922). Quelques mois plus tard, le 10 juin 1922, un nouveau projet d'agrandissement de la gare était présenté et une première phase d'exécution des travaux incluant l'utilisation des nouveaux ponts était proposée13. Les modifications se feront donc dans le cadre des extensions prévues par le ministère avant guerre.[14] Pourtant la réparation n'a pas été réglée simplement puisque le 3 août 1922 un conflit s'est ouvert avec la "Société de construction de Levallois-Perret"[15]. Finalement les travaux de démolition et de réfection pouvaient commencer après signature d'un nouvel arrangement. [16] Malgré un tableau apparemment difficile et plutôt noir, on apprend pourtant, à la lecture d'une lettre datée du 16 septembre 1922 et adressée à M.Lux inspecteur principal des travaux, que les bombardements de septembre 1918 étaient loin d'avoir beaucoup abîmé la gare. En tout cas bien moins détruit que ce que l'armée allemande avait ajouté aux infrastructures de la gare [17]. Le Conseil

12-*«La réparation des voies de communication est assurée de façon prioritaire pour permettre le rétablissement des courants commerciaux. Critique pendant toute l'année 1919, la situation des chemins de fer s'améliore vers le milieu de 1920.* » **(Collectif, "La Lorraine de 1900 à nos jours" 1979)**

13- Le tracé des voies sur le pont en courbe de 60 m d'ouverture en béton avait été étudié en tenant compte du raccordement parabolique....et la dérivation de l'Orne, était finalement acceptée par M.Canel ingénieur en chef...:*«j'accepte la solution indiquée mais il doit être entendu que je ne peux modifier la Décision Ministérielle du 4 mai 1911 .* »**(A G- Conflans-Jarny - lettre du 23 novembre 1922)**

14- Le pont présenterait :*«60 m de débouché, en 5 arches de 12 m sur l'Orne, au point 316 km 502 de la ligne de Reims à Metz .»*

15- Entreprise chargée par traité signé le 16 décembre 1919, de l'usinage du tablier aux conditions de l'appel du 2 février et en remplacement d'une partie des tabliers métalliques prévus ; le tout situé au km 316,502 de la ligne Reims-Metz, pèserait 325 tonnes pour une dépense de 3040.000 F à rembourser par l'Etat.

16- Le 17 août 1922, la Compagnie de l'Est décide d'engager les travaux de démolition de l'estacade construite par les Allemands au km 316.502 de la ligne de Reims à Metz en gare de Conflans-Jarny, et de remettre en état le lit de la rivière l'Orne. C'était M.Devaux qui avait offert le rabais le plus fort qui devait se charger de ce chantier évalué à 420.000F, y compris la somme à valoir de 45115F imputée au compte "reconstitution"**(CAMT-Roubaix 13 AQ 2555)**

17- Dans sa réponse à la lettre n° 3925 du 18 juillet 1922 relative aux installations réalisées par les Allemands à Conflans-Jarny... l'ingénieur principal de la Compagnie en poste à Paris indique que:*«les quantités de matériel composant ces installations étant supérieures à celles des installations enlevées ou détruites qui existaient avant guerre, il y aura lieu d'opérer de la manière suivante: pour compenser la partie des installations qui n'est pas à rétablir dans la situation d'avant guerre par suite de l'exécution du projet d'agrandissement de la gare, nous reprendrons à leur emplacement actuel une partie des installations allemandes d'une longueur équivalente ....»*

d'Administration de la Compagnie de l'Est décidait ensuite, le 22 novembre 1923, de reprendre et de parachever la deuxième voie établie par les Allemands au cours des hostilités sur la ligne de Conflans-Jarny à Briey. [18] Non seulement la Compagnie de l'Est pouvait récupérer une partie du matériel allemand pour ses agrandissements prévus, mais elle allait aussi vendre le surplus, ce qui semblait satisfaire l'ingénieur principal puisque cette liquidation viendrait en surplus des indemnités de dommage de guerre...Voilà pour les destructions/réparations sur la plateforme de la gare. Les délais un peu longs ne tenaient pas tant à l'ampleur des destructions qu'à la difficulté à mettre en œuvre les travaux (financement, entente avec les entreprises...) Ensuite, et parallèlement, pendant plusieurs mois, l'activité de la gare s'était tournée vers l'acheminement des matériaux nécessaires à la reconstruction régionale: bois de construction, pierres de carrière, ciments et produits de consommation, bière, produits agricoles, charbon...

La gare de Conflans-Jarny continue de s'équiper après la guerre.

A la gare de Conflans-Jarny proprement dite, les modifications à apporter aux infrastructures ne seront plus fondamentales. Après les remises en état ce sont principalement des extensions prévues soit en 1910, soit en 1911 et visant à améliorer le service de la combustion, la desserte des ateliers, et la modernisation du triage qui ont mobilisé les services techniques de la Compagnie de l'Est. Les ingénieurs souhaitaient aussi améliorer la réception des wagons, le transit des trains en formation et transbordant leurs chargements avant de repartir. Le reste concernait des aménagements plus particuliers, pour le service et le fonctionnement sur place de la gare ou la liaison avec les mines locales.[19] En 1923, il était décidé d'assainir la gare en remblayant les anciens bassins de décantation.[20] Le tout devait être imputé au compte des Travaux Complémentaires dans le cadre de l'exécution des travaux d'agrandissement décidés en juin 1910 et restés inachevés. Le 29 mars c'était à son tour l'entreprise Praloran frères qui était déclarée adjudicataire des travaux de dépose, repose et ballastage de voies et d'appareils nécessaires pour l'exécution de la troisième phase d'agrandissement de la gare de Conflans-Jarny, le tout pour un montant de 80.000F. Dans une note légèrement postérieure et assez longue datée du 30 janvier 1924, rédigée par les services du ministère des Travaux Publics [21], on apprend en quoi

---

18- La dépense totale était évaluée à 143000 F y compris la somme de 2400F pour l'acquisition des terrains nécessaires aux compléments de travaux. Toujours dans ce domaine technique des améliorations à apporter aux installations de guerre, l'ingénieur principal ajoutait :« *D'autre part il y aurait lieu de prévoir la fourniture de deux appareils de voie type "Est" à substituer aux deux changements belges qu'il est préférable de ne pas conserver...Enfin le matériel en excédent serait déposé au compte de remise en état et liquidé suivant les instructions en vigueur...* »**(CAMT-Roubaix 13 AQ 2555-signature illisible peut-être M.Henry l'ingénieur principal à Paris)**

19- Comme le projet daté du 30 août 1923 d'un nouveau traité avec la Société des Mines de Fer de Giraumont pour la modification du raccordement particulier provisoire qui reliait sa concession minière à la ligne de Reims à Metz, entre Conflans-Jarny et Batilly, sur le réseau AL. **(CAMT-Roubaix-13 AQ- 2555)**

20- Travaux évalués à 104.000F supplémentaires à porter au crédit initial de 320.000F proposés le 23 novembre 1922. L'entreprise Ballot, chargée de ces remblais de la plateforme côté Est (sortie de la ligne vers Briey) devait fournir des crasses nécessaires.

21- Le nouveau projet comportait quelques modifications au plan initial d'avant guerre, entre autres des: «*liaisons nouvelles entre le faisceau d'attente à l'arrivée, les voies principales et le dépôt et une voie de contournement de la bosse sud de gravité; l'assainissement des voies principales 1 et 2 par l'établissement d'un matelas en sable et d'un collecteur; la construction aux abords du bâtiment des voyageurs d'un bâtiment de 12 m x 8,50 m avec cave et un étage à l'usage des services du matériel, de la traction et de la voie, dépense totale évaluée à 1780.000 F dont le devis était daté du 18 octobre 1922* »**(A G- Conflans-Jarny - L'ingénieur principal à Nancy.)**

consistaient exactement les travaux d'agrandissement prévus, pour "les superstructures et l'extension de la gare de Conflans-Jarny".Le 31 mars 1926, on nous apprend que ces travaux ont été élargis et surtout que le budget initial a été largement dépassé: pour terminer le poste 5, le poste T, la cabine du poste 4 et pour payer la fourniture de l'appareil d'enclenchements de ce dernier poste,...les travaux devaient coûter 285.000 F... or le total des demandes élevait à 347.000F! On comprend que l'ingénieur en chef de la voie et travaux demande à l'ingénieur principal de la 9° Division de Nancy d'expliquer ces surcoûts. Après échange de lettres et devis, un nouvel accord de crédit de 54.000F était consenti pour la pose des voies...Plusieurs courriers venaient ensuite confirmer les compléments de crédits, accordés sous la signature de M.Henry le 13 juillet 1926 comme le tableau ci-contre les résume.

Tableau résumé des coûts et des coûts modifiés			
30/1/1924	Travaux complémentaires	8 100 000,00F	
	matériel inventorié	275 000,00F	
	dépenses fin 1925		8 375 000,00F
	Travaux complémentaires	7 445 000,00F	
	et matériel inventorié	61 500,00F	7 506 500,00F
16/4/1926	crédit pour achèvement poste 5, T, cabine	450 000,00F	
	pour travaux de voies	160 000,00F	610 000,00F
31/5/1926	dépenses	342 200,00F	267 800,00F
11/6/1926	crédit à régler	10 000,00F	
	les transmissions	280 000,00F	
	raccord des voies 15-27 du triage sur les têtes du faisceau	30 000,00F	
	suppressions des écharpes	60 000,00F	
	le ballast	10 000,00F	380 000,00F
	travaux au poste 3	90 000,00F	
	parachèvement postes Z et S	20 000,00F	490 000,00F
	ensemble des crédits	1 110 000,00F	
	montants des dépenses	8 616 500,00F	
	restent du projet		
	les halles	375 000,00F	
	frais d'étude	70 000,00F	375 000,00F
	deux bâtiments au triage	135 000,00F	510 000,00F
	total	**9 126 500,00F**	
	dépassement	**751 500,00F**	

- Les modifications de l'emprise de la gare:

La gare s'étend peu. Quelques achats de terrains avaient été nécessaires pour reconstruire les ponts en modifiant les cours d'eau comme nous l'avons vu. Quelques années plus tard, le 2 septembre 1929, la Compagnie de l'Est décidait d'acheter à M.Schmitt ancien directeur de la "Sté Lorraine des Bois", un terrain qu'elle souhaitait incorporer à son domaine pour un agrandissement des installations de la gare [22]. Le 3 décembre 1929 ces terrains étaient acquis et la Compagnie pouvait y construire des bâtiments de direction.

D'autres travaux sont ensuite réalisés. Dans un premier courrier datant du 8 novembre 1930 adressé à l'ingénieur principal (9° division à Nancy) et signé de l'ingénieur en chef de la Voie et des Travaux, on apprend qu'il faut refaire le lit d'un ruisseau coupant les voies de la gare[23]. Quelques temps plus tard, le 27 juin 1931, après l'hiver et le printemps souvent humides,

---

22- sur le plan cadastral cela concernait la section E, les n°1179, 1178, 1177 sur le "Grand Breuil au terrain "Charnier" soit 3055 m^2. Le 26 novembre 1929, le montant des acquisitions atteignait la somme de 76 375F à laquelle s'ajoutaient «*23.000F pour frais d'actes et divers et 5625F de frais d'étude soit une somme totale de 105.000F* ». **(AD M&M WO 1861)**

23- Il est précisé que le financement entrerait bien dans le projet global déjà cité: «*l'établissement du perré est à imputer aux travaux complémentaires exécution des infrastructures* ».**(A G- Conflans-Jarny).**

une note rappelle qu'il faut se hâter de procéder à la remise en état du ruisseau "le Grijolot" dont la dérivation était comprise dans le projet d'agrandissement de la gare(décret du 4 et 11 octobre 1911). Ces travaux seront ensuite réalisés en deux phases compte tenu du budget disponible.[24] La procédure et le premier devis ont été confirmés le 18 juillet 1931 et les travaux ont alors été entrepris.

La Compagnie cherche encore à acquérir le 28 juillet 1931 un terrain destiné à réaliser un raccordement aux abords de la gare. [25] Le conseil municipal, a déclaré consentir à la prise de possession de ces parcelles. [26] Mais cet agrandissement et le raccordement nécessitaient la création d'un passage à niveau de quatre mètres au croisement du chemin " ancien chemin de Jarny à Labry" et de la voie de ce raccordement.[27]

En 1931, on apprend qu'il faut aussi dévier l'Yron [28] pour agrandir l'emprise de la gare. Ces travaux avaient été déclarés urgents par décret signé le 29 novembre 1925. Ils avaient été votés en Conseil d'Administration le 26 avril 1923 et prévoyaient les terrassements nécessaires à la dérivation des rivières Orne et Yron aux abords de la gare. [29] On ne sait si "l'urgence" a dû attendre encore 6 ans! Mais le 22 octobre 1931, on signalait que plusieurs remises de terrains avaient eu lieu un peu plus loin, de l'autre côté du pont de l'Yron ...et peu de temps après une nouvelle déviation était envisagée, sur la rivière l'Orne cette fois, un cours d'eau qui n'a cessé d'être aménagé au cours du demi-siècle. La Compagnie de l'Est poursuivait ainsi sa volonté d'agrandir son domaine...Elle avait ainsi prévu d'acquérir de nouveaux terrains communaux; la commune en avait même déjà fixé le montant, mais on apprenait le 26 novembre 1931, que suite aux modifications apportées au projet global de 1928, la Compagnie avait renoncé à acheter une partie des terrains.[30] La vente par accord amiable, après pourparlers avec la Commune, devait permettre l'établissement d'un raccord direct aux abords de la gare. [31] Finalement un arrange-

24- La partie la plus abîmée du cours d'eau sera refaite «*sur un crédit de 5.000F sur les 30.000F estimés pour nettoyage du lit, de l'accotement du chemin, le dragage, les déblais et le perré à pierres sèches en moellons de laitier* ».**(id)**

25- Les parcelles qui ne sont pas encore expropriées, figuraient sur le plan Cadastral aux n° 60b, 60c, 60d...

26- A partir du 1er octobre 1931, sous la condition expresse que «*l'intérêt à payer de 6% par an du montant de l'indemnité qui sera fixée ultérieurement sera payée à partir de cette date...* »**(AD M&M WO 1861)**

27- La commune faisait remarquer que «*comme il y a déjà un passage à niveau à deux cents mètres* », il serait plus opportun de prévoir «*un passage supérieur ou inférieur* »**(Conseil municipal du 28 juillet)**

28- La même année, un procès verbal daté du 12 août 1931 ainsi qu'un rapport de l'ingénieur en chef du contrôle de la voie daté lui du 8 octobre 1931, évoquaient la nécessité de procéder à la déviation de l'Yron.

29- Ces travaux avaient été confiés à l'entreprise Rivière et fils (sic) pour un montant de 390.000F ... **(AD M&M WO 1861)**

30- Le tableau suivant présente le détail des prix fixés par les élus:

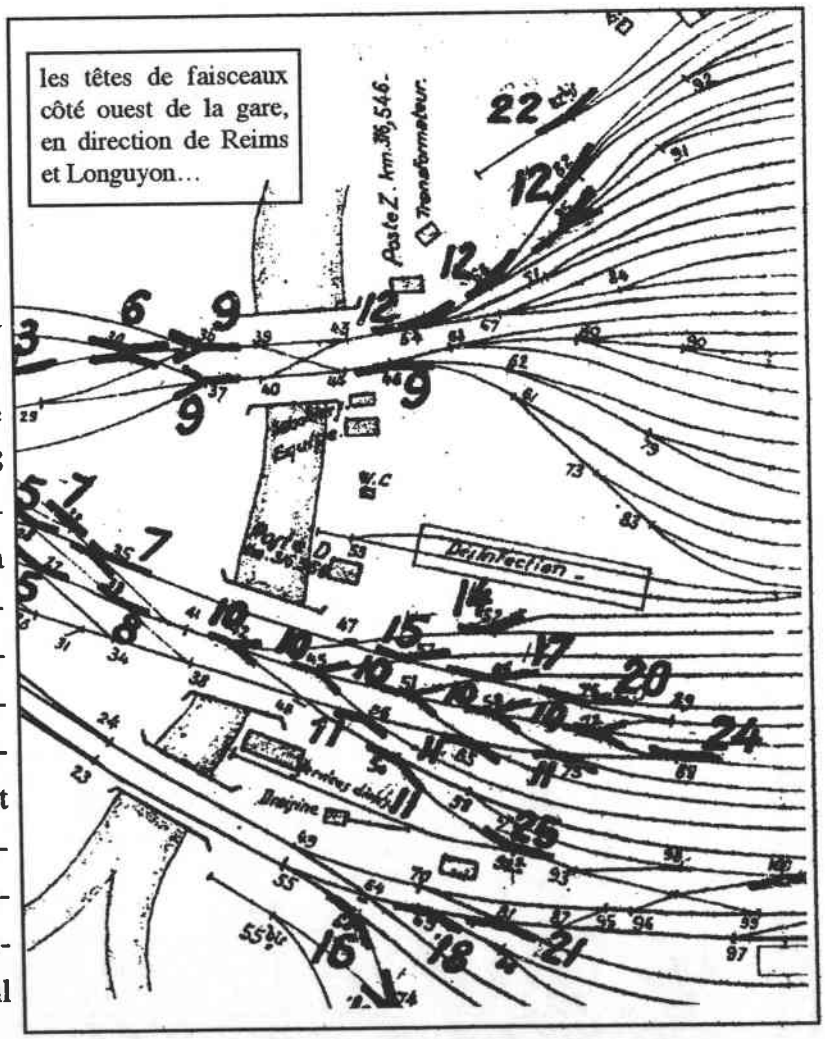
ares centiares	prix	total
biens communaux		
3 , 60	1 000,00F	3 600,00F
9 , 66	600,00F	5 796,00F
32 , 4	250,00F	8 010,00F
terrains près de l'abattoir		
0 , 32	500,00F	160,00F
à l'Orme		
4 , 92	600,00F	2 952,00F
7 , 48	600,00F	4 488,00F
dépréciation par morcellement		1 500,00F
	total	**26 506,00F**
(A M délibération sur le prix du terrain le 28 septembre)		

31- Ce raccord direct Longuyon-Briey avait été abordé au conseil municipal du 20 décembre 1928. **(AD M&M WO 1861)**

ment était intervenu après jugement du tribunal de Briey daté du 5 juillet et qui prononçait «l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la Compagnie de l'Est des propriétés bâties et non bâties...» Le conseil municipal de son côté, avait maintenu ses délibérations antérieures des 23 mai 1928, 28 septembre 1928, 28 juillet 1931 et 26 novembre 1931. Le 17 août 1931 [32], la Compagnie de l'Est avait maintenu son projet de raccordement direct des lignes de Longuyon à Pagny-sur-Moselle et de Conflans à Briey et l'avait soumis aux entreprises minières du district comme nous l'apprend une lettre de M.Quantin, directeur de la mine de Jarny. En la matière, il était encore une fois prudent de ne pas être pressé, puisque, pour en finir, le 27 avril 1936, la Compagnie de l'Est décidait d'acquérir les terrains nécessaires à cet aménagement et elle en signait l'acte le 13 novembre 1936.

- Les améliorations à apporter au triage:

Le triage a longtemps été une des fonctions essentielles de la gare de Conflans-Jarny. Cela dès avant et pendant la guerre. Mais face à l'accroissement du nombre des trains à former en gare, la bosse de répartition, était vite apparue insuffisante. Pour ces travaux touchant à l'amélioration des **infrastructures**, on évoque à nouveau le projet initial d'agrandissement de la gare datant de 1911 et longtemps différé.[33] Le 8 novembre 1922 une première proposition de tracé des déclivités à adopter -tant pour les voies principales que pour les voies d'accès- et les pentes de gravité des faisceaux était présentée. [34] Le 12 octobre 1925, les travaux n'étaient pas encore réalisés, mais une réponse technique avait été proposée; elle tenait compte de l'orientation de la bosse, précisant qu'il



32- **Archives Usinor-Sollac.**
On apprend un peu plus tard que le Conseil d'Administration du 23 mars 1933 évaluait à 345.000F (175.000F sur le compte des travaux complémentaires et le reste à la charge de l'Etat) le coût de ce projet «*rectificatif du projet de raccordement direct aux abords de la gare de Conflans-Jarny entre les lignes de Longuyon à Pagny-sur-Moselle et Conflans-Jarny à Briey* ». **(CAMT-Roubax-13 AQ 2558)**

33- **AD M&M WO 1861**

34- En effet, il fallait remédier à la faible déclivité des voies dans la partie qui suit immédiatement les appareils de décrochement de la tête des faisceaux de triage côté Reims. L'ancienne pente ne permettait plus aux véhicules d'acquérir une vitesse suffisante pour dégager rapidement les voies.

suffisait de prévoir une hauteur de 2 m, 80 et un raccordement par une courbe de 300 m de rayon.[35] La Compagnie de l'Est a encore attendu plusieurs années avant de présenter, le 14 juillet 1929, un projet définitif de relèvement de la tête de faisceau... Six mois plus tard, le 14 décembre 1929, on apprenait que le relèvement des têtes de faisceaux avait été fermement décidé par la Compagnie. [36] Les travaux pouvaient commencer, comme le montre le plan annexé au dossier accompagnant cette dernière décision.

- Les améliorations à apporter à la circulation des trains:

L'ensemble de ces modifications, contenues dans leurs grandes lignes dans les projets d'avant guerre, avaient été reprécisées lors de la tournée effectuée le 17 octobre 1922 par M.Lux, ingénieur en chef; il a ensuite présenté à l'Administration Supérieure les divers travaux à réaliser: changements dans les dispositions des voies de la gare, achèvement de la tête de la gare côté Est en direction de Valleroy, réalisation des remblais à exécuter au moyen de crasses acheminées par trains depuis Pont-à-Mousson. Autant de travaux qui nécessitaient une planification des manœuvres des rames. A l'autre entrée de la gare, l'ingénieur proposait d'améliorer les aiguillages côté Verdun et Longuyon, sur les faisceaux de branchement où les lignes 12 et 4 avaient été transformées. [37] Un projet daté du 16 août 1923 annonçait de nouvelles liaisons à la sortie de la gare, côté Pagny-sur-Moselle.[38] Dans la même séance, il avait également été décidé d'achever les travaux votés en Conseil d'Administration le 2 juin 1910.

Pour améliorer la distribution des rames, l'automatisation des aiguillages a bénéficié des apports de l'électricité dont un procès verbal du Conseil d'Administration du 17 août 1922, nous dit que l'on a procédé *«à l'installation à la gare de Conflans-Jarny de conducteurs électriques et accessoires pour l'éclairage des voies, quais et bâtiments .».*[40] Un autre procès verbal, daté du 22 novembre 1923 cette fois, nous apprend l'installation définitive du nouveau réseau avec: *«distribution d'énergie électrique pour l'éclairage et la force motrice dans la gare, le dépôt et les ateliers de petit entretien du matériel roulant ».* [41] Quelques mois plus tard, le 4 avril 1925, il avait été décidé de construire une *« sous-station nécessaire à la manœuvre électrique de 12 aiguilles, avec modifications d'enclenchements et adjonction de signaux, doublement des blocs d'arrêt, éclairage électrique et branchement du bâtiment du matériel et traction. ».*[42] M.Cattin contrôleur principal des Services de l'Exploitation présentait le 18 octobre 1926, un devis estimé à la somme de 4300.000 F. Sur la question de l'alimentation électrique, une note était

35- Le détail des travaux figurait dans un rapport comprenant la déviation à réaliser, *«au droit des bosses de gravité à relever à partir du chemin d'exploitation situé à gauche du chemin de fer... »*(**AD M&M 5S 197 ter**)

36- **AD M&M 5S 197 ter**

37- En effet, sur la ligne 4 la question se posait de savoir comment recevoir un train de Reims par l'écharpe en place pendant qu'on effectuerait un départ vers Longuyon et une arrivée de Longuyon... (**A G- Conflans-Jarny**)

38- Travaux à entreprendre pour un montant de 76000 F à imputer au compte Travaux Complémentaires pour 77600 et pour un montant négatif de -1600 F au compte d'Exploitation, ce qui revenait en fait à le créditer...

39- Il s'agissait d'un ensemble de travaux de terrassements, maçonnerie, pose et ballastage de voies et appareils nécessaires à la construction de 3 voies de tiroir à l'extrémité côté Longuyon de la gare; M.Jeancard obtenait le marché évalué à 930.000 F... (CAMT-Roubaix-13 **AQ 2525**)

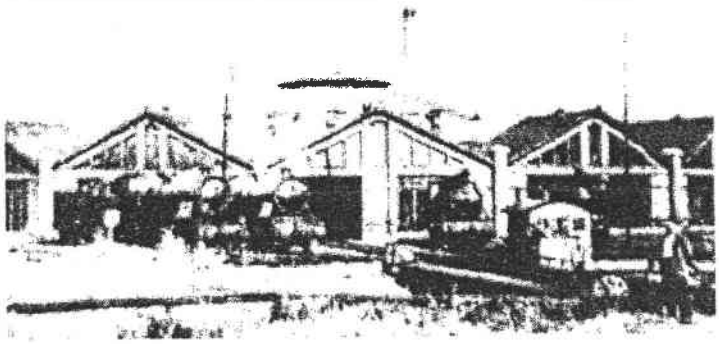
40- La Sté d'Entreprise de réseaux électriques qui avait offert le rabais le plus fort avait été déclarée adjudicataire, pour une dépense totale de 69.000 F.

41 et 42- **CAMT-Roubaix- 13AQ 2555**

présentée quelques mois plus tard, le 13 mai 1926.Elle proposait au directeur de la Compagnie de l'Est des économies substantielles [43]. Le projet de halle de transbordement, lui, remontait à la décision ministérielle du 30 janvier 1924. Deux ans plus tard le projet était finalement mis en chantier, comme on l'apprend dans un document daté du 13 juillet 1926. Et après plusieurs échanges et rapports, le choix s'était porté finalement non pas sur une structure avec charpente métallique mais en bois et béton armé. [44] Dix ans plus tard, dans un rapport assez fourni daté du 7 février 1936, M.Arcier, responsable des services d'exploitation s'adressait à M.Pierret inspecteur principal à Charleville (centre d'arrondissement technique) pour proposer plusieurs améliorations à apporter au transbordement à la halle Petite Vitesse. [45]

- Les améliorations apportées au dépôt et ateliers:

Au dépôt, deux chantiers importants ont été ouverts au cours de ces années, le pont tournant amélioré et l'extension des aires à combustibles. La Compagnie décidait d'engager en novembre 1923, les travaux d'installation d'un pont tournant de 20 m à l'entrée du dépôt.[46] Pour le second volet des travaux, la Compagnie de l'Est avait repris l'ancien projet d'installation d'un nouveau chantier à combustible. Le projet, approuvé par décision ministérielle le 23 mars 1921, n'était toujours pas réalisé 4 ans plus tard.[47]



Le pont tournant au premier plan, photographié en 1928.
A l'arrière, la rotonde.

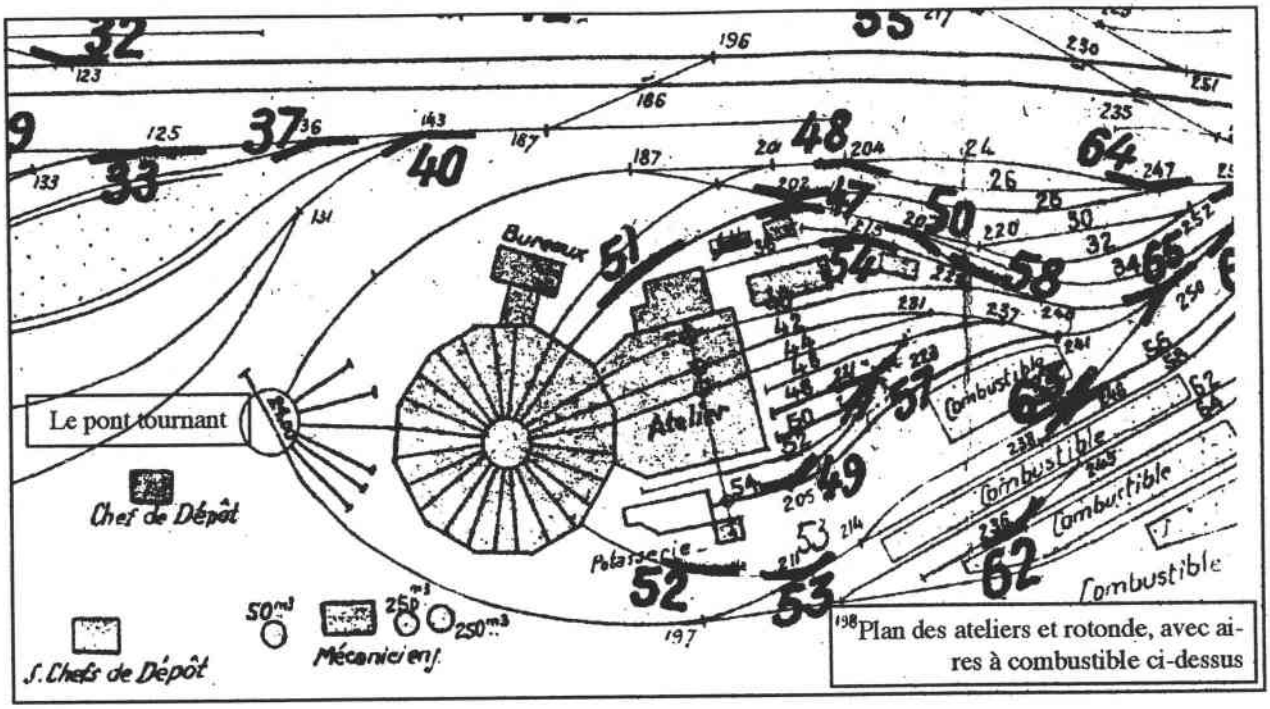
43- Elle disait qu'en raison *«du développement toujours plus grand des installations électriques, nous avons cherché s'il n'y aurait pas d'économie à employer des accumulateurs au lieu de piles pour l'équipement des grands postes d'enclenchements...nous avons fait l'étude pour le cas des 3 postes* **Saxby** *nouveaux de la gare de Conflans-Jarny...ces trois postes qui comprennent plusieurs leviers sont assez voisins pour recevoir une organisation électrique unique* »**(A G- Conflans-Jarny)** L'économie calculée serait de 16.000 F par an pour un investissement de départ de 100.000 F. Malgré ce surcoût initial, le projet a été adopté dans l'espoir de l'étendre ensuite à l'ensemble du réseau. Rappelons qu'installer un poste Saxby à la place d'un poste d'enclenchement à terre revenait en décembre 1934 à environ 54.000 F.

44-**A G- Conflans-Jarny**

45- Il s'agissait de choisir entre un allongement de 12 m des voies **12** et **14** pour un coût d'environ 7.000F et une liaison du quai découvert à la halle avec suppression de deux plaques tournantes, pour une dépense d'à peu près 25000F. Dans le premier cas, le rapport soulignait qu'il faudrait ensuite manœuvrer avec précaution afin que les heurtoirs ne soient jamais tamponnés *«car un wagon qui les démolirait et les franchirait risquerait de causer de graves dommages au Bâtiment Voyageurs* »**(A G- Conflans-Jarny)**; Il était ajouté que le quai desservi par la plaque de la voie **12** serait supprimé; ce qui serait gênant *«car la gare ne dispose pas d'autres moyens de chargement et de déchargement en bout...* »**(id)** Ce fût néanmoins cette deuxième proposition qui sera mise en œuvre.

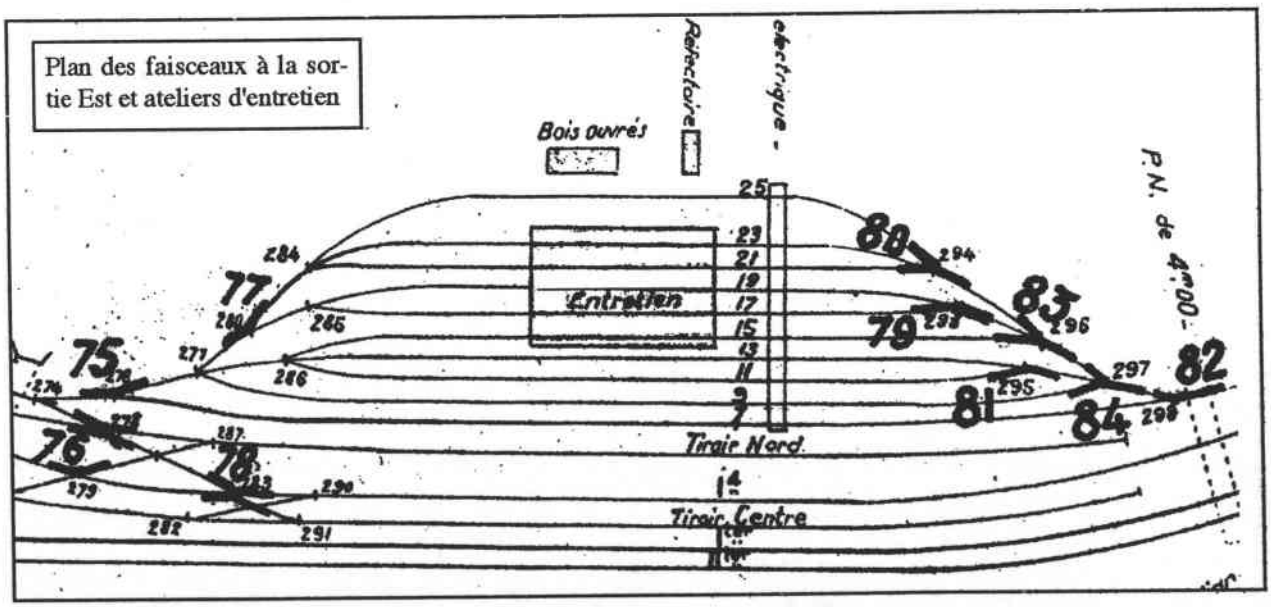
46- M.Verdin qui avait proposé le rabais le plus fort avait été retenu pour mener ce chantier évalué à 145.000 F y compris la somme à valoir de 14776 F, 80; le tout devait être imputé au chapitre des Travaux complémentaires et compris dans le projet global approuvé le 15 septembre 1921.

47- Il s'agissait de le placer *«entre le chantier actuel et le pont tournant ...* » Dans cette nouvelle mouture, le chantier comporterait 3 plateformes ayant ensemble une surface de 4000 m2 environ, permettant d'emmagasiner 12.000 tonnes de combustible; il serait desservi par deux voies: l'une de ces voies serait reliée à la voie de rentrée directe et au pont tournant, l'autre ne serait accessible que par le pont tournant. La dépense totale était alors évaluée à 780.000 F. Le 6 juin 1923, une nouvelle réunion tenue à Conflans-Jarny , a décidé de procéder par étapes. Pour installer ces aires en vieilles traverses sur toute la surface des chantiers de combustible soit sur 4000 m2 environ, le nombre de traverses nécessaires serait d'environ 6700 unités. On ne pouvait tout faire d'un coup puisqu'il n'y avait pas de possibilité de faire place nette. Les travaux seraient réalisés au fur et à mesure que les cases seraient libérées du combustible. Par la suite les aménagements ont été échelonnés par tranche; du 1er septembre 1923 jusqu'au 5 juin 1924, *«réalisation d'aires en vielles traverses pour chantier à combustible pour environ 29.000 F pour une surface de 140 m2...sur un projet de 180 m2 qui restaient sur l'aménagement des 2275 m2* » Il restait à ce moment 1525 m2 à aménager; mais les travaux ont été ajournés en raison d'opérations d'amélioration des voies dans cette partie du chantier...Le 26 janvier 1925, la Compagnie reprenait et achevait son projet.



[198]Plan des ateliers et rotonde, avec aires à combustible ci-dessus

En plus de ces deux gros chantiers, plusieurs travaux ont été menés dans les locaux et sur les aires du dépôt. C'est ainsi que le 29 juin 1921 un projet d'agrandissement des installations Grande Vitesse avait été proposé, puis engagé. En complément des ateliers principaux, il avait été entrepris d'achever (on en était à la troisième phase) à la fin de 1923, le 21 décembre, l'établissement d'un atelier de petit entretien.[48]



Pour améliorer le fonctionnement du dépôt lui-même, le 17 février 1926 la Compagnie avait repris un projet de fin 1924 d'assainissement des voies ligne 12 avec la pose d'un collecteur ...Un peu plus tard, il avait été ensuite décidé le 28 juillet 1932 de construire un abri pour draisi-

48- Le devis s'élevait à 80.000 F et M.Verdin obtenait le marché qui incluait en outre l'achèvement du P.I. de 8 m au KM 317, 947 de la ligne Conflans-Jarny à Briey.

ne pour une somme de 5157,65 F. En août 1934 la Compagnie faisait procéder à de nouveaux travaux d'amélioration du dépôt avec l'assainissement cette fois de la plateforme.[49] Enfin, pour compléter les divers travaux d'équipements, la compagnie avait décidé d'installer un chantier pour wagons réformés. Son édification était finalement entreprise le 31 mars 1926 après avoir été présentée sur plan le 30 janvier 1924 mais non chiffrée dans le budget proposé à la direction.[50]

Construire occupait une grande partie des crédits alloués à la gare, mais avec le temps, il fallait aussi prévoir l'entretien des locaux dont certains dataient d'avant le début du siècle. C'est ainsi que l'ensemble des ateliers du dépôt avaient été rénovés par l'entreprise de M.Gaston Daumail peintre jarnysien.[51]

- Les travaux dans les locaux du personnel:

Devant l'accroissement du trafic, un premier projet de construction de nouveaux bureaux avait été envisagé le 29 juin 1921. C'était le début de toute une série d'aménagements proposés en particulier par M.Batz, contrôleur du Service exploitation, au cours de ses nombreux rapports de visite. On note ainsi les travaux de construction et de réparation de chauffage à eau chaude dans les différents locaux de la gare, bureau Grande Vitesse, bâtiment des mécaniciens et des agents de trains; travaux toujours en cours à la date du 24 septembre 1927 ! On relève également la décision de transformer la salle de bain des agents de trains en deux cabines de douches pour 4.625 F, projet entrepris le 28 juillet 1930. Ensuite, quelques années plus tard, le 10 juin 1936, la Compagnie décidait la réfection du service médical, en accord avec le docteur Bastien, médecin jarnysien. Puis dans ce même local il était décidé de réorganiser le rangement du matériel et ensuite le chauffage...Après les évènements de l'été 1936, plusieurs petits chantiers visant à améliorer les conditions de travail des employés et ouvriers avaient été ouverts. Le 12 décembre 1936, par exemple, il a été prévu pour faciliter le travail des employés à l'étiquetage des wagons, de construire un local à proximité du bureau de la halle Petite Vitesse, avec casiers pour le classement des étiquettes ...L'année suivante, le 29 avril 1937 on décidait l'aménagement d'un bureau pour le nouveau poste de chef de district...Le 15 mai un nouveau petit chantier s'ouvrait pour l'amélioration des évacuations de la fosse des WC du dépôt...Le 24 juin 1937 M.Chopinet, employé, proposait de rénover le chauffage du local des tracteurs.[52] Quelques

49- Il fallait procéder à la pose et dépose des voies, au ballastage neuf et à la construction de fosses puis à la pose de clôtures. Le coût s'élevait à environ 298.000 F.

50- Ces wagons réformés, stockés, étaient ensuite revendus. Ainsi le 5 novembre 1936, les établissements J.Marret pouvaient acquérir 117 de ces wagons qui, entre temps, avaient été déplacés sur des voies de garage à la gare voisine de Mars-la-Tour, pour la somme de 124050 F,17. **(AQ 13 - 2558- CAMT-Roubaix)**

51- Ce dernier, dans un rapport daté du 26 janvier 1938 demandait que la Compagnie de l'Est lui accorde «*une augmentation pour le prix de nettoyage des vitres et du plafond de l'atelier du dépôt: badigeon blanc à la colle sur 2048 m2, lessivage des vitres sur 876 m2, châssis sur 75 m2 et verrières sur 161 m2 plus peinture métallique sur plafond total 12921,49 F* »(A G-Conflans-Jarny)En effet, dans son rapport, il faisait valoir que depuis les débuts des travaux et la signature des marchés, les salaires horaires avaient changé passant de 3,75 F en juin à 4,50 F en août soit 16,6% de hausse rien que sur ce poste. La Compagnie acceptait finalement un avenant de 3 % de hausse sur la facture définitive.

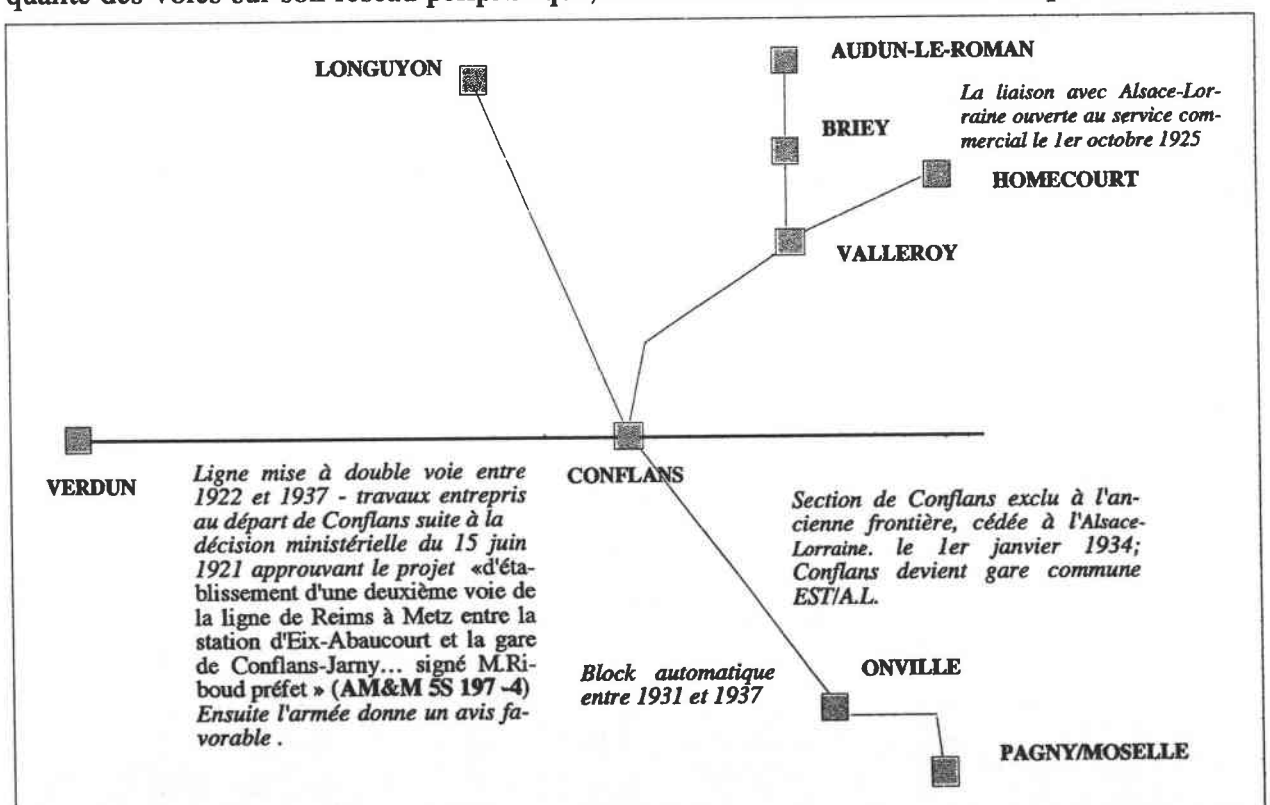
52- « *l'hiver dernier a été très doux et on aurait pu supprimer beaucoup d'installation de chauffage, ce qui ne prouve pas qu'elles soient inutiles* ». **(A G- Conflans-Jarny)** Finalement le chauffage a été supprimé, le poêle type tortue marque Deville n°150 a été enlevé et réinstallé dans le bureau de la commande des agents de train. M.Arcier avait jugé que«*le calorifère irlandais situé dans l'atelier voisin suffit pour le chauffage de tous les locaux atelier, bureau, magasin...* »**(A G- Conflans-Jarny)**

mois plus tard, le 28 octobre 1937 c'était le plafonnage de la salle de cours des apprentis qui était confié à l'entreprise Marchand établie à Conflans...Enfin, le 8 juillet 1938, les agents de la traction obtenaient l'installation de vestiaires lavabos au dépôt [53].

Amélioration de l'accueil des clients:

Pour rendre le service plus accueillant, la compagnie a songé à améliorer les horaires et et les haltes jugées insuffisantes par les usagers. Ces questions revenaient fréquemment. Mais les voyageurs n'étaient pas les seuls à se plaindre. A plusieurs reprises, les élus ont aussi transmis le souhait des piétons de voir la Compagnie prendre des mesures d'aménagement pour rendre plus sûrs le passage des voies. Dans un autre domaine, plus directement commercial, le 4 février 1937, la Compagnie retenait le vœu de la clientèle des agriculteurs, des brasseurs et des entrepreneurs divers, de refaire la cour de la Petite Vitesse toujours humide et peu praticable.[54]

Au delà de la gare de Conflans-Jarny elle-même, la Compagnie de l'Est va améliorer la qualité des voies sur son réseau périphérique, comme tente de le résumer le croquis ci-dessous.



Rappelons que «*Depuis le 1er janvier 1923, le réseau d'Alsace et de Lorraine est placé sous le même régime que tous les autres réseaux français. On sait que les principales caractéristiques de ce régime sont aujourd'hui l'existence d'un Conseil supérieur des chemins de fer qui unifie pratiquement les règles d'exploitation de tous les réseaux, et en second lieu l'institution d'un fonds commun qui établit leur solidarité financière.* » **(G.Hottenger, Le mouvement économique en Lorraine, in Annales de l'Est, 1925)**...et prévue par la convention de 1921.

53- «*...20 lavabos disposés au milieu du bâtiment en face du local des bains-douches et près de la cage d'escalier...* »**(id)** Pour les évacuations, il avait été prévu que les WC seraient «*collectées par les égouts de la ville avec une fosse septique avec filtre bactérien ...* »**(id)**

54- L'idée était de construire un caniveau suivant le souhait des pétitionnaires qui argumentaient : «*...moins de frais !...et quelle facilité pour aborder les wagons au cours de chargement!* »**(A G- Conflans-Jarny)**

Avant la crise d'octobre 1930, il faudrait citer aussi les améliorations des «dispositifs de sécurité comme les block automatique, "dispatch"[55]. Mais là nous entrons dans la question directement technique du matériel roulant qui sera présentée plus loin. On voit combien ces aménagements de structures, sur lesquels on passe d'ordinaire un peu vite, ont pu influer sur la vie économique d'une petite région ...Avec l'ouverture des chantiers, avec les interventions des petits entreprises artisanales locales, c'est tout un tissu local qui reprenait vie au rythme du chemin de fer. On songe à l'entreprise Richard qui a obtenu pour 1000.000 F de terrassement sur la ligne Reims-Metz entre Verdun et Conflans, les entreprises Ballot à qui la Compagnie de l'Est a confié l'assainissement de la gare, les entreprises qui construiront les nouvelles cités, M.Collet à qui est confié le marché électrique dès 1919...et tous les artisans, maçons, peintres, déjà cités.

Le matériel roulant: les locomotives et les wagons du dépôt

L' essentiel du trafic portait sur des matières pondéreuses et demandait une parfaite régularité d'arrivages, en particulier des minerais dans les usines régionales. C'est pour cela que la Compagnie de l'Est s'était attachée à augmenter la puissance des moyens de traction et les possibilités de débit des lignes [56]. Pour réaliser ces performances, il fallait non seulement un réseau et des voies appropriées mais aussi des locomotives puissantes.

- Les locomotives (Photographies et croquis sont en annexes)

On ne peut reprendre ici la description des locomotives de l'Est. Elles ont donné lieu à un grand nombre d'ouvrages techniques. Au lendemain du conflit plusieurs machines allemandes[57] furent cédées au titre des clauses de l'armistice; en particulier, au dépôt de Conflans-Jarny, la Compagnie de l'Est reçût des locomotives saxonnes, des G 12/1 (type 150) type "Décapod" à trois cylindres. Le dépôt a aussi touché des locomotives prussiennes classe G (Guterzuglokomotiven ou locomotives à marchandises) et locomotives saxonnes type classe XIII h type 150, même type que G 12/1 [58] Mais le réseau a également bénéficié de certains outillages et pièces de l'armée américaine [59]. Certains observateurs ont, à l'époque, fait remarquer que, devant l'augmentation constante du trafic de minerai et de houille dans le bassin de Briey et sur l'artère Nord-Est (Valenciennes-Thionville) la Compagnie de l'Est avait eu un urgent besoin de locomotives pouvant développer un gros effort, et que «*...ses machines du type 140 n'y suffisant plus, les locomotives allemandes plus puissantes ont alors servi de modèles pour les locomotives de la Compagnie de l'Est* . Les 6 locomotives saxonnes, série XIII h (puis 1-150-D)

55- «*Ils existaient actuellement presque partout sur les lignes de Lorraine...* ».(**André Labaste, op.cité**)
56- « *les trains remorqués ont jusqu'à 2.000 tonnes de charge utile (Sarrebruck-Thionville-Metz-Nancy) et normalement 1200 tonnes (toutes les lignes du bassin de Briey, en particulier), chiffres nulle part dépassés en France* ».(**id**)
57- La convention de 1921 qui ne réglait pas que ce problème, mais tendait à l'harmonisation des grands réseaux, déclarait que les Cies prendraient possession du matériel roulant et de l'outillage qui leur a été délivré au titre de l'armistice ou du traité de paix... tous ces objets seront portés à leur inventaire pour leur valeur réelle au moment de leur livraison par les Allemands, telle qu'elle sera fixée par la Commission des Réparations...
58- Maurice Vilain, " Soixante ans de traction à vapeur sur les réseaux français - 1907-1967" éd.D.Vincent 1974
59- Le matériel provenant des stocks américains (Pershing) sera inscrit rétroactivement à la date du 3 octobre 1918. Il existait divers dépôts américains, en particulier à St Florentin, Liffol-le-Grand et Conflans-Jarny. On y trouvait en particulier des machines-outils...(procès verbal du Conseil d'Administration de la Compagnie de l'Est pour l'exercice 1921 CAMD-Roubaix)

s'étant alors révélées meilleures que les "*Consolidation* ", il fut décidé d'en continuer la construction, en l'adaptant aux normes de la Compagnie.[60] Ce fut l'origine des célèbres 150.000.[61] Dès leur construction (en 1924, date de la décision de la construction), «*les 150000 furent affectées aux dépôts de Mohon, puis Conflans-Jarny...* »[62] A Conflans, beaucoup se souviennent de ces locomotives étrangères: «*les armistices 050A (série H n° 5005) série HG n° 5006 à 10) les 150 A 15 (G12 prusse) 150 B (G 12 Prusse) locos de mines de fer et loco ALVF**** dans le secteur* » [63]

Au cours des années qui vont conduire jusqu'à la nationalisation de 1938, les "Consolidation" de l'Est ont reçu assez peu de modifications, si ce n'est quelques travaux de chaudière et la pose de nouvelles pompes pour accroître leur capacité de freinage.[64] Le souvenir demeure encore vivace de ces «*...locomotives allemandes les plus lourdes, à cinq essieux moteurs accouplés, cédées au titre des prestations d'Armistice, ont été basées à Conflans* ». En 1923, l'effectif du dépôt variait autour de quatre-vingts locomotives : «*une 3600 (230 B); onze 4400 (141 TB) dont deux à la remise d'Homécourt ; vingt-neuf 4000 (140 A); cinq 5100; neuf 5150 (G 12 Armistice); six 5200 (XIII H Armistice . 150 D); la 501 5 1 50 A (appelée la Turque) ; trois G 81 (040 D Armistice), cédées par le P.O. ; trois 5000 (Hh Armistice 050 A); quatre 4600 (T 14 Armistice); deux 0.400; trois 0500 (040 A); trois 4900 (040 TA)* »[65] De son côté Francis Villemaux dans son ouvrage "Décapod, Gueules noires & Trafic Lourd" indique «*qu'à leur arrivée à l'Est, les "décapod" ne connurent tout d'abord que le seul dépôt de Conflans-Jarny qui les employa à la remorque des trains de minerai. Après 1926, la livraison des premières 150-000 provoqua leur dispersion dans d'autres dépôts* .»[66] Au sujet de ces locomotives, voici un autre témoignage: « *Le, 6 novembre 1925, la 5901 (151 TA 703) neuve, est arrivée à Conflans, suivie*

60- En particulier «*l'interchangeabilité de certains organes avec d'autres séries, l'amélioration des circuits de vapeur, et la conduite à gauche...* »**(id)**.
«*La transformation la plus remarquable a consisté dans le remplacement du tender d'origine de 18 m3 par un tender prussien de 21 m3 sur les dix dernières machines, 40026 à 40035* .» **(J.Banaudo, op. cité)**

61- «*Les nouvelles machines furent sans surprise, ayant eu, en fait, 6 prototypes. Elles étaient capables d'assurer les mêmes prestations que leurs sœurs aînées ...toutes les 150 Armistice 1918, pouvant remorquer 2200 T en palier à 45 km/h, 1400 T en rampe de 8 mm/m et 1150 T en rampe de 10 mm/m à une vitesse de 20 km-h.* »**(id)**

62- **J.Gillot "Les locomotives à vapeur de la SNCF, Région Est" éd.Picador 1976.**

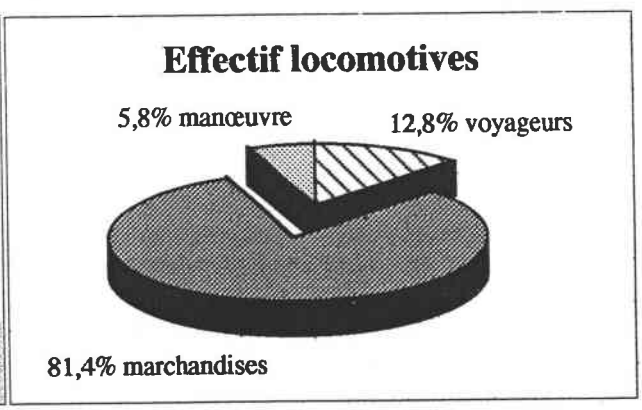
63- Au sujet de ces locomotives A.L.V.F., rappelons que les trente-cinq premières locomotives commandées au titre de l'Artillerie Lourde sur Voies Ferrées (n°1 à 35 A.L.V.F.) étaient basées au dépôt de St.Dizier, au fur et à mesure de leur livraison, entre Août 1917 et Août 1918. Les "40000" de l'Est étaient attachées au dépôt de Verdun et de là, « *elles rayonnent sur l'axe Châlons-sur-Marne - Conflans-Jarny et les longues lignes de l'Argonne (Revigny-Liart) et de la Woëvre (Lérouville-Sedan). On les retrouve aussi...à Lumes et Mohon, les deux dépôts de Charleville-Mézières, pour services sur la section Hirson-Audun-le-Roman de l'artère nord-est, ainsi que sur Reims et Givet.* » **(id)** Ce furent elles qui remorquaient les trains de fer et de minerais, mais aussi quelques voyageurs omnibus.
Le centre ferroviaire de la Haute-Marne (à St.Dizier) avait été choisi par les autorités militaires pour y établir une "gare régulatrice" en raison de sa position suffisamment proche du front pour concentrer efficacement vers celui-ci troupes et matériels, mais en même temps suffisamment abritée pour ne pas être à la portée de l'ennemi.
Après une année de "service aux armées" à la fin de 1918, les "Consolidation" A.L.V.F. étaient restées à la disposition de la compagnie de l'Est pour assurer les nombreux convois nécessaires à la démobilisation et à la reconstruction des régions sinistrées. Deux ans plus tard, l'armée n'en ayant plus l'usage, les trente-cinq locomotives ont été vendues à la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, par marché en date d'Octobre 1920. Elles ont dès lors été classées dans la série **12 s**, sous la numérotation 40001 à 40035. «*La livrée noire en vigueur au réseau leur est appliquée, avec cerclages de chaudière en laiton poli et traverse de tête rouge vermillon. Les inscriptions réglementaires sont peintes en blanc sur cette traverse (raison sociale et numéro) et sur les flancs de l'abri (raison sociale et série 12s) ; des plaques en alliage gravées du numéro sont également fixées sur la boite à fumée, de part et d'autre de la base de la cheminée. Les tenders reçoivent les mêmes numéros que les machines auxquelles ils sont accouplés.*» (J.Banaudo, in Les locomotives 140-C, éditions du Cabri)

64- J.Christofle, ancien cheminot

65 et 66- M. A.Gilbert in "La vie du rail" n°1511 5 octobre 1975 p 2.

ensuite par quelques unités pour les besoins du triage et la sortie des embranchements particuliers des mines de Jarny-Droitaumont-Giraumont. »[67] Et encore :«*A partir de 1926, ce sont les 5200. devenues 150 000 puis 150 E qui ont pris asile au dépôt. Entre le 2 août 1926 (5223) et le 8 novembre 1932 (150-195) soixante six "décapod " ont commencé leur carrière en ce lieu.* »...[68] En conséquence, les 4030 (140 A) ont, de proche en proche, essaimé dans d'autres établissements. En 1930, la Mallet 130-030 n° 6001 a travaillé à Conflans. Par ailleurs, les 151-771 à 780 (151 TC) ont aussi été livrées à leur sortie de construction entre le 1er décembre 1931 et le 22 janvier 1932. Leur zone d'action s'étendait essentiellement jusqu'à Lumes-Ecouviez-Longwy (Mont Saint-Martin) Thionville et les lignes du bassin de Briey et aussi Neufchâteau.[69] De son côté, Francis Villemaux écrit qu'en 1932 les «*150-000 étaient 66 à Conflans-Jarny, couvrant le service vers Neufchâteau, Blainville, Verdun, Dugny et après l'ouverture de la ligne 11 et du viaduc de Waville (essai en charge en 1932), vers Lérouville et Bar-le-Duc* .»[70] Il indiquait en outre qu'en 1938 au moment de la création de la SNCF, au 1er janvier, les 150-000 n'étaient plus que 40 à Conflans-Jarny. L'ensemble de ces données est confirmé par le tableau, que nous avons dressé à partir des archives locales, pourtant très partielles sur ce sujet. L'effectif des locomotives demeure du reste toujours à peu près constant au cours de la période, puisque ce tableau dresse un état autour des années 1930-1932.[71] Il nous annonce ce que nous allons vérifier par la suite: le trafic de manœuvre et la circulation des marchandises l'emportaient largement sur le trafic des voyageurs, d'ouvriers essentiellement.

Effectif des locomotives au dépôt de Conflans-Jarny				
	voyageurs	marchandises	manœuvre	total
1932	11	70	5	86



- Les wagons spéciaux:

Les locomotives puissantes, faisaient la fierté des mécaniciens et chauffeurs, mais elles n'étaient pas le seul élément nécessaire aux transports pondéreux. Au manque de puissance, parfois évoqué, au manque de locomotives dans l'après guerre, faut-il ajouter aussi le manque de

---

67- M. Robert M., entré le 1er octobre 1923 à la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est , déclarait au sujet des locomotives:« *Durant leur passage au dépôt de Conflans les 150 E ont subi quelques modifications: D'une part, sur les 150 E 167 et 150 E 185 un écumeur de surface; à chaque ouverture de la porte du foyer une certaine quantité d'eau prise à la surface de l'eau de la chaudière était évacuée sur le ballast dans le but d'éviter l'entartrement. Et d'autre part, application d'un graissage pour les chevilles des tenders TI.*

68 et 69- M. A.Gilbert, op.cité

70- Francis Villemaux, "Décapod, Gueules noires & Trafic Lourd".

71- A G- Conflans-Jarny.

wagons qui se faisait trop souvent sentir, surtout pour les sociétés minières. Cette pénurie touchait tout autant la Moselle du réseau Alsace-Lorraine que le réseau de l'Est...si l'on suit les explications d'un observateur attentif de l'économie lorraine, Georges Hottenger. [72] L'organisation des transports a effectivement posé de difficiles problèmes d'exploitation à la Compagnie de l'Est non seulement par pénurie de wagons au lendemain de la guerre mais aussi par inadaptation du matériel.[73]

Pourtant, une amélioration appréciable devait voir le jour au lendemain de la guerre. Dans le domaine des véhicules de transports lourds, ce sont les industriels du fer qui ont mis au point les wagons spéciaux Kipper... On utilisait en effet de plus en plus, dans la vallée, des wagons des entreprises usinières, en acier, de 40 tonnes de charge utile, spécialement conçus pour le transport du minerai de fer; ces wagons se vidaient automatiquement au moyen de trappes pratiquées dans le fond et chargeaient donc 40 tonnes au lieu des 20 tonnes pour les wagons ordinaires.[74] Mais ce ne sont pas les seuls wagons employés par la compagnie; la gare de Conflans-Jarny accueillait aussi des wagons plats et des wagons plus traditionnels fermés. Dans la gare, progressivement ne circulaient plus que des wagons de ce type, chargés de minerai ou des rames vides puisque, la question du fret de retour n'entrait plus en jeu. En effet au retour de l'Allemagne, du Nord ou du centre, il devenait impossible de charger du charbon car le coke ne supportait pas ce déchargement automatique. Mais le nombre de wagons était doublé pour chaque convoi de retour, procédé qui tout en augmentant le volume du triage réduisait les tonnages en transit. L'emploi de ces wagons particuliers en réduisant les expéditions par voie d'eau de la région de Nancy vers la Belgique, a augmenté le trafic par les gares du Pays Haut. Et comme nous le verrons ces mouvements vers l'Allemagne ont alors plutôt emprunté, par les lignes d'Alsace-Lorraine, la direction du port de de Strasbourg réaménagé depuis la guerre, et qui avait construit une installation spéciale de déchargement des minerais

Outre cette question technique du choix des wagons, se posait l'épineuse question de l'harmonisation des véhicules d'origine diverses et donc la question du contrôle de sécurité des matériels circulant sur les voies. Cette harmonisation occupait une place importante dans le domaine bien particulier des relations entre les mines et la Compagnie de l'Est. Elle venait en plus des conflits à propos du frêt, des tarifications ou de la fourniture d'acier. Ainsi, le 29 janvier 1931, l'inspecteur divisionnaire de la sixième section du matériel roulant de la Compagnie de l'Est adressait au directeur de la société des mines de Jarny un certain nombre de remarques sur

72- in, Le mouvement économique en Lorraine, in Annales de l'Est, 1925.

73- La Compagnie de l'Est avait bien essayé de passer des contrats avec des entreprises pour la réfection du matériel, en particulier avec l'entreprise Cornet, chargée de la réparation d'environ 1920 wagons à raison de 800 F en moyenne par véhicule soit ensemble la somme de 1536.000 F...La Compagnie de l'Est avait fait procéder à la destruction par une convention passée en régie avec la Sté Technique et industrielle d'Entreprise, entre août 1920 et le 1er mai 1921 des véhicules allemands, wagons surtout, dits "prises de guerre" et "armistice" pour une somme d'environ 76.000 F. Elle avait ensuite conclu avec elle un traité suivant un mode forfaitaire, pour travaux de démolition de véhicules, triage et chargement sur wagon des pièces réutilisables pour une somme cette fois de 300.000 F **(CAMT-Roubaix- 13 AQ)**

74- *«Ces wagons kippables sont le plus souvent la propriété des usines et permettent de décharger un convoi de vingt wagons dans l'espace de quelques minutes.* » **(A.Sömme, op.cité)** Dans son ouvrage, F.Villemaux nous présente ces wagons avec*«trémie, affectés au transport du minerai de fer, construit par Talbot en 1922 de 26 m3 de capacité et de 42 tonnes de charge utilisable* » **(Francis Villemaux, op.cité)**

la sécurité, en particulier les systèmes de freinage.[75] La Compagnie ajoutait que pour mener ces essais de frein, dans les conditions indiquées, la mine devait livrer des véhicules accouplés avec des réservoirs chargés à 5 kg. Les techniciens cherchaient à vérifier l'étanchéité et le fonctionnement du frein des rames complètes avant leur remise à la Compagnie et éventuellement à remédier aux anomalies que pourraient révéler les essais précédents. L'inspecteur demandait en outre, de disposer sur la voie de départ, d'une source d'air comprimé pour le chargement des rames, (puisque l'emploi de bouteilles était interdit), ainsi que d'un robinet de mécanicien, d'un manomètre et d'un tuyau de branchement nécessaire pour mener ces essais. En 1936 encore, le 3 septembre, la Compagnie de l'Est rappelait à la société des mines de Jarny les dispositions communes à observer par "les sociétés embranchées" et par la Compagnie de l'Est pour les opérations de desserte de leur embranchement, preuve qu'il fallait régulièrement surveiller l'application des normes [76] en matière de circulation.[77] Il faut dire qu'avec l'augmentation des vitesses et des tonnages, la sécurité devait évoluer aussi. Au point qu'une circulaire sur les chemins de fer miniers est remise en forme et soumise à la signature d'E.Daladier le 27 octobre 1932 puisque de nombreuses divergences étaient apparues entre les diverses catégories de chemins de fer particuliers au sujet des dispositions réglementaires.... Ce texte était accompagné d'un cahier des charges assez complet, allant des clauses les plus élémentaires, concernant les tracés, les clôtures, les barrières, les divers travaux d'entretien des voies...jusqu'aux mesures de sécurité, dont celle que voici et qui peut sembler désuète à cette date «*le mouvement des trains doit être également ralenti ou même arrêté toutes les fois que l'arrivée d'un train effrayant les chevaux ou autres animaux pourrait être la cause de désordres et occasionner des accidents* »

- Les activités de la gare:

Conflans-Jarny n'était pas la seule gare de triage du Pays-Haut comme le tableau comparatif que nous avons établi et présenté en annexe le montre, mais à côté des grandes gares de Thionville, Metz-Sablon, elle se plaçait devant les gares d'Audun-le-Roman, de Longuyon, de Pagny-sur-Moselle, ou de Blainville. Comme M.A.Labaste le faisait remarquer, cette activité avait fait de ces importants triages, de véritables "villes ferroviaires " ... De fait la gare jouait le rôle d'une **zone importante de transit**, que les réparations sur les infrastructures et les aménagements divers avait amplifiée. Elle pouvait redevenir la gare du secteur, non seulement régulatrice des activités des mines locales, mais aussi du transit régional avec une fonction de plaque tournante pour la partie sud du bassin de Briey. A côté de ce rôle de transit, elle allait ajouter les fonctions très importantes de ses ateliers d'entretien des machines...les responsabilités de forma-

---

75- «*la mise en service du frein continu sur les trains de marchandises doit nous conduire à vous demander soit l'essai et le bon fonctionnement du frein sur les trains avant leur remise à notre compagnie, soit lorsque nous le jugerons utile, de vous demander la mise à disposition sur une voie de votre embranchement des wagons particuliers en vue de la vérification spéciale du frein et effectuer soit par vous, soit par nous, les retouches d'entretien courant reconnues indispensables au bon fonctionnement.*» **(Espace Archives Usinor-Sollac)**

76- **AQ 13 - 2558- CAMT-Roubaix.**

77- Francis Villemaux, de son côté, insiste sur l'importance des renforcements du matériel contrôlé dans les ateliers en particulier des attelages, avec «*remplacement éventuel des coussinets en métal ferreux des wagons de particuliers* »**(Francis Villemaux, op.cité)**

tion des agents du district, les activités de bureaux, la gestion des cités et des magasins coopératifs, ...

- Transport des marchandises: flux régionaux et lointains.

Les produits de l'industrie minière et quelques produits métallurgiques, les engrais, les produits alimentaires et agricoles, représentaient la majeure partie du trafic marchandises total de la gare de Conflans-Jarny; en cela, ce trafic ne différait guère des marchandises transportées régionalement.[78] Francis Villemaux en présentant les activités de la gare de Jarny, évoque de son côté, sans toutefois les chiffrer, le passage et le tri, en plus des minerais, des rames de chaux (depuis Dugny en Meuse), d'aciers laminés en barres ou des couronnes de fers profilés et des tôles, et du charbon...[79] Mais la conjoncture n'était pas toujours favorable. La Compagnie de l'Est elle même déclarait que jusqu'en 1929, la situation avait été satisfaisante, mais que depuis 1930 elle était devenue déficitaire; pourquoi? Les causes de cette situation, disaient les administrateurs, étaient bien connues, ils les avaient signalées à plusieurs reprises...«*La dépression économique mondiale, dont les premiers effets sur le trafic des chemins de fer se sont fait sentir à la fin de 1930, s'est accentuée considérablement au cours des années suivantes...avec une diminution notable du trafic des marchandises en petite vitesse* ».[80] En 1930 toujours, ils notaient que la diminution du tonnage transporté était due pour une large part à la diminution de l'activité industrielle et commerciale de la région: «*extinction de plusieurs hauts fourneaux, réduction de l'extraction des mines, chômage de certaines usines ...* » [81] En 1931, le transport des marchandises baissaient de 16,2%, et celui des minerais passait de 13.186.614 T à 10.027.158 T et les produits métallurgiques de 6.673.304 T à 5.456.157 T...La crise régionale et la fermeture de nombreux marchés étrangers par suite des restrictions financières se combinaient pour expliquer la crise des transports. Pour faire face, la Cie crée dès 1931 des tarifs spéciaux pour les transports de combustibles de la Ruhr à destination du bassin de Longwy...Pourtant l'année suivante, en 1932, le trafic lourd baissait encore d'environ 15,9%: les minerais passaient de 10.027.158 T à 6.623.535 T et les produis métallurgiques de 5.456.157 T à 4.282.584 T. A ces difficultés régionales conjoncturelles, les administrateurs ajoutaient la concurrence des moyens de transport nouveaux, spécialement de l'automobile.[82] En 1929 la Compagnie déclarait que si ses recettes Grande Vitesse étaient en diminution pour les messageries, cela était principalement dû à la

78- La grosse industrie et ses corollaires, s'élevaient au début des années 1930, à un tonnage d'expéditions d'environ 35 millions de tonnes, après avoir atteint, en 1929, un plafond de 52 millions de tonnes environ. Ajoutons que, nulle part en France le transport par trains complets, à tarifs réduits, mais à grande vitesse n'a atteint un tel développement en particulier grâce aux liaisons entre le Bassin de Briey et le Pas-de-Calais en moins de dix-sept heures. A.Sömme avance un ordre de grandeur de ce mouvement en précisant qu'à la fin des années 20 il était parti du bassin de Briey «*jusqu'à 53 trains de minerai par jour, représentant 60.000 tonnes de marchandises* ».**(A.Sömme, op.cité)**

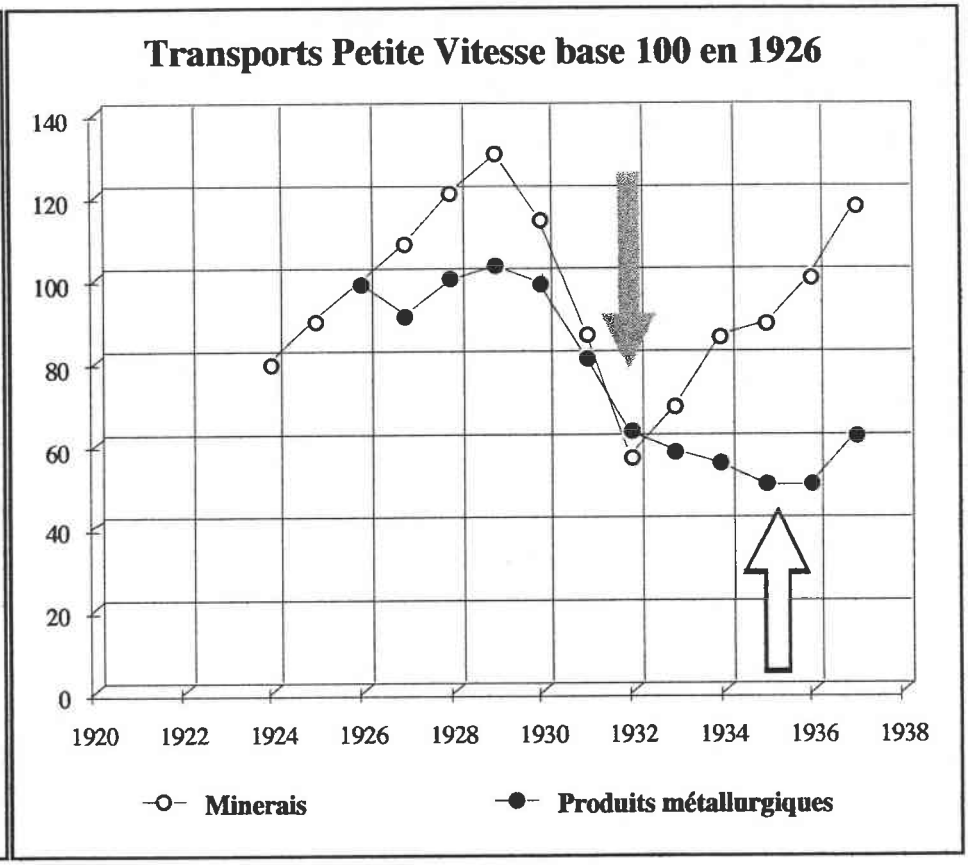
79- En 1925, par exemple, la Compagnie notait que l'activité métallurgique s'était traduite par une augmentation de plus de 500.000 tonnes sur les expéditions au départ des usines de Moselle; les transports de minerais avaient atteint un total de 10.383.276 tonnes contre 9.215.824 en 1924. En 1926, les administrateurs pensaient que cette activité exceptionnelle pouvait être attribuée « *d'une part, à la baisse du franc français qui a favorisé nos transports d'exportation, d'autre part à la grève des mineurs anglais; celle-ci a entraîné le développement des transports des combustibles minéraux ...* »() Ils ajoutaient que le trafic des minerais avait continué à se développer de façon satisfaisante, que le trafic des engrais était aussi en progression, grâce aux expéditions d'engrais potassiques et de scories de déphosphoration...

80 et 81- **AQ 13 - 2558- CAMT-Roubaix.**

82- «*... trop longtemps encouragée par un régime fiscal favorable à nos concurrents de la route et par la liberté administrative, technique et commerciale dont ils jouissent...* »**(CAMT-Roubaix- 13 AQ)**

	Minerais	Produits métallurgiques
1920		
1921		
1922		
1923		
1924	80,68	
1925	90,91	
1926	100	100
1927	109,60	92,07
1928	122,09	101,02
1929	131,46	104,33
1930	115,45	100,00
1931	87,79	81,76
1932	57,99	64,18
1933	70,11	59,30
1934	87,07	56,20
1935	90,27	51,15
1936	101,19	51,03
1937	118,67	63,05

SNCF



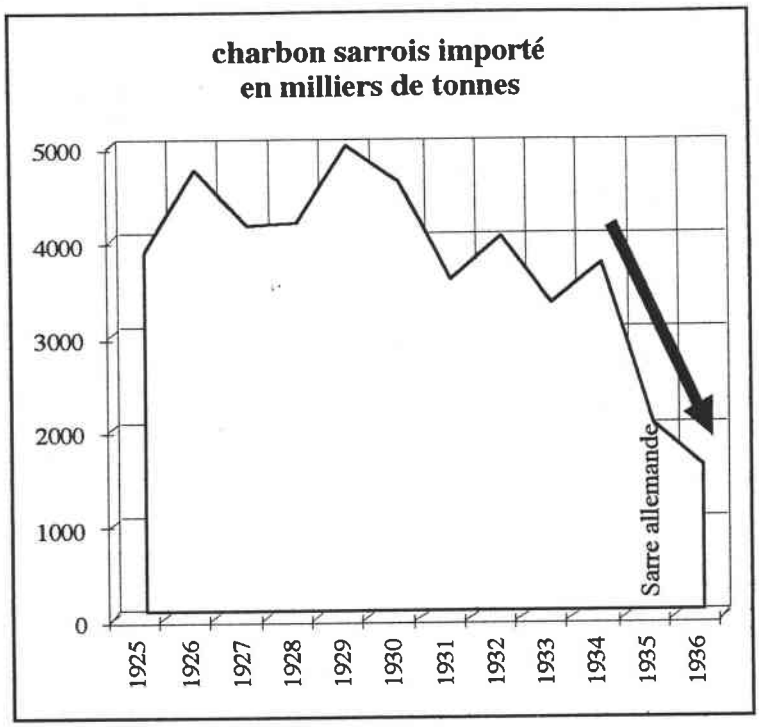
concurrence automobile. C'était à cette concurrence automobile [83] qu'il fallait, selon elle, attribuer la baisse du trafic du lait et des colis express!

Comme on le constate, cette concurrence a été particulièrement sensible dans le secteur des transports rapides, les plus rémunérateurs. En réaction la compagnie décidait la création en 1929 de tarifs spéciaux de groupage sur de nouvelles relations concurrencées par l'automobile...puis en 1932 la création de tarifs avec date de livraison garantie, et surtout l'instauration d'un tarif au wagon-kilomètre. Ce n'est qu'en 1933 qu'on peut noter une reprise sensible des transports de minerais et des produits métallurgiques; hélas, dans le même temps, on constatait une forte diminution des céréales, des matériaux de construction, chaux, ciment, bois,...A nouveau les administrateurs accusaient l'automobile de s'emparer de plus en plus de ce trafic. En 1934 s'ajoutait la "fuite" des petits colis et, pour ne rien arranger, la compagnie devaient constater que les activités lourdes de la région déclinaient. [84]. Enfin pour ne pas améliorer la situation, la conjoncture internationale allait perturber les transports de la région Est. Les chemins de fer de Lorraine, en raison de leur situation géographique, étaient particulièrement sensibles aux in-

---

83- Malgré cela, les bilans faisaient ressortir que *«l'effet de la concurrence automobile s'était aggravé sensiblement dans les derniers mois de 1932 par suite de la création d'un grand nombre de services »*. D'autre part les administrateurs incriminaient le maintien durant des années de l'impôt sur les transports par fer à des taux trop élevés et favorisant la concurrence en rendant difficile *«l'ajustement des tarifs des réseaux »*(**CAMT-Roubaix- 13 AQ**) Ajoutons que la politique de baisse des tarifs trouvait forcément sa limite. Ainsi, en 1933 la diminution des recettes, alors que le trafic s'était mieux tenu, ne pouvait venir que de la baisse des tarifs consentis pour ne pas laisser les transports routiers et la batellerie s'emparer de certaines branches du trafic. D'autant que parmi les marchandises transportées par la compagnie, c'étaient les matières pondéreuses de tarification peu élevée qui augmentaient le plus...

84- *«la situation de 1934 de la grosse industrie, source principale de nos transports qui avait marqué une légère recrudescence en fin 1933 est retombée au niveau de 1930-1931: 25 hauts fourneaux à feu en Moselle contre 27 en 1933, 25 en 1932 et 1931, et 42 en 1930... »*(id)



fluences extérieures susceptibles de modifier les courants d'échanges internationaux. Il n'a donc pas été surprenant de voir leur trafic profondément affecté par le retour de la Sarre à l'Allemagne. Pourtant, sur les graphiques des volumes lourds, transportés régionalement, on constate une nette reprise en 1936 en particulier grâce à l'extraction de minerai de fer plus soutenue et à la production métallurgique qui repart, il est vrai avec un temps de retard assez long.[85] La reprise des affaires était en fait attestée dès 1935, d'une part parce que le trafic des minerai de fer se maintenait, et d'autre part parce qu'à côté de ce trafic, dix-huit catégories de marchandises étaient en augmentation elles aussi.

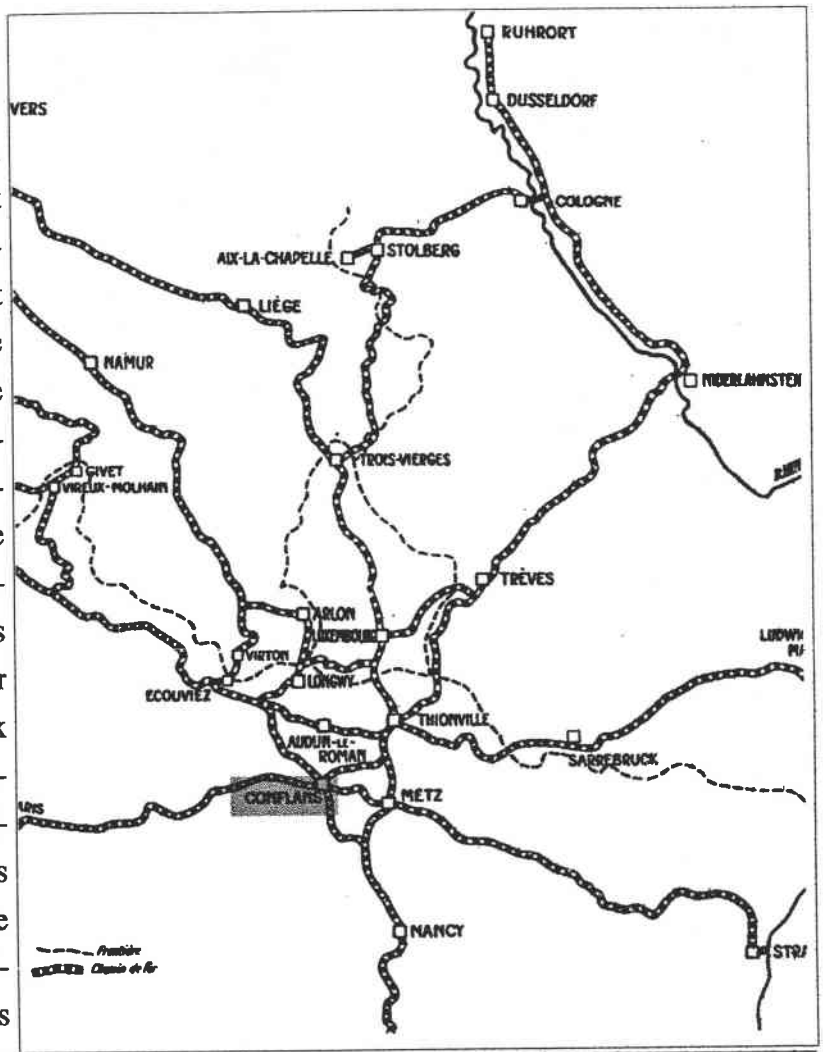
Cependant, il faut distinguer dans ce trafic divers niveaux, un niveau régional et un niveau plus large, interrégional ou international. Les transports des régions minières vers les régions industrielles lorraines venaient, nous l'avons dit de l'éloignement de certaines usines, mais parfois aussi de l'épuisement de certaines concessions; c'était le cas des usines de Senelle par exemple, qui s'alimentaient dans le bassin de Jarny, en particulier. Le rail seul lui avait permis de survivre à cet épuisement, indépendamment des questions de tarification du transport que nous avons évoqué et que nous évoquerons plus loin. Globalement, pour le secteur, il y avait là un trafic de minerai de fer à distance n'excédant pas 50 kilomètres, mais de l'ordre de 10 millions de tonnes, plus ou moins régulièrement selon la conjoncture comme nous l'avons vu. Cependant, ces trafics internes au Pays Haut n'étaient que l'un des aspects - le moins important pour le tonnage), de la "navette" bien connue entre les centres houillers du Nord et les centres métallurgiques lorrains. Sur la carte on note à la fois le déséquilibre régional nord-sud du réseau, les ramifications vers la mer du Nord et l'étranger. On voit que le réseau permettait aux gares lorraines d'expédier du minerai de fer dans trois directions: le Nord de la France, la Belgique-Luxembourg et surtout l'Allemagne.[86] La plupart des minerais provenaient du Pays Haut et toutes les mines de la vallée de l'Orne expédiaient leur minerai en empruntant les mêmes voies. Comme les mines du Jarnisy, les deux mines de Piennes et Joudreville du bassin de Landres fai-

---

85- Accord franco-allemand de 24 juillet 1934 a été dénoncé, la persistance des répercussions du régime des sanctions avec l'Italie...

86- Les expéditions «*vers l'Union économique belgo-luxembourgeoise dépassaient 10 millions de tonnes, et ceux vers l'Allemagne (par la Sarre ou par Strasbourg) avoisinent 8 millions de tonnes* ».(**André Labaste, op.cité**) En 1927 déjà, la région expédiait «*par Strasbourg vers la Ruhr 1.146.000 tonnes de minerai, c'est-à- dire le tiers de la consommation allemande en minerai lorrain. Des 1.039.000 tonnes de minerai expédiées de Meurthe-et-Moselle en Allemagne, 887.000 passaient par Strasbourg ...* »(**A.Sömme, op.cité**)

saient de même, par les gares de Barancourt et Conflans-Jarny.[87] La Compagnie de l'Est pour son exercice de 1935 faisait cependant remarquer une baisse des expéditions de minerai de fer qui n'avait pas encore rattrapé à cette date le niveau de 1913! (-11%); la baisse touchait surtout le trafic à destination des Hauts fourneaux de la région de Nancy.(- 62%) A l'inverse les produits de la grosse métallurgie étaient en augmentation plus au nord du département (+9%) par rapport à 1935 grâce aux travaux effectués pour la défense nationale (c'est-à-dire sur "ligne Maginot") et à une légère reprise des affaires au cours du 4° trimestre de 1936. Mais la situation politico-économique allait modifier les courants d'expédition, comme le rapportaient les industriels dans leur bulletin interne:«*Les voies ferrées lorraines transportent la totalité des minerais de fer vers la Belgique, les quatre cinquièmes environ vers le Luxembourg* .»[88] Enfin, le conseil d'administration se consolait en notant que le trafic des bestiaux avait augmenté de 48% à la faveur de la nouvelle tarification à vitesse unique concernant les animaux vivants...Avec ce dernier exemple se trouve posée une des questions vitales pour la Compagnie, la question du prix et de la concurrence.



Grâce à leur excellente liaison avec les réseaux suisse, allemand et Luxembourgeois, les lignes lorraines ont de même un rôle international: non pas tellement par la ligne de Paris à Strasbourg-Kehl, ou celle de Metz-Sarrebruck, que là aussi surtout par les transversales : Calais-Bâle qui passera par la gare de Conflans-Jarny puis par Nancy-Belfort, Ostende-Thionville-Metz-Strasbourg, reliant l'Europe centrale ou alpine à l'Angleterre ou à la Belgique-Hollande.(**André Labaste, op.cité**)

Les tarifs au cœur des débats de la Compagnie de l'Est

Dans une présentation du transport ferroviaire, on ne peut ignorer les questions des tarifs, et plusieurs auteurs cités ont fait allusion à cette question. la question du coût était un sujet de débat continuel dans les bulletins patronaux, dans les courriers des directeurs de mines, com-

87- Il faut ajouter à ces tonnages transitant par ces gares, le trafic des scories Thomas, des milliers de tonnes «*de produits métallurgiques finis ou demi-finis, expédiés surtout vers le Nord, la région parisienne, ou rejoignant Anvers, le grand port d'exportation des métallurgistes lorrains, par les lignes du nord de la Lorraine et du Luxembourg* .»(**André Labaste, op.cité**)

88- **Bulletin du Comité des Forges, mars 1937.**

me dans les procès verbaux du CA de la Compagnie. Il faut rappeler que, parmi les difficultés dénoncées par les directeurs de mine, difficultés qui ont marqué la fin de la guerre et les années suivantes. rappelons que la première crise des transports s'était traduite par une surélévation des tarifs. Cette tarification élevée était d'autant plus sensible pour le calcul des prix de revient des industriels lorrains que la région était plus éloignée de la mer, qu'elle était obligée de tirer du dehors presque tout son combustible, et surtout qu'elle devait pour vivre et prospérer, développer ses exportations.[89] Mais le point de vue de la Cie nous l'avons entendu, était que le coût du transport avait augmenté avec la crise du charbon, le renchérissement des salaires, la journée de 8 heures...Tout cela a pu expliquer un temps la désaffection relative du réseau. Cependant, quelques années plus tard, la tendance s'était inversée.[90] Comment expliquer cet abaissement? La Compagnie a mené une politique des tarifs. On connaît les ristournes pour l'emploi des wagons particuliers déjà évoqués. Ensuite des prix sont consentis sur les trains complets, les trains quotidiens, et surtout sur les transits internationaux.[91] Parmi ces dispositions, outre la réduction obtenue pour chaque wagon chargé, c'est le fait que la Compagnie de l'Est a ajouté une réduction supplémentaire par convoi complet formé, qui a favorisé la généralisation de l'emploi des wagons "kippables". Ces efforts, la Cie les déploie par exemple dès 1923 avec le création d'une tarification temporaire pour permettre aux cokeries françaises d'alimenter plus facilement les hauts fourneaux de la Moselle pendant la période où les évènements de la Ruhr ralentissaient les expéditions de coke de réparation; ensuite avec l'extension aux mines sarroises et lorraines des tarifs accordés aux bassins du Nord et du Pas-de-Calais pour atteindre la zone côtière de l'océan; enfin avec toute une série de mesures comme la réduction aux courtes distances des tarifs des minerais de fer, l'accentuation des avantages accordés à l'exportation des produits métallurgiques, les abaissements importants consentis aux produits bruts adressés à des usines de transformation, et l'augmentation des avantages consentis aux transports par trains complets, etc...[92]

Si l'allusion faite plus haut à la concurrence de la route ne présentait qu'un danger à long terme - et pour l'heure surtout pour le trafic voyageurs-, la guerre des transports était de plus en plus ouverte pour les transports pondéreux à longue distance, qui pouvaient circuler par la voie d'eau. La voie ferrée a su trouver en Lorraine plus de souplesse, par le jeu des tarifs comme on vient de le voir et surtout par l'abandon du projet de voie d'eau un moment fortement envisagé par la vallée de l'Orne. Il s'agissait de relier l'Aisne et le réseau hydrographique de la Seine. Ce danger pour la Compagnie était d'autant plus menaçant que la canalisation de la Moselle

---

89- *«Les tarifs spéciaux qui, pour certaines matières pondéreuses, avaient abaissé jusqu'à 0,017 F la tonne kilométrique, ont été supprimés et c'est sur le tarif général qu'ont été appliqués les coefficients d'augmentation, en sorte que le coût de certains transports est aujourd'hui de huit à neuf fois celui d'avant guerre! ...* »**(G.Hottenger, Le mouvement économique en Lorraine, in Annales de l'Est, 1925)**

90- Le choix d'expédier de plus en plus les produits métallurgiques vers le nord et Dunkerque, s'expliquait peut-être *«plus par le mécontentement des industriels relativement aux tarifs des chemins de fer belges que par l'encombrement des lignes* ». **(A.Sömme, op.cité)**

91- *«...les tarifs d'export Anvers-Dunkerque...qui arrivent parfois à renverser des courants de trafic, sont économiquement bien établis* .»**(André Labaste, op.cité)**

92- Le 6 février 1936, un projet de nouveaux tarifs Petite Vitesse (n°14/114) proposait la création d'une tarification spéciale applicable à la fonte brute en lingots ou en morceaux, «expédiée d'Auboué à Lens, Fumel et St Etienne du Rouvray via Conflans-Jarny.»**(AQ 13 - 2558- CAMT-Roubaix)**

allait faire de la voie d'eau une sérieuse concurrente.[93] Signalons toutefois, dans ce domaine de la concurrence des produits lourds, que, pour une partie du minerai, les industriels n'utilisaient pas le réseau général, mais «*les transporteurs aériens ou les chemins de fer particuliers des mines.* »[94] Le manque de matériel ferroviaire après la guerre et les tarifs élevés n'expliquaient pas à eux seuls ce dispositif privé. En dehors des questions de tarification, on peut y ajouter une question pratique et technique.

Les marchandises Petite Vitesse sont les marchandises lourdes et peu fragiles en général et Grande Vitesse sont plus légères, périssables, mais rapportent davantage à la compagnie proportionnellement à leur poids ou à leur volume. Ce sont les marchandises pour lesquelles la concurrence de la route pouvait être le plus dure! En 1934, la route était à nouveau dénoncée: «*la concurrence de l'automobile, s'exerce activement contre notre trafic, mais dans les mêmes conditions que sur les autres réseaux* »[95] Pourtant face à cette concurrence, la Cie sent qu'elle peut réagir en améliorant son attractivité par des tarifications appropriées. Dans ce domaine des tarifs, la liste des modifications et modulations des tarifications est particulièrement impressionnante. Pas une marchandise, de faible poids ou non, pas un animal, un voyageur qui ne connaissent un tarif à la carte ou presque. En 1926 la Cie mettait en place une nouvelle tarification abaissée pour les blés et farines de blés aux petites et moyennes distances. par exemple en 1930 avec la tarification réduite pour les bières sur des parcours n'excédant pas 300 km... (cela concernait la brasserie de Jarny, embranchée à proximité de la gare depuis longtemps). D'autres baisses viendront pour les limonades gazeuses, les bois à brûler et les bois sciés, de façon "*à ramener au fer certains trafics que l'industrie avait avantage à effectuer par camion privé* "...La liste des exemples serait longue. Retenons en quelques uns tirés des notes de la Compagnie de l'Est elle-même comme la «*création de prix réduits pour les groupages d'épicerie sur certaines relations concurrencées par l'automobile...* »[96] Notons à ce sujet la remarque d'un responsable des services commerciaux s'efforçant «*par une propagande active* » de développer la consommation du poisson de mer dans le secteur du Pays Haut: «*ce service utilisé à partir de Boulogne pour l'acheminement de la marée à destination des centres de consommation desservis par notre réseau...* » [97]

Le transport des marchandises localement:

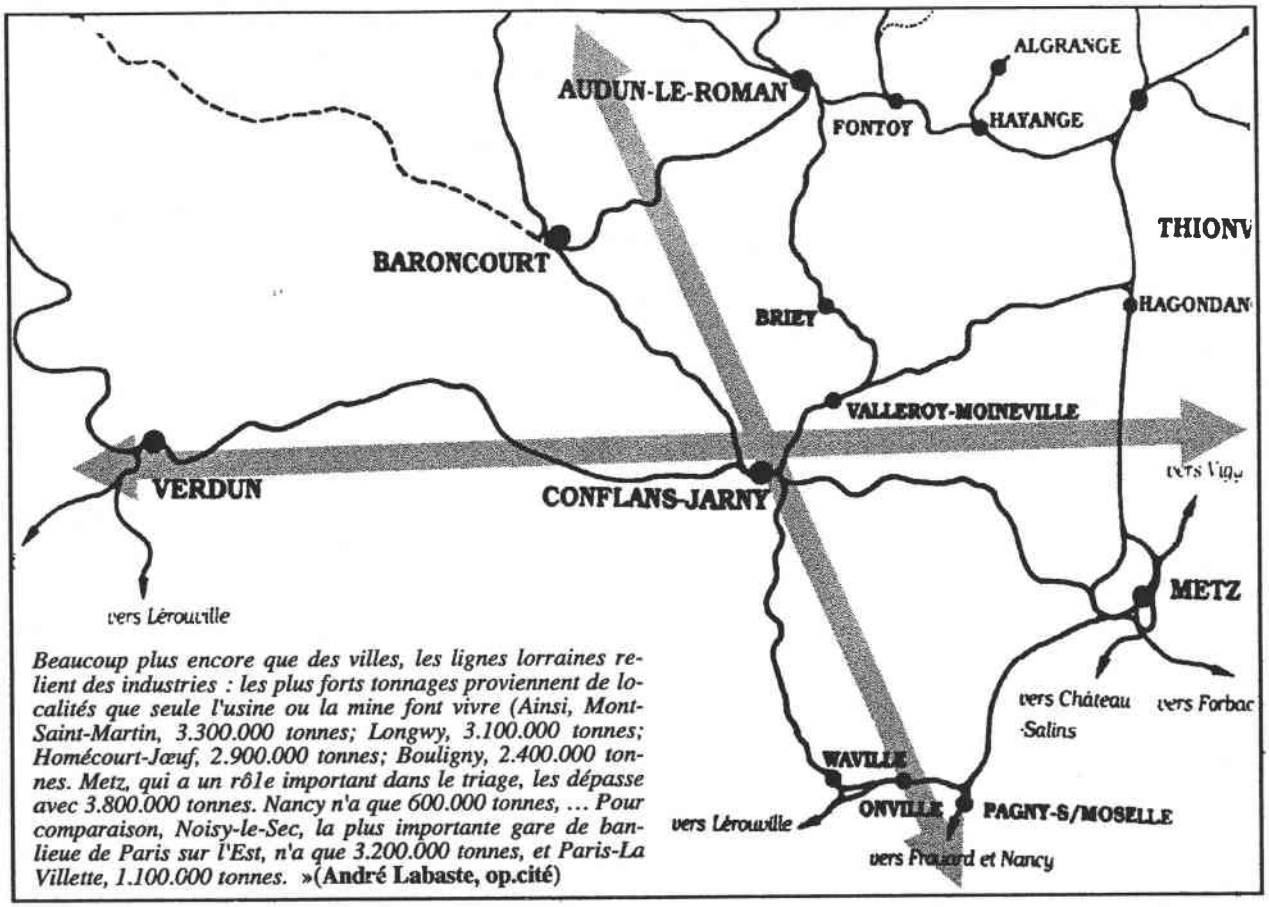
La gare de Conflans-Jarny participe dans son transit de la disproportion régionale, entre un Nord industriel et un Sud agricole. En effet, au sud de la ligne Paris-Strasbourg, l'activité de fret était assez réduite, tandis que le Nord était dominé par les expéditions ou les arrivages massifs par groupes d'usines ou de mines. A Jarny, la gare était un lieu idéal de croisement régional

---

93- « *la concurrence de la voie d'eau est plus grave: alors que le réseau n'a réussi en 1934 qu'à maintenir sensiblement son tonnage PV de 1933, ses concurrents de la voie d'eau ont accru les leurs par exemple, la Moselle canalisée 1444000 tonnes à 156000 tonnes* » **(CAMT-Roubaix, 1934)** En 1936, la Compagnie de l'Est indiquait que pour parvenir à des ententes avec la batellerie, il lui avait fallu pour les marchandises, réduire certains tarifs afin de les rapprocher de ceux de la voie d'eau, en particulier réaménager les tarifications de la bière...

94- **Bulletin du Comité des Forges, mars 1937.**

95 à 97- **CAMT-Roubaix, 1934.**



Beaucoup plus encore que des villes, les lignes lorraines relient des industries : les plus forts tonnages proviennent de localités que seule l'usine ou la mine font vivre (Ainsi, Mont-Saint-Martin, 3.300.000 tonnes; Longwy, 3.100.000 tonnes; Homécourt-Jœuf, 2.900.000 tonnes; Bouligny, 2.400.000 tonnes. Metz, qui a un rôle important dans le triage, les dépasse avec 3.800.000 tonnes. Nancy n'a que 600.000 tonnes, ... Pour comparaison, Noisy-le-Sec, la plus importante gare de banlieue de Paris sur l'Est, n'a que 3.200.000 tonnes, et Paris-La Villette, 1.100.000 tonnes. **»(André Labaste, op.cité)**

entre les flux transversaux nord-sud et est-ouest (cf carte ci-dessus).[98] Si la plupart des usines métallurgiques s'étaient bâties à proximité des gisements, elles devaient s'approvisionner en matériaux divers, régionaux comme la chaux de Meuse, ou venus de loin, manganèse, charbon...etc. La gare de Conflans-Jarny jouait le rôle, pour ces produits lourds, d'un centre important de répartition des rames, puisqu'il n'y avait pas sur place d'usine consommatrice de minerai. Mais c'est ce trafic de passage qui expliquait l'importance de son double garage avec faisceaux et postes de répartition, équipements rendus nécessaires par l'incroyable mouvement de'organisation des rames, à la confluence des divers centres métallurgiques du bassin. [99] On relève ainsi jusqu'à 30 mouvements de train aux heures de pointe et jusqu'à 175 mouvements de tri/assemblage par jour.

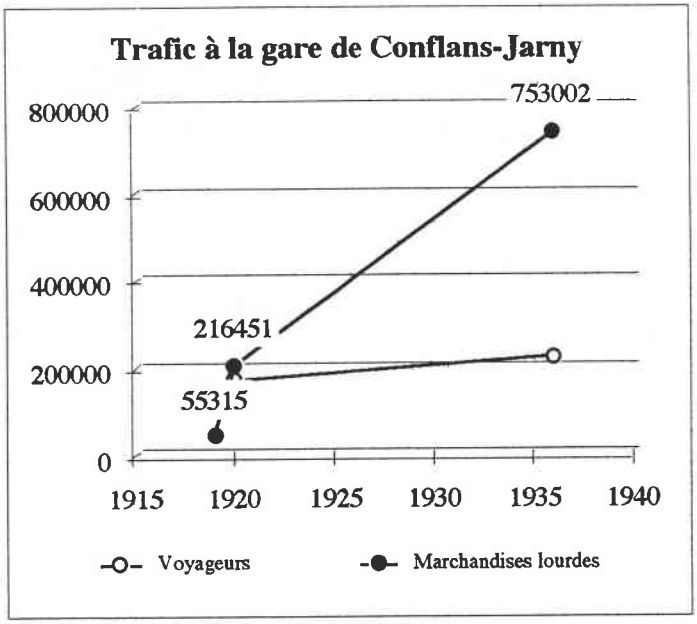
Mouvements au dépôt de Conflans-Jarny	année 1929
Parcours kilométrique annuel:	215.000 km
Nombre de mouvements aux heures de pointe:	30
Nombre de mouvements par 24 h en moyenne:	175

98- Ce trafic donnait à la circulation ferroviaire un de ses traits caractéristique: ***«dans l'espace séparant ces producteurs ou consommateurs très localisés, un transit énorme, mais rien que du transit: un trafic par conséquent très compartimenté.*** **» (André Labaste, op.cité)**

99- L'industrie métallurgique était bien souvent située sur le minerai ou près du minerai, mais il lui fallait faire venir sa **castine**, (1 million de tonnes environ, de la Haute-Meuse ou de Belgique), son minerai de **manganèse** (372.000 tonnes venues par Dunkerque-Longuyon). Surtout il fallait aussi compter avec les circulations de **fines à coke** (600.000 tonnes d'Allemagne, 415.000 tonnes de Belgique, 220.000 de Hollande, pour la seule Meurthe-et-Moselle; à peu près autant pour la Moselle) ou de cokes (pour l'ensemble du bassin métallurgique, 1312.000 tonnes de coke français du Nord et du Pas-de-Calais, 1980.000 tonnes de coke étranger, dont plus de la moitié d'Allemagne).**(André Labaste, op.cité)**

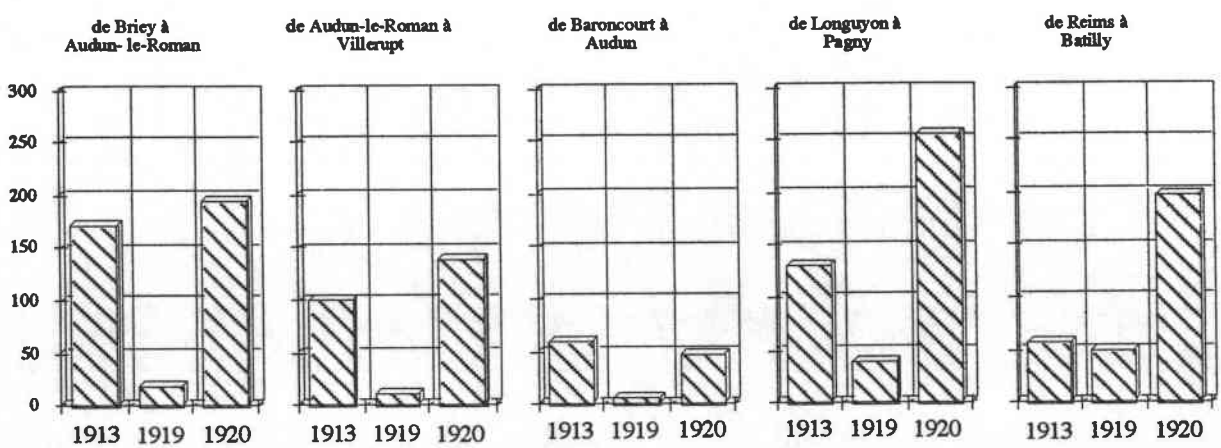
castine: calcaire mélangé au minerai de fer pour en faciliter la fusion; **manganèse**: il entrait dans la fusion de certains aciers; **fine à coke** : charbons en morceaux très petits, pour les lits de fusion.

Les transports passant par la gare et pour le compte de la métallurgie vont ainsi atteindre des chiffres considérables; la Compagnie de l'Est transportait en 1927, plusieurs millions de tonnes de minerai, de tonnes de combustibles et de produits métallurgiques. Ces trois groupes de marchandises représentaient ensemble plus de 80% du trafic total de la gare. En dehors des transports de la grosse industrie, il faut aussi citer « *les expéditions agricoles de la ligne de Longuyon à Nancy, drainant la riche production de la Woëvre, et le trafic de la bière,... malgré la concurrence de l'automobile.* »[100] Ce sont ces trafics qui constituaient la majeure partie des marchandises de la Grande Vitesse. Ce trafic, la Compagnie lui accordait une importance particulière, compte tenu de sa forte valeur kilomètre/transport. Dès 1920, la Compagnie de l'Est pouvait déclarer avoir réorganisé son service postal, en particulier, avec des trains spéciaux "poste et messageries" malgré les difficultés créées par «*le manque de combustible, sa mauvaise qualité souvent et la fatigue du personnel, ...*».[101] Elle notait avec soulagement que la circulation augmentait après des années de tension de la guerre dans une région encombrée par le trafic d'après guerre. Pourtant, les tableaux le montrent, à la gare de Jarny, le trafic militaire qui représentait encore fin 1919, 60% du volume, allait tomber en 1920 à



lignes	1913	1919	1920	*1913*	*1919*	*1920*	
de Briey à Audun- le-Roman	171,09F	19,26F	193,58F	*100*	*11*	*113*	*surtout marchandises*
de Audun-le-Roman à Villerupt	100,18F	11,27F	139,17F	*100*	*11*	*139*	*surtout marchandises*
de Baroncourt à Audun	58,89F	6,20F	47,02F	*100*	*11*	*80*	*surtout marchandises*
de Longuyon à Pagny	130,90F	39,77F	255,30F	*100*	*30*	*195*	*voyageurs et marchandises*
de Reims à Batilly	55,90F	48,97F	197,43F	*100*	*88*	*353*	*surtout voyageurs*
ensemble	516,96F	125,47F	832,49F	*100*	*24*	*161*	

(CAMT-Roubaix 13 AQ 2644)



100- **André Labaste, op.cité**
101- **CAMT-Roubaix**

moins de 35%. Cela tenait à la diminution de ce type de transport et aussi à l'augmentation des activités industrielles locales et régionales permettant à la Compagnie de l'Est de renouer avec des activités plus normales comme ce tableau des recettes hebdomadaires et le graphique ci-dessous le montrent.

Ensuite, on peut suivre comment la reprise s'est traduite localement par l'augmentation des recettes brutes par kilomètre sur les lignes locales: ce sont les services rapides qui repartent les premiers, d'autant que le trafic voyageurs est constitué de trains militaires, qui n'étaient pas toujours payés en temps et heures.

	1919 1er trimestre	1919 4° trimestre
voyageurs	100	215
messagerie	100	266
petite vitesse	100	219
ensemble	100	222

(CAMT-Roubaix 13 AQ 2644)

Nous avons repris à titre de comparaison les chiffres pour toutes les gares reliées à celle de Conflans-Jarny. Les chiffres du trafic à la gare, font ressortir qu'après les années de guerre et les mouvements de convois militaires (troupes, matériels) le trafic normal a vu localement se creuser un écart de plus en plus fort entre les trafics marchandises et le trafic voyageurs...

Mais la comparaison des rythmes, fait ressortir que certaines gares, comme celle de Conflans-Jarny, ont vu cet écart grandir plus rapidement que d'autres. Entre 1919 et 1936, la gare de Jarny voit son niveau de trafic marchandises passer d'une base **100** à **275** pour les marchandises de la Grande Vitesse et à **1361** pour celles de la Petite Vitesse. Dans le même temps, l'ensemble des autres gares du secteur passaient à **125** pour la Grande Vitesse et à **289** pour la Petite Vitesse![102]

Gare			Grande Vitesse en tonnes				Petite Vitesse en tonnes			
		voyageurs	expédition	réception		total GV	expédition	réception		total PV
CONFLANS JARNY	1919	150516	351	601	1919	952	14228	41087	1919	55315
	1920	184175	550	1293	1920	1843	126349	90102	1920	216451
	1936	236643	894	1728	1936	2622	657353	95649	1936	753002
TOTAL des gares reliées à celle de Conflans-Jarny	1919	3606000	36520	45574	1919	82094	2210770	1026670	1919	3237440
	1920	5155534	43561	52738	1920	96299	4582564	2751292	1920	7333856
	1936	4647959	44571	58296	1936	102867	4202547	5152661	1936	9355208
Evolution, base 100 en 1919										
CONFLANS JARNY	1919	100	100	100	1919	100	100	100	1919	100
	1920	122	157	215	1920	194	888	219	1920	391
	1936	157	255	288	1936	275	4620	233	1936	1361
TOTAL des gares reliées à celle de Conflans-Jarny	1919	100	100	100	1919	100	100	100	1919	100
	1920	143	119	116	1920	117	207	268	1920	227
	1936	129	122	128	1936	125	190	502	1936	289

102- Tableau complet des gares en annexes.

- Transport des voyageurs:

Progressivement le trafic local sera allégé de la charge des trains de service de l'armée française et de l'armée américaine.[103] Au point de vue commercial, la reprise de l'exploitation et du service des trains de voyageurs localement, s'était faite au fur et à mesure de l'avancement des travaux de rétablissement des lignes abîmées... L'observation des chiffres du trafic voyageurs dans l'immédiat après guerre fait ressortir un volume important pour l'année 1919-1920, mais ces chiffres sont un peu artificiels, car les services de la démobilisation des troupes sont pris en compte...Par la suite le trafic n'a cessé de s'accroître, et dès 1920 la Compagnie de l'Est pouvait annoncer qu'après la crise des combustibles qui avait interrompu le programme d'amélioration du réseau et après les grèves des mineurs entre le 15 mars et le 1er avril , «*l'établissement de lignes directes Paris-Thionville via Verdun et Conflans-Jarny dès le 1er juillet 1920* ».[104] Grâce à l'augmentation des moyens de traction et au rétablissement presque complet des lignes dévastées, grâce à l'accélération de la vitesse, les trains express entre Paris et les réseaux Lorrains allaient en effet reprendre assez vite.[105] Dans le tableau ci-contre, nous avons extraits des procès verbaux des Conseils d'administration, les chiffres de fréquentation voyageurs pour toutes les gares du secteur . De ces chiffres, il ressort que ce trafic a eu une importance considérable et que ce secteur formait un réseau dense et passant. [106] Longwy, à cause de ses transports d'ouvriers frontaliers, enregistrait annuellement 541.000 billets. La plupart des stations moyennes délivraient 20.000 à 30.000 billets, chiffre assez considérable et Conflans-Jarny atteignait 236.643 billets en 1936, Audun-le-Roman 219.1446, Longuyon 248.000, etc... [107] Dans cette suite de chiffres, l'année 1931, a été une année exceptionnelle «*car le trafic voyageur a bénéficié des liaisons vers Paris à l'occasion de l'Exposition Coloniale...* » comme le faisait remarquer la Compagnie elle-même.[108]

Gares		voyageurs
AUBOUE	1919	19592
	1920	36011
	1936	29996
AUDUN	1919	42470
	1920	79151
	1936	219146
BATILLY	1919	57494
	1920	94525
	1936	
BRIEY	1919	40803
	1920	82600
	1936	48471
CHAMBLEY	1919	12804
	1920	17972
	1936	9150
CONFLANS	1919	150516
	1920	184175
	1936	236643
ETAIN	1919	8963
	1920	35288
	1936	45020
LONGUYON	1919	105305
	1920	166914
	1936	248248
LONGWY	1919	230265
	1920	423181
	1936	541504
MARS LA TOUR	1919	12630
	1920	16218
	1936	12883
NANCY	1919	2360296
	1920	2918947
	1936	2833204
ONVILLE	1919	15988
	1920	24646
	1936	23652
PAGNY/MOSELLE	1919	357344
	1920	696345
	1936	162574
VERDUN	1919	191530
	1920	379561
	1936	237468
TOTAL	1919	3606000
	1920	5155534
	1936	4647959

103- De même pour les marchandises il aurait fallu aussi tenir compte de la part représentée par le transport des chevaux et du matériel militaire.

104- **AMT-Roubaix- 13 AQ**

105- Concernant ce souci des liaisons rapides avec la capitale, notons un «*...Nancy-Paris (353 kilomètres) en 3 h. 31 ...* » et un «*Metz-Strasbourg (155 kilomètres) en 1 h. 29.* » (**André Labaste, op.cité**) . Non seulement la commune de Jarny revendiquait sur les horaires, le maintien des trains, etc, mais elle encourageait la création de ligne automobile... dans une délibération du 26 août 1923 elle votait une subvention annuelle de six cents francs en faveur du service de transport Etain-Jarny, service de transport en commun par voitures et camions automobiles, par Fresnes, St Hilaire, Harville, Conflans, à condition que le tracé soit prolongé jusqu'à la place de la mairie...

106- Nancy expédiait 2.831.000 voyageurs, (avec un important trafic de banlieue), ce qui la mettait au premier rang des gares du réseau de l'Est, y compris les gares de la banlieue parisienne. id

107 et 108 - **id.** Par comparaison, Metz expédiait 962.000 personnes et Lunéville 423.000.

Mais ce trafic voyageur allait être vivement concurrencé par la route et la tarification des billets voyageurs allait donner lieu, elle aussi, à divers aménagements. La Compagnie les justifiaient en particulier, à cause des charges élevées du personnel et des diverses prestations offertes aux familles dans l'après guerre. [109] Après la guerre, en 1924, disparaît la 4° classe encore en vigueur sur le tronçon local Alsace-Lorraine(Jarny-Metz), où elle a été définitivement supprimée le 10 janvier 1930. Il faut dire que les ouvriers titulaires des abonnements de travail du tarif Grande Vitesse, valables en 3° classe avaient abandonné la 4°classe dès la tarification de 1923 par suite du faible écart de prix entre les deux. De plus la 3° classe bénéficiait de la franchise de bagages...Pour la délivrance de billets de famille, la définition de la famille a été étendue...De nombreuses réduction ont été accordées.[110]

Pourtant, si des réductions encourageantes étaient établies, les tarifs ne pouvaient pas baisser en deçà d'un seuil. Le 1 janvier 1926, à l'inverse, des majorations générales ont été appliquées aux tarifs à plusieurs reprises afin de permettre aux réseaux de réaliser l'équilibre entre leurs recettes et leurs dépenses et «*les mettre en état d'allouer des allocations de cherté de vie à leur personnel* »

109- Parmi ces prestations, rappelons que la compagnie avait construit des cités: «*on logeait dans les cités, comme les mineurs; la majorité des cheminots se trouvaient à égalité, même logement, même surface, même jardin...* »() Tous les agents avaient aussi des prix sur les combustibles

Prix des combustibles de chauffage aux agents 1922-1923			
	ETE	HIVER	
houille	105,00F	114,00F	la tonne
boulets	76,00F	82,00F	id
anthracite anglais	165,00F	177,00F	id
anthracite belge	145,00F	157,00F	id

En outre la Compagnie de l'Est versait chaque trimestre une subvention à la société coopérative.

Vendredi 23 Novembre 1923		
subvention de la Compagnie de l'Est à		
Sté de consommation de	**Troyes**	1 530,00F
Sté de consommation de	**Chaumont**	1 400,00F
Sté de consommation de	**Epinal**	900,00F
Sté de consommation de	**Conflans-Jarny**	420,00F
Sté de consommation de	**Vesoul**	1 190,00F
Sté de consommation de	**Is-sur-Tille**	930,00F
Sté de consommation de	**Chalindrey**	1 140,00F
Coopérative des employés de la gare d'	**Aillevillers**	390,00F
Sté de consommation de	**Mohon**	1 250,00F
Sté de consommation de	**Givet**	4 230,00F
Sté de consommation de	**Longuyon**	4 640,00F
Sté de consommation de	**Châlons**	3 080,00F
Coopérative des employés de la gare de	**Neufchâteau**	740,00F
Groupement d'alimentation de	**St Dizier**	200,00F
Groupement des employés de	**Langres-Marne**	2 820,00F
(CAMT-Roubaix-13AQ 2555)	**TOTAL**	**24 860,00F**

Le conseil municipal votait de son côté régulièrement une aide aux cheminots, par exemple, le 16 avril 1931, un crédit de 25 F,00 en faveur de la "*Prévoyance des réseaux de l'Est et d'AL et des lignes secondaires* " (**CM du 16 avril 1931)**

110- Une réduction de 30% a été accordée aux pères et mères de famille qui «*ont joui d'une réduction d'au moins 50% alors même qu'ils ont cessé d'avoir trois enfants de moins de 18 ans* »; de même on a accordé la même réduction «*aux pères et mères de famille dont le nombre des enfants vivants, quel que soit leur âge, augmenté du nombre d'enfants morts pour la France, est ou a été de cinq enfants* ». Une carte de demi tarif a été accordée au père voyageant entre le lieu de sa résidence et celui de la villégiature de sa famille...Des billets collectifs aller et retour ont été offerts pour les associations organisant des séjours touristiques...Une réduction de 50% a été accordée aux voyageurs de commerce et représentants sur le prix des cartes donnant droit à le délivrance de billets à demi-tarif... En 1924, une réduction de 30% a été accordée «*aux groupes d'émigrants d'au moins 25 voyageurs empruntant le territoire français...* »

Hausses des tarifs	avant	1 Janvier 1926	1/5/1926 et 16/8/26
Tarifs voyageurs			
1° classe	+ 170%	+ 190%	+ 240%
2° classe	+ 160%	+ 190%	+ 240%
3° classe	+ 150%	+ 190%	+ 240%
marchandises			
engrais	+ 170%	+ 200%	+ 290%
denrées	+ 170%	+ 200%	+ 290%
journaux	+ 170%	+ 200%	+ 290%
reste	+ 200%	+ 250%	+ 320%

Comme on le voit ces hausses étaient substantielles! Quelques temps après, il fallait à nouveau proposer des tarifs spéciaux. [111]

Voici à titre d'exemple, et parce qu'elle a été la première à disparaître, la ligne directe de Conflans-Jarny à Metz, celle qui avait été la première ouverte en 1873...Après la guerre, l'exploitation demeurait coupée de part et d'autre de l'ancienne frontière entre la Compagnie de l'Est et l'Alsace-Lorraine nouvellement créée (*en remplacement de l'Elsass-Lothringen bismarkienne*); en 1923 la desserte des voyageurs se faisait par un express de nuit Metz-Paris avec couchettes de 1ère classe, un omnibus Châlons-Metz, deux omnibus Verdun-Metz et quatre omnibus Conflans-Jarny-Metz. La Compagnie, en 1925 pouvait cependant annoncer que «*les relations de Metz et Thionville avec Paris avaient encore été améliorées par la création de deux nouvelles relations via Verdun et Conflans* .» [112] On comptait ainsi onze mouvements quotidiens dans chaque sens, jusqu'à l'ouverture de la ligne directe en 1932 Lérouville-Metz; ensuite, il ne restera que deux express quotidiens Châlons-Metz avec correspondance pour Paris. Au premier juillet 1934 la ligne a été entièrement confiée à l'Alsace-Lorraine de Metz à Conflans-Jarny et en 1936 un autorail Renault VH faisait l'aller-retour en matinée, Metz-Conflans-Jarny.[113]

B · METZ—AMANVILLERS—CONFLANS-JARNY B

Dist. Kilom.	GARES	11002	11014	11026	11038
—	● Metz G. C. (B) ..... Dép.	0,02	5,02	10,02	15,02
6	Longeville-les-Metz (h)	0,14	5,14	10,14	15,14
7	Moulins-les-Metz ..... Arr.	0,19	5,19	10,19	15,19
	Dép.	0,25	5,25	10,25	15,25
9	Châtel-St-Germain (h)	0,33	5,33	10,33	15,33
12	Montvaux	0,41	5,41	10,41	15,41
16	Amanvillers ..... Arr.	0,53	5,53	10,53	15,53
	Dép.	1,00	6,00	11,00	16,00
23	Batilly ..... Arr.	1 14	6 14	11 14	16 14
	Dép.	1 20	6 20	11 20	16 20
26	Giraumont-Village.....	1 28	6 28	11 28	16 28
30	Conflans-Jarny ..... Arr.	1 36	6 36	11 36	16 36

GARES	11007	11023	11039	11051
Conflans-Jarny ..... Dép.	2 25	10 05	15 55	20 55
Giraumont-Village.....	2 47	10 17	16 07	21 07
Batilly	2 59	10 29	16 19	21 19
Amanvillers ..... Arr.	3 18	10 48	16 38	21 38
Dép.	3 27	10 57	16 47	21 47
Montvaux	3 35	11 05	16 55	21 55
Châtel-St-Germain	3 39	11 09	16 59	21 59
Moulins-les-Metz	3 45	11 15	17 05	22 05
Longeville-les-Metz	3 49	11 19	17 09	22 09
● Metz G. C. (B) ..... Arr.	4 01	11 31	17 21	22 21

Horaires 1933

111- C'est la création en 1930 de billets réduits aller-retour de fin de semaine, puis l'admission des voyageurs de 2° classe dans les voitures-lits...autant de billets qui intéressaient les ouvriers, en particulier les étrangers qui continuaient à aller et venir entre les différents lieux de travail et leur domicile, par exemple sur les chantiers de la ligne Maginot et les cités de Jarny.

112- **CAMT-Roubaix 86 AQ1**

113- les essais pour autorail Renault VH, se sont déroulés en 1936 par démarrage d'une rame de 61 wagons tout venant de 730 tonnes, puis par remplissage d'une rame de 33 wagons dont 22 munis en 4'5" et déblocage en 20" ...par des essais d'arrêt "Haut le pied" à la vitesse de 60 km/h :

avec frein Westinghouse= 180 m,
en direct 120 m ,
à main 250 m.

De fait Jarny, a perdu sa liaison directe avec Paris. Le trafic s'était néanmoins maintenu avec les déplacements régionaux et locaux d'ouvriers. En particulier avec une autre ligne locale, la liaison Conflans-Jarny-Valleroy-Briey-Audun-le-Roman-Villerupt, en tout 43,4 km. Après le conflit, la Compagnie de l'Est a réorganisé les voies en grande partie utilisée par les Allemands

CONFLANS-JARNY A BRIEY ET A VILLERUPT-MICHEVILLE
CONFLANS-JARNY A HOMÉCOURT-JŒUF (THIONVILLE)

	STATIONS	3049	57	3011	19	15	3021	31	3031	27	33	3023	59
		EXPRESS	OMNIBUS	OMNIBUS	OMNIBUS	OMNIBUS	EXPRESS	OMNIBUS	OMNIBUS	OMNIBUS	OMNIBUS	OMNIBUS	OMNIBUS
70	Nancy-Ville (65)....dép	...	...	...	7 6	9 39	...	12 5	...	...	17 8	...	19 5
	— St-Il (65, 66)												
	●Conflans-Jarny...dép	5 19	5 22	...	8 19	11 8	12 20	13 47	15 31	17 5	18 20	...	20 25
6	Giraumont n° 1 (P. N.)..	»	5 27		8 22	11 11	»	13 50	15 34	17 8	18 23		20 28
6	Hatrize n° 2 (P. N.)(■)..	»	5 32	...	8 26	11 15	»	13 54	15 38	17 12	18 27	...	20 34
8	●Valleroy Moineville..arr.	5 28	5 36		8 31	11 20	12 29	13 59	15 43	17 17	18 32		20 39
12	Moutiers (halte).....		5 39	...	8 35	11 24		14 1		17 20	18 35	...	20 42
14	Briey ..... arr.		5 46		8 42	11 31		14 8		17 27	18 42		20 49
			5 50	...	8 46	1 35		14 12		17 31	18 46	...	20 53
					8 50	11 38		14 15			18 49		20 56
18	Mance (halte).....		6 2	...	8 56	11 44		14 21		...	18 55	...	21 ⊙
21	Mancieulles-Rellaincourt...		6 8		9 1	11 50		14 27		...	19 1		21 8
24	Tucquenieux (halte).....		6 15	...	9 7	11 56		14 33		...	19 7	...	21 15
28	Sancy (halte).....		6 21		9 14	12 3		14 40		...	19 14		21 22
31	●Audun-le-Roman ...arr.		6 28	...	9 20	12 9		14 46		...	19 20	...	21 29
	(58, 65) ..... dép.		6 34		10 46			15 »					21 51
37	Serrouville (halte).....		7 38	...	10 53			15 10				...	22 »
40	Tiercelet-Villers-la-Montagne...		7 47		11 9	3015		15 26		3027	3033		22 14
51	●Villerupt Micheville arr.		8 2	...	11 15			15 33				...	22 21
	(62)		8 9		3019								3059
			3057										
	●Valleroy Moineville..dép.	5 30	5 48	6 57	8 43	11 33	12 31	...	15 46	17 30	18 43	19 41	20 47
11	Aubouë (halte).....	»	5 53	7 4	8 48	11 38	»		15 51	17 35	18 49	19 46	20 52
13	Homecourt-Jœuf..arr.	5 36	5 56	7 9	8 51	11 42	12 37	...	15 54	17 40	18 53	19 49	20 55
	Thionville..... arr.	6 19	6 57	8 26	...	12 40	13 21	...	17 28	19 4	...	20 58	21 40

Trains de voyageurs (voir tableau spécial)

au cours de l'occupation. Elle a rétabli une ligne omnibus, à raison de quatre mouvements par jour de bout en bout et divers mouvements partiels comme Conflans-Jarny-Briey ou Conflans-Jarny-Audun...Le déficit du trafic voyageur s'était réduit d'année en année pour disparaître en 1926; il augmentait ensuite, victime de la crise et de la concurrence de l'automobile déjà évoquée. Sur ce sujet, une commission d'harmonisation avait été mise en place à l'intérieur d'un comité technique départemental de coordination (décret d'institution du 25 février 1935) Au terme des accords, la Compagnie de l'Est allait fermer un certain nombre de trains omnibus, se réservant la possibilité de maintenir des autorails, des trains directs [114]. De fait la Compagnie abandonnait à l'automobile les gares secondaires et ne maintenait que les gares centres du département

Gares centres

Longwy	Conflans-Jarny	Blainville	Briey	Baccarat
Longuyon	Onville	Lunéville	Homécourt	
Villerupt	Thiaucourt	Igney-Avricourt	Frouard	
Audun-le-Roman	Toul	Pont-St-Vincent	Nancy	

Sur 141 gares, la Compagnie de l'Est, au terme de ces accords allait en fermer 93 dont 28 en banlieue de Nancy et pour les lignes qui nous intéressent elle fermait:

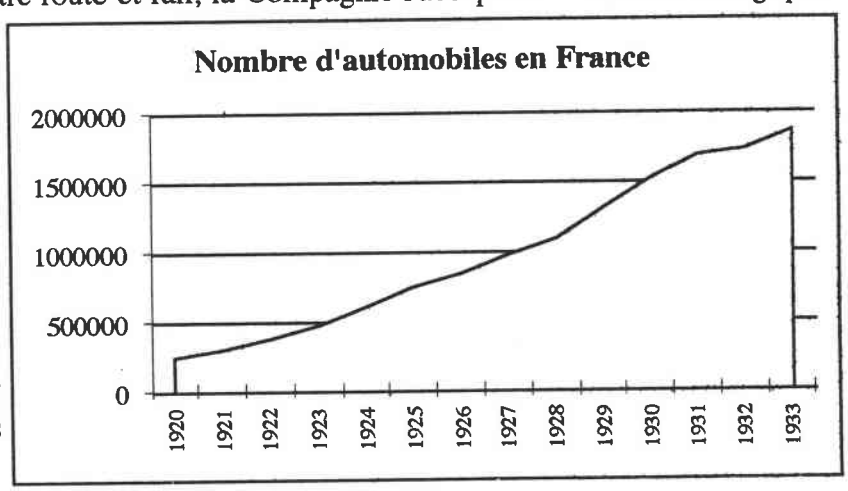
	Gares fermées	liaisons
Ligne 4	Jeandelize	Verdun-Conflans-Jarny
Ligne 12	Chambley, Mars-la-Tour, Droitaumont, Boncourt, Fiquelmont	Nancy-Longuyon
Ligne 28	Sancy, Tucquenieux, Mancieulles, Mance, Serrouville, Tiercelet	Villerupt-Conflans-Jarny

114- «*Le chemin de fer renonce si le trafic peut être mieux assuré par la route* »

Il a alors fallu prévoir des liaisons de remplacement par circuits automobiles:

Itinéraires	Nb de services quotidiens AR	Lignes fermées	Longueur de voies férrée	Entreprises de transport par autocar
Onville-Jarny par Chambley et Mars-la-Tour	4	Pagny- Conflans-Jarny	32 km	Rapides de Lorraine
Verdun-Conflans-Jarny	14	Verdun-Conflans-Jarny	41 km	Rapides de La Meuse
Metz-Conflans-Jarny	14	Metz- Conflans-Jarny	41 km	Rapides de Lorraine
Longuyon-Conflans-Jarny	4	Longuyon-Conflans-Jarny	42 km	Rapides de Lorraine

La nécessité de cette entente entre route et rail, la Compagnie l'acceptait.[115] Suivant la logique de cette rationalisation, la SNCF fermait en 1939 la section Briey-Audun; le trafic voyageurs, devenu trop faible, n'était plus rentable. Sur un graphique général, on suit la progression régulière de l'automobile, en concurrence directe avec le train, pour les voyages privés et publiques.



Aux yeux des voyageurs, les trains n'étaient jamais suffisants, ne circulaient jamais aux heures adéquates et les réclamations concernant les aménagements d'horaires, les haltes et les passages des trains sont à nouveau redevenues fréquentes...La Compagnie, qui ne pouvait offrir toute la souplesse souhaitée à chaque individu, faisait porter ses efforts sur la qualité de l'accueil, la ponctualité du service, etc... Notamment, pour recevoir au mieux les voyageurs, il avait fallu améliorer les installations d'accueil. Les 12 décembre 1919 et 7 janvier 1920, la Compagnie de l'Est avait présenté un projet d'agrandissement du buffet de la gare. La dépense devait s'élever en principe à environ 48.000 F selon le devis présenté le 24 juillet 1919.[116] Le député M. François de Wendel qui semble-t-il s'inquiétait de l'état des locaux destinés au public, avait reçu en réponse à son courrier du 19 juillet 1920, un plan détaillé et l'avis de l'adjudication par lettre signée du directeur de la Compagnie [117].

115- *«en effet, comment les chemins de fer feront-ils face à cet accroissement énorme des dépenses qu'entraînent l'augmentation des prix de revient des matières premières, la hausse des salaires et surtout le recrutement d'au moins 60.000 agents nouveaux par suite de l'application de la semaine de 40 h (date d'application au 25 janvier 1937). cette application grossira-t-elle de quelques milliards le déficit ou provoquera-t-elle le relèvement des tarifs? Contribuables ou usagers?* »(**Jacques Detré, Thèse de doctorat de Droit- Nancy- 1937, "La répartition du trafic voyageurs entre transporteurs ferroviaire et transporteurs routiers dans la région lorraine**)

116- En fait ces travaux avaient été envisagés dès 1910, et ils comportaient une extension avec un avant corps à simple rez-de-chaussée couvert en terrasse, la cuisine et l'office devant être repoussés dans une *«construction sans étage à établir en avant-corps contre la façade côté cour du bâtiment actuel* . **CAMT-Roubaix 13 AQ 102**

117- Notons en outre qu'il avait été également décidé de rénover la halle des voyageurs dans le corps même de la gare en l'élargissant et que pour cela, pour la partie buffet, l'emplacement des anciens locaux devait être incorporé à la buvette....

Comme avant la guerre, la gérance du buffet de la gare attirait. A la suite des travaux, le prix de la redevance pour le buffet allait passer à partir du premier octobre 1923 de 9.000 F à 17.000F par année soit une hausse de presque 90%.[118] Mais, malgré ce surcoût, la place était recherchée. Longtemps, elle fût attribuée à la famille Cordier. Dans les échanges entre la Compagnie et le député, il était en particulier dit que «*le gérant, actuel M.Cordier avait accepté de payer l'augmentation de loyer, le coût étant de 48.000 F soit 480 F par mètre carré* »[119] Mais, cela n'a pas toujours été aussi simple semble-t-il. Nous avons la copie d'une réponse à un courrier de Philippe Serre daté du 1er juin 1937, où l'on apprend que Mme veuve Lebeau, gérante en place, aurait désiré conserver la gérance du buffet de la gare de Conflans-Jarny. Le directeur de la Cie répondait au député que la règle avait toujours été d'attribuer la concession par voie d'adjudication, «*pratique exigée par la commission des Marchés à laquelle la Compagnie de l'Est est tenue de se soumettre...* » Il ajoutait que «*...dans ces conditions et malgré le désir d'être agréable à Mme Lebeau, il ne nous a pas été possible de traiter avec elle de gré à gré...mais nous n'avons pas manqué de lui donner la possibilité de conserver sa gérance en participant à l'adjudication...* »[120] Elle devait du reste la conserver.

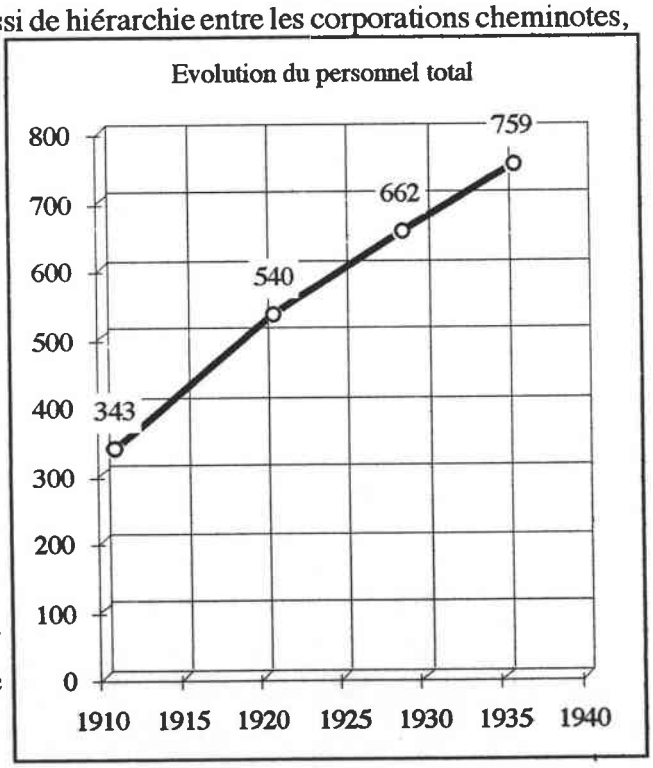
Enfin, dernière amélioration apportée à la gare et annonciatrice de temps difficiles, la cantine militaire de gare fait l'objet d'un projet de construction de dimensions modestes, 8 m x 17,50 pour une hauteur 3 m; le devis s'élevait à 69.398 F,90 et en prévoyait la construction complète en décembre 1939![121]

118- CAMT-Roubaix 13 AQ 2555
119- A G- Conflans-Jarny.
120- CAMT-Roubaix 13 AQ
121- A G- Conflans-Jarny

-Les agents du chemin de fer.

Etre cheminot, une notion à préciser.

Malgré le terme unique de "cheminot", le personnel employé par la Compagnie de l'Est demeure très hétérogène. Et, chacun sait que le monde des roulants n'est pas celui des ouvriers d'ateliers, lui même fort éloigné des divers employés. Ces distinctions professionnelles que nous avions déjà présentées pour la période d'avant guerre, n'a pas beaucoup évolué. On peut même dire que le chemin de fer qui connaît dans l'Entre-deux-Guerre une période de reconnaissance nationale plus large qu'avant 1914, notamment au travers des récits de vie des roulants, va encore tendre ses rapports internes, faits de solidarité certes, mais aussi de hiérarchie entre les corporations cheminotes, hiérarchie que traduisent d'abord les différences de salaire. A ce sujet, il est étonnant de constater que, malgré le caractère spécifique des métiers, lorsqu'un cheminot signale au recenseur qu'il est "employé", il est presque certain que l'information doit être vérifiée. Dans une grille sommaire des métiers et salaires correspondants, établie à partir des archives des mutations/promotions des agents travaillant à Conflans-Jarny, nous avons dénombré 58 catégories différentes de métiers. Nous les présentons dans un tableau en annexe; elles correspondent aux effectifs croissants, malgré la crise de 1931-1935, que présente le tableau ci-contre.



Certaines professions spécifiques reprises dans le tableau sont connues, d'autres moins; mais la principale difficulté que nous avons eue pour suivre l'éventail des métiers, vient de l'absence (du moins dans les archives ouvertes à ce jour) d'un état nominatif complet du personnel, à une date précise. [122] Le travail à partir des dénombrements est alors superficiel pour les qualifications professionnelles que résume le tableau ci-après.

122- Nous n'avons pas pu consulter de listes d'agents travaillant à la gare, comme nous avons pu le faire avec les livres d'embauche des mines jarnysiennes.

métier	date 1911	1921	1936	T
AGENT SUPERIEUR	1			
AIGUILLEUR	1	4		5
AJUSTEUR	40	50	52	142
ALLUMEUR		2		2
APPRENTIS		6	11	17
AUXILIAIRE		1		1
CANTONNIER		3		3
CHARPENTIER		1		1
CHARRETIER		1		1
CHAUDRONNIER	4	3	1	8
CHAUFFEUR	37	24	2	63
CHAUFFEUR AUTO		1		1
CHEFS	2		3	5
CHEF DE DEPOT	1	1	4	6
CHEF DE DISTRICT	1	1		2
CHEF DE GARE	1	1	1	3
CHEF DE MANUTENTION		1		1
CHEF DE SECTION			1	1
CHEF DE TRAIN	1	2	3	6
CONCIERGE		1		1
CONDUCTEUR		5		5
CONTREMAITRE		1	1	2
CONTROLEUR		2	5	7
CULISTE	1			1
DACTYLO		1		1
DESSINATEUR		1	1	2
DOMESTIQUE		1		1
ELECTRICIEN	2	2		4
EMPLOYE	159	266	613	1038
EMPLOYEE	1	7	1	9
FACTEUR		1		1
FACTEUR ENREGISTREUR	1		1	2
FERBLANTIER	1	1		2
FORGERON	2	3		5
GARDE BARRIERE	3	2	1	6
GARDE CHANTIER	1			1

métier	date 1911	1921	1936	T
GARDE FREIN	2	2		4
GERANT	1	2	1	4
INSPECTEUR		1	1	2
INSTITUTEUR	1	1		2
JOURNALIER	1	1		2
LAMPISTE	1	1		2
LIVREUR			1	1
MACON	2			2
MANOEUVRE	10	50	11	71
MECANICIEN	48	54	24	126
MENAGERE		1		1
MENUISIER	1	6	5	12
MOULEUR		1		1
OUVRIER	1	1		2
PEINTRE		2		2
POSEUR	1	1		2
PUISATIER		1		1
SELLIER		1		1
SEMAPHORISTE	1			1
SERRURIER		3	1	4
SERVANTE	1			1
SOUS CHEF	1			1
SOUS CHEF DE DEPOT	2			2
SOUS CHEF DE GARE	1		1	2
SOUS CHEF DE SECTION	1			1
SOUS CHEF DEPOT			2	2
SOUS CHEF GARE			2	2
SOUS CHEF SECTION			1	1
SURVEILLANT	2	4		6
TAILLEUR DE PIERRE		1		1
TELEGRAPHISTE		1		1
TOURNEUR	3	3	6	12
VISITEUR	2	2	5	9
VOYAGEUR DE COMMERCE	1		1	2
	2255	2457	2699	1642

Il semble qu'au fil des années, les cheminots aient répugné à indiquer leur qualité professionnelle, choisissant une déclaration "fourre tout "d'employé à la Compagnie. Dans les dénombrements nominatifs: on passe de 40 à 52 professions, puis à 30 seulement en 1936 [123] Ce constat rapide cache sans doute un problème plus complexe. L'employé, celui que l'on suppose occupé à un travail de bureau, n'occupe-t-il pas désormais une place particulière dans l'imaginaire des individus? Notamment vis à vis de l'ouvrier en casquette et en bleu de chauffe?

Pourtant, il n'a pas toujours été facile d'entrer à la Compagnie de l'Est. En période de plein emploi dans les mines, entre 1924 et 1930 par exemple, les salaires attractifs et la possibilité de quitter facilement son poste, expliquaient la faiblesse des demandes d'entrée et parfois les départs vers des métiers "plus intéressants" comme le soulignaient les partants.

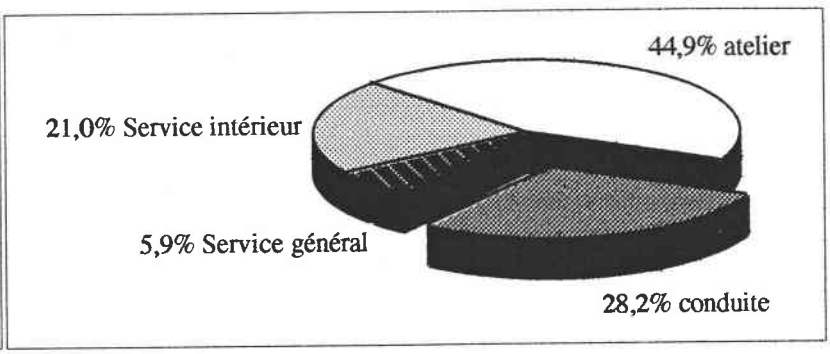
En temps de crise, les facteurs s'inversent et entrer au chemin de fer devenait attrayant comme nous le signalerons dans un prochain chapitre. Après la crise de 1931, la Compagnie de l'Est em-

123- Le phénomène de flou dans les déclarations a été particulièrement net avec la baisse du nombre des mécaniciens et des chauffeurs déclarés alors que le nombre des machines a presque doublé. On pourrait de même signaler la disparition des aiguilleurs, des ouvriers qualifiés , alors que nous les retrouvons en consultant leurs dossiers de mutation. Le nombre des manœuvres baisse aussi, tandis que celui des employés est de plus en plus élevé. Ce flou relevait-il de l'initiative individuelle des agents ou de celle du recenseur?Nous aurons à y revenir en présentant la catégorie des employés.

bauchera de nombreux mineurs et les cheminots qualifiés hésiteront à quitter le dépôt pour les usines métallurgiques de la vallée.[124]

Avant de suivre la hiérarchie des métiers, en examinant les cas des roulants, puis des agents sur place répartis selon un des rares tableaux officiels daté de 1929, et reproduit ci-dessous, nous pouvons rappeler qu'une assez grande mobilité existait aussi parmi les cheminots.

Effectif de l'effectif à la gare		
Service 1929	**Nombre**	**%**
conduite	187	28,25
Service général	39	5,89
Service intérieur	139	21,00
atelier	297	44,86
Total	**662**	100,00



Toutefois, elle n'est pas comparable à celle des mineurs, puisque le "turn over" , ici, était surtout lié à la promotion interne et aux mutations. A partir du moment où la fonction recherchée correspondait à un poste vacant, une sorte de "partie de chaises musicales" s'opérait à l'intérieur du réseau; phénomène que l'on peut suivre à partir des dossiers individuels de mutation. Cette mobilité interne et géographique de fait, n'avait pas la même signification que pour un mineur choisissant telle ou telle mine, en période de plein emploi. A la compagnie, rares étaient les départs volontaires; ils existaient cependant ; mais les départs étaient le plus souvent une révocation pour faute grave et presque toujours liée à l'alcoolisme. [125] Parfois un agent changeait de réseau, ce qui était plus aisé depuis les conventions d'harmonisation des 15 décembre 1920 et surtout du 21 no-

aide ajusteur	--->	visiteur
aide ajusteur	--->	chauffeur de route
aide forgeron	--->	forgeron
aide menuisier	--->	menuisier à l'entretien
aiguilleur	--->	sous chef de brigade de manœuvres
ajusteur	--->	sous chef de brigade d'ouvriers
ajusteur	--->	chauffeur de route
ajusteur	--->	visiteur
cantonnier	--->	cantonnier principal
chauffeur de manœuvres	--->	mécanicien de manœuvres
chauffeur de route	--->	manœuvre
chauffeur de route	--->	distributeur d'outils
chauffeur de route	--->	élève mécanicien
chef de manœuvres	--->	chef aiguilleur n°1
conducteur	--->	chef de train
conducteur	--->	facteur mixte
expéditionnaire	--->	employé de bureau
expéditionnaire	--->	ajusteur
facteur aux écritures	--->	facteur enregistrant
facteur enregistrant	--->	interimaire de 2° classe
facteur mixte	--->	facteur enregistrant
gardien	--->	sémaphoriste
homme d'équipe	--->	manœuvre
homme d'équipe	--->	cantonnier
homme d'équipe	--->	wagonnier
lampiste appareilleur	--->	garde signaux
manœuvre	--->	wagonnier
manœuvre	--->	allumeur
manœuvre	--->	chauffeur de route
manœuvre	--->	manœuvre spécialisé
mécanicien de route	--->	élève mécanicien
planton	--->	expéditionnaire
sous chef de brigade d'ouvriers	--->	chef de brigade d'ouvriers
wagonnier	--->	conducteur

124 - Comme pour nous le confirmer, nous avons eu entre les mains les doubles des nombreuses lettres d'intervention des élus, du sénateur François de Wendel comme du député Philippe Serre, qui, après 1933, s'adressaient à la direction pour appuyer une demande d'entrée à la Compagnie de l'Est.

125- La Compagnie de l'Est sanctionnait sévèrement ces fautes et subventionnait régulièrement les associations antialcooliques comme les bilans annuels du Conseil d'Administration le notait.

vembre 1922.[126] Sinon, les mutations/affectations autoritaires étaient faites "dans l'intérêt du service" et tenaient compte de l'état de santé du personnel, à la suite notamment d'un accident. [127] Après un examen attentif de ces dossiers et en dépouillant systématiquement les dossiers de mutation/promotion entre 1926 et 1936 pour les agents de la gare il a été possible de dresser le tableau ci-contre des "parcours" professionnels les plus fréquents! En. La logique n'apparaît pas toujours évidente dans les promotions, mais les traitements correspondaient toujours à un gain substantiel. De plus, nous avons pu repérer dans quelques cas, rares il est vrai, des promotions/mutations rapides, qui ont permis à quelques agents de revenir à la gare après être allé travailler quelques temps ailleurs, sur un poste sans rapport avec leur ancien ou leur futur emploi! Notons rapidement que les quelques femmes embauchées gagnaient nettement moins que leurs collègues masculins. [128]

La vie du roulant: "l'aristocratie" des cheminots?[129]

Parmi les "cheminots", les mécaniciens de la vapeur représentaient une part assez réduite, un dixième à peine, mais ils continuaient de symboliser une certaine aristocratie par leurs salaires et par le caractère spécial d'un métier dans lequel l'aventure dominait encore. Ce sentiment d'appartenir à une catégorie à part, il le partageaient avec leurs chauffeurs.

La formation était d'abord une formation interne avec stages, avec des paliers effectués sur place, à la manœuvre en gare, à la formation des trains, avant de prendre la route. [130] On ne signalait pas encore d'école de conduite comme aujourd'hui, mais longtemps, une transmission du savoir, par parrainage, ajoutait au caractère d'initiation du métier. Il n'était en effet pas très loin le temps où un examen sommaire donnait accès à la corporation des roulants; où un test sur le tas servait d'examen de passage, comme on en rencontrait encore juste avant guerre. [131] A la veille de la dernière guerre le parcours professionnel le plus typique d'un mécanicien, pouvait se confondre avec celui de M. Robert M. entré le 1er octobre 1923 à la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est «*on ne parlait pas encore de S.N.C.F.* ».Il a suivi la formation d'apprenti de 1923-1926, il est passé CFRU, le 1er février

---

126 - M.Eugène H. , est ainsi passé de la Compagnie de l'Est aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine, le 1er février 1926 à l'âge de 25 après un an de service.

127 - ce fut le cas de M. L. , accidenté et muté en 1925 ou de, M. M. , sémaphoriste au poste de Giraumont qui, âgé de plus de 61 ans, et après 21 ans et plus de service a été déplacé parce qu'il souffrait de «*rhumatismes chroniques, de vertiges avec perte de connaissance...* »

128 - Pour illustrer un parcours classique et complet de cheminot voici le récit que nous confiait en octobre 1983 M. Auguste Naegelé:« *J'ai commencé à travailler comme apprenti forgeron, je bricolais pour 2, 50F par jour. En 1911-1912, j'avais 18 ans et je suis entré au chemin de fer dans les Vosges à Dompaire, comme ouvrier manuel, à 3 et 4 Francs par jour pour des journées de 10 heures. Après la guerre j'étais électricien à la Compagnie de L'Est et en poste à Pagny de 1926 à 1928 comme ajusteur puis chauffeur. En 1930 j'étais factionnaire puis mécano ; c'est en janvier 1930, le premier janvier, que j'arrivais à Conflans. Les cités du Breuil étaient déjà comme aujourd'hui, seule l'avenue Victor Hugo a beaucoup changé.* » **(M. A. Naegelé- entretien d'octobre 1983)**

129-Photos en annexes

130- «*... je suis autorisé chauffeur dès 18 ans. D'abord "chauffeur de manoeuvre", je fais les stages à la gare de triage en services décalés 3x8, les soirées et les nuits à la butte de gravité, les matinées aux manoeuvres diverses au "local", desserte chantiers-triage, desserte de la cour à marchandises "petite vitesse"...* »**(M.S.M.)**. M. Bernard G. est lui aussi entré comme apprenti au dépôt de Conflans. «*Je l'ai quitté ... en qualité de conducteur de route principal au dépôt de Conflans. Je suis d'abord ouvrier professionnel ajusteur à l'essai, puis nommé chauffeur de route...avant j'étais à la réparation des locomotives à vapeur 150...* »**(M. Bernard G.)** Autre témoignage: «*Je suis entré aux chemins de fer de l'Est comme apprenti au Dépôt de Conflans-Jarny le 1er octobre 1934 -promotion 34-37....Je suis la voie classique : stages de chauffeur aux manoeuvres de gare, à la "route", examen de chauffeur de route .*» **(M. Robert H.)**

131- « *lors de l'examen de mécanicien qui a eu lieu le 22 de ce mois, pour les chauffeurs de locomotives...tous les postulants ont été trouvés suffisamment en connaissance des dispositions de la machine, des prescriptions de police des chemins de fer et des signaux, comme ils ont bien conduit les machines et étaient occupés pendant le délai prescrit au service de chauffeur, je les reconnais aptes au service de mécanicien sur nos voies, d'abord au service des manœuvres* » **(CAMT-Roubaix 1914)**

1937 puis ELMEC le 1er février 1938. Après la guerre il est devenu MECRU le 1er avril 1945 puis CMEC au dépôt Thionville le 1er janvier 1947. Il est KTRA le 1er mars 1957 à la direction du 7ème arrondissement de TRA 3 à Metz.[132]

Les témoignages des cheminots du Jarnisy :

En fait ce que la mémoire orale retient quand on interroge cette corporation, c'est le côté exceptionnel du métier. Nous avons brièvement repris pour les lignes qui suivent, des extraits des témoignages d'anciens cheminots du dépôt de Conflans . Certains ont été rédigés au cours d'entretiens collectifs réalisés en mai 1985 à la bibliothèque de la SNCF de Conflans-Jarny avec des "anciens de la vapeur". Une fois les questions techniques du métier abordées [133], ce sont surtout les caractères aventureux qui sont le plus souvent mis en avant. Cette présentation légitime de la pénibilité du travail, du risque et de l'accident, de la responsabilité et de tout ce qui justifiait les salaires à part, la retraite précoce, s'ajoutait à la description d'une vie loin du commun, d'une vie à part, hors des horaires fixes. Ce sentiment d'appartenance venait à la fois de leur vécu et de l'habituelle amplification du récit de vie conforté au fil des narrations, et peut-être aussi de l'attente supposée de l'enquêteur. Il est vrai que nous même, n'avions convoqué dans ce débat que des roulants, pas d'ouvriers d'entretien, du dépôt ou des ateliers ni même d'employés comme si leur témoignage nous paraissait moins noble! Nous n'avions eu alors qu' un réflexe, demander aux roulants de venir avec leurs femmes...Alors, dans ces récits de vie professionnelle, on va retrouver de fréquentes allusions à la machine, au réseau parcouru et à la solidarité professionnelle des "gueules noires". Et assez vite dans presque tous les témoignages, c'est le côté exceptionnel qui revient. [134] Parfois, c'est la boutade qui fera date, celle qui prend à contrepied les habitudes réglementaires si contraignantes et si indispensables. [135]

132- Les sigles des cheminots

CFRU	Chauffeur de route	KTRA	
CMEC	Chef Mécanicien	MECRU	Mécanicien de route
ELMEC	Elève Mécanicien	TRA	

133- Il y a un peu comme pour les mineurs, une volonté de décrire d'abord les conditions techniques dans le détail. Il est à noter que ce sont les mêmes types de récits mettant en avant le caractère "héroïque" du métier que retient l'ouvrage de Francis Villemaux; il faut dire que les témoins sont souvent les mêmes que ceux que nous avions entendus . Certes, chacun sait combien cette corporation a été au cœur de la vie ouvrière de la cité depuis un bon siècle et chacun mesure l'importance de conserver la mémoire du rail. Et comme la plupart des témoignages sur le sujet ne "descendent" que rarement à l'échelle d'un dépôt, l'ouvrage de M Francis Villemaux présente l'avantage de donner la parole à ceux qui l'ont rarement. On peut toutefois regretter que toutes les questions sur la vie collective, la vie familiale de la communauté, dans les cités, le sport des cheminots, l'importance de l'apprentissage ne soient pas abordés; on ne retient que le parcours professionnel et dans celui-ci, le récit sensationnel, autojustificateur du groupe, certains diraient de la caste! Pour illustrer ces risques on nous présente l'exemple de l' accident de *«la 150-136 couchée après déraillement du train de coke H043 le 9 juillet 1938 à Conflans-Jarny »*. (cf photos en annexes) De toutes les autres corporations du dépôt, aucune n'a pour l'instant été jugée assez noble pour faire l'objet d'une présentation complète et détaillée. Cf accident relatés dans la presse syndicale de 1936-1937.

134-*«Une fois, un patin de glissière milieu s'est réduit en miette après un chauffage et la fusion du régule, la glissière ne tenait que par les boulons ; au passage à Pierrepont petits coups de sifflet pour attirer l'agent de la gare, nous lui balançons un petit papier pour demander le garage en gare de Longuyon afin de "paralyser" la bielle et le mouvement du cylindre milieu. Pour limiter la perte de temps, "La Noire" (permanent traction du PC d'arrondissement de Metz) nous commanda de changer de locomotive à Longuyon, pour terminer l'étape jusque Ecouviez.* »() Autre exemple personnel... :*«un certain jour ou plutôt de nuit où le thermomètre flirtait avec les -20°. J'étais CFRU, avec la 150 E 187, MECRU D., on assurait la remorque du train VO 12 de Givet à Moutiers, 52 wagons de minerai vides, à la rentrée au dépôt, je n'ai pu confectionner le "talon" la case à charbon 6,500 tonnes et la case à briquettes ayant été balayées totalement. 150 X.* »( )

135- *« Mon premier contact avec la route fut tout d'abord en stage de manoeuvre de gare ... en stage en ligne. La machine-école, était une des plus sales des machines de Conflans ... le MECRU n'étant pas un fana de l'astiquage. Nous étions en tête d'une rame de minerai dans le raccordement particulier de la mine de Jarny ; quand nous avons eu la visite d'un ex-MECRU en retraite qui était*

Quels trains pour quels parcours?

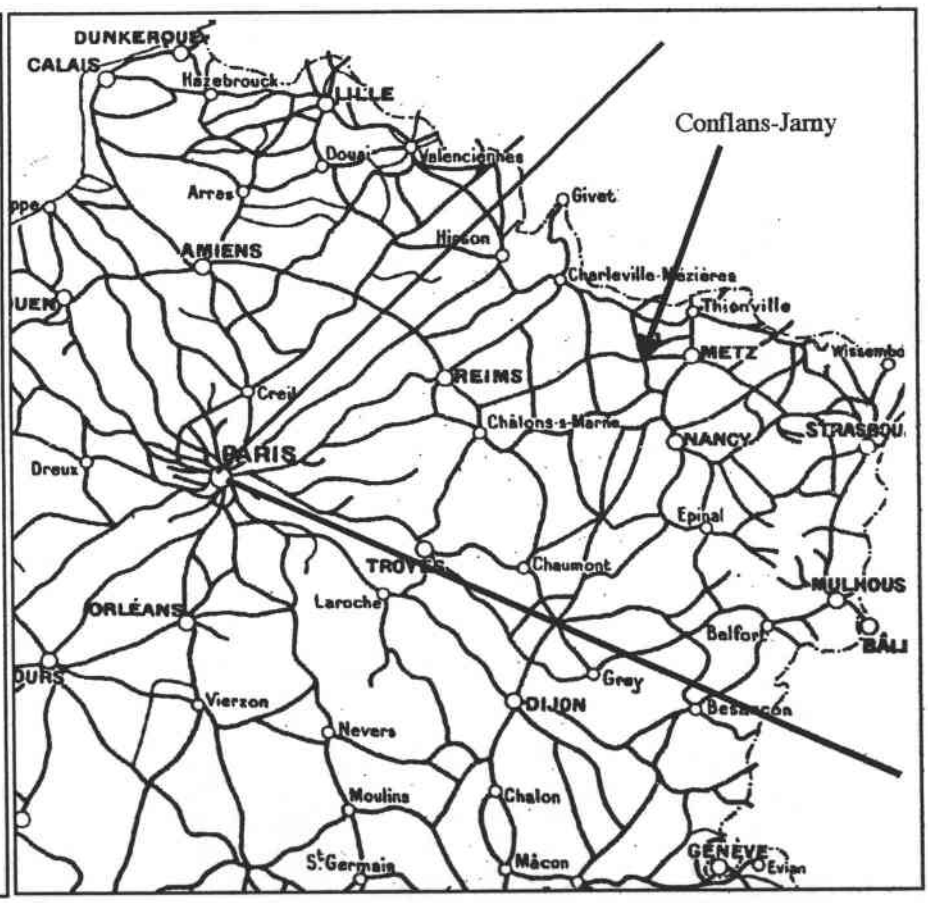
L'utilisation des 150E du dépôt de Conflans, s'éffectuait en roulement "régulier" et "Simple Equipe" sur les lignes, Conflans-Givet, Conflans-Hirson, Conflans-Lumes, Conflans-Blainville, Conflans-Chalindrey, Conflans-Neufchâteau. En service supplémentaire elles reliaient Conflans-Châlons, Conflans-Hagondange-Sablon . Ajoutons qu'en service régulier, il existait un service dit "Paganon" qui assurait l'aller-retour, Conflans-Givet... [136] Puis par la suite, on créa le service en "Double Equipe" de Conflans à Valenciennes.. [137] Lors de nos entretiens en octobre 1983, M. Auguste Naegelé [138] ancien doyen de la ville, avait retracé avec nous cet aspect de sa carrière de cheminot: Un autre témoin se souvenait lui aussi de ces longs parcours sur les voies du Nord et de l'Est: *«on partait en général pour 2 jours et demi, avec des trains de minerai, de coke et de marchandises*

Zones d'action

Thionville
Audun
Longwy
Givet
Hirson
Châlons
Blainville
Metz

Zones de secours

Rombas
Briey
Baroncourt
Etain
Onville
Amanvillers



garde-champêtre à la ville. Il a fait remarquer gentiment que le "corbeau" avait besoin d'un bon coup de chiffon. le mécanicien lui a répondu : "Moi la couleur je m'en fout ce qui compte c'est qu'elle braise". *Ce qui a fait dire à l'ex-mecru* : "Tu as raison, un cheval noir court aussi vite qu'un cheval blanc" *J'ai donc été amené à circuler sur l'artère Nord-Est comme faisant fonction de chauffeur jusqu'à l'électrification...Une chose est certaine, le métier était dur et contraignant, mais je n'ai jamais regretté mon choix. Puis, s'il y a eu des moments difficiles, il y a eu aussi de grandes satisfactions.* »**(M. Bernard G.)**

136- *«...avec 2 machines 150 E 167 et 150 E 185 et quatre équipes. La 150 E 167 était équipée d'un tender de 32 m, le seul à effectif du dépôt .»*

137- *«Le train de 26 wagons de minerai arrivait à l'usine de Trith-St-Léger. L'étape se faisait avec une halte sur l'évitement de Mohon, avec décrassage, prise d'eau et charbon au dépôt de Mohon. Puis d'autres équipes en service, poussèrent jusqu'à Sommoy et Le Bourget. Le service aux 150 E était très pénible avec des trains presque toujours à charges complètes et tournant principalement de nuit.* » ()

138- *«On faisait beaucoup de roulement depuis Pagny. En direction de Chalindrey, de Blainville, de Chalons et Verdun-Conflans. On avait des 150 E; cela a duré cinq ans de 1930 à 1934, puis des 182 de 1934 à 1938. En 1938 j'étais sous chef jusqu'à ma retraite en avril 1944. Il y avait plus de cent machines, jusqu'à 106 avec 7 à 800 agents...C'était le chemin de fer de compagnons avec roulements. La même nuit on faisait 230 Km; par exemple Conflans-Chalons et repos puis Chalons-Metz et retour Metz-Conflans. La tournée suivait vers Blainville...Ou bien le circuit mine de Giraumont-Givet ou Hirson...Les trains de minerais on les conduisait aussi vers Sancy, des fois quatre à cinq par jour ou vers Audun et vers Givet comme je vous ai dit. Avec les 150 on tirait 80 wagons mais 22 seulement de minerais et il fallait parfois deux machines pour aller à Verdun.* »**(M. Auguste Naegelé. de Conflans-Jarny entretien d'octobre 1983)**

ordinaires; on allait à Lumes (Ardennes), Charleville, Hirson, Châlons, Chalindrey, Blainville sur l'eau, Forbach, Hargartent (frontière allemande) Metz, Neufchâteau, Ecouviers (Montmédy)... »[139]

Le travail n'était pas de tout repos, et au delà des légendes, le mérite des mécaniciens et chauffeurs ne se discutait pas.[140] Pour illustrer cette vie de nomade, un autre roulant ajoutait: «*on mangeait et dormait dans des dépôts, au repos ; mais la journée de travail commençait avant le départ; une heure trente avant il fallait préparer la machine : graissage, préparation du feu ! Lorsqu'on rentrait, il fallait recharger le tender d'eau et de charbon pour repartir le lendemain...* »[141] Parmi ces étapes éprouvantes la ligne du Nord, le long des frontières, était particulièrement redoutée [142] En janvier 1926, un mécanicien de route, comme M. Léon K. gagnait 7750F par an plus un complément de primes diverses de 2190F .[143] En 1936, un mécanicien de route gagnait cette fois 13120F par an. [144] Entre temps, les prix avaient diminué de moitié... comme le montre le tableau ci-contre tiré de l'ouvrage de M. A.Marc.[145]

	indice des prix de gros	indice des produits alimentaires	indice des produits industriels
1926	**100**	**100**	**100**
1927	88	94	84
1928	88	95	84
1929	87	94	82
1930	76	44	69
1931	64	82	53
1932	57	75	44
1933	54	67	46
1934	51	63	43
1935	48	56	44
1936	**56**	**69**	**48**

A côté des grands parcours connus et déjà esquissés dans les témoignages précédents, il fallait aussi assurer les mouvements locaux de voyageurs ou de marchandises. M. Serge M. par exemple, indiquait qu'entré comme apprenti au dépôt de Conflans, il avait été «...*ensuite autorisé chauffeur de route sur la ligne Conflans-Metz via Amanvillers et Conflans-Metz via Hagongange* ».[146] Il assurant notamment les déplacements des ouvriers sidérurgistes de la région de Metz Nord dans la vallée de l'Orne Metz-Thionville, Metz-Pagny -sur-Moselle, Conflans-Briey (Cinq A/R journaliers). Mais le travail du mécanicien ne se limitait pas si l'on peut dire à la conduite de la machine. M. Robert H. , mécanicien de Route au dépôt de Conflans précisait à ce propos que le mécanicien devait être aussi un bon chauffeur. [147] Bien sûr ce travail de conduite, de gestion de l'énergie et d'entretien,

---

139- **M.G.M. né en 1913 dans la Marne.**

140- «*On effectuait de longues semaines de travail : "décades" de 8 à 9 jours, repos de 24 heures puis décades de 6 à 7 jours, repos, etc... Un seul repos de 48 heures était octroyé par trimestre, porté quelquefois à 72 heures dans le cas de "décades" prolongées.Et quand on parle de jours de travail, on devrait dire nuits de travail, car le travail de nuit dominait .*»**(M. Robert H.)**

141- **M.G.M. né en 1913 dans la Marne**

142- «*La plus dure nuit consistait par un aller-retour Conflans-Lumes 250 km. Prise de service à 20 h 30 et fin de service le lendemain vers 6 h 30 -7 h avec un battement de quelques heures à Lumes nécessitant la mise du feu en "talon". Après une bonne douche, et un casse-croûte avalé vite fait, on refaisant le complément de combustible, 4,5 tonnes de houille ainsi que l'eau. Etalage du talon, préparation et montage du feu et retour vers Conflans, les paupières lourdes. Les volontaires ne se bousculaient pas à cette tournée .*» **M. Robert H.** C'est un peu le même récit qu'un autre témoin, mécanicien aussi, revivait, toujours pour un parcours de nuit: «*Une autre nuit difficile : Conflans-Hirson 205 km, toujours avec des trains lourds. A l'arrivée à Hirson, on raclait la soute alors que nous étions partis avec un "tender à la perche"... 7 tonnes et quelque de houille. A tous les efforts s'ajoutaient la trépidation, le chaud, le froid, le feu qui cuisait le visage, les mains, les vêtements lors des charges. 7 tonnes ça en représentait de pelletées et des ouvertures de porte de foyer, j'avais les mains comme de la corne. Et quelle accoutumance, aveuglé par la fournaise pour détecter les trous et aussitôt jeter son regard dans la nuit noire pour observer les signaux de la voie. Arrivés à Hirson, le repos était d'environ 8 heures. Sur ce temps il fallait se débarbouiller, se restaurer, ce qui fait qu'il restait peu de temps pour dormir, 5 à 6 heures .* »()

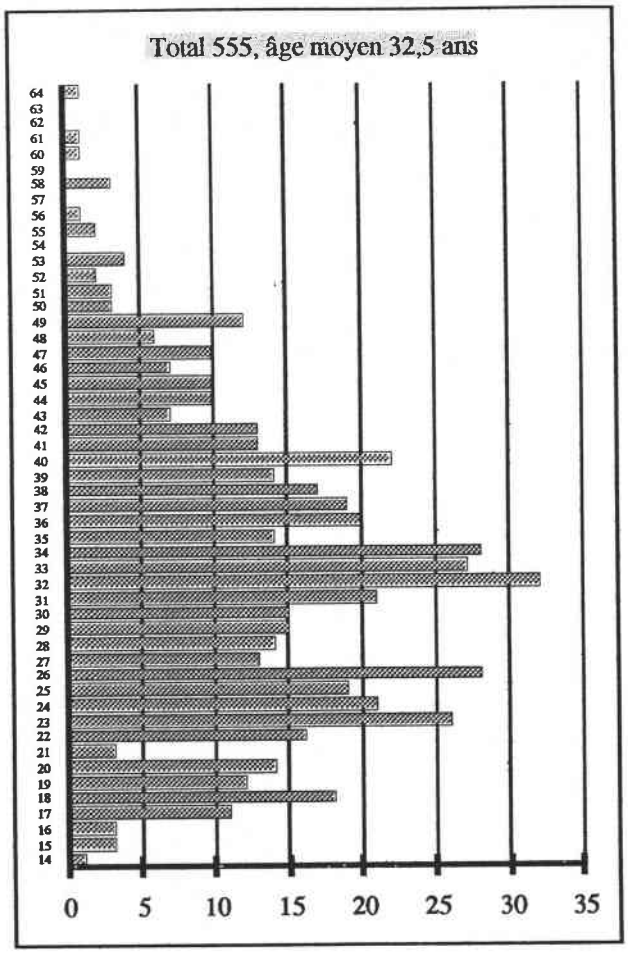
143- **CAMT-Roubaix- 13 AQ- 2470**

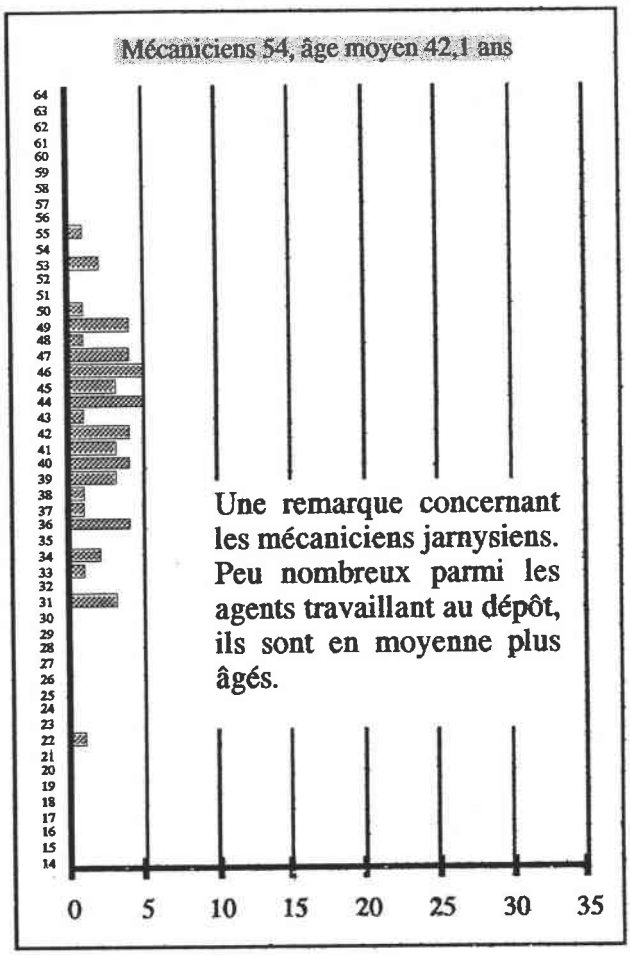
144- **id**

145- **L'évolution des prix depuis cent ans-QSJ**

146- **(M.S.M.)**

147- *Savoir faire du feu était une partie difficile de la conduite des locomotives, exigeant habilité et soins pendant de longs kilomètres afin que la pression dans la chaudière soit toujours proche du timbre et réaliser ainsi l'horaire prévu.* »() « *Lors de la préparation, le mécanicien, quant à lui, assurait le graissage des organes de la locomotive : têtes de bielles, boîtes d'essieux des roues accouplées... graisseur NORMAND par le "dessus de la boîte", graissage par le "dessous de boîte" avec tampons graisseurs, grais-*





le mécanicien ne l'accomplissait pas seul. En cela il était aidé par son chauffeur. Et comme nous l'avons vu, les mécaniciens étaient souvent d'anciens chauffeurs eux-mêmes.

Les chauffeurs:

A Hirson et tout comme dans les dépôts Nord, le "basculage du feu sale" incombait au chauffeur. Sur l'Est, des agents sédentaires assuraient cette tâche, mais les chauffeurs prenaient part à cette tâche. [148] Sur le tableau ci-contre, on peut constater que les chauffeurs jarnysiens, ont apparemment oublié de se déclarer tels en 1936! On ne peut guère tirer de conclusion sur l'évolution de leur effectif, d'autant qu'aucun des chauffeurs n'apparaît deux fois comme chauffeur sur les listes des populations recensées: soit ils sont partis, soit ils ont été promus. Mais les roulants ne

CHAUFFEURS	1911	1921	1936	âge moyen	total
	37			30,2	37
		24		33,0	24
			2	46,0	2
Total	37	24	2		63

seurs des cylindres, distributeurs, pompes alimentaires, pompe à air bi-compound, puis le "petit mouvement", glissières de piston, organes de frictions (plaques de gardes roues)... Il y avait toujours quelque chose à bricoler, à contrôler, à régler. Tout cela prenait du temps, et un mécanicien consciencieux était toujours en avance d'une demi-heure à une heure sur son heure de prise de service normale ».(**M. Robert H.**)

148- Il s'agissait en particulier d'évacuer les mâchefers «*d'une épaisseur de 30 à 40 centimètres, résidus de combustion de la journée, qu'on évacuait avec une raclette par le "jette-feu " de la grille. La grille ainsi nettoyée, on pouvait ensuite étaler le "talon" pour une nouvelle préparation du feu avant le départ de Hirson. Les temps alloués pour préparer la loco étaient environ d'une heure avant le départ du train , y compris les parcours de mise en tête* »(). Dans ce temps imparti, le chauffeur préparait son feu : «*descendre du "grenier" (la réserve à briquettes) 500 à 600 kilos de briquettes entières. Après étalage du talon, casser la briquette en deux, l'étaler sur la grille en alternance avec du charbon au fur et à mesure que le combustible s'allumait de façon qu'au départ du train le feu soit monté assez haut pour obtenir une surface de chauffe la plus grande possible. Avant sortie du dépôt, le chauffeur avait en outre nettoyé le cendrier au jet afin que le tirage ne soit pas altéré en cours de route.* »(**M. Robert H.**)

faisaient pas que sillonner les artères liant les centres industriels de l'Est et du Nord. Ils assuraient les services voyageurs locaux et régionaux, nous l'avons vu; en outre, ils testaient aussi les machines. Ce travail, M.R.H. l'évoquait en présentant les phases de rodage des machines.[149] D'autres mécaniciens feront allusion à cette activité puisque le rodage des machines relevait des activités des roulants du dépôt.[150]

L'encadrement à la gare et dans les ateliers du dépôt.

Le dépôt dépendait de la 3ème région de la Compagnie de l'Est dont le siège était à Nancy. Mais pour les travaux, de la 6ème Metz et de Charleville d'où les ingénieurs planifiaient et vérifiaient les projets d'aménagement. Sur place, l'encadrement comportait une vingtaine de membres présentés sur le tableau suivant. Eux aussi changeaient assez souvent de dépôts: on peut retenir qu'entre 1911 et 1936, pas un seul des personnels d'encadrement présents ne se trouvaient en gare en 1921, ni en 1936; plus même, entre 1921 et 1936 le renouvellement a été total. Il faut dire que les promotions dans les professions de cadre, se faisaient aussi par mutations successives et que le nombre des gares et dépôts était important. Les plus jeunes des cadres cherchaient une promotion rapide et la gare de Jarny n'était qu'une étape dans leur parcours. [151] Ils ne sont pas restés longtemps. En 1929 ils n'étaient plus là. Les autres chefs ou sous-chefs, restaient un peu plus longtemps, mais ne demeuraient jamais plus de 4 ou 5 ans sur place. On peut comprendre dans ce cas que l'investissement local, politique ou associatif des responsables de la gare ait été si limité. On peut également penser que les rapports avec l'encadrement était de nature toute différente ici que dans les mines où les changements d'enca-

PROFESSIONS DECLAREES	1911	1921	1936	âge moyen en 1936	total	%
CHEF D'ENTRETIEN	1	1	1	51,0	3	5,8
CHEF DE BUREAU		1	1	44,0	2	3,8
CHEF DE CHANTIER	1				1	1,9
CHEF DE DEPOT	1	1	4	52,0	6	11,5
CHEF DE DISTRICT	1	1			2	3,8
CHEF DE GARE	1	1	1	47,0	3	5,8
CHEF DE MANUTENTION		1			1	1,9
CHEF DE SECTION			1	44,3	1	1,9
CHEF DE TRAIN	1	2	3	39,0	6	11,5
CONTREMAITRE	1		1	42,4	2	3,8
CONTROLEUR		1	5	30,0	6	11,5
INSPECTEUR		1	1	33,0	2	3,8
SOUS CHEF DE DEPOT	2	1	3	43,5	6	11,5
SOUS CHEF DE GARE	2	2	3	41,0	7	13,5
SOUS CHEF DE SECTION	2	1	1	29,0	4	7,7
Total	13	14	25	38,9	52	100,0

149- *«j'accepte d'assurer le rodage des locomotives 150 sortant du levage...Pendant cette période nous assurerons les parcours de rodage de 29 machines et les essais du nouvel échappement remplaçant l'échappement fixe allemand d'origine. Premier parcours ...Conflans-Pompey...Je ne brillais pas quand nous sommes sortis du dépôt pour nous mettre en tête avec 5 cm de feu sur la grille au lieu de 35 Cm ordinairement pour "monter" Chambley avec rampe de 9 mm/m sur 15 km .»*

150- *«Pour les rodages nous allions chercher les machines à Frescaty, Blainville, Thionville, Mohon ou Châlons-sur-Marne. Première sortie d'essais : sortie de 15 km à 10 km/h ensuite retour à 30 km/h vers le dépôt-leveur. Repos, puis première journée de rodage. Retouches et réglages divers puis retour "haut le pied" à Conflans. Deuxième journée de rodage : "Haut le Pied" Tucquegnieux, renfort en queue à un train de minerai jusque Audun (petite vitesse -gros effort) retour le soir à l'O.L. 1108 Audun-le-Roman-Conflans à 45/50 km/h sur 30 kilomètres. Troisième journée de rodage : "Haut le Pied" Mancieulles plus une rame de minerai pour Ecouviez avec descente de Audun à Longuyon à la vitesse maximum 70 km/h. Sur ce type de tournée, la locomotive poursuivait le rodage après parcours de 2500/3000 km (3 semaines environ).Les rodages se passaient généralement bien; pourtant, sur ce trajet, 30 kilomètres en vitesse avec 1700 tonnes derrière le tender, certains ennuis se produisaient... boîtes chaudes, bielles coulées.* » ( ) Un métier exigeant, comme les roulants aiment à le rappeler.

151- On peut présenter à titre d'exemples le cas de deux sous-chefs du dépôt: en janvier 1926, le sous-chef du dépôt , M. Louis Paupillat, ancien élève de l'Ecole des Arts et Métiers de Châlons après 4 années d'ancienneté, avait un traitement annuel de 10450F plus 2865F complémentaires; soit 13315F,00 et il était logé. M. Alfred Groustille, de son côté, sous-chef de 2ème classe avait lui un traitement de 8100 plus 2275F complémentaires soit 10375F,00 ; il n'avait été qu' admissible à l'Ecole Centrale et n'avait que 3 ans d'ancienneté. **(CAMT-Roubaix- 13 AQ- 2470)**

drement étaient rares.

Les ouvriers et les employés:

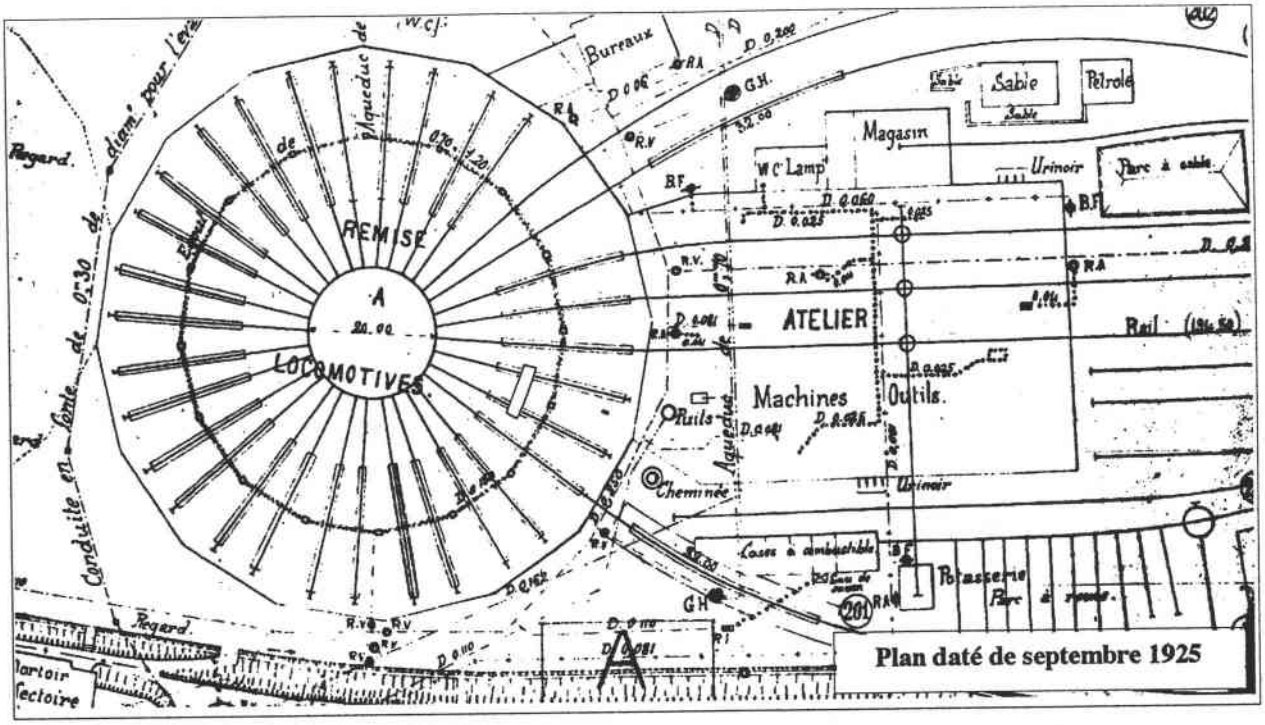
Tous les autres agents travaillaient comme ajusteurs, chaudronniers, dans les ateliers de réparation, comme ouvriers d'entretien ou comme agents d'exploitation affectés au triage, au service de la voie, au trafic des voyageurs. Entrer comme ouvrier était certainement moins noble et moins bien payé qu'entrer comme mécanicien; ce n'était pas toujours aussi intéressant financièrement qu'entrer à la mine, mais en contrepartie, la garantie d'un emploi plus assuré et pour les plus déterminés la possibilité d'une promotion interne attractive, justifiaient un choix qu'aucun de nos témoins n'a semble-t-il regretté. Dans les témoignages que nous avons recueillis, beaucoup insistaient également sur le caractère particulier de leur métier d'ouvriers spécialistes, en particulier les usineurs, ajusteurs et tourneurs qui avaient encore à portée de main, chez eux, la pièce travaillée, à la lime, sans machine, dans trois métaux différents, pour l'épreuve du CAP. Sans être les parents pauvres de la corporation ces ouvriers qualifiés se sentaient moins considérés que les roulants, mais fiers d'un diplôme pour lequel la sélection avait été dure. Toutefois, certains bons ouvriers sortis des écoles de la Compagnie de l'Est, étaient parfois débauchés dans les usines métallurgiques de la vallée de l'Orne, à Jœuf ou à Homécourt surtout. Mais cette mobilité variait avec la conjoncture; comme chacun le pressent il y a eu un avant et un après la crise, et on peut déjà dire que pour l'emploi, il valait mieux être cheminot que mineur dans les années 30.

PROFESSIONS DECLAREES	Nombre	et %	âge moyen
AJUSTEUR	50	6,9%	27,8
APPRENTI	7	1,0%	16,8
APPRENTI DEPOT	4	0,6%	16,9
CHAUDRONNIER	1	0,1%	46,0
CHAUFFEUR	2	0,3%	53,0
DESSINATEUR	1	0,1%	37,7
EMPLOYE	607	83,7%	46,0
EMPLOYEE	3	0,4%	35,0
FACTEUR ENREGISTREUR	1	0,1%	34,0
GARDE BARRIERE	1	0,1%	37,0
INSPECTEUR	1	0,1%	33,0
INSTITUTEUR	1	0,1%	31,6
MANOEUVRE	7	1,0%	37,9
MECANICIEN	23	3,2%	36,3
MENUISIER	4	0,6%	53,0
SERRURIER	1	0,1%	32,0
TOURNEUR	6	0,8%	44,6
VISITEUR	5	0,7%	46,7
Total	725	100	
AGE MOYEN EN 1936			43,8

Les ouvriers des ateliers de réparations:

Pour eux, le travail était divisé en 3 postes: celui du matin, celui de l'après midi et celui de la nuit; «*on faisait les tours de service et les astreintes...* » il y avait un dimanche de repos sur 7 ; de plus «*le travail était salissant; il y avait environ 150 ouvriers qui travaillaient sur 70 locomotives* » En quoi consistait ce travail d'entretien?«*le travail consistait à entretenir les rames à minerai* » Pour les ouvriers métalliers, «*il fallait mettre la chaudière à sec...la mettre sur tréteaux; on refaisait les foyers, c'était de la chaudronnerie; remettre les plaques en cuivre et changer les entretoises...* » Parallèlement, l'atelier assurait l'entretien courant, les visites périodiques de ses propres locomotives et effectuait des levages « *de séries de locomotives lourdes , les 140 A et 150 E notamment.* »[152] Tous ces ouvriers, en décrivant leur travail étaient assez fiers de leur métier et de leur

152- D'après M. A.Gilbert in "La vie du rail" n°1511 5 octobre 1975 p 2.



qualification. Malgré le souvenir d'une vie prise par le travail, sans beaucoup de loisirs, tous parlaient comme d'un temps révolu en évoquant l'époque "d'avant les machines outils" et où la qualité de l'ouvrier primait tout. L'amour du travail bien fait, la référence au compagnon d'autrefois, le très grand respect du formateur technique, exigeant, mais honnête, revient très souvent.[153] Enfin, concernant les salaires et les effectifs, un autre témoin du dépôt rapportait:«*j'étais ouvrier à la Compagnie de l'Est ,... j'étais au dépôt, le chef de dépôt était un ancien officier de marine, nous étions environ 600 personnes, roulants, ouvriers, manœuvres, avant le Front Populaire, 54 heures par semaine, je gagnais 700 F par mois, plus 300 F de primes par trimestre...* » [154]

A côté d'eux les manœuvres des ateliers ne trouvaient certainement pas les mêmes gratifications personnelles. Les autres, les manœuvres affectés à la voie en particulier, n'avaient pas la compensation de se dire que leur métier était plein d'aventure ou particulièrement considéré; mais ils pouvaient penser échapper à cette condition par le jeu des examens et des promotions, puisque nous l'avons vu, beaucoup d'anciens manœuvres devenaient ouvriers ou employés. Comme manœuvre, il fallait entretenir les locomotives, allumer les machines qui étaient en arrêt lorsque le chauffeur ou le mécanicien étaient en repos.[155] C'étaient eux qui alimentaient les tenders, entrete-

---

153- «*Chaudronnier, forgeron, leur qualification est celle de la pénibilité du labeur.* » nous dit Christian Chevandier dans son ouvrage "Cheminots en usine. Il poursuit «*... Mais le vrai ouvrier, celui dont sont indiscutés, indiscutables, la qualification et le prestige, c'est l'ajusteur. Prince de l'aristocratie ouvrière, sa place au sein des Ateliers devient d'année en année plus importante.* »**(Christian Chevandier, op.cité)** M. Jean V. nous donne l'exemple d'un parcours assez classique de l'ouvrier qualifié des dépôts. Il est entré à la Compagnie de l'Est comme apprenti-ajusteur en octobre 1926 au dépôt de Longwy. «*Je l'ai quitté en octobre 1930 pour accomplir mon service militaire qui prit fin en octobre 1931. A cette date la Compagnie de l'Est étant en pleine crise, n'embauchait pas, et ne reprenait même pas les anciens apprentis. Je me suis embauché dans la sidérurgie à Rehon depuis octobre 31 jusqu'à mars 1934 date à laquelle la Compagnie de l'Est daigna me reprendre. Je dois signaler qu'au cours de ma période d'apprentissage, j'ai pris et conservé la première place au classement. Malheureusement à cette époque il ne fallait pas d'ajusteur et je fus nommé aide-ajusteur comme le dernier du classement et ce n'est que grâce à l'obligeance de mon contremaître du dépôt de Lumes que j'ai pu aller subir l'essai d'ajusteur au dépôt de Mohon, que j'ai d'ailleurs réussi. Je suis donc resté ajusteur au dépôt de Lumes jusqu'à la mobilisation en 1939. ...* »

154- **(M. de Conflans né en 1916)**

155- «*...il fallait les décrasser, et les laver...on travaillait en 3 fois ou à la journée avec un seul jour de repos dans la semaine, pas forcément le dimanche* »**(M.G.M.)**

naient les parcs à combustibles, comme on le voit sur cette photographie d'un manœuvre au sommet d'un tas de charbon au dépôt. C'est aussi parmi les manœuvres que se retrouvent les quelques étrangers embauchés par la Compagnie de l'Est. En 1921, ils sont encore 22 car la main d'œuvre était rare; mais , 15 ans plus tard, malgré la campagne d'embauche de la Compagnie dès 1934, on ne relève plus qu'un seul étranger dans l'effectif jarnysien! C'est un employé d'origine italienne. Sur les 22 étrangers de l'après guerre, deux sont encore jarnysiens en 1936, l'un, polonais, était resté manœuvre et travaillait désormais à la mine de Jarny, l'autre, italien, de manœuvre à la Compagnie de l'Est était devenu infirmier à la mine de Droitaumont. Nous avons là, de fait, l'exemple d'un milieu ouvrier relativement fermé autour de la question nationale! on peut se demander si la qualité stratégique des chemins de fer expliquait à elle seule ce rejet.

1921	Etrangers	Polonais	Italiens	Belges	Total
Manœuvre	9	3	3	1	16
Tailleur de pierres	1				1
télégraphiste	1				1
journalier	1				1
auxiliaire				1	1
serrurier				1	1
chaudronnier	1				1
Total	13	3	3	3	22

Les employés:

C'est une catégorie, un peu étendue et de plus en plus floue comme nous l'indiquions en introduction. On y retrouve les personnels de la voie, les aiguilleurs, les cantonniers et les employés de bureau. Dans le dénombrement de 1936, on peut regretter que les enquêteurs, n'aient pas demandé plus de précision sur leur qualité aux "employés" cheminots . Mais nous l'avons dit, il est difficile de savoir qui de l'enquêteur ou de l'individu recensé est resté dans le flou. Cela n'était pas propre à la gare de Conflans-Jarny, si l'on suit les remarques formulées par Christian Chevandier dans son étude d'un atelier du chemin de fer PLM. [156] Ce constat semble recouper nos observations, en particulier pour le recensement de 1936. Peut-on cependant continuer à suivre Christian Chevandier dans les explications qu'il donne pour comprendre cette réticence à nommer sa qualité? « *Faut-il voir là une usure de la fierté du travail, de la qualification? Le jeune tout fier d'être ajusteur se dit quinze années plus tard employé parce qu'il n'y croit plus? C'est un peu cela. Ces anciens ajusteurs qui se disent employés n'y croient plus, à tel point qu'ils ne le sont plus : l'ajusteur qui se dit employé est en réalité devenu un petit chef. La revendication d'une identité d'employé devant l'agent du recensement correspond à l'expression d'une promotion : l'image de l'employé est supérieure à celle de l'ouvrier et ceux qui reprennent à leur compte cette signification, pour s'en servir, sont justement de ces hommes qui ont été ouvriers, et ouvriers parmi les plus qualifiés.* » On peut sans doute penser que ces facteurs ont joué; cependant, lors des entretiens que nous avons eu avec des ouvriers d'atelier ou d'anciens apprentis, nous avons plutôt eu un sentiment inverse: chez beaucoup, la noblesse

156- *«L'imprécision la plus courante est celle de l'homme qui se dit employé. Imprécision et ambiguïté : se dire employé, c'est plus ou moins vouloir se faire passer pour un employé de bureau. Et ils sont nombreux à se dire employés, surtout dans l'après-guerre, presque un travailleur du site sur cinq en 1926 et 1931. Certains sont de véritables employés, mais bien des travailleurs du site, à un moment ou un autre, lors d'actes de l'état civil, lorsqu'ils doivent faire une déclaration, se disent employés. Lorsqu'évoluent les déclarations d'un recensement à l'autre, l'ajusteur devient employé, mais l'employé ne se dit pas ajusteur quelques années plus tard.* »

du métier et la fierté de la compétence technique l'emportait manifestement sur toutes autres considérations de distinction.

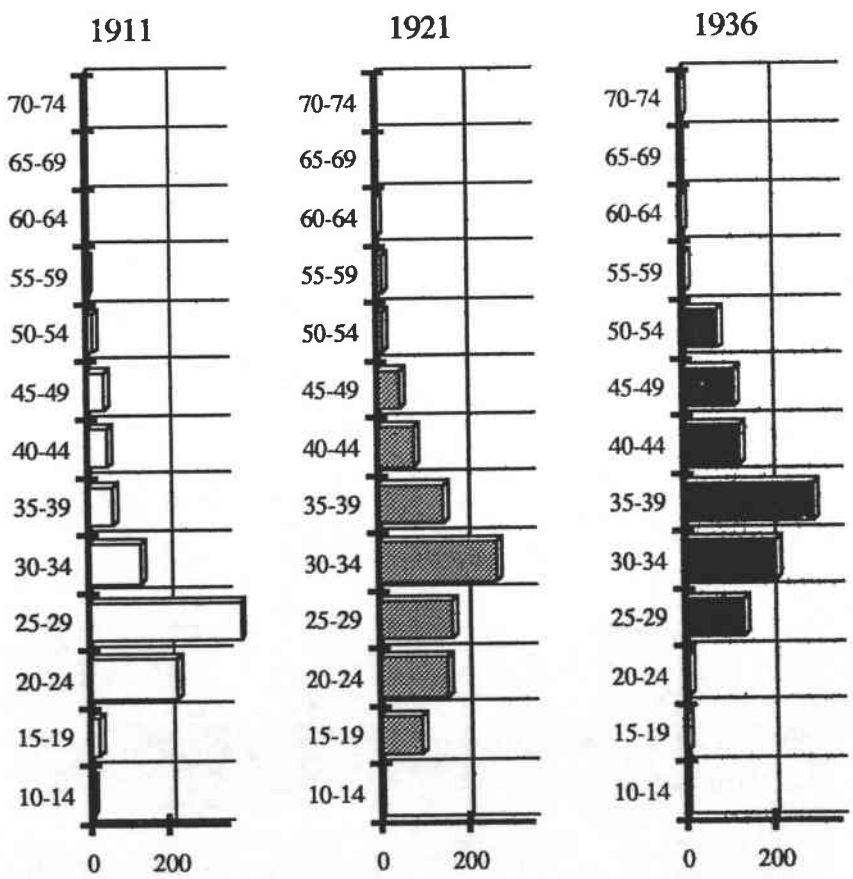
Au delà des chiffres forcement fantasques du dénombrement de 1936 (multiplication par 2,3 et un poids qui passe de la moitié à 80%), on peut illustrer le propos précédent avec le cas d'un aiguilleur de 18 ans, qui se déclarait employé à l'état civil en 1921. Or à l'occasion d'un fait divers, on apprend qu'en réalité il était aiguilleur...En effet, le dimanche 26 mai 1922, un commencement d'incendie s'était déclaré sur le platelage en bois du pont de l'Orne en gare de Conflans-Jarny; «*l'aiguilleur Lucien C., de service au poste Saxby n°1 signala immédiatement le fait au chef de gare qui put faire éteindre le feu au moyen de quelques seaux d'eau...* »[157] Les exemples où l'on retrouverait la qualification précise d'un agent se déclarant "employé", rares en 1921, se sont multipliés avec le temps; mais il nous a été impossible de vérifier qu'elle était l'occupation exacte des 614 "employés" de 1936. Si, malgré cette lacune, nous observons sommairement ces catégories, (qui ne seront donc ni des mécaniciens, ni des personnels d'encadrement, les seuls à avoir continué à spécifier en grand

EMPLOYES	Nb total d'agents	Nb d'employés	%	accroissement	âge moyen
1911	343	**160**	46,6%		**30,1**
1921	540	**272**	50,4%	1,7	**31,5**
1936	759	**614**	80,9%	2,3	**37,7**
Total	1642	**1046**	63,7%		

Les employés jarnysiens de la Compagnie de l'Est

classes d'âge	1911	1921	1936	T
10-14	1	0	0	1
15-19	4	25	3	32
20-24	35	42	6	83
25-29	69	46	83	198
30-34	21	73	129	223
35-39	10	40	182	232
40-44	8	23	79	110
45-49	7	14	73	94
50-54	3	4	50	57
55-59	1	4	7	12
60-64	0	1	1	2
65-69	0	0	0	0
70-74	0	0	1	1
	159	272	614	1045

10-14	6	0	0	1
15-19	25	92	5	31
20-24	220	154	10	79
25-29	434	169	135	189
30-34	132	268	210	213
35-39	63	147	296	222
40-44	50	85	129	105
45-49	44	51	119	90
50-54	19	15	81	55
55-59	6	15	11	11
60-64	0	4	2	2
65-69	0	0	0	0
70-74	0	0	2	1
	1000	1000	1000	1000



157- Pour récompenser M.C. de sa vigilance, le chef de gare a proposé le 7 juillet 1922 *«à M. le directeur de lui accorder une gratification de 5 francs »*, Ce dernier, depuis Paris, approuvait la proposition le lendemain 8 juillet.

nombre leur qualité en 1936), nous remarquerons que la distribution par âge de ces agents se modifie sensiblement avec le temps: ils sont globalement de plus en plus âgés, phénomènes caractérisant les groupes professionnels fermés.

L'apprentissage:

Entrer à la Compagnie de l'Est n'était pas chose facile, nous l'avons dit. La voie la plus noble pour un jeune homme restait l'école d'apprenti. C'est d'ailleurs en les interrogeant sur leurs années d'apprentissage que nous en avons le plus appris sur les qualités requises pour devenir un bon ouvrier. Contrairement à une idée répandue après la crise, où les Compagnies feront un effort d'embauche et où l'entrée paraîtra plus facile, pour être apprenti il fallait non seulement avoir 14 ans mais surtout passer un concours d'admission. L'apprentissage se déroulait ensuite sur trois ans au centre, rue Victor Hugo, sous la conduite de MM Lavoiset et Camus aux ateliers, et de M.Bapst pour l'enseignement général. [158] Comme les roulants s'attachaient à leurs locomotives, les ouvriers qualifiés sortis du centre d'apprentis, avaient du mal à cacher leur fidélité à l'école d'apprentis : « *L'apprentissage au Chemin de Fer était réputé, mais très dur aussi, encore qu'il se divisait en deux parties bien distinctes. Les 18 premiers mois se passaient à l'étau, à l'atelier d'ajustage, les 18 derniers s'effectuant au grand atelier de réparation des locomotives.* ... »[159] On retrouve ainsi, cette fierté de l'ouvrier qualifié, qui sait le chemin parcouru et la valeur de son travail. [160]Propos désuets, dépassés aujourd'hui? Ils semblent contredire quelque peu les attitudes prêtées précédemment à l'ajusteur ou à l'ouvrier qui se déclaraient "employés". A moins que les regards aient changé avec le temps: la nostalgie aidant et le monde ouvrier se désagrégeant, il s'agirait à présent de réaffirmer les valeurs essentielles d'autrefois, l'habileté, la persévérance, l'amour du travail accompli et reconnu.

Le monde des cheminots:

Pour présenter globalement la corporation, arrêtons-nous un instant sur la vie des cheminots telle que les séries statistiques nous permettent de les présenter. Tous sont Français avec très peu d'exception comme nous l'avons plusieurs fois souligné. Les effectifs ne cessent de s'accroître

---

158- «*...il y avait 9 élèves par section, chaudronnier, peintre, ajusteur...les horaires étaient les suivants: 4 h de cours le matin et 4 h d'atelier l'après-midi... le mercredi après-midi était consacré au sport; il fallait de la discipline, se ranger par deux durant les déplacements jusqu'à la cantine; les cours comportaient de l'algèbre, de la géographie, de la trigonométrie; une tenue réglementaire était exigée: blouson et pantalon bleus pour tous les élèves; les apprentis étaient logés dans les chambres pour célibataires; il existait deux examens par an pour pouvoir accéder au cours supérieur; après trois ans d'étude, au concours final, il y a eu 10 admis sur 57 inscrits; le travail se déroulait au dépôt de Conflans-en-Jarnisy , sur les wagons et locomotives; après le concours de fin d'apprentissage, l'ouvrier était encore à l'essai un an, guidé par des "bons compagnons* » () Un autre témoin confirme le parcours scolaire: «*j'étais ouvrier à la Compagnie de l'Est de l'Est, j'ai suivi les cours d'apprenti; on étudiait le français, la chimie, la physique, la mécanique, le dessin industriel, l'économie politique, l'histoire et la géographie* »() Certains ne reculaient pas devant l'effort: «*j'avais fait mon apprentissage au dépôt et après avoir passé mon premier CAP, j'ai continué les cours et passé un deuxième CAP...* » (**M. M. de Conflans né en 1916**) Un autre ancien rappelait qu' «*on était apprenti 3 ans; l'effectif variait on était de 8 à 15 par année, avec un instituteur, un moniteur technique* »()Un cheminot d'une commune voisine confirmait ces propos en précisant: «*l'apprentissage durait trois ans ; on entrait à 14 ans; il fallait nettoyer l'atelier; les apprentis servaient à la cantine; on faisait de l'ajustage à la lime; les journées étaient longues; à l'atelier, c'était la forge ou le graissage des locomotives à vapeur; l'atelier sentait l'huile; les bleus de travail devaient être lavés toutes les semaines, il y avait beaucoup d'accident car les machines à outil n'avaient pas de système de sécurité...* »(M.L)

159- (**Lucien Marcelin -in "La Revue Lorraine Populaire" N°82 juin 1988**)

160- Ce témoin poursuivait: «*L'apprentissage comportait naturellement la pratique et la théorie. A l'atelier, un instructeur qui veillait à notre formation professionnelle, en suivant le programme prévu. Pour nous, ajusteurs, il nous fallait tout d'abord apprendre le maniement des grosses limes, batardes, plates, carrées, ou tiers-points de 400:avant l'usage des petites demi-douces de 250 ou douces de 150. Il fallait nous faire les bras, il fallait surtout arriver à limer plan, et on n'y arrive pas en un jour .*» (**id**)

et malgré le "turn over" constaté, l'âge moyen n'a cessé de s'élever. Celui-ci s'établissait autour de 31 ans au lendemain de la guerre, âge relativement jeune et qui expliquait d'autres phénomènes constatés à cette date, comme le célibat pour 35,4% des hommes, la taille réduite des ménages avec notamment avec une part importante d'individus isolés...; cela n'avait rien d'original et au sortir de la guerre cette remarque était assez générale dans la cité jarnysienne toute entière.

Les cheminots et leur famille:

On peut rappeler à propos de ce fort célibat constaté en 1911 et en 1921 qu'il venait du caractère bouillonnant des activités de la gare: à la veille du conflit on était en présence d'une implantation massive et récente, faisant appel à des agents assez jeunes et après la guerre le manque de bras n'avait été que progressivement compensé par les retours et n'avait été comblé que par les embauches nouvelles. Ensuite, les effectifs allaient continuer d'augmenter, et les traits spécifiques de l'après guerre allaient à leur tour s'estomper. On notera que, 15 ans plus tard, les cheminots étaient dans leur ensemble mariés à plus de 88%. Cependant, on remarque que ce taux variait assez fortement avec les catégories professionnelles comme le montre le tableau ci-contre qui tente une rapide comparaison par profession déclarée: les ouvriers spécialisés étaient plus souvent célibataires que les mécaniciens, ou que les employés ou encore que le personnel d'encadrement. Peut-on en conclure par exemple que l'état matrimonial dépendait de la profession? Y a-t-il de ce point de vue une spécificité des roulants? Comme ils étaient en général plus âgés que la moyenne des agents il n'est pas surprenant de constater qu'ils étaient plus souvent mariés. Ces deux éléments se recoupaient en effet; par contre la taille de leurs familles était plus petite. Tous les cheminots

	métier	C	M	V		C	M	V
	1936	Nb	Nb	Nb	T	%	%	%
AJUSTEUR MECANICIEN		1			1	100	0,0	0,0
APPRENTI		7			7	100	0,0	0,0
APPRENTI DEPOT		4			4	100	0,0	0,0
DESSINATEUR		1			1	100	0,0	0,0
GARDE BARRIERE				1	1	0,0	0,0	100
MANOEUVRE		3	4		7	42,9	57,1	0,0
AJUSTEUR		14	34	1	49	28,6	69,4	2,0
TOURNEUR		1	5		6	16,7	83,3	0,0
MECANICIEN		2	21		23	8,7	91,3	0,0
EMPLOYE		50	557	2	609	8,2	91,5	0,3
CHAUDRONNIER			1		1	0,0	100	0,0
CHAUFFEUR			2		2	0,0	100	0,0
CONTREMAITRE			1		1	0,0	100	0,0
EMPLOYEE			1		1	0,0	100	0,0
FACTEUR ENREGISTREUR			1		1	0,0	100	0,0
INSTITUTEUR			1		1	0,0	100	0,0
MENUISIER			4		4	0,0	100	0,0
SERRURIER			1		1	0,0	100	0,0
VISITEUR			5		5	0,0	100	0,0
ENCADREMENT		1	15	0	16	6,3	94	0,0
	CHEF D'ENTRETIEN		*1*		*1*			
	CHEF DE BUREAU		*1*		*1*			
	CHEF DE DEPOT		*2*		*2*			
	CONTREMAITRE		*5*		*5*			
	INSPECTEUR		*1*		*1*			
	CHEF DE SECTION		*1*		*1*			
	CHEF DE TRAIN	*1*	*2*		*3*			
	SOUS CHEF DEPOT		*2*		*2*			
	SOUS CHEF GARE		*2*		*2*			
	SOUS CHEF SECTION		*1*		*1*			
TOTAL		84	656	4	744	11,3	88,2	0,5

	C	M	V		C	M	V
	Nb	Nb	Nb	T	%	%	%
1911	127	214	2	343	37	62,4	0,6
1921	191	347	2	540	35	64,3	0,4
1936	86	669	4	759	11	88,1	0,5
TOTAL	404	1230	8	1642	24,6	74,9	0,5

	C	M	V		C	M	V
	Nb	Nb	Nb	T	%	%	%
1911	370	624	6	1000	37	62,4	0,6
1921	354	643	4	1000	35	64,3	0,4
1936	113	881	5	1000	11	88,1	0,5

n'étaient cependant pas mariés, mais, l'époque où les célibataires étaient nombreux , comme en 1911 et encore en 1921, a changé: leur part a diminué des deux tiers. C'est ce que nous présente le tableau précédent sur l'état matrimonial global comparé entre 1911, 1921 et 1936. Si on compare par exemple la taille des ménages en 1921 et 1936, on note que les ménages de solitaires, célibataires ou veufs a beaucoup diminué, et que ce sont désormais les ménages de 3 personnes qui dominent. En fin de période, 4 cheminots sur 5 étaient mariés, l'âge moyen s'est élevé à 43,8 ans et la taille des familles s'est élargie.

Compagnie de l'Est

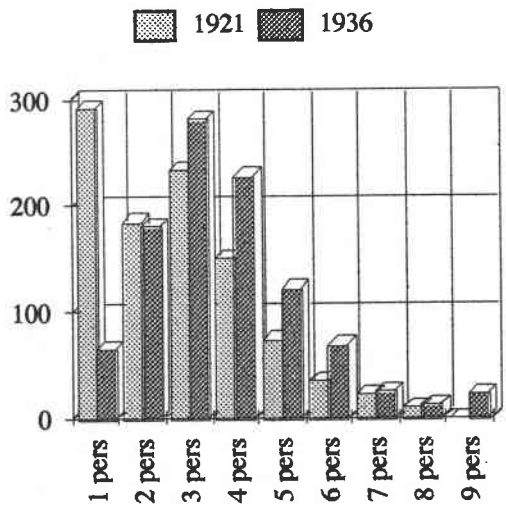
Distribution de la taille des ménages

Nb de personnes par ménage

	1 pers	2 pers	3 pers	4 pers	5 pers	6 pers	7 pers	8 pers	9 pers	TOTAL
en 1921	**147**	**93**	**118**	**76**	**37**	**17**	**11**	**5**	**0**	**504**
Nb total	147	186	354	304	185	102	77	40	0	1395
en 1936	**47**	**129**	**201**	**163**	**87**	**49**	**17**	**8**	**16**	**717**
Nb total	47	258	603	652	435	294	119	64	144	2616

Pour 1000 ménages

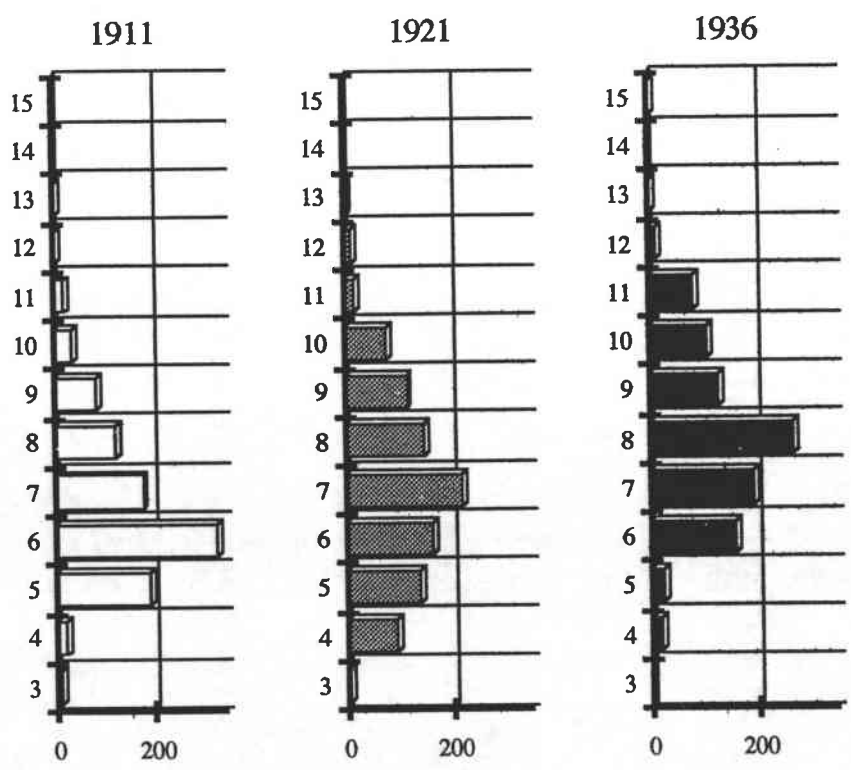
	1 pers	2 pers	3 pers	4 pers	5 pers	6 pers	7 pers	8 pers	9 pers	
en 1921	**292**	**185**	**234**	**151**	**73**	**34**	**22**	**10**	**0**	**1000**
en 1936	**66**	**180**	**280**	**227**	**121**	**68**	**24**	**11**	**22**	**1000**



Concernant les âges moyens, un tableau rapide comme celui présenté ci-dessous, montre qu'au fil des années, la distribution des cheminots selon les classes d'âge s'est modifié, avec un

	1911	1921	1936	T
10-14	2	1	0	3
15-19	7	50	15	72
20-24	65	75	17	157
25-29	114	88	122	324
30-34	61	120	148	329
35-39	43	82	204	329
40-44	29	63	97	189
45-49	13	42	83	138
50-54	7	11	62	80
55-59	1	8	9	18
60-64	1	3	1	5
65-69	0	0	0	0
70-74	0	0	1	1
	343	543	759	1645

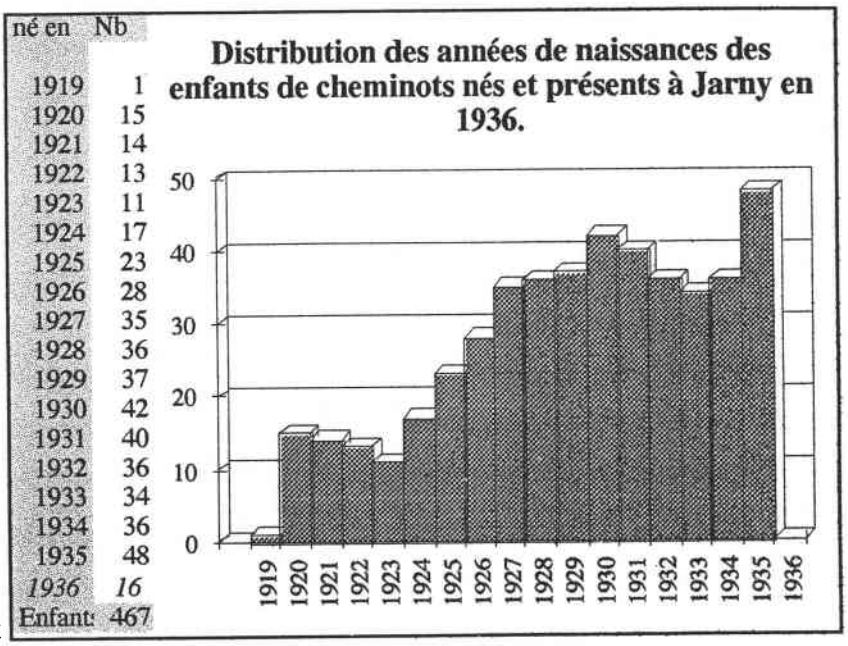
10-14	6	2	0	2
15-19	20	92	20	44
20-24	190	138	22	95
25-29	332	162	161	197
30-34	178	221	195	200
35-39	125	151	269	200
40-44	85	116	128	115
45-49	38	77	109	84
50-54	20	20	82	49
55-59	3	15	12	11
60-64	3	6	1	3
65-69	0	0	0	0
70-74	0	0	1	1
	1000	1000	1000	1000



vieillissement global et progressif. Ce phénomène, malgré l'absence de stabilité longue, malgré l'écueil de ne pouvoir suivre la carrière de chacun, explique certainement les phénomènes observés plus haut; avec le vieillissement, le célibat et la taille des familles ont aussi changé. On notera toutefois que proportionnellement la part des plus de 55 ans a légèrement diminué.

Le tableau et le graphique ci-contre,présentant la distribution des années de naissances des enfants de cheminots présents à Jarny en 1936, confirment ces remarques sur la stabilité croissante de la corporation. En effet, on remarque nettement qu'il faut attendre plusieurs années, 1924 plus précisément, pour voir s'inverser une tendance à la baisse des naissances de petits Jarnysiens dans les foyers cheminots . Ensuite, la crise de 1930-1931 a joué, soit à cause de la mobilité des parents, soit par hésitation devant les difficultés du moment. A l'inverse, la campagne d'embauche de 1934-1935 s'est, semble-t-il, traduite de manière inverse par une reprise de la natalité localement, sans doute du fait de l'arrivée de couples jeunes.

né en	Nb
1919	1
1920	15
1921	14
1922	13
1923	11
1924	17
1925	23
1926	28
1927	35
1928	36
1929	37
1930	42
1931	40
1932	36
1933	34
1934	36
1935	48
1936	*16*
Enfant:	467



Sur la liste des lieux de naissances des 647 épouses de cheminots repérées pour les années 1930, on remarquera que très peu d'entre elles, 22 seulement, sont originaires de la ville même de Jarny, soit 3,4 %; 41, soit 6,3 % sont natives du canton et 166, soit 25,7% sont nées dans le département. Cela n'a pas une signification très nette, puisque dans leurs lieux de naissance on retrouve grossièrement tracée la carte du réseau de la Compagnie de l'Est, avec ses gares et ses dépôts régionaux. On peut cependant dire que les jeunes filles de Jarny ne sont pas particulièrement attirées par les cheminots; on fera remarquer de plus, que les origines des épouses diffèrent totalement de celles de leur enfants (tableau et carte page suivante), ce qui prouverait, faute d'une étude plus détaillée, que les naissances accompagnaient la vie professionnelle du père, au rythme des mutations/promotions. Pour les quelques mariages sur place (18), nous avons constaté que 48% des épouses de che-

Origines des épouses de cheminots en 1936

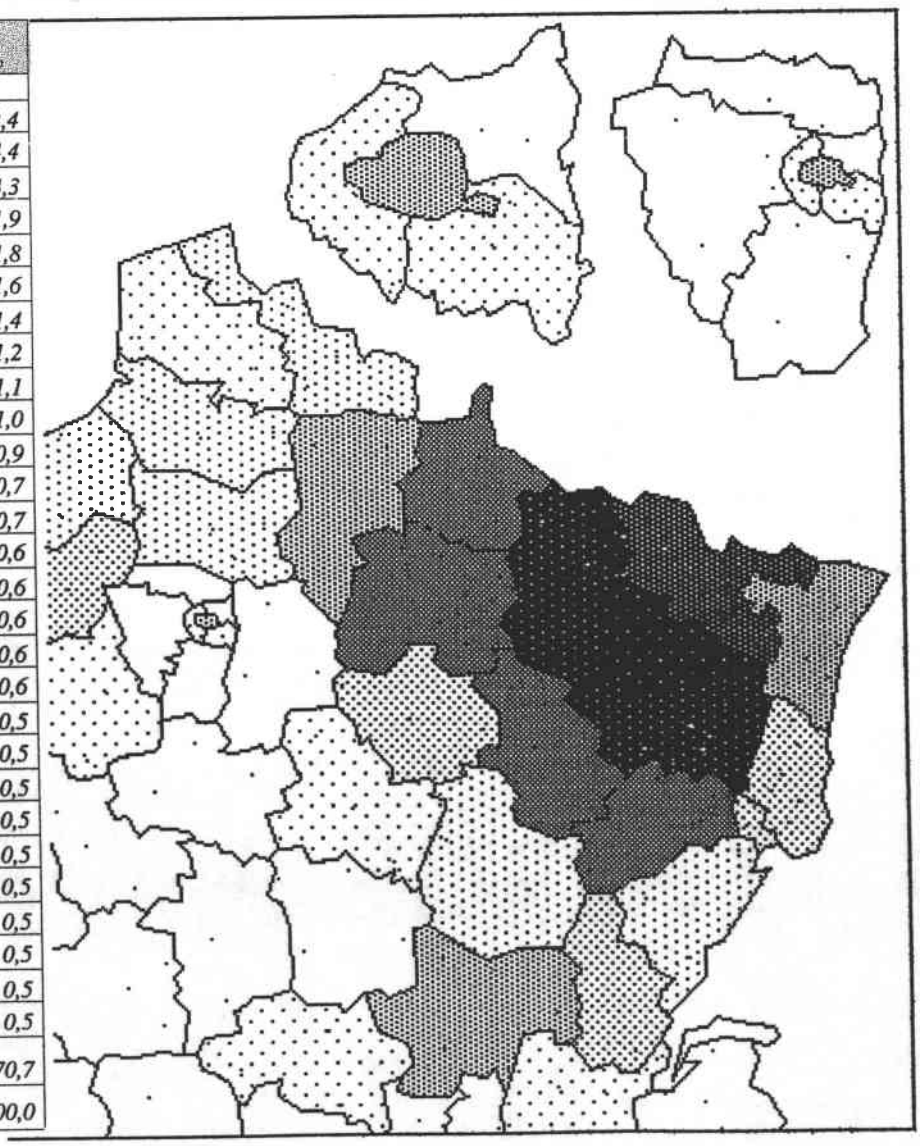
JARNY	22	3,4
LABRY	4	0,6
CONFLANS	3	0,5
BONCOURT	2	0,3
JEANDELIZE	2	0,3
ALLAMONT	1	0,2
BRAINVILLE	1	0,2
DONCOURT	1	0,2
FRIAUVILLE	1	0,2
GIRAUMONT	1	0,2
JOUAVILLE	1	0,2
PUXE	1	0,2
VILLE / YRON	1	0,2
CANTON	41	6,3
MEURTHE-ET-MOSELLE	166	25,7
TOTAL	647	100

minots étaient filles de cheminots...On remarquera à leur sujet, que contrairement à l'idée générale et au mouvement amorcé pendant la Grande Guerre, les épouses de cheminots déclaraient rarement travailler (moins de 2%). C'est beaucoup moins que la moyenne des épouses jarnysiennes dans leur ensemble (5,6%) et que les femmes de mineurs (4,3 %). Surtout, c'es beaucoup moins fréquent qu'autrefois, lorsqu'au tout début de l'activité de la première gare et du premier dépôt, les femmes de cheminots étaient plus actives, dans le commerce et dans la couture. (cf première partie).

METIER DES FEMMES DE CHEMINOTS		
COIFFEUSE	1	0,2%
COMMERCANTE	1	0,2%
COUTURIERE	3	0,5%
DEBITANTE	2	0,3%
EMPLOYEE	2	0,3%
INSTITUTRICE	3	0,5%
SANS PROFESSION	635	98,1%
TOTAL	647	

Les enfants de cheminots, cheminots eux-mêmes? Après un tri entre les dénombrements nominatifs de 1911, 1921, 1936 nous n'avons retrouvé que très peu de "dynasties" d'agents de la Compagnie et l'endogamie professionnelle ne nous est pas apparue évidente; pour les premières générations, le phénomène a sans doute le phénomène été fortement perturbé par la guerre. Après 1918, la raison est certainement liée à la faible durée d'observation pour suivre les jeunes adolescents dans leur formation et leur premier métier. ...Même pour les petits jarnysiens, cela ne paraît

ENFANTS CHEMINOTS	NB	%
né à		
JARNY	467	42,4
ETAIN	48	4,4
NANCY	36	3,3
CONFLANS	21	1,9
LABRY	20	1,8
PAGNY/MOSELLE	18	1,6
Lieu inconnu	*15*	*1,4*
BLAINVILLE	13	1,2
EPINAL	12	1,1
LUNEVILLE	11	1,0
PARIS	10	0,9
FOUGEROLLES	8	0,7
METZ	8	0,7
BATILLY	7	0,6
CHALONS	7	0,6
HATRIZE	7	0,6
HOMECOURT	7	0,6
VERDUN	7	0,6
JOEUF	6	0,5
LONGWY	6	0,5
MARS-LA-TOUR	6	0,5
MOINEVILLE	6	0,5
PONT A MOUSSON	6	0,5
RAMBERVILLERS	6	0,5
VESOUL	6	0,5
BRIEY	5	0,5
ROUCEUX	5	0,5
TOUL	5	0,5
TOTAL PARTIEL	779	70,7
TOTAL	1102	100,0

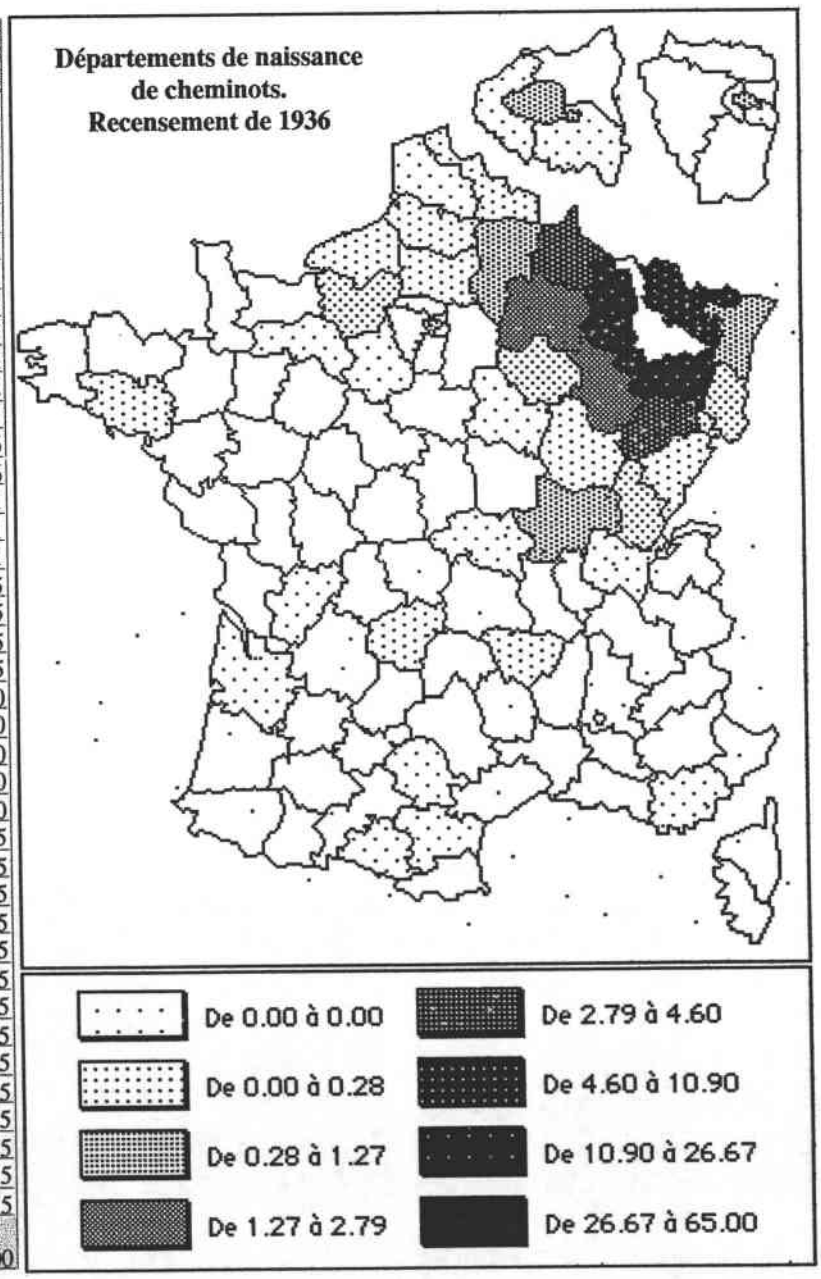


pas évident du tout, bien évidemment pour tous ceux qui sont nés massivement après 1924 et qui n'ont guère plus d'une douzaine d'années en 1936! De plus, s'ils sont entrés à la compagnie par la suite, ils ont pu nous échapper ne serait-ce que parce qu'ils sont partis ailleurs, occuper leurs premiers postes dans d'autres dépôts.

D'où sont originaires les cheminots jarnysiens de 1936?

Sur cette carte présentant les lieux de naissances des cheminots Jarnysiens , on a encore la preuve de la très grande concentration des natifs des régions drainées par le réseau de la Compagnie de l'Est. Mais on constate toutefois une diminution de la part des Parisiens et des Bretons signalés à la veille de la Grande Guerre et dans la période de reconstruction.

Départements d'origine	Nb	%
54 MEURTHE ET MOSELLE	219	33,18
55 MEUSE	92	13,94
88 VOSGES	81	12,27
57 MOSELLE	61	9,24
70 HAUTE SAONE	31	4,70
08 ARDENNES	29	4,39
51 MARNE	27	4,09
52 HAUTE MARNE	21	3,18
75 PARIS	11	1,67
02 AISNE	10	1,52
67 BAS RHIN	10	1,52
71 SAONE ET LOIRE	8	1,21
10 AUBE	7	1,06
39 JURA	5	0,76
27 EURE	4	0,61
68 HAUT RHIN	4	0,61
90 TERRITOIRE BELFORT	4	0,61
19 CORREZE	3	0,45
21 COTE D'OR	3	0,45
76 SEINE MARITIME	3	0,45
80 SOMME	3	0,45
25 DOUBS	2	0,30
43 HAUTE LOIRE	2	0,30
56 MORBIHAN	2	0,30
59 NORD	2	0,30
60 OISE	2	0,30
01 AIN	1	0,15
03 ALLIER	1	0,15
09 ARRIEGE	1	0,15
11 AUDE	1	0,15
16 CHARENTE	1	0,15
28 EURE ET LOIRE	1	0,15
33 GIRONDE	1	0,15
61 ORNE	1	0,15
62 PAS DE CALAIS	1	0,15
81 TARN	1	0,15
83 VAR	1	0,15
89 YONNE	1	0,15
92 HAUTS DE SEINE	1	0,15
94 VAL DE MARNE	1	0,15
TOTAL	660	100



Si l'on observe les départements limitrophes, la Meuse continue de fournir en 1936 presqu'une centaine de cheminots, les Vosges 81 et la Moselle environ une soixantaine d'agents. Les

quatre nouveaux départements lorrains, fournissent ensemble 68,6% des cheminots jarnysiens. En 1921 cette part était de 36,4% et avant guerre elle était aussi de 36,5%; ce qui tendrait à prouver que l'enracinement lorrain a été de plus en plus net.

Les cheminots Lorrains

	55	57	88	54	Lorraine	Total
1911	38	13	16	57	124	338
1921	51	14	26	104	195	533
1936	92	61	81	219	453	660
	%	%	%	%	%	%
1911	11,2	3,8	4,7	16,9	36,7	100
1921	9,6	2,6	4,9	19,5	36,6	100
1936	13,9	9,2	12,3	33,2	68,6	100

Si l'on examine à présent la répartition des lieux de naissances des agents originaires du département en fin de période, nous constaterons que la plupart des natifs de Meurthe-et-Moselle sont répartis selon une carte canton par canton qui donne une idée assez nette du tracé de la ligne Nancy-Pont-à-Mousson-Longwy.

CANTONS d'origine	nb	%
Conflans	50	22,9
Nancy	21	9,6
Pont-à-Mousson	20	9,2
Chambley	18	8,3
Homécourt	13	6,0
Longuyon	12	5,5
Blamont	10	4,6
Toul	8	3,7
Lunéville	7	3,2
Pompey	5	2,3
Thiaucourt	5	2,3

CANTONS d'origine	nb	%
Baccarat	4	1,8
Briey	4	1,8
Colombey	4	1,8
Vézelise	4	1,8
Audun	3	1,4
Domèvre	3	1,4
Longwy	3	1,4
Maxéville	3	1,4
Neuvesmaison	3	1,4
St Max	3	1,4
Villerupt	3	1,4

CANTONS d'origine	nb	%
Haroué	2	0,9
Herserange	2	0,9
Nomény	2	0,9
Arracourt	1	0,5
Bayon	1	0,5
Jarville	1	0,5
Mont-St-Martin	1	0,5
St nicolas	1	0,5
Tomblaine	1	0,5
Total	218	100

On ne saurait clore ce chapitre sur les chemins de fer et les cheminots jarnysiens, sans évoquer la bataille ancienne et toujours renouvelée, digne de "Clochemerle", qui agitait le chef lieu de canton, Conflans et la ville de Jarny, pour la dénomination de la gare. Encore en 1932 cette bataille mobilisait le conseil municipal du 24 février pour exiger du ministère que la gare s'appelle, GARE DE JARNY et non plus GARE DE CONFLANS-JARNY.[161]

161- Délibérations du conseil municipal.

C LES RETOMBEES ECONOMIQUES

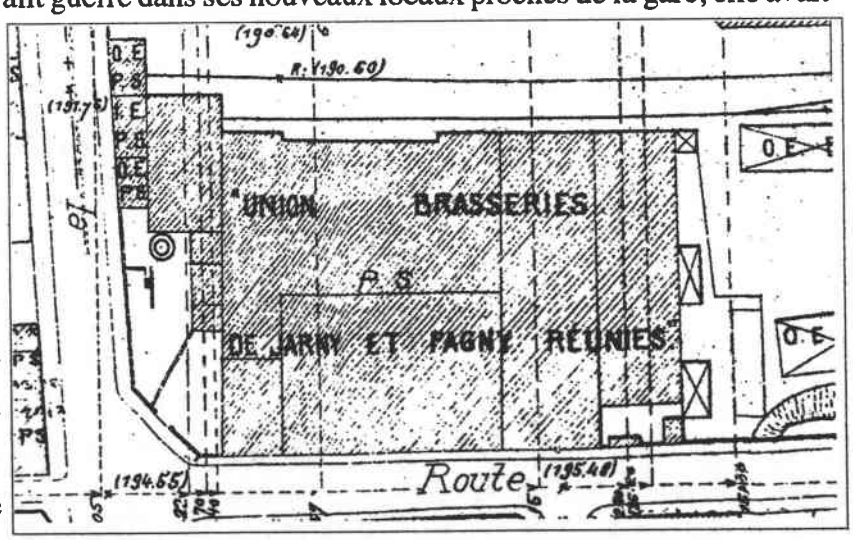
- Timides implantations industrielles et petit commerce.

Quelques timides implantations industrielles.

Nous ne redévelopperons pas ici la présentation des petites entreprises qui avaient vu le jour à la veille de la guerre et qui ont continué malgré les difficultés de l'après guerre à accompagner le développement de la ville. On songe à la **brasserie** qu'ont dirigée MM. J.E.Goussot puis R.Gautier, à la **cartoucherie** avec M.Auffrey de Quillebœuf puis M.Saintvoirin comme ingénieurs directeurs et enfin à la société **Energie Eclairage** dirigée par M.Barbier puis par Fernand Gente, originaire de Toulouse.

La brasserie:

La brasserie de Jarny faisait encore partie en 1929 des 11 brasseries que comptait le département. Nous l'avions laissée avant guerre dans ses nouveaux locaux proches de la gare; elle avait alors été modernisée grâce à l'implantation d'un système de fabrication allemand. Mais elle avait eu une phase difficile de rééquipement! En effet les Allemands avaient "réquisitionné" tout le cuivre, cuves et tuyauteries. Aussi, la Brasserie, par les effets directs du pillage, connut une reprise difficile après l'armistice. L'installation de nouvelles machines à vapeur et l'adoption du procédé de pasteurisation, s'ajoutèrent à la remise en état des locaux pour mettre l'entreprise dans de graves difficultés financières. Certes, la Brasserie obtint bien en 1920 le versement d'indemnités de guerre; mais celles-ci, étalées sur 10 ans, ne purent avoir toute l'efficacité que la société était en droit d'attendre.



L'usine employait environ une centaine de personnes avant 1914, dont un certain nombre de femmes travaillant au rinçage et au remplissage des bouteilles. Elle comptait 60 hommes et 5

femmes au 2 février 1922 (57 manœuvres et 8 employés) .[1] Statistique assez pauvre en fait, puisque le détail des qualifications manquent. Tout le personnel n'habitait pas à Jarny. Parmi les Jarnysiens (tableau ci-contre), la part des Français demeurait toujours assez forte. En 1921, l'entreprise dirigée par M.Goussot comptait encore 12 étrangers d'origines diverses, 21 Français, 2 Italiens, et 4 Polonais; quinze ans plus tard dans l'effectif jarnysien, il n'y avait toujours que 4 Italiens. Les métiers étaient divers et l'n peut être étonné du faible nombre d'ouvriers brasseurs proprement dit. Entre temps les effectifs avaient légèrement chuté: la brasserie n'employait plus que 80 ouvriers au moment de la crise. Cette dernière allait être fatale à la Brasserie de Jarny, malgré la réputation de sa bière, la "Reine des Bières". Pour son redressement, elle a ensuite tenté une politique d'alliance et de fusion avec d'autres brasseries régionales ; elle a fusionné pour devenir "l'Union Brasseries Jarny et Pagny Réunies", puis les "Grandes Brasserie de Jarny et Uckange", société anonyme au capital de 4.500.000F , dont le directeur était alors M.R. Gautier. Après cette association, ce sera "l'Union Messine" : les directeurs étaient cette fois M.R Gautier et M. R.Mary. Et cette dernière à la fin des années 1930 (?) sera absorbée par la "Sté des Caves de l'Est". [2]

JARNYSIENS TRAVAILLANT A LA BRASSERIE			
sexe métier	1921	1936	Nationalité en 1936
DACTYLO		1	
EMPLOYEE		1	
OUVRIERE	3	1	
SOUTIREUSE		1	
Femmes	3	4	
AUTOMOBILISTES	2		
BRASSEUR	7	8	
CAVISTE		2	
CHAUFFEUR		3	
CHEF D'EXPEDITION		1	
CHEF DE SERVICE	1		
COMPATBLES	2	5	
CONCIERGE		1	
DIRECTEUR	1		
ELECTRICIENS	3	1	
EMPLOYES		4	
ENTREPOSITAIRE		1	
GARCON DE BUREAU		1	
JARDINIER	1		
LIMONADIER		1	Italien
LIVREUR		3	dont 1 Italien
MACHINISTE		1	Italien
MACONS	3	1	
MANŒUVRE	9		
MENUISIER	1	2	
MONTEUR	1		
PEINTRE	1	1	Italien
SERRURIER	1		
TONNELIER	1	1	
TOURNEUR		1	
Hommes	36	38	
TOTAL	39	42	



Et pourtant, la Brasserie de Jarny avait un beau réseau commercial, avec des entrepôts nombreux, en Meuse (Etain, Verdun, Bouligny) et en Moselle (St-Avold, Forbach, Merlebach, Creutzwald, Stiring-Wendel). Signalons aussi parmi ses clients traditionnels : l'Armée à Reims, ville de forte garnison, et aussi la fête de la bière de Sarrebrück à qui elle livrait chaque année 500 hl de bière. La brasserie recevait son malt de Tchécoslovaquie principalement et son houblon venait de la région de Pont-à-Mousson (Vandières, Pagny-sur-Moselle). L'eau nécessaire était pompée dans l'Yron.[3] Elle disposait de deux cuves de brassage pour fabriquer de la bière blonde,

1- A M&M 9 M 25
2-1940 donna le coup de grâce. On assista à un second démontage partiel. En 1945, on procéda à l'inventaire des biens, et une vente des bâtiments par lots eut lieu en 1953. S'implantèrent alors dans les locaux (pour un temps) les établissements Hurlin, un entrepôt des vins Nicolas, une coopérative de blé, une agence du Crédit agricole, plus récemment une coopérative agricole, le Gamm Vert...
3- les bassins de décantation sont encore visibles au bord de l'Yron, près du " Bois de sapins "... non loin de l'actuelle rue Emile-Zola.

deux sortes de bière brune. A partir de 1928, on tenta d'ajouter à cette production toute une gamme de produits : vins et alcool, bien sûr, mais aussi limonade. Pour satisfaire à la mode des consommateurs, la Brasserie, alors "Sté des Grandes Brasseries de Jarny et Uckange", présentait le 7 mai 1928 une demande d'autorisation de fabriquer des eaux gazeuses à Jarny.[4]



DEUXIÈME ANNÉE
N° 32
28 SEPTEMBRE 1924

Messieurs les brasseurs, il faudrait tout de même songer à diminuer le prix de la bière !..

Tout diminue. Sauf la bière.

Le restaurateur se plaint. Le client pourrait se plaindre. Les fabricants de bière ne réagissent pas.

Pourtant, les matières premières ont bien diminué. Le prix du houblon a baissé depuis six ou sept ans de plus de 20 %. L'orge, qui valait 250 francs les 100 kgs. coûte aujourd'hui 45 à 50 francs. Est-il exact que l'hectolitre de bière revient aux brasseurs au prix de 40 francs ?

On fait deux qualités de bière. Il y a six prix. Pourquoi ?

Les restaurateurs, accablés de charges multiples, sont indignés.

Et un nouveau problème apparaît soudain avec la loi récente portant réforme fiscale et introduisant une taxe unique sur la bière.

Les livraisons lointaines se faisaient par chemin de fer grâce au raccordement direct avec la plateforme de la gare, embranchement particulier, raccordant l'usine au réseau de la Compagnie de l'Est depuis 1911.[5] Les chariots tirés par des chevaux ont duré jusqu'aux années trente, époque où s'impose la souplesse des camions pour la distribution de proximité. Ce service de livraisons par véhicules automobiles prenant de l'importance, les "Grandes brasseries de Jarny-Uckange" décidaient de s'équiper de réservoirs d'essence.[6]

La cartoucherie

Dans sa délibération du 5 juin 1919 le conseil municipal nous apprend que la société Davey, Bickford Schmit[7] sollicitait l'achat d'une propriété communale . C'était le début de longs échanges avec la commune pour l'aménagement du territoire de la société, son extension et ses accès. [8]

La cartoucherie occupait toujours essentiellement un personnel féminin comme le montrent les photographies[9] et le tableau statistique suivant. Longtemps, les mines ont continué d'utili-

---

4- Elle souhaitait produire ces eaux gazeuses artificielles, dans un immeuble annexe, situé rue de l'Orne à Jarny, bâtiment de 10 m de profondeur et 10 m de façade et ne comprenant qu'un rez de chaussée avec grenier. Les services sanitaires, avaient inspectés les lieux, concluant que les conduites d'eau étaient bien en étain pur conformément à la loi et que l'eau fournie par la ville était de bonne qualité.

7- siège social toujours à Rouen, 1 rue Nationale.

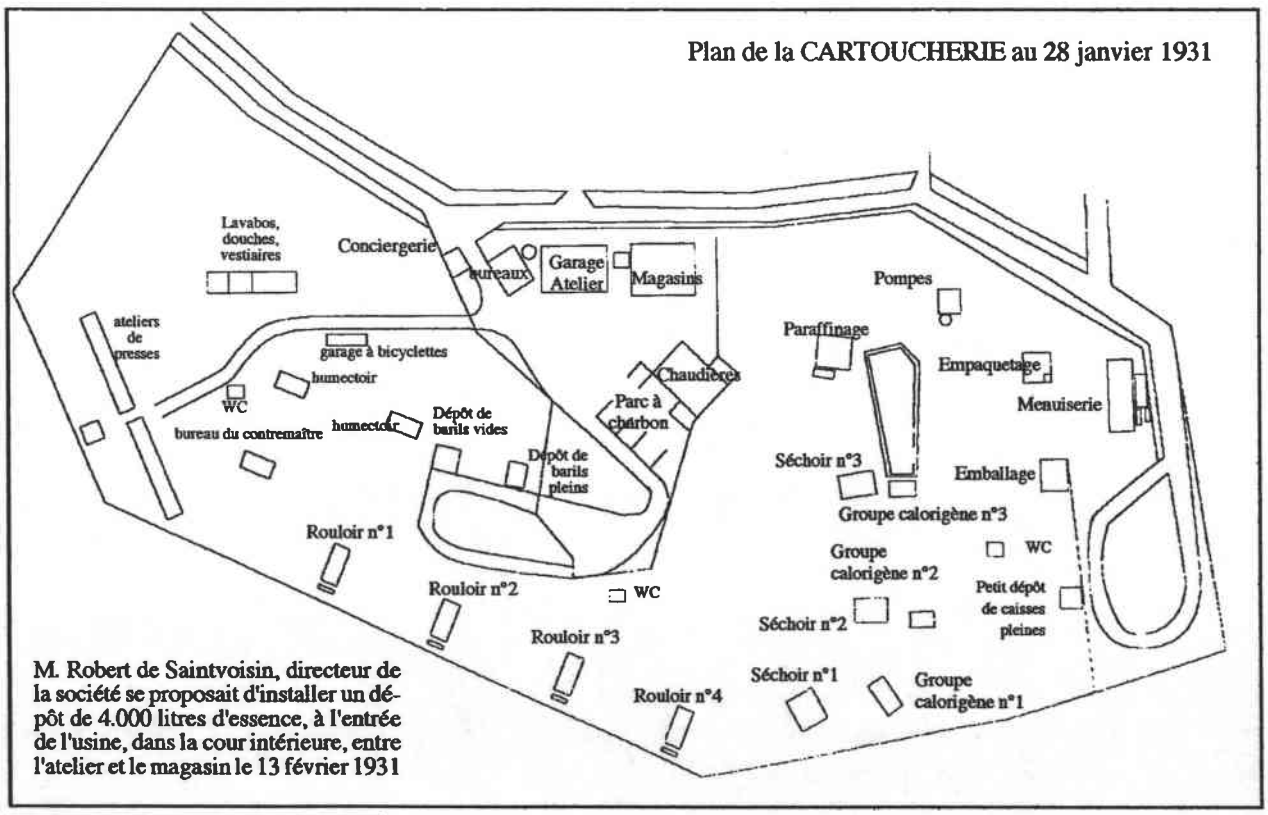
8- 580 ares, au lieu dit " Sous côte d'Yron" section E 184 au prix de 50F,00 l'are ; en plus l'entreprise s'engageait à accorder une indemnité de 5F par an aux détenteurs du lot. Comme le prix de cession offert lui paraissait suffisamment rémunérateur, et que la plupart de ces terrains n'étaient plus cultivés, le Conseil municipal avait consenti à céder ce terrain. La société formulait peu de temps après, le 9 juillet, une nouvelle demande auprès de la municipalité. Il s'agissait cette fois d'acheter le terrain communal qui aboutit à la Passerelle du " Vieux Moulin" ; c'était un ensemble plus petit de 48 a 28 ca et la sté en offrait les mêmes prix et conditions. La mairie acceptait sans difficulté de se séparer de ce terrain situé en bordure d'un chemin vicinal au lieu dit "le Vieux Fourneau" et entérinait cette cession par un vote le 3 septembre 1919. Le 17 mars 1920 le directeur de la société Davey Bickford faisait reconnaître aux élus que le chemin menant de Jarny à la cartoucherie était en très mauvais état. Prenant les devants, il offrait, au cas où la commune ferait remettre le chemin en état de viabilité, à fournir une subvention à la commune...Placée devant cette offre la commune engageait quelques travaux d'amélioration. Mais quelques années plus tard, le 12 septembre 1929, la situation se renversait. C'était au tour de la commune de déplorer l'état du chemin vicinal, défoncé sur une longueur de 2320 m et dont la largeur d'empierrement suffisante autrefois ne permettait plus le croisement faciles de nombreux véhicules et machines agricoles . Elle notait que cet élargissement réclamé par les usagers, en particulier par la Sté Davey Bickford et la Sté Pétrolessence mais aussi par les cultivateurs...elle ne pourrait en payer les frais seule. Finalement, le 15 octobre 1930, on apprend que «*vu l'état des exploitations industrielles dont les charrois ont dégradé extraordinairement ... le chemin vicinal en question* », la commune acceptait les deux subventions de 7500 F offertes par les deux sociétés, la Sté Pétrolessence et la Sté Davey Bickford...

9- Les photographies sont en annexes.

ser des explosifs, en cartouche contenant de la poudre noire comprimée, allumée par un cordeau bickford...Au moment où les affaires commencèrent à décliner, les services de la sous-préfecture notaient que la Cartoucherie de Jarny, occupant 70 ouvriers en 1927, ne connaissait pas de chômage et qu' elle maintenait ses effectifs, pensant même les tenir pour 1928 car elle avait assez de commandes et qu'il n'y aurait pas de ralentissement dans l'activité.[10] Mais après les années 30, l'usage de l'oxygène liquide comme explosif dans les mines allait faire péricliter l'activité de la cartoucherie. [11] Ce procédé inventé en 1911 à la mine d'Hayange, n'a pas été tout de suite acceptée en Lorraine pour certains, parce que l'Etat y aurait perdu son monopole sur les poudres! Les mines pouvait fabriquer elles-mêmes leur explosif... Comme le procédé était moins coûteux et plus efficace il se généralisait dès 1930 presque partout dans le Pays Haut ; la cartoucherie ne servirait plus que de centre de dépôt important. [12] L'emploi chutait dans les années 30; notam-

CARTOUCHERIE

sexe	*métier*	*1921*	*1936*	*Nationalité en 1936*
	MANOEUVRE		1	
	OUVRIERE	13	11	dont 2 Italiennes
	CANTINIERE	1		
	CONCIERGE	1		
	EMPLOYEE	1		
	SECRETAIRE		1	
Femmes		16	13	
	CHAUFFEUR		4	dont 1 Italiens
	CHARRETIER	3		
	CHEF DE FABRICATION	1		
	COMPTABLE	1		
	CONTREMAITRE	1	1	
	DIRECTEUR		1	
	MACHINISTE	1		
	ELECTRICIEN		1	
	EMBALLEUR		1	
	MANOEUVRE	1	2	
	MANŒUVRE	3		
	OUVRIER	1		
	EMPLOYE	2		
	MENUISIER		1	
	TOURNEUR		1	
Hommes		14	12	
	Total	30	25	



M. Robert de Saintvoisin, directeur de la société se proposait d'installer un dépôt de 4.000 litres d'essence, à l'entrée de l'usine, dans la cour intérieure, entre l'atelier et le magasin le 13 février 1931

10- AD M&M 1 Z 78

11- 30 femmes et 10 hommes sur cette photo de 1930 avant que le procédé à la poudre noire ne soit progressivement remplacé par les tirs à l'oxygène liquide dans les mines.

12-Comme le disait un de nos témoins de la mine de Droitaumont: «*Les circonstances défavorables de la période n'arrêtèrent pas tout progrès technique, ainsi le tir à oxygène liquide fut pratiqué à partir de 1933.* » ()

ment, la place des jarnysiennes allait diminuer, passant de 16 à 13 femmes.

La Société Energie Eclairage:

M. Idoux, directeur de l'usine "Energie Eclairage" reprenait ses activités dès le lendemain du conflit.[13] Nous avons déjà souligné que la municipalité avait travaillé avec la société, pour l'aménagement des réseaux urbains et la distribution du courant dans les divers quartiers de la ville. L'établissement n'a guère changé dans ses installations depuis la veille de la guerre. Nous n'évoquerons cette société qu' au moment des conflits liés à l'application des accords Matignon en 1937 et 1938.

En 1921, 11 Jarnysiens travaillent à la Sté Energie Eclairage dont 2 Italiens manœuvres. Quinze ans plus tard, ils sont 22 dont une femme seulement, 8 électriciens, un seul étranger, un Luxembourgeois.

A côté de ces anciens établissements, on note quelques nouvelles implantations...

Construction métallique 1925

M. Bergerat Emmanuel, ingénieur des Arts et Manufactures, gérant de la compagnie Lorraine de Constructions dont le siège était à Montigny-les-Metz , formulait officiellement le 13 novembre 1924 une demande d'autorisation «*d'exploiter à Jarny une usine de constructions et chaudronnerie,charpentes métalliques, tôlerie, pylônes...* » [14]. La mairie souhaitait vivement encourager cette installation et appuyait la demande sans réserves .[15] Au début de 1925, le directeur de la Compagnie Lorraine de Construction, s'impatientait de ne pouvoir s'installer rapidement. Le 25 mai 1925 il s'adressait dans une lettre à un certain M.Ledoux à Paris pour lui faire part de ses démarches auprès des administrations. [16]De quoi s'agissait-il? En fait, si la commune n'avait émis aucune réserves, le rapport du conseil d'hygiène départemental, signé du docteur Pratbernon... s'inquiétait du sommeil des cheminots vivant dans les cités en bois. Au cours de l'enquête, diverses plaintes avaient en effet été formulées par les employés du chemin de fer... [17]Le directeur annonçait que cette usine située à 2 km de la gare de Jarny , exécuterait des travaux de charpente métallique et de chaudronnerie, mais que à 150 m de son emplacement se trouvait le groupe des cités ouvrières de la Cie

---

13- s'adressait à la commune au sujet de la réinstallation de l'éclairage publique le 17 octobre 1919 et fournissait t un devis de 3117,65F.

14- AD M&M 5M 165

15- «La région et particulièrement la ville de Jarny a tout intérêt à voir créer et se développer sur son territoire des usines métallurgiques. Le devoir de la municipalité est de chercher à attirer sur sa commune des usines afin de développer le plus possible le bassin métallurgique de notre contrée» (courrier du maire daté du 19 janvier 1925 **AD M&M 1 Z 132**

16- «*... depuis plusieurs semaines je voulais vous écrire mais le temps m'a manqué étant toujours par monts et par vaux comme un pauvre commis de voyage...je voudrais vous mettre au courant d'un incident qui s'est passé pour mon usine avec la commission d'hygiène départementale à Nancy...en janvier 1919 ayant obtenu la reconstruction des forges près de Montmédy, j'ai du faire une nouvelle entreprise et j'ai trouvé à Jarny un terrain que j'ai acheté en jachère à des cultivateurs ainsi que des jardins appartenant à la commune de Labry ...etc* »()

17- **AM&M 5M 163**

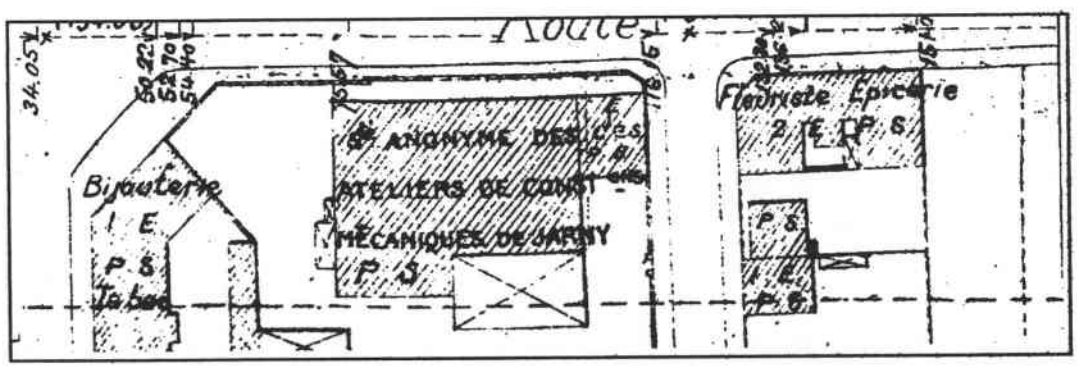
18- Il ajoutait:« *l'usine que j'ai visitée comprend plusieurs bâtiments communiquant entre eux et construits en planches, recouverts partiellement de tuiles et de tôle ondulée...le légèreté de cette construction ne permet pas de limiter la propagation des bruits provoqués par les travaux exécutés dans les ateliers, il s'en suit que certaines opérations telles que le revêtage de pièces de tuyauterie, effectué au moyen de marteaux pneumatiques provoque un bruit considérable...* »

des chemins de fer de l'Est dit "cités de Moulinelle" .[18] Finalement, par arrêté préfectoral daté du 10 août 1925, (on voit que la procédure n'a pas été spécialement rapide) l'autorisation était accordée. La COmpagnie LOraine de COnstruction (CO.LO.CO.) pouvait s'installer au lieu dit "Moulinelle" et exploiter une usine de constructions métalliques et chaudronnerie; mais l'avis favorable était limité à la condition de ne pas travailler de 20 h à 6 h du matin .[19]

La société était dirigée par M. Jean Barret, ingénieur né en 1890 et par M.Albert Amiel ingénieur lui aussi, né à Castres en 1894. En 1926, la Cie Lorraine de Construction, déclarait employer 85 ouvriers et 15 employés soit un total de 100 salariés . [20] En 1927 , elle déclarait aux services de la sous-préfecture ne pas avoir de chômeurs et employer entre 40 et 50 ouvriers. [21] La même année, le 18 octobre 1927 , on apprenait que la COLOCO souhaitait installer un appareil à acétylène dans son usine de Moulinelle dans un bâtiment isolé.[22] Sans doute à cause de la crise, en mars 1936, 24 Jarnysiens déclaraient travailler à la COLOCO, dont deux Italiens; l'un était apprenti et l'autre dessinateur. Pas de jarnysienne dans cette entreprise comptant 4 apprentis chaudronniers, 1 chef d'atelier, 1 comptable, 4 dessinateurs, 1 employé de bureau, 2 ingénieurs, 1 magasinier, 3 manœuvres, 1 mousse, 2 ouvriers, 1 riveur et 1 tracteur.

Compagnie de construction Mécanique:

L'entreprise Vilgrain comptait environ 41 ouvriers, dans le travail de la mécanique.[22] Mais ce n'était pas la seule dans cette branche.



Le conseil municipal dans sa séance du 18 avril 1919 recevait une demande de la Société Thelliez. [23] Les élus rappelaient dans leur délibération qu'il fallait encourager la création d'usines

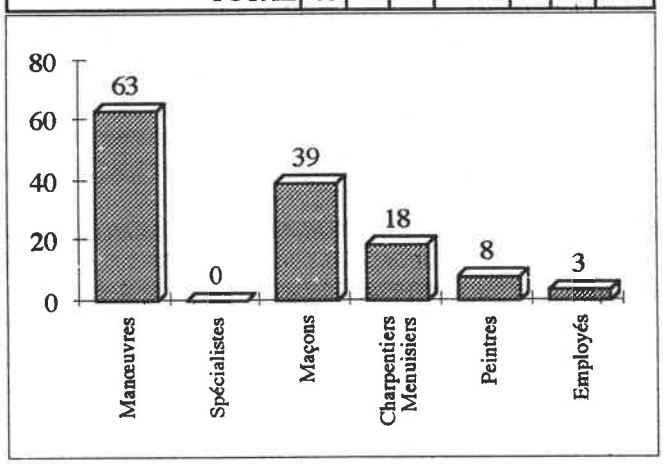
19- L'affichage réglementaire a eu lieu en mairie le 22 août 1925 et une insertion avait été imprimée dans le n° du 26 août de l'Est Républicain. On pouvait notamment y lire la restriction précédente: «Tout travail bruyant ne pourra avoir lieu entre 20 h et 6 h du matin»
20 - (AM&M 9M 25)
21 -elle ajoutait qu' «*elle maintiendra ses effectifs, ayant des commandes suffisantes* »(AD M&M1Z 78)
22- en fait il s'agissait d'un appareil de production dont le volume de gaz emmagasiné serait de moins de mille litres . Cette demande de construction appartenant à la 3 ème classe des installations à risque, était acceptée le 7 octobre 1927 (AM&M 5M 163)
22- Elle annonçait en 1926 qu'elle n'avait pas de chômage et qu' elle pensait continuer à faire appel à la main d'œuvre étrangère comme par le passé , ayant des commandes suffisantes pour l'année 1927 AD M&M1Z 78
23- Entreprise domiciliée au 126 rue de Provence à Paris , spécialisée dans les constructions métalliques, les charpentes et les ponts. Elle sollicitait l'achat d'une propriété communale de 49 ares, 66ca au lieu dit " Champ le Borgne" section A 614 , formant jusqu'alors un lot d'aisances communales, c'est-à-dire de jardins et champs loués à quelques Jarnysiens. La société offrait un prix intéressant de 125F l'are et proposait de dédommager les détenteurs de lot s par une indemnité de 5F par an.

sur le territoire communale et ajoutaient pour justifier leur acquiescement que le prix de cession offert était suffisamment rémunérateur. [24]. La municipalité demandait juste qu'un passage à voie normale soit laissé sur le terrain vendu pour ne pas gêner la sortie des récoltes provenant des propriétés situées sur les terrains voisins, "Champ le Borgne", "à l'Orme", "Roches sur le Gué"

Le Bâtiment et les Travaux Publics:

Nous avons plusieurs fois fait allusion aux entreprises de Bâtiment et Travaux Publics jarnysiennes (B.T.P.). Elles vont compter un personnel particulièrement nombreux au moment de la reconstruction. Parmi elles, l'entreprise Richard a été une des plus importante.[25] Le conseil municipal de son côté, notait dans sa séance de décembre 1919 [26] que cette entreprise employait 1800 ouvriers étrangers, et que par sa faute, chaque jour des coups de revolvers étaient tirés la nuit, des attaques nocturnes se produisaient très souvent, des vols avaient lieu continuellement...Comme ces remarques appuyaient une demande de construction d'une gendarmerie, il faut prendre les chiffres avec prudence. Mais quelques jours plus tard le 9 janvier 1920, le conseil municipal notait à nouveau que l'entreprise Richard *«installée à Jarny occupait une grande quantité d'ouvriers dont la plupart étaient étrangers, effectuant des travaux sur un très grand rayon dans la région »*[27] Les élus demandaient au préfet d'inviter l'entreprise à instituer une infirmerie

SITUATION INDUSTRIELLE DU SECTEUR AU 15 JANVIER 1921 10 M 32	Manœuvres	Spécialistes	Maçons	Charpentiers Menuisiers	Peintres	Employés	Total
PELLERIN BALLOT T.P.	25		12	3		1	**41**
RICHARD T.P.	13		7	7		1	**28**
MARTIN T.P.	25		20	8			**53**
RAPPENECK Peinture					8	1	**9**
TOTAL	**63**	**0**	**39**	**18**	**8**	**3**	**131**



24- Rappelons que la cartoucherie offrait 50F pour un are en juin 1919, soit deux fois et demie moins !

25- La Compagnie de l'Est passait un marché avec l'entreprise Richard le 18 septembre 1919 pour la fourniture des matériaux nécessaires à la remise en état de la rotonde du dépôt*. Un nouveau traité était signé entre les deux sociétés pour les travaux de réparation des bâtiments des stations des villages voisins de Buzy et Jeandelize, des maisons de garde situées entre ces stations, des cités et bâtiments de la gare de Conflans-Jarny et pour la reconstruction des ouvrages d'art détruits aux abords de cette gare, dépense évaluée à 2.500.000 F.

Par ailleurs, la compagnie signait avec l'entreprise Richard un traité pour la remise en état de la gare de Verdun, dépensé évaluée à 1.200.000F. Comme on le voit ce n'était pas une petite entreprise .

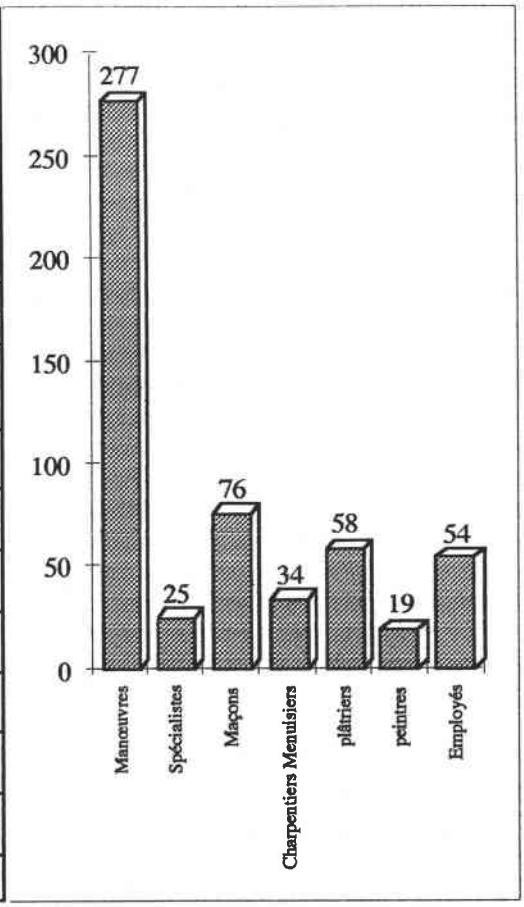
200 feuilles de zinc	9000	kgs	245,00F	les 100 kgs	22 050,00F
550 couvre joints	250	kgs	255,00F	les 100 kgs	637,50F
soudure à l'étain	80	kgs	9,50F	l'un	752,00F
pointes larges	100	kgs	170,00F	kgs	170,00F
15 rouleaux de plomb de 1 à 2 mmm	225	kgs	160,00F	kgs	360,00F
40 barres cornières en fer	100			100,00F	
				total	24 069,50F
					25 000,00F

y compris une somme à valoir, ayant été occasionnée par la guerre (???) remboursé&e par l'Etat de: 930,50F

26- A notre avis en exagérant fortement les chiffres

27- A CM

SITUATION INDUSTRIELLE DU SECTEUR au 2 février 1922 AD M&M9 M 25	Manœuvres	Spécialistes	Maçons	Charpentiers Menuisiers	plâtriers	peintres	Employés	Total	Mines	Reste	%
Albrecht PLATRERIE	5				55		6	**66**	**582**		**49**
Léonard CHARPENTE	2			4				**6**			
Martin BATIMENT	14		21	1			3	**39**			
Schmitt SCIERIE	24	3					3	**30**			
Rappencet PEINTURE					2	10	3	**15**			
Richard BATIMENT	24	3	10	15	1	1	21	**75**			
Cléret BATIMENT	4	6						**10**			
D'Aubresse PEINTURE						8		**8**			
Pellerin Ballot BATIMENT	204	13	45	14			18	**294**		**543**	**46**
Total	**277**	**25**	**76**	**34**	**58**	**19**	**54**	**543**	**1125**		



pour soigner ses malades indigents et à constituer une caisse de secours. [28] Cela n'empêchait pas la commune de louer à cette entreprise le 21 septembre 1921, un immeuble communal rue des mines.[29] Il faut retenir des tableaux et graphiques que le BTP occupait à ce moment, presqu'autant de Jarnysiens que les deux mines. Mais ce que l'on constate aussi, c'est le caractère éphémère de ces entreprises et de leur effectifs; au temps de la mise en route des chantiers de la reconstruction, grâce aux crédits de l'Etat, les entrepreneurs recrutaient massivement.[30] Mais quelques années après, les travaux achevés, ces entreprises disparaissaient de la commune. Ne demeuraient alors que les entreprises familiales de peinture, de plâtrerie ou de maçonnerie courante. C'est ainsi qu'à côte du plâtrier Albrecht, du peintre Daumail, on signalait aussi la présence d'une "Entreprise de Travaux Publics Collin" à Jarny.[31]

Bâtiment 17 mai 1926	Français	Etrangers	%	Total	Salaires en 1928
Entrepreneurs	3		0,0%	3	
Terrassiers	3	7	70,0%	10	de 18,00F à 25,00F
Maçons	11	34	75,6%	45	de 22,00F à 30,00F
Tailleurs de pierres	1		0,0%	1	
Charpentiers	4		0,0%	4	de 29,00F à 30,00F
Menuisiers	16	6	27,3%	22	
Plâtriers	2		0,0%	2	
Ferblantiers	4		0,0%	4	
Peintres	5	3	37,5%	8	de 24,00F à 28,00F
Serruriers	2	1	33,3%	3	
TOTAL	51	51	50,0%	102	

28- Cette caisse afin que «*ses ouvriers de nationalité étrangère en général ne soient plus comme par le passé à la charge de la ville de Jarny...* »(id)
29-Celle-ci s'engageait à le réparer, et à le louer en l'état pour six mois à partir du premier octobre jusqu'au premier avril, au prix de 200F par mois...(id)
30- Par exemple, Martin qui s'installera ensuite à Auboué, Ballot et surtout Richard.

Signalons qu'en 1930, l'entreprise Rouy frères continuait d'exploiter ses carrières de sable.

Les petites entreprises féminines de confection:

Une lingerie employait à Jarny plusieurs couturières fabriquant des caleçons; il s'agissait des Etablissements Seligmann de Vaucouleurs (Vosges). En 1925, la petite fabrique employait un homme et 29 femmes.[32] Son directeur était alors M.Worms. Mais en 1936, on ne dénombrait plus que 9 jarnysiennes et un seul jarnysien dans l'entreprise. La même année, 17 jarnysiennes travaillaient chez "Glotz" comme couturières et 6 ouvrières étaient employées chez "Wegmann", fabricant de couvertures. Mme Gabenesch, ancienne couturière, nous confiait que M.Laurent et sa femme avaient une fabrique de caleçons pour hommes et que, rue Thiers, une entreprise "Block" de Nancy fabriquait de la lingerie pour femmes.[33] En outre, il y avait une petite entreprise de perles, située près du "Café du chemin de fer" pour la confection de sacs à main en perles.[34]

Le petit commerce jarnysien:

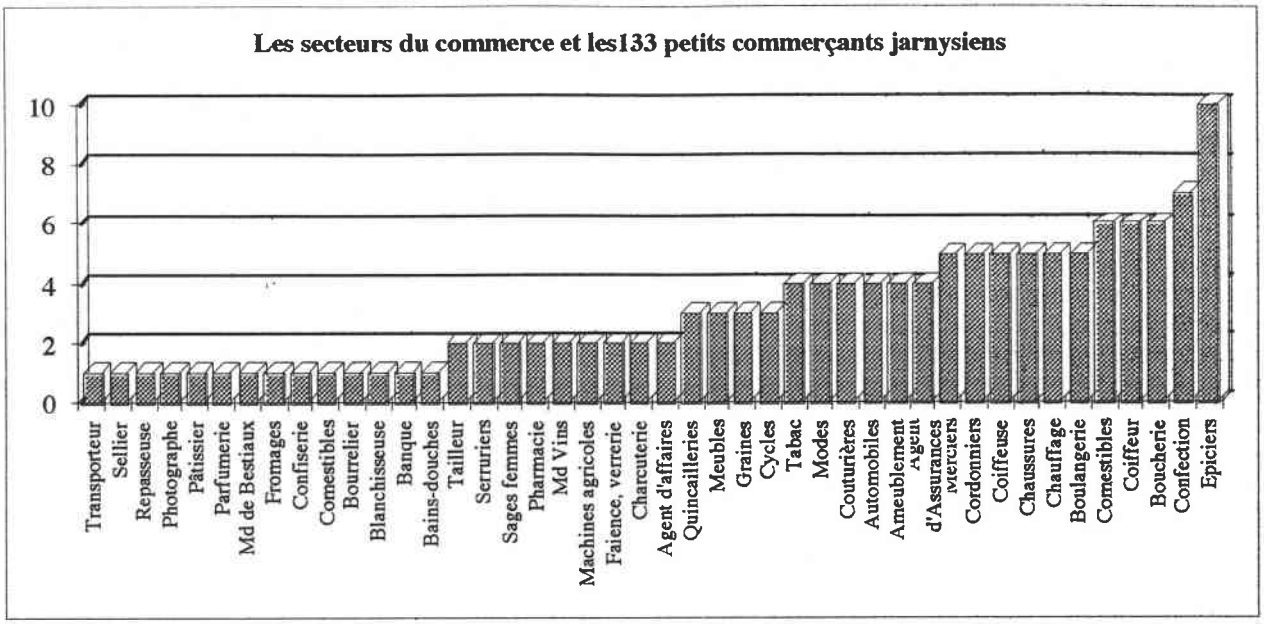
Le petit commerce s'était surtout développé autour de la gare et de la mairie, dans les rues neuves ou réaménagées avant guerre. Ce commerce d'épicerie, bijouterie, confection, tabac et cadeaux a repris après guerre. En 1930, un tableau rapide reprend les activités de ces petits entrepreneurs établis à leur compte: 133 en 1930, ils seront 157 en 1936. En 1934, ils se plaignaient des effets de la crise et en particulier ils jugeaient déloyale la concurrence des coopératives ouvrières des mines et des cheminots.[35] Parmi ces activités de petit commerce, on notera le nombre élevé des débitants, des restaurateurs et des hôteliers.

Hôtelier	M. Cordier place de la Gare		
Hôtelier	M. Geiger café hôtel du chemin de fer	Hôtelier	M. Paul Goret La Croix d'Or
Hôtelier	M. Henri Bonino Hôtel de France	Aubergistes	M. Rifflard
Aubergistes	M. Watelet	Aubergistes	M. Drouot
Aubergistes	M. Geiger, café hôtel du chemin de fer	Aubergistes	M. Hannion Bar Parisien
Aubergistes	M. Blanchou	Aubergistes	M. Serra
Aubergistes	M. Genez	Aubergistes	M. Humilière
Aubergistes	M. Barbé Brasserie Concordia	Aubergistes	M. Beck
Aubergistes	M. Leroy	Aubergistes	M. Lehmann
Aubergistes	M. Feller	Aubergistes	M. Rous
Aubergistes	M. Aubert	Aubergistes	M. Rège
Aubergistes	M. Goret	Aubergistes	M. Luchetta
Aubergistes	M. Bourriquet et 70 cantines	Aubergistes	M. Café Parisien

Les auberges précaires, les fameuses cantines établies le long des voies menant aux deux mines, tenues par des Italiens, ont en grande partie disparu.[36] A côté d'eux viennent encore s'installer quelques grossistes en ameublement, tels les "Frères Gineste", quelques marchands distribu-

---

31- Lors d'une enquête le sous-préfet notait qu'on ne relevait pas de chômage dans cette entreprise ajoutant qu'elle pensait maintenir ses effectifs, à condition que la température ne soit pas mauvaise, ayant du travail assuré pour une grande partie de l'année 1927. (AD M&M1Z 78)
32- AD M&M9 M 25
33- Les archivez ne les mentionnent pas.
34- Cette tradition de petite lingerie, nous l'avions retrouvée autour des années 1860 avec une puis deux filatures modestes; et elle s'est prolongée au delà avec, rue Thiers, (aujourd'hui rue de la "Commune de Paris") un établissement public de couture devenu lycée professionnel depuis.
35-coopératives contre lesquelles ils s'estimaient impuissants (1 M 604)
36-, notamment à la suite de l'arrêté de 1927 interdisant la construction de baraques en planches.

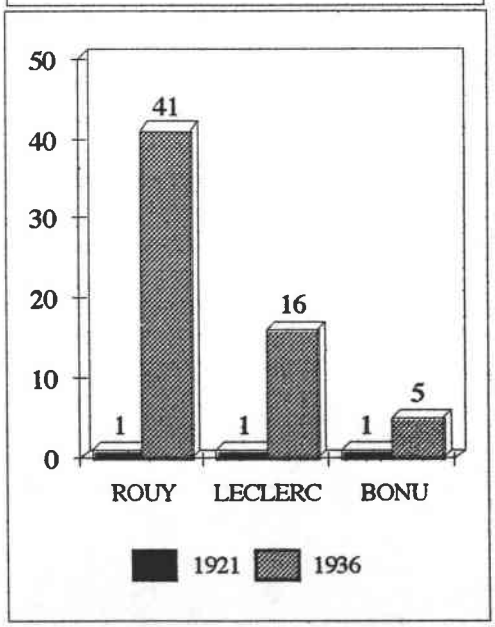


teurs de boissons, comme les "Frères Gnemmi" marchands de vins et limonades.

En présentant l'aménagement des voies urbaines, nous avions rapidement évoqué les marchands de moyens de circulation nouveaux, bicyclettes, motos et automobiles. Ces derniers vont s'agrandir, monter des garages et s'équiper désormais de réservoirs avec pompes à essence. Les garages Leclerc (Renault), Rouy (Citroën) et Bonu , voient leurs effectifs croître de manière spectaculaire, comme l'évoquent les tableaux et les graphiques construits à partir des recensements des années 1921 et 1936. Dans le tableau ci-dessous, tiré des statistiques du travail de juillet 1936, on a un meilleur aperçu des activités des deux plus gros garages de la ville:

GARAGISTES

	1921	1936
ROUY	1	41
LECLERC	1	16
BONU	1	5
Total	2	62



1936	**ROUY**			**LECLERC**
	Nb	**Salaire**		**Nb**
Mécaniciens	10	4,50F	heure	7
apprentis	10	0,50F à 3,00F	heure	4
chauffeurs	11	33,00F à 25,00F	jour	
manœuvres	6	25,00F à 27,00F	jour	2
magasiniers	4	800,00F	mois	1
convoyeurs	0			1
Total	**41**			**15**

C'est notamment pour les alimenter en carburant que s'installe dans les années vingt un centre de redistribution de carburants.

Dépôts et distribution d'essence

En effet, ces garagistes n'étaient pas les seuls à vendre des carburants. Beaucoup, parmi les

petits commerçants jarnysiens avaient obtenu l'autorisation d'entreposer et de commercialiser des liquides inflammables; les dossiers de leurs demandes avaient fait l'objet d'une instruction par les services départementaux d'hygiène et de sécurité.[37]

Pour les demandes concernant les garagistes voici d'abord, le dossier de M.Rouy, déposé le 19 mai 1924. Un premier avis favorable avait été donné par M. le notaire Bertrand, conseiller Général le 7 juin 1924 pour deux distributeurs, l'un pour l'essence légère (voitures de tourisme), l'autre pour le benzol ou l'essence pour poids lourds. [38] Le garage de P.Leclerc, sous le nom des "Ateliers de constructions mécaniques", installés Grande rue à Jarny, formulait le 17 juillet 1924 une demande pour 7000 litres. [39] Enfin, le 9 janvier 1925, Christophe Bonu garagiste demandait une autorisation pour deux réservoirs de 3000 litres, établissement rangé dans la troisième classe.[40] Mais pour approvisionner ces dépôts, le projet d'un centre de stockage-distribution avait été déposé par les "Etablissements Raoulx et Cie" sous le nom de "Pétrolessence".[41] Le 22 octobre 1923, il avait déjà formulé le souhait de s'installer vers le passage à niveau de la route menant à Doncourt à l'emplacement de l'ancienne glacière. Puis une nouvelle demande avait été présentée pour un entrepôt de 115.000 litres de liquides inflammables. [42] Une autre demande parvenait au conseil municipal du 12 mars 1924...[43]

Ce type d'établissement dangereux relevait de la "première" classe des établissements à risques. Dans un premier temps, le conseil municipal avait tout refusé, mettant en avant le fait que la faible distance des habitations les plus rapprochées et les élus ajoutaient que « *la proximité de ce dépôt serait susceptible de nuire aux propriétaires des terrains contigus qui perdront une parité de leur valeur vénale...ces terrains étant susceptibles d'être vendus pour emplacement de maisons d'habitation* » [44] Enfin, les conseillers faisaient remarquer que la circulation sur la route départementale n° 1 serait rendue impraticable en cas d'incendie et d'explosion, et engagerait la responsabilité de le commune chargée de la police des routes dans les agglomérations. [45] Le conseil ne s'opposait plus au principe du dépôt et proposait qu'il soit placé dans un endroit beaucoup plus éloigné. En

37- Ce sont par exemple, la Société Nancéienne d'Alimentation Grande rue demande du 17 novembre 1924, rue de la Rotonde le 16 septembre 1927 les Grands Economats Français, puis, avenue de la gare, les établissements Ch.Mauroy à Reims, qui en font la demande le 29 août 1928, et à Droitaumont le 30 août 1928; Giuliani Nicolas pose sa candidature, route nationale pour un réservoir de 3000 litres d'essence le 8 décembre 1930, puis Casagrande en 1931 et Saintvoisin, directeur Dawey-Bickford Smith pour 4000 litres, comme nous l'avons déjà indiqué. C'est encore le cas le premier octobre 1930, de M.Goret qui souhaite construire un poste de distribution rue Pasteur. C'est ensuite le cas de M Gineste, marchand de meubles (!), installé rue de Verdun. Puis les Grands économats Français, les "Echos" rue Pasteur le 17 août 1931. (dossiers AM&M 5M 163).

38-Il s'agissait d'installer deux réservoirs de 10.000 litres d'essence à l'emplacement du garage, à l' angle de la rue de Briey et Grande rue. Après une enquête commodo un avis d' autorisation a été émis le 7 octobre pour ces deux distributeurs automatiques, comme l'annonçait un article paru dans l'Est Républicain le 28 septembre 1924.(AM&M 5M 163)

39-La demande était accompagnée d'un plan rue de Verdun !

40- Une extension était demandée à nouveau le 4 août 1928.

41- M.Raoulx était installé comme épicier route de Verdun à Jarny.

42- conseil municipal du 16 février 1924.

43- Toujours au même emplacement M.Raoulx demandait l'autorisation d'ouvrir un établissement pour "l'emmagasinage" (sic) d'une quantité d'alcool atteignant, cette fois, 150 hectos; ces produits étaient destinés à être mélangés sur place à des hydrocarbures dans des proportions à déterminer: mélange d'alcool au benzol et à l'essence, fabrication du Carburant National... ce mélange devait se faire dans une cuve appropriée d'une contenance d'environ 7100 litres; quant au transvasement il se ferait grâce à une pompe à bras dans le local même à l'époque. En tout, il était prévu le stockage de 20.000 litres d' essence, de 10.000 litres de benzol, de 10.000 litres d' alcool, de 6.000 litres de pétroles, et 10.000 litres d' huiles.

44-.AM&M 5M 163

45- « *ce dépôt, en raison de se situation en bordure de la route et du chemin de fer, serait plus exposé aux risques d'incendie que s'il était installé dans un endroit plus éloigné...* »(AM&M 5M 163)

fait les élus avaient aussi tenu compte des avis de l'enquête publique.[46] Le conseil municipal demandait donc avec insistance le déplacement du projet. Finalement, le 26 février 1926, le maire présentait au conseil municipal une nouvelle demande de M.Raoulx &Cie. Cette fois, le volume avait encore augmenté puisqu'il s'agissait d'être autorisé à installer un dépôt de 240 mètres cubes de liquide inflammables (200 m3 d'essence, 20 de benzol, 10 de pétrole et 10 d'huile minérale.[47] Apparemment satisfaits de ce premier accord, les dirigeants formulaient en mairie le 20 octobre 1928, une demande d'extension à 360.000 litres... Dès le 1 juin 1928, la société avait demandé au préfet de faire porter à 600.000 litres l'autorisation de dépôt de liquides inflammables dans son dépôt de la route de la cartoucherie. Elle rappelait qu'une première autorisation avait été accordée le 14 mai 1925 pour 240.000 litres, mais que ce chiffre était devenu insuffisant «*par suite de l'obligation concernant les stocks de réserve à entretenir à la disposition de l'Etat* » La société ajoutait que l'office national des combustibles liquides la priait de faire le nécessaire pour atteindre le stockage de 600.000 litres dans les plus brefs délais. Dans ce projet, les nouvelles installations comprendraient 5 citernes souterraines de 200 hectos chacune, et 3 citernes aériennes dont une de 1500 hectos et deux de 400 hectos... Un plan de la Pétrolessence accompagnait le projet, on peut y voir une vaste cuvette de récupération, ainsi qu'une vue en coupe ... Le rapport de M.Beugnet , daté du 22 septembre 1928, émettait un avis favorable, ajoutant que les communes de Labry, Conflans et Jarny avaient estimé que cette extension n'aurait pas pour effet de rapprocher ce dépôt des habitations voisines et donc qu'elles ne s'y opposaient pas.

46- Dans le dossier de demande déposé en mairie le 12 mars 1924 (pour 115.000 litres) se trouvent de nombreuses lettres de protestations rédigées par les habitants dont MM. Félix Gilles, Louis Geramin, Firmin Vaster, Camille Prevost, Bouvier Nivoix, Ernest Reich, Victor Bérard, Paul Marchal, L'Hermite, etc ... Le premier août la commission sanitaire de l'arrondissement refusait à son tour cet emplacement , par risque d'explosion, de propagation d'incendie, d'interruption possible de la route départementale et de répercussion sur la valeur vénale des terrains à bâtir situés à proximité... (AM&M 5M 163)

47- Cette demande avait été à nouveau soumise à enquête commodo et incommodo, et l'ingénieur départemental chargé du contrôle des établissements classés avait donné un avis favorable dans une note datée du 18 janvier 1926 puisque la principale objection avait été levée: le site choisi était désormais situé le long du chemin de Friauville, lieu dit "chemin de la cartoucherie". Il était distant de 700 m au moins de l'agglomération et les bâtiments les plus proches, les bâtiments de l'ancienne tuilerie étaient à plus de 400 m. Sous réserve de modifications de détail au projet primitif, l'installation dans ces grandes lignes serait conforme au plan présenté. Suivaient ensuite toute une série de dispositions à prendre pour éviter les risques, les clôtures, le mode de chauffage, les précautions de transvasement, la nécessité d'user de lumière naturelle et d'avoir des sols imperméable dans les locaux. Bien sûr il était interdit de fumer, d'employer des moteurs électriques, et de se servir uniquement de pompes entourées de protections pour éviter les projections d'étincelles. Il devait de plus y avoir tous les éléments d'intervention immédiate, réserve de sable, pelles... etc (id)

- L' agriculture dans la vie jarnysienne.

L'agriculture poursuit ses transformations :

En insistant sur le commerce et la petite industrie, on oublierait facilement que le Jarnisy a été (et demeure) une zone importante d'agriculture. Bien sûr comme nous l'avons dit en première partie, l'industrialisation locale a accéléré les processus d'exode des salariés agricoles, journaliers et manouvriers de jadis. Ce processus , la guerre va l' accélérer encore, en particulier par le regroupement des terres [1]. Cependant, parce que les bouches ouvrières à nourrir ne cessaient d'augmenter, [2] toutes les remarques sur les opportunités offertes au monde agricole par l'éveil des industries du plateau, n'avaient pas perdu de leurs sens dans les années 20 et 30...On peut même dire, qu'au contraire, l'agriculture était devenue plus que jamais ouverte sur le monde industriel environnant.

- Rappel rapide des conditions de l'après guerre:

Au sortir de la guerre, il faut réparer nettoyer, indemniser.[3]Mais la question du prix de remplacement des outillages, n'était pas la seule à régler. Il fallait trouver du bétail, des semences et débarrasser le territoire des engins dangereux, trouver les sommes nécessaires pour payer la remise en état des fermes, des clôtures, des chemins...[4]

- Des conditions naturelles favorables:

La région du Jarnisy, malgré l'activité industrielle minière et le trafic ferré, a toujours gardé un caractère champêtre et agricole qui surprend. [5]Rien à voir donc avec les paysages des vallées usinières comme celle de l'Orne à partir d'Auboué, ou plus au Nord, dans la région de Longwy. Ce ca-

---

1- Cf Ouvrage "le Remembrement des terres en Lorraines

2- Rappelons-nous le discours d'Albert Lebrun en 1907 au comice agricole de Briey... sur les liens étroits entre agriculture et populations ouvrières

3- Sur la base des prix actualisés, comme ce tableau extrait des notes du ministère des régions libérées les avait indiqués aux agriculteurs sinistrés de la région.

Prix des outillages	**Prix en 1914**	**en 1918**	**en 1920**	**1920/1914**
Charrue à 1 cheval	70,00F	147,00F	175,00F	250,0%
Charrue à 2 chevaux	76,00F	160,00F	190,00F	250,0%
Herses à 2 et 3 compartiments	191,00F	401,00F	500,00F	261,8%
Charrue brabant à 4 chevaux	363,00F		790,00F	217,6%
Faucheuses à 1 cheval	330,00F		1 020,00F	309,1%
Moissonneuse Javeleuse	530,00F		1 525,00F	287,7%
Faneuse à 6 fourches	200,00F		950,00F	475,0%
Rateau faneur à 28 dents	180,00F	550,00F	780,00F	433,3%
Batteuse à 2 chevaux	1 800,00F		5 000,00F	277,8%
Ecrémeuse 75 litres	165,00F		470,00F	284,8%
Broyeurs de pommes 2 hecto	64,00F		250,00F	390,6%
Faux	4,75F	8,50F	17,05F	358,9%
Charette légère	350,00F		990,00F	282,9%

4- Cela n'a pas été sans mal, ne serait-ce qu'au niveau de la qualité des semences, puisque, si l'on en croit le conseil municipal du 13 février 1920, M. de Wendel député, avait du lancer une campagne pour le dédommagement des agriculteurs n'ayant pas eu de récoltes par suite de la mauvaise qualité des blés de semence fournis!

5-A Jarny, «*il faut chercher les mines, elles n'écrasent pas le paysage* », disait M.C.Précheur.

ractère de campagne ouverte, tient aussi à la variété des sols. Ici pas de paysage de forêts comme sur le revers des plateaux mosellan ou meusien [6] C'est, à sa manière, ce qu'un témoin décrivait de façon très concrète en présentant les terres du ban jarnysien. Pour cet agriculteur, les sols étaient plutôt argilo-calcaires, avec de fortes nuances sur le ban. [7] Ces conditions naturelles avaient peu changé, mais les travaux d'amendement, par drainage ou engrais allaient en modifier les données par la suite. Pour un autre agriculteur, ce sont les conditions climatiques qui, à son avis, allaient beaucoup changer le contexte. [8] Outre ces données climatiques et pédologiques particulières à ce secteur du plateau, l'autre aspect singulier du Jarnisy, était d'avoir conservé autour du site minier un réseau de villages assez actifs. Non seulement ils accueillaient une partie des ouvriers, mais ils trouvaient un second souffle pour une agriculture aux débouchés proches. Si on observe la densité de la population des communes rurales du Jarnisy (tableau ci-contre), on arrive à la conclusion qu'elle voisinait 25 habitants par kilomètre carré. Dans les communes accueillant les familles de mineurs ou de cheminots la densité sera vite multipliée comme à Conflans, Labry, et même à Jeandelize, Friauville ou Doncourt ou encore Ville-sur-Yron. Norroy avait conservé son rôle de gros bourg, à proximité du Piennois minier, dans le nord du canton. Mais les autres com-

Communes du Canton	sup. en km2	Hab. 1921	Hab. 1936	densité en 21	densité en 36	Distance en Km de Jarny
JEANDELIZE	6,75	364	344	53,9	51,0	8
DONCOURT	7,34	347	370	47,3	50,4	4
FRIAUVILLE	6,34	220	212	34,7	33,4	6
NORROY-LE-SEC	13,77	491	440	35,7	32,0	17
ABBEVILLE	7,73	255	232	33,0	30,0	7
AFFLEVILLE	9,42	187	253	19,9	26,9	12
BONCOURT	6,73	188	177	27,9	26,3	5
OLLEY	9,48	251	249	26,5	26,3	11
VILLE/YRON	11,3	321	278	28,4	24,6	7
HANNONVILLE	8,68	223	206	25,7	23,7	11
OZERAILLES	6,32	166	147	26,3	23,3	13
BRUVILLE	10,81	240	225	22,2	20,8	7
GONDRECOURT	12,28	315	243	25,7	19,8	17
PUXE	5,89	130	102	22,1	17,3	10
BRAINVILLE	9,92	201	163	20,3	16,4	11
FLEVILLE	14,38	269	235	18,7	16,3	15
THUMEREVILLE	7,89	127	118	16,1	15,0	12
BECHAMPS	9,28	131	137	14,1	14,8	14
ALLAMONT	9,06	154	133	17,0	14,7	13
MOUAVILLE	8,44	102	120	12,1	14,2	14
ST MARCEL	11,35	113	120	10,0	10,6	9
Campagnes	193,2	4795	4504	24,8	23,3	
JARNY	15,4	4156	7010	269,9	455,2	
CONFLANS	8,71	992	1188	113,9	136,4	
GIRAUMONT	7,63	418	1387	54,8	181,8	
LABRY	5,95	1005	1131	168,9	190,1	
Agglomérations	37,69	6571	10716	174,3	284,3	
CANTON	230,9	11366	15220	49,2	65,9	

6-. Le Bathonien, nous dit A.Sömme«*est la formation prédominante dans la presque totalité de l'arrondissement de Briey,* [mais] *n'a pas d'unité géologique et est souvent argileux dans ses assises supérieures...Les terres du Jarnisy se confondent avec les marnes et les calcaires marneux de la Woëvre et se prêtent admirablement à l'extention des pâturages.* »(**Axel Sömme, op.cité, p 198**)

7-A peu de choses près, disait-il, il y avait des veines plus ou moins argileuses. Aux lotissements vers le chemin des ânes, la terre était assez fraîche on parlait de "terres blanches", assez froides : «*si on les travaille et qu'il pleut, elles durcissent. Il fallait les travailler sous le soleil avant les semailles* ». Mais vers Moncel, il y avait pas mal d'argiles ; les terres étaient plus lourdes. On pouvait ainsi rencontrer en alternance des parcs et de la culture. Près de la ferme, c'était surtout des parcs parce que c'était plus pratique pour lâcher les bêtes... Une partie des bois avaient été rasés, sur la butte "La côte Morvaux" ; derrière cette butte c'était argileux et il y avait des parcs ; en allant vers le Breuillot c'était aussi des parcs. En allant vers Bruville la terre changeait tous les 50 m... Vers la ferme du Breuillot c'était assez argileux avec de la pierre, vers la butte c'était même presque sableux, puis de l'argile avec des pierres, ensuite une bande de terre blanche, et au-dessus du Moulin ancien de Woingville, argile et pierre, puis encore terres blanches. Comme des veines. C'est curieux ajoutait notre témoin ! En allant par les fonds, vers le Rougewald on rencontrait des terres blanches et vers la butte c'était encore argileux... A Jarny c'était un peu pareil. Vers Giraumont c'était plus humide. A Moulinelle aussi.

Un autre témoin ajoutait: «Il existait plusieurs sorte de terres qui ne se cultivaient pas de la même manière ni à la même saison...il y a les terres fortes, difficiles à cultiver, les terres blanches qui durcissent comme du ciment par la pluie, puis les terres légères où l'on va par tous les temps...»(M.L.)

8- «*Les hivers étaient plus rudes ; j'avais 4 ans ça m'a marqué, en 1928 ; puis les hivers 38-39-40, où le sol était gelé profondément avec des -25°C. Le froid était sec, peu de vent et on le supportait ; on était plus jeunes, on s'habillait. Je me souviens que, dans l'écurie des chevaux, on avait fermé les portes et les chevaux ont eu ce qu'on appelle les gourmes, (bronchites) et l'hiver d'après il fallait laisser les portes ouvertes, que les chevaux ne suent pas, comme avait dit le vétérinaire, qu'ils ne soient pas saisis ; le fumier gelait, les crottins gelaient.* »()

munes à l'écart des axes ou de la périphérie directe de Jarny, poursuivent leur déclin tout en restant intéressées par la commercialisation des productions agricoles.

Pour enquêter, faute de descriptions détaillées accompagnant les statistiques régulières [9], nous nous sommes adressés à des retraités de l'agriculture. Ce sont sans doute les représentants des catégories les plus stables parmi tous nos témoins. Parmi ces témoignages d'anciens agriculteurs, l'un des plus complets nous présente la famille Schwartz (Georges à l'époque) qui exploitait la ferme de Moncel, face au château de la Sté Schneider. [10] Comme exploitants des terres de la société, ils n'étaient pas les seuls, puisque la famille Baudoin (Jules à l'époque) était aussi sur la ferme de Moncel dès avant 1914. [11] Quand la mine a été construite, la société Schneider avait fait deux fermes des restes de l'ancienne ferme Bouchotte, couvrant plus de 200 ha. La famille Schwartz, exploitait une ferme d'environ 140 ha d'un tenant à la ferme de Moncel proprement dite ; en plus il y avait la ferme exploitée par Jules Baudoin qui couvrait environ 90 ha... Ce type de ferme d'un seul tenant , constituait toujours une des exceptions du secteur, trois quart de siècle après les expériences de l'ancien grand propriétaire physiocrate Emile Bouchotte. En effet , partout ailleurs sur le ban, la terre n'était pas remembrée comme nous allons le voir, et les cultivateurs étaient toujours tenus à l'ancien assolement triennal. On le voit encore sur une statistique tardive de la SAU du ban: le blé alternait avec l'avoine pour les chevaux, et les 150 ha de jachères. Le seul changement à noter, était peut-être que ces jachères étaient partiellement semées de pommes de terre et de plantes fourragères. Avec de telles exploitations, les fermiers de Moncel avaient profité parmi les premiers, des débouchés offerts à une agriculture commerciale. [12] Certes, ils ne formaient pas la partie la plus représentative de la population agricole des campagnes jarnysiennes, loin de là! Comme nous le verrons, ils possédaient des bêtes et des machines et disposaient d'un capital qui leur permettait de se lancer dans les voies du progrès. Tous les fermiers et petits propriétaires que le tableau ci-contre dénombre, ne pou-

Patronymes	Statuts	1911	1921	1936
PILLOT	cultivateurs	3	9	5
BAUDOUIN	cultivateurs	1	5	2
SCHWARTZ	cultivateurs	3	1	2
JACQUIERRE	cultivateurs	2	1	2
WEY	cultivateurs			2
GOUJET	cultivateurs	1	2	1
MUNIER	cultivateurs	3	1	1
BEAULIER	cultivateurs			1
JOLY	cultivateur			1
SALLERIN	cultivateurs			1
GADOL	cultivateurs			1
HAVETTE	cultivateurs			1
DELVAUX	*Ouvrier agricole*			*1*
IMPERATORI	*Ouvrier agricole*			*1*
LORRAIN	*Ouvrier agricole*			*1*
MUTTINI	*Ouvrier agricole*			*1*
NICOLI	*Ouvrier agricole*			*1*
JAUQUET	cultivateurs	1	4	
VINGERT	cultivateurs		2	
BOUR	cultivateurs	4	1	
GRIMARD	cultivateurs	1	1	
LOUIS	cultivateurs	1	1	
CHRIST	cultivateurs		1	
LOZET	*Ouvrier agricole*		1	
RAGOT	cultivateurs	3		
BERTRAND	cultivateur	2		
CLEMENT	cultivateurs	2		
DUBLANCHY	cultivateurs	1		
JOYEUX	cultivateurs	1		
MANGIN	cultivateurs	1		
NAUX	cultivateurs	1		
TOTAL des cultivateurs		**31**	**30**	**25**

9- Office régional agricole de l'Est: L'agriculture en Moselle septembre 1929 - et Office régional agricole de l'Est: L'agriculture en Meurthe-et-Moselle septembre 1929.

10- *«Mon père, Georges Schwartz qui venait de Saint-Marcel, se souvenait bien de la restauration du Château de Moncel. Comme lui, la ferme appartenait à Schneider, puisque quand le comte de Redon a vendu, il a tout vendu, les fermes aussi : le Breuillot, Sainte-Catherine, deux fermes à Moncel, la ferme de Lagrange plus les bois qui s'y attachent.* »

11- Leur ferme se trouvait un peu plus haut que la ferme actuelle; on ne la voit plus car elle a été brûlée en 1940 ; le blockhaus allemand toujours là, en faisait partie et servait de cave avec double entrée.

12- Ils avaient signé un bail et payaient un fermage à la mine...

vaient en dire autant. [13] Les autres fermes isolées comme Moulinelle étaient imbriquées dans le parcellaire jarnysien en attente de remembrement.

- Les pratiques agraires héritées du siècle dernier:

En fait, à côté d'une ou deux exploitations exceptionnelles, il n'y avait guère que la ferme de Ste Catherine, propriété de Schneider elle aussi, qui pouvait se lancer dans une agriculture vraiment moderne. Le morcellement continuait en effet d'empêcher les cultivateurs d'abandonner les pratiques anciennes. Les fermes de Jarny, exploitées le plus souvent par leur propriétaire ou par de petits fermiers, étaient de taille très variable, quelques unes étaient même très petites. Le nombre des cultivateurs se stabilisait autour d'une vingtaine depuis le début du siècle.[14]

Depuis la guerre, un certain nombre de communes avaient remembré leurs terre [15]. Le conseil municipal de Jarny, dans son conseil du 9 décembre 1920, avait débattu de la demande présentée par le syndicat agricole de la ville par laquelle il sollicitait l'administration supérieure de faire procéder au remembrement d'une partie du territoire de la commune. Quelques mois plus tard, une commission communale de reconstitution foncière était mise en place le 10 février 1921 avec les propriétaires de Jarny et des communes proches.(tableau ci-contre) Cela n'a pas marché. Quelques années plus tard, le 12 avril 1923, on apprend que le remembrement n'avait pu avoir lieu par suite de l'intransigeance des propriétaires intéressés. La commune, il faut dire n'avait pas donné l'exemple, puisqu'elle avait elle aussi refusé d'échanger des terres communales. Pourtant, les propriétaires de la section de Droitaumont allaient continuer de demander le remembrement de leurs terres et s'adressaient à nouveau à l'administration pour que ces opérations soient menées. Ils avaient compris qu'un cultivateur qui a ses champs groupés en une seule étendue peut faire ce qu'il veut; il faut dire qu' ils étaient plus impor-

Commission de reconstitution foncière		
PILLOT	Dominique	propriétaire à Jarny
NAUX	Emile	propriétaire à Jarny
GRIMARD	Louis	propriétaire à Jarny
COLLIER	Jules	propriétaire à Jarny
PIERNE	Henri Victor	propriétaire à Jarny
GOUJET	Anatole	propriétaire à Jarny
JACQUIERRE	Georges	propriétaire à Jarny
NEVEUX	Jean	propriétaire à Jarny
BERTRAND		propriétaire à Giraumont
SACRE		propriétaire à Abbeville
GRANDIDIER		propriétaire à Ville-aux-Prés
FLOSSE		propriétaire à Labry

13- A Jarny, dans les années trente,« *il y avait Monsieur Gadol qui possédait, je crois 8 ou 10 ha; Monsieur Joly avait deux petits chevaux, 6-7 ha et les trois fermes de Droitaumont, avaient entre 60 et 70 ha; à Ste Catherine il devait y avoir 55 ha de terre; au Breuillot, Monsieur Munier avait 40 ha environ; Monsieur Goujet à Jarny avait 6-7 ha ou plus peut-être; Monsieur Baudoin, à Moulinelle, c'était plus gros, environ 50 ha à peu près; Monsieur Havette, faisait deux charrues, on compte ainsi, environ 60 ha; Monsieur Beaulier avait deux ou trois chevaux, il faisait le croque-mort; la famille Pillot avaient peut-être une trentaine d'ha chacun.....Les fermes étaient aux familles Jacquière, Jauquet, Gouget et après Sallerin, et après Wey. Monsieur Jauquet était avant sur la ferme des Wey. Madame Louis veuve, Raymonde était la soeur de Baudoin Jules* .»(id)

14- «*la ferme avait une trentaine d'hectares...il y avait plus petit et la plus grande atteignait quatre vingt hectares; pour l'époque c'était beaucoup car il fallait déjà une douzaine de chevaux de trait pour la faire valoir et trois ou quatre ouvrier sur la ferme* »(M.L) Parle-t-on dans tous les cas de la même agriculture? On comprend que le petit fermier qui aurait voulu acheter de la terre aurait choisi de ne plus investir dans les améliorations, comme par exemple un bon drainage ou de meilleurs outillages.

15- Une loi de 1918 stipule le remembrement aux frais de l'Etat de toutes les communes dont les limites ont disparu ; mais en réalité ce privilège s'est étendu à toutes les communes occupées pendant la guerre ; leur nombre en Meurthe-et-Moselle se monte à environ 250 dont la moitié est située dans l'arrondissement de Briey. 90 communes ont demandé le remembrement, ce qui montre combien on est gêné par le morcellement. 35 communes avaient leur remembrement achevé au 6 octobre 1926. Le manque de crédits entrave les travaux et il est probable qu'un certain nombre de communes *renonceront au* remembrement, parce que les terres n'ont plus la même valeur partout qu'au lendemain de la guerre, certains cultivateurs ayant dépensé beaucoup pour leur mise en valeur depuis.(**Axel Sömme, op.cité**)

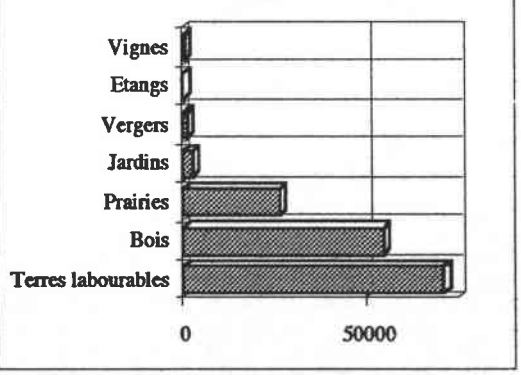
tants que la plupart des agriculteurs jarnysiens. Par contre, quand la terre demeurait dispersée il devait continuer d'être soumis à l'assolement triennal .[16] Or, on ne pouvait ni clore, ni changer en prairie les parcelles de terrains en lanières . Ajoutons que ce travail cher et long n'était pas toujours possible pour les petits fermiers locataires ! [17] Sur le ban de Jarny, les anciennes contraintes de l'assolement continuèrent donc, mais avec des exceptions. Ainsi à Moncel, les deux fermes assolaient comme elles voulaient tandis que la terre de Jarny restait morcelée. Elles assolaient sur 3 ans, avec versaine, avec trèfle, minettes et des plantes fourragères et des cultures dérobées, mais elles ne suivaient pas la contrainte de Jarny. [18]

Productions agricoles et commercialisation:

Département	En Ha		En Ha		
Catégories	**1913**	%	**1929**	%	Différence
Terres labourables	259590	49,6	177839	34,0	-15,6
Bois	137213	26,2	147939	28,3	2,0
Prairies	75130	14,4	122926	23,5	9,1
Terres non cultivées	11920	2,3	31871	6,1	3,8
terres non agricoles	20730	4,0	29912	5,7	1,8
Cultures diverses	11720	2,2	11078	2,1	-0,1
Vignes	7054	1,3	1792	0,3	-1,0
TOTAL	523357	100	523357	100	

La tendance générale à la baisse des surfaces en cultures céréalières s'était confirmée dans les années vingt, ici comme dans tout le département (cf les tableaux). Pourquoi? Bien sûr, les modes alimentaires changeaient avec la consommation croissante de lait et de viande, mais le marché changeait aussi avec les circuits neufs: la vente de viande et de lait pouvait être réalisée dans un périmètre réduit avec une concurrence limitée [19], tandis que les blés demeuraient en concurrence avec les marchés lointains. Le plateau de Briey ne se prêtait pas toujours très bien à l'élevage parce que les prés naturels se limitaient aux "pâquis", dans le fond des vallées, comme le montraient les plans terriers du milieu du XVIII°, levés par les arpenteurs de l'abbaye de Gorze.[20] A part les drains que M. Bouchotte avait voulu généraliser dans son comité cantonal des années 1830, les terres du ban se prêtaient mal aux

Le plateau BRIEY	En Ha	
Catégories		%
Terres labourables	70724	45,7%
Bois	54407	35,2%
Prairies	25796	16,7%
Jardins	2385	1,5%
Vergers	1094	0,7%
Etangs	7	0,0%
Vignes	358	0,2%
TOTAL	154771	100



16- Un cultivateur déclarait «*Dans ce temps, l'assolement n'était pas une contrainte, mais un moyen de culture, car l'assolement triennal permettait à la terre de se reposer durant un an; on en profitait pour la travailler plusieurs fois et on incorporait tous les fumiers de la ferme qui représentait le principal engrais du moment* »(**M.L.**)

17-«*Les lots communaux ont existé jusqu'au dernier remembrement, seul l'affouage des bois continue; avant cela chaque foyer de la commune avait droit à un lot de pré, de terre d'une superficie d'environ une quarantaine d'ares pour une somme modique payée au percepteur; depuis les remembrements, seuls les ouvriers ne possédant pas de terrain, pouvaient y avoir droit mais les lots étaient plus petits* »(**M.L.**)

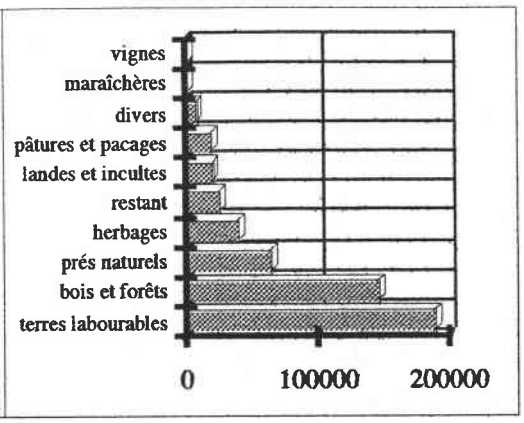
18- «*On avait des parcs fermés. A l'arrière saison on allait avec les vaches sur les prés de fauches, les regains et les terres versaines. Jarny n'allait plus à la vaine pâture comme cela. On ne s'occupait pas des autres. A Droitaumont, les trois autres, Wey, Jaquière et Sallerin, avaient les 3 saisons, mais, malgré cela ils avaient des parcs fermés. A l'arrière saison ils allaient sur les prés mais plus de vaines pâtures après la guerre de 14. J'ai entendu pas mal de gens qui racontaient qu'ils allaient garder les vaches à la corde le long des chemins ; il faut dire que certains paysans avaient peu de bêtes!* »()

19-la construction des abattoirs puis de la laiterie "Belles Laiteries" montrait qu'il existait un marché local intéressant.

20- A M H 761

herbages. Les rives de l'Orne, de l'Yron, du Rougewald et du Fond de la Cuve dont les crues [21] amenaient des dépôts argileux, constituaient autrefois l'unique ressource de fourrage et les quelques prés naturels fournissaient des fourrages en quantité limitée. Ajoutons que ces paquis étaient très morcelés, car chaque cultivateur cherchait à en posséder et à chaque partage par héritage ces petits lots de prairies se trouvaient divisés de nouveau. Aussi, ce furent surtout les villages de la campagne située à l'Ouest de Jarny, vers les terres argileuses de la Woëvre qui allaient se tourner vers l'élevage. [22]

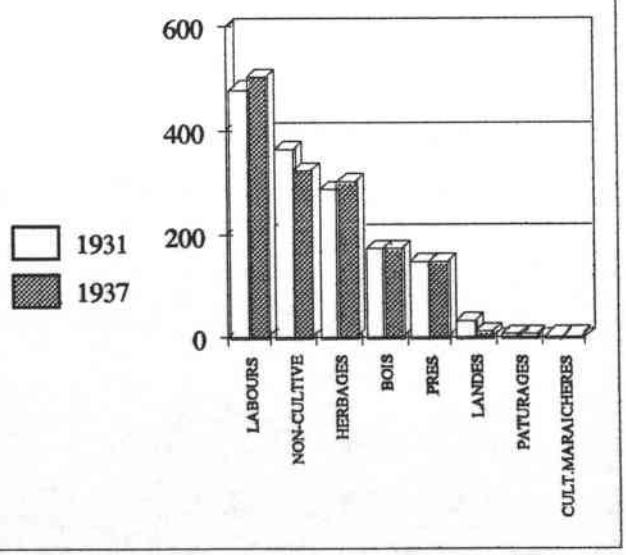
DEPARTEMENT 1937		
terres labourables	190002	36,3%
bois et forêts	147477	28,2%
prés naturels	65501	12,5%
herbages	40249	7,7%
restant	26077	5,0%
landes et incultes	21160	4,0%
pâtures et pacages	19991	3,8%
divers	9053	1,7%
maraîchères	2106	0,4%
vignes	1741	0,3%
total	523357	100



Sur les tableaux présentant les terres du département les évolutions sont nettes; elles le sont aussi sur une longue durée à Jarny; on note une croissance régulière des herbages, mais la tendance à la baisse des labours se ralentit dans les années 30 à Jarny, comme tous les tableaux le montrent. On suivait une évolution identique dans tout le département. On note un regain des terres labourées en 1937. Les dispositions de l'office du blé, y seraient- elles pour quelque chose, avec la crise du prix du lait de 1935?

SAU à JARNY en Ha	1930	1931	1936	1937	1937-1930
Labours	490	480	504	504	14
Non Cultivé?	**383**	**362**	**323**	**323**	-60
Herbages	260	285	300	300	40
Bois	170	170	170	170	0
prés	145	145	145	145	0
Landes	30	30	10	10	-20
pâturages	5	5	5	5	0
Cultures maraîchères	2	3	3	3	1
reste	35	60	0	0	-35
TOTAL	1520	1540	1460	1460	-60

Utilisation de la SAU Jarny (Ha)

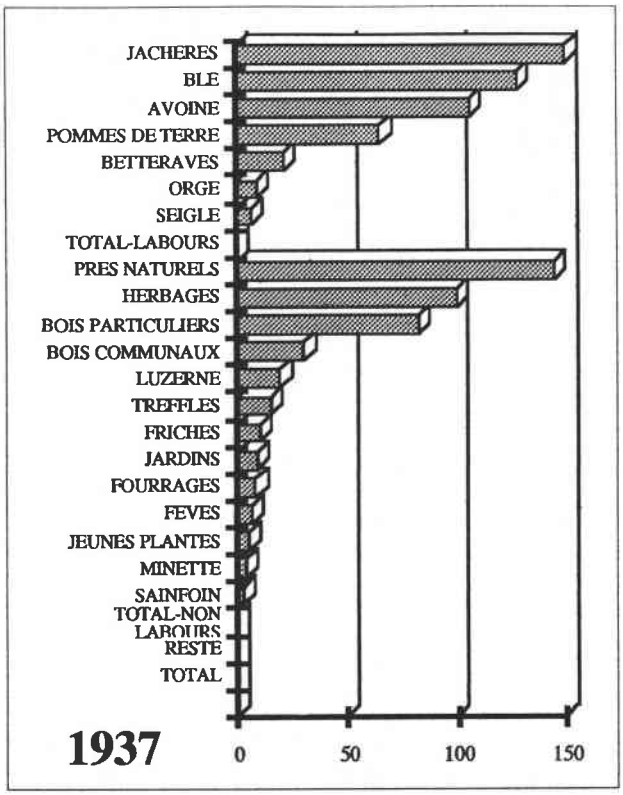


- Une production végétale en forte croissance.

Au fur et à mesure que la population des cités augmente, les agriculteurs du secteur ont progressivement diminué la culture des céréales pour étendre leurs pâturages et participer au ravitaillement des cités en lait et en beurre; le

21- La ferme Jauquet (Wey) était tous les ans inondée. Une anecdote que M. Wey m'avait raconté la première année qu'il habitait la ferme. Un matin ses chaussons nageaient dans la chambre. On disait que c'était quand ils lâchaient l'eau des étangs. Maman appelait son village l'Ile de Calipso. La route était coupée, la mine mettait à la disposition un tombereau avec deux grosses roues pour pouvoir faire traverser les ouvriers, les enfants scolarisés. A Droitaumont il y avait pourtant, un pont de pierre,un pont de fer et un petit pont qui conduisait aux (Tripoli) cités. ()

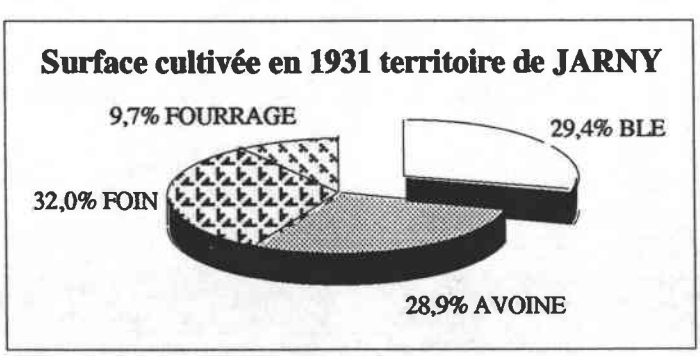
22-En effet, quand la terre contenait assez d'argile pour retenir l'humidité, on a pu créer en plusieurs endroits des herbages de qualité aussi bonne que les prés de fond de vallées.



SAU JARNY ha	1930	1931	1936	1937	en Ha
JACHERES				150	
BLE	133	82	130	128	
AVOINE	131	145	114	106	
POMMES DE TERRE			10	65	
BETTERAVES				21	
ORGE			7	9	
SEIGLE			9	6	
TOTAL-LABOURS	504	504	504		485.0
PRES NATURELS				145	
HERBAGES				100	
BOIS PARTICULIERS				83	
BOIS COMMUNAUX				30	
LUZERNE				19	
TREFFLES				15	
FRICHES				10	
JARDINS				8,9	
FOURRAGES	44	46	8	8	
FEVES				6	
JEUNES PLANTES				5	
MINETTE				3,5	
SAINFOIN				3	
TOTAL-NON LABOURS					435.9
RESTE					352.0
TOTAL					1540,0

lait leur rapportait bien plus que les cultures [23], et comme il ne pouvait être transporté loin, les cultivateurs jouissaient d'un monopole local ; on a vu par ailleurs que le développement du marché de la viande avait nécessité la construction des abattoirs jarnysiens. Tout donnait à la campagne jarnysienne un caractère particulier dans la région où les prés rattrapaient les céréales. [24] Voici à titre d'exemple, ce qu' on ensemençait chaque année à la ferme de Moncel: «*Chez nous, on mettait 30 hectares de blé sur la ferme, de l'escourgeon, orge, seigle pour les cochons, avoine pour les chevaux; 4-5 hectares de seigle, 3-4 d'escourgeon, 25 hectares de céréales de printemps, le blé derrière les betteraves fourragères*

DEPARTEMENT 1936			
fourrages annuels		1120	0,8%
sainfoin		1883	1,4%
prairies temporaires		2527	1,9%
orge		2845	2,1%
seigle		3489	2,6%
trèfle		4384	3,2%
pommes de terre		9245	6,9%
betteraves		9894	7,3%
luzerne		10499	7,8%
blé		44153	32,7%
avoine		44889	33,3%
	total	134928	100,0%



SUPERFICIE en Ha	1930	1931	1935	1936	1937
BLE	82	133	127	130	128
AVOINE	145	131	110	114	106
FOIN	52	145	145	145	
FOURRAGE	46	44	35	8	
JACHERES			125		150

23- Rappelons que pour le blé, les cultivateurs se trouvaient en concurrence directe avec les producteurs du Nouveau Monde, ce qui n'était pas le cas des denrées comme le lait ou la viande, directement commercialisés dans les environs.

24- «*Dans la totalité de l'arrondissement de Briey les céréales ont été réduites entre 1894 et 1926, de 49 000 à 33 000 hectares. Le blé ayant perdu plus de terrain que l'avoine ; les prés et les pâturages ont augmenté, de 6 000 en 1894 à 19 000 à l'heure actuelle, mais plus du tiers de cette croissance incombe au canton de Conflans, où les prés et les herbages réclament autant de place que les céréales, tandis que dans les autres cantons les céréales occupent une superficie double ou même triple.* (**Axel Sömme, op.cité**)

pour les vaches ou les moutons. »[25]

Quels étaient alors les rendements moyens? Selon les agriculteurs de l'époque, «*il fallait compter entre 20 et 30 sacs et les bonnes années 33 quintaux* .» C'est en gros ce que montre les chiffrés tirés de la statistique agricole officielle [26]:

Rendements JARNY	1930	1931	1935	1936	1937
Blé en Ha	82	133	127	130	128
Nombre de SACS	3000	3200			
Qx/Ha	36,6	24,1	14,0		16,00

Un autre témoignage nuance toutefois: «*pour les rendements, ils n'atteignaient pas la moitié de ceux d'aujourd'hui et ils sont difficiles à chiffrer; car comme aujourd'hui, il y avait ceux qui faisaient bien leur travail et les autres; là où un arrivait faire 30 quintaux, le voisin arrivait à la moitié; les semences étaient toujours reprises sur la ferme* »

Statistique cantonale	1935	rendements 1935	production cantonale 1935	1936	1937	rendements 1937
blé	passable	14	41188	moyenne	assez bonne	16
avoine	assez bonne	13	38779	passable	passable	12
seigle	mauvaise	13		moyenne	passable	12
orge	mauvaise	13		passable	assez bonne	13
pommes de terre	médiocre			médiocre, pourriture	bonne	60
betteraves				bonne	bonne	480
prairies artificielles	assez bonne			bonne	bonne	
prairies naturelles	passable			bonne	bonne	
trèfle						35
luzerne						30
sainfoin	bonne	45	130872			15
prés naturels	bonne	42	42615			30

- La production animale

L'arrondissement de Briey ne comptait en 1930 que 20 000 bovins pour une population de 150 000 habitants. La proportion de 2 bovins pour 15 habitants , se vérifiait-elle dans le cas de Jarny? avec 150 têtes environ pour 7000 habitants, et environ 1 bovin pour 45 habitants, il fallait bien acheter la viande ailleurs. Le nombre des porcs était faible aussi, et ceux qui les élevaient étaient surtout les anciens manœuvres de cultures et journaliers ou les ouvriers jarnysiens. La vente directe du lait avait aussi supprimé les résidus utilisés autrefois pour les porcs ; en outre, on cultivait moins de pommes de terre... Comme pour le bœuf, une partie de la viande de porc consommée devait être importée.[26]

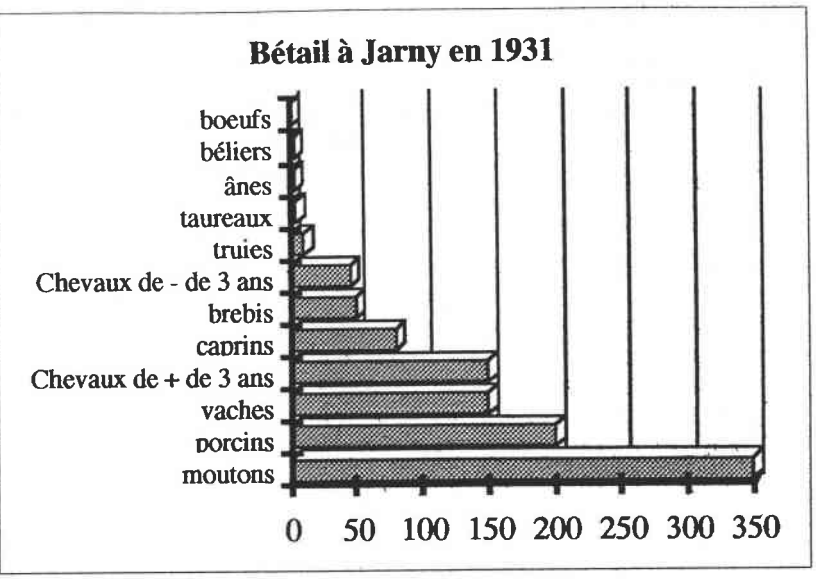
JARNY	Bétail	1930	1931	1935	1937
	PORCS	160	60	50	135
	OVINS		350		225
	BOVINS				16
VACHES	Laitières	125	130	150	130
	non-laitières	10	9		
(AD M&M 7M 167)			2000 litres/an		

Dans la statistique officielle, le nombre de têtes variait chaque année. Sur de bonnes pâtures

25- Témoignage de M.J.Schwartz

26- AD M&M 1 Z 65; Et voici ce qu'A.Sömme en disait:«*La Lorraine a toujours été un excellent pays de blé, et bien que le rendement moyen par hectare y soit assez inférieur au département du Nord, la région se classe cependant parmi les meilleures productrices de céréales de France.* »(id) - Un témoin: «l'élevage bovin, les vaches laitières était la première ressource d'une ferme à laquelle s'ajoutait l'élevage porcin et la volaille et les œufs que l'on trouvait facilement à vendre car la liberté de vendre existait»(M.Lde Ville-sur-Yron)

Jarny 1931	31	36
boeufs	0	0
béliers	3	3
ânes	3	2
taureaux	4	11
truies	10	18
Chevaux de - de 3 ans	45	28
brebis	50	277
caprins	80	71
Chevaux de + de 3 ans	150	82
vaches	150	176
porcins	200	140
moutons	350	293



on pouvait mettre sans aliment complémentaire, deux bêtes par hectare, sur d'autres une seulement, et pendant les années de sécheresse il fallait disposer de 2 hectares par bête .[27] En observant les quantités de têtes abattues chaque année par les bouchers (cf tableau ci-contre), il faut bien constater que le cheptel local ne suffisait pas. Les fermiers achetaient des bêtes "maigres" au printemps, par l'intermédiaire des marchands de bestiaux, le plus souvent juifs comme nous le signalerons; sur les plus grandes fermes, certains achetaient de 50 à 100 bêtes chaque année. Parfois c'étaient les bouchers qui louaient des pâtures pour y mettre aux printemps les bêtes à abattre à l'automne.[28] Si le canton ne représentait que le cinquième de l'arrondissement, et possédait plus du tiers des près et des herbages, (sans cependant posséder une proportion égale de vaches laitières), c'est que l'on s'adonnait dans la région à l'élevage de bêtes de boucherie et de cheval de trait. [29] Ajoutons que certains chevaux étaient utilisés au fond des mines.[30] Notre témoin de Moncel faisait remarquer pour sa part:«*A la ferme on avait 18 juments poulinières. Sur Jarny, il y avait des chevaux chez tous les cul-*

Noms des bouchers A M le 23 /1/ 1924	boeufs	veaux	porcs	moutons	chevaux	vaches
MANGIN	164	326	135	210		
BALLAND	180	326	225	125		
MOREL	132	250	136	100		
FRANCAIS			520			
FOSSATI					30	10
WALTER (Conflans)	180	350	200	150		
LECOURRIER (Conflans)	80	100		100		
Total	736	1352	1216	685	30	10

27- . «Chez nous on avait 25 vaches laitières. Les vaches étaient uniquement nourries au parc ; l'hiver on leur donnait foin, betteraves, menues pailles, tourteaux, dresch, c'est des résidus de brasserie, l'orge rendu acheté à la brasserie de Jarny et on allait même en chercher l'été ; et c'est pour ça que les vaches donnaient pas mal de lait. Les tourteaux étaient des tourteaux d'arachide vendus par des commerçants de Metz et à l'époque les compléments de nourriture ne venaient pas des coopératives.»(M.S.)«Les tourteaux de colza existaient déjà; on ne peut pas dire qu'on en trouvait facilement, mais il faut dire aussi que les fermes vivaient beaucoup sur elles-mêmes et sur ce qu'elles produisaient...»(M.L.)

28- En 1931, le kilo de bœuf variait de 4,5F à 16,5F, le veau de 5F à 16 F, le mouton de 4,5 F à 30 F et le porc de 6 à 15 F. «En dehors des chevaux qui servaient au travail il fallait compter plusieurs attelages de trois bêtes, car il faut compter les accidents, les maladies, ensuite quelques poulinières pour remplacer...Les troupeaux de vaches n'ont augmenté que plus tard...à côté une dizaine de porcs charcutiers ou truies allaitante dont bien souvent les soins *étaient laissés à la femme* »(**M.P.**)

30- «Oui, je me souviens, un frère de l'André Naudin, louait des chevaux à la mine. Je me souviens quand il passait chez nous et disait "je viens de toucher pour les chevaux à la mine". Il louait à Jarny et Droitaumont. A Giraumont je ne sais pas -les mineurs en parlaient. Ils avaient plusieurs chevaux et un à qui ils accrochaient 10 wagons ; s'ils accrochaient le 11ème, il ne démarrait pas, il le sentait - Les mineurs tendaient l'attache et le cheval ne sentait plus la 11ème secousse. Il sentait les 10 secousses. Pratiquement il comptait. Pas croyable et ce n'était pas les mineurs qui l'avaient dressé ; c'était son habitude. 10 wagons, ça faisait 25 tonnes; quelle puissance ! Certes les wagons étaient démarrés et après dans le fond c'était plat. Quand j'étais à l'école je me souviens que les enfants de mineurs disaient qu'ils remontaient les chevaux le samedi pour leur faire voir le jour ; pas tous, certains restaient au fond.»

31- M.J.Schwartz

tivateurs, un minimum de 3 pour une charrue et quelques uns conduisaient les juments chez nous pour les faire saillir pour un ou deux poulains dans l'année .»[31]

1937	Jarny	Droitaumont	Total
chevaux			
entiers	6	2	8
juments	96	19	115
hongres	86	14	100
poulains			
communs	32	14	46
racés	9		9
ânes	1		1
taurcaux	3	1	4
vaches	105	25	130
veaux	45	17	62
boeufs	10	6	16
bêtes à laine	979	98	1077
brebis	226	49	275
béliers	20	6	26
chèvres	10		10
cochons	121	14	135
truies	8	1	9
verrats	2	1	3

Et en dehors des chevaux et des vaches, les agriculteurs élevaient aussi des moutons en grand nombre comme le montrait le tableau précédent pour l'année 1937.[32]

- La commercialisation s'organise.

Le Jarnisy a pu se lancer dans la production laitière grâce à la qualité de son sol et aux centres de consommation importants de la vallée de l'Orne. On estimait en moyenne, pour le secteur, que la production laitière journalière tournait autour de 6 litres par vache; mais sur une ferme comme celle de M.Schwartz, les rendements étaient plus élevés.[33] Où partait cette production? Pour la ferme de Moncel, une femme des cités de Droitaumont venait chercher le lait chaque jour. Le fermier lui donnait tant du litre pour vendre le lait dans les cités. [34] Mais ce lait, pourtant abondant dans le Jarnisy, ne suffisait pas et les centres industriels de la vallée de l'Orne devaient chercher leur lait assez loin, jusque dans les villages de la Woëvre. Les villages les plus proches n'étaient pas seuls à profiter du renouveau de l'activité jarnysienne; l'emploi du camion depuis la guerre permettait de transporter le lait à plusieurs kilomètres. Les possibilités d'écoulement étaient moins déterminées par la distance que par l'importance des agglomérations voisines. Ainsi, les collecteurs de la vallée de l'Orne, sillonnaient les villages du Jarnisy pour vendre à Jœuf ou Homécourt, et le rayon d'attraction de ces villes industrielles de 10 000 habitants se ramifiait très loin le long de toutes les routes du plateau dominant la vallée de l'Orne...

C'est par l'importance de ce trafic que naquit la laiterie "Les Bonnes Laiteries" le long de la route de la Cartoucherie. [35] Ensuite, en février 1935, un "Syndicat de défense des producteurs de lait

---

32- Pourtant certains chiffres ne se recoupent pas toujours, en particulier pour le nombre des moutons. «*On avait un troupeau de 200 mères moutons* .»(id) Comme si la seule ferme de Moncel possédait tout le cheptel ovin à elle seule.

33- « Chez nous on avait 25 vaches laitières avec 200, 250 et même 300 litres à la fin, par jour, comme rendement. C'était pas trop mal!»(id)

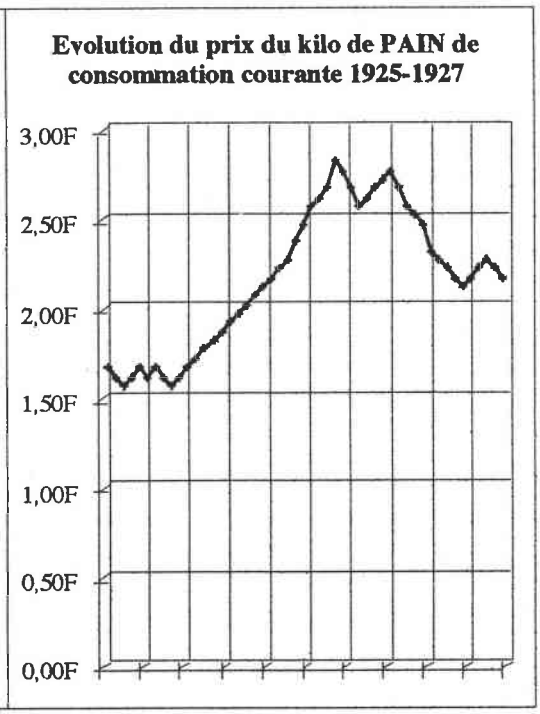
34- Tous les jours, en bidon de 20 litres, je l'ai vue prendre sa petite camionnette entre 150 et 200 litres par jour. Tout le lait partait là, quand il y en avait un peu de trop on l'écrémait pour les veaux. On ne vendait pas à la laiterie.
C'est ce petit commerce qu'évoquait aussi A.Sömme. « *Et sur le plateau de Briey l'approvisionnement se fait encore par le petit laitier qui ramasse 200 ou 300 litres par jour. C'est souvent un ancien ouvrier qui, d'abord cahoté dans une mauvaise charrette a fini par avoir au bout de quelques années sa camionnette ; mais le métier est dur : certains partent de chez eux le matin dès 4 heures et circulent jusqu'à 14 heures. Sur le plateau de Briey, où ils vendent le lait 4 sous plus cher qu'ils ne l'achètent, leurs bénéfices sont assez modestes, quand on considère qu'ils dépensent 10 à 15 francs par jour d'essence et doivent entretenir leur voiture. Le bénéfice augmente quand on réunit 1000 litres par jour.* »(**Axel Sömme, op.cité**) C'était la Fernande Comisati de Droitaumont qui a commencé, traînant un petit chariot alsacien avec un chien qui le tirait avec 60-80 l de lait puis elle a acheté un mulet et enfin une camionnette... Elle avait 2 sous du litre jusqu'à 5 sous, soit 25 centimes. Je l'ai toujours vue jusqu'avant la guerre et, pendant la guerre, c'était une femme Larissi qui le prenait, elle venait de Jarny. Elle vendait à Tribieux principalement. Ensuite c'est Aggozini qui a repris puis Lorraine Lait... On a plus eu le droit de le vendre directement car il n'était pas stérilisé ; on utilisait un filtre en coton ; nous on le faisait bouillir tous les jours. On en buvait le soir comme ça cru.» ()

35- Elle s'était transformée en laiterie de "l'Etoile"

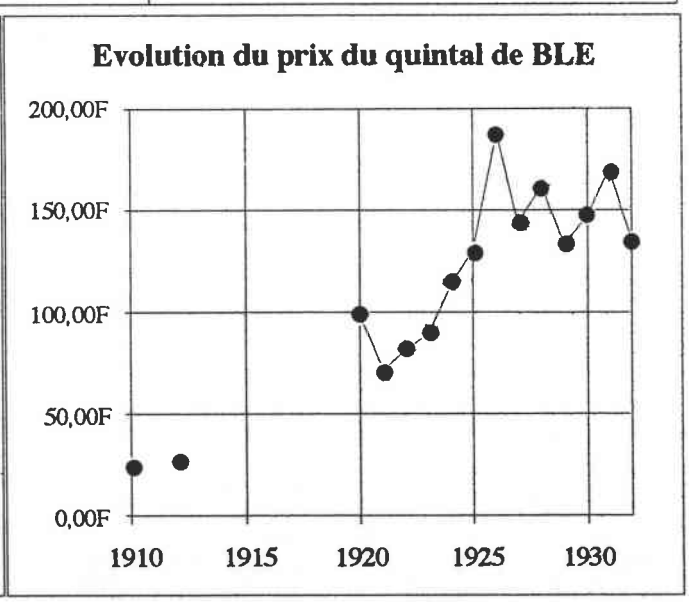
du Jarnisy et environs", s'était constitué surtout pour la défense des prix.[36] Tous les autres produits étaient vendus à la ferme où les marchands venaient s'approvisionner, coquetier, boucher, marchand de bestiaux ou de céréales.[37]

Pour les céréales, les choses étaient cependant différentes. Sur les graphiques et tableaux ci-dessous, on peut suivre les variations du prix du kilo de pain, telles que les avaient relevé le syndicat de la boulangerie locale. En quelques mois, les prix pouvaient presque doubler! C'est que toutes les productions céréalières étaient en concurrence directe avec les producteurs des autres régions, des autres pays, parfois lointains...De plus, les prix suivaient la loi du marché. [38] Comme on le voit, en 1931, les prix du blé s'étaient embal-

PAIN	Prix
1 Avr 25	1,70F
8 Avr 25	1,65F
22 Avr 25	1,60F
23 Mai 25	1,65F
11 Jui 25	1,70F
17 Jui 25	1,65F
14 Aoû 25	1,70F
28 Aoû 25	1,65F
13 Sep 25	1,60F
1 Nov 25	1,65F
1 Déc 25	1,70F
20 Jan 26	1,75F
7 Fév 26	1,80F
14 Fév 26	1,85F
1 Mar 26	1,90F
1 Avr 26	1,95F
8 Avr 26	2,00F
26 Avr 26	2,05F
10 Mai 26	2,10F
25 Mai 26	2,15F
7 Jui 26	2,20F
14 Jui 26	2,25F
18 Jui 26	2,30F
22 Jui 26	2,40F
25 Jui 26	2,50F
1 Jui 26	2,60F
8 Jui 26	2,65F
15 Jui 26	2,70F
21/7/1926	2,85F
7/8/1926	2,80F
12/8/1926	2,70F
17/8/1926	2,60F
25/8/1926	2,65F
1/9/1926	2,70F
23/9/1926	2,75F
28/9/1926	2,80F
18/11/1926	2,70F
3/12/1926	2,60F
6/12/1926	2,55F
10/12/1926	2,50F
16/10/1926	2,35F
31/12/1926	2,30F
29/1/1927	2,25F
13/3/1927	2,20F
5/4/1927	2,15F
16/4/1927	2,20F
12/5/1927	2,25F
1/6/1927	2,30F
4/8/1927	2,25F
26/9/1927	2,20F



BLE	Prix moyen du quintal
1910	25,21F
1912	27,73F
1920	99,14F
1921	71,00F
1922	82,00F
1923	90,00F
1924	115,00F
1925	129,57F
1926	187,69F
1927	143,50F
1928	161,52F
1929	133,00F
1930	147,43F
1931	168,94F
1932	135,00F

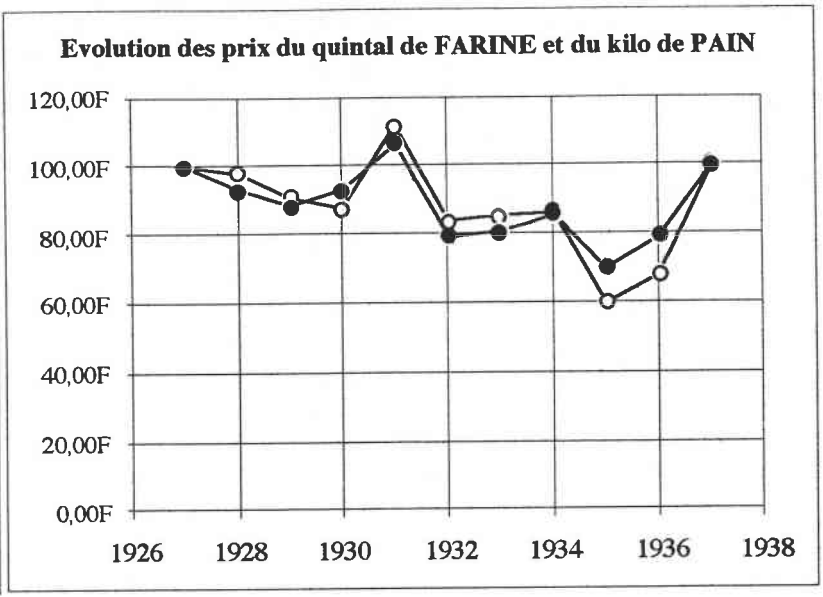


36- Quelques mois plus tard on apprend que le bureau et les délégués du syndicat s'étaient réunis le samedi 30 mai 1935 à 16 h à la mairie de Jarny. Après que le président a mis au courant les délégués des difficultés surgies entre certains producteurs de lait et leurs ramasseurs, il a fait le point sur les modifications des prix annoncés, avec application immédiate et même rétroactive, rappelant, qu'à moins de conventions contraires, la hausse ou la baisse du prix ne pouvait s'appliquer aux livraisons déjà effectuées, mais seulement après un préavis qui devait être au moins égal à une période de règlement. Il importait dès lors aux producteurs de lait, de réclamer le paiement intégral des livraisons effectuées au cours pratiqué lors de ces livraisons. Il était recommandé aux adhérents du syndicat de faire noter les livraisons faites aux ramasseurs non seulement sur le carnet ou la fiche entre les mains de ces derniers, mais également sur un carnet ou une fiche en leur possession. Sur ce carnet devrait être inscrite puis signée la convention intervenue entre les parties au sujet des livraisons. Les nouveaux prix seraient soumis à l'avis du bureau du syndicat de défense des producteurs de lait du Jarnisy et environs qui les étudiera avec les représentants des laitiers et les parties s'engagent à les respecter... (Jour n° date)

37- «Ces dernières devaient être livrées chez le marchand et comme les camions n'existaient pas, là aussi les chevaux faisaient le transport»(M.L.)

38-A Jarny, en février 1924, Prix du Quintal de BLE:106,00F, SEIGLE 90,00F, ORGE110,00F, AVOINE 65,00F,MINETTE 140,00F, TREFLE VIOLET 500,00F. Autre exemple, l'été 1931 a été particulièrement pluvieux en Lorraine et catastrophique pour les céréaliers... (**cf dans le supplément de Est Républicain, "La terre de France" du 5 octobre 1931: "*Comment être indemnisé quand on a été sinistré et à quelles exonérations fiscales peut-on prétendre?* ")**

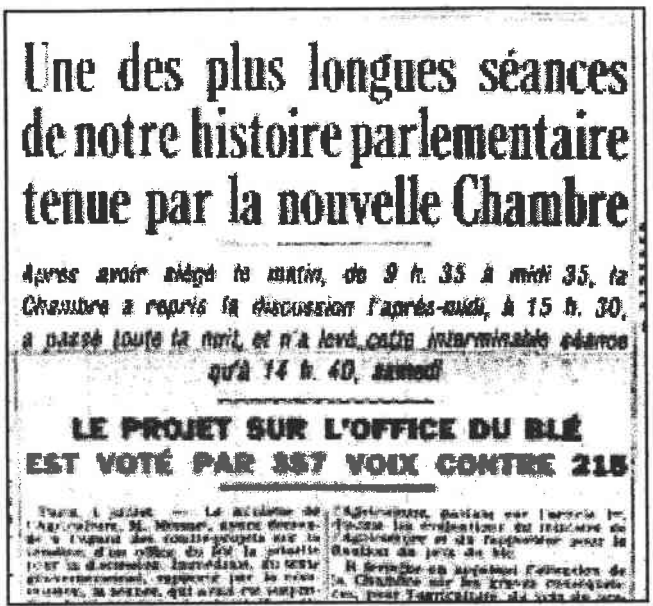
	Prix moyen du quintal de FARINE	Prix moyen du kilo de PAIN		
1927	225,00F	2,20F	100	100
1928	220,50F	2,05F	98,0	93,2
1929	205,00F	1,95F	91,1	88,6
1930	197,50F	2,05F	87,8	93,2
1931	251,00F	2,35F	111,6	106,8
1932	189,00F	1,75F	84,0	79,5
1933	192,50F	1,78F	85,6	80,9
1934	195,00F	1,89F	86,7	85,9
1935	135,00F	1,55F	60,0	70,5
1936	154,00F	1,75F	68,4	79,5
1937	226,00F	2,20F	100,4	100,0



lés avec le mauvais temps général. A l'inverse, l'année 1932 a été exceptionnelle. Et les prix ont alors chuté partout, dans la région aussi. Cette fois, les agriculteurs ont été secourus par des mesures gouvernementales de contingentement, qui ont permis de maintenir le prix à un taux relativement élevé.[39] Avant les dispositions gouvernementales de garanties des prix et le développement des coopératives, la loi de l'offre et de la demande réglait la question des prix, celui du pain suivant celui de la farine au départ des moulins comme le montrent tableaux et graphiques... On notera qu'en 1935, les cours avaient fortement baissé. La mévente du blé et des produits agricoles en général, avait provoqué la grogne de presque tous les agriculteurs de l'arrondissement.[40] Le 15 février, une conférence a été donnée à Briey par le comice agricole au sujet de l'échange de blé contre de la farine et du pain. Les cultivateurs présents, au nombre de 60 environ, avaient réclamé le rétablissement de ce mode de transaction là où il existait en Meurthe-et-Moselle avant la guerre. Pour l'écoulement de la production locale, voici l'exemple de la distribution de la production à la ferme de Moncel: « *Chez nous à Moncel, les moulins d'Hatrize avaient un magasin à Doncourt; on conduisait le grain là, et dans ce temps là avec les chevaux et les chariots. Le responsable du magasin, on passait devant chez lui, on allait vider, on recevait un bon avec le nombre de sacs, par exemple trente sacs, et il nous donnait l'argent. On payait des acquis, mon père avait des cahiers, mais tout cela a disparu depuis! Pendant la guerre, ou juste avant, on allait le chercher directement à Jarny. La coopérative qui s'était établie tardivement n'avait pas de camions. On commercialisait directement. C'était une petite coopérative et ceux qui en faisaient partie emmenaient directement leur blé aux moulins d'Hatrize.* »[41] D'autres témoins décrivaient d'autres circuits: «*pour les céréales, il fallait les livrer*

39- Il était supérieur à celui du blé étranger vendu de 50 à 55 F le quintal mais majoré de 80 F de droit de douane... Il n'y avait pas encore de réglementation dans le cadre des prix garantis par l'Etat.
40- 1M 604 et un article "Le prix du pain à Jarny " in "Le Réveil Ouvrier" du 8 avril 1936.
41- Les moulins de Jarny, sur le Rougewald, au Breuillot ou sur l'Yron à Droitaumont pour les derniers, ne servaient plus. «*Ma grand-mère m'a raconté que le moulin de Droitaumont appartenait a un de ses grands pères qui avait 6 fils; il en a racheté 5, le 6ème a fait son service militaire. Le gand-père avait dilapidé ses biens. Ce moulin était un vrai monument, une belle bâtisse : à l'extérieur il y avait deux grandes roues en fer de 3 m de diamètre au moins. Elles tournaient dans de petits biefs de pierre où l'eau coulait. A l'intérieur, dans une immense salle il y avait 3 broyeurs, des grandes roues et des plus petites; en dessous de ces roues, de grands baquets encore blanc de farine. Ce n'était que de la terre battue, sans plancher, c'était tout blanc! De l'autre côté de cette salle se trouvait le logement du meunier avec une belle cheminée et au-dessus les greniers. La mine l'a démoli.* »(M.J.S..)

aux marchands à certains jours de la semaine avec les chevaux et les voitures 25 à 30 quintaux par voyage, en sac de 100kg, le marchand lui, les revendait au moulin »[42] Le 17 août 1936, la loi sur l'Office du blé paraissait au "Journal Officiel"...[43] Comme le disait notre témoin de la ferme de Moncel: . «*La coopérative du blé a commencé aux environ de 1936 quand a été créé l'office du blé...et là les prix ont été plus réguliers* » [44] Autre céréales produite, l'orge. La brasserie n'achetait pas d'orge, car ce n'est pas de l'orge spéciale; on avait de l'orge fourragère.[45] Les agriculteurs vendaient les agneaux ou les brebis de réforme pour la boucherie à Jarny et le reste à des commerçants, des Juifs de Verdun.[46] La laine, était vendue elle aussi à des Juifs qui la collectaient. Ils l'embarquaient à la gare de Jarny, où ils la collectaient pour toute la région.[47] Un autre cultivateur insistait sur la difficulté de négocier : «*les cultivateurs devaient vendre ce qu'ils produisaient, car il fallait remplacer le bétail, ... celui-ci se remplaçait assez souvent, c'était un véritable commerce où il fallait se battre pour réussir et ne pas se laisser gruger...il fallait payer les réparations ou l'achat de matériel plus performant, on ne fréquentait pas les banques, on n'achetait que lorsqu'on avait l'argent dans l'armoire* » Un autre témoin rappelait qu'une partie des produits qu'ils achetaient, venaient des maisons de gros de Metz, démontrant que les liens naturels entre les habitants de l'ancien département de Moselle amputée étaient renoués. Certains y vendaient aussi leur produits. Mais ce commerce vers Metz était toutefois limité car les cultivateurs préféraient la vente directe à Jarny et accessoirement dans la vallée de l'Orne. [48]



Une des plus longues séances de notre histoire parlementaire tenue par la nouvelle Chambre

Après avoir siégé le matin, de 9 h. 35 à midi 35, la Chambre a repris la discussion l'après-midi, à 15 h. 30, a passé toute la nuit, et n'a levé cette interminable séance qu'à 14 h. 40, samedi

LE PROJET SUR L'OFFICE DU BLÉ EST VOTÉ PAR 367 VOIX CONTRE 215

Le projet d'Office du blé annoncé dans la presse régionale

Pour le reste , une bonne partie des ventes et des achats se faisaient par l'intermédiaires des marchands juifs de la région, comme il a été dit par quelques témoins; les agriculteurs trouvaient au-

42- M.L.de Jarny.

43- «*en face des grands trusts qui dominent le marché du blé, le pouvoirs publics veulent aider les producteurs à organiser une discipline professionnelle.le fonctionnement de l'office repose sur l'activité des coopératives agricoles regroupant les producteurs de blé...les commerçants pourront acheter et vendre du blé mais sous le contrôle de l'office...et les importations et exportations seront contrôlées par l'office, échappant ainsi à la main mise des spéculateurs...* »**(extrait d'article signé de Nelly Davaine dans "l'Eclair de l'Est" du 22 Août 1936)**

44- M.J.S. Il ajoutait: «*Je me souviens avoir vu dénaturer du blé en 1936; on mettait du bleu de Mythilène, le président du syndicat faisait cela, l'office fixait un quota et le surplus était dénaturé, impropre à la consommation humaine et on en faisait de la farine pour les bêtes. C'est comme ça qu'on éliminait les excédents. Quand ils ont fixé les cours, avant c'était marché libre; le juif fixait le prix en fait; après il y a eu les coopératives et des prix garantis.* »(M.J.Schwartz)

45- «pour l'orge, il n'y avait pas de différence avec les autres céréales, sa destination, seul le marchand s'arrangeait» ()

46- Lorsque l'on emmenait une voiture de grains, ou alors lorsqu'on vendait une bête, on touchait son argent tout de suite, il n'y avait pas de ristourne ni de subvention du gouvernement»()

47-Tous les moutonniers du coin apportaient leurs ballots et les Juifs faisaient un wagon avec, parfois deux. Ils vendaient dans le Nord surtout d'après ce qu'ils disaient.

48- Monsieur Walter de St Catherine avait aussi une boucherie à Jarny. Et Monsieur Hacquin avait construit une espèce de hangar écurie à l'entrée de Droitaumont village, un hangar en bois. Monsieur Pierre Adrien vendait des oeuf il était coquetier, toute l'année, on vendait des œufs, des poulets, des lapins....

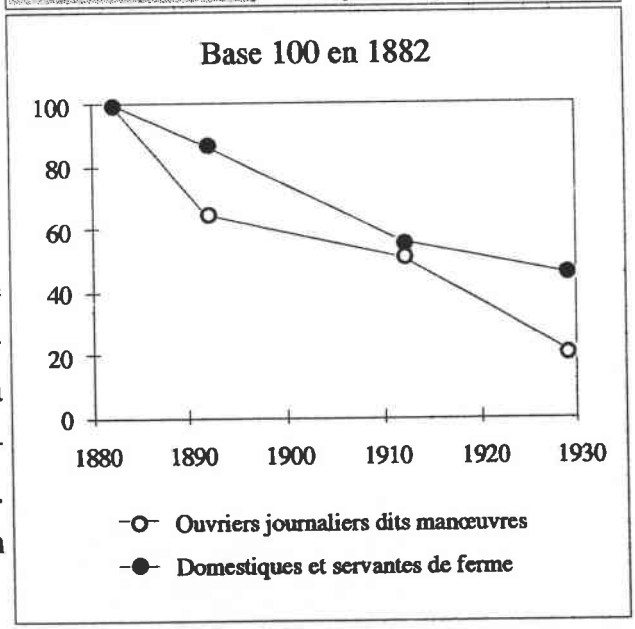
près d'eux, souplesse et rapidité dans les échanges.[49] Nous n'avons pas pu recouper ces informations par des documents d'archives, mais la fréquence des allusions à ce réseau ne peut faire douter. Enfin signalons aussi que beaucoup de contacts étaient pris à l'occasion des comices qui "tournaient" chaque année dans le canton. Lors du comice du 20 mai 1928 à Conflans, Albert Lebrun *«formait les vœux ardents pour la prospérité de l'agriculture, pour sa sécurité et exaltait éloquemment les vertus de l'immense armée des travailleurs de la terre ».* [50]

Etre agriculteur dans l'entre deux guerres

- Les conditions de travail changent.

Nous sommes toujours dans ce moment particulier où la machine continue de vider les campagnes de leurs ouvriers agricoles, ceux dont l'attache à la terre est la plus faible, tels que P. Ariès l'a décrit. (cf tableau ci-contre et suivant pour Jarny même). Un agriculteur rapportait sur ce sujet:*«des ouvriers agricoles il y en a toujours eu, jusqu'au moment où les machines ont remplacé les hommes et les chevaux en créant le chômage de tous côtés...la main d'œuvre était surtout sédentaire, puis sont venus quelques étrangers qui avaient été embauchés dans les mines et qui, après quelques années préféraient la campagne »* Nous ne développerons pas davantage ce thème déjà évoqué pour les années d'avant première guerre, sinon pour indiquer qu'il nous a semblé que le rythme de cet exode agricole paraissait moins soutenu au cours des années trente. L'attraction usinière et urbaine faiblirait-elle en temps de crise?

SALARIES DANS LE DEPARTEMENT	1882	1892	1912	1929
Ouvriers journaliers dits "manœuvres"	21 600	14 000	11 000	4 538
Domestiques et servantes de ferme	11 300	9 800	6 300	5 197
Ouvriers journaliers dits "manœuvres"	100	64,8	50,9	21,0
Domestiques et servantes de ferme	100	86,7	55,8	46,0



49- «Oui on en vendait aux Juifs; des gens de Metz, des Levy, des Jacob, qui venaient d'Etain, de Longuyon, de Thionville aussi...Ce n'est pas qu'on porte un jugement sur eux, c'était comme ça. Autre témoignage: «le juif fournissait la marchandise et on payait en blé. Oui c'était du troc, on se *rendait service, il y avait toujours un arrangement, malgré tout, par exemple un paysan qui s'installait, le juif prêtait des vaches, qui étaient engraissées gratuitement, Un Juif de Longuyon achetait des chevaux un autre de Moselle achetait les vaches, un autre d'Etain, achetait du grain, il venait et il avait ses wagons, et plus tard il échangeait en vendant des scories* »(**M.S. de Thumeréville**) Autre témoin: «*oui toutes les ventes de tous les produits se faisaient à domicile et les ventes étaient libres, donc les marchands juifs ou non, passaient dans les fermes; dire que tous les commerçants étaient juifs non, mais il y en avait beaucoup et certains savaient profiter des occasions, besoin d'argent dans les ménages ou bêtes accidentées, il fallait passer par eux, il n'y avait pas d'autres solutions, car le circuit était beaucoup plus court qu'aujourd'hui* »(M.L.)

50- Le journal rapportait: « *Hier dimanche a eu lieu, à Conflans, le concours agricole organisé par le comice agricole de l'arrondissement de Briey... Malgré le temps d'abord incertain, puis mauvais, les cultivateurs s'étaient rendus très nombreux à cette belle manifestation qui, hâtons-nous de le dire a obtenu un succès des plus brillants. Sur le "Pâquis", des stands avaient été dressés par les soins de la coopérative de Bayon, de la délégation française des producteurs de nitrate de soude du Chili, du comptoir français de l'azote, et la société des sels de potasse d'Alsace. On remarquait aussi un lot important de batteuses, trayeuses mécaniques, charrues, faucheuses, moteurs électriques, le tout fonctionnant sous les yeux du public intéressé.* ()

JARNY RECENSEMENTS de	1911	1921	1936
CULTIVATEURS	**24**	**22**	**20**
CULTIVATRICE	4	7	
AIDE DE CULTURE	1		
BONNE DE CULTURE	1		
CHEF DE CULTURE	1		
APPRENTI DE CULTURE			1
COMMIS DE CULTURE			1
GARCON DE CULTURE			3
HORTICULTEUR		1	
Ouvriers de culture	3	1	5
TOTAL	31	30	25
Femmes	6	7	0
Hommes	25	23	25
Français	26	26	24
Belges	5	4	0
Italiens	0	0	1

Pour mener les divers travaux agricoles, une ferme de l'époque comme celle de M.Schwartz comptait quatre ouvriers, deux commis de cultures, un marcaire et un berger à temps plein. Parfois venait un troisième commis...*«il y en avait toujours un à la maison qui soignait les chevaux* .» Pour la moisson les fermiers embauchaient des journaliers, parfois des gens de la mine qui venaient en dehors de leurs heures de travail.[51] Les organisations ouvrières qui s'interessaient parfois aux ouvriers de culture notamment en 1936 et dans les mois qui ont suivi, dénonçaient la surexploitation des ouvriers agricoles.[52] Il faut rappeler que l'effort physique était certainement plus intense autrefois et les journées étaient plus longues. *«on se levait à 5 h - 5 h 30 avec le bétail , puis on mettait la batteuse en route en route vers 8 h - 8 h 30 jusqu'à 11 h 30 et de 13 h à 16 h 30....après à nouveau les bêtes* »[53]Tous les anciens cultivateurs confirmaient ces horaires.[54] La famille assumait une bonne partie du travail toute l'année sans aides:*« Le reste c'était nous, on labourait aux chevaux, on faisait trois charrues, quelquefois quatre, cela dépendait. Il fallait bien travailler pour labourer 25 ares dans la journée; de là la mesure d'un jour; dans d'autres endroits, c'est 33 ares si la terre est plus légère, mais chez nous on ne parlait guère en "jours". »* [55] Les enfants apportaient encore un complément d'aide:*«les enfants sortaient de l'école à 12 ans(?) et allaient garder les vaches deux fois par jour »*.[56] Un autre témoin évoquait de son côté le travail des épouses et des femmes en général :*«Les femmes ne s'occupaient pas seulement du jardin, mais aussi des travaux de basse-cour et elles participaient encore aux travaux de la ferme lorsqu'il n'y avait pas de manœuvres: chargement du fumier, binage des betteraves, des pommes de terre et même bien souvent à la conduite des attelages au moment des semailles; aux travaux de fenaison où il fallait ramasser les gerbes et aussi faire des voitures de foin et de céréales, et aussi les décharger dans les granges »*

51- Les ouvriers de mines allaient chez tous les cultivateurs.« les Polonais de Droitaumont venaient nous donner un coup de main. On battait parfois 2 ou 3 jours par semaine ; on ne faisait pas tout d'un coup. L'avoine parfois, oui tout d'un coup ; mais le blé, une centaine de quintaux parfois moins ; on les emmenait à Doncourt...de décembre à février. Pour la semence on battait plus tôt, pendant les jours de pluie environ 60 quintaux. On triait. On calibrait avec une trieuse cylindrique. On faisait du beau travail. On enlevait les grains cassés. Quand cela allait bien, on avait du premier choix. Quand on triait 15 quintaux dans la journée on avait bien travaillé. Heureusement mon père avait un petit moteur électrique, mais quand j'étais plus jeune on tournait à la main.»(M.S de Moncel)

52- "Le Réveil Ouvrier" du 1 avril 1936

53-M.P. de Jarny.

54- *« Le travail commençait de très bonne heure, en moyenne cinq heures le matin, car il fallait que les chevaux mangent, on comptait deux heures; ensuite il fallait sortir les fumiers des écuries à la brouette et pas seulement des chevaux mais des vaches; ensuite la traite, le lait était ramassé de très bonne heure, vers six heures et demie au plus tard; après déjeuner avant le départ aux champs où l'on tournait jusque onze heures; les bêtes rentraient à l'écurie où il fallait recommencer à les soigner et attendre deux heures avant de repartir; le soir vers six heures, lorsque l'on avait marché toute la journée derrière les chevaux, il fallait encore soigner le bétail, les femmes ayant effectuer la traite des vaches... »*

55- A Ville-sur-Yron, par exemple, il y a la pièce des "dix jours".

56- «D'un côté les familles comptaient quatre ou cinq enfants, quelques fois plus, qui étaient les premiers ouvriers ou alors les ouvriers venaient d'autres familles nombreuses du village...le travail ne pouvant être fait uniquement par la famille, on faisait appel à des manœuvres ...»()

Pour améliorer leur production, les agriculteurs jarnysiens utilisaient déjà les engrais. En particulier ils"semaient" des engrais, principalement, des scories.[57] Par contre les paysans utilisaient peu la potasse et un peu de chlorure de potassium. Au printemps, sur les blés, ils répandaient du nitrate de chaux qui venait principalement du Chili, nitrate naturel et sur les avoines, principalement du sulfate d'ammoniaque.[58]

Les outillages variaient d'une ferme à l'autre. [59] Les moissonneuses mécaniques étaient tirées par les chevaux.[60] Un autre témoin précisait à ce sujet :«*On avait une moissonneuse lieuse; à Jarny, tout le monde en avait. Les bottes allaient à terre et on les relevait pour les mettre en tas, certains disaient en trésseaux, en meulettes. On les laissait huit jours pour sécher. On fauchait un peu sur le vert pour que cela ne s'égrenne pas et ça achevait de mûrir; les meulettes mûrissaient et la paille séchait. Comme on ne fauchait pas des centaines d'hectares dans la journée, on commençait à un coin et ainsi de suite, ça séchait, ça mûrissait. Quand on avait fini, il y avait un temps mort avant les avoines et on rentrait alors les blés.* »[61] En fait d'outillage, les charrues étaient des charrues assez simples, [62] ce qu'un autre témoin confirmait en rappelant que l'outillage d'une ferme était à l'époque très limité, une ou deux charrues

MATERIEL	à JARNY		CANTON	
	1931	1937	1936	Capacité
TRACTEURS		1	6	
MOISSONNEUSE-LIEUSES		20		
BATTEUSES		13		
A MOTEUR	12		280	14000 qx
A MANEGE	1		7	35 qx
A BRAS	3		37	74 qx

57- « *des scories Thomas, à Jarny tout le monde en semait; il y avait un semoir acheté par le syndicat; mais les scories je crois que c'était aussi aux Juifs qu'on les achetait. Je me souviens de mon père discutant le prix avec eux. On en mettait tous les trois ans dans les parcs et dans les versaines.* »()

58- «*La dose n'était pas forte. Quand on avait mis 100 Kg de nitrate de chaux qui titrait 15% d'azote, c'était tout et le sulfate d'ammoniaque, c'était pareil* .»() Autre témoin:« on conduisait les fumiers au champ par des attelages et ensuite il étaient épandus dans les champs à la fourche et à la main on semait aussi des scories; de la cianamite et de l'azote, le tout à la main»()
«*J'ai connu une époque sans herbicides, on avait des coquelicots et des marguerites dans les blés, c'était des champs tout rouges. On allait parfois échardonner avec une faux. On coupait la tête pour que cela fasse moins de fleurs. On avait aussi des bleuets et des senés; certains semaient de la cyanamide à la rosée et ça les brûlait* .»()
Un autre déclarait:«sûr que l'agriculture était plus naturelle, car les engrais étaient utilisés en petite quantité vu les moyens de distribution et aussi le manque de disponibilité des exploitations qui vivaient plus sur elles mêmes à beaucoup moins de frais; l'argent était compté car les prêts existaient peu et personne n'y aurait eu recours»()

59- J'étais gosse quand mon père a acheté une lieuse de 2,m10 de large; c'était le fin du fin, on s'en est servi toute notre vie. Une charrue, c'était aussi pour la vie, la batteuse aussi. On avait une batteuse électrique, puisque le courant venait de la mine. Ailleurs on battait avec un manège, c'était les chevaux. Ici elle était fixe et il fallait amener les gerbes. Donc l'hiver il fallait reprendre toutes les gerbes à côté de la batteuse, ensuite j'ai connu la batteuse sur roues à moteur électrique qu'on pouvait déplacer. Cela faisait vraiment de la poussière.»()

60- Il n' y avait pas de tracteurs… «Quand les tracteurs étaient inconnus, les chevaux faisaient tout le travail de la ferme et tout le travail dans les champs; la plus petite ferme avait de 2 à 3 chevaux et cela allait en augmentant suivant le nombre d'hectares et aussi en raison du personnel qui se trouvait sur cette ferme»(M.L.)
Notre témoin de Moncel :«*Souvent je dis: mon père, tous les ans il vendait une quinzaine de tracteurs* "... les chevaux! Cela faisait une rentrée d'argent qu'il n'y a plus aujourd'hui.

61- Les blés étaient transportés à la ferme où ils étaient engrangés à plat, par niveau, et là, ils séchaient sans fermentation. «*En hiver, un peu avant même, pour la semence, de temps en temps on achetait 100 ou 200 Kg de semence. On prenait des blés français, c'était des rouges d'Alsace, ils rendaient au maximum 22 ou 25 quintaux plus souvent 18, mais ils étaient extraordinaires pour faire de la farine boulangère. La farine était plus facile à travailler* ».()

62- «J'ai pas connu de Brabant à Jarny. On avait un soc, versoir et deux manchons. Quand ça allait très bien, on avait un bi-soc, principalement aux versaines, quand ça allait bien, ou aux remues de la deuxième ou de la troisième culture, car c'était moins difficile. La première culture, on emmenait le fumier, au printemps on le répandait et on l'enterrait. Puis quand on avait le temps, on allait remuer la terre au canadien ou scarificateur à chevaux. Il en traîne un chez Simon derrière chez lui; puis on passait les herses. En été on labourait une deuxième fois et fin août ou septembre, on labourait une troisième fois, dans les terres qui étaient vraiment versaines. Autrement si on avait semé des trèfles avant, on labourait et on semait directement. Les vielles luzernes, on les labourait plutôt en hiver. Les labours se faisaient à 12-15 centimètres et c'était déjà profond. Pas comme aujourd'hui où on laboure à 18 ou 20 centimètres. Dans les terres lourdes, c'était plus dur. Quand j'ai commencé, une fois, j'ai réglé ma charrue comme si la terre n'était pas lourde, c'était bien trop et j'ai appris à la régler à cette occasion, avec mon frère; aujourd'hui on en tient plus compte» .

suivant le nombre de chevaux qui se trouvaient dans les écuries...[63]

Un syndicalisme agricole plus corporatiste que revendicatif.

Nous avions rapidement évoqué un premier syndicalisme agricole, un regroupement de producteurs qui avaient compris qu'ils devaient s'unir pour défendre les prix des marchandises. Ce n'était pas la seule vocation des syndicats jarnysiens constitués dès la fin de la guerre, puisque certains voyaient en lui l'embryon des coopératives.[64]

En fait le syndicalisme en tant que groupement de défense des producteurs avait existé dès l'après guerre. Un premier syndicat avait été formé le 22 décembre 1919 lorsque plusieurs propriétaires, «*comprenant la nécessité de restaurer la production agricole de la localité occupée par l'ennemi pendant toute la durée de la guerre...* » avaient décidé de créer un syndicat dans la commune. [65] Le 22 avril 1922, un nouveau groupement avait vu le jour, réunissant les propriétaires fermiers, domestiques et ouvriers agricoles, dans une association professionnelle régie par la loi du 21 mars 1884, et qui avait pris le nom de Syndicat Agricole de Jarny.[66] Les adhérents estimaient quelques années plus tard que leur syndicat avait plutôt bien fonctionné et donné de bons résultats principalement en ce qui concerne les fournitures d'engrais; depuis les réunions (6 par an) tournaient surtout sur la question du prix du lait...[67]

Entre temps, un syndicat d'élevage intercommunal regroupant les communes de Jarny, Labry et Giraumont avait été formé le 18 janvier 1925, la présidence avait été confiée à Jules Pillot de Jarny.[68] Les adhérents se fixaient pour buts de «*favoriser l'achat de sujets susceptibles d'améliorer la race bovine et de sa consommation, en faisant le choix de bonnes reproductrices, et s'il y a lieu le*

63-« *quelquefois un bisoc lorsque la terre allait bien- il fallait quatre chevaux pour le tirer- ensuite herse, scarificateur, faucheuses, faneuses, rateleuse ; et pour la moisson, au début faucheuse ensuite moissonneuse et enfin batteuse de tout modèle, certaines nommées manèges et animées par des chevaux qui tournaient en rond pendant des heures* »()

64- « Le syndicalisme, j'ai toujours connu le syndicat agricole de Jarny. C'était un groupement pour acheter du matériel, de la semence de betteraves, comme mon père le faisait et les autres agriculteurs venaient le chercher à la maison. On achetait ensemble les scories. C'était un groupement d'achat. Le syndicalisme, comme aujourd'hui, je ne m'en souviens pas. »(M.J.S.) Un autre agriculteur n'en garde pas un bon souvenir et semblait, lui, encore regretter l'ancien marché libre: «le syndicalisme dans la culture ne s'est guère manifesté;... avec lui, ça a été la fin de toute liberté, déclarations à droite à gauche, cotisation ici, cotisation là; ensuite coopérative pour toutes les céréales, ou animaux, techniciens enfin tout le monde aujourd'hui est embrigadé, quotas, jachères, fini la liberté» (M.L.)

65- L'association a pour but principal l'achat en commun d'instruments agricoles, d'engrais et de semences»(id) Le syndicat a été officialisé, avec le soutien de l'administration le 5 janvier 1920; il comptait alors 17 membres et formait le syndicat agricole de Jarny, affilié à l'union lorraine des syndicats agricoles de Meurthe-et-Moselle. Les membres du bureau, MM.Bertrand et Beugnet conseiller général, Georges Schwartz de Moncel, Henri Pierné agriculteur-grainetier rue Wilson à Jarny. Et le 2 avril 1922, ce syndicat comptait 33 adhérents, le bureau était le même, auquel 3 conseillers cultivateurs avaient été adjoints, Emile Beaulier, Arthur Pillot et Henri Gadol.

66- Ce syndicat a pour objet principal l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles, de faciliter aux adhérents l'achat des engrais et des semences, d'acheter des instruments destinés a être prêtés aux syndiqués moyennant une légère rétribution, de favoriser la vente des produits agricoles, de provoquer l'enseignement agricole et de le vulgariser, de donner des avis et des consultations sur tout ce qui concerne la profession agricole, d'examiner et de présenter par voie de pétition toutes les réformes législatives et toutes les mesures économiques qui seraient jugées utiles...» (AD M&M 7M 26)

67- En 1927:«le bureau se composait de Jules Pillot, Auguste Beugnet, vétérinaire, Henri Pierné, Victor Bérard maréchal ferrant, avec Henri Gadol, Arthur Pillot et Jules Munier cultivateurs à Jarny... En 1929: «le bureau s'est réuni quatre fois au cours de l'année 1929 pour discuter et prendre des décisions sur les offres présentées par différentes maisons au sujet de l'achat en commun de tourteaux et d'engrais chimiques»(id) En 1936, dans le compte rendu de l'assemblée générale, on apprend que«*en dehors de son assemblée annuelle, le syndicat agricole de Jarny tient des réunions saisonnières...son assemblée a eu lieu le 21 novembre 1936 et le compte rendu des opérations a été exposé, l'achat d'engrais s'élevait à 32583,70F, l'achat de tourteaux 21000F et divers produits agricoles, 3250F soit un total de 56833,70 F pour l'année* »(id)

68- Le vice président, Léon Magny de Labry, avec Henri Pierné comme secrétaire et Victor Bérard comme trésorier tous deux de Jarny... les autres membres étaient, Jules Munier de Jarny, Eugène Lapointe de Giraumont, Félix Marchal de Labry, Jules Baudoin de Jarny, Georges Jacquières de Jarny, Auguste Beugnet de Jarny...

contrôle laitier(sic). »[69] On notait aussi l'existence d'un syndicat de défense des producteurs de lait du Jarnisy et des environs , dont nous avons évoqué plus haut les recommandations pratiques faites aux producteurs... Sa constitution a eu lieu le 22 février 1935, il comptait d'abord 140 puis 265 adhérents, son président était Georges Schwartz de Moncel. [70] Ce syndicat avait pris naissance à la suite d'une très forte baisse des prix du lait (20 à 30 centimes par litre); la baisse avait été provoquée par les laitiers et les producteurs s'estimant victimes des grossistes avaient réagi énergiquement... Une réunion regroupant plusieurs centaines d'agriculteurs s'était tenue à Jarny, à l'hôtel Cordier, sous la présidence du Colonel Lyautey, président de l'Union Lorraine des Syndicats Agricoles, et de M. Jacques, abbé, secrétaire général de cette Union...Dans son exposé, Georges Schwartz, avait fait connaître les raisons de l'appel lancé par le syndicat agricole de Jarny. [71] Après une allocution de M.Lyautey et de M.l'abbé Jacques, M.Schwartz avait donné lecture des statuts proposés. Ils avaient été approuvés à l'unanimité des présents.[72] En 1936, le syndicat comptait 409 adhérents ...et, entre autres, le 19 octobre 1936, il participait à une importante réunion revendicative, avec l'union des producteurs de lait et tous les maires de l'arrondissement à Briey.[73]

Un syndicat d'aviculture de la vallée de l'Orne avait été créé le 26 octobre 1930: 322 hommes et deux femmes en faisaient partie sous la houlette de son président, Henri Sarloutte .[74] En fait il s'agissait d'une décision visant à se détacher du syndicat d'aviculture de la vallée de l'Orne et de l'Yron, créé le premier novembre 1928. Mais un peu plus tard un autre syndicat d'aviculteurs voyait le jour en janvier 1938, le syndicat des aviculteurs et horticulteurs du Jarnisy.[75] Son but était l'étude, l'expérimentation et la diffusion des meilleures méthodes de production et d'élevage, des meilleures variétés de fleurs et graines potagères, l'achat aux meilleures conditions de prix des reproducteurs appropriés, des graines potagères, engrais, matériel, etc. De son côté, la Société Horticole et Maraîchère du Jarnisy *«cherchait à regrouper les amateurs s'intéressant à la culture de la fleur et à l'entretien des jardins», outre les achats habituels en commun, elle voulait diffuser le goût de la*

69- AD M&M 7 M 26.

70- Avec Prosper Boutrou de Bruville, Georges Maigret de Brainville, Camille Bugnot d'Abbéville et André Lapointe de Tichémont par Giraumont.

71- *«Cette décision fut prise le 5 janvier à l'issue d'une assemblée générale tenue par les membres de ce syndicat auxquels s'étaient joints ceux des syndicats de Doncourt, Bruville, St Marcel et Giraumont...A la suite d'une baisse de 0, 40 f par litre de lait, baisse dont les producteurs étaient les seuls à faire les frais. Un extrait conforme du procès verbal de cette réunion a été envoyé à M; le préfet. Ce que désirent les agriculteurs producteurs de lait, c'est une entente avec les laitiers. Il est manifestement ridicule que celui qui produit se trouve toujours dans l'obligation de livrer la marchandise pour le prix qu'on lui offre; le lait en particulier est revendu par le laitier le double de son prix d'achat. Il est donc indispensable que des représentants, spécialement mandatés puisse résoudre ce problème avec l'autorité. Il faut qu'un bénéfice normal rémunère le cultivateur et le laitier, mais le prix du lait doit être fixé par les deux parties pour le bien des consommateurs, des producteurs et des laitiers à qui nous tendons la main.* »(notes manuscrites de son discours)

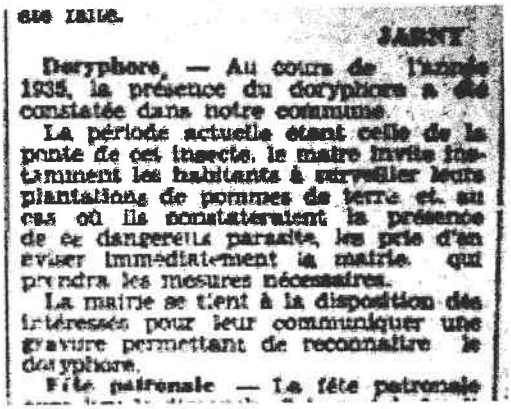
72- La famille Lyautey a joué un rôle considérable dans la vie religieuse régionale. Le Maréchal Lyautey pesait même sur la nomination de l'évêque. Son frère, le colonel Lyautey, dirigeait l'Union lorraine des syndicats agricoles, créée au début du siècle par deux prêtres et fortement liée à l'Evêché; en 1922, il avait été à l'origine d'une section lorraine de l'Union catholique de la France agricole. De 1949 à 1964, le président de l'ACGH (Action catholique générale des hommes) en Meurthe-et-Moselle fut le général Jeanjean. Cf. S. Bonnet, Sociologie politique et religieuse de la Lorraine, Cahier de la Fondation nationale des sciences politiques n° 181 , Paris, A. Colin, 1972.
Dans ses statuts, le syndicat déclarait vouloir défendre les producteurs, en les aidant à améliorer leur production en quantité et qualité par un meilleur choix des sujets, de tirer le meilleur parti du lait et d'en obtenir le meilleur prix, d'organiser le ramassage chez ses membres, la vente, l'exportation, la transformation en produits dérivés, de fournir des arbitres pour toute contestation entre les membres du syndicat, de soutenir en justice les membres du syndicat faisant l'objet de poursuites autres que fraude et falsification dûment constatées dans la vente du lait... toute discussion politique ou religieuse était rigoureusement interdite au sein du syndicat.

73- in "Eclair de l'Est"

74- Demeurant rue de l'abbé Vouaux à Jarny.

75- Son président était M. Henri Jambon , n° 25 cités de l'Est à Jarny...

fleur...organiser des expositions et conférences ...»[76] Enfin, à la suite de l'invasion du doryphore, signalée de partout dans les territoires de l'Est de la France, les cultivateurs de la commune de Jarny, avaient décidé de créer un syndicat de défense contre "les ennemis des cultures"...dont la presse a également rendu compte.(cf article ci-contre)[77]



des Iaie.

JARNY

Doryphore. — Au cours de l'année 1935, la présence du doryphore a été constatée dans notre commune.

La période actuelle étant celle de la ponte de cet insecte, le maire invite instamment les habitants à surveiller leurs plantations de pommes de terre et, au cas où ils constateraient la présence de ce dangereux parasite, les prie d'en aviser immédiatement la mairie, qui prendra les mesures nécessaires.

La mairie se tient à la disposition des intéressés pour leur communiquer une gravure permettant de reconnaître le doryphore.

Fête patronale. — La fête patronale

La vie quotidienne à la ferme changeait peu.

Le travail occupait toute l'année, dimanches et jours fériés: «*on ne parlait pas de vacances car tout le bétail devait manger deux fois par jour et même trois fois et les vaches devaient être tirées deux fois par jour...Lorsque les manœuvres ne venaient pas le dimanche, tout le travail devait être fait par la famille du cultivateur...L'occupation durait ainsi toute l'année, car les battages occupait tout l'hiver...* »() La vie de la ferme rythmait les habitudes de vie, faites de travail et de repli, à peine brisées par les fêtes locales, les bals, les mariages et les comices. Dans une économie plus autarcique, on souligne généralement que les agriculteurs produisaient tout ce qu'ils consommaient. Presque tous tuaient le cochon, la volaille, les lapins, et consommaient leur lait; le bœuf lui allait à la boucherie...[78] Pour conserver la viande les femmes la mettaient en bocaux stérilisés. Pour le cochon, il était salé mais certaines faisaient aussi rôtir les jambons de devant et les mettaient ensuite en bocaux. D'autres plaçaient directement les faux-filets dans les bocaux et les familles les mangeaient froids plus tard. Le jardin fournissait les légumes: «*On avait un potager, avec des arbres fruitiers, comme tout le monde en avait.* »() Un autre témoin ajoutait :«*le jardin était en général laissé à la disposition des femmes qui le bêchaient à la main, le semaient, le binaient et récoltaient* »() Quelques uns faisaient du miel:«*A Moncel il y en a eu un, un nommé Jaseran, je crois entre les deux guerre. Ils habitaient la ferme brûlée où il y avait trois logements. Et lui il avait une dizaine de ruches* .»() Seul le bois manquait aux Jarnysiens.[79] Après la guerre, le pain était déjà livré par un boulanger ambulant. Quelques agriculteurs continuaient cependant à cuire leur pain. C'est ce que rappelait un témoin, «*le pain s'est fait dans les fermes jusque dans les années 29-30; l'on chauffait le four une fois par semaine et après le pain on en profitait pour faire des gâteaux; de même qu'à la fête du village* »[80]

76- On retrouvait dans son bureau, Henri Sarloutte, président, Henri Pierné, Joseph Constant de Jarny, Henri Jambon, Jean Hac quard, Alfred Morel, Charles Nachbar, Charles Noviant... Les mêmes, Henri Sarloutte, Joseph Constant de Jarny, Jean Hacquard et Charles Nachbar, formaient le 14 septembre 1934 un syndicat des producteurs d'œufs du jour...regroupant 15 adhérents...dans le but de différencier les œufs véritablement frais, à la suite de la vente déplorable des produits de basse-cour et en raison de la concurrence déloyale de certains marchands en œufs...

77- Avec Georges Schwartz, Henri Pierné, Marc Jacquières, Louis Sallerin, Octave Wey, Jules Beaudoin, Jules Munier (8 juin 1937)

78- En fait il y en avait peu ou pas à Jarny et la plupart élevaient plutôt du veau.

79- Non, nous n'avions pas de coupe de bois. A part ceux de Droitaumont, où il y avait encore l'affouage. On achetait peu de bois; on faisait notre bois le long des ruisseaux, principalement des saules. Si on avait pas assez, ma foi, on en achetait.»()

80- « Après 1914, je ne suis pas sûr que ....M. Wey faisait encore son pain, ça j'en suis sûr, il le faisait jusqu'à la dernière guerre. Il avait même acheté un four portatif en tôle, habillé de briques réfractaires. Peut-être l'a-t-il conservé!»()

Parmi les pratiques anciennes, la culture du chanvre avait totalement disparu.[81] Les étangs ne servaient plus pour la pêche. Leur fonction ancienne de vivier pour la consommation du poisson local avait été concurrencée par les poissonniers qui pouvaient faire venir de Boulogne, directement, du poisson frais par chemin de fer.[82]

Contrairement à une idée ancrée dans les époques plus anciennes, dans ce début de vingtième siècle, l'individualisme agricole continuait de prévaloir. Les travaux collectifs, les groupements que l'on remarque aujourd'hui sont extrêmement récents.[83] L'entraide organisée venait surtout des groupements d'assurance et de la mutualité agricole.[84] Quant au syndicalisme d'action et de défense face aux pouvoirs publics, aucun de nos témoins ne les a évoqués. Pas plus que du mouvement du "Parti agraire" pourtant bien implanté parmi les propriétaires du Pays Haut et qui rayonnait, d'après les rapports de police, à partir d'un noyau actif centré à Longuyon. [84]

Finalement, si le nombre des petits commerçants continuaient de croître, celui des paysans s'était stabilisé autour de quelques fermes, déjà grosses pour l'époque. Le temps des petits ouvriers de culture et des journaliers était passé, ici plus tôt qu'ailleurs, car la guerre de 1914-1918 avait accéléré les réaménagements fonciers, en bousculant par contrecoup les structures traditionnelles et les anciennes pratiques agraires. L'immense besoin en nourriture des ouvriers d'usines, des mines et du chemin de fer, des employés d'administration et de toutes les populations des cités en expansion, avait continué de donner à l'agriculture locale tout son dynamisme. Les besoins en bras avaient par ailleurs permis un passage en douceur, sans déchirements apparents du moins, d'un monde rural traditionnellement peuplé et morcelé à une agriculture plus moderne et plus efficace, donnant à la campagne de la périphérie jarnysienne des allures d'avant garde.

81- Mais, à la ferme Ste Catherine, d'après un témoin, « le Walter, il produisait du lin, quatre hectares au moins; pas du lin filasse, du lin pour faire la graine, l'huile de lin; on ne faisait plus de chanvre. Autrefois oui, mais dans les chenevières il n'y avait plus de chanvre. Monsieur Boutrou de Bruville a encore une chemise de lin, faite à Bruville, il l'a porte parfois. »(M.S.)

82- Quant aux étangs actuels« ils n'étaient pas là, pour du poisson ou quoi, non ce sont des effondrements de la mine. Mais avant nous, il y avait des étangs entre la ferme de Grizières et la ferme de Moncel. On en voit encore les buttes d'ailleurs. La ferme de Moncel était pas mal drainée; on avait pas mal de drains en brique; il y avait une fabrique de ces drains à Braquis, à côté de Ville-en-Woëvre; ils faisaient aussi des tuiles. A Moncel après cette guerre, au moment ou la luzerne fleurissait, on voyait les lignes, l'emplacement des drains. Il y avait la citerne en bas de ces champs où arrivaient tous les drainages et il y avait toujours de l'eau; et la citerne là, alimentait un petit jet d'eau dans les jardins du château de Moncel. Et mon frère avec des associés, a retrouvé cette conduite et il avait fait une buvette pour les chevaux. Il n'avait pas d'eau tout l'été.»()

83- « Le travail c'était chacun pour soi. Le temps du travail ensemble je ne l'ai pas connu.» () Un autre témoin abondait dans ce sens: «les travaux collectifs n'existaient pas, seul l'entraide se faisait; il arrivait souvent, aux moments des gros travaux ou des battages de faire appel aux voisins et le travail était rendu d'une autre manière ... de même lorsqu'un paysan était malade ou accidenté, son travail était fait par le voisin ou un ami sans parler d'argent...»()

84- « Les caisses de secours je crois que c'est plus tard. Il y avait une caisse maladie et retraite pour les ouvriers agricoles. On avait des assurances incendie. Les femmes surtout, ne touchaient rien, comme retraite; encore aujourd'hui, des femmes âgées qui ont travaillé dans la culture ne touchent rien. Parce que à l'époque, personne ne versait pour elles.»

85- AD M&M 1Z 38 année 1934